

Morvan Duhamel

Entretiens confidentiels  
de  
Georges Albertini

---

René Pleven	Roger Frey
Vincent Auriol	Edgar Faure
Jacques Chirac	Roger Wybot
Charles De Gaulle	Georges Marchais
Jean-Marie Le Pen	Georges Pompidou
Pierre Mendès France	Jacques Chaban-Delmas
Jean-Baptiste Doumeng	Valéry Giscard d'Estaing
François Mitterrand	Auguste Lecœur
Maurice Thorez	Georges Bidault



ENTRETIENS CONFIDENTIELS  
DE  
GEORGES ALBERTINI

Consultez notre site internet



© Editions Amaltheé, 2012

Pour tout contact :  
Editions Amaltheé — 2 rue Crucy — 44005 Nantes Cedex 1  
[www.editions-amalthee.com](http://www.editions-amalthee.com)

*À la mémoire de mon fils Frédéric  
qui m'a aidé à sélectionner  
et présenter ces transcriptions.*



## INTRODUCTION

J'ai rencontré Georges Albertini en août 1944 à Paris, peu après que les troupes alliées y furent entrées. Celui qui avait été l'un des espoirs du Parti socialiste et de la CGT avant les guerres de 1939-1945, puis l'organisateur, au temps de l'Occupation, du très collaborationniste Rassemblement national-populaire (RNP) de Marcel Déat, était passé à la clandestinité avec la plupart des cadres nationaux de ce parti. Tous ou presque, lui le premier, risquaient la peine de mort s'ils étaient arrêtés.

Pour se concerter, ils se réunissaient dans l'appartement de ma mère, situé juste au-dessus de l'herboristerie qu'elle tenait près de la place de l'Étoile. Je les accueillais l'un après l'autre au magasin et, par derrière, les conduisais à l'appartement. Puis je descendais faire le guet dans la rue, prêt à monter les prévenir en cas de présence suspecte et à les aider à fuir par les caves. J'avais seize ans.

Albertini fut arrêté fin septembre, incarcéré à la prison de Fresnes et condamné en décembre à cinq ans de travaux forcés seulement, alors que la peine de mort avait été demandée par le commissaire du gouvernement. De ce fait, la plupart de ses camarades arrêtés eux aussi peu après n'écopèrent que de quelques années de prison.

En septembre 1949, achevant mes obligations militaires, j'ai retrouvé Georges Albertini, libéré l'année précédente par le président de la République, le socialiste Vincent Auriol, pour reprendre du service dans l'ombre du Parti socialiste. Plus précisément, compte tenu de son influence restée grande à la CGT, pour aider au développement de syndicats Force Ouvrière dans les différentes branches professionnelles. Avec presque toute son équipe également libérée, il s'activait dans trois bureaux d'un immeuble de la rue Guersant, dans le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris – parallèlement à une fonction de conseiller à la direction de la banque d'Hippolyte Worms que celui-ci, son co-détenu à la prison de Fresnes, lui avait offerte.

Sur sa demande, j'ai gagné Barcelone et enseigné le français dans une école de langues étrangères où il m'avait introduit, tout en remplissant pour son compte diverses missions. Puis sa position à la banque Worms me permit d'être accueilli plus longuement dans des établissements bancaires de Suède et de Finlande. Par l'intermédiaire d'une de ses relations de l'Occupation, l'ex-attaché à l'ambassade d'Allemagne Franz Grosse, j'ai ensuite séjourné un long hiver au siège d'une aciérie de la Ruhr, avant de repartir pour les pays nordiques.

Durant ces séjours et selon ses indications, j'effectuais des recherches, nouais des contacts, recrutais des correspondants et trouvais matière à des articles pour la publication qu'il avait lancée, le *BEIPI* (Bulletin d'Études et d'Informations politiques internationales), premier nom de la revue *Est & Ouest*.

Revenu à Paris en automne 1953, je suis resté près de lui au Centre d'archives et de documentation qu'il avait ouvert boulevard Haussmann. En mars 1954, il me fit entrer au cabinet du président nouvellement élu du Conseil économique, Emile Roche, qui voulait signer des articles dans diverses publications et dont je tins la plume pendant plus de vingt ans. L'année suivante, il me recommanda à l'ex-président du Conseil Henri Queuille et à l'ancien ministre André Morice pour devenir l'attaché de presse du parti qu'ils créaient par une scission du Parti radical-socialiste. En 1958, il m'engagea à assurer le secrétariat de l'Association parlementaire Europe-Afrique fondée par le député de Normandie Rémy Montagne. Puis, après m'avoir confié de nouvelles et brèves missions en Union soviétique, en Suisse et au Liban, il me demanda, en 1971, d'entrer à la direction générale de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), dont j'ai assuré les relations publiques pendant une dizaine d'années tout en m'acquittant de quelques tâches annexes. Parallèlement et toujours à son instigation, je devins en 1972 conseiller technique au cabinet d'Edgar Faure, qu'il avait fait nommer ministre du Travail et des Affaires sociales.

\*

\* \*



Qui était Georges Albertini, à qui je devais ces pérégrinations, rencontres et fonctions intellectuellement si enrichissantes ?

Il était né le 13 mai 1911 à Chalon-sur-Saône. Fils unique d'une famille très modeste, il fit de brillantes études à l'École primaire supérieure de cette ville, puis à l'École normale d'instituteurs de Mâcon, à l'École normale de Versailles et à l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Il devint ensuite professeur à l'École normale de Montbrison, et peu après à celle de Troyes.

Son adhésion à la Fédération des étudiants socialistes, en 1931, le mit en rapport avec Marcel Déat. L'année suivante, il s'affilia au Parti socialiste SFIO, ainsi qu'à la Fédération de l'enseignement de la CGT. Sur les plans politique et syndical (il était, au Parti socialiste, planiste et pacifiste, et à la CGT, un opposant résolu aux communistes), il devint un militant très actif, donnant chaque semaine un enseignement sur l'histoire du syndicalisme au Centre confédéral d'éducation ouvrière de la CGT et à l'École des surintendantes d'usine, à Paris. Il parla aussi à Radio-Tour Eiffel et collabora à plusieurs publications : *Révolution prolétarienne*, *Feuilles libres* de Léon Emery, *Tribune des fonctionnaires*, *Politica*...

De mai 1935 à mai 1936, il effectua son service militaire, terminé comme sous-lieutenant, puis il se maria. Il fut mobilisé en 1939 lorsque la France déclara la guerre à l'Allemagne. Libéré après la défaite de 1940, il reprit ses cours à l'École normale de Troyes.

En 1938 et 1939, il avait approuvé l'action de Marcel Déat en faveur de la paix. À la demande de celui-ci, il accepta, en avril 1941, de devenir le responsable départemental du RNP dans l'Aube et en novembre, à Paris, son secrétaire général. Il le resta jusqu'en août 1944, tout en dirigeant, de mars à août 1944, le cabinet de Marcel Déat devenu ministre du Travail et de la Solidarité nationale.

Sous l'Occupation, il prononça des conférences, notamment sur Richelieu et publia des critiques de livres, ainsi que des articles sur l'histoire, la politique étrangère et la vie sociale, dans l'hebdomadaire *L'Atelier* et dans les feuilles de l'agence de presse *Interfrance*. Ses écrits reflétaient surtout ses aspirations socialistes et pacifistes, son engagement en faveur d'une union de l'Europe reposant sur une étroite

collaboration franco-allemande, et son opposition aux agissements des communistes, ainsi qu'à l'impérialisme soviétique.

Lorsque Marcel Déat quitta Paris, le 17 août 1944, Albertini y resta, en compagnie de la plupart des cadres nationaux du RNP. Il fut arrêté le 25 septembre, inculpé le 26 et transféré à la prison de Fresnes. Là, tout en préparant sa défense, il rédigea une longue *Note autobiographique* destinée à ses avocats, un *Journal de ma prison*, sorte de Gotha de l'épuration survenue à Paris, et une très détaillée *Histoire du RNP*.

\*  
\*     \*

Dès mon entrée en fonctions au Centre d'archives et de documentation, en septembre 1953 et jusqu'au début des années 80, j'eus avec Georges Albertini des entretiens quasi, voire bi-quotidiens. Spontanément ou en réponse à mes questions, il me détaillait ses conversations avec des personnalités diverses, principalement politiques. Sur sa demande et dans la plus grande discrétion, je transcrivais l'essentiel de ce qu'il me rapportait des propos qu'on lui avait tenus, ainsi que ses commentaires. Il relisait ensuite avec soin mes feuillets dactylographiés, parfois les corrigeait, annotait et complétait à la main.

Georges, comme on l'appelait le plus souvent pour n'avoir pas à prononcer son nom, s'était en effet réengagé dans la résistance aux activités communistes et dans l'aide à une intégration européenne fondée sur la collaboration franco-allemande. Pour cela, il avait noué ou renoué des relations avec de nombreuses personnalités politiques, syndicales, administratives, diplomatiques, religieuses, économiques, financières, policières, journalistiques et autres, de droite comme de gauche, de France comme de l'étranger. De la sorte, il suivait dans le détail les évolutions de la vie publique et le comportement de ses principaux acteurs. Il connaissait leurs projets, leurs initiatives, leurs qualités et leurs travers. Souvent il les conseillait et les aidait, toujours retenait leurs dires.

Un seul d'entre eux reconnut publiquement ce qu'il lui devait, Edgar Faure, qui nota dans ses *Mémoires* : [en 1955], « *se nouèrent, entre Georges Albertini et moi, des relations suivies et de caractère amical qui exercèrent une forte influence sur ma carrière et toujours d'une façon bénéfique* »<sup>1</sup>.

Durant cette période, Georges Albertini, tenu à la plus expresse réserve du fait de ses responsabilités sous l'Occupation, exerça ainsi dans l'ombre une forte influence sur la vie politique française, voire internationale. Ce qu'il apprenait et que j'ai transcrit représentera une mine d'informations pour les historiens de demain. Comme Saint-Simon en froid avec le roi et son entourage, mais en rapports constants et discrets avec les ministres et les courtisans, il aurait pu dire : « *Je me suis donc trouvé instruit journellement de toutes choses par des canaux purs, directs et certains, et de toutes choses grandes et petites* »...

\*

\* \* \*

Quand Georges Albertini mourut, le 30 mars 1983, le quotidien *Le Monde*, où l'on avait toujours réprouvé ses activités, consacra néanmoins une demi-page à sa nécrologie, avec un temps de retard dû sans doute à des hésitations, car le texte en était flatteur. On y lisait notamment, sous la signature de Gilbert Comte :

« *Georges Albertini fréquenta, connut, conseilla, guida presque toutes les personnalités politiques de premier plan entre 1940 et 1981. Il organisa des campagnes électorales, fit écrire des centaines d'articles, prononcer des dizaines de discours, exerça le pouvoir par gens célèbres interposés. Il demeura lui-même constamment dans l'ombre [...].*

« *En excellentes relations avec le Vatican et plusieurs gouvernements étrangers, qu'il tenta d'influencer comme ceux de son propre pays, il ne laisse curieusement derrière lui aucun Mémoire sur sa*

---

1 – Edgar Faure, *Mémoires*, 2, pp. 126-127, Plon éd. 1984.

*prodigieuse existence. Les historiens le regretteront un jour, car peu d'hommes auront remué tant de choses dans les coulisses du siècle* » (*Le Monde*, 10 avril 1983).

À défaut de Mémoires, il reste de Georges Albertini, outre ses ouvrages<sup>2</sup>, ses articles de presse et ses autres écrits, notamment ceux de la prison, peut-être aussi sa correspondance, en tout cas la transcription détaillée de ses entretiens et commentaires, assurée par mes soins et sous son contrôle pendant une trentaine d'années. On en trouvera ci-après des extraits, non l'intégralité car, comme pour Saint-Priest refusant qu'on publie ses Mémoires de son vivant, cela « *m'attirerait une foule de réclamations et livrerait le reste de mes jours à une guerre de plume qui ne convient ni à mon âge, ni à mon caractère* ». Saint-Simon aussi demandait que ses Mémoires fussent édités seulement « *lorsque le temps l'aura mis à l'abri des ressentiments* »...

Les extraits qu'on lira ci-après constituent environ le dixième de l'ensemble, déposé en lieu sûr. Limités à des aspects précis de la politique intérieure française, ils sont présentés ici par chapitres arbitrairement découpés. J'ai reconstitué mes propres questions et réflexions, imprimées en caractères italiques. Et apporté des corrections de style motivées par les exigences du langage écrit. Pour éviter les confusions, j'ai ajouté, lorsqu'ils manquaient, le prénom des interlocuteurs d'Albertini et la mention de leurs fonctions au moment des entretiens. J'ai aussi inséré des explications qui figurent soit également en italiques, soit en notes de bas de page. Par souci des convenances, j'ai voilé quelques noms propres, grands et moindres, et retranché des passages qui auraient choqué, relatifs notamment à des transactions financières peu avouables et à de scabreuses affaires de mœurs, imputables à des personnalités parfois de haut rang. Je n'ai en revanche effectué aucune retouche aux propos tenus par les interlocuteurs d'Albertini et rapportés par ses soins, non plus qu'à ses propres jugements, même lorsque des faits ultérieurs auraient poussé à en nuancer certains.

---

2 – *La Politique de Richelieu*, éditions du RNP, 1943, préface de Marcel Déat. Sous le pseudonyme de Claude Varennes : *Le destin de Marcel Déat*, Janmaray éd. 1948. Sans nom d'auteur : *Cent ans de Boulevard Haussmann*, Worms & Cie, 1978.

Mon intention, par la présente publication, consiste seulement à inciter les historiens de demain à consulter l'intégralité de ces transcriptions quand elle leur sera accessible.



## CHAPITRE I

### RENÉ PLEVEN

#### UN BRETON DANS LES INTRIGUES PARISIENNES

*En septembre 1953, peu après mon arrivée au Centre d'archives et de documentation, Georges Albertini, connaissant mon intérêt pour les affaires bretonnes, me donna à dactylographier le compte rendu, rédigé de sa main, d'une conversation qu'il avait eue quelques semaines auparavant avec la collaboratrice de René Pleven, Jeanne-Paule Sicard. On en lira le texte ci-après, suivi de la transcription de rencontres ultérieures dont il me fit part.*

— J'ai eu au début de l'été une longue conversation, au ministère de la Défense nationale, avec Melle Sicard, chef du cabinet de René Pleven, ministre de la Défense nationale. L'entretien s'est déroulé de manière inattendue, car j'ai posé des questions très directes et obtenu des réponses qui ne l'étaient pas moins, franches ou non. L'importance de cette conversation vient de ce que Jeanne-Paule Sicard est accusée d'avoir été une inspiratrice du neutralisme, d'entretenir des contacts avec les progressistes, notamment d'Astier de la Vigerie, et de ce que René Pleven, sur lequel elle exerce une influence considérable, connue de tous, a lui-même été soupçonné en 1949-1951 de mener vis-à-vis de l'URSS un double jeu assez redoutable pour l'Occident.

J'ai déblayé le terrain en indiquant que mon nom avait été abusivement mêlé à un rapport qui circulait sur la soi-disant trahison de M. Pleven. Je lui ai précisé que tout ce qui me concernait dans ce rapport, ayant trait à mon comportement vis-à-vis de M. Pleven ou de l'armée européenne, ou de divers autres faits, était inventé de toutes pièces. Elle m'a remercié, mais j'ai précisé que je n'en formulais pas moins de vives réserves sur la politique de Pleven. Je lui ai d'abord demandé s'il était exact qu'elle ait inspiré les campagnes neutralistes du *Monde*

et même rédigé certains articles signés Sirius. Elle l'a nié, expliquant qu'elle ne connaissait pas Beuve-Méry, et a ajouté qu'elle était très opposée à la politique étrangère du *Monde*. Pour preuve, elle m'a renvoyé au *Petit Bleu des Côtes-du-Nord*, le journal hebdomadaire de Pleven dont elle rédige souvent l'éditorial. Celui de cette semaine sur Béria est de sa plume. Elle me l'a donné. Il est d'une orientation impeccable.

Je lui ai ensuite demandé pourquoi René Pleven avait ménagé les communistes en 1949-1951. Elle a nié ces ménagements et répliqué qu'au contraire, il avait été le premier à interdire, comme ministre de la Défense nationale, qu'on adressât ne serait-ce qu'un accusé de réception aux lettres des parlementaires communistes. Elle a ajouté que Pleven avait ouvert à son ministère un service de lecture de la presse communiste pour poursuivre toutes les injures et diffamations proférées à l'encontre de l'armée; et que les procès et amendes qui en ont résulté constituaient l'une des causes du recul de la presse communiste et de la disparition de plusieurs de ses titres. Elle a aussi expliqué que Pleven avait créé au ministère un service de la guerre psychologique et qu'il y attachait beaucoup d'importance.

Je me suis étonné du refus de Pleven de poursuivre les militants communistes ayant trempé dans l'affaire d'espionnage de Toulon<sup>3</sup>. J'ai notamment évoqué le communiqué qu'il avait fait publier à l'époque et qui avait brisé le mouvement de répression contre le Parti communiste. Elle a répondu que le communiqué, remanié à la présidence du Conseil, n'émanait donc pas du seul Pleven, sans quoi il n'aurait pas prêté à équivoque; que de l'avis de tous les spécialistes et juristes du ministère, l'affaire n'avait qu'une importance minime et ne pouvait donner lieu à poursuites; que dès que Pleven avait eu en main des textes solides, il avait fait arrêter Alain Le Léap<sup>4</sup> et ses complices

---

3 – En juillet 1952, la police avait découvert un réseau d'espionnage soviétique animé par des communistes de la CGT qui opéraient à l'arsenal et au chantier naval de Toulon. Plusieurs d'entre eux avaient été arrêtés, puis relâchés.

4 – Le communiste Alain Le Léap (1905-1986), secrétaire de la CGT et vice-président de la Fédération syndicale mondiale, avait été arrêté en octobre 1952 pour participation à une entreprise de démoralisation de l'armée. En 1954, il reçut le prix Staline. De 1977 à 1979, il fut maire communiste du Pradet (Var).



et demandé la levée de l'immunité parlementaire de cinq responsables du Parti communiste.

Je lui ai objecté que ce qui importait, c'était la découverte du réseau d'espionnage de Toulon plus que la qualité des documents qu'il avait transmis. Elle ne l'a pas nié, mais a répondu que les services spéciaux n'avaient pas attiré leur attention là-dessus. Il faudrait vérifier...

Ainsi questionnée sans ménagement, Jeanne-Paule Sicard a fait front avec aisance. On peut conclure, je crois, qu'elle a les qualités nécessaires pour jouer un jeu et faire croire qu'elle en joue un autre. Rien, dans son comportement actuel, ne semble toutefois suspect quand on prend ses déclarations telles quelles. Si elle a joué avec les communistes en 1947-1950 un jeu dangereux, ses déclarations actuelles ne le confirment en rien, mais ne l'excluent pas non plus. Son jeu, s'il y en a un, est secret et se situe sans doute à un niveau plus élevé que les divers bruits circulant sur son compte à Paris.

Mon impression première est pourtant favorable. Il serait certainement utile de pousser davantage la discussion pour mettre au clair ce qui est encore obscur. On doit y arriver. Je recommencerai car, après m'avoir demandé de lui faire parvenir nos publications, elle a exprimé avec insistance le désir de reprendre cette conversation en septembre.

\*  
\*   \*  
\*

### **23 septembre 1953**

— *Vous deviez revoir la collaboratrice de Pleven.*

— J'ai vu à nouveau Jeanne-Paule Sicard et nous avons parlé de la brochure incriminant René Pleven, intitulée *Dossier de la trahison* », et diffusée il y a quelques mois dans les milieux parlementaires et militaires. Cet écrit, violent dans la forme comme dans les accusations portées contre lui et Jeanne-Paule Sicard, a aussi été adressé aux services de l'armée américaine. Ceux-ci, impressionnés par les faits

exposés, ont procédé à une enquête très serrée afin d’apprécier la valeur des arguments avancés<sup>5</sup>.

Cette enquête, m’a-t-on dit, aurait permis d’établir qu’aucune charge ne pouvait être retenue contre le ministre, si bien que les services américains auraient détruit les exemplaires de la brochure en leur possession.

### 3 novembre 1953

— *Ne deviez-vous pas rencontrer une fois encore Jeanne-Paule Sicard?*

— J’ai eu un nouvel entretien d’une heure avec elle le vendredi 30 octobre. Au sujet des demandes de levée d’immunité parlementaire à l’encontre des députés communistes, elle m’a signalé le lâchage à la Commission de plusieurs députés modérés, dont celui d’Henry Bergasse. Elle m’a expliqué que le règlement de l’Assemblée nationale interdisait à Pleven d’intervenir directement auprès de la Commission. En outre, quand le débat s’ouvrira à l’Assemblée et qu’il parlera pour approuver ou désavouer la Commission, il ne pourra pas évoquer le fond, seulement justifier sa demande. Il compte néanmoins poser le problème assez largement et utiliser, dit-elle, des documents non encore publiés.

Elle m’a demandé si je pouvais préparer une partie de son discours, en rassemblant notamment tout ce qui pouvait être tiré du cahier saisi sur Jacques Duclos<sup>6</sup>. Nous allons naturellement nous y mettre.

En ce qui concerne le projet d’armée européenne, je lui ai dit qu’il était inadmissible que personne ne réponde à la propagande commu-

---

5 – Vers la fin des années soixante, René Pleven m’expliquera que la brochure en question émanait très certainement de milieux gaullistes cherchant à le déconsidérer non seulement pour avoir appuyé le projet d’armée européenne, la CED, mais aussi pour s’être éloigné de De Gaulle et être devenu l’un des notables de la IV<sup>e</sup> République.

6 – Jacques Duclos avait été arrêté à l’issue d’une manifestation et trouvé porteur d’un cahier sur lequel il notait minutieusement les directives adressées par Moscou au bureau politique du Parti communiste, ainsi que les décisions qui en résultaient de la part de celui-ci. Y figurait notamment cette consigne : « *combattre l’armée française partout où elle se bat* ». Le préfet de Police Jean Baylot avait remis une photographie du cahier à Georges Albertini, qui le fit éditer en brochure avec une présentation rédigée principalement par Guy Lemonnier.

niste sur ce point. Elle en est convenue, en déplorant la division des mouvements européens. Elle m'a dit qu'elle demanderait à René Pleven s'il ne serait pas possible de les réunir momentanément pour une action commune contre les communistes.

À propos de l'élection à la présidence de la République, elle craint beaucoup l'intervention communiste au premier tour, par exemple sur le nom d'un socialiste comme René Naegelen. Elle déplore les divisions des « Européens ».

Je l'ai mise en garde contre les articles neutralistes publiés par Roger Delplanque dans *Dimanche-Matin* sous le nom de Guy Bessac. Elle ignorait ce pseudonyme et comme elle verse de l'argent à Delplanque, mon information l'a intéressée.

Je ne peux toujours pas donner d'elle une impression d'ensemble. Elle paraît très consciente du jeu communiste, mais porter une appréciation sur son compte est difficile. Elle m'a demandé de retourner la voir. Je reviendrai, mais pour me former une opinion, c'est autre chose.

\*

\* \*

## **8 mars 1957**

— *Une nouvelle crise ministérielle s'annonce.*

— J'ai eu hier une longue conversation avec Jeanne-Paule Sicard, évidemment très au courant des intentions de Pleven. Elle prépare avec lui la formation de son éventuel gouvernement dans l'hypothèse d'une crise ministérielle qu'il serait appelé à dénouer.

En fait, Pleven est favorable au maintien du gouvernement Guy Mollet, car il redoute d'aller à Matignon et de devoir affronter de sérieuses difficultés économiques et financières. En outre, il se montre très favorable à l'orientation générale de l'actuel président du Conseil, notamment en politique étrangère et en politique européenne. Il s'inquiète toutefois de l'évolution de la situation en Algérie.

S'il va s'agir de former un nouveau gouvernement, Jeanne-Paule Sicard dit tenir d'une source très sérieuse située dans l'entourage du

président de la République, René Coty, que celui-ci n'appellerait ni Mendès France, ni Mitterrand. Et si Pleven était pressenti, il voudrait pouvoir compter sur la participation des socialistes. Il envisagerait un remaniement ministériel assez profond, en particulier en changeant les titulaires de l'Algérie. Pleven entendrait aussi pratiquer une politique anticommuniste active pour juguler les initiatives du Parti communiste à propos de l'Algérie.

*Le 21 mai 1957, le gouvernement Guy Mollet, mis en minorité à l'Assemblée nationale, présenta sa démission. René Pleven fut chargé par le président de la République d'étudier la constitution d'un nouveau gouvernement.*

### **27 mai 1957 au matin**

— *Où en est Pleven ?*

— J'ai eu hier deux longues conversations avec Roger Duchet et André Morice, qui avaient été reçus l'un et l'autre par René Pleven, lequel poursuit la mission exploratoire dont René Coty l'a chargé. Tous deux ont été frappés par le fait que Pleven ne s'intéressait qu'à deux questions, la situation financière et le problème algérien.

En ce qui concerne la situation financière, Pleven a dit qu'il serait nécessaire de demander dès cette semaine une avance de cent milliards de francs à la Banque de France et qu'une nouvelle demande s'imposerait ensuite rapidement. Quant à l'Algérie, Pleven, tout en donnant l'impression d'être partisan d'une politique sans doute différente de celle du gouvernement précédent, n'en a pas moins insisté très fortement sur la nécessité de maintenir Robert Lacoste à Alger.

Il a aussi dit à ses interlocuteurs qu'aucun gouvernement n'était actuellement possible sans les socialistes. Et tous deux ont eu clairement le sentiment que Pleven voulait obtenir le retour de Guy Mollet au pouvoir. Dans son esprit, ce retour devrait même s'effectuer sans intermédiaire. Mais comme il sait que beaucoup d'esprits sont hostiles à cette solution, y compris dans le Parti socialiste, il cherche à aller lentement, de manière à laisser les esprits se calmer.

Mes deux interlocuteurs et moi-même sommes tombés d'accord pour penser que cette solution, si elle était possible, serait la meilleure. Mais la

résistance du Parti socialiste en matière financière ne semble pas devoir céder rapidement. On en trouve la preuve dans la déclaration faite par Pierre Commin hier. En effet, il s'est montré très réservé sur cette participation, bien que je sache qu'il y soit personnellement favorable. Sa réserve s'explique par la connaissance qu'il a de son parti, lequel ne veut certainement pas sacrifier sa politique financière à une participation ministérielle.

### **27 mai au soir**

— Je viens d'avoir des informations précises, par l'intermédiaire de Pierre Métayer, sur les conversations de la délégation socialiste reçue par Pleven. Celui-ci a d'abord répété d'une manière catégorique que lui-même n'accepterait en aucun cas la présidence du Conseil. Puis il a fait part de la position des Indépendants, désireux d'imposer un arrêt des dépenses pendant un an, ce qui correspond d'ailleurs aussi à la volonté de Pleven. Cette exigence mécontente profondément les socialistes, qui ont répondu que dans ces conditions, aucun accord avec eux n'était actuellement possible.

Dans son compte rendu de demain au président de la République, Pleven sera donc conduit à dire que si certaines possibilités d'accord apparaissent, notamment sur l'Algérie et sur l'Europe, ce n'est pas le cas en ce qui concerne les mesures financières à prendre, qui sont d'ailleurs à l'origine de la crise.

### **28 mai 1957**

— *La mission confiée à Pleven semble décidément bien ardue.*

— J'ai eu en début d'après-midi une conversation avec Jeanne-Paule Sicard. Leur but, à elle et à Pleven, consiste à ramener Guy Mollet au pouvoir, Pleven n'étant candidat qu'à un poste de ministre, vraisemblablement des Affaires étrangères. Ils espèrent obtenir des socialistes des concessions suffisantes sur le plan financier pour rendre l'opération possible.

J'ai répondu que l'état d'esprit des socialistes me paraissait moins bon qu'elle ne l'estimait. Elle s'en est montré surprise et m'a demandé de la mettre en relation avec Pierre Métayer, le secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, dont elle a besoin pour s'assurer quelques contacts dans les milieux socialistes.

Au cours de la conversation, René Pleven est venu et j'ai eu l'occasion de lui préciser l'état d'esprit exact des socialistes, qui n'est pas tout à fait celui qu'il imaginait.

En fin d'après-midi, je me suis rendu au siège du Parti socialiste pour avoir avec Pierre Commin une conversation qui s'est prolongée pendant plus d'une heure. Je lui ai rapporté les propos que j'avais tenus à Jeanne-Paule Sicard, que lui-même avait d'ailleurs rencontrée après moi. Il m'a déclaré de la manière la plus formelle que le Parti socialiste ne souhaitait pas revenir au gouvernement pour le diriger, en particulier que Guy Mollet ne voulait pas rester président du Conseil.

La principale raison de cette attitude est que les Indépendants posent, en matière financière, des exigences que les socialistes se refusent à satisfaire. Commin estime que la politique de ceux-ci constitue un tout. Ils veulent bien assurer la défense des intérêts nationaux, mais à condition de pratiquer une politique sociale assez avancée pour donner satisfaction à leurs électeurs et gêner la propagande communiste.

Dans ces conditions, Commin incline à refuser toute participation socialiste au gouvernement, mais il se montre prêt à soutenir un gouvernement orienté à gauche. La seule personne à laquelle le Parti socialiste pourrait éventuellement accorder sa participation serait Pleven.

J'ai objecté à Commin que cette attitude n'était pas réaliste et que le Parti socialiste se trouverait contraint, sous de nombreuses pressions, de participer au gouvernement. J'ai ajouté que dans cette hypothèse, le devoir des dirigeants du parti était de rechercher dès maintenant les bases d'un compromis permettant de redresser la situation financière sans compromettre la politique sociale.

## **28 mai au soir**

— *Va-t-on enfin sortir de la crise ?*

— Roger Duchet a déjeuné aujourd'hui avec René Pleven et m'a rapporté les éléments de leur conversation. Pleven est toujours fermement partisan d'un nouveau gouvernement Guy Mollet et il pense que celui-ci, au fond de lui-même, ne serait pas hostile à son retour au pouvoir.

Pleven estime aussi que la chute du gouvernement a été bienfaisante, car la situation financière est beaucoup plus grave qu'il ne le croyait. Or, avec l'équipe qui l'entourait, Guy Mollet était incapable d'y faire face. En lui donnant l'occasion de constituer un nouveau gouvernement, on lui rendrait finalement service, à lui ainsi qu'au pays. Pleven n'ignore pas l'opposition du Parti socialiste à un retour au pouvoir, mais il pense qu'on pourrait en venir à bout.

Il sait qu'il aurait pu obtenir la participation des socialistes à un gouvernement constitué par lui-même, mais il estime qu'il dirige un parti trop peu nombreux pour disposer d'une autorité suffisante dans une Chambre où cent socialistes et cent indépendants se livrent à une guerre politique continue.

En ce qui concerne l'Algérie, il ne voit pas en ce moment de possibilité de solution politique. Il semble que, faute de mieux, il se rallie à la politique Lacoste.

Dans l'hypothèse où Guy Mollet refuserait, il lui semble possible d'obtenir la participation socialiste à un gouvernement dirigé par René Billières. Roger Duchet lui a répondu que les indépendants verraient ce ministère d'un mauvais œil, Billières étant connu pour ses sentiments laïques exagérés.

Pleven a demandé à Duchet s'il consentirait à laisser quelques-uns de ses amis participer, à titre individuel, à un gouvernement socialiste. Soucieux de préserver l'unité de son parti, Duchet a répondu par la négative et il semble que Pleven ait compris qu'il ne devait pas insister.

*Le 11 juin, fut formé un gouvernement dirigé par le radical-socialiste Maurice Bourgès-Maunoury et composé de ministres radicaux et socialistes. Il était soutenu à l'Assemblée nationale par les socialistes, par la majorité des radicaux et de l'UDSR, ainsi que par la moitié des indépendants et des gaullistes républicains-sociaux, le groupe MRP s'abstenant. René Pleven n'en fut pas membre.*





## CHAPITRE II

### LA GUERRE D'ALGÉRIE UNE PROLONGATION VOULUE

*D'abord partisan du maintien tels quels dans la République des trois départements de l'Algérie, puis acceptant que celle-ci bénéficie d'un statut particulier, Georges Albertini finit par se résoudre à l'indépendance, alors que certains de ses proches militaient encore pour l'Algérie française.*

**12 avril 1956**

— *Nos amis socialistes vont-ils finir par trouver une solution au problème algérien?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Pierre Commin, le secrétaire général adjoint du Parti socialiste, qui suit les affaires algériennes auprès du président du Conseil Guy Mollet, et nous avons notamment parlé de la situation en Afrique du Nord. Le gouvernement est inquiet par les possibilités d'une entente entre les Etats-Unis, l'Espagne et le Maroc, contre la France. Il affirme avoir reçu à ce sujet des renseignements sérieux. Si rien de tel n'est en préparation, il y aurait le plus grand intérêt à déterminer l'origine de ces renseignements.

L'arrivée du Haut-commissaire d'Espagne à Rabat, qui y installerait les services espagnols retirés de Tétouan, préoccupe gravement le gouvernement<sup>7</sup>. Si l'Espagne voulait s'engager dans cette voie, il faudrait lui faire savoir qu'elle a tort de se précipiter. Je vais m'y employer.

En ce qui concerne l'Egypte, Pierre Commin m'a précisé la position du ministre des Affaires étrangères, Christian Pineau. Il part de l'idée

---

7 – La France avait reconnu l'indépendance du Maroc le 12 mars 1956, ce qui avait entraîné la disparition de la zone espagnole dont la capitale était Tétouan.

que Nasser n'est pas solide et que c'est pour cette raison qu'il prend parti violemment contre la France. Sinon, les extrémistes le renverseraient. Mais comme il redoute l'extension de l'influence de la Tunisie et du Maroc dans le monde arabe, il ne tiendrait pas à une indépendance totale de l'Algérie qui risquerait de provoquer la création d'un bloc d'Afrique du Nord gênant l'expansion égyptienne. En conséquence, il serait possible de manœuvrer avec Nasser. Je rapporte ses propos sans les soumettre à la critique, bien qu'à mon avis ils soient très discutables.

L'Union soviétique ne cesse, par l'intermédiaire de son ambassadeur Vinogradov, de faire savoir au gouvernement français qu'elle ne souhaite pas le départ de la France d'Afrique du Nord. À propos du Maroc, il a dit à Guy Mollet et à Pierre Commin que la France avait tort de ne pas le garder au sein de l'Union française. Pour l'Algérie, il ne les pousse pas à lui accorder une indépendance complète. Les socialistes, tout en se méfiant de la position soviétique, se montrent tout de même sensibles à cette modération. Cela ne les encourage pas à renforcer leur résistance à l'URSS.

Pour comprendre les raisons qui poussent les dirigeants soviétiques à adopter une telle position, il faut se souvenir qu'ils étaient partisans du maintien dans l'Union française d'un Vietnam dirigé par le Viet-Minh. Evidemment, il leur serait plus facile de noyauter l'ensemble français en étant à l'intérieur de celui-ci plutôt qu'à l'extérieur. Ils croient que si la France n'a pas le courage de pratiquer une politique anticommuniste résolue dans la Métropole et aux colonies, il leur sera aisé de pourrir les colonies de l'intérieur. Ce jeu soviétique est d'une extrême importance et il faudrait prendre des mesures non seulement du côté des Alliés, mais aussi du côté français pour le mettre en échec.

On peut aussi penser que les Soviétiques ne veulent pas que les Etats-Unis prennent la relève de la France en Afrique du Nord comme cela s'est produit au Vietnam.

**10 septembre 1956**

— *Que peuvent faire les socialistes en Algérie ?*

— Emile Roche<sup>8</sup> a reçu de Robert Lacoste une lettre datée du 6 septembre dont voici une copie :

*Mon Cher Ami,*

*Je vous remercie de tout cœur des vœux que vous m'avez adressés pour le rétablissement de ma santé.*

*J'entre maintenant en convalescence et je pense que j'en aurai fini dans peu de jours.*

*Lors de mon prochain passage à Paris, je me permettrai d'aller vous soumettre le projet de règlement politique que j'envisage pour le problème algérien. Certes, l'heure des négociations n'est pas encore arrivée ; les renseignements que j'ai pu obtenir, notamment dans des archives rebelles dont nous avons pu nous emparer, montrent que ces derniers sont intraitables et tant que nous n'aurons pas ruiné complètement leur influence, je ne vois pas très bien comment nous pourrions arriver à quelque chose de définitif.*

*Du moins faut-il annoncer ce que nous sommes prêts à consentir et même le mettre, dès à présent et dans toute la mesure du possible, en application. Nous aurons ainsi autour de nous une grande partie de la population et nous nous rapprocherons du but.*

*De toutes façons, ne nous laissons pas trop embarquer par de grands mots. Pas de fédération avant que la fédération française n'existe réellement, sinon nous recommençons la triste histoire de la dépendance dans l'interdépendance. Pas de fédération nord-africaine non plus si cela veut dire alignement de l'Algérie sur la Tunisie et sur le Maroc, dans un ensemble nuageux sur lequel nous n'aurons jamais aucune prise.*

*Voilà mon Cher Ami quelques petites réflexions avant conversation.*

*Je vous prie de croire à ma fidèle amitié.*

*Robert Lacoste*

---

8 – Emile Roche était alors président du Conseil économique. Sous l'Occupation, il avait accompagné l'ancien ministre Joseph Caillaux venu au siège du Rassemblement national-populaire (RNP) remercier Georges Albertini pour un compte rendu élogieux du tome trois de ses Mémoires. Albertini avait retrouvé Roche en 1944, incarcéré comme lui à la prison de Fresnes et ils étaient ensuite restés intimes.

Pourtant, sans que Lacoste en ait été prévenu, à moins qu'il n'ait voulu le dissimuler à Roche, des pourparlers ont été engagés sur lesquels le président du Conseil semble nourrir quelques espoirs.

\*  
\*     \*

## 20 janvier 1957

— *Le bruit court que les négociations de Guy Mollet avec le FLN n'auraient pas abouti.*

— J'ai rencontré Pierre Commin avant-hier. Il m'a donné pour la première fois des informations sur ces négociations, qu'il a menées lui-même depuis plusieurs mois.

De tous les chefs du FLN qu'il a rencontrés, les deux plus modérés lui paraissent être Ben Bella et Mohamed Khidder. Il est convaincu qu'ils sont très hostiles à l'Égypte. Il l'aurait senti plusieurs fois. En pleine affaire de Suez, fin septembre, il les a rencontrés en Italie. S'ils avaient été vraiment solidaires du Caire, ils n'auraient pas accepté de rencontre à cette date.

Ils se montrent également très méfiants vis-à-vis de la Tunisie et du Maroc. Ils n'entendent pas que soit édifiée une confédération d'Afrique du Nord sous la direction de ceux-ci. Ils en revendiquent pour eux-mêmes la création. Ils ne demandent donc ni au Sultan du Maroc ni à Bourguiba de s'entremettre pour eux auprès de la France. Ce sont au contraire le Sultan et Bourguiba qui, par une médiation, essayent de prendre le leadership.

De l'avis de Pierre Commin, l'entente s'est trouvée proche en été 1956 entre le gouvernement, représenté par lui, et le FLN. Les raisons de l'échec ne sont pas encore toutes claires, mais Commin les reconstitue pour le moment de la manière suivante :

1 – Les négociateurs algériens ont commis des indiscretions, notamment le Dr Francis, adjoint de Fehrat Abbas<sup>9</sup>. Il les a commises notamment auprès de Me Pierre Stibbe, l'une des cinq ou six

---

<sup>9</sup> – Chargé des relations extérieures au sein du FLN.

personnes de France les plus étroitement en liaison avec les cinq chefs algériens actuellement détenus<sup>10</sup>. Il est d'ailleurs l'avocat des cinq chefs algériens actuellement détenus.

2 – Pierre Stibbe a informé ses amis de *France-Observateur* et de *L'Express* de la bonne marche des négociations entre le FLN et Paris. Ses amis ont alors fait tout leur possible pour qu'elles échouent. Ceux de *France-Observateur*, parce qu'ils sont les obligés de l'Égypte et du bloc arabe du fait de l'aide financière qu'ils en reçoivent, souhaitent une défaite française spectaculaire. En outre, plusieurs d'entre eux sont aussi liés à l'ambassade soviétique de Paris et l'URSS souhaite que la guerre se prolonge.

Le groupe de *L'Express* est certainement favorable à une entente, mais il ne veut à aucun prix que celle-ci soit due à Guy Mollet. Il entend que ce soit Pierre Mendès France qui la négocie. D'où la nécessité de la rendre momentanément impossible.

3 – Pierre Commin a donc des raisons sérieuses de penser que, tant du côté arabe que du côté soviétique, on a multiplié les efforts pour provoquer l'échec. Il pense en particulier que de là viennent l'initiative de la plainte déposée à l'ONU contre la France et l'acharnement des radios. Il croit notamment que le rôle de *France-Observateur* a été décisif auprès des États arabes.

4 – Il indique que quand il s'est rendu à Rome, en septembre, pour y rencontrer les chefs du FLN, il y trouva Roger Stéphane, de *France-Observateur* et Pierre Viansson-Ponté, de *L'Express*, venus là pour l'espionner et travailler contre lui.

5 – Survint alors l'arrestation des cinq chefs rebelles, qui trouve son origine dans des initiatives des Marocains pour faire échouer les pourparlers engagés.

Informé par *France-Observateur* et *L'Express*, Moulay Hassan<sup>11</sup> vint

---

10 – En octobre 1956, un avion marocain transportant cinq chefs de la rébellion algérienne, Ahmed Ben Bella, Mohamed Boudiaf, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Khider et Mostefa Lacheraf, avait été intercepté par l'aviation française. Le roi du Maroc Hassan II avait organisé leur capture pour mettre fin aux pourparlers secrets qu'ils menaient avec le président du Conseil Guy Mollet et se présenter en intermédiaire pour toute nouvelle négociation.

11 – Fils du Sultan Mohamed V, il lui succédera en 1961 et deviendra le roi Hassan II.

à Paris. Il fit comprendre à Guy Mollet qu'il connaissait les tractations en cours. Mollet ne répondit rien. Moulay Hassan expliqua qu'il valait mieux que le Maroc s'entremette. Faisant à Paris la tournée de tous les familiers de *France-Observateur* et de *L'Express*, il apprit le détail des tractations et se trouva renforcé dans sa hâte à introduire le Maroc dans la négociation.

Or, pendant ce temps, Bourguiba se préparait à recevoir le Sultan et les cinq chefs du FLN.

Moulay Hassan regagna Tanger, avertit son père Mohamed V de ce qu'il venait d'apprendre et pour affirmer l'autorité du Maroc sur le FLN, il fit passer à Rabat les cinq chefs algériens, puis organisa leur transfert à Tunis. L'ostentation qu'il montra en cette circonstance, d'où résulta leur capture, s'explique non par sa maladresse, mais par sa volonté de dominer et Bourguiba, et les cinq chefs, et aussi d'éviter que l'Algérie ne gagne seule la négociation.

Pierre Commin affirme que les chefs algériens étaient bien décidés à ne s'incliner à Tunis ni devant Mohamed V, ni devant Bourguiba. Il en trouve notamment la preuve dans le fait que Ben Bella, une fois arrêté, avait dans ses papiers les procès-verbaux complets des négociations engagées avec Paris. Pourquoi emporter ces documents avec lui, sinon pour faire état des tractations en cours devant le Sultan et Bourguiba, et pour leur montrer que l'Algérie n'avait besoin de personne pour négocier avec le gouvernement français? Donc que leur intervention éventuelle était inutile.

C'est dans ces conditions que, selon Commin, l'arrestation, grâce aux Marocains, des cinq chefs de la rébellion, a été regrettable politiquement, car elle a mis fin à une tentative très sérieuse de régler l'affaire algérienne. On notera que dans l'échec des négociations, les équipes progressistes et mendésistes ont agi comme au temps de la guerre d'Indochine et de la conférence de Genève: liaison avec l'ennemi dans le dos du gouvernement français, liaison avec des Etats étrangers, l'URSS et des Etats arabes qui soutiennent l'adversaire, et volonté de négocier à leur profit.

**8 juillet 1957**

— *Il paraît que l'hebdomadaire Dimanche-Matin va devenir quotidien.*

— Voici quelques jours, le commissaire divisionnaire André, de la Sûreté nationale, a été informé que le directeur de cet hebdomadaire, Roger Capgras, avait convoqué en Suisse deux journalistes de son équipe, Claude Jeantet et Jean-André Faucher. La rencontre a eu lieu à Genève et André a été tenu régulièrement informé des conversations.

Celles-ci ont révélé que pour publier le quotidien qu'il compte lancer, Capgras avait reçu du gouvernement égyptien une somme de cent millions de francs français, dont il a expliqué qu'elle provenait de marchés de fruits et d'oignons. L'affaire a été combinée de telle façon qu'elle semble régulière et que les fonds puissent entrer en France dans des conditions normales, par l'intermédiaire de l'Office des changes.

Capgras a précisé qu'il avait l'intention, avec ce quotidien, de soutenir Antoine Pinay, Edgar Faure et François Mitterrand.

Un déjeuner a ensuite été organisé, réunissant Capgras, Jeantet, Faucher et Abdelmadjid Mécheri. Celui-ci est membre d'une importante famille algérienne dont le frère, le préfet Chérif Mécheri, secrétaire général du Haut Conseil de l'Union française, est l'un des principaux collaborateurs du président de la République. Abdelmadjid Mécheri était parti pour Le Caire, il y a un an environ, plus ou moins chargé d'une mission officieuse par le Parti socialiste. En fait, il a rejoint les rangs de la rébellion. Il y appartient au clan des politiques, avec Ferhat Abbas et le docteur Francis.

Abdelmadjid Mécheri, au cours du déjeuner, s'est demandé si les rebelles avaient eu raison de passer à la révolte, car, estime-t-il, peut-être celle-ci retardera-t-elle, au lieu de l'avancer, l'indépendance de l'Algérie. Il a aussi fait état de très grandes divergences régnant entre les militaires et les politiques de la rébellion, mais a ajouté que l'autorité de ces derniers était nulle face aux chefs des maquis combattant en Algérie.

Après le déjeuner, Roger Capgras a franchi discrètement la frontière française pour aller rendre compte de ses conversations à Antoine

Pinay, à Saint-Chamond. Le gouvernement est au courant de tout ceci jusque dans le détail.

### 16 décembre 1957

— *La campagne sur les tortures en Algérie suscite une grande émotion, y compris au Conseil économique où l'on m'en a parlé.*

— Au cours d'une conversation que j'ai eue avec lui, Abel Thomas, le directeur de cabinet de Bourghès-Maunoury, ministre de l'Intérieur, m'a donné des précisions sur les origines de cette campagne.

En septembre ou octobre 1955, alors qu'Edgar Faure était président du Conseil et Bourghès-Maunoury déjà ministre de l'Intérieur, celui-ci ordonna à Jean Mairey, le directeur de la Sûreté nationale, d'ouvrir une enquête sur trois cas de sévices graves dont des policiers s'étaient rendu coupables en Algérie.

Mairey, mendésiste convaincu qui combattait le gouvernement Edgar Faure pour le compte de Mendès France, partit pour l'Algérie, mais n'y effectua aucune recherche. A son retour, il adressa un rapport au président de la République, car, en son absence, Edgar Faure s'était engagé dans la dissolution de l'Assemblée nationale et Bourghès-Maunoury, qui réprouvait cette initiative, avait donné sa démission du gouvernement, suivie par celle des autres ministres radicaux.

Quelques jours après le retour de Mairey à Paris, Edgar Faure convoqua Bourghès-Maunoury et Abel Thomas. Il leur reprocha en termes très vifs d'avoir couvert, au ministère de l'Intérieur, des agissements inacceptables de la police, ajoutant: « *J'ai là-dessus des informations précises, car Mairey m'a communiqué un double du rapport qu'il vient d'adresser au président de la République* ». Il leur fit lire ce rapport sur-le-champ. Quelle ne fut pas la surprise de Bourghès-Maunoury et d'Abel Thomas de constater que le rapport comprenait une première partie protestant contre les méthodes de la police en Algérie, mais sans aucun fait précis, et une seconde partie résumant les trois exemples qui étaient précisément les trois cas signalés par Abel Thomas à Mairey et qui avaient justifié son déplacement à Alger! Ce qui démontrait d'une part que Bourghès-Maunoury et Thomas, loin de couvrir les sévices, s'en étaient souciés au contraire,



au point d'ordonner une enquête à ce sujet; d'autre part, que Mairey avait transformé une enquête administrative en opération politique. Car il communiqua son rapport aussi aux milieux mendésistes, ce qui explique que son nom ait été si souvent cité dans *L'Express* et dans *France-Observateur*.

C'est ce rapport qui se trouve entre les mains de Me Maurice Garçon, ancien membre de la Commission de sauvegarde.

On peut regretter que de tels faits ne soient pas sortis des cercles officiels, car s'ils avaient été rendus publics par le gouvernement, ils auraient montré la part de mauvaise foi politique qui se trouve à la base d'un grand nombre des attaques dirigées actuellement contre la France.

### **6 mars 1958**

— *Les affaires s'arrangent-elles au moins sur le plan militaire en Algérie?*

— J'ai eu ce matin une conversation avec André Morice qui, en tant qu'ancien ministre de la Défense nationale, a reçu deux informations aussi graves l'une que l'autre.

D'une part, les services français ont été informés qu'en avril, 50 000 armes, dont certaines importantes, doivent traverser la Libye en direction de la Tunisie, et que seul le renforcement de la garnison française de Remada, dans le sud tunisien, permettrait d'empêcher ces armes de parvenir aux rebelles algériens.

D'autre part, il y a deux ou trois jours Moulay Hassan a dit à un haut fonctionnaire ami d'André Morice: « *L'absence de réaction des Français en Tunisie nous met dans l'obligation de demander le retrait des troupes françaises du Maroc. Nous avons été corrects vis-à-vis de la France dans l'affaire algérienne, alors que la Tunisie ne l'a pas été. En outre, l'armée tunisienne n'existe pas, alors que nous avons une excellente armée. Dans ces conditions, la France doit comprendre que nous devons bénéficier au moins des mêmes avantages que la Tunisie. C'est pourquoi nous allons commencer bientôt une campagne en faveur du départ des troupes françaises du Maroc* ».

**28 avril 1958**

— *Emile Roche m'a dit vous avoir parlé d'une démarche faite auprès de lui par l'ambassadeur de l'URSS...*

— J'ai eu avec Roche un long entretien au cours duquel il m'a rapporté avec beaucoup de précisions sa récente conversation avec Vinogradov, notamment à propos de l'Algérie. Celui-ci a dit qu'il ne dépendait que de la France de voir l'URSS intervenir pour mettre fin à la guerre d'Algérie.

*« Si vous le voulez, a-t-il précisé, et si vous êtes d'accord avec nous en politique étrangère, nous pouvons contraindre les rebelles à accepter des solutions très raisonnables et très favorables à la France. Pour cela, vous devez devenir nos amis. Cela vous serait d'autant plus facile que nous ne voulons que la paix ».*

Il a rappelé à Emile Roche qu'il lui avait déjà fait ces propositions deux ans auparavant, que le temps écoulé ne facilitait pas les choses, mais que la position de l'URSS n'avait pas changé.

— *Qu'a répondu Emile Roche ?*

— Qu'il n'était pas question de modifier l'orientation de la politique étrangère de la France. Mais on imagine les effets que de tels propos peuvent provoquer à Paris.

Vinogradov a en outre réitéré à Emile Roche son invitation à venir en URSS, où il pourrait voir ce qu'il voudrait. Le gouvernement soviétique acceptait à l'avance toutes ses conditions. Emile Roche a refusé l'invitation, comme il l'avait déjà fait voici deux ans. Or, plusieurs personnalités très importantes du monde de l'industrie et de la finance ont eu connaissance de son refus et le lui ont reproché. Elles se disent maintenant persuadées de la victoire finale du communisme en France et voudraient qu'Emile Roche prenne des contacts pouvant leur permettre de s'accommoder du nouveau régime. Cela en dit long sur l'évolution très grave, très préoccupante de la haute bourgeoisie française.

J'ai aussi interrogé Emile Roche sur une proposition de crédits gagés en or que les Soviétiques auraient présentée au ministère des Finances. Il m'a dit n'en avoir pas eu connaissance, mais a ajouté qu'elle lui paraissait vraisemblable et que lorsque la question des devises se poserait, au cours du deuxième semestre, les Soviétiques pourraient

manœuvrer de telle sorte que le gouvernement risque de se trouver dans une situation délicate.

\*

\* \*

## 26 novembre 1959

— *La position des Indépendants sur l'Algérie semble évoluer.*

— J'ai eu hier une longue conversation avec Roger Duchet. Il se montre assez critique vis-à-vis du général De Gaulle, auquel il reproche moins sa politique en Algérie que les graves défauts que recèle l'orientation de sa politique étrangère. Il a très peur que De Gaulle ne se rende pas compte des risques que comporte le chantage qu'il peut exercer à l'encontre de nos partenaires de l'alliance atlantique. Il craint plus encore qu'il ne finisse par se prêter à des manœuvres soviétiques par suite d'un nationalisme excessif. Il redoute également beaucoup que les positions anti-européennes de Michel Debré, aggravant les réserves de De Gaulle, ne portent un coup redoutable à la construction européenne et ne fassent par-là même le jeu des Soviétiques.

En ce qui concerne l'Algérie, j'ai été frappé par la modération relative de ses vues. Il figure certainement toujours parmi les partisans de l'Algérie française, mais semble prendre quelque distance avec les éléments les plus en flèche sur cette question. Sans mal parler de Biaggi<sup>12</sup> ni de Le Pen<sup>13</sup>, ni de leurs amis, il est visible qu'il cherche à ne pas être confondu avec eux. Il se rend compte que sa position à la direction du Centre des Indépendants l'oblige à tenir compte de l'opinion de son groupe, plus d'accord avec De Gaulle qu'il ne l'est lui-même.

La preuve la plus convaincante de ce changement d'orientation peut être trouvée dans l'évolution de ses rapports avec Georges Bidault. Jusqu'alors, il appartenait comme Bidault au Rassemblement pour l'Algérie française, fondé par l'avocat Jean-Baptiste Biaggi ainsi que par l'écrivain Roger Delpy qui y représente les anciens combattants d'Indo-

---

12 – Jean-Baptiste Biaggi, fondateur en 1959, avec Georges Bidault, Roger Duchet et Pascal Arrighi, du Rassemblement pour l'Algérie française.

13 – À l'époque député de Paris et ardent défenseur de l'Algérie française.

chine. Mais Duchet regrette ce patronage, qu'il juge compromettant et il a demandé à Bidault de transformer le Rassemblement de façon que tous deux en assurent effectivement la direction, en se débarrassant, ouvertement ou non, du contrôle des extrémistes. Il aurait voulu concrétiser ce changement en transférant la direction du Rassemblement de la rue Saint-Lazare, siège des organisations de Biaggi et de Delpy, dans l'immeuble du quai Anatole-France que les indépendants possèdent.

Mais Bidault, qui est complètement dans la main de l'aile la plus extrême, même s'il n'est pas toujours en accord avec elle, a finalement refusé la proposition de Duchet, si bien que celui-ci a été amené à lui écrire qu'il cessait de collaborer avec lui au sein du Rassemblement. Il a ajouté qu'il demeurerait partisan de la politique préconisée par Bidault, mais cette rupture sur le plan de l'organisation de leur action me semble significative.

D'ailleurs, Duchet a fait prendre par les Indépendants la décision d'organiser la propagande du Centre des Indépendants en Algérie d'une manière autonome, ce qui signifie qu'il ne veut plus se confondre ni avec ceux qui suivent Bidault, ni avec d'autres groupements algériens. Il va se rendre en Algérie après janvier pour organiser cette réorientation.

Il faut prendre acte de ces faits sans leur accorder une signification excessive, mais en les notant comme des indices révélateurs lorsqu'on connaît les qualités manœuvrières de Duchet.

## 25 octobre 1960

— *Notre ami Branko Lazitch<sup>14</sup> m'a tenu des propos inquiétants sur les soutiens dont le FLN dispose en France.*

— Par l'intermédiaire d'un de ses amis yougoslaves, journaliste à Genève, Lazitch a reçu des informations intéressantes sur l'action du FLN en France et sur le soutien que lui assure le réseau Jeanson<sup>15</sup>.

---

14 – Branko Lazitch, résistant yougoslave au côté du général Mihailovitch pendant la guerre, était l'un des rédacteurs de la revue d'Albertini *Est & Ouest*.

15 – Francis Jeanson avait créé un réseau d'aide à la rébellion algérienne et assistait ses agents en France, leur fournissait des faux papiers d'identité, transportait des fonds et des armements. Le réseau, dont l'Égyptien Henri Curiel était membre, fut démantelé en février 1960 et Francis Jeanson, en fuite, fut condamné à dix ans de prison par contumace.

Les autorités suisses, qui sont à peu près convaincues que le FLN sortira gagnant de la rébellion, sont très prudentes vis-à-vis de lui, elles cherchent à le ménager. La presse suisse emboîte le pas et à la *Gazette de Lausanne*, par exemple, les éléments francophiles comme Jean Heer ont été écartés. À *La Suisse*, il s'est passé la même chose.

En ce qui concerne la conférence de presse de Francis Jeanson qui a eu lieu à Paris et dont avait rendu compte, dans *Paris-Presse*, l'écrivain communiste Georges Arnault, condamné pour cela à deux ans de prison, elle a été organisée dans les conditions suivantes.

Jeanson était alors inculpé depuis peu et il se trouvait encore dans la capitale. Le FLN a monté de toutes pièces sa conférence de presse à Paris, a offert le voyage à un certain nombre de journalistes étrangers résidant à Genève, les a conduits discrètement sur place et la conférence a été tenue. Personne ne souhaitait qu'un compte rendu en fût publié. Le but était de faire se rencontrer Jeanson et les journalistes étrangers pour donner un exemple de la capacité d'action du FLN et de la faiblesse de la police française.

Parmi les participants à cette conférence, se trouvait le journaliste américain Randall, correspondant de l'*United Press* à Genève et qui travaille aujourd'hui au *New York Herald Tribune* à Paris; ainsi qu'Hélène Fischer, correspondante américaine à Genève. On ne sait pas comment Georges Arnault a appris l'organisation de cette conférence, où l'on ne souhaitait pas le voir. Le fait est qu'il y est venu et qu'il a rédigé son compte rendu pour *Paris-Presse*, sans doute contre de l'argent, ce qui a produit les conséquences que l'on sait.

À la suite de quoi Jeanson est parti pour Genève, où il a été accueilli et abrité boulevard Helvétique, dans l'appartement du correspondant du journal italien *Corriere Della Sera*. Comme il était devenu impossible aux Suisses de fermer les yeux, ils l'ont arrêté à ce domicile, qu'ils connaissaient. Contrairement à ce qu'on a prétendu, ce ne fut pas au cours d'une conférence de presse. Ils ont arrêté en même temps que lui une femme arabe nommée Rosa Curiel, dont le mari, Henri Curiel, est le juif égyptien bien connu. Elle semble être une communiste égyptienne. Elle n'a pas été relâchée, car elle est

l'une des trésorières du FLN en Suisse et les autorités ont saisi son compte en banque, riche de plusieurs dizaines de milliers de francs suisses.

Par l'intermédiaire du représentant du FLN à Genève, l'ami de Lazitch a pu apprendre quelques détails sur le voyage que Krim Belkacem<sup>16</sup> a effectué en mars-avril à Moscou et à Pékin. Contrairement à ce qu'on a dit, il n'a demandé ni matériel de guerre, ni instructeurs militaires, car le FLN ne veut pas être noyauté par les communistes. Il a seulement demandé de l'argent, la seule chose évidemment que les communistes ne voulaient pas lui donner. Ce qui explique pourquoi jusqu'à maintenant leur aide a été faible.

L'ami de Lazitch sait que le FLN dispose de plusieurs villas en Suisse, dans la région vaudoise. Ce sont non pas des lieux de repos, mais des relais. Il confirme que les milieux communistes suisses sont engagés à fond en faveur du FLN et que celui-ci trouve aussi beaucoup d'appuis dans les milieux arabes de Suisse, auprès des nationalistes et des crypto communistes.

## 26 octobre 1960

— *Les complicités communistes du FLN en France et dans le monde ne semblent pas très activement recherchées.*

— Je viens d'avoir une longue conversation avec le commissaire Sérinelli. Je lui ai apporté la biographie complète d'Henri Curiel qu'il m'avait demandée et il m'a donné des détails à son propos. Henri Curiel est originaire d'une famille de banquiers suisses installés en Egypte depuis longtemps. Il a pris la nationalité italienne. Henri est le frère de Roger Curiel, conservateur à Paris des Musées nationaux, et le cousin germain d'André Weil-Curiel, membre du Parti socialiste et conseiller municipal de Paris.

Henri Curiel a été arrêté à la suite de l'arrestation d'un autre Égyptien de nationalité britannique, nommé Jankovitch, qui a été interrogé par la DST, qui est communiste et que la DST a expulsé vers la Grande-Bretagne. Au cours de son interrogatoire, Henri Curiel est

---

16 – Un des chefs de la rébellion algérienne.

apparu à la DST comme un individu intelligent et comme un agent communiste caractérisé. La DST pense détenir la preuve qu'Henri Curiel est même un agent soviétique pour les affaires du Proche-Orient. Circulant sans cesse dans toute l'Europe occidentale et fréquentant les milieux anti-nassériens, il avait la possibilité de recueillir des informations précieuses pour Nasser, à qui il les communiquait par l'intermédiaire des Soviétiques. La conviction de la DST est donc qu'Henri Curiel est un agent important.

En même temps que lui, la DST a arrêté sa femme Rosa, également égyptienne et également agent communiste. On a appris qu'elle s'était rendue à Moscou à plusieurs reprises. Avant qu'elle soit relâchée, on a trouvé dans ses papiers la preuve que les agissements du FLN à Paris étaient toujours couverts par un certain nombre de prêtres catholiques.

La DST a aussi obtenu l'indication que l'une des boîtes aux lettres principales du FLN se trouvait chez un Belge nommé Dofny, attaché de recherche au CNRS. La DST, pour éviter un procès inutile, est allée le trouver, lui a dit qu'elle allait le reconduire en Belgique et le pria de n'en plus revenir – ce que Dofny a accepté.

S'agissant de l'affaire Francis Jeanson, Sérinelli ignorait les détails que je lui ai donnés sur la conférence de presse, mais il connaissait les rapports que certains journalistes américains entretiennent avec Jeanson à Genève. Il m'a dit aussi que c'était à la demande de la DST que Rosa Curiel avait été arrêtée par les autorités suisses en tant que trésorière illégale du FLN.

\*

\* \*

*Revenant le 23 novembre d'un séjour au Pays Basque, je reçus le lendemain d'Albertini, pour que je les dactylographie, les trois notes suivantes, écrites de sa main et datées l'une du 18 et les deux autres du 20, relatives à la politique algérienne de De Gaulle.*

## I

La politique du général De Gaulle en Algérie est souple. D'une part, il est persuadé qu'il faut accorder l'indépendance. D'autre part, il ne veut pas la donner au FLN. Il est donc conduit à la proposer à d'autres, à cette fameuse troisième force que symbolisent des personnalités comme Ali Malem, Nafissa Sid Cara, Boua Rouir, etc.<sup>17</sup> De là aussi l'idée d'une République algérienne telle qu'elle apparaît dans son discours du 4 novembre.

Mais le général, avant de formuler cette idée, savait qu'elle risquait de rencontrer l'opposition de l'armée. Il a donc cherché une parade à cette opposition et l'a trouvée dans le référendum, c'est-à-dire dans l'appui donné par la nation à sa politique algérienne. Il est évident que l'annonce d'un référendum empêche tout coup d'Etat puisque celui-ci constituerait l'aveu que l'armée a peur du suffrage universel. C'est la raison pour laquelle, dans son discours du 4 novembre, De Gaulle a annoncé simultanément la République algérienne et le recours au référendum.

C'est à ce moment-là que l'opposition de l'armée se fit sentir. On ne doit pas se tromper sur cette opposition, l'armée ne tient à renverser ni De Gaulle, ni le régime. Ce n'est pas une armée sud-américaine. Mais dans l'affaire d'Algérie, il faut plutôt la comparer à une sorte de groupe de pression, à un gigantesque lobby, à un parti militaire qui veut infléchir la politique du gouvernement dans le sens de ses propres solutions, c'est-à-dire l'Algérie française. En ce sens, l'armée ne complot ni ne conspire. Elle manœuvre et fait de la politique.

De Gaulle s'étant beaucoup découvert et menaçant d'aller très loin, l'armée a manifesté une forte opposition. Celle-ci a impressionné De Gaulle quand elle lui a été rapportée par Pierre Messmer<sup>18</sup>

---

17 – Personnalités algériennes restées proches de la France et avec lesquelles une solution libérale au problème algérien semblait pouvoir être trouvée. Nafissa Sid Cara, professeur de lettres, était déjà, depuis 1959, secrétaire d'Etat chargée des questions sociales en Algérie et de l'évolution du statut personnel de droit musulman dans le gouvernement de Michel Debré et elle en restera membre jusqu'en 1962.

18 – Ministre des armées.



et par le général Ely<sup>19</sup> à leur retour d'Algérie. En outre, l'armée et surtout le groupe Soustelle-Boualem ont trouvé une riposte à l'idée de République algérienne: ils ont menacé De Gaulle, s'il créait cette république, d'installer à Alger un gouvernement de l'Algérie française présidé par Boualem, comprenant des Musulmans et des Français, et qui obtiendrait très vite l'obéissance de tous les Européens, ainsi que d'un nombre appréciable de Musulmans et progressivement celle de l'administration et de l'armée. De Gaulle, loin de mettre fin à la guerre et de se faire obéir, risquait ainsi de montrer sa faiblesse et de conduire à trois gouvernements en Algérie: celui de Boualem<sup>20</sup>, celui de la république gaulliste avec Ali Malem et celui du FLN, c'est-à-dire à la « congolisation » de l'Algérie. Et d'entraîner De Gaulle dans un échec majeur qui serait suivi par sa chute.

Devant cette réplique, De Gaulle a reculé, il s'est rabattu sur le cadre de 1957 et a cédé beaucoup de terrain depuis le 4 novembre. Une fois de plus, le tacticien manœuvre devant des oppositions tellement fortes qu'il ne peut les vaincre de front. Les choses en sont là ce 18 novembre.

Toutefois, De Gaulle prépare une nouvelle manœuvre car il est inlassable. Pour neutraliser au moins une partie des opposants, il a fait convoquer François Bistos, collaborateur de Soustelle, par Jacques Foccard dont il est l'ami. Foccard lui a expliqué que le plan De Gaulle, à longue échéance, était le suivant: partager l'Algérie en trois Etats, un musulman à l'Ouest, à Tlemcen, un autre musulman à l'Est, à Constantine, et entre les deux, un Européen à Oran-Alger-Bône, ouvert sur le Sahara.

(Sur une carte de l'Algérie, Georges Albertini me montrait le tracé d'un schéma localisant les trois Etats mentionnés)

Cet Etat européen conserverait en toute circonstance le contrôle du pétrole saharien. L'industrialisation de l'Algérie permettrait des déplacements de main-d'œuvre et de population: on refoulerait pas à pas les Musulmans hostiles vers Tlemcen et Constantine

---

19 – Chef d'état-major des armées.

20 – Bachaga Saïd Boualem, chef traditionnel algérien partisan de l'Algérie française et dont l'autorité était grande sur les harkis, les Algériens combattant le FLN au côté de l'armée française.

et l'on concentrerait dans le futur Etat européen d'une part tous les Européens, d'autre part tous les Musulmans favorables à la France. Ainsi, lors du vote sur l'autodétermination, les deux Etats musulmans deviendraient FLN et le troisième Etat resterait uni à la France, sous une forme quelconque, l'armée demeurant dans les zones clés d'Algérie. De Gaulle dirait alors au FLN : ou bien vous voulez de votre Etat, coupé en deux comme le Pakistan, ou bien vous acceptez une fédération des trois Etats algériens avec la France. De Gaulle pense qu'une telle proposition a des chances de lui permettre de jeter le trouble dans l'opposition de droite et dans l'armée. On verra s'il parvient à faire déboucher cette proposition, qui est aussi celle du général Jacquot<sup>21</sup> et de Ben Gourion<sup>22</sup>.

Bien entendu, des événements imprévus peuvent gêner le déroulement des faits, tels des complots préparés ici et là.

Roger Sirjean<sup>23</sup> m'a dit que toute la conspiration militaire et civile était couverte par le réseau Honneur et Patrie dont l'homme actif en Métropole est le colonel Trinquier. En Algérie, c'est le général Jouhaud.

Les Renseignements généraux de la préfecture de Police et la Police judiciaire de la Sûreté nationale ont réussi, sans que les Renseignements généraux de la Sûreté soient dans le circuit par suite de la méfiance où l'on tient le préfet Emile Vié, à placer un agent très bien introduit auprès du colonel Trinquier. Cet agent s'est rendu en Algérie et a pris contact avec Jouhaud de la part de Trinquier. Il a ainsi été très bien renseigné sur ce qui se préparait, d'autant qu'il a vu les principaux hommes de l'entourage de Jouhaud et que, venant de la part de Trinquier, il a pu apprendre beaucoup de détails. Il a donc averti le gouvernement qu'un coup d'Etat pourrait éclater le 15.

Pour briser le complot, le gouvernement a arrêté et expulsé d'Algérie les neuf principaux agents de Jouhaud, dont Me Baille,

---

21 – Inspecteur général de l'armée de terre.

22 – Premier ministre d'Israël.

23 – Roger Sirjean, à l'époque inspecteur de police chargé de la sécurité du président de la République, correspondant habituel de Georges Albertini.

avocat correspondant de ses confrères du procès des barricades et de loin le plus efficace.

La conséquence de ces arrestations a été, selon Sirjean, que l'informateur a probablement été découvert puisqu'on ne manquera pas de constater que tous ceux qui avaient été en contact avec lui avaient été expulsés. Sirjean aura des nouvelles à ce sujet lundi ou mardi.

En outre, les Renseignements généraux de la préfecture de Police et la Police judiciaire de la Sûreté nationale ont réussi un autre exploit. Ils sont parvenus à infiltrer un homme de confiance dans le réseau radio des conjurés, qui disposent dans l'Yonne d'un poste émetteur assurant la liaison avec Alger. L'avant-dernière nuit, deux officiers parachutistes présents à Paris devaient gagner l'Yonne pour s'entretenir avec Alger. L'ingénieur radio, accompagné de l'informateur de la police, les attendait, mais ils ne sont pas venus et depuis lors, le contact est coupé avec eux. Sirjean craint que l'informateur ne soit brûlé, peut-être découvert par des agents du SDECE qui, comme en mai 1958, prennent part au complot militaire.

Cela aussi, Sirjean le saura avec plus de précision au début de la semaine prochaine.

D'après les nouvelles recueillies par ces deux informateurs, ce sont les civils d'Algérie, ceux du FAF<sup>24</sup>, qui poussent à l'insurrection. Ce sont eux qui, par leur pression, ont arraché à Jouhaud la date du 15, malgré Trinquier qui estimait que la Métropole n'était pas prête. Trinquier a fini par céder en disant : « *Allez-y, nous essaierons de nous débrouiller ici* ».

L'Elysée se montre très inquiet de ces possibles mouvements. Foccard a convoqué un ancien gaulliste ami de Sirjean pour lui dire : « *C'est le dernier combat qui approche. Seras-tu avec nous? Nous nous attendons à un coup avant la fin novembre* ». De son côté Lucien Neuwirth<sup>25</sup>, rencontrant hier le général Petit sur les Champs-Élysées, lui est apparu comme un homme traqué, craignant un coup d'Etat contre De Gaulle et contre ses fidèles, dont lui-même.

---

24 – Front Algérie Française, formé en 1960 et composé notamment d'anciens militants gaullistes.

25 – Secrétaire général du groupe gaulliste à l'Assemblée nationale.

Tels sont les faits principaux qu'on peut rassembler ce 18 novembre. Je ne crois pas, pour ma part, que l'armée bouge. Un coup des civils à Alger n'est toutefois pas exclu. En ce cas, les réactions du général seront fortes, mais il montre plus d'hésitations et de maladresse qu'on aurait pu l'imaginer. Il manifeste un grand entêtement, s'informe mal et ne pèse pas tous les risques. Dans la situation présente, une erreur de manœuvre peut le conduire à l'échec.

En dernière heure, on apprend que les partisans de gauche de l'Algérie française ont publié aujourd'hui un manifeste.

## II

Vendredi 18, Michel Junot<sup>26</sup> a déjeuné avec Jean Vaujour, le directeur du cabinet de Paul Delouvrier<sup>27</sup>. Junot et Vaujour sont amis depuis plus de vingt ans et ne se cachent rien. Voici ce que Vaujour a dit.

La Délégation générale à Alger a en main les plans d'une conspiration. L'élément actif en est civil et militaire. Les civils, ce sont des commandos plus ou moins commandés par Ortiz, environ deux cents hommes. Les militaires, ce sont quatre jeunes capitaines dont on ignore les noms et qui doivent disposer d'un effectif de l'ordre d'un ou deux bataillons décidés à agir.

Le plan est le suivant. Au jour J, vers deux heures du matin, les commandos habillés en parachutistes et munis d'armes actuellement conservées dans des dépôts et qui leur auront été distribuées, pénétreront à la Délégation générale. Ils s'en empareront et Vaujour précise que le plan prévoit l'assassinat de Delouvrier. De là, les commandos partiront à la conquête de divers objectifs. Il en résultera des désordres. Aussi, immédiatement, sous prétexte de rétablir l'ordre, les quatre capitaines interviendront avec leurs troupes et prendront le commandement de l'insurrection. Ils se tourneront alors vers les généraux, non sans avoir éliminé les généraux Crépin et Vézinet considérés comme

---

26 – Député de la Seine, membre du groupe des Indépendants, ami de longue date de Georges Albertini.

27 – Délégué général du gouvernement en Algérie.

encore trop gaullistes, et ils leur demanderont de prendre la tête du mouvement, un peu à la manière de ce qui s'est passé le 13 mai 1958. Selon toute probabilité, dit Vaujour, les généraux accepteront, mais les insurgés seraient prêts à s'en passer.

La coupure avec la Métropole sera alors décidée s'il y a trop de difficultés, l'armée devant ensuite reprendre pied en France selon le schéma suivant. Des commandos civils ou militaires, agissant en accord avec Alger, tenteront de s'emparer de De Gaulle que l'on considère comme la seule force restante dans le régime et qu'il faut neutraliser pour qu'il ne puisse pas, en utilisant la radio, rassembler le pays autour de lui. Si cette capture est réussie, il n'y aura plus aucune difficulté entre la France et l'Algérie.

Si, pour une raison quelconque, on ne peut capturer De Gaulle, les comploteurs pensent qu'il n'hésitera pas à se défendre en armant des milices populaires, voire en s'appuyant sur les communistes. Cette attitude, selon eux, aura pour conséquence qu'au début, le pays suivra De Gaulle, mais l'appui ostensible de l'extrême gauche suscitera de nombreuses oppositions, des violences. Le pays sera au bord de la guerre civile et fera appel à l'armée pour rétablir l'ordre.

Alors l'armée interviendra, De Gaulle sera contraint à se retirer et, pour n'effrayer personne, l'armée remettra immédiatement le pouvoir à des civils qu'elle juge sûrs sur le plan anticommuniste, atlantique et européen. Parmi ceux-ci, on peut citer sans grands risques d'erreur : Max Lejeune, Robert Lacoste, Maurice Bourghès-Maunoury, Georges Bidault, Roger Duchet, André Morice, et même Antoine Pinay malgré sa position libérale sur l'Algérie. Là s'arrêtent les prévisions connues par Vaujour.

Celui-ci ajoute que tout devait éclater le 10 novembre. Cette nuit-là, il n'a pas dormi, mais rien ne s'est produit, peut-être parce que De Gaulle ayant beaucoup reculé sur la République algérienne, les conjurés ont voulu se donner le temps de la réflexion. Mais Vaujour croyait d'autant plus que tout devait éclater le 10, que les phases préliminaires du plan étaient déjà entrées en application selon le rythme fixé : en particulier, les fausses tenues de parachutiste avaient été distribuées, ainsi que les armes. Vaujour pense que ce n'est que partie remise et il s'attend à quelque chose d'ici à la fin du mois.

Indépendamment de ce tableau, Vaujour a donné plusieurs autres indications très précieuses.

À propos de la démission du secrétaire général de l'Administration en Algérie André Jacomet, il explique qu'il devait y avoir neuf démissions de directeurs sur onze à la Délégation générale. C'est une maladresse de Jacomet qui a empêché l'affaire de se dérouler comme prévu, en liaison plus ou moins consciente avec le coup d'Etat préparé pour le 10. Vaujour lui-même, il l'a dit à Delouvrier, entendait quitter la Délégation, mais après le 10, il ne voulut pas l'abandonner au moment où il pouvait être assassiné. Delouvrier lui a demandé de rester en lui confiant que lui-même allait partir très vite, sans doute dans trois ou quatre semaines, peut-être moins. Vaujour estime que Delouvrier traverse une crise de conscience dramatique. Il ne peut plus sortir de son palais, ni lui, ni ses enfants. Il est plus qu'haï à Alger.

Pour son prochain voyage en Algérie, De Gaulle voulait instamment aller à Alger. Delouvrier lui a dit qu'il lui resterait fidèle jusqu'au bout, mais que s'il persistait à vouloir se rendre à Alger, il démissionnerait la veille de son arrivée en disant pourquoi. De Gaulle lui exprimant sa surprise, Delouvrier lui dit alors : *« Mon général, à Alger vous ne seriez pas tué, vous seriez massacré. Toute l'armée ne pourrait vous protéger. 300 000 personnes se rueraient sur le cortège et chanteraient La Marseillaise devant les mitrailleuses, ou démoliraient à la main le Palais d'Été. Pour vous sauver, il faudrait tuer des milliers de Français et personne ne peut prendre cette responsabilité »*. Devant ces propos, De Gaulle renonça à Alger. Il ira seulement à Constantine, dans des postes isolés où il n'y a pas d'Européens.

Delouvrier a confié à Vaujour que De Gaulle était très découragé. À certains indices, il pense qu'il songe pour la première fois à démissionner. Delouvrier a même dit qu'il envisageait à se retirer au couvent avec Mme De Gaulle – comme Charles-Quint. L'information rejoint curieusement ce que le colonel de Boissieu a dit à Lagaille en janvier 1960, et que Lagaille a raconté lors de son procès : *« J'ai trouvé, lui a dit le colonel, un vieillard obsédé par l'idée de la mort et passant son temps en prières »*. Une telle fin serait digne de sa légende.

Il faut noter cette précision : au cours de l'audience que De Gaulle a accordée à Paul Reynaud, il y a trois semaines environ, il est apparu très désabusé à l'ancien président du Conseil. Il lui a dit : « *Pour la première fois de ma vie, je suis découragé, il n'y a plus rien à faire avec ce peuple* ». Paul Reynaud a raconté cela à Pascal Arrighi<sup>28</sup>, qui est son intime et Arrighi l'a répété à Junot.

Enfin, Vaujour a dit que l'on était préoccupé par deux autres menaces : d'une part, une attaque massive, avec armes lourdes, de l'armée du FLN contre les deux barrages dressés aux frontières du Maroc et de la Tunisie ; d'autre part, une révolte des harkis affolés à la pensée d'un abandon possible de l'Algérie par la France. Ces événements seraient graves et c'est pour les empêcher, pour montrer ostensiblement que l'armée ne quitte pas l'Algérie, que des militaires voudraient agir.

Arthur Conte, député socialiste des Pyrénées orientales et ami intime de Max Lejeune et de Michel Junot, tient des propos analogues à ceux de Vaujour, ce qui est important en raison des contacts de Lejeune avec l'armée. Il insiste sur le crédit considérable dont le général Lecomte jouirait dans l'armée.

### III

J'ai vu Roger Sirjean ce soir. Il m'a indiqué que leur agent auprès de Trinquier et de Jouhaud avait été démasqué et, menacé de mort, avait pu s'enfuir d'Algérie en avion. Il est à Paris, ils ne peuvent toutefois reprendre contact avec lui.

On croit que le coup de force peut éclater mardi. On se fonde sur le fait que depuis le mois de mai, un conseiller général de l'Indre disposant d'une belle fortune a réalisé une partie de ses biens avant de partir pour l'Algérie, dans le district du bachaga Boualem, afin d'y organiser les liaisons entre l'Algérie et des organisations métropolitaines. Or, cet homme est rentré, il y a quatre ou cinq jours et a annoncé à deux ou trois responsables que le coup aurait lieu sans doute mardi. Sirjean

---

28 – Député gaulliste de Corse, partisan de l'Algérie française.

pense que ce sera une grande manifestation du FAF, groupant une centaine de milliers de personnes, qui donnera le départ et bénéficiera de la neutralité de l'armée.

La liaison avec leur agent infiltré dans le groupe radio de l'Yonne, qu'utilise également le conseiller général de l'Indre, est maintenue. Ils espèrent apprendre par là de nouveaux détails.

Selon d'autres informations, Sirjean pense que de grandes manifestations pourraient éclater le 5 décembre, veille du débat sur l'Algérie. Plusieurs indices vont dans ce sens. Tout cela indique que le départ aura lieu en Algérie, avec le FAF. Contrairement à ce qu'on croyait jusqu'ici puisqu'on pensait que tout débiterait en Métropole.

Sirjean est allé samedi après-midi à son cours d'officier d'État-major de réserve, à l'École de guerre. Il a constaté chez ses camarades une animosité évidente contre De Gaulle, même de la part de gens en général paisibles et modérés. Il y a aussi obtenu des précisions sur les impressions du général Ely à son retour d'Algérie. Celui-ci confirme les chiffres du général Petit : 20 % d'activistes, 20 % de gaullistes, 60 % d'hésitants qui penchent plutôt vers les premiers. Le général Ely croit lui aussi que tout commencera par de grandes manifestations du FAF, que l'armée tolérera. Il se confirme que le général Jouhaud est passé du côté des activistes. Joue aussi un rôle actif le général Mirambaud ; ainsi que le général de Maison Rouge, commandant l'École de guerre.

Sirjean a appris que Charles Hernu, renseigné par des officiers gaullistes proches d'Ely, avait adressé un rapport angoissé à Edouard Depreux, secrétaire général du P.S.U., pour lui annoncer l'imminence du soulèvement et lui faire part de ses inquiétudes devant la révolte probable de l'armée. L'essentiel de ce rapport se retrouve dans l'*Index quotidien* de Bérard-Quélin du 18 novembre, car Bérard-Quélin et Charles Hernu sont amis.

Questionné par mes soins, Sirjean a ajouté que les Renseignements généraux de la préfecture de Police avaient pris toutes leurs dispositions pour être alertés de nuit, avec coucher dans les bureaux, etc., mais que les policiers de la préfecture de Police, en cas de coup dur, marcheraient difficilement pour De Gaulle. Les CRS pourraient aussi



être retournées rapidement du côté de l'armée. En somme, les forces de l'ordre sont peu sûres.

J'ai conversé également avec Claude Ventre, président de la métallurgie parisienne et proche du député Léon Delbecque, l'un des organisateurs du 13 mai 1968. Delbecque lui a dit que le processus du coup d'Etat était engagé, que rien ne pourrait l'empêcher et qu'il était allé en Algérie pour en faire retarder le déclenchement, initialement fixé au 10, ce qui recoupe l'information recueillie par Vaujour. Il a précisé que ce retard avait obligé Juin à adoucir au dernier moment les termes de sa protestation publique, et ajouté que la collecte des fonds organisée par René Dumont, un proche de Soustelle et Pierre André, l'ancien député de Nancy, donnait peu de résultats. Les capitalistes, méfiants, ont peur des réactions de De Gaulle.

Je note enfin qu'ayant répété à Sirjean l'essentiel de ce que pense Vaujour, je ne l'ai pas surpris. Tout cela lui semble très probable. Son chef direct, Loupias, directeur des Renseignements généraux, lui a dit hier encore qu'il lui paraissait certain que quelque chose de grave se produirait prochainement.

*Ces craintes furent vaines. En janvier 1961, eut lieu le référendum portant approbation de la politique d'autodétermination en Algérie. Le oui l'emporta par 75,2 % des suffrages exprimés, contre 24,7 %. En Algérie, par 69,1 % contre 30,9 %, avec une forte abstention des musulmans.*



## CHAPITRE III

### CHARLES DE GAULLE LA SOLITUDE, LE RETOUR, L'ÉVICTION

*Georges Albertini approuva De Gaulle notamment en 1947, quand il créa le très anticommuniste Rassemblement du peuple français (RPF), puis quand il surmonta la révolte de mai 1968. Il ne chercha toutefois pas à le rencontrer et ne fut jamais gaulliste, trop de ses proches ayant été victimes du général au milieu des années 40. En revanche, il s'entretint souvent avec nombre de ses fidèles, notamment Louis Vallon<sup>29</sup> et se tint ainsi bien au courant de ses agissements. Lors du référendum de 1969 sur la décentralisation régionale (que, pour ma part, j'approuvai chaleureusement), Albertini préconisa le non, estimant qu'ainsi De Gaulle « péchait contre l'esprit de la République ».*

\*  
\*   \*  
\*

*En novembre 1953, Georges Albertini me donna à dactylographier, parmi d'autres, la note suivante datée du 18 mars 1952 :*

1) Le général de Gaulle vient de faire toucher le général Weygand pour l'informer qu'il était d'accord pour la translation du corps du maréchal Pétain à Douaumont. En même temps, de Gaulle a fait demander à Weygand si ce dernier consentirait à participer aux cérémonies de transfert à côté de lui.

---

29 – Louis Vallon (1901-1981) adhéra dans sa jeunesse au Parti socialiste SFIO, qu'il quitta en 1933 pour le Parti socialiste de France de Marcel Déat. En 1936, il réintégra la SFIO, puis, en 1940, rejoignit à Londres le général De Gaulle, dont il dirigea le cabinet. Après la guerre, il adhéra au RPF, fut élu député et en 1955 fonda l'Union Démocratique du Travail (UDT) avec les « gaullistes de gauche » René Capitant, Yvon Morand et Jean de Lipkowski. Proche de Georges Albertini avant la guerre, il le resta après la Libération et se confia souvent à lui.

Le général Weygand aurait répondu qu'il était prêt, dans l'intérêt de la France, à accepter cette proposition, mais qu'il tenait absolument auparavant à ce que le général de Gaulle sache que lui, Weygand, le tenait pour un incapable et un criminel.

2) Le général de Gaulle a décidé de prendre plusieurs contacts avec d'anciens ministres de Vichy.

Il a commencé en rencontrant M. François Lehideux<sup>30</sup>. L'accueil de ce dernier fut extrêmement réservé. De Gaulle lui aurait demandé, au cas où il serait appelé à former un gouvernement, de consentir à y participer. M. Lehideux aurait fait beaucoup de réserves sur cette éventualité.

Le général de Gaulle cherche actuellement à rencontrer M. Bouthillier<sup>31</sup> et l'amiral Auphan<sup>32</sup> pour les mêmes raisons.

\*  
\*   \*  
\*

## 18 décembre 1956

— *On recommence à parler d'un retour possible de De Gaulle aux affaires.*

— J'ai eu aujourd'hui une longue conversation avec notre ami Henri Duvillard<sup>33</sup>, qui est gaulliste depuis 1941, membre du comité directeur

---

30 – François Lehideux, directeur général des usines Renault avant la guerre et, sous l'Occupation, délégué à l'Équipement, puis secrétaire d'Etat à la Production industrielle dans le gouvernement de Vichy. Il fut arrêté en 1944, libéré en 1946 et bénéficia d'un non-lieu en 1949.

31 – Gabriel Auphan, amiral, secrétaire d'Etat à la Marine dans le gouvernement de Vichy, chargé par le maréchal Pétain en août 1944 de proposer une passation de pouvoirs à De Gaulle, qui refusa de le recevoir. Il fut condamné par contumace aux travaux forcés à perpétuité en 1946, peine ramenée en 1955 à cinq ans de prison avec sursis, et recouvra son grade et son droit à pension en 1956.

32 – Yves Bouthillier, secrétaire général au ministère des Finances avant la guerre, ministre des Finances et du Commerce, puis de l'Économie nationale dans le gouvernement de Vichy, arrêté en 1944 par la police allemande et déporté en Allemagne, libéré en 1945, puis condamné à trois ans de prison en 1947.

33 – Henri Duvillard, ancien membre de la Résistance (chef des corps francs du Loiret), avait été sous la IV<sup>e</sup> République l'un des collaborateurs extérieurs de Georges Albertini. Il visitait les journaux locaux de diverses régions pour en inciter les responsables à reproduire les articles des *Informations politiques et sociales* qu'éditait le Centre d'archives et de documentation. Il devint par la suite député, maire d'Orléans, puis ministre des Anciens combattants.

du Parti républicain-social<sup>34</sup> et responsable départemental du gaullisme dans le Loiret. Il a appartenu au cabinet du général Koenig et à ceux des ministres gaullistes Henri Ulver et Maurice Lemaire.

Il a souvent l'occasion de rencontrer trois personnes avec lesquelles De Gaulle est en contact permanent: le capitaine Bonneval, Olivier Guichard, ancien membre de son cabinet civil et Jacques Foccard, secrétaire général de ce qui reste du RPF. Tous trois ont d'ailleurs accompagné le général lors de son récent voyage dans l'océan Pacifique.

Il résulte des conversations de Duvillard avec eux que De Gaulle est très sceptique sur ses chances de revenir au pouvoir. Il ne semble en tout cas pas le désirer dans le cadre du régime actuel et il a la conviction qu'un changement de régime est pour le moment exclu.

À titre personnel, il porte de l'estime à Pierre Mendès France, une estime fondée sur le fait que pendant dix ans, Mendès a montré assez de caractère pour refuser les portefeuilles ministériels qui lui étaient offerts et pour rester fidèle à la politique qu'il défend. Toutefois, De Gaulle condamne fermement certaines des positions prises par Mendès, en particulier sur l'Algérie.

Les bruits circulant sur des contacts De Gaulle-Mendès et sur des formules de gouvernement commun ont l'origine suivante: De Gaulle reçoit fréquemment un jeune député radical, Jean de Lipkovski, fils de Mme de Lipkovski, une ancienne amie du général. Ce jeune parlementaire a été élu comme mendésiste dans la Seine-et-Oise et il est très attaché à Mendès, tout en rejetant ses idées sur plusieurs points. C'est lui, le plus souvent, qui, revenant de ses entretiens avec De Gaulle, répand dans les milieux politiques les bruits relatifs à une prochaine déclaration du général et à un accord probable entre lui et Mendès.

Il suffit de connaître le caractère du général pour savoir que ces propos ne peuvent être tenus par lui et que Lipkovski, dont la sincérité n'est pas en cause, confond ses désirs avec la réalité.

Sur la question algérienne, De Gaulle soutient fermement Robert Lacoste, qu'il a vu récemment. C'est à son intervention qu'on doit la

---

34 – Parti gaulliste créé après la dissolution du Rassemblement du Peuple français (RPF) par De Gaulle.

modération relative de Soustelle vis-à-vis de Lacoste, De Gaulle lui ayant interdit de l'attaquer.

#### 4 janvier 1957

— *Pour revenir au pouvoir, De Gaulle devrait disposer d'un groupe parlementaire puissant, émanant d'un parti qu'on le voit mal diriger au jour le jour.*

— De Gaulle dirigeait au contraire avec beaucoup de minutie le Rassemblement du Peuple Français. J'ai conservé des notes écrites de sa main avant les élections municipales de 1948 et destinées à deux dirigeants du Rassemblement, Jacques Soustelle et Louis Vallon. Celle-ci d'abord :

*Dimanche matin*

*Pour M. M. Soustelle et Vallon.*

1) *Les listes pour Paris ont été arrêtées par moi-même. Il n'y a pas de raison d'y revenir.*

2) *Les négociations avec des comités de parti (notamment avec le P. R.L.)<sup>35</sup> ne peuvent rien donner que des chantages et des retards. Dans l'état de l'opinion à Paris, ce ne sont pas les partis qui ont la grande masse des suffrages, c'est nous ! Il n'y a donc pas à tergiverser. Ou bien les candidats que nous avons prévus signeront les listes, ou bien nous devons les remplacer séance tenante par des militants d'une tendance politique analogue. En tous cas, les listes doivent être déposées demain Lundi.*

3) *J'adjure mes bons compagnons Soustelle et Vallon de cesser leur querelle qui serait un malheur au moment où nous sommes.*

4) *Il faut trancher ! Je recommande à Vallon de passer outre aux petites combinaisons d'Ulver<sup>36</sup>, quelque bonnes que puissent être les intentions de celui-ci.*

*C. de Gaulle*

---

35 – Parti républicain de la liberté, formation politique de droite créée en 1945 par Joseph Laniel, André Mutter et Edouard Frédéric-Dupont pour s'opposer aux trois partis de la coalition alors au pouvoir, le Parti communiste, le Parti socialiste et le Mouvement républicain populaire. Le PRL intégra le Centre national des Indépendants (CNI) en 1951.

36 – Henri Ulver, député RPF de la Seine de 1951 à 1956, secrétaire d'État au Budget du gouvernement de Joseph Laniel, puis du gouvernement Pierre Mendès France et ensuite ministre du Commerce et de l'Industrie dans ce dernier gouvernement.

Et celle-là :

*31 octobre 1948*

*Pour M. M. Soustelle et Vallon.*

*J'accepterais que la liste du Rassemblement dans la Seine attribuât à M. Deutschmann, maire de Levallois, la 9<sup>e</sup> position au lieu de la 10<sup>e</sup>.*

*Dans ce cas, la même liste placerait M. Sulter en 10<sup>e</sup> position, ce dont je souhaite vivement qu'il veuille bien ne pas se désobliger.*

*C. de Gaulle*

### **5 juillet 1957**

— *Votre ami Roger Duchet ne devait-il pas rencontrer le général De Gaulle ?*

— Il a eu hier, pendant près d'une heure, une conversation politique avec le général qui lui avait demandé de venir le voir. C'était la seconde audience que lui accordait De Gaulle depuis un an environ.

Ce qui a frappé Roger Duchet, c'est le net changement d'attitude du général. Au cours de leur précédente conversation, comme lors de toutes celles qu'il a eues jusqu'ici avec d'autres hommes politiques, De Gaulle se livrait à des attaques très violentes contre la politique du régime et les diverses initiatives des responsables. Or, au cours de l'audience d'hier, Roger Duchet a trouvé le général souriant et détendu, racontant des anecdotes et des plaisanteries, s'efforçant visiblement de charmer son interlocuteur. Il l'a laissé parler, ce que De Gaulle ne fait jamais d'habitude, les audiences qu'il accorde se réduisant la plupart du temps à un long monologue de sa part.

Comme Duchet commençait la conversation en décrivant la crise grave dans laquelle la France risque de se trouver d'ici à la fin de l'année, crise à la fois financière, sociale, algérienne et politique, le général lui a répondu qu'à son avis, au contraire les choses traînaient encore pendant plusieurs années. Il a expliqué que le régime était incapable de défendre le patrimoine national, mais qu'avant de sombrer, il avait encore beaucoup de cartes à jouer, par exemple celles de MM. Billères, Mitterrand et, a-t-il ajouté en souriant, celle de Roger Duchet lui-même. De Gaulle a précisé que tout cela ne servirait à rien,

qu'ils ne pourraient rien faire dans le cadre du régime, mais qu'il fallait exclure l'hypothèse d'une catastrophe dans les prochains mois. Il a d'ailleurs ajouté que pas plus lui, De Gaulle, que personne d'autre ne pouvait tenter de réformer le régime.

Roger Duchet s'est étonné de ce pessimisme fondamental. Le général lui a répondu que la France traversait une phase historique de dépression et que l'histoire de notre pays était faite d'alternances entre des phases d'expansion et des phases de faiblesse.

Sur la question de l'Algérie, De Gaulle a estimé qu'il était inutile de se prononcer, le régime étant de toute manière incapable de faire ce qu'il dit. Toutefois, information importante à mon sens, Roger Duchet a amené le général à lui confier qu'il n'était nullement en accord avec la politique algérienne préconisée par Pierre Mendès France ou François Mitterrand. La chose a son importance étant donné que de nombreux milieux de gauche essaient d'amener De Gaulle à leur politique.

La veille, le général avait reçu Paul-Henri Spaak. Roger Duchet en a profité pour l'interroger sur l'Europe. De Gaulle lui a répondu : *« J'ai dit à Spaak que l'Europe était faite puisque lui, Spaak, était secrétaire général de l'OTAN et je lui ai dit aussi que les institutions européennes serviraient à donner des prébendes aux nombreux parlementaires français qui ne se satisfont plus des prébendes françaises »*.

Devant cette prise de position, Roger Duchet lui a demandé pourquoi il ne protestait pas alors contre les traités en discussion. De Gaulle a répondu que cela n'avait pas d'importance, que la vie modifierait les traités et que même si la France les signait, elle les violerait automatiquement lorsqu'elle s'apercevrait qu'ils sont contraires à ses intérêts. Cette déclaration est importante en ce qu'elle montre que l'hostilité du général à la politique européenne est toujours aussi vive qu'auparavant. On peut seulement s'interroger sur les raisons qui provoquent le changement de ton dans ses réactions.

Sa gentillesse subite et inhabituelle ne peut, à mon avis, s'expliquer que de la manière suivante. Bien que le général dise qu'il ne pense pas revenir au pouvoir, ses réflexions semblent bien apparaître comme le début d'une campagne visant à réduire l'hostilité des principaux chefs



politiques à son encontre. Il est évident, par exemple, que s'il renouvelait des séances de ce genre avec divers responsables politiques français, une partie de leurs préventions contre lui tomberait dans la mesure où ils pourraient penser qu'ils ne seraient pas éliminés d'un gouvernement De Gaulle.

\*  
\*   \*  
\*

### 17 juillet 1957

— *En sait-on davantage sur les intentions du général ?*

— Boris Souvarine<sup>37</sup> a eu l'occasion de recueillir de Maurice Schumann des impressions intéressantes sur l'état d'esprit actuel du général. À son avis, il a renoncé à l'attitude de refus systématique qui a été la sienne jusque-là. Il est certainement désireux de revenir aux affaires et il y est d'autant plus décidé qu'ayant achevé la rédaction de ses Mémoires, il considère avoir accompli une de ses tâches les plus importantes.

Le premier signe de son évolution est son refus de prendre position publiquement contre l'Euratom et le Marché commun. Il a certainement pensé se concilier ainsi la majorité européenne de l'Assemblée nationale.

Le second indice est que, pour la première fois depuis dix ans, il a demandé quelque chose. Il a en effet lui-même sollicité l'ambassade de Rome pour Gaston Palewski. Il est intéressant de noter que, rencontrant Maurice Schumann, Palewski lui a dit qu'après avoir été hostile au projet d'armée européenne, il ne l'était ni à l'Euratom, ni au Marché commun, ce qui semble vérifier le sens de la manœuvre du général.

Selon Schumann, recevant récemment à Colombey-les-deux-Eglises Max Brusset, député républicain-social de Royan, De Gaulle lui aurait conseillé de se rendre à Moscou car, lui aurait-il dit, nous aurons besoin de nous appuyer sur les Russes. On retrouve là, de l'aveu même de

---

37 – Boris Souvarine, l'un des fondateurs du Parti communiste français en 1920, qu'il quitta en 1924, puis qu'il combattit durant le reste de sa vie, notamment à l'Institut d'Histoire sociale qu'il dirigea après la guerre avec l'aide de Georges Albertini.

Schumann, la vieille tentation gaulliste de pratiquer une politique anti-américaine en s'appuyant au maximum sur l'URSS.

Dans le même ordre d'idées, Schumann, rencontrant il y a quelques jours Jacques Debu-Bridel, sénateur RPF de la Seine et habituel compagnon de route des communistes<sup>38</sup>, lui a reproché violemment de ne pas avoir rompu avec l'URSS après l'affaire de Hongrie<sup>39</sup>. Debu-Bridel lui a répondu : « *Comme le dit le général De Gaulle, il vaut mieux l'armée rouge à Budapest que l'armée allemande* ». Maurice Schumann, extrêmement inquiet par ce propos qui indiquerait chez De Gaulle un état d'esprit très fâcheux, va vérifier par lui-même s'il l'a effectivement tenu, car on ne peut exclure que Debu-Bridel l'ait inventé ou arrangé pour défendre sa mauvaise foi.

Maurice Schumann a en outre annoncé à Boris Souvarine que le général Ganeval, chef de la maison militaire du président de la République, travaillait activement auprès de celui-ci en faveur de De Gaulle, ce qui m'a ensuite été confirmé par Emile Roche.

Les faits rapportés par Maurice Schumann concordent avec mon interprétation de l'attitude de De Gaulle avec Roger Duchet : il est certainement en train de se préparer à exercer la direction du gouvernement.

## **2 septembre 1957**

— *Emile Roche m'a dit que lui-même et ses amis radicaux-socialistes s'inquiétaient des intentions de De Gaulle.*

— D'après des informations que j'ai recueillies auprès d'importantes personnalités du monde des assurances, les projets du général seraient les suivants. Il escompte une crise grave dans les mois prochains à propos de l'Algérie, de la situation financière, ainsi que des conflits sociaux... Il pense que le régime ne pourra pas y faire face et que le président Coty devra l'appeler.

---

38 – Jacques Debu Bridel, député, puis sénateur gaulliste de gauche, membre de l'Union démocratique du Travail (UDT).

39 – L'armée soviétique était entrée en Hongrie pour mettre un terme à la libéralisation en cours du régime communiste.

Son plan consisterait alors en une demande de pleins pouvoirs pour trois ans, en la constitution d'une commission consultative spéciale composée d'un représentant par parti et qui garderait le contact avec le gouvernement, et dans la formation d'un ministère composé seulement de techniciens, à l'exclusion de tous les parlementaires. Parmi les personnes citées et qui auraient accepté, figurent Wilfrid Baumgartner, le gouverneur de la Banque de France, Pierre Dreyfus, le président de la Régie Renault, André Malraux, l'ancien responsable communiste Auguste Lecœur pour occuper le ministère du Travail et le général Ganeval pour le ministère de l'Intérieur – ce qui confirme ce qu'on sait du rôle que joue Ganeval auprès de René Coty pour l'inciter à prendre contact avec De Gaulle.

Ce plan me semble bien conçu pour séduire une partie importante de l'opinion, d'autant que le général De Gaulle, en annonçant qu'il s'occuperait lui-même de l'Algérie, pourrait donner confiance au pays sur ce point.

Le danger d'un gouvernement De Gaulle est toutefois toujours le même : il risque, à l'intérieur, de ressusciter le Front populaire et à l'extérieur, de pratiquer une politique systématiquement malveillante à l'encontre des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, avec des idées totalement fausses sur la possibilité de négocier avec l'URSS et de se servir d'elle.

### **3 décembre 1957**

— *De Gaulle pense-t-il toujours qu'il peut revenir au pouvoir ?*

— Lors d'un déjeuner récent, Boris Souvarine a eu l'occasion de s'entretenir avec Pierre Ordioni, l'un des principaux fonctionnaires du Quai d'Orsay, qui lui a raconté ceci.

Jean Raty, le grand patron de la sidérurgie, a rendu récemment visite au général De Gaulle et lui a demandé sans détour à quelle date il pensait revenir au pouvoir pour redresser la situation. Le général lui a répondu qu'il considérait que la situation était désespérée, que la France était perdue et, a-t-il ajouté, qu'elle renaîtrait dans cent ans, « *et elle renaîtra de moi* ». Ce qui veut dire que De Gaulle estime que c'est sa légende qui pourra conduire au regroupement national des Français.

À un autre de ses visiteurs dont le nom n'a pas été rapporté par Ordioni<sup>40</sup> et qui lui posait une question analogue, le général a fait la réponse suivante : « *Que voulez-vous que je fasse ? Je peux aller à l'Élysée et m'installer dans le grand bureau, ce n'est pas difficile. À ce moment, je prendrai le téléphone et j'aurai un édredon au bout du fil. Dans ces conditions, c'est inutile* ».

De Gaulle veut dire par là que le pays est à ce point ramolli et l'administration en si mauvais état qu'il est à peu près impossible de les remuer et qu'on ne peut plus leur demander le moindre effort.

Compte tenu de la source, ces anecdotes sont certainement exactes. Les jugements du général sont sans doute sujets à caution, mais ses paroles signifient qu'il a lui-même l'air bien sceptique sur ses chances de revenir au pouvoir.

#### **4 mars 1958**

— *En sait-on un peu plus sur ce que De Gaulle ferait s'il revenait aux affaires ?*

— Au cours de l'audience qu'il a récemment accordée à André Philip<sup>41</sup>, De Gaulle lui a fait une déclaration que Philip a ainsi rapportée à Boris Souvarine : « *Si nos difficultés avec les Américains continuaient, je n'hésiterais pas à sortir la France du Pacte atlantique* ».

Cette déclaration, outre sa gravité, donne en tout cas à penser que De Gaulle considère comme possible son prochain retour aux affaires.

Au cours de la même conversation, De Gaulle a envisagé le problème de l'Afrique du Nord et déclaré qu'il croyait pouvoir compter, de la part du Sultan du Maroc et de Bourguiba, sur une volonté de compromis. Il a ajouté que l'un et l'autre lui avaient promis de consentir à des abandons de souveraineté si la France acceptait l'organisation d'une confédération nord-africaine liée à la métropole.

---

40 – Chef du service de presse du ministère des Affaires étrangères.

41 – André Philip, élu député socialiste du Rhône en 1936, rejoignit De Gaulle à Londres en 1942 puis, après la guerre, devint plusieurs fois ministre de l'Économie. Adversaire de Guy Mollet pour sa politique algérienne, il fut exclu de la SFIO et s'affilia au parti socialiste dissident de Michel Rocard (PSA, puis PSU), qu'il quitta quand Pierre Mendès France y adhéra. Il présidait le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe et enseignait dans plusieurs universités.

Au surplus, au cours d'une conversation que j'ai eue hier avec Quaroni, l'ambassadeur d'Italie, celui-ci m'a rapporté qu'un officier de ses amis, ayant récemment rencontré De Gaulle, avait parlé avec lui de ses chances de revenir aux affaires. Mettant en doute les possibilités d'un retour au pouvoir légal, l'officier a dit au général : « *Pour y parvenir, vous ne feriez tout de même pas un coup d'Etat?* ». « *Pourquoi pas?* » a répondu De Gaulle. *J'en ai bien déjà fait deux* ». Par là, il voulait sans doute évoquer le 18 juin 1940, quand il s'est rebellé contre l'autorité du maréchal Pétain, et aussi août 1944, lorsqu'il a remplacé la III<sup>e</sup> République par un autre régime.

Enfin, Quaroni a ajouté qu'il avait été assez fâcheusement impressionné par certains propos tenus lors de la visite à Paris de Gronchi, le président de la République italienne. Au cours de ses conversations en tête-à-tête avec René Coty, celui-ci lui aurait paru assez disposé à accepter des changements dans les relations Est-Ouest et à entreprendre des démarches diplomatiques visant à la détente. En d'autres termes, il se montrerait plus réceptif qu'on ne l'imagine aux orientations de De Gaulle, ainsi qu'aux manœuvres de la diplomatie soviétique.

Bien entendu, Gronchi a été satisfait de cette constatation puisque lui-même partage dans une certaine mesure cet état d'esprit.

## **6 mars 1958**

— *Dans les milieux radicaux, on commence à redouter sérieusement un retour de De Gaulle.*

— J'ai dîné hier soir avec Roger Duchet et Pierre Commin. La conversation a roulé constamment sur les risques d'une accession du général au pouvoir. Nous étions tous les trois d'accord sur les grandes possibilités d'un pareil événement.

Dans cette hypothèse, Duchet et Commin ont affirmé que leurs partis respectifs s'opposeraient à De Gaulle, bien que l'un et l'autre pensent qu'ils rencontreraient des difficultés dans leurs rangs, c'est-à-dire qu'une partie des Indépendants et des Socialistes, et les ménédistes, voteraient l'investiture de De Gaulle. Tous deux ne sont même pas sûrs qu'alors De Gaulle serait battu car dans tous les partis, il leur

apparaît que les partisans du général sont en augmentation. En outre, les communistes s'abstiendraient et peut-être même voteraient-ils pour lui, car Duchet et Commin sont pleinement convaincus que l'arrivée de De Gaulle au pouvoir signifierait une nouvelle politique de rapprochement avec les Soviétiques.

Je leur ai posé la question de savoir ce qu'il convenait de faire pour s'opposer à De Gaulle. Ils pensent que personne n'apparaît capable de constituer un gouvernement, pas même Georges Bidault. C'est la raison pour laquelle ils veulent, l'un et l'autre, essayer de maintenir le plus longtemps possible Félix Gaillard à la tête du gouvernement. Le temps ainsi gagné serait mis à profit pour entreprendre une campagne d'information auprès d'une opinion publique qui ne parvient pas à imaginer que le retour de De Gaulle apporterait un gros avantage à la politique soviétique.

Sur le plan pratique, ils ont fini par accepter quelques-unes de mes propositions : dans les discours dominicaux, commencer à mettre l'opinion en garde contre les risques d'un gouvernement De Gaulle; tenter de faire prononcer par une personnalité politique importante et si possible au Parlement, un discours dénonçant les risques d'une telle opération.

Au cours d'une conversation que j'ai eue aujourd'hui avec lui, Commin m'a demandé de préparer pour lui le discours qu'il doit prononcer dans une dizaine de jours devant le Conseil national du Parti socialiste. À cette occasion, Commin dénoncera les risques graves qui résulteraient de l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, tant au point de vue des libertés publiques que du risque d'une politique anti-européenne, anti-atlantique et prosoviétique.

### 13 mars 1958

— *Votre ami Max Hymans ne devait-il pas rencontrer le général De Gaulle ?*

— Il a eu avec lui une longue conversation le 5 mars et m'en a rapporté l'essentiel<sup>42</sup>. Il y a six mois, il avait trouvé le général fatigué.

---

42 – Max Hymans, député socialiste de l'Indre, adhéra au Parti socialiste de France de Marcel Déat en 1933, puis revint à la SFIO, d'où il fut ensuite exclu pour avoir voté en 1940 les pouvoirs constituants au maréchal Pétain. Étant passé à la Résistance, il fut réintégré à la SFIO en 1944, puis devint le président d'Air France. Il resta toujours un proche de Georges Albertini.

Cette fois, De Gaulle lui a paru en excellente santé. Comme en partant il en faisait la remarque à ses familiers, ceux-ci lui répondirent que son livre était terminé et qu'il en semblait délivré. Ils ajoutèrent : « *Il sent la poudre !* »

Selon ce qu'il a dit à Hymans à propos de l'Union française, il veut essayer de la rassembler autour de la France en faisant de larges concessions libérales. Il espère que ces concessions rallieront l'Algérie à la Métropole et mettront fin au conflit, car il croit que de nombreux Algériens sentent le besoin d'une union avec la France. Il envisage une indépendance totale de l'Algérie dans une vingtaine d'années. Il se dit lui-même à mi-chemin des conservateurs entêtés et des partisans systématiques d'un abandon.

En politique étrangère, il veut tenter de réaliser un équilibre entre les Etats-Unis et l'URSS. Pour cela, selon son expression, il veut « *conserver ce qui reste* » (garder le Pacte atlantique ?), mais « *lui ôter tout caractère offensif* » et l'on ne voit pas bien ce que cela signifie. L'importance de cette déclaration est qu'elle justifie toutes les craintes qu'on peut nourrir sur un renversement de notre politique étrangère.

Il n'a rien dit sur l'Europe. Et il a réaffirmé que lui seul était à même de réussir, d'abord en définissant à nouveau les obligations actuelles du patriotisme. Ainsi, les Français sauraient à nouveau quoi penser et que faire. Il a répété qu'il fallait créer une mystique nouvelle, que rien n'était possible sans cela.

Mais tout en désirant revenir au pouvoir, il ne croit pas qu'on l'appellera. Il se montre même assez découragé à ce sujet. « *Le régime, dit-il, trouvera toujours le moyen de ne pas m'appeler et je ne reviendrai pas par la force* ».

Max Hymans, dont les sympathies pour De Gaulle sont anciennes et notoires, s'est déclaré très favorablement impressionné par cette conversation, au cours de laquelle n'a pas été évoquée la nécessité de compter les voix parlementaires et durant laquelle son interlocuteur parlait avec conviction des grands intérêts du pays.

*Les événements de mai 1958 en Algérie entraînèrent la démission du gouvernement Pflimlin. Le président de la République chargea le*

*général De Gaulle de former un nouveau gouvernement. De Gaulle fut investi président du Conseil des ministres le 1<sup>er</sup> juin et le lendemain, obtint de l'Assemblée nationale les pleins pouvoirs.*

## **Président du Conseil**

**5 juin 1958**

— *Que fait De Gaulle à présent ?*

— J'ai eu ce matin une conversation avec Georges Bidault, qui a été frappé par les changements qu'il a constatés chez le général au cours de leur récent entretien. Il montre plus de compréhension et d'humanité, plus de patience et aussi moins de brusquerie et d'intransigeance qu'autrefois. Je lui ai fait part des remarques d'Henri Queuille<sup>43</sup>, qui est médecin et qui impute les changements intervenus chez De Gaulle à un mauvais état de santé qui lui fait penser qu'il pourrait disparaître dans les prochaines années.

Pour la composition de son ministère, Bidault estime qu'il a voulu prendre des fonctionnaires faciles à commander, et aussi dépolitiser plusieurs administrations. En ce qui concerne l'Afrique du Nord, il a l'impression que si le Maroc et la Tunisie refusaient la main que De Gaulle leur tend, il n'hésiterait pas à agir contre eux avec beaucoup de fermeté. Quant à l'Alliance atlantique et à la politique européenne, le général lui a explicitement déclaré qu'il n'entendait remettre en question ni l'une ni l'autre.

Georges Bidault est persuadé que le système de la IV<sup>e</sup> République ne revivra pas. Il croit que le général, après le référendum qu'il a annoncé et les élections de l'automne, n'abandonnera pas le pouvoir au bout de six mois comme certains l'escomptent, mais sera candidat à la présidence de la République.

Bidault a en outre estimé que lors de la crise de mai, le jeu politique d'André Le Troquer<sup>44</sup> et de Mitterrand conduisait directement au Front

---

43 – Ancien président du Conseil, président du Parti radical-socialiste dissident du Parti radical valoisien.

44 – André Le Troquer, président socialiste de l'Assemblée nationale, s'opposait au retour du général De Gaulle aux affaires.



populaire, tandis qu'au contraire l'attitude de Pierre Mendès France ne lui semble pas encore définitivement fixée.

### 10 juin 1958

— *Les socialistes semblent satisfaits de la place qui leur a été réservée dans le gouvernement.*

— Guy Mollet manifeste la plus grande confiance en De Gaulle. Sur ma suggestion, il a invité Pierre Commin à déjeuner pour une mise au point qui semble avoir dissipé leurs divergences récentes. On peut penser que d'ici au congrès d'octobre, l'unité du Parti socialiste sera totalement restaurée.

— *Gaston Defferre est-il lui aussi rentré dans le rang ?*

— Absolument, Guy Mollet a manqué de peu son entrée dans le gouvernement. Defferre était d'avis d'en être membre, mais Guy Mollet s'en est occupé trop tard, le général avait déjà pris un engagement. L'évolution de Defferre est en tout cas significative. D'après des renseignements assez sûrs, Mendès France serait en train d'amorcer une évolution analogue, il aurait eu un échange de correspondance avec De Gaulle.

Max Lejeune<sup>45</sup> m'a rapporté que De Gaulle, pour ramener l'ordre en Algérie, avait eu une explication très sévère avec Massu<sup>46</sup>, et aussi manifesté à plusieurs reprises son irritation devant certaines initiatives de Jacques Soustelle.

### 16 juin 1958

— *De Gaulle paraît toujours aussi déterminé.*

— J'ai eu samedi après-midi une longue conversation avec Georges Bidault. Il se montre assez inquiet de la temporisation du général, dont il dit qu'il a toujours été assez irrésolu devant les problèmes de personnes et les questions de détail. Or, son irrésolution se serait accrue avec l'âge et comme il est entouré essentiellement de fonctionnaires et d'amis anciens, il en résulte qu'un grand nombre de problèmes restent en suspens. Bidault a peur que cette tendance ne s'accroisse et qu'au

---

45 – Député socialiste partisan de l'Algérie française.

46 – Le général Massu commandait l'armée française en Algérie.

bout de six mois, sur beaucoup de points, le bilan de l'action du général n'apparaisse très négatif. Il m'a signalé que Michel Debré, garde des Sceaux, paraissait lui aussi préoccupé par l'inaction gouvernementale.

Bidault ajoute qu'il est frappé de constater que les abus du régime précédent, non combattus par le général, se manifestent à nouveau. Les opposants au changement sont toujours très puissants dans les partis, dans la presse, à la radio et aux actualités cinématographiques. Le général semble mettre une espèce de coquetterie à ne pas avoir l'air de peser sur les opinions des uns et des autres. Les préfets n'ont pas reçu d'instructions parce que De Gaulle ne leur en fait pas envoyer et que le ministre de l'Intérieur Emile Pelletier, ancien préfet lui-même, répugne à leur en donner de son propre chef. Le général, dit Bidault, vit sur l'idée qu'il suffit qu'il se manifeste à un moment déterminé ou qu'il se présente pour que les gens se rallient à lui ou pour que les problèmes se résolvent.

La veille, Bidault avait vu Soustelle et l'avait trouvé dans des dispositions analogues aux siennes. Bidault comprend d'autant moins l'irrésolution du général que d'après l'une des confidences de Soustelle, De Gaulle aurait, dans la journée qui a précédé son arrivée au pouvoir, donné son accord au général Salan pour que celui-ci entreprenne une opération de force s'il apparaissait impossible de faire céder le Parlement. Entre cette décision que personne n'a soupçonnée et l'espèce d'immobilisme actuel du général, il y a un monde et l'on arrive mal à accorder ces deux attitudes. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que les confidences de Soustelle correspondent à la réalité.

## 18 juin 1958

— *Quelle est à présent l'attitude de De Gaulle à l'égard du Parti communiste, de l'URSS et des Etats-Unis ?*

— Trois faits récents sont à rapporter. Jean Laloy, le directeur d'Europe au Quai d'Orsay, a participé l'autre jour avec Louis Joxe<sup>47</sup> et

---

47 – Louis Joxe, professeur d'histoire et géographie révoqué en 1940 par le gouvernement de Vichy auquel il s'opposait, rejoignit De Gaulle à Alger en 1942. Il fut ensuite plusieurs fois ministre, puis ambassadeur à Moscou et à Bonn. Il mena en 1962 les négociations d'Evian qui conduisirent à l'indépendance de l'Algérie et signa la directive ministérielle qui empêcha de sauver les Algériens ayant combattu au côté de l'armée française.

Couve de Murville<sup>48</sup> à une réunion d'information tenue à la demande du général, qui était présent. Laloy a fait le point sur divers problèmes de politique étrangère et, parlant des rapports Est-Ouest, il a employé à plusieurs reprises l'expression « les puissances occidentales » pour définir la position commune des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France devant Moscou. À la deuxième ou troisième fois, De Gaulle, agacé, l'interrompt : « *Parlez de la position de la France et non des puissances occidentales* ». Ce n'est qu'une indication, mais elle a frappé Laloy, qui l'a rapportée à Boris Souvarine.

Raymond Le Bourre, secrétaire de la CGT-Force Ouvrière, a participé la semaine dernière à l'entrevue de FO avec le général. Celui-ci leur a dit qu'il regrettait le refus de Benoît Frachon<sup>49</sup> de le rencontrer et que cela le surprenait. Il a précisé qu'en agissant ainsi, Benoît Frachon allait à l'encontre des intérêts des travailleurs. Cet étonnement de De Gaulle prouve qu'il n'a rien compris au jeu véritable de Frachon, de la CGT et du Parti communiste.

Au cours de la même entrevue, le général a dit aussi qu'il regrettait très fortement le refus de Pierre Lebrun, secrétaire de la CGT, de collaborer avec lui. Il y comptait donc ! Il estime donc que c'est un homme de valeur qui aurait pu l'aider ! Il est grave que De Gaulle ait de la considération pour Lebrun. Le fait qu'il l'ait sollicité est inconcevable. On voit là l'influence que les mendésistes ont exercée sur lui, car Lebrun est leur homme à la CGT – du moins le leur fait-il croire. Comment expliquer à De Gaulle que Lebrun est membre de la section hors-cadre du Parti communiste ?

Le général a tout à apprendre du noyautage communiste un peu partout et l'on ne voit pas comment le lui démontrer.

---

48 – Maurice Couve de Murville, directeur des Finances extérieures du gouvernement de Vichy et membre de la Commission d'armistice, rejoignit le général Giraud à Alger en 1943, puis se rallia à De Gaulle. D'abord nommé ambassadeur, il deviendra ensuite ministre des Affaires étrangères, puis Premier ministre.

49 – Benoît Frachon, dirigeant communiste et syndicaliste, entra dans la Résistance après la rupture de l'alliance Hitler-Staline en 1941. Il devint après la guerre membre du Bureau politique du Parti communiste et secrétaire général de la CGT.

**19 juin 1958**

— *D'après Emile Roche, les radicaux-socialistes se montrent sceptiques sur les chances de De Gaulle de rester longtemps au pouvoir.*

— Roche m'a raconté le déjeuner qu'il avait récemment partagé avec Bourguès-Maunoury, Félix Gaillard et Guy Cupfer, le président de la commission de la Justice à l'Assemblée nationale. Tous ont estimé que l'expérience De Gaulle ne durerait pas plus de six mois et que la vie parlementaire redeviendrait normale en octobre. Dans cette hypothèse, ils ont demandé à Emile Roche de prendre des initiatives pour réunifier le parti radical. Roche leur a répondu qu'une telle vue de la situation ne correspondait à rien et qu'à partir d'octobre, les questions politiques se présenteraient d'une manière très différente. En conséquence, il pense inutile de rassembler un parti moribond.

— *Emile Roche m'a aussi dit avoir rencontré De Gaulle en sa qualité de président du Conseil économique.*

— Au cours de leur conversation, selon Roche, De Gaulle s'est montré très désireux de collaborer avec les milieux syndicaux. Son idée semble être de se servir du Conseil économique. S'il n'y parvient pas sous la forme actuelle de celui-ci, il l'intégrera au Sénat. L'impression de Roche est que De Gaulle entend vivement se couvrir sur sa gauche.

Émile Roche a en outre appris d'une source sûre que De Gaulle avait pensé offrir deux portefeuilles ministériels aux communistes. Boris Souvarine m'a dit avoir reçu le même renseignement.

Autre information : René Coty avait proposé à De Gaulle de prendre Roche comme ministre d'Etat pour représenter les radicaux-socialistes, ou comme ministre de l'Économie nationale. J'ai aussi appris que Coty et les quatre présidents d'assemblée semblent vexés par l'ignorance dans laquelle ils sont tenus des manifestations protocolaires de De Gaulle. En particulier, ils ont été ulcérés d'avoir été mis à l'écart des cérémonies du 18 juin.

En ce qui concerne Emile Roche, on peut dire qu'il est rallié au régime De Gaulle pourvu que celui-ci fasse une part suffisante aux éléments représentés à son Conseil économique.

**26 juin 1958**

— *Il paraît que Jacques Soustelle serait assez désabusé.*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec André Dewavrin, le colonel Passy pendant la guerre. Il est resté en relations constantes avec les milieux gaullistes, notamment avec Soustelle, qui est l'un de ses amis personnels. Or, celui-ci est en effet toujours très déçu par le gouvernement du général. Il explique que De Gaulle, qui avait déjà le défaut de ne pas contrôler l'exécution de ses ordres, n'en donne maintenant plus guère, d'où un immobilisme à peu près total. En ce qui concerne ses idées sur l'Algérie, il se rend compte qu'elles ne coïncident pas avec les siennes.

**30 juin 1958**

— *La situation militaire semble s'améliorer en Algérie.*

— Je me suis entretenu aujourd'hui avec le général Jung, collaborateur du nouveau ministre des Forces armées, Pierre Guillaumat, et que je connais très bien. Il estime que la situation s'est améliorée par la concentration des pouvoirs civils et militaires dans les mêmes mains. Des divergences subsistent entre la France et l'Algérie, mais, dit-il, De Gaulle les règle lentement. Il ne serait pas favorable à l'intégration et songerait à une solution accordant à l'Algérie une réelle autonomie qui devrait conduire dans dix ans à une union assez souple avec la France. Il est donc loin des idées des Français d'Algérie.

Là-bas, on va nommer un nouveau commandant en chef pour se débarrasser de Raoul Salan, jugé sans caractère.

La nomination de Soustelle dans le gouvernement paraît décidée, Soustelle se déclarant fidèle à De Gaulle.

**12 août 1958**

— *Les craintes qu'on pouvait nourrir sur l'attitude de De Gaulle vis-à-vis de Moscou se confirment-elles ?*

— Boris Souvarine en a parlé avec Jean Laloy, qui lui a raconté l'anecdote suivante. C'est De Gaulle lui-même qui a rédigé les deux

dernières lettres adressées à Khrouchtchev et quand Couve de Murville a voulu lui faire remplacer le mot Russie par URSS, il a refusé en disant : « *Ce qui est écrit est écrit* ».

Belle confirmation de sa conviction bien connue que l'Union soviétique n'est rien d'autre que la continuatrice de la Russie tsariste !

*Le 28 septembre, un projet de nouvelle Constitution fut soumis à référendum et approuvé par 82 % des suffrages exprimés. Les 23 et 30 novembre, une large majorité de députés gaullistes fut élue à l'Assemblée nationale.*

### **30 novembre 1958**

— *De Gaulle doit être satisfait du résultat des élections.*

— J'ai fait déjeuner hier Guy Mollet avec Maurice Brulfer et Michel Cado, deux dirigeants de la Commission politique du patronat. La conversation s'est déroulée dans un climat très cordial et confiant, les interlocuteurs se trouvant d'accord sur à peu près tout.

Guy Mollet est préoccupé par le résultat des élections. Il sortait d'une conversation avec De Gaulle qui s'est dit inquiet de la trop grande victoire de l'UNR, dont il craint qu'elle ne le déborde. Guy Mollet a rappelé que l'idée de De Gaulle était de disposer d'une Assemblée dotée de deux ailes solides, les Socialistes et les Indépendants, et d'un centre plus réduit, l'UNR, qu'il aurait solidement tenue en main et avec laquelle il aurait pratiqué une politique de bascule, tantôt à droite, tantôt à gauche. C'est désormais impossible.

Deux erreurs ont été commises par De Gaulle en la circonstance, a ajouté Guy Mollet : avoir procédé à des élections en Algérie alors que c'était trop tôt, ce qui a eu comme conséquence de ne pas y disposer d'interlocuteurs qualifiés pour négocier ; ne pas avoir maintenu la représentation proportionnelle dans quelques grandes régions très peuplées, ce qui aurait renforcé le Parti socialiste et lui aurait permis de mieux résister à l'UNR, voire de l'équilibrer.

*Le 21 décembre, De Gaulle fut élu président de la République et nomma Michel Debré<sup>50</sup> Premier ministre le 8 janvier 1959.*

### **18 février 1959**

— *Il paraît que les services de renseignement vont être réorganisés.*

— Delany, l'ancien responsable du Bureau russe au SDECE, a rapporté à Boris Souvarine une conversation qu'il venait d'avoir avec Jacques Locquin, chef d'un autre service du SDECE. Celui-ci lui a raconté que De Gaulle avait été saisi récemment d'un plan de réorganisation des services de renseignement par le général Petit, chef de l'État-major particulier du Premier ministre. De Gaulle avait repoussé ses propositions en disant : « *Je n'ai pas besoin de services de renseignement. Tout ce que je dois savoir, je le trouve dans la presse* ». Une boutade qui mériterait d'être expliquée, mais qui, à son échelon, contient une part de vérité.

### **9 novembre 1959**

— *Jacques Soustelle continue à se montrer très proche des partisans de l'Algérie française.*

— J'ai eu l'occasion de parler avec François Bistos<sup>51</sup>, devenu conseiller technique au cabinet de Jacques Soustelle, des raisons pour lesquelles Alain de Sérigny, le directeur de *L'Écho d'Alger*, exerce une grande influence sur Soustelle. Sous le sceau du secret, Bistos

---

50 – Michel Debré était entré au Conseil d'Etat en 1940 et avait prêté serment au maréchal Pétain. Bien que petit-fils du rabbin Simon Debré, il ne protesta pas quand le Conseil d'Etat accepta les lois antijuives et, par exemple, écarta Pierre Laroque, en raison de son origine juive, du cabinet du ministre du Travail René Belin. D'avril à octobre 1941, Michel Debré fut nommé chargé de mission à la résidence générale du Maroc, puis il revint au Conseil d'Etat. En 1942, il y fut promu maître des requêtes par le ministre de la Justice Joseph Barthélémy. Le cours de la guerre s'inversant, Michel Debré changea de camp et adhéra en février 1943 au réseau « Ceux de la Résistance » qui le chargea d'établir une liste de préfets à révoquer après la Libération. Il fut un ardent partisan de l'Algérie française avant de devenir le chef du gouvernement qui en décida la sécession.

51 – François Bistos, ancien membre de la Résistance en Aquitaine (réseau « Confrérie Notre-Dame », avait été affecté après la guerre au service du contre-espionnage (SDECE). Bistos fut, bien plus tard, dénoncé par un transfuge de l'espionnage roumain comme étant un informateur des services de renseignement de la Roumanie depuis les années cinquante. En 1970, il fut mis à l'écart au sein du SDECE, puis chassé de celui-ci. Sa trahison aurait été démontrée en 1984. Elle a été évoquée par Roger Faligot et Rémi Kauffer dans « *Les maîtres espions : histoire mondiale du renseignement* », tome II (Robert Lafont éd., 1994).

m'a révélé qu'avant le 13 mai 1958, le cabinet du général De Gaulle manquant d'argent. Soustelle en avait demandé à Sérigny, qui prêta dix millions de francs que Soustelle remit au cabinet du général, probablement à Guichard. Après le 13 mai, Soustelle demanda au cabinet du général de rembourser Sérigny, mais comme cela n'a pas été fait, il en résulte que Soustelle se trouve dans une situation très fautive vis-à-vis de Sérigny, qui lui réclame toujours le remboursement de son argent. Cela donne évidemment à Sérigny et à ses proches un moyen de pression certain sur Soustelle.

### **26 novembre 1959**

— *On dit que Roger Duchet s'éloigne de De Gaulle.*

— J'ai eu hier une longue conversation avec lui sur différents sujets. En ce qui concerne sa position personnelle, il se montre en effet assez critique envers le général, à qui il reproche d'ailleurs moins sa politique algérienne que les graves défauts que recèle l'orientation de sa politique étrangère. Il a peur que De Gaulle ne se rende pas compte des risques du chantage qu'il veut exercer sur nos partenaires de l'Alliance atlantique. Et il craint plus encore qu'il ne finisse par se prêter à des manœuvres soviétiques du fait de son nationalisme excessif. Il redoute aussi beaucoup que les positions anti-européennes de Michel Debré, aggravant les réserves de De Gaulle et portant un coup à la construction européenne, ne fassent le jeu des Soviétiques.

### **8 décembre 1959**

— *Ne deviez-vous pas rencontrer le général Petit ?*

— J'ai déjeuné avec lui. Il est à peu près certain de quitter ses fonctions en janvier pour prendre un commandement au Sahara. Il en est content.

Il a été reçu samedi assez longuement par De Gaulle, auquel il a parlé de l'Algérie. À son avis, le général veut considérer le problème algérien tel qu'il se présentera dans plusieurs dizaines d'années et il est assez peu sensible à ce qui peut arriver dans l'immédiat. Petit l'a trouvé plutôt pessimiste, habité par l'impression que l'islam constituera



toujours un barrage infranchissable entre la France chrétienne et les pays musulmans.

Le général Petit se montre préoccupé par le problème des relations de la France avec l'OTAN. Il pense que le jeu de De Gaulle consiste à prendre assez de distance avec l'OTAN pour apparaître dans une position nouvelle lors de la prochaine conférence au sommet, et même lors de la venue de Khrouchtchev en France. Il juge que c'est cette idée qui explique la durée prévue du séjour de Khrouchtchev, pour lequel on a même préparé un déplacement à Hassi Messaoud, mais on y renoncera probablement, estime-t-il.

En ce qui concerne l'OTAN, le général Petit explique que Pierre Guillaumat<sup>52</sup> et le général Paul Ely s'opposent franchement à la politique de De Gaulle, mais que cela n'impressionne nullement celui-ci.

## Contre les Etats-Unis

**6 janvier 1960**

— *La crise de l'OTAN montre que l'anti-américanisme de De Gaulle n'a pas désarmé.*

— Je viens d'avoir une nouvelle conversation avec le général Petit qui a manifesté une grave inquiétude devant l'évolution de la situation. Il sortait d'un entretien avec Louis Joxe, au cours duquel avaient été évoqués les problèmes qui opposent la France et les Etats-Unis à propos de l'OTAN, sans que la discussion avance d'un pouce. Il avait d'ailleurs déjà rendu compte au général Ely de cette stagnation des affaires en lui disant que dans ces conditions, il était utopique d'espérer régler avec les Américains les différends qui séparent la politique des Etats-Unis de celle de la France en Afrique du Nord, par exemple à propos de Bizerte.

Il est en outre de plus en plus persuadé que la crise de l'OTAN s'accroît essentiellement parce que De Gaulle veut qu'elle s'accroisse. À son avis, Michel Debré est certainement au fond de lui-même moins hostile à l'OTAN, mais il aligne son attitude sur celle de De Gaulle et s'irrite maintenant de la moindre information favorable aux Américains.

---

52 – Ministre des Armées.

Hier, en particulier, Debré a reçu le député François Valentin, qui préside la commission de la Défense nationale à l'Assemblée et qui venait l'entretenir des affaires d'Algérie et de la crise de l'OTAN. Or, il ne lui a pas permis d'exposer ses vues et s'est lancé dans de très vives attaques contre la politique américaine. Il a notamment accusé les Américains d'avoir passé un accord avec Radio Tanger pour combattre par la voie des ondes la politique française en Afrique. Il a en outre ajouté: « *Les Américains ont acheté Le Figaro et Le Populaire et ils arrosent Pinay* », voulant dire par là qu'ils les paient pour défendre la politique atlantique.

Le fait que le Premier ministre se laisse aller à de pareils excès de langage en dit long, à mon avis, sur l'état exact des rapports entre la France et les Etats-Unis. Tel est aussi l'avis du général Petit.

### 13 janvier 1960

— *On dit que les désaccords sont de plus nombreux entre De Gaulle et Pinay. Sur quoi portent-ils exactement?*

— Une conversation a eu lieu récemment entre le général et Antoine Pinay, au début assez cordiale, semble-t-il. Mais De Gaulle, pour résumer son point de vue, lui a dit: « *Vous critiquez tout, il faut trouver une solution, le mieux serait que vous vous en alliez* ».

Comme Antoine Pinay essayait de faire préciser les points sur lesquels portait leur désaccord, le général lui a répondu textuellement: « *Je suis complètement en accord avec votre politique financière, mais vous êtes trop américain, c'est la raison pour laquelle nous devons nous séparer* ».

Pinay a répondu qu'effectivement ses idées en politique étrangère n'étaient pas celles du général.

Je considère comme extrêmement significatives ces observations de De Gaulle, d'autant plus qu'elles rejoignent d'une façon très précise les reproches que Michel Debré a adressés à François Valentin au sujet de Pinay.

*Ce même 13 janvier, un décret mit fin aux fonctions d'Antoine Pinay au gouvernement.*

**20 janvier 1960**

— *Le départ d'Antoine Pinay serait donc dû à son orientation jugée trop atlantiste...*

— J'ai eu hier soir une conversation avec Jacques Baumel, sénateur de la Seine, qui partage la direction du secrétariat général de l'UNR avec Jacques Richard. Il travaille dans les milieux gaullistes depuis dix-neuf ans et en connaît très bien l'état d'esprit. C'est un homme généralement modéré, qui jusqu'à maintenant a donné, sur le plan de la lutte anti communiste, beaucoup de garanties. S'agissant de lui, la brutalité et le sectarisme de ses réactions sur plusieurs problèmes méritent d'être soulignés.

Son état d'esprit, qui est visiblement celui de tous les milieux gaullistes dirigeants, s'organise, en politique étrangère, autour d'un anti-américanisme très violent. L'Amérique est accusée de manquer de parole envers la France, de chercher à l'amoindrir, de s'occuper chez nous de choses qui ne la regardent pas, etc. Le procès commence en 1942 et continue jusqu'à maintenant. Jacques Baumel ne se cache pas de vouloir, lui aussi, une profonde révision de l'Alliance atlantique. Il formule, comme De Gaulle et comme le Premier ministre, des accusations telles que: il existe un parti américain en France, la campagne récente d'agitation a été financée par les Américains, Pinay est l'instrument des trusts pétroliers américains, etc.

*Le 14 avril 1962, De Gaulle nomma Georges Pompidou Premier ministre en remplacement de Michel Debré.*

### **Face à l'URSS et au communisme**

*L'attitude de De Gaulle face à l'URSS et au communisme a toujours paru ambiguë et suscité des commentaires contradictoires. Georges Albertini s'y est évidemment montré attentif, questionnant ceux qui approchaient le plus le général, analysant ses propos et situant ceux-ci dans le contexte international. Après avoir approuvé et soutenu De Gaulle jusqu'au milieu des années 50, il le critiqua, puis le combattit, principalement pour sa politique étrangère.*

**22 mai 1962**

— *L'anticommunisme du RPF semble aujourd'hui bien oublié.*

— J'ai eu hier une conversation avec l'inspecteur de police Roger Sirjean. Un de ses amis travaille rue de Solférino, au siège de l'UNR et son hostilité à De Gaulle est connue. Il lui a dit que l'UNR avait préparé sur sa suggestion, il y a environ six semaines, une circulaire demandant aux militants du parti de préparer une action de résistance aux communistes, un travail actif contre le Parti communiste. La circulaire est revenue de l'Élysée avec la mention: « *Il n'y a pas lieu d'envisager un travail anti communiste en ce moment* ».

J'ai aussi déjeuné hier avec Dewavrin, le colonel Passy. Il a eu récemment une très longue et importante conversation avec le colonel Rémy, qu'il connaît depuis longtemps.

De l'avis de Dewavrin, que partage entièrement Rémy, le général De Gaulle est persuadé que le communisme est inévitable. Et puisqu'il est inévitable, il pense qu'il est peut-être possible de le ménager<sup>53</sup>. En d'autres termes, dit Dewavrin, son attitude vis-à-vis du communisme, sur le plan historique, est un peu la même que celle qu'il avait vis-à-vis de l'Algérie, dont il pensait que l'indépendance était inévitable: une indépendance qu'il a donc essayé, en la préparant, de diriger dans une certaine mesure. En ce qui concerne le communisme, il pense de la même manière, c'est pourquoi il essaye de placer la France dans une position particulière.

Dewavrin, à la suite de sa conversation avec Rémy, m'a dit s'être souvenu de propos qu'il avait échangés avec De Gaulle dans les années 1943-1945. De Gaulle disait alors: « *Le communisme triomphera. Sans doute la France souffrira-t-elle, mais le communisme finira par passer et la France demeurera. Nous devons penser à cette éventualité* ». Le général ajoutait et pour Dewavrin cette précision est très importante, car elle correspond à ses sentiments profonds sur un autre plan: « *Ce qui*

---

53 – De Gaulle admirait Joseph Staline. Dans une note datée du 24 avril 1954, Georges Pompidou a écrit: « *Un mot de Charles [De Gaulle] au déjeuner Plon (22 avril): 'C'était un grand homme. Il en avait le trait essentiel, à mon avis: il ne rusait pas avec les événements mais les prenait de face.* » (Georges Pompidou. *Lettres, notes et portraits/1928-1974*, p. 254. Robert Laffont éd.)

*rend le communisme fatal, c'est que les Américains, qui ne comprennent et ne comprendront jamais rien, feront tout pour faciliter les choses au communisme ».*

Dewavrin dit encore que dans les années 1946-1947, quand De Gaulle acquit la conviction que la force atomique des Américains était considérable, ses idées parurent changer quelque peu. Je note personnellement que c'est à ce moment-là qu'il fonda le RPF contre le communisme et qu'il prononça les discours les plus nets pour condamner l'impérialisme des Soviétiques.

Mais, ajoute Dewavrin, lorsque l'URSS eut reconquis une partie du terrain perdu en matière atomique et que sa force militaire redevint considérable face à celle des Etats-Unis, De Gaulle revint aux idées qui sont toujours les siennes, à savoir que le communisme est inévitable, que les Américains sont incapables d'en empêcher le succès et que, par conséquent, nous ne devons pas nous lier au char américain.

Je me rends compte que ces observations paraissent incroyables au premier abord. Il faut avouer que lorsqu'on y réfléchit, elles correspondent très bien aux tendances profondes de la politique extérieure de De Gaulle depuis 1943. Ainsi, notamment, s'expliqueraient et son hostilité aux Etats-Unis, et ses réserves de plus en plus accusées vis-à-vis de l'Alliance atlantique, et son idée d'une Europe troisième force entre les deux Grands.

J'ajoute que l'attitude de De Gaulle dans l'affaire du blocus de Berlin ne s'inscrit nullement en contradiction avec les réflexions précédentes. En effet, pour faire des opérations de dégagement liées à cette vue de l'histoire, De Gaulle est obligé de s'appuyer sur l'Allemagne, d'autant plus qu'ayant le premier donné son accord public à la nouvelle frontière germano-polonaise, la frontière Oder-Neisse, il est dans l'obligation, s'il veut avoir les Allemands avec lui, de se montrer intransigeant sur Berlin. En acceptant la frontière Oder-Neisse, il a fait plaisir aux Soviétiques. En se montrant très raide dans l'affaire de Berlin, il ménage les Allemands.

À cet égard, il faut se rappeler également qu'à l'occasion de plusieurs conférences de presse, précisément à propos du blocus de Berlin par les Soviétiques, et dans le temps même où il tenait les propos

les plus rudes vis-à-vis de Moscou concernant l'Allemagne et Berlin, il a toujours pris soin de dire : « *Si les choses évoluaient favorablement, la France aurait des propositions à présenter concernant l'Allemagne* ». De quelles propositions peut-il bien s'agir dans le cadre de l'Alliance atlantique ? Et n'est-ce pas là qu'il faut chercher l'idée de manœuvre vis-à-vis de l'URSS, en se rattachant aux indications précédentes ?

Toujours sur le même sujet, le Quai d'Orsay, certainement sur la suggestion du général, a reçu l'instruction formelle d'éviter, dans toute la mesure du possible, que la presse attaque la Pologne. Et l'Elysée ne veut pas de campagne anti-communiste pour le moment. C'est là qu'il faut citer des propos récents du général Olié<sup>54</sup> que m'a rapportés Roger Sirjean.

Le général Olié a eu l'occasion, à plusieurs reprises, de parler avec De Gaulle, quand il était son collaborateur à l'Elysée, de ses vues sur la politique étrangère au cours des prochaines années. De Gaulle lui a exposé les faits d'une manière qui correspond à peu près à ce que disent Rémy et Dewavrin. Il a même ajouté que le rapprochement avec la Russie était nécessaire, car la véritable menace qui pèse sur l'Europe n'est pas la menace du communisme soviétique, mais les pressions qu'exerceront dans les prochaines années le milliard d'hommes vivant en Chine et aux Indes. Contre ce milliard d'hommes, l'Europe devra se battre et elle ne peut le faire qu'avec l'appui de la Russie. Impossible en effet de compter pour cela sur les Etats-Unis, ne serait-ce que parce que ceux-ci professent d'absurdes idées humanitaires en ce qui concerne les peuples de couleur. De Gaulle a en outre eu l'occasion, dans ces discussions, de redire au général Olié qu'il voulait unir l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Le général Olié a indiqué que c'est l'exposé de ces vues qui a beaucoup contribué à l'éloigner de toute collaboration directe avec De Gaulle, car il est particulièrement attaché à l'alliance américaine.

Les idées développées par De Gaulle devant Olié peuvent paraître absurdes et elles le sont en effet. Mais il faut se rendre compte qu'elles correspondent exactement à sa pensée politique, qui met au premier

---

54 – Le général Jean Olié était alors secrétaire général de la Défense nationale.

plan le péril de la Chine et, pour y résister, la nécessité de s'entendre entre tous les Européens jusqu'à l'Oural, donc Russes y compris.

Les propos qu'il tient, peu intelligibles de prime abord, deviennent beaucoup plus clairs quand on les rapproche de ce qui précède. J'ajoute que ses idées sont en partie aussi professées par le chancelier Adenauer qui a, sur les problèmes de l'Asie, des vues très fausses, dont on connaît d'ailleurs l'origine. Et l'on peut craindre que cette manière d'envisager certains problèmes de politique étrangère à longue échéance ne soit l'une des raisons de l'entente personnelle entre De Gaulle et Adenauer. Certes, le chancelier a, sur tous ces problèmes, des vues beaucoup plus raisonnables et intelligentes que le général. Mais il nourrit probablement dans ses schémas intellectuels diverses idées fausses qui correspondent à celles de De Gaulle.

Je ne me dissimule pas que toutes ces remarques paraîtront extraordinaires à première vue. Et que lorsqu'on y réfléchit, elles semblent même incroyables. Il faut avouer en tout cas que lorsqu'elles sont placées comme fond de tableau aux agissements de De Gaulle en politique étrangère, elles éclairent beaucoup de faits qui, sans cela, demeurent totalement incompréhensibles.

## 12 juin 1962

— *Croyez-vous que De Gaulle aurait fait fusiller Raoul Salan si le tribunal l'avait condamné à mort ?*

— Il y a quelques jours, Boris Souvarine a eu l'occasion de rencontrer le général Jacquot avant le départ de celui-ci pour les Etats-Unis. Jacquot est toujours dans le même état d'esprit, à la fois très anti-gaulliste et très anti-OAS.

En ce qui concerne le jugement de Raoul Salan, il pense que De Gaulle avait donné son accord au tribunal pour qu'il ne soit pas condamné à mort. Il estime que les colères de De Gaulle à la suite du jugement, ainsi que la dissolution du Haut tribunal, ne prouvent rien, car il est assez machiavélique pour feindre une profonde indignation et agir en conséquence. Il paraît impossible à Jacquot, connaissant les membres du Haut tribunal, qu'ils aient agi ainsi sans être plus ou moins couverts par De Gaulle...

Un trait de caractère qui en dit long est venu au début d'une conversation entre Jacquot et De Gaulle. Jacquot a perdu son fils, officier en Algérie, il y a quelques mois. De Gaulle lui avait écrit une très belle lettre à la suite de ce deuil, mais n'avait jamais eu l'occasion de le rencontrer depuis lors. Quand Jacquot est arrivé à l'Elysée, voici quelques semaines, De Gaulle s'est cru obligé de lui présenter ses condoléances. Il a ajouté : « *Vous verrez, il ne restera bientôt plus de votre douleur qu'un souvenir, et ce souvenir sera doux. Ainsi, tenez, j'avais une fille et c'était une idiote. Elle est morte, eh bien, je m'en souviens néanmoins avec douceur* ». Jacquot, comme tout le monde, a été stupéfait par le qualificatif que De Gaulle a employé pour caractériser sa fille, il n'en revenait pas. On imagine en effet difficilement un père qualifiant ainsi sa propre fille, même si le qualificatif est justifié.

### 5 juillet 1962

— *De Gaulle attache une grande importance au quatrième plan, à en juger par son discours devant le Conseil économique et social.*

— En effet. Mais s'il s'est exprimé devant le Conseil, c'est faute de pouvoir venir à l'Assemblée nationale ou au Sénat. Emile Roche et le Conseil en tirent bénéfice. Dommage que la presse ait seulement publié des extraits de son discours !

### 24 juillet 1962

— *On présente Couve de Murville comme de plus en plus hostile aux Etats-Unis.*

— Au cours d'un déjeuner avec Jacques Baumel<sup>55</sup>, celui-ci m'a présenté le ministre des Affaires étrangères comme anti-européen, anti-américain, sceptique sur tout et ayant une vision apocalyptique de l'avenir. Couve dit que la bourgeoisie française est dénationalisée, sans patriotisme, prête à se vendre à l'Amérique, ce qui provoquera en réaction, de la part du peuple, un Front populaire et la victoire des

---

55 – Jacques Baumel, secrétaire général des Mouvements Unis de la Résistance (MUR) sous l'Occupation, devenu un proche de Georges Albertini après la guerre, secrétaire général de l'UNR de 1962 à 1968.



Soviétiques. Ces idées de Couve, dont Baumel m'affirme l'avoir entendu lui-même les exposer, sont à la fois ridicules et révélatrices.

Baumel ajoute que le général est slavophile et très hostile aux Etats-Unis. Son hostilité est d'origine intellectuelle. Il ne les comprend pas et ne veut pas les comprendre. Il estime que l'Europe est le centre du monde et il ne reconnaîtra jamais la primauté des Etats-Unis.

### **31 août 1962**

— *Êtes-vous toujours inquiet par l'attitude de De Gaulle face au communisme?*

— Je me rappelle une conversation que j'ai eue en mai dernier avec Dewavrin au sujet des idées de De Gaulle sur le communisme. Naturellement, je me rends bien compte que dans ce qu'il m'avait dit et dans ce qu'il m'a rapporté des observations du colonel Rémy, il faut faire la part des déformations et des passions. Mais il me semblait d'ores et déjà exclu qu'ils aient tous deux inventé les propos qu'ils attribuent à De Gaulle.

Depuis lors, d'autres faits sont venus en apporter confirmation.

Il faut d'abord se rappeler l'article que Jacques Soustelle a publié voici quelques semaines dans *National Review*. Certes, plus encore que pour les deux personnes précédentes, l'opposition fondamentale de Soustelle à De Gaulle ne peut que rendre très prudent devant la thèse qu'il soutient dans cet article. Mais comme il est l'un des hommes connaissant le mieux la pensée intime de De Gaulle, on ne peut pas ne pas tenir compte de son point de vue, quelles que soient par ailleurs les erreurs et les idées contestables contenues dans son article.

Il est en tout cas à rapprocher des confidences faites par De Gaulle sur cette question au général de Beaufort<sup>56</sup> et que la presse a publiées. Quand le texte de celles-ci a paru, vous avez pu remarquer qu'il correspondait à peu près exactement aux informations dont j'ai fait état. La seule conclusion à en tirer, c'est que le général de Beaufort a reçu de De Gaulle des confidences du même ordre que celles qui

---

56 – Le général Guy de Beaufort fut pendant quinze mois membre de l'état-major particulier de De Gaulle, qu'il quitta en 1960, en désaccord avec sa politique algérienne.

ont été rapportées par Dewavrin et Rémy. Il va sans dire qu'on ne peut accorder aucune importance au démenti ultérieur opposé par le général de Beaufort. Il ne pouvait pas faire autrement.

Dans *La Nation française*<sup>57</sup> de cette semaine, André Figueras<sup>58</sup>, revenant sur les confidences de De Gaulle à Beaufort, cite d'une façon explicite des propos que lui a tenus le maréchal Juin relatant une conversation qu'il avait eue avec De Gaulle. Au cours de celle-ci, De Gaulle avait dit la même chose que ce qu'ont rapporté Beaufort, Rémy et Dewavrin. Cela mérite évidemment réflexion, d'autant que le sens de tous ces propos concorde.

J'ajoute que je me suis rendu hier à Perpignan pour rencontrer le R.P. de Gorostarzu, assistant général des Jésuites pour la France. Il s'y trouvait en mission pour le compte du général de la Compagnie. Nous avons passé plusieurs heures ensemble et en particulier évoqué ce sujet. Le Père de Gorostarzu est, je le note, anti-gaulliste. Mais c'est un homme pondéré, habitué par les importantes fonctions qu'il exerce à parler avec prudence et à ne pas s'engager dans des déclarations erronées. C'est, d'autre part, un homme d'une parfaite loyauté et comme il m'a rapporté des propos qui lui ont été tenus, qui par conséquent n'émanent pas de lui-même, il ne saurait être question de les mettre en doute.

Comme j'évoquais avec lui le sujet qui nous occupe ici, le Père de Gorostarzu m'a dit: « *Quand Gaston Palewski était ambassadeur à Rome, j'entretenais avec lui des relations très confiantes. Je le rencontrais fréquemment et j'ai eu souvent l'occasion de discuter avec lui de ce sujet. Or, sur tout cela, la pensée de Palewski était rigoureusement celle qu'on prête au général De Gaulle. Il me disait lui aussi que le communisme était inévitable, qu'il fallait essayer de préparer le passage au communisme le mieux possible, qu'on pouvait faire une Europe allant jusqu'à l'Oural et que cela impliquait une certaine neutralité de la France, son détachement des Etats-Unis. Tous les arguments que je pouvais opposer à Gaston Palewski n'avaient*

---

57 – Publication hebdomadaire d'inspiration royaliste fondée par Pierre Boutang.

58 – André Figueras, membre de la Résistance sous l'Occupation, puis des commandos parachutistes de l'armée d'Afrique, devint ensuite un journaliste pamphlétaire très anti-gaulliste.

*aucune prise sur lui. Il s'agissait là chez lui d'une conviction très ferme et il est bien évident que les idées de Palewski n'étaient que le reflet de celles du général De Gaulle, qu'il admire, qu'il suit depuis longtemps et dont il connaît certainement très bien la pensée, étant donné la collaboration très confiante qu'il a toujours pratiquée avec lui ».*

Le Père de Gorostarzu manifestait une grande inquiétude devant un tel état d'esprit et il m'a dit qu'à Rome, dans les milieux dirigeants de l'Église où cet état d'esprit est connu, certains commençaient eux aussi à s'en soucier sérieusement<sup>59</sup>.

Je n'ignore pas combien il est difficile de sonder les véritables intentions d'un homme de gouvernement qui, par ses fonctions, ne peut pas toujours dire ce qu'il pense et qui doit même parfois mentir dans tel ou tel but<sup>60</sup>. Je me garde, par conséquent, de dire que cette interprétation de la pensée du général De Gaulle, fondée sur des confidences dont rien ne permet de mettre en doute l'exactitude, suffit à elle seule pour déterminer la politique qu'on doit pratiquer vis-à-vis de lui. Mais il me semble qu'il serait dangereux de ne pas tenir compte de tout cela dans l'évaluation qui est faite des diverses attitudes qu'on peut choisir d'adopter à son égard.

\*

\*     \*

---

59 – On s'en inquiétait d'autant plus que ces vues semblaient partagées par les organisateurs du concile Vatican 2. Ceux-ci, sous prétexte d'œcuménisme et pour obtenir la participation de représentants de l'église orthodoxe russe, prirent l'engagement, à l'issue d'une négociation tenue dans le diocèse de Metz entre envoyés du Kremlin et du Vatican, que le communisme jusqu' alors tenu par l'Église pour « *intrinsèquement pervers* », et le régime soviétique lui-même, ne feraient l'objet d'aucune critique au concile. Ce qui permit à l'hebdomadaire communiste *France Nouvelle* du 16 janvier 1963 d'écrire : « *Parce que le système socialiste mondial manifeste d'une manière incontestable sa supériorité et qu'il est fort de l'approbation de certaines et de centaines de millions d'hommes, l'Église ne peut plus se satisfaire de l'anticommunisme grossier...* [Elle renonce donc] à toute attaque directe contre le régime communiste ».

60 – Ici, de la part de Georges Albertini, vraisemblablement une excuse à la propension de De Gaulle au mensonge politique, par exemple lorsqu'il déclara, au début de son appel du 18 juin 1940, que le gouvernement français avait « capitulé », alors qu'un armistice avait été négocié. Ou quand il expliqua dans ses discours du 22 juin, puis du 18 juillet, que le gouvernement du maréchal Pétain avait « livré », puis « consentait à livrer » la flotte militaire française à l'Allemagne. Une propension au mensonge en partie confirmée par son fils dans son livre *De Gaulle, mon père*, Plon éd. 2004, pp. 222 et 228 : « *Mon père cultivait la mauvaise foi et pouvait être carrément machiavélique* ». « *Il arrivait à mon père de mentir par omission* ».

*Le 28 octobre 1962, eut lieu le référendum instituant l'élection du président de la République au suffrage universel. Le oui l'emporta par 62,25 % des suffrages. Lors des élections législatives du 25 novembre suivant, les listes gaullistes UNR-UDT obtinrent 31 % des voix au premier tour et 42 % au deuxième, score sans égal depuis la guerre. Les 229 députés gaullistes élus, joints à ceux des Républicains indépendants de Giscard d'Estaing, disposèrent de la majorité absolue à l'Assemblée nationale.*

#### **4 janvier 1963**

— *Il paraît que les gaullistes de gauche s'activent un peu plus.*

— J'ai eu récemment une conversation avec Louis Vallon, secrétaire général de l'UDT<sup>61</sup> et maintenant rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale.

Il m'a dit que De Gaulle tenait à ce que l'UDT continue à vivre au sein de l'UNR car, lui a-t-il expliqué, il veut disposer d'une aile gauche pour faire pression sur l'UNR, qu'il trouve trop conservatrice en beaucoup de domaines. Il a donc donné des instructions à Pompidou pour que celui-ci accorde une subvention régulière à Vallon, de façon que leur hebdomadaire *Notre République* puisse continuer à paraître. Pompidou a d'abord proposé cinq millions de francs par mois, mais selon des informations qui m'ont été communiquées hier par Vallon, le Premier ministre a finalement trouvé cette somme trop importante.

Or, Vallon a besoin de dix millions pour relancer le journal. Il me les a demandés car, m'a-t-il dit, il ne veut pas solliciter ses bailleurs de fonds habituels qui sont Edmond de Rothschild dont l'intermédiaire est Serreulles, et aussi Marcel Dassault. Je suis en train d'étudier le problème.

#### **24 janvier 1963**

— *Les affaires de Louis Vallon se sont-elles arrangées ?*

---

61 – Union Démocratique du Travail, formation groupant les gaullistes dits de gauche parmi lesquels figurait Louis Vallon.

— Je l'ai rencontré. Il m'a expliqué que Pompidou donne vingt-sept millions de francs par mois à l'UNR pour la vie du parti et pour d'autres activités de sa tendance. De Gaulle lui-même aurait insisté pour que la gauche de l'UNR dispose d'une réelle liberté de manœuvre.

Bien que Louis Vallon ne soit pas orienté spécialement vers les problèmes de politique étrangère, il porte sur les Etats-Unis et sur la Grande-Bretagne des jugements très critiques. Il est visible qu'il approuve entièrement la politique étrangère de De Gaulle.

### **Une politique étrangère ambiguë**

**24 mars 1963**

— *De Gaulle veut raisonner en stratégie, mais quels sont ses véritables buts ?*

— Il est très difficile de définir avec exactitude les grands objectifs de De Gaulle, car ses silences et ses contradictions ne facilitent pas l'analyse. Toutefois, la lecture attentive de ses livres et de ses discours, les commentaires intelligents faits sur sa politique par quelques auteurs sérieux, les confidences de certains de ses familiers en qui l'on peut avoir confiance, enfin la réflexion à laquelle je ne cesse de me livrer à son sujet, conduisent à formuler ainsi le schéma de sa politique étrangère.

Comme toujours avec De Gaulle, les éléments personnels jouent un rôle essentiel dans son comportement. Cet homme froid et même inhumain est profondément marqué en ce qui concerne sa politique par ses souvenirs et ses inimitiés.

On notera d'abord son anti-américanisme foncier, fruit de ses heurts avec Roosevelt de 1940 à 1945. Il provient aussi de sa colère contre un pays qui, de 1946 à 1958, a essayé de soutenir la IV<sup>e</sup> République dont De Gaulle dénonçait l'illégitimité. Il résulte également de son opposition catégorique à l'idée européenne, dont il accuse les Américains d'avoir été les champions pour des raisons intéressées. Enfin, existe aussi en lui un curieux complexe de vieil Européen qui se croit civilisé cependant que la fille Amérique est encore à demi enfant, seulement

capable de faire des bêtises. Si l'on ajoute à cela son nationalisme exacerbé, sa volonté d'être le premier en Europe alors qu'il y restera second tant que les Etats-Unis y seront présents, et son désir plus ou moins conscient ou formulé de trouver un jour d'autres équilibres avec le monde communiste, on comprend aisément que l'hostilité à la politique américaine constitue le point principal de sa politique étrangère.

Jusqu'où veut-il aller dans son anti-américanisme? Personnellement, j'estime qu'il veut faire sortir la France de l'OTAN, ce qui est déjà à moitié le cas, mais peut-être sans le dire explicitement ni brutalement. Je pense qu'il souhaite que les Américains quittent militairement l'Europe, ce qui constituerait pour lui une victoire, d'autant moins périlleuse qu'il juge que les missiles américains seraient encore assez forts pour la protéger. Mais il veut également combattre les Américains sur d'autres terrains, notamment dans le Tiers monde.

En d'autres termes, De Gaulle dresse peu à peu la France contre les Etats-Unis. Non pas pour les combattre, bien entendu, mais pour affirmer qu'il ne les craint pas, qu'il pourrait leur imposer ses vues, et aussi pour les éloigner de l'Europe où ils le gênent sur tous les plans. Depuis 1945, la France n'a jamais été tant conditionnée qu'actuellement contre les Etats-Unis. C'est le résultat de la volonté explicite du général, qui les considère non pas comme des ennemis, mais plus comme des adversaires que comme des alliés.

On notera ensuite que De Gaulle est anti-européen. Certes, depuis 1950 son anti-européanisme a évolué. De Gaulle a dû s'adapter à ce que les Européens ont déjà créé, et en tenir compte. Mais sur le point fondamental, c'est-à-dire l'intégration politique de l'Europe, loin d'accepter des concessions, il se montre plus hostile que jamais.

Il dit qu'il est pour l'Europe des Six, mais qu'est-ce que cela signifie dans sa bouche? Pour lui, le Benelux ne compte pas et l'Italie est encore une puissance secondaire. Quant à l'Allemagne, ex-vaincue plus ou moins déshonorée, elle n'a pas d'autre ambition à ses yeux que de revenir complètement dans le jeu international derrière De Gaulle. Aussi, malgré ses désaccords, se tiendra-t-elle derrière lui, dont elle reçoit ainsi une sorte de virginité diplomatique. En consé-

quence, l'Europe des Six est une Europe que De Gaulle peut dominer. C'est pourquoi il s'en montre partisan, mais dans un esprit aussi anti-européen que possible. C'est une coalition d'un genre un peu nouveau que De Gaulle commande ou croit commander<sup>62</sup>.

De là son hostilité à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne. Ce n'est pas seulement à cause de ses liens avec les Etats-Unis. C'est tout autant parce que, dans une Europe comprenant la Grande-Bretagne, la direction gaulliste est impossible, alors qu'elle pourrait l'être avec le seul Danemark. C'est simple à comprendre. Et l'on peut compter que, tant qu'il le pourra, mais il ne le pourra peut-être pas toujours, par exemple après le départ du chancelier Adenauer, De Gaulle essaiera de s'en tenir là. Au cas où l'on voudrait le forcer, je n'écarte pas un chantage à la rupture de l'Europe des Six, si c'est encore économiquement possible.

À noter que des cercles très puissants de l'économie française, par ailleurs anti-gaullistes, sont à fond partisans de la politique de De Gaulle en Europe.

De Gaulle veut aussi devenir le guide du Tiers monde. Il en a besoin pour donner à la politique de la France l'assise mondiale dont il rêve. Il a en fait, quand il parle de la troisième force, une idée qui dépasse

---

62 – On peut rapprocher cette analyse de la politique étrangère de De Gaulle de la lettre qu'Heinrich Himmler lui adressa avant de se suicider en 1945 et où on lit : « *Quand on sait d'où vous êtes parti, on doit, général de Gaulle, vous tirer très bas son chapeau. Mais maintenant, qu'allez-vous faire ? Vous en remettre aux Anglo-Saxons ? Ils vous traiteront en satellite et vous feront perdre l'honneur. Vous associer aux Soviétiques ? Ils soumettront la France à leur loi et vous liquideront vous-même... En vérité, le seul chemin qui puisse mener votre peuple à la grandeur et à l'indépendance, c'est celui de l'entente avec l'Allemagne vaincue...* ».

De Gaulle a cité cette lettre dans ses *Mémoires de guerre* (tome III) et l'a ainsi commentée : « *Mise à part la flatterie dont s'orne à mon endroit ce message du bord de la tombe, il y a, sans doute, du vrai dans l'aperçu qu'il dessine* ».

Les vues concordantes de De Gaulle et du Reichsführer SS s'expliquent peut-être aussi par le fait que c'est ce dernier qui fit échouer le plan élaboré par Pierre Laval à la fin de l'Occupation et approuvé par F.D. Roosevelt, plan destiné à empêcher De Gaulle de prendre le pouvoir en France en août 1944. Ce plan, alors en cours d'exécution par Pierre Laval, Edouard Herriot et l'ambassadeur d'Allemagne Otto Abetz, consistait à installer dans la capitale un nouveau gouvernement légal que les Alliés auraient reconnu dès l'entrée de leurs troupes dans Paris. Même sans l'opposition de Heinrich Himmler, on peut toutefois douter des chances de réussite de ce plan.

l'Europe. Il pense que non seulement la France gaulliste peut diriger l'Europe, mais encore qu'elle dispose d'assez d'atouts dans le monde pour prendre la tête d'un groupe de puissances qui se situerait entre l'Est et l'Ouest. Il estime qu'il existe assez d'arrière-pensées antisoviétiques et anti-américaines dans de nombreux pays pour que cela soit possible. Il pense que l'histoire de la France, le rôle que lui-même a joué de 1940 à 1944 et ce qu'il a fait pour décoloniser l'Afrique et terminer la guerre d'Algérie, que tout cela se conjugue pour lui donner de grandes possibilités. Il croit certainement qu'il peut être un meilleur guide du Tiers monde que Nehru ou Nasser. De là, bien entendu, l'un des ressorts de son anti-américanisme.

Cette politique, il veut l'appliquer en Asie, comme on le voit par exemple au Cambodge, au Laos, au Sud- et au Nord-Vietnam, et même en Chine populaire. Il aspire à la pratiquer aussi au Moyen-Orient et en Afrique. Il entend également la déployer en Amérique latine. Il pense que l'hostilité envers les Etats-Unis y est suffisante pour que les choses lui soient facilitées et il ne fera sûrement rien pour la diminuer, au contraire. De là ses avances au Mexique, au Brésil malgré l'affaire des langoustes<sup>63</sup> et aussi les voyages prévus de leurs présidents en France. De là la mission de Jean Chauvel<sup>64</sup> dans toute l'Amérique latine et les tentatives pour y étendre l'influence de la France, notamment par le projet d'achat d'un journal au Mexique. De là aussi la préparation d'un voyage du général en Amérique latine programmé pour 1964 et tout ce qui filtre de détails à ce sujet. Certes, la France apporte peu de réalisations en Amérique latine. Mais elle peut y faire du tort à la politique des Etats-Unis.

En Indochine, c'est contre les Etats-Unis que De Gaulle travaille. En Afrique, c'est contre la venue des Américains qu'il braque toutes les forces de ses services de renseignement et toutes ses amitiés. En Amérique latine,

---

63 – Au début des années soixante, le Brésil recula les limites de ses eaux territoriales et annonça la saisie des bateaux de pêche bretons qui s'y aventureraient pour capturer des langoustes, comme ils en avaient l'habitude. Paris envoya un navire de guerre afin de les protéger, un combat naval menaçait, mais le bon sens prévalut et un accord intervint.

64 – Jean Chauvel, diplomate, entra dans la Résistance en 1942 et rejoignit Alger en 1944. Retraité en 1962, il fut néanmoins désigné pour organiser le voyage du général De Gaulle en Amérique latine prévu pour 1964.



c'est sur l'hostilité de nombreux Sud-Américains à l'égard de Washington qu'il s'appuie. Ce ne sont pas là des mots, malheureusement, mais des faits.

Quand on considère la politique étrangère gaulliste sous ce triple aspect, on s'aperçoit qu'elle fait, dans les trois cas, le jeu du communisme. Il est plus important de constater cela que de disserter sur les vues à longue portée du général à propos de sa politique vis-à-vis du monde soviétique. En cherchant à faire partir les Américains de l'Europe, il risque d'y créer un vide et un déséquilibre dont seule l'influence soviétique peut profiter. En freinant la construction de l'Europe et même en la démolissant, il détruit la seule grande espérance des pays européens, la seule grande réalisation dont le communisme voisin a peur ; rien n'a fait tant de mal au communisme que la prospérité de l'Europe en voie d'organisation, face à la misère du monde communiste ; ne pas poursuivre l'union de l'Europe, c'est rendre service au communisme. Enfin, en généralisant le neutralisme, en écartant le Tiers monde de l'influence du monde libre solidaire, en lui donnant à croire que l'URSS et la Chine communiste d'une part, les Etats-Unis d'autre part seraient des Grands dont il faut également se défier et qui, finalement, ne valent pas mieux les uns que les autres, De Gaulle contribue à diminuer gravement la cohésion du monde libre, donc à faire, en définitive, le jeu du communisme.

Je ne crois pas nécessaire de discuter la référence à « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ». C'est à mon avis, chez De Gaulle, une vue plutôt historique, à assez longue échéance et non pas l'annonce d'un renversement brutal des alliances. Tout au plus peut-on dire qu'ajoutée à tout le reste, une pareille conception ne peut que contribuer à affaiblir le monde libre en lui faisant perdre de vue un certain nombre d'idées simples et d'idées-forces indispensables à son existence.

## Politique intérieure

**18 avril 1963**

— *Que sait-on des projets actuels de De Gaulle en matière de politique intérieure ?*

— Au cours d'une conversation récente que j'ai eue avec Louis Vallon, celui-ci m'a donné une indication intéressante. Il y a peu, il s'est entretenu avec le gendre du général, le colonel Alain de Boissieu. Ils sont amis depuis longtemps et s'appellent par leurs prénoms, on peut donc ajouter foi à ce qu'a expliqué le colonel. Certes, il n'a pas manqué de prendre des précautions de langage, disant: « *Vous savez comment est De Gaulle, il ne me fait pas plus de confidences qu'aux autres. Toutefois, quand nous sommes à Colombey, il lui arrive de passer deux heures seul à seul avec moi et il finit tout de même par s'ouvrir un peu* ». Des confidences du général à son gendre et de ce que celui-ci en a rapporté à Louis Vallon, on peut déduire ceci.

Le général est au fond très attaché à Michel Debré, dont il comprend qu'il a dû se faire violence pour le suivre dans sa politique. Il lui a fallu se forcer pour adopter la politique qu'il a appliquée en Algérie. Toutefois, De Gaulle estime que Debré manque des qualités nécessaires pour devenir président de la République et il ne songe pas à lui pour cette fonction, plutôt à Georges Pompidou. Ce qu'il veut éviter aussi, c'est l'élection éventuelle de Chaban-Delmas, dans lequel il n'a aucune confiance.

En fait, De Gaulle est décidé à se représenter dans deux ans. Mais d'un autre côté, il n'entend pas rester jusqu'au bout de son deuxième septennat et comme il a le souci de se décharger d'une partie du travail de la présidence de la République, il envisage d'avoir un vice-président et il songe pour cela à Michel Debré, dont il apprécie la capacité de travail.

D'après Boissieu et Louis Vallon, le plan de De Gaulle serait alors le suivant. À l'automne, il organiserait un nouveau référendum sur une réforme constitutionnelle visant à la création d'un vice-président. Et en 1965, il se présenterait lui-même au suffrage de la nation avec Debré comme vice-président.

## **28 avril 1963**

— *De Gaulle n'a pas dû apprécier les récentes grèves<sup>65</sup>.*

---

65 – Du 1<sup>er</sup> mars au 8 avril, de grandes grèves paralysèrent les bassins miniers et malgré des ordres de réquisition, les mineurs ne reprirent le travail qu'après avoir obtenu une augmentation de leurs salaires.

— Je viens de déjeuner avec Louis Vallon, qui a été reçu par le général pendant plus d'une demi-heure il y a quelques jours.

De Gaulle a renoncé à l'idée d'avoir un vice-président et par conséquent, il ne pense plus à une révision constitutionnelle en septembre, comme il en avait parlé à son gendre. Cela tient probablement à ce qu'il ne sait pas comment prendre le problème du Sénat, ni celui de l'organisation économique et sociale dans son ensemble. Les grèves paraissent avoir dérangé ses plans.

Il a émis des réflexions assez désabusées sur le déroulement de ces grèves et l'impression de Vallon est qu'il est décidé à briser les syndicats comme il a brisé les partis. Il attend évidemment un moment favorable, car à l'heure actuelle, il n'est pas maître du terrain.

Cela l'a conduit à dire que plusieurs erreurs avaient été commises dans le choix des ministres. Il ne connaissait pas certains d'entre eux et pense qu'on lui a donné de mauvais conseils. Il en renverra quelques-uns à la première occasion. Vallon cite Jacques Maziol, Raymond Triboulet et Michel Maurice-Bokanovski.

De Gaulle semble très préoccupé par les problèmes économiques et sociaux. Vallon croit qu'il s'entoure de conseils pour reprendre le commandement des opérations, mais la nécessité de traiter des choses nouvelles et modernes s'accommode mal avec ses vues personnelles qui sont très traditionalistes. Il a dit à Vallon : « *L'année 1963 verra de grands changements* ». Vallon interprète ce propos comme signifiant que De Gaulle déclenchera une offensive à l'automne, par un grand référendum dont il cherche probablement le sujet à l'heure actuelle. « *Il ne faut jamais oublier, dit Vallon, que De Gaulle est un empirique, il n'a pas d'idée a priori et se laisse conduire par le jeu des événements et des forces en présence* ». Il avait demandé à Vallon de lui présenter quelques syndicalistes ayant une forte personnalité. Vallon lui a fait recevoir Eugène Descamps, le secrétaire général de la CFTC. De Gaulle a été très intéressé par celui-ci, qu'il a reçu une heure et il a dit à Vallon : « *C'est un homme sérieux* ».

### **15 mai 1963**

— *On commence à se demander si De Gaulle se présentera à l'élection présidentielle de 1965.*

— Louis Vallon, que j'ai revu, a rencontré Jacques Vendroux, le beau-frère du général, avec lequel il est très lié depuis longtemps et qui lui parle franchement. Vendroux lui a dit que, contrairement à ce que croient la plupart des observateurs politiques, il y a beaucoup de chances pour que De Gaulle ne soit pas candidat. Comme Louis Vallon s'en étonnait, Vendroux a répondu: « *Madame De Gaulle et son fils exercent une pression de tous les instants sur le général pour qu'il ne se représente pas. Ils lui expliquent qu'il a fait le maximum de ce qui était possible, qu'une nouvelle présidence ne pourrait que poser des problèmes difficiles, diminuer son prestige et compromettre définitivement sa santé* ». Ces arguments, répétés par deux personnes qui exercent une certaine influence sur lui, finiraient par produire de l'effet.

En ce qui concerne Michel Debré, la position du général, selon Vallon, est formelle: il lui a fait savoir de manière catégorique qu'il ne veut pas de lui comme président du groupe UNR à l'Assemblée. La raison en est que De Gaulle a la certitude que dans ce cas, Debré s'opposerait rapidement à Pompidou, ce que le général ne veut à aucun prix. Non sans mauvaise humeur, Debré s'est incliné.

Louis Vallon m'a aussi raconté un vif incident qui s'est produit entre Pompidou et Raymond Aron. Vallon aurait voulu faire participer Aron à un colloque économique et il le lui a demandé par téléphone. Aron a refusé en tenant des propos très amers à l'égard de Pompidou. Il a dit: « *Je ne veux pas aller à un colloque de l'UNR alors que je suis insulté par le Premier ministre* ». Vallon a donc téléphoné à Pompidou pour éclaircir cette affaire et celui-ci lui a fait, en substance, la réponse suivante: Raymond Aron est très fâché contre moi, car il m'accuse de raconter à son sujet une anecdote dont l'auteur est en réalité le général de Gaulle. « *De quelle anecdote s'agissait-il?* » s'est inquiété Vallon. Réponse de Pompidou: « *Lors d'un récent Conseil des ministres, comme quelqu'un demandait au général de répondre à certaines affirmations de la propagande américaine, De Gaulle aurait répliqué: « Je ne veux pas me mettre à répondre aux journalistes américains, c'est-à-dire à MM. Reston, Alsop et Aron ».*

Pompidou avait effectivement raconté cette anecdote et Raymond Aron estime qu'il a ainsi été injurié puisqu'on met en doute le

désintéressement de son patriotisme. En tout cas, l'affaire en dit long sur les véritables sentiments existant à l'Élysée envers les Américains.

Vallon, qui est très ami avec Pierre Lebrun, actuel secrétaire de la CGT, affirme que celui-ci va être remplacé car il est en désaccord de plus en plus nettement avec les communistes. Comme je lui objectais que Pierre Lebrun avait été pendant longtemps membre de la section hors-cadre du Parti communiste, il m'a répondu que Lebrun, auquel il avait posé la question, l'avait nié. À titre personnel, je note que cette dénégation ne prouve rien. Vallon m'a aussi révélé que De Gaulle a toujours reçu Lebrun et que celui-ci lui a très souvent donné des informations d'une extrême importance dont le bien fondé fut apprécié. Cette affirmation signifie donc que même s'il avait seulement des contacts avec le Parti communiste, Pierre Lebrun trahissait plus ou moins celui-ci au profit du général. Tout cela ne tend pas à accroître la confiance qu'on peut avoir en Pierre Lebrun.

### **24 juillet 1963**

— *L'idée d'un nouveau référendum se répand.*

— À l'occasion d'une conversation incidente avec De Gaulle, Louis Vallon l'a entendu tenir le raisonnement suivant : « *Dans le gaullisme, ce qui est important, ce ne sont pas les gaullistes, ce sont les institutions. Par conséquent, ce que je cherche, c'est à donner un caractère aussi permanent que possible aux institutions, de façon qu'après ma disparition, les choses puissent continuer* ».

Le référendum, s'il a lieu, portera donc vraisemblablement sur les institutions.

### **1<sup>er</sup> octobre 1963**

— *Les projets de réforme prêtés au général De Gaulle vont-ils se concrétiser ?*

— J'ai eu aujourd'hui une nouvelle conversation avec Louis Vallon, qui s'est lui-même récemment entretenu à plusieurs reprises avec De Gaulle. Il estime que l'avis du général pour affronter la crise économique et financière est opposé à celui de Pompidou et

de Giscard d'Estaing. Il leur a fait remarquer que sur deux ou trois points, ils avaient commis des erreurs. Vallon en déduit que tous deux ont reculé sérieusement dans la faveur du général. Celui-ci lui a d'ailleurs dit, se référant à une conversation qu'ils avaient eue ensemble précédemment et au cours de laquelle Vallon avait défendu des thèses combattues par Giscard et Pompidou, mais plutôt partagées par De Gaulle : « *Eh bien, Vallon, nous avons raison* ». Vallon interprète cette déclaration comme assez mauvaise pour l'avenir politique de Pompidou et de Giscard.

En ce qui concerne le Sénat, Vallon dit que la position de De Gaulle n'est certainement pas encore arrêtée. Il voudrait en modifier la composition, peut-être le supprimer. Quant au Conseil économique, son intention principale pour le moment serait de régionaliser le recrutement de ses membres. Toutefois, les centrales syndicales ouvrières et patronales s'y montrent hostiles, car elles désirent conserver la haute main à Paris sur la désignation de tous les membres du Conseil.

De Gaulle aurait aussi dans l'idée de modifier le mode d'élection des conseils municipaux et généraux, afin de les faire élire par listes bloquées, ce qui aurait comme conséquence d'empêcher les alliances entre socialistes et communistes. On reviendrait ainsi à un système qui a été celui de la Révolution et de l'Empire.

## **25 octobre 1963**

— *L'attitude de De Gaulle en plusieurs domaines demeure un mystère.*

— Au cours d'une conversation que j'ai eue avec Louis Vallon, celui-ci m'a exposé certains aspects de la politique du général De Gaulle dans les années qui ont précédé son retour au pouvoir, des aspects qui me paraissent intéressants pour comprendre la psychologie du général.

Vallon pense que l'on sous-estime un fait très important dans l'évolution de De Gaulle : l'échec du RPF. Cet échec s'est produit en deux temps. En 1951, les gaullistes n'ont pas obtenu le plus grand nombre d'élus au Parlement. Et en 1952, ils se sont coupés en deux, une minorité d'entre eux suivant Pinay et non plus De Gaulle. Il en est

résulté qu'en 1953, De Gaulle a estimé, en liquidant le RPF, qu'il ne pourrait revenir au pouvoir qu'à la faveur d'une crise de régime.

Il a pu penser un temps que cette crise résulterait de la guerre d'Indochine, le régime se montrant incapable de faire soit la guerre, soit la paix. L'arrivée au pouvoir, à la suite de la défaite de Dien-Bien-Phu, de Pierre Mendès France qui a sorti la France du guêpier indochinois, a empêché que se produise la crise finale à ce moment-là. C'est alors qu'est survenue la guerre d'Algérie et De Gaulle, en particulier sous l'influence du général Catroux, comprit qu'il fallait accorder l'indépendance à l'Algérie, mais que la IV<sup>e</sup> République serait incapable soit de la lui donner, soit de gagner la guerre. Il a donc estimé que c'est sur la fin de la guerre d'Algérie que se jouerait le sort du régime et il a fait tout ce qu'il a pu pour provoquer la crise.

Pour la précipiter, sans jamais changer sa pensée finale il a consciemment et constamment soutenu ceux qui, comme Debré, Soustelle, etc., militaient en faveur de l'Algérie française et s'opposaient aux diverses concessions que voulait faire la IV<sup>e</sup> République. Il a de la sorte contribué à bloquer toutes les tentatives entreprises pour trouver une issue au conflit et, sans s'en mêler directement, il a incité au complot du 13 mai. C'est ainsi que ceux qui ont fait le 13 mai et qu'il avait poussés en avant ont pu penser jusqu'au bout que De Gaulle partageait leur opinion sur l'Algérie française, alors qu'il savait qu'une fois porté par eux au pouvoir, il allait pratiquer une politique exactement inverse. De là tout ce qui a pu se produire de 1958 à 1962<sup>66</sup>.

Je note que l'interprétation que donne Vallon de la politique algérienne de De Gaulle, et que je crois juste, est exactement celle qui a été formulée par Me Tixier-Vignancour dans la plaidoirie qu'il

---

66 – Selon son fils, on l'a vu, De Gaulle pouvait être « carrément machiavélique » et il est possible que, lecteur de Nicolas Machiavel, il se soit ainsi conformé à l'un de ses préceptes : *« Et il faut comprendre ceci : c'est qu'un prince, et surtout un prince nouveau, ne peut observer toutes ces choses pour lesquelles les hommes sont tenus pour bons, étant souvent contraint, pour maintenir l'Etat, d'agir contre la foi, contre la charité, contre l'humanité, contre la religion. Aussi faut-il qu'il ait un esprit disposé à tourner selon que les vents de la fortune et les variations des choses le lui commandent, et comme je l'ai dit plus haut, ne pas s'écarter du bien s'il le peut, mais savoir entrer dans le mal s'il le faut »* (Le Prince).

a prononcée en faveur du général Salan lors de son procès. Cette rencontre entre deux hommes si différents a certainement valeur de preuve.

De Gaulle, d'après Vallon, souffre certainement aujourd'hui de la situation qui a ainsi été créée, car il pense que tous les hommes qu'il a abusés, même ceux qui le suivent encore comme Debré, ne lui pardonnent certainement pas, en leur for intérieur, d'avoir été trompés et bafoués. Les uns, comme Salan, se sont révoltés. Les autres, comme Debré, l'ont suivi, mais, doit-il imaginer, tous ont perdu leur confiance en lui. Il en résulte que lui-même est devenu de plus en plus isolé, de plus en plus méfiant et en conséquence de plus en plus autoritaire dans ses procédés de gouvernement, et de plus en plus secret.

À mon avis, cette interprétation de la psychologie gaulliste par un homme qui connaît le général depuis vingt-trois ans me semble une des tentatives les plus intelligentes jamais faites pour expliquer les vrais mécanismes du gaullisme.

## **20 novembre 1963**

— *Le problème de la succession du général ne commence-t-il pas à se poser ?*

— J'en ai parlé cet après-midi avec Louis Vallon. Il estime que jamais la situation de Michel Debré auprès de De Gaulle n'a été si mauvaise. Il ne lui pardonne pas d'avoir mal exécuté sa politique en Algérie et aussi d'être revenu trop vite au Parlement, par surcroît pour y faire de l'opposition à Pompidou.

De Gaulle est aussi plus réservé à l'égard de Pompidou. Il trouve qu'il étudie mal les dossiers, qu'il travaille insuffisamment. Aussi leurs relations se seraient-elles considérablement refroidies. De Gaulle lui a enjoint récemment de présider tous les comités interministériels, ce qu'il négligeait de faire et Pompidou se plaint maintenant assez amèrement d'être surchargé. En tout cas, dans les circonstances présentes, pour Vallon, toute possibilité est exclue de voir Pompidou succéder au général.

Enfin, Chaban-Delmas est reçu par le général bien moins souvent que précédemment et il cherche maintenant des appuis à l'extérieur de l'UNR.



De l'avis de Vallon, De Gaulle n'a pas encore résolu le problème de sa succession et de toute façon, pour mieux faire sentir que son passage au pouvoir aura été unique, il ne tient pas spécialement à ce qu'un gaulliste de stricte obédience lui succède. Pas plus qu'il ne considère avoir eu un prédécesseur, il ne veut avoir de véritable successeur.

### **31 janvier 1964**

— *Sait-on quelque chose des conversations du président de la République malgache Tsiranana avec De Gaulle ?*

— Jean-Marie Commény, qui préside la commission de la Défense à l'Assemblée nationale, m'a indiqué comment s'était passée la dernière de ces conversations. Tsiranana a fait au général un exposé précis et, paraît-il, très convaincant de la situation en Afrique orientale, insistant sur les risques de mouvements communistes dans cette région. Puis il a développé l'idée que Madagascar se trouvait aussi dans la zone menacée et que la reconnaissance de la Chine communiste par la France pourrait y aggraver les difficultés. De Gaulle, impressionné par les développements de son interlocuteur, lui a répondu que la France allait tenir le plus grand compte de son analyse.

Peu après cette conversation, sont survenus les événements de Zanzibar et de l'Afrique orientale<sup>67</sup> qui ont souligné la justesse de l'analyse de Tsiranana. De Gaulle en a été d'autant plus impressionné que Tsiranana l'en avait en quelque sorte averti.

J'ai pour ma part souligné à Commény à quel point je partageais les analyses de Tsiranana et ses soucis quant à la subversion communiste en Afrique orientale.

La conclusion qu'on peut tirer de cette affaire, c'est l'ignorance du général De Gaulle devant les problèmes essentiels qui se posent dans cette partie du monde. Il est évidemment incroyable, mais malheureusement vrai, que De Gaulle, avec tout son entourage de

---

67 – L'île de Zanzibar, protectorat britannique jusqu'à son indépendance en 1963, avait connu en 1964 des troubles sanglants suivis d'un coup d'Etat qui porta au pouvoir une junte marxiste-léniniste

ministres des Affaires étrangères, de la Coopération, de secrétariat général pour les affaires africaines, etc., ait attendu l'exposé du président de la République malgache pour prendre conscience du travail de pénétration communiste qui s'exerce dans l'ensemble de l'Afrique orientale. Cela en dit long aussi sur les éléments d'information dont dispose le général pour fonder ses vues planétaires.

### 13 février 1964

— *Vous deviez rencontrer notre ami Duvillard...*

— J'ai déjeuné hier avec lui. Depuis qu'il a été élu député-maire d'Orléans et vice-président du groupe UNR à l'Assemblée nationale, il est devenu l'un des parlementaires les plus représentatifs de son groupe. Son opinion a d'autant plus d'importance qu'il s'agit d'un homme de très bonne foi, très honnête, très anti communiste et dont le patriotisme est certain. Or, toutes ses déclarations ont montré une acceptation quasi totale de la politique de De Gaulle sur tous les plans. En ce qui concerne notamment la politique étrangère, je l'ai trouvé sur des positions d'anti-américanisme systématique et sommaire, comme à peu près tous les députés UNR. Lui qui est l'un des plus anciens anti communistes du gaullisme a approuvé inconditionnellement l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine communiste. Et il ne comprend visiblement rien à tous les dangers que la politique de De Gaulle peut faire courir du côté communiste.

*Le 5 décembre 1965, lors du premier tour de l'élection présidentielle, De Gaulle fut mis en ballottage avec 44,65 % des suffrages, contre 31,72 % à François Mitterrand et 15,57 % à Jean Lecanuet.*

### 13 décembre 1965

— *On dit De Gaulle de plus en plus raide, dans son action comme dans ses propos.*

— D'après un coup de téléphone que Louis Vallon m'a donné ce matin, l'état d'esprit du général semble être le suivant.

Alors que je lui exprimais ma surprise de constater que les dernières allocutions du général ne comportaient aucune concession, comme

si tout le monde était de son avis, Vallon m'a répondu : « *De Gaulle considère que sa tâche historique est achevée et qu'il n'a aucune raison de modifier ses méthodes, son système, ses idées, qui pour lui sont de l'intérêt des Français, et que ceux-ci doivent accepter tels quels. Il dit aux gaullistes qui l'incitent à quelques concessions, et même à un peu de démagogie, qu'il n'en fera rien. Il veut bien être candidat pour essayer de leur permettre de prendre la relève et de continuer son œuvre, mais s'il écoute seulement son propre intérêt, il s'en ira, car il n'a plus rien à attendre du pouvoir, ni comme avantage personnel, ni comme satisfaction historique. Il n'a plus que des difficultés à surmonter et des coups à recevoir. Il ne modifiera donc rien de ce qu'il pense ni de ce qu'il fait, c'est à prendre ou à laisser* ».

\*

\*   \*   \*

*Lors du deuxième tour de l'élection présidentielle, De Gaulle fut élu avec 55,2 % des suffrages contre 44,8 % à François Mitterrand.*

## **22 février 1966**

— *De Gaulle est-il vraiment si critique qu'on le dit à l'égard de Pompidou?*

— J'ai eu récemment deux longues conversations avec Louis Vallon et Jacques Baumel, samedi matin pour le premier et samedi soir pour le second. Baumel est personnellement très ami de Jacques Vendroux, le beau-frère du général. À ce titre, Vendroux fait, une ou deux fois par semaine, une heure de marche à l'Élysée avec le général. Et sans qu'il montre lui-même une grande capacité politique, ce qu'il rapporte sur les sentiments de son beau-frère à propos de certains de ses collaborateurs est certainement exact. Or, Baumel a été frappé de constater que les propos critiques du général sur Pompidou étaient nombreux et que ses jugements sur Frey étaient devenus depuis quelque temps très sévères. Il en conclut que les jours de Frey au ministère de l'Intérieur sont certainement comptés et que la position de Pompidou n'est sans doute pas si solide qu'on le pense généralement.

**23 mars 1966**

— *On dirait que le gouvernement s'est installé dans un certain immobilisme.*

— Selon Louis Vallon, De Gaulle aurait dit à Pompidou qu'après les élections législatives, un nouveau gouvernement devra être formé. Pompidou le dirigera-t-il ?

Le sort de Roger Frey paraît en tout cas réglé. Le général est très mécontent de la façon dont il a réagi dans l'affaire de l'enlèvement de Ben Barka. À l'intérieur du gouvernement, des difficultés assez sérieuses ont surgi entre Pompidou et Debré, provoquées comme à l'ordinaire par le caractère difficile de ce dernier. Vallon dit aussi que l'influence prise par Olivier Guichard à l'hôtel de Matignon indispose De Gaulle, qui a rompu toutes relations avec lui depuis longtemps. De même, il a découvert que plusieurs ministres comme de Chambrun et Nungesser avaient été particulièrement mal choisis et il en impute la responsabilité à Pompidou, ce qui est naturel puisque c'est lui qui les a désignés.

**18 avril 1966**

— *Tout compte fait, que sait-on des intentions actuelles de De Gaulle ?*

— Je viens d'en parler avec Louis Vallon, qui a longuement vu, il y a quelques jours, André Malraux, lequel a lui-même conversé récemment et à plusieurs reprises avec le général. D'après Malraux, De Gaulle resterait au pouvoir sans toutefois effectuer un deuxième septennat complet. Il démissionnerait peu avant la fin pour assurer dans les meilleures conditions l'élection de son successeur.

Au sujet de celui-ci, Malraux a été pendant longtemps hostile à Pompidou, mais, en partie à la demande du général, il a changé, a vu le Premier ministre à plusieurs reprises et il dit aujourd'hui que si De Gaulle le choisissait comme successeur, le choix ne serait pas mauvais.

En ce qui concerne les élections elles-mêmes, le général a dit à Malraux que vers le mois de novembre prochain, il pensait bien prendre lui-même la direction de la campagne électorale, d'une manière qu'il n'a toutefois pas précisée.

Vallon, très impressionné par le discours que René Pleven a prononcé sur l'OTAN, m'a dit : « *Par ce discours, Pleven est véritablement devenu le chef de l'opinion atlantique à l'Assemblée et dans le pays* ». Vallon est un très ancien ami de Pleven, avec lequel il a conservé des relations particulièrement amicales et confiantes. En juin de l'année dernière, il l'a reçu dans son bureau pendant deux heures et l'a entendu dire que son ralliement au régime pourrait apporter de grands avantages au gaullisme. Il lui a même demandé de sonder l'Elysée dans ce sens. Vallon en a donc parlé à Burin des Rozières<sup>68</sup>, qui lui a répondu quelque temps après que le général se refusait à pardonner à Pleven de ne l'avoir pas rejoint en 1947 lorsqu'il a créé le RPF. Après l'élection présidentielle, Vallon rendit visite à de Gaulle et lui dit : « *J'ai vu Pleven* ». De Gaulle répondit : « *Que dit-il ? Il attend ? Il s'ennuie de ne pas me rejoindre ? Eh bien, dites-lui qu'il va continuer à s'ennuyer* ». Vallon transmet cette réponse à Pleven, qui en parut très affecté. Personnellement, je suis absolument sûr de ce fait.

Dans un ordre d'idées voisin, Louis Vallon a eu, il y a peu de temps, une conversation avec Maurice Faure<sup>69</sup> qui lui a dit : « *Au fond, c'est vous qui aviez raison* ». Il voulait dire qu'il considérait que la tactique de Vallon, homme de gauche comme lui, avait été la bonne, c'est-à-dire travailler à l'intérieur du régime et non dans l'opposition.

Sur un plan un peu analogue, Louis Vallon m'a également rapporté que Jean-Jacques Servan-Schreiber, ancien supporter de Mendès France et de Defferre, et actuel supporter de Mitterrand, se livrait à un certain nombre de travaux d'approche en direction de l'Elysée. Cela confirme bien les difficultés actuelles de l'opposition.

### **31 mai 1966**

— *Voilà qu'on reparle de la volonté de l'Elysée de gauchir la politique sociale du gouvernement. Parce que les élections approchent ?*

---

68 – Etienne Burin des Rozières rejoignit la France libre en 1943 et fut secrétaire général de l'Elysée de 1962 à 1967.

69 – Maurice Faure, professeur d'histoire et géographie, député radical-socialiste en 1951, puis secrétaire d'Etat et négociateur du Traité de Rome instituant la Communauté européenne.

— Louis Vallon m'a donné quelques précisions à ce sujet. Il lui semble que Pompidou voudrait, sur le plan économique et social, accentuer sa politique assez conservatrice, mais que l'Elysée souhaiterait au contraire l'infléchir un peu plus vers la gauche. Une intention qui provoque au sein de l'UNR des mécontentements qui se traduisent par des critiques contre De Gaulle. En exagérant un peu, dit Vallon, on pourrait dire qu'une partie de l'UNR est anti-gaulliste dans la mesure où elle craint que le général ne rende plus difficile l'élection de certains de ses fidèles.

## Le voyage de Moscou

### 13 juin 1966

— *Comment le voyage de De Gaulle en URSS se prépare-t-il ?*

— J'ai vu Baumel vendredi. On note un raidissement du Kremlin avant le voyage du général. Les Soviétiques pensaient lui faire accepter un communiqué par lequel on attirerait l'attention sur la nécessité de ne pas permettre le retour de l'Allemagne fédérale aux conceptions d'autrefois, et où l'on accepterait plus ou moins le fait que la RDA est un Etat. De Gaulle aurait fait savoir qu'il refuserait ce texte. D'où le mécontentement soviétique. Baumel dit qu'à Moscou, De Gaulle défendra Bonn.

Baumel a été convié par l'ambassadeur soviétique à Paris, Zorine, qui invite beaucoup d'UNR en ce moment, encore récemment Léo Hamon<sup>70</sup>. La conversation a porté sur le voyage du général. Pour Zorine, on devrait aller aussi loin que possible vers un accord. Baumel a très bien perçu que les Soviétiques espéraient encore obtenir l'acceptation de leurs demandes.

*De Gaulle se rendit à Moscou en juin.*

### 18 juillet 1966

— *Que sait-on à présent sur le séjour du général en URSS ?*

---

70 – Léo Hamon, député puis sénateur de la Seine, l'un des dirigeants de l'Union démocratique du Travail (UDT).

— Boris Souvarine a eu l'occasion de rencontrer un ami personnel d'Andronikov, l'interprète de De Gaulle à Moscou. Des confidences d'Andronikov, il résulte deux choses.

D'abord, à la suite des conversations du général avec les dirigeants soviétiques, sa réaction a été brève et définitive : « *Ce sont des cons* ». On est habitué à la verdeur de langage du général, mais on peut noter cette appréciation qui, il faut le reconnaître, est par bien des aspects parfaitement fondée.

Ensuite, il a été très irrité de se trouver un jour, pour une des principales négociations, en présence de Leonid Brejnev. Il considère, en effet, que s'il est normal pour lui de discuter avec le président de la République Podgorny et avec le président du Conseil Kossyguine, il n'a rien à faire avec le secrétaire du Parti communiste. La surprise du général est évidemment assez extraordinaire, car il ne devrait pas ignorer que dans un pays comme l'URSS, c'est le Premier secrétaire du Comité central du PC qui est la personne la plus importante.

## **26 juillet 1966**

— *En sait-on un peu plus sur les conversations du général avec les dirigeants soviétiques ?*

— Je m'en suis entretenu avec Tellier au Quai d'Orsay. Il a eu entre les mains le compte rendu du voyage tel qu'il a été préparé pour les postes diplomatiques.

Deux choses l'ont frappé dans ce texte. Concernant l'Allemagne, la position du général a été absolument catégorique : refus de reconnaître la RDA et de condamner la politique de la République fédérale. Pour tout ce qui concerne la politique allemande, m'a dit Tellier, il résulte des documents qu'il a lus que De Gaulle a été d'une fermeté indiscutable.

En ce qui concerne le Vietnam, Brejnev, en particulier, a expliqué que si la guerre continuait, il était absolument impossible d'imaginer que l'URSS pourrait y rester étrangère. Il lui a dit explicitement, m'a précisé Tellier, que si cela continuait, l'URSS serait obligée d'intervenir.

Bien entendu, cette affirmation de Brejnev doit être interprétée en pensant qu'il espérait que le général la rapporterait à ses alliés américains. Le propos ne mérite pas moins d'être relevé. Il résulte de la

manière dont Tellier m'a raconté la chose que les Soviétiques paraissent fortement préoccupés par le Vietnam et que l'annonce d'une éventuelle intervention de leur part a fortement impressionné la délégation française. Elle est revenue persuadée que la guerre du Vietnam comportait des risques de déclenchement d'un conflit plus important.

\*

\*     \*

### **17 novembre 1966**

— *Les élections se préparent-elles bien ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Jacques Baumel, qui est arrivé en retard car en fin de matinée, il avait été convoqué à l'Élysée par le général. Celui-ci voulait examiner avec lui la liste de toutes les investitures accordées jusqu'ici.

Baumel a donc apporté au général une liste de 400 investitures et pendant près d'une demi-heure, De Gaulle l'a examinée en détail. Baumel a été frappé par la connaissance qu'il montrait de la situation politique dans un grand nombre de départements. Il a beaucoup insisté pour que l'unité des candidatures de la majorité soit respectée partout.

Baumel m'a dit que De Gaulle participera activement à la campagne, sous des formes à déterminer, et que le Premier ministre tiendra personnellement un grand nombre de réunions dans différentes villes.

### **13 décembre 1966**

— *De Gaulle va-t-il réellement s'impliquer dans les prochaines élections législatives ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Louis Vallon, qui m'a raconté l'entretien de quarante minutes environ qu'il a eu, il y a une dizaine de jours, avec le général. Plus de la moitié de l'entretien a été consacrée au problème des transformations sociales gravitant autour de ce qu'on appelle l'amendement Vallon<sup>71</sup>. De Gaulle lui a confirmé qu'il enten-

---

71 – En 1965, Louis Vallon avait proposé d'amender un texte législatif par une disposition introduisant le principe de la participation des travailleurs aux plus-values en capital des entreprises.



daît faire quelque chose sur le plan social, sans toutefois avoir encore d'idée bien nette à ce sujet. Il a demandé à Vallon si celui-ci connaissait la raison pour laquelle le patronat n'avait pas encore formulé de propositions précises au sujet de cet amendement. Il a profité de l'occasion pour déplorer à nouveau le manque de responsabilités politiques du patronat français. Il a été notamment très déçu par l'audience qu'il a accordée, il y a quelque temps, au nouveau président du Conseil national du patronat français, Paul Huvelin, qui ne lui a présenté aucune proposition constructive.

L'autre partie de l'audience a été consacrée à l'étude de la situation avant les élections législatives. Le général n'est pas très satisfait d'une série de candidatures de l'UNR, qu'il estime dans l'ensemble trop conservatrices. Il aurait voulu que figurent sur les listes davantage de représentants des classes populaires. En outre, il a rejeté, dans la série des affiches électorales que lui apportait Pompidou, l'une qui montrait De Gaulle et Pompidou face-à-face, probablement parce qu'il y avait là une égalité qui lui déplaisait ; l'autre qui représentait, en perspective, les principaux responsables de l'UNR par ordre décroissant, du premier plan à l'arrière-plan : Pompidou, Debré, Chaban-Delmas, un ou deux autres, et Jacques Baumel. Le général semble avoir estimé qu'il n'avait pas à donner une caution aussi directe à une telle équipe.

Personnellement, ce détail anecdotique me paraît sans grande importance, mais Vallon, qui persiste dans son idée que De Gaulle éliminera Pompidou de la direction du gouvernement au mois de mars prochain, y voit une nouvelle preuve de l'agacement du général à l'encontre de son Premier ministre.

## **5 janvier 1967**

— *Nous avons donc un nouveau préfet de Police.*

— Les conditions de la nomination de Maurice Grimaud sont insolites. Francis Raoul, le directeur de la Protection civile au ministère de l'Intérieur, que je connais depuis longtemps, m'en a raconté le détail.

Roger Frey avait décidé de nommer Pierre Dumont, préfet du Nord et connu pour ses sympathies UNR. Le général a explicitement refusé et a nommé Grimaud, bien que celui-ci soit politiquement beaucoup

moins marqué. Il a estimé que Grimaud était un fonctionnaire de qualité supérieure à celle de Dumont, ce qui est parfaitement exact, je le confirme. Et Frey n'a eu qu'à s'incliner.

Pourquoi Grimaud? Lui-même donne une précision intéressante. Il est marié à une femme très catholique que Mme De Gaulle connaît bien et qu'elle apprécie beaucoup pour la dignité de sa vie et pour son zèle religieux. Grimaud a des raisons de penser que la recommandation de l'épouse du général a joué un rôle dans sa nomination. Comme on le sait, en divers cas de ce genre l'opinion de Mme De Gaulle sur la moralité de tel candidat ou de son épouse compte beaucoup.

J'ai expliqué à Francis Raoul l'état actuel du problème de la direction des Renseignements généraux, qui tourne autour de l'affaire Caille<sup>72</sup>. Il en a pris bonne note. Il en informera Grimaud à un moment favorable et nous aurons l'occasion d'en parler tous les trois.

*Lors des élections législatives des 5 et 12 mars 1967, la majorité perdit 40 sièges, le Parti communiste en gagna 32, la Fédération de la gauche 25 et le PSU de Michel Rocard 3. Le 1<sup>er</sup> avril, Georges Pompidou présenta la démission de son gouvernement au président de la République, qui le chargea d'en constituer un nouveau.*

## **25 avril 1967**

— *L'échec relatif de la majorité aux élections n'aurait-il pas dû conduire De Gaulle à remplacer Pompidou?*

— Au cours d'un déjeuner pris hier à l'ambassade d'Espagne avec l'ambassadeur et Baumel, celui-ci a été amené à préciser, sur des questions très adroites de l'ambassadeur, quels étaient à l'heure actuelle à la fois le climat de la majorité et les intentions du général. Lorsque je suis parti avec Baumel, il m'a précisé quelques-unes des indications qu'il avait données à l'ambassadeur.

Après le deuxième tour des élections, la majorité a été très abattue et désorientée. Puis l'élection de Jacques Chaban-Delmas

---

72 – Le commissaire divisionnaire Jean Caille, sous-directeur des Renseignements généraux à la préfecture de police, avait été mêlé, par l'intermédiaire d'un de ses indicateurs, Georges Figon, à l'enlèvement du leader marocain Ben Barka.

à la présidence de l'Assemblée lui a rendu bon moral. Ensuite, la première séance du Parlement n'a pas été bonne, Pompidou s'étant montré mauvais et Mitterrand, violent mais très bon. Surtout, l'opposition est apparue tellement combative qu'elle a complètement démoralisé la majorité et aujourd'hui, sa démoralisation s'est accentuée.

Ce que Baumel a ajouté sur l'attitude de De Gaulle, il m'a dit le tenir d'une source très sûre et pour autant que j'aie pu m'en rendre compte, il s'agit vraisemblablement de propos échangés entre De Gaulle et Pompidou, et rapportés à Baumel par celui-ci.

Première remarque, Pompidou regrette aujourd'hui d'avoir accepté de devenir Premier ministre. Il se rend compte de toutes les difficultés de la charge et il s'use dans ce nouveau métier. Baumel précise qu'il est maintenant certain que si Couve de Murville avait été élu député, il serait devenu Premier ministre<sup>73</sup>.

Quant à De Gaulle, il assiste avec beaucoup de mécontentement à la résurrection du climat parlementaire et de l'instabilité des rapports gouvernement-parlement. Mais il ne fera rien dans un premier stade pour empêcher la dégradation de la situation. Il la laissera au contraire s'aggraver pendant un an ou dix-huit mois. À la suite de quoi, il cherchera l'occasion de dissoudre l'Assemblée en s'adressant au pays pour lui dire que les mœurs parlementaires de la IV<sup>e</sup> République sont en train de revenir, qu'il faut y mettre fin et qu'il n'y a pas d'autre moyen pour cela que l'élection au Parlement d'une majorité forte et cohérente. Selon Baumel, aucun doute que De Gaulle est à présent décidé à engager une épreuve de force à l'occasion d'une dissolution pour empêcher le retour aux pratiques d'autrefois.

## 14 juin 1967

— *A-t-on la confirmation des intentions prêtées au général par Jacques Baumel?*

---

73 – Candidat dans le V<sup>e</sup> arrondissement de Paris lors des élections législatives de 1967, Maurice Couve de Murville fut battu au deuxième tour par le candidat indépendant de droite Edouard Frédéric-Dupont.

— J'ai conversé longuement samedi avec Baumel et il m'a rapporté trois entretiens politiques qu'il venait d'avoir. D'abord, avec les centristes Joseph Fontanet, Denis Baudouin et Antoine Veil, qui accepteraient de collaborer avec les gaullistes au Parlement à condition que le gouvernement veuille bien traiter celui-ci avec plus de considération, puis avec Olivier Guichard et avec Louis Joxe.

Baumel m'a dit que Guichard, nouveau ministre, était stupéfait de la complaisance avec laquelle, lors des réunions du Conseil des ministres, certains d'entre eux se montraient toujours de l'avis du général sur les problèmes de politique étrangère. Il a cité comme étant les plus inconditionnels Edmond Michelet, Alain Peyrefitte et Maurice Schumann. Il se dégageait des explications de Guichard que lui-même était dans un état d'esprit très critique vis-à-vis de cette politique extérieure. En outre, Guichard pense lui aussi que le général est à la recherche d'une occasion pour dissoudre l'Assemblée et qu'il est bien décidé à aller à la bataille. Il estime toutefois que si la dissolution était décidée dans de mauvaises conditions, la majorité pourrait être défaite et dans ce cas-là, a-t-il dit à Baumel, « *il n'est pas sûr que le général s'inclinerait* ». Si bien que Baumel se pose maintenant cette question : si De Gaulle était battu, que déciderait-il ? « *Il serait capable de faire des sottises* », ajoute-t-il.

Quant à Joxe, son attitude est à peu près celle de Guichard, mais il a raconté à Baumel l'anecdote suivante. Comme on le sait, il assure en ce moment l'intérim du Premier ministre et du ministre des Affaires étrangères, qui sont à Moscou. C'est donc lui qui a eu la tâche de commenter auprès du général le vote de l'ONU hostile à la motion yougoslave, que la France appuyait, sur l'affaire d'Israël<sup>74</sup>. Il s'y est employé en laissant clairement entendre qu'il estimait que l'appui français, décidé, on le sait, directement par le général, avait constitué une erreur. Le général n'a pas relevé le propos, mais Joxe lui ayant indiqué que la France ne devait pas pencher du côté soviétique, De Gaulle a répondu : « *Vous avez raison, nous ne devons pas aller trop du côté des*

---

74 – L'ONU avait repoussé une motion déposée par le représentant de la Yougoslavie pour condamner la politique israélienne envers les Palestiniens.

*Soviétiques. D'ailleurs, ils commencent à m'agacer et nous allons revoir cela ».*

Indépendamment des circonstances dans lesquelles cette conversation s'est produite, on peut en tirer l'indication qu'il y a peut-être en ce moment entre De Gaulle et le gouvernement soviétique, malgré les apparences, certaines difficultés que, bien entendu, nous ne connaissons pas.

Enfin, quant à l'éventualité de la dissolution, Joxe est en accord avec Baumel, il pense que le général pourra la décider à tout moment en 1968.

*Début septembre, intervint un nouveau remaniement ministériel, de caractère technique.*

### **7 septembre 1967**

— *De Gaulle semble préparer quelque chose pour la fin de l'année.*

— J'ai pu m'entretenir avec Louis Vallon qui a rencontré le général la semaine dernière. Celui-ci l'avait fait venir à la suite de la publication de l'ordonnance sur l'intéressement, destinée, on s'en souvient, à répondre au fameux amendement Vallon en en minimisant les dispositions. Or, la veille de cette publication, lors d'une communication téléphonique avec Louis Joxe qui assurait l'intérim du Premier ministre, Louis Vallon avait clairement manifesté son mécontentement.

De Gaulle l'a donc accueilli par ces mots : « *Il ne faudrait tout de même pas que vous déblatériez trop sur les ordonnances* ». Vallon lui a répondu qu'il ne déblatérerait pas, mais que le général ne pouvait pas ignorer que son point de vue allait bien au-delà du texte de l'ordonnance. De Gaulle a expliqué qu'en dehors des préoccupations sociales, il fallait tenir compte de certaines considérations. Il faisait visiblement allusion aux nécessités économiques résultant de la concurrence à l'intérieur du marché commun. « *Mais ce sont toujours vos idées sociales que vous sacrifiez !* », s'est exclamé Vallon, à quoi De Gaulle, un peu agacé, a rétorqué : « *Enfin, laissez-moi faire* ». « *Mais, mon général, a insisté Vallon, je vous laisse faire depuis 1940* ». Comme d'habitude dans ce genre d'échanges avec Vallon, De Gaulle a pris le parti de rire.

Reprenant la discussion, De Gaulle a laissé tomber à propos de l'ordonnance: « *Vous n'allez tout de même pas parler de réformette, comme Mitterrand qui avait parlé de bombinette, et pourtant nous l'avons, la bombe* ».

L'opinion de Vallon est que le général, qui a été amené à tenir compte du point de vue des éléments les plus conservateurs du gouvernement comme Pompidou et Debré, a voulu désarmer les critiques des éléments de gauche de l'UNR comme Capitant et Vallon en conversant avec ce dernier.

Sur le plan de la politique générale, De Gaulle n'a pas fourni à Vallon de grandes indications. Abordant le Moyen-Orient, il a rappelé qu'au cours de sa rencontre avec le ministre israélien des Affaires étrangères, il lui avait dit: « *Je sais que vous allez attaquer. Il est très vraisemblable que vous allez gagner, mais vous avez tort d'attaquer* ». De Gaulle a ensuite soupiré: « *J'ai eu tort de ne pas condamner la fermeture du détroit de Tiran par Nasser* », ce que Vallon a approuvé.

C'est à ma connaissance la première manifestation publique d'un regret du général sur un élément de sa politique au Moyen-Orient. Quant au fond, il n'a visiblement pas changé d'avis. J'ajoute que Louis Vallon, dont la femme est israélite, partage entièrement les vues du général à ce propos.

Au sujet du gouvernement, quelques échanges intéressants ont eu lieu. Vallon a estimé que l'actuel gouvernement ressemblait tout à fait au précédent, c'est-à-dire, dans son esprit, qu'il était tout aussi conservateur et que Pompidou y disposait toujours d'une influence majeure. À quoi De Gaulle a répondu: « *Mais, vous oubliez Michelet, Fouchet et Gorce* ». Énumération intéressante, qui désigne ceux sur qui le général pense pouvoir particulièrement compter. À propos de Gorce, il a dit: « *D'ailleurs, comme ministre de l'Information, c'est quelqu'un auquel je peux donner n'importe quel ordre et vous verrez s'il ne l'exécute pas!* ». Commentaire de Vallon: Pompidou se rend bien compte que Gorce a été mis là dans une certaine mesure contre son vœu. Tout cela tend à montrer qu'il existe toujours, à l'intérieur du camp gaulliste et entre l'Élysée et Matignon, des points de vue assez différents.

Ils ont aussi parlé de Giscard d'Estaing. Le général a dit : « *Je suis persuadé qu'il ne commettra pas la bêtise de faire voter les Indépendants contre le budget. En tout cas, si cela arrivait, seuls sept ou huit députés le suivraient et il y a toujours des hommes comme Pleven, par exemple, qui, même en étant dans l'opposition, votent le budget, car c'est une tradition nationale en France. Dans ces conditions, il n'y a pas de risque de crise* ».

On peut tirer de cette réflexion du général la quasi-certitude que des incidents sont peu probables avant le début de 1968 et que par conséquent, il est peu vraisemblable qu'il prendra des initiatives importantes en politique intérieure avant le milieu de 1968.

Vallon m'a aussi rapporté cette confiance de Pompidou à l'un de leurs amis communs : « *En 1970, le général se retirera en ayant organisé sa succession et je ne suis pas sûr que le successeur sera moi* ». Dans cette hypothèse, Vallon imagine que le successeur auquel pense le général serait Couve de Murville. Je lui ai répondu que je n'étais pas de son avis et que je croyais au contraire que la position de Pompidou, tout en étant affaiblie, demeurerait forte.

Vallon a conclu la conversation, comme il le fait d'ordinaire, par quelques anecdotes sur le général. Celle que j'ai retenue me paraît tout à fait significative de son caractère. Il y a deux ou trois ans, alors qu'il était plus ou moins question de faire entrer Vallon dans le gouvernement, De Gaulle lui avait laissé entendre qu'il allait lui rendre le service de l'utiliser d'une manière ou d'une autre. Vallon s'était exclamé : « *Mais, mon général, vous m'avez déjà rendu un grand service !* ». « *Lequel ?* », avait demandé De Gaulle, tout surpris d'avoir pu rendre service à quelqu'un. Vallon, dont l'esprit de répartie est connu, lui avait alors répondu : « *Mon général, vous m'avez rendu un grand service en juin 1940 en m'indiquant mon devoir* ».

Le général, dit Vallon, a été stupéfait et pour la première fois depuis de longues années en pareille circonstance, il est resté sans voix.

## **20 septembre 1967**

— *Les communistes redoublent d'attaques contre De Gaulle. Que se passe-t-il donc avec l'Union soviétique ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Jacques Baumel et nous en avons parlé. Baumel a exposé à Bernard Tricot<sup>75</sup>, voici quelque temps, qu'il était inadmissible de voir que la politique extérieure du général serve de prétexte à une inaction dans la lutte à mener contre les communistes. Tricot lui a alors révélé que le général avait eu l'intention, voici peu, de prononcer un discours dans lequel il aurait dénoncé à nouveau ceux qu'il a appelés en 1947 des séparatistes. Il y a finalement renoncé, mais Tricot a dit à Baumel que De Gaulle cherchait un moyen d'évoquer à nouveau le problème communiste à l'intérieur, sous une forme nouvelle.

Si cette information est exacte, c'est la première fois qu'on dispose d'une pareille indication de la part du général et à mon avis, elle traduit la vérité suivante: le général a vraisemblablement escompté que sa politique extérieure lui vaudrait une certaine neutralité du Parti communiste à l'intérieur. Il s'aperçoit qu'il n'en est rien et c'est peut-être ce qui le conduit à réexaminer l'attitude qu'il doit adopter vis-à-vis des communistes. Mais il faudrait attendre pour porter un jugement définitif.

*Les élections cantonales des 24 septembre et 1<sup>er</sup> octobre valurent au Parti communiste 41 élus supplémentaires, à la formation gaulliste V<sup>e</sup> République 18 et aux Républicains indépendants 4, tandis que la Fédération de la gauche démocratique et sociale (FGDS) de François Mitterrand en perdait 11, les divers gauche 17 et le Centre démocratique également 17.*

### **Georges Pompidou congédié**

*En mai 1968, les événements nous mobilisèrent tellement, Albertini dans des rencontres à caractère politique et syndical, moi-même au Conseil économique et social, que nos rencontres et conversations s'espacèrent.*

---

<sup>75</sup> – Bernard Tricot, haut fonctionnaire nommé par De Gaulle chargé de mission auprès de lui, puis conseiller technique et, en 1967, secrétaire général de l'Elysée.



## 6 juin 1968

— *De Gaulle pouvait-il vraiment compter sur l'armée à la fin du mois dernier ?*

— D'après ce que Foccart a dit à Baumel, une amnistie complète pour les affaires d'Algérie, y compris au profit de Salan, Argoud, etc., sera annoncée avant le 23 juin. On ne sait pas encore si le général mettra à profit, comme je l'ai suggéré, la date du 18 juin.

*Le 10 juillet, De Gaulle demanda à Georges Pompidou de démissionner et il le remplaça à la tête du gouvernement par Maurice Couve de Murville. Comme promis par le général, une loi d'amnistie en faveur des militaires condamnés pour leurs activités au sein de l'OAS fut présentée à l'Assemblée nationale, qui en étendra l'application et la votera le 31 juillet.*

## 14 juillet 1968

— *Pompidou avait raffermi son autorité sur la majorité, pourquoi l'avoir remercié ?*

— D'abord, les divergences de vues entre le général et Pompidou sont anciennes, Louis Vallon m'en a souvent parlé. Elles datent de plus de trois ans et portent surtout sur leurs conceptions différentes en matière économique et sociale. Dans l'ensemble, le général se veut d'une orientation plutôt à gauche et Pompidou montre des conceptions capitalistes plus classiques. Ces divergences ont été aggravées par l'entourage du général quand Burin des Rozières était secrétaire général à la présidence de la République. Et aussi par des gaullistes de gauche, notamment Capitant et Vallon, bien introduits à l'Élysée. Ils ont peu à peu amené le général à penser que la politique gaulliste de « participation » trouvait dans Pompidou un homme peu décidé à la faire aboutir. Il est probable que cette politique aura d'autres adversaires que Pompidou, mais lui était connu.

En d'autres termes, tant que la politique de réformes économiques et sociales ne constituait pas l'essentiel des préoccupations de De Gaulle, il pouvait aisément utiliser Pompidou. Du jour où elle représentait sa préoccupation principale, le départ de Pompidou devenait inévitable.

— *L'autorité croissante acquise par Pompidou n'a-t-elle pas joué aussi ?*

— En effet, le second motif de son départ est la conception du rôle du Premier ministre qui est celle du général. En 1962, il nomma Pompidou Premier ministre précisément parce qu'il lui paraissait correspondre à cette conception : un homme qui ne soit pas un politique, qui n'a été que son directeur de cabinet et n'agirait en conséquence que comme une sorte de chef d'état-major. Pour De Gaulle, le Premier ministre ne doit pas jouer un rôle politique autonome de grande envergure.

Or, depuis six ans, Pompidou est devenu un homme d'Etat de premier plan, une force politique autonome, exerçant dans la République une influence considérable. Et cela par ses propres moyens, du fait de ses exceptionnelles qualités intellectuelles et politiques. Le général ne s'est aperçu que peu à peu de ce changement et il lui était difficile de réagir. Il attendait une occasion, que la crise de mai et les élections de juin lui ont enfin fournies, mais qu'en fait, il espérait trouver dès 1967.

En outre, De Gaulle était partagé entre deux sentiments. Pour les raisons que j'ai dites, il souhaitait remplacer Pompidou, mais il se rendait compte qu'avec ses grandes capacités politiques, Pompidou présentait la meilleure chance de survie de la V<sup>e</sup> République après lui, ce qui le conduisait à ne pas se séparer de lui. Il a donc balancé pendant deux ans pour savoir ce qu'il devait faire. En ce sens, le départ de Pompidou n'est pas un événement qui a éclaté soudain et de manière incompréhensible. C'est au contraire le point d'aboutissement d'une longue évolution.

— *Le lendemain de la crise de mai était-il le bon moment pour révoquer Pompidou ?*

— La crise a précisément porté à leur comble les divergences et oppositions entre les deux hommes. De Gaulle a dû se poser ces questions : Pompidou devait-il ou non être plus ferme dans la répression des mouvements étudiants ? Avait-il fait ce qu'il fallait pour empêcher les services publics d'être paralysés et d'échapper au contrôle de l'Etat ? A-t-il notamment agi comme il aurait fallu à

l'ORTF? A-t-il fait tout son possible pour empêcher qu'un certain nombre de gaullistes ne demandent le départ du général à la fin mai comme moyen pour résoudre la crise, ou au contraire n'a-t-il pas laissé cette campagne se développer, voire ne s'y est-il pas associé plus ou moins directement?

On imagine sans peine les réponses du général à ces questions, surtout à la dernière, et combien elles ont dû peser dans sa décision. Personnellement, je pense que là réside une des explications les plus solides du départ de Pompidou.

— *Mais le 30 mai, De Gaulle n'expliquait-il pas qu'il ne changerait pas de Premier ministre?*

— Par là, il entendait dire non aux parlementaires, spécialement à Giscard d'Estaing qui, le 29 et le 30, demandaient le départ de Pompidou. Il voulait leur faire sentir que ce n'était pas à eux d'en décider. En gardant momentanément Pompidou, il affirmait, face à la révolte parlementaire, que c'était lui et personne d'autre qui nommait ou révoquait le Premier ministre.

Au surplus, le général avait à livrer une bataille difficile, il lui fallait rassembler toutes ses troupes pendant le mois de juin et remettre à un peu plus tard le règlement de comptes. C'est dans sa manière et c'est le comportement d'un chef responsable qui ne fait pas de sentiment.

## **25 juillet 1968**

— *Comment se passent les Conseils de ministres sous Couve de Murville?*

— Notre ami Duvillard, qui y siège en sa nouvelle qualité de ministre des Anciens combattants, m'a dit qu'à plusieurs reprises, De Gaulle avait demandé très fermement qu'on punisse certains meneurs parmi les professeurs, mais qu'on ne laisse pas sanctionner ceux qui avaient fait leur devoir. Duvillard craint qu'il n'y ait trop de faiblesse dans l'action. Il ajoute que le groupe UDR sera très indépendant du gouvernement et du général. Il l'a montré lors du vote de la loi d'amnistie en allant beaucoup plus loin que De Gaulle ne le voulait, ce qui a failli provoquer la démission de René Capitant.

Il dit aussi qu'Edgar Faure a été vivement critiqué par les députés UDR, qui lui reprochent d'avoir nommé à son cabinet, au ministère de l'Éducation nationale, des collaborateurs trop marqués à gauche dont ils redoutent l'influence. Selon notre ami, des demandes de parlementaires UDR s'élèveront pour que des sanctions soient prises contre les professeurs grévistes les plus violents.

#### **14 octobre 1968**

— *On continue à spéculer sur la succession du général.*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Roger Frey et Jacques Baumel. Selon Frey, le général se représentera en 1972 s'il est en bonne santé, mais il ajoute que tel n'est pas l'avis de Pompidou, qui croit que le général démissionnera en 1970, année où il atteindra 80 ans et où l'on célébrera le trentième anniversaire de son appel de juin 1940. Mais il est possible que ce soit le général lui-même qui, sans en avoir l'air, ait essayé de le lui donner à penser, car cela aurait pu faciliter son remplacement à la tête du gouvernement.

Frey a ajouté que lors des Conseils de ministres tenus depuis l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Armée rouge, le général a laissé entendre que cela le conduirait à remettre en cause sa politique vis-à-vis de l'URSS.

#### **23 janvier 1969**

— *L'annonce par Pompidou, à Rome, de sa candidature à la présidence de la République semble irriter pas mal de gaullistes.*

— René Sirjean m'a fourni quelques informations. Jeudi dernier, c'est-à-dire le 16 janvier, devait paraître dans *Combat* un entretien d'Edgar Faure avec Maurice Clavel. Edgar Faure y définissait ce que devrait être, à ses yeux, le programme de gouvernement d'un futur président de la République. Pour des raisons diverses, y compris certaines interventions politiques, le texte n'a pas été publié le jour prévu, mais ensuite seulement, et quelque peu modifié.

Sirjean pense que l'une des raisons des déclarations faites par Pompidou le vendredi était de prendre position avant la publication de l'entretien dont il avait eu connaissance. Ainsi s'expliquerait ce qu'on a pu appeler la maladresse de Pompidou : il voulait, en le précédant,

empêcher que se développe une opération politique de grand style et à longue portée tentée par Edgar Faure.

Quant au ton catégorique de la réplique du général, il s'explique, à mon avis, non par le fait que Pompidou a annoncé sa candidature à la présidence de la République, mais par la nature des commentaires qu'a suscités sa déclaration. Si Pompidou parle ainsi, a-t-on entendu dire, c'est que le général va s'en aller plus ou moins rapidement. De Gaulle a été d'autant plus mécontent de cette interprétation qu'en quelque sorte, Pompidou a ainsi aggravé son cas tel qu'il est posé depuis qu'il a quitté Matignon. Il avait laissé dire et parfois dit lui-même, en mai 1968, que la solution de la crise impliquait le départ du général. Et cette fois, volontairement ou non, à cause de lui la question de son départ se trouve à nouveau posée. La réaction brutale de l'Élysée s'explique donc par l'impression que Pompidou a récidivé.

On a du mal à comprendre pourquoi Pompidou n'avait pas prévu la chose. La vérité est qu'il a sous-estimé la sottise des journalistes qui, au lieu de commenter sa candidature, ont spéculé sur le départ du général. Résultat, Pompidou, qui pensait marquer des points, en a perdu.

\*

\* \*

*Un référendum fut prévu pour le 28 avril en vue d'une réforme des institutions et d'une décentralisation régionale.*

### **20 avril 1969 au matin**

— *Le résultat du référendum s'annonce serré.*

— Vendredi, Baumel m'a dit avoir vu Foccard préoccupé. Il a ajouté que si le général gagnait, il s'engagerait dans une politique économique et sociale assez à gauche, ce qui provoquerait quantité de difficultés. Baumel lui a dit : « *Essaye de l'empêcher de parler de la participation dans les entreprises lors de son discours du 25* ». Foccard a répondu : « *Impossible de lui dire un mot à ce sujet* ».

## 20 avril 1969 au soir

— *Le référendum n'est pas gagné.*

— Louis Vallon m'a téléphoné longuement hier pour me raconter l'audience de quarante-cinq minutes que le général lui avait accordée la veille, à quinze heures trente. De Gaulle a admis que la victoire serait très, très difficile. Il le sait et l'a toujours su, a-t-il dit. Le référendum bouscule trop d'intérêts dans d'immenses catégories. La victoire du non est donc possible. « *Si c'est non, je partirai immédiatement et je ne me représenterai pas* », a-t-il ajouté.

J'ai demandé à Vallon si le général paraissait ému à cette perspective. « *Absolument pas. Il était très serein, très détaché et ne jouait certainement pas la comédie du calme. Il a pesé les chances et les risques. Il sait aussi qu'il lui faudra bien partir un jour et il ne lui déplairait pas de partir, comme Churchill en 1945, sur un coup d'ingratitude de la nation* ».

En somme, Colombey serait un peu sa Sainte-Hélène. C'est une fin historique qui ne l'indispose sûrement pas.

Le général, selon Vallon, a ainsi poursuivi : « *Si je pars, on verra se développer l'opération Pompidou. Il sera candidat. Je ne dirai rien, ni pour ni contre. Je considère qu'avec lui, c'est autre chose qui commencera, le gaullisme sera fini. Il aura contre lui Waldeck Rochet, car cette fois les communistes ne s'effaceront pas, et Poher pour le Centre, et sans doute aussi Giscard d'Estaing. Dans cette hypothèse, Pompidou arrivera en tête des non communistes et il sera élu* ».

« *À ce moment, a continué De Gaulle, Pompidou croit que ce sera facile. Il se trompe. Une partie des gaullistes le lâchera, même dans le groupe parlementaire. Les communistes lui feront une guerre à outrance. Il y aura d'immenses difficultés dans les mois qui suivront, sur les plans social, financier, etc. Il ne faudra pas compter sur moi à ce moment-là. Je serai parti et les choix de Pompidou ne seront pas les miens. D'ailleurs, le référendum aurait échoué par sa faute. En effet, il sait que je veux faire la participation sociale et il représente des intérêts conservateurs et économiques qui ne la veulent pas, qui veulent que le référendum échoue pour que je ne la fasse pas. Les déclarations de Pompidou à Rome et à Genève ont été, en fait, dirigées contre le succès du référendum. Elles ont donné l'impression que si j'étais battu,*

*l'ordre ne serait pas menacé grâce à l'élection de Pompidou. Dans ces conditions, il devra assumer toutes ses responsabilités ».*

Le général aurait ajouté que la droite conservatrice serait très exigeante, que les partisans de la petite Europe supranationale allaient s'agiter à nouveau. Et il a précisé à Vallon : « *Vous les connaissez, ce sont eux qui nous ont hués hier* ». Le général faisait ici allusion au mauvais accueil réservé par la majorité des hommes d'affaires présents au déjeuner de *l'Opinion en 24 heures*<sup>76</sup> le jeudi 17.

Alors, Louis Vallon lui a suggéré de demander à Pompidou, qui parle à la télévision le mercredi 23, d'annoncer que si le non l'emportait, lui, Pompidou, refuserait par fidélité au général de se porter candidat, ce qui aurait comme conséquence d'empêcher de voter non un certain nombre de Français qui veulent éliminer De Gaulle pour avoir Pompidou.

Le général a répondu : « *Je ne le lui demanderai sûrement pas. Si je le faisais, il refuserait* ». La réponse de De Gaulle, commente Louis Vallon, en dit long sur la rupture intellectuelle et morale survenue entre les deux hommes. De l'avis de Vallon, le général parlera le vendredi 25 en partie d'après ce qu'aura dit Pompidou le 23.

De Gaulle en est alors venu à examiner ce qui se passerait en cas de victoire du oui. Il a dit que ce serait une loi. Par conséquent, une voix de majorité sur vingt millions suffirait pour qu'elle soit acceptée. « *Ce n'est pas mon élection. Avec une voix, je reste et je continue* (cela veut dire qu'ils se trompent, ceux qui pensent qu'avec une faible majorité, le général démissionnerait par dépit). *J'ai voulu à tout prix le référendum pour ouvrir la voie à la participation dans les entreprises, pour changer le capitalisme et empêcher le communisme. Pour cela, j'avais besoin du concours du peuple. Avec le Parlement, les lobbies, c'était impossible. Je ferai rapidement des propositions. Couve les exécutera. C'est un homme honnête, très intelligent, très capable, très fidèle, qui agit dans le sens que je souhaite. Il a des lacunes, mais qui n'en a pas ?* ».

---

76 – Cercle alors dirigé par le journaliste Gabriel du Chastain (proche de Pierre Laval sous l'Occupation) et présidé par Emile Roche. Au cours de déjeuners mensuels groupant parfois des centaines de convives, surtout des chefs d'entreprise, de hautes personnalités françaises et étrangères venaient traiter de questions politiques, économiques ou sociales d'actualité.

L'audience s'est à peu près terminée là-dessus

À mon avis, le général s'est montré franc avec Louis Vallon, qu'il connaît et estime depuis 1941. Mais chez lui, il y a toujours une part de manœuvre. On n'est donc jamais sûr que ses confidences ne visent pas un but précis. Elles peuvent être entièrement sincères. Elles peuvent aussi ne l'être qu'en partie. Vallon, pour sa part, est très honnête, mais également très passionné. Il prend parfois trop à cœur certaines affirmations. Sans le vouloir, il peut accentuer tel propos, oublier tel autre. Le sens général est sûrement exact. Il peut être ici ou là déformé.

En outre, Vallon hait Pompidou et sa politique. En écoutant le général aller dans ce sens, il a automatiquement tendance à en rajouter. Cela ne suffit pas à fausser le sens du propos. Cela peut l'accentuer. À l'inverse, je rappelle que récemment, quand il semblait y avoir eu une détente entre l'Élysée et Pompidou, il l'avait loyalement notée.

La discussion des affirmations du général sur Pompidou entraînerait trop loin. Personnellement, je pense que le général se trompe sur deux points : d'une part, quand il attribue aux milieux d'affaires des idées politiques précises les induisant à élaborer tout un plan contre lui. Ils sont antigaulistes, certes, mais de manière plus confuse. D'autre part, quand il croit que Pompidou n'est que leur homme, c'est évidemment là un jugement passionnel que l'ardeur de la bataille explique.

## 24 avril 1969

— *Le pessimisme semble l'emporter dans la majorité.*

— Georges Broussine<sup>77</sup> a parlé du référendum avec un conseiller de l'ambassade soviétique, qui lui a dit : « *Si vous perdez le référendum, ce ne sera pas la faute de la gauche, qui est désorganisée, mais celle de vos amis, qui n'ont pas su mener cette bataille. Quant à nous, vous savez parfaitement que nous ne souhaitons pas la défaite du général De Gaulle* ».

Belle confirmation de ce qu'on savait déjà !

---

<sup>77</sup> – Georges Broussine, créateur en 1966 d'une lettre d'information, *La politique, ce matin*, qui faisait autorité.



— *Et De Gaulle, comment réagit-il aux mauvais sondages ?*

— Roger Frey l'a vu mardi, il l'a trouvé parfaitement serein, tout à fait décontracté et absolument prêt à partir au cas où le non l'emporterait. Dans le discours qu'il prononcera vendredi soir, il répétera d'une manière très précise qu'il n'a aucune intention de se conduire en dictateur et que s'il est désavoué par le pays, il se retirera immédiatement, sans esprit de retour, ce qui ne fait que confirmer la conversation qu'il avait eue avec Louis Vallon et que celui-ci m'avait résumée.

\*  
\*   \*   \*

*En mars 1972, le contre-amiral De Gaulle résuma ainsi, dans une lettre à Louis Vallon, l'esprit du texte proposé au référendum le 28 avril par son père :*

« — *la Participation, seule solution possible entre le collectivisme et le capitalisme. Mai 1968 n'avait fait que le confirmer.*

— *la Régionalisation. Il s'agissait de rétablir l'équilibre entre la région parisienne monocéphale et atteinte de boulimie technocratique, et le corps ou les membres débiles d'une province devenue proportionnellement insuffisante (je suis payé pour savoir combien cette disproportion croissante rend fragile la Défense Nationale en général, et difficile sa Dissuasion, et même sa Défense Opérationnelle ou Populaire du Territoire)*

— *la rénovation du Sénat en Assemblée d'élaboration et de conception économique et sociale préalable [...] par sa fusion avec le Conseil Économique, et sa transformation en représentation départementale (voire cantonale !) en véritable représentation régionale [...]. »*

*Le résultat négatif du référendum le 28 avril entraîna la démission de De Gaulle, puis l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République.*

\*  
\*   \*   \*

**18 mars 1970**

— *Cette fois, De Gaulle semble définitivement hors circuit.*

— J'ai vu récemment Louis Vallon, qui m'a confirmé qu'il n'entretenait plus aucun contact avec le général et que celui-ci lui paraissait de plus en plus éloigné de la politique quotidienne.

S'agissant d'un éventuel retour de De Gaulle au pouvoir, Vallon le croit de moins en moins. Il dit toutefois qu'il n'est pas absolument impossible que dans l'hypothèse d'un événement important, le général ne fasse une déclaration. Mais visiblement, du côté de Vallon, le cœur n'y est plus.

Quant à Couve de Murville, Vallon dit qu'il se rend régulièrement à l'inspection générale des Finances, où il a repris ses fonctions sinon d'une façon complète, du moins suffisante pour justifier son rattachement à cette administration.

**7 décembre 1970**

— *Les relations entre De Gaulle et Couve de Murville étaient-elles aussi confiantes qu'on le disait ?*

— J'ai rencontré Georges Broussine voici peu et il m'a parlé de Pierre Maillard, aujourd'hui ambassadeur à l'Unesco après avoir été quatre ou cinq ans le conseiller diplomatique du général à la présidence de la République. Il y exerçait une influence certaine sur le général, ce que Couve ne lui pardonnait pas. Car Broussine m'a précisé que Couve n'avait pas toujours été un exécutant aussi fidèle qu'on le croit généralement de la politique de De Gaulle. C'est un son de cloche nouveau, très intéressant, dont Broussine m'a donné un ou deux exemples, d'après Maillard.

Le premier se rapporte aux négociations sur le plan Fouchet d'organisation de l'Europe. Maillard attira l'attention du général sur certains aspects de la position du Quai qui risquaient d'engager la France vers la supranationalité. Couve n'en disait rien à De Gaulle, a dit Maillard, et couvrait donc une politique inverse de celle du chef de l'Etat. À la suite de la mise en garde de Maillard, le général intervint, au grand mécontentement de Couve qui chercha par la suite à se venger de Maillard.

Plus tard, Maillard devint secrétaire général adjoint à la Défense nationale. C'était le moment où se posaient les problèmes du survol du territoire français par les avions américains après le départ de la France de l'OTAN. Pompidou était Premier ministre. Il y eut une réunion et Maillard prépara une circulaire ayant pour but de bien préciser les conditions du survol pour éviter tout incident avec l'armée américaine, et Pompidou signa la circulaire. Couve, mécontent de n'avoir pas été directement chargé de l'affaire, semble avoir été plus ou moins mêlé aux indiscretions de presse présentant l'affaire comme la preuve que De Gaulle améliorerait ses relations militaires avec les Etats-Unis. Le général, furieux, adressa de dures critiques à Pompidou et à Maillard.

Lorsque Couve devint Premier ministre, il releva immédiatement Maillard de ses fonctions. Quant à Pompidou, il crut en 1968 que l'incident avait été machiné par Couve aidé de Maillard dans le dessein d'irriter De Gaulle contre lui et de faciliter la montée de Couve vers le pouvoir. Aussi en voulut-il lui aussi beaucoup à Maillard, à tort évidemment.

### **22 mars 1971**

— *De Gaulle ne regrette-t-il pas d'avoir fait procéder à certaines exécutions à la Libération?*

— Mazoyer, notre ambassadeur à Damas, a dîné récemment avec Pierre-Henri Teitgen, ministre de la Justice en 1945. Ils étaient trois ou quatre à table. Teitgen a parlé en toute confiance. Un jour de 1945, il a apporté des dossiers de condamnés à mort au général, alors président du gouvernement provisoire, pour qu'il en gracie certains ou qu'il confirme des condamnations. Parmi les dossiers, se trouvait celui d'un milicien qui était très lourd : dénonciations, police, meurtre... Mais comme le garçon était très jeune, Teitgen, après avoir beaucoup hésité, proposa de commuer la peine de mort en travaux forcés à perpétuité.

Le général prend les dossiers. Arrivé à celui-ci, il le regarde, le lit et blêmit, puis demande à Teitgen :

— *Le connaissez-vous ?*

— *Non.*

— *Pouvez-vous me jurer devant Dieu que la proposition de grâce que vous faites vous paraît justifiée ?*

— *Devant Dieu, non, mais devant ma conscience, oui.*

Alors De Gaulle signe la commutation de la peine de mort en travaux forcés à perpétuité. Puis il dit à Teitgen :

— *C'est mon petit-neveu.*

Teitgen ajoute que s'il avait proposé la mort, « *bien entendu De Gaulle l'aurait signée* ».

\*

\*   \*   \*

## **16 février 1978**

— *Il paraît qu'Auguste Lecœur vous a parlé de De Gaulle ?*

— Au cours d'une conversation que j'ai eue hier avec lui, il m'a révélé qu'en 1958, le général lui avait proposé de devenir ministre du Travail, ce qu'il avait refusé.

De Gaulle lui avait alors dit qu'il gardait de Maurice Thorez le souvenir d'un homme d'Etat. La preuve en était, expliquait-il, que souvent, au Conseil des ministres, c'était Thorez qui le soutenait contre les autres ministres communistes lorsqu'il se montrait partisan d'une politique plus modérée.

Auguste Lecœur m'a rappelé qu'avant chaque Conseil, les ministres communistes se réunissaient et se répartissaient les rôles : toi, tu seras dur, exigeant et s'il faut céder, c'est Maurice qui cédera. « *De Gaulle, a ajouté Auguste Lecœur, n'a sûrement jamais imaginé ce jeu pourtant bien connu du Parti communiste* ».

## **6 juin 1978**

— *Ne deviez-vous pas rencontrer un ancien ministre du gouvernement de Vichy ?*

— Je viens de déjeuner avec François Lehideux, qui a été pendant deux ou trois ans ministre du maréchal Pétain, après avoir été directeur général des usines Renault et avec lequel j'avais eu autrefois d'excellentes relations, qui s'étaient espacées.

Au cours de ce déjeuner, il m'a raconté l'anecdote suivante. Deux ou trois ans avant la guerre d'Algérie, il a rencontré le général De Gaulle, qui était à ce moment-là fort éloigné du pouvoir. L'audience lui avait été ménagée par des amis qui avaient appartenu à la Résistance, peut-être par Michel Debré qu'il connaissait très bien. Reçu par le général à l'hôtel Lapérouse à l'occasion d'un de ses déplacements à Paris, Lehideux a commencé par lui rappeler son itinéraire politique, expliquant qu'il avait été ministre du maréchal, qu'on l'avait arrêté à la Libération, condamné à deux ans de prison, etc. Le général lui répondit qu'il trouvait cela tout naturel, mais qu'il était heureux de le rencontrer car lui, Lehideux, n'avait certainement rien à se reprocher.

Ensuite, la conversation avait dévié sur le maréchal Pétain. Le général a d'abord justifié son comportement à l'égard du maréchal en invoquant la raison d'Etat. Puis il s'est lancé, m'a dit Lehideux, dans un éloge du maréchal qu'il n'avait jamais entendu de la bouche de personne. Et après vingt minutes de cet éloge, le général a conclu : *« Malheureusement pour lui, le maréchal Pétain était trop grand pour les Français, qui ne le méritaient pas »*.

*De toute évidence, De Gaulle, qui détestait Pétain après l'avoir servi, cherchait à séduire Lehideux pour s'en faire un appui.*

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

## CHAPITRE IV

### GEORGES POMPIDOU DE MATIGNON À L'ÉLYSÉE

*Georges Pompidou, qui n'avait pas pris parti sous l'Occupation, fut approché de près à l'hôtel de Matignon, puis à l'Élysée, par Georges Albertini, qui l'aida et épaula aussi ses deux principaux conseillers, Pierre Juillet et Marie-France Garaud. Au fil des ans, Albertini le jugea différemment.*

**18 mai 1962**

— *On s'étonne toujours de la nomination de Pompidou à Matignon.*

— S'il s'agissait d'être un vrai Premier ministre, il manque tout à fait d'expérience et de compétence pour cela. Mais il ne s'agit que d'être le directeur du cabinet de De Gaulle et il en a toutes les qualités : une intelligence souple, une réelle culture, des dons de rédaction et de synthèse pour présenter des notes ou rapports au président, un dévouement total à sa personne. C'est un chef d'état-major, il en possède les qualités. Ce n'est pas un général commandant en chef comme doit l'être un vrai Premier ministre.

Il ne connaît rien à la vie parlementaire, n'y ayant été mêlé ni de près, ni de loin. Il ignore tout du fonctionnement des partis. Il a sur ces domaines de la vie politique les vues assez courtes d'un homme intelligent et d'un haut fonctionnaire qui a vécu cela de l'extérieur. Il est certainement, par ses origines, sympathique aux moyens de la vie démocratique : Parlement, partis, et il souhaite s'entendre avec eux. Mais son avis n'a aucune importance, seul compte celui de De Gaulle.

Dans ses activités passées, deux éléments présentent de l'importance. Quand il était étudiant, fils d'instituteur, il était socialiste. Cela voulait dire, vers 1930, qu'on se montrait favorable à un rapprochement avec l'Allemagne démocratique, partisan de la Société des Nations et

du désarmement, proche des idées d'Aristide Briand sur une association des pays européens, antifasciste et assez sectaire en politique intérieure (laïcité et étatismes). Il est certain qu'une partie de ces idées-là subsiste en lui. En particulier, son orientation socialisante au point de vue sentimental est certaine, un peu ce que sont les libéraux d'Harvard qui entourent le président Kennedy.

Mais cette première influence a été écrasée par sa collaboration avec De Gaulle qui dure depuis 1945 : dix-sept ans. C'est ce qui l'a marqué définitivement et aide à comprendre ce qu'il est. Cela a tout repoussé dans le lointain et permet de savoir où il va.

Premier point : en tout, il partage les idées de De Gaulle. Par conséquent, comme lui, il est partisan de l'Alliance atlantique, mais vigoureusement hostile aux Américains, à la politique américaine. C'est le fond même du gaullisme depuis 1942, on ne doit jamais l'oublier. Il ne fera rien, pour détendre les rapports franco-américains, qui ne serait commandé par De Gaulle.

Sur l'Europe, il est certainement moins hostile à l'intégration que Michel Debré, à cause justement de ses origines socialistes, des influences universitaires de gauche à l'École normale supérieure, celles de Jaurès, de Léon Blum, de Briand, mais il épouse toutes les vues de De Gaulle. Par suite des relations bancaires qu'il a nouées chez Rothschild, il a appris à connaître les milieux d'affaires britanniques et comme ces milieux, quand ils sont intelligents, se montrent pro-européens, il en résulte certainement que Pompidou doit être assez orienté vers l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. Mais là encore, il se conformera à l'avis du général.

Sur l'OTAN, rien n'indique une différence avec De Gaulle.

En ce qui concerne l'Afrique du Nord, il était le directeur général d'une banque qui a beaucoup investi dans le pétrole et qui a des intérêts nombreux dans les mines d'Algérie, et plus généralement dans toute l'Afrique du Nord. Son optique est donc qu'il faut s'entendre avec le FLN pour garantir dans l'avenir les investissements français. C'est un problème dont il a parlé lors des premiers contacts secrets avec le FLN. Il avait très tôt reçu à ce sujet de nombreux apaisements. Cela n'a fait que le confirmer dans ses vues sur l'indépendance de l'Algérie.



Toutefois, en 1960-1961, les personnes du groupe Worms qui le voyaient régulièrement au conseil d'administration de Francarep ont eu l'impression à plusieurs reprises qu'il trouvait que De Gaulle faisait trop de concessions en Algérie et ne se rendait peut-être pas assez compte de toutes les haines qu'il accumulait. D'où ses hésitations en fin 1961 devant les premières propositions qui lui étaient faites de succéder à Michel Debré.

Pompidou connaît peu les syndicalistes. Il les a reçus en 1958 au cabinet du général. Il les comprend certainement bien mieux que Debré à cause de ses origines politiques et sociales. Il leur parlera plus adroitement. Il est sûrement plus favorable aux syndicalistes et au syndicalisme que Debré. Mais il n'a pas de connaissance personnelle et directe des dirigeants syndicaux. Il a dit entre 1959 et 1961, parlant à des patrons, que chez Rothschild, il n'y avait pas de questions difficiles avec les syndicats parce qu'on les traitait bien. Il a ajouté aux patrons : « *Si vous avez des difficultés avec eux, c'est votre faute* ». Cela indique en partie dans quel sens il arbitrera.

À mon avis, l'influence que ses anciennes fonctions de directeur général de Rothschild peuvent exercer sur lui est la suivante : directement, ses associés à la banque n'en retireront rien qu'un supplément d'attaques dans la presse et de la part des partis de gauche. Le baron Guy était opposé à son entrée dans le gouvernement. La banque Rothschild est une maison d'une remarquable honnêteté, qui ne trafiquera ni de près, ni de loin. Mais elle est liée à De Gaulle depuis 1940, ce qui est très normal eu égard à la politique de De Gaulle pendant la guerre. Elle ne pouvait lui refuser Pompidou.

Indirectement, ses relations d'affaires, les habitudes qu'il a contractées et les choses qu'il a apprises doivent, à mon avis, l'incliner davantage que Debré vers une organisation économique de l'Europe plus étroite et en accord avec l'Angleterre ; le renforcer dans des convictions de décolonisation avec maintien d'avantages économiques pour la France, notamment au Maroc et au Sahara ; l'empêcher de se livrer à trop de démagogie économique et sociale, vers quoi le général aurait tendance à le pousser. Il a appris à connaître les mécanismes financiers et sait qu'il ne faut pas exagérer dans la démagogie à cet égard. Mais il est sûrement,

en matière financière, moins orthodoxe, moins conservateur que Debré.

De toute façon, ses idées n'ont aucune importance. Il ne fera que ce que De Gaulle voudra. Et, pour l'essentiel, il pense comme lui. Ce qui change, c'est la manière. Le souverain est abrupt et méprisant, le ministre est aimable et humain. C'est important sur le plan de la personne. Politiquement, c'est à peu près sans importance.

## 12 juin 1962

— *Georges Pompidou souhaitait-il devenir Premier ministre quand De Gaulle l'a nommé ?*

— Il y a quelques jours, Boris Souvarine a déjeuné avec le baron Guy de Rothschild, qu'il connaît bien et qu'il rencontre une fois par an environ. La conversation a, bien entendu, porté sur Pompidou parce qu'au cours de leur déjeuner précédent, Souvarine avait eu l'occasion de le rencontrer à la table du baron, dans la salle à manger de la banque.

Le baron lui a expliqué que Pompidou ne voulait absolument pas devenir Premier ministre. Boris Souvarine ayant ajouté : « *Dans ces conditions, De Gaulle a dû insister auprès de lui* », Guy de Rothschild a répondu : « *Il a fait beaucoup plus que cela. Il a littéralement menacé Pompidou en lui disant : « Si vous n'acceptez pas, vous vous en repentirez toute votre vie ».* Et Guy de Rothschild a commenté en indiquant que visiblement, De Gaulle aurait pris n'importe quelle mesure de nature à gêner considérablement Pompidou dans la suite de sa carrière.

Pompidou s'est donc laissé faire, mais il a eu plusieurs fois l'occasion de répéter au baron, depuis qu'il est Premier ministre, qu'à la première occasion il était bien décidé à s'en aller.

J'insiste sur la sûreté de cette information, qui m'est venue pratiquement sans intermédiaire et les phrases que je viens de citer donnent une indication aussi juste que si je les avais entendues de la bouche même de Pompidou.

\*

\*      \*

## 9 avril 1963

— *Les affaires de pétrole alimentent la chronique en ce moment.*

— J'ai vu ce matin Raymond Meynial, le nouveau chef de la banque Worms. Il a eu hier une conversation avec Georges Pompidou au sujet des négociations qu'il poursuit précisément sur les affaires de pétrole. La banque Worms possède, avec la banque Rothschild, les pétroles Antar. Or, les deux banques ont décidé de négocier la cession d'une fraction de leurs parts à l'Union générale des pétroles, la société d'Etat présidée par Pierre Guillaumat. Pompidou a conseillé à Meynial de ne pas faire trop de concessions à la société d'Etat, afin de conserver aux sociétés privées une indépendance suffisante.

Cette prise de position du Premier ministre contre les tendances socialisantes et étatiques en honneur actuellement dans beaucoup de milieux est à noter.

Par ailleurs, Georges Pompidou a manifesté son mécontentement contre le fait que la politique pétrolière se trouve entre les mains d'une véritable camarilla qui tient tout à la fois l'Union générale des pétroles, la direction des carburants au ministère de l'Industrie, etc. Il s'est déclaré désireux de briser cette franc-maçonnerie. Cela aussi est digne d'être noté car personne, depuis 1945, ne s'est soucié de faire respecter l'indépendance de l'Etat vis-à-vis d'un certain nombre de grands commis qui régissent toute la politique française du pétrole.

Georges Pompidou a également indiqué qu'il était tout à fait hostile à la nationalisation des banques d'affaires proposée par les socialistes et il a demandé à Raymond Meynial de l'aider à préparer des campagnes d'opinion contre cette idée.

L'ensemble de la conversation a donc montré que le Premier ministre était attaché à tout un ensemble d'idées libérales au point de vue économique.

## 21 juin 1963

— *On parle d'une nouvelle affaire de mœurs.*

— J'ai déjeuné avec René Sirjean et Bazangette, sous-directeur aux Renseignements généraux. Il paraît qu'il y aurait un petit

scandale Profumo<sup>78</sup> en perspective en France. Le scandale viserait [...] qui aurait, paraît-il, participé à quelques ballets roses d'un nouveau genre. La confiance en a été faite à l'inspecteur de police chargé de la protection de [...]. Ce dernier, une fois informé, aurait commenté : « *C'est un peu ennuyeux pour moi, j'y suis allé deux ou trois fois* ».

### 17 juillet 1963

— *Maintenant que le problème algérien est résolu, De Gaulle va-t-il rester à l'Élysée ?*

— Passy-Dewavrin m'a raconté ce matin la conversation de quarante-cinq minutes qu'il a eue hier avec le général. Ils ont notamment parlé politique et De Gaulle lui a dit qu'il voulait l'entretenir de questions strictement confidentielles. Ce que Dewavrin interprète de la façon suivante : il me recommande le secret pour que j'en parle.

Il lui a dit : « *Passy, je vais me retirer. Je suis fatigué physiquement et moralement, je crois que je dois passer la main. Que pensez-vous de Michel Debré ?* ». Dewavrin, qui comprenait parfaitement la portée de cette question, a commencé par lui répondre qu'il ne devrait pas s'en aller, réponse que De Gaulle attendait vraisemblablement. Au sujet de Michel Debré, il a estimé qu'il le trouvait très travailleur, très zélé, mais peu fait pour séduire le public. Dans l'ensemble, De Gaulle a ratifié ces jugements et a poursuivi : « *Alors, que pensez-vous de Pompidou ?* ». Dewavrin a répondu qu'il le trouvait très intelligent, très rond, très capable, mais pas toujours très sérieux. À quoi De Gaulle a répondu : « *Pour être rond, il est rond* ».

### 15 décembre 1963

— *On critiquait la nomination d'une personnalité non politique à Matignon, mais finalement, Pompidou semble s'être bien adapté à sa fonction.*

---

78 – John Profumo, ministre britannique contraint de démissionner du gouvernement Macmillan en janvier 1961 pour cause de liaison avec une prostituée dont un diplomate soviétique bénéficiait aussi des charmes.

— J'ai eu aujourd'hui une longue conversation avec Louis Vallon. Il estime que dans quelques mois, Pompidou ne sera plus Premier ministre, cela pour plusieurs raisons, dont la principale serait celle-ci : le général ne veut pas d'un homme politique comme Premier ministre, il n'a besoin que d'un véritable directeur de cabinet, donc un haut fonctionnaire. En nommant Pompidou, il avait pensé faire un bon choix. Or, il est aujourd'hui très mécontent de constater que Pompidou veut entreprendre une carrière politique autonome, un peu comme l'a fait Michel Debré. C'est pourquoi il voudrait se séparer de lui.

Vallon ne m'a pas dit s'il tenait ses informations du secrétaire général à la présidence Burin des Roziers, mais c'est vraisemblable.

### **29 janvier 1964**

— *N'y aurait-il pas du tirage entre le Premier ministre et les gaullistes de gauche de l'UDT?*

— Louis Vallon m'a raconté qu'il y a une semaine environ, Georges Pompidou avait reçu les parlementaires qui dirigent *Notre République*, l'hebdomadaire de l'UDT, notamment René Capitant, Louis Terrenoire et lui-même. Jacques Baumel était présent. Pompidou leur a reproché très sévèrement les articles favorables à la candidature de Gaston Defferre à la présidence de la République, publiés sous la signature de Pierre Billotte et René Capitant. Il a considéré sur un ton très vif que ces articles constituaient une espèce de trahison envers l'UNR. Il en est résulté une discussion très violente, notamment avec Vallon, qui a répliqué que Pompidou n'avait aucune qualité pour leur parler de la sorte. Ils se sont séparés dans une atmosphère assez froide, les parlementaires UDT ayant conscience, bien entendu, de s'être faits de Pompidou un solide adversaire.

Désireux de savoir si le Premier ministre leur avait parlé avec l'accord de l'Élysée, Vallon s'est ensuite rendu auprès de Burin des Roziers, à qui il a exposé ce qui s'était passé. Burin des Roziers a répondu que le général n'avait été nullement irrité, bien au contraire, par les prises de position du journal. Vallon en a conclu que Pompidou, à qui l'on prête l'intention de succéder au général, avait agi seul, dans un dessein uniquement personnel. D'où son sentiment que De Gaulle

n'a aucune inclination particulière pour la candidature éventuelle de Pompidou à la présidence de la République.

## 2 novembre 1965

— *Les choses s'arrangent-elles entre Pompidou et les gaullistes de gauche ?*

— Louis Vallon a déjeuné samedi dernier en compagnie d'André Malraux, avec qui il a évoqué quelques-unes des raisons de l'hostilité des gaullistes de la première heure à l'encontre de Pompidou. Ils lui reprochent notamment de n'avoir pas été gaulliste dès 1940. Ce serait la position d'hommes comme Malraux lui-même, et aussi Maurice Schumann, notamment. L'un d'eux aurait dit à Vallon: « *S'il devient président de la République, le voyez-vous portant le collier de l'ordre de la Libération ?* ».

À titre personnel, je note qu'en effet, ce serait assez pittoresque. Mais cette hostilité des gaullistes de la première heure, si elle est très vive sur le plan sentimental, ne touche finalement qu'une assez petite minorité, car ils ne sont pas très nombreux et l'on peut douter que le général y soit très sensible.

## 24 novembre 1965

— *Il paraît que le patronat se montre désormais réticent à l'idée de contribuer au financement des campagnes électorales.*

— La position des patrons a en changé. Lors des dernières élections législatives, il avait, dans l'ensemble, soutenu surtout des candidats non gaullistes. D'où une très vive colère du gouvernement, notamment du ministre de l'Intérieur qui a obtenu du patronat qu'il ferme sa caisse politique du 16 place de la Madeleine à Paris, dirigée par l'ancien préfet Cado<sup>79</sup>.

Lorsque la caisse eut disparu, au bout d'un certain temps les dirigeants de l'UNR se rendirent compte que cela présentait, même pour eux, de graves inconvénients. Diverses négociations eurent

---

79 – Henry Cado était l'un des dispensateurs de fonds du patronat dans les milieux politiques. Préfet, on l'avait révoqué en 1944 pour avoir été, sous l'Occupation, directeur adjoint de la Police nationale.

donc lieu. Elles aboutirent à un entretien entre Pompidou et Villiers, le président du Conseil national du patronat français, vers la fin de 1963 me semble-t-il. Pompidou demanda à Villiers d'organiser, sous certaines conditions, une nouvelle caisse de fonds parlementaires. Villiers refusa en invoquant un argument déterminant: « *Avec la nouvelle Constitution, l'élection principale est celle du président de la République. Si nous soutenions un candidat et qu'un autre soit élu, cela aurait de trop graves répercussions pour l'ensemble du monde patronal* ».

\*

\* \* \*

*Au premier tour de l'élection présidentielle, le 5 décembre, De Gaulle fut mis en ballottage, avec 44,65 % des suffrages contre 31,72 % à François Mitterrand et 15,57 % à Jean Lecanuet.*

### **13 décembre 1965**

— *La campagne pour l'élection présidentielle a été plutôt terne et même le Premier ministre n'a pas fait un gros effort en faveur de la candidature de De Gaulle.*

— Georges Pompidou voulait participer plus activement à la campagne. J'ai appris que c'était le général en personne qui avait pris la décision de l'empêcher d'intervenir à la télévision. Il considère que le Premier ministre ne jouit pas d'une popularité suffisante pour soutenir sa candidature dans les circonstances présentes.

*Au deuxième tour de l'élection présidentielle, le 19 décembre, De Gaulle fut élu par 55,2 % des suffrages contre 44,8 % à François Mitterrand.*

### **28 février 1966**

— *Pompidou a donc rencontré les principaux gaullistes de gauche.*

— Le mardi 22, il a déjeuné chez Pierre Billotte avec Louis Vallon, René Capitant, Gilbert Grandval, Léo Hamon et Jacques Debu-Bridel.

Il avait vu De Gaulle avant le déjeuner et il a prévenu ses interlocuteurs que le général ne voulait pas de scission à l'UNR, donc que la campagne de l'UDT devait cesser. L'échange de vues a été vif et difficile, mais Pompidou a ensuite dit à Baumel qu'à son avis, la situation entre la droite et la gauche de l'UNR s'était améliorée. Il a précisé que De Gaulle désavouerait l'UDT si elle allait trop loin dans son opposition au gouvernement.

Au cours du déjeuner, Louis Vallon, que j'ai rencontré avant-hier, a exposé à Pompidou la nécessité de laisser les gaullistes de gauche constituer une aile gauche de la majorité dotée d'une liberté d'action suffisante, sans briser toutefois l'unité de l'UNR. En pratique, cela veut dire que pour les élections de 1967, ils veulent avoir de 50 à 80 candidats qu'ils désigneront seuls, sans que Pompidou s'en mêle. Vallon pense avoir convaincu Pompidou. Selon Baumel, il n'en est rien.

Toujours d'après Vallon, des divergences auraient surgi chez les gaullistes de gauche, Billotte et Léo Hamon s'étant rapprochés de Pompidou tandis que Grandval et Capitant voudraient aller jusqu'à la scission avec l'UNR. Il ajoute que l'Elysée s'éloignerait des gaullistes de gauche, ce qui donnerait raison à Pompidou et à Baumel. Vallon m'a rappelé que De Gaulle ne l'avait pas soutenu, en 1962 et en 1966, alors qu'il voulait devenir ministre.

Lors des élections législatives de mars 1967, Louis Vallon, député de la Seine-et-Oise depuis 1962, ne fut pas réélu. Il reçut du Premier ministre, datée du 15 mars, une lettre ainsi rédigée qu'il montra à Georges Albertini :

*Mon cher Vallon,*

*Bien que vous ne cessiez de m'attaquer – à l'occasion de m'insulter – je tiens à vous dire que je regrette votre échec électoral.*

*Je le regrette au nom de notre ancienne amitié et pour le combat qui nous a unis si souvent.*

*Croyez à mes sentiments restés unilatéralement fidèles.*

*G. Pompidou*



## Remaniement ministériel

*Un nouveau gouvernement fut constitué le 7 avril, avec Couve de Murville aux Affaires étrangères, Michel Debré à l'Économie et aux Finances, Christian Fouchet à l'Intérieur, Louis Joxe à la Justice, Alain Peyrefitte à l'Éducation nationale, Raymond Marcellin au Plan et à l'Aménagement du Territoire... Valéry Giscard d'Estaing n'en fut pas membre.*

### 8 avril 1967

— *Le gouvernement a été vite formé, sans beaucoup de consultations.*

— Je sors d'une conversation de deux heures avec Jacques Baumel, qui m'a apporté des précisions détaillées sur la façon dont les choses se sont passées.

Le cabinet a été constitué directement par De Gaulle et Pompidou, pratiquement sans l'intervention de personne. Olivier Guichard, à l'inverse des fois précédentes, n'a joué aucun rôle. Seul Burin des Roziers a exercé dans quelques cas précis une certaine influence.

De Gaulle est intervenu personnellement pour les cas suivants :

— maintien dans leur ministère de Maurice Couve de Murville et de Pierre Messmer (Pompidou considérait que pour Messmer, c'était une erreur);

— nomination de Christian Fouchet, vieux gaulliste que De Gaulle estime et à qui il voulait donner de l'avancement (Pompidou ne le souhaitait pas et Baumel tient l'intéressé pour malhabile);

— nomination d'Alain Peyrefitte, car De Gaulle aime son caractère assez fermé, son style plutôt sec et hautain. Il considère que c'est le type du grand commis de l'Etat. Jacques Baumel pense que s'il réussit, il bénéficiera d'autres promotions. Il ajoute que Pompidou considère Peyrefitte comme l'homme de l'Elysée chargé en partie de le surveiller;

— nomination d'Yves Guéna, probablement à la demande de Michel Debré qui n'osait pas en parler directement à Pompidou et qui aurait agi par l'intermédiaire de Burin des Roziers. De Gaulle a téléphoné lui-même, fait rarissime, à Pompidou, le vendredi 7, à seize heures,

pour exiger qu'on donne un portefeuille à Guéna. Du fait de cette intervention, Jacques Marette, ministre des PTT à seize heures, ne l'était plus à dix-sept. Pompidou en était désolé, mais il ne pouvait proposer aucun autre ministère à Guéna ;

— nomination de Georges Gorse, que De Gaulle apprécie personnellement après son ambassade à Alger et qui lui paraît utile pour donner un air plus à gauche au ministère : Gorse est un ancien SFIO, mais toujours bien vu des socialistes, et aussi des éléments gauchisants préoccupés par les problèmes du Tiers monde.

— *Et pour notre ami Henri Duvillard ?*

— Il fallait remplacer Alexandre Sanguinetti au ministère des Anciens combattants et l'affaire tient de la comédie. On avait pensé à Jean Chamant, qui vint expliquer qu'il n'avait pas fait la guerre. De Gaulle dit alors à Pompidou : « *J'ai un excellent Corse pour succéder à Sanguinetti. Il a fait une guerre magnifique et montre de grandes qualités, c'est Bozzi* ». Celui-ci, nouveau député d'Ajaccio, fut convoqué par Pompidou. Il apparut qu'il n'avait pas davantage le moindre titre de combattant et lui-même refusa d'ailleurs le ministère. Comme il était tard et qu'on ne pouvait plus attendre, Pompidou se fit apporter la liste des membres du bureau du groupe V<sup>e</sup> République à l'Assemblée. Pas question de prendre Henry Rey, le président du groupe. Le second sur la liste était Henri Duvillard, député du Loiret. Il fut choisi. Convoqué par Henry Rey pour se l'entendre dire, très ému il fondit en larmes. Et en présence de Pompidou, il éclata de nouveau en sanglots devant cette consécration si brutale, si inattendue, mais tellement désirée !

Quand on connaît ces détails, on ne peut que sourire devant les explications politiques souvent données à la nomination de tel ou tel. L'incident Bozzi a en tout cas provoqué chez Pompidou et chez Baumel cette remarque : « *Le général vieillit* ».

Burin des Rozières, sans intervenir directement, a favorisé aussi la nomination d'Edgard Pisani, gaulliste de gauche comme lui et dont il a voulu renforcer la position dans le Maine-et-Loire en contribuant à éliminer Jean Foyer du ministère de la Justice, considéré comme trop à droite et trop proche de Debré. Baumel qualifie l'élimination de Foyer

de faute susceptible de bouleverser l'équilibre électoral du Maine-et-Loire et même de la région.

— *Pompidou a donc laissé faire...*

— Le Premier ministre s'est entremis personnellement pour des mutations très significatives, non perçues par la presse, mais de grande importance.

Ainsi, il a promu Raymond Marcellin, qu'il apprécie beaucoup. Il a grande confiance, à juste titre, en son flair politique. Comme lui, Marcellin est un homme de contacts, très pragmatique, qui ne croit ni aux partis, ni aux idées, seulement aux hommes. En outre, Pompidou le considère comme indispensable, apte à surveiller et contrer Giscard d'Estaing dans le groupe des Indépendants. Baumel estime qu'avec Pompidou, Marcellin obtiendra encore de l'avancement. Pour moi, Marcellin, très équilibré et d'une très bonne orientation politique, constitue un choix excellent.

Comme conseiller politique principal de Pompidou, Marcellin va remplacer Olivier Guichard. En nommant celui-ci à un ministère technique, Pompidou l'éloigne un peu, montrant que sa toute-puissance à Matignon est terminée. Pour quelle raison? Baumel, intime de Guichard, n'en sait rien.

La nomination de Roger Frey aux relations avec le Parlement, qu'il avait commencé par refuser, a au moins deux significations: d'abord, il faut un ministre très expérimenté pour les contacts avec le Parlement actuel, plus difficile à manier que le précédent; ensuite, ce poste lui permettra de collaborer avec Baumel à la mise en place des structures nouvelles du Mouvement pour la V<sup>e</sup> République.

L'élimination de Charles de Chambrun a été rendue nécessaire par la nomination de Maurice Schumann. Tous deux représentent les MRP ralliés à la V<sup>e</sup> République et la faible importance de leur groupe ne justifiait pas qu'on les gardât tous les deux au gouvernement.

La crise a confirmé l'autorité considérable de Georges Pompidou sur l'ensemble de la majorité. Michel Debré a tenté de peser de tout son poids contre certains choix, il lui a envoyé d'heure en heure des notes rédigées en un style impérial. Finalement, il s'est incliné et Baumel m'a dit: « *À présent, Pompidou est vraiment le patron. Il est fort, dur,*

*habile, sceptique. Il croit qu'on peut tout arranger, qu'on peut acheter les opposants et les adversaires par des faveurs. C'est un nouveau Pierre Laval, vous verrez! »*

C'est vendredi soir, après la formation du gouvernement, que Pompidou a convoqué Baumel. Il a parlé une heure et demie avec lui pour lui raconter tout cela. Il l'avait aussi appelé pour adoucir son amertume de ne pas avoir obtenu de ministère, et aussi pour envisager avec lui ce qu'il fallait faire de l'ex-UNR dans les prochains mois. Baumel a reçu une triple tâche : l'étude des structures du nouveau mouvement, la recherche de soixante candidats pour les soixante circonscriptions importantes où l'UNR a été battue, et la préparation des élections cantonales d'octobre prochain.

— *Baumel ambitionnait un ministère. N'a-t-il pas insisté?*

— Après m'avoir rapporté cette conversation, il est venu aux remarques suivantes. Pompidou et les autres responsables de la majorité veulent qu'il reste le secrétaire général du Mouvement, car lui seul peut se charger des tâches assignées par Pompidou. Lui-même le pense aussi, mais il estime que beaucoup d'influences et de causes jouent plus ou moins contre lui, qu'il énumère ainsi :

— bien qu'il soit gaulliste depuis 1940, De Gaulle n'a pas aimé que, de 1944 à 1947 jusqu'au RPF, il ait participé à deux mouvements politiques et parlementaires, le MLN et l'UDSR<sup>80</sup> ; pour De Gaulle, il est un peu trop politicien ;

— dans ses fonctions à la tête du mouvement gaulliste, il se fait nécessairement des ennemis : il rappelle à la discipline, refuse, demande ou ordonne ; sa fonction le fait apparaître comme un « dur » du gaullisme, ce qu'il n'est pas ;

— Pompidou n'aime pas les partis, UNR y compris, donc pas non plus son secrétaire général, même si, personnellement, Baumel est en bons termes avec lui ; l'entourage de Pompidou connaît son aversion et souligne toujours ce qui, dans l'esprit du Premier ministre, peut nuire à l'UNR, et Baumel en est victime ;

---

80 – MLN (Mouvement de Libération nationale) et UDSR (Union démocratique et sociale de la Résistance), deux mouvements politiques groupant d'anciens résistants ou membres de la France libre.

— politiquement enfin, Baumel est anticommuniste, assez européen, pas du tout anti-américain et orienté à droite en matière économique et sociale, par surcroît favorable à un rapprochement avec le Centre. Tout cela réuni lui nuit plutôt.

En conséquence, Baumel voit son avenir de la manière suivante : il reste secrétaire général du mouvement jusqu'au lendemain des élections cantonales, jusqu'en fin d'année au plus tard. À ce moment, ou bien il devient ministre, comme Pompidou le lui a laissé entendre, lors du remaniement gouvernemental envisagé à cette date ; ou bien, s'il n'est pas ministre, il devient, comme il le souhaite, ambassadeur ou président d'une entreprise nationale. Il pourrait aussi quitter la politique et entrer dans les affaires. Il a cinquante ans, ne dispose d'aucune fortune, n'a pas de situation et en cas de changement politique, il n'aurait aucun moyen pour vivre. Bien entendu, il m'a dit cela vingt-quatre heures après une déception et son propos peut être révisé.

D'une manière générale, des informations émanant de Pompidou et rapportées par Baumel, et des indications fournies par Baumel lui-même, on peut tirer quelques conclusions :

— le général s'occupe de tout, mais comme tout vieillard, il devient tatillon et commet plus d'erreurs qu'auparavant ;

— Pompidou est maintenant très solide ;

— la tutelle du général commence à être ressentie par le Premier ministre avec un peu d'irritation. Pompidou a dit à Baumel : « *Personne ne saura ce que je subis, ni les trésors d'ingéniosité qu'il faut déployer pour tenir et agir comme on croit que c'est le mieux* ».

Il existe beaucoup de divergences à l'intérieur du camp gaulliste, mais la période où l'on forme un gouvernement est celle des vocations proclamées et des ambitions déçues, donc celle où les intrigues foisonnent et où les oppositions sont les plus apparentes.

### **8 janvier 1968**

— *On dirait que l'autorité de Georges Pompidou sur la vieille garde gaulliste s'est affirmée.*

— Baumel a participé aujourd'hui, à l'hôtel de Matignon, à un déjeuner qui rassemblait, autour de Pompidou, Chaban-Delmas, Frey,

Foccart et Baumel, Guichard s'étant excusé. Le Premier ministre a trouvé la situation générale très améliorée. Les divisions de la gauche vont croissant, estime-t-il, et la majorité s'est au contraire consolidée. Sauf accident imprévisible, il n'envisage pas de dissolution de l'Assemblée avant au moins trois ans. Baumel trouve que Pompidou mène sa barque très adroitement et qu'il est en train d'user Giscard d'Estaing.

Baumel, appuyé par Chaban, a évoqué le problème de la lutte contre le communisme. Pompidou a répondu qu'il ne pouvait pas s'en occuper directement et il a conseillé à Baumel de traiter cela avec Pierre Someveille<sup>81</sup>, auquel il a donné toutes instructions et autorisations nécessaires.

\*  
\*   \*   \*

## 2 mai 1968

— *À quoi attribuer le malaise de plus en plus perceptible au sein de la majorité ?*

— Au lendemain du débat de l'Assemblée nationale sur la publicité à l'ORTF, Jacques Baumel m'a donné différentes indications.

Il est exact qu'à l'intérieur de la majorité, les difficultés s'aggravent entre Pompidou et Giscard d'Estaing, moins pour des raisons politiques que par suite de l'animosité existant entre les deux hommes. Giscard d'Estaing ne pardonne pas à Pompidou de l'avoir éliminé du nouveau gouvernement.

Baumel a eu l'occasion de parler avec Guy Mollet et il s'est aperçu que la cause profonde de son hostilité à Pompidou était celle-ci. Avec De Gaulle ou avec Giscard, dit Guy Mollet, nous savons où nous allons, c'est-à-dire que nous n'aurons jamais de dictature sous aucune forme. En revanche, Pompidou est un nouveau Pierre Laval, il est capable de faire n'importe quoi pour arriver au pouvoir. Nous n'avons aucune confiance dans sa volonté de préserver la démocratie.

À titre personnel, j'observe que la comparaison de Guy Mollet est en

---

81 – Pierre Someveille, collaborateur de Maurice Papon à la préfecture de Bordeaux en 1944, puis son directeur de cabinet à la préfecture de Paris en 1961, avant de devenir celui du ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin en 1968.

partie fondée sur la ressemblance physique de Pompidou et de Laval. Je complète en disant que Pompidou ressemble aussi à André Tardieu et à Edouard Herriot. Toutefois Laval, précisément, quoi que l'on pense de la politique qu'il a pu conduire entre 1940 et 1944, était l'inverse d'un dictateur, mais au contraire un parlementaire né. En tout cas, Baumel s'est aperçu que l'hostilité que la gauche manifeste à Pompidou ne vient pas seulement de la politique qu'il conduit, mais aussi des idées qu'on se fait sur son personnage et sur ses intentions.

D'une conversation récente avec Jacques Foccart, Baumel a tiré la conviction que De Gaulle supportait de plus en plus mal de voir le gouvernement menacé par la faiblesse de sa majorité. Il lui paraît certain que le général n'a pas abandonné l'idée d'une dissolution du Parlement. Foccart a dit à Baumel que cette éventualité le préoccupait, car De Gaulle s'imagine que l'UD V<sup>e</sup><sup>82</sup> s'est beaucoup améliorée, beaucoup réorganisée depuis un an. Or, ajoute Foccart, personne n'ose lui dire la vérité, c'est-à-dire que le parti gaulliste ne s'est pas organisé du tout. Aussi, a conclu Foccart, devrai-je être bientôt dans la triste nécessité de lui dire que s'il veut dissoudre, il doit savoir que l'UD 5<sup>e</sup> n'est pas beaucoup plus prête à de nouvelles élections que l'opposition. Foccart pense que s'il parvient à lui faire entendre raison, il le conduira à envisager l'hypothèse de la dissolution d'une façon plus réfléchie.

### La crise de mai 1968

*Durant les événements de mai 1968, mes contacts s'espacèrent avec Georges Albertini, mobilisé par quantité de réunions et consultations souvent tard dans la nuit. C'est par la suite qu'il m'en détailla les épisodes les plus marquants.*

**29 mai 1968 au matin** (le départ de De Gaulle pour l'Allemagne n'était pas encore connu).

— *Que fait l'opposition en ce moment ?*

---

82 – Nouvelle appellation du parti gaulliste.

— Une opération politique est en cours autour de Pierre Mendès France, menée par deux séries de groupes très différents. Le premier rassemble ceux qui s'efforcent de canaliser de leur côté le dynamisme révolutionnaire du mouvement étudiant, considéré à la fois comme antigaulliste et anticommuniste. C'est notamment le point de vue du PSU, de la CFDT et de la Fédération de l'Éducation nationale. Le second groupe est composé des libéraux de gauche et du centre, ceux qui avaient déjà permis la montée au pouvoir de Mendès France en 1954 et qui le jugent capable de tenir mieux qu'un autre devant une offensive communiste, tout en pratiquant une politique de gauche, de type socialiste traditionnel. Ce groupe comprend un nombre important de hauts fonctionnaires, de membres du Conseil d'Etat, etc. Et, sur un plan plus populaire, il éveille des échos certains à Force ouvrière, où les militants de tendance socialiste, anticommunistes, voient dans une opération Mendès le moyen à la fois de se débarrasser du gaullisme et de résister au communisme. Enfin, il faut noter que cette opération bénéficie, du côté de la majorité gouvernementale, d'un certain préjugé favorable, étant donné les relations anciennes que de nombreux gaullistes entretiennent avec Mendès. On se souvient, par exemple, que Chaban-Delmas et Fouchet ont été ses ministres.

D'après des renseignements sûrs qui m'ont été fournis par André Bergeron<sup>83</sup> ce matin, les communistes redoutent que cette opération Mendès ne progresse et ne complique leur schéma de solution pour la crise. Comme on a pu le voir hier, *Le Monde* trempe à fond dans cette opération et il est vraisemblable qu'un journal d'opposition comme *L'Aurore* va s'y rallier.

Parallèlement, la recouvrant dans une certaine mesure, mais ne se confondant pas avec elle, figure la politique officielle de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste telle que François Mitterrand l'a définie dans son discours d'hier. Cette politique a pour objectif la constitution d'une équipe gouvernementale axée autour de la Fédération, c'est-à-dire, en fait, de Mitterrand et de Guy Mollet, avec

---

83 – Secrétaire général de la confédération syndicale CGT-Force ouvrière, après avoir été l'un des correspondants de Georges Albertini en Franche Comté



un prolongement sur sa gauche, les communistes, et un autre sur sa droite, des centristes et même peut-être certains gaullistes : en gros, pour fixer les idées, des hommes comme Defferre, Abelin, Jacques Duhamel, Edgar Faure, Pisani, Sudreau et même, dans une circonstance particulièrement grave, Giscard d'Estaing ou des hommes agissant en accord avec lui.

Cette opération, parlementairement imaginable, n'aurait évidemment dans le pays que peu d'impact en face de la force communiste et de la CGT. Mitterrand l'a lancée, mais elle se trouve affaiblie dans la mesure où elle contrarie l'opération Mendès et où, par conséquent, Mitterrand ne peut pas compter sur tous les soutiens qui vont à Mendès. Il en a probablement conscience et c'est la raison pour laquelle il a cité le nom de Mendès dans sa conférence de presse, pour ne pas couper les ponts de ce côté.

— *Et les communistes ?*

— L'opération Mitterrand inquiète vivement le Parti communiste, comme l'opération Mendès d'ailleurs, mais pour d'autres raisons. Avant même le discours de Mitterrand, ils n'ont pas manqué de la dénoncer, dans *l'Humanité* du 28, par des déclarations de leur bureau politique. Et tout indique qu'ils ont monté une contre-offensive très forte lors de la réunion d'hier soir avec la Fédération. Sans disposer d'informations directes sur cette réunion et en analysant les nouvelles de la presse et de la radio, on peut conclure que Mitterrand, soumis à une dure pression de la part des communistes qui n'ont pas manqué de lui faire sentir sa faiblesse devant les neuf millions de travailleurs en grève, a reculé par rapport à sa conférence de presse. Il a promis aux communistes qu'ils feraient partie du gouvernement provisoire et qu'il en irait de même dans le gouvernement suivant les élections législatives. Il est possible que les communistes lui aient fait, de leur côté, la concession que figurent dans ce gouvernement un ou deux centristes acceptés par eux pour des raisons diverses, et d'abord parce qu'ils ne représentent aucune force véritable dans une situation révolutionnaire.

À la suite de cette réunion, on peut penser, sans en être absolument certain, que les communistes ont regagné une partie du terrain perdu du fait de la prise de position publique de Mitterrand. Sur ce point,

la bataille est toujours engagée entre eux et la Fédération. Et l'on peut estimer que l'accentuation de l'offensive politique des communistes, soit par des manifestations de rue, soit en faisant durer les grèves, a pour but non seulement d'user le gouvernement, mais de faire sentir leur force à leurs alliés de demain, pour les amener à des concessions aussi larges que possible avant même la prise du pouvoir. On est là d'ailleurs devant une tactique classique et bien connue des communistes.

— *Mais quelle est leur véritable intention ?*

— Les communistes ne semblent toujours pas décidés à une opération politique de violence ou d'insurrection, bien au contraire. Ils poursuivent inexorablement leur tactique d'arrivée au pouvoir en asphyxiant le gouvernement légal, car ils estiment, à tort ou à raison, que le gouvernement faiblit. Ils ont donc tendance à accentuer leur opération. C'est la raison pour laquelle, depuis quelques jours mais surtout depuis hier, ils mettent au premier plan la formation d'un gouvernement populaire et d'union démocratique. Et ils engagent maintenant la CGT dans cette bataille. À cause de cela, la CGT durcit sa position sur le front des grèves, s'efforce de freiner les reprises du travail, en tout cas dans la capitale, voulant ainsi conserver un moyen de pression. Les autres confédérations syndicales se rendent compte de cette opération du Parti communiste, mais la CFDT en particulier est tellement engagée dans l'anti-gaullisme qu'elle n'a pratiquement pas d'échappatoire, sauf à essayer de faire triompher la solution Mendès.

— *Comment s'orientent les autres confédérations syndicales ?*

— Le fait fondamental décrit par André Bergeron est que toutes sont débordées, y compris la CGT. Il a reçu des informations de ses unions départementales, c'est-à-dire de plus de quatre-vingts d'entre elles, indiquant que sur place, la CGT était submergée par des éléments jeunes, de même que la CFDT et que FO. Il continue à penser, bien que moins fermement qu'il y a quelques jours, que la CGT désirerait la fin des conflits, mais qu'elle ne peut l'imposer, d'autant moins qu'elle nourrit les préoccupations politiques dont j'ai parlé.

On risque donc le contournement des états-majors syndicaux, ce qui leur interdit pratiquement de proposer publiquement une reprise du

travail. Bergeron estime, en ce qui concerne sa propre confédération, qu'il a besoin de trois ou quatre jours pour la reprendre complètement en main et l'orienter dans un sens plus apaisé.

Il dit aussi que si, par certaines concessions faites dans les deux secteurs clés que sont la RATP et la SNCF, le gouvernement remettrait la circulation en marche dans le pays, cela produirait un choc qui permettrait aux éléments syndicaux les plus modérés de disposer d'une arme efficace contre la CGT et le Parti communiste. Ce qui est grave dans ce que dit Bergeron, c'est que cette action ne peut se produire que dans un délai de plusieurs jours, alors que l'offensive communiste et cégétiste se poursuit inlassablement.

— *Et au gouvernement ?*

— En tant que tel, le gouvernement n'existe plus beaucoup. Seul Pompidou gouverne véritablement, et suscite de tous côtés l'admiration par ses qualités intellectuelles et son caractère exceptionnel. Il est visible que lui seul donne au général la liberté de manœuvre dont il peut encore disposer. Là-dessus, les témoignages sont unanimes.

Mais il semble que certains familiers de l'Elysée, sinon le général lui-même, se demandent si le référendum projeté<sup>84</sup> ne serait pas plus facilement gagné en changeant complètement l'équipe gouvernementale et en nommant un gouvernement rénové. Sans qu'il soit possible de donner de véritables précisions à ce sujet, il apparaît, d'après diverses confidences recueillies par Baumel, qu'on s'est vraiment posé la question et que certaines manœuvres sont en cours à ce sujet. Henri Duvillard, que j'ai consulté, me dit qu'il ne croit pas à une telle possibilité.

Il en existe une autre qui commence à poindre dans certains milieux gaullistes parlementaires complètement déboussolés et ne comprenant rien à la situation, comme il arrive toujours dans des circonstances de ce genre. Ces milieux s'interrogent pour savoir si le général ne devrait pas démissionner ; on a même envisagé une démarche de vieux compagnons gaullistes allant exposer au général pourquoi il devrait partir.

---

84 – Dans une allocution télévisée prononcée le 24 mai, De Gaulle avait annoncé son intention d'organiser un référendum destiné à lui permettre de décentraliser certains lieux de décision et de réformer le mode de désignation des sénateurs.

Sans abuser des analogies historiques, il y aurait là quelque chose qui rappellerait les démarches effectuées auprès du président Albert Lebrun en juin 1940 par les parlementaires français, que conduisait Pierre Laval, pour permettre l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain. Il ne semble pas que la démarche envisagée ait effectivement lieu, car Baumel, sollicité pour l'effectuer comme étant l'un des plus anciens compagnons du général, l'a refusée et a agi pour qu'elle soit annulée. En tout cas, il y a là, ainsi qu'il est normal, un jeu assez complexe d'intrigues qui traduit de grandes indécisions et qui ne renforce pas la cohésion de l'équipe gouvernementale. Heureusement, il ne semble pas que ces informations aient filtré en dehors d'un milieu très étroit.

— *Le référendum projeté par De Gaulle paraît poser problème.*

— Les milieux gaullistes s'interrogent de plus en plus à ce sujet. La grande difficulté consiste à l'organiser. Non seulement à cause des grèves dans les transports, mais encore pour des raisons pratiques immédiates :

— la grève des imprimeurs officiels rend difficile la fabrication des bulletins, des affiches et leur acheminement ;

— les communistes cherchent à provoquer une grève générale des employés municipaux qui interdirait l'organisation du vote commune par commune ;

— dans une quarantaine de départements où les communistes sont bien implantés, une fraude électorale considérable pourrait être organisée sans que les partis de la majorité ni le gouvernement ne disposent de moyens suffisants pour l'empêcher. Il suffirait, bien entendu, d'une fraude portant sur 500 000 à un million de bulletins pour renverser complètement le résultat d'un référendum, qui de toute façon s'annonce serré ;

— enfin, certains groupes extrémistes de gauche ont menacé de casser les urnes.

L'autre aspect de la question est que si le gouvernement peut démontrer que l'impossibilité du référendum tient à la grève et aux manœuvres de l'opposition, il pourrait expliquer que celle-ci empêche le fonctionnement régulier des institutions. La situation du

pays permettrait alors l'application de l'article 16 de la Constitution, qui donne tous pouvoirs au président de la République dans des cas de ce genre, explicitement prévus. Bien entendu, si l'application de l'article 16 était décrétée, l'emploi de la force deviendrait inévitable.

\*

\* \*

### **15 juin 1968**

— *Avec le recul, comment juger aujourd'hui les événements de mai ?*

— J'ai déjeuné avec Roger Frey, ancien ministre de l'Intérieur, et pendant deux heures, nous en avons parlé. Il m'a donné de nombreux détails sur les raisons pour lesquelles la crise étudiante, puis sociale, s'est lentement aggravée et étendue. À son avis, le général a été mal renseigné au départ par les ministres qui avaient la charge de le faire pendant le séjour de Pompidou en Afghanistan : Joxe, Gorse, Peyrefitte et Fouchet. De là des hésitations dans son comportement, lesquelles expliquent aussi en définitive la position de Pompidou reculant devant l'émeute étudiante dans son discours de retour.

Les forces de l'ordre, ajoute-t-il, ont été très mal commandées. Roger Frey a eu l'occasion, la première nuit des barricades, de téléphoner à plusieurs reprises au ministre de l'Intérieur Christian Fouchet pour lui signaler l'érection en cours de plusieurs barricades. Fouchet lui a toujours dit qu'il allait agir, puis finalement, comme il n'agissait pas, il a fini par lui répondre que Joxe et Peyrefitte négociaient avec les étudiants insurgés et qu'il fallait leur en laisser le temps. De l'avis de Frey, ce sont les hésitations de Fouchet durant la première nuit de l'insurrection, du vendredi au samedi, qui expliquent les victoires qui ont ensuite été remportées par les insurgés. À ce sujet, il pense que Grimaud a été un remarquable préfet de Police par son intelligence, sa finesse, etc., et qu'il aurait rendu de bien plus grands services s'il avait été effectivement commandé. Quant au directeur de la Sûreté nationale, il a été au-dessous de ce qu'on attendait de lui. En conséquence, Frey n'hésite pas à accorder une importance considérable aux erreurs du ministère de l'Intérieur dans les premiers jours de la crise.

Même en attribuant à une réaction de jalousie les paroles de Frey, lui-même ancien ministre de l'Intérieur, il faut reconnaître que son analyse a le mérite d'expliquer les faits, sans cela incompréhensibles.

Sur la décomposition de la majorité, il m'a apporté des précisions très importantes. Depuis le retour de Pompidou d'Afghanistan, dit-il, les hésitations s'étaient accumulées et s'expliquent dans une large mesure par le fait que le Premier ministre, homme de grande classe et de grande envergure, est un optimiste fondamental, qui croit toujours que tout va s'arranger, qui hésite devant les réactions trop dures et qui a commis la faute, à son avis impardonnable, de faire savoir qu'en aucun cas il ne tirerait sur les insurgés. Un ministre lui a dit: « *Mais, s'ils voulaient occuper l'Elysée et Matignon, feriez-vous tirer?* ». Pompidou n'a rien répondu. De même que la crise de l'autorité au ministère de l'Intérieur explique la généralisation de l'émeute, de même à son avis la carence du Premier ministre comme véritable chef dans ces circonstances dramatiques explique la décomposition de l'Etat. Il m'a confirmé ce que je savais par ailleurs, à savoir qu'à partir du 27 et du 28 mai, plusieurs ministres, dont certains le sont encore, souhaitent que De Gaulle et Pompidou se retirent pour qu'on trouve une issue à la situation.

En ce qui concerne son propre départ du gouvernement, Frey m'a expliqué qu'une des causes en était certainement qu'il avait participé à la manifestation des Champs-Élysées<sup>85</sup>; on a un peu pensé que ce n'était pas la place d'un ministre en exercice. Cela a pu jouer un rôle, mais il est vraisemblable que certaines prises de position de Frey au cours de la crise, qui l'ont conduit directement ou indirectement à blâmer la passivité des pouvoirs publics, doivent aussi expliquer sa disgrâce.

Sur l'avenir, Roger Frey se montre préoccupé, car il pense que sans De Gaulle, le gaullisme aurait Pompidou, mais que Pompidou a démontré que lors d'une crise très difficile, il ne tenait pas le coup. En conséquence, il ne voit pas où peuvent se trouver les véritables guides

---

85 – Manifestation populaire de masse, avec imposant défilé de la place de la Concorde à la place de l'Étoile, organisée le 30 mai en réaction à celles des mouvements gauchistes.

d'un mouvement devant faire face à l'opposition. Mais celle-ci, seule bonne nouvelle, est divisée et incapable, par conséquent mal placée elle aussi. À ce sujet, Frey avoue ne pas comprendre le comportement des communistes qui, dit-il, à partir du mercredi 29 auraient pu occuper sans coup férir quarante préfectures, car dans ces quarante villes, les préfets étaient dépourvus de tout moyen pour résister. Ils ne disposaient d'aucune force et une partie de l'administration vacillait entre leurs mains. Quand on sait cela, dit-il, le comportement des communistes paraît inexplicable. Je lui ai répondu qu'il avait raison, mais qu'heureusement les communistes ne soupçonnaient pas combien l'Etat se trouvait affaibli.

Afin de me prouver à quel point son analyse de la situation pendant les quinze derniers jours de mai était bonne, il m'a montré son propre carnet sur lequel figurait un nombre très important de rendez-vous avec Pompidou : à chaque fois, la mention en était : « Pompidou, le reconforter ».

— *En fin de compte, que va-t-il rester de la crise de mai ?*

— Beaucoup d'enseignements sont à tirer des événements de mai, en particulier sur les gaullistes que j'ai approchés constamment au cours de cette période : Frey, Duvillard, Baumel, Foccart, Louis Vallon, Rey, Kaspereit, La Malène, Fanton, Jean Taittinger, Jean de Broglie, Griotteray, Marie-France Garaud<sup>86</sup>... Nos entretiens se déroulaient notamment chez Jacques Baumel, dont l'appartement était l'un des quartiers généraux de la résistance gaulliste et où la plupart de ses membres se retrouvaient chaque soir, durant de longues heures, pendant que les postes de radio périphériques, notamment Europe No 1, appelaient à l'émeute sous prétexte d'en rendre compte ; nous nous efforcions tout à la fois de suivre l'avance de la poussée révolutionnaire et de comprendre les silences du gouvernement, l'inertie de l'Etat.

Il faut d'abord noter que la crise commence le 3 mai et se termine le 30. Or, les deux hommes qui doivent y faire face, le Premier ministre et le président de la République, sont successivement absents :

---

86 – Personnalités opposées avec le plus de vigueur aux manifestations gauchistes de mai 1968 et ayant pris part à l'organisation de celle des Champs-Élysées le 30 mai.

Pompidou en Afghanistan du 6 au 11, De Gaulle en Roumanie du 14 au 19. Il en est sûrement résulté une information insuffisante de l'un et l'autre à certains moments décisifs. Pour Pompidou, sur les causes et le déroulement de la première grave émeute dans la nuit du 10 au 11 ; pour De Gaulle, sur le début des grèves généralisées qui se développent pendant son absence, y compris dans les services publics. Quand il est parti, tout marchait ; quand il est revenu, tout était arrêté.

Il en est forcément résulté des divergences d'appréciation qui ont rendu difficiles des réactions rapides, indispensables en l'occurrence. Ces divergences ont pris d'autant plus d'ampleur qu'elles s'ajoutaient à d'autres, plus anciennes, résultant d'une manière différente de concevoir le gouvernement du pays, sans gravité en période normale, importantes les jours de drame. Si l'on ne connaît pas l'existence de ces divergences anciennes en face de l'événement, on ne peut rien comprendre en particulier à ce qui s'est passé entre le 27 et le 30 mai.

— *En quoi Pompidou et De Gaulle diffèrent-ils dans leur conception du gouvernement ?*

— Le général est traditionaliste, mais se veut assez de gauche, au moins en idées. Il a tendance à reprocher au Premier ministre une politique qui favorise trop les intérêts capitalistes et qui présente un visage trop traditionnel, trop conservateur. Il n'aime pas non plus sa tendance à des combinaisons parlementaires, à des avances vers le centre, à des méthodes classiques de gouvernement, à la création de clientèles, à une fermeté insuffisante. Le général poursuit son rêve qui est d'apparaître socialement comme un homme de gauche et il ne se console pas d'avoir toujours la gauche contre lui.

Le Premier ministre manque d'expérience politique et parfois même d'intuition sur ce qu'il faudrait faire. Mais il a une aptitude extrême à gouverner, à utiliser les forces diverses. Il est un optimiste fondamental, se situe aux antipodes du pessimisme foncier du général. Il croit volontiers que tout va s'arranger, qu'il ne faut pas se presser, qu'il faut temporiser, voire susciter les inévitables faiblesses des hommes. Il y a en effet du Pierre Laval en lui. Il connaît les dossiers de la France mieux que personne et il donnera durant la crise des preuves d'une extraordinaire maîtrise. Mais son entourage est insuffisant, il travaille



seul et surtout, il n'a absolument pas l'intention d'employer la force. Il n'a aucun complexe, ni vis-à-vis de la gauche, ni vis-à-vis des communistes, ni vis-à-vis du patronat. Mais il se trouve jeté dans la tourmente pour la première fois de sa vie et il n'est pas encore certain qu'il soit un homme fait pour dominer les orages. Le général, lui, en a l'habitude. Depuis 1940, il n'a vécu que dans la tourmente. C'est davantage son climat et c'est peut-être grâce à cette expérience qu'il aura finalement eu la réaction juste et décisive.

— *Le général aurait donc conseillé la fermeté et le Premier ministre, pratiqué le compromis ?*

— Quand la crise étudiante tourne au drame, entre le 6 et le 11 mai, les ministres qui doivent y faire face sont Joxe, Premier ministre par intérim ; Peyrefitte, ministre de l'Éducation nationale ; Gorse, ministre de l'Information ; Christian Fouchet, ministre de l'Intérieur. Les trois premiers sont trois universitaires, trois anciens élèves de l'École normale supérieure. Leur réaction sera autant celle d'universitaires qui refusent la répression, que de ministres. Ils ne peuvent pas se résoudre à réprimer l'émeute qui gronde dans la soirée du 10 et ils perdent des heures en négociations inutiles, ce qui permet aux barricades de s'élever.

Le ministre de l'Intérieur, pour sa part, est un père de famille bon et sympathique, qui aime bien les jeunes et qui ne peut se décider à donner des ordres à la police. Or, tous les techniciens du maintien de l'ordre, à commencer par son prédécesseur au ministère, Roger Frey, sont d'avis qu'en agissant vite et fort dans la soirée du 10, on aurait brisé dans l'œuf l'émeute de la nuit.

Les hésitations des quatre ministres responsables coûteront cher. On ne peut pas savoir encore qui est responsable des attermoissements du 7 au 9 mai, quand Peyrefitte refuse d'ouvrir la Sorbonne, puis annonce qu'il va l'ouvrir, pour finalement la laisser fermée. Est-ce lui ? Est-ce son entourage ? Est-ce Joxe ? Est-ce le général lui-même qui, finalement, désavoue cette concession ?

— *Quelles ont donc été, avant le 10, puis pendant la nuit du 10 au 11, et le 11, les réactions du général et du Premier ministre ?*

— De Gaulle, malgré son sens de l'État et son horreur des désordres dans la rue, ne pousse pas à des attitudes trop dures, bien qu'au début

de mai, après la journée du 3, il ait, semble-t-il, sévèrement tancé Peyrefitte pour les désordres dont l'université était le théâtre, ainsi que leur premier élargissement à la rue.

Pourquoi cette réaction modérée ? Probablement parce que, comme tout homme âgé, il répugne à un affrontement sévère avec les étudiants et que, en outre, il subit l'influence des quatre ministres. Ceux-ci, pour éviter justement que le général ne réagisse trop fort, car ils le connaissent, lui présentent un tableau plutôt atténué de la réalité. Au contraire, selon divers témoignages qui paraissent sûrs, Pompidou, tenu au courant par téléphone, conseille depuis l'Afghanistan une attitude plus ferme.

Aussi, quand il rentre en France, il perçoit un décalage entre sa position, celle de De Gaulle et celle de ses quatre ministres. Il est vraisemblable que la constatation d'un désaccord entre sa réaction et celle du général joue un rôle dans son évolution rapide. Trois heures après son arrivée, il propose ce qui constitue en fait une capitulation du gouvernement devant l'émeute étudiante. Et il est inconcevable qu'il ait agi ainsi sans l'accord explicite du général, dont il a d'ailleurs fait état dans son discours, ce qui confirmerait que la position de ce dernier ne s'éloignait pas de la sienne. La pratique d'une politique de concessions à l'égard des étudiants dans les journées décisives des 10, 11, 12 et 13 mai est bien l'œuvre de tout le gouvernement, et la responsabilité du général, ainsi que celle du Premier ministre, paraissent complètement engagées pour cette période.

— *Mais pourquoi cet immobilisme ?*

— Plusieurs raisons très importantes peuvent expliquer leur inaction : la solidarité d'une large partie de la population à l'égard des étudiants, et même des émeutiers, et son hostilité à la police, ainsi que la conviction qu'on avait, chez le Premier ministre, qu'une vaste réforme universitaire était de toute façon nécessaire.

— *Les conséquences de cette politique de compromis seront lourdes.*

— D'abord, elle a poussé l'opposition à manifester dans la rue le 13 mai et les syndicats à déclencher une première grève de solidarité de vingt-quatre heures. Ce fut une petite répétition générale, au cours de laquelle le gouvernement donna une nouvelle preuve de faiblesse en

tolérant sans protester cette violation caractérisée de la législation sur la grève dans les services publics. La première vraie carence de l'Etat date de ce jour-là, plus encore que du recul de Pompidou le 11 à la télévision.

Ensuite, l'opposition a pris conscience de sa force, ce qui n'était pas le cas jusque-là, en constatant qu'elle avait rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes. Elle a commencé à croire qu'elle pourrait utiliser la crise étudiante pour déborder sur le plan politique. En autorisant la manifestation, le gouvernement a donc permis à l'opposition de se tester elle-même.

La plus importante conséquence est toutefois la dernière: les étudiants révolutionnaires, au lieu de se disperser comme ils l'avaient assuré, ont violé leur accord tacite avec le gouvernement et occupé la Sorbonne par la force, le soir même, et annoncé ouvertement qu'ils engageaient un processus révolutionnaire. Le gouvernement a accepté sans protester et sans réagir que s'engage ce processus. Il n'a arrêté personne, n'a ouvert aucune information judiciaire, pas même alerté le pays à la radio et à la télévision. C'était sa seconde capitulation de la journée, et de loin la plus grave, comme on le verra à partir du lendemain.

La responsabilité du Premier ministre à ce moment-là est entière. Il est resté fidèle à sa politique d'apaisement sans tenir compte que ses adversaires n'étaient pas apaisés par ses concessions, mais au contraire renforcés et durcis. Il a subi ce soir-là ce qu'on peut appeler un Munich intérieur: le 13 au soir, plus que le 11, marque vraiment le moment où l'Etat montre une extrême faiblesse et recule devant la violence. Comme Louis XVI acceptant la prise de la Bastille au soir du 14 juillet, et le drapeau tricolore, le Premier ministre et le président de la République acceptent, au moins pour un temps, la prise de la Sorbonne et le drapeau noir.

— *La suite a tout de même été différente...*

— À partir de là, tout se complique. Certes, du côté de l'opposition classique, PC, Fédération, CGT, CFDT, la manifestation se termine sans suites visibles. Tout le monde se disperse et le 14 au matin, tout le monde recommence à travailler, ni le PC, ni la CGT, ni la CFDT ne donnant l'ordre de cesser le travail ou de développer la manifestation.

En Bretagne, toutefois, à Bouguenais, les salariés de l'usine Sud-Aviation entrent en grève avec occupation des locaux. C'est une entreprise nationale, le fait est à noter puisque jusque-là, seule l'autorité de l'Etat a été mise en cause. Commencée en dehors des syndicats, la grève avec occupation s'explique évidemment par un phénomène d'imitation. Les jeunes ouvriers de Loire-Atlantique qui la déclenchent imitent les jeunes étudiants parisiens qui viennent d'occuper la Sorbonne et avec lesquels ils ont quelques affinités idéologiques. Les étudiants ont fait reculer le gouvernement, pourquoi eux-mêmes n'en feraient-ils pas autant sur leur propre plan ?

En d'autres termes, les grévistes de Bouguenais cherchent moins à recommencer les grèves sociales avec occupation d'usines de 1936, qu'à imiter le mouvement révolutionnaire de Paris. Quelles que soient ses raisons sociales, cette grève est, dès le départ, provoquée par des motifs plus politiques que sociaux. La faiblesse du gouvernement à Paris le 13 au soir en est la première explication.

— *Mais la grève va s'étendre.*

— C'est à nouveau l'inertie du gouvernement qui va encourager le mouvement. Il aurait pu faire évacuer l'usine de Bouguenais. Le PC et la CGT ne l'en empêchaient pas. Dans *l'Humanité* du 15, la nouvelle de l'occupation de l'usine est annoncée dans une page intérieure et en quelques lignes seulement. La CGT ne dit rien. Si le gouvernement avait réagi énergiquement, il aurait sans doute pu arrêter le processus. Comme il ne fait rien, le 15 les ouvriers de Renault à Cléon occupent à leur tour les locaux, sans rencontrer de résistance, entraînés par quelques jeunes qui ne réussissent même pas à créer une véritable agitation dans l'usine. Là aussi, la carence de la direction qui ne réagit pas immédiatement et celle du gouvernement qui laisse faire sont directement responsables de l'arrêt de travail. Ensuite, ce sera la tache d'huile, la CGT prenant la tête du mouvement et généralisant la grève pour essayer d'en garder un contrôle aussi complet que possible.

Mais de même que la soirée du 13 a aggravé la crise étudiante et l'a placée sur un plan révolutionnaire, de même les journées des 14, 15 et 16 ont lancé la crise sociale. La France va peu à peu se trouver paralysée. Dans les deux cas, le gouvernement n'a pas compris qu'en

laissant faire, il s'engageait dans un processus irréversible. En ne chassant pas les étudiants parisiens de la Sorbonne le 13 au soir, il s'interdisait de chasser les ouvriers bretons de Sud-Aviation le 14. En ne chassant pas ces derniers, il s'interdisait d'agir à Cléon et ailleurs. De proche en proche, il était condamné à toujours subir, et il a subi jusqu'au 30 mai.

Pompidou l'a bien senti, comme en témoignait son discours télévisé du 16, dans lequel il dénonçait la généralisation du désordre. Il n'alla pas plus loin et il est probable que l'absence du général, parti pour la Roumanie, explique en partie les hésitations du gouvernement.

— *Qu'espérait-il donc ?*

— Au gouvernement, on attendait. On avait attendu Pompidou avant le 11. Maintenant, on attend le général, qui rentrera le 18. On attend ensuite son discours du 24. On attend aussi le débat sur la motion de censure, qui ne peut se clore que le 22. On laisse les grèves s'étendre à tout le secteur public, en pensant à une grande négociation sociale analogue à celle de 1936 à l'hôtel de Matignon.

La conséquence en est que l'autorité de l'Etat ne cesse de diminuer pendant cette semaine où se généralisent les manifestations diverses, dans la rue et ailleurs. Le plus curieux est que le gouvernement, et l'Elysée par la voix de Jacques Foccart, empêchent que s'organisent des manifestations de soutien. Roger Frey, ministre d'Etat, en accord discret avec des mouvements d'extrême-droite par son ami Wiriath, soutient les manifestations du groupe Occident et des anciens de l'Action française. Le but est de réunir peu à peu dix mille manifestants par des manifestations quotidiennes répétées. Finalement, l'entourage du Premier ministre et Jacques Foccart font comprendre qu'ils ne tiennent pas à ces manifestations.

Dans le même temps, le ministre des Armées et celui des Anciens combattants reçoivent des demandes d'anciens militaires, parachutistes ou autres, pour organiser des comités de résistance à la subversion. Sur les conseils du Premier ministre et peut-être de l'Elysée, ces initiatives sont découragées, au moins pendant un temps. Même une opération de ralliement de l'Amicale des anciens combattants d'Afrique du Nord, jusque-là très hostile au régime, mais qu'on pourrait récupérer peu

à peu pour des manifestations, opération que tente Alain Griotteray, ancien collaborateur du général Cogne, est vouée à l'échec par suite des atermoiements du gouvernement. Celui-ci est seul, sans soutien, sans moyen pour se faire entendre. Et loin de chercher l'appui des groupes qui pourraient constituer un contrepoids à l'offensive subversive, il les décourage. On dirait qu'il craint que ses amis ne le gênent.

Il poussera ce refus très loin, dans tous les domaines. Un spécialiste des problèmes étudiants, Jacques Balland, agrégé de l'université, membre du Parti socialiste et directeur de la Résidence universitaire d'Antony, où il a maintenu l'ordre, propose au Premier ministre, par l'intermédiaire de Roger Frey et de Jacques Baumel, de mettre le gouvernement en contact avec Jacques Sauvageot, vice-président de l'UNEF et l'un des trois chefs de l'émeute étudiante avec Daniel Cohn-Bendit et Alain Geismar, pour dissocier le front révolutionnaire. Il peut mener cette négociation car il a été, quinze ans auparavant, président de l'UNEF et il connaît bien l'avocat de Sauvageot. Il suggère aussi certaines mesures qui, annoncées convenablement, influenceraient fortement les étudiants les plus modérés.

Or, renouvelée inlassablement pendant dix jours, la proposition de Jacques Balland n'aboutit pas. Sous des prétextes divers, l'entourage du Premier ministre, notamment Michel Jobert, son directeur de cabinet et Jean-Pierre Doumenc, son chargé de mission pour les affaires universitaires, ne cessent d'éluder tout contact. On a là un exemple, parmi d'autres, de leur méconnaissance des faits et surtout, de leur inaptitude à sortir du ghetto gouvernemental pour nouer des contacts utiles.

Le gouvernement est donc de plus en plus isolé. Détail symbolique: le grand discours que Pompidou prononcera devant l'Assemblée à l'occasion de la motion de censure, il l'a rédigé lui-même parce qu'il estime n'avoir personne autour de lui qui soit capable de le faire. Quand on songe à tout ce qui se passait en France à ce moment-là et qu'on imagine le Premier ministre seul dans son bureau en train d'écrire son discours, on se rend compte de la maladie dont l'Etat était frappé.

— *Mais comment De Gaulle et Pompidou comptaient-ils s'en sortir?*

— Longtemps De Gaulle et Pompidou ont cru parvenir à dénouer la crise par la voie normale, en agissant sur trois plans :

Par un vote de confiance au Parlement. Ils l'ont certes obtenu, mais si faible et si mal motivé que le débat a achevé de convaincre le pays que le gouvernement était durement touché et affaibli à l'extrême. Cette première opération se solde donc par un échec et ce qui devait le renforcer l'affaiblit.

Par le discours du général au pays le vendredi 24, discours qui provoque toutefois dans l'opinion un effet déplorable. Essayant d'expliquer ce résultat, André Malraux avancera que le général, enfermé à l'Élysée depuis cinq jours et coupé des réalités quotidiennes du pays en grève, plus ou moins bien renseigné par ses ministres qui ont tendance à ne pas noircir le tableau de la situation, au surplus troublé jusqu'au fond de ses convictions les plus intimes par ce brusque désordre, n'a pas pu saisir vraiment la situation et a prononcé un discours hors du temps et de l'espace. La déception provoquée par ce discours et l'erreur d'y avoir inclus la procédure du référendum relancent l'agitation. Elles sont l'une des causes de l'émeute de la nuit du 24 au 25, la plus grave de toutes, où pour la première fois la volonté insurrectionnelle apparaîtra en pleine lumière.

Enfin, par la négociation d'un accord général entre le patronat et les syndicats sous la présidence du Premier ministre, avec comme objectif l'arrêt immédiat de la grève générale.

Pompidou considérait l'affaire comme personnelle. Il voulait la mener à son gré, quant au style et en partie quant au fond. C'est la raison pour laquelle il écarta Michel Debré, ministre des Finances, qu'il ne reçut guère qu'un quart d'heure avant le début des négociations. Preuve, parmi d'autres, des divisions existant à la direction de l'état-major gaulliste. La position de Debré recommandant la fermeté, sur ce point comme sur d'autres, se heurtait assez violemment à celle du Premier ministre, partisan de plus de temporisation. Ceci bien qu'au cours des négociations, de l'aveu des syndicalistes de Force ouvrière présents rue de Grenelle, le Premier ministre ait démontré une maîtrise et une compétence qui impressionnèrent les participants.

Interrogé après les faits, au cours d'un dîner privé, Pompidou devait dire qu'il estimait que les deux négociateurs communistes, Benoît

Frachon et Georges Séguy, avaient été de bonne foi dans les conversations, et qu'il pensait qu'ils ne s'attendaient nullement au désaveu qui leur fut infligé chez Renault. On peut se demander si Séguy, au cours des entretiens secrets qu'il eut avec Pompidou, ne l'a pas quelque peu séduit et influencé. En effet, la négociation du 25 et du 26, sur laquelle le gouvernement fondait de grands espoirs, ce qui explique ses importantes concessions, devait finalement échouer malgré l'accord signé le matin du 27. Là encore, on peut se demander si le Premier ministre, confiant, comme il devait le reconnaître, un mois plus tard, en la bonne foi des négociateurs communistes, n'a pas commis une erreur de manœuvre en les laissant, selon leur expression, « *aller consulter la base* » sur l'accord qui venait d'être négocié.

Il aurait pu leur faire remarquer que l'accord, conclu avec des organisations syndicales reconnues comme représentatives par la loi, n'avait pas à être soumis par elles à leur « base », aux grévistes de Renault à Boulogne-Billancourt. Peut-être, s'il avait soulevé énergiquement la question, eût-il obtenu gain de cause. On ne sait s'il l'a fait, mais c'est peu probable. En tout cas, dans des conditions encore obscures, la « base » rejeta les accords de Grenelle et le troisième espoir du gouvernement pour sortir de la crise s'effondra comme les deux autres. Dans le courant de la journée du 27, la situation empirait et tout recours à la force paraissait de moins en moins envisageable.

— *On avait donc une vraie crise de régime.*

— Avant même le début des négociations et pesant sur elles, dans la nuit du 24 au 25 une émeute d'une gravité exceptionnelle s'était produite. Elle avait provoqué un affaiblissement durable des forces de l'ordre et présenté, pour la première fois, un objectif nettement insurrectionnel.

Ce soir-là en effet, les étudiants révoltés, à l'issue d'une manifestation, se retrouvèrent à 30 000 environ devant la gare de Lyon et ils tentèrent de forcer le passage en direction de la Bastille. Un service d'ordre puissant les en dissuada et la bagarre s'engagea. La vraie raison de l'opposition de la police est que le but des manifestants était de gagner la place de l'Hôtel de Ville, de s'emparer de l'Hôtel de Ville et d'y proclamer la Commune de Paris insurrectionnelle. Avant le début



de la manifestation, très peu avant même, le préfet de Paris, le président du Conseil municipal et le préfet de Police avaient été prévenus des intentions des insurgés, qui avaient même pensé à utiliser les souterrains de l'Hôtel de Ville pour l'envahir. C'est le président du Conseil municipal en personne qui fit prendre les dispositions nécessaires pour empêcher leur venue.

Ainsi s'explique la violence de l'émeute, son caractère tellement soutenu, qui soumit les forces de l'ordre à une si rude épreuve qu'à 22 heures, la préfecture de Police avait engagé toutes ses réserves dans le combat. Ainsi s'explique aussi le passage des manifestants sur la rive droite de la Seine, où ils provoquèrent des dégâts dans des quartiers jusque-là épargnés.

Les conséquences de l'émeute furent graves. Elle illustra la force et la résolution des insurgés. Elle les encouragea à recommencer. Elle porta atteinte au moral du service d'ordre. Elle montra à quel point l'autorité de l'Etat était affaiblie puisqu'un quart de Paris fut parcouru des heures durant par des émeutiers. Elle contribua certainement à affaiblir la position du gouvernement lors de la négociation avec les syndicats et encouragea la poursuite de la grève.

À partir du lundi 27, le gouvernement ne maîtrise l'émeute qu'avec peine et ne parvient pas à mettre fin aux grèves. Il est alors ouvertement contesté par l'opposition politique et syndicale, qui demande son départ. La CGT et la CFDT refusent de traiter avec lui et le Parti communiste accentue sa campagne pour un gouvernement populaire.

Symbole de la perte d'autorité de l'Etat: bien que le Premier ministre ait décidé d'interdire toute nouvelle manifestation, le préfet de police doit accepter, après entente, une manifestation organisée le soir du 27 au stade Charléty par les organisations extrémistes d'étudiants. Ils sont 50 000 et la participation de Pierre Mendès France montre que la bataille est passée sur le plan politique.

Au cours de cette journée décisive où les forces se mesurent véritablement, le gouvernement reste silencieux, comme absent. Il voit s'effriter ses derniers moyens, la grève s'étend au service télex qui permet au ministre de l'Intérieur de communiquer facilement et rapidement avec les préfets. Ceux-ci, de plus en plus coupés de la capitale,

ne disposent d'ailleurs à peu près plus d'aucune force de sécurité pouvant leur permettre de maintenir l'ordre. Presque tous les effectifs sont à Paris et dans quelques grandes villes comme Lyon, Toulouse, Bordeaux. Les préfetures des petites villes et les sous-préfetures ne sont protégées que par quelques policiers mal armés. Les préfets et sous-préfets de ces régions sont contraints de céder devant les manifestants et les émeutiers, ils traitent avec eux, prennent des engagements. Certains d'entre eux, pratiquement assiégés dans leur sous-préfeture, ne l'ont pas quittée pendant plusieurs jours et découragent le plus possible les manifestations gaullistes qui pourraient se produire pour les défendre, afin de ne pas accroître, pensent-ils, les difficultés. Roger Frey dira qu'à partir du 28, une quarantaine de préfetures étaient pratiquement indéfendables, ce qui en dit long sur l'affaiblissement de l'Etat au seuil de la semaine décisive de la crise.

D'ailleurs, le gouvernement peut-il, à cette date, compter sur la police ? Des syndicats de policiers groupés dans leur Union fédérale ont fait savoir, après l'émeute du 24-25, qu'ils étaient solidaires des travailleurs en lutte, qu'ils regrettaient de n'avoir pas le droit de grève, qu'ils souhaitent n'être engagés dans des opérations de maintien de l'ordre que si toutes les possibilités de négociation avaient été épuisées, ce qui, disent-ils, n'a pas été le cas le 24. Un texte pareil à un tel moment permet aussi de mesurer l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat. Le fait que l'Union en question comprenne nombre de communistes ou sympathisants et aussi des policiers Force ouvrière, donc socialisants, prouve que la campagne pour un changement de gouvernement, voire de régime, progresse aussi parmi les forces de l'ordre.

Des CRS discutent avec des manifestants. Les gardiens de la paix ont à Paris une tenue plus négligée et disparaissent de plus en plus de la rue. Vivant au milieu de la population et non en caserne, ils en reflètent fidèlement le désarroi, la perte de confiance dans le gouvernement. Certains d'entre eux ont d'ailleurs été victimes d'agressions individuelles en rentrant chez eux – fait que la police cache soigneusement, mais qui affecte le moral des gardiens et témoigne aussi de la détérioration progressive de la confiance qu'on peut avoir dans une partie du service d'ordre. Ce jour-là, un haut fonctionnaire de la

police, pourtant parfaitement loyal, me téléphone pour me dire : « *Il n'y a plus d'Etat* ».

Autre preuve, parmi d'autres, de la perte progressive du contrôle de la situation : l'Etat est menacé de ne plus pouvoir se procurer le carburant dont il a besoin pour assurer la marche des derniers services qui lui restent, notamment ceux de la sécurité. En effet, les grévistes des dépôts d'essence refusent d'assurer les livraisons prioritaires pour ces services et il faudra, le 29, que le Premier ministre donne l'ordre de procéder à l'évacuation des dépôts pour que le gouvernement ne soit pas totalement asphyxié.

Le plus grave est la décomposition progressive de l'autorité sinon à la tête de l'Etat, du moins dans les secteurs dirigeants du régime. En voici quelques exemples.

Le mardi 29, Pompidou remplace Peyrefitte au ministère de l'Éducation nationale. Celui-ci apprend la nouvelle au dernier moment. C'est ainsi qu'on procède toujours dans les périodes de grave désarroi. La tête du ministre jetée aux étudiants révoltés ne peut que les encourager, dans le climat où cela se produit.

Le même jour, les communistes, François Mitterrand et Pierre Mendès France font connaître, chacun à sa façon, qu'ils sont candidats au pouvoir. Dans les milieux gouvernementaux, cette offensive, appuyée par la rue et par la grève, sème une grande inquiétude. Il y a ceux qui veulent résister. Il y a aussi ceux qui veulent transiger ou négocier, ou qui cherchent le moyen de calmer les opposants. Dès lors, prend naissance l'idée que la démission du général apaiserait l'adversaire et restituerait une certaine capacité de manœuvre. Nombre de députés gaullistes et Républicains indépendants sont acquis à cette idée et plusieurs dizaines d'entre eux sont prêts à menacer de démissionner pour appuyer cette demande au chef de l'Etat.

Plus significatif, quelques compagnons de la Libération, c'est-à-dire les plus proches amis du chef de l'Etat, songent à une démarche collective d'un certain nombre d'entre eux pour aller dire au général qu'il servirait la France en se retirant. Plus extraordinaire encore, même dans le gouvernement des hommes comme Olivier Guichard sont acquis à cette idée – d'ailleurs, depuis 1965. Or, il s'agit là d'un ami intime du

Premier ministre. Plusieurs collaborateurs de celui-ci, dont Marie-France Garaud<sup>87</sup>, font ouvertement campagne pour le départ du général, soit dans leurs entretiens à Matignon, soit dans les couloirs de l'Assemblée. Il paraît difficile de croire qu'ils agissent à l'insu du Premier ministre, qui semble bien s'être demandé, entre le 27 et le 30, si l'une des solutions possibles de la crise ne passait pas par la démission du général. Certains gaullistes assez bien renseignés sur l'Elysée, comme Louis Vallon, affirment que Pompidou l'a laissé plus ou moins clairement entendre au général au cours de ces trois jours. Ils disent en tout cas que le général était informé de ce qui se passait autour du Premier ministre et que c'est pour cette raison qu'il ne le tiendra que très vaguement au courant de la manœuvre qu'il tentera les 29 et 30.

Il paraît certain, en effet, que Pompidou ne savait rien des intentions exactes du général quand celui-ci est parti le 29 et qu'il est revenu le 30. De même qu'est certaine la poursuite de la campagne lancée par les collaborateurs de Pompidou pour une démission du général jusqu'au matin du 30 mai.

Tous ces indices laissent entendre que l'Elysée et Matignon n'avaient pas des vues entièrement concordantes durant les trois dernières journées du drame. Il existe encore bien des incertitudes à ce sujet, mais la ligne générale ne paraît pas douteuse.

Il y a même davantage. Trois solutions sont avancées en cas de démission du général, celle des communistes, celle de François Mitterrand et celle de Mendès France. Or, un nombre important de députés gaullistes sont favorables à la solution Mendès et ils prennent contact avec lui. Le nom d'Albin Chalandon est certain. Il y en eut bien d'autres. Giscard d'Estaing lui-même, le jeudi matin 30 mai, aura une conversation avec Mendès France. Tout cela indique une décomposition avancée de la majorité gouvernementale.

À ces incertitudes, se rattache le propos de Pompidou tenu alors devant dix ou douze députés de la majorité : « *Jamais je ne ferai tirer sur des Français* » – propos qui, prononcé à ce moment-là et quelle que

---

87 – Marie-France Garaud était, au côté de Pierre Juillet, la conseillère très écoutée de Georges Pompidou. Georges Albertini la rencontrait souvent.

soit la noblesse d'intention, ne pouvait qu'encourager l'émeute et le désordre.

La réaction de Jacques Foccart est elle aussi révélatrice. Secrétaire général à la présidence de la République, collaborateur de confiance du général, on peut dire de lui qu'il est le fidèle entre les fidèles. Or, recevant le 29 à l'Élysée un de ses amis intimes, le commandant Robert, du SDECE, il devait lui dire, alors que le général venait de partir, qu'il ignorait ce que déciderait le chef de l'État, qu'il était écœuré par l'attitude de certains députés du groupe gaulliste et par l'inefficacité inexcusable de plusieurs ministres. En conséquence, il confirmait cette décomposition du régime perçue par chacun.

Et l'ami à qui il s'adressait devait dire ensuite qu'il avait, pour la première fois, trouvé Foccart toujours fidèle, mais désemparé et se demandant ce qui allait advenir. Mais lui, au moins, préparait la résistance au cas où le pire surviendrait.

De ce vide gouvernemental, on peut donner encore quelques exemples significatifs qui se rapportent aux journées du 28 et du 29.

Albin Chalandon, le ministre de l'Industrie, a été obligé de négocier lui-même, avec les plus grandes difficultés, la diffusion radiophonique d'une allocution qu'il voulait prononcer au sujet de la situation industrielle du pays. L'ORTF lui imposa comme condition de ne pas parler de politique. Un rédacteur de l'ORTF, Yves Roubaud, vint enregistrer l'allocution chez lui quasiment en cachette.

Le soir du 29, Mendès France avait prononcé une déclaration radio-diffusée inadmissible. Jacques Baumel téléphona au Premier ministre à ce sujet vers 23 heures. Pompidou lui répondit qu'il était à peu près seul, qu'il ne pouvait répondre à Mendès France et qu'il le chargeait de faire une déclaration. Ce soir-là, l'isolement du Premier ministre avait valeur symbolique.

À la même heure, quelques parlementaires et amis personnels étaient réunis chez Baumel pour participer à l'organisation de la manifestation de la place de la Concorde du 30, une entreprise lancée en dehors du Premier ministre. On y disait que si la manifestation comptait 50 000 participants, elle serait un succès. Que si elle en rassemblait 100 000, elle justifierait un cortège remontant vers l'Étoile. Deux chiffres qui

montrent que les organisateurs étaient bien persuadés de la force du courant adverse, mais pas du leur.

Détail significatif: on ne savait où trouver des drapeaux tricolores. On pensa à demander ceux de la Ville de Paris. Caldaguès, président du Conseil municipal, répondit que dans le climat actuel, Maurice Doublet, le préfet de Paris, jusque-là parfaitement loyal, ne les donnerait probablement pas pour ne pas se compromettre. Et Caldaguès ajouta que la seule solution serait de cambrioler le dépôt, ce qu'il fit, lui, le président du Conseil municipal !

— *Comment la manifestation du 30 fut-elle préparée ?*

— Il est encore difficile de savoir ce qui s'est passé du côté du gouvernement. Au retour du général, c'est Foccart et Messmer qui sont allés l'accueillir, pas Pompidou, ce qui n'a d'ailleurs pas nécessairement un sens. Jusqu'au Conseil des ministres de 15 heures, le Premier ministre ne paraît pas avoir connu le détail de ce qu'allait faire le général. Il semble bien ne l'avoir appris que dans un tête-à-tête de quelques minutes avant le Conseil et certains familiers de l'Élysée affirment que sa surprise fut grande devant la teneur des décisions prises par le général.

Les amis du Premier ministre disent qu'il fit ajouter à ces décisions celle de la dissolution de l'Assemblée, que le général ne s'était pas encore résolu à prononcer. Ce fait n'a toutefois pas pu être vérifié. Il paraît assez peu vraisemblable, bien que dans des cas de ce genre les décisions du général relèvent d'une vision très personnelle des choses. Si le fait est exact, il confirme une fois de plus les divergences d'appréciation sur la situation. Les conséquences de la dissolution s'étant révélées favorables, Pompidou en tirera sans doute un surcroît d'autorité.

Il ne croyait pas au succès de la manifestation du 30, ni d'ailleurs Giscard d'Estaing. C'est pourquoi ni l'un ni l'autre ne s'y rendit, malgré Roger Frey qui voulait y emmener Pompidou. Celui-ci, au contraire, lui demanda de rester avec lui pour préparer le nouveau gouvernement. Frey devait dire ensuite que s'il était resté à Matignon au lieu d'aller à la manifestation, il aurait peut-être gardé son portefeuille ministériel. Quant à Giscard d'Estaing, il repoussa la demande d'aller manifester à la Concorde, car il pensait qu'il n'y aurait pas 30000 personnes et

ne voulait pas figurer dans une manifestation ratée. À l'Étoile, Jean de Broglie devait me dire, parodiant un mot fameux sur Poincaré : « *Il comprend tout, mais il ne sent rien* ». Edgar Faure me confiera le 2 juin qu'il ne croyait pas lui non plus au succès et que c'est pourquoi il s'était abstenu.

En revanche, les équipes gaullistes traditionnelles ont joué à fond la carte de la manifestation. Jacques Foccart, Pierre Lefranc et Alexandre Sanguinetti ont travaillé en ce sens. À ce sujet, il est capital de noter que, dès le 24 ou 25, peut-être avant, le général prit personnellement en main le regroupement des responsables des vieilles équipes gaullistes. Il reçut lui-même à l'Élysée un grand nombre d'entre eux, cinq minutes chacun : anciens des réseaux de résistance, anciens de la France libre, etc., auxquels il donna comme instruction de se disposer à agir à son appel et de se préparer à de grandes démonstrations. Ce fait montre d'une part que le général était décidé à résister bien avant le 29, qu'il ne voulait pas s'en aller, qu'il avait, comme d'habitude, travaillé en secret, et enfin que son départ le 29 résultait d'une longue préparation.

Ceci, connu seulement après le 30 mai, explique en partie que quelques ministres « durs », Henri Duvillard par exemple, associés par leurs fonctions à une partie de ce travail préparatoire, manifestaient une très grande tranquillité. Ils savaient que le général réagirait, sans toutefois savoir quand ni comment.

Trois avions ont donc déversé pendant la nuit des millions de tracts sur Paris et des équipes volantes très nombreuses en ont distribué jusqu'au lendemain. C'est ainsi que la bataille de la rue sera gagnée hors de la présence directe des deux guides de la majorité, Pompidou et Giscard d'Estaing. Au contraire, étaient là Debré, Malraux, Foccart, Frey, Baumel, Maurice Schumann, Marette, de Broglie, Peyrefitte, Poniatowski, Mondon, etc. Jusqu'au bout il semble y avoir eu deux attitudes, deux tendances à l'intérieur du camp gouvernemental. L'une d'elles, jusqu'au 30 inclusivement, n'a pas cru qu'on pouvait redresser dans la rue ce que la rue avait courbé. Il semble au contraire que le général, si on lit bien son appel du 30 mai, avait compris pour sa part que la présence de ses partisans dans la rue, en foule, constituait une condition du salut et c'est ce qu'il préféra.

— *Dans cette opposition entre les deux tendances, ne retrouve-t-on pas la marque d'autres divergences apparues pendant la crise ?*

— Ce qu'on en a appris montre bien la fragilité du régime. Il est probable que l'histoire apportera beaucoup de compléments à ce qu'on peut en savoir aujourd'hui, et des correctifs. Et qu'elle donnera aussi des explications à certaines attitudes qu'on ne peut encore condamner ou approuver, seulement décrire. En outre, dans ce que j'explique, il y a beaucoup de lacunes, car je témoigne, je ne fais pas un récit complet. Et j'ai sans doute tendance à souligner les défauts et les erreurs plus que les succès. Il y a eu certainement, du côté du gouvernement et de la majorité, des actions efficaces dans divers domaines, souvent protégées par le secret. Ces réussites n'effacent pas les échecs.

Sans remonter au-delà de mai 1968, où les responsabilités du gouvernement sont beaucoup moins grandes qu'on ne le dit, car il avait vraiment beaucoup travaillé, beaucoup réalisé, on se persuade en effet, en se remémorant les événements, qu'une grande partie de ce qui est advenu résulte de ce qu'a fait ou n'a pas fait le gouvernement pendant ces vingt-sept jours-là. S'il avait pu, ou su, ou voulu agir autrement à deux ou trois moments décisifs de la crise, on peut se demander s'il ne serait pas parvenu à l'endiguer beaucoup plus tôt, évitant ainsi que le destin de la France ne se joue sur un nouveau coup de génie de l'homme qui la dirige.

### **Le Premier ministre congédié**

*Le 10 juillet 1968, à la demande du président de la République, Georges Pompidou présenta la démission de son gouvernement. Il fut remplacé à la fonction de Premier ministre par Maurice Couve de Murville.*

#### **14 juillet 1968**

— *Pompidou a été congédié par De Gaulle d'une façon plutôt cavalière.*

— Comme tous les politiques habiles et tenaces, Pompidou sait qu'il faut disposer d'hommes à soi partout. Aussi avait-il, depuis six ans, peu



à peu installé des hommes à lui dans tous les grands postes de l'Etat : ministères, administrations centrales, préfectures, etc. Ces hommes-là sont ses créatures plus que celles du général. Ils sont jeunes, entre trente et quarante-cinq ans, et à peu près sans aucun rapport avec la génération héroïque du gaullisme. Parmi eux, point de compagnons de la Libération ni d'anciens des réseaux de la France libre. Ainsi sa clientèle, dépendant de lui et dévouée à sa politique, est-elle de plus en plus différente de celle du général, toujours tenté de rechercher des compagnons de la première heure.

C'est peu à peu aussi que le général s'est aperçu de ce phénomène. Lui-même est un politique trop habile pour ne pas avoir senti que s'il laissait les choses se poursuivre, Pompidou ne tarderait pas à disposer dans l'Etat d'un réseau d'influences, de puissance et de pouvoir égal au sien, et qui sait ? peut-être demain supérieur au sien. Chaque jour qui passait le lui démontrait et si Pompidou devait apparaître en tant qu'héritier, il était dans la logique des choses, comme l'histoire l'enseigne, que peu à peu on se tourne de préférence vers l'héritier plutôt que vers le souverain régnant. Tous les rois de tous les temps ont toujours cherché à limiter de leur vivant le pouvoir de leur successeur potentiel. Le former, oui. Le voir régner de leur vivant, non

— *Sur un plan personnel, De Gaulle appréciait-il toujours Pompidou ?*

— Les éloges que le général lui a adressés avant la crise, puis à la fin de celle-ci et pendant la campagne électorale, étaient certainement sincères. Il est assez objectif pour se rendre compte de la valeur et de la réussite de Pompidou.

## **17 juillet 1968**

— *Comment Pompidou a-t-il réagi à son éviction ?*

— Il est très mécontent, je le sais par des confidences qu'il a faites à Guy de Rothschild, lequel en a informé le président de la banque Worms qui me les a rapportées avant-hier vendredi. Pompidou a dit notamment que si les idées de l'Elysée au sujet de la participation triomphaient, cela poserait à la France des problèmes insolubles dans les entreprises.

La situation politique de Pompidou reste forte. La lettre d'éloges que le général lui a envoyée n'a pas de signification précise, le général l'a écrite pour montrer à l'opinion que leurs relations restaient bonnes.

Pour l'avenir, le sort de Pompidou me paraît être le suivant. Le général ne désignera pas de dauphin, mais il est en train de créer, soit directement, soit en faisant fonctionner son régime, un état-major de chefs politiques de premier plan, parmi lesquels la nation choisira le successeur. Grâce à lui sont déjà lancés dans l'arène Debré, Pompidou, Giscard d'Estaing, Couve, des hommes qui ne seraient rien s'ils n'avaient pas été ses ministres. Il a maintenu l'influence d'hommes plus anciens venus de la IV<sup>e</sup> République parce qu'ils se sont ralliés à lui : Edgar Faure, Chaban-Delmas, Schumann, même Pinay. Dans le même temps, les opposants disparaissent progressivement, n'exercent plus d'influence.

En somme, le personnel gaulliste apparaît peu à peu comme le seul où la France pourra choisir. C'est ainsi, à mon avis, que le général entrevoit sa succession, en préparant une équipe où l'on pourra puiser, situation très différente de celle de l'Espagne ou du Portugal où il n'y a personne qu'on puisse élire. En ce moment, Pompidou reste le mieux placé de toute cette équipe.

— *Il n'est donc pas isolé.*

— Non et au surplus, il n'est pas le seul à se montrer mécontent du nouveau gouvernement. En fait, c'est le lot de tout le groupe parlementaire UDR. On y regrette l'éviction de Pompidou, on critique la composition du cabinet Couve, qu'on estime avoir obéi à des règles jugées peu compréhensibles et où l'on ne voit aucun effort de rénovation. Surtout, on est mécontent des pressions qui se sont exercées de l'Élysée pour éliminer Giscard d'Estaing de la présidence de la commission des Finances sans que le groupe UDR soit consulté. Le refus du groupe, vendredi, de présenter Taittinger contre Giscard vient de là. Non par sympathie pour Giscard, qu'il déteste, mais pour affirmer son indépendance. La rébellion était menée par les jeunes députés du groupe. L'incident sera réglé mardi, mais il y en aura d'autres. Et puis, la politique de participation dans les entreprises soulève de vives objections dans l'immense majorité du groupe.

Le 12 au soir, j'ai eu une longue conversation avec Jacques Duhamel qui rentrait d'une heure d'entretien avec Couve. Lequel lui a précisé qu'il n'avait présenté aucune offre ministérielle à son groupe Progrès et démocratie moderne parce qu'il savait qu'il se heurterait à un refus. Questionné sur la participation, Couve a répondu qu'il était partisan d'une direction ferme dans les entreprises, qu'il voulait, selon son expression, valoriser le profit et que les idées de Capitant n'étaient pas les siennes, mais qu'il valait mieux avoir Capitant dans le gouvernement qu'en dehors, qu'il était ainsi moins dangereux.

Couve a donc les mêmes idées que Pompidou sur ce problème, signe que la cause de sa nomination n'est pas qu'il est partisan d'une politique différente, mais que le général voulait faire partir Pompidou pour d'autres raisons.

— *Qu'ont pensé les autres responsables du groupe UDR ?*

— Baumel est déçu de n'être pas ministre. Il trouve que Pompidou a commis des erreurs, mais que son départ en représente une autre. Il craint que le gouvernement ne revienne aux pratiques d'avant mai, comme si rien ne s'était passé. Et aussi qu'il n'agisse pas énergiquement contre les communistes et les gauchistes, alors qu'il faudrait prendre des mesures individuelles de combat. Il réproche la politique Capitant et redoute que le général ne la soutienne. Il prévoit de grandes difficultés entre le groupe UDR, le gouvernement et l'Elysée, voire une révolte si De Gaulle et Couve veulent pratiquer une politique de gauche et dans ce cas, le chef de la résistance serait Pompidou. Celui-ci entend d'ailleurs constituer des groupes de travail avec des amis comme Caldaguès, Kaspereit, Cointat, pour obliger le gouvernement à agir.

Roger Frey est de très mauvaise humeur contre De Gaulle et Pompidou qui l'ont un peu abandonné en mai ; il redoute une politique de gauche et croit lui aussi que le groupe UDR fera des difficultés. Mais sa nomination au gouvernement atténuera sa mauvaise humeur.

Louis Vallon est également très déçu de n'être pas ministre et il se demande si Couve n'est pas aussi conservateur que Pompidou, si De Gaulle réussira à imposer la participation. Il ira voir Bernard Tricot à l'Elysée lundi matin pour être désigné rapporteur général de la commission des Finances. Il juge très active la fraction de l'UDR qui souhaite

le départ du général et pense qu'à un moment donné, les difficultés entre la droite et la gauche du gaullisme seront grandes.

Quant à Alexandre Sanguinetti<sup>88</sup>, je ne l'ai pas vu, mais je sais par Baumel et Vallon qu'il voudrait une action énergique dans tous les domaines, et estime que c'est le général, par sa vieillesse et ses tendances de gauche, qui l'empêchera. Il est de ceux qui voudraient le voir partir bientôt. Il faut se rappeler que Sanguinetti, pétainiste en 1940 et giraudiste en 1942, n'a jamais aimé De Gaulle, qui ne l'apprécie pas davantage.

— *Que va faire Pompidou à présent ?*

— Il va constituer une réserve politique, une sorte de recours en cas, par exemple, de difficultés financières, économiques... Une sorte de Pinay gaulliste, dont l'influence au Parlement sera considérable. On peut se demander si la logique de sa position ne le conduira pas, en cas de difficultés politiques, à des choix différents de ceux de l'Elysée. Il cherchera à tout prix à l'éviter, mais nul ne peut savoir si ce sera possible. C'est en tout cas un facteur entièrement nouveau dans la politique française.

## 25 juillet 1968

— *L'inaction politique doit peser à Pompidou.*

— J'ai eu une longue conversation avec Henri Duvillard, qui venait de déjeuner avec Michel Jobert, l'ancien directeur du cabinet de Pompidou. Jobert lui a donné des précisions intéressantes sur les intentions de l'ancien Premier ministre.

Il n'a pas l'intention de gêner Couve et lui a écrit pour lui dire qu'il n'assisterait pas à la réception de Matignon, en expliquant : « *C'est vous le Premier ministre, vous devez l'être complètement* ». Il va installer un « brain-trust » dans un immeuble du quai Branly pour suivre les affaires. Il compte agir sur la majorité en faisant travailler

---

88 – Militant de l'Action française dans l'entre-deux-guerres, il s'engage en 1943 dans l'Armée d'Afrique. Membre, dans les années 1950 du Centre de liaison pour l'unité française, puis secrétaire général du Comité d'action des associations d'anciens combattants (CAANAC) à partir de 1956, il milite alors pour l'Algérie française et fait partie des organisateurs du retour au pouvoir de De Gaulle lors de la crise de mai 1958.

Robert Poujade<sup>89</sup> et l'UDR d'une part, *La Nation* de l'autre. Et il évitera d'intervenir au Parlement pour ne pas embarrasser Couve.

Il va partir en voyage et fera sans doute plusieurs déplacements à l'étranger. Il ne verra personne pour le moment et l'a écrit à Duvillard dans un mot personnel. Il lui a envoyé Jobert pour le mettre au courant de ses intentions et lui demander de continuer son travail politique auprès des associations d'anciens combattants.

Duvillard estime que l'entente Couve-Pompidou est complète, que Couve ne songe pas à devenir chef de l'Etat et considère que Pompidou est le successeur que De Gaulle désire. Il n'exclut pas que De Gaulle parte avant 1972. Il ajoute qu'au gouvernement, les deux hommes clés de l'équipe Pompidou sont Ortoli<sup>90</sup> et Chirac.

### **31 juillet 1968**

— *Le remplacement de Pompidou par Couve de Murville continue à surprendre.*

— Au cours d'un dîner que j'ai partagé avec Roger Frey et Jacques Baumel, on a admis que Couve était très inexpérimenté dans ce nouveau métier et se serait montré surpris de constater l'importance des problèmes de personnes. À propos de la participation dans les entreprises, il a dit à De Gaulle que les idées de Capitant étaient complètement inapplicables et il pense avoir marqué des points sérieux dans l'esprit du chef de l'Etat pour faire reculer la mise en application d'une réforme du genre de celle dont Capitant a parlé. Frey se montre optimiste à ce sujet.

### **4 septembre 1968**

— *Les semaines passent, votre jugement sur l'éviction de Pompidou est-il le même ?*

— J'ai vu Baumel récemment, il m'a raconté ceci. À la suite de

---

89 – Depuis peu secrétaire général du parti gaulliste (UDR).

90 – Georges Ortoli avait été le directeur de cabinet de Georges Pompidou à Matignon, puis ministre de l'Équipement et du Logement en 1967 et ministre de l'Économie et des Finances en 1968. Il était ministre du Développement industriel et scientifique dans le gouvernement de Couve de Murville.

la formation du ministère Couve, le général a reçu, comme il le fait toujours, les nouveaux ministres. Parmi eux, il a accordé une longue audience à Jean de Lipkowski, qu'il connaît depuis longtemps, dont la mère a été déportée et pour lequel il éprouve beaucoup d'amitié personnelle. En outre, comme Lipkowski est un ami de Couve et un gaulliste de gauche, des chances existent pour que le général lui ait parlé d'une façon assez ouverte.

L'essentiel de la conversation a porté sur Pompidou, que le général a jugé très sévèrement pour trois raisons.

Pendant les six ans où il a été au gouvernement, il a très bien géré les affaires, mais n'a proposé aucune réforme véritable et s'est plutôt opposé à celles qui étaient souhaitables. C'est là un point de vue classique des gaullistes de gauche et il est frappant de le retrouver dans la bouche du général.

Celui-ci lui reproche aussi sévèrement sa faiblesse pendant les journées de mai. Il faut reconnaître que sur ce point, le jugement du président de la République est loin d'être faux. Ce n'est pas l'opinion générale, mais dans l'ensemble, il est certain que le général a raison. Ce qu'on pourrait ajouter, c'est que lui-même a toléré cette faiblesse et que, dans certains cas, par son comportement, il a même pu l'encourager.

Enfin, le général a laissé clairement entendre que Pompidou, en ne décourageant pas ceux qui voulaient le faire partir pour résoudre la crise, avait pris une attitude très déplaisante à son égard. Là encore, il faut bien reconnaître que même si Pompidou n'a pas participé personnellement à cette campagne, il l'a laissé se développer par des gens qui le touchent de près.

À mon avis, cette conversation apporte des précisions tout à fait valables sur les opinions exactes du général relatives à l'ancien Premier ministre et elle explique d'une façon définitive les causes de son éviction. Personnellement, j'ai toujours pensé qu'il en était bien ainsi. La conséquence que Lipkowski a tirée de tout cela, c'est que la position de Pompidou allait être très difficile et qu'il ne pouvait guère compter sur le général pour se remettre en selle.

Cette conclusion me semble tout à fait fondée, mais elle ne signifie nullement que le général agira pour que Pompidou ne lui succède pas le

jour où le problème se posera. En effet, autant je pense que le général ne désire pas qu'il y ait deux présidents de la République en même temps, c'est-à-dire lui et Pompidou, autant je crois qu'il n'est nullement hostile, *a priori*, à ce que Pompidou soit l'un de ceux qui seront candidats à son remplacement.

— *Que peut-on attendre de nouveau du gouvernement Couve ?*

— En tout cas, le départ de Pompidou a provoqué une diminution de l'anticommunisme du gouvernement. L'autorité de Couve comme Premier ministre est faible. Il laisse les ministres agir assez à leur guise. Il n'y a pas véritablement de gouvernement cohérent.

### **18 septembre 1968**

— *Où en sont maintenant les rapports Couve-Pompidou ?*

— Roger Frey m'a commenté le congrès UNR de La Baule. En ce qui concerne l'attitude de Pompidou, il m'a dit qu'il avait été assez difficile d'éviter un début d'affrontement entre lui et Couve. Il s'en est personnellement occupé. Il lui semble indiscutable que Pompidou va jouer un rôle politique de plus en plus important dans le parti gaulliste, parmi la majorité et à l'Assemblée. Sur son comportement personnel, il estime avoir vu s'affirmer chez lui de fortes tendances autoritaires. Il dit même que Pompidou est devenu dix fois plus autoritaire que De Gaulle.

Début octobre, dans une décharge publique de la région parisienne, fut retrouvé le corps d'un certain Stevan Markovic, tué d'une balle dans la tête et enveloppé dans la housse d'un matelas.

### **21 octobre 1968**

— *Qu'est-ce que c'est que cette affaire Markovic ?*

— J'ai eu une longue conversation, samedi dernier, avec Guy Xoual, de la préfecture de Police et il m'en a parlé. D'abord, contrairement à ce qui a été affirmé, il résulte de l'examen du dossier de naturalisation de Stevan Markovic, à la préfecture de Police comme au ministère de l'Intérieur, qu'il n'y a eu aucune intervention politique d'aucune sorte en sa faveur. Cela met fin à tout ce qu'on a pu dire sur une intervention de [...].

En revanche, sur le plan des mœurs, l'affaire est d'une très grande gravité. Stevan Markovic était l'amant à la fois de la vedette de cinéma [...] et de la femme de celui-ci, ainsi que de bien d'autres, d'ailleurs. Au surplus, il avait poussé l'acteur à organiser des partouzes extraordinaires dans une villa de Seine-et-Marne où, notamment, on avait dressé des chiens à faire l'amour avec les dames de ces messieurs, et aussi avec les messieurs eux-mêmes. De l'avis de Xoual, c'est l'une des plus graves affaires de mœurs découverte en France depuis vingt ans.

Bien entendu, il ne lui appartenait pas de me donner d'autres noms, mais d'après ce qu'il dit, c'est une affaire qui touche uniquement les milieux du cinéma et du théâtre et dans laquelle, dit-il, aucune personnalité politique ne serait compromise.

### **23 octobre 1968**

— *Il faudrait revenir sur la façon dont les événements de mai ont abouti au renvoi de Pompidou. On en apprend tous les jours à ce sujet.*

— Louis Vallon m'a donné récemment une information intéressante sur un aspect de la crise. Il la tient de la personne même qui est en cause, Edouard Sablier, rédacteur en chef des actualités télévisées avant mai et gaulliste lui-même.

Le 29 mai, dans la journée, alors que le général venait de quitter Paris mystérieusement, Sablier reçut un coup de téléphone de Pompidou lui indiquant qu'il comptait enregistrer à dix-sept heures trente une déclaration de première importance à diffuser le soir même. Sablier rendit compte de cette conversation à Bernard Tricot, secrétaire général à l'Élysée, qui lui ordonna de refuser ce que Pompidou demandait. Effectivement, Pompidou ne parla pas le 29 au soir.

Ce qui achève de donner de l'intérêt à cette information, c'est qu'après le 30, Sablier fut limogé par Pompidou, puis rétabli à l'ORTF sur instruction de De Gaulle après le remplacement de Pompidou par Couve de Murville.

On peut donner de cet incident l'explication suivante. Le 29 au soir, Pompidou pensait que le général ne reviendrait pas et qu'il fallait l'expliquer. De là à interpréter son désir de prononcer un discours



comme une marque qu'il ne perdait pas un instant pour prendre acte du départ du général, il n'y avait évidemment qu'un pas. On comprend, dans ces conditions, et la réaction de Tricot, et l'attitude ultérieure du général. Ce fait constitue un maillon supplémentaire dans la chaîne des arguments montrant qu'en particulier à la fin mai, les divergences d'appréciation entre De Gaulle et Pompidou sur de nombreux aspects de la situation étaient sérieuses.

## 12 novembre 1968

— *On continue à parler de l'affaire Markovic...*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec [...], des Renseignements généraux et avec [...] et [...], de la préfecture de Police. Nous en avons un peu parlé. Tous les trois sont bien d'avis qu'il n'y a eu en faveur de la victime, au moment de sa naturalisation, aucune intervention politique de quelque nature que ce soit. Mais ils ont confirmé que l'affaire de mœurs présente certainement une étendue et une gravité assez considérables.

Par suite des relations existant entre le milieu artistique, le milieu politique et le milieu des hommes d'affaires à Paris, et étant donné les mœurs régnant dans le milieu artistique, il est évident que tout accident qui arrive chez celui-ci se répercute automatiquement sur les deux autres.

Le fait qui paraît le plus grave, mais qui est loin d'être encore prouvé, car aucun de mes trois interlocuteurs n'en a eu la preuve directe (mais ils sont tous les trois fondés à le croire exact) est le suivant. Dans le dossier de ce qui a été trouvé au sujet de cette affaire, on aurait découvert une photographie de Mme [...] et d'un partenaire masculin auquel elle était en train de prodiguer ce qu'on appelle un baiser français. Il semble que l'affaire soit exacte et qu'elle ait provoqué une explication difficile entre elle et son mari.

[...] m'a ajouté que d'après certains bruits, les relations entre le mari et l'épouse seraient devenues très difficiles; des amis du couple auraient même parlé d'une possibilité de divorce.

Personnellement, mon avis sur l'affaire est le suivant. Je ne suis nullement étonné de ce qu'on peut dire au sujet de Mme [...], ma seule surprise venant de ce que j'aurais plutôt pensé que la photographie aurait montré une autre femme et non pas un homme. Je pense aussi

que rien de tout cela ne doit beaucoup surprendre le mari, dont l'opinion sur ces affaires doit être faite depuis longtemps, et qui de son côté ne s'est guère privé. Mais je doute qu'étant donné la carrière politique qui peut être la sienne, il puisse penser à un divorce. Un divorce motivé par une telle affaire, avec l'état d'esprit qui règne à l'Elysée, signifierait d'une façon à peu près certaine la fin de la carrière politique de [...].

Dans ces conditions, je ne pense pas que l'affaire puisse avoir les suites qui sont prédites ici et là. Cela étant, si elle est plus grave encore qu'on ne le pense, ce que je ne sais pas, il n'est pas interdit d'imaginer d'autres développements<sup>91</sup>.

### 18 novembre 1968

— *Couve de Murville finit-il par s'affirmer comme Premier ministre ?*

— Je viens de déjeuner avec Roger Frey, assez préoccupé par la situation financière, mais surtout par l'absence d'une autorité gouvernementale suffisante. Il y a un ou deux mois, il était très favorable à Couve et expliquait que, sans doute manquait-il d'expérience, mais montrait toutes les qualités pour apprendre à devenir un véritable Premier ministre. Aujourd'hui, sans toutefois paraître encore changer d'avis, il commence visiblement à s'interroger sur la capacité de Couve à devenir le vrai chef du gouvernement. Déjà, sans que j'aie pu obtenir de précisions, il semble qu'il y ait eu récemment quelques difficultés assez graves entre lui et Edgar Faure.

### 19 décembre 1968

— *Les choses s'arrangent-elles enfin pour Couve ?*

---

91 – En fait, on comprit assez vite que Stevan Markovic, organisateur des parties fines, en photographiait certains participants (personnalités politiques, artistes, publicistes) pour les faire chanter. Certaines de ses victimes auraient alors chargé de l'éliminer François Marcantoni, un proche de la vedette de cinéma et de plusieurs des personnalités en cause, ancien membre de la Résistance dont il arborait la Médaille, et fiché au grand banditisme pour attaques de banques, vols de tableaux, racket et fausse monnaie – délits qui lui avaient valu treize ans de prison. Marcantoni, se croyant à l'abri d'éventuelles poursuites, se montra si peu discret pour agir (en particulier, le corps de Markovic fut retrouvé enveloppé dans la housse d'un matelas acheté peu auparavant par Marcantoni), qu'il attira tout de suite les soupçons de la police et fut arrêté, inculpé et emprisonné. Puis, les **preuves étant** jugées insuffisantes, il fut libéré et bénéficia par la suite d'un non-lieu. Il est mort le 17 août 2010 à Paris, à l'hôpital du Val-de-Grâce où d'ordinaire sont soignées les personnalités en vue de la République.

— Au cours d'un déjeuner récent, Louis Vallon m'a donné des informations intéressantes. Les relations de l'Elysée avec les gaullistes de gauche restent aussi étroites que par le passé, ce qui permet de voir dans les propos de Vallon un aspect de la réalité.

Il explique que Couve de Murville se montre irrité par une certaine opposition plus ou moins larvée qu'il rencontre du côté de Pompidou et de ses amis. De là grandit l'idée d'un remaniement ministériel partiel ayant pour objet d'éliminer du gouvernement quelques-uns des amis de l'ex-Premier ministre.

### **9 janvier 1969**

— *Il paraît que certains problèmes politiques actuels s'expliqueraient par le fait qu'ils mettent en cause des homosexuels ?*

— J'ai dîné hier soir avec Sirjean, qui voulait me faire connaître son successeur au cabinet du préfet, le commissaire Henri Clerc, ancien chef de la première section des Renseignements généraux.

J'ai demandé à Sirjean de me confirmer ce qui m'avait été dit par Baumel au sujet de quelques personnalités. En effet, évoquant certaines activités de gaullistes de gauche, en particulier de membres du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe de d'Astier de la Vigerie, Baumel m'avait dit que plusieurs homosexuels gaullistes jouaient un rôle important dans cette affaire. Il m'avait cité notamment [...], journaliste gaulliste bien connu et [...], rédacteur en chef de [...]. Personnellement, j'ignorais tout à fait cette caractéristique.

Poursuivant sur cette lancée, Baumel avait ajouté que dans les affaires du mois de mai 1968 et ensuite, l'homosexualité avait joué aussi son rôle. [...], m'avait-il précisé, est pédéraste et celui avec qui il couche depuis longtemps est [...], candidat au secrétariat général du PSU et principal opposant de l'actuel secrétaire général Michel Rocard.

Sur ces divers faits et noms, les deux policiers d'hier soir m'ont apporté une complète confirmation.

\*

\*   \*   \*

*Le 17 janvier 1969, lors d'un déplacement à Rome, Georges Pompidou annonça son intention de se porter, le moment venu, candidat à la présidence de la République.*

## **20 janvier 1969**

— *La déclaration de Pompidou a déclenché pas mal de vagues. Comme si on ne s'attendait pas à sa candidature !*

— J'ai longuement parlé samedi matin avec Baumel et j'ai recueilli diverses informations à ce sujet. Il paraît évident, en tout cas, que la déclaration n'a pas résulté de la conversation que Pompidou a eue avec De Gaulle avant de partir.

Louis Vallon, qui tenait ce renseignement, semble-t-il, de milieux proches de l'Elysée, affirme que le général n'avait chargé Pompidou d'aucune mission particulière. Il semble même que le bruit fait autour de ce voyage avant son départ a été à l'origine des déclarations rectificatives du ministre de l'Information à la télévision mercredi dernier, quand il a expliqué que plusieurs personnalités françaises étaient en ce moment en voyage à Beyrouth, en Arabie, etc. Cela avait visiblement pour but de diminuer l'importance du déplacement de Pompidou à Rome.

On peut considérer comme certain que, s'il y avait eu une conversation sur les problèmes de succession entre le général et Pompidou, ce n'est pas trois jours après que Pompidou en aurait fait état, puisque cela permet à tout le monde d'émettre aujourd'hui des hypothèses sur cette conversation à l'Elysée.

## **27 janvier 1969**

— *Que pense Pompidou des réactions suscitées par sa déclaration ?*

— Baumel a vu longuement Henri Rey, le président du groupe UDR à l'Assemblée. Lundi dernier, rentrant de Rome, Pompidou l'avait convié à déjeuner et dit que le général était certainement mécontent de sa déclaration. « *Qu'est-ce qu'il va me passer !* a-t-il soupiré. *Mais il ne peut pas me désavouer publiquement, il ne peut même pas me convoquer. Donc, il ne se passera rien. Je vais faire le mort pendant quelque temps et l'on verra bien* ».

Ces déclarations montrent que Pompidou ne connaît toujours pas bien le général. Il savait qu'en parlant ainsi à Rome, il provoquerait des réactions, mais il les a sous-estimées et il se trouve, sans l'avoir prévu, dans une position délicate vis-à-vis du général. Celui-ci, en effet, ne va pas lui pardonner facilement ses propos.

Toutefois, d'autres influences s'exercent sur Pompidou. Baumel a rencontré Pierre Lazareff<sup>92</sup>, que Pompidou venait d'interroger pour savoir ce qu'il pensait, lui, de sa déclaration. « *Une majorité de Français attendait que vous parliez ainsi*, a répondu Lazareff, *vous avez gagné un million de voix* ». Lazareff a précisé que les réactions de ses lecteurs allaient dans ce sens.

Tout cela démontre que les intentions de Pompidou et celles du général ne sont pas tout à fait les mêmes. Cela dit, Pompidou va sûrement multiplier les efforts pour que l'incident ne s'aggrave pas.

### **18 février 1969**

— *La déclaration de Pompidou alimente toujours la chronique.*

— J'ai conversé ce matin avec Georges Broussine. Selon lui, à Rome, si les journalistes italiens ont fait tout leur possible afin de mettre le voyage de Pompidou en valeur, c'était, pour la plupart d'entre eux, en vue d'aider Rumor à constituer son gouvernement. Ils voulaient montrer que la visite de Pompidou soulignait l'importance que la France accordait au nouveau président du Conseil italien.

Quant aux journalistes français, ils sont presque tous anti-gaullistes et, dans une certaine mesure, ils ont attiré Pompidou dans une sorte de piège, en particulier le correspondant en chef de l'Agence France-Presse, un certain Mangin, qui en 1940, à Londres, avait refusé de rejoindre De Gaulle alors qu'il se trouvait sur place. Il a donc harcelé Pompidou de questions, qui s'est laissé aller à répondre comme on sait. Mangin a aussitôt envoyé un bulletin particulier à l'AFP, ce qui a mis le feu aux poudres. Pompidou le lui a ensuite très durement et amèrement reproché.

Lorsque la nouvelle a été connue à Paris, les journalistes ont d'abord téléphoné à l'Élysée. Or, là, contrairement à ce qu'on peut penser, les

---

92 – Influent directeur du journal *France Soir* et de l'émission de télévision *Cinq colonnes à la une*.

commentaires de l'entourage de Bernard Tricot ont été favorables à la déclaration de Pompidou. On n'était pas loin de dire qu'en définitive, tout cela, si Pompidou ne l'avait pas dit avec l'accord de De Gaulle, n'était en tout cas pas très loin de ses vues.

On peut tirer de là la certitude que les collaborateurs du général ne savaient rien, mais aussi que l'Élysée était probablement moins braqué contre Pompidou qu'on a pu le penser ensuite.

— *Autre sujet qui inspire les articles publiés en ce moment contre vous et évoquant l'aide que vous apportez à Pompidou ?*

— Broussine, avec qui j'en ai aussi parlé, pense que l'une des origines de ces articles est André Ulmann, le directeur de *La Tribune des Nations*, dont il m'a expliqué d'une façon très précise qu'il était un agent soviétique caractérisé, ce que je savais d'ailleurs. Il estime qu'André Ulmann est membre d'une équipe qui veut provoquer l'échec de Pompidou à l'élection présidentielle, car Moscou n'est pas sûr de la politique extérieure de Pompidou. En m'attaquant, Ulmann fait donc d'une pierre deux coups. D'une part, il règle un vieux compte avec *Est & Ouest* et d'autre part, il pense gêner Pompidou, accusé de nouer des alliances dans les secteurs collaborationnistes, vichyssois, patronaux, etc.

Me parlant d'Ulmann, qu'il connaît bien, Broussine m'a expliqué que le Quai d'Orsay lui accorde encore quelques subventions, car on l'utilise en direction des Soviétiques un peu comme agent double. Il reçoit aussi une subvention de Matignon, du fait qu'il connaît très bien Couve de Murville. Enfin, c'est lui qui rédige les articles de Geneviève Tabouis. Cela confirme ce qu'on sait depuis longtemps, à savoir que l'ambassade soviétique de Paris s'appuie sur ces deux journalistes de politique étrangère que sont Geneviève Tabouis et André Ulmann.

## **18 mars 1969**

— *Peut-on attendre des gaullistes de gauche qu'ils se rapprochent de Pompidou ?*

— Ils essaient, mais tous n'y sont pas encouragés. Louis Vallon, qui souhaite devenir ministre si Pompidou est élu président, m'a montré cette lettre qui ne lui laisse guère d'espoir :

*Le 12 mars 1969*

*Mon cher Louis,*

*Je vous remercie de votre lettre qui part d'une bonne intention, mais permettez-moi de vous dire que les critiques politiques – parfois d'ailleurs bien exagérées et fondées uniquement sur des commentaires de presse – sont bien inopportunes quand elles coïncident avec d'autres attaques que vous réprouvez mais que vous n'avez pas condamnées publiquement.*

*Je n'en suis pas moins sensible à ce que vous me dites de vous même et particulièrement de votre femme à qui je vous demande de transmettre mes hommages et mon amical souvenir et je vous prie de croire à mes sentiments cordialement dévoués.*

*G. Pompidou.*

### **Président de la République**

*Le 28 avril 1969, eut lieu le référendum décidé par De Gaulle en vue d'une réforme des institutions et d'une décentralisation régionale. Le résultat fut négatif, le général démissionna, Georges Pompidou se porta candidat à sa succession et fut élu le 15 juin. Il nomma Jacques Chaban-Delmas Premier ministre. Louis Vallon n'entra pas au gouvernement.*

*Georges Pompidou connaissait les rapports que ses deux collaborateurs Pierre Juillet et Marie-France Garaud entretenaient avec Georges Albertini et il s'en félicitait. Il ne nourrissait à son encontre aucune prévention, n'ayant lui-même, sous l'Occupation, pris parti ni pour les gaullistes, ni pour les collaborationnistes. À l'Élysée, il le rencontra souvent, notamment lorsqu'il venait déjeuner avec Pierre Juillet et travailler dans le bureau de celui-ci quand il s'absentait. Pompidou savait, en outre, que nombre des notes que Juillet lui transmettait, notamment sur l'activité des communistes et des socialistes et sur les affaires sociales et syndicales, ainsi que sur la politique internationale, émanaient de Georges Albertini.*

**20 novembre 1969**

— *La participation de Pompidou à la conférence de La Haye va lui procurer une stature internationale.*

— J'ai déjeuné hier à l'Élysée avec Marie-France Garaud et Pierre Juillet dans l'appartement que celui-ci y occupe à présent et qui est l'ancien appartement du général de Lalande quand il était le chef de l'État-major de De Gaulle. Nous avons longuement évoqué le Manifeste pour l'indépendance de l'Europe publié par *Le Monde* du 16 et signé de gaullistes éminents: Messmer, Capitant, Peyrefitte, Vendroux, Foyer, etc. Il s'agit, selon eux, d'une manœuvre visant à infléchir la position de Pompidou à la conférence de La Haye dans un sens anti-européen. Plusieurs de ces signatures auraient été données sans lecture du texte. Jeanneney, sollicité, s'est méfié et a refusé. La cheville ouvrière de l'opération est Alain Ravennes, dont le vrai nom est Abraham, m'a précisé Marie-France Garaud. Juillet a également protesté contre la publication du sondage pro-européen de *Paris-Match* soulignant que les Français accepteraient un président de l'Europe qui soit un étranger. Il interprète cela comme une autre manœuvre visant à affaiblir Pompidou à La Haye.

À propos de la conférence de La Haye, Juillet dit que Pompidou a soigneusement préparé son dossier et qu'il voudrait y affermir son autorité sur le plan international. Il cherche un terrain propice et ne l'a pas encore trouvé. Or, avance Juillet, Pompidou est un paysan, lent, qui hésite, qui observe, qui réfléchit et qui fonce quand il a choisi ou bien se trouve devant l'obstacle.

Nous sommes restés ensemble deux heures et demie. Juillet m'a demandé de ne parler à personne de nos déjeuners. En effet, a-t-il ajouté, nous devons les recommencer dans la mesure de notre disponibilité. « *N'en parlez à personne, a-t-il insisté, encore moins dans les notes préparées pour le Président, car tout se sait à Paris et si nous voulons être efficaces, nous devons agir ainsi* ». Il a ajouté que le président savait que j'étais à l'Élysée, qu'il attachait de l'importance à mes avis et informations sur les affaires politiques. J'ai naturellement assuré Juillet de ma totale discrétion.

Je n'avais jamais conversé avec lui si longtemps ni dans un tel climat de confiance. Mon jugement sur lui est le suivant. C'est un



homme intelligent, peu cultivé et qui ne m'a pas paru aussi bien informé que je le pensais. Sur bien des points, je l'étais bien mieux que lui et c'est sûrement pourquoi il tient à nos contacts, qui le renforcent auprès de Pompidou. Il représente le type du gaulliste très patriote, nationaliste, conservateur, intelligent. Il connaît admirablement Pompidou, peut lui dire à peu près tout et le voit plusieurs fois par jour. Il paraît résolu et ne manque pas d'humour.

Il a visiblement beaucoup d'autorité à l'Élysée. Il a eu l'occasion d'adresser à Marie-France Garaud une remarque critique, assez dure, mais avec le sourire et elle l'a encaissée sans répondre. Ils sont visiblement en totale confiance l'un avec l'autre.

Mon impression finale est que Juillet et Marie-France Garaud sont pleins de qualités, mais manquent un peu de poids pour être les principaux conseillers du président. Ils ne connaissent pas assez bien les grands problèmes politiques. Le président se trouve donc assez isolé, sans personne dans son entourage ayant vraiment des idées politiques et qui puisse le faire réfléchir, le contredire éventuellement. Dans un certain sens, le travail que j'accomplis pour eux a un peu comme objectif de combler ce vide.

### **8 décembre 1969**

— *On parle d'une tension accrue entre le président et le Premier ministre.*

— Les relations Pompidou-Chaban se sont détériorées, notamment à la suite de la décision pratiquement unilatérale de Chaban sur les élections cantonales: il en a annoncé le maintien à la date prévue sans avoir consulté l'Élysée ni s'être mis d'accord au préalable avec l'UDR. Or, celle-ci était plutôt favorable à un report. Il en résulte une amélioration des rapports de Chaban avec le Sénat et avec les centristes, mais un accroissement de ses malentendus avec l'UDR et avec le président de la République.

Comme j'interrogeais Marie-France Garaud sur les raisons qui poussaient Chaban à agir ainsi, elle m'a répondu: « *Il se rend compte maintenant qu'il peut se présenter dans six ans à la présidence de la République et il cherche dès à présent à obtenir les suffrages de la*

*partie de l'opinion qui est la moins gaulliste* ». Elle a ajouté que telle est aussi l'analyse d'Edgar Faure et elle prévoit en conséquence, à mon avis très judicieusement, que dans la bataille politique à venir pour l'élection à la présidence de la République, Chaban et Edgar Faure chercheront tous les deux à obtenir les sympathies de la même clientèle, dont une partie est proche de l'opposition. Pour le moment, avec Giscard d'Estaing, nous avons donc trois candidats sur les rangs.

Elle m'a aussi indiqué qu'Antoine Pinay cherchait très souvent le contact avec le président et était candidat permanent à un déjeuner avec lui. Il ennuie visiblement Pompidou, qui trouve qu'il a beaucoup vieilli et qui estime qu'il n'y a plus grand-chose à en tirer. Marie-France Garaud, chargée de trouver des raisons pour différer ou refuser ces déjeuners, m'a demandé conseil. Je lui ai suggéré de faire inviter, en même temps que Pinay, Edgar Faure et Chaban. Elle a trouvé que ce serait une idée assez amusante qui éviterait au président de s'ennuyer.

### **18 février 1970**

— *Que se passe-t-il aussi entre Poniatowski et Debré ?*

— Au cours du Conseil des ministres tenu il y a une dizaine de jours, le président avait jugé désobligeants les jugements émis par Poniatowski sur Debré. Ponia a en effet tenu des propos qui n'ont pas été rapportés par la presse, mais qui signifient qu'à la suite de cette incartade, il ne sera jamais ministre sous la présidence de Pompidou.

Il est vraisemblable que ces propos rapportés à Poniatowski expliquent son empressement à adresser des excuses à Debré.

### **27 mai 1970**

— *La politique étrangère de la France semble évoluer petit à petit depuis l'élection de Pompidou.*

— J'ai assez longuement parlé avec Marie-France Garaud ce matin, surtout à propos de la politique en Orient. Elle m'a dit que le président avait lu mon rapport avec intérêt et s'était notamment intéressé aux passages concernant les inconvénients que présentait notre politique

actuelle pour le maintien des intérêts français au Cambodge. Il en avait ensuite parlé avec le ministre des Affaires étrangères.

Comme je faisais part à Marie-France Garaud de mes impressions à la suite de mon récent voyage, en insistant sur la nécessité de ne pas aligner la politique de la France sur celle de la Chine continentale, elle m'a répondu : « *Il faudrait que vous expliquiez cela à Pierre Juillet pour lui donner les arguments dont il a besoin en ce moment. Il pense exactement comme vous à ce sujet, il trouve que nous n'avons rien à gagner en poursuivant cette politique, mais tout le monde n'est pas de cet avis* ».

En conséquence, je verrai Pierre Juillet avec elle demain soir.

## **21 juin 1970**

— *On parle de remous à la tête de l'UDR.*

— Il y a un problème Robert Poujade, dont la plupart des dirigeants de l'UDR m'ont entretenu. Il est maintenant mieux connu d'eux, notamment de Chaban, Frey, Baumel, Pompidou même, c'est-à-dire de ceux qui l'ont porté au secrétariat général de l'UDR. Ils ont découvert peu à peu en lui un ambitieux froid, calculateur. Ils disent qu'il tient des fiches sur le personnel politique, qu'il a le goût des polices parallèles et, en conséquence, ne leur donne pas de garanties suffisantes. Frey ajoute qu'il invente des complots et dresse les uns contre les autres, qu'il a engagé une bataille politique contre Chaban qu'il accuse de sacrifier toutes les idées du gaullisme et à qui il ne pardonne pas de ne lui avoir offert aucun portefeuille ministériel. Or, il voudrait être ministre de l'Intérieur, ou aller au moins aux Affaires culturelles quand Michelet sera parti pour raison de santé. De l'avis de Baumel, il n'a plus aucune chance.

Baumel pense que Pompidou n'est pas hostile à l'éviction de Poujade, à qui il reproche de n'avoir pas su organiser l'UDR, ni nouer de bonnes relations avec les deux autres partis de la majorité, et qui a attisé le mécontentement de l'UDR contre Chaban. Pompidou estime que c'est là une faute grave, même si l'on juge que telle ou telle position de Chaban est critiquable.

D'après Baumel, les rapports entre les deux hommes demeurent confiants. Lorsqu'il a vu le président, il y a une dizaine de jours, il a

recueilli l'impression que Pompidou avait, pour conserver Chaban, les mêmes raisons que celles qui l'avaient conduit à le choisir. Au surplus, il ne voudrait pas, en le renvoyant au bout de quinze mois, revenir aux pratiques de la IV<sup>e</sup> République, ni porter un coup sérieux à la carrière politique de Chaban, l'un des deux ou trois gaullistes pouvant lui succéder. Il n'a, de toute façon, personne pour le remplacer. C'est pourquoi Baumel pense que dans la bataille en cours, Pompidou soutiendra Chaban.

Pompidou a dit à Baumel pour en terminer sur ce sujet : « *Jouez un rôle politique plus important auprès de lui. Voyez-le. Chaban néglige trop d'idées gaullistes qui sont bonnes. Rapprochez-vous de lui pour corriger cela. C'est indispensable* ».

Puis ils ont parlé de l'Extrême-Orient. Pompidou est absolument fermé aux idées de Mao, à la révolution culturelle, au communisme vietnamien. Dans l'affaire d'Indochine, il est contre les communistes et il se demande si, finalement, le retrait américain du Cambodge et d'ailleurs ne va pas provoquer là-bas un effondrement général.

Concernant le Proche-Orient, Pompidou lui a dit n'avoir pas encore digéré l'affaire des vedettes de Cherbourg<sup>93</sup>. Résultat, il n'accomplira aucun geste en faveur d'Israël.

Baumel a retiré de cette conversation que Pompidou n'aime pas les diplomates français. Il les trouve trop aristocratiques, trop orientés vers la haute société, pas assez proches du terrain. Il pense aussi que Maurice Schumann bavarde à tort et à travers.

Pour finir, Baumel m'a cité ce jugement de Chaban sur Pompidou : « *C'est un plantigrade lent, c'est-à-dire un ours qui pose le pied en entier sur le sol avant d'en poser un autre, qui ne s'aventure pas. En politique étrangère, il procède par ajustements réfléchis, par petites rectifications, par changements discrets. Il n'y aura jamais rien de spectaculaire* ».

Pas mal vu.

---

93 – Le gouvernement français ayant retardé la livraison de vedettes militaires commandées par l'Etat d'Israël aux chantiers navals de Cherbourg, un commando israélien leur avait fait prendre la mer secrètement et rallier Israël.

**16 octobre 1970**

— *Pompidou ne s'inquiète-t-il pas de la politique d'ouverture à l'Est pratiquée par Willy Brandt ?*

— J'ai longuement parlé avec Georges Broussine, qui suit la politique étrangère de près et qui vient d'avoir un entretien avec Jean-Daniel Jurgensen, le responsable de la direction Europe au Quai d'Orsay. C'est seulement peu à peu que Pompidou a pris conscience que cette politique était très dangereuse pour l'avenir. Il y est aujourd'hui très opposé. Il peut difficilement le dire, ce qui permet à Jurgensen d'avancer qu'à propos de l'Allemagne, la France a désormais deux politiques, celle du Quai d'Orsay avec Schumann et Alphan<sup>94</sup>, et celle de l'Élysée. Mais tout cela est encore en mouvement et l'Élysée imposera sans doute sa manière de voir.

Jurgensen et la direction Europe du Quai, qui mènent la contre-attaque, expliquent que Brandt va se rapprocher de plus en plus de l'Allemagne de l'Est et tenter d'établir une confédération, à laquelle les Soviétiques ne seraient pas opposés, car ils la contrôleraient en partie. Brandt apparaît ainsi comme le rassembleur des deux Allemagnes, ce qui peut accroître ses possibilités dans le pays. Une partie des chrétiens-démocrates commence à se montrer sensible à cette perspective et modérera probablement son opposition. Brandt a parlé un jour des « *droits merdeux des Alliés en Allemagne* » et il veut sûrement s'en affranchir. Une grande partie de son entourage est en outre anti-française.

Jurgensen estime que la seule possibilité qui existe pour faire face à cette évolution est un rapprochement avec la Grande-Bretagne, en dehors des Six. C'est la politique amorcée par De Gaulle à la fin de sa présidence et qui a échoué du fait des imprudences de Christopher Soames, l'ambassadeur britannique en France. Et, commentait le général, du fait aussi de la « *saloperie* » du Premier ministre Harold Wilson, « *un voyou* ». Cette politique peut réussir avec les conservateurs. Il y aura sûrement des pas dans ce sens. Il faudrait compléter

---

94 – Hervé Alphan, qui avait rejoint De Gaulle à Londres en 1941, était en 1970, après avoir été ambassadeur de France à Washington, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères.

cette politique par un rapprochement avec l'Italie, mais celle-ci nage dans l'anarchie, elle montre une faiblesse grandissante et est devenue un satellite intégral des Etats-Unis.

Il est certain, en tout cas, que le problème allemand figure désormais au centre de la diplomatie française.

À propos du voyage de Pompidou à Moscou, Broussine y a vu surtout des résultats économiques. Le protocole ne lui paraît pas essentiel. Il ne l'a d'ailleurs pas encore étudié en détail. Ce qu'il sait, c'est qu'à Moscou aussi, deux tendances s'affrontaient dans la délégation française :

— Schumann et Alphant veulent aller plus loin dans la coopération politique avec les Soviétiques, Alphant étant à présent, pour des raisons que Jurgensen ignore, l'élément le plus anti-américain du Quai ;

— Pompidou, au contraire, entend limiter cette coopération politique, d'où ses déclarations sur la place de la France en Occident et son refus de céder sur les droits de la France à Berlin, sur les droits des Alliés, etc. Il l'a emporté pour l'essentiel, mais pas sur tout.

Plusieurs pays de l'Est, surtout la Pologne, se montrent très mécontents du protocole signé à Moscou. Ils disent que la France a cautionné le rapprochement Moscou-Bonn, ce qui est faux, mais ils le croient, et s'estiment donc eux-mêmes isolés face à ces deux grandes puissances prêtes à s'entendre sur leur dos, comme toujours dans l'histoire.

À propos de la politique française en Chine communiste, Jurgensen dit ceci :

— De Gaulle a bien fait de la reconnaître. La France doit l'amener aux Nations Unies. La Chine le veut maintenant. Elle y sera en 1971.

— Le Canada a très bien réagi, réussissant à ne pas adopter la position de Pékin à propos de Taïwan. L'Italie va suivre. Cela signifie que les Etats-Unis vont avoir à Pékin deux ambassades qui leur serviront pour parler avec les dirigeants chinois. Raison de plus pour que la France reste présente à Pékin.

— Le rapprochement avec Pékin est réel, moins accusé toutefois que je ne le pensais, d'après ce que dit Jurgensen. Mais il est possible que certaines choses lui échappent.

— L'ambassadeur de Roumanie à Paris effectue de nombreuses démarches pour que la France appuie la politique de Pékin. C'est, dit Jurgensen, l'alliance de revers.

Enfin, au sujet d'un éventuel départ de Schumann du Quai, Jurgensen n'y croit pas. Il dit que Pompidou n'a pas intérêt à avoir un ministre des Affaires étrangères de plus grande qualité, qui serait plus difficile à manier.

\*  
\*   \*   \*

## 2 décembre 1970

— *À la direction générale de l'Agence nationale pour l'Emploi, je vous l'ai déjà dit, nous sommes de plus en plus préoccupés par l'augmentation du chômage, surtout chez les jeunes*<sup>95</sup>.

— J'ai parlé cette semaine à trois reprises à Marie-France Garaud et deux fois à Pierre Juillet de la question du chômage. Je leur ai signalé que l'Elysée ne suit pas assez ces nouveaux aspects de la situation sociale, probablement faute d'un conseiller très qualifié en ce domaine. J'ai beaucoup insisté auprès de Juillet, qui a fini par prendre conscience des conséquences politiques de ce que je lui exposais. Il m'a demandé de rédiger pour le président une note, que j'ai remise le 30 novembre, inspirée par vos remarques. Si cela paraît nécessaire, il demandera pour moi une audience à Pompidou.

Dans le même ordre d'idées, je leur ai conseillé de consulter Yves Sabouret, le directeur de cabinet du ministre du Travail, qu'ils pourraient d'ailleurs prendre à l'Elysée. Ils l'ont vu et il leur a fait bonne impression. Sabouret a lui aussi attiré très fortement leur attention sur le développement rapide et important du chômage des jeunes. Ils le reverront.

---

95 – Georges Albertini m'avait demandé en juin 1970 de rejoindre la direction générale de l'ANPE, dont le directeur, Jean Quesnel, me confia le soin d'en assurer les relations publiques. À plusieurs reprises, j'avais évoqué devant Albertini les possibilités nouvelles que l'accroissement du chômage des jeunes procurait à la propagande communiste.

— *On reparle d'un remaniement ministériel.*

— Ce serait même un remaniement important, qui aurait lieu après les élections municipales de mars prochain. Marie-France Garaud dit qu'Edgar Faure recevrait un ministère important, peut-être les Affaires étrangères. Je lui ai répondu que, comme ministre des Affaires étrangères, Edgar Faure poserait des problèmes à Pompidou, car il a des idées assez particulières et prendrait des initiatives en ce sens, tandis qu'aux Finances, il serait parfait.

## **7 décembre 1970**

— *Le chômage commence-t-il enfin à inquiéter l'Elysée ?*

— J'en ai à nouveau parlé avec Marie-France Garaud vendredi. Elle m'a dit que la note sur la situation sociale que j'ai écrite pour le président avait été très appréciée par lui, qui a écrit en marge : « *Analyse particulièrement intelligente de la situation* ». Il l'a gardée toute la journée, l'a montrée à Jobert et à Baudouin, ainsi qu'à Marenches<sup>96</sup> qui en a demandé une photocopie pour son service. Pour tous, la note est évidemment restée anonyme.

— *Et le remaniement ?*

— Il semble qu'il y aura deux remaniements ministériels, un petit avant le 31 décembre et un plus important après les élections municipales. Marie-France Garaud a reparlé d'Edgar Faure au président. Réponse : « *Jacques Duhamel, fatigué, voudrait quitter l'Agriculture. Dans ce cas, il faudrait lui donner les Affaires culturelles. Puisque Edgar Faure est son ancien patron, il n'a qu'à le convaincre de rester à l'Agriculture et Edgar Faure pourra alors prendre les Affaires culturelles* ».

Anne-Marie Dupuy, chef de cabinet du président, s'étant jointe à nous, il m'a paru de plus en plus clair que travaillaient à l'Elysée deux groupes bien distincts qui semblaient ne pas s'apprécier beaucoup : les techniciens avec Michel Jobert et Edouard Ballardur, et les politiques avec Pierre Juillet, Denis Baudouin, Marie-France Garaud et Anne-Marie Dupuy. Tous sont pompidoliens, mais Juillet et

---

96 – Directeur général du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE).



Anne-Marie Dupuy sont vraiment gaullistes, tandis que Baudouin et Marie-France Garaud sont plutôt centristes. Jobert, ancien collaborateur de Mendès France, a évolué vers la droite et est difficile à classer. Balladur n'affiche pas d'opinion politique. Les politiques critiquent assez sévèrement les autres.

### **11 décembre 1970**

— *La décentralisation régionale est une idée qui gagne du terrain. Vous êtes toujours contre ?*

— À la demande de Jacques Baumel, j'ai rédigé une note qu'il a remise à Chaban avant qu'il ne parle aujourd'hui au congrès du Mouvement national des élus locaux. Le but de cette note était d'empêcher que Chaban, plutôt régionaliste, n'aille trop loin dans ce sens, la position du président étant assez différente de la sienne. Le dernier paragraphe, que j'ai rédigé avec précaution, était pour lui faire comprendre qu'un conflit avec le président sur cette question pourrait entraîner son remplacement à Matignon.

J'ai transmis un double de ma note jeudi matin à Marie-France Garaud. Je suis allé à l'Élysée hier soir et elle m'a dit que la note correspondait parfaitement à ce que pense le président. Juillet voulait m'en parler, mais je n'ai pas pu le voir, il recevait Taittinger à la suite de la dernière conversation que j'avais eue avec lui sur les questions sociales.

Il est certain que l'affaire de la régionalisation telle qu'elle a été posée par Jean-Jacques Servan-Schreiber risque de provoquer une bataille politique sévère. En gros, trois tendances s'affrontent au gouvernement sur ce sujet : les conservateurs, dont le chef est Raymond Marcellin, qui ne veulent à peu près d'aucune réforme et que soutiennent les Finances ; les régionalistes les plus affirmés avec lesquels Chaban et une partie de ses conseillers entretiennent des contacts suivis ; le président, qui garde une position d'équilibre entre les deux.

**21 décembre 1970**

— *Depuis que Pompidou est à l'Élysée, la vie politique semble atone.*

— J'ai déjeuné avec Baumel qui m'a relaté deux incidents graves survenus entre l'Élysée et Matignon à propos de l'aide à l'enseignement privé. D'une part, a paru au *Journal officiel* un texte dont Pompidou ne partageait pas l'orientation et il a fait savoir au Premier ministre que si un phénomène de ce genre se renouvelait, il relèverait séance tenante de ses fonctions le secrétaire général du gouvernement, Donnedieu de Vabres, qu'il tient pour le principal responsable de cette publication, incorrecte à ses yeux.

D'autre part, sur le même sujet, lors du dernier Conseil des ministres, une discussion s'est instaurée à l'issue de laquelle le président a fait connaître son point de vue, qui était très différent de celui du Premier ministre et de plusieurs ministres. Jacques Chaban-Delmas a alors été obligé de lui dire qu'avant le Conseil des ministres et escomptant que le président approuverait son projet, il avait déjà donné des instructions pour que l'administration agisse dans le sens qu'il lui avait prescrit, et dont il venait d'apprendre que ce n'était pas celui que souhaitait le président. Glacial, Pompidou lui a répondu dans un silence extrême: « *Monsieur le Premier ministre, je suis désolé de constater que pour vous, le Conseil des ministres doit être une chambre d'enregistrement de vos volontés* ».

Il a levé la séance immédiatement après et dit, s'adressant amicalement à Giscard d'Estaing: « *Monsieur le ministre de l'Économie et des Finances, j'ai beaucoup apprécié le discours que vous avez récemment prononcé au club Perspectives et Réalités sur la notion de majorité* ». Puis il a ajouté, mi-figue, mi-raisin: « *Décidément, je suis de plus en plus giscardien* ».

*Le 7 janvier 1971, un remaniement ministériel intervint à l'initiative du président de la République. Jacques Chirac passa de l'Économie et des Finances aux Relations avec le Parlement, que Roger Frey abandonna au profit de la Réforme administrative.*

**21 janvier 1971**

— *On perçoit de nouveaux tiraillements entre Pompidou et Chaban-Delmas.*

— Jacques Baumel avec qui j'ai déjeuné m'a raconté de manière très précise sa conversation de quarante-cinq minutes avec le président le mardi 12. Elle a été entièrement consacrée à l'information. Le président lui a dit textuellement: « *Ma véritable divergence de vues avec le Premier ministre porte sur l'information telle qu'elle est présentée à l'ORTF et ailleurs. Elle sape les fondements de l'Etat. Je l'ai dit à Chaban quand il a nommé Desgraupes. Il m'a mis devant le fait accompli. Je devais ou accepter Desgraupes, ou renvoyer Chaban. Six semaines après l'avoir nommé, il fallait que je le garde. Je lui ai dit qu'il prenait là une lourde responsabilité et que je ne l'oublierais pas si, comme je le craignais, cela tournait mal* ».

Baumel pense, comme moi, que ces paroles en disent long sur la gravité du problème. Il considère, comme moi, que sur ce point une rupture peut très bien se produire entre Pompidou et Chaban.

Le président a, au surplus, regretté que Chaban, après avoir supprimé le ministère de l'information, ne l'ait pas reconstitué d'une façon ou d'une autre. Baumel lui a précisé que tous les directeurs de journaux en réclamaient la reconstitution afin d'être protégés dans leur industrie, qui est très importante. Le président a dit à Baumel qu'il souhaitait le voir s'occuper davantage de l'information.

Après les exemples qu'il lui a donnés sur l'ORTF, il a de nouveau cité l'affaire de Burgos<sup>97</sup>. « *Quand l'ambassadeur d'Espagne est venu protester, a-t-il dit, il avait raison. Je ne pouvais pas le lui dire, mais je le pensais. Et là encore, il a mis en cause le Premier ministre, accusé de tiédeur à l'égard de l'Espagne* ».

Baumel pense que Chaban pourrait être remplacé avant 1973. C'était impossible hier, ce le serait devenu aujourd'hui. Delors, l'un de ses principaux conseillers, a d'ailleurs dit à Baumel, il y a quelques jours :

---

97 – Allusion à l'enlèvement du consul d'Allemagne à Burgos par des nationalistes basques de l'ETA et retenu un temps en otage, probablement en France, sans que Paris ne semble s'en être beaucoup soucié.

*« Si la popularité de Chaban tombe au-dessous de 50 % et c'est très possible dès cette année, Pompidou n'hésitera pas à le liquider ».*

Jacques Baumel a détaillé à Chaban, le lendemain, les aspects principaux de sa conversation avec Pompidou. *« Tu devrais changer ta politique d'information, lui a-t-il conseillé, refaire sous une forme ou une autre un ministère de l'information ».* Ce à quoi Chaban a répondu d'une façon tranchante : *« Je ne le ferai jamais »*, ce qui confirme les possibilités d'une rupture quand la question se posera, et elle ne peut pas ne pas se poser un jour.

Baumel a aussi insisté pour qu'il se préoccupe de reprendre politiquement les choses en main. Ils ont décidé de constituer un comité officieux régulier, formé de Chaban, Frey et Baumel, et de nouer certains contacts. C'est à ce moment qu'un déjeuner avec moi a été décidé.

Baumel dit aussi que Jacques Chirac tient des propos très durs contre Chaban et pèse, avant les élections municipales, pour une *« fermeture en direction de l'opposition »*. A ce sujet, Baumel pense, à juste titre me semble-t-il, que le discours de Frey à Royan sur *« l'ouverture »*, il y a quelques mois, a été l'une des causes essentielles de sa perte d'influence à l'Élysée.

## **27 janvier 1971**

— *Où en sont les rapports du président avec le Premier ministre ?*

— Je me suis entretenu de la lutte d'influence entre le président et le Premier ministre avec Marie-France Garaud, auprès de laquelle j'ai obtenu quelques confirmations. Il n'est pas douteux que le récent remaniement ministériel et la conférence de presse du président vont dans le même sens : une affirmation de l'autorité présidentielle à l'égard non seulement du Premier ministre, mais aussi du gouvernement dans son ensemble et de la majorité. Tout indique que le président va continuer dans la même direction.

Nous sommes tombés d'accord pour estimer qu'en 1971, un conflit se produira certainement entre le président et le Premier ministre à propos de l'information. Le président, au cours de ses récentes vacances, a regardé la télévision, ce qu'il ne fait jamais d'ordinaire. Il en est revenu

complètement horrifié par tout ce qu'il a vu et entendu. Il estime qu'il est impossible de laisser continuer à se développer une pareille propagande et certainement, d'une manière ou d'une autre, il interviendra à ce sujet. Quand on connaît l'état d'esprit de Chaban sur ce point, on peut en effet estimer qu'un conflit est inévitable.

Elle m'a indiqué, conformément à ce que je pensais moi-même, que Jacques Chirac, un peu trop sûr de lui du fait de l'appui présidentiel dont il bénéficie, avait peut-être, depuis sa désignation comme ministre chargé des relations avec le Parlement, commis quelques imprudences qui peuvent lui valoir des ennuis.

Elle m'a aussi raconté en détail les raisons de la mutation de Frey au gouvernement. Il y a un mois ou deux, le président l'avait reçu et interrogé sur la réforme administrative. Il avait été tellement frappé par le bon sens des réponses de Frey qu'il en avait conclu qu'il fallait le charger d'appliquer lui-même les idées qu'il lui avait exposées, en créant pour lui un ministère de la réforme administrative. Cela permettait de faire d'une pierre deux coups puisqu'ainsi, on libérait son poste, ce qui favorisait l'installation de Chirac au gouvernement.

Cette précision est intéressante, car elle montre d'une part que le crédit de Frey auprès du président subsiste plus qu'on ne pouvait l'imaginer et d'autre part, qu'il avait désormais la possibilité, en agissant avec intelligence dans ce domaine auprès du président, de recouvrer une partie de son autorité perdue.

## **6 avril 1971**

— *La situation semble échapper un peu plus au gouvernement.*

— J'ai parlé samedi à Marie-France Garaud. Elle m'a indiqué que la veille, Pierre Juillet avait eu une longue conversation avec le président, qui avait évoqué abondamment la situation qui se dégrade, les désordres dans la rue et dans les lycées, etc. Juillet s'est contenté d'écouter sans beaucoup réagir, pour lui faire comprendre qu'il souhaitait de sa part une attitude plus énergique.

Marie-France Garaud a ajouté que, s'agissant des troubles qui se sont produits à l'École normale supérieure et qui ont entraîné la démission du directeur, le président avait réagi avec violence. Elle

pense que peu à peu, il arrive à la conviction qu'il faut gouverner durement. Mais il est gêné, car il sait que le Premier ministre n'est pas prêt à le suivre.

Elle m'a cité divers détails qui confirment que le président et le Premier ministre continuent à avoir une vue différente de la situation et des moyens à mettre en œuvre pour y faire face. Elle-même avait déjeuné la veille avec Simon Nora, le principal conseiller du Premier ministre et retiré de cette rencontre la confirmation que l'entourage de Chaban préconisait sur les affaires en cours une politique très éloignée de ce que veut le président.

J'ai été conduit à l'interroger sur les relations existant entre le président et son premier collaborateur officiel, Michel Jobert, secrétaire général à l'Élysée, car je ne comprenais pas comment deux hommes si différents avaient pu devenir des collaborateurs intimes. Elle m'a exposé que cela s'expliquait par les conditions dans lesquelles Jobert s'était rapproché du président en 1969. Par suite d'une série de hasards, Marie-France Garaud avait été alertée la première sur l'affaire Markovic et elle en informa Jobert, directeur de cabinet de Pompidou quand il était Premier ministre, de façon qu'il lui en parle. Les informations qu'il s'agissait de transmettre étaient en effet plus faciles à communiquer par un homme que par une femme. C'est ainsi que Jobert, qui n'avait jamais travaillé de façon intime avec Pompidou quand il était Premier ministre, en devint, quand il n'était plus rien, un collaborateur privilégié : il fut celui qui suivait pour son compte le déroulement de l'affaire Markovic. Cela le conduisit à voir Pompidou régulièrement et comme, en la circonstance, il le servit d'une façon loyale, il en résulta un rapprochement durable entre les deux hommes.

À la vérité, si Pompidou a en lui une entière confiance, sur le plan des caractères ils continuent à ne pas s'entendre, précise Marie-France Garaud. Pompidou le trouve morose, ennuyeux et dit à certains de ses collaborateurs avec lesquels il est plus libre : *« Qu'est-ce que je peux bien faire aujourd'hui pour ne pas entendre les réflexions attristantes de Jobert ! »*.

**21 avril 1971**

— *On reproche de plus en plus à Pompidou son immobilisme.*

— J'ai eu hier avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud une conversation de près de deux heures qui a porté notamment sur ce sujet. Nous estimons tous les trois que la responsabilité du président de la République se trouve effectivement engagée et que c'est en grande partie sa faute si les choses sont devenues ce qu'elles sont. Mes deux interlocuteurs étaient beaucoup plus ouverts que d'ordinaire sur ces questions et je sentais, à les entendre, qu'ils étaient préoccupés par les problèmes suivants.

D'abord, ils se rendent compte que si le président est bien préparé sur les plans économique, financier et même social, il l'est beaucoup moins sur le plan strictement politique et sur celui de la politique étrangère. Ils expliquent par là qu'il ne prend pas beaucoup d'initiatives dans ces deux domaines et se contente de suivre, en l'adaptant, la politique de De Gaulle. Or, on peut penser que dans un an ou deux, la très forte impulsion donnée par le général, tant dans le domaine de la politique intérieure que dans celui de la politique extérieure, cessera peu à peu de faire sentir ses effets. À ce moment-là, il faudra donner un nouvel élan. Juillet et Marie-France Garaud se demandent si le président aura l'imagination et la volonté nécessaires. Ils croient qu'il y a chez lui plus de scepticisme qu'ils ne le pensaient et peut-être même que son analyse de la volonté des Français n'est pas toujours correcte.

À ce sujet, Juillet m'a raconté qu'ayant eu l'occasion, il y a une quinzaine de jours, de s'entretenir avec le président de la situation politique, il lui avait expliqué que les Français n'aspiraient pas seulement à une meilleure situation matérielle, mais qu'ils voulaient aussi une part de rêve, une part de mythe, une part d'aventure – tout ce que De Gaulle fournissait, en définitive, tant à ses partisans qu'à ses adversaires. À quoi Pompidou a répondu avec vivacité : « *Vous vous trompez, les Français ne pensent à rien d'autre qu'à la paix et à la sécurité du lendemain* ». Bien entendu, cette réponse est exacte en elle-même, mais elle est loin de recouvrir le problème dans son ensemble.

Nous sommes tombés d'accord pour estimer que si De Gaulle pensait trop à la France et pas assez aux Français, Pompidou, lui, aurait tendance à penser trop aux Français et peut-être pas assez à la France.

### 23 juillet 1971

— *L'action du gouvernement dans la plupart des domaines apparaît toujours bien insuffisante.*

— Il y a une dizaine de jours environ, Pompidou a eu avec Pierre Juillet une importante conversation sur la nécessité de donner une impulsion nouvelle à l'action politique. D'après ce que m'a dit Juillet, il semble que la note que j'ai préparée sur François Mitterrand et sur le danger que représente l'union de la gauche a joué un rôle dans la détermination du président.

Il a donc demandé à Juillet de reprendre une activité politique et de mettre sur pied une structure permettant d'accomplir le travail nécessaire. Il lui a dit en propres termes : « *Je vous demande de chausser à nouveau les bottes de La Tour Maubourg* »<sup>98</sup>. Cela voulait dire de recommencer à vous occuper des problèmes politiques comme vous l'avez fait au moment de l'élection présidentielle de 1969.

Pierre Juillet m'a donc prié de venir à l'Élysée où j'ai eu une longue conversation avec lui en présence de Marie-France Garaud. Il m'a rapporté son entretien avec Pompidou et m'a demandé mon concours, en me précisant qu'il comptait absolument sur moi pour essayer d'atteindre les objectifs qu'il voulait se fixer.

La méthode qu'il entend appliquer est la suivante : constituer une commission de cinq personnes qui se réunira régulièrement à l'Élysée et qui comprendra lui-même, Marie-France Garaud, Jean Méo, ancien collaborateur du président et aujourd'hui directeur général d'ELF-ERAP, Jacques Douce, également ancien collaborateur du président et maintenant directeur de l'agence Havas, ainsi que moi-même. C'est cette commission qui définira les grandes lignes de la politique générale à conduire d'ici à 1973 contre l'opposition et d'abord contre l'opposition communiste.

---

98 – C'est-à-dire reprendre l'action telle qu'elle était menée dans les bureaux loués avenue de La Tour Maubourg lors de l'élection à la présidence de la République.



Il faudra que cette commission dispose d'un comité directement relié aux partis politiques de la majorité et attentif aux problèmes électoraux, avec la charge de traduire dans les faits les idées qu'elle aura pu élaborer. Les deux personnalités les plus importantes de ce comité devraient être Jacques Baumel, qui doit jouer un rôle important auprès du Premier ministre et Jacques Chirac, qui a justement dans ses attributions les rapports avec le Parlement et la préparation des élections.

J'ai dit à Juillet, d'une part, qu'il fallait absolument que Chaban soit mis au courant de cette initiative et l'approuve; d'autre part, que pour accomplir un travail véritablement efficace, nous devons être parfaitement informés et que j'étais surpris de constater que dans de nombreux cas, l'Elysée, de même que Matignon, étaient politiquement mal informés. J'ai précisé à Juillet que c'était lui qui devrait se charger d'apporter à la commission les informations disponibles, notamment sur le Parti communiste, faute de quoi il serait impossible d'accomplir un travail utile. Il m'a promis d'y réfléchir et il a été entendu que je lui préparerai une note sur l'organisation du travail de la commission dès que nous disposerons de quelques éléments d'information complémentaires.

## **Précisions sur les négociations de Grenelle en mai 1968**

**17 septembre 1971**

— *Il paraît que Branko Lazitch a obtenu de Jacques Chirac des précisions sur la façon dont les négociations de Grenelle ont été conduites ?*

— Lors du déjeuner qui réunissait le 14 septembre Jacques Chirac et Jacques Friedmann, son directeur de cabinet, avec Annie Kriegel et Branko Lazitch, notre ami a demandé au ministre ce qui s'était passé. En fait, j'avais suggéré à Lazitch deux questions bien précises : était-il vrai que Chirac avait noué des contacts personnels et secrets avec la CGT en la personne d'Henri Krasucki avant le début des négociations ? Était-il vrai que le tournant décisif des négociations s'était produit aussitôt après que Georges Séguy eût reçu un appel télépho-

nique l'informant qu'une réunion aurait lieu à Charléty le lendemain, avec la participation de la CFDT et de Mendès France, à la suite de quoi la délégation de la CGT aurait laissé tomber à la fois le front commun avec la CFDT et plusieurs des revendications qu'elle défendait jusqu'alors ?

Chirac a totalement confirmé ces deux points et il a ainsi raconté les événements dans le détail.

Le dimanche soir 26 mai, aux environs de vingt-trois heures trente, Séguy reçoit la transcription d'une communication téléphonique dont Chirac ignore la provenance. Comme Séguy est assis à côté de lui autour de la table ronde et comme les assistants sont assez serrés, Chirac peut en lire le texte, que Séguy ne lui cache d'ailleurs pas. Il y est dit que le lendemain sera organisée une grande réunion au stade Charléty, avec la participation de la CFDT et de Mendès France. Peu après, quelqu'un demande une brève suspension de séance, pendant laquelle Séguy aborde Chirac et lui dit qu'il est temps de conclure positivement les négociations.

À cette décision subitement communiquée à Chirac, celui-ci voit trois raisons étroitement liées : la menace gauchiste proprement dite, son aggravation d'une part à la suite de la participation de la CFDT et d'autre part du fait de la présence de Mendès France à la réunion de Charley, dernier élément de loin prépondérant dans cette volte-face.

Comme la séance doit reprendre immédiatement, Chirac informe Pompidou de la nouvelle attitude de Séguy et quand la séance reprend quelques minutes plus tard, Séguy sort par une porte et Chirac peu après par une autre pour le retrouver et mener à bien la négociation. Lors de ce tête-à-tête, Séguy abandonne en une demi-heure ce qu'il avait exigé durant les deux jours précédant la négociation. Il ne demande plus que la reconnaissance des comités d'entreprise et le rétablissement de la subvention officielle à la CGT, ce qui lui est accordé par Chirac. Quant au ticket modérateur de la Sécurité sociale, réduit à 10 % par Jeanneney et dont l'annulation était demandée sans cesse par les communistes avant les journées de mai, Chirac propose de le réduire à 5 % et de soumettre au Parlement la discussion de ce problème. Séguy accepte immédiatement et Chirac pense que son

acceptation aurait été obtenue même sur la simple promesse d'un nouveau débat au Parlement.

Une fois cet accord conclu, Chirac fait passer à Pompidou un bref résumé de ce dont il est convenu avec Séguy et Pompidou lui adresse un signe d'approbation.

Lorsque la CGT fit connaître à la table ronde tout entière sa volte-face, Séguy ne prit pas la parole, il laissa la tâche aux autres représentants de la CGT, tous présents, sauf Frachon parti se coucher. Les représentants de la CFDT, Descamps et Benéty, surtout ce dernier, furent à la fois surpris et furieux de ce qu'ils venaient d'apprendre et c'est leur obstruction qui prolongea la table ronde d'une ou deux heures.

Vers six heures, Chirac quitta Séguy qui devait aller chez Renault à Billancourt pour exposer, avec Frachon emmené en renfort, les résultats obtenus rue de Grenelle. D'après Chirac, dans la mesure où en des moments décisifs on peut juger des intentions et des sentiments d'un homme, Séguy donnait l'impression de vouloir réellement faire accepter les accords de Grenelle par les ouvriers.

Un militant de la CGT, informateur de Jacques Foccart, se trouvait au premier rang des ouvriers de Renault au moment où Séguy et Frachon sont montés à la tribune pour plaider la cause des accords. Son impression à lui aussi était qu'ils voulaient les faire accepter. Il n'y avait pas plus de 2 500 ouvriers à cette réunion. Ce sont les protestations véhémentes de l'assistance qui obligèrent Frachon et Séguy à battre en retraite.

Au dire de Chirac, deux explications sont à avancer pour cet échec inattendu. Selon la première, des gauchistes, y compris des militants de la CFDT, étaient sur place et avaient noyauté la réunion; dès le début, ils entraînaient la masse ouvrière vers le refus. Selon la seconde, un tract signé par l'organisation communiste et cégétiste de Renault aurait invité les ouvriers à rejeter l'accord. Chirac a eu l'occasion, après les événements, d'interroger à ce sujet le cégétiste Magniadas, qui a répondu que ce tract était une provocation gauchiste.

Chirac a en outre confirmé au déjeuner ses contacts avec Krasucki, décrits par Philippe Alexandre dans son livre *L'Elysée en péril*

(Fayard éd., 1969). Même les détails pittoresques rapportés par cet auteur sont vrais : les noms conspiratifs que Chirac et Krasucki s'étaient attribués pour mieux conserver le secret de leurs contacts ; le rendez-vous donné dans un immeuble louche derrière la place Clichy, avec un soutien-gorge sur le lit, etc. Seulement, Chirac affirme ne pas avoir donné lui-même ces informations à Philippe Alexandre. La source était donc Krasucki. « *Si j'avais voulu révéler ces contacts secrets, j'aurais dit en même temps que j'avais aussi rencontré à ce moment-là Eugène Descamps et André Bergeron* », a ajouté Chirac, en précisant que Bergeron habite à une adresse impossible et qu'à chaque fois qu'il s'y rendait, il se trompait de rue. « *Or, il n'y a aucune trace de mes contacts avec Descamps et Bergeron dans le livre d'Alexandre* », remarque-t-il.

\*

\*   \*

#### **4 novembre 1971**

— *A-t-on appris quelque chose sur la visite de Brejnev à Paris et sur ses conversations avec Pompidou ?*

— J'ai vu hier soir Pierre Juillet et Marie-France Garaud qui venaient de lire les cent pages de notes secrètes préparées pour les archives de l'Élysée et du Quai d'Orsay, et qui résument ces conversations. Marie-France Garaud m'a livré ses impressions.

Contrairement à ce qu'elle croyait et à ce qu'on pourrait imaginer, il n'y a pas grand-chose d'intéressant dans ces cent pages. Les échanges n'ont guère dépassé les généralités sur la politique internationale. Au cours de la première conversation, par exemple, il n'a pas été question plus de dix minutes de l'Allemagne. Quand on considère le temps perdu par les traductions, on se rend compte qu'il n'y avait pas matière à des explications très approfondies.

Elle m'a indiqué aussi qu'une grande partie des conversations avait incombé à Brejnev, qui a longuement discoursé sur la situation économique de l'URSS, qui s'est livré à de la simple propagande, d'ailleurs mal faite et qui n'a pas du tout intéressé le président de la

République. Il a aussi longuement parlé de la manière dont fonctionnait le régime soviétique, puis des produits que l'URSS souhaitait nous acheter et de quelques autres qu'elle pouvait nous vendre...

Il n'a pas été question d'une manière très précise et prolongée, de la part de Brejnev, du projet de traité d'amitié demandé par Moscou. Le Quai d'Orsay aurait souhaité qu'un tel traité soit signé, mais Pompidou s'y est opposé d'une façon acharnée et l'a emporté. L'une des idées clés du président est qu'il n'a pas voulu donner aux Soviétiques la satisfaction de voir, en quelque sorte, s'engager entre l'Allemagne et la France une course à la bienveillance de l'URSS. Ce n'est pas parce que l'Allemagne a signé un traité avec elle, estime-t-il, que la France doit en signer un de son côté. En outre, Pompidou a eu l'occasion de faire connaître l'une de ses préoccupations principales, qui est son hostilité à la neutralisation de l'Europe, laquelle ne deviendrait ainsi rien d'autre qu'un protectorat soviétique.

On se montre très mécontent, à l'Elysée, du comportement des Soviétiques à cette occasion. Pendant les quatre ou cinq jours où Brejnev a été là, une quinzaine de policiers soviétiques campaient littéralement dans le bureau d'Anne-Marie Dupuy, le chef de cabinet du président, bureau qui est aussi celui des aides de camp. Ils étaient là pour garder Brejnev qui se trouvait de l'autre côté de la porte et il était impossible de leur tirer un mot ni de rien savoir d'eux.

— *Pourquoi le déjeuner prévu près de chez moi, au château de La Celle Saint-Cloud, a-t-il été annulé ?*

— Fixé au deuxième ou troisième jour, il a été annulé deux heures avant et sans explication par les Soviétiques, qui ont préféré qu'il ait lieu à Paris. Il a donc fallu remporter dans la capitale tout ce qui avait été préparé à La Celle Saint-Cloud et au dernier moment, les Soviétiques ont annoncé qu'il y aurait trente convives supplémentaires. L'insolence de ce procédé a été d'autant plus ressentie que la raison véritable du report du dîner a été le temps perdu à l'Elysée par les bavardages inutiles de Brejnev.

Autre sujet de mécontentement, la visite de la maison de Lénine, où les policiers soviétiques se sont conduits véritablement comme chez eux. Pompidou a reçu à ce sujet plusieurs protestations,

auxquelles il n'a pas fait grand cas, car, a-t-il dit, à partir du moment où nous l'avons autorisé à se rendre dans un musée qui est un musée communiste, il était difficile de faire quoi que ce soit.

L'Élysée a été aussi très mécontent du discours de Brejnev à la télévision, ainsi que de l'attitude de Gaston Defferre à Marseille.

La personnalité de Brejnev semble n'avoir produit aucun effet sur Pompidou. Il a estimé se trouver en présence de rien d'autre que d'un homme de l'appareil, qui avait gravi lentement tous les échelons de sa profession, qui ne présentait aucun caractère attirant et qui était essentiellement un propagandiste, avec tout ce que cela comporte d'artificiel et d'ennuyeux. Impression bien différente de celle qu'avait produite Khrouchtchev sur le général De Gaulle et dont on trouve trace dans ses Mémoires.

L'épouse de Brejnev a montré l'image d'une femme très honorable, mais totalement insignifiante, une véritable paysanne russe.

Pour résumer, Marie-France Garaud m'a dit que le texte de la déclaration finale en contenait autant sur les conversations que les documents secrets. Elle m'a dit: « *Lisez-le avec attention et esprit critique, vous y trouverez tout ce qui a été dit pendant ces quelques jours* ».

## **9 novembre 1971**

— *L'influence de Pierre Juillet sur le président semble grandir.*

— J'ai passé hier un long moment avec Marie-France Garaud à l'Élysée. Pierre Juillet étant absent, nous avons pu parler de questions qu'il est plus facile d'évoquer avec elle seule. Elle m'a ainsi exposé certains aspects de la psychologie du président et de Pierre Juillet :

« *Ce sont deux hommes très différents. Pompidou a une confiance entière en Juillet et il consent que celui-ci lui dise des choses qu'il n'accepterait de personne d'autre. Pour autant, il n'en fait que selon sa méthode. Or, celle-ci est toujours la même. Elle consiste non pas à créer l'événement ou à le provoquer, mais à le saisir au passage et à essayer de se placer dans le courant des faits qui se présentent. C'est là tout le secret de ses difficultés avec Juillet, qui pour sa part voudrait contraindre*

*Pompidou à gouverner plus directement, c'est-à-dire à créer un régime plus présidentiel. Tout ce qu'il dit intéresse le président, mais celui-ci n'est pas convaincu qu'il doit le faire, car son tempérament ne le pousse pas à devancer les événements. Juillet essaie de le faire se reprendre, de créer des événements qui pourraient l'obliger à intervenir dans un certain sens. Mais il faut bien reconnaître qu'il éprouve beaucoup de difficultés. Tout cela n'empêche nullement l'intimité de leurs relations et la confiance de Pompidou en Juillet, une confiance si totale qu'elle ne se compare à nulle autre ».*

Marie-France Garaud m'a expliqué en outre qu'elle-même et Juillet étaient en train de se battre contre le Quai d'Orsay, qui voudrait inviter en France, après Brejnev, le secrétaire général du Parti communiste polonais. La position de Juillet et de Marie-France Garaud est qu'il est inadmissible d'inviter les secrétaires généraux des partis, la France ne devant avoir de rapports qu'avec les Etats, non avec les partis. Mais qu'une telle visite soit envisagée montre à quel point le Quai d'Orsay commence à être influencé par les thèses soviétiques.

## **29 novembre 1971**

— *Pompidou paraît donner de plus en plus dans l'immobilisme.*

— Je suis passé à l'Elysée ce matin, à l'invitation de Juillet et de Marie-France Garaud qui voulaient me demander comment je jugeais l'affaire de la drogue-SDECE<sup>99</sup> telle qu'elle se déroule, avec les attaques de toutes sortes qui se produisent. J'ai essayé de leur faire un exposé aussi objectif que possible, en donnant mon interprétation sur des points très difficiles. Il a été entendu que nous demanderions à Kosta Christitch de préparer pour *Le Monde* un grand article explicatif qui pourrait, dans une large mesure, donner le ton au reste de la presse.

Ils m'ont également demandé mon impression sur la conversation qu'ils ont eue avec un ancien collaborateur du président quand il

---

99 – Un ancien agent du SDECE, Delouette, avait été arrêté aux Etats-Unis, porteur de quarante-quatre kilos d'héroïne, et révélé que ce trafic, dans lequel trempaient certaines personnalités gaullistes, servait à financer des activités du SDECE.

était Premier ministre, Jean-Philippe Lecat, aujourd'hui député de la Côte-d'Or. Lecat est un spécialiste des questions sociales et il est venu leur proposer de prendre toute une série de mesures sociales qui lui paraissaient de nature à entraîner de bonnes conséquences électorales. Ils ont surtout été frappés par le fait que sur le problème de la retraite à 60 ans, Lecat avait présenté des vues exactement conformes à celles que j'avais moi-même développées à l'Elysée voici plusieurs mois, sans succès. En particulier, j'ai chaleureusement approuvé sa proposition d'instituer la retraite à 60 ans pour les femmes. Non seulement parce que la mesure paraît juste, mais encore parce que les femmes forment plus de la moitié de l'électorat, que cette moitié nous est favorable et qu'il y a là une possibilité d'agir pour qu'elles ne basculent pas de l'autre côté. J'espère qu'en appuyant les idées de Lecat, j'ai poussé l'Elysée à les présenter au gouvernement.

Juillet a aussi voulu connaître mon impression sur ma rencontre avec Marcellin, dont je l'avais informé. Quant au jugement que j'ai émis sur le ministre, il m'a répondu qu'il portait exactement le même. « *Quand il est là, m'a dit Juillet, il parle sans cesse et il ne prend rien au sérieux* ». J'ai alors demandé à Juillet comment se déroulaient les conversations hebdomadaires du président avec son ministre de l'Intérieur. Il m'a expliqué : « *C'est très simple. Pompidou l'écoute, répond oui, oui. Marcellin est très content. De cette façon, Pompidou, qui éprouve toujours plus ou moins la crainte qu'il ne prenne une initiative malheureuse, est tranquille pour une semaine. La preuve que Pompidou est très patient, c'est qu'il réitère ce comportement depuis près de trois ans* ».

## **1<sup>er</sup> décembre 1971**

— *La Commission Juillet a-t-elle commencé à se réunir ?*

— Une réunion au grand complet a eu lieu à l'Elysée mardi, de dix-huit à vingt heures. On y a abordé le développement des scandales. Chacun pense que l'opinion est peu à peu influencée par les campagnes de presse et que cela nuit à l'ensemble de la majorité. Chacun remarque aussi que les coups ainsi portés viennent de la majorité contre elle-même.



Certains scandales sont soulevés par Giscard et Poniatoski pour discréditer l'UDR et la devancer lors des élections; d'autres le sont pour gêner les gaullistes de gauche; d'autres encore viennent des gaullistes de gauche contre les autres gaullistes...

Une telle situation doit prendre fin sous peine de graves dommages. En faisant agir Chaban? Impossible, car son entourage commet des imprudences et se trouve lui-même au centre de diverses affaires, si l'on en croit Juillet et Marie-France Garaud qui mettent constamment en cause son ami intime, l'avocat Jean Michard-Pélissier. En changeant le gouvernement et en constituant une équipe nouvelle et indiscutée? Ce serait la meilleure solution, mais le président n'en veut pas maintenant, selon ce qu'il a confié à Juillet voici encore quelques jours. Juillet a pourtant été amené à lui dire qu'il fallait un nouveau gouvernement.

Tout cela démontre qu'une crise mûrit lentement. Jamais les rapports n'ont été si peu confiants entre l'Elysée et Matignon.

## **20 janvier 1972**

— *On dit que la Justice va enfin s'occuper de l'affaire Markovic ?*

— Rochet m'a dit que la DST avait préparé sur l'affaire Markovic, en son temps, un rapport d'ensemble très complet qui a été remis au ministre de l'Intérieur, mais qui, à son avis, n'a jamais été transmis à l'Elysée. Il explique que la raison pour laquelle cela n'a pas été fait est que le rapport mettait finalement en évidence des insuffisances de l'enquête dirigée par Marcellin et par Someville. Je note personnellement qu'on en vient toujours au même point.

En ce qui concerne ces derniers, tous deux persistent à expliquer que l'affaire Markovic est initialement une affaire de drogue. Markovic était en relations avec quelques trafiquants de drogue et au lieu de leur fournir cinq kilos de drogue, il leur aurait apporté cinq kilos de farine. C'est cette tromperie sur la marchandise qui aurait été, d'après eux, la cause directe de sa mort. Ils ajoutent que si l'on avait continué l'enquête dans ce sens, on aurait fait des découvertes extrêmement intéressantes. Malheureusement, pour des raisons politiques qui sont connues, l'enquête Markovic a dévié sur une affaire de

photographies qui a été à la base de la machination montée contre le ménage [...]. Ils sont catégoriques sur les responsabilités directes ou indirectes, à ce sujet, des dirigeants politiques de l'époque et de leurs collaborateurs, Couve de Murville, René Capitant, le ministre de la Justice et Bruno De Leusse, le directeur du cabinet de Couve. J'ai dit à Rochet que ce rapport devrait être donné à Juillet. Il a promis d'y réfléchir.

*Georges Albertini apprendra plus tard que les hauts fonctionnaires de la police avaient été chargés d'expliquer l'assassinat de Markovic par une banale affaire de drogue.*

## **12 février 1972**

— *On murmure que Pompidou veut précipiter l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne. Comment la justifier après ce que De Gaulle en disait il n'y a pas si longtemps?*

— Le président attend à ce sujet une note de Pierre Juillet, en fait de moi-même, sur la façon dont cet élargissement de la Communauté européenne devra être expliqué aux Français. Je l'ai rédigée hier soir. La voici.

*Georges Albertini me tendit des feuillets manuscrits pour que j'en dactylographie le texte :*

« Le XX<sup>e</sup> siècle finissant voit se constituer d'énormes ensembles fondés sur l'étendue géographique, la masse de la population, la puissance économique ou sur l'une ou l'autre de ces données. C'est le cas des Etats-Unis, de l'Union soviétique, de la Chine et cela devient celui du Japon, de l'Union indienne, du Brésil. D'autres suivront. Et ces grands ensembles, quels que soient leur origine, leur ancienneté, leur état présent, sont tous comme portés par un sentiment d'unité nationale, on pourrait même dire de passion nationale.

« En face de ces pays, quelle est la situation des nations européennes? Une très faible étendue, une population moyenne et une capacité économique relativement faible si l'on regarde chaque pays pris isolément, mais qui égalent ou surpassent les autres si on les considère tous ensemble.

« Certes, même dans ce cas, l'étendue de ces pays reste faible, supérieure seulement à celle du Japon. Leur population, inférieure à celles de la Chine et de l'Union indienne, n'en est pas moins supérieure à celle de tous les autres. Quant à leur production, seule celle des Etats-Unis la dépasse, cependant que leur puissance commerciale, elle, est la première du monde.

« Tout les pousse donc à s'unir: la géographie, le mode de vie, une certaine conception de la démocratie, un intérêt politique et économique évident. L'histoire seule contrarie cette évolution dans la mesure où les nations européennes ont chacune une vie séculaire, une langue, une fierté nationale et cultivent le souvenir de leurs durs et longs affrontements.

« Pourtant, si nous n'unifions pas l'Europe, ses nations seront complètement éclipsées par les grands ensembles existants. Il s'agit donc de l'intégrer, à condition bien entendu de respecter la personnalité des nations qui la composent.

« L'objectif n'est pas facile à atteindre. L'essentiel est d'entreprendre. Ce qui importe avant tout, c'est la volonté politique. Cette volonté est celle de la France, même s'il est vrai que celle-ci ne se dissimule pas les difficultés à surmonter et sait marquer les limites et les étapes à respecter. La volonté politique de la France est tellement affirmée que ses partenaires lui ont demandé à l'unanimité de réunir une conférence au sommet des dix nations européennes, qui se tiendra à l'automne à Paris sous la présidence du chef de l'Etat français.

« L'un des points essentiels des discussions qui s'y dérouleront sera celui de l'élargissement de la Communauté par l'entrée d'un certain nombre de nouveaux pays et d'abord par celle de la Grande-Bretagne.

« Depuis la signature du traité de Rome, le problème qui se posait à son sujet était très simple: quelles seraient les conditions de son entrée? S'agissait-il de dissoudre la Communauté dans une sorte de vaste zone de libre-échange dominée de fait, qu'on le veuille ou non, par les Etats-Unis? S'agissait-il au contraire d'amarrer solidement la Grande-Bretagne à l'Europe et de donner ainsi à cette dernière ses véritables dimensions, de lui permettre de développer toutes ses possibilités et de marquer l'identité de cette Europe vis-à-vis de tout le

monde, y compris les Etats-Unis, amis certes, alliés certes, mais enfin situés sur un autre continent ?

« C'est la question qui fut au centre des entretiens du Premier ministre britannique et du président de la République au printemps 1971. Elle fut élucidée de telle sorte qu'elle permit d'ouvrir la voie à un traité d'adhésion. Mais cette adhésion dépasse de très loin la simple notion d'élargissement de la Communauté. Ce n'est pas seulement le rôle extérieur de l'Europe qui en sera modifié, c'est son avenir interne, celui des nations européennes et par conséquent l'avenir des Français sur tous les plans.

« S'associer étroitement avec la plus vieille démocratie du monde, c'est souligner que la France reste fidèle au régime représentatif, c'est-à-dire au choix des dirigeants par le peuple grâce à des élections libres et au pluralisme des partis.

« S'unir à un peuple qui a peut-être plus que tout autre au monde le souci de garder son identité nationale, c'est aussi faire le choix pour l'Europe d'une formule qui préservera la personnalité des nations qui la composent.

« Accueillir un pays qui, comme la France, a été une grande puissance coloniale et qui en a gardé un intérêt particulier pour un certain nombre de pays en voie de développement, notamment africains, c'est dire que cette Europe devra pratiquer, vis-à-vis d'eux, une politique intelligente, donc généreuse, et organiser d'une manière ou d'une autre une sorte d'association permanente entre elle et beaucoup de pays africains, dans le respect de l'indépendance de tous.

« S'unir à un pays dont l'industrie est ancienne et puissante, traditionnellement ouverte sur le monde et dont la prospérité dépend en grande partie du commerce, c'est confirmer le choix que l'Europe et que la France ont fait de la libre concurrence, intérieure et extérieure, et c'est par conséquent, pour la France, décider qu'il lui faut se mettre en mesure d'affronter mieux encore cette concurrence.

« Avoir voulu et avoir obtenu que la Grande-Bretagne accepte tous les principes du Marché commun agricole (préférence communautaire, unité des prix, solidarité financière), cela signifie que de nouveaux développements et de nouveaux débouchés s'offrent à notre

agriculture. Mais cela veut dire aussi que le gouvernement français s'engage à défendre le marché commun agricole contre toutes les pressions qui le visent dès maintenant et qui le menaceront demain.

« Il suffit enfin de réfléchir aux pays qui vont composer la nouvelle Communauté pour voir qu'ils ont tous en commun une même tradition de civilisation, à la fois chrétienne et rationaliste, sur laquelle chacun a mis sa marque particulière.

« Sans doute n'y a-t-il plus, depuis plusieurs siècles, de patrie européenne. Mais il y a un homme européen. Il y a une civilisation européenne, qu'il s'agit de préserver, d'adapter à l'évolution du monde et aux aspirations de la jeunesse.

« C'est pour l'ensemble de ces raisons que l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun représente beaucoup plus que le pur et simple élargissement de celui-ci. Elle signifie qu'une Europe nouvelle se crée et va s'affirmer, dont dépendra l'avenir de tous les peuples européens et par conséquent de tous les Français, dans tous les domaines.

« C'est pourquoi cette adhésion, qui touche chaque Française, chaque Français et leurs enfants dans leur vie quotidienne et dans leur avenir, doit être soumise par la voie du référendum à la ratification et au vote de chacune et de chacun d'eux »<sup>100</sup>.

### 23 mars 1972

— *Vous deviez rencontrer le directeur adjoint de la DST aujourd'hui...*

— Je l'ai vu cet après-midi. Entre autres choses, nous avons parlé de l'affaire Markovic. Il a toujours été frappé de constater que les personnes

---

100 – J'objectai à Georges Albertini que l'intérêt de la Grande-Bretagne pour la Communauté européenne semblait dicté plus par des raisons purement économiques que par le souci de contribuer à l'intégration politique de l'Europe; qu'elle travaillerait donc certainement à limiter la Communauté à une simple zone de libre-échange, aussi étendue que possible; et que fidèle à sa tradition de diviser les Etats européens, elle risquait aussi, par son adhésion, de contrarier la collaboration franco-allemande. Il me répondit que les très influents milieux d'affaires britanniques, qu'il savait pro-européens, finiraient par accepter l'intégration politique plutôt que de se trouver isolés du continent en voie d'unification. Et qu'à tout prendre, les risques que j'évoquais étaient moindres que celui de voir l'empire américain s'étendre un jour d'Hawaï à la Tamise. En souriant, il ajouta qu'un Breton ne pouvait critiquer une politique qui allait rompre l'isolement de la Bretagne et la faire renouer avec des territoires et des populations d'outre-Manche dont elle était proche à maints égards.

qui avaient mis en cause Mme [...] se trouvaient toutes, par un biais ou un autre, dans l'entourage de Lemarchand<sup>101</sup> et de ses amis. À son avis, on n'a jamais voulu ou osé enquêter à fond dans cette direction.

À ce sujet, il m'a appris que le jeune Yougoslave ami de Markovic et de Marcantoni qui a été interrogé à nouveau le 14, Uros Milochevitch, avait suivi pendant un an les cours d'une école spéciale des services de renseignement yougoslaves. En se fondant sur ce fait, Xoual se propose de l'interroger dans quelque temps, ce qui lui permettra d'obtenir l'ensemble de son dossier sans avoir l'air de le demander directement à la suite de son audition récente.

### **13 avril 1972**

— *L'ami de Markovic a-t-il été questionné par Xoual ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Rochet et Marie-France Garaud. Rochet avait apporté à celle-ci toute une série de notes sur des questions diverses. En ce qui concerne l'interrogatoire de l'ami de Markovic, il n'y a rien de nouveau. La DST attend que la police judiciaire en ait fini avec lui pour l'interroger sur son stage à l'école d'espionnage yougoslave. Rien de neuf, par conséquent.

*Le référendum sur l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne eut lieu le 23 avril 1972. Il donna lieu à un vote positif, marqué toutefois par une forte abstention préconisée notamment par le Parti socialiste.*

### **25 mai 1972**

— *On dit que les rapports entre le président et le Premier ministre se seraient encore un peu plus altérés à cause du médiocre résultat du référendum.*

— Ce résultat a entraîné une baisse de prestige du président dans le pays, dans la majorité et au sein du gouvernement, ce qui a accentué

---

<sup>101</sup> – Pierre Lemarchand, avocat, membre du réseau de résistance « Défense de la France » sous l'Occupation. À la fin de la guerre d'Algérie, il recruta des membres du grand banditisme pour lutter contre l'Organisation armée secrète (OAS), d'où son surnom de « Barbose du général ». Compromis dans l'enlèvement à Paris du militant marocain Mehdi Ben Barka, il fut radié du barreau par le Conseil de l'ordre.

l'immobilisme traditionnel de Pompidou. Il en a donc découlé une détérioration de ses relations avec le Premier ministre, le président étant porté à rejeter sur Chaban-Delmas une part de responsabilité dans ce relatif échec. Le Premier ministre, à l'inverse, y a vu une confirmation du jugement négatif qu'il avait porté sur la nécessité de procéder à ce référendum. Le malaise est aussi réel à l'intérieur de la majorité du fait de l'exploitation de ce semi-échec par la presse et par les partis d'opposition. Le tout aboutit à une méfiance accentuée de la majorité à l'égard du gouvernement, puisqu'il est plus facile d'exprimer cette méfiance que de mettre en cause la responsabilité du président.

La situation s'est donc lentement dégradée et l'ascendant de Chaban est apparu de plus en plus chancelant, d'autant que, visiblement, les relations entre le président et le Premier ministre se tendaient. L'autorité du gouvernement était en outre mise en question par d'autres événements, par exemple les rapports parlementaires dénonçant la mauvaise gestion de l'ORTF, la condamnation du ministre Philippe Dechartre<sup>102</sup> par un tribunal civil...

C'est dans ces conditions que Roger Frey, agissant vraisemblablement non pas de son propre chef, mais en accord avec quelques amis, dont Olivier Guichard, décida de donner un avertissement au Premier ministre, c'est-à-dire que s'il ne prenait pas rapidement quelques décisions spectaculaires, ses jours seraient comptés. De là les propositions faites par Frey, aux alentours du 10 mai et visant à prendre des mesures fortes comme le changement des responsables de l'ORTF, l'exclusion de Rives-Henrys<sup>103</sup> du Parlement et l'éviction du ministre Dechartre.

À la suite de cette intervention, qui n'a certainement pas été isolée, Chaban-Delmas, d'ailleurs en plein accord avec l'Elysée, a pris les mesures en question. Bien que tardives, elles ont immédiatement produit bon effet, aussi bien dans l'opinion qu'au sein de la majorité

---

102 – Gaulliste de gauche, secrétaire d'Etat dans le gouvernement de Couve de Murville, Philippe Dechartre, compromis dans une sombre affaire immobilière dite Affaire Delouette ou Affaire de l'île de Ré, fut condamné par la Cour d'appel de Poitiers, avec d'autres personnalités gaullistes, à une forte amende et il dut démissionner du gouvernement.

103 – André Rives-Henrys de Lavaysse, député gaulliste, présidait une société immobilière, « La Garantie foncière », qui se livrait à une escroquerie caractérisée. Il fut condamné à quatre mois de prison avec sursis et dut démissionner de l'Assemblée nationale.

parlementaire. À l'Élysée toutefois, bien qu'on ait apprécié ces décisions, on continuait à se demander si Chaban était bien le Premier ministre qu'il fallait pour diriger la campagne électorale qui s'annonce. Il y a eu à ce sujet plusieurs conversations entre le président et Olivier Guichard, qui serait le remplaçant le plus probable de Chaban. Il y a eu également des entretiens entre Guichard et Pierre Juillet, d'où il est visiblement résulté que le président et Juillet se sont concertés pour savoir s'il faut remplacer Chaban, quand il faudrait le faire et qui devrait lui succéder. Pour montrer que l'affaire est allée très loin, on peut noter, par exemple, que Juillet avait sondé l'actuel secrétaire d'Etat aux Sports, Joseph Comiti, pour lui demander s'il accepterait la charge de ministre de l'Intérieur.

C'est à ce moment-là que se produisit le tournant décisif. Chaban-Delmas, devant le bon effet produit par les mesures qu'il avait prises, décida d'ouvrir un débat de politique générale à l'Assemblée nationale et de poser la question de confiance. En prenant seul ces décisions, c'est-à-dire en les faisant annoncer par la presse avant qu'elles ne soient officielles, Chaban se livrait de toute évidence à une double manœuvre.

D'une part, comme la confiance allait obligatoirement lui être votée, il réduisait la majorité au silence. Celle-ci ne pouvait en effet continuer à critiquer un homme auquel elle venait de renouveler sa confiance. D'autre part, il pensait ainsi couper court aux opérations de changement éventuel de Premier ministre, dont il était évidemment informé. Chaban estimait en effet que s'il bénéficiait de la confiance de l'Assemblée, il serait extrêmement difficile au président de le remplacer.

C'est la raison pour laquelle cette initiative fut très mal accueillie par le président et son entourage. On considéra qu'il s'agissait-là d'une initiative grave, prise sans le consulter et pendant plusieurs jours, l'Élysée retentit d'imprécations très véhémentes contre Chaban, accusé de vouloir manœuvrer et offenser le président de la République.

Dans ces conditions, tout le monde pensait que lors du Conseil des ministres du 17 mai, le président s'opposerait au dépôt de la question de confiance. C'est d'ailleurs en ce sens qu'il avait parlé à ses collaborateurs immédiats, lesquels lui avaient représenté que le vote sur la



question de confiance d'une part le priverait de sa capacité d'initiative à l'égard du gouvernement, d'autre part ramènerait aux pratiques de la IV<sup>e</sup> République, selon lesquelles le gouvernement dépendait d'un vote de l'Assemblée et non pas d'une décision présidentielle.

À l'étonnement des collaborateurs du président, celui-ci accepta, en Conseil des ministres, que Chaban pose la question de confiance, surmontant donc son opinion contraire ainsi que l'avis opposé de la quasi-totalité des ministres présents. On pouvait toutefois remarquer que si le président avait cédé, il avait inséré dans le communiqué du Conseil une phrase indiquant que Chaban était autorisé à poser la question de confiance « *s'il le jugeait utile* ». Cette phrase, pouvait-on imaginer, avait été placée là par le président avec une arrière-pensée, comme pour montrer que la question de confiance était posée par la seule volonté du Premier ministre et que lui-même ne se sentirait pas lié dans l'avenir par une décision qu'il n'avait pas prise.

Dans la semaine qui suivit, entre le 17 et le 24, ce n'est tout de même pas cette analyse qui prévalut. L'ensemble des journalistes et du personnel politique, y compris la majorité, eut le sentiment que Chaban venait de gagner une bataille contre le président et que sa victoire signifiait que le Premier ministre resterait au pouvoir jusqu'au lendemain des élections de 1973. Les journalistes se présentèrent beaucoup plus nombreux à l'hôtel de Matignon qu'à l'Élysée pour glaner des nouvelles.

Les principaux collaborateurs du président furent atterrés par cette décision et par l'immobilisme présidentiel qu'elle semblait attester. Pierre Juillet manifesta le plus grand désarroi. Il m'a exposé ce désarroi pendant deux heures, au cours d'une conversation dans laquelle nous nous sommes livrés à une analyse approfondie des méthodes présidentielles de gouvernement.

Ce désarroi était tel que Juillet remit au président, le mardi 22, une note de dix pages manuscrites dans laquelle il énumérait tous les dangers que la situation politique présentait pour lui s'il continuait dans la même voie. En outre, il me confia son intention de quitter le service du président. J'ajoute que Marie-France Garaud était exactement dans les mêmes dispositions. C'était la première fois depuis 1969 que régnait

une pareille atmosphère dans l'entourage présidentiel. Cet état d'esprit résultait directement de la constatation, par les collaborateurs du président, qu'il restait sans défense et sans réaction devant le comportement de Chaban-Delmas, et incapable de donner au gouvernement les orientations et les impulsions indispensables.

Durant ces journées, Pierre Juillet continua toutefois ses conversations politiques, revoyant notamment à plusieurs reprises Olivier Guichard. Celui-ci lui déclara explicitement qu'après avoir longuement hésité, il était maintenant prêt à remplacer Chaban si on le lui demandait, car il avait le sentiment que celui-ci laisserait délibérément la situation se dégrader et ne conduirait pas la bataille électorale avec beaucoup d'énergie.

Sur ce point, l'analyse de Juillet et celle de Guichard rejoignaient la mienne, à savoir que Chaban ne souhaitait pas disposer d'une majorité trop forte en 1973 et voulait que la majorité actuelle soit obligée de compter avec une fraction du centre, dont il était proche, ce qui aurait pour conséquence qu'il apparaîtrait, au lendemain des élections, comme le meilleur Premier ministre possible. Ainsi voyait-on se préciser l'idée de Chaban de préparer, pour le lendemain des élections, son deuxième gouvernement à la suite de la consolidation du premier.

C'est dans ces conditions qu'un changement parut s'être amorcé dans l'esprit du président. D'une part, la lettre de Pierre Juillet sembla l'avoir véritablement touché : au cours d'un déjeuner, Marie-France Garaud eut l'occasion de l'entendre lire à ses hôtes des passages entiers de cette lettre et en reprendre les arguments à son compte.

L'essentiel s'est produit au cours d'un déjeuner qui eut lieu le mercredi 24, à l'issue du Conseil des ministres, entre le président et les trois ministres centristes René Pleven, Jacques Duhamel et Joseph Fontanet. Marie-France Garaud, que j'ai vue hier soir, m'en a rapporté les détails.

Le déjeuner fut centré sur l'appréciation de la politique de Chaban-Delmas et les quatre interlocuteurs tombèrent d'accord pour la trouver insuffisamment énergique et pour constater l'usure du gouvernement. Les plus incisifs dans la critique furent le président, ce qui était un phénomène nouveau et Joseph Fontanet, qui se livra à un réquisitoire

en règle contre le Premier ministre. Marie-France Garaud a tiré de cet échange de vues l'impression que le président réfléchissait sérieusement cette fois au remplacement de Chaban.

Il y eut plus. Lorsque les trois ministres furent partis, le président conversa encore quelques instants avec Marie-France Garaud et il lui dit textuellement : *« J'espère qu'ils auront maintenant compris que Chaban ne sera plus Premier ministre en juillet prochain »*.

La difficulté est d'apprécier ce que signifie exactement cette phrase. Il est possible qu'elle veuille purement et simplement dire ce qu'elle dit, à savoir que sa décision est prise de remplacer le Premier ministre en juillet. Marie-France Garaud lui donne une interprétation un peu moins catégorique. Elle prétend qu'étant donné le vocabulaire du président et ses méthodes de pensée, cela veut dire simplement qu'il songe sérieusement à remplacer Chaban, mais que sa décision n'est pas encore définitive. Quant à Pierre Juillet, il a une opinion plus nuancée encore. Il a dit à Marie-France Garaud : *« Pompidou vous a parlé ainsi car il a pensé que vous me rapporteriez ses propos et que je serais calmé. Dans une certaine mesure, il a voulu répondre à ma lettre et empêcher que je revienne trop fortement à la charge sur la nécessité d'un remaniement gouvernemental avant les vacances »*.

Personnellement, je ne choisis pas entre ces trois interprétations car pour le faire, il faudrait avoir une connaissance plus directe et approfondie du président, que je n'ai pas.

À la suite de cette évolution et après une nouvelle conversation que j'ai eue hier avec lui, Pierre Juillet a décidé de ne pas quitter le président avant juillet, c'est-à-dire au moment où doit intervenir le changement gouvernemental annoncé. Marie-France Garaud est dans le même état d'esprit. Je leur ai conseillé à l'un et à l'autre, étant donné qu'ils se donnent ce délai, d'agir avec beaucoup de diplomatie et de discrétion auprès du président. Celui-ci est averti de ce qu'ils pensent. Il sait que s'il laisse se poursuivre une certaine politique, la France retombera rapidement dans les erreurs de la IV<sup>e</sup> République. Si l'on veut infléchir le président, ce n'est pas en continuant à le harceler qu'on pourra obtenir de bons résultats. Il convient simple-

ment de lui parler avec assez de clarté et de fermeté pour qu'il se rende bien compte que continuer l'immobilisme serait mortel. Cela a été commencé et me semble suffisant.

Quant à savoir si le remplacement de Chaban-Delmas ne présente que des avantages, c'est un autre problème; qui le remplacera et pour quoi faire en est encore un autre.

**26 mai 1972**

— *Ne deviez-vous pas rencontrer Marie-France Garaud ce midi?*

— Le déjeuner que je devais avoir aujourd'hui avec la conseillère du président n'a pas eu lieu. Dès mon arrivée à l'Elysée, elle m'a dit que le président venait de demander à Pierre Juillet et à elle-même de déjeuner avec lui, pour des raisons qu'elle a eu le temps de me communiquer puisque le déjeuner n'était fixé qu'à 13 heures 45.

À l'origine de ce déjeuner improvisé, se trouvent évidemment les réflexions du président sur la situation politique et sur ses rapports avec Chaban-Delmas. Le fait nouveau est que le président est furieux de l'intervention de Chaban hier soir à la télévision, au cours de laquelle il a déclaré, selon ses propres termes et malgré quelques précautions de forme, qu'il était Premier ministre pour neuf mois encore. Le président en a été d'autant plus mortifié que Marie-France Garaud avait eu l'occasion de lui préciser, dans la soirée d'hier, qu'au cours d'une conversation avec des dirigeants de l'UDR, conversation dont elle possédait la sténographie, Chaban-Delmas leur avait déclaré: « *Vous pensez bien que si je pose la question de confiance, c'est en plein accord avec le président* ». Le président a commencé par ne pas croire que Chaban avait tenu ce propos, mais la sténo l'a détrompé.

Aussi, ce matin, lorsque, parlant avec Marie-France Garaud de l'émission de télévision d'hier soir, il a brusquement demandé: « *Où est Pierre?* » et comme elle ne savait pas s'il avait l'intention de discuter avec Pierre Juillet ou de s'en prendre à lui, elle répondit évasivement, pour se donner un temps de réflexion, qu'il devait être dans la maison. Pompidou a alors commenté l'émission en ces termes: « *Cela ne peut plus durer. Ou bien Chaban se calmera, ou bien il s'en ira* ».

Marie-France Garaud répondit : « *Il pourrait peut-être faire les deux* ». Pompidou a conclu : « *Parfaitement, il faudra qu'il fasse les deux* ».

Bien entendu, étant donné le caractère du président, on peut se demander s'il s'agit là d'une réaction de colère ou si peu à peu ses décisions approchent de la maturité.

Marie-France Garaud qui, comme Juillet, a été tous ces jours-ci très sceptique sur une initiative du président, en a tout de même profité pour me rappeler qu'il y a encore quinze jours, le président lui avait déclaré d'une façon précise : « *Je ferai un remaniement gouvernemental avant les vacances* ». Et comme Marie-France Garaud lui demandait : « *Est-ce que ce sera un remaniement gouvernemental ou bien le Premier ministre partira-t-il ?* », le président avait prononcé le nom de Chaban en même temps que son bras et sa main ouverte s'abaissaient, signifiant de toute évidence qu'il se préparait à lui couper le cou.

Les choses en sont là et le déjeuner d'aujourd'hui devrait permettre de savoir si vraiment le président va faire ce qu'il dit ou si, au contraire, il s'agit simplement de paroles qu'il renoncera finalement à concrétiser, soit par une certaine faiblesse de volonté, soit parce que Chaban aura réussi, une fois de plus, à tirer son épingle du jeu.

Personnellement et dans la mesure où je puis en juger, j'ai l'impression que le président pense plus sérieusement que jamais à ce remaniement gouvernemental. S'il était une personne plus énergique, on pourrait dire que la constitution d'un nouveau gouvernement est certaine, mais s'agissant de lui et avec le caractère qu'on lui connaît, une certaine prudence dans l'appréciation continue à s'imposer.

## **2 juin 1972**

— *Cette fois, vous avez pu rencontrer plus longuement Marie-France Garaud.*

— Au cours de notre conversation, j'ai appris les précisions suivantes. En ce qui concerne le changement éventuel de Premier ministre, elle est maintenant exactement dans le même état d'esprit que Pierre Juillet : elle se demande si le président aura l'énergie de procéder au remplacement de Chaban. Pour me montrer à quel point les

relations sont mauvaises entre les deux hommes, elle m'a livré ce détail qu'elle ne m'avait jamais donné jusqu'alors : à l'occasion du récent vote de confiance, le président avait été jusqu'à lui dire : « *Si seulement il pouvait être mis en minorité !* ». À quoi elle avait répondu : « *Ce n'est pas ce souhait que nous devrions formuler, car nous avons déjà des difficultés avec le gouvernement et ce n'est pas la peine que nous donnions le spectacle d'une majorité qui se disloque* ». Mais les mots du président en disent long sur ses sentiments profonds.

Cela étant, Marie-France Garaud est de plus en plus persuadée, comme Pierre Juillet, qu'en matière de politique intérieure en tout cas, le président est fondamentalement un velléitaire, très embarrassé lorsqu'il lui faut régler en un sens désagréable des questions de personnes. Dans ces conditions, il n'y a plus qu'à attendre. La nuance qui sépare les opinions de Marie-France Garaud de celles de Pierre Juillet est qu'elle pense que quelque chose demeure encore possible, alors que visiblement Pierre Juillet ne le croit plus guère.

En ce qui concerne la réforme de la télévision, elle dit que le président s'accorde avec Philippe Malaud pour entreprendre une réforme qui évince les influences de gauche et d'extrême-gauche à l'ORTF et qui y assure une meilleure administration. Mais on sait que Chaban-Delmas est hostile à cette manière de voir, car il veut conserver à l'ORTF le visage dit libéral qu'il lui a donné depuis trois ans. Elle pense donc que Chaban agira par l'intermédiaire de la commission de l'Assemblée nationale, en particulier du rapporteur Joël Le Tac, qui est en plein accord avec lui. Aussi, selon elle, le projet Malaud risque-t-il, à la suite de l'intervention du rapporteur, d'être complètement démantelé et elle craint malheureusement que le président ne s'y oppose pas. Ce ne sont encore que des prévisions, on pourra juger avec le temps ce qu'elles valent.

### **Chaban-Delmas remplacé par Messmer**

*À la fin du Conseil des ministres du 5 juillet, sur la demande du président de la République, Jacques Chaban-Delmas présenta la démission du gouvernement.*

## 5 juillet 1972

— *Chaban vient de démissionner, que s'est-il donc passé ?*

— Je sors d'une rencontre avec Roger Frey, qui m'a raconté le Conseil des ministres. Celui-ci s'est déroulé tout à fait comme d'ordinaire. Il était terminé et les ministres rangeaient déjà leurs dossiers quand Chaban-Delmas, s'adressant à Georges Pompidou, a dit : « *Monsieur le Président, vous m'avez fait part de votre intention de constituer un nouveau gouvernement. C'est pourquoi je vous remets la démission du mien* ». Ont suivi quelques paroles de courtoisie de Chaban à l'égard de Pompidou et des remerciements de celui-ci à Chaban.

De l'avis de Frey, la surprise a été générale. Aucun ministre ne s'attendait à la démission à ce moment-là. Personnellement, Frey pense que le remplaçant sera Pierre Messmer. Il croit même que Messmer a déjà presque constitué son gouvernement. Pour ma part, j'en doute. Frey croit qu'il ne sera pas ministre et rien n'est moins sûr. Il a téléphoné à Debré et a appris de ce dernier qu'il prenait l'avion pour les Etats-Unis, ce qui voudrait dire qu'il reste ministre.

Quant à Broussine, qui devait partir avec Maurice Schumann pour la Chine, il y a renoncé à cause de l'évolution de la politique intérieure et a téléphoné à Schumann pour s'excuser. Celui-ci lui a répondu que lui-même s'envolait pour Pékin puisqu'on le lui avait demandé, ce « on » devant désigner le président de la République. Cela signifie implicitement que Schumann reste lui aussi au gouvernement.

## 10 juillet 1972

— *Roger Frey n'est plus ministre...*

— Il a vu Georges Pompidou pendant une heure vendredi. Pompidou l'avait convoqué pour lui parler des raisons de son départ du ministère. Frey est venu aujourd'hui me raconter en détail cette conversation, qui l'a beaucoup frappé par ce qu'elle révèle de la psychologie de Pompidou.

Comme Frey entrait dans le bureau du président le sourire aux lèvres, Pompidou, qui croyait le trouver très chagriné, s'en est montré surpris et lui a dit qu'il allait lui expliquer ce qui s'était passé. Frey lui ayant d'abord demandé à trois reprises s'il avait quelque chose à lui reprocher,

Pompidou a répondu trois fois : « *Absolument rien* ». Il a ensuite raconté le film de la crise.

Il a remplacé Chaban parce que celui-ci, tout en étant loyal, l'avait mis plusieurs fois devant le fait accompli. En outre, les scandales l'avaient atteint dans le pays, à tort ou à raison. Il fallait donc le changer.

Pompidou aurait pu prendre Guichard. Toutefois, ses récentes conversations avec lui l'avaient convaincu que le jugement politique de Guichard n'était pas aussi sûr qu'il le croyait. Ils n'avaient d'ailleurs jamais été du même avis ces dernières semaines.

Il a choisi Pierre Messmer malgré sa relative inexpérience parce qu'il est plus discipliné, ce qui veut dire que Pompidou s'en fera plus facilement obéir que par Chaban.

Pompidou aurait voulu nommer Michel Debré aux Finances, mais pour cela, il fallait que Giscard aille aux Affaires étrangères. Or, Debré avait averti qu'il n'entrerait pas dans un gouvernement dont Giscard serait le ministre des Affaires étrangères. Pour éviter un drame avec Debré, Pompidou a donc laissé Debré, Giscard et Schumann à leurs postes respectifs.

Raymond Marcellin était difficile à changer huit mois avant les élections, car, a dit Pompidou, avec ses méthodes de travail personnelles, il aurait fallu des mois à son successeur pour s'y retrouver. Preuve que la cote de Marcellin a bien baissé à l'Elysée. On ne pouvait davantage éliminer René Pleven à six mois de son retrait définitif de la vie politique.

Donc, pour écarter quelqu'un d'important, il fallait évincer Frey, « *le seul gros poisson possible* », selon l'expression de Pompidou, qui a ajouté : « *Ce fut très injuste et immérité pour vous* ». À quoi Frey a répondu : « *C'est de votre responsabilité et je n'ai aucun mal à admettre ce que vous avez cru devoir faire* ».

Pompidou a expliqué qu'il fallait faire peau neuve, ne plus être attaché autant aux souvenirs du RPF, des Républicains sociaux... Et il a invité Frey à faire cet effort sur lui-même. Frey a répondu qu'il était avant tout fidèle et loyal, ce qui signifiait la fidélité à son passé.

\*

\* \*



## 1<sup>er</sup> septembre 1972

— *L'affaire Markovic semble se tasser.*

— Pas sûr. Au cours de ses vacances, Guy Taittinger<sup>104</sup> a rencontré à plusieurs reprises l'avocat Sorroquier, qui est très lié aux milieux gaullistes les plus orthodoxes et au cabinet duquel travaille l'avocat Lemarchand, mêlé à l'affaire Ben Barka et toujours cité plus ou moins comme l'un des exécutants dans certains épisodes secrets de la politique gaulliste.

Le fait est que Sorroquier est extrêmement au courant des affaires politiques. Et, comme on le sait, c'est chez lui que Charles De Gaulle, le petit-fils du général, a fait son stage d'avocat au barreau de Paris.

Sur une question de Taittinger, Sorroquier a reconnu qu'il était en mauvais termes avec [...]. Alors Taittinger, avec lequel j'avais eu l'occasion, il y a plusieurs mois, d'évoquer l'affaire, lui a dit: « *Mais n'est-ce pas parce que vous avez été mêlé à l'affaire Markovic?* ». Sorroquier lui a répondu très franchement ceci: « *Je sais que [...] m'en veut d'avoir été mêlé à cette affaire, mais la vérité est que je ne m'en suis occupé qu'à la demande du général De Gaulle. Je ne demanderais pas mieux que de m'en expliquer avec [...]* ».

Il a ajouté que loin de porter préjudice aux intérêts de [...], son comportement et celui de ses amis dans cette affaire avaient été très différents. En particulier, que c'était à lui qu'on devait la récupération des photographies représentant Mme [...] dans la situation que l'on sait. C'est une explication qu'il doit être possible de vérifier.

## 25 octobre 1972

— *On recommence à parler de l'affaire Markovic dans les salles de rédaction.*

— Marie-France Garaud m'a précisé l'état actuel de l'affaire Markovic, dont elle suit personnellement le dossier à la présidence de la République, en sa qualité de conseiller technique pour les affaires de justice et du fait de la confiance que lui porte le président dans cette affaire.

---

104 – Georges Albertini était depuis la guerre en relations étroites avec divers membres de la famille Taittinger, dont Guy qui était le président de la banque Worms.

Le juge d'instruction voudrait renvoyer Marcantoni devant la Cour d'assises. L'Elysée a réussi à s'y opposer jusqu'à maintenant, ainsi que le cabinet du garde des Sceaux. Moins du fait que les [...] ont été mêlés effectivement à l'affaire que parce que certains procès-verbaux des dépositions, même s'ils contiennent des mensonges et des calomnies, sont de nature à éclabousser le couple [...]. C'est pourquoi l'on essaie, dans la mesure du possible, de faire classer l'affaire. C'est évidemment très difficile puisque le juge d'instruction veut renvoyer Marcantoni devant les assises, estimant que les charges accumulées contre lui sont suffisantes.

L'affaire se complique politiquement par le fait que le juge d'instruction a été désigné sur une indication personnelle de Marcellin et que l'Elysée en vient à se demander quel jeu Marcellin joue dans cette affaire, qu'il a connue à son début quand il était ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Couve de Murville.

Mon impression personnelle est que l'affaire, pour complexe et grossie qu'elle soit, peut être conduite à jouer, en sous-main, un rôle très important dans la politique et dans le comportement d'un certain nombre de dirigeants politiques les uns à l'égard des autres.

### **8 novembre 1972**

— *L'affaire Markovic fait-elle toujours des vagues ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Marie-France Garaud et Mme Dupuy. Toutes deux ont à nouveau évoqué l'affaire, ainsi que les responsabilités de Marcellin et de Someville. Elles paraissent l'une et l'autre persuadées que pour une raison qu'elles s'expliquent mal, ces deux hommes ont participé, de plus ou moins loin, au complot qui, en 1969, avait pour but de mettre définitivement fin à la carrière politique de [...]. Elles disent aussi que [...], même s'il a l'air d'oublier l'affaire, ne la néglige nullement.

### **30 novembre 1972**

— *On dirait que le gouvernement est déjà en train de s'endormir à son tour.*

— Au cours du Conseil des ministres qui s'est réuni hier, le fait le plus saillant a été précisément une intervention très vigoureuse du président qui a exprimé son insatisfaction devant une certaine inertie gouvernementale. Il a toutefois exclu le Premier ministre de ses reproches, soit parce que telle est sa pensée, soit pour des raisons tactiques.

Il a fortement critiqué Edgar Faure pour sa mauvaise prestation à la télévision contre Gaston Defferre, reproché à Fontanet diverses insuffisances, attaqué Giscard d'Estaing pour son apathie face à la hausse des prix, etc. D'autres ministres ont reçu des observations du même genre, toujours formulées d'une façon très vive qui a visiblement impressionné le Conseil.

S'agissant des problèmes purement politiques, le président a ajouté : « *Nous les reprendrons tout à l'heure au cours du déjeuner qui va suivre* ». Effectivement, a eu lieu après le Conseil un déjeuner qui a réuni notamment, autour du président, le Premier ministre, Robert Boulin et, à la fin du déjeuner, Jean-Philippe Lecat, les secrétaires généraux des trois partis de la majorité et les présidents des groupes parlementaires de ceux-ci. À ce moment, le président, sur le même ton très vif et très ferme, a critiqué les partis pour leurs querelles, leurs reproches réciproques. Il a ajouté que ces batailles intérieures avaient pour conséquence de faire qu'une partie de l'opinion croyait maintenant à une prochaine victoire de la gauche, alors qu'elle la tenait pour impossible un ou deux mois auparavant.

Il a donc demandé aux partis d'arrêter leurs querelles, de décider pour les prochaines élections l'unité de candidature dans la plupart des circonscriptions et de publier le plus vite possible la liste des investitures. Il a, en particulier, été très vif dans les reproches qu'il a adressés à Poniatowski, lequel n'a pratiquement rien répondu.

Cette attitude du président correspond, dans une large mesure, à celle de Pierre Juillet, qui avait eu l'occasion de parler au président après le déjeuner que nous avons pris dernièrement avec Edgar Faure et au cours duquel j'avais agité les mêmes préoccupations. Pierre Juillet avait alors expliqué que, contrairement à Edgar Faure qui pensait que le Premier ministre devait reprendre vivement en main la majorité, ce

serait beaucoup plus efficace si c'était le fait du président. Selon toute apparence, il l'a convaincu.

## 20 décembre 1972

— *Le voyage du président à Moscou promet d'être intéressant.*

— Je viens de déjeuner avec Denis Baudouin, le chef du service de presse de l'Élysée. Il m'a expliqué que ce voyage était convenu depuis longtemps et que c'étaient les Soviétiques qui l'avaient proposé. Mais la date a été fixée à la demande du président, ce qui a conduit Michel Jobert à dire à Baudouin : « *Il n'est pas exclu que ce projet de voyage à une date si rapprochée résulte, dans l'esprit du président, d'arrière-pensées électorales* ». Des arrière-pensées qui ne semblent pas très claires à Jobert et à Balladur, car ni l'un ni l'autre ne voient ce que le président pourrait retirer de ce voyage sur le plan intérieur.

Ce qui est intéressant, c'est ce que Jobert a révélé des motifs avoués du voyage. Conformément à ce que je pense personnellement, il s'explique par des difficultés qui ont surgi entre la France et l'URSS. Celles-ci tiennent d'abord à l'affaire des MBFR<sup>105</sup> ; ensuite, dans une certaine mesure, aux négociations SALT<sup>106</sup> dont Pompidou se demande si, tout compte fait, la France n'en sera pas victime ; enfin, à des divergences apparues lors de la conférence d'Helsinki<sup>107</sup>. Pompidou a dit à Jobert : « *J'ai bien l'intention, lorsque je serai avec les Soviétiques, de leur asséner un certain nombre de vérités et d'évoquer des sujets sur lesquels on ne me semble pas avancer pour le mieux* ».

Finalement, le lieu de la conférence est changé. Elle devait se tenir dans une réserve de chasse située près de Brest-Litovsk, mais Pompidou ayant fait savoir qu'il ne voulait pas chasser et les communications paraissant difficiles, la rencontre a été fixée dans la région de Minsk.

---

105 – Il s'agissait de négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe.

106 – Négociations liées au développement de réseaux antimissiles.

107 – Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) réunissant les représentants de 35 États, dont les États-Unis, l'URSS et pratiquement tous les États européens.

Le plus intéressant, sur le plan français, c'est que l'Elysée a obtenu, malgré la mauvaise volonté des Soviétiques, qu'une soixantaine de journalistes accompagneront le président, afin que le voyage ne prenne pas une apparence plus ou moins secrète et ne donne pas matière à toutes les exploitations possibles. Moscou a d'abord refusé la présence des journalistes, puis a fini par l'accepter et le président les conviera à une conférence de presse. Une salle sera spécialement aménagée à cette fin dans la datcha qui sera mise à sa disposition. On comptera trente à quarante journalistes français, dix à quinze étrangers et le président répondra à leurs questions. C'est donc lui qui aura la possibilité de donner de son voyage l'interprétation qu'il voudra qu'on en retienne, tant en France qu'à l'étranger.

### **21 février 1973**

— *La maladie du président alimente de plus en plus les conversations.*

— J'ai eu ce matin l'occasion de m'entretenir avec Roger Sirjean, l'inspecteur chargé de la sécurité à l'Elysée. Sans partager l'inquiétude qui se manifeste dans des articles de la presse d'opposition, il est persuadé que le président a de réels ennuis de santé.

Sirjean est très ami avec les deux internes en médecine qui assurent la permanence du service de santé lors des déplacements officiels, ainsi qu'avec le médecin personnel du président, un professeur de la faculté de médecine de Paris. Ces praticiens sont évidemment tenus au secret professionnel, mais le médecin personnel du président cache à peine la réalité de ses ennuis de santé. Il a fait remarquer à Sirjean que l'une des raisons de ces ennuis résidait d'une part dans la très mauvaise hygiène alimentaire du président, il mange beaucoup trop, et d'autre part dans son hygiène de vie, il ne marche pas et ne se livre à aucun exercice.

Sirjean a ajouté qu'au cours de ses nombreux déplacements, le président se fatiguait vite. Par exemple, lorsqu'il quitte le cortège officiel pour se mêler à la foule et serrer des mains, au bout de quelques minutes, il s'arrête, transpire, est essoufflé. Mme Pompidou a d'ailleurs confié au colonel commandant militaire de l'Elysée, il y a quelque temps, qu'il était tout à fait exclu que le septennat de son mari soit renouvelé.

Si ces informations sont confirmées, il va sans dire qu'elles vont affecter le panorama politique français au cours des trois prochaines années.

*Lors des élections législatives des 4 et 11 mars, la majorité présidentielle obtint 302 sièges (- 85), l'opposition socialo-communiste 175 (+84) et les candidats divers 13 (+4).*

### **19 mars 1973**

— *Ne deviez-vous pas interroger à nouveau Sirjean sur l'état de santé du président ?*

— Il m'a dit qu'à sa connaissance, les informations publiées par *Minute* ne lui paraissent reposer sur rien de sérieux. Il a eu l'occasion de parler avec le médecin personnel du président, le docteur Vignaloux, ainsi qu'avec l'infirmière en chef de l'Élysée. Il n'a recueilli de ce côté-là aucune information précise. Il est toutefois exact que le médecin a fait installer à l'Élysée un appareillage de radio permettant notamment de passer des radios pulmonaires.

La seule chose ayant frappé Sirjean, notamment au cours du voyage à Djibouti<sup>108</sup>, c'est la rapidité avec laquelle le président se fatiguait. Lorsqu'il parcourt quelques dizaines de mètres au milieu de la foule et est soumis à sa pression, il revient ensuite à sa voiture très essoufflé, marchant parfois avec difficulté.

*Le 7 avril, le gouvernement fit l'objet d'un remaniement destiné à renforcer l'autorité de Pierre Messmer. Michel Jobert remplaça Maurice Schumann au ministère des Affaires étrangères.*

### **13 avril 1973**

— *Il paraît que le président va mieux.*

— J'ai encore questionné Sirjean, qui ne m'a confié aucun détail nouveau et qui persiste à penser que l'état de santé du président n'a rien à voir avec les descriptions qu'on en fait. Il a d'ailleurs été témoin,

---

108 – Le 17 janvier, Georges Pompidou avait visité Djibouti, ancienne colonie devenue indépendante et appelée Territoire des Assars et des Ifars, pour tenter d'y maintenir des rapports privilégiés avec la France.

lors de la venue du président du Mexique, de la solidité de l'appétit du président, qui continue à manger et à boire beaucoup.

Toutefois, lorsqu'il a vu le président au bas de l'escalier de Versailles, que tout le monde montait avec aisance, Sirjean a été frappé par le fait que Pompidou a saisi la rampe et ne l'a plus quittée, montant les marches avec difficulté. Le fait mérite d'être noté.

## **2 mai 1973**

— *La nomination de Michel Jobert aux Affaires étrangères a dû entraîner des changements dans l'entourage du président.*

— J'ai eu le 27 avril une longue conversation avec Marie-France Garaud, qui m'a expliqué qu'à l'Élysée, Balladur s'efforçait de ne pas avoir de secrétaire général adjoint, de façon à exercer davantage de pouvoirs comme secrétaire général.

En ce qui concerne la santé du président, elle constate qu'il a continué à engraisser, ce qui frappe tous ses collaborateurs. Il paraît qu'il a encore pris cinq kilos. Quant à ses difficultés à marcher, elle les explique par le fait que quelques années auparavant, il avait eu le tendon d'Achille rompu à un pied.

Sur l'affaire Peretti<sup>109</sup>, elle ne sait pas encore s'il s'agit d'un accident ou d'une tentative de suicide. Elle dit qu'en tout cas, une affaire semble avoir été montée contre Achille Peretti, touchant un scandale sur lequel elle n'a pas voulu ou pu me donner de précisions.

Interrogée par mes soins sur les conditions dans lesquelles le ministère avait été constitué, elle m'a redit avec force qu'il avait été entièrement formé par Messmer et Pompidou, personne n'ayant pu donner un avis, sauf pour un ou deux postes. Elle est assez pessimiste sur l'évolution de la situation politique et pense que la majorité n'a pas compris la leçon donnée par les élections. Elle a été jusqu'à me confier que Pierre Juillet, qui réprovoque la politique du gouvernement, s'interrogeait pour savoir s'il allait maintenir sa collaboration avec le président. Elle a ajouté qu'en ce qui la concernait, son intérêt devrait la conduire à

---

109 – Achille Peretti, qui venait de quitter la présidence de l'Assemblée nationale, avait été retrouvé blessé de façon suspecte.

quitter la présidence puisqu'il lui paraît probable qu'en 1976, la gauche l'emportera.

De là, nous avons soupesé les chances éventuelles des candidats de la majorité pour la prochaine élection présidentielle. Marie-France Garaud estime que Chaban-Delmas serait le meilleur candidat sans les scandales attachés à son nom et qui ressortiraient dans l'hypothèse où il serait candidat. C'est la raison pour laquelle, dit-elle, on accepte peu à peu la candidature de Giscard d'Estaing, même s'il est vrai que celui-ci aurait beaucoup de difficultés à se faire élire.

Ces paroles ont au moins le mérite de montrer que l'Elysée se rallie peu à peu à une candidature Giscard.

### 7 mai 1973

— *Pierre Juillet va-t-il rester à l'Elysée ?*

— J'ai eu avant-hier une conversation de plus de deux heures avec Marie-France Garaud pour étudier plusieurs sujets importants sur le plan politique.

Elle m'a d'abord répété ce qu'elle m'avait suggéré la dernière fois, à savoir que Pierre Juillet avait en effet donné sa démission à Pompidou au lendemain du deuxième tour des élections, par conséquent avant la formation du cabinet Messmer, qui a d'ailleurs aggravé le mal. Le président a refusé sa démission et pour calmer Juillet, l'a laissé gagner sa propriété du Limousin aussi longtemps qu'il le voudrait. De là ses nombreuses absences en mars et avril. La démission n'a pas été ébruitée, Pompidou ayant la conviction qu'il parviendrait à faire revenir Juillet sur sa décision. Mais samedi matin, le président a longuement parlé avec Marie-France Garaud de ce problème, en lui demandant de l'aider à faire rester Juillet à l'Elysée. Pour la première fois, il paraissait vraiment préoccupé, se demandant s'il allait parvenir à retenir son conseiller. Marie-France Garaud lui a naturellement promis d'agir en ce sens, mais m'a dit à moi qu'à son avis, la décision de Juillet lui paraissait définitive.

Il n'est pas facile de démêler toutes les raisons qui ont pu conduire à cette situation. De longue date, Juillet réprovoque un certain immobilisme du président, il souhaite une politique plus active. Il a aussi très mal



supporté les tentatives de Chaban de donner à Matignon plus d'autonomie par rapport à l'Élysée et il a longtemps trouvé blâmable l'inaction de Pompidou à ce sujet. En outre, il est hostile à un élargissement trop rapide de la majorité vers le Centre et trouve qu'en ce moment, le président se montre trop sévère vis-à-vis de l'UDR, trop favorable aussi aux Indépendants et aux Centristes de la majorité. Il mesure les inconvénients électoraux d'une politique risquant d'indisposer une forte minorité de gaullistes, ce qui pourrait faire battre le candidat de la majorité en 1976.

Juillet se montre également critique vis-à-vis de l'action gouvernementale. Il a de l'estime pour Messmer, mais pense que le gouvernement a été mal composé. Il aurait voulu un profond remaniement, portant Giscard aux Affaires étrangères et Chirac aux Finances, c'est-à-dire des mouvements sur les grands postes signifiant un vrai renouvellement. Non seulement il n'a pas pu faire prévaloir ce point de vue, à cause du conservatisme de Pompidou et de Messmer, mais, au surplus, a été tenu pratiquement à l'écart de la formation du gouvernement. Ce qui aurait pu, si on l'avait suivi, le conduire à reprendre sa démission, a au contraire achevé de l'éloigner. Il a dû estimer que sur une affaire aussi grave, le président n'avait pas tenu compte de son avis et qu'en conséquence, il avait raison de vouloir démissionner.

Enfin, Juillet critique la politique insuffisamment ferme conduite dans l'Université, ainsi que l'actuel débordement de déclarations sociales non exemptes de démagogie, et aussi l'insuffisant esprit offensif du gouvernement et du président contre la gauche, surtout contre les communistes. Il critique également la politique du sourire que le président pratique à l'égard du Parti socialiste pour tenter de le détacher du Parti communiste. Non pas que Juillet soit hostile à une politique visant à séparer ces deux partis, mais il ne croit pas que ce soit par des concessions unilatérales de Pompidou aux socialistes qu'on y parviendra.

Il existe probablement d'autres raisons plus intimes à la démission de Juillet. Il déteste le travail à Paris, aime sa campagne et son élevage de moutons. Il a peut-être le sentiment de s'être un peu usé auprès de Pompidou par dix ans de collaboration quotidienne. La nomination de

Michel Jobert aux Affaires étrangères, sur laquelle il n'avait pas été consulté, bien qu'elle le laisse maître de l'Elysée, l'a peut-être blessé. Marie-France Garaud dit que depuis 1968, le président lui a proposé plusieurs fois d'être ministre et qu'il a toujours refusé.

Les réactions de Marie-France Garaud devant cette démission sont les suivantes, et je les partage. Elle considère que pour le président, c'est une grande perte, car Juillet est un homme politique de grande valeur dont l'absence auprès de Pompidou pèsera lourd. Elle pense qu'en perdant Juillet, Pompidou perdra aussi une couverture gaulliste importante, étant donné les liens étroits de Juillet avec tout le milieu gaulliste. Elle ajoute que l'influence de l'Elysée sur la direction des affaires politiques du pays diminuera beaucoup, au profit de Matignon, où malheureusement les experts politiques sont rares.

En ce qui la concerne, elle se trouvera chargée à l'Elysée de l'ensemble du secteur politique, le poste de Juillet étant purement et simplement supprimé. Mais elle sait que sans l'autorité de Juillet derrière elle, son poids baissera sensiblement. En outre, elle craint qu'on ne l'accuse d'avoir intrigué contre Juillet pour prendre sa place. Et comme elle est beaucoup plus centriste que Juillet, on interprétera aussi son maintien et sa promotion comme une victoire du centrisme sur le gaullisme.

En tout cas, si l'on ajoute le départ de Michel Jobert, on peut voir que la physionomie de l'Elysée, après la démission de Pierre Juillet, sera profondément changée.

Autre information : Pompidou a annoncé à Marie-France Garaud que tout en la gardant à l'Elysée, il la nommerait conseiller référendaire à la Cour des comptes, ce qui constitue une belle promotion.

Marie-France Garaud dit que les intrigues à l'intérieur de la majorité se multiplient, car « *nous sommes déjà dans la campagne électorale présidentielle* », explique-t-elle. Or, Pompidou dit à tout le monde qu'il se représentera. Commentaire de Marie-France Garaud : « *C'est bizarre qu'il le dise autant, mais cela ne prouve peut-être rien d'autre que sa volonté de garder son autorité intacte jusqu'au bout* ».

Sur la santé du président, elle affirme que les bruits qui circulent ne sont qu'une campagne destinée à l'affaiblir. Elle n'a rien constaté et ne

sait rien, pas même si on le soigne à la cortisone. Elle constate qu'il grossit et marche mal, sans plus.

— *Comment la nomination de Michel Jobert aux Affaires étrangères s'explique-t-elle ?*

— Le président a dit à Juillet que c'était pour lui le moyen de contrôler de près les importantes négociations internationales de 1973-1974. Marie-France Garaud pense que ces négociations seront très dures avec les Américains, décidés à ne faire aucun cadeau, à engager toutes leurs forces, et qu'elles mettront Pompidou en première ligne, ce qui n'est probablement pas une bonne chose.

### **17 mai 1973**

— *Les rumeurs se font de plus en plus insistantes sur la santé de Georges Pompidou.*

— J'ai vu aujourd'hui Roger Sirjean qui constate que pour la première fois, quelques-uns des familiers du président se posent des questions à ce sujet. Lui-même a été interrogé par Anne-Marie Dupuy et par Marguenot, l'inspecteur de police responsable de la sécurité privée du président et à son service depuis une quinzaine d'années. L'un comme l'autre lui ont demandé s'il avait remarqué quelque chose d'anormal chez lui, en dehors de son embonpoint excessif.

Sirjean m'a dit que lors de la soirée donnée à Versailles en l'honneur du roi d'Arabie, Pompidou avait eu besoin, en haut des sept ou huit marches du Trianon, de s'appuyer sur la main de Mme Pompidou, qui l'a guidé alors qu'il descendait avec lourdeur. En outre, lors de son récent séjour à Cajarc, alors que d'ordinaire il va à pied jusqu'au portail de sa propriété avant de gagner la route, il a, cette fois, fait venir la voiture devant la porte de sa maison pour n'avoir pas à parcourir à pied les deux cents mètres du chemin...

Dans le conflit qui naît peu à peu entre les gaullistes orthodoxes et le président, Sirjean m'a annoncé que Foccart venait de quitter ses amis Chaban, Debré, Frey et Guichard, pour rallier complètement le parti du président. C'est lui qui, il y a un mois, a demandé le premier au président de remplacer Pierre Lefranc à la SOFIRAD. Et comme le commissaire Comiti, l'adjoint de Sirjean très lié à Foccart,

entreprenait un jour de défendre Debré, Foccart l'a coupé : « *Debré n'est plus d'accord avec la politique que nous voulons pratiquer, n'en parlons plus* ».

Sirjean interprète l'attitude de Foccart comme son passage définitif du gaullisme au pompidolisme. Ce faisant, bien entendu, il protège la situation dont il dispose à l'Élysée. Je sais, en outre, qu'il ne participe plus à ce qu'on appelle le déjeuner des barons gaullistes, auquel il prenait part depuis une vingtaine d'années.

## **22 mai 1973**

— *On voit mal aujourd'hui ce que devient l'orientation de Pompidou?*

— Marie-France Garaud m'a parlé de la politique générale du président au cours d'un déjeuner. Elle estime qu'il a très envie de rester fidèle aux grandes orientations du gaullisme, en politique intérieure aussi bien qu'extérieure. La nouveauté réside dans sa décision d'appliquer cette politique progressivement et avec des hommes nouveaux. C'est-à-dire qu'il entend éliminer plus ou moins vite et plus ou moins complètement les gaullistes traditionnels.

En ce qui concerne la politique étrangère, il sait que la France pourrait être vulnérable à un accord économique plus ou moins larvé qu'obtiendraient les Américains. Il se battra donc non pas pour faire accepter toutes les demandes françaises, il sait que c'est impossible, mais pour réduire au maximum les exigences américaines.

Marie-France Garaud m'a aussi confié que Mme Pompidou exerçait de plus en plus d'influence sur le président. Il arrive à celui-ci de déjeuner deux ou trois fois par semaine avec elle, ce qu'il ne faisait jamais jusqu'ici. D'où vient ce changement? De son état de santé? On ne sait. En outre, il a tendance à se laisser aller, il est moins coquet pour s'habiller, moins réservé dans son langage. Elle dit aussi qu'il est fragile. Il a encore attrapé un rhume.

Marie-France Garaud a pris acte que Kissinger ne paraissait pas très satisfait de Jobert. Il a voulu voir Juillet, qui sera là demain. Elle pense que Juillet saura lui dire certaines choses utiles pour la négociation.

#### 4 juin 1973 au matin

— *On s'inquiète de plus en plus de la santé du président.*

— J'ai longuement parlé avec Marie-France Garaud mercredi. Elle prétend qu'il n'y a rien de neuf et répète qu'on saura à la rentrée des vacances comment il va vraiment. Elle explique qu'à partir de la santé du président, se développe une campagne bien orchestrée visant à impressionner l'opinion publique pour rendre plus difficile une deuxième candidature Pompidou. Si la France entière est persuadée qu'il est sérieusement malade, dit-elle, il lui sera beaucoup plus difficile de se représenter et s'il le fait, d'être réélu.

La campagne présidentielle est ouverte, répète-t-elle et tout ce qui se passe s'explique en grande partie par les manœuvres des futurs candidats et de leurs amis. « *Il y a des manœuvres du clan Giscard, beaucoup plus encore du clan Chaban, et aussi du clan Edgar Faure* ». Elle en cite quelques exemples : Giscard atténue son opposition à l'UDR et prend un virage social ; Chaban fait croire que ses relations avec Pompidou sont excellentes, même s'il sait que c'est faux et il essaie de progresser à gauche en arborant son aspect social avancé, en se servant des relations de Jacques Delors dans les syndicats ; Edgar Faure veut apparaître à la CGT et au Parti communiste comme un homme de dialogue avec les communistes, lesquels lui font croire qu'ils pourraient voter pour lui si la conjoncture s'y prête.

Dans ce climat, ajoute Marie-France Garaud, l'Élysée ne peut guère agir. De là, une relative réserve devant les affaires de stricte politique intérieure. Elle souligne que l'éloignement de Juillet résulte en partie d'un désaccord à ce sujet : il voudrait que le président agisse pour clarifier et purifier cette atmosphère, et qu'il commande davantage au lieu de laisser aller.

— *A-t-il été prudent de maintenir le voyage du président en Islande ?*

— Roger Sirjean vient de m'indiquer qu'avant de partir, le président a passé une radio que Mme Pompidou a montrée à l'infirmière. Celle-ci ne l'a pas trouvée très fameuse. « *Dans ces conditions, lui a répondu l'épouse du président, je me demande si vous allez pouvoir partir demain, ou si vous n'allez pas être obligés de faire demi-tour en cours de route* ».

Lors du voyage en avion, Sirjean a remarqué la fatigue du président, qui a dormi pendant toute une partie du trajet et qui est arrivé très fatigué. « *Il se déplace d'un bloc, sans aucune souplesse, a-t-il expliqué. Les difficultés qu'il éprouvait déjà à faire certains mouvements d'un bras semblent s'être accentuées* ». Il a également été frappé par ses difficultés d'élocution : « *De temps en temps, on a le sentiment que sa voix est pâteuse* ».

Sirjean et l'entourage du président déplorent en outre le changement de son caractère. Il est devenu brusque, aigri et sa mauvaise humeur est fréquente. Plus révélateur encore est le changement intervenu chez Mme Pompidou, dont le petit personnel se plaint de la nervosité.

Ce matin, l'un des aides de camp a indiqué à Sirjean que le président n'irait ni à la réception officielle du Sénat, ni à celle de l'Assemblée nationale, ni à celle du Conseil constitutionnel, les trois grandes réceptions auxquelles il participe habituellement avec les corps constitués. Comme la dernière aura lieu à la fin du mois, cela indique que dès maintenant on envisage une interruption de toute une série d'activités du président pour plusieurs semaines. Il part d'ailleurs se reposer à Cajarc dès la fin du Conseil des ministres de cette semaine.

Chacun à l'Élysée se montre de plus en plus préoccupé et l'on commence à se demander si le président ne sera pas conduit à démissionner.

#### **4 juin 1973 au soir**

— *On ne sait pas grand-chose de la rencontre Pompidou-Nixon.*

— J'ai vu ce matin Broussine, qui a accompagné le président en Islande. Il a trouvé sa démarche lourde, son teint mauvais, sa fatigue réelle. D'après ce que lui a dit Baudouin, la principale préoccupation du président était de connaître aussi exactement que possible l'état des relations américano-soviétiques.

Broussine a eu l'impression, selon ce qu'il a entendu là-bas, qu'il existait peut-être des divergences d'appréciation entre Pompidou et Jobert. Alors que jusqu'à présent Jobert n'avait été qu'un exécutant particulièrement docile, Broussine se demande si, à l'heure actuelle, il n'a pas adopté une position plus tranchée que celle de Pompidou ;

par exemple, dans les négociations avec les Etats-Unis, s'il n'était pas favorable à un maintien plus catégorique de la position française.

Au sujet des problèmes posés par l'état de santé de Pompidou, Broussine s'inquiète de ce qui pourrait se passer s'il devait s'avérer nécessaire que le président soit hospitalisé ou obligé de se reposer pendant un certain nombre de semaines. Ce qui l'a en tout cas frappé en Islande, c'est l'attitude de Giscard d'Estaing, qui cherchait à montrer à tous qu'il était, lui, en pleine forme. Il faisait en outre assaut d'amabilités envers les journalistes gaullistes, car il est évident que dans l'hypothèse d'élections anticipées, toute la carrière de Giscard dépendrait de l'attitude des gaullistes à son égard.

### 7 juin 1973

— *Michel Jobert continue-t-il à montrer ses ambitions ?*

— J'ai eu une longue conversation avec Marie-France Garaud, qui m'a parlé du cas Jobert. Elle m'a confirmé qu'il était décidé à entreprendre une carrière politique. Il cherche une commune intéressante dont il pourrait se faire élire maire, ce qui est évidemment un premier pas pour une carrière de ce genre. De l'avis de Marie-France Garaud, qui visiblement ne parlait pas sans informations, l'intention ultérieure de Jobert semble d'être nommé Premier ministre en 1975, lors du départ de Messmer, c'est-à-dire qu'il voudrait être Premier ministre au moment où se déroulera l'élection présidentielle.

Marie-France Garaud a pu parler de cette question avec le président, qui s'est montré tout surpris des ambitions de son ancien collaborateur. Il semblait n'en avoir rien soupçonné.

En ce qui concerne Pierre Juillet, l'affaire paraît réglée. Devant la campagne qui se développe à propos de la santé du président, Juillet ne peut pas partir. Il va donc continuer au moins pendant un temps à maintenir la situation actuelle, c'est-à-dire venir à l'Élysée huit à dix jours, puis gagner la Creuse pour une semaine environ après. Le problème du départ de Juillet n'est donc plus à l'ordre du jour pour le moment.

Pendant que j'étais là, deux ou trois ministres et deux ou trois hauts fonctionnaires ont téléphoné à Marie-France Garaud pour lui demander

son avis sur certaines affaires. On n'avait pas l'impression de se trouver dans le bureau d'une personne éloignée des affaires. Plus que jamais, je suis persuadé que tout se règle à l'Élysée, peut-être d'une manière un peu moins voyante, toutefois, que ce ne fut le cas dans les années précédentes.

### **15 juin 1973 au matin**

— *Les informations qui circulent sont encore plus pessimistes sur la santé du président.*

— Au cours d'une conversation, Marie-France Garaud m'a dit que le président était revenu de ses vacances en bien meilleure forme, mais elle reste prudente dans ses pronostics. Elle dit toujours : « *Si cet hiver il continue à avoir des maladies diverses et presque ininterrompues, cela signifiera, en effet, qu'il a une maladie qui, sans être mortelle, est sérieuse* ». Elle s'est refusée à toute autre précision à ce sujet, avec sagesse.

Elle m'a confirmé que peu à peu le président pensait reprendre Juillet en mains et a estimé que celui-ci, tout en gardant une certaine liberté de manœuvre pour sa vie provinciale, resterait au service du président.

En ce qui concerne la situation politique, elle est plus sévère qu'elle ne l'était il y a encore quelques semaines à l'égard du gouvernement et de Messmer. Elle reproche plus ou moins nettement à celui-ci de manquer de vues politiques, de ne pas savoir conduire la majorité et d'être finalement peu capable de livrer une bataille politique et sociale. Cela représente une modification assez sensible de l'appréciation qu'elle portait naguère sur le Premier ministre et il y a lieu de penser que l'évolution de Pompidou à l'égard de Messmer soit du même ordre.

Elle m'a confirmé que les rapports entre Jobert et Pompidou n'étaient plus aussi bons qu'autrefois. S'agissant de Jobert lui-même, elle a beaucoup insisté sur son goût du pouvoir, sur sa volonté de devenir maire, député et Premier ministre, et surtout sur les efforts qu'il déploie en ce sens. Interrogée par moi sur les chances qu'il y avait que le président le désigne comme Premier ministre en 1975, elle m'a dit que ce n'était nullement impossible, car la désignation



de Jobert éviterait au président de choisir entre des candidats qui s'imposent comme Chaban, Giscard ou Edgar Faure. Dans la mesure, dit-elle, où choisir Jobert, c'est ne pas choisir, cela va tout à fait dans le sens des habitudes intellectuelles et gouvernementales du président.

Concernant la nomination de députés communistes au Parlement européen, Marie-France Garaud m'a dit qu'elle l'avait déconseillée au président et que celui-ci y était également opposé. Mais les groupes de la majorité s'y montraient favorables et le Premier ministre leur ayant donné son accord pour ne pas avoir d'incident avec eux, Pompidou n'est pas intervenu.

### **15 juin 1973 au soir**

— *En sait-on maintenant un peu plus sur la santé du président ?*

— J'ai vu Sirjean qui m'a donné quelques indications. Il dit que l'article de *Minute* de cette semaine est, à son avis, assez juste, compte tenu des exagérations habituelles du journal. Il lui paraît, en effet, d'après les informations qu'il a recueillies, qu'il serait possible que le président soit atteint de la maladie de Kahler. L'infirmière de l'Élysée, dont il m'a raconté qu'elle était très expérimentée, lui a donné quelques nouveaux détails sur les radios effectuées récemment. Elles semblent correspondre à la maladie d'origine osseuse connue sous ce nom et dont l'évolution peut être soit rapide en deux ou trois ans, soit lente en dix ou quinze. Ce qui l'impressionne le plus est qu'une personne atteinte par ce mal se trouve dans un état de moindre résistance et, par conséquent, sujette à attraper n'importe quelle maladie – ce qui est d'ailleurs déjà un peu le cas du président.

### **26 juin 1973**

— *Il paraît qu'Edgar Faure serait rentré en grâce auprès de Pompidou.*

— Denis Baudouin m'a expliqué que le président lui avait déclaré à plusieurs reprises qu'Edgar Faure était un homme avec qui il ne trouvait aucune possibilité véritable de s'entendre, qui se situait aux antipodes de ses manières de voir et de sentir. Au surplus, il ne lui pardonnerait jamais la loi sur l'enseignement qu'il a fait voter en 1968.

S'il l'avait poussé à la présidence de l'Assemblée nationale, c'était essentiellement pour se débarrasser de lui. « *Je ne veux plus le voir* », a-t-il dit à Baudouin.

### **21 septembre 1973**

— *Comment s'est passé le voyage de Georges Pompidou en Chine communiste ?*

— J'ai eu une conversation avec Georges Broussine qui accompagnait le président. En ce qui concerne la santé de celui-ci, ses remarques correspondent à celles de Sirjean. Mais il dit que Michel Debré, probablement renseigné par son père, le professeur Debré, est plus inquiet.

Quant à l'accueil des Chinois, il confirme leurs efforts considérables pour le recevoir au mieux. Quant au contenu politique des conversations, Broussine dit qu'ils ont fait le maximum pour entraîner Pompidou aussi loin que possible dans l'antisoviétisme. Pompidou s'est défendu et l'une de ses défenses a eu lieu à propos de la rédaction du communiqué final. Les Chinois voulaient y inclure l'opposition commune de la Chine et de la France à ce qu'ils appellent l'hégémonisme. Dans leur langage, l'hégémonisme ne s'applique qu'à l'URSS, alors que l'impérialisme est le mot classique pour dénoncer la politique américaine. La délégation française le savait parfaitement et a refusé de souscrire à ce terme, donnant comme argument qu'il n'était pas français. C'est ainsi qu'on s'est borné à l'affirmation de l'opposition à l'hégémonie.

Broussine a confirmé que les Chinois, dans leur hostilité à l'URSS, sont très favorables non seulement à l'organisation de l'Europe, mais encore à une alliance de celle-ci avec les Etats-Unis, seule capable, selon eux, d'équilibrer la force de l'URSS. Pompidou l'a très bien compris et a cherché à ne pas heurter les Soviétiques. L'une des raisons pour lesquelles il a pris soin de ne pas parler au nom de l'Europe était probablement le résultat de sa volonté de ne pas apparaître, vis-à-vis de Moscou, comme s'étant aligné sur les positions chinoises.

### **30 octobre 1973**

— *En sait-on davantage sur la maladie du président ?*

— J'ai revu Sirjean, avec lequel nous en avons surtout parlé. Il observe que toutes les instructions qui lui sont données visent à raccourcir la durée des déplacements à pied du président. Par exemple, lors des cérémonies du 11 novembre, le président, après avoir déposé la gerbe sur la tombe du soldat inconnu, ne procédera pas à l'habituel tour de la place à pied, au cours duquel il serrait la main des anciens combattants. Cela, visiblement pour économiser ses pas.

En outre, bien qu'il soit un chasseur fervent, il a été absent de plusieurs chasses et lors de la dernière à laquelle il a participé, il n'est resté que la moitié du temps avec les autres chasseurs.

### **14 novembre 1973**

— *Marie-France Garaud doit être bien affectée par les campagnes lancées contre elle.*

— J'ai déjeuné hier avec elle et les sujets de conversation n'ont pas manqué. Elle a d'abord évoqué l'atmosphère de travail avec Pompidou. Depuis plusieurs mois, il est uniquement préoccupé par la politique étrangère. Il laisse très en arrière les affaires de politique intérieure, estimant qu'elles sont moins importantes et qu'en cas de crise, il pourra toujours intervenir. Mais elle n'en est pas sûre, ni moi. De là le relatif effacement de Juillet, spécialiste de la politique intérieure. Le président y prêtant moins d'attention et laissant ici plus de champ libre à Matignon, le rôle de Juillet diminue d'autant. Il connaît bien le président et sait qu'on ne peut pas le forcer à faire ce qu'il ne veut pas. Il attend donc patiemment qu'une circonstance lui permette de reprendre à plein son travail. En attendant, il est présent pendant huit jours et passe huit autres jours dans sa propriété du Limousin. Marie-France Garaud dit qu'il a relativement peu à faire à l'Elysée et que ses absences se justifient.

J'ai essayé de savoir si elle avait complètement remplacé Juillet auprès du président. Elle affirme que non, car les liens de confiance ne sont pas les mêmes. Elle ajoute qu'elle voit surtout le président pour des cas précis et cela, assez souvent ; qu'elle peut agir sur lui par des réflexions, des anecdotes, des jugements sur tel ou tel ; qu'elle l'amuse par son cynisme, qui rejoint le sien ; mais qu'elle ne peut pas engager

avec le président de discussions politiques aussi détaillées que Juillet peut en avoir. Personnellement, je crois que son pouvoir sur le président est plus grand que, pour des raisons faciles à comprendre, elle ne le prétend.

Elle est au courant des accusations lancées contre elle, notamment celle d'empêcher le président de recevoir des parlementaires, des visiteurs et de garder pour elle le monopole de son information. Elle explique qu'elle ne peut pas se défendre, car pour cela, il faudrait qu'elle découvre le président. La vérité est en effet qu'il ne veut voir personne, surtout pas les parlementaires, mais qu'on ne peut évidemment pas le révéler. D'où la nécessité de laisser écrire par les journaux ou de laisser dire dans les salons que c'est son entourage qui fait le vide autour du président. En réalité, il fait le vide tout seul, Marie-France Garaud ne comprend d'ailleurs pas pourquoi. Sa santé paraît redevenue bonne, son humeur est meilleure et plus régulière, dit-elle. Mais le fait est là.

Il continue à avoir confiance en Messmer. Elle se demande si celui-ci ne restera pas à Matignon jusqu'en 1976, ce qui cadre mal avec les critiques portées même par le président contre l'inaptitude de Messmer aux manœuvres de politique intérieure. Sur ce point, je crois qu'elle ne sait rien de précis. Pas davantage sur la candidature du président en 1976. Elle croit et espère qu'il sera candidat. Rien dans sa conduite actuelle ne permet toutefois de l'affirmer.

Elle continue à penser que les chances de Chirac de devenir Premier ministre restent grandes. Elle prétend que Chaban-Delmas fait de grands efforts pour se rapprocher de Pompidou. En apparence, leurs relations sont redevenues plus cordiales. Elle dit que Pompidou n'a pas changé sur le fond, c'est-à-dire que s'il estime réelles les qualités politiques de Chaban, les histoires financières colportées contre lui interdiront qu'il soit candidat à la présidence de la République. Sur ce point, il est possible que le président se trompe, mais on ne pourra le savoir qu'après le procès Dega<sup>110</sup>. Il m'a semblé, mais c'est peut-

---

110 – Edouard Dega, inspecteur central des impôts, avait été écroué à la prison de Fresnes et inculpé de fraude fiscale et complicité. Son frère était membre du cabinet de Chaban-Delmas quand celui-ci présidait l'Assemblée nationale.

être une erreur, que Marie-France Garaud était plutôt moins dure à l'encontre de Chaban qu'à l'ordinaire. Au contraire, elle se montre très sévère pour Frey, Debré et surtout Guichard auquel elle reproche d'avoir tenu des propos inconvenants sur la santé du président. Il aurait dit en effet : « *Je suis au Conseil des ministres l'évolution de sa santé : vingt jours d'abattement, dix jours d'euphorie* ». En tout cas, les rapports Pompidou-Garaud avec les barons du gaullisme sont toujours des rapports de méfiance.

En ce qui concerne Michel Jobert, Marie-France Garaud, qui ne l'aime toujours pas, souligne ses échecs à l'Assemblée nationale et l'hostilité du Quai d'Orsay à son égard... Elle suggère plus qu'elle ne dit que tout cela commence à porter atteinte à son crédit auprès du président. Sa position s'est sûrement affaiblie.

Personnellement, je vois une autre raison aux relations peut-être plus difficiles entre les deux hommes. La presse parle de plus en plus de Jobert, de la politique extérieure de Jobert, des initiatives de Jobert... Tout cela ne peut pas ne pas déplaire au président qui considère la politique étrangère comme étant sa politique, son domaine. Je crois qu'on peut en trouver une preuve dans une initiative qu'il va prendre et dont il a parlé à Marie-France Garaud. Estimant que la politique extérieure de la France, au Moyen-Orient en particulier, est mal comprise, il va s'en entretenir prochainement avec un journaliste, André Fontaine du *Monde*, probablement, pour opérer quelques mises au point. On peut penser que cette initiative s'explique par le fait qu'il trouve que les explications renouvelées de Jobert à ce sujet n'ont été ni assez claires, ni assez convaincantes.

Enfin, il y aura probablement bientôt des changements chez Messmer. Pierre Doueil, son directeur de cabinet, va s'en aller et Marie-France Garaud voudrait qu'il soit remplacé par Jacques Friedmann, actuel conseiller économique de Messmer, ami de Chirac et très bien vu à l'Elysée. Elle souhaiterait qu'après les assises de l'UDR, Lecat et moi reprenions avec lui les réunions politiques que nous avions autrefois.

#### 4 décembre 1973

— *Qu'en est-il du projet de voyage de Pompidou à Moscou ?*

— J'ai vu Sirjean hier et nous avons continué à parler de la santé du président. Son voyage à Moscou lui paraît devoir être au moins retardé, car avant tout voyage, lui-même et le chef du protocole, ainsi que quelques collaborateurs, effectuent un déplacement préparatoire. Or, étant donné la date théorique à laquelle le voyage du président est annoncée, le déplacement préparatoire devrait déjà être effectué. « *On ne m'a rien fait savoir, explique Sirjean, et il n'y a pas de date prévue pour ce déplacement. J'en déduis qu'il est plus que probable que le voyage sera retardé, voire ajourné* ».

#### 6 décembre 1973

— *Marie-France Garaud est de plus en plus mise en cause, à l'Assemblée nationale et dans les journaux.*

— Je l'ai vue longuement hier, avec Pierre Juillet, et nous avons parlé des articles qui l'attaquent. Elle a tendance à attribuer ces attaques au camp des barons, jaloux de l'influence qu'elle exerce sur le président. Ils l'accusent, souvent très violemment, de mal l'orienter et de l'isoler. Michel Debré a récemment tenu auprès de Jean Foyer, qui les lui a répétés, des propos très durs à cet égard. On lui reproche aussi de ne pas être assez gaulliste.

Pierre Juillet a ajouté que sa propre absence de l'Elysée avait eu comme conséquence de la mettre seule en première ligne dans les batailles politiques menées par la présidence. En outre, comme le président ne veut voir personne, elle a la tâche d'écarter les solliciteurs sans découvrir le président, ce qui lui vaut des adversaires supplémentaires.

Tous les deux s'accordent pour déplorer les indécisions du président, ses refus de recevoir même ses collaborateurs. Il n'a vu aucun de ses conseillers financiers pour les textes sur l'inflation ! Ils regrettent aussi son irritabilité, l'attention insuffisante qu'il porte à la politique intérieure.

## 7 décembre 1973

— *On murmure que Pierre Juillet s'éloigne à nouveau de Pompidou.*

— Je l'ai vu hier pendant près de deux heures. Marie-France Garaud, qui était auprès du président, n'a assisté qu'à la fin de l'entretien. Juillet est revenu en détail sur ses divergences avec Pompidou. Elles remontent en fait aux élections législatives du printemps 1973. Le président, sûr du succès de la majorité, ne voulait pas entrer en campagne. Juillet, inquiet des résultats, et avec raison, l'avait au contraire poussé à s'engager dans la bataille. Le président avait fini par s'y décider et en a tenu plus ou moins rigueur à Juillet.

En outre, un malentendu a éclaté à propos de paroles prononcées par Pompidou lors des déjeuners auxquels il a convié les nouveaux députés de la majorité. Il en a donné trois, un par parti. Juillet a assisté au premier, avec les députés UDR. Or, au cours de ce déjeuner, le président a été conduit à dire que ce qui comptait politiquement, c'était ce que lui-même disait et non pas tel ou tel de ses conseillers ou membres de son entourage. Juillet a pris cette remarque pour lui et Michel Debré lui a d'ailleurs murmuré à l'oreille en sortant : « *Juillet, vous êtes flambé* ». Juillet a eu l'occasion de dire au président qu'il considérait qu'il y avait là une marque de défiance à son égard, qu'il ne paraîtrait donc pas aux deux autres déjeuners et il en est résulté entre eux deux une explication assez vive, un refroidissement de leurs relations.

Au-delà de ces incidents, il existe visiblement une différence d'appréciation politique entre les deux hommes. Juillet trouve la politique du président insuffisamment ferme. Il déplore ses indécisions et remarque que dans la détérioration de ses relations avec les barons gaullistes et l'UDR, tous les torts ne sont pas du même côté. Il croit que si les ambitions personnelles jouent un rôle, il y a aussi chez les gaullistes un mécontentement politique que Juillet comprend, au moins en partie, même s'il ne l'approuve pas. Il ne croit pas à un complot des barons contre le président, à l'inverse de Marie-France Garaud. Cela ne l'empêche pas de dire que les attaques des barons et autres gaullistes contre le président n'affaiblissent pas seulement ce dernier, mais le régime tout entier, donc qu'ils ont tort de les déclencher.

Il y a aussi eu des explications très dures entre Pompidou et Juillet. Celui-ci s'est mis en colère plusieurs fois, allant jusqu'à dire au président : « *Pour agir comme vous le faites, êtes-vous malade, oui ou merde ?* ». Ce qui en dit long, au passage, sur l'intimité des relations entre les deux hommes et sur ce que le président a perdu en franchise à côté de lui depuis l'effacement de Juillet. Au cours de leurs discussions, Pompidou alternait les exposés brillants avec de lourds silences et des refus de répondre quand il était directement pris à partie.

Le président a également très mal pris le refus de Juillet d'accepter quelque fonction que ce soit. Le désir d'indépendance absolue de Juillet l'irrite certainement. En outre, Juillet a fini de son côté par se lasser d'une certaine méfiance et irrésolution du président. Il m'a raconté que lui, Juillet, s'entendait assez bien avec Kissinger et que ce dernier lui avait proposé, il y a deux ou trois ans, qu'ils se rencontrent tous les deux mois environ. Pompidou n'a pas voulu, disant que cela mécontenterait Michel Jobert, alors secrétaire général à l'Elysée. Juillet comprend mal un tel manque d'autorité du président et dit qu'il existe de nombreux exemples du même genre.

À l'heure actuelle, devant la crise qui monte, le président, que Juillet voit régulièrement quand il vient à l'Elysée, semble insister à nouveau pour que Juillet s'y réinstalle complètement. Celui-ci y est prêt, mais à condition que son retour marque un changement de comportement de la part du président dans le sens de la fermeté et de l'autorité, et qu'il reçoive de lui des moyens d'agir en son nom quand ce sera nécessaire. Il ne semble pas que les deux hommes aient encore trouvé un terrain d'entente. Juillet repart aujourd'hui pour le Limousin et ne reviendra pas avant le 10 janvier.

Juillet m'a parlé avec une confiance entière en précisant qu'il m'avait raconté des choses que tout le monde ignorait. Je l'ai vivement encouragé à se rapprocher du président et à reprendre l'influence qu'il exerçait sur lui autrefois, sans considération personnelle d'amour-propre.

Il est également préoccupé par les attaques portées contre Marie-France Garaud. Il donne des causes de cette campagne une analyse assez proche de la mienne et pense aussi qu'il serait urgent qu'elle



cesse. Il voit bien que son propre éloignement expose beaucoup plus sa collaboratrice et il comprend qu'elle ne peut expliquer au président certaines choses que lui-même pourrait lui dire.

Nous avons ensuite procédé ensemble à une analyse des conséquences de la crise du pétrole en Europe. Nous avons essayé d'en mesurer les conséquences économiques, sociales et surtout politiques pour la France. Il a été entendu que je rédigerai à ce sujet une note à son intention. Elle pourrait servir de base de travail lors d'une réunion de quelques personnes de son cabinet, comme nous le faisons voici encore un an.

Juillet est parfaitement conscient de l'usure du gouvernement et même de l'usure de Pompidou. C'est sur ce sujet-là aussi qu'il voudrait que nous réfléchissions ensemble.

### **19 décembre 1973**

— *Et la santé du président ?*

— Broussine a déjeuné lundi avec Messmer à l'hôtel de Matignon et l'a interrogé à ce sujet. Messmer a répondu que Pompidou s'était montré très fatigué l'an passé, mais bien mieux cette année. Il s'est demandé : « *Est-ce une rémission ou une guérison ? Je n'en sais rien, mais le fait est là* ». Il a ajouté que le président ne lui avait jamais parlé de sa santé et que lui-même ne l'avait jamais questionné à ce sujet.

### **26 décembre 1973**

— *Où en sont maintenant les rapports de Juillet avec Pompidou ?*

— J'ai vu Juillet et Marie-France Garaud le 21 décembre. Juillet avait déjeuné avec le président deux jours auparavant. Ils avaient eu une longue discussion au cours de laquelle Juillet avait réitéré nombre de critiques contre la politique intérieure du président.

Après cette discussion, Pompidou demanda explicitement à Juillet de reprendre ses fonctions à l'Élysée et il lui dit qu'il le laisserait libre d'agir. C'est un événement très important, Juillet ayant visiblement obtenu qu'une politique plus active soit engagée. La crise durait depuis avril. Juillet se montra très satisfait et Marie-France Garaud aussi, qui ne sera plus la seule cible visée dans l'entourage du président.

Dès le lendemain, Pierre Juillet a pris part au déjeuner auquel Pompidou avait convié les membres du bureau de l'UDR. Il n'avait pas participé à un tel déjeuner depuis au moins mars, avant les élections, ce qui montre l'ampleur de son désaccord avec la politique du gouvernement depuis huit mois.

L'article publié dans le *Nouvel Observateur* du 24 décembre contre Marie-France Garaud, assez méchant, a provoqué l'indignation du président, preuve que le crédit de celle-ci auprès de lui reste intact... L'article contient d'assez nombreuses erreurs, mais aussi des détails exacts qui indiquent que quelqu'un bavarde à l'Élysée. Je le lui ai dit et elle va tenter de le vérifier.

Sur les raisons de cet article, Pierre Juillet et Marie-France Garaud pensent que les barons gaullistes ont commencé une offensive contre Pompidou. Pour cela, ils essaient de créer des difficultés entre lui-même et son entourage, pour l'affaiblir et l'isoler. Juillet pense que cette politique visant Pompidou ne peut qu'affaiblir le régime. Donc, les barons travaillent contre eux-mêmes. Marie-France Garaud estime qu'Olivier Guichard se trouve certainement à l'origine de l'article : il la juge hostile à son éventuelle nomination comme successeur de Messmer et il lui a rendu, voici quelques semaines, une visite s'apparentant à une véritable « *déclaration de guerre* », dit-elle. En outre, Guichard fait ce qu'il veut au *Nouvel Observateur*, car il est l'amant de Daisy de Galard, l'épouse d'Hector de Galard, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire avec qui il est d'ailleurs en excellents termes. À noter que le *Nouvel Observateur* n'attaque jamais Guichard.

### 10 janvier 1974

— *On ne parle plus que de la santé du président.*

— J'ai rencontré Marie-France Garaud ce soir. Je lui ai dit que le meilleur moyen de couper court aux bruits sur la maladie serait de faire publier un « check-up » complet. Elle est très consciente du fait que ces rumeurs affaiblissent la position du président, elle m'a même dit : « *C'est notre seul vrai problème* ». Mais elle estime qu'un communiqué de ce genre, étant donné l'état d'esprit des Français, serait considéré comme un demi-aveu. Elle affirme que le président est moins enflé,

qu'il est en meilleure forme et qu'elle est convaincue qu'il n'a rien de grave. Je n'en ai pas cru un mot.

En attendant d'entrer dans le bureau de Marie-France Garaud, j'ai parlé avec Michel Poniatowski qui avait rendez-vous avec Pierre Juillet. Il se montre chaud partisan d'une bataille dure et systématique contre l'opposition de gauche, spécialement les communistes. Il m'a demandé de venir le voir pour que nous en parlions.

## 28 janvier 1974

— *Vous deviez rencontrer Roger Frey.*

— J'ai longuement bavardé avec lui dimanche. Il m'a dit que Pierre Juillet avait demandé aux quatre barons du gaullisme, Chaban, Guichard, Debré et Frey, de déjeuner avec lui. Il a prié Guichard d'organiser ce déjeuner chez lui. Ce sera pour demain 29 janvier. Ce que Juillet a dit à Guichard pour justifier cette rencontre est en substance ceci : « *Laissez le président tranquille jusqu'en 1976 et ne lui faites pas d'opposition ouverte ou indirecte* ». De cette déclaration, Frey a conclu que Pompidou ne se représenterait pas. C'est une déduction qu'on peut en effet faire, mais on peut aussi se demander s'il ne s'agit pas là d'un propos de Juillet pour s'assurer deux ans et demi de tranquillité.

Frey est au courant de la volonté de l'Elysée d'entretenir de meilleurs rapports avec Michel Debré. Mais il dit que si Pompidou fait des efforts en ce sens, ce que je sais d'ailleurs par Juillet et Marie-France Garaud, Debré, pour sa part, ne manque pas en privé de continuer à critiquer l'Elysée. Frey a ajouté qu'il le voyait une ou deux fois par semaine et qu'il passait son temps à le calmer. « *Quand j'arrive, dit-il, il éclate en imprécations contre la politique de Pompidou et il me faut plus d'une heure pour arriver à l'apaiser et l'amener à une vue plus modérée* ».

En ce qui concerne Guichard, Frey, qui le connaît bien depuis vingt-cinq ans, le trouve en ce moment particulièrement heureux. Il en conclut que de ses conversations avec Juillet, Guichard retire l'impression que, dans l'hypothèse d'un changement de Premier ministre, il serait désigné pour le remplacer. C'est d'ailleurs possible.

Frey a eu l'occasion récemment de voir Messmer qui lui a réservé un accueil très amical. Il lui a confié que sa tâche n'était pas facile. Il faisait ici allusion non pas aux questions de politique générale, mais aux difficultés d'entente avec l'Elysée. Comme je sais que l'entourage du président n'est pas toujours très tendre à l'égard de celui de Messmer, cette réflexion du Premier ministre n'a rien de surprenant.

Frey a participé samedi à la chasse présidentielle de Chambord. Il n'avait pas vu le président depuis deux ou trois mois et a été, m'a-t-il dit, littéralement saisi par son apparence physique. Il l'a trouvé très gros, montrant un teint blafard et donnant véritablement l'impression d'un homme en mauvaise santé. Frey a également constaté qu'il était en parfaite forme intellectuelle, mais qu'il ménageait beaucoup ses efforts physiques. Frey est persuadé que le président est atteint d'une maladie sérieuse, qui peut ne pas mettre ses jours en danger, mais qui devrait l'empêcher d'être candidat en 1976. Il m'a dit : *« Les médecins pensent que l'on saura, durant l'été 1974, si sa maladie peut être véritablement guérie, auquel cas, il se représenterait, ou bien si, au contraire, elle continuera à évoluer à un rythme qu'on ne peut pas prévoir »*.

Frey est persuadé que l'absence de confiance existant actuellement entre l'Elysée et les barons du gaullisme d'une part, et l'inexistence relative de Messmer d'autre part, rendent tout travail politique très difficile. En conséquence, il a pris le parti de s'absenter de Paris. Puisqu'il n'a rien à y faire de précis, il part pendant vingt jours pour le Kenya et se rendra ensuite en Argentine, en voyage privé.

### **1<sup>er</sup> février 1974**

— *On répète que les rapports Pompidou-Edgar Faure se sont améliorés.*

— Pompidou l'a reçu mardi et ce qui a frappé Edgar Faure, c'est l'extrême amabilité du président à son égard. Il lui a multiplié les marques de confiance et lui a même dit pourquoi : *« Vous êtes le seul des hommes politiques importants qui ne fassiez aucune spéculation sur ma santé, vous vous abstenez d'en parler et surtout, vous vous comportez d'une manière parfaitement correcte à ce sujet. Beaucoup d'autres ne vous ressemblent pas. Sachez que je saurai m'en souvenir »*.

Marie-France Garaud, avec laquelle j'ai parlé au cours de la réunion de jeudi de la santé du président, m'a confié qu'elle l'avait accompagné à la chasse de Chambord et trouvé dans une forme excellente, ce qui est tout le contraire de ce qu'affirme Roger Frey. Elle a ajouté : « *Il sait qu'il est très gros, qu'il est laid, mais au lieu d'en éprouver plus ou moins un complexe comme autrefois, il est aujourd'hui visiblement d'un courage exemplaire* ». Elle m'a dit encore : « *Il montrait beaucoup de majesté malgré sa taille et il me faisait penser, par son comportement, à Louis XIV* ».

#### 14 février 1974

— *On m'a dit que dans le livre qu'il vient de publier, Mémoires d'avenir, Michel Jobert parle de l'affaire Markovic.*

— J'ai vu récemment Marie-France Garaud. Elle trouve absurde que Jobert ait évoqué l'affaire, et dans les termes dont il s'est servi. Cela entraînera comme première conséquence sa convocation par le juge d'instruction, puisqu'il a révélé que [...] avait dressé une liste, qui est d'ailleurs toujours en sa possession, de noms d'hommes politiques qui s'étaient évertués à monter, à travers l'affaire Markovic, une cabale contre lui.

— *On est à nouveau très inquiet de la santé du président.*

— Je viens d'avoir avec Sirjean une longue conversation qui a porté tout entière sur ce sujet. Il est certainement à Paris l'un des hommes qui peuvent l'observer de plus près. Au surplus, il a des contacts avec le petit personnel de l'Élysée. Son jugement présente d'autant plus d'intérêt qu'il a toujours pensé jusqu'alors que les bruits sur la maladie du président étaient artificiellement grossis. Or, aujourd'hui, il est d'un avis différent, car il a été frappé par toute une série de faits dont voici les principaux.

Quand le président est allé à Poitiers, il a participé à la préfecture à un repas qui groupait douze à quinze personnes. À un moment donné, il a arrêté la conversation et dit à son voisin : « *Excusez-moi, je suis si fatigué* ». Une autre fois, alors qu'il se trouvait assis entre Abelin et Guichard, Sirjean l'a vu essayant de relever ses cheveux et il a constaté sa grande difficulté à mouvoir son avant-bras. Il a également observé

que, lorsque le président parlait et voulait, pour souligner tel ou tel mot, faire un geste, celui-ci se déclenchait souvent avec une fraction de retard, comme s'il éprouvait une difficulté à coordonner le geste et la parole.

Autre indice: un officier de police qui travaille auprès de Sirjean assistait l'autre jour, avec sa femme, à une cérémonie. Voyant le président marcher avec difficulté, il a dit à celle-ci: « *On dirait ta mère avec sa maladie de Kahler avant de mourir* ». Sirjean a été d'autant plus frappé par cette réflexion qu'il n'avait jamais eu avec lui l'occasion de parler de la santé du président.

Lors de la chasse de fin janvier à Chambord, à laquelle participaient plusieurs personnalités, dont Marie-France Garaud et Roger Frey, Pompidou est resté assez peu de temps et le chauffeur de sa voiture a dit par la suite à Sirjean que le président était monté à l'avant et que le siège avait été rabattu pour lui permettre de rentrer couché de Chambord à Paris.

Quant au chauffeur qui l'a emmené de son domicile du quai de Béthune à l'Élysée pour le Conseil des ministres qui a précédé sa grippe, il l'a regardé à plusieurs reprises dans le rétroviseur. Il a constaté que le président essayait d'ouvrir et de fermer la main droite et semblait en éprouver beaucoup de douleur.

Il y a aussi un changement dans son rythme d'activité. D'une part, il descend rarement à son bureau avant 11 heures et une grande partie des audiences du matin a disparu, alors qu'autrefois il commençait à recevoir vers 10 heures jusqu'à 13 heures 30. D'autre part, il a décidé de se rendre à son domicile le vendredi soir pour y rester le samedi et le dimanche...

Pour toutes ces raisons, Sirjean est arrivé à la conclusion que la maladie du président est bien réelle, qu'elle ne met pas nécessairement ses jours en danger mais que si elle continue à se développer, elle va lui rendre difficile l'accomplissement intégral de ses fonctions. C'est pourquoi il se demande si l'élection présidentielle de 1976 ne sera pas avancée par la démission du président. De toute façon, il pense que Pompidou ne pourra pas être candidat en 1976.

## 17 février 1974

— *Comment se porte réellement le président ?*

— J'ai vu Marie-France Garaud vendredi. Son point de vue est tout à fait différent de celui de Sirjean, elle dit qu'il va bien, qu'il est très actif. Quant au séjour qu'il fait désormais chez lui, quai de Béthune, du vendredi soir au dimanche soir ou lundi matin, elle l'attribue à la volonté de Mme Pompidou qui se déplaît à l'Élysée et veut à tout prix vivre dans son appartement. Comment la croire ?

## 18 février 1974

— *Du nouveau sur la maladie de Pompidou ?*

— Il y a une divergence à peu près absolue entre les indications données par Sirjean et Marie-France Garaud. Même si celle-ci est au courant d'un état plus grave du président, il est évidemment de son devoir de le cacher si elle a reçu des ordres en ce sens. C'est un sujet de conversation qui ne lui plaît visiblement pas. D'un autre côté, Sirjean n'a aucun intérêt à mentir et l'on peut certainement tenir pour exacts les faits qu'il rapporte. Il n'est toutefois pas impossible qu'il soit lui-même impressionné par la campagne menée actuellement.

## 25 février 1974

— *Il paraît que le président a participé à une nouvelle chasse, à Chambord ?*

— Le 22. Pompidou a plaisanté lui-même avec Juillet au sujet de cette chasse, à laquelle il n'avait pas envie d'aller car, a-t-il dit en riant, « *j'ai des ennuis de tuyauterie (c'est-à-dire un dérangement intestinal) et si je m'absente dix minutes pour ce que vous savez, tout le monde en tirera des conclusions sur ma mort prochaine* ». Et le président d'énumérer en souriant tous les maux dont on l'accable : maladie de Kahler, cancer des os, etc. Cela raconté très gaiement. S'il est vraiment malade, cela suppose de sa part une force de caractère incroyable.

Pompidou a ensuite détaillé à Juillet la réception de Chaban-Delmas à l'Élysée. Celui-ci a parlé pendant plus d'une heure pour s'expliquer, se justifier, se plaindre qu'on cherchait à lui nuire. Le président a été

aimable, sans rien dire, sauf sur un point où il lui a donné un avertissement. Il a dit que l'article du *Point* contre Messmer, dont on attribue la paternité à des amis de Chaban, était très maladroit car, a-t-il dit, « *Messmer est rancunier, comme tout bon Lorrain et il se vengera. Si l'article s'en était pris à un Auvergnat ou à un Méridional, ce serait sans importance. Sur eux, tout glisse, mais pas sur un Lorrain* ». Il est significatif que Pompidou ait ainsi renouvelé devant Chaban sa solidarité avec Messmer. Juillet affirme qu'il n'est pas question de changer de Premier ministre.

Les relations entre Pompidou et Jobert sont moins bonnes. Le président est toujours irrité d'entendre parler de la politique étrangère de Jobert. Il a dit sèchement à quelqu'un l'autre jour : « *Il ne s'agit pas de la politique de Jobert, mais de la mienne* ». Il n'a pas aimé le style des réponses ni le comportement de Jobert à Washington. Il n'a pas non plus apprécié le qualificatif de traîtres, même ironique, que Jobert a dit vouloir décerner aux ministres des Affaires étrangères de Londres et de Bonn. Visiblement, les ironies et les petites phrases à double sens de Jobert agacent le président.

De son côté, Marie-France Garaud m'a dit que Jobert commençait à parler du président sur un ton très différent d'autrefois et qui ne lui plaît pas.

## **26 février 1974**

— *Président du Conseil constitutionnel, belle promotion pour Roger Frey!*

— Je l'ai vu aujourd'hui. Il m'a raconté sa conversation avec le président à la suite de sa nomination. Pompidou, qui l'a accueilli très amicalement, lui a expliqué les raisons qui l'avaient conduit à le nommer.

D'abord, il en avait assez de tous les malentendus et difficultés l'opposant à ceux qu'on appelle les gaullistes orthodoxes. Aussi a-t-il décidé de multiplier les gestes en direction de l'UDR, pour montrer qu'il n'y a pas de véritable désaccord entre lui et celle-ci. C'est ainsi qu'il a reçu à plusieurs reprises Michel Debré, qu'il a approuvé le déjeuner qui a réuni Juillet et les quatre barons il y a une quinzaine



de jours, qu'il a reçu Chaban pour faire le point des problèmes et des difficultés, et qu'il a nommé Frey à la présidence du Conseil constitutionnel. *« À la suite de quoi, a-t-il dit, j'estime que les malentendus devraient disparaître ».*

À ce sujet, Roger Frey m'a confié que l'accueil qui lui avait été réservé par les parlementaires et le courrier qu'il avait reçu montraient qu'effectivement, le but visé par le président avait été atteint.

Pompidou lui a aussi expliqué qu'il n'était pas très satisfait par la manière dont Palewski avait présidé le Conseil constitutionnel, par sa désinvolture, son laisser-aller. Il a donc souhaité que le Conseil soit repris en main par un homme actif sur lequel il puisse absolument compter au point de vue politique, ce pourquoi il avait choisi Frey.

Enfin, a-t-il ajouté, *« j'éprouve beaucoup d'amitié pour vous, vous m'inspirez confiance et je cherchais un moyen de bien vous utiliser. Ce n'est pas facile, vous avez été ministre pendant quatorze ans. Je ne savais pas exactement quoi vous proposer que vous n'avez déjà fait. Dans ces conditions, j'estime que ce poste vous convient parfaitement, que vous y rendrez de grands services et qu'éventuellement, vous pourriez le quitter si des raisons supérieures l'exigeaient »*

Commencée sur ces bases, la conversation s'est poursuivie de manière particulièrement cordiale. Frey a recueilli l'impression que l'audience accordée à Chaban-Delmas avait également été cordiale.

Il a trouvé le président dans un état de santé très supérieur à ce qu'il avait constaté à Chambord. *« C'était un tout autre homme. Il a maigri de deux à trois kilos et au point de vue intellectuel, montre une forme parfaite. Il était absolument semblable au Pompidou que je connaissais il y a dix ans ».*

Ils ont enfin évoqué les problèmes de sa réélection en 1976. Le président a surtout été frappé par une suggestion de Roger Frey : *« Vous devriez, fin 1975 ou début 1976, faire voter par référendum la réduction du mandat présidentiel à cinq ans. Vous gagneriez certainement, embarrasseriez beaucoup vos adversaires et sur la lancée du succès de ce référendum, vous pourriez aller à l'élection présidentielle. Votre réélection, qui ne fait déjà aucun doute, serait complètement assurée ».*

Pompidou s'est montré intéressé par cette suggestion, qui est en effet habile et dont on peut penser qu'elle produirait bien les résultats recherchés. Frey a dit aussi : « *Si vous étiez réélu en 1976, nous gagnerions plus ou moins difficilement les élections de 1978 et dans ces conditions, Mitterrand serait liquidé. Nous verrions ensuite* ». Un pronostic quelque peu hasardeux...

\*  
\*     \*

**27 février 1974**

— *Pourquoi cette annonce de remaniement ministériel ?*

— Le président et Juillet en avaient l'intention depuis de nombreuses semaines, car ils considéraient qu'une série de choses n'allaient pas dans le gouvernement. Mais ils ne voulaient pas procéder seulement à un remaniement ministériel, plutôt à une vaste opération politique, dont Juillet a été chargé pour une large part. Marie-France Garaud m'en a résumé les modalités cet après-midi.

Pour préparer ce remaniement, le président et Juillet ont d'abord entrepris la réconciliation que l'on sait avec les gaullistes orthodoxes. De là la proposition faite à Debré de prendre la présidence du Conseil constitutionnel, qu'il a refusée, la réception de Chaban et la désignation de Frey. Sur ce point, le succès a été complet, comme Frey me l'a confirmé en m'indiquant la satisfaction des députés UDR.

En même temps, on procédait à certaines restructurations sur le plan gouvernemental dans des secteurs où le gouvernement avait paru faible. De là la création d'un délégué à l'Énergie et d'une délégation à l'Information. On considère avoir ainsi renforcé les structures administratives et permis un travail plus efficace.

Le remaniement aurait certainement eu lieu plus tôt puisque Messmer le souhaitait dès le mois de décembre, si n'avait pas paru l'article du *Point* réclamant le départ de Messmer. Il était en effet impossible d'entreprendre un remaniement ministériel immédiat sans donner l'impression de céder aux pressions d'un hebdomadaire.

Le remaniement a été longuement préparé. Juillet y a joué un rôle de premier plan, à la différence de la formation du premier gouvernement Messmer. Il a eu plusieurs conversations avec le Premier ministre, avec le président de la République et celui-ci a vu Messmer à plusieurs reprises. Des consignes de secret absolu avaient été données. Seules, outre le président, quatre personnes étaient au courant : Messmer, Balladur, secrétaire général à l'Élysée, Pierre Juillet et Marie-France Garaud. Aucun des ministres ne savait rien, si bien que ce matin, au Conseil, leur surprise a été totale.

Le Conseil s'est passé de la façon suivante. C'est Messmer qui a pris le premier la parole, pour indiquer que le gouvernement avait bien travaillé depuis plusieurs mois et pour dresser le bilan de ce travail. Puis il a indiqué que des questions nouvelles se posaient, que des remaniements étaient à apporter... Dans ces conditions, il présentait la démission du gouvernement au président.

À la grande surprise des ministres, le président a accepté cette démission et pris la parole dans un double sens. D'une part, il a lui aussi remercié les ministres pour le travail accompli et d'autre part, il a rappelé qu'il était nécessaire d'avoir un gouvernement montrant plus de cohésion, plus d'activité et même plus de jeunesse. Au passage, il a décoché une flèche à Michel Jobert en indiquant que les meilleurs ministres n'étaient pas ceux dont les hebdomadaires parlaient le plus souvent. Il a aussi saisi l'occasion pour expliquer que l'affaire de Washington<sup>111</sup> n'était pas seulement une affaire de politique intérieure, mais surtout de politique étrangère. Il voulait dire par là que cette affaire ne devait pas servir de marchepied à Jobert pour acquérir de la notoriété dans le pays. C'est une preuve nouvelle que les relations entre les deux hommes ne sont plus aussi bonnes qu'autrefois. C'est d'ailleurs le sens que Marie-France Garaud a donné à cette anecdote.

Le Premier ministre doit être désigné ce soir. Ce sera Messmer. Le directeur de son cabinet, Pierre Doueil, va partir et c'est probablement Jacques Friedmann qui le remplacera. On pense que le nouveau gouver-

---

111 – En marge des discussions Pompidou-Nixon de décembre 1973 à Washington, Michel Jobert s'était positionné, par ses critiques à l'encontre de son homologue américain Kissinger, comme un ardent défenseur des intérêts de la France.

nement sera constitué demain soir. D'après ce que j'ai cru comprendre, la plupart des ministres sont déjà désignés, mais le secret continue à régner sur ces désignations. Ce que j'ai pu savoir, c'est que Taittinger resterait garde des Sceaux, que Charbonnel quitterait le ministère de l'Industrie et que Chirac irait à l'Intérieur...

La démission de l'ensemble du gouvernement est une idée de Juillet, l'objectif étant de donner plus de solennité à l'événement et de frapper davantage l'esprit des Français.

Cette crise ministérielle semble en tout cas montrer que l'influence de Juillet est redevenue considérable à l'Elysée et que la tactique qu'il a suivie de s'éloigner pendant plusieurs mois a eu pour conséquence de montrer au président quelle était son utilité, par conséquent a renforcé son pouvoir. On peut le constater en se souvenant des conditions dans lesquelles le dernier gouvernement Messmer avait été constitué: Juillet n'y avait joué à peu près aucun rôle.

### **5 mars 1974**

— *Notre ami Denis Baudouin vient de recevoir un bel avancement.*

— Baudouin est désormais délégué à l'Information, poste qui vient d'être créé pour lui. Il a une situation de fait supérieure à son titre, car le ministre de l'Information, Jean-Philippe Lecat, qui travaille peu, gardera essentiellement dans ses attributions les relations avec l'ORTF et les contacts officiels avec l'opinion.

Je lui ai exposé la nécessité d'un travail d'information sur les problèmes de la gauche. Cela sort évidemment du travail d'information gouvernementale qui lui a été confié, mais il comprend l'importance du problème et nous devons nous revoir quand il aura étudié les notes que j'ai préparées à ce sujet pour Pierre Juillet.

Le remaniement, m'a confié Baudouin, a demandé plus de temps que prévu en raison de divergences de vues qui ont opposé Pompidou et Messmer et conduit à des modifications de dernière minute sur la liste des ministres.

En ce qui concerne la santé du président, il m'a dit qu'il était absolument impossible de l'amener à faire publier un bulletin de santé officiel par d'éminents professeurs, comme des amis personnels non-mêlés à la

politique le lui ont conseillé. Il estime qu'il s'agit là uniquement de sa vie privée et il demande explicitement qu'on le laisse tranquille à ce sujet.

— *Qu'en pense Marie-France Garaud?*

— Je l'ai vue assez brièvement, je dois la revoir vendredi. S'agissant du remaniement ministériel, elle est d'un avis un peu différent de celui de Baudouin. Elle dit que la liste gouvernementale n'a pas été modifiée, qu'elle était prête avant même que la crise n'éclate. Comme je lui demandais la raison pour laquelle il avait fallu deux jours pour constituer le ministère, elle m'a répondu que c'était parce que Messmer avait perdu pas mal de temps en voulant voir personnellement tous les ministres nouveaux, et aussi tous les ministres sortants. Mais elle a nié qu'il y ait eu des divergences de vues entre le président et le Premier ministre.

Je crois, pour ma part, que l'information donnée par Baudouin est plus près de la réalité que celle de Marie-France Garaud, qui visiblement ne veut pas fournir de précisions sur ces divergences momentanées.

Comme cause véritable du remaniement, elle souligne la volonté de Pompidou de mettre fin aux spéculations diverses sur le départ de Messmer. Elle explique que la campagne de presse selon laquelle il perdait peu à peu la confiance du président était devenue telle que si l'on n'avait rien fait, Messmer n'aurait pas pu tenir plus de deux ou trois mois. C'est donc pour rendre de la force et de la crédibilité au Premier ministre que Pompidou s'est décidé à un remaniement ministériel assez spectaculaire.

J'ai répondu à Marie-France Garaud que je m'expliquais très bien l'intention du président, mais que dans l'ensemble, l'opinion, quant à elle, ne la comprenait guère et ne se rendait pas compte de la raison pour laquelle on avait fait tant de battage pour si peu de changements effectifs.

Elle m'a raconté en outre, d'une manière assez pittoresque, la prestation de serment des trois nouveaux membres du Conseil constitutionnel ce matin à l'Élysée. Il y avait là le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assem-

blée nationale, chacun ayant nommé un membre : Roger Frey pour Georges Pompidou, Gaston Monnerville pour Alain Poher et René Brouillet pour Edgar Faure. Les six personnes étaient alignées dans la grande salle de l'Élysée. Les trois nouveaux membres ont prêté serment et quand cela a été fini, Pompidou a dit à Poher : « *Bonjour, Monsieur le Président* », ce qui était une manière de lui manifester une certaine sécheresse, car il ne lui pardonnait pas la nomination de Monnerville. Il a dit à Edgar Faure : « *Bonjour, mon cher Président* », avec un grand sourire qui avait pour but de marquer la différence. Il a ajouté à l'adresse de Roger Frey qu'il comptait sur lui pour veiller au maintien de la Constitution et qu'il était satisfait de l'avoir nommé. Il avait, bien entendu, serré la main de toutes les personnes précédentes et pendant qu'il achevait de parler à Roger Frey, il a mis ostensiblement sa main droite dans le dos, est passé devant Monnerville sans lui serrer la main, puis a serré celle de Brouillet avec un mot aimable. L'ensemble de la cérémonie a duré deux minutes et quinze secondes.

La raison de l'attitude du président à l'égard de Monnerville est qu'il ne lui pardonne pas de l'avoir accusé de forfaiture lorsqu'il était Premier ministre, en 1962, au moment du référendum destiné à faire élire le président de la République au suffrage universel. En agissant ainsi, Pompidou a renoué avec la tradition instaurée par le général De Gaulle qui, pendant sept ans, a refusé de recevoir Monnerville. Il est aussi probable que le fait, pour Alain Poher, d'avoir désigné comme membre du Conseil constitutionnel l'adversaire le plus acharné du régime aura pour conséquence d'altérer beaucoup ses relations personnelles avec Pompidou, et aussi d'arrêter le processus de réconciliation du gouvernement et du Sénat qui était en cours depuis 1969.

## **7 mars 1974**

— *En sait-on davantage sur la santé du président ?*

— L'inspecteur de police du service de Roger Sirjean qui accompagne le président et Mme Pompidou dans leurs déplacements entre le quai de Béthune et l'Élysée, a rapporté à Sirjean que le président, en montant en voiture, avait l'air de souffrir et se montrait de plus en plus grognon. Selon lui, Mme Pompidou a dit au président : « *Tu souffres*

*parce que tu le veux bien, tu n'as qu'à te soigner autrement et tout ira mieux, mais tu ne veux pas le faire ».*

Il a aussi entendu le président dire, il y a quelques jours: « *Ah, j'ai vraiment eu la main heureuse en nommant Jobert!* ». À quoi Mme Pompidou a rétorqué: « *On ne peut pas en dire autant avec Marcellin!* ».

De cet échange de propos, on peut déduire que la réflexion de Pompidou n'est pas contradictoire avec les quelques critiques qu'il peut adresser aujourd'hui à Jobert. Il veut dire vraisemblablement qu'il est un bon ministre des Affaires étrangères. Quant à l'hostilité de Mme Pompidou à l'encontre de Marcellin, elle date certainement de l'affaire Markovic, lors de laquelle l'attitude de Marcellin et de son directeur de cabinet Someveille vis-à-vis de Pompidou n'a pas été très nette, ce que Mme Pompidou n'a certainement pas pardonné.

### **15 mars 1974**

— *Le président n'a-t-il pas souffert de son déplacement à Moscou?*

— Roger Sirjean m'a donné diverses indications à ce sujet et comme toujours, la réalité n'est pas exactement ce qu'on croit.

La raison pour laquelle le président a été transporté en voiture jusqu'au pied de l'avion le jour du départ est qu'il était en proie à une crise d'hémorroïdes d'une violence si grande qu'elle l'empêchait presque de marcher. Sirjean possède ce détail très intime par une confiance de l'infirmière du président, une infirmière de l'armée, Mme Azeglio, qui a toute la confiance du président et qui est très amie avec Sirjean. Par suite d'une négligence du service du protocole, le président est parti dans un DC 8 dépourvu de couchette. Cela lui a interdit de s'étendre et l'a obligé à rester assis pendant tout le voyage, ce qui l'a, comme il est normal, considérablement fatigué.

À cause de cette crise, le président, malgré sa gourmandise bien connue, s'est contenté durant tout son séjour en URSS de boire du bouillon de légumes, de manger du riz et quelques tartines beurrées. Pour le retour, Sirjean a réussi à obtenir l'installation d'une couchette à l'avant de l'appareil, avec un rideau protégeant la tranquillité du président, lequel a effectué le voyage couché de la Crimée jusqu'à Paris.

Sirjean m'a aussi raconté le détail suivant. Depuis qu'il est en contact avec les autorités soviétiques, il s'est lié avec un haut fonctionnaire du KGB, Doudouchkine, qui s'occupe spécialement des voyages officiels. Au cours d'une promenade qu'ils ont faite ensemble le premier jour en Crimée, le Soviétique lui a dit : « *Soyez sans crainte, M. Sirjean, nous avons tout prévu. Nous avons ici un éminent spécialiste et une équipe de médecins remarquables* ». Il est évident que le Soviétique faisait ainsi allusion à un éventuel malaise du président. Sirjean a fait semblant de ne pas comprendre, l'a remercié de l'intérêt que les Soviétiques portaient à la santé de la délégation française et a ajouté : « *En effet, quand il y a une trentaine de personnes quelque part, l'une d'entre elles peut toujours tomber malade* ». Cet échange montre que les Soviétiques ont été alertés sur l'état du président.

— *On s'interroge toujours de plus en plus à ce sujet.*

— J'ai déjeuné avec Juillet et Marie-France Garaud, qui m'ont demandé ce qu'on raconte après les informations parues à l'occasion du voyage à Moscou. Je leur ai répondu naturellement que ces informations étaient commentées dans un sens plutôt pessimiste par les personnes qu'on rencontrait. J'ai cité notamment le mauvais effet produit par l'annonce de l'annulation probable du voyage du président au Japon. Ils m'ont répondu que cela n'avait rien à voir avec la santé du président, mais qu'il s'agissait d'une maladresse du Quai d'Orsay, qui avait laissé publier trop tôt l'indication de cette possibilité de voyage. En effet, si le président se déplaçait à Tokyo, ce serait pour rencontrer l'Empereur. Or, il n'y a pas matière à une conversation entre le président et l'Empereur étant donné le peu de pouvoir politique dont celui-ci dispose effectivement. Il faudrait donc que le président se déplace là-bas pour rencontrer le Premier ministre, mais on estime à l'Elysée qu'il n'existe pas non plus un nombre suffisant de questions politiques pour justifier le déplacement du chef de l'Etat. En conséquence, les autorités françaises sont très ennuyées par ce malentendu et seront certainement conduites dans un avenir proche à annoncer la suppression définitive du voyage à Tokyo. Tous deux se rendent bien compte que cela va alimenter les campagnes sur l'état de



santé du président, mais ils m'ont répété qu'il n'y avait pas de rapport entre les deux faits.

J'ai toutefois noté dans leurs propos peut-être un peu plus d'inquiétude qu'à l'ordinaire. Ils m'ont en outre, pour la première fois, non pas informé explicitement, mais laissé entendre que le président ne serait sans doute pas candidat en 1976. C'est la première fois, à ma connaissance, qu'ils se livraient à une déclaration de ce genre.

En liaison avec celle-ci, ils m'ont demandé l'un et l'autre qui, à mon avis, pourrait être le candidat de la majorité en 1976. Nous avons alors passé en revue les quatre noms possibles : Chaban, Giscard, Messmer et Edgar Faure. Leur jugement, qui résulte de la discussion que nous avons eue ensemble, a été le suivant : Giscard est trop à droite pour être élu aisément, Chaban souffre d'histoires d'argent plus ou moins scandaleuses qui lui interdisent d'être candidat sous peine de susciter des attaques très vives de l'opposition, Messmer ne passe décidément pas la rampe à la télévision et présente une silhouette trop fragile, Edgar Faure a plus ou moins vieilli et est finalement trop usé pour faire un candidat possible. À l'issue de cette analyse, nous en sommes arrivés à la conclusion que la majorité ne dispose véritablement d'aucun très bon candidat. Jacques Chirac ? Il aurait pu être candidat s'il avait eu huit ou dix ans de plus. Il pourrait être mûr vers 1980, mais il ne l'est certainement pas pour cette élection.

Tous deux m'ont annoncé que Chirac allait renouveler entièrement les directeurs généraux du ministère de l'Intérieur. Il veut en effet avoir autour de lui une équipe qu'il contrôle complètement et l'Elysée approuve sa manière de faire. C'est, au passage, une vérification supplémentaire que Marcellin et son équipe ne disposaient plus véritablement de la confiance ni de l'Elysée, ni de Matignon. C'est vraiment là l'explication du départ de Marcellin de la place Beauvau.

Celui de Pierre Doueille, directeur du cabinet du Premier ministre, est maintenant acquis. Il sera nommé préfet régional et remplacé par Jacques Friedmann. Quant à Someveille, qui dirigeait le cabinet de Marcellin, il recevra, lui aussi, une préfecture régionale.

Nous avons reparlé avec Juillet des problèmes relatifs au combat à mener contre la gauche et il a été convenu que nous nous verrions à ce sujet avant mon départ de Paris.

J'ai également été frappé par l'insistance qu'ils ont mise tous les deux à m'interroger sur Messmer. Jusqu'alors, c'était une vérité évidente à l'Elysée que Messmer était finalement le meilleur Premier ministre possible. À l'heure actuelle, ils commencent à se demander sérieusement pour quelles raisons Messmer, malgré ses qualités certaines, ne s'impose pas et ne suscite pas une réelle popularité dans le pays. Il me paraît évident que pour la première fois, les collaborateurs du président se posent des questions sur les possibilités qu'il peut y avoir à imposer le Premier ministre comme un véritable chef dans un avenir plus prolongé. Peut-être l'Elysée est-il déçu de constater que Messmer ne parvient pas à s'imposer. Cela rendrait possible un changement gouvernemental avant l'élection présidentielle.

Nous avons également parlé de Michel Jobert. Tous deux sont sévères à son égard et estiment que ses attaques violentes et publiques contre les Etats-Unis et le secrétaire d'Etat Kissinger sont déplacées et inutiles. Ils craignent que la puissance américaine ne soit telle que la France ne sorte finalement battue de l'épreuve de force que Jobert a plus ou moins recherchée. Ils ne désavouent pas cette politique, mais pensent qu'elle est conduite d'une manière qui n'est pas adroite. En d'autres termes, il semble bien que la cote de Jobert auprès des collaborateurs du président soit plus basse qu'elle ne l'a jamais été et l'on peut se demander s'il n'y a pas là le reflet de ce que pense plus ou moins consciemment et plus ou moins nettement le président de la République lui-même.

## 20 mars 1974

— *Résultat du mutisme de l'Elysée, l'opinion croit que la maladie du président est plus grave qu'elle ne l'est peut-être en réalité.*

— Sirjean m'a informé que le professeur Aboulker, le spécialiste d'urologie qui avait opéré De Gaulle de la prostate, aurait été appelé en consultation. On peut s'interroger sur ce qui peut motiver l'appel à un spécialiste de ce genre de maladie.

*Georges Pompidou mourut brusquement le 2 avril 1974.*

### **8 avril 1974**

— *Comment Marie-France Garaud a-t-elle réagi à la mort du président ?*

— J'ai eu plusieurs conversations téléphoniques avec elle. Elle m'a naturellement fait part de sa vive émotion et a employé cette expression : « *Je suis veuve et personne ne doit l'oublier* ». Je lui ai répondu que personne ne l'oubliait, mais elle a ajouté que, dans ces conditions, il y avait des combinaisons auxquelles il ne fallait pas essayer de la mêler.

Cela dit, elle n'a pas cessé depuis plusieurs jours de participer à une intense activité politique.

### **16 avril 1974**

— *Que vont faire les collaborateurs de Georges Pompidou ?*

— J'ai vu longuement Marie-France Garaud vendredi. Notre conversation a été un peu décousue. Encore assez émue par le souvenir du président, elle m'a fait quelques révélations.

Pompidou se savait condamné depuis trois ans. Sa femme ne l'a su que plus tard. Il souffrait d'une maladie proche de la maladie de Kahler, tout en étant différente. Il a beaucoup souffert physiquement. Moralement, il montrait un cran admirable.

Ses collaborateurs proches, Juillet, Balladur, Jobert, Anne-Marie Dupuy, Marie-France Garaud, ont su qu'il était perdu dès septembre 1973. Ils avaient l'ordre de tout faire pour que personne ne le sache. À partir de cette date, Pompidou et sa femme ont appris qu'il s'agissait d'une question de mois : six, huit, douze...

C'est dans cette perspective qu'il faut considérer les initiatives du président depuis six mois. Il préparait sa succession et avait choisi Messmer pour le remplacer. D'où le récent remaniement ministériel, qui avait pour but de renforcer Messmer et de placer au ministère de l'Intérieur quelqu'un que Pompidou et Messmer jugeaient sûr à cent pour cent, Jacques Chirac.

Pompidou croyait qu'il disposerait de six à huit mois de plus pour tout mettre en place, mieux établir Messmer et faire qu'il n'y ait pas de conflit de succession. Le retour de Juillet s'explique de cette manière. Pompidou a voulu quelqu'un qui prenne la politique intérieure en charge avec Messmer. La mort a interrompu brutalement ce qui était en cours, d'où les flottements qui se sont produits. D'où aussi la hâte à se déclarer de Chaban-Delmas, qui n'ignorait pas que les collaborateurs de Pompidou, en essayant d'imposer Messmer, exécutaient ce que le président avait souhaité. Celui-ci et eux-mêmes croyaient sûrement, même si ce n'est pas démontré, que l'annonce de la candidature de Messmer était le seul moyen d'empêcher la multiplicité des candidatures. L'avenir a montré que ce n'était pas exact et qu'ils avaient sous-estimé la détermination de Chaban. Six mois plus tard, ils auraient pu avoir raison.

À propos du vote, la position de Marie-France Garaud et de ce qu'on peut appeler les chefs du pompidolisme, Juillet, Chirac et en partie Edgar Faure, est la suivante: au premier tour, n'appuyer personne directement parmi les candidats de la majorité; au deuxième, soutenir soit Chaban, soit Giscard.

Marie-France Garaud déteste tellement Chaban qu'elle souhaite que Giscard le distance au premier tour. Dans ce cas, bien qu'elle n'aime pas Giscard, elle fera campagne pour lui. Si Chaban arrive en tête, elle fera campagne pour lui aussi, mais moins nettement. Cette position est à peu près celle de Chirac et tout à fait celle d'Edgar Faure, entièrement favorable à Giscard. Quant à Juillet, il me semble que, par vieille solidarité gaulliste, il se ralliera plus facilement à Chaban au deuxième tour.

Marie-France Garaud m'a répété qu'elle mettrait tout ce qui lui reste d'influence pour faire battre Mitterrand. Elle dit qu'elle continue à croire que Messmer y serait parvenu facilement et elle se demande si Giscard n'est pas meilleur que Chaban. Elle a peut-être raison, mais chez elle, la passion joue en ce moment plus que la froide raison.

**15 mai 1974**

— *En a-t-on appris un peu plus sur les circonstances de la mort du président ?*

— Au cours d'une conversation avec Roger Sirjean, celui-ci m'a confié qu'il avait reçu des indications précises d'un des deux aides de camp du président, celui qui était lieutenant-colonel d'aviation et lui était particulièrement attaché. Il a affirmé que, contrairement aux premières informations données par Marie-France Garaud, Pompidou avait toujours caché à sa femme la gravité de son mal. Il avait fait jurer à son fils de ne pas lui en parler et c'est ainsi qu'étaient au courant de sa maladie, avec sa gravité, seulement lui-même, son fils, le professeur Jean Vignaloux qui le soignait et les deux ou trois spécialistes qui suivaient les progrès du mal. Le secret a été gardé jusqu'au bout et l'on imagine la force de caractère qu'il a fallu au président pour conserver ce secret.

Mme Pompidou était à ce point convaincue que la maladie de son mari n'était pas mortelle qu'au moment de sa dernière crise, lorsqu'elle l'a annoncée au policier privé qui la gardait, elle lui a dit d'un ton pas du tout préoccupé, deux jours avant le décès du président: « *Nous n'avons pas de chance, le président fait encore une de ses rechutes habituelles de grippe; vraiment, il faudrait bien en finir* ». Rien dans son comportement ni dans ses propos ne pouvait laisser croire qu'elle connaissait l'extrême gravité du mal. Elle était tout simplement convaincue d'un très mauvais passage de santé de son mari.

— *La présidence intérimaire semble se dérouler normalement.*

— Une réconciliation complète est intervenue entre Poher et Foccart. Poher, qui avait renvoyé Foccart lors de sa première présidence intérimaire, il y a cinq ans, l'a cette fois fait appeler et devant la qualité des services que lui a rendus Foccart pendant son nouvel intérim, il lui a dit: « *Permettez-moi de vous appeler Jacques. Tenez-moi maintenant pour votre ami et permettez-moi de vous considérer comme le mien* ». Il s'agit là d'un renversement spectaculaire qu'il faut certainement porter au crédit de Foccart et qui prouve que cet homme si discuté doit posséder d'évidentes qualités pour avoir effectué un tel redressement.

— *Comment le gouvernement serait-il constitué si Giscard l'emportait?*

— On a confié à Sirjean qu'Edgar Faure serait vraisemblablement titulaire des Affaires étrangères. Marcellin a dit à un ami de Sirjean que

Messmer ne figurerait pas dans le gouvernement, ni lui-même d'ailleurs; et qu'en tout cas Chirac ne serait plus ministre de l'Intérieur. Chirac est d'ailleurs en train de se faire installer un bureau à Paris pour son équipe, ce qui tendrait à montrer que lui-même, dans un premier temps, ne reprendrait pas d'activité ministérielle. Personnellement, je n'en suis pas sûr du tout. Mais on pourrait expliquer cela par le fait que pour l'instant, Giscard voudrait calmer les gaullistes orthodoxes qui sont évidemment beaucoup plus sévères pour Chirac, qui a abandonné Chaban, que pour n'importe qui.

*La surprise de Georges Albertini fut donc grande lorsqu'il apprit qu'une fois élu, Valéry Giscard d'Estaing chargeait Jacques Chirac de constituer le gouvernement. Sans attendre, il reprit contact avec lui, ainsi qu'avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud devenus ses deux conseillers.*

\*  
\*     \*

## **24 octobre 1977**

— *Qu'est-ce que c'est que ce testament politique enregistré par Pompidou et favorable à Giscard, qu'a cité Michel Poniatowski dans son interview de France-Soir du 18 octobre ?*

— Ce document a une histoire, qui n'est absolument pas celle que Poniatowski a indiquée. Le texte de la bande magnétique dont il s'agit reproduit bien des déclarations faites par Pompidou devant Denis Baudouin et Marie-France Garaud et enregistrées à ce moment-là, quelque temps avant sa mort. Quand il mourut et que l'élection présidentielle se prépara, les collaborateurs de Pompidou voulurent faire échec à la candidature de Chaban-Delmas et rallier d'importants membres de l'UDR à la candidature de Giscard d'Estaing, donc abandonner Chaban. Le problème apparaissait difficile, étant donné l'hostilité que Giscard avait témoignée au mouvement gaulliste depuis 1965.

C'est alors que Pierre Juillet et Marie-France Garaud découpèrent un morceau de cette bande et le donnèrent à Poniatowski, afin que Giscard

et lui-même disposent d'un document authentique de Pompidou démontrant que celui-ci n'était pas hostile à Giscard, ce qui sous-entendait qu'il n'était pas favorable à Chaban. Bien entendu, ce texte n'était nullement destiné à être rendu public par une décision unilatérale de Poniatowski, surtout dans les circonstances présentes où il veut l'utiliser contre Chirac.

— *Juillet a dû mal réagir.*

— Lui et Marie-France Garaud ont jugé l'initiative de Poniatowski avec une extrême sévérité. La rupture entre Juillet et Poniatowski est désormais totale, car pour Juillet, tout ce qui touche à la mort de Pompidou est sacré. Et Marie-France Garaud, qui entretenait des relations personnelles plutôt bonnes avec Poniatowski, malgré leurs divergences politiques, est dans un état de fureur indescriptible. On peut penser que cet épisode, évidemment ignoré de la quasi-totalité du public politique, pèsera lourd dans l'avenir sur les rapports entre Poniatowski et les amis de Pompidou. Comme personne n'est au courant de ces faits, il est d'une extrême importance que rien n'en soit divulgué.

## **21 décembre 1979**

— *Bernard Pons a enfin obtenu la promotion qu'il visait.*

— Sa nomination au secrétariat général du RPR s'explique à la fois par ses anciennes relations avec Jacques Chirac, par sa situation parlementaire et par ses qualités militantes. Il avait été, au milieu des années 60, à l'origine du choix de personnes que Pompidou poussait à la conquête de sièges législatifs. Mais quand Pompidou est devenu président de la République, Pons a été mêlé à un scandale immobilier qui non seulement a irrité Pompidou, mais qu'il a d'autant plus mal pris que Pons, pour excuser ses complaisances à l'égard de divers promoteurs immobiliers, lui expliqua qu'une partie des fonds ainsi recueillis avait servi au financement de la campagne présidentielle de 1969.

Il en résulta une explication très vive entre Pons et Pierre Juillet. Juillet l'a même accusé d'essayer de faire chanter le président. Dans les dernières années de la présidence Pompidou, celui-ci a toujours fermement refusé de le recevoir, quels que fussent les motifs de ses demandes d'audience.

*Bernard Pons était en quelque sorte, de la part de Georges Pompidou, victime de la même froideur que ceux qui, de près ou de loin, avaient tenté de le compromettre, voire simplement ne l'avaient pas soutenu lors de l'affaire Markovic.*



## CHAPITRE V

### JACQUES CHABAN-DELMAS UN SPINTER COURANT UN MARATHON

*Georges Albertini avait connu Jacques Chaban-Delmas sous la IV<sup>e</sup> République et lorsqu'il devint Premier ministre sous la V<sup>e</sup>, il le côtoya davantage, le conseilla et l'aida.*

**24 novembre 1969**

— *Maintenant qu'il est à Matignon, Chaban-Delmas est-il prêt à résister à une éventuelle offensive communiste ?*

— Jacques Baumel a conversé voici quelques jours à ce sujet avec lui et l'a entendu dire qu'il était conscient qu'à un moment donné, éclaterait une bataille entre le gouvernement et la CGT. Mais, a-t-il ajouté, « *je veux l'affronter dans les meilleures conditions possibles, au moment choisi non par les communistes, mais par nous, et il faudra livrer bataille jusqu'au bout* ».

Baumel pense que Chaban, en certaines circonstances, est capable d'une action très dure. Malheureusement, autour de lui des gens de diverses origines lui font croire que son premier titre de gloire sera d'être aussi libéral que possible et c'est leur influence qui conduit souvent Chaban à des positions insuffisamment tranchées.

**28 novembre 1969**

— *Chaban-Delmas Premier ministre, c'est un peu le retour en grâce des hommes de la IV<sup>e</sup> République.*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec André Dewavrin, le colonel Passy, avec lequel je n'avais pas eu depuis longtemps une conversation si prolongée. Je ne le vois que très rarement, lors de réunions à la banque Worms.

Il est étroitement lié à Jacques Chaban-Delmas, qu'il côtoie depuis 1944. Il connaît très bien son rôle réel dans la Résistance, son caractère

et les diverses péripéties de sa vie conjugale. Sur tout cela, il m'a donné des indications qui me paraissent de premier intérêt.

— *On dit que sous l'Occupation, Chaban a résisté... plutôt discrètement.*

— Dewavrin m'a affirmé de façon catégorique que Chaban avait fait son apparition dans la Résistance seulement en juin 1944. « *C'est à cette date, a-t-il ajouté, que j'ai reçu une première communication de Chaban m'informant qu'à la suite de diverses arrestations, il accédait au poste de délégué militaire national. Il demanda qu'on lui donne l'étoile de général de brigade à titre temporaire, ce qui fut fait* ». Avant juin 1944, a précisé Dewavrin, mais peut-être faudrait-il vérifier le fait de plus près, l'activité de Chaban dans la Résistance fut inexistante. Je dis qu'il faut le vérifier car il arrive que la mémoire de Dewavrin ne soit pas toujours fidèle<sup>112</sup>.

Questionné sur ce qu'il pense du courage physique de Chaban, Dewavrin a répondu : « *Je lui ai toujours connu, dans les circonstances difficiles, sa valise prête au pied de son lit* ». Il voulait dire par là et l'a d'ailleurs explicité, que Chaban pouvait résister jusqu'au moment où il croyait que sa liberté personnelle pouvait être en jeu. Rien à voir, par exemple, m'a dit Dewavrin, avec le courage physique personnel de Pierre Brossolette.

S'agissant de sa vie conjugale, Dewavrin la connaît d'autant mieux que pendant un certain temps, il a lui-même failli épouser celle qui est devenue Mme Chaban, tandis que Chaban a failli épouser celle qui est devenue Mme Dewavrin. Il dit que la femme de Chaban est pleine de défauts qui expliquent en grande partie le comportement de Chaban. Elle est, en tout cas, soignée à l'heure actuelle pour une psychose grave. Ils sont complètement séparés. Elle vit dans un appartement qu'il a loué avenue Kléber à Paris, avec une gouvernante, un chauff-

---

112 – Ce qui est sûr en tout cas, c'est qu'au temps de l'Occupation, Chaban était, sous son véritable nom Jacques Delmas, un haut fonctionnaire attaché au ministère de la Production industrielle, que détenaient François Lehideux dans le gouvernement Darlan, puis Jean Bichelonne dans le deuxième gouvernement Laval. Il semble leur avoir toujours été loyal et il monta en grade, devenant adjoint à l'inspection générale des Finances. Quand par la suite je l'ai côtoyé au Mouvement européen, je l'ai interrogé sur la date à laquelle il était entré dans la Résistance. Il se montra évasif.

feur et une voiture. Les médecins interdisent qu'ils se revoient et pour le moment, il n'est pas question d'un changement dans leur situation conjugale officielle.

Chaban entretient toutefois depuis plusieurs années une liaison avec une jeune femme de quarante ans environ, épouse d'un médecin dont elle a eu quatre enfants. Dewavrin dit qu'elle est une femme de premier ordre. Chaban ne la sort jamais, ne la conduit à aucune réception et se borne à inviter, là où il réside avec elle, quelques amis et des hommes comme Dewavrin. Chaban refuse tous les dîners en ville parce que c'est le seul moment où il peut la retrouver. Dewavrin estime que le problème d'un remariage ne se posera pas tant que Chaban sera Premier ministre. S'il devait se poser, il prévoit de réelles difficultés.

\*  
\*   \*   \*

Au début de 1970, des manifestations eurent lieu dans plusieurs villes à l'instigation du CIDUNATI (Comité de défense des artisans et commerçants), créé en 1969 par Gérard Nicoud. En mars, elles furent particulièrement violentes. À Paris, le boulevard périphérique resta bloqué pendant plusieurs heures et Nicoud fut arrêté.

### **1<sup>er</sup> avril 1970**

— *Les troubles que nous venons de vivre n'ont pas été bien maîtrisés par le gouvernement, il en sort affaibli.*

— Tout le monde a été surpris par la violence des manifestations, notamment celles des routiers et des commerçants. Mais à l'Elysée, on a aussi été frappé de constater qu'en effet, pendant plusieurs jours, le gouvernement avait donné l'impression de flotter, de ne pas avoir une vue très claire des événements.

Il semble y avoir eu, comme toujours en de telles circonstances, des mous et des durs. Parmi les mous, l'équipe de Matignon, peut-être le Premier ministre lui-même qui a visiblement hésité à montrer de la fermeté, mais en tout cas son entourage, c'est-à-dire Pierre Nora, Jacques Delors et Roger Vaurs. Ceux-là semblent bien s'être refusés

à toute manifestation de force... et avoir été appuyés par le ministère de la Justice, par le ministre lui-même, René Pleven, qui a cherché à minimiser les incidents. Parmi les éléments plus durs qui ont décidé l'arrestation de Nicoud, il y a eu, outre l'Elysée, Jacques Baumel, Roger Frey et les services du ministère de l'Intérieur, ainsi que le procureur de la République de Bourgoin qui a manifesté une énergie extrême.

Marie-France Garaud m'a dit qu'avant de partir pour les Etats-Unis et alors que les problèmes principaux étaient ceux des étudiants, Georges Pompidou lui avait laissé l'ordre écrit de faire arrêter Alain Geismar, l'un des principaux dirigeants de la Gauche prolétarienne<sup>113</sup>. Ce fait illustre la fermeté du président dans les circonstances présentes, tandis que les indécisions du gouvernement ont provoqué une série de spéculations allant, paraît-il, jusqu'à la mise en cause de Chaban comme Premier ministre.

### 1<sup>er</sup> juin 1970

— *Il paraît que des critiques s'élèvent, notamment à l'Elysée, sur la façon dont Chaban travaille à Matignon, en particulier à propos de l'influence qu'y exercent ses collaborateurs.*

— Jacques Baumel s'est longuement entretenu mercredi dernier à ce sujet avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud. Selon lui, l'Elysée et l'UDR critiquent sévèrement les prises de position politique de ses deux principaux conseillers, Simon Nora et Jacques Delors, accusés d'être trop à gauche.

Baumel ajoute que le gouvernement de la France, c'est Chaban, Nora et Delors. Chaque matin, à neuf heures, se tient une réunion entre eux trois, plus Roger Vaurs pour l'information et Jean Sicurani pour les affaires politiques. Or, Vaurs n'a jamais d'idée et Sicurani ne montre aucune personnalité. Comme Chaban arrive à la réunion sans avoir rien étudié ni préparé, ce sont Nora et Delors qui décident de tout. Or, ni

---

113 – Groupement formé en 1968 de militants d'extrême gauche de l'université de Nanterre, de jeunes intellectuels du Cercle marxiste-léniniste de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, à Paris, eux-mêmes issus de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes fondée sous l'influence du philosophe marxiste et membre du PCF Louis Althusser.

l'un ni l'autre ne sont gaullistes ou UDR, plutôt pro-Mendès qu'autre chose. En outre, aucun homme politique ne figure auprès de Chaban. Sicurani qui devrait jouer ce rôle est inexistant. Roger Frey n'assiste pas à ces réunions, auxquelles il pourrait pourtant participer.

Pour qu'un gaulliste prenne part à ces réunions quotidiennes où se décide la politique du gouvernement, Pierre Juillet aurait voulu que Jacques Baumel y aille et y représente les parlementaires. C'était une bonne idée, mais cela risquait de brouiller Baumel avec Frey, dont c'est le rôle. Juillet y a donc renoncé. La question reste posée. On prépare en tout cas l'élimination de Sicurani et son remplacement par le préfet André Chadeau, actuellement à Besançon. C'est un ancien collaborateur de Frey, il est de tendance UDR. Mais cela prendra du temps.

Tout cela confirme l'existence de problèmes entre Chaban et la majorité d'une part, de l'autre entre Pompidou et Chaban.

### **18 juin 1970**

— *En sait-on un peu plus sur l'équipe qui entoure le Premier ministre ?*

— J'ai eu une longue conversation hier avec Jacques Baumel sur une série de problèmes politiques. Ami très sûr de Chaban, il porte néanmoins une critique assez sévère sur ses méthodes de travail. Il confirme qu'il est complètement chambré par les cinq ou six techniciens qui forment son cabinet, Nora, Delors et plusieurs adjoints de ceux-ci. Ces jeunes techniciens de valeur n'ont d'ailleurs aucune difficulté à influencer Chaban, qui se plaît en leur compagnie et ne voit pratiquement personne d'autre. C'est ainsi qu'une équipe d'une demi-douzaine de personnes sans mandat gouverne le pays.

Baumel m'assure que certains secrétaires d'Etat n'ont pas vu le Premier ministre depuis quatre ou cinq mois. Comme ce sont en général des gens de l'UDR, il en résulte que même à l'intérieur du gouvernement, on perçoit un vif mécontentement à l'égard de Chaban, un malaise qui ne fait que s'accroître.

Baumel a eu l'occasion d'en parler d'une façon très précise, ces huit ou dix derniers jours, à Georges Pompidou, au Premier ministre lui-même et surtout à son entourage, avec lequel il entretient d'ailleurs

d'excellentes relations. Nora, parlant au nom de ces jeunes techniciens, est convenu de la situation.

On voit donc pour la première fois mûrir les éléments d'une crise réelle. À mon avis, c'est dans ce panorama qu'il faut placer les récents propos d'Edgar Faure au cours de sa controverse avec Michel Rocard. Tout le monde a remarqué ses références constantes aux idées du général De Gaulle. Le but d'une pareille prise de position est justement de convaincre les députés gaullistes qu'un gouvernement dirigé par Edgar Faure, bien que celui-ci soit un ancien président du Conseil de la IV<sup>e</sup> République, serait plus près des idées gaullistes que le gouvernement Chaban-Delmas.

### « Je suis un sprinter »

**5 février 1971**

— *Les choses s'améliorent-elles à l'hôtel de Matignon ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Chaban-Delmas en compagnie de Jacques Baumel. Nous sommes restés ensemble une heure trois quarts, ce qui a constitué une exception, le Premier ministre n'ayant pas l'habitude de demeurer plus d'une heure ou une heure un quart à table et nous avons passé une heure dans son salon personnel. Le but du déjeuner, organisé par Baumel, était de m'amener à parler au Premier ministre de certains problèmes de l'information et, si possible, de l'éclairer sur la manière dont il devrait agir à l'égard de l'Élysée.

Chaban, avant de nous recevoir, sortait d'une courte conférence avec ses deux principaux conseillers économiques et sociaux, Simon Nora et Jacques Delors. Il était furieux car, disait-il, il venait d'apprendre que l'on avait commis diverses erreurs dans la conduite des opérations à propos du conflit des mineurs. Il a indiqué qu'il avait beaucoup de mal à faire comprendre sa politique sociale de concertation avec les syndicats, tant auprès du patronat que des hauts fonctionnaires et des préfets.

Son mécontentement une fois exprimé, il a dit à Baumel qu'il était heureux de me recevoir car, a-t-il expliqué, « *les rares occasions où j'ai rencontré M. Albertini, il m'a toujours donné des idées très raisonnables* ». Il faisait évidemment allusion à ce que j'avais pu faire pour

lui en 1956 quand, à la demande d'André Dewavrin, je l'avais aidé de mon mieux, grâce à mon amitié avec Pierre Commin, à devenir ministre dans le gouvernement Guy Mollet...

La conversation a ainsi commencé dans un climat confiant et nous sommes passés à table. Désirant apporter un certain nombre de critiques sur la manière dont il conduit sa politique d'information, j'ai naturellement commencé par lui parler des succès qu'il avait obtenus dans sa politique sociale. Je lui ai montré en quoi elle avait évité de graves difficultés sociales en septembre 1969 et comment elle avait déconcerté les syndicats. Il était visiblement satisfait de cette analyse et s'est beaucoup détendu. Cela m'a permis d'ajouter que malheureusement, cette politique sociale bien conçue et très efficace était mal exposée aux Français, en particulier dans la presse, à la radio et à la télévision, à la fois parce que les journalistes étaient très ignorants dans ces matières et, en certains cas, mal disposés à l'égard de toute politique réformatrice.

Après avoir abordé les problèmes de la vie sociale et de la politique étrangère, j'ai évoqué ceux de la politique intérieure, pour lesquels, ai-je précisé, « *vous pourriez garder une plus grande liberté de manœuvre dans le sens de la politique que vous avez voulu pratiquer depuis dix-huit mois si vous apportiez des corrections aux exposés faits sur la politique sociale et sur la politique étrangère* ».

Il a aussitôt compris que je lui apportais là un moyen de désamorcer la crise, au moins partiellement, c'est-à-dire d'opérer des réformes en certains domaines sans perdre la face.

À ce moment-là, Jacques Baumel a eu une inspiration malheureuse : « *Il y a à la base de tout cela un problème de personne* », a-t-il expliqué. C'était exactement le sujet qu'il ne fallait pas aborder, car Chaban lui ayant demandé : « *Que veux-tu dire par là ?* », Baumel s'est cru obligé de répondre que c'était le nom de Pierre Desgraupes qui suscitait des animosités de divers côtés<sup>114</sup>. Chaban a alors littéralement explosé : « *Je sais qu'une campagne est menée à ce sujet. Je constate que tu es déjà intoxiqué par cette campagne et qu'elle fait des ravages même parmi mes*

---

114 – En septembre 1969, Pierre Desgraupes avait été nommé par Chaban directeur de l'information de l'ORTF. Il ne quitta ses fonctions qu'après le remplacement de Chaban à Matignon.

*meilleurs amis. Je tiens à déclarer que je n'accepterai jamais ni d'abandonner Desgraupes, ni de laisser se reconstituer un ministère de l'Information. Tu l'as entendu l'autre jour au Conseil des ministres lorsque je l'ai dit à Michel Debré. Moi présent à Matignon, il n'y aura jamais de ministre de l'Information, ce ministre s'appellerait-il Jacques Baumel. Jamais je ne renverrai Desgraupes. Je répète que si l'on veut m'imposer l'une ou l'autre de ces éventualités, je démissionnerai ».*

Devant ces déclarations, il m'était évidemment difficile, mais je l'ai fait, de reprendre la parole pour dire à Chaban que sa démission était précisément ce qu'il fallait éviter, et que pour cela, il convenait de dresser le bilan de la réforme telle qu'il l'avait effectuée en 1969, et de voir ce qui avait été positif et ce qui avait été négatif. Il m'a répondu qu'à son avis, la réforme n'était sûrement pas positive à plus de 70 % et qu'il n'était nullement opposé à corriger les 30 %. Il se prêtait donc à une certaine transaction, malgré sa rectitude sur les principes.

Il a alors précisé, en ce qui concerne le cas Desgraupes, qu'il considérait que celui-ci n'était pas ce qu'on pensait. Il le voit souvent. Et, a-t-il précisé en se tournant vers Baumel, *« il est avec nous. Ce que tu dois dire, c'est que précisément, si certaines choses vont mal à l'ORTF, la faute n'en incombe pas à Desgraupes, mais à son entourage et au noyautage de l'ORTF par les gauchistes, les communistes... »*. Il a précisé que Desgraupes avait déjà éliminé certains éléments particulièrement nocifs et expliqué que les contacts entre Matignon et Desgraupes étaient excellents. Cela signifie que si l'on veut réformer l'ORTF, il ne faut pas chasser Desgraupes, mais le soutenir contre les éléments les plus à gauche. Et il a chargé explicitement Baumel de défendre ce point de vue, en particulier à l'Elysée.

Après ces déclarations, nous avons quitté la salle à manger pour passer au salon et Chaban a immédiatement orienté la discussion sur l'attitude de l'Elysée à l'égard de sa politique et sur ses propres rapports avec Georges Pompidou. J'ai essayé de lui expliquer, d'une manière aussi précise et franche que possible, le rapport des forces à l'intérieur des divers groupes de l'Elysée et la position personnelle du président. Je lui ai dit qu'on pouvait, dans une certaine mesure, infléchir les orientations de l'Elysée, en lui décrivant l'évolution positive du



président à l'égard de Jacques Delors. Il s'est montré surpris de cela et a compris que j'avais agi à l'Elysée pour mieux faire comprendre la politique Delors, ce qu'il ne savait pas. J'ai pour ma part été surpris de constater qu'il connaissait très mal la politique telle qu'elle est en réalité pratiquée à l'Elysée par les collaborateurs du président.

C'est quand il s'est rendu compte que je connaissais très bien ce terrain que l'attitude de Chaban a véritablement changé, car il s'est aperçu que j'étais en train de lui avancer toute une série de remarques qui pouvaient lui être très utiles. Lui ayant dit, pour faciliter le passage de certaines phrases, que je me devais de lui parler très franchement et que je n'étais pas dans le coup, il m'a interrompu en souriant: « *Eh bien, pour un homme qui n'est pas dans le coup, vous en savez plus sur l'Elysée que tous mes ministres sans exception* ».

J'ai alors émis diverses suggestions comme celle de favoriser les contacts de son équipe avec l'Elysée au lieu de les interdire, celle d'adresser des notes à Georges Pompidou... Puis j'ai voulu lui signaler, parmi les récentes difficultés, le cas de l'Espagne. Il en est convenu et m'a dit avoir réprouvé la position prise par l'ORTF contre l'Espagne. À ce moment, Baumel a commis une deuxième imprudence. Comme Chaban avait cité le nom de Pierre Hunt, l'un de ses principaux collaborateurs pour l'information, Baumel a dit que c'était précisément lui qui était surtout visé par les critiques. Chaban a explosé à nouveau pour dire qu'il ne laisserait pas toucher à Hunt, qu'il n'avait jamais abandonné de sa vie l'un de ses collaborateurs...

En définitive, en ce qui concerne Desgraupes et Hunt, l'Elysée et Matignon sont comme devant un verre à moitié plein. Les gens de l'Elysée disent: voici toutes les faveurs qu'ils font à la gauche. Ceux de Matignon affirment au contraire: voici tout ce que nous empêchons la gauche de faire. Bien entendu, comme très souvent en politique, les deux points de vue contiennent des parts de vérité.

Ayant ainsi très longuement évoqué toutes ces questions, nous avons assisté pendant vingt minutes à un véritable numéro du Premier ministre. Il a pris la parole sur lui-même, a parlé sans interruption, de manière de plus en plus sincère et convaincue, à la grande stupéfaction de Baumel, qui m'a déclaré lorsque nous sommes sortis: « *Je ne*

*l'avais jamais entendu dire ce qu'il vous a dit ». À quoi j'ai répondu que quand on inspirait confiance, c'est ainsi que les choses se passaient. Personnellement, je crois que Chaban, tout en me parlant avec une extrême sincérité, a pensé, lorsqu'il a pris conscience de certains de mes contacts avec l'Elysée, qu'il était adroit de me parler ainsi, à toutes fins utiles. Voici, aussi fidèlement que possible, ses paroles :*

*« Je suis un homme heureux, qui aime la vie et que la vie aime. J'ai toujours eu de l'espoir, en toutes circonstances. J'ignore ce qu'est la désespérance. Je suis un sportif et je ne comprends le travail que sous la forme d'une équipe. Le jeu d'équipe, je l'ai pratiqué pendant dix ans comme président de l'Assemblée nationale avec les trois Premiers ministres successifs, Debré, Pompidou et Couve de Murville. Je leur ai passé tous les ballons. Je n'en ai jamais gardé un seul pour moi. Je les ai toujours défendus auprès du général De Gaulle et je ne veux pas répéter ce qu'à diverses reprises le général, avec sa liberté de langage, a pu me dire sur les uns comme sur les autres. À titre d'anecdote, je vous rappellerai seulement que lorsque je suis allé le voir en 1958 pour faire de Soustelle un ministre, dont De Gaulle ne voulait pas, il m'a fait le plus extraordinaire numéro possible sur les raisons pour lesquelles il ne devait pas prendre Soustelle qui, a-t-il dit, « m'a déjà laissé et qui, demain, me trahira. Voyez-vous, Chaban, quand on gouverne, il ne faut pas mélanger le service de l'Etat et l'amitié personnelle ».*

*« Au moment de l'élection présidentielle, je n'ai rien demandé à Pompidou. Il ne m'avait rien promis et la première fois où il m'a dit qu'il me prendrait comme Premier ministre, c'est le lundi qui a suivi son élection, à 17h30... Je pense que le choix qu'il a fait était le bon, car les forces politiques étant ce qu'elles étaient à ce moment-là, personne ne pouvait lui rendre de meilleurs services que ceux que je lui ai rendus. C'est ainsi que je suis devenu Premier ministre, un métier pour lequel je ne suis pas fait, alors que peut-être j'aurais été mieux fait pour aller à l'Elysée, où les problèmes pour moi se poseraient différemment. J'ai été atterré par mon ignorance. Je ne connaissais pas les dossiers et pendant trois semaines, j'ai été littéralement pris de panique devant la tâche qui m'incombait. Et vous savez, pour que je*

*connaisse, moi, la panique, il faut vraiment que la situation soit grave. J'aurais certainement préféré tuer quelqu'un contre cette porte.*

*« Pendant trois semaines, je ne savais littéralement pas que faire. J'étais crispé au point que les ongles m'entraient dans la peau et je me suis interrogé pour savoir si j'allais conserver cette charge. Quand la voiture m'a conduit à l'Elysée pour le premier Conseil des ministres, je me suis retenu de prier le chauffeur de ne pas entrer et de faire demi-tour.*

*« Vous me comprendrez si vous savez que je suis un sprinter et que la besogne qu'on m'impose est celle d'un coureur de marathon. Et ce coureur de marathon qui doit courir quarante-deux kilomètres, alors que je suis fait pour le cent mètres, on lui dit au milieu du parcours qu'il lui faut, tout d'un coup, s'élaner pour un cent mètres qui brise son rythme. Moi, voyez-vous, je suis un guépard et c'est seulement la course d'un guépard qui m'intéresse. Aussi, je m'ennuie à Matignon d'une manière que vous ne pouvez pas imaginer. Je ne peux plus y faire la gymnastique que j'aime. Moi, je suis un animal, je ne suis pas un intellectuel. Il me faut toute une vie physique que je ne peux avoir ici, où c'est le contraire absolu de ma nature et de mes goûts. Je n'arrête pas de bâtir des projets, tous merveilleux, pour le moment où je quitterai ce travail qui me déplaît.*

*« C'est vous dire si je suis prêt à partir quand on le voudra. J'ai passé un contrat avec le président de la République pour rester Premier ministre jusqu'aux élections législatives. Je souhaite que ces élections soient avancées au mois de septembre 1972 pour partir plus vite. Et ce serait encore mieux si elles avaient lieu en mai, car je partirais six mois plus tôt. Bien entendu, je ne quitterai pas la politique pour autant. J'y garderai un pied, c'est-à-dire la mairie de Bordeaux, mais jamais personne ne se sera moins accroché que moi à la fonction de Premier ministre.*

*« Malgré ce que je vous dis, je suis loyal et conscient de mes devoirs. Je servirai le président de la République avec la même loyauté jusqu'au bout et il ne trouvera jamais un collaborateur qui jouera le jeu comme moi, aussi correctement que je le joue et que je le jouerai avec lui. Il y a seulement deux ou trois points comme ceux dont nous*

*avons parlé au début de cette conversation où je serai intraitable et où je préférerais partir plutôt que céder.*

*« Vous vous demandez peut-être ce que cela prépare pour mon propre avenir. Je vais vous le dire. Si M. Pompidou est à nouveau candidat à la présidence de la République, il n'aura pas meilleur supporter que moi, et je le souhaite. S'il n'est pas candidat et qu'un autre le soit, j'examinerai si cet autre répond bien aux besoins d'une politique véritablement française et nationale. Du fait de l'expérience que j'ai acquise, je peux avoir des exigences et je sais ce que je dois demander à un candidat de ce genre. Si ce candidat existe, je serai également son meilleur soutien et je l'appuierai sans condition. Après son élection, je quitterai définitivement la vie politique pour faire les choses qui me plaisent dans la vie. Si, au contraire, j'estime que ce candidat ne s'est pas manifesté et que celui ou ceux qui surviendront seront mauvais pour la France, alors je me présenterai et me battrai comme un chien ».*

C'est sur ces paroles que Chaban a achevé notre réunion. Je lui ai dit alors que je considérais que, dans la situation politique présente, il fallait à tout prix éviter qu'un malentendu ne s'élève entre le président et lui. J'ai ajouté qu'en ce qui me concernait, je croyais cela parfaitement possible et que dans toute la mesure de mes moyens, c'est à cela que je voulais travailler. Il m'a répondu : *« Je vous ai parlé avec la confiance que vous avez pu apprécier. Je sais que vous ferez bon usage de ce que je vous ai dit ».*

Puis, passant dans le bureau de sa secrétaire, Mme Goujard, il lui a dit, à la stupéfaction de Baumel : *« Voulez-vous noter que j'aurai toujours un déjeuner pour M. Albertini lorsqu'il vous le demandera ».*

La secrétaire était également surprise.

Que tirer de ce déjeuner, en dehors de la connaissance qu'il donne de la psychologie de Chaban-Delmas ? Il est certain que les éléments de transaction qui ont partiellement résulté de ma conversation avec lui montrent qu'il est conscient de devoir faire quelques concessions. Encore faut-il pour cela, évidemment, que l'Elysée veuille éviter la crise...

Ce qui pour moi reste le plus surprenant, c'est de voir que le Premier ministre, sur divers points, dispose d'une information insuffisante, en particulier sur le point capital de l'Elysée. Or, il est évident que pour

Chaban, le nœud du problème est là. Au temps de Richelieu, celui-ci racontait ainsi les batailles qu'il avait dû livrer pendant vingt ans: « *Il était plus difficile pour moi de me battre chaque jour dans le cabinet du roi Louis XIII afin qu'il me soutienne, que de me battre en Europe contre tous les ennemis de la France* ». Si Richelieu connaissait bien le cabinet du roi, visiblement Chaban connaît mal celui du président, et je dirais le président lui-même.

## 21 avril 1971

— *Le climat a-t-il fini par s'assainir entre l'Elysée et Matignon?*

— J'ai eu hier un long entretien avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud. La conversation s'est engagée très vite sur les raisons de certaines difficultés politiques et sur l'immobilisme de la politique gouvernementale... Les difficultés persistent entre le président et le Premier ministre. À ce sujet, Marie-France Garaud a rapporté un fait caractéristique. Il y a une quinzaine de jours, elle a raconté au président, sur la base des informations que je lui avais données et que je tenais de Baumel, une séance qui s'était passée à l'hôtel de Matignon entre Chaban et ses collaborateurs. Au cours de celle-ci, notamment, Léo Hamon avait parlé de modifier la politique étrangère et Jacques Delors, de l'impossibilité de combattre le communisme à partir de Matignon. Une séance qui montrait des vues curieusement irréelles de la part des collaborateurs du Premier ministre, beaucoup trop orientées à gauche et dont la relation a plongé le président dans une véritable consternation. Il a dit: « *Comment pouvons-nous travailler avec ces gens-là? Ils ont des idées tout à fait différentes des nôtres* ».

Cela rejoignait des conversations qu'il avait eues avec Pierre Juillet et au cours desquelles il expliquait: « *Les projets ne sortent pas. Il y a une espèce d'enlisement du travail gouvernemental. Je n'ai pas prise sur les événements, le char est embourbé et il n'y a pas moyen de le désembourber* ».

Essayant d'analyser ces réflexions du président, Pierre Juillet et Marie-France Garaud en sont venus à l'idée, que je crois très exacte, que de plus en plus la France est gouvernée par le petit état-major de Matignon, en substance Nora, Delors et leurs collaborateurs immédiats,

par l'intermédiaire desquels tout passe. Il en résulte que peu à peu, les ministres se trouvent dépossédés de leurs attributions. Ils savent que toutes leurs décisions seront systématiquement contrôlées, discutées et infléchies par les collaborateurs du Premier ministre, véritables maîtres de la politique du pays et plus encore de son administration. En conséquence, les ministres ont tendance à ne plus travailler autant. Michel Debré disait à Juillet l'autre jour qu'il n'avait pratiquement pas eu une seule conversation avec Chaban-Delmas, sur quelque sujet que ce soit, depuis qu'il était ministre de la Défense nationale.

Mes interlocuteurs auraient été heureux qu'ayant analysé un certain nombre des causes du malaise, on puisse dégager des remèdes et présenter des propositions précises de travail politique. Je leur ai dit qu'il fallait y réfléchir de plus près et je pense que je pourrai le faire dans un proche avenir.

## **27 septembre 1971**

— *Où en est-on du redressement espéré?*

— J'ai vu samedi Marie-France Garaud, qui m'a fourni d'intéressantes indications se rapportant au travail en cours et à la situation.

Le président est au courant de la marche de la commission Juillet. Il trouve que c'est ainsi qu'il faut travailler. Juillet lui en parlera chaque fois. Pompidou recommande la plus grande discrétion<sup>115</sup>, mais aussi demande qu'on agisse.

Vendredi, avant la réunion, le président avait vu Juillet pendant plus d'une heure dans le bureau de celui-ci. Marie-France Garaud et Anne-Marie Dupuy assistaient à la conversation – en partie toutefois, car dans certains cas, les deux hommes parlaient à voix basse. Elle a roulé en grande partie sur la conférence de presse, qui a fait à tous bonne impression. Le président a reparlé de l'émission de Chirac en bons termes. Il a également évoqué l'opposition, la stratégie à conduire vis-à-vis de Mitterrand, ce sur quoi, visiblement, il s'interroge. Faut-il l'amalgamer aux communistes ou non? C'était ce que j'avais exposé

---

115 – Manifestement à cause de la participation d'Albertini à la Commission et de l'influence qu'il y exerçait.

dans une note récente. Marie-France Garaud m'a donc dit que l'exposé que j'avais fait à l'ouverture des travaux de la commission correspondait exactement aux vues du président. D'où, aussi, la demande d'une discussion à ce sujet lors de la prochaine réunion.

Pas de changement de Premier ministre en vue dans l'immédiat. Le président a dit à Juillet et à Marie-France Garaud: « *Il faut nous préparer pour 1973, être frais à ce moment-là pour agir* ». Signe que Chaban sera alors éliminé et que Pompidou souhaite que Matignon se charge maintenant des points peu agréables du travail politique.

Marie-France Garaud m'a demandé de lui rédiger une note sur ce qu'elle devait communiquer à l'UDR à la suite de notre réunion de vendredi. Je l'ai préparée. J'espère que je ne vais pas être la commission à moi tout seul.

## 2 octobre 1971

— *On dirait que Chaban a fini par prendre goût à sa fonction et s'y accroche.*

— Chaban m'a reçu hier après-midi et nous avons parlé pendant près de trois-quarts d'heure. Comme il le fait toujours avec ses interlocuteurs, il m'a dit: « *Ne me parlez pas de ce qui va bien, parlez-moi de ce qui ne va pas* ».

Je lui ai expliqué que la principale préoccupation était de savoir s'il allait véritablement prendre la tête de la majorité pour la conduire lors de la prochaine bataille électorale. Je lui ai avoué que pour ma part, je craignais que son objectivité naturelle et son refus d'adopter des positions partisans le préparaient mal au rôle de chef d'un parti qui doit, pour gagner les élections, frapper durement l'adversaire.

Le Premier ministre m'a écouté avec beaucoup d'attention et m'a dit: « *Je comprends parfaitement vos préoccupations* ». Il m'a donné l'impression d'être résolu et m'a même confié: « *Je n'aime pas livrer des batailles, mais quand je les livre, j'aime les gagner et en général, je les gagne* ».

Connaissant mes relations avec Edgar Faure, il m'a interrogé sur l'état d'esprit de celui-ci. J'en ai déduit qu'il lui était favorable, mais que ses projets à son égard avaient été troublés par l'entourage du

président. Si j'en crois ses propos, il n'a pas renoncé à l'idée de prendre Edgar Faure dans son gouvernement, mais a dit : « *On aurait peut-être été bien heureux d'en faire un Premier ministre, cela ne m'incite pas à me montrer très aimable avec lui* ».

Quand nous nous sommes séparés, il m'a déclaré : « *Je vous avais dit, quand vous êtes venu me voir, de revenir. Je serais très heureux de vous accueillir à nouveau. Cette maison est la vôtre* ». Ce qui était beaucoup dire !

## **21 octobre 1971**

— *Les barons du gaullisme soutiennent-ils toujours Chaban ?*

— Le déjeuner qui, il y a quelques jours, a réuni cinq de ces barons, Chaban, Debré, Frey, Guichard et Foccart, et la discussion qu'ils ont eue, montrent que le problème de la capacité de Chaban à conduire la bataille électorale constitue un sujet de graves préoccupations, même chez ses anciens et intimes amis. Tous lui ont dit qu'il devait assumer pleinement la triple charge de chef de la majorité, de l'UDR et de la bataille électorale.

On peut toutefois s'interroger sur les arrière-pensées des barons à l'égard de Chaban. Sont-ils sincères dans leurs propos ? Rien n'est moins sûr. Sachant que Chaban n'est pas capable de faire ce qu'ils lui demandent, pourquoi le lui demandent-ils ?

Il est plausible d'imaginer qu'ils veuillent prendre eux-mêmes le contrôle de la bataille électorale en obligeant Chaban à accepter leurs conditions, à n'être que le chef théorique et pour ordre. Il n'est même pas entièrement exclu qu'en apportant ainsi la démonstration de l'incapacité du Premier ministre, ils entendent l'éliminer au profit soit de Debré, soit de Guichard.

## **4 novembre 1971**

— *Dans ses difficultés avec Pompidou, Chaban-Delmas devrait pouvoir compter sur l'appui des gaullistes.*

— Il y a quelques jours, Pierre Juillet et Marie-France Garaud ont déjeuné avec Roger Frey pour parler de la situation politique. Ils ont été confirmés dans l'idée que Frey et les autres barons du gaullisme étaient



maintenant bien décidés à abandonner Chaban, soit dans l'immédiat, soit plus tard. Ils estiment que les informations données par Chadeau à Frey sur le désordre politique qui règne à l'hôtel de Matignon ont joué un rôle considérable dans l'évolution de Frey, qui est passé d'un attachement à Chaban presque inconditionnel à une critique des plus vives.

Juillet et sa collaboratrice ont eu l'impression que Frey venait, un peu au nom des barons, proposer à Juillet une alliance contre Chaban sur la base suivante : « *Nous sommes unis, mais sans contact avec la présidence de la République et toi, tu as le contact avec le président, mais pas la possibilité d'agir seul. Si nous pouvions nous rapprocher, ce serait certainement préférable* ». Il m'apparaît que Juillet et Marie-France Garaud ont écouté ces propositions de Frey, très nouvelles, d'une oreille favorable.

Sur la question de savoir si Chaban va prendre la direction de la majorité et par conséquent celle de la campagne électorale, Frey a manifesté un certain scepticisme. Comme Juillet lui disait que probablement Chaban le voulait, mais ne le pouvait pas, Frey a répondu : « *Je ne suis même pas sûr qu'il le veuille* ».

Dans ces conditions, Juillet se demande s'il n'y a pas, chez certains dirigeants du gaullisme, une combinaison en train de se monter pour remplacer Chaban par Debré ou Guichard. Personnellement, je ne le crois guère, car ils savent qu'ils ne peuvent pas obtenir de résultat en ce sens sans le concours du président qui, visiblement, ne veut pas changer de Premier ministre pour le moment.

### **10 janvier 1972**

— *Que pense-t-on, en fait, de Jacques Chaban-Delmas chez les gaullistes historiques de l'UDR ?*

— Mon ami Michel Junot m'a fait déjeuner avec le secrétaire général de l'UDR, René Tomasini, qui est très sévère pour l'action de Chaban. Il le trouve mauvais chef non pas du gouvernement, mais de la majorité. Surtout, il l'estime incapable de conduire la bataille en vue des élections de 1973, car, dit Tomasini, il ne veut pas se battre, ne veut pas attaquer l'opposition et entend seulement présenter l'œuvre de son gouvernement.

Pour montrer jusqu'où va la volonté de conciliation de Chaban, Tomasini m'a cité le fait suivant. Tomasini veut mener une campagne électorale très anticommuniste et parmi les arguments qu'il voudrait avancer, figure le fait que les députés communistes agissent avec un mandat impératif. On en a la preuve dans le fait que ce ne sont pas eux qui perçoivent leur indemnité parlementaire, mais le PC, lequel leur reverse ensuite une somme fixe. C'est absolument illégal. Or, Chaban s'est opposé à ce que Tomasini utilise cet argument dans la campagne électorale, car, lui a-t-il dit, *« j'ai toléré ces pratiques pendant dix ans quand j'étais président de l'Assemblée nationale »*.

### **13 janvier 1972**

— *La campagne électorale commence assez bien.*

— Au cours d'une conversation que j'ai eue hier avec Juillet et Marie-France Garaud, j'ai recueilli des indications qui ne vont pas dans ce sens. Juillet a eu récemment avec le ministre de l'Éducation nationale, Olivier Guichard, un long entretien dont l'objet essentiel a été une critique de la façon dont Chaban prépare les élections. Guichard a émis à ce propos des critiques absolument semblables à celles qui sont faites à l'Élysée, notamment par Juillet. Celui-ci a été conduit à me préciser que si les mauvaises méthodes de Chaban pour diriger la campagne ne sont probablement pas de nature à provoquer la défaite de la majorité, elles n'en auraient pas moins pour résultat de diminuer sensiblement le nombre de ses députés. Par conséquent, estime Guichard, la tâche du successeur de Chaban sera difficile et, a-t-il ajouté, c'est d'ailleurs peut-être ce que souhaite Chaban.

Guichard a alors développé la thèse suivante : si la majorité remportait une victoire indiscutable, Chaban n'aurait aucune chance de rester Premier ministre après 1973 puisqu'il aurait, en quelque sorte, rempli son contrat de quatre années et que la majorité comprendrait d'autres hommes pouvant le remplacer, selon cette règle non écrite de la V<sup>e</sup> République qu'il doit y avoir au moins deux Premiers ministres par septennat.

Mais, a dit Guichard, au cas où la majorité serait précaire, c'est-à-dire où il faudrait pour gouverner obtenir une certaine neutralité d'au moins une partie de l'opposition, Chaban peut penser qu'il serait alors le mieux placé, étant donné ses relations avec l'opposition centriste, pour diriger le nouveau gouvernement. Cela conduit Guichard à cette affirmation qu'en ne menant pas la bataille électorale avec trop de vigueur, Chaban pense peut-être à sauvegarder des chances pour sa propre carrière gouvernementale.

J'ai été très frappé de constater que Juillet avait, dans l'ensemble, accepté cette analyse et plus frappé encore d'apprendre que, l'ayant rapportée à Pompidou, il avait entendu celui-ci lui répondre qu'elle était vraisemblable. Cela en dit long sur les intentions qu'il suppose chez son Premier ministre.

Personnellement, sans aller jusqu'à penser qu'il y a chez Chaban un calcul aussi net, je suis loin de rejeter complètement l'hypothèse du ministre de l'Éducation nationale.

Mais la partie la plus intéressante de la conversation a été l'intervention de Juillet sur ce point. Il a dit à Guichard : « *Tu dois t'intéresser de très près aux élections, car c'est toi qui seras le Premier ministre en 1973 si la majorité reste la majorité* ». Juillet n'a évidemment pu faire une telle déclaration que s'il a reçu du président de la République des précisions très nettes à ce sujet.

### **31 janvier 1972**

— *On semble se préoccuper de plus en plus activement des élections.*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Roger Frey à son ministère et il avait aussi invité Olivier Guichard, que je ne connaissais pas et qu'il voulait me faire rencontrer. Guichard lui avait demandé au préalable s'il pouvait parler franchement et librement devant moi et Frey lui avait répondu : « *Tu peux parler comme si nous étions seuls* ». En conséquence, la conversation a en effet été très libre et très franche.

L'impression que donne Guichard est celle d'un homme extrêmement prudent, excellent connaisseur des problèmes politiques, mais qui a sans doute plus d'intelligence que de caractère, encore qu'il soit

toujours difficile de juger quelqu'un au bout de deux ou trois heures de conversation.

Celle-ci a commencé par des réflexions sur les critiques lancées contre le Premier ministre à propos de ses impôts<sup>116</sup>. Tous les deux s'accordent pour penser que Chaban est assez sérieusement touché, mais Guichard croit qu'au bout d'un certain temps, le mauvais effet devrait sinon disparaître, du moins s'atténuer sensiblement.

La conversation a ensuite tourné autour de l'Elysée et tous deux ont exprimé des jugements assez sévères sur Juillet et Marie-France Garaud. Ils les accusent d'avoir exercé, à plusieurs reprises, une opposition inutile à Chaban. Et aussi d'avoir joué un rôle dans l'élimination de Frey au profit de Chirac. Ils leur reprochent d'avoir poussé Chirac en avant, ainsi que Tomasini. Je leur ai indiqué qu'ils chargeaient Juillet et Marie-France Garaud de tous les pêchés, mais qu'en réalité, en parlant comme ils le faisaient, ils mettaient en cause des décisions prises par le président, car dans les cas de Frey et de Chirac, c'est le président qui avait agi. Ils en sont convenus.

Je me suis alors rendu compte que les propos que Frey et Guichard tenaient à l'Elysée et devant moi n'étaient pas tout à fait les mêmes. À l'Elysée, ils se montrent très critiques à l'égard de Chaban et ne disent rien sur l'entourage du président. Devant moi, ils ont défendu Chaban et critiqué sévèrement l'Elysée. Comme ni l'un ni l'autre n'ignore que j'entretiens des contacts étroits avec l'entourage du président, il est vraisemblable qu'ils ont pensé que j'y répercuterais une partie de leurs critiques, ce qui présentait pour eux l'avantage que ces critiques seraient connues sans qu'ils aient eu eux-mêmes à les formuler directement.

Toutefois, après cette longue conversation, Guichard est parti le premier et Frey m'a retenu quelques instants pour me demander de ne pas parler de notre rencontre à l'Elysée, afin de ne pas laisser supposer

---

116 – En 1971, *Le Canard enchaîné* avait publié un document officiel montrant qu'en dépit de sa fortune personnelle conséquente, Jacques Chaban-Delmas, grâce à l'avoir fiscal, une disposition législative récente, ne payait pas l'impôt sur le revenu. Il en fut fortement affaibli dans l'opinion publique.

à l'existence d'un complot relatif à la succession de Chaban, soit pour maintenant, soit pour plus tard.

\*  
\*   \*  
\*

## **2 mars 1972**

— *Vous deviez revoir Marie-France Garaud.*

— À la demande de Jean Rochet, le directeur de la DST, j'ai organisé aujourd'hui un déjeuner avec lui et Marie-France Garaud afin de lui établir un contact avec l'Elysée, ce qui lui semblait indispensable pour y transmettre directement certaines informations.

À un moment, la discussion a concerné le Premier ministre, dont Rochet a expliqué qu'il avait été marié trois fois. Sa première femme était la sœur d'un polytechnicien, Pierre Maillet, qui a pris part à la Résistance et qui était alors plus ou moins tombé sous la coupe des communistes. Il a ensuite été le collaborateur du ministre communiste du Travail Ambroise Croizat et a aidé celui-ci à peupler le ministère de communistes et de complices des communistes.

Cette opération a pris une telle ampleur que, lorsque Daniel Mayer, secrétaire du Parti socialiste, est devenu ministre du Travail en 1947, l'une de ses principales tâches a consisté à épurer le ministère de l'excès de fonctionnaires communistes qui s'y trouvaient.

Pierre Maillet a ensuite fondé une société appelée Inter-Technique, qui a cherché systématiquement à passer des marchés avec le ministère de la Guerre, mais qui n'y est jamais parvenu, car la DST s'y opposait du fait que Maillet n'était pas une personnalité sûre et qu'on redoutait des contacts entre lui et les Soviétiques.

Or, en 1963, la société Inter-Technique a eu accès aux marchés de la Défense nationale et le dossier montre d'une part que cela s'est produit notamment à la suite d'une intervention de Jacques Chaban-Delmas, alors président de l'Assemblée nationale; d'autre part, que pour le récompenser de son intervention, Chaban-Delmas avait reçu des actions de la société Inter-Technique.

La question paraît grave, car elle prouve que Chaban-Delmas, il y a neuf ans, aurait facilité l'introduction dans les affaires de l'Etat d'une société très suspecte aux yeux de la DST.

Rochet a précisé que le dossier relatif à cette affaire existait en trois exemplaires, à la DST, à la Sécurité militaire et au Centre de l'Énergie atomique. En ce qui le concerne, il en a donné une photocopie au ministre de l'Intérieur, pour transmission à l'Élysée. Marie-France Garaud ne l'avait pas vue. Rochet va lui envoyer une autre copie.

L'affaire est importante aussi du fait que si la presse d'opposition, à la suite des attaques qu'elle a lancées contre Chaban-Delmas, pouvait en porter d'autres faisant état de complaisances envers des proches des communistes, cela aurait des conséquences politiques néfastes à la veille des élections.

### **15 mai 1972**

— *On dirait que le gouvernement se ressaisit.*

— Il a agi d'abord à l'ORTF, puis avec Philippe Dechartre qui va être remplacé par Léo Hamon, enfin dans l'affaire Rives-Henrÿs qui a démissionné de l'Assemblée nationale. Il semble que Chaban ait été impressionné par les indications concordantes que lui ont données de nombreux amis, notamment Roger Frey, et qu'il ait aussi cédé aux objurgations du président qui s'était prononcé dans le sens de la fermeté.

L'Élysée demeure toutefois très hostile au dépôt par Chaban d'une question de confiance à l'Assemblée nationale. Un vote positif renouvellerait en effet les pouvoirs de Chaban alors que le président estime, en application de la Constitution, que c'est de lui avant tout que dépend le pouvoir du Premier ministre. Il est bien évident qu'en suggérant ce vote, Chaban voulait se trouver renforcé par le Parlement face à Pompidou.

Cet épisode montre en tout cas que les relations entre les deux hommes demeurent très difficiles. La différence avec la situation d'il y a sept ou huit mois, c'est que maintenant, les divergences sont sur la place publique et transparaissent directement dans la presse.

## Chaban démissionne... et se prépare

**26 mai 1972**

— *En sait-on davantage sur la tension entre l'Elysée et Matignon ?*

— J'ai rencontré Marie-France Garaud aujourd'hui, un peu avant midi. Elle m'a rappelé qu'il y a encore quinze jours, le président lui avait déclaré d'une façon précise : « *Je ferai un remaniement gouvernemental avant les vacances* ».

*À la fin du Conseil des ministres du 5 juillet, sur la demande du président de la République, Jacques Chaban-Delmas présenta la démission du gouvernement. Il fut remplacé par Pierre Messmer pour en former un nouveau.*

**5 juillet 1972**

— *La démission de Chaban a été brutale.*

— De l'avis de Roger Frey, la surprise a été générale. Il croit qu'il ne sera pas ministre dans le gouvernement que Messmer est en train de constituer.

**10 juillet 1972**

— *Le remplacement de Chaban doit satisfaire Pierre Juillet et Marie-France Garaud.*

— Je les ai vus très longuement vendredi soir. Nous devons nous pencher sur les questions évoquées dans la note que j'ai préparée pour le président. Mais ils étaient fatigués par le travail effectué pendant la crise ministérielle et nous nous sommes contentés de parler de ce sujet. Cela a permis d'éclairer plusieurs points.

La réconciliation de Pompidou avec Edgar Faure, à laquelle nous avons beaucoup travaillé tous les trois, est réelle. Mais il ne faut pas qu'Edgar Faure prenne trop de libertés ou fasse preuve de désinvolture à l'égard du président, qui n'aime pas cela.

Le crédit d'Olivier Guichard s'est affaibli. Le président a été étonné qu'il veuille des élections anticipées. La confiance en son habileté politique a baissé. Lui-même a été tout surpris de ne plus

être ministre de l'Éducation nationale. Et il ne savait rien de la démission de Chaban avant le Conseil des ministres de mercredi. Tout cela indique un recul de sa position auprès de Pompidou. Il a d'ailleurs dit à Roger Frey, qui l'a répété à Juillet, qu'on l'avait barré à l'Elysée et il reproche même à Juillet de l'avoir combattu auprès du président. C'est assez faux, mais témoigne de sa mauvaise humeur, et aussi du fait que Georges Pompidou est décidément très secret et imprévisible.

L'Elysée semble en tout cas soulagé. La mésentente avec Chaban touchait tous les sujets. On craignait toujours que n'éclatent des scandales dans l'entourage du Premier ministre. À l'attitude de Juillet, il est clair qu'il a le sentiment de l'avoir emporté sur Chaban dans l'esprit du président, après un combat de près de trois ans qui a débuté avec l'affaire de l'ORTF en septembre 1969.

De cette crise, je tire la conclusion que Juillet exerce à présent une influence considérable sur le Président et que Marie-France Garaud travaille avec lui en une collaboration particulièrement confiante et étroite.

Quant au mécanisme de la crise, tous deux disent que le président a mis Chaban au courant du changement de gouvernement lors de leur déjeuner de mardi, avec consigne de secret absolu, et que Pompidou n'avait rien révélé à Messmer, au cours de leur déjeuner précédent, au sujet de la démission du Premier ministre et de sa prochaine nomination pour le remplacer.

Le jour du Conseil des ministres, trois hommes seulement étaient donc au courant, Pompidou, Chaban et Messmer. Ainsi que les proches du président. Marie-France Garaud m'a dit qu'en ce qui me concernait, jamais il ne lui avait été plus pénible de garder le secret. Mais c'était tout naturel.

Juillet donnera ma note à Pompidou. Nous déjeunerons ensemble lundi, Juillet, Marie-France Garaud et moi, pour étudier comment travailler en face de la gauche unie.

\*

\*   \*   \*



**22 juin 1973**

— *Il paraît que cela ne s'arrange pas entre Pompidou et Chaban.*

— Marie-France Garaud m'a confirmé que leurs rapports continuent à être très médiocres. Ce qui s'est passé à propos du voyage de Chaban-Delmas en Chine populaire le montre.

Mao Tsé Toung avait fait demander à l'ambassadeur de France à Pékin si Chaban-Delmas représentait le président. Dans cette hypothèse, il l'aurait reçu. Notre ambassadeur Etienne Manac'h ayant répondu que le voyage était d'ordre purement privé, Mao ne l'a pas reçu. Il est évident que si l'on avait voulu donner un lustre à son déplacement, des ordres en conséquence auraient été donnés à l'ambassadeur.

De retour à Paris, Chaban a fait demander à Pompidou un rendez-vous pour le lundi matin 18 juin. La raison pour laquelle il voulait ce rendez-vous précipité était qu'il avait accepté pour le soir un entretien à la télévision, au cours duquel il aurait évidemment voulu dire que le président avait eu la primeur de ses déclarations. Pompidou ayant appris cela n'a pas accordé le rendez-vous et ne l'accordera probablement pas dans les jours prochains. Il a assorti son refus de ce commentaire, qui n'a toutefois pas été connu de Chaban : « *Si M. Chaban-Delmas avait tenu à ce que je sois informé le premier, il s'y serait pris autrement. Pour savoir ce qu'il pense, je le regarderai à la télévision* ».

Tout cela montre que les antagonismes qui existaient au temps du ministère Chaban entre celui-ci et le président sont loin d'avoir disparu, contrairement à ce que l'ex-Premier ministre semble penser. Comme par surcroît la prestation de Chaban sur la Chine a été très médiocre, il est vraisemblable que cette affaire, loin d'être bonne pour ses intérêts et sa position, sera mauvaise.

**19 novembre 1973**

— *Chaban est-il encore solide ?*

— Jean Taittinger, le ministre de la Justice, m'a appelé d'urgence ce matin pour une affaire importante concernant Chaban-Delmas. Je

suis allé le voir cet après-midi et il m'a demandé mon avis sur le cas suivant.

Le service des fraudes du ministère des Finances a mis à jour des fraudes de diverses natures dont se serait rendu coupable le premier adjoint du maire de Bordeaux, ami de Chaban. De l'avis de Taittinger, les fraudes ne sont ni véritablement prouvées, ni d'une extrême gravité, si bien que le Parquet hésite entre classer l'affaire et poursuivre devant les tribunaux.

Dans ces conditions, Taittinger a demandé à Marie-France Garaud ce qu'elle voulait faire, étant donné les implications politiques de la décision à prendre. Des poursuites contre l'adjoint de Chaban ne pourraient qu'atteindre celui-ci indirectement.

Marie-France Garaud a répondu à Taittinger de poursuivre, en ajoutant qu'il fallait à tout prix éloigner Chaban de la course à la présidence de la République.

Taittinger a eu l'occasion de parler de l'affaire avec le Premier ministre. Pierre Messmer s'est borné, sans grand enthousiasme, à ratifier l'opinion de l'Elysée, mais il a chargé Taittinger d'avertir Chaban de la situation afin qu'il ne l'apprenne pas par la presse.

Taittinger a voulu attendre le congrès de l'UDR, au cours duquel il pourrait informer Chaban, et il tenait auparavant à m'interroger sur ce qu'il devait faire. Son opinion est que Marie-France Garaud se trompe, car en cherchant à atteindre Chaban, elle porte finalement atteinte au crédit moral de l'UDR dans son ensemble. L'avis de Taittinger serait finalement qu'il vaudrait mieux ne pas poursuivre. Mais il craint, s'il ne le fait pas, de s'attirer l'animosité de Marie-France Garaud et des difficultés pour continuer à exercer ses fonctions, étant donné l'influence dont elle dispose à la fois auprès du président de la République et de son propre directeur de cabinet, Pierre Arpaillange.

J'ai fini par lui donner le conseil suivant: aller voir Marie-France Garaud, lui montrer que poursuivre présentait des inconvénients politiques sérieux et tenter de l'amener à revenir sur sa décision. Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'en prenant celle-ci, elle ait au préalable consulté le président de la République.

L'incident me paraît important car il montre à nouveau d'une part l'influence considérable de Marie-France Garaud dans une affaire de cette envergure, sans qu'on sache avec précision dans quelle mesure le président en a été ou non informé; et d'autre part, l'ampleur de l'animosité qui oppose l'Elysée à Chaban, avec les difficultés que cela implique pour la candidature de celui-ci à la présidence de la République.

En définitive, cette affaire permet de mesurer combien les relations de l'Elysée avec les barons du gaullisme sont mauvaises.

### 16 décembre 1973

— *L'influence de Marie-France Garaud à l'Elysée ne semble pas diminuer.*

— J'ai longuement conversé avec elle hier. Elle m'a expliqué que Chaban-Delmas l'avait récemment invitée à déjeuner chez un ami commun. Ils se sont expliqués, mais à mon sens, rien n'a progressé.

Chaban l'a questionnée sur les causes de son hostilité. Elle a répondu qu'elle ne lui était pas hostile, mais que lui, Chaban, avait par deux fois essayé de forcer la confiance du Président: dans l'affaire Desgraupes à l'ORTF et par le dépôt d'une question de confiance à l'Assemblée nationale. Dans ces conditions, elle et Juillet ont considéré que c'était une grave atteinte au fonctionnement du régime et l'ont combattu.

Chaban a renouvelé ses protestations de dévouement au président. Elle a rétorqué qu'il devrait alors faire taire ses amis qui se répandent un peu partout en disant que le président est malade et ne pourra pas finir son septennat. Chaban a répliqué que si c'était vrai, il agirait en ce sens, mais il n'a pas voulu le croire. Il est pourtant évident que tous ses amis politiques parlent ainsi, l'un des plus acharnés étant le député de Paris Gabriel Kaspereit, son ancien secrétaire d'Etat.

Marie-France Garaud m'a aussi longuement entretenu de Michel Jobert, qu'elle considère comme un homme assoiffé de pouvoir. Elle dit que pour se faire nommer ministre des Affaires étrangères, il a agi avec une grande habileté, car cinq jours avant le remaniement ministériel, le président ne pensait nullement à lui, elle en est sûre. Elle estime qu'il a été aidé par Jacqueline Castex, la sœur de Mme Pompidou, que

le président aime beaucoup et qui est la seule personne de la famille à exercer une certaine influence sur lui. Or, Jacqueline Castex est une admiratrice de Jobert.

Marie-France Garaud m'a rappelé que Jobert et Chaban s'entendaient très bien, que le premier avait toujours soutenu le second quand il était Premier ministre. Pour elle, Chaban serait très heureux de voir Jobert succéder à Messmer, car son influence à lui remonterait, tandis que Jobert, s'il avait Chaban-Delmas comme président de la République, exercerait la réalité du pouvoir en tant que Premier ministre. À mon avis, les choses doivent être moins simples, mais c'est une hypothèse de réflexion qu'il faut avoir présente à l'esprit pour comprendre la situation.

Marie-France Garaud dit aussi que Jobert est sans scrupules avec ceux qu'il n'aime pas. Ainsi, c'est lui qui a dit au président que lors du voyage d'Edgar Faure à Moscou, celui-ci aurait évoqué devant les Soviétiques la probabilité d'élections présidentielles en 1974. D'où la violente colère du président contre Edgar Faure. En réalité, celui-ci n'avait rien dit à ce sujet, Marie-France Garaud en a la preuve aujourd'hui. Edgar Faure s'était contenté de détailler aux Soviétiques ses conceptions en matière de politique extérieure, en tout point semblables aux leurs. Et cela pour se placer dans le cas d'une élection, manœuvre qui a parfaitement réussi. Mais il n'a rien dit sur des élections en 1974. Jobert, profitant des déclarations au moins imprudentes d'Edgar Faure, s'en est servi pour y ajouter une mention relative à des élections en 1974, afin de le perdre dans l'esprit du président. C'est évidemment assez machiavélique. Pompidou est à présent convaincu de l'innocence d'Edgar Faure, mais il n'accuse pas Jobert de l'avoir délibérément trompé. Marie-France Garaud, elle, est sans illusion. Elle le dit en précisant qu'il avait déjà monté des coups pareils contre Pierre Juillet pour le diminuer auprès du président.

Concluant sur ces questions du pouvoir, Marie-France Garaud dit que Chaban souhaiterait qu'Olivier Guichard devienne Premier ministre, ce qui le favoriserait, lui, beaucoup. Mais il sait que c'est très difficile, d'où son idée de faire équipe avec Jobert.

Elle m'assure qu'elle informe assidûment le président de toutes les difficultés intérieures et lui dit des choses sévères. Pompidou ne répond

guère, uniquement préoccupé par les problèmes de politique étrangère. Elle juge que le président a tort de ne pas mieux préparer le pays à la crise qui vient. En fait, il demeure optimiste et immobile, « *tel que je l'ai toujours connu* », dit-elle. Elle considère qu'il va mieux, qu'il est en bonne forme et que les spéculations sur sa maladie sont fortement exagérées.

Sur le fond, elle est pessimiste. Elle croit à une crise économique et sociale sérieuse. Elle se demande si l'URSS et les Etats-Unis ne sont pas satisfaits, pour des raisons très différentes, des difficultés qui assaillent l'Europe occidentale. Elle est tout à fait hostile à la proposition de Kissinger sur l'énergie, qui n'aboutirait selon elle qu'à rendre plus sévère le blocus du pétrole, ce dont l'Europe ferait les frais.

### **31 janvier 1974**

— *Les rapports de Chaban avec l'Elysée se sont-ils enfin améliorés ?*

— J'ai vu Marie-France Garaud et Pierre Juillet mardi. Juillet est resté peu de temps, appelé par le président, mais il m'a dit que le déjeuner avec les quatre barons s'était bien passé, qu'il leur avait asséné un certain nombre de vérités. Il n'a malheureusement pas ajouté de précisions. Avant de partir pour l'Elysée, j'avais d'ailleurs reçu un appel téléphonique de Roger Frey qui m'avait assuré que l'atmosphère du déjeuner avait été bonne et que chacun y avait dit tout ce qu'il pensait. Si c'est le cas, le repas a dû être animé !

Le climat entre Chaban et l'Elysée est toujours très mauvais. La démission de Jean Méo, homme du président, de la direction générale de *France-Soir*, est expliquée comme résultant de manœuvres de Nora, homme de Chaban. De là à dire que le départ de Jean Méo constitue une nouvelle preuve de la guerre sourde que mène l'équipe Chaban contre l'Elysée, il n'y a qu'un pas, que Marie-France Garaud n'hésite pas à franchir. Pour elle, Chaban et ses amis sont si sûrs que le président ne sera plus à l'Elysée dans un an qu'ils ne prennent même plus le souci de le ménager.

Elle ajoute que l'éloge de Jobert dans *Le Point* est aussi une opération de Nora et Chaban. Il s'agit de mettre Jobert en vedette contre Messmer et de préparer le tandem Chaban-Jobert.

Messmer, pour sa part, est animé d'une solide rancune contre *Le Point* et la maison Hachette. Sur son intervention, des taxes qui ne devaient pas frapper le *Livre de poche*, l'une des principales productions de la maison Hachette, seront quand même prélevées. Hachette va ainsi perdre cinq millions de francs. Messmer fait en outre étudier la possibilité de priver les Nouvelles messageries de la presse parisienne du monopole de la distribution des journaux, qui rapporte beaucoup d'argent à Hachette. Une véritable bataille est donc engagée par l'Élysée et Matignon contre le trust Hachette, accusé de soutenir Chaban.

*Georges Pompidou mourut le 2 avril 1974. Jacques Chaban-Delmas se porta aussitôt candidat à sa succession. Peu après, Valéry Giscard d'Estaing fit de même.*

## **8 avril 1974**

— *Comment s'organise la campagne électorale de Chaban ?*

— Depuis mon retour et malgré les difficultés provoquées par l'état actuel de ma vue<sup>117</sup>, j'ai eu quelques contacts politiques, personnels ou téléphoniques, notamment avec Roger Frey. C'est lui l'organisateur principal de la campagne de Chaban.

Il m'a expliqué que quinze groupes de travail étaient d'ores et déjà constitués, et il m'a demandé de rejoindre, voire en un certain sens de diriger l'un d'eux, qui s'occuperait des réponses à apporter chaque jour aux attaques directes portées contre Chaban. Je lui ai répondu que j'étais tout à fait prêt à participer à ce travail, étant entendu que ma spécialité était de mener l'offensive contre Mitterrand et ses alliés et que je n'entendais pas sortir de cette spécialité. Il l'a bien compris et c'est d'autant plus important qu'il venait me voir chez moi après avoir conversé avec Chaban.

*Jacques Chaban-Delmas n'obtint au premier tour de l'élection présidentielle que 15,11 % des suffrages, contre 32,60 % à Valéry Giscard d'Estaing que soutenait, à l'instigation de Marie-France Garaud, une fraction de députés gaullistes emmenés par Jacques*

---

117 – Georges Albertini ne voyait pratiquement que d'un œil.

*Chirac. Giscard fut élu président de la République le 19 mai et nomma Chirac Premier ministre.*

\*  
\*   \*  
\*

**24 juin 1974**

— *Que fait Chaban-Delmas après son échec ?*

— Il a reçu vendredi Georges Broussine, qui l'a trouvé en pleine forme physique et parlant sans trop d'amertume apparente des événements. Chaban lui a dit que les intrigues et manœuvres menées contre sa personne avaient eu comme conséquence de faire de lui l'homme exclusif de l'UDR, alors qu'il voulait être l'homme d'une ouverture vers de nouveaux électeurs. « *En étant le candidat strict de l'UDR, je devais être battu, dit-il, car il y a dans le pays un phénomène de lassitude à l'égard de l'UDR. Les intrigues ont donc bloqué mes possibilités d'ouverture et là réside la cause profonde de mon échec* ». Cette analyse de Chaban est intéressante, mais elle est évidemment incomplète, ce qui est normal, Chaban ne pouvant pas reconnaître lui-même qu'il était sur le plan personnel distancé par Giscard quant à ses qualités intellectuelles et politiques.

Il a ajouté que pour lui, tout cela était fini, qu'il n'éprouvait pas de rancœur et qu'il n'allait pas conduire la politique de l'UDR en réglant des comptes avec ceux qui ne l'ont pas soutenu. Il n'a aucune envie de se cristalliser sur le passé.

Il a longuement expliqué les raisons pour lesquelles l'UDR et Chirac devaient marcher ensemble, raisons qui ont résulté des réunions qu'ils ont eues avec lui et où il est apparu que pendant un temps probablement assez long, l'UDR aurait autant besoin de Chirac que Chirac de l'UDR. Chaban a d'ailleurs estimé que jusqu'à présent, comme Premier ministre, Chirac était resté fidèle aux promesses qu'il avait faites à l'UDR et il en a donné quelques exemples.

Ainsi, dans l'affaire Jean-Jacques Servan-Schreiber<sup>118</sup>, Giscard voulait borner la sanction à une remontrance. Chirac a apporté avec lui

---

<sup>118</sup> – Ministre des Réformes dans le gouvernement Chirac, Jean-Jacques Servan-Schreiber s'opposa publiquement à la reprise des essais nucléaires de la France dans l'océan Pacifique décidée par Giscard et Chirac.

le décret de révocation et le lui a fait signer. C'est d'ailleurs lui qui avait convaincu Giscard de ne pas parler des essais nucléaires au Conseil des ministres et d'en maintenir secrets les préparatifs entre le ministre des Armées et l'État-major. Enfin, c'est lui qui s'est opposé aux concessions envisagées par Giscard pour le secrétariat d'Etat à la Condition féminine attribué à Françoise Giroud, notamment à l'autorisation qu'elle continue à diriger *L'Express*. Chirac s'y est catégoriquement refusé.

Chaban pense qu'il faut absolument réorganiser l'UDR, l'élargir et il n'est nullement hostile à ce que Michel Jobert trouve sa place dans une UDR élargie. Il dit que l'UDR doit être pourvue d'un président et que lui-même n'est pas candidat. Il ajoute que sur ce point, un conflit éclatera vraisemblablement avec Chirac. Les barons voudront en effet désigner sinon l'un des leurs, du moins l'un de leurs amis, comme Alain Peyrefitte, tandis que le candidat de Chirac semble bien devoir être Messmer.

Il résulte de la conversation que les barons considèrent Poniatowski comme leur ennemi principal à l'intérieur du gouvernement et Chaban a expliqué que Poniatowski voulait démolir Chirac. On retrouve là l'écho de la campagne dont Marie-France Garaud dit qu'elle émane des barons, lesquels veulent affaiblir non seulement Poniatowski, mais aussi Chirac.

Chaban explique aussi que l'UDR doit pratiquer une politique active d'ouverture, mais à la différence de Poniatowski et d'autres qui songent surtout à une ouverture vers le centre, lui veut carrément étendre son ouverture aux socialistes, sous la réserve, bien entendu, qu'on arrive à les détacher des communistes, ce qui ne lui paraît pas impossible.

\*  
\*   \*   \*

**20 octobre 1975**

— *Les Mémoires*<sup>119</sup> que Chaban vient de publier ne présentent pas beaucoup d'intérêt.

---

119 – *L'ardeur*, Stock éd., 1975.



— J'ai eu l'occasion de parler avec Marie-France Garaud de tout ce que Chaban a raconté de ses rapports avec le président de la République et son entourage. Nous sommes aisément tombés d'accord pour conclure que la plupart des faits rapportés étaient très déformés. Ainsi, le récit de sa dernière conversation avec Pompidou est entièrement faux. En effet, dès le départ de Chaban, Pompidou avait fait à Marie-France Garaud une sorte de compte rendu de cette conversation, au cours de laquelle, contrairement à ce que Chaban a écrit, le président lui avait dit, en substance, d'une part que ses prises de position le gênaient, d'autre part que s'il le voulait, lui, Pompidou, il pourrait démissionner, désigner son successeur et le faire élire, ce qui était indirectement faire comprendre à Chaban que le successeur ne serait pas lui. En outre, avait-il ajouté à Marie-France Garaud, « *Chaban a essayé pendant quarante-cinq minutes de me vendre son boniment. Je l'ai laissé dire, bien que je n'y attache aucune importance* ».

Personnellement, je sais qu'effectivement tels étaient les sentiments de Pompidou depuis l'année 1972, sentiments qui n'avaient cessé de s'aggraver jusqu'au moment de sa mort.

### **29 janvier 1976**

— *Le bruit court que Chaban-Delmas reviendrait au Parti radical.*

— Jacques Antériou, franc-maçon important qui joue un grand rôle dans les milieux radicaux et que je connais depuis vingt-cinq ans, explique que Gabriel Péronnet, le président du Parti radical, veut depuis longtemps proposer à Chaban de revenir au bercail. Le président de la République s'était jusqu'ici toujours opposé à ce qu'il en parle à Chaban, mais voici quelques jours, Victor Chapot, le collaborateur de Giscard, a dit à Péronnet que le président était maintenant d'avis qu'il lui transmette cette proposition.

Péronnet l'a donc présentée à Chaban-Delmas, qui a répondu qu'il était tenté d'accepter, mais que tout compte fait, il refusait. Raison invoquée: « *Chirac ne sera pas toujours Premier ministre. Quand il ne le sera plus, je reviendrai à l'UDR. À ce moment-là, qui de moi ou de Chirac dirigera l'UDR?* ».

En d'autres termes, la bataille Chirac-Chaban ne s'apaise pas, elle s'aggrave.

*Le 25 août 1976, Jacques Chirac ayant présenté la démission de son gouvernement, le président de la République chargea Raymond Barre d'en former un nouveau.*

\*  
\*   \*   \*

## 12 avril 1978

— *Vous deviez rencontrer un journaliste du Canard enchaîné...*

— J'ai eu l'occasion de bavarder avec Nicolas Brimo, l'un des principaux rédacteurs politiques du *Canard*. Après avoir été membre du Parti communiste, il l'a quitté et est aujourd'hui aux frontières du gauchisme et du Parti socialiste. Il a collaboré à plusieurs reprises à l'hebdomadaire du PS *l'Unité*. Et il entretient des rapports personnels avec Claude Estier, l'un des principaux collaborateurs de Mitterrand.

Il m'a expliqué de quelle manière avait commencé en 1971 la campagne du *Canard* contre Chaban-Delmas, alors Premier ministre, quand cet hebdomadaire avait publié sa feuille d'impôt et divers documents fiscaux se rapportant à lui.

On avait imaginé, dans les milieux politiques, que Giscard d'Estaing n'était pas tout à fait étranger au déchaînement de ce scandale et avait ainsi cherché à ternir l'image de celui qui était alors son Premier ministre. Selon les indications de Brimo, les choses se sont passées tout autrement.

Il m'a expliqué que la lettre des services fiscaux qui était destinée à Chaban-Delmas était arrivée à une fausse adresse, c'est-à-dire qu'originellement, il s'agissait d'une erreur postale. Lorsque cette lettre est arrivée à la mauvaise adresse, le concierge était absent et son remplaçant l'a prise, alors que vraisemblablement le titulaire l'aurait refusée. Or, ce remplaçant était un gauchiste collaborateur du journal trotskiste *Rouge*. Se rendant compte du nom du destinataire, non seulement il n'a pas rendu la lettre à la poste, mais l'a ouverte et conservée, puis

l'a communiquée au *Canard enchaîné*, à la suite de quoi la campagne a commencé. Et, comme l'on sait, cette campagne a été l'une des causes principales qui ont permis le renvoi de Chaban-Delmas de ses fonctions de Premier ministre.

C'est bien le cas de le dire : petite cause, grands effets !

*Le 3 avril 1978, lors du premier tour de l'élection à la présidence de l'Assemblée nationale, Edgar Faure recueillit 136 voix contre 153 à Jacques Chaban-Delmas, qui fut élu au deuxième tour.*

## **Président de l'Assemblée nationale**

**17 juillet 1978**

— *L'élection de Chaban-Delmas à la présidence de l'Assemblée nationale a dû faire grincer quelques dents.*

— Georges Broussine a eu avec Chaban une conversation à ce sujet. Ils sont en étroites relations depuis la Libération et les débuts du mouvement gaulliste après la guerre. Sur l'élection, il a reçu de lui diverses précisions, notamment confirmation des hésitations de Jacques Chirac à un certain moment pour savoir qui il appuierait, de Chaban ou d'Edgar Faure. C'est ce qui a pu laisser croire à Chaban qu'il n'y avait pas d'obstacle majeur à sa candidature. Il a ajouté qu'il n'avait pas tellement souhaité revenir au Palais-Bourbon comme président, car il avait vécu dans les locaux de la présidence pendant de longues années avec sa précédente épouse, aujourd'hui décédée. Mais on peut tenir cette indication comme de pure circonstance puisqu'il est notoire que Chaban et son épouse de l'époque vivaient très séparés, surtout dans les dernières années de sa présidence, avant 1969.

Sur le fond des problèmes politiques, Chaban a une position qui est certainement plus proche de celle de Giscard d'Estaing que de celle de Chirac. Son idée est d'essayer d'agir sur les députés du RPR pour éviter que ceux-ci ne renversent Raymond Barre, comme il croit qu'ils en ont l'intention, poussés par Chirac.

Il est résulté de cette conversation que dans l'hypothèse d'un changement de gouvernement, Chaban pensait redevenir Premier

ministre, partant de cette constatation, même si elle n'est pas tout à fait exacte ni défendable, qu'il aurait plus de possibilités que d'autres d'amener à Giscard d'Estaing les voix des gaullistes. Il est évidemment difficile de savoir si les supputations de Chaban reposent sur des contacts qu'il a pu avoir avec le président de la République.

Dans le courant de sa conversation avec Chaban, Broussine a prononcé mon nom. Immédiatement, il a enregistré une réaction de Chaban qui, après avoir fait mon éloge et dit qu'il voudrait bien me revoir, lui a donné cette précision qui prouve qu'il a de la mémoire : *« Lorsque j'ai eu mon conflit avec Pompidou et son entourage, à partir du milieu de 1970, j'ai déjeuné un jour avec Albertini qui était très bien informé de ce qui se passait à l'Elysée et qui a essayé de me mettre en garde contre certaines de mes erreurs de comportement. Il m'a donné des conseils sur la manière dont il aurait fallu procéder pour dissiper l'atmosphère d'hostilité qui s'était instaurée entre l'Elysée et Matignon. Malheureusement, je ne l'ai pas écouté. Vous connaissez la suite, mais je ne l'ai pas oublié ».*

## 8 octobre 1979

— *On dirait que pour l'élection présidentielle de 1981, déjà des candidatures se manifestent.*

— J'en ai parlé avec Yves Guéna<sup>120</sup>, qui a rencontré successivement, il y a quelques jours, Michel Debré avec lequel il est très lié et un peu apparenté, et Jacques Chaban-Delmas dont il est également très proche.

Debré lui a dit en termes non équivoques qu'il préparait sa candidature à la présidence de la République, qu'il avait déjà installé tout un groupe pour l'aider, car il ne croyait pas que Chirac puisse se porter candidat et il estime nécessaire que le courant gaulliste soit présent à cette élection.

Sachant que Guéna devait aussi rencontrer Chaban, je lui avais demandé de lui poser la question de savoir s'il confirmait ce qu'il avait dit peu auparavant à quelques journalistes sur sa candidature éventuelle à la présidence. Chaban lui a répondu : *« Parfaitement, j'envisage*

---

120 – Conseiller politique du RPR, après en avoir été le secrétaire général.

*d'être candidat. Mais je ne le serai pas dans n'importe quelles conditions. Je le serais seulement si, d'ici à 1981, l'actuel président était victime d'un accident de santé ou autre et qu'il faille procéder à une élection présidentielle anticipée. Dans ce cas, je le dis tout de suite, je serais candidat, car je suis sûr de faire plus de voix que Chirac ».* Guéna lui fit cette remarque: « *A ce moment-là, je vous comprends, mais je dois vous dire que Michel Debré tient le même raisonnement pour représenter la famille gaulliste ».* Et, ajoute Guéna, « *Chaban n'a rien répondu, mais il m'a lancé un regard noir qui prouve que cette hypothèse ne le réjouit pas ».*

À titre personnel, je ne puis m'empêcher de remarquer que le propos de Chaban à Guéna ressemble à celui qu'il m'avait tenu en 1971 et au début de 1972, lorsqu'on avançait l'hypothèse selon laquelle Pompidou ne finirait pas son septennat: il considérait alors comme une mission d'être candidat à la présidence de la République.

Avec un peu de méchanceté, on pourrait dire que Chaban s'est un peu fait une spécialité des morts anticipées.

\*  
\*   \*

*En janvier 1980, peu de temps, donc, après l'entrée de l'Armée rouge en Afghanistan, Jacques Chaban-Delmas se préparait, en sa qualité de président de l'Assemblée nationale, à rendre visite au président du Soviet de l'URSS, un certain Chitikov, ainsi qu'aux dirigeants soviétiques Brejnev et Joukov. Peu avant son départ, il s'en entretint avec Georges Albertini qui lui recommanda une attitude de fermeté, à l'opposé de celle de Valéry Giscard d'Estaing en 1975. À Moscou, Chaban suivit ce conseil. Il expliqua d'abord ouvertement à ses hôtes combien l'invasion de l'Afghanistan était inacceptable et il leur montra qu'il n'ajoutait pas foi aux raisons qu'ils invoquaient, à savoir empêcher l'armée américaine de s'y établir. Puis, apprenant l'arrestation de Sakharov<sup>121</sup> et son exil forcé à Gorki, il s'en offusqua auprès de*

---

121 – Andreï Sakharov, éminent physicien, père de la bombe H soviétique, défenseur des droits de l'homme et opposant au régime de l'URSS, Prix Nobel de la paix en 1975.

*ses interlocuteurs et, interrompant son séjour à peine commencé, prit le premier avion pour Paris.*

*À son retour, il relata l'affaire à Georges Albertini, qui l'en félicita. On en trouve un récit détaillé dans le livre de l'ambassadeur de France Henri Foment-Meurice Journal de Moscou (Armand Colin éd., Paris 2011).*

## CHAPITRE VI

### VALÉRY GISCARD D'ESTAING UNE PARENTHÈSE MONARCHIQUE

*Georges Albertini ne rencontra que rarement Valéry Giscard d'Estaing. Il reconnaissait son intelligence que, disait-il, son proche entourage rehaussait par contraste. Il critiquait certaines de ses orientations, notamment en politique étrangère, ainsi que sa façon de diriger sa majorité et d'exercer la fonction présidentielle.*

#### Ministre de l'Économie et des Finances

**5 avril 1966**

— *Comment les élections législatives se préparent-elles ?*

— J'ai appris par Jacques Baumel que le mercredi 30 mars, a eu lieu un déjeuner de la commission politique de la majorité. Y assistaient le Premier ministre, Jacques Baumel, René Capitant, Michel Debré, Pierre Joxe, Edgard Pisani, Edgar Faure, Maurice Schumann, Raymond Mondon représentant Giscard d'Estaing et David Rousset amené par Joxe.

Georges Pompidou a expliqué la nécessité de disposer dans chaque circonscription d'une candidature unique de la majorité et de constituer le plus vite possible une commission politique ayant pour objet de diriger l'ensemble de l'opération électorale. Mondon a répondu que rien ne pressait, que la date des élections n'était pas fixée et qu'il était préférable de chercher d'abord de bons candidats avant de disserter sur l'organisation de la majorité. Le Premier ministre a refusé catégoriquement de suivre Mondon, auquel il a reproché de revenir à des méthodes de la IV<sup>e</sup> République. Schumann, Edgar Faure, Pisani, Capitant et Rousset parlant au nom de Joxe, ont participé à la discussion dans des sens divers, mais plutôt favorables au Premier ministre.

Le lendemain jeudi, un déjeuner a eu lieu entre Pompidou et Giscard d'Estaing pour étudier les mêmes problèmes. Giscard a dit qu'il n'avait pas envie de participer aux travaux de la commission et désirait traiter des questions relatives à la majorité et aux élections directement avec le Premier ministre, le cas échéant avec le général De Gaulle. Il a donné son accord aux décisions prises la veille, mais toujours avec la volonté de bien marquer sa position privilégiée à côté des autres. Comme l'UNR a besoin de son appui, elle est obligée d'accepter cette méthode, qui pourtant lui déplait.

Au cours de la conversation, Giscard s'est montré assez modéré dans ses demandes. Pompidou estime qu'il n'a pas plus d'une vingtaine de candidats de bonne qualité à présenter en dehors des députés sortants. Ses candidats, il les cherche notamment dans les milieux de jeunes cadres, nouveaux venus sur les plans économique et intellectuel.

Bien que les difficultés suscitées par Giscard soient assez réelles, les relations entre les deux hommes paraissent bonnes. Giscard a affirmé qu'en tout cas, il resterait dans la majorité et fidèle à la politique du général De Gaulle ; il a déjà précisé que son équipe ne voterait pas la motion de censure qui est préparée sur les problèmes de la politique étrangère.

\*  
\*   \*   \*

## 19 décembre 1968

— *La situation économique se dégrade. Que fait Giscard?*

— J'ai participé, l'autre soir, à un dîner où il se trouvait. Surpris par certaines de ses déclarations sur la politique économique et monétaire, je lui ai dit, à l'issue du dîner, que je lui écrirai pour lui poser une question. Je l'ai fait et dès le lendemain, il m'a téléphoné pour me répondre.

Ma question portait sur l'idée qu'il avait exprimée, selon laquelle, à l'heure actuelle, le gouvernement devait donner la priorité aux problèmes économiques et non aux questions monétaires. Je lui avais dit que sous cette forme abrupte, un tel propos m'étonnait dans sa bouche.



Il m'a répondu au téléphone qu'il se rendait bien compte qu'il s'était mal exprimé. Il attache beaucoup d'importance aux problèmes purement monétaires, mais il voulait dire que la politique économique actuelle de la France aurait plus de chances d'aboutir si la parité du franc avait été modifiée. Toutefois, a-t-il ajouté, « *je ne pouvais pas dire en public que j'étais partisan d'une nouvelle parité du franc, c'est-à-dire d'une dévaluation. À la vérité, je n'y étais pas partisan en décembre dans les circonstances difficiles que nous connaissions, mais dès le mois de juillet, j'avais dit à Pompidou et à Couve de Murville que je croyais indispensable d'opérer à froid une dévaluation de 6 ou 7 %, ce qui aurait rendu le redressement économique plus aisé. Il n'était donc pas question pour moi de prôner une dévaluation à chaud dans la crise de novembre et décembre, mais je me demande si à un moment déterminé, nous pourrions éviter cette politique* ».

Louis Vallon m'a confirmé qu'on notait en ce moment des signes de rapprochement entre Giscard et Pompidou, qui ont vraisemblablement des opinions assez voisines sur les plans monétaire et financier.

\*  
\*   \*  
\*

*Après la démission de De Gaulle en 1969, Georges Pompidou fut élu président de la République et nomma Jacques Chaban-Delmas Premier ministre. Giscard d'Estaing demeura ministre des Finances.*

#### **14 décembre 1970**

— *Comment interpréter le discours que Giscard d'Estaing a prononcé hier à Versailles ?*

— Il faut situer le discours de Giscard uniquement dans la perspective de l'élection présidentielle de 1976, à laquelle Giscard pense se porter candidat si, comme il le croit, Pompidou lui-même ne se représente pas. Dans cette hypothèse, il est nécessaire pour lui d'obtenir d'une part le soutien de Pompidou, au moins sa neutralité, et d'autre part l'appui des gaullistes, avec lesquels il a éprouvé de nombreuses difficultés entre 1965 et 1969.

À propos de l'ouverture de la majorité, il s'est situé très exactement sur la position de Pompidou, de manière à bien se distinguer de Chaban, autre candidat possible à qui l'on prête l'idée d'ouvrir la majorité à des secteurs politiques qui inquiètent les gaullistes de l'UDR.

### **6 octobre 1971**

— *Les scandales financiers qui affectent les gaullistes prennent de l'ampleur.*

— J'ai déjeuné hier avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud et nous en avons longuement parlé. Ils ne voient pas comment on pourrait arrêter la campagne si trois ou quatre députés UDR sont compromis dans ces affaires. J'ai indiqué qu'à mon avis, une grande partie de la campagne de l'opposition avant les élections de 1974 sera faite autour des divers aspects du problème de l'argent dans la politique de la majorité. Il a été entendu que lors de la prochaine réunion de la commission Juillet, après l'évocation du cas Mitterrand, cette question sera mise à l'ordre du jour.

À ce sujet, ils m'ont livré une confidence dont j'ai d'autres raisons de penser qu'elle est exacte : toutes les poursuites partent du ministère des Finances et ils ont la conviction que Giscard pousse à la mise en cause de députés gaullistes de la majorité. Juillet et Marie-France Garaud savent, par exemple, qu'il a demandé le dossier fiscal de tel ou tel. À leur avis, il manœuvre ainsi pour pouvoir faire chanter l'UDR et, dans l'hypothèse d'une victoire de la majorité, de diminuer la force de l'UDR sans atténuer la sienne.

Juliet ne m'a pas caché que le seul moyen pour arrêter ces méthodes consisterait à remplacer Giscard au ministère des Finances. C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles il voudrait y pousser Edgar Faure, qui mettrait certainement fin à ces affaires avec habileté.

### **6 juillet 1973**

— *Quel jeu Valéry Giscard d'Estaing joue-t-il avec les communistes ?*

— J'ai vu récemment Marie-France Garaud qui avait interrogé Edgar Faure à ce sujet. Il lui a dit que Giscard d'Estaing, dans l'hypothèse

de sa candidature à la présidence de la République, veut éviter d'apparaître à l'électorat communiste comme le représentant typique de la bourgeoisie conservatrice, c'est-à-dire de la droite. Il cherche donc, par une attitude relativement conciliante à l'égard des communistes, sinon à s'attirer leur sympathie, du moins à ne pas se montrer comme leur ennemi No 1. De là, ajoute Edgar Faure, la modération avec laquelle il a répondu à Georges Marchais lors de leur récente émission de télévision.

Je crois que cette analyse d'Edgar Faure est juste et l'on peut même ajouter que Giscard d'Estaing, en soutenant l'entrée des communistes au Parlement européen, n'a fait que manifester cette orientation<sup>122</sup>. Mais ce qu'on doit ajouter, c'est que la politique de Giscard d'Estaing à l'endroit des communistes est exactement la même que celle d'Edgar Faure.

## Président de la République

*Georges Pompidou mourut le 2 avril 1974. Valéry Giscard d'Estaing se porta candidat à sa succession contre Jacques Chaban-Delmas et, à l'instigation de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud, fut soutenu par Jacques Chirac et une partie des parlementaires gaullistes. Élu au deuxième tour, le 19 mai, il choisit comme Premier ministre Jacques Chirac, dont Pierre Juillet et Marie-France Garaud devinrent les principaux conseillers.*

### 4 juillet 1974

— *Maintenant que nous avons un président jeune et en bonne santé, la vie politique va certainement se trouver dynamisée.*

— J'ai déjeuné hier au Conseil constitutionnel avec Roger Frey et Marie-France Garaud, l'un et l'autre souhaitant me rencontrer pour aplanir les difficultés qui ont pu surgir entre eux avant et pendant la

---

122 – Au soir d'une longue carrière et retiré dans sa demeure d'Anjou, Alexandre de Falloux demandait, dans ses *Mémoires d'un royaliste* : « *Qui calculera jusqu'où peut s'égarer une grande intelligence troublée par une grande préoccupation personnelle ?* ».

campagne présidentielle : Frey soutenait Chaban-Delmas et Marie-France Garaud le combattait. En fait, il n'a pratiquement pas été question de ce passé proche. Tout a été consacré à la situation présente et à certains aspects de l'avenir. L'ambiance a été excellente. Tous deux sont tombés d'accord pour manifester quelques inquiétudes. D'une part, à la tête de l'Etat, ils voient un certain amateurisme. De l'autre, des progrès de la gauche leur semblent indiscutables. Le vote à 18 ans leur paraît pour le moment de nature à renforcer la gauche. Il a été entendu que l'on se reverrait pour continuer à évoquer ces problèmes.

### **23 juillet 1974**

— *Il paraît qu'Edgar Faure tient des propos plutôt sévères sur le président.*

— J'ai eu une conversation avec lui et s'agissant de Giscard d'Estaing, qu'il connaît bien puisque c'est lui qui l'a lancé dans la vie politique voilà vingt ans, il partage assez mon point de vue. C'est-à-dire qu'il y a probablement chez le président une certaine légèreté, un certain amateurisme. On n'est pas sûr qu'il sache exactement ce qu'il veut en divers domaines politiques. Autant il est apte à résoudre les problèmes au cas par cas, au fur et à mesure qu'ils apparaissent, autant il manque d'une vision panoramique de la politique intérieure et de la politique étrangère.

Edgar Faure pense également qu'il présente des défauts de caractère. Il croit qu'il ne se soucie pas assez des gens qui l'entourent, qu'il mécontente tantôt des collaborateurs, tantôt des amis politiques. En conséquence, il n'est pas exclu que dans l'hypothèse où il devrait affronter des situations sérieuses, le président trouve devant lui plus de difficultés qu'il ne l'imagine, plus d'ennemis qu'il ne le redoute et moins d'amis qu'il ne l'espère.

Le jugement d'Edgar Faure, que personnellement je partage pour l'essentiel, doit toutefois être nuancé par le fait qu'il n'aime pas Giscard, lequel n'a pas eu à son égard, entre 1960 et 1967, une attitude très amicale et reconnaissante.

## 24 juillet 1974

— *Giscard finit-il par s'adapter à la fonction présidentielle ?*

— Je viens de voir Denis Baudouin. Il partage assez le point de vue d'Edgar Faure, qui lui aussi doute que le président ait une vue d'ensemble des problèmes. Il montre une ignorance incroyable pour tout ce qui concerne la politique étrangère et la politique militaire. Comme il travaille peu, Baudouin se demande comment il va apprendre ce qu'il ne sait pas. Baudouin, qui devait le voir toutes les trois semaines, ne l'a vu qu'une fois depuis sa nomination et personne, à l'Élysée, n'est capable de renseigner Giscard, ce qui est fondamental dans sa fonction. Baudouin dit que l'entourage de Giscard ne connaît que la politique économique, et encore...

Il signale aussi de nombreuses insuffisances dans la composition du ministère. Des postes clés comme la Défense et les Affaires étrangères se trouvent entre les mains de ministres de second plan, respectivement Yvon Bourges et Jean Sauvagnargues. Un grand nombre d'autres choix sont médiocres. Tout sent l'improvisation, en témoignent les démissions intervenues depuis deux mois. L'affaire Françoise Giroud a fait mauvais effet par les hésitations qu'elle révèle<sup>123</sup>. Dans tout cela, on ne sent aucune idée directrice, aucune volonté ferme. Malgré ses défauts et ses insuffisances en certains domaines, Pompidou était bien mieux préparé.

## 15 septembre 1974

— *Un inconnu qui s'introduit dans le palais de l'Élysée et y passe la nuit sans attirer l'attention, cela fait désordre.*

— J'ai eu l'occasion récemment de parler avec Roger Sirjean et Guy Xoual, chargés de la sécurité du président, et Denis Baudouin, chef de son service de presse, de problèmes touchant directement la vie personnelle de Giscard d'Estaing. La sécurité de l'Élysée n'est plus assurée.

---

123 – Jacques Chirac ne souhaitait pas qu'elle entrât au gouvernement, comme le voulait Valéry Giscard d'Estaing. Il proposa qu'elle devienne déléguée à la Condition féminine. Sur l'insistance du président, il accepta, après de longues tergiversations, qu'elle y figure à titre de secrétaire d'Etat.

Giscard a donné personnellement des ordres pour que toutes les rondes à l'intérieur du parc soient supprimées, que toute surveillance aux portes conduisant à ses appartements et bureaux soit levée, que la garde extérieure soit réduite de moitié : cinq gardiens de la paix au lieu de dix. C'est ce qui a permis au jeune intrus, il y a quelques jours, de franchir sans risque la grille extérieure, de se promener dans le parc sans rencontrer personne, d'errer dans les appartements du rez-de-chaussée sans croiser qui que ce soit, de manger, boire et dormir tranquillement dans le salon blanc du rez-de-chaussée, de n'être enfin découvert que le matin par un maître d'hôtel qui commençait son service. Celui-ci s'est d'abord demandé, devant les habitudes du nouveau président, s'il ne s'agissait pas là d'un visiteur qui l'attendait, de manière insolite, certes, mais le personnel de l'Élysée ne s'étonne plus de rien. À la longue, le maître d'hôtel se décida à l'interroger, ce qui permit de l'appréhender.

Giscard a donné des ordres pour que le procès-verbal d'interrogatoire transmis au Parquet ne soit suivi d'aucune poursuite, ce qui est un encouragement pour les imitateurs. À force d'insistance, Sirjean a obtenu que la garde extérieure soit rétablie à dix et que certaines rondes recommencent. Il estime que n'importe qui peut venir assassiner le président à l'Élysée.

— *La surveillance à l'Élysée aurait été modifiée.*

— La conduite privée du président a exigé qu'elle soit allégée. Sa vie avec sa femme, qui continue à habiter rue Bénouville, est réduite au minimum, juste pour la représentation extérieure. Il a au contraire de nombreuses aventures féminines, des conquêtes avec lesquelles, depuis plusieurs années, il adopte une conduite romanesque difficilement compatible avec le statut de président de la République traditionnel – d'où les modifications qu'il a apportées à la surveillance de ses faits et gestes. Il a ainsi interdit qu'on se serve de la sortie située rue de l'Élysée, car c'est celle qu'il utilise pour quitter de nuit l'Élysée au volant de sa voiture et rentrer vers sept ou huit heures du matin, ou bien pour recevoir des visites féminines. Cette dernière pratique a provoqué de tels commentaires qu'il a été momentanément obligé d'y mettre fin. Pour tout cela, évidemment, il faut qu'il soit libre, sans chauffeur ni police.

Ses aventures ne se comptent plus. Il est arrivé l'autre jour à Villacoublay en hélicoptère. Personne ne l'attendait. Il a été obligé de rentrer à Paris dans la 2 CV Citroën toute cabossée d'un gendarme et est ainsi arrivé à l'Elysée au milieu de la nuit, cornant à la porte pour se la faire ouvrir, à la stupéfaction du service de garde. Sa plus jeune fille, Jacinthe, qui a quinze ans et suit les traces de son père, est allée passer plusieurs jours en Bretagne, à La Baule, soi-disant chez des amis. En réalité, elle a logé pendant plusieurs nuits à l'hôtel, rentrant à trois heures du matin. On connaît ces détails par Roger Sirjean qui, de son propre chef, avait délégué un inspecteur pour l'accompagner discrètement.

En outre, Giscard écrit beaucoup à ses bonnes amies. Il paraît que plusieurs jeunes femmes de Paris détiennent de lui des lettres assez compromettantes qui pourraient provoquer des remous si elles étaient connues. L'inquiétude de Xoual est qu'un service secret communiste s'en empare comme moyen de pression sur le président. À supposer que cette crainte soit excessive, on peut tout de même se demander s'il n'y a pas là un risque et si les Soviétiques, ou d'autres, connaissant la faiblesse du président, ne vont pas tenter de s'en servir.

Ces frasques sont heureusement peu connues avec précision, mais dans certains cercles politiques et mondains de Paris, on commence à en avoir une idée plus ou moins vague. Elle pourrait se préciser si le président continuait dans cette voie, ou même commettait certaines imprudences dans le domaine amoureux, ce que Sirjean n'exclut pas le moins du monde. Même Edgar Faure, qui n'est pas très rigoriste sur le plan des mœurs, commence à trouver qu'il va falloir mettre en garde le président contre ses incartades. On se demande qui peut s'en charger. Michel Poniatowski, qui ferait état de rapports des services du ministère de l'Intérieur? C'est en tout cas un problème assez inattendu, mais à suivre attentivement.

### **17 septembre 1974**

— *Il se dit de plus en plus que la sécurité du président à l'Elysée pose problème*

— J'ai rencontré hier Victor Chapot, qui a été le responsable de la campagne électorale de Giscard. C'est l'un de ses plus anciens collabo-

rateurs. À l'heure actuelle, il est chargé de mission à la présidence de la République. Je le voyais chez Worms pour lui remettre 200 000 francs, la contribution de la banque à la campagne électorale de Giscard.

Nous avons abordé le problème de la sécurité à l'Élysée. Chapot déplore qu'elle soit mal assurée et reconnaît à ce sujet la responsabilité directe de Giscard, qui ne veut pas de surveillance excessive. Chapot m'a confirmé à demi-mot que cette attitude s'expliquait par son besoin de liberté, sa volonté de sortir la nuit à n'importe quelle heure. Il a ajouté que les représentants de plusieurs pays, notamment des États-Unis et du Maroc, mais d'autres aussi, ont plus ou moins directement fait savoir leur inquiétude à ce propos. Au total, Chapot est apparu assez sérieusement préoccupé.

### **10 octobre 1974**

— *Giscard ne fait finalement rien qui soit bien différent de la politique de Pompidou.*

— J'ai vu Edgar Faure aujourd'hui. Il se montre très sceptique sur la politique du président, qu'il connaît bien. Il considère que tout ce qui a été fait par lui jusqu'ici demeure très superficiel et n'obéit à aucun plan d'ensemble. Comme il est son ancien patron et qu'il l'a introduit dans la vie politique, il a avec lui une grande liberté de langage et il est allé lui dire cela à peu près en ces termes. Giscard a accepté la critique, mais n'en a pas reconnu le bien-fondé.

### **30 octobre 1974**

— *L'attitude du président vis-à-vis du communisme a-t-elle changé?*

— J'ai conversé à ce sujet pendant plus d'une heure avec Marie-France Garaud, dont on peut penser que pour l'essentiel, ses vues représentent celles de Pierre Juillet.

Elle juge certain que le président ne veut pratiquer aucun anticommunisme. Elle a rappelé les consignes qu'il avait données en ce sens lors de l'élection présidentielle. Sur ce point, il y a évidemment une réelle divergence entre sa position et celle de Poniatoski, dont les idées sont plus à droite et dont l'anticommunisme est plus constant. Mais quelle que soit l'influence que Poniatoski peut exercer sur



Giscard, Marie-France Garaud est persuadée que rien ne sera possible sur le plan de l'anticommunisme du fait de la position foncièrement libérale du président, qui n'en veut pas.

Dans l'hypothèse d'élections législatives, il est donc d'ores et déjà assuré que Giscard ne prendra pas, à l'égard de la gauche marxiste, la position qui a été celle de Pompidou en 1973. En ce sens, la gauche a perdu un adversaire intransigeant en la personne de Pompidou et gagné en celle de Giscard quelqu'un qui ne l'attaquera pas véritablement sur le fond.

#### **10 décembre 1974**

— *Il y aurait eu un nouvel entretien Giscard-Edgar Faure.*

— Voici une quinzaine de jours, Edgar Faure a été invité en tête-à-tête par Giscard et ils ont surtout parlé des problèmes internationaux. En particulier, le président désirerait infléchir la politique française dans un sens plus favorable aux Etats-Unis. Mais il dit qu'il ne le peut pas à cause de l'importance numérique des gaullistes dans sa majorité et que, sans eux, il ne peut rien faire.

Il a expliqué également à Edgar Faure que pour mener une politique de rapprochement avec l'Ouest, il lui fallait donner des gages à l'URSS, de façon qu'il ne soit pas accusé de s'éloigner de Moscou pour se rapprocher de Washington. C'est la raison pour laquelle il a indiqué à Edgar Faure que lors de la visite de Brejnev à Paris, il ferait certaines concessions aux thèses soviétiques. Il escomptait que la gauche s'en montrerait satisfaite et le laisserait tranquille, ainsi d'ailleurs que certains milieux gaullistes. Il pourrait alors entamer plus facilement une politique de rapprochement progressif avec les Etats-Unis.

Ce qui paraît le plus paradoxal dans cette conversation, c'est que le président a demandé à Edgar Faure de l'aider sur le plan parlementaire à faire réussir la politique qu'il définissait. Giscard ne peut pourtant pas ignorer qu'Edgar Faure est un chaleureux partisan du rapprochement avec l'URSS et, on peut le dire, l'un des gaullistes les plus orthodoxes en politique étrangère. On voit mal, dans ces conditions, comment il pourrait véritablement appuyer la politique définie par Giscard. Peut-être celui-ci a-t-il pensé que l'ancienneté de leurs relations lui

permettait de présenter cette demande à Edgar Faure. On peut sans doute croire aussi qu'une certaine légèreté, qui existe chez le président en de nombreux domaines, explique une démarche de cette nature.

### **7 janvier 1975**

— *Il paraît que lors de la formation du gouvernement, Marie-France Garaud aurait refusé un poste ministériel.*

— Je l'ai vue récemment. Dans le courant de la conversation, elle m'a confirmé que le ministère de l'Intérieur avait été offert à deux reprises à Pierre Juillet, une fois par Messmer, une autre par Giscard. Il a refusé les deux fois. À elle, Giscard a en effet proposé d'être ministre de la Santé. Elle a refusé et c'est elle qui a suggéré d'appeler Simone Veil.

Elle m'a dit aussi que sa collaboration avec Chirac est difficile à cause de ses mauvaises méthodes de travail et que si Juillet lui conseillait de le quitter, elle partirait.

Elle pense que la position de Giscard dans le pays, après avoir beaucoup baissé, est en train de remonter car ses déclarations et attitudes récentes en politique intérieure ont été mieux perçues par l'opinion que les précédentes.

### **10 février 1975**

— *Les relations entre Giscard, Chirac et Poniatoski ne doivent pas toujours être faciles.*

— J'ai revu Marie-France Garaud le 5 février et nous en avons parlé. Elle dit que Giscard apprécie de plus en plus la compétence de Chirac comme Premier ministre et surtout sa loyauté à son égard, dont il ne doute pas, en quoi il a bien raison. Quant à Poniatoski, elle estime que ses responsabilités au ministère de l'Intérieur n'influent en rien sur ses relations avec Giscard. Ce qui compte pour eux, ce sont leurs relations d'amitié, qui existent depuis près de vingt ans et qui ont tissé entre eux deux des liens particulièrement étroits de complicité intellectuelle et politique qui se situent en dehors de toute appréciation rationnelle. « *Giscard et Ponia*, a-t-elle dit, *c'est plus que deux amis, c'est un couple* ».

En ce qui concerne la nomination du général Bigeard au ministère des Armées, elle dit qu'elle a eu l'occasion d'en parler avec Giscard lors de la chasse de Chambord à laquelle elle assistait. À ce moment-là, précise-t-elle, Giscard pensait à quelqu'un d'autre, mais diverses personnes, dont elle-même, avaient suggéré le nom de Bigeard. Elle ne m'a pas précisé à qui d'autre Giscard avait d'abord songé.

### 5 mars 1975

— *Où en sont à présent les rapports Giscard-Edgar Faure ?*

— Edgar Faure m'a demandé de passer le voir. Il voulait me consulter pour savoir s'il devait s'engager dans le projet suivant. La majorité est composée de trois familles politiques, l'UDR dont Jacques Chirac a pris la tête, les Républicains indépendants que Michel Poniatowski dirige et la famille centriste qui n'a pas de chef. Or, on suggère à Edgar Faure, de divers côtés, qu'il devrait être ce chef, étant le seul à bénéficier d'assez d'autorité pour fédérer le centre.

Je lui ai conseillé de rester tranquillement à la présidence de l'Assemblée nationale, de favoriser plus ou moins le regroupement du centre, mais de ne pas s'occuper personnellement du problème.

Il m'a ensuite parlé de ses relations avec Giscard d'Estaing, qui sont maintenant très bonnes. Giscard l'avait notamment beaucoup consulté avant l'arrivée de Leonid Brejnev. Edgar Faure avait insisté auprès du président pour qu'il s'efforce de garder avec l'URSS les meilleures relations possibles. Après coup, il a appris par Joukov<sup>124</sup> et par l'ambassadeur soviétique que Brejnev était reparti très satisfait de ses entretiens avec Giscard.

Il semble qu'une des principales raisons de la satisfaction de Brejnev réside dans les concessions que Giscard lui a faites à propos de la conférence sur la sécurité européenne, alors que Pompidou s'était toujours montré très réservé. Or, on le sait, les Soviétiques tiennent beaucoup au succès de cette conférence.

Edgar Faure en conclut que les Soviétiques ne souhaitent certaine-

---

124 – Joukov, membre du Comité central du PC soviétique, député du Soviet suprême et président du groupe parlementaire franco-soviétique.

ment pas un changement d'équipe gouvernementale en France, et que non seulement ils ne poussent pas les communistes contre le gouvernement, mais plutôt les retiennent. Quant à la polémique qui oppose le gouvernement aux socialistes, le moins qu'on puisse en dire est que les Soviétiques la voient d'un œil favorable, même s'ils ne l'inspirent pas. Si elle nuit à quelqu'un, c'est aux socialistes.

### **7 avril 1975**

— *On dirait que la politique française en Asie devient plus active.*

— D'après des informations données à Georges Broussine par Raoul Delaye, le chef du service de presse du Quai d'Orsay, Giscard d'Estaing déploie des efforts suivis en direction de Sihanouk.

Il voudrait également se rapprocher du Vietnam du Nord, c'est pourquoi il considère que l'effort humanitaire de la France doit maintenant être dirigé autant en direction des territoires sous domination communiste que vers ceux qui restent sous le contrôle de Saïgon.

### **23 avril 1975**

— *La politique étrangère de Giscard n'a pas l'air d'être bien fructueuse.*

— Georges Broussine a déjeuné récemment avec Jacques de Beaumarchais, notre ambassadeur à Londres, qui considère que le président a essuyé récemment sur ce plan plusieurs échecs. Il a cité deux exemples. Le premier est l'échec de la conférence sur l'énergie, Giscard n'ayant réussi à rallier à ses vues ni les Américains, ni les Européens, ni les Algériens, si bien que la France s'est finalement trouvée très isolée. Le second est relatif à la politique de défense européenne, dont aucun de nos partenaires en Europe ne veut, notamment la Grande-Bretagne, comme la France la conçoit. Tous entendent appuyer la défense de l'Europe sur les Etats-Unis et par conséquent, estiment vide de sens une politique européenne autonome de défense.

## Une politique étrangère inquiétante

**3 mai 1975**

— *Giscard semble maintenant s'intéresser surtout à la politique étrangère.*

— Georges Broussine a parlé récemment avec Laboulaye, le directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay. Celui-ci lui a révélé que beaucoup de diplomates du Quai jugent sévèrement la politique étrangère de Giscard. Ils l'accusent de la conduire en amateur et dans l'ignorance de dossiers importants.

Ainsi, ils soulignent la légèreté avec laquelle Giscard s'est lancé dans la conférence sur l'énergie, qui s'est soldée par un échec. Ils ajoutent que son voyage antérieur à Alger a constitué un autre échec puisque malgré leurs promesses, les Algériens ont laissé tomber la France lors de la conférence sur l'énergie. Ils critiquent aussi sa position face au projet de conférence sur la sécurité européenne. Ils le jugent trop tenté de donner satisfaction aux Soviétiques.

Ils considèrent également que la France a subi une lourde perte de prestige au Cambodge, Giscard ayant mal apprécié les chances qu'il pouvait avoir dans ce pays. Il avait pensé que la France serait avantagée par les Khmers rouges et il a fait rester à tort les diplomates français au Cambodge, alors qu'elle a été traitée comme les autres pays.

Enfin, ils jugent que la position de la France vis-à-vis de ses partenaires de la Communauté européenne, malgré les concessions faites, est plus faible qu'au temps de Pompidou-Jobert, même si en apparence les rapports sont plus amicaux. L'amitié, ici, ne sert à rien.

**5 mai 1975**

— *Les échecs de Giscard en politique étrangère sont inquiétants.*

— Broussine est allé aujourd'hui à l'Élysée, où il a évoqué avec Gouyou-Beauchamps, le chargé de presse de Giscard, un éventuel infléchissement de la politique de la France à la suite de ses récents échecs. L'infléchissement dont on parle aurait pour objet de rapprocher la France des autres pays industrialisés, notamment des États-Unis.

Cette thèse est celle d'un certain nombre de hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay. D'après ce qu'a dit Gouyou-Beauchamps, telle n'est pas la conclusion que le président a tirée des récents événements, notamment de ses conversations au Maroc. Sous l'influence de l'école des diplomates que symbolise assez bien Manac'h, l'ancien ambassadeur de France à Pékin, Giscard pense que les échecs français viennent de ce que la France n'a pas encore assez marqué ses divergences avec les autres pays occidentaux et n'a pas suffisamment agi pour se rapprocher des thèses des pays du tiers-monde.

Ainsi, ce n'est pas l'Algérie qui s'alignerait plus ou moins sur la position française, c'est au contraire la France qui devrait s'aligner sur la position de l'Algérie, celle-ci étant considérée comme l'un des pays assurant la direction du Tiers-monde.

Dans ces conditions, l'Elysée n'envisage pas de modifier sa politique à l'égard de l'alliance atlantique et de ses partenaires occidentaux. Ni davantage de changer de politique à l'Est. Mais au contraire, d'accentuer les efforts en vue d'un rapprochement avec les thèses des pays non-industrialisés ou en voie d'industrialisation, dont l'Algérie constitue un assez bon exemple.

### **13 mai 1975**

— *Que reproche-t-on au juste à Giscard dans sa façon de conduire les affaires?*

— J'ai été conduit à aborder ce sujet au cours d'une conversation récente avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud. Ils sont frappés l'un et l'autre par l'improvisation qui règne dans les décisions prises à l'Elysée. Ils en donnent comme exemple la légèreté avec laquelle a été décidée la suppression des cérémonies du 8 mai marquant la fin de la guerre. Non parce qu'ils estiment que cette suppression n'était pas concevable, mais parce qu'elle a été décidée dans des conditions d'improvisation qui ont diminué l'autorité de Giscard en plusieurs secteurs de l'opinion publique, ce qui risque de lui créer des difficultés avec certains pays européens.

Ils m'ont cité d'autres exemples montrant que le crédit de Giscard commençait à être discuté dans les milieux politiques, même en

province. Eux qui sont de bons observateurs, impartiaux vis-à-vis de Giscard dont ils ont facilité l'élection à la présidence de la République au lieu de Chaban, sont frappés par ses conceptions.

#### **24 mai 1975**

— *D'après Giscard, il n'y aurait donc pas de danger communiste en France.*

— Il l'a déclaré et Laboulaye, le directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, en est très mécontent. Pour lui, cela démobilise complètement l'opinion, c'est donc une grave erreur.

Il critique aussi les propos de Giscard sur une défense européenne autonome du fait qu'elle pourrait mécontenter et inquiéter les Soviétiques. En parlant ainsi, le président semble accepter le veto des Soviétiques sur la politique française et européenne, ce qui selon Laboulaye est très dangereux et inadmissible.

#### **26 mai 1975**

— *Qu'en est-il des relations avec l'URSS?*

— J'ai reçu ce matin François Gadot, le chef de cabinet d'Edgar Faure, qui l'a chargé de maintenir des contacts avec l'ambassade soviétique et les principaux dirigeants du Parti communiste. Les deux représentants de l'ambassade avec lesquels il est en rapports constants l'ont rencontré le 10 mai. Ils voulaient lui parler de la suppression de la commémoration de la victoire du 8 mai sur l'Allemagne et lui ont dit que la réaction de Moscou avait été très dure, marquée par un vif mécontentement. D'autant que Brejnev avait peu auparavant adressé à plusieurs chefs d'Etat, dont Giscard, une note sur le problème de cet anniversaire et sur le sens qu'il fallait attribuer à la victoire, note rédigée dans un esprit contraire à la décision de Giscard.

Gadot a eu l'occasion de rencontrer voici peu Gaston Plissonnier, qui joue un rôle important au Parti communiste et qui vient d'effectuer un voyage à Moscou. Il lui a dit que les dirigeants soviétiques étaient très préoccupés par l'évolution de la politique extérieure de la France, qui selon eux évoluait progressivement mais d'une façon très nette en faveur d'un rapprochement avec la Chine populaire et avec les Etats-

Unis. Pour appuyer cette thèse, Plissonnier a tiré argument de la visite à Paris du vice-Premier ministre chinois et du bon accueil qui lui a été réservé. Il s'est dit persuadé que cette politique ne pourra manquer de créer des problèmes sérieux avec les Soviétiques.

Il a conclu par une remarque de politique intérieure : *« Si cette évolution se poursuivait et allait jusqu'à sa conclusion normale, il ne faudrait plus compter sur nous pour modérer, dans une mesure relative, notre politique intérieure comme au temps de De Gaulle et de Pompidou. Nous engageons une bataille sans merci contre Giscard et son gouvernement »*.

Edgar Faure a eu l'occasion de rapporter l'essentiel de ces propos à Giscard, qui n'a ni démenti, ni approuvé les intentions qu'on lui prête. Edgar Faure pense lui aussi qu'un tel changement de la politique extérieure de la France, même s'il était souhaitable, pourrait avoir des conséquences graves en politique intérieure. En d'autres termes, que l'influence des communistes est telle que la France n'est plus libre de sa politique extérieure.

Cette remarque d'Edgar Faure confirme d'une manière indirecte que la neutralisation de la France est amorcée. À ce propos, par l'entremise de Marie-France Garaud, j'ai pu rencontrer le Premier ministre pour évoquer la récente déclaration du président de la République, selon lequel il n'y avait pas de danger communiste en France. J'ai expliqué à Chirac que je trouvais cette déclaration imprudente, car susceptible de démobiliser l'opinion et de créer un sentiment de fausse sécurité.

J'ai ajouté que je tenais pour particulièrement dangereuse la déclaration du président sur le problème de la défense de l'Europe. Il a en effet dit, en substance, qu'il ne peut pas être question pour le moment d'une défense autonome de l'Europe, car cela aurait comme conséquence d'inquiéter les Soviétiques. En d'autres termes, cela signifie que le veto des Soviétiques peut entraver la politique française. C'est donc accepter, ai-je déploré, que les Soviétiques disposent d'un droit véritable, en manifestant leur mécontentement, à orienter d'une manière ou d'une autre la diplomatie française.

Jacques Chirac, qui a bien écouté, n'a pas répondu explicitement car il lui était difficile de désavouer le président de la République sur une affaire de politique étrangère, mais quand Marie-France Garaud a



ajouté, avec sa franchise de langage habituelle : « *Je pense qu'Albertini a raison* », la mimique du Premier ministre a semblé signifier que c'était aussi ce qu'il pensait lui-même.

### **5 juin 1975**

— *On s'interroge de plus en plus sur l'orientation de la politique intérieure de Giscard.*

— J'ai déjeuné l'autre jour avec Jacques Dominati, député de Paris et secrétaire général des Républicains indépendants. Ce qu'il m'a dit de plus intéressant concernait la psychologie politique du président, qu'il connaît très bien.

Il dit tenir de Giscard lui-même qu'il représente, face à la montée des idées nouvelles de gauche et d'extrême-gauche et devant le désir de changement qui se manifeste pour une raison ou une autre dans la société française, la dernière chance d'un changement dans l'ordre, donc présentant le minimum d'inconvénients pour le type de société dans lequel nous vivons.

Giscard a la conviction que toute autre politique que l'adoption de nombreuses réformes, même si elles heurtent une partie de la clientèle traditionnelle, est le seul moyen qui subsiste pour sauver ce qui peut l'être. Dans ces conditions, il poursuivra la politique qu'il a commencée. « *Si je réussis, dit-il, nous pourrons gagner assez de temps pour espérer éviter la catastrophe. Si j'échoue, alors la victoire de la gauche et de l'extrême-gauche sera une fatalité contre laquelle nous ne pourrons rien* ».

On pourrait évidemment lui objecter qu'une politique de résistance plus active aux idées subversives devrait accompagner cette politique de réformes.

### **17 juin 1975**

— *On avait annoncé une politique plus musclée à l'égard des communistes, cela n'a pas l'air d'être le cas.*

— J'ai vu le commissaire Hamon, des Renseignements généraux, l'un des principaux membres de la section chargée de suivre les activités du Parti communiste. Il est en effet assez découragé car au ministère de l'Intérieur, dit-il, le climat a beaucoup changé depuis

le départ de Raymond Marcellin. Le ministère ne mène plus d'action systématiquement hostile aux communistes, ni même aux gauchistes. Et les questions qui sont posées aux fonctionnaires des Renseignements généraux indiquent toutes un certain refus d'aborder ces problèmes.

D'ailleurs, le directeur des Renseignements généraux, qui est un spécialiste non de ces questions, mais de la politique électorale, part de l'idée que le Parti communiste s'affaiblit et ne représente plus véritablement un danger. C'est en partie cette orientation qui expliquerait que les Renseignements généraux travaillent moins dans cette direction. Cela montre aussi que du côté du ministre, on n'est pas véritablement poussé à s'intéresser à ces sujets, comme c'était le cas avec Marcellin.

En définitive et contrairement à ce qu'on avait pu espérer, Poniatowski ne mène pas vis-à-vis des communistes une politique aussi résolue et méthodique que Marcellin. Les raisons de cette attitude sont certainement complexes. Elles tiennent en grande partie à la volonté du président d'essayer de créer un climat nouveau avec les partis d'opposition, mais elle a comme conséquence d'affaiblir beaucoup la capacité de résistance aux offensives communistes<sup>125</sup>.

Pour prendre un seul exemple, les Renseignements généraux se voient interdire d'ouvrir des enquêtes sur les dirigeants locaux et régionaux du PC dont certains constitueront dans dix ans les cadres de la direction du Parti, au comité central et au bureau politique. À ce moment-là, les dossiers de ces dirigeants seront pratiquement vides et l'on se demande comment le ministère de l'époque pourra effectuer le travail politique de résistance indispensable s'il ne dispose pas de données de base dont la nécessité est évidente.

## 19 juin 1975

— *La politique étrangère de Giscard ne semble plus très claire.*

— Broussine a rencontré longuement Laboulaye. L'impression de celui-ci, ainsi que celle de la plupart de ses collègues du Quai, est que lentement

---

125 – Si Valéry Giscard d'Estaing sera battu en 1981 par François Mitterrand allié aux communistes, on peut en effet penser que ce fut en partie parce que les agissements de ceux-ci avaient cessé d'être proclamés contraires aux intérêts nationaux et que leur parti pouvait désormais apparaître aussi honorable que les autres.

Giscard adopte les idées de politique étrangère de De Gaulle. C'est-à-dire qu'à l'inverse de ce qu'on avait pu croire à un certain moment, et à ce qu'ont pensé nombre de fonctionnaires très gaullistes du Quai, Giscard n'a pas l'intention d'infléchir ou d'assouplir la politique étrangère de De Gaulle.

Il se montre de plus en plus préoccupé par le problème des relations Nord-Sud, auxquelles il attache plus d'importance qu'aux relations Est-Ouest. Laboulaye a le sentiment que cela le conduit à adopter à l'égard de la politique américaine une attitude plus critique que celle qui était la sienne lorsqu'il a accédé à la présidence de la République. Il explique que, tout en éprouvant des sentiments très amicaux pour les Etats-Unis, il est conscient que, sur de nombreux points, les intérêts américains et les intérêts français sont divergents. Il considère cela comme naturel, n'en fait pas grief aux Etats-Unis, mais se doit de le constater.

Les diplomates sont frappés par son inquiétude devant de nombreux problèmes de politique internationale. Cet alarmisme a tendance à s'accroître et ils constatent notamment le ton précisément très pessimiste de quelques-uns de ses discours en Pologne, notamment de celui qu'il a prononcé à Auschwitz.

## Le travail à l'Elysée

**21 juillet 1975**

— *Dans le détail, comment Giscard travaille-t-il à l'Elysée ?*

— Ses collaborateurs directs qui préparent les dossiers qu'on lui soumet sont Claude Pierre-Brossolette, Jean Serisé, Lionel Stoléru, Yves Cannac et Victor Chapot. Cela est vrai surtout des dossiers économiques, financiers et sociaux où l'on ne peut improviser ni décider sans étude. Mais étant donné son caractère et sa manière de travailler, le président tranche seul, après lecture des dossiers et parfois sans justifier pourquoi il a pris telle décision plutôt que telle autre.

Sur à peu près tous les problèmes, il a des opinions et il les avance souvent avant que son état-major ne se mette au travail. La conséquence, souvent regrettable, est que ses collaborateurs, sachant ce qu'il veut, essaient de lui donner satisfaction au lieu de lui présenter des objections

pour le faire réfléchir. Un de ses collaborateurs, Chapot, m'a dit lui-même que c'était là l'une des critiques les plus graves qu'il adressait à ses collègues, plus préoccupés de plaire à Giscard que d'essayer de lui expliquer qu'il se trompe quand c'est le cas. De là certaines erreurs de manœuvre.

Il lui arrive aussi de décider seul sans rien dire à personne. Par exemple, il a pris la décision de supprimer l'anniversaire de l'armistice du 8 mai 1945 sans en parler à qui que ce soit en France. Jacques Chirac l'a appris la veille seulement. Au contraire, il avait laissé pressentir sa décision au président de la République allemande et au chancelier fédéral, ce qui a été peu apprécié dans les milieux politiques français, surtout gaullistes et communistes. Autre décision prise par le président seul, sans même que Brossolette en ait été averti, ni personne d'autre, celle de la réunion d'une conférence monétaire internationale, idée lancée par Giscard dans une interview à la presse. Le chancelier allemand a été mécontent de n'avoir pas été consulté ni même avisé au préalable.

Enfin, il convoque de nombreux conseils interministériels auxquels participent plusieurs ministres, mais parfois pas le Premier ministre. Ni davantage ceux de ses collaborateurs immédiats qui suivent les questions traitées. De très nombreuses décisions sont prises dans ces conseils, surtout sur les questions économiques, financières, sociales, etc. Ils jouent donc un rôle important. Là, les ministres politiques peuvent faire valoir leurs vues, souvent opposées à celles des technocrates de son entourage. Il arrive que Michel Poniatowski assiste à certains de ces conseils, même si les sujets étudiés ne le concernent pas directement, du fait de sa qualité de ministre d'Etat et de principal ami du président.

Dans son état-major, les principales fonctions sont ainsi réparties: Claude Pierre-Brossolette s'occupe surtout des questions diplomatiques. Dans l'affaire du Proche-Orient, il est beaucoup plus pro-israélien que le Quai d'Orsay, et même que le président. On dit aussi qu'il est plus pro-américain que plusieurs responsables du Quai. Il est également chargé des affaires financières. Jean Serisé a beaucoup d'idées. Il traite surtout les affaires économiques, financières et notamment les problèmes financiers propres à la presse ou à l'édition française: Hachette, *Le Figaro*, *France-Soir*... Le président l'écoute. Lionel Stoléro est un spécialiste des affaires financières et écono-

miques. Il a beaucoup d'idées lui aussi. Tous trois sont assez hostiles à l'UDR, sans violence toutefois.

Le général chef de l'état-major particulier suit toutes les affaires militaires en liaison étroite avec le président, qui s'y intéresse beaucoup.

Victor Chapot, conseiller technique, est l'homme de confiance pour les affaires personnelles du président, les liaisons avec les partis, les affaires financières. Il était le trésorier de la campagne présidentielle. Il connaît tous les secrets à ce sujet. Xavier Gouyou-Beauchamps, chef du service de presse, voit son influence augmenter lentement. Sa réunion quotidienne a du succès auprès des journalistes, il leur parle assez volontiers. C'est lui qui renseigne le président sur les tendances de la presse. Le président le voit assez régulièrement pour lui faire part de ce qu'il faut dire ou taire.

Manquent un bon conseiller diplomatique et un spécialiste des affaires sociales et syndicales.

Pour toutes les affaires de politique intérieure, le confident est Poniatowski. Il voit le président pratiquement tous les jours. Giscard lui téléphone souvent. Son influence est certaine. Sa semi-réussite au ministère de l'Intérieur, où il a rencontré beaucoup de déboires, a plutôt diminué son influence, qui reste néanmoins grande étant donné les liens personnels unissant les deux hommes.

Chez les Républicains indépendants, le président écoute volontiers Jacques Dominati, qu'il n'aime pas et Roger Chenaud, dont il apprécie la fidélité, mais qu'il juge un peu insuffisant.

Giscard travaille en étroite liaison avec Jacques Chirac, qu'il reçoit deux ou trois fois par semaine et auquel il téléphone tous les jours. Chirac a vraiment la responsabilité de toute l'administration, donne son avis sur à peu près tout, y compris sur les affaires étrangères, notamment quant à l'Europe et au Proche-Orient, et sur les affaires militaires qu'il suit avec attention. L'entente entre les deux hommes est certainement très bonne en ce moment, car la loyauté de Chirac à l'égard de Giscard est totale. Son influence auprès de lui est en hausse. Mais le président se montre vigilant sur deux points: la politique économique et financière, et si là Chirac échoue, il le remplacera. Sa position sera aussi très menacée s'il ne peut pas amener l'UDR à faire des concessions aux autres partis de la majorité quant au nombre de candidats de chaque formation à présenter en 1978.

**27 août 1975**

— *Vous deviez voir le président du Conseil constitutionnel.*

— J'ai déjeuné avec Roger Frey, très préoccupé par le manque d'autorité du pouvoir et par l'augmentation des désordres. Spécialiste du ministère de l'Intérieur, où il est resté six ans, il est frappé par les nombreuses erreurs que commet Poniatowski, dont il est pourtant l'ami personnel. Il s'interroge sur ce que Giscard ferait si une grave crise éclatait. Il croit que sa faiblesse serait très dangereuse. Il se demande pourquoi il ne veut pas qu'on agisse plus énergiquement contre les communistes. Dans l'ensemble, son point de vue politique est beaucoup plus proche de celui de Chirac que de Giscard et de Poniatowski.

**8 septembre 1975**

— *On dirait qu'il y a de moins en moins de cohésion entre les membres de la majorité.*

— Il existe une certaine divergence de vues entre Giscard et Jean-Pierre Fourcade, le ministre de l'Économie d'une part, et Chirac de l'autre, à propos de la relance économique. Chirac persiste à penser que cette relance est venue trop tard et qu'il n'est pas sûr que les mesures finalement adoptées soient suffisantes.

En ce qui concerne la politique à l'égard du Parti communiste, Chirac et ses deux conseillers, Pierre Juillet et Marie-France Garaud, se montrent favorables à une résistance très ouverte, ce qui est aussi l'opinion d'Alexandre de Marenches. Ce serait également le point de vue de Poniatowski, mais il est obligé de tenir compte de celui de Giscard, beaucoup plus réservé. Il pense, à tort certes, que cela risquerait de compliquer ses relations avec l'URSS, qu'il juge bonnes.

Il y a aussi des divergences de vues en ce qui concerne le Parti socialiste, que Giscard et Poniatowski ménagent, car ils croient, à l'inverse de Chirac, pouvoir le détacher du Parti communiste.

Autre mésintelligence, le problème de la régionalisation. Chirac et l'UDR restent des jacobins, partisans du centralisme étatique et d'une forme socialisante de gouvernement, au contraire des Indépendants et surtout des Réformateurs, entièrement acquis à la décentralisation régionale.

Sans compter le problème de l'Europe: Chirac s'est assurément rallié au point de vue de Giscard sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel, mais l'UDR ne s'y montre toujours pas favorable.

## 28 septembre 1975

— *On ne parle plus guère de la réforme régionale.*

— Il y a quelques jours, Giscard a invité à déjeuner Olivier Guichard. Comme les deux hommes n'avaient pas eu de conversation privée depuis l'élection présidentielle, lors de laquelle Guichard avait soutenu Chaban, on s'est interrogé sur le sens de cette initiative. En particulier à Matignon, où l'on se demandait si cela pouvait signifier quelque chose à propos de l'avenir du gouvernement Chirac.

Quelques jours après, Guichard est allé raconter le déjeuner à Roger Frey, son meilleur ami, qui m'en a fait part à son tour.

Giscard voulait en fait consulter Guichard sur deux ou trois questions. En particulier, il lui a demandé son avis sur la régionalisation, problème qu'il connaît bien en tant qu'ancien Délégué général à l'aménagement du territoire. Guichard a pris vigoureusement parti contre toute régionalisation fondée sur l'élection de Parlements régionaux, qui selon lui porteraient atteinte à l'unité nationale. À sa grande surprise, Giscard lui a répondu qu'il était de son avis, ce qui prouve une évolution importante de ses idées en ce domaine. Jusque-là, en effet, Giscard avait plutôt soutenu les régionalistes du Centre comme Jean-Jacques Servan-Schreiber ou Jean Lecanuet. Sur ce point, Giscard s'est donc beaucoup rapproché des thèses de l'UDR<sup>126</sup>. Cela a été

---

126 – Ce que Françoise Giroud a confirmé dans *« La comédie du pouvoir »* (Fayard éd. 1977): *« Raidi par l'explosion corse, il fera machine arrière. Plus tard, il s'en félicitera, disant en privé: « J'ai enterré les régions, même si ça ne plaît pas à tout le monde... »* (p. 112). Toutefois, plus tard encore, en 2006, comme je l'avais interrogé sur le projet de loi de décentralisation régionale que le ministre de l'Intérieur Christian Bonnet avait défendu sans succès devant le Sénat en 1979, Valéry Giscard d'Estaing m'écrivit: *« Ce projet [...] était un texte que j'avais demandé au Gouvernement de préparer [...] . Son élaboration a été longue, en raison des efforts multiples des services administratifs de s'opposer à toute tentative d'allègement de notre système centralisé [...] . Malheureusement, il est apparu que l'attachement de beaucoup de Sénateurs au cadre départemental, qui est également celui de leur élection, les rendaient [sic] hostiles a priori à tout mouvement de décentralisation régionale. J'ai demandé à M. Christian Bonnet de tenter néanmoins ce combat, ce qu'il a entrepris de faire [...] »*. Quand donc l'ex-président de la République a-t-il dit la vérité à ce sujet?

confirmé par les déclarations récentes de Chirac et de Poniatowski qui ont adopté la même position que Giscard à huit jours d'intervalle.

### 17 octobre 1975

— *De mauvaises langues murmurent que Giscard serait atteint d'une sorte de folie des grandeurs...*

— Une très longue conversation que j'ai eue avec Marie-France Garaud et Pierre Juillet m'a appris que le comportement du président en politique intérieure préoccupe aussi bien le Premier ministre que ses conseillers. Certaines réflexions de Giscard leur paraissent à peu près incompréhensibles. À l'occasion du dernier ou de l'avant-dernier Conseil des ministres, il a fait sur un ton solennel cette déclaration qui précédait un exposé : « *Messieurs, aucun de mes prédécesseurs, je dis bien aucun, n'a eu, comme je l'ai, le sentiment de la grandeur de la France* ». Il est évident que, par ces paroles, il visait le général De Gaulle, ce qui n'était pas très modeste puisqu'il parlait le langage de Louis XIV – et ce qui, pour un partisan du changement, n'est peut-être pas une référence. Mes amis de Matignon estiment qu'un propos de ce genre, outre qu'il est un peu une provocation à l'égard des gaullistes, ne manifeste pas de la part de Giscard une entière maîtrise ni de ses pensées, ni de ses paroles.

Autre exemple pour montrer les incertitudes dans lesquelles il se trouve : Giscard a eu l'occasion de dire l'autre jour à une personnalité politique importante dont je ne connais pas le nom, mais qui est un ami de Pierre Juillet, que l'essentiel n'était pas de savoir si le Premier ministre serait Jacques Chirac ou Pierre Mauroy, mais que c'était que la société change et que peu importait qui dirigeait ce changement... Un propos de ce genre ne contribue pas à donner grand crédit à son jugement politique. Cela confirme en tout cas ceux qui pensent que sa grande idée serait de gouverner un jour avec les socialistes.

— *On raconte de curieuses choses sur le voyage du président à Moscou.*

— Ses réactions aux difficultés que Brejnev lui a créées ont en effet été étranges. Le rendez-vous qu'il devait avoir avec le secrétaire du Parti communiste lui a été annoncé dans des conditions tout à fait insolites. Cette manière de faire était une espèce de camouflet pour lui.



Or, non seulement il n'a pas réagi énergiquement, alors que De Gaulle aussi bien que Pompidou auraient aussitôt quitté Moscou, mais encore, il a eu la réaction d'une faiblesse incroyable que voici.

Hier jeudi avait lieu à Chatellerault la fameuse réunion opposant Chirac et Poniatowski à François Mitterrand. À la suite des incidents de Moscou, les intentions du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur étaient de mener une bataille particulièrement vigoureuse en attaquant violemment tout à la fois les communistes et les socialistes. Or, jeudi, vers cinq heures de l'après-midi, Giscard a appelé de Moscou par téléphone le Premier ministre qui était en train d'achever la préparation de son discours dans le bureau de Marie-France Garaud. Il lui a donné l'ordre de ne manifester aucune violence dans sa polémique lors de la réunion prévue quelques heures plus tard, et d'intervenir auprès de Poniatowski pour lui demander d'observer la même réserve. Chirac était stupéfait de ces consignes, mais ne pouvait rien répondre au téléphone, et quand il les a transmises à Poniatowski, celui-ci se montra furieux. D'un commun accord, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, qui est pourtant le meilleur ami du président, ont décidé de ne rien changer à leurs discours et d'attaquer vigoureusement les partisans de l'union de la gauche, ce qu'ils ont effectivement fait.

La réaction du président est significative d'abord de son tempérament. Elle prouve que devant une difficulté plus ou moins inattendue, loin de se raidir, il s'incline et fait des concessions. On voit aussi qu'il continue à poursuivre son idée de se rapprocher des socialistes... Une faiblesse de ce genre, au lieu de conduire les Soviétiques à se montrer plus conciliants avec lui, ne peut évidemment que renforcer leurs exigences. Car, bien entendu, comme il a parlé de Moscou par téléphone, on peut tenir pour assuré que les Soviétiques ont écouté la communication.

Accessoirement, cet incident prouve que le président n'a aucune notion du comportement qu'il faut adopter face aux dirigeants soviétiques quand ils essaient de le faire chanter pour l'amener à des concessions sur des sujets qui leur paraissent fondamentaux, comme le désarmement... Et qui, constatant que leur politique de chantage à son égard réussit, ne peuvent que la continuer. Si, au contraire, le prési-

dent avait fait comme De Gaulle en 1944 avec Staline et menacé de quitter Moscou immédiatement puisqu'il n'y avait pas de possibilité d'arriver à un accord, geste qui a finalement amené Staline à céder, il est vraisemblable que les Soviétiques, apprenant que le président n'allait pas céder, mais résister, lui auraient fait d'eux-mêmes un certain nombre de concessions.

C'est dans ces conditions qu'hier, à Matignon, on se montrait assez préoccupé par les réactions du président. On se posait même la question de savoir si ses erreurs accumulées dans divers domaines, malgré une brillante intelligence et une incontestable bonne volonté, n'apportaient pas la preuve qu'il n'était peut-être pas aussi bien préparé qu'on avait pu le croire à l'exercice de ses hautes fonctions actuelles.

### **10 novembre 1975**

— *Qui a pu conseiller à Giscard de déposer une gerbe de fleurs devant le cercueil de Lénine à Moscou ?*

— Claude Pierre-Brossolette, et dans les circonstances suivantes. Il y a quelques semaines, trois avocats français, dont Me Jean-Marc Varaut, sont allés à Moscou. Ils y ont rencontré Sakharov, qui a ensuite écrit à Giscard pour attirer son attention sur le sort des prisonniers politiques, en particulier des intellectuels. Il lui a dit aussi que quand De Gaulle était allé en URSS, il avait fait une profonde impression dans toute la Russie en allant à la messe et en communiant à Léninegrad. Il suggérait à Giscard de chercher à accomplir un geste aussi éloquent.

Me Varaut, de retour à Paris, a vu Claude Pierre-Brossolette. Lui et ses collaborateurs ont alors songé à un geste susceptible de frapper les Russes et ils ont eu l'idée extravagante de ce dépôt de gerbe. Preuve qu'ils n'avaient rien compris à la demande de Sakharov puisqu'ils ont fait faire au président exactement le contraire de ce qu'avait fait De Gaulle.

Cette suggestion des collaborateurs immédiats du président en dit long sur leur ignorance des réalités communistes.

Revenu de Moscou, Giscard a appelé Raymond Aron, qui lui a demandé ce qui s'était passé. Le président a répondu : rien, ce qui prouve qu'il n'a absolument rien perçu de la manœuvre des dirigeants soviétiques à son encontre.

Raymond Aron était stupéfait de constater que le président ne comprenait rien aux méthodes et procédés des dirigeants soviétiques. Il se montre très inquiet de cette incompréhension.

— *Vis-à-vis des communistes, la position de Giscard semble en effet de plus en plus ambiguë.*

— Notre ami [...], professeur à la Fondation des sciences politiques, est un proche de Jean Serisé, qui lui a dit que l'avènement du communisme en France était inévitable et que c'était pour cela qu'il fallait régionaliser la France. Quand les communistes seront au pouvoir, a-t-il expliqué, ils ne pourront pas faire tout ce qu'ils voudront s'ils rencontrent une certaine opposition des régions.

Que l'un des principaux conseillers du président de la République puisse tenir un langage aussi stupide, puisqu'il pense que les communistes respecteraient l'opposition dans les régions, à supposer qu'elle existe, prouve que l'état-major du président ne comprend décidément rien à ce qu'est le communisme.

### **3 décembre 1975**

— *Êtes-vous toujours aussi réservé sur la présidence Giscard ?*

— J'ai eu une longue conversation avec Roger Frey, le président du Conseil constitutionnel, sur la situation politique, et il en donne une analyse assez pessimiste. Un pessimisme aggravé par un entretien qu'il a eu voilà une quinzaine de jours avec le président de la République.

Il a reçu de celui-ci un accueil particulièrement amical et courtois, et l'expression de sa satisfaction devant le travail du Conseil constitutionnel. Mais sur diverses questions politiques, l'impression de Roger Frey a été que les jugements du président dégagent un sentiment de fragilité. Ce qui a conduit Frey à dire : « *Notre président est un esthète particulièrement séduisant et informé, mais dont on se demande ce qu'il donnerait dans l'hypothèse d'une crise grave* ».

Ce jugement de Roger Frey, d'habitude très modéré et équitable, ne m'a pas surpris puisqu'il rejoint mes propres analyses.

En outre, il m'a exprimé d'une part sa grave inquiétude devant le projet d'introduire de la représentation proportionnelle dans les élections, ce qui empêcherait la formation d'une majorité cohérente. En

outre, il se montre préoccupé par la nomination prochaine d'un maire à Paris. Cela risque de poser des problèmes difficiles au gouvernement dans l'hypothèse où un jour, la place de maire de Paris serait occupée par un adversaire du régime, ce qui n'est nullement exclu. Toute l'histoire française montre l'importance qu'il y a à tenir l'Hôtel de Ville de Paris. C'est là que de nombreuses révolutions ont commencé.

— *L'union des socialistes et des communistes semble tenir.*

— Ce n'est pas l'avis de tout le monde. J'ai déjeuné aujourd'hui avec Eric Degrémont, le chef de cabinet de Poniatoski, qui voulait me demander si je crois possible une certaine coordination des divers organismes luttant contre le communisme. Je lui ai donné mon approbation d'ensemble et nous sommes convenus d'en reparler après réflexion.

Notre conversation s'est alors élargie aux problèmes de l'union de la gauche. Il m'a dit d'une manière très nette que le président était persuadé qu'il était possible de détacher les socialistes des communistes, au minimum de provoquer une très large scission au sein du Parti socialiste, l'objectif étant d'intégrer le maximum de socialistes à la majorité. Degrémont a ajouté que la position de Poniatoski n'était pas la même et qu'il entendait mener la bataille contre l'union de la gauche tout entière.

Je lui ai exposé les raisons pour lesquelles je croyais que l'union socialo-communiste, malgré leurs divergences, était solide et durerait, en tout cas au moins jusqu'aux élections de 1978.

Il m'a enfin fait part de l'intention de Giscard de solliciter un deuxième mandat en 1981.

### **3 janvier 1976**

— *Au Conseil économique et social, Gabriel Ventéjol m'a dit qu'il avait participé, avec d'autres, pour les vœux du 1<sup>er</sup> janvier, à un déjeuner intéressant à l'Élysée, sans me le détailler.*

— Roger Frey m'a raconté ce déjeuner. Autour de Giscard étaient présents Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, Alain Poher, président du Sénat, Roger Frey, président du Conseil constitutionnel et, en effet, le président du Conseil économique et social. Ainsi que le

Premier ministre. Presque toutes les opinions étaient donc représentées, a-t-il remarqué : Chirac et Frey gaullistes, Faure radical gaulliste, Poher démocrate-chrétien et européen intransigeant, Ventéjol syndicaliste socialisant anticommuniste et Giscard représentant typique de la droite libérale. Il ne manquait qu'un socialiste et un communiste pour avoir l'éventail complet des familles politiques françaises.

Tout le monde a beaucoup et très librement parlé. La déclaration la plus intéressante politiquement a été celle de Giscard : « *Si les socialistes devaient l'emporter en 1978, ce serait la victoire de l'aventurisme* ». Déclaration qui tend à montrer que Giscard, contrairement à ce que beaucoup pensent, ne souhaite plus gouverner avec une chambre socialiste, mais voudrait s'engager dans une politique de type social-démocrate, avec toutefois l'actuelle majorité, pas avec une majorité différente.

### **12 janvier 1976**

— *Est-on vraiment sûr que Giscard ne s'accommoderait pas d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale ?*

— À l'occasion d'une récente conversation avec Marie-France Garaud, celle-ci m'a donné quelques indications intéressantes.

Elle pense que Giscard évolue dans son attitude à l'égard du Parti socialiste et qu'il se montre beaucoup plus réservé qu'il ne l'était il y a quelque temps. Elle partage aussi les jugements de Roger Frey sur les divergences de vues existant dans certains domaines politiques entre Giscard et Poniowski.

S'agissant des raisons pour lesquelles Poniowski se montre si hostile à l'UDR et qui le conduisent à vouloir l'abattre à tout prix, Marie-France Garaud rappelle deux faits. D'une part, en 1958, lors de l'affaire du 13 mai, le président du Conseil était Pierre Pflimlin et son directeur de cabinet, Poniowski. Lequel a été directement touché par l'arrivée au pouvoir des gaullistes et ne l'a pas oublié. D'autre part, dans l'affaire d'Algérie, il s'est opposé aux gaullistes puisqu'il a été l'un des membres agissants de l'OAS dans la haute administration et dans les milieux politiques. Et Poniowski, ajoute Marie-France Garaud, n'a jamais pardonné aux gaullistes d'avoir songé alors à le

faire arrêter. À mon avis, on pourrait au contraire soutenir qu'il devrait leur être reconnaissant de ne l'avoir pas été, bien que du point de vue du gouvernement d'alors, il l'eût certainement mérité...

### **30 janvier 1976**

— *On devrait commencer à préparer les élections de 1978.*

— Ma conversation d'hier avec Marie-France Garaud a porté sur plusieurs points importants. Elle s'est en particulier montrée très préoccupée par ce qu'elle appelle un certain manque d'esprit politique du tandem Giscard-Poniatowski. Ils se sont peu préparés à conduire la prochaine bataille électorale et pour montrer chez eux un certain manque de sens politique et nombre d'erreurs de jugement, elle cite quelques exemples qui font en effet réfléchir.

Elle a participé samedi, à Chambord, à une chasse donnée par le président de la République et à laquelle assistaient Roger Frey et Michel Poniatowski. Tout le reste des chasseurs ou à peu près était composé de membres de l'aristocratie française, ce qui donnait une image très fautive de la véritable physionomie de la France. Comparée à la composition des chasses de De Gaulle ou de Pompidou, on notait des différences sensibles. Marie-France Garaud en tirait la conclusion que le président actuel vivait dans un milieu beaucoup plus artificiel, beaucoup plus éloigné des besoins du peuple que ses prédécesseurs. Elle ajoutait qu'il régnait là un climat de cour royale, chacun s'ingéniant à dire comme le président, tels les courtisans de Louis XIV. À ce sujet, elle m'a répété que lorsque le président avait présidé le Conseil des ministres de la fin de 1975, il n'avait pas hésité à se comparer lui-même à Louis XIV (ce que, bien entendu, ni De Gaulle ni Pompidou n'auraient fait), propos qu'elle a cité comme un exemple de mégalomanie politique.

Autre fait, le président considérait comme une affaire très importante plusieurs des décisions préparées par son collaborateur Lionel Stoléru, nommé par lui secrétaire d'Etat au Travail manuel. Notamment, il jugeait exemplaire l'idée de Stoléru qui voulait proposer une prime de mille francs à toutes les jeunes filles épousant un ouvrier. Marie-France Garaud, et d'autres personnes, elle l'a su depuis lors, ont eu toutes les

peines du monde à faire comprendre au président qu'il s'agissait là d'une mesure irréfléchie et plutôt insultante pour celles et ceux qui en auraient été les bénéficiaires. L'ouvrier, sachant que sa fiancée recevrait mille francs si elle consentait à l'épouser, verrait là une mesure attentatoire à sa dignité. Il en tirerait non pas de la reconnaissance à l'égard du gouvernement, mais au contraire une raison bien fondée d'en être mécontent.

S'agissant des rapports entre Giscard et Poniatoski, qu'elle a eu l'occasion d'observer au cours de cette chasse, elle dit qu'ils sont très complexes, que l'un et l'autre exercent de l'influence l'un sur l'autre, qu'il y a peut-être moins de confiance entre les deux hommes qu'on ne le croit, mais qu'ils sont soudés depuis si longtemps par des liens si étroits que, malgré leurs divergences, ils ne se sépareront jamais. Cela vient en partie du fait que l'un et l'autre sont conscients que l'un apporte ce qui manque à l'autre.

### **6 février 1976**

— *Plusieurs décisions récentes de Giscard surprennent.*

— On se montre très préoccupé à Matignon par certaines initiatives du président dont on ne perçoit ni la portée, ni l'utilité. Par exemple, on ne comprend pas l'aide qu'il a décidé d'accorder à l'usine Lip, qui est entre les mains d'un président-directeur général socialiste et de révolutionnaires de la CFDT. D'autant que cette aide a eu comme conséquence de dresser contre Giscard la majorité des patrons et des ouvriers horlogers de la région du Doubs et du Jura. C'est le type d'initiative qui plaît au président par l'effet de surprise qu'elle provoque, mais qui s'avère finalement, du point de vue politique, aussi peu efficace que possible.

### **11 février 1976**

— *Le président prend souvent des décisions contraires à ses intérêts.*

— J'ai eu hier une longue conversation avec Edgar Faure sur la croissance régulière de l'opposition et sur les thèmes susceptibles d'embarasser la gauche... Il a aussi porté des jugements très sévères sur le président de la République et sur sa politique. Il dit qu'elle est faite essentiellement d'improvisations et de légèreté, qu'elle amène une

importante clientèle de la majorité à le quitter sans attirer des voix de l'opposition. C'est la raison pour laquelle il s'est montré très préoccupé par ce qui se passe et il se demande si, sous la direction du président de la République, la majorité ne court pas à sa perte lors des élections législatives de 1978. Dans ces conditions, a-t-il ajouté, le président capitulera sur tous les points et à peu près à n'importe quelles conditions.

Il a été jusqu'à me confier, textuellement: « *Georges, écoutez bien ce que je vais vous dire. J'ai aujourd'hui la conviction profonde qu'il faudrait nous en débarrasser. Je sais que c'est à peu près impossible, mais c'est vraiment nécessaire* ». Et, a-t-il précisé, « *il n'y a probablement aucun homme politique en France qui le connaisse mieux que moi* ». C'est en effet Edgar Faure qui a fait débiter Giscard d'Estaing dans la carrière politique en 1954 et il a toujours, depuis cette date, gardé un étroit contact avec lui.

### **13 février 1976**

— *Quels sont les projets actuels de Giscard sur le plan politique?*

— Marie-France Garaud m'a raconté la conversation qu'elle a eue la semaine dernière avec le président. L'entretien a commencé par un exposé de Giscard qui a duré vingt-cinq minutes, qu'elle n'a jamais interrompu et durant lequel il lui a expliqué en détail, avec des dates et des noms, comment il voyait, sur le plan politique, les deux années qui nous séparent des élections législatives.

Son intention est, pour le début de l'année prochaine, d'organiser la majorité présidentielle comme un parti ou un mouvement, il ne sait pas encore exactement quelle en sera la forme. Dans ce mouvement, se rassembleraient des éléments venus des trois actuels partis de la majorité et des éléments venus du dehors. Ce qui unirait toutes ces personnes ne serait rien d'autre que leur accord complet avec la politique présidentielle, une sorte de loyalisme direct à la personne du président. Cela aurait comme conséquence de vider de leur substance et de leurs hommes les actuels partis de la majorité, qui dépériraient. Et c'est ce mouvement donnant une impression d'unité qui, sous la direction du président, se présenterait aux suffrages des électeurs pour défendre à la fois les choix, les candidats et la politique du président.



Ce serait, en quelque sorte, la présidentialisation des élections législatives. Enfin, le président a répété à Marie-France Garaud son idée que cette majorité présidentielle devrait se situer au centre et il a longuement développé ce point.

Marie-France Garaud lui a répondu d'une manière nette, avec le minimum d'ambiguïté, et bien entendu toutes les précautions de forme nécessaires. D'abord, qu'elle estimait que c'était une erreur de vouloir faire disparaître plusieurs partis pour les remplacer par un seul. Elle pense, en effet, que la majorité obtiendrait plus de voix avec plusieurs partis se présentant aux suffrages des électeurs, ayant par conséquent le moyen d'attirer plus facilement des électeurs de gauche et de droite, qu'avec un seul mouvement. Toutes les expériences passées, en effet, montrent que cette analyse a des chances d'être juste.

Elle a également critiqué la notion de centre. Elle a dit au président qu'à la limite, un centre, c'est un point et qu'il n'est pas facile d'organiser une vie politique autour d'un point. Elle a ajouté qu'en France, la notion de centre comme parti politique n'avait jamais fait recette.

Le président a été assez frappé par sa critique de l'idée centriste et lui a répondu : « *Oui, oui, vous avez probablement raison. Alors, nous pourrions dire qu'il faut que la France soit gouvernée selon les règles d'un libéralisme centriste, ou d'un centrisme libéral* ». Marie-France Garaud, peu convaincue par cette mise au point, a fait comprendre au président que cela n'éclairait pas beaucoup la présentation de ses idées.

En me racontant cette conversation, Marie-France Garaud a insisté sur l'impression que lui avait laissée le président : tout à fait sûr de lui, tout à fait convaincu de la justesse et de la rigueur de ses analyses politiques et ayant déjà tout planifié pour deux ans avec beaucoup de précision, un peu à la manière d'un plan économique et financier.

**3 mars 1976**

— *Que pensent les Républicains indépendants du président ?*

— J'ai déjeuné hier avec Bernard Lehideux, leur secrétaire national qui est chargé très directement, en liaison avec Michel Poniatowski, de la préparation des élections chez les Républicains indépendants.

Ceux-ci se montrent plutôt mécontents de constater que le président n'accorde pas à son ancien parti tout l'intérêt qu'ils souhaiteraient. Ils lui reprochent en somme d'être plus giscardien que républicain indépendant, ce qui est certainement exact.

Lehideux connaît bien l'Élysée. Il dit que tout le monde ou à peu près tremble devant le président. Et aussi que l'équipe de Giscard manque d'hommes connaissant bien les problèmes politiques. Selon lui, les deux seuls qui montrent une bonne compréhension de ces problèmes et qui exercent une certaine influence sur Giscard, mais assez faible étant donné le caractère de celui-ci, sont son conseiller en matière économique Jean Serisé et son chargé de mission pour les affaires politiques et financières Victor Chapot.

## **29 mars 1976**

— *On dit que Giscard d'Estaing, depuis qu'il est président, est de plus en plus fermé à l'influence de ses conseillers.*

— Le problème consiste aujourd'hui à renforcer l'influence de Pierre Juillet sur Giscard. Pour cela, Juillet m'a demandé de préparer des notes politiques pour le président, qu'il lui remettra lui-même, comme il le faisait avec Pompidou. La différence sera que Pompidou savait que les notes venaient de moi, tandis que Giscard ne le saura pas, ce qui renforcera Juillet, et le président le lira. Car il lit ses notes avec soin. Comme Juillet craint les bavardages de Chirac, il ne le mettra pas au courant de tout ce qu'il donnera à Giscard. De cette façon, Giscard pourra dire à Chirac, à partir de mes notes, de faire certaines choses comme s'il s'agissait d'idées venant de lui, ce qui lui fera plaisir. Ainsi, malgré un circuit compliqué à cause de la psychologie des personnes en cause, il sera possible d'avoir le maximum d'efficacité. Du moins l'espérons-nous.

Pour un certain nombre de notes et suggestions, le circuit sera donc le suivant :

Albertini ou ses collaborateurs → Juillet → Giscard d'Estaing → Chirac, qui transmettra aux ministres et aux trois partis de la majorité... ainsi qu'à Juillet !

### 3 mai 1976

— *Les rapports Giscard-Chirac sont-ils toujours au beau fixe ?*

— Roger Frey, qui est allé à la chasse avec Giscard voilà un mois, lui a dit qu'il croyait que la majorité pouvait gagner les élections de 1978. Giscard a répondu : « *Cela fait plaisir à entendre. Tout le monde me dit le contraire. Je vous reverrai bientôt* ».

Trois ou quatre jours plus tard, Giscard convoque Frey à l'Élysée et lui explique qu'il a réfléchi, qu'il comprend qu'il n'a pas réussi aussi bien qu'il l'espérait et qu'il devait modifier sa tactique. Il comprend mieux, dit-il, l'utilité de lutter contre l'opposition. Frey a insisté sur la nécessité de combattre les socialistes. Giscard en est convenu.

Le nom de Chirac étant prononcé, Frey a fait un vif éloge de sa loyauté à l'égard de Giscard, qui en est tombé d'accord.

— *Était-il sincère ?*

— Marie-France Garaud pense que Giscard est repassé sous l'influence de son entourage ultra-libéral et plus ou moins antigauilliste. Elle en voit la preuve dans le fait que depuis une dizaine de jours, il n'a pas téléphoné à Juillet. Cela constitue une nouveauté dans son comportement, car jusqu'ici il l'appelait très fréquemment.

Dans le même ordre d'idées, elle dit qu'une grande bataille est engagée autour de Giscard pour essayer d'empêcher que Chirac n'exerce véritablement ses fonctions de coordinateur de la majorité. Les éléments les plus actifs en ce sens sont Poniatowski, quelques amis de Chaban qui ne pardonnent pas à Chirac d'avoir fait voter pour Giscard contre Chaban lors de l'élection de 1974, et aussi Jean-Jacques Servan-Schreiber.

### 11 mai 1976

— *L'élection du maire de Tours, Jean Royer, a surpris.*

— J'ai eu, voici peu, une conversation avec Pierre-Christian Taittinger, le secrétaire d'État à l'Intérieur. Il dit que l'élection de Royer à l'Assemblée nationale s'explique par des considérations personnelles. Je lui ai répondu qu'il était tout de même significatif de constater que la victoire de Jean Royer était celle d'un homme politique présentant une image foncièrement différente de celle de Giscard. Cela ne devrait

peut-être pas conduire à modifier la stratégie électorale de la majorité, mais au moins inviter à la réflexion.

En ce qui concerne le président de la République, qu'il connaît bien, Taittinger ne fait pas de difficulté pour reconnaître qu'il se trompe. À plusieurs reprises, le président lui a dit qu'il avait été choqué, lorsqu'il était membre du gouvernement et assistait au Conseil des ministres, par les réactions du général De Gaulle et du président Pompidou, qui parlaient de l'opposition en termes très durs et affectaient pour elle le plus grand mépris. Giscard lui a expliqué qu'il avait beaucoup souffert de ce comportement et que, lorsqu'il a été élu président de la République, il a voulu montrer qu'il agirait différemment. Il pense que dans une démocratie moderne, il faut respecter l'opposition et que c'est ainsi qu'on peut gouverner à notre époque. C'est pourquoi il a tenté une politique qu'on a appelée de décrispation, imaginant que l'opposition serait heureuse de répondre à ses bonnes manières par des manières équivalentes. Taittinger reconnaît que Giscard s'est trompé et qu'il s'en rend maintenant compte.

À quoi j'ai répondu qu'il était inimaginable qu'un homme politique de cette importance ait pu commettre une pareille erreur de jugement, en particulier ne pas tenir compte des 25 % de voix communistes, lesquelles en aucun cas ne peuvent être ralliées par un gouvernement du type de ceux que peut constituer l'actuelle majorité.

## **24 mai 1976**

— *Les gaullistes de l'UDR semblent toujours dans la ligne de mire des giscardiens.*

— J'ai eu aujourd'hui avec Albin Chalandon, délégué national de l'UDR, une conversation qui a porté sur les récentes déclarations de Giscard. De son côté, Georges Broussine a évoqué le même sujet avec Serge Maffert, chef du service de presse du Premier ministre.

Il est clair qu'à Matignon, on regrette fortement que le président ait assuré qu'il resterait au pouvoir même en cas de victoire de la gauche. L'argument est nuisible à la majorité, car il la prive d'une arme dont elle pouvait se servir dans la campagne électorale en soulignant que sa défaite ouvrirait une crise de régime, ce qui pourrait effrayer les Français.

Ce qui préoccupe aussi l'UDR et le Premier ministre, ce sont les commentaires de Jean Lecanuet, le ministre de la Justice, visiblement concertés avec le président, à propos de la création du Centre des démocrates sociaux donné comme visant une entente électorale avec les Républicains indépendants, donc une diminution du poids de l'UDR. Lecanuet arrive ainsi à nier l'importance de la fonction de coordinateur de la majorité que le président a confiée à Chirac. En l'espace de deux mois, Giscard a donc changé plusieurs fois d'avis sur ce que doit ou ne doit pas être la stratégie électorale de la majorité.

### **8 juin 1976**

— *La majorité semble se déliter.*

— Elle est en crise et le point de départ est à rechercher dans les déclarations de Jean Lecanuet sur l'unification et l'orientation du parti centriste. Elles confirment que le principal adversaire des Républicains indépendants et des Centristes lors des élections sera d'abord l'UDR et ensuite seulement l'opposition.

L'émotion du Premier ministre a été telle qu'il a personnellement téléphoné au président pour protester contre la déclaration de Lecanuet. Giscard a répondu à Chirac qu'il n'avait pas été consulté sur le contenu de cette déclaration. Mais il ne l'a pas désavouée explicitement. À Matignon, s'est donc installée l'idée d'un complot contre l'UDR fomenté par Poniatoski et Lecanuet, et sinon avec l'accord du président, du moins sans qu'il fasse rien pour l'empêcher.

Un deuxième incident s'est produit le 1<sup>er</sup> juin, au cours d'un déjeuner qui a rassemblé Poniatoski et deux journalistes connus pour leur hostilité à l'UDR, Michel Bassi et Jean-François Kahn. Poniatoski s'est livré à une sévère critique de la personne et de la politique du Premier ministre, qui en a, bien entendu, aussitôt été informé.

Il en est résulté de la part de Jacques Chirac, dans l'après-midi du 2 juin, une très vive colère dont j'ai été moi-même le témoin dans le bureau de Marie-France Garaud. Il était littéralement hors de lui et comme Marie-France Garaud écoutait au téléphone les explications embarrassées que lui donnait Poniatoski, Chirac l'a contrainte à mettre fin à la conversation.

Aussi, à Matignon, Chirac et son entourage, au lieu de calmer l'UDR, y ont laissé se développer des manifestations d'hostilité tant à l'égard de ses alliés de la majorité que du président de la République.

### 14 juin 1976

— *Notre politique étrangère semble elle aussi au point mort.*

— Georges Broussine a récemment longuement conversé avec plusieurs fonctionnaires du Quai d'Orsay, dont Laboulaye, ami personnel de Giscard. Ses déclarations n'en ont que plus de poids.

Selon lui, les fonctionnaires du Quai estiment que le bilan de la politique étrangère du président est entièrement négatif. Aucune de ses initiatives n'a réussi. En outre, plusieurs d'entre elles ont été très malencontreuses. Ils pensent que la position de la France s'est profondément détériorée en deux ans. Ils en rendent responsable la politique désordonnée et improvisée du président. Dans ces conditions, Laboulaye, qui réprovoque la réforme du Quai d'Orsay en préparation, souhaite quitter le ministère, car il ne veut pas présider à une réforme qui doit le diminuer.

Dans un ordre d'idées voisin, Vincent Labouret, secrétaire général de la CFP, la Compagnie française des pétroles et ministre plénipotentiaire en service détaché, confie que Victor de Metz, l'ancien président de la CFP, toujours bien renseigné et mesuré, lui a dit en parlant de Giscard : « *Il serait de l'intérêt de la France que le président soit mis hors d'état de nuire et ne finisse pas son mandat* ». C'est également ce que m'a dit Edgar Faure voilà quelques mois. Cette campagne qui s'amorce à l'encontre du président deux ans après son arrivée à l'Élysée est un phénomène nouveau et assez inattendu. Michel Jobert, ancien ministre des Affaires étrangères, dit de son côté qu'il est peu probable que Giscard finisse son septennat et que ce serait tant mieux pour le pays.

### 5 juillet 1976

— *Comment les élections municipales se présentent-elles à Paris ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Jacques Dominati. Il cherche réellement à améliorer ses contacts avec l'UDR, car il sait qu'il ne peut

pas être élu maire de Paris sans son accord. Mais il pense aussi que s'il n'accepte pas de soutenir les efforts de l'UDR, il peut bloquer tout le système des élections parisiennes.

Il estime que Giscard et surtout Poniatowski jouent dans cette affaire une sorte de double jeu. D'un côté, Giscard a encouragé Taittinger à présenter sa candidature à la mairie et de l'autre, il n'a pas découragé Dominati. Poniatowski lui a même indiqué qu'il considérait que Taittinger n'était pas suffisamment combatif pour conduire la majorité à la bataille électorale à Paris.

*Le 25 août, Jacques Chirac présenta au chef de l'Etat la démission de son gouvernement. Il fut remplacé par Raymond Barre. Pierre Juillet et Marie-France Garaud restèrent les principaux conseillers de Chirac.*

### **10 septembre 1976**

— *Giscard ne semble pas toujours percevoir l'importance des événements.*

— J'ai eu une conversation avec Michel Junot, qui a été pendant longtemps en excellents termes avec Giscard. Il m'a raconté l'anecdote suivante, très éclairante sur les réactions du président.

C'était au moment le plus grave de la crise de mai 1968. Giscard et Junot entretenaient alors des rapports d'étroite amitié. L'après-midi du 30 mai, après l'appel du général De Gaulle à la radio et l'annonce de la manifestation, Giscard a dit à Junot : « *Vous y croyez, vous, au succès de cette manifestation ?* ». Junot répondit d'une manière assez évasive, car lui-même n'avait pas une très grande confiance dans le succès. Il entendit alors Giscard ajouter : « *Je suis persuadé que cette manifestation sera un très grand échec et que De Gaulle va connaître la pire défaite politique de sa carrière. Dans ces conditions, je n'ai aucune envie de me rendre à une manifestation qui tournera au fiasco* ». Comme Poniatowski lui téléphonait dans le même temps pour lui demander de venir à la manifestation, dont il fallait absolument assurer le succès, expliquait-il, Giscard lui réitéra les mêmes arguments et ajouta : « *Tu n'as qu'à y aller, toi, ce sera très suffisant* ».

J'ai ajouté pour Junot cette précision : me rendant moi-même à la manifestation, je suis allé saluer Debré et Malraux qui étaient en tête du cortège, ainsi que Jacques Baumel. À côté d'eux, se trouvait Poniatowski et comme je lui demandais où se trouvait Giscard, il me répondit exactement la même chose : Giscard ne croyait pas qu'il y aurait tant de monde et il n'est pas venu. Ce qui était la vérification exacte de ce que Junot venait de me raconter.

## 22 septembre 1976

— *Sait-on quelque chose des intentions actuelles de Chirac ?*

— Au cours d'une conversation avec Marie-France Garaud, j'ai appris qu'elle a eu l'occasion de rencontrer, lors d'une chasse présidentielle, La Tour d'Auvergne qui est l'un des plus proches et des plus anciens amis du président de la République. Elle a ainsi pu lui donner des informations sur ce que Chirac pensait faire, persuadée que ces indications seraient répétées à Giscard, ce qui était son but. Mais pour me montrer l'atmosphère de méfiance qui s'est instaurée à l'Élysée à l'égard de Chirac, elle m'a cité deux faits.

La Tour d'Auvergne, qui a eu l'occasion de voir le président à plusieurs reprises depuis le mois d'août, dit que sa colère contre Chirac est très forte. Il précise qu'au début du septennat, Giscard éprouvait peu de sympathie pour lui, mais qu'au bout de quelques mois, il avait été heureux de l'avoir comme Premier ministre. C'était pendant l'année 1975. Toutefois, à partir de 1976, leurs rapports ont commencé à se dégrader pour diverses raisons, l'une d'elles étant, selon La Tour d'Auvergne, que le président voyait peu à peu en Chirac un rival possible.

Comme à cette chasse participait l'un des fils du président, La Tour d'Auvergne dit à Marie-France Garaud : « *Il ne faut pas que l'on nous aperçoive trop ensemble, car le président en sera immédiatement informé, il ne me dira plus rien et je ne pourrai plus rien faire* ». Marie-France Garaud a répondu qu'elle estimait essentiel d'éviter qu'une coupure complète n'intervienne entre les deux hommes. « *S'il était nécessaire que nous nous rencontrions, m'a-t-elle ajouté, il faudrait prendre quelques précautions* ».



Il faut avouer que c'est là un climat assez curieux et qui ouvre des perspectives sur une certaine psychologie de méfiance qui s'est développée chez le président de la République.

## 28 septembre 1976

— *Où en sont les rapports Giscard-Barre ?*

— Marie-France Garaud m'a dit, voilà quelques jours, que Raymond Barre avait convié des journalistes économiques à déjeuner. Heureusement, a-t-elle ajouté, le choix était bon et il y a peu de risques que des fuites se produisent. Car au cours de ce déjeuner, Barre a critiqué assez sévèrement la politique financière menée par l'Elysée ces deux dernières années. Il s'est plaint aussi de n'avoir pas toute la liberté de mouvement qui lui est nécessaire et il se montre très défavorablement impressionné par la légèreté et même par l'ignorance d'un certain nombre de conseillers du président sur les plans économique et financier.

— *Giscard a-t-il au moins amélioré ses méthodes de travail ?*

— Au cours d'une réunion récente consacrée aux problèmes de l'Afrique, que Giscard présidait et à laquelle participaient le ministre des Affaires étrangères et Guy Georgy, spécialiste des affaires africaines au Quai d'Orsay, ainsi qu'un autre haut fonctionnaire, il a été question de la situation en Afrique. Le président ignorait beaucoup de choses, ce qui n'est pas surprenant et l'essentiel de la conversation se limita à des indications précises données par Georgy. Celui-ci espérait qu'à la suite de son exposé, une discussion aurait lieu et donnerait matière, pour le président, à dégager une ligne d'action, à fixer des directives dont les hauts fonctionnaires ont besoin pour traduire dans les faits la politique gouvernementale.

Or, après un échange de vues superficiel à peu près sans intérêt, le président, sans fournir la moindre directive, conclut la réunion en disant : « *J'ai été très intéressé par ces exposés, je vous fais toute confiance, agissez au mieux de l'intérêt général* ». Cette conclusion a surpris ses interlocuteurs, qui attendaient des directives nettes. Quand on connaît les méthodes de travail du président, on n'est malheureusement pas très étonné par sa réaction.

— *Et vis-à-vis du monde communiste ?*

— Par un de ses amis du Quai d'Orsay, Georges Broussine a appris que Giscard était particulièrement heureux de rencontrer Gierek, le premier secrétaire du Parti communiste polonais. Celui-ci est le seul de tous les dirigeants communistes avec lequel il peut discuter directement en français, ce qu'il préfère de beaucoup. On sait que Gierek a jadis longtemps travaillé comme mineur en France. Giscard pense aussi, et c'est évidemment plus préoccupant, car cela montre à quel point il ignore les réalités du monde communiste, il pense que Gierek exerce de l'influence sur Brejnev.

\*

\*   \*   \*

**6 octobre 1976**

— *Comment Giscard réagit-il aux initiatives de Chirac ?*

— Le déjeuner auquel il a convié Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, le 1<sup>er</sup> octobre, avait pour prétexte l'ouverture de la session parlementaire, et comme objet véritable la situation politique.

Pour la première fois qu'il était reçu à l'Élysée par Giscard, Edgar Faure a eu droit aux fastes protocolaires, avec gardes sabre au clair dans la cour et dans le grand escalier. Le déjeuner était somptueux, le président particulièrement aimable. Commentaire d'Edgar Faure après leur conversation : « *Je ne sais pas s'il m'a dit la vérité ou s'il m'a menti* ». Probablement les deux à la fois...

En fait, toute la conversation a tourné autour de Chirac, dont Giscard est littéralement obsédé, demandant dix fois : « *Mais que va-t-il faire ? Mais que veut-il donc ?* ». Edgar Faure dit même que le président semble en avoir peur.

Le président lui a confié qu'il avait commis une lourde erreur de jugement lorsqu'il avait cru que l'UDR ne suivrait pas Chirac, car il était persuadé ou on l'avait convaincu que les gaullistes historiques, ceux qu'on appelle les barons, tenaient encore le parti. « *C'est pour cela, a-t-il dit, que j'ai joué la carte Guichard. Or, je me rends compte aujourd'hui que ces fondateurs du gaullisme n'ont pratiquement plus d'influence sur l'UDR et que celle-ci appartient entièrement à Chirac* ».

Giscard était très désireux de savoir si Edgar Faure, dont les liens avec Chirac sont connus, était pour lui ou pour Chirac. Edgar Faure a éludé la réponse avec, semble-t-il, une réelle habileté, faisant notamment ressortir que ses fonctions de président de l'Assemblée nationale l'obligeaient à beaucoup de réserve. En réalité, chacun voit qu'il n'a jamais fait tant de politique qu'aujourd'hui et Giscard le sait le premier.

### **20 octobre 1976**

— *Vous deviez voir l'ambassadeur du Japon...*

— J'ai rencontré M. Kitahara. Il m'a dit que le voyage de Giscard au Japon serait reporté à l'automne 1977. Il devait y aller au printemps, mais il craint que la situation française ne soit trop difficile à ce moment. Les élections municipales, peut-être...

Il m'a expliqué que Jean François-Poncet, qu'il connaît bien et de longue date, le reçoit maintenant de manière compassée et l'appelle « *Monsieur l'ambassadeur* ». Il trouve qu'il est à présent beaucoup plus difficile de parler avec lui qu'avec Brossolette. Comme Kitahara félicitait François-Poncet de sa nomination, celui-ci lui répondit : « *Il ne faut pas me féliciter, mais me plaindre* », ce qu'il n'est pas facile d'interpréter.

Kitahara a reçu Missoffe, notre ancien ambassadeur au Japon et ami de Giscard. Missoffe a vu celui-ci récemment et lui a dit notamment qu'il était impossible d'espérer séparer les communistes des socialistes, que l'union de la gauche était solide. Le président a eu l'air de ne pas entendre et a appelé son chien, dont il a caressé la tête un moment sans rien dire. Puis il demanda à Missoffe : « *Vous disiez, cher ami ?* ». Sans se démonter, Missoffe répéta son propos. Giscard recommença son manège. Ce que voyant, Missoffe prit congé, très surpris de l'attitude du président.

### **23 novembre 1976**

— *Giscard croit-il encore qu'il va s'imposer aux gaullistes ?*

— J'ai eu aujourd'hui une longue conversation avec Roger Frey au cours d'un déjeuner. Sur le plan général, il est très déçu par le comportement du président et son jugement revêt une double importance. D'une part, il est un homme modéré, toujours très précau-

tionneux dans ses propos et d'autre part, il entretenait depuis deux ans d'excellents rapports avec le président, il ne saurait donc être suspect de malveillance à son endroit.

Or, il est très découragé par la manière d'agir du président. Pour ne citer que deux exemples, il considère que sa volonté de faire discuter les affaires du Parlement européen au plus mauvais moment et sans consulter personne constitue une erreur politique d'importance. Et il est absolument stupéfait par la manière dont ont été conduites par le président les négociations qui ont abouti à la désignation de Michel d'Ornano comme candidat contre Chirac à la mairie de Paris.

Pour la première fois depuis deux ans où lui et moi parlions du président, nous sommes tombés d'accord pour regretter la légèreté, la désinvolture et même l'irresponsabilité avec lesquelles il agit. Roger Frey considère que sa popularité s'est très largement effritée dans le pays. Il en conclut, ce qui me semble d'ailleurs exact, que l'ensemble de la majorité présidentielle s'en trouve affecté.

Il est encore plus sévère pour Poniatoski, dont il dit qu'il accumule les erreurs, la plus importante ayant été l'annonce récente de la création d'un rassemblement face à celui de Jacques Chirac, rassemblement qui aurait dû être dirigé par Raymond Barre. Celui-ci n'en avait jamais entendu parler, d'où sa colère contre le ministre de l'Intérieur.

Roger Frey, qui est un observateur très fin de la réalité politique française, m'a dit pour la première fois: « *Je ne comprends rien à ce que veulent faire les gens qui nous gouvernent* ».

## 2 décembre 1976

— *Giscard a-t-il fini par s'adapter à sa fonction ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec [...], l'un des principaux conseillers du Premier ministre. Il le connaît depuis plus de vingt ans et est spécialisé dans les problèmes touchant l'Éducation nationale. Il collabore étroitement avec Raymond Barre et assiste à toutes les réunions de son cabinet, où se retrouvent à peu près chaque jour ses huit principaux collaborateurs.

Il se montre très critique à l'égard du président et j'ai compris que son état d'esprit traduisait tout à fait celui du Premier ministre.

Il m'a dit, contrairement à ce que je pensais, que c'était le président lui-même et non Poniatowski qui avait eu l'idée de constituer, en face du rassemblement de Chirac, un rassemblement autour de son livre sur la démocratie française. Il avait même demandé à Raymond Aron d'en prendre la présidence. Par conséquent, Poniatowski n'avait pas commis une imprudence en citant le nom de Barre comme chef possible de ce rassemblement. Il n'avait fait qu'exprimer, sans doute d'une manière un peu imprudente, ce que lui avait expliqué le président et ce que celui-ci avait demandé à Raymond Aron. C'est d'ailleurs là qu'il faut voir l'origine de l'article de celui-ci paru dans *Le Figaro* voilà quelques jours, dans lequel Aron ne jugeait pas utile de former deux rassemblements – à la suite de quoi le président lui avait d'ailleurs téléphoné.

[...] estime que Giscard multiplie les erreurs, en particulier qu'il tient trop peu compte des avis du Premier ministre, et même qu'il agit sans toujours l'en prévenir. Dans le projet visant à faire élire le maire de Paris, le Premier ministre a été pris par surprise, sans connaître les éléments du dossier. Et dans l'affaire de l'indexation de l'épargne qui va directement à l'encontre des vues économiques de Raymond Barre, le président n'a pas hésité à prendre la position qu'il a adoptée bien qu'il ait connu les objections du Premier ministre.

### **7 décembre 1976 au matin**

— *Les jugements portés sur le comportement de Giscard à l'Elysée sont surtout négatifs.*

— Georges Broussine d'une part et d'autre part Christian Chauvet, chargé des relations internationales aux Républicains indépendants, m'ont donné tous les deux des informations sur l'atmosphère régnant à l'Elysée. Elles viennent de la même source : un collaborateur direct du président, Marc Hérissé-Picherit, qui s'occupe de certains problèmes de presse à l'Elysée.

Celui-ci, bien qu'il prenne des précautions de langage, porte des jugements sévères sur l'action de Giscard. En particulier, il est très frappé par l'impossibilité pour ses collaborateurs de l'informer véritablement de ce qui se passe. Il accepte ce qui cadre avec ses analyses

et refuse ce qui n'y correspond pas. Hérissé-Picherit est également inquiet de ce que le président prend toujours des décisions absolument inattendues, en particulier de ses propres collaborateurs.

Élargissant son propos, il a affirmé qu'il était préoccupé, à certains moments, par des réactions mentales du président, tellement elles étaient surprenantes. Dans l'hypothèse où il se trouverait en face d'un échec plus confirmé encore de certaines de ses initiatives, Hérissé-Picherit n'écarte pas la possibilité que le président se laisse abattre par les événements. Il a même laissé entendre qu'il pourrait, en quelque sorte, s'effondrer brusquement devant des difficultés graves auxquelles il ne s'attendrait pas.

### **7 décembre 1976 au soir**

— *On se demande de plus en plus si Giscard a les nerfs assez solides pour faire face aux difficultés de l'heure.*

— Par quelques-uns de ses autres amis de l'Élysée, Georges Broussine a obtenu des informations qu'il est évidemment difficile de vérifier, mais qu'il est en tout cas intéressant de connaître, surtout étant donné leur source. Le président verrait très régulièrement un médecin qui traite les problèmes psychologiques de ses patients et dont le nom serait le docteur ou professeur Sapir.

En outre, comme, l'autre jour, quelqu'un parlait des problèmes du président avec Poniatowski, celui-ci lui aurait dit : « *Il lui arrive d'avoir des absences* ».

Bien entendu, comme toutes les informations de ce genre, celles-ci doivent être accueillies avec beaucoup de prudence. Elles sont, en tout cas, révélatrices de l'état d'esprit qui règne au sujet du président.

### **20 décembre 1976**

— *Où en sont maintenant les rapports Barre-Chirac ?*

— Ils se sont vus récemment et Marie-France Garaud m'a rapporté l'essentiel de leur conversation. Ils se sont surtout entretenus des problèmes de la politique contractuelle. L'essentiel des préoccupations de Chirac, en la matière, consiste à rester en aussi bons termes que possible, compte tenu des nécessités économiques, avec les syndi-

cats réformistes, en particulier Force Ouvrière. Il ne semble pas que Chirac ait été convaincu par les arguments de Barre, et réciproquement, mais le contact a été bon. Quand Barre était le ministre de Chirac, leurs rapports étaient excellents, mais depuis qu'il est Premier ministre, Barre est plus sensible à l'influence de Giscard et connaissant les sentiments de celui-ci à l'égard de Chirac, il se montre évidemment plus réservé qu'autrefois.

Marie-France Garaud a émis quelques jugements sévères sur le Premier ministre, le qualifiant d'autoritaire et de méchant.

Elle m'a dit également que de tous côtés parviennent des indications très précises sur la véritable hantise qui saisit toujours le président de la République lorsqu'on prononce le nom de Chirac. Lui-même en parle directement et indirectement à tout propos, comme si le problème Chirac était le problème numéro un de la France. Elle formule toujours sur Giscard des jugements très sévères.

Il semble que sur le plan de la stratégie électorale, Giscard entende appliquer avec beaucoup de rigueur le plan Barre, même si cela a pour conséquence une aggravation du chômage. Cette politique devrait prendre fin aux environs de juillet 1977, date à laquelle Giscard pense que le plan aura réussi, c'est-à-dire que la hausse des prix sera très largement jugulée. Une fois ce succès obtenu, Giscard estime qu'il pourra commencer une opération de relance économique qui donnera son plein effet dans le courant du deuxième semestre 1977 et calmera toute une série de mécontentements. Pour lui, le moment sera alors venu de se lancer dans la bataille contre l'opposition. Il juge que son intervention sera décisive pour faire pencher la balance du côté de la majorité.

En définitive, il semble que le président et le Premier ministre jouent toutes leurs cartes sur la réussite du plan Barre.

### **1<sup>er</sup> février 1977**

— *La candidature de Michel d'Ornano à la mairie de Paris se présente plutôt mal.*

— J'ai vu Edgar Faure à la présidence de l'Assemblée nationale. Il pense que la victoire de Chirac à Paris est certaine. Il reste stupéfait

devant toutes les erreurs que l'on a fait commettre au président dans cette affaire. Il dit aussi que la candidature d'Ornano a été suggérée à Giscard en octobre dernier, au cours d'une réunion mondaine à laquelle participaient un certain nombre de personnes de la « high society » entourant Giscard, et sans grand examen de fond. Le président, dit Edgar Faure, s'est décidé avec sa légèreté habituelle. Mais dans cette affaire, Chirac a déjà gagné puisqu'il est candidat malgré le président. Au poker, ajoute-t-il, Giscard n'est pas de force à jouer contre Chirac.

Le président de l'Assemblée nationale a donc une position de plus en plus critique à l'égard de Giscard et de plus en plus favorable à Chirac.

— *La mairie de Paris continue à poser problème.*

— J'ai vu Marie-France Garaud le 30 janvier. Elle m'a confirmé que le président, après le Conseil des ministres du 5 janvier, croyait que Michel d'Ornano et Jacques Chirac se retireraient et qu'en conséquence, « *il n'aurait plus à s'occuper de cette affaire de Paris* ». Nouvelle preuve des graves lacunes de son information !

Elle a ajouté que le Premier ministre, sur ordre de l'Elysée, avait cessé de verser au RPR la subvention mensuelle prise sur les fonds secrets de Matignon. C'est la première fois depuis 1958 et cela en dit long sur les mauvais rapports Chirac-Giscard.

Autre indice, l'Elysée multiplie les pressions sur la presse, la radio et la télévision pour que soient menées des attaques incessantes contre Chirac. Leur principal artisan à TF 1 est Patrice Duhamel<sup>127</sup>, dont les chroniques sont inspirées par l'Elysée. D'autres pressions sont exercées sur de nombreux milieux industriels.

Détail amusant : notre conversation ayant lieu chez Marie-France Garaud, dans son salon, elle m'a dit : « *C'est dans votre fauteuil que Poniatowski était assis en 1974 quand nous avons, ici même, mis au point l'opération Chirac qui, en ôtant à Chaban l'appui d'une partie de l'UDR, a permis l'élection de Giscard* ». Je ne lui ai pas demandé si elle regrettait ou non cette manœuvre politique.

---

127 – Chef du service politique et social à TF1.



**2 mars 1977**

— *Giscard n'aurait pas abandonné son idée de développer un fort centre gauche au sein de la majorité.*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Aymard Achille-Fould, ancien ministre de Pompidou et de Giscard. Il est député de la Gironde et appartient au centre gauche, bien qu'il soit un grand bourgeois particulièrement fortuné. Il a été chargé par le président, il y a un an environ, de constituer un mouvement centriste de gauche pour essayer de rallier autour de lui l'aile gauche de la majorité, ainsi que des membres de l'opposition opposés au programme commun. Sa tâche devait surtout s'effectuer dans la région du Sud-Ouest, probablement plus disposée que toute autre à appuyer une initiative de ce genre. Pour cela, il reçoit l'aide de l'Elysée et celle du Premier ministre, avec lequel il est en excellents termes.

Cela dit, il est en désaccord avec la stratégie du président. Il estime que si des réformes sont nécessaires, il ne convient pas de combattre systématiquement le RPR. Dans l'ensemble, malgré ses relations avec les hommes au pouvoir et compte tenu de sa sensibilité personnelle, il se situe plus près de Chirac que de Giscard. Comme il a l'occasion de rencontrer souvent ses amis de l'Elysée, en particulier le secrétaire général Jean François-Poncet, il lui a dit, voici quelque temps, qu'il lui paraissait nécessaire d'envisager ce qui se passerait si Chirac devenait maire de Paris. Il a eu la surprise de s'entendre répondre que s'il tenait à garder de bonnes relations avec le président, il devait savoir qu'il n'était pas possible d'émettre cette hypothèse devant lui, qui se refuse à l'envisager et qui se tient prêt à tout pour empêcher qu'elle se réalise.

Achille-Fould en a conclu avec bon sens et l'a dit à François-Poncet que dans ces conditions, le président risquait de ne plus être entouré que de courtisans affirmant ce qu'il souhaite entendre, et que c'était la pire des situations pour un homme au pouvoir. Ce qu'il est intéressant de noter, c'est que la violence des ressentiments du président à l'encontre de Chirac prouve que ses réactions ne résultent pas seulement, comme on le prétend parfois, de l'influence du ministre de l'Intérieur, mais aussi de son propre jugement. Il est évident, en tout cas, qu'il cherche par tous les moyens à éliminer Chirac de la vie politique nationale.

Au surplus, Achille-Fould, qui est en très bons termes avec Olivier Guichard, a eu l'occasion de bavarder récemment avec lui. Guichard lui a raconté l'un de ses derniers entretiens avec le président, qui lui a dit nettement: « *Je considère que vous avez échoué dans la mission que je vous avais confiée en vous nommant ministre d'Etat coordinateur de la majorité. Vous deviez m'amener les gaullistes et jamais ils n'ont été plus loin de moi. Ce que je vous demande maintenant et c'est pratiquement la condition de votre maintien au gouvernement, c'est d'effectuer une scission au sein du RPR afin d'isoler Chirac et de conduire le plus possible de députés à le quitter pour se rallier à moi* ».

Achille-Fould, en bon provincial, en a conclu que les hommes politiques parisiens étaient complètement fous. Même si son jugement est un peu sommaire, il ne manque pas d'une certaine justesse.

Les élections municipales des 15 et 20 mars se traduisirent par une large victoire des listes de l'union de la gauche, qui recueillirent 50,8 % des suffrages exprimés contre 41,9 % à celles de la majorité. À Paris, toutefois, les listes de Jacques Chirac l'emportèrent haut la main.

### **20 mars 1977**

— *Les affaires électorales évoluent-elles comme Giscard d'Estaing l'imaginait?*

— Georges Broussine a déjeuné avec Melle Grapmayer, membre du service de presse de Matignon et amie de Mme Barre. Elle pense que Giscard prépare une manœuvre dans laquelle Barre paraît devoir le suivre: reprendre son idée d'un parti du président regroupant les trois partis de la majorité; faire de Chirac le secrétaire général de ce parti, ce qui peut paraître peu réalisable; confier la direction politique des élections au Premier ministre, ce qui n'est peut-être pas une très bonne idée, compte tenu de son inexpérience politique.

Cette tactique viserait à mettre une fois de plus Chirac au pied du mur, à le faire se prononcer pour ou contre le président.

### **21 mars 1977**

— *Les choses ne s'arrangent toujours pas entre Giscard et Chirac.*

— D'après des informations qui viennent de l'entourage du président et de celui du Premier ministre au lendemain du deuxième tour des élections municipales, il semble que Barre n'ait pas l'intention de procéder dès maintenant à un remaniement ministériel. Quant à l'hostilité de l'Élysée et de Matignon à l'encontre de Chirac, elle n'est pas calmée et peut-être même a-t-elle été aggravée par la victoire du parti de celui-ci à Paris.

Toutefois, l'idée de créer une sorte de parti du président se confirme, ce qui s'explique toujours dans une large mesure par le désir de limiter les possibilités d'action de Chirac.

Tout cela est l'indice que vingt-quatre heures après la sévère leçon qui leur a été donnée par le corps électoral, les sentiments et les idées des dirigeants de la majorité ne se sont pas sensiblement modifiés.

*Le 25 mars, Jacques Chirac fut élu maire de Paris.*

### **27 mars 1977**

— *Les élections municipales n'ont donc pas constitué un succès pour la majorité.*

— Au cours de deux conversations avec Edgar Faure, les 23 et 24 mars, celui-ci m'a donné ses appréciations sur la situation. Personnellement, il a été affecté par son propre échec à Pontarlier.

Il a vu Giscard d'Estaing le mardi 22 et estime qu'il n'a tiré aucun enseignement de ces élections. Giscard pense même qu'elles auraient attesté la justesse de sa politique en vue du changement. Il paraît avoir renoncé à un rapprochement avec les socialistes, qu'il juge maintenant impossible, ce qui confirme qu'il l'a un moment cru possible. Il a réaffirmé qu'il s'engagerait à fond contre la gauche en 1978 et que son engagement apporterait plusieurs points à la majorité — dans son entourage, on dit 4 %, ce qui devrait permettre à la majorité de l'emporter.

Edgar Faure considère cette analyse comme peu convaincante. Il trouve que le président est affaibli, juge mal et que la vraie solution au problème de la majorité serait le départ de Giscard.

**30 mars 1977**

— *Sait-on quelque chose sur l'entretien que le président a eu hier avec le nouveau maire de Paris ?*

— J'ai vu Marie-France Garaud ce matin. Sans me raconter en détail leur récente conversation, elle m'a donné des indications qu'il est intéressant de noter, en attendant des informations plus détaillées.

Sur le plan personnel, la conversation s'est déroulée courtoisement, sans récriminations ni sous-entendus. À cet égard, ce fut une prise de contact facile.

En ce qui concerne la préparation des élections législatives, Giscard a insisté sur la nécessité d'un pacte majoritaire et il s'est efforcé d'amener Chirac à reconnaître la nécessité d'une organisation de la majorité. Il a renouvelé sa croyance en un succès suffisant du plan Barre pour calmer un grand nombre de mécontents et diminuer l'audience de l'opposition. Il a expliqué que lorsque les Français seraient mis clairement par lui-même en face d'un choix décisif, il suffirait de leur parler le langage de la raison pour leur faire comprendre quel était leur véritable intérêt, et par conséquent pour assurer, de justesse sans doute, la victoire de l'actuelle majorité. Giscard a donc renouvelé ce qui est sa vue classique depuis son élection à la présidence et qui consiste essentiellement à croire qu'en procédant à certains changements, en pratiquant une politique économique aussi bonne que possible et en s'adressant avec talent et conviction aux Français, cela pourrait les empêcher de pencher vers l'union de la gauche.

Chirac n'a pu que répondre que cette analyse ne lui paraissait pas suffisante, que le combat contre l'union de la gauche était essentiellement un combat politique, à conduire par des moyens politiques avec une forte volonté, et que les effets du plan Barre, aussi bon que soit celui-ci, ne seraient pas suffisants pour gagner les élections. Il a insisté sur la nécessité de passionner et de dramatiser la lutte, de ne faire aucune concession à la gauche et surtout de donner l'impression d'une volonté de ne pas céder et de vaincre. En somme, a-t-il ajouté, il faut essayer de renouveler, au niveau national, ce qui a été tenté et a assez bien réussi à Paris.

Cette opposition entre les deux hommes dans l'analyse de la situation politique n'est pas nouvelle puisque c'est l'une des causes du départ de Chirac du gouvernement en août 1976. Si leur rencontre a été bonne en apparence et va probablement empêcher le renouvellement d'affrontements trop vifs à l'intérieur de la majorité, elle n'a donc réglé aucun problème de fond.

L'impression que Chirac a retirée de cette conversation est que le président est sinon résigné à la victoire de l'union de la gauche, du moins incrédule quant à la possibilité de l'empêcher. Il a dit à peu près à Chirac : « *Si les Français faisaient un mauvais choix, la gauche accéderait au pouvoir pour dix ans et la France serait complètement ruinée au bout de ces dix ans* ». Mais ce qui a frappé Chirac, c'est que le président, évoquant cette vision dramatique, l'a fait sur un ton très calme, relativement désabusé. Chirac en a tiré la conclusion que ce n'est pas en montrant un tel état d'esprit que Giscard peut espérer galvaniser d'abord ses propres troupes, ensuite la majorité, enfin l'ensemble de la population.

Il semble que Chirac ait résolu de ne pas attaquer ou contrarier le président et encore moins de s'opposer au Premier ministre et au plan Barre, dont il souhaite le succès, car il en comprend l'importance. Mais en ce qui concerne l'organisation de la majorité et la manière dont les partis politiques devront mener le combat contre l'union de la gauche, il a ses propres idées, sa propre stratégie et il n'est nullement disposé à se laisser imposer des arbitrages et une méthode qui ne peuvent, à son avis, que conduire à l'échec. On risque donc de retrouver, dans un certain temps, de nombreux problèmes quant au fonctionnement de la majorité. Sauf si le président et le Premier ministre étaient disposés à abandonner certaines de leurs analyses, hypothèse qui n'est nullement exclue, même si on la considère comme peu probable. En définitive, on peut dire que si rien ne s'est aggravé, rien non plus ne s'est fondamentalement arrangé ou modifié.

*Le 29 mars, le gouvernement fit l'objet d'un important remaniement.*

**12 avril 1977**

*— Le nouveau gouvernement semble être assez mal accueilli.*

— On s'en montre surpris à Matignon. J'ai eu ce matin une conversation avec Georges Broussine qui, il y a quelques jours, avait lui-même longuement conversé avec le directeur de cabinet du Premier ministre, Daniel Doustin.

Celui-ci lui a confirmé que lors de la constitution du nouveau gouvernement, Raymond Barre avait obtenu pratiquement tout ce qu'il voulait : à la fois le départ des trois ministres d'Etat, en particulier celui de Poniatoski ; l'absence de Jean-Jacques Servan-Schreiber au gouvernement, dont le président voulait pourtant refaire un ministre, et même à un poste important ; enfin, l'élimination de Françoise Giroud, motivée non seulement par l'affaire de sa fausse décoration<sup>128</sup>, mais surtout en raison de l'hostilité du RPR à son maintien au gouvernement. Le seul point sur lequel il a dû céder a été la nomination de Jacques Dominati comme secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, car le président lui avait fait une promesse formelle sur laquelle il lui était impossible de revenir.

Le problème des relations avec Chirac paraît à Doustin résolu. C'est d'autant plus notable que, lié à Chaban-Delmas, Doustin s'était montré jusqu'ici fortement hostile à Chirac. Il a dit, en propres termes, qu'une issue favorable de la situation française pourrait être envisagée s'il était possible de constituer un tandem de travail commun entre Barre et Chirac. Mais il a ajouté aussitôt que ce tandem serait très difficile à former pour trois raisons : Barre comprend mal les problèmes strictement politiques, auxquels il s'intéresse d'ailleurs peu ; le président ne supporterait certainement pas la constitution de ce tandem ; enfin, on se demande à Matignon si Chirac le souhaite. On pense en effet que Chirac doit estimer que plus il prend ses distances avec le gouvernement et le Premier ministre, plus il renforce sa position personnelle.

**15 avril 1977**

— *Les affaires s'arrangent-elles un peu entre Giscard et Chirac ?*

---

128 – Lors de la campagne des élections municipales, Françoise Giroud s'était attribuée une médaille de la Résistance dont on apprit tout de suite qu'elle ne lui avait jamais été décernée, d'où son échec électoral.

— J'ai eu hier une longue conversation avec Yves Guéna, le délégué national du RPR et en fait, avec Juillet et Marie-France Garaud, le principal collaborateur politique de Chirac. Il ne croit pas à une crise grave à propos de l'Europe, pour peu que le président veuille bien accepter quelques concessions donnant au RPR les apaisements qu'il souhaite. Guéna explique que le RPR est décidé à combattre durement la gauche et il est bien conscient de la nécessité de renouveler les arguments utilisés jusqu'ici contre elle. Malheureusement, ajoute-t-il, la position du président est toute différente. Il est en effet guidé par deux stratégies simultanées. La première est de s'engager pour que la majorité gagne les élections, mais la deuxième est d'agir de manière à pouvoir rester au pouvoir dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche. Or, dit Guéna, « *il n'est pas possible de livrer un combat politique efficace lorsqu'on est engagé dans deux stratégies contradictoires, l'une pour essayer de l'emporter et l'autre pour voir comment s'arranger si l'on perd* ».

## **21 avril 1977**

— *Giscard n'a-t-il pas modifié son point de vue sur la façon d'aborder les prochaines élections législatives?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Marie-France Garaud et comme nous avons le temps et qu'elle est aujourd'hui plus libre que lors des semaines très chargées de la campagne électorale de Paris et des journées suivantes, elle a pu me raconter d'une manière plus précise la conversation que Giscard a eue avec Chirac quand celui-ci était allé le voir en sa qualité de nouveau maire de Paris.

Concernant la manière dont il voulait préparer les élections, le président lui a dit qu'il avait longuement réfléchi à la manière de faire, qu'il était profondément persuadé qu'une amélioration de la situation économique exercerait une influence certaine sur le choix des électeurs, d'où la nécessité d'appuyer le plan Barre, et qu'ensuite il conviendrait d'expliquer aux Français la gravité du choix qu'ils allaient faire. Il a ajouté qu'il entendait bien, dans les mois précédant les élections, s'engager lui-même dans cette confrontation d'idées, et qu'il expliquerait que le bon choix pour la France consistait à rester fidèle à la

société libérale actuelle, par conséquent à repousser la société que veut promouvoir l'union de la gauche.

Il a insisté sur sa confiance en l'intelligence des Français. Il était certain qu'en leur parlant d'une manière raisonnable de ces problèmes, ils comprendraient où est leur intérêt. Dans ces conditions, il se refusait absolument à dramatiser la campagne, comme il en recevait le conseil de divers côtés. *« Je sais, a-t-il dit, que cette analyse n'est pas celle de tout le monde, en particulier pas la vôtre. Votre analyse est celle de la nécessité d'un combat politique plus dramatique, plus violent, plus net dans son engagement. Je respecte cette manière de voir, mais j'ai bien réfléchi, je ne l'adopterai à aucun prix. Cela dit, je ne suis nullement certain que nous allons gagner les élections. Il arrive, dans la vie des peuples, que ceux-ci fassent un choix suicidaire. En France, par exemple, si le choix de l'union de la gauche était fait, il aboutirait à détruire l'économie française. Ce serait dramatique, mais je n'aurais personnellement aucun reproche à me faire, j'aurais agi selon ma conscience et en pensant que les choses qui devaient être faites de mon côté auront été faites. Je sais aussi que si l'union de la gauche triomphait, je ne pourrais pas rester au pouvoir. J'essaierais pendant quelque temps, dans la mesure du possible, de limiter les dégâts, mais je n'y parviendrais pas longtemps ».*

Le président émettait ce diagnostic sur un ton calme, un peu à la manière d'un exposé académique et Chirac se rendait compte, en l'entendant, que son caractère et ses inclinations personnelles le tenaient bien éloigné de tout ce qui pouvait ressembler à une lutte politique acharnée contre un adversaire qui lui livre pourtant un combat politique acharné. Dans ces conditions, il ne restait évidemment à Chirac qu'à lui répéter les raisons pour lesquelles il ne pouvait pas partager cette analyse. C'est sur la constatation de leur désaccord à la fois total et cordial que les deux hommes s'étaient séparés, non sans que Giscard ait confié à Chirac qu'il serait très heureux de le revoir pour continuer à discuter de ces problèmes.

J'ai eu l'occasion de dire à Marie-France Garaud que le garde des Sceaux, Alain Peyrefitte, maintenait un contact constant avec le président et qu'il était possible que l'intimité qui semble s'être établie entre



eux prélude à une éventuelle désignation de Peyrefitte comme Premier ministre dans l'hypothèse où Barre connaîtrait des difficultés rendant nécessaire un changement de gouvernement. J'ai ajouté que Peyrefitte pourrait faire un Premier ministre facilement accepté par les trois partis de la majorité et sous les ordres duquel il ne serait peut-être pas impossible de constituer un gouvernement plus politique, réunissant des personnalités de premier plan. Elle n'a pas été en désaccord avec cette analyse, tout en émettant des doutes sur la qualité d'un tel choix, étant donné que si l'intelligence de Peyrefitte n'est pas en cause, son caractère est au contraire de nature à susciter des inquiétudes par sa faiblesse, comme on a pu le voir en 1968.

En ce qui concerne les projets actuels de Chirac, Marie-France Garaud estime qu'il se rend compte de sa situation très inconfortable. D'une part, il ne peut pas combattre ouvertement le président. D'autre part, dans la mesure où il semble plus ou moins solidaire du président, son crédit dans le pays au lieu d'augmenter diminue. C'est ce qui le rend en ce moment particulièrement nerveux, car il voit ce qui ne va pas et ne voit pas ce qu'il faudrait faire pour en sortir. Aussi a-t-il décidé de rappeler Pierre Juillet, en ce moment dans la Creuse et de retour demain. Chirac a l'intention de passer une partie du prochain week-end avec elle et Juillet pour envisager ce qu'il conviendrait de faire.

Il semble que Marie-France Garaud et Pierre Juillet pensent que le gouvernement, qu'il ne faut à aucun prix renverser, sera usé à l'automne. À ce moment-là, le président devrait constituer un grand ministère de salut public, dramatiser la situation et procéder à des élections dès novembre. Ils envisagent même que ce ministère soit présidé par Chirac et composé de Raymond Barre comme ministre des Finances ainsi que de personnalités comme Michel Debré, Couve de Murville, Chaban-Delmas, Edgar Faure et Michel Poniatowski, la seule condition étant que Chirac jouisse d'une liberté de manœuvre suffisante pour diriger la bataille politique, en sa double qualité de chef du RPR et de chef du gouvernement.

C'est sur ce schéma qu'ils vont réfléchir tous les trois, un schéma séduisant sur le papier et qui ne manquerait pas de frapper l'opinion. Reste à savoir s'il est réalisable et aurait l'efficacité espérée.

**31 mai 1977**

— *Il semble que Giscard soit de plus en plus isolé.*

— J'ai vu récemment François Gadot, qui a déjeuné avec Jean-Jacques Servan-Schreiber et Philippe Grumbach, rédacteur en chef de *L'Express* et ami de Giscard... Grumbach, qui pense à quitter *L'Express*, a critiqué très sévèrement Giscard, ce qui était inattendu, et fait l'éloge des capacités politiques de Chirac, ce qui était encore plus inattendu. Parlant de quelques initiatives malheureuses de Giscard, il a conclu: « *Il est fou* » – ce qui en dit long, en effet, sur l'isolement politique du président.

\*  
\*   \*   \*

**2 juin 1977**

— *La stratégie du président pour les élections législatives de l'an prochain s'est-elle modifiée ?*

— Le secrétaire général adjoint à l'Elysée Yves Cannac et l'un des collaborateurs du Premier ministre ont organisé hier soir, avec quelques spécialistes des problèmes politiques, dont notre ami Branko Lazitch, une réunion qui a duré trois bonnes heures pour savoir ce que la gauche ferait si elle arrivait au pouvoir en 1978. Il est d'ailleurs assez caractéristique que des collaborateurs importants du chef de l'Etat et du Premier ministre réfléchissent actuellement plus à l'attitude à adopter si la gauche parvient au pouvoir qu'à ce qu'il faudrait faire pour l'empêcher d'y accéder.

Selon l'exposé d'Yves Cannac, qui reflète fidèlement la pensée politique du président, l'immense majorité des Français se situe au centre, soit au centre-gauche, soit au centre-droit et ne souhaite pas de changement révolutionnaire. À gauche de ce centre, se trouvent les communistes et à droite, les gaullistes. Ce que le président aurait souhaité, c'était de gouverner avec le centre contre d'un côté les gaullistes qu'il persiste à confondre avec la droite et de l'autre, les communistes.

C'est là où l'analyse du président est particulièrement intéressante. D'après Cannac, Giscard estime que Mitterrand a bien compris la

manière dont se pose le problème et qu'en construisant un Parti socialiste plus fort que le Parti communiste, il a rendu possible la conjonction ultérieure des deux centres, en formant un centre-gauche plus puissant que le Parti communiste. Et, dit le président, « *là où Mitterrand a réussi, nous, nous avons échoué, c'est-à-dire que nous n'avons pas réussi à organiser un centre-droit plus fort que les gaullistes, qui se sont au contraire renforcés. La raison en est que nous n'avons pas combattu les gaullistes avec assez de vigueur et de détermination. Quand nous aurons réduit le RPR, Chirac, etc., à n'être plus qu'une force d'appoint ou qu'une petite opposition, les conditions seront réunies pour faire gouverner ensemble le centre-gauche que Mitterrand représente et le centre-droit* », qui s'incarne dans la personne du président.

Je crois que rarement la pensée politique de Giscard a été présentée avec une telle netteté. On comprend, dans ces conditions, les raisons pour lesquelles il est absolument utopique d'imaginer une réconciliation entre Giscard et Chirac. On comprend aussi pourquoi, même s'il constate que c'est actuellement impossible, Giscard entend trouver un jour avec Mitterrand un accord conforme au bien du pays.

Le problème n'est pas, pour le moment, de juger si cette analyse est exacte ou erronée. Personnellement je la trouve tout à fait fautive. Il est de bien comprendre la pensée présidentielle et d'en tirer des enseignements pour l'avenir.

\*  
\*   \*  
\*

**9 juin 1977**

— *Raymond Barre est-il satisfait de son nouveau gouvernement ?*

— J'ai vu Achille-Fould, l'ancien secrétaire d'Etat de Chirac aux PTT, puis aux Forces armées. C'est un ami de Barre. Celui-ci lui a raconté que Giscard lui avait imposé comme ministres Haby et d'Ornano<sup>129</sup>, que lui-même ne voulait pas reprendre après leur échec

---

129 – René Haby avait été nommé ministre de l'Éducation nationale et Michel d'Ornano, ministre de la Culture et de l'Environnement.

électoral. Barre est à la fois mécontent et agacé par le président, mais il n'ose presque rien lui dire, il le craint.

— *Où en est Giscard avec les Soviétiques ?*

— J'ai rencontré Louis Delamare, le chef du service de presse du Quai d'Orsay. Il rentrait de Moscou où il a accompagné le ministre des Affaires étrangères Louis de Guiringaud. Il est gaulliste. Il constate que les Soviétiques ont fait de grands efforts pour séduire les Français. Il dit aussi que Giscard connaît bien une série de dossiers, mais qu'il est un très mauvais négociateur, car il cède toujours. Delamare m'a confirmé que le président ne veut pas que Brejnev rencontre Chirac lors de sa prochaine venue à Paris. Chirac le verra sans doute tout de même, à l'Arc de Triomphe.

### **26 juillet 1977**

— *Les attaques des giscardiens contre Chirac et les gaullistes redoublent.*

— Marie-France Garaud explique le renouveau de ces attaques par la remontée en force de Poniatowski, auquel le président songerait pour un poste de conseiller politique à l'Élysée. Elle dit aussi que l'attitude plus hostile envers Chirac adoptée par Giscard, Poniatowski et Soisson, résulte de la certitude qui les habite à présent d'une défaite de la gauche. Ils pensent donc qu'ils peuvent vaincre la gauche sinon sans Chirac, du moins en limitant au minimum son influence.

Le 14 septembre, Robert Fabre et les radicaux de gauche se retirèrent des négociations ouvertes avec les socialistes et les communistes dans le cadre de l'union de la gauche. François Mitterrand et le Parti socialistes achèveront de rompre l'union de la gauche une semaine plus tard.

### **23 septembre 1977**

— *Le retrait de Robert Fabre et de ses amis radicaux de l'union de la gauche doit arranger les affaires de Giscard et de la majorité.*

— J'ai préparé la déclaration que Jacques Chirac a faite hier à *France Inter*, ensuite à *TF 1* et qui a été reproduite intégralement par *Le Figaro* d'aujourd'hui. Cette déclaration, qu'il avait entièrement approuvée, s'efforce de tirer quelques enseignements de l'amenuisement de l'union de la gauche.

En ce qui concerne les radicaux de gauche, ils ont sans aucun doute obéi à un mouvement qu'on pourrait qualifier de sincérité civique. Ils ont certainement aussi, sous des pressions diverses, reconsidéré une partie de leurs positions, car ils ont craint, devant une union socialo-communiste, d'être à peu près complètement privés de représentation parlementaire. En effet, pour obtenir celle-ci, il aurait fallu que le radicalisme, stimulé par l'initiative des radicaux de gauche, soit capable de refaire son unité. Cela non seulement lui aurait permis de garder un nombre appréciable de suffrages dans tout le Sud-Ouest où il est le mieux implanté, mais encore lui aurait valu le ralliement de nombre d'électeurs refusant de voter pour la majorité ou ses alliés et refusant en même temps l'union de la gauche. Malheureusement, cette reconstitution de la famille radicale, qui cette fois aurait fait la part belle aux radicaux de gauche, est absolument impossible, le président du Parti radical étant Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui a été la cause directe du départ des radicaux de gauche du parti. Il est tout à fait exclu qu'ils puissent y revenir tant qu'il le préside.

La situation aurait été très différente si, il y a deux mois, Edgar Faure avait été porté à la présidence du Parti radical, car lui était bien placé pour trouver un accord soit complet, soit partiel avec les radicaux de gauche. On mesure mieux à présent la responsabilité du président de la République, qui n'a pas voulu de l'élection d'Edgar Faure à la tête du Parti radical et qui, pour l'empêcher, a apporté son soutien à Jean-Jacques Servan-Schreiber. Erreur politique d'autant plus grave qu'elle était inspirée par des mobiles qui ne sont pas du niveau d'un chef d'Etat : le principal reproche qu'adressait Giscard à Edgar Faure était qu'il entretenait des relations trop étroites avec Jacques Chirac.

Cette prise de position personnelle du chef de l'Etat dans les circonstances présentes se révèle lourde de conséquences politiques. C'est lui-même, par sa passion et ses ressentiments, qui empêche que ne se produise, après les élections de 1978, d'une part cet élargissement de la majorité qui aurait pu être possible avec un homme comme Edgar Faure, et d'autre part la neutralité plus ou moins bienveillante d'un nombre suffisant d'anciens radicaux de gauche à l'égard de la majorité.

Il faut signaler enfin les maladroites avec lesquelles la plupart des responsables politiques de la majorité ont commenté l'attitude des radicaux de gauche. Des maladroites qui s'expliquent par le fait qu'un certain nombre de ces responsables, sous l'influence de Giscard d'Estaing, persistent à croire qu'il est possible de séparer les socialistes et les radicaux de gauche des communistes, alors que les événements qui se déroulent montrent que, malgré les soubresauts, cette union, pour des raisons électorales et pour des intérêts personnels évidents, ne peut pas être rompue avant les élections législatives de l'an prochain.

#### **4 octobre 1977**

— *Les giscardiens ont donc eu raison, les socialistes et les communistes ont fini par se séparer.*

— Je m'en suis entretenu dernièrement avec Pierre Juillet et Marie-France. Ils considèrent, avec raison je le sais, que la rupture n'a pas été voulue, mais subie par François Mitterrand. Ils en concluent que l'analyse de Giscard d'Estaing et des giscardiens dans leur ensemble, qui prétendaient que les socialistes rompraient et pourraient ensuite se rapprocher un peu de la majorité, a été totalement erronée.

La cause fondamentale de leur erreur est qu'ils se trompent complètement sur ce qu'est aujourd'hui le Parti socialiste, dans lequel ils persistent à voir un parti plus ou moins social-démocrate, alors qu'il est devenu, pour l'instant et pour l'essentiel, un parti révolutionnaire.

#### **25 octobre 1977**

— *Voilà qu'on parle d'un prochain changement à la tête du ministère des Affaires étrangères.*

— Georges Broussine, qui a accompagné Louis de Guiringaud et Louis Delamare, son chef du service de presse au ministère, raconte que les relations du ministre avec Giscard sont en effet devenues très tendues. Giscard lui reproche l'échec de son voyage en Afrique australe, dont il attribue à lui seul la responsabilité. En outre, il a été très choqué, ce qui ne surprend pas quand on connaît son caractère, par la réponse que Guiringaud a faite à un journaliste qui lui demandait,

au moment des incidents de Tanzanie<sup>130</sup>, si son retour avait été délibéré avec le président de la République. Guiringaud avait répondu qu'il n'avait pas l'habitude, lorsqu'il estimait que l'honneur de la France était en cause, de demander à qui que ce soit son opinion sur ce qu'il devait faire.

À la suite de ces difficultés, il paraît que le ministère des Affaires étrangères changera de titulaire lors du premier remaniement. Mais Guiringaud, qui ne manque pas de caractère, semble se moquer complètement de ce qui peut lui arriver, estimant qu'en la circonstance, il n'a fait que son devoir.

### 27 octobre 1977

— *L'attitude de Giscard face aux Soviétiques continue à poser problème.*

— J'ai déjeuné hier avec Pierre-Christian Taittinger, mais comme nous avions quelqu'un d'autre avec nous, je n'ai pas pu avoir avec lui, sur les problèmes du désarmement dont il est officiellement chargé, une conversation aussi étendue que je l'aurais souhaité.

Comme je lui demandais de m'expliquer la raison pour laquelle le président se lançait dans une politique touchant le désarmement, il m'a répondu d'une façon très nette et spontanée: « *Il s'agit d'une initiative de politique intérieure* ».

Il m'a alors expliqué que le président, en se saisissant de la question du désarmement, avait pour objectif de ne pas permettre à la gauche, d'ici aux élections, de s'en emparer pour l'utiliser de façon démagogique auprès de l'électorat. En ayant pris lui-même l'initiative d'en parler et en se proposant de présenter des propositions à cet égard, son premier but n'est donc pas de faire avancer rapidement les négociations vers une solution, mais tout simplement d'empêcher l'union de la gauche de s'en servir dans la campagne électorale. C'est pourquoi il n'a pas estimé opportun jusqu'ici de donner plus de précisions.

Cela dit, mon interlocuteur a ajouté que les idées du gouvernement

---

130 – En août 1977, devant visiter la Tanzanie, Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, avait été hué, sans que les policiers interviennent lors de sa descente d'avion à l'aéroport de Dar-el-Saalam, par des manifestants hostiles à la politique de la France vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Le ministre avait aussitôt annulé sa visite et rebroussé chemin.

sur ce sujet étaient loin d'être fixées. Il imagine que l'effort du président tendra à engager une discussion sur une base globale, c'est-à-dire avec un nombre suffisant de nations pour que la discussion ne soit pas dominée soit par l'URSS, soit par les Etats-Unis.

Je lui ai posé le problème de la participation de la France aux discussions internationales engagées sur le désarmement et dont elle est absente. Il m'a répondu que d'après ses informations, il paraissait pour le moment peu probable qu'on décide d'y prendre part.

En conséquence, ce qu'il y a de vague dans les explications de Taittinger semble bien confirmer sa première affirmation, à savoir que ce sont seulement des mobiles de politique intérieure qui ont guidé la démarche du président de la République.

### **28 novembre 1977**

— *Raymond Barre bénéficie-t-il toujours autant de la confiance du président de la République ?*

— En divers endroits, notamment dans les milieux dirigeants du RPR et chez Edgar Faure, on fait état de difficultés entre Giscard et le Premier ministre.

Il semble que Giscard soit déçu par les résultats de la politique économique de Barre et qu'il éprouve le désir, ce qu'on peut comprendre, de s'en dissocier partiellement. Il ne serait pas non plus très satisfait du comportement personnel de Barre, qui suscite des critiques assez sévères dans plusieurs milieux. On lui reproche, en particulier, sa tendance de plus en plus marquée à considérer qu'il détient seul la vérité et à supporter de plus en plus mal les critiques. Certaines de ses décisions, par exemple sur le récent blocage des prix, n'auraient pas non plus recueilli l'entière adhésion du président.

Les observateurs politiques les plus objectifs semblent en tout cas d'accord pour constater un refroidissement dans les relations entre les deux hommes.

— *Les intentions du président vis-à-vis de Chirac étant ce qu'elles sont, comment celui-ci va-t-il réagir ?*

— Je viens d'avoir une très longue conversation avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud sur les perspectives politiques telles qu'ils les



voient à l'heure actuelle, ce qui revient à dire que tel est le point de vue de Jacques Chirac.

Ils pensent que le président de la République et Raymond Barre sont de plus en plus décidés, à l'occasion des élections législatives, à faire le maximum d'efforts pour diminuer l'importance du RPR à l'intérieur de la majorité. C'est-à-dire, comme lors de la bataille pour la mairie de Paris, à se battre sur deux fronts à la fois, contre Chirac et contre la gauche. À leurs yeux, cette nouvelle bataille peut être facilement gagnée par le président : à Paris, d'Ornano n'était assez fort ni face à Chirac, ni face à la gauche, tandis que sur le plan national, le poids politique de Giscard et son titre de président peuvent lui permettre d'infliger des coups sérieux au RPR et à son chef.

Ainsi s'explique l'ensemble des pressions actuellement exercées sur les préfets, dans les circonscriptions, sur les candidats, auprès des moyens de communication de presse, radio et télévision, pour limiter au maximum l'écho donné aux interventions de Chirac, et au contraire pour le critiquer. L'Association pour la presse et la démocratie de Michel Bassi constitue l'un des instruments privilégiés de cette bataille et des spécialistes ont calculé que la publicité faite dans la presse aux livres récemment parus contre Chirac avait coûté environ trois millions de francs. En outre, quand on sait que la plupart des éditeurs ayant publié ces livres sont dépourvus de grands moyens matériels, on en conclut que l'argent est sans doute venu directement ou indirectement des fonds spéciaux de l'Elysée.

À titre confidentiel, je note que l'une des collaboratrices les mieux informées de ce qui se passe à la direction du Parti républicain, auquel elle appartient, m'a elle-même indiqué que le président de la République avait fait téléphoner par Jean François-Poncet à Gustave Thorn, président du Conseil du Luxembourg, pour lui demander de limiter au maximum les interventions de Chirac à Radio-Luxembourg. Thorn lui a répondu qu'il n'accepterait jamais d'effectuer une telle intervention et il lui a fait observer que jamais, ni le Premier ministre de Grande-Bretagne, ni aucun de ses homologues de Belgique, des Pays-Bas ou d'Allemagne, ne lui avait adressé une pareille demande. Mon informatrice m'a en outre indiqué que Jean Farran, principal

responsable politique de Radio-Luxembourg et dont les attaches avec Chirac sont connues, était en butte, de la part de l'entourage du président de la République, à des attaques incessantes, prélude à son élimination de ce poste avant les élections.

Autre fait intéressant: Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du Parti républicain, est intervenu, sur ordre de l'Elysée, auprès de son adjoint Jacques Douffiagues et d'Alain Griotteray, le délégué national du parti pour la préparation des élections législatives. Il leur a demandé de remettre en cause nombre d'accords électoraux négociés entre les formations de la majorité, car il juge trop belle la part faite au RPR. « *Nous devons recommencer, a-t-il précisé, ce que le président Antoine Pinay a fait quand il a cassé le RPF du général De Gaulle au lendemain des élections de 1951 en attirant à lui un nombre important d'élus gaullistes* ».

Griotteray et Douffiagues, qui avaient dirigé ces négociations, ont protesté et menacé de démissionner, si bien que Soisson a dû faire machine arrière. Une telle prise de position en dit toutefois long sur la volonté présidentielle de mener la bataille contre le RPR.

### **23 décembre 1977**

— *Les critiques contre Giscard semblent s'amplifier.*

— J'ai eu une longue conversation avec Roger Frey, qui sortait d'une audience de quarante-cinq minutes avec le président. Celui-ci lui a dit être pleinement conscient des risques d'une victoire de la gauche aux élections législatives, et être décidé à faire ce qu'il fallait pour l'empêcher. Mais Giscard lui a aussi montré ses inquiétudes sur la méthode à utiliser pour aboutir à un tel résultat. Il lui paraissait difficile de se comporter en chef de parti et il cherchait une méthode pour intervenir dans la campagne à son niveau de chef de l'Etat.

À ce sujet, il a dit à Roger Frey qu'il avait relu tous les discours du général De Gaulle et de Georges Pompidou en leur qualité de chefs de l'Etat lors des précédentes campagnes électorales. Et il a laissé entendre qu'il n'y voyait pas beaucoup plus clair sur ce qu'il devait faire. Il a donc demandé à Roger Frey de réfléchir à cette question, car autant il est décidé à intervenir, autant il est incertain quant aux moyens à employer.

À la suite de cette conversation, nous avons échangé diverses réflexions qui devraient permettre à Roger Frey de rédiger une note pour le président. Il m'a demandé de lui résumer mes idées par écrit, ce que je vais faire.

### **25 janvier 1978**

— *À mesure que les élections législatives approchent, l'antagonisme se creuse entre Giscard et Chirac.*

— François Gadot, qui entretient d'excellents rapports avec le secrétaire général de l'Élysée Jean François-Poncet, l'a vu hier et a été surpris par la violence de ses propos. François-Poncet pense que les élections seront perdues et dit que telle est aussi maintenant l'opinion du président. Il estime que la défaite de la majorité sera dûe en grande partie à l'action de Jacques Chirac, sur lequel il s'est exprimé avec la plus grande sévérité.

Il a aussi directement mis en cause l'entourage de Chirac, en particulier Pierre Juillet et Marie-France Garaud.

*Le 12 mars, lors du premier tour des élections législatives, le Parti communiste recueillit 20,61 % des suffrages et pour la première fois depuis 1936, fut dépassé par le Parti socialiste (22,82 %). L'UDF (21,37 %) fut elle-même distancée par le RPR (22,52 %). Le 19, à l'issue du deuxième tour, la gauche gagna dix sièges et la majorité en perdit seize, mais resta majoritaire avec 137 députés UDF et 153 RPR.*

### **23 mars 1978**

— *Marie-France Garaud confirme-t-elle l'aggravation des rapports entre Chirac et Giscard ?*

— Elle prévoit maintenant trois nouvelles sources de difficultés entre le RPR et le président. D'abord, pour l'élection du président de l'Assemblée nationale, Chaban est le candidat de Giscard contre Edgar Faure, que soutient Chirac. Le vrai but de Giscard, avec la candidature Chaban, est de casser le groupe RPR. À cause de cela, il est prévisible que Chirac va s'engager à fond pour Edgar Faure. Ensuite, l'adoption du scrutin proportionnel pour les prochaines élections législatives, envisagée par Giscard pour rassembler les centres contre le

RPR, suscite évidemment l'hostilité de celui-ci. Enfin, pour l'élection des députés européens, les giscardiens et les socialistes pro-européens vont tenter d'isoler les gaullistes, moins européens, et de montrer qu'au Parlement européen, ceux-ci se trouveront dans une position beaucoup plus faible qu'en France.

Marie-France Garaud pense donc que le conflit interne à la majorité est loin de s'apaiser.

### **28 mars 1978**

— *La victoire électorale de la majorité va sûrement la ressouder.*

— Je viens de voir Yves Guéna, auquel Chirac avait raconté son entrevue du matin avec le président de la République. Elle s'est passée dans une atmosphère courtoise, mais très froide. Le président n'a pas adressé un seul mot de félicitations à Chirac pour cette victoire et pour la façon dont le RPR y a contribué. L'essentiel de la conversation a consisté pour Giscard à parler de la nécessité de l'ouverture à gauche. Il a notamment dit qu'il était très favorable à l'octroi, à l'Assemblée nationale, de présidences de commission parlementaire aux socialistes et aux communistes.

Comme Chirac expliquait que nombre de déclarations et d'actions de l'UDF à l'encontre du RPR n'étaient peut-être pas des plus correctes, Giscard l'a interrompu en disant : « *Ces affaires de partis ne me concernent pas, elles ne sont pas de mon niveau* ».

Il n'a donné aucune précision sur le nom éventuel du prochain Premier ministre, ni sur ce que sera la politique du nouveau gouvernement.

### **31 mars 1978**

— *L'élection du président de l'Assemblée nationale apparaît incertaine.*

— Cette bataille se rattache comme toujours à l'idée centrale de la politique du président qui vise, par divers moyens, à affaiblir le mouvement gaulliste afin de mettre sur pied la possibilité d'un gouvernement par les centres.

L'espoir de Giscard était que lors des élections législatives, le poids du RPR diminuerait très sensiblement. Or, cet espoir a été déçu puisque

le RPR se retrouve avec plus de 150 parlementaires, c'est-à-dire presque le tiers de la nouvelle Assemblée nationale.

Dans ces conditions, le but de la bataille actuelle est d'essayer de diminuer l'influence de Chirac sur son groupe et de montrer que celui-ci n'est pas entièrement à sa dévotion. Le soutien de Giscard à la candidature Chaban contre celle d'Edgar Faure soutenu par Chirac, a pour objet d'apporter cette démonstration. Dans trois jours, le résultat montrera si Chirac et ses collaborateurs ont eu raison de se lancer avec ardeur dans cette bataille.

*Le 3 avril 1978, Jacques Chaban-Delmas fut élu président de l'Assemblée nationale.*

### **5 avril 1978**

— *Les hostilités ne semblent pas s'apaiser entre les giscardiens et Jacques Chirac.*

— J'ai eu aujourd'hui chez moi une assez longue conversation avec Bernard Lehideux, le principal dirigeant du Parti républicain, au sein duquel il travaille depuis plusieurs années. Étant donné mes relations personnelles avec son oncle, l'ancien ministre du maréchal Pétain, nos contacts, même peu fréquents, sont excellents.

Il m'a d'abord dit avec beaucoup de netteté que le but du groupe giscardien était de tout faire pour affaiblir l'influence de Chirac. C'est donc de façon délibérée que les giscardiens ont choisi de soutenir Chaban lors de l'élection à la présidence de l'Assemblée nationale, contre Edgar Faure que soutenait Chirac.

Il ne m'a pas caché que l'explication profonde de cette politique était la perspective de l'élection à la présidence de la République. Giscard étant persuadé que Chirac se portera candidat, il a évidemment tout intérêt à diminuer au maximum son influence dans le pays et il poursuivra cette politique de manière ininterrompue jusqu'en 1981. Il a ajouté qu'il comprenait très bien que Chirac s'efforce de s'y opposer, mais le choix du président est absolument déterminé. Par conséquent, tout espoir d'une réconciliation Giscard-Chirac est, à son avis, absolument vain, sauf si le président avait la certitude que Chirac ne serait pas candidat en 1981.

En ce qui concerne la politique à l'égard du Parti socialiste, Lehideux m'a dit que le président avait compris l'impossibilité de rallier les socialistes, mais qu'une scission dans le parti lui paraissait inévitable. Il pourrait, dans ces conditions, détacher à son profit environ 20 % du Parti socialiste et de son électorat, et porter ainsi l'actuelle majorité à 55 %. Je lui ai fait remarquer d'une part qu'une telle analyse me paraissait contestable, car le Parti socialiste et son électorat avaient beaucoup changé; d'autre part, que cette politique poserait des problèmes avec le RPR, ce qui aurait pour conséquence que ce que le président gagnerait d'un côté, il pourrait le perdre de l'autre.

Lehideux m'a également indiqué que l'une des prochaines batailles que les giscardiens allaient livrer contre le RPR se produirait à l'occasion des élections à l'Assemblée européenne. Il pense que Lecanuet conduira la bataille au nom des giscardiens et que ceux-ci espèrent bien remporter un succès très net sur le RPR et accroître ainsi l'isolement de celui-ci.

Lehideux pense que l'état qui s'est ainsi créé est très redoutable, car il sait qu'il peut en résulter une crise grave, avec dissolution de l'Assemblée nationale à la clé et peut-être, cette fois, une victoire de la gauche. Aussi lui-même s'efforce-t-il, dans la mesure de ses possibilités, ainsi que Soisson, d'éviter l'aggravation des tensions.

En sortant de chez moi, Bernard Lehideux se rendait précisément à la présidence de la République pour dire à l'un des principaux collaborateurs du président, le préfet Riolacci, que ce serait une erreur de remplacer Soisson par Michel d'Ornano à la tête du Parti républicain, car ce choix constituerait une agression caractérisée contre Chirac et provoquerait une sorte de rupture entre les deux partis de la majorité.

En ce qui concerne la réception à l'Elysée de Marchais et Mitterrand, dont je lui disais qu'elle ne me paraissait pas très opportune, il a répondu que Giscard n'entretenait pas d'illusion à ce sujet. Il n'en escomptait aucun résultat positif, mais pensait que pour l'avenir, les gestes de bonne volonté dont il donnait la preuve ne pouvaient qu'être bien compris par l'opinion publique. Elle conclurait qu'il s'efforçait de jouer un jeu démocratique correct à l'égard de l'opposition, alors que celle-ci continuait à refuser la main qui lui était tendue loyalement.

On peut, bien entendu, apprécier d'une autre manière l'initiative du président, mais il est intéressant d'en avoir une interprétation par quelqu'un qui se trouve en contact permanent avec l'Elysée.

### **1<sup>er</sup> mai 1978**

— *Il paraît que Giscard intervient maintenant personnellement auprès des journalistes.*

— Mon ami Georges Broussine a eu une conversation avec Serge Maffert, journaliste au *Figaro*. Lors de l'élection à la présidence de l'Assemblée nationale, le mois dernier, Maffert avait écrit dans *Le Figaro* que Chirac soutenant Edgar Faure, Giscard, pour sa part, soutenait Chaban. Giscard, très mécontent, a téléphoné lui-même à Maffert pour lui dire qu'il n'avait pas à écrire des choses de ce genre sans en demander l'autorisation à l'Elysée. C'est évidemment une position qu'un journaliste, même giscardien, a du mal à comprendre et Maffert a assuré Broussine qu'il n'avait jamais connu une intervention pareille – surtout pas au temps du général De Gaulle, qui ne se serait pas permis de donner un tel coup de téléphone à un journaliste.

Maffert et Broussine en concluaient que le libéralisme avancé de Giscard était un libéralisme très curieux, ce qui confirme de plus en plus l'allure personnelle de la présidence Giscard.

### **29 mai 1978**

— *Qu'est-ce qui sépare, au fond, Giscard de Chirac ?*

— J'ai eu, voici deux jours, une conversation avec Marie-France Garaud et ce sujet a été abordé. Elle affirme que le président de la République a un plan à longue portée, que Pierre Juillet et elle-même n'approuvent pas, mais qui existe. Ce plan tourne tout entier autour de l'Europe. Giscard, affirme-t-elle, est profondément persuadé que la France, devenue une puissance de second rang, ne peut survivre qu'en s'intégrant de plus en plus à l'Europe. Il sait que les gaullistes ont une vue différente et les socialistes, une vue assez proche de la sienne. C'est la raison profonde de sa politique, à laquelle il croit profondément.

Afin de la mener à bien, il doit réduire l'influence du gaullisme, donc de Chirac et trouver un moyen pour se lier aux socialistes,

d'où sa politique d'ouverture. En somme, selon cette analyse, qui à mon avis est peut-être un peu systématique, mais est loin d'être sans fondement, l'ouverture, pour le président, aurait comme première cause non la politique intérieure, mais la politique extérieure, c'est-à-dire la nécessité de disposer d'une autre majorité pour mener une politique européenne dont il pense, à tort ou à raison, qu'elle n'est possible qu'en réduisant l'influence gaulliste. Il estimerait donc qu'il agit ainsi non pas de manière partisane, mais en fonction de qu'il croit être, en toute bonne foi, l'intérêt supérieur de la France.

La question qui reste ouverte est toutefois de savoir si les socialistes ne feraient pas payer leur adhésion par un ralliement à une politique économique-sociale de gauche dont on ne voit pas comment le Premier ministre Raymond Barre pourrait s'accommoder.

## Vers la défaite

**15 juin 1978**

— *Edgar Faure doit être satisfait de son élection à l'Académie française.*

— Je viens de déjeuner avec lui. Il était d'autant plus heureux de son élection qu'elle constituait pour lui une sorte de revanche sur son échec à la présidence de l'Assemblée nationale. Il savait aussi que son élection ne faisait pas plaisir au président de la République, vis-à-vis duquel il continue à nourrir une solide inimitié.

Il a d'ailleurs été amené à parler à plusieurs reprises de Giscard, contre lequel il émet des critiques très polies dans le ton et très dures dans le fond. Sur sa personne, il a cité quelques exemples de ce qu'il appelle sa mauvaise éducation. Il les explique par le fait que Giscard croit maintenant que tout lui est dû. Ayant ainsi laissé sans réponse une lettre de l'épouse d'Edgar Faure, à laquelle il aurait dû répondre étant donné l'ancienneté de leurs rapports, il s'est attiré de la part de celle-ci une deuxième lettre extrêmement vive et même dure, à laquelle il a répondu non sans un certain embarras.

Edgar Faure a, de la même manière, critiqué de nombreux aspects de la politique de Giscard, tant intérieure, notamment économique et



sociale, qu'extérieure. Le président, dit-il, éprouve maintenant une véritable haine pour Chirac.

C'est en traçant ce portrait de Giscard qu'Edgar Faure a été amené à me rappeler un mot de l'ancien ministre des Finances Wilfrid Baumgartner, qui vient de mourir, concernant Giscard, lequel a longtemps été son subordonné. Il l'appelait Basile, c'est-à-dire le roi des hypocrites, et même des calomniateurs. Ce mot avait tellement frappé l'épouse d'Edgar Faure que lorsqu'elle parlait de Giscard à son mari, depuis de longues années elle ne l'appelait plus jamais autrement que Basile.

Edgar Faure ne pardonne visiblement pas à Giscard de l'avoir fait battre à la présidence de l'Assemblée nationale, et même d'avoir tenté de lui créer des difficultés pour son élection à l'Académie. Il a clairement fait comprendre que le dernier mot n'était pas dit et qu'il trouverait bien le moyen d'obtenir sa revanche, sous une forme ou sous une autre. À cet égard, il a dit deux choses qu'il est amusant de noter : d'abord, « *moi, je porte malheur à tous mes ennemis, ils meurent tous avant moi* » ; ensuite, « *dans le discours que je prononcerai à l'Académie lors de ma réception, j'aurai bien l'occasion de tracer le portrait de quelques personnalités politiques vivantes, l'académicien dont je ferai l'éloge, ayant été lui-même un homme public important, député, ministre, ambassadeur, etc.*<sup>131</sup>. Dans ce cas-là, j'aurai toujours la possibilité de broser le portrait de Giscard et il s'en souviendra ».

Nous verrons si Edgar Faure tient parole.

### 23 octobre 1978

— *On dit que Jean François-Poncet est devenu l'un des plus influents collaborateurs de Giscard.*

— Pierre Servant, le sous-directeur du Levant au Quai d'Orsay, l'a accompagné voici quelques mois pour porter, en compagnie de Fernand Rouillon, notre ambassadeur à Damas, un message au ministre syrien des Affaires étrangères. Celui-ci, au cours de la conversation, lui a

---

131 – Il s'agissait d'André François-Poncet, père de celui qui était alors le ministre des Affaires étrangères.

posé, d'ailleurs très amicalement, une question sur la technique du gouvernement en France. Voici, textuellement, la réponse de François-Poncet : « *La France est gouvernée par le président de la République, par moi et par les quinze collaborateurs de grande capacité qui forment l'équipe de travail du président à l'Élysée. Tous les autres, Premier ministre, ministres, hauts fonctionnaires et parlementaires, ne sont que des exécutants qui, finalement, comptent peu* ».

Le tout était dit avec une complète assurance, sur un ton tranchant et définitif, à la grande stupéfaction de Servant et de Rouillon, ainsi que du ministre syrien. Les deux diplomates français estiment que François-Poncet pensait vraiment ce qu'il disait. Comme on a déjà dit, à propos de la présidence de Giscard, que dans son esprit notre régime est une monarchie constitutionnelle élective, il faudrait plutôt parler d'une monarchie absolue, sinon du bon plaisir.

C'est en tout cas un propos qui jette un jour singulier sur la manière dont à l'Élysée on conçoit le gouvernement de la France. De Gaulle, à côté, passe pour un démocrate libéral très modéré et très sage.

## **19 février 1979**

— *L'élection des députés européens se rapproche.*

— Georges Broussine a rencontré Pierre Hunt, le chef du service de presse de l'Élysée, qui lui a raconté comment le président a demandé à Simone Veil de prendre la tête de la liste UDF.

Devant cette proposition, Simone Veil a d'abord répondu qu'elle se sentait mal préparée pour conduire une liste nationale et en outre, qu'étant donné ses bonnes relations personnelles avec Jacques Chirac, et celles de son mari, il lui était désagréable de participer à une campagne au cours de laquelle il lui faudrait nécessairement attaquer le président du RPR.

Giscard a répondu qu'il ne lui demandait pas d'agir ainsi, ni même de faire campagne activement à la tête de la liste. Il souhaitait seulement qu'elle prépare, pour la dernière semaine de l'élection, un grand discours qui appellerait à la fois à la réconciliation franco-allemande, à l'oubli du passé et à la démonstration des avantages de tous ordres que l'Europe unie apporterait à la France. Il a ajouté que ce thème,

développé par elle au moment opportun, pourrait exercer une influence décisive sur les votes d'une fraction non négligeable de l'électorat<sup>132</sup>.

**6 mars 1979**

— *Il faudrait un jour brosser un portrait de Giscard.*

— Je le connais depuis vingt-quatre ans. Son intelligence, de très grande qualité, est toutefois un peu moins exceptionnelle qu'on ne le dit. Je crois, par exemple, Pompidou et Edgar Faure dotés d'une intelligence plus complète.

Son don d'exposition est en revanche unique, dans la clarté et la simplicité, mais ses lacunes en matière historique sont immenses, ce qui est fâcheux pour un chef d'Etat. Ses qualités d'obstination et son sens de la manœuvre politique sont incontestables. On lui reproche sa vanité excessive, son incapacité à supporter la contradiction, une certaine mesquinerie avec les hommes, et beaucoup de rancune car il n'oublie rien. Il montre une trop grande facilité à improviser des solutions superficielles. Plus encore et moins connue, sa paresse. Jamais président n'a passé si peu de temps à son bureau. C'était déjà vrai quand il était au ministère des Finances.

Il est évidemment très personnel, en partie parce qu'il a une très haute idée de lui-même. Georges Pompidou a dit un jour devant trois ou quatre personnes, dont j'étais : « *Il se croit supérieur et c'est le grand défaut de cet homme* ». En conséquence, il écoute peu et a tendance à s'entourer de favoris médiocres, type d'Ornano. Il refuse aussi de considérer ce qui ne va pas et a tendance à voir les choses plus en rose qu'elles ne le sont, d'où des erreurs comme celle du système monétaire européen, qu'il a annoncé comme prochainement réalisé voici six mois et qui ne peut encore voir le jour. Explication : il ne s'était pas rendu compte des difficultés réelles de l'entreprise.

Il s'entend donc mal avec des personnalités au caractère plus accusé, comme Chirac, son ex-Premier ministre ou comme Claude Pierre-Brossolette, son ex-secrétaire général à l'Elysée. Même ses relations avec Jean-Jacques Servan-Schreiber n'ont pas pu se maintenir à leur niveau d'intimité à cause du caractère affirmé de celui-ci.

---

132 – Simone Veil finit par accepter de conduire la liste de l'UDF.

Dans son entourage actuel, trois personnes exercent sur lui une influence certaine : Jean Whal, le nouveau secrétaire général à l'Élysée, qu'il connaît bien et qui a une grande capacité de travail ; Victor Chapot, qui est au courant de tout ce qui touche les affaires les plus secrètes de l'Élysée : fonds secrets, liaisons officieuses avec l'opposition, affaires personnelles, affaires d'Afrique très réservées, etc. ; enfin, le préfet Jean Riolacci, dont la connaissance des affaires électorales et l'aptitude corse aux coups politiques l'impressionnent assez. Bien noter aussi qu'il a réussi à détacher complètement Marenches de Chirac et de Marie-France Garaud, et que par son intermédiaire, il est parvenu à faire servir le SDECE au soutien de sa politique.

La personnalité qui exerce le plus d'influence sur le président est toutefois Michel Poniatowski, même si cette influence a connu des hauts et des bas. Ils se connaissent depuis plus de vingt ans. Lors de l'affaire d'Algérie, Giscard transmettait le compte rendu des Conseils de ministres à Poniatowski et celui-ci les faisait passer à l'OAS, d'où des liens étroits entre eux. Bien noter aussi l'intérêt exceptionnel et couronné de succès de Giscard, aidé par Chapot, pour tout ce qui concerne l'influence, et même la maîtrise sur tous les moyens d'information. Personne, depuis vingt ans, n'a eu tant de journalistes à sa solde.

Une dernière critique, proférée jusque dans son entourage : il voyage trop et ne s'occupe pas assez des affaires françaises. Même si elle est excessive, cette critique est souvent entendue.

**3 avril 1979**

— *Où en sont à présent les hostilités Giscard-Chirac ?*

— À la suite de la prestation télévisée de Jacques Chirac hier, on peut considérer que la campagne pour l'élection présidentielle est d'ores et déjà ouverte.

Si l'on veut comprendre l'effet que cette prestation a produit sur le président de la République, on peut citer l'anecdote suivante. Ce matin, Giscard assistait à la messe pour Georges Pompidou, et Jacques Chirac aussi en sa qualité de maire de Paris. Lorsque le président est sorti, la première personne devant laquelle il s'est trouvé a été Chirac. Il est passé devant lui très froidement, assez livide d'ailleurs, et s'est

contenté de lui adresser un très léger signe de tête. Il paraît donc évident qu'on a maintenant dépassé le point de non-retour.

**30 avril 1979**

— *Giscard redoute-t-il toujours une candidature Chirac en 1981 ?*

— J'ai parlé aujourd'hui avec Bernard Lehideux, qui est l'un des plus proches collaborateurs du président. Il m'a confirmé que celui-ci était convaincu que Chirac, candidat ou non à la présidence de la République, agissait auprès de ses militants pour qu'ils ne votent pas pour Giscard au deuxième tour et que, par conséquent, c'est sciemment qu'il préparait sa défaite.

J'ai objecté que je croyais pouvoir lui affirmer que la candidature de Chirac à la présidence de la République en 1981 était loin d'être certaine, que plusieurs personnes de son entourage n'y étaient pas favorables, et qu'il me paraissait exclu que tout ce même entourage fasse voter pour le candidat socialiste afin de faire battre le président de la République.

— *Il paraît que la France se rapproche maintenant de l'URSS.*

— J'ai vu pendant plus de deux heures aujourd'hui Pierre Juillet et Marie-France Garaud. Ils sont très préoccupés par la politique de Giscard vis-à-vis de l'Union soviétique. Ils estiment qu'il lui a fait trop de concessions et lui en fera d'autres. Son voyage à Moscou leur inspire en tous domaines des critiques sévères. Ils affirment que si De Gaulle était là, cela ne se passerait pas ainsi. Mais Giscard pratique de plus en plus une politique de détente profitable aux Soviétiques, lesquels ne le traitent pourtant pas très bien. Tous deux disent aussi que Chirac ne le lui reproche pas, car il tient avant tout, lui aussi, à entretenir de bonnes relations avec Moscou, s'imaginant que cela freine l'opposition des communistes à son égard. Juillet et Marie-France Garaud vont demander à Couve de Murville d'analyser de manière critique cette politique du président.

*Lors des élections européennes du 7 juin, les giscardiens emmenés par Simone Veil obtinrent 27,8 % des voix (26 sièges), les socialistes 23,9 % (21 sièges), les communistes 20,5 % (19 sièges) et le RPR 16,31 % (15 sièges).*

### **30 juin 1979**

— *Tout compte fait, le résultat des élections européennes n'est pas très brillant pour la majorité.*

— Mon ami Grosfilley, collaborateur de Jean Lecanuet depuis 1950 environ, m'a dit que celui-ci regrettait de n'avoir pas constitué une liste démocrate-chrétienne. Il pense que toute la majorité a enregistré un mauvais résultat, Chirac en particulier. Mais le président de la République aussi, à travers Simone Veil qui n'a obtenu que 16 à 18 % des inscrits. Aux yeux de Lecanuet, c'est un grave échec et un avertissement : si, dit-il, Giscard ne se réconcilie pas avec Chirac, il sera battu en 1981. Il le lui a dit, Giscard a répondu par un accueil très froid.

### **6 septembre 1979**

— *Que penser du pronostic pessimiste de Lecanuet concernant l'élection présidentielle ?*

— J'ai vu la semaine dernière Philippe Dechartre, secrétaire général adjoint du RPR. Il est peu satisfait de ce qui se passe au RPR et la situation de Chirac lui paraît très difficile. Des observations faites en province par des députés ou responsables du RPR, il résulte, selon lui, que la moitié des électeurs gaullistes éprouveraient la plus grande répugnance à voter pour Giscard en 1981. Ce nombre est sans doute exagéré, mais c'est une certitude quant à l'observation.

Avant l'élection, il faudrait, selon Dechartre, négocier les voix RPR avec Giscard, mais celui-ci ne veut pas en entendre parler, car il est sûr de pouvoir l'emporter seul. C'est aussi la conviction qu'affichent tous ses collaborateurs de l'Elysée.

### **19 septembre 1979**

— *Comment Giscard a-t-il réagi à l'échec relatif de la liste de Simone Veil ?*

— Michel Junot, maire-adjoint de Paris, m'a expliqué que Jean-Marie Bressand, président de la Fédération mondiale des villes jumelées, voulait organiser à Paris, en 1980, un congrès mondial des

villes jumelées. Chirac était d'accord, mais on lui a signifié un veto formel du Premier ministre et du président de la République, qui avaient peur que le maire de Paris n'en soit le bénéficiaire.

C'est René Monory, le ministre de l'Économie et ami personnel de Bressand, qui a fait part de cette interdiction à Chirac et de sa signification. Il en a profité pour porter des jugements très sévères sur Giscard, allant jusqu'à dire : « *Il est impossible de travailler avec lui, il ment sur tout à tout le monde* ».

Étant donné la modération de Monory et la prudence des ministres en général, il faut que ses relations avec le président soient bien altérées pour qu'il ait tenu pratiquement sans précaution un propos de ce genre.

\*  
\*   \*  
\*

### 7 novembre 1979

— *Le suicide de Robert Boulin est difficile à expliquer.*

— Je viens d'avoir une conversation intéressante avec Jacques Marette, le député RPR du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. À propos de l'affaire Boulin, il partage mon analyse. Il dit que Boulin était un homme qui ne se liait avec personne, qui n'avait que des rapports superficiels avec les autres ministres ou les parlementaires, qui souffrait dans sa vie privée de graves difficultés. Avec une certaine dose de naïveté, il ne s'est vraisemblablement pas rendu compte, à l'origine, de la voie dans laquelle l'engageait Tournet<sup>133</sup>.

Lorsqu'il s'en est aperçu, il était trop tard et à ce moment-là, Marette pense qu'il a trouvé partout porte close, que personne n'est venu à son aide, en particulier pas Alain Peyrefitte, le garde des Sceaux. Il estime que ce qui a amené Boulin à se suicider, ce n'est pas seulement le sentiment qu'il avait commis des imprudences pouvant l'entraîner dans de réelles difficultés judiciaires, mais encore qu'il serait seul pour se défendre, tant du côté de sa famille que du côté gouvernemental et politique. Au fond, m'a-t-il dit, c'est

---

133 – Henri Tournet, homme d'affaires véreux présenté à Robert Boulin par sa propre épouse, l'avait compromis dans une vente de terrain à Ramatuelle qui confinait à l'escroquerie.

un suicide de la solitude. Bien des arguments font penser que ce jugement est exact.

— *L'affaire va néanmoins continuer à susciter des commentaires.*

— J'ai vu Alain Devaquet<sup>134</sup> hier. L'analyse qu'il donne de l'affaire Boulin est assez voisine de celle de Jacques Marette, alors qu'il l'a bien mieux connu. Mais le point nouveau qu'il apporte, et qu'il est difficile de vérifier jusqu'à présent, est celui-ci: soit dans les couloirs de l'Assemblée, soit dans ceux du RPR, certains adversaires de Boulin ont parlé en des termes très péjoratifs de son affaire avant même qu'elle n'éclate. Devaquet soupçonne plus ou moins Charles Pasqua d'avoir été l'un des principaux propagateurs de ces rumeurs.

— *Il paraît que Jacques Chirac aurait refusé d'entendre les explications que Boulin voulait lui fournir.*

— En ce qui concerne la réception demandée par Boulin à Chirac, Devaquet dit qu'effectivement elle n'a pas eu lieu, mais qu'il a assisté à l'Hôtel de Ville à un coup de téléphone donné à Chirac par Boulin. La secrétaire de Chirac lui aurait donné une réponse qui aurait fait comprendre à Boulin que Chirac ne souhaitait pas le voir.

Il faut préciser que le récit de Devaquet va à l'encontre de ce que Chirac a dit. Chirac explique qu'il n'a pas vu Boulin, ce qui est exact, mais il ne semble pas qu'il ait jamais précisé que Boulin avait demandé à le rencontrer et n'avait pu le voir. C'est un point qui n'est pas sans importance, mais qu'il est très difficile de vérifier.

En conséquence, Devaquet estime que lors du procès en diffamation intenté par la femme de Boulin au journaliste Philippe Alexandre, les avocats de celui-ci n'auront probablement pas de mal à prouver qu'il y a eu contre Boulin de nombreuses accusations formulées dans les rangs du RPR.

\*

\*     \*

## **7 novembre 1979 au soir**

— *On dit les gaullistes de plus en plus remontés contre Giscard.*

---

134 – Député de Paris, chargé de la Recherche et de l'Énergie au RPR.



— Jacques Marette, qui appartient aux formations gaullistes depuis le lendemain de la guerre et que j'ai connu lors des élections de 1951, quand il dirigeait le journal du RPF et animait un certain nombre d'activités économique-sociales, m'a raconté une anecdote significative pour comprendre la politique de Giscard aujourd'hui. Cela remonte à 1962. Marette était pour la première fois ministre, des PTT je crois, et Giscard, secrétaire d'Etat au Budget ou déjà ministre des Finances. Comme il s'agissait de rendre des arbitrages sur son budget, Giscard lui dit : « *Au lieu de nous y mettre avec des experts de nos cabinets respectifs, venez donc me voir, nous dînerons et dans la décontraction, nous discuterons de vos problèmes* ». Ce qui fut fait et se passa le mieux du monde.

Mais au cours de la discussion, Giscard fit en quelque sorte subir un examen de passage à Marette, puis lui dit : « *Ce que je ne comprends pas, c'est que vous soyez gaulliste, parce que le gaullisme est un accident dans l'histoire de la France. Il est une sorte de nouveau boulangisme soixante-dix ans plus tard. Il a pu correspondre à des nécessités nées de la guerre et des drames que la France a connus à l'occasion de la guerre, mais il n'a aucun fondement politique. En France, il est en effet souhaitable que, comme dans toutes les démocraties avancées et bien organisées, les partis politiques correspondent à des classes sociales ou à des milieux sociaux déterminés. Précisément, ce qui est mauvais dans le gaullisme, c'est qu'il rassemble des gens appartenant à toutes les catégories sociales, donc à toutes les opinions. Il doit disparaître, car il fausse le jeu normal de la démocratie parlementaire* ».

Et de développer l'idée de trois familles d'esprit correspondant grosso modo à des catégories sociales caractérisées : une droite libérale représentant les formes modernes du conservatisme, une gauche sociale-démocrate mettant l'accent sur les problèmes sociaux avant de le mettre sur les problèmes économiques, et un centre s'efforçant de prendre le meilleur de ce qu'il y a dans chacun de ces groupements. « *Et je ne vous cache pas, a-t-il précisé, que malgré mes origines familiales, ma fortune, etc., je suis un de ces hommes du centre et si j'avais à choisir entre l'élite de gauche et l'élite de droite, je choisirais toujours l'élite de gauche* ».

Il est significatif que le discours du Giscard de 1962 avait été exactement le même que celui qu'il a eu l'occasion de prononcer à plusieurs reprises depuis qu'il est président de la République. Ce qui donne un sens très précis à la formule qu'il a lancée lorsqu'il est devenu président : « *Aujourd'hui, commence une ère nouvelle pour la France* ».

Ainsi s'explique l'antigaullisme de Giscard. Pour lui, le maintien de ce rassemblement, alors que les circonstances sont redevenues normales, ne se justifie plus et il doit disparaître, car la persistance du gaullisme gêne le fonctionnement normal de la démocratie.

Cette confiance de Giscard a d'autant plus d'intérêt qu'elle confirme un des traits de son caractère. Personne ne sait s'il a beaucoup de volonté, mais tout le monde peut se rendre compte qu'il a toujours beaucoup de ténacité et de suite dans les idées.

Les jugements de Murette sur Giscard sont en outre très sévères. Il considère que si son habileté politique est réelle, ses qualités de commandement et de décision restent très insuffisantes et que cela est maintenant perçu à de nombreux niveaux de l'Etat. Ce serait une des raisons pour lesquelles s'est développée une sorte de léthargie dans les administrations, qui sont mal commandées et qui s'interrogent sur la capacité du président à se défendre, ainsi que du régime à durer.

### 13 novembre 1979

— *L'affaire Boulin prend mauvaise tournure.*

— Jacques Murette est formel : en vingt ans, il n'avait jamais eu l'occasion d'une conversation vraiment amicale avec Boulin, qui était très secret. Jacques Chirac a reçu une lettre de Mme Boulin dans laquelle elle lui dit que son mari l'a toujours mis complètement hors de cause. Lorsque Peyrefitte est allé saluer la dépouille mortelle de Boulin, les membres de la famille ont refusé de lui serrer la main.

De son côté, Alain Peyrefitte a dit à Mme Anglade, la principale collaboratrice du sénateur Raymond Bourguin<sup>135</sup>, que l'affaire judiciaire avait été « réveillée » à la demande de Boulin lui-même. Pourquoi ? Peyrefitte se le demande. Boulin se sentait-il innocent ?

---

135 – Directeur de deux publications influentes, *Valeurs actuelles* et *Spectacle du monde*.

Peyrefitte ajoute que le 18 juin, il a reçu Boulin à sa demande au ministère de la Justice. Il était seul. En fin de conversation, c'est Boulin lui-même qui aurait demandé à Peyrefitte de faire venir le directeur des affaires criminelles, en qualité de spécialiste. C'est un point que ce magistrat pourrait aisément confirmer ou non.

Enfin, Peyrefitte affirme que la famille de Boulin lui causait des soucis permanents : des soucis d'argent, des soucis relatifs à l'état mental de sa femme, plus ou moins névrosée, et des soucis dus aux mœurs sexuelles de son fils. Ces affirmations sont vraisemblables, mais il n'y a pas beaucoup de moyens de les vérifier.

L'un des meilleurs exposés faits sur un grand nombre d'aspects de l'affaire Boulin, et quelles que soient les erreurs qu'il peut contenir, est l'article publié par le *Nouvel Observateur* du 5 novembre sous la signature d'Hector de Galard.

### 17 novembre 1979

— *L'arrivée de Bokassa en France était-elle prévue ?*

— Au cours d'une conversation avec Jacques Marette, celui-ci m'a indiqué l'une des raisons pour lesquelles l'accueil de Bokassa à l'aérodrome militaire d'Evreux avait été si surprenant.

Quand les autorités françaises ont été averties de son arrivée probable à Paris, il a été impossible de trouver le président de la République. Personne, parmi ses collaborateurs, ne savait où il se trouvait et son absence a duré cinq heures. Il est vraisemblable que, conformément à ce que l'on connaît de ses habitudes, le chef d'état-major général des armées savait, lui, où Giscard se trouvait, mais n'en avait rien dit à personne, pas même à ses collaborateurs de la présidence de la République.

Résultat, René Journiac<sup>136</sup> a été obligé de prendre les décisions relatives à l'accueil de Bokassa. Ce qui l'a engagé à le diriger sur l'aérodrome militaire d'Evreux ; il estimait que la garde des militaires était encore ce qu'il y avait de plus sûr pour éviter tout incident grave de la part de l'empereur. C'est effectivement ce qui a eu lieu.

---

136 – Magistrat, conseiller aux affaires africaines du président de la République.

20 novembre 1979

— *On parle d'un prochain changement de Premier ministre.*

— Je viens de déjeuner avec [...], conseiller au cabinet du Premier ministre. Il explique que Barre s'occupe aussi peu que possible de la politique intérieure et se concentre sur la politique économique et financière. Et si, au cours d'une discussion sur cette politique, Giscard émet une opinion dont Barre lui répond qu'elle est fautive, aussitôt le président s'incline et laisse faire son Premier ministre.

[...] ajoute que Giscard a pu constater, entre 1974 et 1976, qu'il lui était indispensable de concentrer tous les pouvoirs politiques à l'Élysée et que là réside l'une des causes du départ de Chirac. À l'heure actuelle, Giscard peut conduire librement sa politique intérieure, en étroite liaison avec son chargé de mission politique, le préfet Riolacci. La tâche de ce dernier consiste à s'assurer que les préfets agissent exactement dans le sens souhaité par Giscard et que les fonds spéciaux sont utilisés dans ce sens. Aussi paraît-il à [...] impossible que le président place à Matignon quelqu'un dont il ne serait pas aussi sûr qu'il l'est de Barre et actuellement, on ne voit pas qui d'autre pourrait bénéficier de cette confiance.

— *Giscard pense-t-il déjà à sa réélection ?*

— On a constaté à l'Élysée, depuis le début des attaques personnelles lancées soit contre le président avec l'affaire Bokassa<sup>137</sup>, soit contre le Premier ministre pour son affaire immobilière<sup>138</sup>, soit contre le ministre du Travail conduit au suicide, une notable diminution du crédit de la France à l'étranger. Giscard d'Estaing a donné comme instruction qu'on lui communique chaque jour les principaux articles de la presse étrangère lançant de sévères critiques à l'encontre de la France, parfois injustes et parfois exagérées. On sait de source sûre que le président s'en montre très affecté, car il se rend compte que c'est son image personnelle qui se trouve touchée dans l'esprit des chefs d'État étrangers.

---

137 – L'information s'était répandue que Valéry Giscard d'Estaing avait reçu de Bokassa des plaquettes de diamants dont certaines, disait-on, auraient ensuite été données à des visiteuses nocturnes du président.

138 – Le bruit courait que Raymond Barre, ayant acheté bon marché un terrain inconstructible dans le Midi, l'aurait fait rendre constructible pour y construire une résidence secondaire.

Jusque-là, il disposait, en quelque sorte, du bénéfice de la durée. Et comme il avait la quasi-certitude d'être réélu en 1981, il aurait été, et de très loin, le doyen des chefs d'Etat ou de gouvernement dans les conférences qui se seraient déroulées. Cela lui assurait, ainsi qu'à la France, une position privilégiée. Giscard a sans doute bien des défauts, mais il ne manque pas de clairvoyance et il s'est parfaitement rendu compte que ce qui s'est passé est pour lui à la fois désagréable et dommageable. Il pense même qu'il lui est aujourd'hui moins difficile de remonter la pente sur le plan national qu'international.

### **18 décembre 1979**

— *Le couple Giscard-Barre fonctionne-t-il toujours aussi bien ?*

— J'ai vu aujourd'hui Alain Devaquet, qui avait dîné la veille avec Michel Poniatowski. Le président, a dit celui-ci, est très embarrassé par le cas Barre. Il comprend qu'il ne lui est pas possible de se séparer de lui dans des conditions qui constitueraient un désaveu de sa politique. Mais il se rend aussi compte de son irritabilité et voit qu'au lieu de s'atténuer, les préventions gaullistes à son égard ne font que croître, ce que Giscard regrette vivement, ne serait-ce que pour des raisons électorales. Le problème est donc de savoir si Giscard se séparera de Barre en avril ou en juin. Visiblement, sa décision n'est pas encore prise.

Devaquet a aussi rencontré, comme il le fait à peu près tous les mois, François de Combret, secrétaire général adjoint à l'Elysée, qui s'occupe de certains problèmes économique-techniques, justement la spécialité de Devaquet. Ce qui l'a frappé, c'est à la fois la mauvaise information politique des collaborateurs du président et en même temps, leur désarroi à propos de l'affaire des diamants. À plusieurs reprises, Combret est revenu sur cette affaire, a demandé à Devaquet si l'image du président dans l'opinion publique en était touchée. Il a même sollicité des conseils sur la manière dont il faudrait éventuellement réagir. Répondre ? Polémiquer ? Engager un procès ?

Il y a de fortes raisons de penser que tel est aussi le désarroi du président lui-même, ce qui expliquerait les erreurs qu'il a pu commettre à ce sujet.

**27 décembre 1979**

— *On dit que Giscard se prépare réellement à exercer un deuxième septennat.*

— J'ai vu Pierre Juillet et Marie-France Garaud vers le 20 décembre. Ils savent, par un ami personnel de Giscard rencontré à la chasse, sans doute La Tour d'Auvergne, que la tactique du président est la suivante, comme Pierre Hunt semble d'ailleurs aussi l'avoir laissé entendre à Broussine : pour accomplir ce qu'il veut, le président doit être réélu pour sept ans, soit quatorze ans en tout. Mais plus encore, obtenir une réélection très brillante, meilleure qu'en 1974, ce qui renforcerait son autorité nationale et internationale et lui laisserait les mains libres en tout.

Le seul moyen pour y parvenir serait que le concurrent de Giscard au deuxième tour soit Georges Marchais. Cela suppose que l'Élysée s'entende avec le Parti communiste pour affaiblir au maximum le Parti socialiste et en fait, déjà l'Élysée ne le ménage plus, d'où les contre-attaques de Mitterrand. Il faudrait aussi que l'image de Giscard soit aussi bonne que possible afin qu'il bénéficie de voix de gauche, d'où les ménagements du Parti communiste à l'égard de Giscard dans l'affaire des diamants. Ainsi, le candidat communiste obtenant au deuxième tour quelque 35 %, Giscard, avec 65 %, aurait une réélection triomphale.

Sans discuter si cette stratégie est réaliste, on ne peut s'empêcher de penser que si Marchais recueillait 35 % des voix, cela procurerait d'immenses possibilités d'action au Parti communiste dans les années suivantes.

*Le 19 mai 1981, lors du second tour de l'élection présidentielle, Valéry Giscard d'Estaing fut battu par François Mitterrand à la suite, il est vrai, d'une consigne de dirigeants du RPR de ne pas voter pour lui et surtout, de sa part, après une campagne électorale calamiteuse<sup>139</sup> : « Je ne serai pas un président-candidat, mais un citoyen-candidat », assurait-il de façon nébuleuse dans sa déclaration de*

---

139 – Cette campagne a été analysée par Jérôme Jaffré dans la revue de Jean-Claude Casanova *Commentaire* (No 136, hiver 2011-2012), d'où ces citations sont extraites.

*candidature le 2 mars. « Il faut un Président à la France », affirmait son affiche, laissant ainsi entendre qu'il n'y en avait pas eu sous son septennat. Et d'annoncer qu'il réduirait l'inflation « par la modération de la croissance de la masse monétaire et la modération de la progression des rémunérations », ce que les salariés ne pouvaient que médiocrement apprécier ; qu'il lutterait contre le chômage par « l'extension du champ d'action de l'Unedic à la prévention des licenciements », formule peu propre à rassurer les chômeurs ; que « la défense, la politique étrangère et l'emploi devraient échapper à l'affrontement des partis », ce qui limitait abusivement le champ des débats politiques...*

*Valéry Giscard d'Estaing ne recueillit que 48,2 % des suffrages et la brillante carrière nationale à laquelle il semblait promis s'interrompit.*

*Quelque temps plus tard, un jour qu'on prononçait devant lui le nom de Georges Albertini, il exprima le regret de l'avoir peu rencontré et jamais consulté.*





## CHAPITRE VII

### JACQUES CHIRAC UN DIFFICILE ENVOL

*Georges Albertini aida puissamment Jacques Chirac pendant plusieurs années, au côté de Marie-France Garaud et de Pierre Juillet, d'abord à exercer ses fonctions de ministre, puis de Premier ministre, notamment pour la préparation de ses interventions à la radio et à la télévision, ensuite pour conquérir la mairie de Paris, enfin pour créer et développer le Rassemblement pour la République (RPR). Dans les Mémoires de Jacques Chirac, le nom d'Albertini ne figure pas.*

#### Ministre

**29 juin 1971**

— *Il est question d'un débat télévisé entre Georges Marchais et un membre de la majorité.*

— Pierre Juillet m'a expliqué que l'émission était, dans une large mesure, le résultat des diverses mises en garde que j'avais adressées depuis plusieurs mois au sujet du Parti communiste et de la nécessité de le combattre. Il a ajouté : « *C'est la raison pour laquelle le président a voulu vous voir. Pour cette émission, nous avons choisi Jacques Chirac, qui nous a paru le meilleur, même s'il ne connaît pas grand-chose aux problèmes communistes. Mais nous comptons sur vous pour l'aider* ».

L'émission doit avoir lieu le troisième lundi de septembre. Hier soir, au ministère de Chirac<sup>140</sup>, une première réunion a eu lieu, à laquelle a participé Marie-France Garaud. Avant qu'elle ne s'y rende, je lui avais donné quelques indications sur la façon dont, à mon avis, il faudrait

---

140 – Jacques Chirac avait été nommé en janvier ministre des Relations avec le Parlement.

conduire cette émission. Il est entendu que nous allons préparer le maximum de documentation possible et que je verrai Chirac à plusieurs reprises avant l'émission.

## 2 juillet 1971

— *Le débat télévisé Marchais-Chirac promet d'être animé.*

— J'ai vu Guy Xoual<sup>141</sup> avant-hier et nous en avons parlé. Je l'ai prévenu que l'Élysée demanderait certainement à la DST des renseignements précis sur le nombre de permanents du Parti communiste, sur son budget, etc. Je le lui ai dit afin qu'il ait le temps de réunir cette documentation pour pouvoir la fournir tout de suite lorsqu'il serait sollicité. Il était évidemment très content de mon intervention.

\*  
\*     \*

## 10 janvier 1972

— *Jacques Chirac est-il bien accepté à présent par les gaullistes de l'UDR?*

— J'ai déjeuné avec René Tomasini, le secrétaire général de l'UDR, que je connaissais déjà, mais avec lequel je n'ai jamais entretenu de relations très étroites. Ce déjeuner était organisé par mon ami Michel Junot, préfet et ancien député, qui est l'un des amis les plus intimes et les plus anciens de Tomasini. Il nous a donc été facile d'aborder très rapidement les affaires politiques. En outre, Tomasini connaît très bien par Pierre Juillet mon travail à l'Élysée auprès de Georges Pompidou et de ses conseillers, ce qui a évidemment facilité la conversation.

Or, concernant Chirac, Tomasini est frappé par son inexpérience et il regrette de ne pas le voir montrer davantage de chaleur, de cordialité et de sentiment. Il lui reproche de n'avoir pas de véritables convictions politiques et de n'être habité que par une volonté acharnée de réussir sa carrière.

— *Comment les élections sont-elles préparées?*

---

141 – Sous-directeur de la DST.

— J'ai vu longuement Pierre Juillet et Marie-France Garaud jeudi dernier. Nous avons parlé du désordre existant dans la préparation de la documentation écrite pour la campagne électorale. J'avais rédigé à leur demande une note pour demander une intervention du président de la République afin de mettre de l'ordre dans la situation.

Évoquant les candidats éventuels à la succession de Chaban-Delmas à Matignon, ils m'ont fait observer que Jacques Chirac demeure bien l'un des poulains du président. Toutefois, Juillet et Marie-France Garaud sont assez déçus par son comportement politique, un peu comme Tomasini. Ils estiment que telle est aussi, plus ou moins, l'opinion de Georges Pompidou. De leur point de vue, les actions de Chirac ont baissé auprès du président.

L'un et l'autre ont porté ce jugement d'ensemble: en 1971, nous avons placé trois nouvelles personnes à des postes clés: Tomasini à la direction de l'UDR, Chirac à la tête du ministère des Relations avec le Parlement, chargé de couvrir tout ce qui concerne la préparation des élections, et Denis Baudouin au service de presse de l'Élysée. *« Hé bien, dans tout cela, m'ont-ils dit, il n'y a qu'une seule véritable réussite, celle de Tomasini à la tête de l'UDR »*. Indirectement, c'était là un jugement assez critique envers Chirac et Baudouin.

*Le 5 juillet 1972, un remaniement ministériel fit passer Jacques Chirac au ministère de l'Agriculture.*

### **10 juillet 1972**

— *Comment Chirac est-il devenu ministre de l'Agriculture ?*

— Pompidou, qui l'a désigné, pense que Chirac a les qualités pour réussir auprès des paysans et que ceux-ci seront flattés de savoir que Chirac, qui passe pour être un homme de l'Élysée, va s'occuper d'eux. Pompidou a dit: *« C'est un peu comme si c'était moi »*. Marie-France Garaud estime que c'est un mauvais choix, moi aussi. Pierre Juillet, au contraire, croit que c'est un bon choix.

*Le 19 mai 1974, à la suite du décès de Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing fut élu président de la République. À l'instigation de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud, quarante-trois parlementaires gaullistes emmenés par Jacques Chirac s'étaient ralliés à sa candidature contre celle de Jacques Chaban-Delmas.*

## Premier ministre

22 mai 1974

— *On semble attendre Giscard d'Estaing au tournant pour la formation de son premier gouvernement.*

— J'ai eu ce matin une conversation avec Edgar Faure, qui devait ensuite déjeuner avec Marie-France Garaud. Il en a profité pour m'indiquer qu'il était tout à fait solidaire de l'ancienne équipe de Pompidou, c'est-à-dire Chirac, Juillet et Marie-France Garaud, et qu'il entendait se comporter loyalement à leur égard.

En ce qui concerne ses fonctions personnelles, il dit qu'on lui demandera vraisemblablement de conserver la présidence de l'Assemblée nationale, car s'il la quittait, on pourrait craindre que Chaban-Delmas n'ait des chances sérieuses de réoccuper le fauteuil présidentiel. Or, dit Edgar Faure, les dirigeants Républicains indépendants, en particulier Poniatoski, s'expriment avec une extrême violence sur la moralité de Chaban. Ils estiment que celui-ci doit se borner, pour le moment, à être député-maire de Bordeaux, sans plus, et cela pendant deux ou trois ans. Ensuite, dit Poniatoski, on verra ce qu'on en fait.

Edgar Faure pense que le Premier ministre sera Jacques Chirac. Il n'a pas d'informations précises à ce sujet, mais en recoupant les diverses confidences et indications plus ou moins publiques livrées par Giscard et Poniatoski, c'est la conclusion à laquelle il parvient. Il se rend compte que si Chirac est proposé, cela peut entraîner une bataille entre la nouvelle majorité et l'UDR, mais il paraît que Giscard et Poniatoski ne craignent pas de l'engager, s'estimant sûrs de la gagner. Ils jugent l'UDR en perte de vitesse.

Edgar Faure m'a dit que l'une des principales difficultés rencontrées pour la formation du gouvernement résiderait dans le choix du ministre des Affaires étrangères, car on ne sait pas à qui proposer le Quai d'Orsay, en dehors de lui. Il estime que Giscard ne confiera pas ce poste à quelqu'un qui a voté contre lui au premier tour, ce qui réduit considérablement les chances de Michel Jobert. Mais il s'agit là d'un raisonnement de sa part plus que d'une information précise. Il dit aussi

qu'on peine à trouver un portefeuille pour Jean Lecanuet, car celui-ci a déjà refusé à diverses reprises les propositions qui lui étaient adressées.

Parmi les ministres femmes possibles, il cite Simone Veil, secrétaire générale du Conseil supérieur de la magistrature, épouse d'Antoine Veil, le directeur général de l'UTA et l'un des principaux dirigeants centristes avec Jacques Duhamel et Joseph Fontanet. Edgar Faure voudrait bien faire prendre un député qui touche son groupe de près, la doctoresse Anne-Marie Fritsch, dont il assure que les qualités sont grandes.

*Jacques Chirac fut effectivement désigné Premier ministre.*

## 28 mai 1974

— *Que vont devenir Marie-France Garaud et Pierre Juillet une fois le gouvernement Chirac constitué ?*

— Je les ai vus hier soir. Leur position demeure très forte auprès de Giscard, de Poniatowski et de Chirac. Tous les trois savent que ce sont eux deux qui ont torpillé la candidature de Chaban et permis à Giscard de l'emporter.

Giscard a offert à Juillet le ministère des Affaires étrangères ou n'importe quel autre ministère. Juillet a refusé. C'est un secret absolu, personne ne le sait. Un secrétariat d'Etat a été proposé à Marie-France Garaud, qui a refusé également<sup>142</sup>. Elle s'interroge pour savoir si elle acceptera un poste de chargée de mission au cabinet de Chirac que celui-ci lui propose et où elle exercerait évidemment une influence prépondérante. Je l'ai poussée à accepter et Juillet aussi, en utilisant l'argument qu'il ne faut pas laisser Chirac politiquement seul. Il semble que nous l'ayons convaincue.

Les raisons de leur double refus sont assez complexes. Juillet a le désir de prendre du recul après l'année éprouvante qu'il a vécue auprès

---

142— Ce refus étant certain et bien connu, on lit néanmoins dans les Mémoires de Jacques Chirac que Marie-France Garaud « eût aimé, elle aussi, entrer au gouvernement, sans que j'aie pensé à le lui proposer. Je ne m'apercevrai qu'ultérieurement de l'amertume qu'elle en a éprouvée » (p. 174). De toute façon, il ne pouvait rien lui proposer puisque, a-t-il aussi écrit, le gouvernement fut tout entier constitué par Giscard d'Estaing et que « c'est à peine si je suis consulté sur le choix des ministres et même des secrétaires d'Etat qui composeront mon équipe : le chef de l'Etat se borne à m'indiquer ceux qu'il souhaite y voir figurer » (*Chaque pas doit être un but*, Nil éd., 2009, p 172).

de Pompidou, malade en 1973-1974. Il dit lui-même avoir besoin de se reposer. En outre, il pense qu'il pourra toujours revenir. Poniatowski lui a dit, de la part de Giscard, qu'on lui donnerait quand il le voudrait un portefeuille important, car tous les deux apprécient ses qualités politiques de premier ordre. Enfin, Juillet estime que Chirac va au-devant de nombreuses difficultés, qui s'aggraveront dans six ou huit mois et qu'il sera plus utile qu'il revienne à ce moment-là, étant redevenu un homme neuf. Que cette analyse soit juste ou discutable est une autre question. Le fait est que c'est elle qui explique son attitude. Il repart pour le Limousin où il va s'occuper de sa ferme pendant tout l'été. Il ne fera que de brèves apparitions à Paris pour son affaire, une compagnie de voitures.

En ce qui concerne Marie-France Garaud, c'est plus compliqué encore. D'abord, elle a été très meurtrie par les campagnes montées contre elle et elle hésite à se replonger dans l'actualité la plus brûlante. Ensuite, elle n'a pas envie d'être secrétaire d'Etat car, m'a-t-elle dit, « *les secrétaires d'Etat faisaient antichambre à l'Elysée pour que je les reçoive* ». À quoi j'ai répondu qu'il fallait bien qu'elle se dise que de l'Elysée, elle avait un peu gouverné la France pendant cinq ans, mais qu'elle devait s'habituer à considérer qu'elle n'y était plus, et donc avoir d'autres réactions. Elle préfère visiblement le travail près de Chirac, sur lequel elle exerce une totale influence, à l'action à un secrétariat d'Etat. Elle précise d'ailleurs qu'elle fera ce que Pierre Juillet lui conseillera, ce qui veut dire qu'elle ira sans doute chez Chirac puisque Juillet le souhaite.

La raison du souhait de Juillet est qu'il considère que ni chez Chirac, ni chez Giscard, à l'exception de Poniatowski, il n'y a véritablement d'homme politique bien préparé au travail à ce niveau élevé. Or, Marie-France Garaud lui paraît être, à juste titre me semble-t-il, la seule capable de combler cette lacune.

Quant à l'avenir, l'un et l'autre le voient de la manière suivante, qui est intéressante du fait des informations de première main dont ils disposent.

Chirac aura une première année de pouvoir chargée de problèmes économiques, sociaux et politiques très difficiles. Il va s'user, ce qui comblera les vœux de Giscard et de Poniatowski qui le considèrent,

pour l'avenir, comme leur plus redoutable adversaire politique dans le cadre de la nouvelle majorité, quelles que soient leurs excellentes relations actuelles.

Lorsque Chirac sera usé, Giscard nommera Poniatoski à Matignon. Déjà, pris entre Giscard, Poniatoski, Claude Pierre-Brossolette et peut-être un ami de Giscard aux Finances, Chirac sera très surveillé et aura besoin, pour leur résister, de toutes ses ressources et aussi de celles de Marie-France Garaud. D'autant que la fraction Debré-Chaban ne fera rien pour lui arranger les choses.

On voit que dès maintenant, se préparent de nouveaux affrontements dans l'actuelle majorité, laquelle, comme toujours, s'occupe d'ailleurs plus de cela que de l'opposition.

### **31 mai 1974**

— *Marie-France Garaud va donc entrer au cabinet de Chirac ?*

— Nous avons eu un long déjeuner en tête-à-tête, au cours duquel elle m'a dit avoir posé trois conditions à Chirac pour le suivre à Matignon, où elle disposera d'un bureau, un des plus beaux, paraît-il, et d'une secrétaire ; elle n'y passera que quelques heures par jour, de façon à pouvoir continuer son travail à la Cour des comptes.

Première condition, qu'il prenne comme chef du secrétariat particulier une collaboratrice de Marie-France Garaud à l'Elysée, Mme Esnault, qui aura seule son carnet de rendez-vous de manière à empêcher le développement de l'anarchie dans le travail de Chirac, qui reçoit n'importe qui sans prévenir personne et qui part sans qu'on sache où il est.

Ensuite, qu'il organise chaque matin une réunion de ses cinq ou six principaux collaborateurs, à laquelle elle assistera.

Enfin, qu'il se fixe un emploi du temps quotidien de neuf heures à vingt heures.

Chirac a tout accepté. Elle a évidemment sur lui, avec l'appui de Juillet, une grande influence. Il sait qu'il doit son poste de Premier ministre à Juillet et à elle et il ne semble pas près de l'oublier. Elle va normalement jouer auprès de lui un rôle de premier plan. De Matignon, elle s'occupera en particulier de superviser l'Intérieur, la Justice et les Relations avec le Parlement.

Elle pense que Chirac est très jeune, facile à tromper. Jusque-là, il est un jouet entre les mains de Giscard et de Poniatowski. Il avait accepté sans mot dire d'être évincé de toutes les conversations avec le chancelier allemand. C'est Marie-France Garaud qui a obtenu qu'il participe au dîner d'après. Poniatowski lui a déjà fait quelques « vacheries », dit-elle, ce qui la confirme dans l'idée que Giscard et lui veulent user Chirac et l'affaiblir durablement pour l'avenir. Elle va essayer de faire prendre Tomasini pour les Relations avec le Parlement, ce qui protégerait beaucoup Chirac contre les manœuvres de ses adversaires et plus encore de ses amis.

**7 juin 1974**

— *Chirac se fait-il à sa nouvelle fonction?*

— J'ai eu une conversation avec Marie-France Garaud à propos, en particulier, de la stratégie de Chirac – qui est en fait, dans une large mesure, la stratégie de Marie-France Garaud. Il semble bien, en effet, que la politique telle qu'elle se pratique à Matignon soit le fait de trois personnes: Jacques Chirac, Jacques Friedmann et Marie-France Garaud, certainement la plus expérimentée des trois pour les manœuvres de toutes sortes.

Le premier dessein consiste à faire durer Chirac le plus longtemps possible, en le rendant de plus en plus crédible et indispensable. Elle dit que lorsque Pompidou est devenu Premier ministre en 1962, il ne se trouvait pas dans une situation plus confortable que Chirac à l'heure actuelle, ce qui ne l'a pas empêché de le rester longtemps.

Considérant les sentiments des Républicains indépendants à l'égard de Chirac, elle fait une analyse assez nuancée. Elle estime qu'il y a chez eux un adversaire principal, Poniatowski, qui veut éliminer Chirac pour prendre sa place. Telle est d'ailleurs l'opinion de Chirac lui-même. L'attitude de Giscard est plus complexe. Il est habitué à ce que ses collaborateurs et ses amis, y compris Poniatowski, suivent constamment ses avis et ne lui présentent que des objections très feutrées. Or, il trouve en la personne de Chirac, épaulé par Marie-France Garaud il est vrai, quelqu'un qui a des idées, qui les défend et qui n'hésite pas à résister au président. Il paraît que Giscard est finalement assez séduit



par le comportement de Chirac et que, dans leur collaboration, la position de celui-ci s'est plutôt raffermie.

En outre, certains Républicains indépendants influents sont naturellement des obligés de Giscard et aussi des amis très proches de Chirac. L'exemple le plus caractéristique est celui de Jean-Pierre Fourcade, le ministre des Finances.

Notre conversation avait lieu avant le vote sur la question de confiance. Pour prouver sa force et son autorité, Chirac, selon Marie-France Garaud, devait lors du vote avoir tout l'UDR derrière lui. Ayant obtenu l'unanimité de celle-ci, il se trouve très conforté, comblant ainsi les espérances de Marie-France Garaud. Laquelle considère que le temps des barons du gaullisme est maintenant révolu. Ils peuvent continuer à se réunir, mais ils ne retrouveront plus la position prééminente qui a été la leur. D'ailleurs, Chirac enregistre tous les jours des ralliements. En voici deux caractéristiques.

Le premier concerne Alexandre Sanguinetti qui, après avoir mené des offensives très vigoureuses contre Chirac, est venu lui faire des offres de service inconditionnelles. Le second a trait à Michel Debré. Chirac voulait conserver près de lui le fils de Michel Debré, Jean-Louis, qui était jusqu'alors avec Messmer. Le jeune Debré a refusé à cause de la présence au cabinet de Marie-France Garaud, estimant qu'il lui était impossible de travailler avec elle. Il est donc parti. Mais hier, Michel Debré a demandé à Chirac de le reprendre.

Marie-France Garaud m'a confirmé que si elle avait accepté d'être la collaboratrice officieuse et très active de Chirac, c'était à la demande expresse non pas de Chirac, mais de Juillet lui-même, qui voulait absolument avoir quelqu'un d'absolue confiance à l'hôtel de Matignon.

### **30 juin 1974**

— *Cela semble aller de moins en moins bien entre Chirac et Poniatowski.*

— J'ai vu brièvement Marie-France Garaud, qui continue à penser qu'il ne faut pas de conflit prématuré entre les deux hommes. Si le conflit survient rapidement, Chirac sera le perdant. Si au contraire il a lieu dans un an ou plus, Chirac aura des chances de l'emporter.

Elle commence, devant mes analyses, à se demander si les offensives conjuguées du Parti communiste et du Parti socialiste ne sont pas plus dangereuses qu'elle ne l'avait pensé. Nous devons en discuter mardi pour voir s'il ne faudrait pas reconstituer des réunions régulières entre elle, moi, Friedmann et éventuellement telle ou telle autre personne, pour étudier spécialement ce problème.

En ce qui concerne Giscard, qu'elle n'aime toujours pas, elle a adopté une attitude très claire : *« Il est le président, donc il doit diriger. Ce n'est pas parce que nous ne sommes plus à l'Elysée qu'il faut transférer le pouvoir à Matignon. Nous devons l'aider le plus possible, car les prochaines élections législatives, en 1973, seront gagnées ou perdues par lui. Ainsi, entière loyauté à son égard. Cela n'empêche pas l'UDR d'essayer de faire prévaloir sa tendance à l'intérieur de la majorité. Cela aide même Chirac à s'affirmer. S'il tient deux ans, tout le monde verra qu'il sera le seul chef capable de s'opposer à la gauche et de refaire l'unité de l'UDR derrière lui »*.

Par conséquent, tant face à Giscard qu'à Poniatowski, son attitude est de collaboration loyale. Elle y voit un grand bénéfice pour Chirac, qu'elle entend évidemment placer dans les meilleures conditions possibles pour l'élection présidentielle de 1981.

Marie-France Garaud présente de rares qualités politiques. Son défaut principal est de montrer trop d'animosité envers les personnes qui lui déplaisent, ce qui peut fausser son jugement. Il est aussi de ne pas toujours s'intéresser assez à l'importance des idées dans la bataille politique, de trop réduire celle-ci à une question de personnes. Au total, elle n'en demeure pas moins l'une des spécialistes politiques les plus remarquables du régime. En certains domaines, elle est même la première. J'estime qu'elle ferait un ministre politique de première grandeur.

## **18 juillet 1974**

— *Marie-France Garaud doit se plaire à Matignon.*

— J'ai eu hier une longue conversation avec elle. Elle m'a demandé le plus possible de détails sur mon entrevue avec Poniatowski. Elle est d'avis que j'accepte de me charger de la tâche qu'il m'a confiée, mais

entend bien et Jacques Chirac aussi certainement, que le meilleur du travail que nous puissions faire soit réservé à l'hôtel de Matignon et non pas à la place Beauvau.

Elle estime en effet qu'il s'agit de renforcer le plus possible Chirac auprès de Giscard, de façon que le Premier ministre pèse d'un poids de plus en plus lourd face au ministre de l'Intérieur. Il faut, dit-elle, que Giscard se rende compte que Chirac est indispensable et d'après elle, des progrès ont déjà été accomplis en ce sens. Quand Chirac aura acquis une assiette assez forte et il faut pour cela dix-huit mois à deux ans, Marie-France Garaud estime, et Chirac avec elle, semble-t-il, qu'il pourra être meilleur, pour sa position politique et morale, de donner sa démission de Premier ministre plutôt que d'être renvoyé par Giscard.

Elle m'a aussi confirmé ce que je pensais de l'entrée de Françoise Giroud au gouvernement, à savoir que cela résultait du déjeuner qu'elle avait pris avec elle et Philippe Grumbach, le rédacteur en chef de *L'Express*. Ce déjeuner avait été organisé par François Gadot, le collaborateur d'Edgar Faure, il y a un mois environ, car les deux dirigeants de *L'Express* souhaitaient converser avec Marie-France Garaud.

Le déjeuner s'était particulièrement bien passé. Françoise Giroud avait été tout à fait séduite par Marie-France Garaud et celle-ci par Françoise Giroud. Marie-France Garaud en tirait la conclusion qu'il devait être possible de faire entrer son interlocutrice au gouvernement en lui faisant accepter les conditions qui avaient été posées par Chirac, c'est-à-dire qu'elle s'abstiendrait d'écrire dans *L'Express*. Marie-France Garaud avait d'ailleurs été mandatée pour mener les négociations à ce sujet. Chirac a alors informé Giscard d'Estaing de l'acceptation de Françoise Giroud et a suggéré de la nommer au gouvernement. Giscard a opiné aussitôt et c'est dans ces conditions qu'elle est devenue secrétaire d'Etat à la Condition féminine.

C'est évidemment un succès dans la mesure où le gouvernement rallie à lui l'une des journalistes les plus influentes de l'opposition et neutralise dans une large mesure les critiques de l'hebdomadaire de la gauche modérée qui lui était jusqu'ici hostile, et qui a le plus gros tirage de tous les hebdomadaires politiques français.

**22 septembre 1974**

— *Marie-France Garaud est-elle toujours satisfaite de travailler au côté de Jacques Chirac ?*

— Elle affirme qu'il est cyclothymique, tantôt trop optimiste, tantôt trop pessimiste, ce qui est un défaut assez grave au poste qu'il occupe. Il y a eu un dîner Chirac-Juillet-Garaud qui a été plutôt difficile. Chirac a assez mal pris certaines réflexions très franches de Juillet, bien que ce soit à Juillet qu'il doive d'être Premier ministre puisque c'est Juillet qui lui a fait prendre la tête des 43 élus qui se sont séparés de Chaban avant le premier tour de l'élection présidentielle. Marie-France Garaud en déduit que Chirac commence à se prendre très au sérieux et va peut-être se montrer plus difficile à conseiller que par le passé.

Il y a eu, voici quelques jours, un autre dîner réunissant Chirac, Edgar Faure, Juillet, Friedmann et Marie-France Garaud. Edgar Faure a repris avec plus de compétence financière les idées de Juillet, expliquant que les mesures du gouvernement étaient insuffisantes pour redresser la situation. Il a lancé à Chirac : « *Faites comme Bonaparte au pont d'Arcole, avancez courageusement, dites toute la vérité au pays et demandez que l'on vous suive en brandissant votre drapeau* ». Chirac a eu la même attitude que précédemment, assez réservée.

**3 octobre 1974**

— *Où en sont à présent les rapports Giscard-Chirac ?*

— J'ai vu longuement Marie-France Garaud hier soir et nous les avons évoqués. Mais d'abord, je venais lui exposer mes préoccupations relatives aux progrès communistes dans l'Europe méditerranéenne. Elle s'est montrée très consciente de la gravité de cette situation, mais m'a expliqué que ces perspectives étaient bien loin des préoccupations au jour le jour du Premier ministre et de son entourage. Elle m'a demandé de rédiger une note pour Chirac à ce sujet, ce que je ne manquerai pas de faire dans les jours à venir.

Elle a ensuite analysé, avec de nouveaux éléments, la politique de Chirac vis-à-vis du président de la République. Son idée fondamentale consiste à maintenir et développer son accord avec Giscard et à gagner complètement sa confiance. Il est prêt à tout sacrifier pour

cela. Il compte ainsi renforcer son autorité sur Giscard et à cet égard, Marie-France Garaud s'accorde avec Friedmann pour considérer qu'il a déjà tiré des avantages de cette orientation, en particulier pour tout ce qui concerne les manœuvres de politique intérieure. Chirac espère équilibrer peu à peu l'influence de Poniatowski sur Giscard, qui est encore primordiale, mais Chirac consolide peu à peu sa situation. Il pense qu'en accroissant son autorité sur Giscard et en renforçant parallèlement son influence à l'intérieur de l'UDR, sa position générale sera meilleure.

En ce qui concerne Pierre Juillet, qui est de retour à Paris sans être pour autant mêlé à la vie politique, Marie-France Garaud explique qu'il souhaite naturellement la réussite du plan économique du gouvernement, mais qu'il n'y croit pas. Il se demande en conséquence si le mieux ne serait pas que ce plan échoue le plus vite possible, dans les deux ou trois mois qui viennent. Cet échec pourrait ouvrir les yeux de Chirac sur la nécessité de pratiquer une politique plus sévère, plus courageuse, très différente de celle qui est voulue par Giscard et Poniatowski.

### **17 octobre 1974**

— *Les choses ont l'air de s'arranger entre Marie-France Garaud et Chirac.*

— Elle l'épaule d'un peu plus près qu'elle ne l'a fait jusqu'ici. Elle ne tarit pas d'éloges sur sa capacité de travail, sur sa rapidité. Mais elle est aussi frappée par le caractère désordonné de son activité, par l'impossibilité qui est parfois la sienne de distinguer l'essentiel de l'accessoire. Elle en tire la conclusion, provisoire en tout cas, que Chirac n'est peut-être pas fait pour être un premier, mais un second.

### **12 novembre 1974**

— *Pourquoi Pierre Juillet ne s'implique-t-il pas davantage dans les affaires politiques ?*

— J'ai eu hier une conversation de plus de deux heures avec lui sur la question de savoir s'il doit reprendre des fonctions officielles auprès de Chirac et à quel niveau. Chirac et Marie-France Garaud le souhaitent, car ils ont le plus grand besoin de son expérience politique,

compte tenu des circonstances difficiles dans lesquelles le pays se trouve et peut se trouver demain. Mais ils se heurtent à une attitude d'ensemble de Juillet qui refuse toute fonction officielle depuis la mort de Pompidou.

J'allais le voir à la demande de Chirac et de Marie-France Garaud pour tenter de le fléchir et chercher avec lui quelle pourrait être exactement sa position. À la fin de la semaine dernière, il s'en était entretenu avec Marie-France Garaud et dimanche, avait eu une longue conversation avec Chirac à ce sujet. Le but de ma visite était d'achever de le convaincre d'accepter la proposition qui lui était présentée et d'en discuter avec lui les modalités, car il y en a plusieurs.

Il a fini par accepter et m'a demandé quel poste, selon moi, il devrait occuper pour travailler efficacement avec Chirac. Ma réponse a été nette, je lui ai dit que compte tenu des fonctions qu'il avait déjà exercées et de son rôle politique dans la campagne présidentielle, il ne pouvait revenir que comme ministre de plein exercice. Comme il s'agit d'être le collaborateur de Chirac chargé des problèmes politiques, on devrait lui donner le titre de ministre délégué auprès du Premier ministre, poste qui a déjà existé dans le passé, qui présente l'avantage de ne donner aucune charge administrative à son titulaire et qui en fait en quelque sorte le ministre politique du gouvernement, ainsi que le collaborateur privilégié du Premier ministre. C'est-à-dire exactement ce que cherche Chirac et ce pourquoi Juillet est fait.

Cette proposition lui a paru séduisante, mais il y a présenté des objections. On peut certainement y trouver une réponse, mais elles méritent d'être notées. Il m'a d'abord rappelé que lorsque le ministère avait été constitué, Giscard d'Estaing lui avait offert d'être ministre des Affaires étrangères, ce qu'il avait refusé, ainsi que toute autre fonction officielle. Il craint donc de se montrer désobligeant à l'égard du président de la République en acceptant aujourd'hui, à la demande de Chirac, une fonction ministérielle. Il dit aussi que s'il exerçait cette fonction, il serait en quelque sorte le ministre politique du gouvernement, ce qui le mettrait en concurrence directe avec Poniatowski, d'où pourrait résulter une détérioration des rapports entre Chirac et Poniatowski.

Étant donné son goût personnel pour le travail discret et non-officiel, il m'a dit en fin de conversation que le mieux serait que d'abord, pendant trois ou quatre mois, il joue un rôle politique important auprès de Chirac sans exercer de fonction officielle. Il serait aidé dans ce travail par trois ou quatre personnes, dont Marie-France Garaud et moi-même. Giscard d'Estaing et Poniatowski seraient peut-être plus satisfaits par cette méthode prudente et lente.

J'ai exposé tout ceci à Marie-France Garaud, assez anxieuse du résultat de notre conversation. Elle a considéré que celle-ci avait été très utile et devrait faire avancer la solution. D'après ce que m'a dit Juillet, il est de toute manière certain que Marie-France Garaud sera nommée chargée de mission auprès du Premier ministre, c'est-à-dire qu'elle remplacera Friedmann. Mais qu'au lieu de traiter comme lui surtout des affaires économiques, elle s'occupera principalement des affaires politiques. Ainsi se trouvera reconstituée auprès de Chirac l'équipe politique avec laquelle Pompidou travaillait entre 1969 et 1974.

Il est évident que si ces projets se réalisent, ils apporteront dans la situation politique française une certaine modification puisqu'il y aurait à l'hôtel de Matignon, à défaut de l'Élysée, une personnalité politique particulièrement expérimentée qui pourrait mener le combat contre la gauche. Il ne faut pas oublier, en effet, que parmi les équipes dirigeantes, Pierre Juillet représente certainement l'un des points les plus solides dans l'hypothèse d'une véritable bataille à mener contre la gauche et l'extrême-gauche.

*En décembre, Jacques Chirac, tout en restant Premier ministre, se fit élire secrétaire général de l'UDR.*

### **23 décembre 1974**

— *Chirac semble marquer des points dans les rangs gaullistes.*

— Je viens de voir Marie-France Garaud qui m'a conduit près de Chirac pour parler des problèmes de l'UDR, sur lesquels Chirac souhaitait que je lui prépare une note et des idées.

Chirac s'est décidé à agir lors d'un dîner chez Roger Frey, quand il a constaté que Chaban-Delmas, Guichard, etc., se préparaient à prendre

le contrôle de l'UDR vers le 15 janvier. Son coup a fait échouer le leur. Il est à peu près sûr de la neutralité bienveillante de Michel Debré, pour des raisons de politique générale. Cela n'empêche pas Debré de soutenir Jean Foyer dans l'affaire de la loi sur l'avortement, et Fanton dans son opposition au secrétaire général de l'UDR. Mais en définitive, Debré penchera du côté de Chirac.

Celui-ci m'a interrogé sur Frey. Il pense qu'il est entièrement rallié, mais se demande où il en est avec Chaban-Delmas. J'ai répondu que Frey était effrayé par les erreurs de Chaban et perdait toute confiance dans son avenir. Il attribue à sa nouvelle femme, très ambitieuse, l'origine de toutes ses fautes.

Chirac a chargé Marie-France Garaud et moi de récupérer Baumel dans le groupe chabaniste, car il pourrait être utile. Il s'accorde avec mon analyse selon laquelle sa réussite au poste de secrétaire général de l'UDR est pour lui vitale.

### 9 mars 1975

— *Vous deviez revoir Jacques Chirac.*

— Connaissant mes contacts actuels avec certains éléments socialistes, et mon déjeuner prochain avec Charles Hernu<sup>143</sup> et Marie-France Garaud, il voulait que je lui explique ce que je pensais de la situation actuelle du Parti socialiste et de François Mitterrand, ce que j'ai fait. Lui-même a du mal à croire que la rupture PCF-PS puisse être définitive, tant les intérêts électoraux des deux partis sont dépendants de leur alliance.

Il est de plus en plus intéressé par la politique extérieure, dont il ne s'était jusqu'ici jamais occupé. Il a estimé qu'en ce qui concerne l'Afrique, Jacques Foccart, si critiqué, était bien mieux informé que ses successeurs. Par exemple, pour Madagascar, il s'est plaint que ni le Quai d'Orsay, ni le ministère de la Coopération n'aient rien prévu de ce qui s'est passé, et que d'ex-collaborateurs de Foccart, mieux informés et plus clairvoyants, n'aient pas été écoutés.

---

143 – Membre du Parti radical-socialiste, puis de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, proche de François Mitterrand qui en fera son ministre de la Défense nationale en 1981.



Il est inquiet de ce qui se passe dans la péninsule ibérique. Sachant que je connais bien l'Espagne, il m'a demandé comment je voyais la situation et si je croyais que le général Franco pouvait renoncer à ses fonctions. Je lui ai expliqué que d'après ce que je savais, la réponse était négative, sauf très grave maladie, et encore. Il m'a aussi interrogé sur le Portugal, me demandant notamment mon analyse des rapports du Parti communiste portugais avec l'armée. Je lui ai donné l'article de Nicolas Lang paru dans *Est & Ouest*. Il va le lire. Il a ajouté qu'il lisait toujours les notes que je donnais à Marie-France Garaud. Il se montre presque toujours en accord avec leur contenu et m'a dit de ne pas hésiter à en rédiger davantage.

\*

\* \*

**7 avril 1975**

— *Tout compte fait, le voyage du Premier ministre à Moscou s'est plutôt bien passé.*

— Georges Broussine a des contacts réguliers avec un conseiller de l'ambassade soviétique, mais celui-ci ne l'avait pas appelé depuis quelque temps. Or, il lui a téléphoné en urgence juste après le voyage de Chirac à Moscou. Il voulait lui parler de la déclaration que le Premier ministre avait faite là-bas, notamment de sa vive attaque contre le Parti communiste français. Il lui a dit explicitement que les Soviétiques n'accordaient aucune importance à cette déclaration, qu'ils trouvaient normal que Chirac l'ait faite et qu'ils ne se préoccupaient absolument pas des réactions du PCF à cet égard.

Toutefois, ils se montraient très préoccupés de ce que la presse française ait, dans son ensemble, désapprouvé les déclarations de Chirac en estimant qu'elles étaient inopportunes et pouvaient gêner les relations de la France avec l'URSS. À Moscou, où l'on a l'habitude de diriger la presse, on se demandait si l'Élysée n'était pas derrière cette campagne et n'avait pas poussé les journaux à attaquer Chirac. Dans ce cas, a dit en substance le diplomate, nous aurions fait un très mauvais calcul en réservant à Chirac un accueil aussi chaleureux. En effet, a-t-il dit, si nous désirons maintenir les meilleures relations avec Chirac

en sa qualité de secrétaire général de l'UDR, c'est-à-dire du parti qui pratique la politique la plus compréhensive à l'égard de l'URSS, nous ne souhaitons pas pour autant nous brouiller plus ou moins directement avec le président de la République.

Georges Broussine a remis les choses au point en expliquant que ces craintes ne lui paraissaient pas fondées et le conseiller soviétique en parut soulagé.

### **13 mai 1975**

— *Où en sont les rapports entre l'Elysée et Matignon?*

— Au cours d'une conversation récente avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud, tous deux m'ont fait part de leur inquiétude du fait qu'ils n'arrivent toujours pas à discipliner Chirac. Il veut faire trop de choses, est amené à les faire mal et peut donner prise à des attaques contre lui par des concurrents de la majorité. Il y a eu en particulier une explication très sévère entre Marie-France Garaud et lui, au cours de laquelle celle-ci, qui jouit auprès de lui d'une grande liberté de langage, lui a dit que s'il continuait à travailler dans ce désordre, avant six mois il serait complètement noyé et prêt pour une exécution par Giscard d'Estaing. Elle lui a parlé pendant vingt minutes sans être interrompue et visiblement, ce qu'elle a dit a porté.

Ils essaient aussi d'amener Chirac à une attitude plus nette contre l'extrême-gauche. Ils lui ont en particulier expliqué combien l'attitude du gouvernement avait été inadmissible au moment de la mort de Jacques Duclos<sup>144</sup>. Ils sont soutenus à cet égard notamment par Max Lejeune, le chef du Parti socialiste dissident et par le président du groupe parlementaire gaulliste à l'Assemblée nationale.

### **21 mai 1975**

— *Chirac est-il satisfait de ses rapports avec Giscard?*

— Je l'ai vu cet après-midi en compagnie de Marie-France Garaud. Sachant que je connaissais bien la situation en Espagne et au Portugal,

---

<sup>144</sup> – Les obsèques de Jacques Duclos avaient donné lieu à des hommages officiels et à de longs reportages du service public de télévision.

il voulait me demander de nouvelles informations à ce sujet. Il était visiblement préoccupé par les évolutions actuelles dans ces deux pays.

Sur le plan intérieur, il est inquiet de certaines erreurs de langage du président de la République. Il trouve, en particulier, que Giscard a eu tort de présenter le seuil d'un million de chômeurs comme un seuil critique car, dit-il, si ce chiffre est atteint, nous aurons contribué nous-mêmes à rendre la situation plus dangereuse.

Parlant ensuite avec moi seul, Marie-France Garaud m'a ainsi résumé la situation. Le président de la République est un technicien de grande valeur entouré de technocrates et qui voudrait comprendre le peuple français, mais qui a le plus grand mal à y parvenir. Au fond, il ne le sent pas. Il a beaucoup d'idées sur les questions concrètes, mais pas d'idée d'ensemble sur la France, sur la philosophie qui doit inspirer l'action gouvernementale. C'est-à-dire qu'il est exactement l'inverse de ce qu'a pu être le général De Gaulle.

Quant à Chirac, qu'elle connaît très bien, elle dit qu'il sent bien mieux les réactions populaires, mais n'a aucune idée et son absence complète de méthode de travail risque de lui être funeste.

Dans ces conditions, conclut-elle, il faut bien reconnaître qu'à la tête de l'Etat, bien des choses ne vont pas et il ne lui semble pas être partielle quand elle prétend que du temps de Pompidou, malgré sa maladie, on rencontrait moins de difficultés.

## **24 mai 1975**

— *Le voyage de Chirac à Moscou a tout compte fait suscité quelques remous.*

— Le fonctionnaire de l'ambassade de l'URSS que Georges Broussine rencontre de temps en temps lui a confié que les Soviétiques étaient en fin de compte mécontents de ce voyage, à la suite duquel Chirac s'est livré à des remarques assez désagréables sur la vie en URSS – remarques qui ont été rapportées aux dirigeants soviétiques.

En outre, il a confirmé à Broussine que Moscou était très contrarié par plusieurs aspects du voyage du vice-Premier ministre de la Chine populaire en France : il a été trop bien reçu, il a pu se livrer à Paris à des déclarations antisoviétiques inadmissibles auxquelles aucun

Français n'a répondu, directement ou non. Enfin, Giscard s'est rallié aux thèses de Pékin sur l'existence de trois mondes et non deux, les Etats-Unis, l'URSS, puis l'Europe et les pays sous-développés, dont la Chine populaire. On considère à Moscou comme inadmissible que la France ait l'air de faire sienne cette thèse fondamentale de la politique extérieure de Pékin, où l'URSS se trouve isolée et principalement visée.

### **3 juin 1975**

— *Enfin, Chirac a nettement pris position contre le Parti communiste !*

— J'avais beaucoup travaillé avec Pierre Juillet, Marie-France Garaud et Jacques Friedmann, ami intime de Jacques Chirac, à la préparation du grand discours qu'il a prononcé dimanche à la réunion de l'UDR. Sa mise en cause du Parti communiste, par sa netteté, est d'une extrême importance et le Parti communiste l'a bien senti, qui a réagi très durement. Il y avait longtemps qu'un Premier ministre n'avait pas pris contre le communisme une position aussi tranchée, aussi argumentée, en situant le débat sur l'un des principaux points faibles des communistes : la défense de la liberté.

Personnellement, je suis très satisfait de ce qui s'est passé, qui résulte, enfin, des longues discussions que j'ai eues avec ses collaborateurs et avec lui-même depuis des mois pour l'engager à mener un combat de front contre le Parti communiste.

### **11 juin 1975**

— *Il paraît que les gaullistes de gauche refont surface.*

— La reprise des relations entre Matignon et Philippe Dechartre, un de leurs responsables, s'explique de la manière suivante.

Il y avait eu une sorte de rupture au temps du président Pompidou, car on craignait que Philippe Dechartre ne soit mêlé à une affaire d'argent pas très claire. L'Elysée avait donc pris ses distances avec lui et recommandé à l'UDR de les prendre également. Tout semble à présent s'être éclairci. Il apparaît que Dechartre a peut-être commis quelques imprudences, mais n'a rien fait de malhonnête. En tout cas, cela permet sa réutilisation sur le plan politique.

Pendant un certain temps, cela n'a pas paru nécessaire. Mais après les élections présidentielles de 1974, devant la poussée de la gauche, Chirac et ses conseillers Pierre Juillet et Marie-France Garaud ont estimé qu'il serait utile de redonner vie à un mouvement de gaullistes de gauche qui puisse appuyer le gaullisme d'une part et qui, d'autre part, se situerait à la gauche de l'UDR afin de regagner, dans la mesure du possible, nombre d'électeurs de gauche qui ont abandonné la majorité gaulliste après la mort du général.

C'est dans ces conditions que Chirac a demandé que Philippe Dechartre réactive son mouvement des gaullistes de gauche, qu'il l'a aidé matériellement d'une manière substantielle et lui a donné les moyens de développer sa propagande. Le congrès de ce mouvement, qui s'est tenu voilà quelques mois, a d'ailleurs montré qu'il disposait d'un nombre important de militants bien formés politiquement, dont la répartition s'étend à l'ensemble de la France, et qu'il pouvait par conséquent compléter utilement l'action politique de l'UDR. Chirac s'est donc rendu à ce congrès et y a prononcé un long discours en vue d'accentuer au maximum une image réformatrice assez avancée de la propagande gaulliste nouvelle manière.

De là aussi les contacts réguliers qui ont lieu entre Matignon, en l'occurrence Marie-France Garaud, et Philippe Dechartre. Jusqu'à maintenant, il semble bien que le travail accompli par Dechartre justifie les efforts que le Premier ministre a consentis en sa faveur.

Sans doute faut-il se rendre compte que les gaullistes de gauche n'ont jamais réussi à opérer une véritable percée, ni à rassembler une importante clientèle. Il est néanmoins certain que dans chaque circonscription électorale, ils peuvent enlever quelques centaines de voix à la gauche en permettant à des gaullistes mécontents de s'exprimer sans passer pour autant à l'opposition. Comme dans nombre de départements les élections se jouent à quelques centaines de voix près, leur action peut donc ne pas être négligeable dans plusieurs circonscriptions, tout en demeurant relativement faible sur le plan national.

**18 juin 1975**

— *On dirait que la majorité ménage la gauche en ce moment.*

— À l'occasion d'un déjeuner récent, Marie-France Garaud m'a cité une série de faits qui montrent l'affaiblissement de l'Etat, en particulier les graves insuffisances de Poniatowski au ministère de l'Intérieur. Chirac et elle-même attribuent ces insuffisances non seulement à certains défauts de caractère, ou plutôt à une absence de volonté du ministre, mais aussi à l'attitude d'ensemble du président de la République. Il s'est opposé jusqu'à maintenant à toute prise de position trop énergique pouvant contrarier ses tentatives pour améliorer les rapports avec la gauche, partis et syndicats. À Matignon, on est persuadé que cette tactique de l'Elysée est erronée, mais il paraît difficile, pour le moment, de s'y opposer.

Nous avons procédé ensemble à un inventaire de la situation dans les quatre pays de l'Europe méditerranéenne occidentale, Portugal, Espagne, Italie et France, d'où il résulte un accroissement considérable du danger communiste. Marie-France Garaud estime que le Premier ministre en est conscient, au contraire de l'Elysée. Ensuite, je lui ai exposé ce qu'il me paraissait nécessaire de faire pour endiguer l'évolution en cours vers la gauche et elle est bien d'avis d'essayer de se battre. Elle pense qu'on ne peut s'y consacrer qu'avec Chirac et m'a dit, après en avoir parlé à Pierre Juillet, qu'il faudrait recommencer les réunions régulières que nous tenions entre 1970 et 1973 à l'Elysée au temps de Pompidou.

Elle m'a confirmé que si les qualités politiques de Chirac semblaient certaines et son énergie non moins sûre, il était un partenaire difficile, car très mal organisé et ne se rendant pas toujours compte de la portée de ses décisions. Elle m'a précisé que la seule personne susceptible d'exercer une influence réelle sur Chirac et de lui faire faire à peu près n'importe quoi était Pierre Juillet. Mais celui-ci éprouve lui-même des difficultés à le voir. Il en résulte que Marie-France Garaud, en particulier, passe son temps à redresser nombre de maladresses ou de distractions de Chirac qui pourraient parfois avoir de fâcheuses conséquences.

Marie-France Garaud m'a confirmé que Chirac, après les déclarations violentes et absurdes de Françoise Giroud, l'avait reçue pendant une heure et lui avait adressé de très vifs reproches, à la suite desquels Françoise Giroud, comme on le sait, s'est totalement déjugée en préten-

dant qu'elle n'avait jamais voulu attaquer le Premier ministre. Il est évident qu'elle ne s'attendait pas à une réaction aussi dure de Chirac et qu'elle comptait être soutenue par le président de la République, ce qui n'a pas été le cas. Marie-France Garaud pense que la leçon a porté et que Françoise Giroud ne se livrera pas de sitôt à de nouvelles déclarations de ce genre.

*Un nouveau remaniement ministériel eut lieu le 11 janvier 1976, opéré à l'Élysée et pratiquement sans qu'à nouveau Jacques Chirac y prît part.*

### **13 janvier 1976**

— *L'annonce d'une évolution du Parti communiste a l'air de susciter quelque trouble.*

— J'ai participé, rue Vaneau, à une réunion qui comprenait le Premier ministre, Pierre Juillet, Marie-France Garaud et moi. Elle était provoquée précisément par les conséquences possibles de la nouvelle tactique communiste, que caractérise l'annonce d'une renonciation à la dictature du prolétariat, d'une prise de position en faveur des libertés et de davantage d'indépendance vis-à-vis de l'URSS.

Jacques Chirac a estimé que cette nouvelle tactique allait valoir au Parti communiste un surcroît d'influence dans le pays, puisqu'il fera moins peur. Il a ajouté que ce renforcement du PC s'accompagnera d'un accroissement de son ascendance sur la CGT, où ce masque plus libéral facilitera son action auprès des cégétistes non communistes.

Nous avons pensé qu'il convenait d'expliquer qu'il y avait là un changement dans la forme et non dans le fond; que le centralisme démocratique, qui constitue le fondement même du pouvoir dans les partis communistes, n'est nulle part remis en cause et surtout pas en France; qu'il fallait poser sans cesse des questions précises au PC à propos de l'URSS pour montrer que sur les sujets importants, il se refuse autant qu'avant à se désolidariser de l'URSS.

Jacques Chirac attend une occasion favorable pour exposer ses vues au président. En attendant, il a voulu les développer devant des personnes possédant une expérience politique prolongée et connaissant bien les questions du communisme et de l'union de la gauche.

## La démission

**18 janvier 1976.**

— *Le remaniement ministériel ne montre-t-il pas qu'à l'inverse de certains pronostics, Jacques Chirac va rester encore longtemps à Matignon ?*

— J'ai vu Pierre Juillet le 15 et notre conversation a porté sur la situation politique à la suite du remaniement. Marie-France Garaud a assisté à la deuxième moitié de cet entretien.

Juliet avait eu la veille une conversation d'une heure avec Chirac, au cours de laquelle celui-ci avait fait un examen très lucide de son cas personnel, de la situation gouvernementale et des problèmes du président.

Il a dit que le remaniement avait été pour la plus grande part le résultat de choix du président, sa propre influence ayant été réduite; et qu'il avait le sentiment d'être tenu à l'écart des réflexions et manœuvres du président et de certains de ses amis comme Poniatoski. Il a précisé: « *Je sais que l'on me cache certaines choses, que je n'apprends qu'indirectement ou pas du tout. Cette atmosphère est déplaisante* ».

Il a ajouté qu'il était en désaccord avec plusieurs initiatives du président, par exemple au sujet des réformes, notamment de la taxation de certaines plus-values, car lui-même est farouchement opposé à ce qu'on taxe le patri-moine, ce qu'il a d'ailleurs fini par faire accepter à Giscard. Lequel, croit-il, se coupe de son électorat sans rallier celui de ses adversaires.

En conséquence, il se demande si son intérêt personnel ne serait pas, à un moment déterminé, de cesser d'être Premier ministre et de reprendre sa liberté de mouvement pour n'être pas entraîné dans les erreurs de Giscard et Poniatoski.

**11 février 1976**

— *Vous ne m'avez pas parlé de votre dernier entretien avec le Premier ministre.*

— Chirac m'a demandé de l'aider à préparer son émission de télévision de la semaine prochaine sur TF 1, en particulier de le conseiller sur ce qu'il doit répondre à des questions relatives au récent congrès du Parti communiste. Je l'ai fait et lui fournirai d'autres précisions dimanche.



Il ne croit pas beaucoup au directoire européen suggéré par Giscard. Il estime, sans le dire nettement, que cette initiative du président, que le Quai d'Orsay a ignorée, n'est pas très opportune.

Sur l'élection d'un président européen au suffrage universel, il est très réservé, très proche de Michel Debré. Son attitude résulte probablement en partie d'une évolution du président lui-même. En effet, après son déjeuner avec Giscard, Debré se montrait très satisfait, disant : « *Le président a soutenu des thèses gaullistes* ». À propos de l'Europe, Chirac explique que sa position et celle de François Mitterrand se ressemblent sur plusieurs points.

### 18 février 1976

— *Vous deviez rencontrer Marie-France Garaud.*

— J'ai déjeuné avec elle et Alexandre de Marenches. Cherchant à analyser la position de Chirac à propos de l'URSS, elle a expliqué d'une manière très précise, et à mon avis très intelligente, les raisons de l'attitude du Premier ministre face à l'Union soviétique. Elle précise que deux hommes ont contribué à forger son opinion sur l'attitude à adopter à l'égard de l'URSS, deux hommes dont il admire beaucoup l'intelligence.

Le premier, Pompidou, était tout à fait persuadé qu'il n'y avait pas de politique intérieure possible en France sans un certain accord avec les Soviétiques. Il croyait que s'ils voulaient véritablement combattre un gouvernement français, celui-ci finirait par avoir la vie impossible. Donc, il fallait à tout prix trouver avec eux un *modus vivendi* permettant de manœuvrer à l'intérieur contre le Parti communiste.

Le second est Edgar Faure, avec lequel Chirac est très ami et qui l'a persuadé, ce qu'il croit d'ailleurs très sincèrement, qu'il n'y a pas non plus de neutralité bienveillante possible de la part des Soviétiques, ce qui implique qu'on ne les attaque pas trop fortement ni systématiquement. C'est ainsi que Marie-France Garaud explique les déclarations faites hier par Chirac à propos de Leonid Plioutch<sup>145</sup>, qu'il a rappelé à l'ordre en précisant que la France est une terre d'asile et que cela implique, de

---

145 – Léonid Plioutch, savant russe et opposant aux dirigeants de l'URSS, avait trouvé refuge en France où il continuait à dénoncer les tares du régime soviétique.

la part de ceux qui y sont accueillis, un devoir de réserve, notamment celui de s'abstenir d'attaquer les pays dont ils sont originaires. Ses déclarations, a-t-elle ajouté, découlent de cette croyance fondamentale du Premier ministre : il ne faut pas avoir de trop mauvaises relations avec l'URSS pour des raisons de politique intérieure française, afin qu'elle ne soutienne pas systématiquement le point de vue de l'opposition.

*Lors des élections cantonales des 7 et 14 mars, le Parti socialiste gagna 194 sièges de conseiller général et le Parti communiste 75, tandis que l'UDR en perdait 48 et les Républicains indépendants 36.*

### **10 mai 1976**

— *La situation politique dégradée devrait diminuer l'autorité de Giscard.*

— Elle l'est, à en croire Pierre Juillet, Marie-France Garaud, Georges Broussine et Serge Maffert, le chef du service de presse de Matignon. Leurs observations vont dans le même sens : ils ont d'abord trouvé Giscard très secoué par l'échec des élections cantonales, donnant des signes de désarroi et se demandant si la politique de concessions à l'opposition et de réformes opérées dans certains secteurs ne constituait pas une erreur. Preuve de ce désarroi, il a sollicité le retour de Pierre Juillet, suivi ses avis pendant plusieurs semaines, donné le rôle de coordinateur de la majorité à Chirac et annoncé dans toutes ses conversations privées qu'il allait se battre contre l'opposition.

Puis, dès la fin mars, comme l'atteste son allocution télévisée, une première modification était notée : il reprenait son idée de multiplier les réformes pour faire échec à la gauche. Cette tendance s'est accentuée pendant tout le mois d'avril et il est aujourd'hui plus persuadé que jamais que seule cette politique est capable de lui faire gagner les élections. Donc, contrairement à ce qu'on pouvait croire en mars, le président n'a aucune intention de changer d'objectif ni de méthode. Il veut continuer plus que jamais à lancer des réformes dans tous les secteurs, persuadé qu'il ne peut sauver le régime et lui-même que comme cela. Il en résulte qu'il s'est à nouveau éloigné de l'UDR, pourtant plus proche du peuple que lui, et qu'il n'a pas l'intention d'abandonner à Chirac une parcelle de son autorité. La période de

désarroi de mars est terminée, au moins momentanément car l'instabilité du président ne permet pas de prévoir son comportement à long terme.

Si les relations de Giscard avec Chirac restent bonnes et confiantes, l'entourage présidentiel, notamment Brossolette et Poniatowski, ainsi qu'un peu Serisé, mène une lutte acharnée et quotidienne auprès du président pour le persuader que Chirac le gêne dans sa politique, qu'il cherche à devenir l'homme fort et le recours en cas de crise, qu'aucune réforme ne sera possible tant que l'UDR restera puissante, donc qu'il faut l'affaiblir, enfin que ce fut une erreur de nommer Chirac coordinateur de la majorité. Comme il est impossible de revenir sur cette décision, l'entourage de Giscard manœuvre, jour après jour, pour vider cette fonction de son contenu politique. La lutte est particulièrement âpre.

Au contraire, une partie du Centre, avec Lecanuet, soutient plutôt Chirac, considéré comme un excellent Premier ministre et jugé moins conservateur que les Républicains indépendants.

Dans le même temps, des difficultés sont nées entre l'entourage de Chirac, surtout Marie-France Garaud, et Jacques Chirac lui-même. Elle juge que le Premier ministre travaille toujours sans méthode, qu'il fait des déclarations maladroites, par exemple quand il soutient le monopole syndical, donc celui de la CGT et de la CFDT, alors que toute l'UDR est hostile à ce monopole. En outre, il ne sait pas dire à ses ministres ce qu'il faut, ne sait pas imposer son point de vue au président quand c'est nécessaire. À quoi se joignent des reproches sur sa vie sentimentale un peu trop agitée, ce qui ne facilite pas son travail et entraîne parfois de regrettables indiscretions dans le milieu journalistique, où travaille [...], l'actuelle et envahissante favorite.

Il en est résulté, vers le 5 mai, un déjeuner en tête-à-tête entre Chirac et Marie-France Garaud, au cours duquel celle-ci lui a de nouveau adressé de durs reproches, allant jusqu'à lui dire qu'elle quitterait ses fonctions à Maignon si la situation n'était pas redressée. Chirac s'est défendu de son mieux et a fait un aveu important qui éclaire les actuels mécanismes du pouvoir. Il a dit : « *Le président ne préside pas, il n'est intéressé que par les apparences, de là ses hésitations, ses revirements,*

*ses erreurs de jugement. Je ne peux donc pas gouverner effectivement dans ces conditions, sinon je serais renvoyé. Pour rester en fonction et donc sauvegarder l'avenir, je dois moi aussi me contenter de faire semblant de gouverner ».*

C'est certainement une explication très lucide de la situation. Mais elle est inquiétante et Marie-France Garaud n'a pas manqué de lui dire : *« Il arrive un moment où il faut savoir ne pas être complice d'une pareille politique, sinon, la complicité est aussi grave que la faute elle-même ».*

Il a été entendu qu'ils reparleraient du problème dans quinze jours. Marie-France Garaud ne sait pas encore s'il y aura des changements ou non. Elle est assez pessimiste. Pierre Juillet l'est un peu moins. Tout va dépendre de Chirac, selon qu'il reprendra sa politique plus ferme ou qu'il s'inclinera complètement devant les idées du président, même s'il les partage peu. En ce sens, il y a bien, à Matignon, les éléments d'une crise née de divergences au sujet de ce qu'il faut faire : rester ou partir.

Marie-France Garaud, assez déçue par certaines faiblesses, réelles je crois, de Chirac, est allée jusqu'à me dire : *« Je me demande si Guichard ne serait pas plus efficace auprès du président ».* Ce n'est évidemment là qu'un mot de déception, mais qui montre que Chirac a soulevé, même chez ses amis les plus fidèles, des inquiétudes par ses méthodes de travail très personnelles et trop impulsives.

Les élections municipales seront très difficiles. La majorité va beaucoup y perdre. L'entourage de Giscard, surtout Brossolette, Poniatowski et Chinaud<sup>146</sup>, pense que ce sera l'occasion rêvée pour se débarrasser de Chirac. Si cela se produisait, il en résulterait une grave crise dans la majorité, une crise qui rendrait peut-être les élections législatives inévitables en 1977 au lieu de 1978. Et dans ces conditions, la majorité les perdrait presque sûrement.

*Le 25 août, poussé par Marie-France Garaud et Pierre Juillet, Jacques Chirac présenta sa démission de Premier ministre. Il fut remplacé par Raymond Barre.*

---

146 – Roger Chinaud, secrétaire général, puis vice-président de la Fédération nationale des Républicains indépendants.

**6 septembre 1976**

— *La démission soudaine de Jacques Chirac a surpris, autant que son remplacement par Raymond Barre.*

— J'ai vu très longuement Marie-France Garaud vendredi et samedi. Elle m'a donné quelques précisions sur les conditions de la démission. Chirac l'avait adressée au président dans les derniers jours de juillet, car il souhaitait que le nouveau gouvernement soit constitué dès le début du mois d'août. Il était tout à fait persuadé qu'il fallait qu'un gouvernement nouveau, ayant de l'autorité, prépare les mesures financières indispensables et puisse les mettre en application dès la fin août. Il l'avait précisé verbalement au président.

En fait, Giscard a refusé ce calendrier et a demandé le report de la démission à un mois plus tard. Dans son entretien télévisé, au lendemain du départ de Chirac, il a dit qu'il n'avait pas accepté sa démission fin juillet pour ne pas avoir l'air d'obéir aux partis. Mais ce motif n'est pas exact. La vérité, c'est qu'il croyait possible de conserver Chirac encore pendant quelques mois, cela lui convenait mieux. C'est aussi qu'il ne voulait pas remettre son voyage au Gabon et en outre, comme il l'a dit lui-même à Chirac à ce moment-là, il n'entendait pas différer ses vacances, qu'il avait projetées au Zaïre.

Telle est la réalité, qui montre qu'il faut se garder de prendre toutes les déclarations publiques du président comme vérités d'Évangile. Il n'est d'ailleurs pas le seul chef d'Etat au monde à arranger la vérité selon ses besoins.

En ce qui concerne les motifs de la démission, Marie-France Garaud est revenue avec beaucoup de netteté sur les vraies réalités. Le président, dans le même entretien, a dit que Chirac aurait voulu exercer des pouvoirs relevant du président de la République. Ce n'est pas davantage exact. Chirac aurait certainement accepté d'exécuter tous les projets du président si celui-ci les lui avait précisés clairement. Et surtout s'il ne les avait précisés qu'à lui-même et n'avait pas pris l'habitude de traiter directement avec les ministres, par-dessus la tête du Premier ministre. Il en résultait que Chirac était constamment court-circuité, les ministres comprenant qu'il ne servait à rien d'aller le voir et que mieux valait discuter directement avec le président. Elle m'a cité

l'exemple suivant. Un jour, le comité interministériel sur les affaires financières réunit Giscard, Chirac et Fourcade. Des décisions sont prises à trois. Le lendemain ou le surlendemain, nouvelle réunion du comité, entre Giscard et Fourcade seulement. D'autres décisions sont prises, dont Chirac n'est pas informé et qu'il apprend, en quelque sorte, par la presse, comme n'importe qui.

Chirac a estimé qu'il lui était impossible de gouverner dans ces conditions. Au surplus, le président ne répondait pratiquement jamais aux questions qu'il lui posait. Par exemple, il lui a demandé à de très nombreuses reprises l'autorisation de prendre des mesures contre l'inflation. Giscard s'est borné à l'empêcher de les prendre, sans présenter de solution de rechange.

C'est la raison pour laquelle Marie-France Garaud croit que les difficultés recommenceront entre le président et son nouveau Premier ministre. Si Raymond Barre a des idées différentes de celles du président, il aura beaucoup de mal à les faire prévaloir et si le président lui oppose les siennes, il est très possible que Barre ne le supporte pas.

Les mêmes difficultés sont à prévoir dans le domaine de la coordination des partis de la majorité. Le président a dit à Guichard qu'il serait le véritable coordinateur de la politique de ces partis. Mais Raymond Barre a révélé à Chirac, le jour de la passation des pouvoirs ou la veille, que le président lui avait dit, à lui, Barre, qu'il serait le coordinateur de la majorité. En somme, le même système recommence, Giscard fait avec Barre et Guichard ce qu'il a fait depuis avril avec Chirac, Poniatowski et Lecanuet.

Marie-France Garaud et Chirac sont très favorables à la désignation de Raymond Barre comme Premier ministre. Ils disent que c'était le meilleur choix possible, que l'impression qu'il a produite dans le pays est excellente et ils souhaitent son succès. Mais ils regrettent qu'il n'agisse pas plus vite, car ils pensent que le temps perdu multiplie les difficultés.

La question que Marie-France Garaud pose est celle-ci : si Barre échoue, que fera le président dont la responsabilité apparaîtra en pleine lumière ? Il ne pourrait désigner personne. Il se trouverait en première ligne. L'échec apparaîtrait comme son propre échec et il serait possible,

dans ces conditions, qu'il soit acculé à une dissolution de l'Assemblée nationale en 1977 dans les pires conditions. Cela aurait comme conséquence une victoire inévitable de l'union de la gauche.

En ce qui concerne Chirac lui-même, elle m'a dit qu'il ne se livrerait à aucune déclaration, qu'il allait partir en vacances et ne participerait pas aux journées parlementaires de l'UDR pour la raison qu'il n'est pas député et qu'il ne veut pas être mêlé aux discussions qui se dérouleront alors. Elle a ajouté qu'il se présentera aux élections législatives en novembre prochain et qu'il commencera sa campagne électorale dès octobre, que son idée est de combattre l'union de la gauche avec beaucoup d'énergie, sans participer le moins du monde aux querelles des partis de la majorité, et qu'il est bien décidé à apporter tout son soutien à Barre et à Giscard, parce que leur échec poserait des problèmes trop graves pour le pays.

Enfin, elle constate que pour la première fois peut-être, ceux qu'on appelle les barons du gaullisme ne donnent pas tout à fait la même analyse de la situation. Guichard et Frey sont dans une position assez réservée, voire critique à l'égard de Chirac, mais sans excès de sévérité, et plutôt favorable à Giscard, mais sans enthousiasme déraisonnable. Au contraire, Chaban est beaucoup plus résolu à démolir Chirac et il a maintenant avec lui plusieurs hommes bien placés : à la présidence de la République, le secrétaire général adjoint Yves Cannac ; chez le Premier ministre, le chef de cabinet Wiltzer ; et comme ministre chargé des relations avec le Parlement, Robert Boulin.

### 13 septembre 1976

— *On continue à s'interroger sur les raisons de la démission de Jacques Chirac.*

— Georges Broussine est un ami de Jean de Lipkowski, qui était ministre de la Coopération dans le gouvernement Chirac. C'est un gaulliste de gauche et depuis trente ans, un ami personnel de Giscard d'Estaing. Il le tutoie. Broussine l'a entendu lui faire le récit suivant des causes directes de la démission de Chirac. À mon avis, ce récit est exact et si la crise a aussi d'autres causes, c'est un très utile complément.

Le 13 juillet ou à peu près, Chirac reçoit à déjeuner les ministres UDR. L'un d'eux commence à attaquer assez durement Giscard. Chirac l'interrompt en disant : « *Taisez-vous, il y a une « mouche » ici* ». Malgré cela, les échanges de propos sur le président ont été assez sévères. Jean de Lipkowski dit qu'il a lui-même engagé Chirac à se réconcilier avec Giscard, lui assurant que ce dernier le considérait comme un excellent Premier ministre. Il affirme n'avoir rien dit de sévère sur Giscard d'Estaing.

Dès le 13 au soir, Giscard est informé de ces échanges assez durs pour lui. On pense que celui qui l'a renseigné est Yvon Bourges, le ministre de la Défense, qui craignait d'être éliminé du gouvernement en cas de remaniement. On en voit la preuve dans le fait que le 14, après la revue militaire, Bourges a dit à Chirac que Giscard, au courant du déjeuner, était furieux. Comment Bourges pouvait-il le savoir ? On pense aussi qu'il a averti Chirac pour se couvrir, jouant ainsi double jeu.

Au Conseil des ministres du 15, Giscard fit passer un billet à Jean de Lipkowski pour lui dire qu'il avait appris avec regret, étant donné leur vieille amitié, qu'il avait participé à un déjeuner qui avait tourné au complot contre lui. Lipkowski, très surpris et affecté, lui fit passer une demi-heure après une réponse pour lui dire que ce qu'on lui avait rapporté était faux et que, puisqu'il n'avait plus sa confiance, il démissionnait. Giscard mit le papier dans sa poche.

Il y eut ensuite une explication très dure entre Giscard et Chirac, puis entre Giscard et Lipkowski qui avait réclamé qu'on le confronte avec le dénonciateur. Chirac reprocha à Giscard de le faire espionner. Giscard accusa Chirac de comploter contre lui. Avec Lipkowski, Giscard fut d'une violence folle, perdant totalement le contrôle de lui-même et offrant le spectacle d'un homme violent, mauvais, littéralement hors de ses gonds. Lipkowski, qui le connaît de longue date, était stupéfait de le voir donner ainsi une image si contraire à celle qu'il présente aux Français.

Jean de Lipkowski pense que c'est ce fait qui a été le déclic ayant poussé Chirac à démissionner quinze jours après. À mon avis, Lipkowski se trompe quelque peu, la crise étant plus ancienne, mais l'incident l'a certainement accélérée.



Lipkowski a été éliminé du gouvernement. Giscard l'a reçu peu après et a essayé d'arranger les choses, lui a offert de l'argent pour reprendre la direction d'un mouvement de gaullistes de gauche. Lipkowski, considérant que Giscard voulait l'acheter, a refusé. Il veut travailler avec Chirac, mais se demande ce que celui-ci veut faire et quel jeu jouent les barons.

Lipkowski dit aussi que lorsque Giscard était au Gabon, il avait informé le président Bongo de la démission de Chirac. Bongo, désolé d'apprendre cette nouvelle, en avait parlé à Chirac. Lipkowski constate que la plupart des chefs africains francophones sont mécontents du départ de Chirac, ainsi que de son propre départ du ministère de la Coopération.

Il pense enfin que Giscard fera de son mieux pour empêcher Chirac de jouer un grand rôle pendant plusieurs années.

## **21 septembre 1976**

— *Giscard et Chirac vont-ils s'affronter ouvertement, à présent ?*

— Marie-France Garaud, au cours d'une conversation récente, m'a apporté quelques précisions nouvelles sur la fin du gouvernement Chirac.

Elle m'a d'abord dit que le texte lu par Chirac à la radio le 25 août, et qu'on a trouvé très dur à l'encontre du président de la République, est un texte dont non seulement le président avait eu connaissance avant qu'il ne soit lu, mais qu'il avait corrigé lui-même. Elle possède l'original de ce texte avec les corrections de la main du président. Toutes les considérations faites ensuite, tant par le président que par ses amis, sur la violence inadmissible de Chirac, tombent donc automatiquement. En fait, le scénario du départ de Chirac a été convenu avec le président dans les moindres détails. La seule chose qui n'était probablement pas attendue, c'est que Chirac a lu les phrases sur un ton plus sec que prévu. Mais Marie-France Garaud ajoute et je pense qu'elle a raison, que c'est l'émotion plus que l'agressivité qui explique le ton de Chirac ce jour-là.

Pour souligner encore l'extrême correction avec laquelle tout s'est déroulé, elle m'a dit qu'elle-même, ainsi que le Premier ministre, avaient mis au point un compte rendu très minutieux de l'emploi des fonds secrets qui a été remis au président, ainsi que toutes les sommes restantes. Une pratique qui n'est pas toujours observée, car le Premier

ministre qui s'en va constitue souvent un trésor de guerre pour les batailles ultérieures, ce que Chirac n'a pas fait.

Marie-France Garaud a ajouté que depuis le départ de Chirac, Poniatowski avait, à diverses reprises, tenu des propos peu amicaux à l'égard de l'ancien Premier ministre. Cette indication ne correspond toutefois pas à celle que m'a donnée Denis Baudouin.

## **22 septembre 1976**

— *Les relations Giscard-Chirac ne sont donc pas si mauvaises qu'on le prétend...*

— Au cours d'une conversation avec Marie-France Garaud et à laquelle Chirac a participé à certains moments, j'ai recueilli des informations supplémentaires sur les suites de la démission de celui-ci.

Chirac pense que l'intention du président de la République va être de lui attribuer l'échec de la bataille contre l'inflation. En agissant ainsi, non seulement Giscard faciliterait le travail de Barre, mais encore se déchargerait de toute responsabilité.

Pour le moment, Chirac n'est pas disposé à réagir et à protester contre des déclarations le mettant directement en cause. Mais si Giscard tentait d'aller trop loin dans cette voie, il est certain que Chirac se défendrait, notamment en publiant des notes adressées par lui au président de la République pendant plusieurs mois et soulignant que la bataille contre l'inflation était vitale, point de vue qui n'avait été partagé ni par le président lui-même, ni par Fourcade.

L'entourage de Chirac étudie d'ailleurs la possibilité d'une contre-offensive préalable en faisant rappeler dans la presse que Chirac ne portait pas lui-même la responsabilité de l'aggravation intervenue dans la situation économique et financière.

## **Le Rassemblement pour la République**

### **4 octobre 1976 au matin.**

— *Que signifie la déclaration de Jacques Chirac à propos d'une transformation de l'UDR?*

— Il pense qu'il lui sera plus facile de mener le combat électoral dans une UDR transformée en un Rassemblement de type gaulliste assez traditionnel. La date qu'il a choisie pour l'annoncer a été fixée au tout dernier moment. La déclaration est du mercredi 29 septembre dans l'après-midi. Elle a été décidée le 27 au soir et mise au point le 28 au matin. Lorsque j'ai rencontré Yves Guéna en fin de matinée le 28, il savait que quelque chose était en préparation, mais sans en connaître le détail.

La cause de la rapidité des décisions de Chirac est double. D'une part, il a voulu publier sa déclaration avant les journées parlementaires de l'UDR, de façon à couper court à toute manœuvre de ses adversaires au sein de l'UDR, qui en effet en ont été paralysés; d'autre part, il voulait parler avant le président de la République afin de n'avoir pas l'air de lui répondre. Il est certain que cette tactique offensive a présenté l'avantage de lui laisser l'initiative de la manœuvre.

#### **4 octobre au soir.**

— *Vous deviez rencontrer Edgar Faure, que pense-t-il de l'initiative de Chirac?*

— Je l'ai vu le 29 septembre, quelques instants après la publication de la déclaration de Chirac. Il était dans l'incapacité de parler d'un autre sujet que celui-là. Il trouvait que Chirac avait bien joué son coup, mais, disait-il, il joue très gros jeu, c'est un peu un jeu de quitte ou double. « *Il a un tempérament de joueur de poker et pas d'échecs, a-t-il commenté. Par conséquent, en n'observant pas les règles du jeu puisque tous les autres jouent aux échecs, il a facilement l'avantage sur eux* ».

#### **12 octobre 1976**

— *Chirac a l'air de reprendre la main.*

— J'ai vu hier Marie-France Garaud, qui souligne l'adhésion à peu près complète de l'UDR à Chirac. L'influence des barons gaullistes y recule de plus en plus. Elle explique qu'aux assises nationales de l'UDR, Chirac va chercher à transformer complètement cette formation par un profond rajeunissement.

Quant à la tactique qu'il suivra, elle pense qu'il va continuer à avancer selon son tempérament, toujours difficile à contenir. Aussi estime-t-elle que dans cette guerre de mouvement qu'il va livrer, il ne doit pas se tromper et foncer dans le mur au lieu de foncer dans la brèche. Elle n'est pas sans inquiétude, étant donné l'impulsivité de Chirac et son impatience d'agir.

C'est en ce moment le principal problème des chiraquiens. J'ai l'impression qu'il y a beaucoup plus d'improvisation qu'on ne le croit dans leur démarche. Ils demandent souvent conseil après coup. Heureusement, les formules maladroites s'oublient vite. Mais il ne faudrait pas laisser trop de lambeaux de chair en franchissant en force les obstacles.

### **20 octobre 1976 au matin.**

— *Les giscardiens ne semblent pas apprécier les initiatives de Chirac.*

— Il y a quelques jours, Poniatowski a reçu François Gadot, le collaborateur d'Edgar Faure, avec beaucoup d'amabilité. La conversation a tourné entièrement autour de la situation politique. Poniatowski estime que le vrai danger qui menace le président et les partisans de sa politique n'est pas l'union de la gauche, dont il a dit: « *Avec elle, nous verrons bien et le président est persuadé qu'il la battra* ». Toutefois, a-t-il ajouté, « *nous avons un couteau dans le dos et ce couteau, c'est Chirac qui se prépare à nous l'enfoncer* ». A suivi tout un développement sur un « *complot* » que Chirac préparerait et qui pourrait même conduire à un véritable coup d'Etat! On croit rêver quand on sait ce qui se passe réellement.

Mais, a expliqué le ministre de l'Intérieur, « *nous nous défendrons* ». Il a évoqué devant Gadot son intention de démolir Dassault à partir d'une affaire en cours, afin de tarir les fonds de l'UDR et des amis de Chirac. Il a dit que le gaulliste de gauche Christian Poncelet, secrétaire d'Etat au Budget, y travaille. Poniatowski envisage aussi de soutenir certains membres de l'UDR pour les opposer à Chirac, comme le député de la Loire Lucien Neuwirth, qu'on aiderait à conquérir la municipalité de Cannes. Les giscardiens vont également multiplier les efforts pour

atteindre René Tomasini, toujours plus ou moins vulnérable avec ses affaires d'argent. Ils disent même que Chirac verserait sept mille francs par mois à trois journalistes, Marchetti du *Figaro*, Georges Mamy du *Nouvel Observateur* et André Passeron du *Monde*, et qu'ils allaient s'arranger pour le faire savoir et détruire ainsi les appuis dont Chirac dispose dans la presse.

Poniatowski a révélé à Gadot que grâce aux écoutes téléphoniques, on avait surpris une conversation entre Chirac et Marie-France Garaud au cours de laquelle celle-ci expliquait qu'un diplomate soviétique résidant à Paris voulait rencontrer Chirac, et elle lui conseillait de voir l'ambassadeur plutôt qu'un subordonné. Poniatowski a ajouté qu'il avait communiqué cette information au *Point* pour qu'elle soit publiée dans sa page « confidentiel ». Or, j'ai appris par le rédacteur de cette page, qui est un ami, que l'information ne lui est pas venue de Poniatowski. Je sais très bien de qui elle émane.

Enfin, Poniatowski a également demandé à Gadot s'il savait quelque chose sur une conversation paraît-il très bonne entre Chirac et Jean-Jacques Servan-Schreiber. Il pense que Chirac voudrait rallier à son Rassemblement Gabriel Péronnet et le Parti radical qu'il dirige<sup>147</sup>.

### **20 octobre 1976 au soir.**

— *Comment les chiraquiens réagissent-ils à l'hostilité des giscardiens ?*

— Marie-France Garaud, à laquelle j'ai posé quelques questions à la suite de la conversation Poniatowski-Gadot, est tombée des nues. L'accusation ridicule de complot, dit-elle, ne vaut même pas la peine d'être discutée. L'idée que Dassault finance l'UDR est absurde, il ne finance rien du tout. Elle dit aussi qu'il est faux que Chirac subventionne les trois journalistes cités par Poniatowski et que la conversation téléphonique rapportée par celui-ci ne correspond pas à l'interprétation qu'il en a donnée.

La conclusion qu'elle tire de cela, c'est que Poniatowski a complètement perdu la tête et qu'il montre moins d'intelligence politique qu'on ne le dit.

---

147 – Je fus moi-même sollicité par Georges Albertini pour tenter d'influencer Emile Roche en ce sens, et m'en gardai.

## 5 novembre 1976

— *On parle de la rencontre de Chirac avec un diplomate soviétique.*

— Le ministre-conseiller de l'ambassade de l'URSS, Moukhine, avait eu l'occasion de dire à Edgar Faure et à François Gadot que les diplomates soviétiques à Paris seraient intéressés par une rencontre avec Jacques Chirac. Moukhine, en particulier, aurait été très heureux de cette rencontre.

Gadot m'a communiqué ce souhait et je l'ai transmis à Marie-France Garaud. Celle-ci a répondu que si les Soviétiques voulaient converser avec Chirac, elle ne pensait pas qu'il y serait hostile, mais qu'il n'était pas question qu'il rencontre une autre personne que l'ambassadeur lui-même, étant un ancien Premier ministre du gouvernement français.

Marie-France Garaud en a parlé par téléphone en ces termes à Jacques Chirac. Pour autant que je le sache, la réponse de Chirac, qui n'est pas spécialement intéressé par ce contact, a été plus ou moins évasive. Il n'y a rien eu d'autre.

## 8 novembre 1976

— *Chirac est allé voir Giscard la semaine dernière.*

— Marie-France Garaud m'a raconté l'essentiel de la rencontre, qui a eu lieu à l'initiative du président de la République. Le ton de la conversation a été aimable et d'une parfaite courtoisie. Le président a dit avec beaucoup d'insistance qu'il comptait bien que Chirac tiendrait sa place dans la majorité présidentielle et il a souligné à plusieurs reprises l'importance qu'il attachait au qualificatif « présidentiel ». Chirac a répondu d'une manière non moins insistante qu'il appartenait à la majorité, mais il s'est abstenu avec le même soin d'employer l'expression « majorité présidentielle ». Il considère en effet que cette notion est inadmissible.

Au total et c'est le sentiment de Chirac ainsi que de son entourage, la rencontre n'a rien arrangé, mais n'a non plus rien aggravé. Elle a néanmoins été très mal accueillie par une partie des électeurs de Chirac, qui a reçu d'assez nombreuses lettres la lui reprochant.

Personnellement, je croyais que l'entrevue s'était mal passée car j'avais été frappé par le visage très fermé de Chirac à sa sortie de l'Elysée, comme attestant un certain mécontentement. Or, Marie-France Garaud m'a dit qu'il avait montré ce visage-là sur la recommandation de Pierre Juillet et d'elle-même, afin de ne pas laisser croire à une véritable réconciliation entre lui et le président.

En ce qui concerne la préparation du Rassemblement de Chirac, les traditionnels du gaullisme y demeurent hostiles. Curieusement, celui qui proteste le plus est Michel Debré, qui n'accepte pas que Chirac devienne président de ce mouvement. Il a même dit que si Chirac entendait se faire élire à la présidence, il se porterait candidat contre lui. Les dirigeants de l'UDR, qui sont au contraire tous pour Chirac, envisagent cette candidature sans la moindre crainte, car ils pensent que Debré serait littéralement écrasé lors du vote.

### **18 novembre 1976**

— *La réunion constitutive du mouvement de Chirac, le 5 décembre, est annoncée comme devant être un grand succès.*

— Il semble qu'il faille compter sur 25 000 à 30 000 participants. En conséquence, une deuxième salle a été louée au Palais des congrès. Devant l'importance des problèmes d'organisation matérielle, Chirac a l'intention de demander à Anne-Marie Dupuy, ancienne directrice de cabinet de Georges Pompidou à l'Elysée et actuellement conseiller d'Etat, de se charger du travail d'organisation matérielle posé par les adhésions.

Marie-France Garaud m'a demandé de bien vouloir m'occuper, avec mes collaborateurs, des problèmes qui concernent la lutte contre l'opposition socialo-communiste. Nous allons donc mettre au point les moyens de mener cette bataille et nous en discuterons avec Chirac dans le courant de décembre.

On note un grand désarroi aussi bien du côté du président de la République que du ministre de l'Intérieur. Ils se demandent quelle attitude ils doivent adopter. D'autant qu'un certain nombre de leurs amis sont mécontents de diverses initiatives qu'ils viennent de prendre, par exemple la constitution à Paris d'un rassemblement des forces non-gaullistes pour s'opposer au mouvement de Chirac.

## 25 novembre 1976

— *Comment se prépare le congrès du 5 décembre ?*

— Marie-France Garaud m'en a parlé. Il y aura beaucoup de monde, on escompte en toute certitude plus de 25 000 personnes. Les problèmes d'organisation sont difficiles et surtout, on craint des provocations organisées soit par certains mouvements d'extrême-gauche, soit même par certains membres de la majorité hostiles à l'opération Chirac.

Il y aura un président élu par le congrès, qui sera Jacques Chirac et son intention est de choisir un secrétaire général qui serait Jérôme Monod, son ancien directeur de cabinet, ex-haut fonctionnaire de la Cour des comptes. La première instance dirigeante du mouvement serait un comité central de 200 membres environ, 100 désignés parmi les adhérents actuels de l'UDR et les 100 autres parmi les nouveaux adhérents.

On a finalement décidé de ne pas accepter l'adhésion de mouvements, pour éviter des départs éventuels en leur sein, ce qui fait toujours mauvaise impression. Surtout, on veut éviter que quelques mouvements d'extrême-droite n'adhèrent en bloc, ce qui serait souligné par le ministre de l'Intérieur pour accréditer l'idée que Chirac s'efforce de rassembler toute la droite. Il est déjà révélateur que la consigne semble être donnée par certains collaborateurs de Poniatowski de présenter le congrès du 5 décembre comme un nouveau Nuremberg, par analogie avec les manifestations hitlériennes des années 30.

Il est aussi significatif que Jean-Philippe Lecat, le chef du service de presse de l'Elysée, ait dit voici peu que tout cela n'avait pas beaucoup d'importance, l'essentiel étant que plus d'un million de Français avaient lu le livre du président de la République<sup>148</sup> et que c'était autour de ce livre que se livrerait le véritable combat électoral.

## 7 décembre 1976

— *Quel succès pour la réunion fondatrice du RPR !*

— On a compté plus de 50 000 participants à la Porte de Versailles. Le Rassemblement se met en place à partir d'aujourd'hui dans la Tour

---

148 – *Démocratie française*, Fayard éd. 1976.



Maine-Montparnasse, avec un loyer d'un million de francs. L'ensemble des problèmes d'organisation, des problèmes financiers, etc., sera directement placé sous l'autorité de Jérôme Monod. Comme prévu, Charles Pasqua et Anne-Marie Dupuy aideront le secrétaire général, l'un sur le plan politique, l'autre sur le plan administratif et le rôle de Guéna sera de premier plan. Nombre de conseillers techniques seront là, notamment Tibéri, qui vient d'être réélu député de Paris, pour tous les problèmes électoraux. Un jeune inspecteur des Finances, très brillant, s'occupera des études économiques. Enfin, une ancienne collaboratrice de Jérôme Monod qui est actuellement aux Etats-Unis prendra la direction des relations publiques, où deux de nos jeunes collaborateurs ou anciens collaborateurs, notamment Patrick Devedjian, joueront un rôle important.

Les études à mener sur la politique à conduire face à l'opposition nous seront entièrement confiées. Denis Baudouin, prévu pour s'occuper de la presse, y a finalement renoncé à cause des fonctions qu'il exerce comme président de la SOFIRAD<sup>149</sup>. Marie-France Garaud s'occupera des contacts avec les grands journalistes et travaillera en étroite liaison avec Chirac.

Parmi les objectifs principaux que Chirac se fixe et pour lesquels il nous a demandé de l'aider directement, figurent les réunions qu'il va tenir en province, dont l'une en particulier à Lille où il doit attaquer l'opposition, ainsi que la préparation d'une émission télévisée qui aura lieu dans trois mois, avant les élections municipales et où il sera directement opposé à François Mitterrand. Le but, ici, est de marquer un point contre Mitterrand avant les élections municipales. Un autre objectif visé est de conserver à tout prix la municipalité de Paris à la majorité et si possible au Rassemblement, car cela limiterait la portée de la victoire que la gauche va remporter lors de ces élections et qui est quasiment inévitable.

En ce qui concerne la vie même du Rassemblement, il y a, bien entendu, quelques anecdotes significatives. La première est qu'Edgar

---

149 – Société financière de radiodiffusion, créée en 1942 par le gouvernement de Pierre Laval pour gérer la radio publique. Les capitaux en étaient détenus par l'Etat.

Faure a, pour la première fois de sa vie, été acclamé par 50 000 personnes, ce qui lui a fait très plaisir. La deuxième est que Michel Debré a demandé à être président d'honneur du Rassemblement, ce qui en dit long sur le ralliement des chefs historiques du gaullisme. La troisième est qu'Antoine Pinay a finalement jugé opportun de ne pas participer à la manifestation de la Porte de Versailles.

Quant à l'état d'esprit de Jacques Chirac, il est intéressant, pour la connaissance de sa personnalité, de noter qu'au soir de cette grande réunion, alors que chacun aurait pu être très fatigué par tout ce qui s'était passé, il est vite rentré chez lui... pour voir le film « *Le Tatoué* » ! Bien peu de personnes, probablement, pouvaient imaginer Chirac devant sa télévision, regardant Jean Gabin et Louis de Funès un soir pareil. Personnellement, je pense que rien n'est plus révélateur de sa véritable personnalité.

Les relations entre le Rassemblement et les giscardiens, en particulier les amis du président plus que le président lui-même, continuent à être mauvaises. Poniatowski a dit aux journalistes : « *Nous n'avons pas cassé Chirac, mais nous lui avons donné dimanche un bon coup de pied dans les tibias* ». Il était difficile d'avouer plus clairement que l'évacuation du *Parisien Libéré* par la force<sup>150</sup> n'était pas conçue dans un esprit très amical envers Chirac.

Celui-ci indique que la décision d'organiser la réunion était très risquée sur le plan de la sécurité, car plus de 50 000 personnes étaient là et il aurait été possible que, dans l'excitation du moment, mille ou deux mille de ces personnes se livrent à des actes de violence du côté du *Parisien Libéré*, ce qui pouvait provoquer des rixes et des incidents sérieux.

Jean-Pierre Fourcade, qui n'a pas beaucoup de sens politique, a demandé aux conseillers municipaux de Saint-Cloud, avec lesquels il doit se lancer dans la bataille électorale pour garder la mairie, de lui prêter une sorte de serment d'allégeance. Les conseillers municipaux, qui ne sont pourtant pas en désaccord politique avec lui, ont refusé de prêter ce serment assez absurde. Fourcade s'est ainsi créé à lui-même

---

150 – La CGT empêchait la publication du journal par une occupation des locaux que Jacques Chirac n'avait pas osé faire cesser.

des difficultés bien inutiles. On en revient une fois de plus aux difficultés classiques qui assaillent les giscardiens. Beaucoup de celles-ci n'ont pas d'autre origine que leur maladresse politique.

### **14 décembre 1976**

— *Les polémiques au sein de la majorité ont l'air de s'aggraver.*

— Marie-France Garaud, avec qui je m'en suis entretenu, m'a dit qu'elle en était très préoccupée, car elle pense, non sans raison, que si ces divergences s'aggravent, il en sortira un seul vainqueur, l'union de la gauche.

Elle assure et n'a certainement pas tort que les attaques très violentes portées contre Chirac par Poniatowski et Servan-Schreiber l'ont été à l'instigation du président de la République, quelles que soient les dénégations de l'entourage de celui-ci. Elle ajoute que les relations entre Servan-Schreiber et Giscard sont en ce moment particulièrement étroites.

Sur le plan du Rassemblement, elle m'a confirmé que la situation était bonne. De nombreuses adhésions sont enregistrées, dont beaucoup émanent de personnes n'ayant pas adhéré jusqu'ici à un parti politique.

Afin de répondre à la propagande qui est menée contre Chirac, selon laquelle il cherche à constituer un rassemblement de droite ou d'extrême-droite, il va prendre parmi ses conseillers Philippe Dechartre, l'un des responsables des gaullistes de gauche.

En ce qui concerne les problèmes européens, Chirac est décidé à les aborder avec beaucoup de prudence. C'est dans cet esprit qu'il se rend à Strasbourg, où il recevra le concours du maire, Pierre Pflimlin, européen convaincu. Il y aura dans son discours des propos qui montreront qu'il n'est pas décidé à entrer dans une dure bataille sur le problème européen, à la différence de Michel Debré.

## **Bataille pour la mairie de Paris**

### **20 janvier 1977**

— *La candidature de Chirac aux élections municipales de Paris, donc aussi à la mairie, a tout de même quelque chose d'insolite.*

— J'en ai parlé récemment au siège du RPR avec Marie-France Garaud et Roger Romani, l'attaché parlementaire de Chirac. Sa décision de se présenter a été envisagée d'une manière tout à fait vague aux environs de 20 décembre, lors d'une conversation très informelle entre Pierre Juillet, Marie-France Garaud, Roger Romani et les responsables de l'action électorale du RPR, notamment Charles Pasqua, Jean Tibéri et Michel Caldaguès. C'était la première fois qu'était émise l'idée que le meilleur moyen de mettre tout le monde d'accord dans la capitale serait que Jacques Chirac se porte candidat. Mais cette idée ne fut pas particulièrement relevée par Chirac et l'on pouvait imaginer que c'était là un de ces propos échangés dans une conversation politique sans qu'il tire véritablement à conséquence.

Néanmoins, l'idée cheminait dans l'esprit de Chirac et de ses conseillers les plus proches. Et lorsque, à la suite de la conférence de presse du président de la République, il apparut qu'il était nécessaire de faire quelque chose pour débloquer la situation, la décision de Chirac fut prise. C'est dans ces conditions qu'il demanda audience à Barre, non pas du tout, comme l'imaginèrent les journalistes et les principaux conseillers du président, en quelque sorte pour faire amende honorable et se placer sous l'autorité du Premier ministre, mais pour lui annoncer la décision qu'il venait de prendre.

Hier après-midi, lors de la réunion du groupe RPR à l'Assemblée nationale, Chirac n'avait rien dit de son intention aux députés. Il y fit néanmoins quelques allusions qui auraient dû les alerter, mais ils étaient tellement éloignés de penser à ce projet qu'aucun d'eux ne perçut ce que Chirac voulait leur faire comprendre sans le leur dire clairement, car il devait réserver la primeur de ses déclarations au Premier ministre.

La conversation avec celui-ci s'est déroulée dans une bonne atmosphère. La réaction de Raymond Barre à la décision de Chirac a été modérée et Chirac en a retiré l'impression qu'il ne serait nullement hostile, sous certaines conditions, à passer une sorte d'accord tacite avec lui. En outre, Barre paraissait assez soulagé d'être débarrassé de la mission dont il était chargé par le président de la République à propos de la mairie de Paris. C'est cet état d'esprit du Premier ministre qui explique pourquoi, dans la déclaration qu'il a faite à la radio ce midi, il a été extrêmement prudent.

Bien entendu, les réactions de Poniatowski sont beaucoup plus dures. il paraît même qu'il ne décolère pas depuis hier soir. Quant à l'Elysée, c'est pour le moment l'incertitude qui domine sur la conduite à tenir.

Au RPR, tout le monde est très content et même les élus de Paris, qui ne savaient rien de plus que les autres, se sont montrés très satisfaits de cette décision. En particulier Bernard Lafay et Christian de La Malène qui furent les premiers à féliciter Chirac. Dans ces conditions, l'annonce de sa démission du RPR faite par Olivier Stirn, ministre des Départements et Territoires d'outre-mer, non seulement n'a aucune importance, mais est accueillie par les militants avec beaucoup de satisfaction, car il est très peu apprécié dans les milieux gaullistes.

En ce qui concerne l'arrondissement dans lequel Chirac se présentera, la décision n'est pas encore prise, mais il semble que ce sera le cinquième. C'est en effet l'un des arrondissements où l'implantation du RPR est particulièrement solide et il est évident que Chirac ne peut pas courir le risque d'être battu. Non seulement il y mènera campagne, mais il le fera aussi dans les autres secteurs de Paris. L'un des thèmes qu'il avancera pour justifier sa candidature sera que, pour être maire de Paris, il faut un personnage d'envergure nationale.

En arrivant au siège du RPR, j'ai eu l'occasion de bavarder quelques minutes avec Chirac, qui préparait la conférence de presse qu'il doit donner, vraisemblablement ce soir, en réponse à la déclaration d'Ornano, candidat lui aussi. Il était calme et souriant, visiblement très heureux du bon tour qu'il vient de jouer à tout le monde. Il m'a dit en riant : « *Vous verrez ce que la gauche va prendre, et cela va vous donner du travail* ».

## **21 janvier 1977**

— *Comment les giscardiens prennent-ils la candidature de Chirac ?*

— J'ai vu longuement, le 14, Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Il a eu, jusque-là, une attitude inconditionnellement favorable au président de la République et c'est ce qui donne du prix à ses déclarations.

Il juge avec sévérité la manière dont le président et Poniatowski ont conduit les affaires pour la mairie de Paris. Le président lui avait

promis qu'il serait son candidat quand il l'a nommé secrétaire d'Etat. Ensuite, on lui a posé comme condition qu'il élimine du Conseil municipal les principales personnalités UDR : La Malène, Pierre Bas, Pierre Krieg, Kaspereit et plusieurs autres. Il s'y est refusé, considérant qu'ils n'avaient pas démerité et en outre, qu'ils étaient de ses amis. Il voulait même, s'il devenait maire de Paris, confier la gestion des finances de la ville à La Malène, qui a été un remarquable rapporteur général du budget de la capitale. Cette prise de position a conduit Poniatowski et quelques conseillers du président à le présenter comme insuffisamment giscardien pour cette bataille, d'où le choix d'Ornano, désigné, dit Pierre-Christian Taittinger, « *pour faire tomber les têtes du RPR à Paris* ».

Taittinger explique que ses listes étaient prêtes et qu'il disposait de 70 élus sûrs pour la majorité sur 109. Il craint que si la majorité perd quatre secteurs, l'opposition n'obtienne la majorité à Paris.

Il ajoute que la désignation d'Ornano a été facilitée par l'ignorance politique de Barre, qui regrette aujourd'hui de s'être lancé dans cette affaire. Il voudrait trouver une solution pour en sortir, car il redoute qu'Ornano ne soit battu, donc aussi le président. Le problème consiste à savoir qui peut amener Giscard à accepter une autre solution. Barre ignore qui peut disposer d'assez d'influence pour cela. Taittinger m'a dit être « *effrayé* » par l'isolement de plus en plus grand du président.

## **24 janvier 1977**

— *La candidature de Jacques Chirac à Paris va-t-elle aplanir ses difficultés avec son entourage ?*

— Je l'ai appris par Pierre Juillet et Marie-France Garaud, l'état-major de Chirac s'est organisé pour la bataille de Paris selon la même structure que pour l'élection présidentielle de 1969, moins la participation de Michel Jobert et d'Edouard Baladur, à l'époque les principaux rédacteurs des textes de la campagne. En conséquence, une petite équipe s'est transportée de la Tour Maine-Montparnasse au 123 de la rue de Lille : notamment Pierre Juillet, Marie-France Garaud et les trois collaborateurs chargés plus directement de la direction des opérations électorales à Paris, Michel Caldaguès, ancien président du

Conseil municipal, Jean Tibéri, député et conseiller municipal du V<sup>e</sup> arrondissement et Roger Romani, également conseiller municipal du V<sup>e</sup> arrondissement et attaché parlementaire de Chirac.

Tout le monde est conscient des difficultés de l'entreprise, tant les réactions des Parisiens sont difficiles à prévoir. Ils peuvent en effet trouver que Chirac est un provincial ambitieux, trop remuant, trop personnel, ou au contraire un homme plein de dynamisme, sympathique et hardi.

Pour mesurer l'accueil que la population parisienne réserve à Chirac, deux tests significatifs ont été réalisés. Sans avertir qui que ce soit, il s'est rendu à pied, en compagnie de Roger Romani, de la place du Palais-Bourbon au boulevard Raspail. Il a été reconnu partout dans les rues, on l'a applaudi, on lui a adressé des signes amicaux et aucune manifestation d'hostilité n'a été enregistrée. Puis il s'est promené dans le V<sup>e</sup> arrondissement, en particulier dans la rue Mouffetard où Tibéri est né et où tous deux ont croisé beaucoup de monde. La visite avait été préparée, mais le style Chirac, style électoral classique de la III<sup>e</sup> République avec poignées de mains, vin rouge et sandwiches, a fait merveille. Pour ce genre de choses, il est très supérieur à Ornano. Fort opportunément, il a d'ailleurs découvert, ou du moins redécouvert, qu'il était né rue Geoffroy Saint-Hilaire, c'est-à-dire au cœur du 5<sup>e</sup> arrondissement.

Tout le monde est bien conscient, autour de Chirac, que c'est une très grosse partie qui est ainsi engagée. Ou bien les divisions de la majorité auront pour conséquence de faire gagner l'opposition et cela entraînera presque inévitablement des élections générales, avec de grandes chances de victoire pour la gauche et une sévère défaite pour Giscard et Chirac. Ou bien ce sont les candidats partisans de Giscard qui l'emporteront, ce qui signifiera une défaite nationale pour Chirac et pratiquement la fin du RPR, c'est-à-dire une redistribution complète des forces dans la majorité. Enfin, si au contraire c'est Chirac qui sort vainqueur, cela constituera une défaite encore plus sévère pour le président de la République. D'autant qu'il semble que celui-ci, au lieu de se tenir tout à fait à l'écart de la bataille, semble plutôt, si l'on en juge par les propos qu'il a tenus en Arabie séoudite, s'y engager, non pas d'une

façon directe, certes, mais en tout cas suffisamment pour qu'il soit très touché par une défaite d'Ornano.

#### 4 février 1977

— *Comment la campagne électorale se prépare-t-elle à Paris?*

— J'ai déjeuné avec Roger Romani, conseiller municipal du cinquième arrondissement et principal collaborateur de Chirac dans la bataille de Paris. Il m'a donné des informations sur la manière dont la campagne se déroule. Il escorte Chirac dans toutes les tournées qu'il effectue à Paris.

Il m'a expliqué que si Chirac avait refusé la proposition d'Ornano de constituer des listes communes dans plusieurs arrondissements de Paris, c'était parce qu'il ne souhaitait pas assurer l'élection de partisans d'Ornano, ce qui aurait eu pour conséquence, au moment de l'élection du maire, de diminuer le nombre des siens et d'augmenter celui des conseillers favorables à Ornano. Néanmoins, il est vraisemblable que dans les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements, le RPR acceptera des listes communes à toutes les formations de la majorité, y compris celle d'Ornano.

Comme je lui demandais pourquoi Jérôme Monod, le secrétaire général du RPR, avait d'abord proposé que des listes communes soient constituées avec Ornano dans un certain nombre d'arrondissements de Paris, il m'a répondu que c'était parce que Monod ne s'était pas rendu compte des conséquences de sa proposition. Il pense aussi qu'il n'était pas exactement au courant des intentions de Chirac sur ce point. Il a ajouté que quelques difficultés étaient apparues avec Monod, qui s'expliquent de la manière suivante. D'une part, celui-ci ne connaît pas très bien les problèmes politiques et se montre un peu effrayé par l'audace de Chirac, qu'il cherche dans une certaine mesure à tempérer. D'autre part, la campagne parisienne est dirigée par Chirac depuis les bureaux de la rue de Lille, tandis que le secrétariat général du RPR, sous la direction de Monod, travaille à la tour Maine-Montparnasse. Il en résulte un manque de coordination entre les deux centres et des malentendus entre Chirac et Monod. Roger Romani pense que tout cela n'est pas très grave et pourra s'arranger.



Accompagnant Chirac dans toutes les visites des marchés parisiens auxquelles il procède chaque jour de onze heures trente à treize heures trente, il est frappé par l'accueil chaleureux de la population. L'ancien préfet de Paris, Maurice Doublet, qui figure sur les listes de Chirac et qui connaît bien la capitale, affirme qu'il n'a jamais vu, pendant toutes les années qu'il a passées à la préfecture, un tel concours de population de tous les quartiers en faveur d'un homme politique. Aujourd'hui, par exemple, ils ont parcouru plusieurs rues populaires du XII<sup>e</sup> arrondissement, en particulier le marché de la place d'Aligre et ils ont été stupéfaits par l'accueil réservé à Chirac.

La campagne des chiraquiens contre Ornano sera peut-être sévère si celui-ci et ses amis continuent à développer des attaques assez dures contre Chirac. Ils ont, par exemple, découvert que le livre d'Ornano sur sa politique municipale<sup>151</sup> n'était que le découpage d'un document de travail qui a été préparé par plusieurs conseillers RPR, en particulier Jean-Paul Rocquet, conseiller municipal du XII<sup>e</sup> arrondissement. Ils se demandent s'ils ne vont pas dénoncer le plagiat, ce qui montre que même si la bataille n'est pas encore très acharnée, elle risque de le devenir.

Chirac et ses conseillers ont l'intention de travailler systématiquement ce qu'on peut appeler les minorités parisiennes. Ils vont entreprendre un effort particulier en direction des Auvergnats et des Corréziens, qui sont plusieurs dizaines de milliers à Paris. Ils veulent faire le même effort vers les Bretons, également très nombreux. Et aussi auprès des Corses, très influents, surtout dans l'administration. Lors de l'élection de Miss Corse, dans le V<sup>e</sup> arrondissement, ce sera probablement Bernadette Chirac qui couronnera la lauréate. Ils agissent en outre tout particulièrement en direction de plusieurs syndicats très importants, tels celui des chauffeurs de taxi, celui des conducteurs du métro, etc.

À l'occasion des conversations prolongées que Chirac et Romani ont au cours de ces sorties, Chirac lui a exposé pourquoi il avait choisi d'aider Giscard en 1974. Il a dit qu'il n'entretenait aucune illusion à son sujet, qu'il connaissait ses insuffisances politiques, son manque de

---

151 – *Une certaine idée de Paris*, J.-C. Lattès éd., 1977.

caractère et qu'il n'ignorait rien de son hostilité fondamentale à tout ce qui rappelait de près ou de loin le gaullisme. « *Mais, a-t-il ajouté, c'était la seule manière de vaincre François Mitterrand et l'union de la gauche. J'avais donc fait ce choix pour des raisons d'opposition à la gauche, mais sans illusion sur la valeur politique de Giscard, ce qui fait que je ne suis nullement surpris par ce qui s'est passé avec lui depuis le début de 1976, en particulier depuis les élections cantonales* ».

À mon avis, ces précisions données par Chirac sont intéressantes, mais on peut se poser la question de savoir s'il ne cherche pas, au moins pour une part, à justifier son comportement de 1974.

Le patronat a finalement donné cinq millions à Chirac pour les élections municipales. Les fonds ont été remis à Jérôme Monod, soit un million du CNPF, un de l'Union des industries métallurgiques et minières, un du Groupe des industries métallurgiques de la région parisienne, un de la Fédération du bâtiment et un du groupe Michelin.

## **8 février 1977**

— *Que pense le Premier ministre de la candidature Chirac ?*

— J'en ai parlé avec l'un de ses principaux collaborateurs, notre ami [...], qui dit que Raymond Barre comprend mal la démarche de Chirac, trop différente de la sienne, mais qu'il souhaite s'entendre avec lui. Il regrette de s'être engagé dans l'affaire de Paris et admet que la candidature de Michel d'Ornano constitue une erreur. Ses relations avec le président de la République restent bonnes, bien qu'il s'oppose fréquemment à lui.

[...] a ajouté que l'hostilité du groupe Poniowski-Lecanuet-JJSS était extrême. Par exemple, *L'Express* devait publier de longs extraits du nouveau livre de Raymond Aron contre le marxisme. Mais celui-ci ayant écrit dans *Le Figaro* deux articles favorables à Chirac et assez critiques à l'encontre de Giscard, JJSS a donné l'ordre de ne rien publier dans *L'Express*, malgré la grande valeur de l'ouvrage. Raymond Aron est furieux et quand on connaît son importance journalistique, c'est là une maladresse supplémentaire du clan giscardien.

— *Vous deviez à nouveau rencontrer Chirac.*

— J'ai organisé hier un déjeuner autour de lui, accompagné par Marie-France Garaud, pour lui faire rencontrer plusieurs hommes d'affaires importants de Paris. Pour des raisons de discrétion, le déjeuner a eu lieu au domicile de l'un d'eux. L'entretien a été très franc et très agréable. Les industriels, tous très opposés au programme commun de la gauche, voulaient surtout faire part de leurs préoccupations relatives aux nationalisations, aux tracasseries bureaucratiques que vivent les chefs d'entreprise, au rôle que jouent les syndicats et à l'audience dont ceux-ci bénéficient dans l'Etat, ils la jugent excessive. C'était là une critique indirecte de Chirac, très attaché à la coopération avec les centrales syndicales reconnues par la loi, y compris donc avec la CGT. Ils étaient tous très favorables à Raymond Barre et très critiques à l'encontre du président. Quant à Chirac, qu'ils connaissaient peu et dont l'audace les surprend visiblement, car c'est un type d'homme très différent d'eux, ils l'ont écouté d'abord avec quelque réserve, puis avec grand intérêt car il leur a dit des choses intéressantes. Leur regret était qu'il parlait surtout de politique, alors qu'ils se préoccupaient davantage d'économie. Ils ont tous conclu, à la fin de cette rencontre qui a duré plus de deux heures, qu'il était sûrement le meilleur responsable politique pour battre la coalition socialo-communiste.

Le rôle de Chirac était difficile. D'une part, il éprouve, ainsi que tous les hommes politiques de sa génération, une certaine défiance à l'égard des hommes d'affaires. D'autre part, comme il était interrogé sur la politique intérieure française, il ne pouvait pas répondre franchement sans mettre en cause en permanence le président de la République, ce qu'il se refusait à faire devant cet auditoire, mais ce qui ne l'empêcha pas de s'y livrer à quelques reprises, rapidement mais vigoureusement. Il a montré une grande maîtrise, une réelle connaissance des problèmes et a produit sur tous une impression favorable. Un peu critiques au départ, ils étaient à la fin très séduits, en particulier par la netteté de ses réponses contre la coalition socialo-communiste.

En ce qui concerne la bataille pour Paris, il a expliqué que le danger d'une victoire de la gauche était réel, d'une part à cause de la poussée générale de la gauche et d'autre part, des erreurs commises par les

giscardiens depuis la désignation de Michel d'Ornano. Il a ajouté que les élections municipales allaient être politisées par la gauche et constitueraient une préparation directe des élections législatives de l'an prochain. En conséquence, une victoire de la gauche à Paris signifierait presque certainement la défaite de la majorité en 1978.

Il a dit aussi que compte tenu de cette situation, il avait trouvé d'Ornano très insuffisant et La Malène aussi, ce pourquoi il avait décidé de se présenter lui-même afin de provoquer un sursaut et de mettre en pleine lumière l'enjeu de la bataille. Il avait beaucoup hésité, a-t-il reconnu, et encore en novembre dernier il n'était pas dans son intention de se présenter. Mais il a considéré qu'il devait prendre ce risque et refuser la fatalité de la victoire de la gauche. Il sait que c'est une décision grave mais, a-t-il précisé, « *dans la vie, il faut savoir risquer et savoir dire non* ».

Il a beaucoup insisté sur le fait, qu'il a dit pouvoir aisément prouver, que le but principal de Poniatowski et de ses amis était d'éliminer les gaullistes de la municipalité parisienne. Outre que cette idée était folle et suicidaire pour la majorité, a-t-il ajouté, il n'était pas question pour lui de laisser faire sans réagir, il a donc réagi. Les giscardiens ne s'attendaient pas à sa réaction, d'où leur fureur. Il pense que le RPR conduisant la majorité peut l'emporter à Paris, mais il n'en est pas sûr. Il estime que les giscardiens seront en tout cas largement devancés par le RPR. Toute la question est de savoir si la gauche pourra disposer de moins de conseillers municipaux que l'ensemble de la majorité. Car son combat consiste avant tout à empêcher la victoire de la gauche.

Il sait que la gauche comprend cela très bien, a-t-il précisé. Ainsi, il a dîné l'autre soir avec Edgar Faure et le président du Sénégal, Léopold Senghor. Celui-ci avait dîné la veille avec Mitterrand, car tous deux sont membres de l'Internationale socialiste. Mitterrand avait dit à Senghor qu'avant la candidature Chirac, la défaite de la majorité à Paris était certaine, mais que cette candidature avait surpris et inquiétait la gauche, Chirac gagnant des voix dans l'électorat ouvrier et populaire, un peu à la manière du général De Gaulle. Chirac a confirmé que sur les 2500 adhésions qui parviennent chaque jour au RPR, figurent nombre d'ouvriers et de gens du peuple en général, ce qui justifie les craintes de Mitterrand.

Interrogé sur les raisons pour lesquelles, en 1976, il avait voulu procéder à des élections anticipées, il a répondu qu'il savait qu'avant des élections, les syndicats et la gauche se montrent calmes, pour ne pas effrayer l'électorat. Cela aurait permis de préparer tranquillement les élections. Ensuite, si comme il le pense elles avaient été gagnées par la majorité, il aurait été plus facile d'appliquer une sévère politique de redressement économique. Mais Giscard ne l'a pas voulu. Il a aussi refusé, Chirac l'a dit expressément, le plan de redressement financier qu'il avait préparé en juillet-août 1976. C'est tout cela qui explique en grande partie sa démission.

Toujours au sujet du président de la République, Chirac a révélé qu'il avait réussi à empêcher beaucoup de ses projets de réformes qui lui paraissaient aussi absurdes que le changement de la *Marseillaise*, « *que je ne reconnais plus quand on la joue* », a-t-il dit. Mais il a été obligé d'accepter pas mal de mesures qu'il considérait comme inutiles et futiles. C'est quand il s'est rendu compte qu'il n'arriverait pas à modifier le comportement du président qu'il a décidé de démissionner. Il est visible que le désaccord entre lui et le président s'est accentué pendant des mois et a fini par éclater. « *J'ai été pendant quinze ans, a-t-il précisé, à la direction des affaires : cinq ans au cabinet de Georges Pompidou Premier ministre, sept ans et demi ministre et deux ans et demi Premier ministre. Le seul mauvais souvenir que je garde de ces quinze ans est celui où j'étais Premier ministre. Le meilleur, celui où j'étais ministre de l'Agriculture* ».

Il a dit en outre : « *Le vrai problème de la France, c'est le problème du président. Je le dis à regret, car je suis un présidentialiste très convaincu* ». Il a ajouté que le plus regrettable était la « *clique* » qui entoure le président, faisant ainsi allusion, sans doute, à Poniatowski, Fourcade, Serisé et Lecat. Il a expliqué aussi qu'il souffrait de constater que l'image de la France se trouvait ternie par l'impression de faiblesse et d'indécision qu'elle offrait.

### **1<sup>er</sup> mars 1977**

— *Comment se présentent aujourd'hui les élections municipales à Paris ?*

— J'en ai parlé cette semaine avec Jacques Chirac, Pierre Juillet, Marie-France Garaud et Jérôme Monod. En particulier avec Chirac, avec qui j'ai déjeuné le jour de son émission télévisée contre Georges Sarre et pour laquelle il avait besoin de quelques précisions. Je l'ai ensuite revu plusieurs fois pour la mise au point du discours qu'il a prononcé samedi lors de la cérémonie pour la mort de Bernard Lafay.

Le phénomène le plus important et qui résulte de tous les sondages, c'est que partout une poussée considérable de la gauche se manifeste à Paris. On peut mesurer là l'erreur d'analyse qui a été commise par le ministre de l'Intérieur quand il a nié tout péril de gauche dans la capitale et qu'a été désigné Michel d'Ornano, un gestionnaire sans doute capable de diriger la mairie de Paris, mais dépourvu, pour des raisons qui ne mettent nullement en cause sa personnalité, des qualités lui donnant les moyens de gagner un combat politique difficile contre la gauche.

Le fait, pour Jacques Chirac, d'avoir perçu l'insuffisance d'Ornano et décidé en conséquence de se présenter pour conduire la lutte contre la gauche a donc été une réaction parfaitement normale.

Le deuxième fait important de ces dernières semaines a été l'ensemble de difficultés croissantes que rencontre Chirac. Dans les mois qui ont suivi son départ du gouvernement, il était devenu l'homme fort de la majorité devant un président indécis. Or, la réussite de Raymond Barre, son attitude extérieure résolue et ses manières directes ont peu à peu dessiné l'image d'un deuxième homme fort dans la majorité. Chirac est ainsi apparu moins indispensable.

Au surplus, Chirac a été l'objet d'une offensive très vigoureuse venue de tous les horizons politiques. Le président de la République, le gouvernement, les Républicains indépendants, les Réformateurs ont formulé contre lui des accusations dont l'une, celle d'être le diviseur de la majorité, a visiblement frappé une partie de l'électorat. Et le pouvoir exécutif, qui dispose de moyens plus importants que lui pour agir sur la presse, l'audiovisuel et certains milieux économiques, a réussi à donner la plus large audience aux attaques portées contre lui et à limiter au maximum aussi bien ses propositions que sa défense.

De son côté, la gauche ne se trompe pas sur celui qui est son véritable adversaire et elle a multiplié les attaques contre lui; elle se

rend aussi compte qu'il serait pour elle un maire beaucoup plus dangereux que n'importe quelle autre personnalité de la majorité.

Dans une certaine mesure, on peut donc dire que, sans que personne, bien entendu, ne le veuille ni même n'en soit toujours très conscient, l'union de la gauche et la fraction giscardienne de la majorité sont devenues des alliées de fait pour essayer d'éliminer Jacques Chirac d'abord du jeu politique parisien et, si c'est possible, du jeu politique national.

## **2 mars 1977**

— *Continuez-vous à aider Chirac ?*

— Le 25 février dans la soirée, Marie-France Garaud m'a demandé de venir d'urgence au bureau personnel de Chirac, rue Vaneau, pour rédiger la partie politique du discours qu'il devait prononcer le lendemain lors d'une réunion au cours de laquelle il devait se charger de l'éloge funèbre de Bernard Lafay. J'ai donc rédigé ce texte le soir même, entre 9 heures 30 et une heure du matin. Il y avait là Pierre Juillet, Marie-France Garaud et Xavier Marchetti, le directeur de la rédaction du *Figaro*.

Juillet et Marie-France Garaud ont trouvé mon texte politiquement très bon, mais Marchetti a estimé qu'il était trop nettement opposé au programme commun et que sans doute Chirac le jugerait trop anticommuniste. En réalité, quand le lendemain matin Chirac a lu cette partie du discours, il l'a trouvée excellente et l'a pleinement approuvée, si bien qu'il l'a ensuite prononcée sans y changer une virgule. La partie technique consacrée à Paris avait été rédigée par ses habituels conseillers sur les problèmes parisiens.

Le dimanche 27, j'ai eu l'occasion de m'entretenir à nouveau longuement avec Chirac, Juillet, Marie-France Garaud, Jérôme Monod et Jacques Toubon. La discussion a porté sur la manière dont se déroulaient les élections à Paris, puis sur une émission de télévision prévue pour le lendemain et au cours de laquelle Chirac devait répondre à des questions posées par des journalistes de TF1, notamment Yves Mourousi.

Chirac, qui s'attendait à être interrogé sur les divisions de la majorité, était extrêmement nerveux, il voulait tenir des propos sévères

sur Poniatowski et engager une dure polémique contre ceux de la majorité qui, derrière Poniatowski et Lecanuet, le combattent sans merci. Appuyé par Marie-France Garaud, j'ai cherché à le persuader qu'il n'était pas bon de se lancer dans une polémique de ce genre, laquelle plairait vraisemblablement à ses partisans les plus déterminés, mais risquait de lui aliéner la clientèle plus incertaine qu'il peut espérer rallier à condition de ne pas l'effrayer par des prises de position trop violentes à l'encontre du président de la République, du Premier ministre ou même de certains membres du gouvernement.

Je n'ai pas réussi à le convaincre sur le moment, mais le lendemain, lors de l'émission, il s'est montré calme, modéré et a certainement produit une excellente impression.

Ces détails confirment que, pleinement conscient des difficultés de sa tâche et malgré la maîtrise de ses nerfs, Chirac est aujourd'hui très préoccupé par la bataille en cours, dont la violence et les conditions pas toujours très régulières dans lesquelles elle se déroule le surprennent visiblement.

Au cours de ces conversations, je me suis rendu compte que l'influence politique de Jérôme Monod sur Chirac était inexistante. Celui-ci se rend certainement compte aujourd'hui que le choix de Monod comme secrétaire général du RPR, excellent sur le plan administratif et sur celui de l'impression produite à l'extérieur comme homme nouveau, n'en a pas moins été mauvais, car il n'est véritablement pas un homme politique capable d'animer un mouvement.

### **3 mars 1977**

— *Sait-on comment Giscard a réagi à la candidature Chirac ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Pierre-Christian Taittinger. Il souhaite de tout cœur qu'on trouve une formule de conciliation. Il a proposé à Giscard d'agir pour faciliter l'élection de Chirac à la mairie de Paris car, lui a-t-il expliqué, même si cela ne lui plaisait pas, l'élection de Chirac était la moins mauvaise solution dans la perspective des élections législatives de 1978. Giscard n'a pas refusé son analyse comme on aurait pu le craindre, mais il ne l'a pas acceptée non plus.



Taittinger s'est ensuite livré à une critique très sévère du comportement de Poniatowski, ce qui est d'autant plus remarquable qu'il observe en général beaucoup de réserve dans ses jugements sur les personnes. Il m'a dit très explicitement que Poniatowski était le responsable de la plupart des erreurs de jugement en politique intérieure tant du président de la République que du Premier ministre. Il pense qu'à la faveur d'un remaniement ministériel, il faudrait lui enlever le ministère de l'Intérieur. Et aussi écarter Jean Lecanuet, dont l'insuffisance et les échecs dans tous les postes ministériels qu'il a occupés sont aujourd'hui patents, et d'ailleurs parfaitement perçus par le président lui-même.

### 10 mars 1977

— *Il paraît que Chirac vient de réunir les principaux caciques du RPR.*

— Il a invité aujourd'hui à déjeuner aux Baux-de-Provence tous les anciens Premiers ministres RPR, plus Edgar Faure qui vient de m'appeler. Étaient donc là Debré, Chaban, Couve, Messmer, Edgar Faure et Chirac. Beaucoup de cordialité, même entre Chirac et Chaban, critiques très sévères à l'encontre de Giscard, sentiments très réservés à l'égard du gouvernement, grand scepticisme sur l'efficacité des méthodes Giscard-Barre pour gagner les élections municipales et législatives, volonté affirmée de soutenir le gouvernement, mais sans illusions et pas sans conditions.

Edgar Faure est allé jusqu'à dire que le groupe RPR à l'Assemblée nationale devrait s'abstenir de voter la confiance au gouvernement lors du prochain débat parlementaire. Il a aussi longuement conversé avec Debré au sujet du vote sur l'élection des députés européens au suffrage universel. Il dit avoir expliqué à Debré qu'il ne serait pas suivi dans son opposition et qu'il valait mieux essayer de voter le texte avec des garanties et des conditions. Il croit que certains de ses arguments ont touché Debré, mais il faut attendre pour voir si c'est exact.

*À Paris, lors du premier tour des élections municipales, les listes d'union de la gauche recueillirent 32,1 % des suffrages, celles du RPR 26, 2 %, celles d'Ornano 22 % et celles des écologistes 10,1 %.*

**16 mars 1977**

— *Chirac et ses amis doivent être satisfaits des résultats du premier tour.*

— Chirac se doit d'avoir encore le triomphe modeste. Sa rencontre avec Ornano a été voulue par lui, car il désire prendre et conserver l'initiative pour tout ce qui concerne la bataille contre l'union de la gauche à Paris. C'est lui qui avait fixé le lieu du rendez-vous et lui qui a rédigé le communiqué final. Il l'avait d'ailleurs préparé avant la réunion.

La rencontre s'est passée dans un climat assez froid, Ornano ayant été obligé d'accepter d'emblée le désistement des listes les unes pour les autres selon le rang qu'elles occupaient, ce qui avantage le RPR. Il a donné sa parole d'honneur que de son côté, les désistements auraient tous lieu. Mais il a en même temps posé le problème de l'organisation de la municipalité parisienne et demandé que Chirac désavoue lui-même publiquement la campagne menée contre Françoise Giroud à propos de la médaille de la Résistance qu'elle s'est auto-attribuée.

Chirac a répondu que sur le premier point, il était prématuré d'en parler, personne ne sachant quel serait le résultat définitif de l'élection. Sur le deuxième point, il a opposé un refus catégorique, expliquant que cette affaire ne le regardait pas puisqu'il était totalement étranger aux accusations portées contre Françoise Giroud.

Il est certain que Chirac veut conserver une entière liberté pour composer la municipalité de Paris à son gré. Il sait que les giscardiens, sûrs maintenant de ne pas obtenir la mairie, voudraient le poste de premier adjoint essentiellement pour contrôler les finances de la ville. Or, Chirac est absolument décidé à le leur refuser. Son idée est de le confier à Christian de La Malène, qui a été un gestionnaire remarquable des finances de la ville depuis plus de dix ans. La seule concession qu'il pourrait envisager, s'il lui fallait absolument en consentir une, serait de confier ce poste à Pierre-Christian Taittinger, le seul républicain indépendant dont il soit sûr qu'il ne se servirait pas de ses fonctions pour travailler plus ou moins contre lui, puisqu'il a déjà refusé de le faire.

Finalement, Ornano a dû céder et cela n'a grandi ni le président de la République, ni le Premier ministre, ni le ministre de l'Intérieur, ni même Ornano qui, impressionné comme d'habitude par les positions

des uns et des autres, n'ose pas s'y opposer malgré les risques que cela comporte pour lui.

*Lors du deuxième tour des élections municipales, le 20 mars, les listes de l'Union de la gauche recueillirent au plan national 50,8 % des suffrages contre 41,9 % à celles de la majorité. À Paris, en revanche, les listes de Jacques Chirac l'emportèrent, augurant bien de son élection à la mairie de Paris.*

### **25 mars 1977**

— *À défaut d'un avis du président sur la candidature Chirac à la mairie de Paris, en a-t-on un du Premier ministre ?*

— À sa demande, j'ai eu avant-hier une conversation avec son principal collaborateur, [...]. Il m'a exposé les griefs formulés à l'encontre de Chirac. On lui reproche surtout, quand il a présenté sa candidature, de l'avoir décidée seul et d'avoir brisé les efforts que faisaient Giscard et Barre, affirme-t-il, pour retirer Ornano.

Il a ajouté qu'à Matignon, on se demande ce que veut Chirac. Se réconcilier avec Giscard? Pratiquer une politique d'isolement du RPR, comme De Gaulle entre 1947 et 1951? Représenter un recours pour diriger le gouvernement qui succédera à celui de la gauche si elle gagne en 1978? Visiblement, le personnage Chirac leur paraît peu compréhensible et ils le soupçonnent des pires arrière-pensées. [...] m'a demandé s'il pouvait rencontrer Marie-France Garaud. Je lui ai répondu que c'était facile. Il va en informer Raymond Barre et la verra si celui-ci lui donne son accord.

À propos du remaniement ministériel dont on parle, il m'a dit que Giscard était mécontent des ministres RPR et voudrait les remplacer, parce que trop proches de Chirac. Et aussi que Giscard hésite à renvoyer Françoise Giroud, ce qui est pourtant indispensable.

### **27 mars 1977**

— *La victoire de Chirac à Paris a été totale, il est assuré d'être élu maire.*

— Ce résultat n'a en rien modifié les intentions du président, ni de Poniatowski, ni de Lecanuet: ils veulent toujours abattre Chirac

et affaiblir le RPR. Contre Chirac, des manœuvres ont d'ailleurs déjà commencé pour lui créer des difficultés comme maire de Paris.

Giscard essaie aussi de combattre Chirac en resserrant ses relations avec plusieurs barons du gaullisme, notamment Chaban et Frey. J'ai beau dire que Frey n'est pas si favorable au président que Chirac et Juillet le croient, ils pensent que ce n'est pas vrai. Ils prétendent que dans l'affaire de la mairie de Paris, Guichard, en accord avec Frey, aurait laissé désigner Ornano, persuadé qu'il échouerait dans sa mission et qu'ensuite on pourrait proposer Frey, en accord avec Ornano, et que tout s'arrangerait ainsi. Donc, la candidature de Chirac aurait dérangé les plans non seulement de Giscard et de Poniatowski, mais aussi de Guichard et de Frey.

Rien n'est impossible en politique. Mais c'était là un plan bien risqué, on l'a vu et pour ma part, j'ai toujours retiré de mes contacts avec Frey une impression différente. Les propos de l'entourage de Chirac n'en soulignent pas moins le climat de profonde méfiance qui persiste au sein de la majorité.

### **13 avril 1977**

— *L'élection de Jacques Chirac à la mairie de Paris a-t-elle enfin été digérée par le président de la République ?*

— J'ai bavardé aujourd'hui à l'Hôtel de Ville avec Denis Baudouin, chargé du service de presse du maire, qui lui a demandé de reprendre peu à peu en main toute la communication aussi bien de l'Hôtel de Ville que du RPR. Il m'a expliqué que lorsqu'il avait été sollicité par Chirac pour remplir cette mission, il était allé en informer le secrétaire général de l'Elysée, où il a naguère rempli la même fonction. Celui-ci lui a répondu : *« Si vous étiez venu nous informer de cette décision avant les élections municipales, le président de la République aurait certainement eu une réaction très défavorable. Mais aujourd'hui, les relations se détendent et par conséquent, nous n'élevons aucune objection à ce que vous alliez travailler avec Chirac. Nous comptons d'ailleurs sur vous pour nous aider à rendre les relations encore meilleures ».*

Le plus important, c'est la conversation que Baudouin a eue avec Jacques Rueff, qui lui a longuement démontré les raisons

pour lesquelles l'échec du plan Barre était inévitable et deviendrait patent au début de 1978, c'est-à-dire au pire moment du point de vue électoral. Il souhaitait donc rencontrer Chirac pour lui exposer les raisons pour lesquelles il formule ce pronostic, afin que le président du RPR tienne prêtes des propositions précises permettant à quelqu'un de la majorité de les présenter au moment opportun. Ainsi ne laissera-t-il pas à la gauche seule la possibilité d'exploiter les difficultés qui apparaîtront à ce moment-là. Baudouin va s'occuper d'organiser la rencontre.

**21 avril 1977**

— *Le RPR se développe-t-il toujours ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Marie-France Garaud. Elle m'a fait part de certaines difficultés survenues à la direction du mouvement. Chirac, Juillet, Guéna, plusieurs autres et elle-même sont d'accord pour constater que Jérôme Monod a échoué dans sa tâche d'organisateur et de secrétaire général<sup>152</sup>. En outre, les raisons qui ont motivé sa nomination et qui consistaient à donner au RPR un caractère nouveau n'ont plus aucune valeur depuis la victoire de Chirac à la mairie de Paris. La seule chose qui compte désormais au RPR est l'activité de Chirac. En d'autres termes et pour parler d'une façon peut-être un peu cynique, Jérôme Monod présente aujourd'hui plus d'inconvénients que d'avantages pour le développement du mouvement.

En outre et contrairement à ce qu'on pourrait attendre d'un haut fonctionnaire, la gestion financière du RPR, dont il porte la responsabilité, a été très mal assurée, non sur le plan de son honnêteté personnelle, qui n'est nullement en cause, mais du fait que comme le haut fonctionnaire qu'il a toujours été, il ne sait pas très bien ce que c'est que gérer un budget, ainsi que le fait, par exemple, un homme d'affaires traditionnel ou quelqu'un qui a une longue pratique des appareils politiques.

---

152 – L'intéressé l'a en partie reconnu dans ses *Mémoires* (où pas une fois n'est cité le nom d'Albertini) : « *Je ne connaissais pas le métier politique, ni les ressorts intimes des professionnels de la politique... Ce n'est donc ni en militant, ni en mercenaire que je suis entré au RPR* » (Les vagues du temps éd., 2009, p. 309).

Toutefois, Chirac lui est personnellement très attaché, lui est reconnaissant de son dévouement et ne sait comment procéder pour lui trouver une autre affectation.

Une réorganisation du RPR devra de toute façon être bientôt entreprise. Il est vraisemblable que Monod sera jugé sur son aptitude à trouver de bons candidats, jeunes et efficaces, pour les élections législatives. S'il rencontre trop de difficultés à cet égard, c'est cela qui pourrait provoquer son départ.

### 3 mai 1977

— *Chirac réagit-il aux initiatives de Giscard à l'encontre du RPR?*

— Des réunions se tiennent régulièrement depuis quinze jours, auxquelles je participe, groupant autour de Chirac Pierre Juillet, Marie-France Garaud, Jérôme Monod et Jacques Friedmann. Il y en a déjà eu trois. Le but de ces réunions consiste à fixer la stratégie de Chirac et du RPR d'ici aux élections.

Il s'en dégage un désaccord profond avec les analyses et le comportement du président et du Premier ministre, considérés comme très atteints dans leur autorité. Le RPR est bien décidé à se distinguer de plus en plus du président, mais sans s'opposer à lui, de manière à recueillir les voix des mécontents. En même temps, Chirac, constamment sollicité par les Républicains indépendants en pleine décomposition et par les Réformateurs, a entrepris une grande opération de rassemblement de la majorité, non pas contre le président et le Premier ministre, mais sans considérer s'ils l'approuvent ou non. Il est absolument décidé à diriger la campagne de la majorité, qu'il y soit autorisé ou non.

Le programme de Chirac est très chargé. Plus de vingt grandes réunions sont prévues, au fur et à mesure desquelles il définira son programme, ses choix. Des groupes de travail s'occuperont de toutes les questions. Il est résolu à un vaste effort contre l'union de la gauche et m'a demandé de coordonner le travail commencé et celui qui est à engager dans ce domaine. Il n'exclut pas des élections anticipées, ce qui commande d'être prêt pour octobre.

16 mai 1977

— *Jacques Chirac devait recevoir Jacques Rueff.*

— Il lui a accordé une longue audience et s'est montré très impressionné par ses propos. À juste titre, d'ailleurs, car Rueff est certainement encore l'économiste libéral le plus clairvoyant et le mieux informé, malgré ses 81 ans. Rueff avait analysé, il y a plus de dix ans, la crise économique qui se préparait dans l'ensemble du monde occidental et l'on peut dire aujourd'hui que tout ce qu'il avait prévu était arrivé. Il est facile de s'en rendre compte en comparant avec les réalités actuelles ses écrits de l'époque, qui avaient alors suscité beaucoup de scepticisme chez la plupart des plus jeunes économistes.

Jacques Rueff a expliqué sa conviction que les remèdes que Barre s'efforce d'appliquer à l'économie française, non sans courage ni mérite, ne sont pas suffisants pour faire face à la crise. Dans ces conditions, il a conseillé à Chirac de ne rien entreprendre, bien entendu, qui pourrait gêner l'application du plan Barre, mais de faire savoir d'une manière claire et sans provocation qu'il était sceptique sur ses résultats éventuels. L'idée de Rueff est que Chirac apparaisse comme celui qui veut faire autre chose. « *Finally, on viendra vous chercher pour appliquer une autre politique* », lui a-t-il dit.

Il lui a indiqué qu'il lui fallait donc se préparer à cette action, qui devrait être globale, du genre de celle que De Gaulle avait menée à la fin de l'année 1958, au vu des travaux du Comité Rueff et avec l'aval du ministre des Finances Antoine Pinay. « *Comme De Gaulle, a-t-il insisté, vous devez envisager une action économique et financière d'ensemble, qui s'accompagnera nécessairement d'une dévaluation et qu'il faut avoir toute prête. Je suis hors d'état de conduire les travaux préparatoires à ces initiatives, mais il existe de jeunes hauts fonctionnaires et de jeunes économistes, une dizaine, avec lesquels je peux vous mettre en contact pour travailler à la préparation de ce plan. Dans ces conditions, si malheureusement mes pronostics se révèlent exacts, vous aurez la possibilité de dire que vous vous trouvez en condition de présenter un plan global de redressement de l'économie et des finances dans un délai rapide, qui n'excéderait pas dix jours, avec une mise en application qui ne devra pas dépasser un mois* ».

Rueff a ajouté : « *Je suis prêt à parier sur le succès de ce plan, comme je l'ai fait en 1958 auprès du général de Gaulle, lorsque je lui ai présenté mon plan d'ensemble. Le général se montrait alors sceptique, car il était très étranger à ces questions. Je lui ai dit : « Mon général, j'engage jusqu'à mon nom dans la réussite de ce plan. Il n'y a rien à quoi je tiens davantage qu'à votre estime, mais je suis prêt à ce que vous me méprisiez pour le restant de vos jours si je ne réussis pas ». Sur quoi le général m'a répondu : « Allez-y ! », et j'y suis allé. Si bien que quand il m'a remis, quelques années plus tard, la Grand Croix de la Légion d'Honneur, il m'a confié : « Vous l'avez bien gagnée. Quand vous m'avez proposé votre plan, je n'étais pas convaincu du tout, mais je vous ai fait confiance et ne le regrette pas ».*

— *Le RPR se prépare-t-il bien aux élections de 1978 ?*

— Au cours d'un déjeuner avec Jérôme Monod, son secrétaire général, qui voulait m'interroger sur l'organisation du patronat, il m'a indiqué que pour les élections, les besoins du RPR s'élevaient à 40 millions de francs. Il aurait déjà recueilli une partie de cette somme, mais serait encore très loin de la totalité.

## **6 juin 1977**

— *Ne deviez-vous pas provoquer une nouvelle rencontre entre Chirac et des représentants des milieux financiers ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Chirac et Guy Taittinger, le président de la banque Worms, ainsi qu'avec quatre ou cinq des banquiers parisiens les plus importants.

Tout le monde se connaissait plus ou moins, la conversation a été particulièrement libre et franche et l'on a pu apprendre de Jacques Chirac un certain nombre d'indications politiques utiles quant à ses orientations pour l'avenir.

Les personnalités présentes lui ont d'abord présenté une série de suggestions sur les aspects économiques du programme commun de la gauche et sur la définition d'un programme pour la majorité. Jacques Chirac a donné, sur beaucoup de points, une large approbation à leur point de vue, tout en faisant observer que la bataille de 1978 dépassait leurs préoccupations professionnelles, si importantes fussent-elles, et était



essentiellement politique. Il n'en a pas moins été surpris de constater que ces personnalités, qui répugnent en général à un engagement personnel très net, ont manifesté une volonté précise d'engagement en sa faveur, certaines d'entre elles ayant même annoncé qu'elles avaient adhéré au RPR.

Jacques Chirac a clairement indiqué que contrairement aux intentions qui lui étaient prêtées, il ne souhaitait nullement que la date des élections soit avancée. D'une part, il a besoin de temps pour structurer son mouvement et organiser l'action nécessaire avant les élections. De l'autre, si se confirme la prise de conscience de l'opinion publique quant aux dommages que pourrait provoquer l'application du programme commun de la gauche, il y a tout intérêt à attendre que cette prise de conscience se développe, surtout si l'on peut aider à l'amplifier.

Enfin, il a donné des indications tout à fait rassurantes sur les rapports qu'entretiennent entre elles aujourd'hui les diverses formations de la majorité. Il a conclu sur ce point en disant que si le président et le Premier ministre ne s'avisent pas de se mêler trop ouvertement des négociations entre les partis de la majorité, celles-ci ne lui paraissent pas poser de difficultés véritables. Il a signalé, sans porter d'appréciation de fond, que le départ du gouvernement de Poniatoski, dont il a clairement indiqué qu'il avait poussé le président dans sa stratégie, avait été finalement bénéfique pour tout le monde et que chacun en était aujourd'hui bien conscient.

En ce qui concerne le RPR, il a parlé de son expansion, indiquant que certains jours, arrivent plusieurs milliers d'adhésions, en majorité d'électeurs et électrices ayant moins de trente ans.

Il a aussi expliqué qu'un des problèmes les plus difficiles auxquels il devait faire face était le rajeunissement des candidats à la députation. Il dispose à peu près de ce qu'il faut comme candidats jeunes et compétents, mais il lui est très difficile de faire partir les élus qui doivent céder la place. Pour cela, il aurait besoin du maximum possible de moyens pour assurer à plusieurs dizaines d'entre eux, pendant cinq ans par exemple, une situation matérielle de rechange suffisante pour leur faire accepter l'idée de ne pas se représenter.

Tout cela étant dit et sans chercher à impressionner ses interlocuteurs, il a réaffirmé que si les choses se passaient comme il les voyait, une défaite de l'opposition lui semblait parfaitement envisageable.

**17 juin 1977**

— *On se pose des questions sur la politique européenne de Jacques Chirac.*

— Quels que soient ses désaccords anciens avec le président, il ne souhaite pas provoquer de véritable drame politique sur ce sujet. Toutefois, il est exact qu'il a été amené à durcir sa position sur les affaires européennes, et ce pour plusieurs raisons.

Il a d'abord été impressionné par certains aspects de l'argumentation de Michel Debré, pour lequel il éprouve une certaine sympathie personnelle, bien qu'il soit en général assez éloigné de ses positions. Il l'a aussi été par les réactions de plusieurs députés RPR qui, rentrant de leur circonscription, lui ont rapporté que la politique européenne du président de la République suscitait d'importantes critiques dans une partie de leur électorat. Enfin, il l'a été également par la conversation qu'il a eue à ce sujet avec Pierre Juillet, lequel a développé l'idée qu'une certaine prise de position nationaliste pouvait s'avérer payante sur le plan des élections. Il a donné comme exemple le fait que les communistes, en général bons observateurs du corps électoral, s'accrochaient à une position de ce genre, persuadés qu'elle était électoralement payante auprès des électeurs.

C'est dans ces conditions que Chirac a été amené, à la fois pour des raisons de fond et de doctrine et pour des raisons d'opportunité politique, à durcir sa position sur les affaires européennes et à formuler des exigences nouvelles, ce dont témoigne le discours qu'il a prononcé à l'Assemblée nationale. La dernière partie, dans laquelle il a mis en cause le président de la République et évoqué les causes de sa démission, si elle est incorrecte sur le plan des usages gouvernementaux, s'explique par le fait que Giscard sait très bien à quoi s'en tenir : il essaie depuis plusieurs semaines d'accréditer l'idée que Chirac a changé d'avis sur la question de l'Europe pour des raisons non fondées. À force d'être attaqué de la sorte, Chirac a fini par répondre. Et ce qu'il

a répondu correspond exactement à la vérité. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles le Premier ministre est resté muet. Mais c'est un fait que l'intervention de Chirac, pour fondée qu'elle ait été sur le plan général, a pu donner l'impression qu'il était l'agresseur dans une affaire où, avec maladresse peut-être, il n'a fait que se défendre.

— *En va-t-il de même pour l'incident de l'Hôtel de Ville, lors de la visite de Brejnev ?*

— Cet incident ne correspond en rien à ce qu'en ont rapporté les radios et les journaux du 17. Il y a déjà plusieurs semaines, Chirac savait que Giscard ne voulait pas que Brejnev lui rende visite à l'Hôtel de Ville en sa qualité de maire de Paris. Cette volonté était contraire à tous les usages, mais Giscard est toujours préoccupé par ce qui peut plus ou moins affaiblir l'influence de Chirac dans l'opinion. Encore qu'il faille noter que le fait, pour celui-ci, de recevoir Brejnev ne revêt aucune importance sur le plan électoral. Il n'y avait donc pas là matière à surprise, la chose étant connue depuis longtemps.

Comment s'explique alors tout ce bruit qui a donné l'impression que Chirac, sur ce point, attaquait à nouveau le président de la République ? Tout simplement, Chirac a eu l'occasion, il y a 48 heures, de déjeuner avec une dizaine de journalistes qui l'ont interrogé à ce propos. Et Chirac, incapable de se taire et qui croit toujours que, quand les journalistes promettent de ne pas parler, ils ne parlent pas, s'est laissé aller à des confidences personnelles que la presse et la radio ont aussitôt rapportées. Marie-France Garaud et Pierre Juillet étaient furieux, mais il leur était difficile d'intervenir au cours du déjeuner pour l'empêcher de parler. C'est dans ces conditions que ce nouvel incident a éclaté. Comme il arrive souvent, il n'est nullement le résultat d'une intention délibérée, mais d'une imprudence et d'une maladresse.

## **27 juin 1977**

— *Les rapports Chirac-Barre se sont-ils améliorés ?*

— J'ai vu longuement Marie-France Garaud avant-hier et nous avons abordé toute une série de problèmes très précis.

Elle m'a notamment appris que l'une des raisons des bonnes conditions dans lesquelles Barre allait effectuer son voyage en Irak résul-

tait d'un coup de téléphone que Chirac avait donné au vice-président irakien Saddam Hussein, avec lequel il entretient des relations particulièrement amicales. Ce geste de Chirac, tout à fait normal sur le plan national, est indicatif d'une réelle amélioration des rapports entre les dirigeants de la majorité.

### **8 juillet 1977**

— *Les élections législatives ont lieu l'an prochain et la situation se présente plutôt mal pour le gouvernement, comme pour toute la majorité d'ailleurs.*

— La position du pouvoir exécutif s'est affaiblie depuis 1974. La cause principale en réside dans les diverses indécisions de la politique du président, surtout dans sa conception d'ensemble de la vie politique française, qui a provoqué une grande incompréhension. Il a voulu, ou en tout cas donné l'impression de vouloir rallier les socialistes en tablant sur leur rupture avec les communistes. Cette politique, si elle ne lui avait pas fait gagner de nouveaux suffrages, avait mécontenté profondément une partie importante et peut-être la majorité de son électorat.

Le gouvernement, de son côté, pratique une nécessaire politique d'austérité économique et financière, forcément impopulaire. Même si le mécontentement est provisoire et injustifié, il ne peut avoir comme conséquence que de diminuer les chances de la majorité de s'imposer lors des élections. En outre, sur le fond même de la politique économique du gouvernement, des doutes assez sérieux s'élèvent, si bien qu'on n'est pas sûr qu'au début de 1978, elle produise les succès escomptés. Enfin, la mésentente publique entre le président et le Premier ministre d'une part, et Jacques Chirac, ancien Premier ministre et chef incontesté de la majorité d'autre part, affaiblit non seulement le pouvoir exécutif, mais la majorité dans son ensemble.

Toutefois, si l'on va au fond des choses, on constate que la victoire de Chirac à la mairie de Paris a donné un nouvel élan au RPR. Et l'échec subi par les formations centristes lors des élections municipales, en particulier à Paris, les a convaincues de la nécessité de se rapprocher du RPR, malgré la répugnance du président à y consentir. Ce rapprochement, qui

est devenu effectif, a été facilité par la mise à l'écart, au moins momentanée, de Michel Poniatowski, qui dirigeait l'opération d'affaiblissement systématique de la force gaulliste à l'intérieur de la majorité.

La victoire de Paris d'une part et une meilleure unité de la majorité de l'autre ont eu comme conséquence que le poids électoral de celle-ci a paru remonter. Dans le même temps, la position de l'union de la gauche a eu tendance à s'affaiblir du fait d'une certaine démagogie de sa part, qui n'a pas toujours été bien comprise par l'opinion, et surtout en raison des risques que représenterait l'application du programme commun. Ce risque a commencé à se répandre et à faire douter les électeurs de l'utilité de ce qu'ils considèrent davantage comme une aventure. En troisième lieu, l'offensive de la majorité contre la gauche qui s'est accentuée semble avoir produit quelques résultats. Sans compter les difficultés qui ont surgi entre les communistes et les socialistes, avec les vigoureuses critiques qu'ils s'adressent réciproquement, notamment à propos d'un remaniement du programme commun. Cela a donné à l'opinion l'impression d'une coalition en désaccord et a fait baisser son autorité, rendu sa victoire moins certaine.

Il n'empêche que des incertitudes subsistent, qui rendent difficile toute appréciation plus fouillée de la situation.

D'une part, de nombreux désaccords politiques apparaissent entre les partis de la majorité, en politique intérieure comme extérieure. Et le président n'a toujours pas renoncé à l'idée de constituer un gouvernement centriste, ce qui ne facilite évidemment pas les rapports entre les partis de la majorité.

D'autre part, à gauche, le Parti communiste se livre à des attaques de plus en plus vives contre le Parti socialiste. Il réclame des postes dans le futur gouvernement de la gauche et exige qu'ils soient publiquement annoncés. Il a déjà recouru à des manifestations dans les usines pour amener les socialistes à donner leur accord à toutes les propositions communistes de modification du programme commun. Il en résulte que même si la crise entre les deux partis ne prélude pas à une rupture éclatante, elle rend leur entente de plus en plus difficile, ce qui peut avoir une influence lors des élections, en particulier gêner le report de voix au deuxième tour.

27 juillet 1977

— *Chirac et Poniatowski s'entendent-ils enfin ou se combattent-ils toujours, comme on le murmure ?*

— J'en ai parlé avec Marie-France Garaud voici peu. Elle considère que le problème de leurs rapports ne se pose pas d'une manière aussi simple qu'on le dit. Elle ne nie pas qu'à moyen terme, ils seront rivaux. Mais pour l'instant, elle considère qu'ils ne sont pas ennemis l'un de l'autre. Elle dit, et c'est peut-être plus juste, que dans l'esprit de Giscard, et peut-être dans la réalité, plutôt qu'ennemis, ils sont alternatifs. C'est-à-dire qu'après l'un, on peut envisager l'autre. À son avis, Chirac a reçu des assurances de Giscard qu'il n'y aurait pas d'élections avant deux ans. À ce moment, il sera évidemment normal que Giscard cherche à accroître le nombre de ses élus par rapport aux gaullistes. C'est la logique du régime français.

Sur cette base, Marie-France Garaud estime que Chirac a intérêt à s'entendre avec Poniatowski et non à se battre contre lui prématurément. En étant patient, il se renforce. Cela, à son avis, doit durer jusqu'aux élections législatives, mais à ce moment-là, ajoute-t-elle, le conflit sera inévitable, car il portera sur les investitures. Chirac essaiera de sauver le plus grand nombre possible des 180 députés UDR sortants et, bien entendu, Poniatowski ne l'acceptera pas.

En ce qui concerne Michel Jobert, Marie-France Garaud, qui ne l'aime pas depuis longtemps, pense que sa position tient beaucoup à l'attitude favorable de la presse à son égard. Il a en effet réussi à nouer des relations étroites avec *Le Monde*, *Le Point* et le *Nouvel Observateur*. Au cours d'un déjeuner qu'elle a eu avec Françoise Giroud, celle-ci a dit de Jobert : « *C'est Georges Bidault* ». Définition très intelligente puisqu'elle met en évidence ce que les deux hommes ont en commun : d'une part, une fragilité d'aspect physique qui est certainement mauvaise pour une carrière politique et d'autre part, le goût du langage abstrait qu'on ne comprend pas toujours.

À propos de la déclaration de Jean-Jacques Servan-Schreiber qui avait provoqué son éviction du gouvernement, Françoise Giroud a expliqué qu'il manquait totalement de psychologie. Il croyait protéger Giscard et Chirac en mettant la responsabilité de l'explosion de la

bombe atomique sur le dos des militaires, qui auraient agi à l'insu du pouvoir civil. Il ne s'est même pas rendu compte qu'en agissant ainsi, il diminuait gravement l'autorité de Giscard et de Chirac, ce qui ne pouvait qu'entraîner son départ du gouvernement.

D'après des informations très précises qui m'ont été communiquées par Alain Madelin, le secrétaire national du Parti républicain que j'avais interrogé sur cette affaire, il résulte que ce n'est pas le président de la République qui est à l'origine de la très violente mise en cause de Chirac par Soisson au début de la semaine. Soisson avait été sévèrement pris à partie par l'entourage du Premier ministre, notamment par [...], et aussi par l'un des secrétaires d'Etat les plus proches du Premier ministre, Paul Dijoud. Ils avaient représenté à Soisson qu'il s'était fait rouler par Chirac et, quelques maladresses de langage de celui-ci aidant, il a été très facile d'amener Soisson à la violente réaction qui a été la sienne. Il s'agit donc plutôt d'une réaction de susceptibilité blessée que d'une initiative politique.

### **6 novembre 1977**

— *La prochaine prestation télévisée de Jacques Chirac fait déjà couler beaucoup d'encre.*

— J'ai longuement vu Pierre Juillet et Marie-France Garaud hier. Il s'agissait de prévoir les questions qu'on lui poserait, de préparer les réponses, etc, le tout dans l'optique de la crise de la gauche, des difficultés du plan Barre et de la politique du président de la République qui continue à vouloir affaiblir Chirac, ce dont on a des preuves assez précises.

Sur ce dernier point, Chirac va sans doute protester dans son émission contre l'impossibilité pratique où il se trouve de parler normalement à la radio et à la télévision, du fait des multiples pressions du cabinet de Giscard et de ses plus proches collaborateurs, ainsi que sur l'origine financière des livres actuellement publiés contre lui et dont des pages entières sont reproduites à titre de publicité dans de grands journaux.

À propos du plan Barre, il dira sans doute que le RPR soutient le Premier ministre, qui fait de son mieux, mais qu'après les élections, il

faudra changer de politique économique. Sans le dire trop ouvertement et sans critiquer Barre, il prendra ses distances avec le gouvernement afin de bien affirmer que la politique du RPR est différente de celle de la gauche comme de celle de Giscard-Barre. Il expliquera qu'il partage l'avis de ceux-ci sur le type de société libérale à maintenir, mais qu'il a d'autres solutions à proposer.

En ce qui concerne l'union de la gauche, j'ai longuement expliqué que nous faisons contre elle une campagne trop politique. Quand on lit les lettres et déclarations d'électeurs ou de militants de la gauche publiées de tous côtés, on aperçoit un immense et sincère désespoir chez nombre d'entre eux. Ils ont cru sincèrement que la victoire de l'union de la gauche signifierait pour eux plus de bonheur, plus de liberté et de responsabilité. Il faut donc s'adresser à eux non pour récupérer leurs voix, mais pour dire qu'on les comprend, qu'on est sensible au découragement né de leurs espoirs déçus, et que les responsables en sont ceux qui avaient fait naître en eux ces faux espoirs. Rien de plus. Pas de racolage de voix. Leur dire qu'on les comprend. Avoir avec eux une attitude plus fraternelle que de combat. On peut penser que ce type de discours pourrait permettre de rectifier l'image que la gauche essaye de donner d'un Chirac trop autoritaire, trop dur, trop sûr de lui, ce qu'en terme polémique on appelle une image fascisante.

Le reste de la conversation a porté sur les rapports entre les partis de la majorité. Chirac pense que le président et Poniatowski vont recommencer contre lui la bataille qu'ils ont menée lors des élections municipales. Ils croient que Chirac a gagné à Paris parce qu'il n'a pas été assez combattu. Ils veulent donc l'attaquer plus fortement et mener bataille sur deux fronts, contre lui et contre la gauche.

## **20 décembre 1977**

— *L'entente enfin conclue entre les partis de la majorité pour la compétition électorale est-elle solide ?*

— J'ai eu une conversation avec Marie-France Garaud à propos des discussions en cours au sujet de l'organisation d'élections primaires dans la majorité. Il résulte des informations qu'elle possède que Soisson et quelques autres, après un gros effort pour multiplier les



candidatures, font état aujourd'hui du trop grand nombre de candidats dans l'intention visible d'obtenir une réorganisation aboutissant à laisser face à face un candidat RPR d'une part et un candidat commun des autres courants de la majorité d'autre part. En d'autres termes, on en reviendrait à la stratégie adoptée pour l'élection municipale de Paris.

Chirac, malgré sa décision bien établie de ne pas créer de difficultés soit avec le président, soit avec le Premier ministre, est catégoriquement opposé à cette remise en cause des accords conclus. Si les autres partis de la majorité réussissaient à imposer un arbitrage de Raymond Barre dans des conditions discutables, le RPR menacerait de présenter un candidat par circonscription. On peut penser que cette menace ferait réfléchir ceux qui persisteraient, malgré l'échec des tentatives précédentes, à opérer un rééquilibrage de la majorité. La position du RPR reste que si ce rééquilibrage est nécessaire, il doit résulter du vote des électeurs et non pas d'une décision des états-majors des partis quels qu'ils soient.

### **15 mars 1978**

— *Le premier tour des élections est satisfaisant et nous n'y avons pas été pour rien.*

— Qui pourra dire qu'il en a fait autant que nous pour expliquer le sens véritable de l'accord conclu entre communistes et socialistes sur les problèmes du pouvoir? Nous avons fourni au cabinet de Barre les éléments de la déclaration qu'il a faite le 14 mars, et qui est reproduite dans *Le Figaro* de ce matin. Nous avons très largement contribué à rédiger l'article publié par Annie Kriegel dans ce même *Figaro*, lui fournissant les citations qui lui étaient nécessaires. Nous avons donné à Jacques Chirac les informations dont il avait besoin pour son intervention de ce matin sur RTL, ainsi que pour son émission de 13 heures sur TF 1 et pour celle de ce soir à Europe 1. Nous avons apporté tous les éléments utiles à Georges Broussine pour sa *Lettre* d'aujourd'hui, qui a été largement diffusée par le Quai d'Orsay et par le RPR, et qui est certainement la présentation la plus claire et la plus convaincante des véritables objectifs du Parti communiste et de la portée des accords conclus entre le PS et le PC.

Depuis une trentaine d'années, nous sommes toujours intervenus dans la préparation des élections, mais jamais d'une façon aussi intense que cette fois-ci.

*Lors des élections législatives des 12 et 19 mars, le RPR obtint 150 sièges, les giscardiens de l'UDF 137, le Parti socialiste et les radicaux de gauche 114 et le Parti communiste 86.*

### **20 mars 1978**

— *L'union de la gauche est donc écartée du pouvoir.*

— J'en ai parlé rapidement ce matin avec Marie-France Garaud et Yves Guéna. Tous deux sont très mécontents de la manière dont, sur l'ordre direct de l'Élysée, les bons résultats de la majorité ont été présentés. Tous les commentateurs se sont en effet efforcés de présenter la victoire de la majorité comme une victoire personnelle du président, une victoire de l'UDF et presque un échec pour le RPR et pour Jacques Chirac.

Il y a déjà eu aujourd'hui des réactions assez dures à la radio et à la télévision, tant de la part de Chirac que de Guéna. Il est vraisemblable que si l'aile giscardienne de la majorité continue en ce sens, les difficultés prévisibles à l'intérieur de cette même majorité se produiront plus tôt et plus gravement qu'on ne le croit.

### **3 avril 1978**

— *La candidature d'Edgar Faure à la présidence de l'Assemblée nationale, soutenue par Jacques Chirac, est-elle en bonne voie?*

— J'ai eu hier une conversation avec Marie-France Garaud à ce sujet. Chirac n'était pas très enthousiaste pour cette candidature, mais il s'y est résigné car il n'a vu personne d'autre, dans le RPR, qui puisse être présenté. En outre, qui lui assurerait finalement les mêmes garanties de loyauté qu'Edgar Faure? Une loyauté forcément renforcée par le fait qu'Edgar Faure est parfaitement conscient que cette dernière bataille de sa carrière ne peut être gagnée qu'avec l'appui complet de Chirac et du RPR.

Ce qui toutefois a été le plus intéressant dans notre conversation, c'est la confirmation des jugements que Marie-France Garaud a portés à plusieurs reprises sur Chirac. Elle a d'ailleurs pris soin de me préciser

que ses jugements étaient aussi ceux de Pierre Juillet, même s'ils avaient chez lui une allure moins tranchée que chez elle.

Après avoir beaucoup pratiqué Chirac depuis le temps où il est devenu Premier ministre, en mai 1974, elle dit qu'ils sont arrivés à la conclusion que si ses qualités de combattant politique ne sont pas discutables, ils s'interrogent au contraire en conscience pour savoir s'il pourrait être un bon président de la République. Ils estiment, en effet, qu'il montre certains traits de caractère inquiétants, qu'il commet souvent des erreurs de jugement qui résultent de la hâte avec laquelle il prend ses décisions. Tout cela, qui n'a qu'une importance mineure dans une bataille politique ordinaire ou quand quelqu'un, au-dessus de lui, peut limiter les dégâts, pourrait revêtir une gravité exceptionnelle s'il était président de la République.

C'est la raison pour laquelle elle est allée jusqu'à me dire : *« En tout cas, personnellement, je ne prendrai pas la responsabilité de l'aider à parvenir à la présidence de la République. Je connais trop l'importance de la fonction pour l'avoir vécue au jour le jour pendant cinq ans »*.

Tout en faisant la part de ce qu'il peut toujours y avoir d'un peu personnel dans le raisonnement d'une femme, même de très grande valeur comme ici, et mis à part aussi quelques désaccords qui peuvent être apparus entre eux, je suis néanmoins frappé par le fait que les propos qu'elle m'a tenus semblent bien constituer l'aboutissement d'une longue réflexion conduite avec une grande conscience. Cela pourrait expliquer d'une façon plus convaincante que n'importe quelle autre la décision qu'elle mûrit depuis longtemps et qu'elle n'a pas encore mise à exécution : quitter les fonctions qu'elle occupe auprès de Chirac.

*Le 3 avril 1978, lors du premier tour de l'élection à la présidence de l'Assemblée nationale, Edgar Faure ne recueillit que 126 voix contre 153 à Jacques Chaban-Delmas, qui fut élu au deuxième tour.*

#### **4 avril 1978**

— *Malgré le soutien de Chirac et d'un grand nombre de députés RPR, Edgar Faure n'a donc pas été réélu à la présidence de l'Assemblée nationale.*

— Je m'en suis entretenu aujourd'hui avec Marie-France Garaud. Elle estime qu'il s'agit là d'un grave échec aussi pour Jacques Chirac. Elle en tire comme enseignement que les 25 membres du RPR qui n'ont pas suivi Chirac et ont voté pour Chaban seront en quelque sorte toujours 25, voire 30 membres du groupe parlementaire RPR sur lesquels il sera impossible de compter. En somme, Chirac doit savoir maintenant qu'il pourra toujours lui manquer 30 voix lors de scrutins décisifs.

Elle en déduit que si Chirac ne réagit pas immédiatement, son autorité sur le groupe parlementaire ne peut que s'effriter. Elle est donc très favorable à une réaction, et à une réaction dure. Mais elle est consciente que comme il s'agissait d'un vote à scrutin secret, il n'est pas possible de s'en prendre nominativement à tel ou tel membre du groupe, puisqu'il est impossible de prouver qu'il a voté pour Chaban et donc désobéi à Chirac.

L'entourage de Chirac, notamment elle-même, est donc conduit à la conclusion qu'il n'existe qu'une seule réaction possible pour réaffirmer l'autorité de Chirac : l'exclusion de Chaban du RPR. Elle est possible sur le plan arithmétique, car Chirac dispose certainement d'une majorité pour l'obtenir. Mais une telle opération présenterait des risques politiques considérables, il lui semble donc préférable de ne pas l'engager. Elle y est d'autant moins encline que ce serait recommencer de dures batailles politiques auxquelles elle devrait participer jusqu'aux élections présidentielles. Or, elle ne souhaite pas reprendre un tel rôle précisément parce qu'elle s'interroge sur celui qui serait le meilleur candidat aux élections de 1981 et elle n'est pas sûre que ce soit Chirac.

On le voit, derrière cette péripétie présidentielle, beaucoup de problèmes sont posés.

### **17 avril 1978**

— *Les orientations de Giscard à l'Elysée semblent toujours aussi peu compréhensibles.*

— J'ai eu une longue conversation avec Marie-France Garaud au sujet de la situation actuelle. Comme je m'étonnais que, devant les difficultés qui s'annoncent, elle ait pris la décision de ralentir beaucoup

le travail politique qui a été le sien jusqu'alors, elle m'a pour la première fois expliqué d'une manière complète et détaillée l'ensemble de ses réactions, et révélé certains faits que, malgré ma collaboration étroite avec elle, je ne connaissais pas.

Elle m'a dit qu'au lendemain de son élection à la présidence de la République en 1969, Georges Pompidou avait eu l'idée d'un certain rapprochement avec les socialistes, dont il comprenait qu'il pouvait être nécessaire au bon fonctionnement du régime. Mais il se rendait compte que ce rapprochement était difficile par suite de l'orientation que semblait prendre le Parti socialiste. En outre, elle n'avait pas tardé à constater que la politique personnelle de Chaban-Delmas ne facilitait pas cette opération politique, à laquelle Pompidou pensait se livrer au moment opportun. D'après ce qu'elle m'a dit, aussi bien Pierre Juillet qu'elle-même s'y montraient favorables. C'est d'ailleurs parce que Chaban-Delmas constituait plutôt un obstacle qu'une aide à cette politique que l'appréciation de cette situation avait été l'une des raisons, parmi d'autres, ayant conduit à son éviction en 1972.

Toutefois, le projet de Pompidou avait été rendu impossible par l'arrivée à la tête du Parti socialiste de François Mitterrand, avec lequel Pompidou pensait que rien n'était possible, et par la signature du programme commun qui avait suivi, en 1972.

En conséquence, il ne pouvait plus être question de rechercher une collaboration, quelle qu'elle fût, avec le Parti socialiste et il ne restait d'autre solution que la bataille frontale contre l'union de la gauche. C'est à partir de ce moment-là que toutes les décisions qui ont été prises par elle-même et par Pierre Juillet l'ont été pour faire échec à la gauche. De là le soutien accordé à Pierre Messmer, qui paraissait un élément solide dans cette lutte. De là aussi, après la mort de Pompidou, le ralliement à la candidature de Giscard d'Estaing, qui semblait seul capable d'empêcher l'accession de Mitterrand à la présidence de la République. De là encore, après le départ de Chirac de l'hôtel de Matignon, les efforts considérables déployés en 1976, 1977 et cette année même pour empêcher la victoire de l'union de la gauche. Et tout cela, dit-elle, a été obtenu au milieu des pires difficultés. La gauche a été finalement défaite et, semble-t-il, pour longtemps. « Alors, ajoutez-

t-elle, *j'estime que l'engagement qui a été le mien dans ce combat, depuis l'accession de Pompidou à la présidence jusqu'à maintenant, a atteint son but et je ne me sens plus du tout mobilisée politiquement, comme je l'ai été pendant les sept années qui viennent de s'écouler* ».

« *C'est, explique-elle encore, dans ces conditions que j'estime que mon rôle au RPR est dans une large mesure dépassé, d'autant que les questions qui peuvent se présenter aujourd'hui sont très différentes et posent des problèmes dont la solution ne m'intéresse pas au même titre, car mes certitudes sont moindres* ».

Elle estime, en effet, que le problème de l'Europe va être le problème clé de la politique française. Et dans ce problème de l'Europe, il y a d'un côté Giscard d'Estaing, qui estime que la France, devenue une nation de moyenne puissance, ne peut plus avoir la même attitude indépendante et qui pense qu'il n'y a pas d'autre solution à ses problèmes qu'une solution européenne et, bien entendu, atlantique. En face, figurent les solutions proposées par les divers gaullistes, anciens ou nouveaux, qui persistent à penser que le salut de la France ne peut être assuré que par une politique plus nationale, plus indépendante, rejetant d'une façon catégorique et l'intégration européenne, et un resserrement des liens avec les Etats-Unis. Elle juge que dans ces conditions, l'antagonisme Giscard-Chirac tel qu'il va surgir sera beaucoup moins un antagonisme de politique intérieure, comme on le dit de divers côtés, qu'un antagonisme sur les problèmes de la politique étrangère.

Et, ajoute-t-elle, vu de ce biais, il est évident que les amis de Giscard, Chaban-Delmas et un certain nombre de ses partisans, ainsi que plus de la moitié du Parti socialiste, sont dans un accord assez étroit. C'est là que réside le véritable point de la fameuse alliance socialo-centriste dont on parle. Le RPR constitue le principal obstacle à l'avènement de cette alliance. C'est la raison pour laquelle le président de la République est tout naturellement porté à chercher à diminuer la puissance du RPR, car tant qu'elle sera ce qu'elle est, sa propre politique ne pourra pas être conduite d'une manière efficace.

Elle commente : on dépasse là de beaucoup les conflits de personnes. On se trouve face à un grand débat politique, à propos duquel il est

difficile, dans les circonstances présentes, de porter un jugement tout fait. Lorsque ces problèmes seront débattus au grand jour, beaucoup de reclassements interviendront.

Elle observe d'ailleurs que si le RPR maintient une certaine politique nationaliste, il rendra, même sur le plan de la politique intérieure, un grand service, car si on laisse au Parti communiste le monopole de la défense de l'indépendance nationale, cela pourrait renforcer son influence dans le pays et il ne le faut absolument pas.

C'est dans ces conditions, conclut-elle, qu'une redistribution des cartes peut s'opérer et que, pour le moment, elle ne souhaite pas être mêlée d'aussi près à la bataille si celle-ci prend une telle forme.

La conclusion pratique, c'est qu'elle continuera à travailler avec Jacques Chirac, mais lui donnera maintenant tout au plus la moitié de son temps.

J'observe qu'ainsi, elle fait déjà une concession, car il y a trois mois, elle m'avait affirmé qu'après les élections, elle abandonnerait tout à fait l'action politique – ce que je n'avais d'ailleurs jamais cru.

### **10 mai 1978**

— *Les choses s'arrangent-elles entre Chirac et Marie-France Garaud?*

— Elle a réintégré la Cour des comptes où son travail l'occupe peu, mais lui permet néanmoins de ne pas aller si souvent au RPR. Elle conseille toujours Chirac sur à peu près tout, mais continue à porter sur lui un jugement sévère. Elle reconnaît ses grandes qualités de combattant politique, qu'il a montrées par exemple lors des élections, mais elle est de plus en plus inquiète par son manque d'idées. Elle dit qu'il ne pense jamais par lui-même. Elle est aussi irritée par le snobisme de sa femme, qu'elle juge médiocre. Comme je la questionnais sur la nature des rapports Pompidou-Chirac, elle m'a dit que Chirac n'était nullement le disciple préféré de Pompidou, qui n'en avait d'ailleurs aucun. Chirac était seulement l'un de ses jeunes collaborateurs de qualité. En fait, ajoute-t-elle, c'est Juillet et moi qui avons poussé Chirac au premier rang – ce que pour ma part je crois tout à fait.

Elle se montre assez inquiète aussi de certaines orientations politiques de Chirac. Il veut pratiquer une politique économique et

sociale de plus en plus à gauche, persuadé que c'est là le moyen de faire progresser le RPR. Sur plusieurs points, il se rapproche des socialistes et accroît sa critique des entreprises privées. Il prétend que 80 % des chefs d'entreprise sont des incapables. On lui objecte que s'il poursuit dans cette voie, il aura du mal à relancer les investissements, donc à réduire la crise. C'est la première fois que Pierre Juillet et Marie-France Garaud s'opposent aussi nettement à Chirac sur un point de grande importance. Marie-France Garaud craint aussi que sur l'Europe, les idées de Michel Debré, qu'elle juge excessives, n'exercent trop d'influence sur Chirac. Et, ajoute-t-elle, les affaires européennes seront très importantes en 1979. Elle voudrait que je l'aide à rédiger sur tout cela une note pour Chirac.

Il me semble que lentement une coupure s'effectue entre elle et Chirac. Mais elle a probablement l'idée qu'elle l'emportera et jouera encore un rôle de premier plan. Pour l'instant, elle cherche et réfléchit.

### **Pierre Juillet et Marie-France Garaud s'en vont**

**26 mai 1978**

— *Comment Pierre Juillet réagit-il au malaise dont Marie-France Garaud vous a entretenu ?*

— J'ai eu hier par téléphone une conversation avec lui. Il m'a fait part de sa détermination de ne plus assurer ses fonctions de conseiller de Jacques Chirac. C'est une décision qu'il prend à regret, car il éprouve pour Chirac, qui à beaucoup d'égards a été son élève sur le plan politique, des sentiments d'attachement indéniables. Mais il a l'impression que les méthodes de travail de Chirac, de plus en plus personnelles et parfois de plus en plus désordonnées, rendent la collaboration avec lui d'autant plus difficile qu'il est écartelé entre le RPR, le groupe parlementaire et la mairie de Paris. Tant qu'il s'agissait de collaborer avec lui soit à l'hôtel de Matignon, soit pour mener la bataille électorale, les circonstances dressaient des limites précises à leur collaboration et Chirac sentait impérieusement la nécessité de conseils, il était donc toujours possible de travailler avec lui. Mais aujourd'hui, dans la situation plus floue et plus



dispersée qui est née du résultat des élections, il devient très difficile de fixer son attention et de comprendre ses méthodes. Par conséquent, Juillet estime inutile d'essayer de remplir une tâche impossible.

Sauf imprévu, sa décision est pour l'instant irrévocable. Elle prendra effet aux alentours du 1<sup>er</sup> juin et il n'envisage certainement pas de réexaminer les possibilités d'une nouvelle collaboration avant l'automne, et encore. Il le regrette d'autant plus que le débat sur l'Europe qui s'annonce lui paraît intéressant et important, et qu'il aurait été heureux de s'y associer d'une manière complète.

### **27 mai 1978**

— *La coupure entre Chirac et Marie-France Garaud s'est donc confirmée ?*

— J'ai parlé hier avec elle des problèmes qui opposent en ce moment Pierre Juillet et elle à Jacques Chirac. Elle m'a dit que Chirac, qui est très intuitif, sent qu'ils sont décidés à le quitter. Il le regrette certainement, mais il est probable qu'il ne cherchera pas beaucoup à les retenir, car il doit éprouver une réelle impatience devant l'influence que tous deux exercent sur lui. Dans une certaine mesure, ils se sont usés à essayer de le mettre sur ce qu'ils estimaient être la bonne voie. D'un autre côté, il est vraisemblable que les attaques auxquelles ils sont soumis de la part de Jérôme Monod, d'Anne-Marie Dupuy et de la secrétaire personnelle de Chirac à l'Hôtel de Ville, Mme Esnault, ont fini par créer de ces difficultés assez vagues qui préparent très souvent les ruptures.

Pour essayer d'éviter une cassure trop complète, Chirac, le 26, a tenu une longue réunion avec eux et après leur avoir expliqué qu'il continuerait à s'occuper lui-même du RPR et de l'Hôtel de Ville, il leur a dit que se posait une question fort importante dont il ne trouvait pas le temps de s'occuper vraiment : l'ensemble complexe des problèmes relatifs à l'élection de l'Assemblée européenne en 1979. Il leur a demandé à tous les deux de prendre cette affaire complètement en charge.

En fait, ils sont bien décidés à refuser, car ils constatent qu'ils ne savent rien de ce que Chirac veut faire, changeant constamment d'avis,

ainsi qu'on l'a encore vu récemment avec les déclarations intégrationnistes sur l'Europe qu'il a faites à l'Hôtel de Ville devant le président de l'Assemblée européenne Emilio Colombo. Elles ont provoqué une grande colère chez Michel Debré. Ces déclarations étaient tout à fait inutiles et il faudra du temps pour les faire oublier non seulement à Debré, mais aussi à certains de ses amis. Dans ces conditions, disent-ils, il n'est pas envisageable d'accepter la charge qu'il leur propose.

Comme ils sont toutefois décidés à ne pas se brouiller avec lui, ils vont lui dire dans les 48 heures qu'il est inutile d'entreprendre quoi que ce soit avant octobre, car rien ne presse. Ils espèrent qu'avec le temps, il sera possible de le convaincre et que cela leur donnera jusqu'à l'automne pour réfléchir et voir si Chirac change ses méthodes de travail et si leur collaboration redevient possible.

Ce qui est assez impressionnant, c'est qu'ils disent que Chirac, en agissant comme il le fait, d'une manière à la fois trop impulsive et trop rapide, risque de courir à l'échec. Or, ils ne veulent pas être associés à cet échec dans la mesure où ils n'ont pas la possibilité d'agir pour l'empêcher. Ce qui les éloigne de Chirac, ce n'est pas le fait de mener un combat qui peut être perdu, c'est que ce combat puisse être perdu par suite d'erreurs qu'il serait possible d'éviter, mais que Chirac ne voit pas ou ne veut pas voir.

Marie-France Garaud, parlant peut-être plus en son nom personnel qu'en celui de Pierre Juillet, lequel est certainement plus modéré au moins sentimentalement dans ses appréciations, est amenée à juger assez sévèrement Chirac sur le plan politique. Les réserves qu'elle émet sur son comportement sont effectivement d'une extrême importance. Avant de les détailler, la question se pose de savoir à quel moment Marie-France Garaud a commencé à prendre conscience de ce qu'elle affirme à présent. D'ailleurs, je dois reconnaître que sans m'avoir toujours dit cela d'une façon aussi directe, selon sa manière, elle a souvent formulé devant moi des réserves en ce sens, même si elle allait moins loin. Voici les critiques qu'elle formule aujourd'hui contre Chirac.

D'abord, elle lui reproche d'avoir sur les problèmes qui se posent un jugement souvent faux, c'est-à-dire que sa première réaction est

rarement juste. Il a de l'instinct, c'est indiscutable, mais dès qu'il s'agit de raisonner sur un problème, il le fait d'une façon très contestable.

Ensuite, il est excessivement influençable, change d'avis trop fréquemment. C'est ainsi qu'elle explique, par exemple, l'échec d'Edgar Faure à la présidence de l'Assemblée nationale. Elle dit, en effet, qu'il lui paraît certain aujourd'hui que lorsque Chirac a parlé avec Chaban-Delmas avant l'élection, il ne l'a pas découragé d'une façon nette de se présenter et de la même manière, n'a jamais soutenu Edgar Faure d'une façon catégorique. Au fond, il était balancé entre l'un et l'autre, selon les personnes qui lui parlaient et il ne s'est rallié à la candidature Edgar Faure que sous la pression de Marie-France Garaud. Et tout en s'y ralliant, il n'a pas fait tout ce qu'il aurait pu pour qu'elle réussisse.

En outre, il est très sensible aux critiques qu'on lui adresse d'être un homme de droite, d'avoir l'air d'un aventurier fasciste, etc. Il s'en défend en prenant, vis-à-vis de ce qu'il appelle la droite, des positions de refus catégorique. Celles-ci résultent donc non pas d'une analyse, mais d'une sorte de crainte de paraître pour ce qu'il n'est pas et ne veut pas être. Cela le conduit à se livrer souvent à des commentaires qui ne sont pas bons. Sans qu'il soit question de lui demander d'attirer systématiquement à lui un électorat de droite, cela a comme conséquence que cet électorat peut s'écarter de lui comme il s'est écarté de Giscard en 1975, ce qui n'est certainement pas souhaitable.

Enfin, ce qui est plus grave peut-être et qu'elle ne m'avait jamais dit d'une façon aussi nette, elle estime que les problèmes politiques sont ramenés par lui à une vision trop personnelle et que son ambition pour le pouvoir prend le pas sur une vision politique globale appuyée sur des idées. C'est ainsi, par exemple, qu'il justifie sa volonté d'être candidat à la présidence de la République par l'idée qui l'habite d'être fait pour ce poste.

Même s'il est vraisemblable que les malaises actuels existant entre Chirac et ses deux conseillers exacerbent, comme il est naturel, les critiques ainsi formulées, il est difficile de ne pas noter celles-ci, même en limitant la portée, étant entendu que s'adressant à moi, Marie-France Garaud ne cherche certainement pas à m'influencer ni à manœuvrer, mais dit ce qu'elle pense, avec sa brutalité habituelle.

— *Juillet n'est tout de même pas si sévère à l'égard de Chirac.*

— J'ai eu une conversation avec lui. Il était absent de Paris depuis près de deux mois et n'est revenu qu'au début de cette semaine. J'en aurai d'ailleurs une autre demain. Marie-France Garaud assistait à l'entretien et sa position était à peu près la même que celle de Juillet. Avec Jacques Chirac, ils sont toujours liés par une grande amitié, mais, disent-ils, « *nous ne souhaitons pas être considérés maintenant comme les conseillers de Chirac, car sur divers points, nos vues ne sont pas tout à fait les siennes. Au surplus, il lui arrive de plus en plus souvent de prendre des initiatives qu'il est parfaitement en droit de prendre, mais qui ne correspondent pas toujours à notre analyse de la situation* ».

En fait, leurs divergences sont nées dans un premier temps des méthodes de travail de Chirac. Ils lui reprochent de ne pas étudier assez les problèmes, de se laisser trop facilement influencer par le dernier qui a parlé, d'adopter en conséquence des attitudes parfois contradictoires et en définitive de ne pas avoir suffisamment d'idées personnelles. Ils disent que ce qui était supportable dans une période de combat politique de type électoral, où il s'agissait essentiellement de porter des coups à l'adversaire, ne l'est plus lorsqu'il s'agit d'élaborer et de mettre en place une politique méthodique de conquête progressive d'une plus grande influence.

En second lieu, ils ont, tant à l'égard du président de la République que du Premier ministre, une attitude plus nuancée que celle de Chirac, qui pour sa part rejette presque en bloc l'ensemble de leur politique.

Le seul point sur lequel ils sont en parfait accord avec lui est le refus de toute compromission avec la gauche, notamment avec la gauche socialiste. Mais ils pensent aussi que certaines maladresses commises par Chirac compromettent la politique qu'il pratique à cet égard.

## **29 mai 1978**

— *Marie-France Garaud est-elle toujours aussi inquiète du comportement de Chirac ?*

— Avant-hier, elle m'a exposé en détail comment elle et Juillet voient les choses. Leur différend avec Chirac porte toujours sur ses méthodes de travail. Il prend de plus en plus de décisions inatten-

dues, parfois irréflechies, sous des influences diverses. Par exemple, il avait fait, en recevant Emilio Colombo, le président de l'Assemblée européenne, des déclarations sur l'Europe qui avaient engagé le RPR sans consultation de qui que ce soit. Résultat, il a mécontenté Debré sans satisfaire ni Guichard, ni Chaban et sans que les instances régulières du RPR aient même été averties. Sur un autre plan, il est impossible de savoir qui l'a convaincu de recevoir officiellement le maire israélien de Jérusalem à l'Hôtel de Ville. Peut-être est-ce Gérard Israël<sup>153</sup>. Or, il s'est agi d'un acte important puisqu'il équivaut à reconnaître que Jérusalem, et non plus Tel-Aviv, est la capitale de l'Etat d'Israël, ce que la France n'a pas fait et ce qui risque d'anéantir tout le capital de sympathie acquis dans les pays arabes. Ce sont des « *fantaisies*, » dit Marie-France Garaud, que ni Juillet ni elle ne peuvent continuer à supporter.

Tous deux se montrent de plus en plus inquiets par l'aspect personnel que Chirac donne à son action. Au-delà des idées, ce qui le préoccupe le plus, c'est sa carrière personnelle, son ambition. Il leur a dit : « *Je serai président de la République, seul cela vaut la peine que je me batte* ». Mais ils observent que cette ambition légitime n'a pas de sens si elle n'est pas soutenue par des idées précises, une doctrine, une vision de l'avenir. Or, ils sont effrayés de voir que l'absence de profondeur de la pensée de Chirac s'accroît, ce qui fait qu'ils s'interrogent sur la légitimité de son ambition. Ils posent là une question très importante puisqu'elle revient à se demander si Chirac est vraiment digne de la fonction qu'il brigue. Ce qui est surprenant, c'est que cette question leur vienne à l'esprit seulement maintenant. Marie-France Garaud l'a déjà posée devant moi depuis de longs mois, mais de manière plus dubitative, tandis que cette fois, c'est beaucoup plus argumenté et surtout, c'est aussi l'opinion de Juillet, dit-elle. Au fond, précise-t-elle, « *nous avons espéré qu'un jour Chirac serait adulte sur le plan politique et il ne l'est pas devenu* ». Même si l'on fait la part de la déception, c'est là un reproche grave.

Il en résulte pour eux deux que le combat que Chirac doit mener se présente mal. Tant qu'il a été question d'un combat direct contre la

---

153 – Philosophe et historien des idées religieuses.

gauche, cela correspondait à ses qualités de combattant politique de grande classe. Maintenant que le pouvoir est tenu pour plusieurs années par Giscard, il faut des idées, une vue d'ensemble, c'est seulement comme cela qu'il pourra garder son RPR. Or, il n'a pas vraiment de programme et ne prend pas les moyens de s'en doter. Il ne montre pas une grande curiosité à cet égard et écoute de moins en moins ceux qui pourraient l'aider à élaborer un tel programme. Ce serait pourtant fondamental dans l'hypothèse où, des difficultés survenant pour le gouvernement, il faudrait que les Français aient une autre possibilité que celle de la gauche, donc celle du RPR. Au train où vont les choses, il est peu probable que Chirac puisse constituer cette alternative.

Marie-France Garaud pense aussi que le président de la République n'est rallié qu'en partie à la politique économique libérale de Barre. Elle se demande s'il ne conseillera pas à Barre de prendre la tête de la liste centriste lors des élections européennes. De toute manière, il lui paraît exclu que Giscard le garde jusqu'en 1981, alors qu'au contraire Barre affirme à ses collaborateurs qu'il va rester à Matignon jusque-là. Elle pense qu'il sera remplacé comme Premier ministre par un RPR, Guichard par exemple, ce qui serait le meilleur moyen d'empêcher Chirac de se porter candidat à la présidence de la République, car s'il voulait l'être, une partie du RPR influencée par Matignon ne le suivrait pas et il serait battu.

Dans le courant de la conversation, Marie-France Garaud m'a indiqué deux détails sur le passé que j'ignorais.

Au début de juillet 1976, Chirac se demandait encore s'il devait démissionner de Matignon. Ses hésitations, et Juillet hésitait aussi, provoquèrent entre elle et Chirac une scène violente au cours de laquelle elle le traita de lâche, sous le coup de la colère, ce qui lui est habituel. Et elle sortit pour se promener pendant une heure dans les jardins de Matignon. Chirac et Juillet revinrent la chercher et Chirac décida de démissionner. Preuve parmi d'autres de l'influence qu'elle a exercée sur lui.

Autre fait que j'ignorais, l'idée première de la candidature de Chirac à la mairie de Paris est venue de Xavier Marchetti, l'ancien chef du service de presse de l'Élysée à la fin de la présidence Pompidou, très lié

avec eux deux. Juillet et Chirac commencèrent par refuser, puis ils se rallièrent à cette idée.

— *Comment Chirac réagit-il à l'éloignement de ses deux conseillers ?*

— Ce même 27 mai, de 18 à 20 heures, a eu lieu une importante conversation entre Chirac, Juillet et Marie-France Garaud, qui me l'a racontée le soir même. Pierre Juillet a commencé par expliquer à Chirac qu'ils ne pouvaient accepter en ce moment sa proposition de s'occuper de la préparation des élections européennes et qu'il valait mieux se tenir tranquille jusqu'en octobre; qu'on devait, d'ici là, essayer de rétablir une unité d'action entre le travail du RPR, celui du groupe parlementaire et celui de l'Hôtel de Ville, afin d'assurer une meilleure efficacité, ce qui supposait plus de discipline et d'organisation.

Pierre Juillet croyait avoir réussi à persuader Chirac lorsque, par une incidente, la conversation est tombée sur le fonctionnement du RPR. Chirac a alors porté des jugements qui ont paru à Juillet et à Marie-France Garaud tellement contestables, notamment sur certains collaborateurs de Chirac qu'il critiquait alors qu'ils les défendent, qu'une explication assez sévère a eu lieu entre eux trois. La conversation s'est mal terminée et a définitivement convaincu les deux conseillers de Chirac qu'ils devaient reconsidérer complètement leur collaboration avec lui, en tout cas se tenir pendant plusieurs mois à l'écart de toute action directement politique.

Marie-France Garaud m'a dit que Pierre Juillet éprouvait beaucoup de peine d'avoir dû prendre cette décision, car il subit là une dure déception étant donné son affection pour Chirac. Plus dure pour sa part, elle est beaucoup moins touchée, mais elle m'a dit qu'elle ne pardonnerait pas à Chirac l'affliction qu'il causait à Juillet. J'ai d'ailleurs eu hier, en parlant au téléphone avec Juillet, l'occasion de vérifier à quel point il était désolé de constater le profond fossé qui s'était creusé entre lui et Chirac.

Tout cela, Marie-France Garaud me l'a raconté le soir même, à un dîner pris chez elle et au cours duquel elle a pu me parler à part.

### **31 mai 1978**

— *C'est fait, Juillet et Marie-France Garaud ont donc quitté Chirac.*

— Aucune décision absolument définitive concernant l'avenir n'a été prise, me semble-t-il, mais Pierre Juillet a décidé de regagner sa propriété du Limousin pour plusieurs mois. Quant à Marie-France Garaud, elle a repris ses fonctions de conseiller référendaire à la Cour des comptes. Ni l'un ni l'autre ne s'occupent donc plus du RPR en ce moment et ils sont en train d'examiner dans quelles conditions ils pourraient reprendre à l'avenir une collaboration politique avec Chirac. Il est heureusement tout à fait certain que sur un plan strictement personnel, leurs relations avec Chirac ne sont pas entamées.

Au téléphone, ce matin, Marie-France Garaud m'a appris qu'elle venait d'avoir une conversation téléphonique d'une heure avec Chirac. Celui-ci s'est montré très surpris d'avoir appris par Pasqua que Juillet comptait partir pour plusieurs mois et qu'elle-même avait décidé de reprendre son travail à la Cour des comptes, de ne plus agir auprès de lui qu'à titre d'amie personnelle, sans être directement mêlée comme par le passé à la bataille politique. Il paraissait sincèrement peiné par cette évolution et comme il n'y a pas de raison de douter de sa sincérité, la seule conclusion qu'on puisse tirer de leur conversation est que sa finesse psychologique dans des cas de ce genre n'est pas excellente.

## 9 juin 1978

— *Où en sont maintenant les rapports entre Chirac et ses deux conseillers ?*

— J'ai vu Marie-France Garaud avant-hier et nous en avons à nouveau longuement parlé. Sur la politique économique et sociale comme sur la politique étrangère, leur position face au gouvernement est moins critique que celle de Chirac. Mais beaucoup de divergences les opposent toujours sur un plan personnel.

Marie-France Garaud m'a ainsi révélé, sur un ton très fâché, que Bernadette Chirac avait réprouvé, en son temps, la candidature de Chirac à Paris et l'avait imputée au nombre des erreurs que Juillet et elle faisaient commettre à son mari. À l'évidence, le jugement de Bernadette Chirac est tout à fait irresponsable, mais il est significatif que Marie-France Garaud, qui connaissait cette critique depuis longtemps, ne me l'ait rapportée que maintenant. Comme il arrive



toujours, de vieilles divergences ressurgissent quand des situations se détériorent, ce qui paraît donc être aujourd'hui le cas.

Toutefois, comme il semble y avoir de part et d'autre une certaine volonté de ne pas trop couper les ponts, s'il est exact que Juillet a vraiment interrompu ses relations avec Chirac d'une manière qui sera sans doute prolongée, il n'en a pas moins dit à Marie-France Garaud, et il m'a chargé de le lui répéter, qu'il comptait sur elle pour maintenir un certain contact qui devrait permettre, à un moment déterminé, d'arranger les choses si cela devient possible et nécessaire.

Marie-France Garaud est pourtant assez réservée à cet égard et, par exemple, elle a refusé de préparer la conférence de presse que Chirac a donnée hier à l'issue du Conseil politique du RPR. C'est peut-être cette absence de collaboration qui explique que sur divers points, l'intervention de Chirac n'a pas été aussi nuancée qu'elle aurait pu l'être.

## 21 juin 1978

— *Pierre Juillet est-il déjà parti pour la Creuse?*

— Je l'ai rencontré assez longuement la semaine dernière. Il n'avait pas revu Chirac, qu'il devait retrouver le samedi. Il a profité du temps dont nous disposions pour me parler d'un certain nombre de problèmes surgis entre lui et Chirac. Il a essayé de me faire comprendre les raisons pour lesquelles leurs relations s'étaient détériorées.

Il m'a rappelé que depuis longtemps, à l'époque de Pompidou, il avait suivi, ou plutôt personnellement assuré la carrière de Chirac. Car contrairement à l'opinion générale, Pompidou n'éprouvait pas de sympathie particulière pour Chirac. Il en est résulté entre Chirac et lui une collaboration constante et Juillet est allé jusqu'à me dire, en exagérant forcément un peu, qu'« *il ne s'est pas passé un jour depuis dix ans sans que Chirac ne me rencontre ou ne me téléphone. Or, après l'élection de Giscard à la présidence de la République, quand il s'est installé à Matignon, je n'ai pas voulu le suivre, car le travail qui m'y attendait ne présentait pas pour moi un extrême intérêt. C'est la raison pour laquelle j'avais chargé Marie-France Garaud d'assurer le contact entre Chirac et moi, ce qu'elle a fait parfaitement pendant tout le temps où il était Premier ministre.*

*« Mais dès cette époque, il était devenu évident que le travail avec Chirac était difficile, à la fois pour des raisons de caractère et à cause de son manque de méthode, de sa trop grande impulsivité. C'est dans ces conditions que lorsque Chirac s'est posé des questions au sujet de sa situation à Matignon, au cours du premier semestre de 1976, je suis revenu à Paris, à sa demande, pour l'aider de mes conseils. Là-dessus est survenue la défaite des élections cantonales, à la suite de quoi je me suis rendu à l'Élysée avec Chirac pour exposer au président de la République quelle me paraissait être la politique qu'il convenait de suivre. C'est donc sur mon intervention et à ma demande que Giscard d'Estaing a désigné Chirac coordinateur de la majorité.*

*« Je me suis toutefois très vite rendu compte que, sous des influences diverses, le président n'avait pas l'intention de donner à Chirac les pouvoirs nécessaires pour coordonner les efforts politiques de la majorité, ce qui fait qu'au mois de juin, j'ai conseillé à Chirac de démissionner. C'est donc moi qui suis à l'origine de sa démission – plus exactement, je me suis rallié à une décision que Marie-France Garaud proposait depuis plusieurs mois et dont j'avais jusque-là douté que ce fût la bonne solution. À ce moment-là, j'en ai été persuadé. Chirac a donc présenté sa démission au mois de juillet et est parti en août.*

*« J'ai continué à travailler avec lui lors de la création du RPR et il m'est apparu qu'il fallait mobiliser tous les efforts pour battre la gauche. Au lendemain des élections municipales de 1977, j'ai dû revenir à Paris, car le RPR marchait mal et à la demande de Chirac, j'ai repris du service pour diriger le Rassemblement. Chirac m'avait d'ailleurs promis à ce moment-là qu'il me laisserait agir et que Jérôme Monod, dont les méthodes ne me paraissaient pas excellentes, serait suffisamment tenu à l'écart pour que je puisse travailler avec Marie-France Garaud dans les meilleures conditions possibles.*

*« Or, je n'ai pas tardé à m'apercevoir qu'en fait, j'étais obligé de batailler tous les jours pour disposer de la liberté de manœuvre nécessaire à la conduite du combat électoral avec des chances de succès. Chirac, dans l'ensemble, par timidité et par une certaine faiblesse de caractère, n'avait pas le courage de mettre dans le fonctionnement du RPR l'ordre nécessaire.*

*« Je me suis aperçu aussi qu'il jouait une sorte de jeu pervers entre moi, Monod et quelques autres.*

*« Si j'ai supporté cette situation, qui me plaisait d'autant moins que je n'avais rien demandé, c'est parce que je comprenais qu'il ne fallait rien faire qui eût pu rendre plus difficile la campagne électorale contre la gauche. Mais dès cette date, j'ai compris qu'il serait nécessaire de clarifier la situation après les élections.*

*« Malheureusement, une fois celles-ci passées et malgré le départ de Jérôme Monod, il est devenu de plus en plus difficile d'effectuer un travail plus coordonné avec Chirac. Il se trouvait être le responsable de trois pôles différents: le RPR, le groupe parlementaire et la mairie de Paris. Mon impression était qu'il fallait essayer de synchroniser étroitement la politique et les initiatives de ces trois pôles. Or, je n'ai jamais pu obtenir cette synchronisation à cause des méthodes de travail de Chirac. Dans ces conditions, j'ai estimé que ma tâche devenait beaucoup trop difficile, qu'il fallait passer un temps excessif à essayer de combattre quotidiennement pour faire adopter telle ou telle solution. C'est ce qui m'a conduit à renoncer à ma tâche de conseiller politique de Chirac.*

*« Lui-même semblait d'ailleurs supporter de plus en plus mal l'espèce de tutelle intellectuelle et morale que j'exerçais sur lui depuis dix ans. Il était de jour en jour plus évident qu'il paraissait vouloir voler de ses propres ailes, se déterminer seul. J'ai trouvé cela finalement naturel et malgré la déception normale que j'ai pu en éprouver, cela m'a confirmé dans l'idée que la seule issue était d'abandonner mon rôle de conseiller politique et de laisser Chirac agir de la manière qui lui paraissait la meilleure. Bien entendu, je lui garde toute mon affection et mon estime. Mais il est certain que si rien ne change, notre collaboration d'autrefois ne pourra pas reprendre ».*

**27 juin 1978**

— Cette fois, Pierre Juillet a bien quitté Paris...

— J'ai pu avoir une nouvelle conversation avec lui la semaine dernière, la veille de son départ pour la Creuse, où il va rester assez longtemps. Il m'a reparlé de Chirac sur un ton un peu plus apaisé et l'essentiel de son

analyse est le suivant. Il pense que Chirac fait une sorte de crise qui le conduit à vouloir diriger les choses davantage par lui-même. Par conséquent, il supporte mal à présent les conseils, les recommandations et les objections, même venant d'un proche comme Juillet, auquel il doit beaucoup pour tout ce que celui-ci lui a apporté depuis dix ans. Juillet, même s'il en souffre, pense que finalement, cette réaction est assez naturelle. Il estime donc qu'il faut laisser Chirac faire cette espèce de crise, à la suite de quoi, lorsqu'il aura réfléchi aux avantages et aux inconvénients d'entretenir moins de contacts avec ses conseillers, il sera peut-être possible de réexaminer les termes d'une collaboration avec lui.

En somme, Pierre Juillet, qui paraissait tout à fait résolu à se tenir à l'écart pendant une longue période, semble aujourd'hui, si les circonstances changent suffisamment, en état de modifier sa décision. Il m'a toutefois fait remarquer que l'état d'esprit de Marie-France Garaud était assez différent, qu'elle était beaucoup plus dure dans ses réactions. Le désir de Juillet est que j'intervienne pour la calmer.

Il réfléchit en outre à la façon d'amener Chirac à sortir de l'attitude d'opposition systématique qu'il a adoptée et du niveau assez bas des polémiques en cours à l'intérieur de la majorité. C'est pourquoi il avait imaginé, à la suite des récentes déclarations de Soljenitsyne sur la crise de l'Occident, d'amener Chirac à tenir des propos allant dans le même sens, ce qui aurait élevé le débat sur un plan plus philosophique et moral, et même à inviter Soljenitsyne à Paris, ou à aller le voir aux Etats-Unis. Juillet pense qu'une initiative de ce genre, qu'il avait suggérée à Chirac, aurait amélioré son image en même temps que la qualité des débats. Or, sa proposition n'a pas été retenue, du moins jusqu'à présent.

Il a aussi proposé à Chirac, en plein accord avec Marie-France Garaud, d'organiser une grande réception à l'Hôtel de Ville à l'intention du président de la République, sur le plan : le maire de Paris reçoit officiellement à l'Hôtel de Ville le premier magistrat de l'Etat. Ce serait un geste de grande courtoisie auquel, vraisemblablement, Giscard ne pourrait pas se dérober et qui contribuerait peut-être à ramener un certain calme à l'intérieur de la majorité. Chirac n'a toutefois pas davantage retenu cette suggestion.

**18 juillet 1978**

— *Chirac s'est-il au moins imposé à la tête du RPR ?*

— J'ai vu Yves Guéna aujourd'hui. Il estime que la conférence de presse de Chirac hier, après le conseil politique du RPR, a été très mal préparée et très mauvaise, au point que les journalistes ont peiné pour en extraire des déclarations bien en forme.

Au conseil politique, Chirac avait été très dur avec les parlementaires, très sévère et parfois méprisant. Cela a permis à Claude Labbé<sup>154</sup> de se poser à bon compte en défenseur du groupe parlementaire et donc d'y renforcer son autorité. Ensuite, comme Chirac se plaignait des mauvais rapports du groupe parlementaire avec le RPR, Guichard lui a répondu qu'il veuille bien citer un seul cas où le groupe parlementaire aurait refusé de suivre Chirac. Interloqué, celui-ci n'a rien répondu.

La conclusion de Guéna est que Chirac devrait mieux contrôler ses humeurs et ses paroles. Il était au surplus assez préoccupé de ne pas voir se dessiner une stratégie claire pour le RPR, ce qu'il attribue à une réflexion insuffisante de Chirac sur la situation et sur les possibilités d'une action réfléchie et efficace.

— *Ne deviez-vous pas voir aussi Michel Junot ?*

— Il est maintenant maire adjoint de Paris et médiateur pour le maire, sans cesser d'être l'un des principaux animateurs du Centre national des indépendants. Il se montre, lui aussi, assez critique sur les méthodes de travail de Chirac à l'Hôtel de Ville. Il lui reproche de travailler trop seul et de ne pas coordonner assez son travail avec celui des adjoints, qui sont chargés chacun d'un secteur de la capitale. Il aurait même dit récemment : « *Je ne les réunis pas, car je n'ai rien à leur dire* ». À quoi Junot objecte que les adjoints, eux, ont quelque chose à lui dire.

Junot observe en outre très justement que sur le plan politique, il est indispensable à Chirac de donner l'image d'un maire très efficace, car il est certain qu'il sera en partie jugé sur les résultats qu'il aura obtenus comme maire de Paris. Si ses résultats devaient être médiocres, cela offrirait à ses adversaires un argument facile : comment lui confier le

---

154 – Président du groupe gaulliste à l'Assemblée nationale.

gouvernement de la France alors qu'il n'est pas capable de gouverner efficacement Paris ?

#### **4 septembre 1978**

— *Jacques Chirac a-t-il profité des vacances pour aller voir Pierre Juillet, comme il l'avait prévu ?*

— Il lui a rendu visite en août. Pierre Juillet, qui voulait éviter toute discussion politique approfondie et personnelle, s'était débrouillé pour que d'autres personnes soient aussi présentes. Ils étaient dix-sept au total. La conversation a été ce qu'elle pouvait être dans ces conditions, c'est-à-dire sans intérêt. Rien n'est donc changé pour le moment dans la décision de Juillet de rester à l'écart du RPR.

Marie-France Garaud, en ce qui la concerne, paraît elle aussi particulièrement réservée. Elle a eu récemment une conversation téléphonique avec Chirac sur des affaires politiques générales, dont elle m'a fait un compte rendu très caustique et critique. De son côté non plus, rien n'est arrangé.

#### **8 septembre 1978**

— *Pierre Juillet absent, où en sont les rapports entre Chirac et Marie-France Garaud ?*

— J'ai eu l'occasion de rencontrer celle-ci à deux reprises cette semaine. Chirac continue à lui téléphoner et même à la voir pour lui demander son opinion sur divers sujets. Par son intermédiaire, il s'efforce d'obtenir également des avis de Pierre Juillet. Le comportement de Marie-France Garaud et de Juillet devant ces avances est le suivant. Ils l'écoutent et s'ils considèrent que ce qu'il propose ou suggère est bon, ils le lui disent. Mais s'ils jugent que c'est mauvais, ils se refusent à lui proposer leurs propres solutions. Ils l'encouragent en tout cas à agir selon son propre choix.

En définitive, si les relations personnelles demeurent bonnes, les relations de coopération politique restent aussi limitées que possible.

Jacques Chirac a exposé à Marie-France Garaud sa stratégie sur deux problèmes importants et précisément, comme ni elle ni Pierre Juillet ne l'approuvent, elle le lui a dit, tout en se gardant à la fois de

lui en proposer une autre et surtout de lui suggérer l'abandon de la sienne.

En ce qui concerne le vote du budget, Chirac lui a dit que le RPR se proposait de s'abstenir sur le vote global afin de montrer son désaccord avec la politique Giscard-Barre. Marie-France Garaud lui a fait observer que cette solution n'en était pas une puisque le gouvernement ne s'en satisferait pas et s'arrangerait pour obliger le RPR à dire soit oui, soit non, et par conséquent, dans la dernière hypothèse, pour l'amener à prendre la responsabilité de renverser le gouvernement. Cet exemple, dit-elle, est caractéristique des demi-solutions auxquelles Chirac s'arrête pour le moment, qui consistent en des critiques dont il ne tire pas toutes les conséquences et qui lui causent en définitive plus de tort qu'elles ne lui valent de profit.

En ce qui concerne l'Europe, Chirac lui a dit que le RPR demanderait une renégociation des conditions dans lesquelles l'élection du Parlement européen devrait intervenir. Elle lui a objecté que c'était une position illogique puisqu'il était évident que cette renégociation n'avait aucune chance d'être acceptée, tous les partenaires de la France y étant opposés. Ce refus signifierait donc que la France devrait se retirer du Marché commun, éventualité à laquelle Chirac n'est évidemment pas prêt.

Marie-France Garaud tire de cela la même conclusion, c'est-à-dire que Chirac voudrait protester, mais sans aller jusqu'au bout de sa protestation, laquelle est donc inutile. Il semble dire en outre que s'il n'obtenait pas satisfaction à sa demande, le RPR serait disposé à présenter une liste homogène pour l'élection à l'Assemblée européenne. Il est vraisemblable, dit-elle, qu'une telle liste n'obtiendrait pas grand succès. Marie-France Garaud déduit de ces orientations que l'influence de Michel Debré sur Chirac dans les affaires européennes est, pour le moment, considérable.

Dans ces conditions et sans qu'on puisse d'ores et déjà affirmer que le retour de Pierre Juillet et Marie-France Garaud auprès de Chirac soit impossible et ne puisse pas être envisagé, ce qui serait très excessif, on ne voit pas pour le moment de quelle manière ni sur quelle base ce retour pourrait s'effectuer. Pourtant, Jacques Chirac a reconnu devant

Marie-France Garaud le désenchantement que lui cause son état-major politique actuel. En particulier, il a admis que Guéna, Pasqua, Devaquet et quelques autres n'ont pas d'idées. C'est un jugement peut-être sévère, mais pas entièrement faux. Il rend d'autant plus incompréhensible le comportement de Chirac qui ne peut pas ignorer que dans son entourage le plus immédiat, les deux seules personnes à avoir des idées politiques qui ont à de nombreuses reprises permis de remporter la victoire étaient précisément Juillet et Marie-France Garaud.

### 18 septembre 1978

— *Les vacances n'ont donc rien changé aux rapports de Chirac avec ses deux conseillers?*

— Chirac multiplie les avances, en particulier auprès de Marie-France Garaud et jusqu'à présent, il ne semble pas avoir beaucoup progressé, d'après ce qu'elle m'a dit. Je lui ai fait observer que quelles que soient ses raisons personnelles, elle devait se rendre compte que les gens de l'extérieur qui constatent l'éloignement intervenu entre eux trois s'interrogent sur les raisons politiques qui l'expliquent. Ils ne les discernent pas, ce qui est d'ailleurs parfaitement compréhensible.

Il y a eu samedi après-midi, entre eux trois, une discussion qui a duré de quatre ou cinq heures de l'après-midi jusqu'à sept ou sept heures et demie. Mais d'après ce que Marie-France Garaud m'en a dit très rapidement au téléphone, il ne semble pas que cette discussion ait beaucoup fait avancer les affaires. J'ai le sentiment que dans un climat certainement très amical, chacun est resté sur ses positions.

Cette nuit, de Pékin, Chirac a téléphoné à deux heures du matin à Marie-France Garaud pour l'interroger sur les résultats de l'élection de Nancy, notamment pour connaître les conditions du ballottage de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Elle était furieuse d'être réveillée pour aussi peu de chose et m'a dit en guise de commentaire : « *Je suis persuadée que quand il m'a téléphoné, il y avait sûrement quelqu'un à côté de lui, car maintenant, sa méthode est toujours la même. Il téléphone quand il n'est pas seul, de manière à bien prouver à tout le monde que les relations entre nous ne sont pas rompues. Mais ce n'est pas cela qui peut changer quoi que ce soit au fond* ».



**19 septembre 1978**

— *Et Pierre Juillet?*

— J'ai eu hier une longue conversation avec lui au sujet des problèmes intérieurs du RPR et de ses relations avec Chirac. Il m'a confirmé de la manière la plus nette qu'en l'état actuel des choses, il n'était pas question pour lui de reprendre une collaboration active avec Chirac. Ce qui, bien entendu, n'exclut pas la continuation entre eux de relations amicales. Ce point de vue est aussi celui de Marie-France Garaud.

Il m'a dit de la manière la plus expresse que s'il acceptait de revenir, ce ne pourrait être qu'à une double condition : qu'il dispose de pouvoirs lui permettant de jouer un rôle véritablement utile et à la mesure de la bataille à mener. Si des événements graves survenaient, il ne refuserait évidemment pas de répondre à un appel de Chirac, mais pour le moment, il ne voit pas que de tels événements, qu'il ne souhaite bien entendu pas, puissent se produire dans un avenir proche.

Comme je l'interrogeais sur l'évolution qui a pu être la sienne, il m'a d'abord fait observer que lorsqu'il était revenu travailler activement avec Chirac à l'automne de 1977, il avait passé avec lui un contrat tacite selon lequel il venait pour une période de six à sept mois qui devait conduire jusqu'aux élections et qu'ensuite, une fois les élections gagnées, car il l'espérait, il reprendrait sa liberté.

Indépendamment de ce point de vue, il m'a indiqué que Chirac supportait de plus en plus mal l'espèce de tutelle intellectuelle que lui-même, Juillet, exerçait sur lui, et il m'a expliqué cela d'une manière à mon avis très intelligente : *« Tant que l'on est le conseiller d'un homme au pouvoir, et que le rôle et l'influence qu'on exerce ne sont pas connus à l'extérieur d'une manière trop précise, il est aisé de continuer à exercer la fonction de conseiller. Mais à partir du moment où, pour une raison ou pour une autre, il devient notoire que le conseiller a, dans la détermination de choix politiques, une influence plus grande que celle du responsable politique, à ce moment-là les relations entre les deux hommes se détériorent fatalement, car le responsable ne peut pas supporter que l'on dise que c'est son conseiller qui a les idées et lui qui les applique ».*

Juillet m'a rappelé qu'il avait déjà vécu le même problème au temps de Pompidou. Vers la fin de 1971 et au début de 1972, les relations entre Pompidou et lui, qui avaient toujours été excellentes, étaient devenues si difficiles que Juillet avait pris le parti de se retirer pendant plusieurs mois de ses fonctions de chargé de mission auprès du président de la République. À l'origine de cela, m'a-t-il dit, il y avait eu non seulement une campagne de presse, mais aussi une offensive menée dans les milieux politiques, qui tendait à montrer que le véritable patron de l'Élysée, c'était lui beaucoup plus que Pompidou. D'où le mot prononcé par celui-ci devant un certain nombre de journalistes : « *Désormais, il n'y a plus de conseiller* », ce qui avait coïncidé avec le départ provisoire de Juillet. Il est revenu, comme on le sait, à cause de la maladie de Pompidou et à sa demande.

Avec Chirac, a ajouté Juillet, il s'est passé la même chose : « *Tant que mon influence et celle de Marie-France Garaud n'ont pas été véritablement publiques, Chirac les a parfaitement acceptées, car il est assez intelligent pour comprendre le profit qu'il en tirait. Mais quand, dans les milieux politiques et dans la presse, notre rôle a été ébruité et rendu public, Chirac, comme il est normal, s'est senti plus ou moins humilié et il a davantage prêté l'oreille à ceux qui lui reprochaient de ne pas pouvoir se passer de nous et qui lui disaient qu'il était assez grand pour se diriger tout seul* ». Il en est résulté un certain écart et d'éloignement en éloignement, on en est arrivé non pas à la rupture, comme on pourrait appeler la situation actuelle, mais en tout cas à une sorte de séparation qui fait qu'il n'y a plus aucune collaboration politique véritable entre eux.

De l'avis de Pierre Juillet, c'est très consciemment que les adversaires de Chirac, au premier rang desquels figure le président de la République, ont répandu ces bruits, car ils n'ignoraient pas que le petit groupe constitué par Chirac, Juillet et Marie-France Garaud constituait un trio politique efficace qu'il fallait absolument détruire pour isoler Chirac et éventuellement l'éliminer de la course à l'élection présidentielle.

J'ai alors posé à Juillet la question de savoir pourquoi Chirac, qui ne peut pas ignorer cette situation, s'est en quelque sorte et inconsciemment laissé ainsi manœuvrer. « *En définitive, lui ai-je dit, son amour-propre a été plus fort que son ambition* ». Il m'a répondu : « *Oui, c'est à peu près*

*cela, en tout cas c'est cela pour le moment* ». L'ambition politique de Chirac reprendra-t-elle le dessus? Se rendra-t-il compte qu'il pourrait bien plus sûrement atteindre ses objectifs par une collaboration non seulement avec ses deux conseillers d'autrefois, mais aussi avec l'équipe que ceux-ci avaient constituée autour d'eux?

## **26 septembre 1978**

— *Il paraît que Marie-France Garaud a déjeuné avec Chirac dès son retour de Pékin.*

— Mardi, elle m'en a parlé. Était aussi présent le principal confident de Chirac en dehors d'elle-même et de Juillet, Jacques Friedmann, qui a longtemps été son directeur de cabinet. Elle en a profité pour confirmer à Chirac qu'elle n'entendait pas reprendre ses fonctions au RPR, contrairement à ce que lui-même avait laissé croire aux journalistes, donc qu'elle ne retournerait pas à son bureau du RPR, rue de Lille.

Toute la presse d'aujourd'hui, a-t-elle ajouté, parle d'une lettre envoyée par Chirac aux responsables du RPR sur les questions européennes. En réalité, il s'est agi d'une lettre préparée en son absence par l'état-major du RPR, en particulier par Guéna et Pasqua, et dont Chirac n'a pris qu'une connaissance hâtive et superficielle. Par conséquent, la lettre doit être tenue pour refléter davantage les vues de quelques-uns de ses collaborateurs que les siennes propres. Il n'empêche que l'ensemble de la presse attribue à Chirac la paternité de la lettre, et la date de sa publication, alors qu'il n'en est rien.

La conclusion qu'en tire Marie-France Garaud est toujours la même: l'événement montre à quel point s'impose une coordination et il n'est pas question qu'elle-même ni Juillet se chargent de cette coordination tant que les conditions qu'ils estiment nécessaires ne seront pas remplies.

## **2 octobre 1978**

— *Où en sont maintenant les rapports de Marie-France Garaud avec Chirac?*

— Je l'ai rencontrée samedi chez elle, où elle attendait Chirac avec lequel elle venait de parler assez longuement au téléphone. Elle était très mécontente pour deux raisons.

D'une part, elle se plaint de l'insistance de Chirac à lui demander son avis sur tout puisqu'en définitive, il le suit rarement.

D'autre part, elle était ulcérée par la manière dont s'étaient déroulées les journées parlementaires du RPR à Biarritz<sup>155</sup>. Elle désapprouvait tous les discours prononcés, en particulier celui de Michel Debré, dont elle déplorait que Chirac l'ait soutenu tout en adoptant des positions différentes des siennes, ce qui a contribué à accentuer l'impression de désordre, d'absence de coordination de cette réunion. Elle était aussi mécontente que, pour fixer l'objet de la réunion qu'ils devaient avoir après mon départ de chez elle, Chirac lui ait demandé au téléphone: « *Alors, qu'est-ce qu'on fait maintenant?* ». Ce qui lui avait valu cette réponse: « *Si vous ne savez pas quoi faire, ce n'était pas la peine de prendre à Biarritz des positions pareilles* ». On imagine aisément que cela signifiait: ne donnez pas l'impression de faire quelque chose alors que vous me dites que vous ne savez pas quoi faire. Il faut bien reconnaître que, même s'il y a quelque exagération et, dans un certain sens, quelque désappointement chez Marie-France Garaud, sur le fond et en gros, on ne peut pas dire qu'elle ait tort.

Elle m'a en tout cas bien confirmé qu'en dépit des informations qui paraissent dans la presse, elle ne voulait, dans les circonstances présentes, ni de près ni de loin reprendre les fonctions qui étaient naguère les siennes au côté de Jacques Chirac. En particulier, elle m'a répété qu'elle ne remettrait pas les pieds dans son bureau du RPR qui, effectivement, reste vide depuis plusieurs mois.

## 9 octobre 1978

— *On dit que Pierre Juillet est revenu à Paris.*

— Il y est resté quelques jours parce que Chirac lui avait demandé de regarder de près avec lui le texte du discours qu'il doit prononcer demain devant le comité central du RPR. Juillet a accepté, car il considère qu'il doit aider Chirac à se tirer du mauvais pas où il s'est mis par

---

155 – Au cours de ces journées, Jacques Chirac avait violemment critiqué la politique économique et sociale du gouvernement, et aussi exigé une renégociation de l'accord intervenu sur l'élection des députés européens au suffrage universel, renégociation dont chacun convenait qu'elle était impossible à obtenir.

les propos qu'il a tenus aux journées parlementaires du RPR à Biarritz. Mais il a eu l'occasion de me préciser que cela ne changeait rien à son point de vue initial, c'est-à-dire que tant que la situation ne sera pas fondamentalement modifiée, il n'acceptera pas de revenir pour se charger d'une tâche qui, dans les circonstances présentes, demeure trop dispersée par suite des méthodes de travail de Chirac lui-même.

## Retour des conseillers

**11 octobre 1978**

— *Pierre Juillet est donc revenu. A-t-il obtenu des concessions de la part de Chirac ?*

— Il vient de me faire très complètement le point de son attitude récente. À la suite des journées parlementaires de Biarritz qui avaient engagé le RPR dans une impasse, Chirac lui a demandé de venir le tirer d'affaire. Juillet est arrivé, en précisant que cela ne signifiait nullement son retour permanent, simplement une aide dans une circonstance difficile.

Juliet a donc eu avec Chirac et ses collaborateurs, Guéna, Pasqua, Devaquet et Juppé, des discussions très dures, au cours desquelles il leur a violemment reproché d'avoir proféré contre le gouvernement des menaces d'opposition absurdes puisqu'ils étaient incapables de mettre ces menaces à exécution. Il a dit la même chose, très sévèrement, à Michel Debré en tête-à-tête. Au surplus, les parlementaires ne veulent pas voter contre le gouvernement.

Il a alors défini et fait accepter une nouvelle stratégie : cesser la guérilla contre le président et contre le Premier ministre ; ne pas assumer la responsabilité d'un échec de la politique du gouvernement, en conséquence voter le budget ; définir calmement et sérieusement une alternative acceptable, de façon qu'en cas d'échec de Barre, le président puisse appeler pour le remplacer non pas un socialiste, mais un membre du RPR, ce qui éviterait un retour devant les urnes – tout cela devant être fait d'ici à mars-avril, date à laquelle il sera possible de savoir si le plan Barre a réussi ou échoué.

En privé, Juillet a dit à Chirac que si Barre réussissait, Giscard serait sûrement candidat et réélu en 1981 à la présidence de la République. Dans ce cas, a-t-il ajouté, « *il ne sera même pas question que vous puissiez vous présenter vous-même* » – propos que Chirac a accueilli sans plaisir, car il compte toujours se porter candidat.

Enfin, Juillet lui a précisé que tant qu'il n'aurait pas autour de lui une équipe de cinq à six personnes n'exerçant pas de fonction officielle et uniquement occupées à penser la politique, à en coordonner et à en suivre l'exécution, il n'y aurait rien à faire pour lui, Juillet, ni pour Marie-France Garaud, du moins en permanence.

Bernadette Chirac, qui avait, il y a quelques mois, fortement critiqué Pierre Juillet et Marie-France Garaud, a dit à Mme Juillet : « *Si Pierre ne revient pas auprès de lui, Jacques est perdu* ». C'est peut-être vrai. Il s'agit de savoir si Chirac, l'ayant compris, saura prendre les mesures nécessaires. Jusqu'à nouvel ordre, Juillet en doute.

### 13 octobre 1978

— *Marie-France Garaud reste-t-elle sur la même position vis-à-vis de Chirac ?*

— Elle m'a dit qu'elle allait le rencontrer ce soir. Elle et Juillet sont en effet très mécontents qu'il fasse savoir qu'ils ont repris leur collaboration avec lui. Or, dit-elle, il est exact que dans des cas précis, nous voulons bien l'aider. Exemples : le discours qu'il a prononcé pour réparer ses bévues lors des journées parlementaires de Biarritz, et la mise au point du livre de réflexions politiques qu'il doit publier. Mais ils ne veulent pas en faire plus, car ils restent en désaccord avec lui sur presque tout ce qu'il entreprend. Ainsi, elle ne comprend pas qu'il veuille organiser une journée sur l'Europe, alors qu'il ne sait absolument pas quoi dire à ce sujet. Donc, soupire-t-elle, il fera des bêtises et nous ne voulons pas en porter la responsabilité. C'est ce qu'elle va lui répéter encore plus nettement. Elle croit aussi qu'il s'occupe insuffisamment et mal de Paris.

En fait, au fur et à mesure que les jours passent et qu'on y voit plus clair, on s'aperçoit que la vraie divergence entre Chirac et eux deux vient de ce qu'ils comprennent mal le travail que la direction d'un

grand parti réclame au jour le jour. Je sais de quoi il s'agit. Ils ne sont pas intéressés par ce travail, mais par ce qui se rapporte davantage au pouvoir. Lui pense de moins en moins à longue échéance et maîtrise de plus en plus mal les excès de l'activité quotidienne à laquelle il est nécessairement astreint.

### **30 octobre 1978**

— *Comment Chirac conduit-il ses affaires en l'absence de Juillet?*

— J'ai eu récemment une conversation avec Marie-France Garaud. Elle m'a donné des indications sur la politique du RPR et de Chirac qui méritent d'être notées. Elle considère d'abord que la lettre qu'il a adressée aux ministres RPR et à Chaban pour leur demander de participer aux assises du mouvement consacrées à l'Europe constitue une lourde erreur. En effet, Chirac les avait tenus à l'écart des instances dirigeantes du RPR précisément parce qu'il redoutait que leurs positions sur l'Europe ne soient contradictoires et ne s'opposent à sa propre politique. Sa démarche actuelle est donc illogique.

Il y a plus. Chaban, fin politique, a immédiatement saisi la balle au bond. Il a répondu à Chirac par une lettre lui disant qu'il avait bien reçu son invitation et y répondrait très volontiers, mais qu'étant donné la mesure prise précédemment et qui l'avait exclu des instances dirigeantes du RPR, il comprenait que cette invitation signifiait qu'on allait revenir sur cette exclusion et qu'on profiterait précisément des prochaines assises pour le signifier.

Il en résulte que Chirac est aujourd'hui très gêné par son initiative, qui lui a été inspirée par Charles Pasqua. Il voudrait bien ne pas y donner suite, mais ne sait pas très bien par quel bout prendre le problème.

Marie-France Garaud m'a confirmé que Pierre Juillet, qu'elle a rencontré voilà peu, demeurait tout à fait réservé à l'égard de la politique actuelle du RPR et que sauf aggravation sérieuse de la situation, il n'entendait pas reprendre du service.

Enfin, elle m'a dit que contrairement à certaines indications, l'entrevue Giscard-Chirac à l'Hôtel de Ville s'était bien déroulée et qu'à l'heure actuelle, il semblait y avoir, tant du côté du président que de

Chirac, un réel désir de rapprochement. Combien de temps cela durera-t-il et jusqu'où cela ira-t-il, c'est ce que personne ne peut dire à l'heure actuelle.

**3 décembre 1978**

— *Finally, Juillet et Marie-France Garaud reprennent du service auprès de Jacques Chirac...*

— Marie-France Garaud me l'a confirmé, ils ont décidé d'accepter sa proposition de travailler à nouveau pour lui. Ils ont pratiquement obtenu satisfaction, c'est-à-dire qu'ils vont recevoir le contrôle de tout, Chirac ayant compris qu'il ne pouvait rien faire sans eux.

Ils reviennent essentiellement pour diriger la campagne des élections européennes. Ce sera une campagne très active, très forte, au cours de laquelle on va s'efforcer de montrer que ce n'est pas l'élection de l'Assemblée européenne en soi qui est importante, mais que le vrai problème, pour la France, est de savoir si elle va accepter une Europe dirigée par l'Allemagne, laquelle peut un jour se réunifier en accord avec l'URSS au prix d'une relative neutralisation. Ce type de campagne peut rencontrer un grand écho dans le pays.

Ils pensent que l'UDF se trouvera dans une position difficile devant cette campagne. Simone Veil, par exemple, pourrait difficilement prendre la tête d'une liste qui serait critiquée comme acceptant le leadership allemand sur l'Europe.

Le président de la République, qui sent le danger, a fait dans sa dernière conférence de presse beaucoup d'avances aux barons gaullistes, de manière à en attirer sur la liste UDF afin que leur présence gêne la campagne du RPR. Il songerait même, croit-on, à Olivier Guichard comme tête de liste UDF. Chirac ne verrait aucun inconvénient à cela, il se battrait autour d'une position très nationale, sur le thème: « *Je défends la position de la France, suivez-moi* », c'est-à-dire qu'il adopterait une attitude et une démarche de type tout à fait gaullien. Bien menée, la campagne peut sans doute donner des résultats plus grands qu'on ne le pense actuellement.

Tout cela est en pleine élaboration depuis huit à dix jours, mais on est loin d'avoir étudié complètement le problème. Il se prépare en



tout cas une campagne de grande intensité que Chirac et ses conseillers vont conduire avec beaucoup de décision et qui va sans doute transformer le paysage politique français. L'équipe Chirac unie va se battre à nouveau pour faire ce en quoi elle excelle et où elle gagne : victoire présidentielle en 1974, victoire de Paris en 1977, victoire aux élections législatives de 1978... On est loin ici des petites discussions sur les pouvoirs de l'Assemblée européenne, ce sera tout autre chose.

J'ai aussi vu longuement Yves Guéna, alité par une sciatique. Il m'a demandé dans quelles conditions s'était effectué le retour de Juillet et de Marie-France Garaud auprès de Chirac. Il lui semble qu'ils soient revenus définitivement et aient recouvré sur Chirac une entière influence. Je lui ai répondu que je ne connaissais pas le détail de ce qui s'était passé pendant mon absence, mais que les difficultés actuelles de Chirac avaient certainement poussé Pierre Juillet encore plus que Marie-France Garaud à revenir l'aider. Guéna se demande quand même si la réconciliation est durable.

### **5 décembre 1978**

— *Vous deviez rencontrer Pierre Juillet.*

— Je l'ai vu longuement. Il résulte de notre conversation une confirmation complète des indications qui m'avaient été données la veille par Marie-France Garaud. Leur retour, c'est certain, s'explique par la nécessité de participer à la campagne des élections à l'Assemblée européenne et a été permis non seulement par les concessions de Jacques Chirac, mais aussi par l'insistance de Pierre Juillet auprès de Marie-France Garaud, qui était pour sa part beaucoup moins décidée à revenir travailler au RPR. D'ailleurs, ils ne rejoindront pas le siège du RPR. Mais ils ont déjà commencé à en regarder de près le fonctionnement et pris des décisions financières importantes, visant d'une part à faire des économies très sérieuses et d'autre part, à regrouper progressivement dans les mêmes locaux diverses activités à l'heure actuelle dispersées.

### **9 décembre 1978**

— *Comment les barons gaullistes ont-ils pris le retour de Juillet et Marie-France Garaud?*

— J'ai reçu la visite d'Yves Guéna hier. Il a le sentiment de n'être plus si bien vu par eux deux et se demande pourquoi. Je le lui ai confirmé en lui expliquant notamment que Charles Pasqua le critiquait habilement sans arrêt auprès d'eux, notamment que lui, Guéna, disait trop que Chirac ne se montrait pas assez discret avec les femmes journalistes et qu'il insinuait que cela s'expliquait par les relations intimes qu'il entretenait avec elles. Pasqua ajoutait que plusieurs des prises de position de Guéna, par exemple dans l'affaire de la TVA, avaient été maladroites et que certaines de ses interventions avaient paru moins bonnes que celles qui étaient faites par d'autres; enfin, qu'il avait mal réussi dans sa tâche de trésorier du RPR, ce que Guéna a d'ailleurs admis.

Considérant qu'il s'agissait surtout d'une campagne de dénigrement orchestrée par Pasqua, il a décidé de voir Pierre Juillet le soir même pour lui dire que si elle ne cessait pas et que si la confiance en lui n'existait plus, il préférerait démissionner et se consacrer uniquement à sa fonction de député-maire de Périgueux.

Il m'a dit peu après que son entrevue avec Juillet s'était plutôt bien déroulée et que les malentendus étaient dissipés. Il m'a précisé que Juillet reconnaissait la réalité de la campagne de Pasqua contre lui. Ces procédés de sérail pourraient toutefois conduire Guéna à reconsidérer sa position au sein du RPR. Marie-France Garaud m'a donné au téléphone une interprétation différente de l'affaire, expliquant que Guéna était surtout mécontent de ne pas diriger la campagne des élections européennes.

J'ai d'ailleurs vu Marie-France Garaud. Son retour au siège du RPR, rue de Lille, est maintenant effectif. Chirac leur laisse, à Juillet et à elle, une totale liberté de manœuvre. Il veut se débarrasser des barons gaullistes et aurait donné pour cela carte blanche à Juillet et à Marie-France Garaud, mais je me demande si ce n'est pas eux deux, d'abord, qui veulent les écarter.

Elle m'a indiqué que Couve de Murville n'entendait plus participer aux instances dirigeantes du RPR et qu'on allait le laisser filer. De même, tout un groupe de députés, autour de Guichard et Cointat<sup>156</sup>, ont choisi le camp Giscard et l'on va aussi se passer d'eux.

---

156 – Michel Cointat, député d'Ille-et-Vilaine.

Je lui ai fait observer qu'un nombre de départs trop élevé risquerait d'être préjudiciable à Chirac. Elle ne le pense pas et ne croit pas qu'il faille hésiter dans la bataille engagée. On verra d'ici peu si elle tient compte des remarques et objections qu'on lui adresse. Elle me semble en tout cas heureuse d'avoir saisi à nouveau le pouvoir et se trouve dans une phase de règlement de comptes où il est difficile de lui faire entendre raison. Il est certain que tous deux effectuent une reprise en main décidée, brutale et efficace.

## 12 décembre 1978

— *La déclaration de Chirac sur l'Europe depuis son lit d'hôpital, l'appel de Cochin comme on dit<sup>157</sup>, était-elle bien opportune ?*

— Pierre Juillet m'a confirmé que c'était lui-même qui l'avait rédigée, avec Chirac. Cela ne m'a pas surpris, car je connais de longue date les opinions de Juillet à ce sujet, il me les a exposées plusieurs fois.

Cette déclaration a deux causes. D'une part, elle exprime la conviction que Chirac et son entourage sont vraiment hostiles à l'organisation de l'Europe telle qu'on la veut aujourd'hui, car ils sont persuadés, à tort ou à raison, peu importe, qu'elle consacrerait la suprématie de l'Allemagne.

D'autre part, la déclaration a une cause tactique. Jusqu'alors, il était évident que Giscard souhaitait, à la faveur des élections européennes, isoler Chirac et réduire l'influence du RPR, obliger Chirac à compter ses voix, dont on ne faisait pas mystère à l'Élysée qu'on était sûr qu'elles ne dépasseraient pas 14 à 15 %. Chirac a donc cherché à sortir de ce qu'il appelait le piège où l'on voulait l'enfermer. Pour cela, il a voulu transformer le débat institutionnel sur l'Europe, terrain privilégié sur lequel on discutait, en un débat dont le fond est la force allemande, donc, dans une certaine mesure, le danger allemand.

Est-ce que l'Europe telle qu'on la prépare renforcera l'Allemagne ou au contraire l'affaiblira ? Tel est devenu le débat, situé non plus sur le plan traditionnel des institutions européennes, mais sur le plan de l'Allemagne. C'est évidemment un terrain sur lequel il est difficile de

---

157 – Blessé lors d'un accident de voiture en Corrèze, Jacques Chirac était soigné à l'hôpital Cochin.

mener bataille sans tomber dans un nationalisme et parfois même un chauvinisme excessif. Mais c'est un terrain qui place les autres partis dans une situation difficile. On l'a bien vu quand le Parti socialiste a aussitôt atténué certaines de ses affirmations européennes et quand l'UDF a montré un embarras manifeste. Même pour le président de la République, il est difficile tout à la fois de répondre et de ne pas répondre à Chirac sur le plan où il s'est placé.

Chirac en arrive donc à la conclusion que précédemment, c'était lui qui allait devoir compter ses voix et qui risquait d'en recueillir un nombre inférieur à celui des élections législatives. Tandis que maintenant, il estime que c'est le président qui va se trouver dans la nécessité de compter les siennes. Et comme il semble assez difficile que l'UDF dépasse 25 ou 30 % à l'extrême rigueur, le président montrerait ainsi que seuls 30 % des Français le suivent dans sa politique européenne. De là les efforts actuels de Giscard en direction de certains milieux gaullistes pour tenter d'élargir son audience.

## 16 décembre 1978

— *L'appel de Cochin a-t-il eu la portée que Chirac et Juillet en attendaient? Son image n'en pâtit-elle pas?*

— Les gens n'en ont pas beaucoup parlé. Du côté des partisans convaincus de Chirac, aucun problème. J'ai déjeuné l'autre jour à Bayonne avec six d'entre eux, des militants locaux, un garagiste, un assureur, des commerçants... Ils n'avaient pas lu ce texte, mais approuvaient Chirac. Ils retenaient son style, sa vivacité, l'interruption de sa convalescence après son accident, sa façon de « taper sur la table ». Pour eux, Guichard, Peyrefitte et les autres sont des « traîtres ». Ainsi peut-on dire que, contenu de l'appel ou pas, Chirac a repris ses troupes en main et stimulé ses partisans.

Il y a dans cette région des gens qui sont fondamentalement hostiles à tout ce qui est européen, par rancune antiallemande sans doute, mais surtout par crainte de la concurrence espagnole ou portugaise, par souci de rester chez soi. Tous ces gens, qui sont « frileux », n'auraient de toute façon pas voté pour les communistes. Sans doute les candidats de Chirac vont-ils recueillir leurs suffrages.

En revanche, l'attitude de Chirac me paraît très mal reçue par les jeunes cadres, par les lecteurs moyens de *L'Express* ou du *Point*, et même par des gaullistes. Il y a peut-être plus grave: le ton des propos de Chirac renforce son image volontariste, dure, intransigeante, ce qui finit par inquiéter bien des gens.

En résumé, Chirac a peut-être consolidé ses positions dans l'immédiat, mais il s'affaiblit sans doute dangereusement pour l'avenir.

### 19 décembre 1978

— *L'appel de Cochon continue à faire des vagues dans le microcosme parisien.*

— Marie-France Garaud suit cela de près et on lui aurait dit que le président songeait, pour gêner Chirac, à constituer un ministère Guichard au printemps, d'où l'attitude prudente de celui-ci, qui ne s'est engagé ni d'un côté ni de l'autre. Quant à Edgar Faure, après tout ce qu'elle-même et Chirac ont fait pour lui, ses déclarations à la télévision pour se désolidariser de Chirac, sans même les en avoir avertis, constituent aux yeux de Marie-France Garaud une véritable déclaration de guerre. « *Il le paiera cher* », a-t-elle dit et l'on peut penser qu'elle y est décidée. Il est vrai qu'en la circonstance, Edgar Faure s'est conduit à son égard avec une rare désinvolture. « *Il s'est vendu à Giscard*, a-t-elle ajouté. *Pour moi, il est mort. Je ne lui parlerai plus jamais* ». Mais le mot jamais a-t-il un sens en politique?

Marie-France Garaud croit que d'autres défections sont possibles, peut-être celle de Maurice Schumann. « *La classe politique nous trahira souvent*, conclut-elle, *mais le peuple nous suivra* ».

### 29 janvier 1979

— *Marie-France Garaud a donc fini par apporter à nouveau une collaboration régulière à Jacques Chirac.*

— Je l'ai vue à la fin de la semaine dernière et elle m'a livré quelques-unes de ses impressions depuis qu'elle a repris du service, si l'on peut dire, auprès de Chirac. Un service actif, qui est important puisqu'en définitive, c'est elle qui assure l'essentiel du travail.

Elle constate que Chirac n'a pas changé ses méthodes de travail, qu'il continue à mettre plusieurs personnes sur le même dossier et sans les en avertir. Elle note que cela rend le travail beaucoup plus compliqué, moins productif et elle m'a redit, avec énergie, que j'aurai moins de succès, après les élections européennes, pour l'amener à reprendre définitivement du service auprès de Chirac. Car, a-t-elle ajouté, « *vous êtes de ceux qui m'ont convaincue de le faire. J'en ai assez et vous ne m'y reprendrez pas* ».

### **13 février 1979.**

— *Les rapports personnels de Marie-France Garaud avec Chirac s'améliorent-ils ?*

— Elle éprouve toujours les mêmes difficultés personnelles à travailler avec lui, elle ne parvient pas à supporter ses méthodes. Elle parle à nouveau de suspendre sa collaboration après les élections européennes. Même si ce n'est pas exact, cela montre à quel point leur collaboration est difficile.

### **13 mars 1979**

— *Il faudrait un jour faire le point de tout ce qui sépare Chirac de Pierre Juillet et Marie-France Garaud.*

— C'est une question importante. Lorsqu'on la débarrasse de tout ce qui est accessoire, on peut dire que si ses deux conseillers ont face à Chirac des réactions très comparables, celles de Marie-France Garaud sont plus accusées, parfois plus violentes et celles de Pierre Juillet, plus nuancées, comme par un vieux sentiment d'affection paternelle. Pour résumer, Juillet a aimé Chirac et l'aime encore tandis que Marie-France Garaud ne l'a jamais beaucoup aimé et ne l'aime plus du tout.

— *Mais dans le détail ?*

— Il est certain que Juillet et Marie-France Garaud ont fabriqué Chirac. Quand ils étaient à l'Élysée avec Pompidou, ils l'ont préparé à jouer un rôle plus important et d'ailleurs, il venait les voir tous les jours dans leur bureau. J'ai été personnellement témoin d'un nombre incalculable de visites qu'il leur rendait le soir, entre dix-huit et vingt heures. Littéralement, il faisait sa cour tandis qu'eux deux lui faisaient un cours.

Beaucoup plus que Pompidou, ce sont eux qui ont ouvert sa carrière. C'est grâce à eux qu'il est devenu ministre de l'Agriculture, puis de l'Intérieur. Il leur doit les deux postes ministériels où il a le mieux réussi avant 1974.

Ce sont eux aussi qui l'ont mis à la tête des quarante-trois députés UDR qui ont refusé de voter pour Chaban-Delmas au premier tour de l'élection présidentielle et qui ont ainsi fait élire Giscard d'Estaing. Et c'est en récompense de ses services que ce dernier l'a nommé Premier ministre, ce qui signifie qu'il l'est devenu grâce à eux deux.

À l'hôtel de Matignon, ils ont continué à lui prêter une aide de tous les instants. C'est surtout vrai de Marie-France Garaud, car Juillet était souvent absent. Le rôle qu'ils ont joué à ce moment-là a été très difficile, car Chirac n'était pas un Premier ministre facile à conseiller, ni à diriger. Ils ont retiré de leur expérience avec lui, à tort ou à raison, une sorte de certitude que les qualités d'homme de gouvernement de Chirac n'étaient pas à la hauteur de ses qualités strictement politiques. Dans une certaine mesure, la première fêlure entre eux date de ce moment-là.

Ce sont eux, encore, qui l'ont poussé à démissionner de Matignon au moment où il l'a fait. Pourquoi? Peut-être craignaient-ils alors que l'insuffisance gouvernementale de Chirac n'apparaisse trop brutalement. Peut-être aussi souffraient-ils de la tutelle de plus en plus étroite que le président exerçait sur lui. Peut-être même constataient-ils qu'il y avait de plus en plus de divergences entre ce qu'ils pensaient et ce que faisait Giscard. Il est certain en tout cas que la décision de démissionner de Chirac a été prise après de longues semaines de discussion avec ses deux principaux conseillers.

Comme ils connaissaient bien Chirac et son désir permanent d'action, ce sont eux qui ont imaginé le lancement de ce qui allait devenir le RPR et une fois la décision prise, ils sont revenus travailler complètement avec Chirac. Mais bientôt, des difficultés ont éclaté entre eux et le nouveau secrétaire général du mouvement, Jérôme Monod, dont en outre ils jugeaient l'action pré-électorale insuffisante. Ils ont alors décidé, à l'appel de Chirac d'ailleurs, de revenir s'installer au siège du RPR où Juillet a même occupé le bureau de

Chirac et où ils ont été pourvus de titres officiels. C'est ainsi qu'ils ont disposé, jusqu'aux élections de mars 1978, d'une autorité complète pour conduire le RPR à la victoire. Si le rôle de Chirac dans cette victoire a été de première importance, les conseils de ses deux collaborateurs et l'activité débordante qu'ils ont déployée ont constitué aussi l'une des raisons majeures du succès.

— *En ce cas, pourquoi leur désunion ?*

— Après les élections législatives de mars 1978, il s'est produit entre eux une sorte d'agacement réciproque. Chirac souffrait de la tutelle trop serrée qu'ils exerçaient sur lui et eux étaient constamment surpris par ses improvisations et par le désordre qui présidait trop souvent à ses activités. Chirac se persuada qu'il avait gagné seul les élections. De là sont venues de graves difficultés dans leurs relations, lesquelles se sont accrues avec l'échec du candidat de Chirac, Edgar Faure, à la présidence de l'Assemblée nationale – échec dont Chirac rendit Pierre Juillet et surtout Marie-France Garaud entièrement responsables. Alors, l'un et l'autre quittèrent leur bureau du RPR.

Devant les difficultés qui résultèrent de leur départ, des conversations reprurent entre les trois intéressés, bien que Bernadette Chirac trouvât que les deux conseillers de Chirac parlaient de lui trop sévèrement dans les dîners en ville, notamment Marie-France Garaud. Néanmoins, comme le RPR vivait difficilement, en particulier ne savait trop quelle position adopter à propos de l'Europe, Chirac se résolut à les rappeler. Ils se firent alors donner à nouveau tous les pouvoirs.

Ce retour en force des deux conseillers fut diversement accueilli au RPR, un conflit en résulta avec certains responsables, parmi lesquels figurait Yves Guéna. En même temps, deux autres conflits surgissaient : celui qui opposait les vieux gaullistes à Chirac et celui qui naquit entre ses deux conseillers et le groupe parlementaire, les députés gaullistes acceptant mal que des personnes extérieures au Parlement exercent dans le mouvement une autorité absolue.

À l'automne, la situation politique s'aggrava pour Jacques Chirac et c'est de là que sont nés les derniers épisodes de ce long conflit souterrain. L'appel de Cochin, œuvre de Pierre Juillet, marqua le retour de celui-ci dans une position tout à fait dirigeante. La



campagne européenne, engagée sur des thèmes souvent difficiles, rendit absolument nécessaires les conseils de Juillet et les interventions de Marie-France Garaud dans divers domaines, dont celui de la presse. Ainsi, depuis trois mois, sont-ils tous deux activement au travail, selon leurs propres méthodes, et font-ils tout de plus en plus.

En face, le jeu de Chirac apparaît progressivement complexe. D'une part, il a besoin de leur collaboration et fait de gros efforts pour rester en bons termes avec eux. D'autre part, il a tendance à vouloir montrer qu'il peut exister sans eux et il en résulte des tensions qui, à mon avis, sont actuellement plus grandes qu'elles ne l'ont jamais été. C'est la raison pour laquelle, quel que soit le résultat de la campagne électorale, Marie-France Garaud est bien décidée à partir et à laisser à Chirac la responsabilité totale de la direction du mouvement.

Mais le fond du débat va plus loin. Pierre Juillet et Marie-France Garaud en sont venus, en effet, à se demander si Chirac a bien l'étoffe d'un président de la République. Ils sont persuadés qu'il est un animal politique excellent pour gagner les campagnes électorales, mais ils se sont peu à peu convaincus qu'il n'avait pas les qualités de fonds nécessaires pour exercer la présidence de la République. La vérité oblige à reconnaître que Marie-France Garaud me l'a dit depuis longtemps et que j'ai moi-même eu plusieurs fois l'occasion de le constater. Ce qui est plus nouveau, c'est que Pierre Juillet, qui s'insurgeait plus ou moins quand elle tenait des propos de ce genre en sa présence, ne proteste plus guère aujourd'hui. Lui-même semble convaincu, avec tristesse, qu'en effet Chirac n'a pas la carrure d'un président de la République.

**23 avril 1979**

— *Que fait maintenant Chirac à la mairie de Paris ?*

— Yves Guéna a bavardé avec lui il y a une vingtaine de jours à l'Hôtel de Ville. Chirac lui a reproché son comportement. Il lui a dit qu'il lui avait causé beaucoup de tort en prenant ses distances avec le RPR et il lui a proposé d'y reprendre sa place.

La réponse de Guéna a été la suivante: « *Tu as une série de conseillers dont je ne conteste pas les qualités, qui t'ont été d'une grande utilité jusqu'en mars 1978, mais dont j'estime qu'ils t'ont fait*

*commettre beaucoup d'erreurs depuis cette date, de la candidature d'Edgar Faure à la présidence de l'Assemblée nationale jusqu'à la récente session extraordinaire du Parlement* ». Guéna les a nommés : Pierre Juillet, Marie-France Garaud, Alain Devaquet, Charles Pasqua et Jacques Toubon.

On peut noter que l'observation de Guéna n'est pas tout à fait exacte chronologiquement parlant, car de mars 1976 à juillet-août 1978, il était associé à tout et en conséquence, porte au moins une part de responsabilité dans les erreurs qu'il a dénoncées.

Il est aussi frappé par le fait que le groupe parlementaire est mécontent de Chirac et, dit-il, dans l'hypothèse où il lui faudrait recueillir son approbation explicite, Chirac ne serait pas suivi par plus de trente à trente-cinq députés. Il est vraisemblable que Guéna a tendance à forcer la note, mais il paraît certain qu'à l'heure actuelle, Chirac ne dispose pas de la majorité au sein du groupe parlementaire RPR. Guéna ajoute qu'à son avis, l'opinion comprend mal la politique européenne de Chirac et il pense qu'il aura du mal à dépasser la barre des 15 à 17 % lors des élections européennes de juin.

En outre, Yves Guéna sait par sa femme, qui le tient elle-même de Bernadette Chirac, qu'à l'occasion d'un déjeuner auquel participaient Jean de Lipkowski et son épouse, ceux-ci ont été assez vivement pris à partie par Bernadette Chirac. Elle leur a reproché en termes très vifs de voir Marie-France Garaud et même d'avoir dîné récemment avec elle. Les Lipkowski ne s'en sont guère défendus et se sont gardés, bien entendu, de prendre la défense de Marie-France Garaud. Bernadette Chirac a ajouté : « *Je ne veux rien dire tant que les élections européennes ne seront pas passées, mais ensuite, Jacques devra choisir, ce sera elle ou moi* ». À quoi Chirac a répondu : « *Je vous en prie, pas de chantage* ».

Cette anecdote confirme que Bernadette Chirac prend systématiquement le parti de toutes les personnalités politiques qui éprouvent des difficultés avec les conseillers de son mari, qu'il s'agisse d'Edgar Faure ou d'Yves Guéna. Ce dernier pense qu'au lendemain des élections européennes, des modifications dans la structure du RPR semblent inévitables.

**28 mai 1979**

— *L'autorité de Chirac sur le RPR semble effectivement effritée.*

— J'ai eu la semaine dernière, sur ce sujet, une longue conversation avec Alain Devaquet, secrétaire général du mouvement. Son impression d'ensemble correspond à la mienne, c'est-à-dire que la campagne électorale telle qu'elle a été conçue par Pierre Juillet et Marie-France Garaud a été fondée sur une erreur partielle d'analyse. Ils croyaient qu'on parlerait essentiellement des problèmes intérieurs à cause du mécontentement provoqué par le chômage, par la hausse des prix, etc., et par conséquent que le débat sur l'Europe resterait secondaire.

Or, au cours des réunions que tient Devaquet, et elles sont nombreuses, il est de plus en plus conduit à insister sur les affaires européennes, auxquelles le public comprend peu de choses, mais à propos desquelles il souhaite visiblement être éclairé. En conséquence, Devaquet pense, comme moi-même d'ailleurs, que la campagne devrait être redressée en ce sens, devenir plus explicative pour mieux faire comprendre ce que veut ou ne veut pas le RPR, et se montrer moins critique à l'encontre de la politique intérieure du gouvernement, même si l'on émet sur elle telle ou telle réserve.

Évoquant ensuite avec moi le départ probable de Juillet et de Marie-France Garaud après les élections du 10 juin, à tout le moins leur éloignement prolongé, il en est venu à la conclusion que lui-même profiterait en quelque sorte de leur départ pour demander à Chirac de le remplacer dans ses fonctions. Le problème du départ et du remplacement d'Alain Devaquet semble donc maintenant posé de manière assez précise.

Son jugement personnel à l'égard de Chirac continue à être aussi critique. Il le considère toujours comme un combattant politique exceptionnel par sa vigueur et sa combativité, mais il lui reproche de ne pas approfondir assez les problèmes, de ne pas supporter une équipe cohérente autour de lui, de prendre trop souvent des initiatives mal préparées et de faire quelquefois des déclarations à la légère, auxquelles il n'a manifestement pas assez réfléchi et qui, finalement, sont préjudiciables au mouvement dans son ensemble. Il a cité à ce sujet l'erreur qu'a constituée la déclaration dans laquelle il a contesté la légitimité

du président de la République dans l'hypothèse où Simone Veil [*tête de la liste de l'UDF*] obtiendrait un mauvais résultat lors de l'élection européenne.

— *Comment se présente l'élection pour le RPR ?*

— J'ai eu la semaine dernière une longue conversation avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud à ce sujet. Ils conviennent maintenant que les questions proprement européennes tiennent dans la campagne une place plus grande que celle à laquelle ils s'attendaient. Ils considèrent donc qu'à son point de départ, la campagne a mal commencé.

Sans formuler de prévisions pessimistes, ils n'en considèrent pas moins que Chirac a du mal à opérer la percée qu'il escomptait. Ils disent, ce qui me paraît vrai, qu'il est physiquement fatigué et, dans une certaine mesure, qu'il ne fait pas preuve de sa combativité habituelle. En outre, la nécessité où il se trouve de montrer une entente permanente avec Michel Debré, dont l'influence est certaine, contribue peut-être à le gêner, quels que soient par ailleurs les mérites de la campagne menée par Debré.

Dans ces conditions, tout en croyant encore que le résultat de la liste Chirac peut être supérieur à 20 %, ils seraient visiblement très satisfaits s'il atteignait ce chiffre. De toute manière et quels que soient les résultats, ils semblent l'un et l'autre bien décidés à ne plus assumer en fait la direction politique du RPR. Il est donc probable, d'après leurs déclarations, qu'ils quitteront leurs fonctions dans les jours qui suivront la proclamation des résultats. Le départ de Marie-France Garaud est même à mes yeux une certitude.

Peut-on conclure de là que leur éloignement serait décidé d'une façon définitive ? Ce n'est pas exactement ce qu'on peut déduire de leurs déclarations. Ils ont visiblement été très affectés par les critiques qui leur ont été adressées et ils ne seraient pas fâchés, en s'effaçant, de dire à ceux qui les critiquent, Yves Guéna, Olivier Guichard et les autres : « *Eh bien, nous partons et nous allons voir maintenant si vous faites mieux que nous* ». D'une part, ils souhaitent certainement que les difficultés s'aplanissent pour le RPR, mais d'autre part, ils sont apparemment persuadés qu'en leur absence, les choses ne pourront pas s'améliorer réellement. Ils escomptent, en conséquence, que Chirac leur demandera à nouveau de revenir.

Il est toutefois impossible de préciser si cette éventualité se produira. Car s'il est exact qu'il leur paraît de plus en plus difficile de s'adapter aux méthodes, ou plus exactement à l'absence de méthode de Chirac, il est non moins certain que lui-même, quelle que soit l'amitié qu'il leur porte et la reconnaissance qu'il éprouve certainement pour eux, est traversé assez souvent par l'idée qu'après tout, il pourrait sans doute faire aussi bien qu'eux s'ils n'étaient pas là. C'est l'évolution classique des enfants qui veulent s'émanciper de la tutelle paternelle. Mais pour être classique, le phénomène, en la circonstance, peut entraîner des conséquences politiques graves.

### **Nouveau départ des conseillers**

**30 mai 1979**

— *Où en sont à présent des relations de Chirac avec ses deux conseillers ?*

— J'ai eu hier soir une conversation avec Marie-France Garaud. Elle m'a confirmé que Pierre Juillet est reparti pour la Creuse, qu'il reviendra peut-être pour la préparation de la prochaine émission de télévision de Jacques Chirac, puis qu'il s'éloignera certainement du RPR pour de longs mois. Quant à elle, sa situation est encore plus nette. Les difficultés qui persistent entre elle et Chirac sur le plan de l'organisation du travail sont telles que, quels que soient les résultats de l'élection, bons ou mauvais, sa décision de partir est prise. Dire si cette décision ne pourra pas être révisée dans plusieurs mois n'est pas possible. Il est certain en tout cas que son départ sera prompt et durable.

Alain Devaquet a dit hier à des journalistes de l'équipe Bourguine que si, comme cela lui paraissait probable, Juillet et Marie-France Garaud abandonnaient leurs fonctions, il ferait de même.

**10 juin 1979**

— *Il paraît qu'au siège du RPR, il y a de plus en plus de tirage entre Chirac et ses deux conseillers.*

— J'ai eu hier un entretien avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud qui le donne en effet à penser. Pierre Juillet a adressé au secrétaire général du RPR Alain Devaquet une lettre dans laquelle il lui demande d'informer Jacques Chirac, en sa qualité de président du RPR, du contenu de cette lettre.

— *Que disait-elle ?*

— Qu'ayant participé à toutes les campagnes électorales depuis 1974, il considère sa mission comme terminée et doit être rayé des contrôles du parti ; qu'il abandonne donc ses fonctions de conseiller du président et « *cesse toute activité politique* »<sup>158</sup>.

Cette lettre a été remise samedi soir à Devaquet, qui devait en communiquer le contenu dimanche après-midi à Jacques Chirac. La procédure suivie par Juillet s'explique très simplement. Il estime qu'ayant « fait » Chirac depuis 1963, il n'a aucun compte à lui rendre, que celui-ci n'est ni son patron, ni son chef et que si l'un doit quelque chose à l'autre, c'est Chirac. Donc, aucune explication. Il entend ainsi couper court à toute possibilité de retour en arrière.

La netteté de cette procédure en dit long sur le divorce entre les deux hommes. Juillet a bien précisé qu'en datant sa lettre du 9, sa décision était indépendante du résultat des élections européennes : bon ou mauvais, il part. Les diverses objections que j'ai pu formuler sur certains aspects de cette procédure ont été discutées calmement et toutes repoussées par l'intéressé. Il est d'ailleurs parti ce matin pour la Creuse, après avoir voté.

— *Et Marie-France Garaud ?*

— Elle n'a pas eu à écrire une lettre semblable puisqu'elle ne remplissait aucune fonction officielle au RPR. Elle cessera donc d'y aller, ne veut revoir Chirac que pour mettre au point diverses affaires en cours, et compte bien avoir quitté Paris, pour une semaine au moins, mardi prochain. Elle reprendra ses fonctions à la Cour des

---

158 – Dans ses Mémoires (*Chaque pas doit être un but*, NiL éd. 2009), Jacques Chirac écrira : « *Le soir du 10 juin, les résultats des élections européennes seront pires encore que ceux escomptés... Le lendemain, je décide de reprendre ma totale indépendance vis-à-vis de mes deux conseillers présumés les plus influents et dont la responsabilité directe, dans l'origine de ce fiasco, ne fait aucun doute* » (p. 253).

comptes. Elle ne peut plus, à la lettre, supporter de collaborer un jour de plus avec Chirac, dont les méthodes de travail l'ont exaspérée autant que Juillet. Sans qu'il soit possible de rien affirmer dans ce domaine, la rupture paraît définitive. La campagne menée contre elle par Bernadette Chirac l'a irritée. Elle est usée nerveusement par un travail surhumain depuis quatre mois, car elle a tout vu et tout contrôlé.

C'est la première fois depuis douze ans que je vois ses nerfs prêts à lâcher. Elle a maigri de quatre kilos, elle est visiblement à bout. Ce dimanche, elle m'a dit : « *Je me sens enfin délivrée, je ne recommencerai jamais* ». Elle était redevenue plus calme, comme apaisée. Elle me l'a dit d'ailleurs, confiance incroyable chez une femme qui semble aussi trempée que l'acier.

— *Que va-t-il se passer à présent à la direction du RPR*

— Avant de partir, Pierre Juillet et Marie-France Garaud ont essayé d'établir une bonne harmonie entre les quatre personnes qui vont faire fonctionner le mouvement : Alain Devaquet, le secrétaire général, Jacques Toubon et Charles Pasqua, secrétaires généraux adjoints et Jean Méo, conseiller économique de Chirac et ancien collaborateur du général De Gaulle à l'Élysée.

Tous deux imaginent, sans trop y croire, qu'à eux quatre ils réussiront à former un bloc permettant de maintenir la cohésion du parti et à entourer Chirac de leurs conseils. Ils se forcent à penser que c'est possible, même si, en fait, cela leur paraît très difficile. Mais ils sont déjà loin de tout cela et accomplissent ainsi en quelque sorte un dernier devoir. Leurs relations personnelles avec ces quatre hommes sont bonnes, à des degrés divers.

Ils estiment que la première tâche de Chirac devra consister en l'élaboration pour le RPR d'une doctrine adaptée à la situation nouvelle ; et la deuxième, dans la reprise en main de la mairie de Paris, où il risque de perdre la majorité si Antoine Veil le quitte et si l'UDF prend de plus en plus ses distances.

Tout compte fait, leur départ va poser à Chirac, dans le présent et pour l'avenir, de graves problèmes. Depuis quinze ans, il a en effet existé autant par eux que par lui-même.

*Lors de l'élection européenne du 10 juin, la liste des giscardiens de l'UDF obtint 27,6 % des suffrages exprimés et 25 élus, celle des socialistes et radicaux de gauche 23,5 % et 22 élus, celle du Parti communiste 20,5 % et 19 élus, celle du RPR seulement 16,3 % et 15 élus. Le RPR perdit deux millions de voix par rapport au premier tour des élections législatives de mars 1978.*

### **11 juin 1979**

— *Quel échec pour le RPR, et surtout pour Chirac ! Marie-France Garaud les quitte-t-elle comme elle l'a annoncé ?*

— Au cours d'une conversation qu'elle a eue hier soir avec Chirac, elle lui a annoncé qu'elle renonçait à toute action politique dans les circonstances présentes. Chirac a été surpris par la fermeté de sa décision et il a compris, semble-t-il pour la première fois, que la rupture était définitive, à moins de changements qui demeurent, pour le moment, imprévisibles.

Ce matin, elle a conseillé à Toubon de demander à Chirac de prendre immédiatement des dispositions pour organiser une meilleure concertation à l'intérieur du RPR, de façon que les contestataires ne puissent pas prendre cette initiative. Pendant toute la journée, Chirac a réuni son état-major, moins Juillet et Marie-France Garaud, pour étudier les conséquences du scrutin et l'attitude à adopter.

### **26 juin 1979**

— *Le résultat de l'élection et le départ des conseillers de Chirac ont dû secouer les milieux gaullistes.*

— Florence d'Harcourt, ancienne gaulliste, élue toutefois députée en 1978 sans le soutien du RPR, a rencontré récemment Bernadette Chirac et elle a raconté sa conversation à l'une de ses amies, qui est aussi des miennes.

Comme Florence d'Harcourt exprimait à Bernadette Chirac son désir de ne plus s'occuper d'activités de type trop politique, mais de se consacrer uniquement aux tâches que lui impose sa fonction de députée, l'épouse du président du RPR lui a répondu : « *Surtout, ne donnez pas suite à votre idée. Non seulement il faut que votre travail*



*politique continue, mais encore, vous devez nous rejoindre. En effet, tout va changer. Je me suis débarrassée des deux autres et c'est moi, maintenant, qui serai la conseillère politique de mon mari* ». Les « deux autres » étaient évidemment Juillet et Marie-France Garaud.

Sans vouloir porter de jugement trop critique sur Bernadette Chirac, on peut dire qu'elle n'a aucune des qualités nécessaires pour devenir la conseillère politique de son mari. Il est même vraisemblable que si elle persistait dans cette intention et surtout si elle faisait connaître ses idées à l'extérieur, il ne tarderait pas à y avoir, du côté de Chirac, des retours de manivelle qui risqueraient de ne pas lui être très agréables.

Toutefois, à mon sens, son propos va plus loin. Si elle peut dire des choses de ce genre, c'est évidemment parce qu'elle sent que dans la situation actuelle, son mari hésite, ne sait pas exactement que faire. Elle en tire la conclusion, inexacte mais explicable, qu'elle peut maintenant jouer auprès de lui le rôle politique auquel elle a toujours aspiré, d'abord quand il est devenu Premier ministre et surtout depuis qu'il est maire de Paris.

### **3 juillet 1979**

— *Que devient Marie-France Garaud ?*

— Je l'ai rencontrée voilà quelques jours et c'était la première conversation prolongée que nous avons depuis qu'elle a quitté ses fonctions auprès de Jacques Chirac. Malgré l'amertume assez compréhensible qu'elle a pu éprouver du fait des circonstances dans lesquelles la séparation s'est opérée, elle m'en a parlé avec une assez grande objectivité, qui permet de mettre un point momentanément final à ce qui est non seulement une crise personnelle, mais une crise politique.

Elle a d'abord tenu à me dire, ce que je savais, mais qu'elle m'a précisé, que les rapports de Pompidou et de Chirac, contrairement à ce que la presse affirme généralement, étaient moins étroits qu'on ne le pense. Elle m'a rappelé que, lors de la formation du gouvernement Chaban-Delmas, l'équipe ministérielle était pratiquement déjà constituée lorsque, lisant la liste, Pompidou s'exclama : « *Mais nous avons oublié Chirac !* » – indice que le jeune ministre d'alors ne tenait pas

une place prépondérante dans ses préoccupations. Enchaînant sur cet aspect des qualités ministérielles de Chirac, elle a cité d'assez nombreux exemples montrant que sa réussite dans les différents ministères avait été moins nette qu'on ne le dit. Même en tenant compte chez elle d'une partialité née de son amertume, il y a certainement une part de vérité dans ce jugement, qui est d'ailleurs loin de lui être personnel.

Elle était particulièrement choquée des conditions dans lesquelles la rupture s'était produite. Elle m'a expliqué que depuis qu'elle travaillait avec Chirac, elle n'avait jamais reçu un centime et que la campagne récente lui avait coûté plusieurs dizaines de milliers de francs, qu'elle avait avancés ou dépensés pour des réceptions de diverses personnalités, et dont il lui avait été impossible jusqu'à présent d'obtenir le remboursement. Il est évident que, comme chaque fois que se produisent des séparations de ce genre, certains aspects un peu sordides apparaissent, qui ne sont pas à l'honneur de ceux qui en sont responsables, en tout cas qui n'améliorent pas leur image personnelle, pour laisser de côté tout jugement politique.

Le fond du désaccord résulte moins d'appréciations différentes de la situation politique que de la conviction profonde qui est la sienne depuis longtemps, que Chirac est un chef politique de qualité, qu'elle estime profondément et je crois en toute sincérité, mais qu'il serait incapable d'être un bon président de la République.

Je me souviens d'ailleurs qu'à Matignon, dans les années 1974-1976, elle tenait déjà devant moi des propos de ce genre. Et c'est en partant de cette conviction, fondée ou non, peu importe, qu'elle souhaite ne pas participer à une campagne présidentielle où elle pourrait porter la responsabilité d'avoir contribué à conduire Chirac à l'Élysée. Elle croit qu'avec ses qualités et ses défauts, il ne correspond pas à ce qu'exige la fonction. Pour bien me faire comprendre ce qu'elle pense, elle m'a dit en conclusion sur ce point : *« Vous savez ce que je pense de Giscard et combien je juge sévèrement de nombreux aspects de sa politique. Mais finalement, si je devais choisir dans un isolement, sans publicité, entre Giscard et Chirac, je voterais pour Giscard. Bien entendu, il n'est pas question pour moi*

*d'émettre ce jugement au-dehors, mais c'est le fond de ma pensée. Et comme vous vous en souvenez, je vous l'ai déjà fait connaître à plusieurs reprises ».*

Elle est évidemment préoccupée par l'évolution du RPR, car elle a l'impression que les hommes qui le dirigent aujourd'hui n'auront pas l'envergure nécessaire pour influencer utilement Chirac, qu'il est très difficile de conseiller. C'est pourquoi elle se demande si le RPR ne sera pas conduit à de réelles difficultés, surtout si les conseillers qui gravitent autour de Chirac continuent à ne pas s'entendre, ce qui semble être le cas pour le moment.

Après d'autres considérations de détail sur nombre de sujets et où il y avait beaucoup de laisser-aller, pour la première fois peut-être, comme je lui disais au revoir avant son départ en vacances, non sans regret de ma part, elle m'a dit, et c'était le seul point vraiment positif et nouveau dans sa conversation, elle m'a dit en me parlant des locaux dont elle dispose avec Juillet quai Anatole-France: « *Il vaut tout de même mieux les garder, on en aura peut-être besoin un jour* ».

Elle n'en a pas dit davantage et je n'ai rien demandé, mais j'ai compris qu'elle faisait ainsi allusion à la reprise d'une certaine forme d'activité, qui ne se ferait certainement pas sous l'égide du RPR et dont elle est peut-être en train, avec Juillet, de chercher dans quel cadre elle pourrait s'exercer.

## **10 juillet 1979**

— *Chirac doit se sentir un peu seul à présent.*

— J'ai vu pendant une heure, la semaine dernière, Jean Méo, un ami de longue date, qui est aujourd'hui conseiller économique de Jacques Chirac. Il a appartenu autrefois au cabinet du général De Gaulle et a occupé dans le secteur étatique des postes importants: directeur général de la société Elf-Erap, président de l'agence Havas... Il a aussi été très lié avec le président Pompidou, et plus récemment avec Chirac. Il a longtemps collaboré avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud au temps où Pompidou était Premier ministre, puis quand il est devenu président de la République.

Les principales observations qu'il m'a faites sont les suivantes.

Chirac a été très touché par le départ de ses deux principaux collaborateurs, auquel il a longtemps voulu ne pas croire. D'un autre côté, remarque Méo, il lui était indispensable, au point où il en était de sa carrière politique, de montrer qu'il était apte à se diriger seul et à conduire son mouvement. C'est la raison pour laquelle, d'une part, il regrette leur départ et de l'autre, s'en félicite comme du seul moyen pour lui d'apporter la preuve de ses propres capacités.

Méo estime que la prochaine bataille qu'il lui faudra livrer est la bataille présidentielle et que dans ce type de bataille, la personnalité du candidat compte au moins autant que ses idées. Dans ces conditions, il est absolument indispensable que Chirac démontre qu'il est capable de se présenter seul à la magistrature suprême.

L'autre raison pour laquelle Chirac sera sûrement candidat à la présidence de la République et agira dans ce sens, observe Méo, c'est que s'il n'était pas candidat, il serait irrémédiablement fini. Une défaite même relativement sévère ne mettrait pas fin à sa carrière politique, on le voit bien avec Mitterrand. Mais une sorte d'abandon devant une candidature possible signifierait ou bien qu'il ne souhaite pas être élu, ou bien qu'il avoue à l'avance ne pas pouvoir l'être. Dans les deux cas, on peut considérer qu'il perdrait tout espoir de jouer un rôle national important.

Étant donné les relations personnelles confiantes et anciennes de Méo avec Juillet et Marie-France Garaud, il est évidemment navré de leur départ et contrarié par la manière dont celui-ci s'est effectué, mais il ne perd pas l'espoir qu'un jour, il sera possible, d'une manière ou d'une autre, de les faire à nouveau rejoindre Chirac.

## 16 juillet 1979

— *Le RPR a-t-il digéré son échec électoral du 10 juin?*

— Au cours d'une conversation avec son secrétaire général Alain Devaquet, celui-ci m'a expliqué qu'il continuait à se préoccuper de la politique suivie par Jacques Chirac. Non qu'il la réprouve, mais il est frappé par les incertitudes qui se dégagent des diverses conversations qu'il a avec lui, ainsi d'ailleurs qu'avec d'autres dirigeants du RPR. Son impression est qu'il y a un flottement sensible dans cette politique.

Il constate aussi qu'au lendemain du 10 juin, le président du RPR avait tenté d'améliorer les conditions de sa concertation avec les principaux dirigeants du RPR. Au bout de trois semaines environ, soit depuis le début de juillet, il semble qu'on en revienne aux pratiques anciennes, qui consistent en un gouvernement du mouvement non par l'intermédiaire du secrétaire général, mais à la suite d'entretiens personnels de Chirac avec les uns et les autres, ce qui empêche évidemment une coordination efficace et rapide du travail.

Il semble bien, dans l'ensemble, que lorsqu'il aura achevé son travail actuel de réorganisation du RPR, Devaquet serait heureux d'être déchargé de sa fonction de secrétaire général.

### **17 juillet 1979**

— *Maintenant que Juillet et Marie-France Garaud ont quitté Chirac, garderez-vous le contact avec lui?*

— J'ai eu l'occasion, au début de la semaine dernière, de rendre visite à Jean Méo, toujours conseiller économique de Jacques Chirac et avec lequel j'entretiens d'excellents rapports d'amitié depuis une quinzaine d'années. Une amitié particulièrement étroite qui remonte au temps de la présidence de Pompidou. Je lui ai parlé de certaines réflexions émises par Jacques Chirac à mon propos et que j'ai trouvées assez désagréables. Je lui ai expliqué que Chirac, spéculant sur le fait que j'étais très lié à Pierre Juillet et à Marie-France Garaud, avait dit à quelques membres de son état-major personnel qu'il fallait non pas cesser de me voir, mais être prudent avec moi, de façon que Juillet et Marie-France Garaud ne soient pas mis au courant par mon intermédiaire de tel ou tel de ses projets.

Méo avait manifesté un vif étonnement en m'écoutant. Je lui avais en outre expliqué que Chirac me connaissait fort mal s'il imaginait que je pouvais mélanger ce qui était strictement mon amitié personnelle avec tel ou tel et le travail politique. Je dois dire que je m'étais exprimé avec une certaine vivacité étant donné tout ce que j'ai fait pour Chirac depuis dix ans. J'avais d'ailleurs ajouté que si mon opinion politique ne changeait pas en ce qui concerne Jacques Chirac, je n'avais sur le plan personnel aucune obligation à son égard et que, tout compte fait, si l'un

était l'obligé de l'autre sur beaucoup de points, que je me suis abstenu de préciser, c'était plutôt lui et non moi.

Sans m'en informer, quelques jours plus tard Jean Méo est allé raconter notre conversation à Chirac qui, soit sincèrement, soit par nécessité politique, lui a répondu : *« Mais tout cela est complètement faux. J'ai pleine confiance en Albertini. Je sais très bien ce qu'il a fait pour moi et je ne doute pas qu'il soit toujours prêt à le faire. S'il est exact que je connais les liens très étroits qui l'unissent à Pierre Juillet et à Marie-France Garaud, je n'en suis pas moins convaincu que politiquement, je peux continuer à lui accorder la plus totale confiance. Et je vous charge de lui téléphoner le plus tôt possible pour lui dire que je regrette de ne pas pouvoir le faire moi-même et pour lui répéter ce que je viens de vous dire, et en présentant vos propos non pas comme des propos en l'air, mais comme une mission précise que je vous ai chargé d'accomplir auprès de lui »*.

C'est dans ces conditions que la semaine dernière, Jean Méo, à sa visible satisfaction, s'est acquitté de cette mission, en m'assurant qu'il n'y avait rien de changé dans mes rapports avec Jacques Chirac. J'en ai pris acte. Je lui ai dit de remercier le président du RPR de sa communication et d'ajouter que j'espérais bien, dans l'avenir, que le comportement des uns et des autres à mon égard serait conforme aux déclarations qu'il me transmettait par son intermédiaire.

On pourrait, bien entendu, s'interroger sur le sens de la démarche de Jacques Chirac. D'une part, il n'est pas exclu qu'elle reflète la vérité et que les sentiments qu'il a exprimés sont des sentiments véridiques, qui correspondent tout à fait au travail que j'ai effectué pour lui pendant de longues années. Des personnes qui chercheraient à voir les choses d'une manière un peu moins simple pourraient aussi se demander si Chirac, en agissant ainsi, ne cherche pas à maintenir un certain lien avec l'équipe Juillet-Garaud, puisqu'en fait il n'en a plus aucun maintenant et qu'il est possible qu'il envisage d'être un jour dans la nécessité d'en renouer.

Chirac, comme tous les chefs politiques, est expert en deux domaines : celui d'utiliser au mieux ses collaborateurs et s'il se rend compte qu'il a mal manœuvré avec eux, celui de les récupérer, car à

un moment ou à un autre, il peut avoir besoin d'eux. Le plus vraisemblable, d'ailleurs, comme dans toutes les affaires politiques, c'est qu'il y a probablement un peu de vrai dans chacune de ces explications.

### **7 septembre 1979**

— *Vous deviez revoir Jean Méo, à qui Chirac a commandé une sorte de programme économique pour le RPR...*

— Méo n'a pas encore commencé son rapport. Il se demande ce que Chirac veut exactement. Il voudrait qu'on définisse une plateforme d'idées plus qu'un programme classique de mesures à appliquer, car il croit, avec juste raison me semble-t-il, qu'on peut mobiliser les Français autour d'idées-forces plus que de mesures ponctuelles, même généreuses.

Quant à la méthode, pour Chirac, elle est simple, dit-il : maintenant qu'il est seul, il faut qu'il prouve qu'il peut réussir par lui-même au lieu de n'être que le porte-parole actif et infatigable de la pensée des autres. Sinon, il disparaîtra...

Personnellement, connaissant bien Chirac moi aussi, je raisonne un peu différemment. Je pense qu'il est peu apte à jouer un rôle de premier plan, mais que son tempérament politique est si fort comparé à celui de la plupart des autres, qu'il est bien difficile qu'il disparaisse.

D'après Méo, les relations Chirac-Debré, bonnes dans l'ensemble, sont toujours caractérisées par de fortes pressions de Debré, qui pousse ses demandes au point d'amener parfois Chirac plus loin qu'il ne voudrait aller.

### **10 septembre 1979**

— *Vous deviez rencontrer Marie-France Garaud après les vacances?*

— J'ai déjeuné le 3 septembre avec elle. Je ne l'avais pas vue depuis assez longtemps. Elle m'a confirmé que Pierre Juillet et elle-même n'entretenaient plus aucune relation avec Chirac depuis leur séparation au lendemain des élections européennes. Sur le fond de l'analyse politique, Marie-France Garaud n'a pas changé. Elle pense que la meilleure politique à faire, pour Chirac, est celle qu'il a conduite quand

elle était là. En particulier, elle continue à se déclarer très hostile à un rapprochement avec Giscard, dont elle dit qu'il ne pourrait vraisemblablement pas servir la majorité. Son propos a d'autant plus d'intérêt qu'elle-même, à titre personnel, est prête, m'a-t-elle dit, à voter en 1981 pour Giscard lors du deuxième tour de scrutin.

Après une longue conversation qui a touché bien des sujets, elle m'a dit : *« Je ne sais pas si je reviendrai un jour dans les affaires politiques, mais sachez bien que ce ne sera jamais plus avec Jacques Chirac »*.

### **11 septembre 1979**

— *Alain Devaquet devait s'éloigner de Chirac lui aussi, il l'avait laissé entendre.*

— Il doit le rencontrer cette semaine pour lui confirmer son intention de quitter le secrétariat général du RPR et lui demander de créer à son intention, dans le mouvement, une sorte de délégation générale à la recherche scientifique, au développement des techniques de pointe, etc. Il pense, à juste titre me semble-t-il, que la connaissance scientifique est pour lui beaucoup plus intéressante que ses fonctions au RPR.

### **15 septembre 1979**

— *Devaquet a-t-il annoncé sa démission à Chirac ?*

— Il l'a vu avant-hier pour lui dire qu'il souhaitait quitter le secrétariat général du RPR le plus tôt possible et se cantonner dans la recherche scientifique, sa spécialité. Chirac, très surpris, a essayé de le faire revenir sur sa décision, en vain. Il lui a alors demandé d'attendre la réunion du Conseil national du mouvement, d'y prononcer un discours, de démissionner huit jours après en plein accord avec lui et de devenir son conseiller politique à l'Hôtel de Ville, avec bureau, chauffeur, etc.

Devaquet est venu me demander que répondre. Je lui ai conseillé d'accepter, mais en soulignant qu'il voulait démissionner seul et non lors d'un remaniement général, et aussi de refuser le poste de conseiller politique, d'une part parce qu'il ne servira à rien, d'autre part parce qu'il ne le dégage pas assez de la politique. Mais il pourrait accepter un bureau à l'Hôtel de Ville pour jouer un rôle de conseiller technique, scientifique, à la recherche...



Il a de nouveau rencontré Chirac vendredi. Celui-ci a insisté pour qu'il accepte un rôle de conseiller politique et s'est montré déconcerté, puis agacé par la fermeté du refus de Devaquet. Ils devaient en reparler le lendemain. Samedi matin, Chirac lui a proposé d'être simple chargé de mission auprès de lui à l'Hôtel de Ville. Interrogé par Devaquet, je lui ai conseillé d'accepter en lui expliquant que ce serait utile pour son travail de député du 11<sup>e</sup> arrondissement et qu'il n'aurait qu'à enterrer d'éventuelles missions politiques pour se consacrer au reste. Il en est tombé d'accord.

L'attitude d'Alain Devaquet, très résolu mais un peu perdu dans les manœuvres des uns et des autres, s'explique, indépendamment des questions politiques, par ses graves déceptions dans son travail auprès de Chirac, travail qu'il a jugé décevant, inintéressant et irrespirable du fait des intrigues de toutes sortes.

### **25 septembre 1979**

— *Les indiscretions des journalistes se multiplient à propos des relations de Chirac avec ses deux conseillers.*

— J'ai vu très longuement Marie-France Garaud qui m'a fait le point de ses relations avec Chirac. Quand le deuxième article dirigé contre elle et Juillet a paru dans *Le Journal du Dimanche*, elle a aussitôt téléphoné à Chirac, qui s'est montré très embarrassé et a répondu que lui-même et sa femme avaient été piégés par le journaliste. Elle lui a dit que Juillet et elle exigeaient absolument qu'il fasse publier un rectificatif. Chirac a promis de le faire, devant le Comité central du RPR, tout en lui demandant ce qu'il devait dire. Elle lui a indiqué ce qui lui paraissait le minimum et Chirac, ce qui prouve que, dans certains cas, il n'est pas très responsable, lui a demandé si elle ne pourrait pas préparer elle-même cette mise au point, ce à quoi elle s'est refusée.

Le soir du même jour, Chirac, toujours embarrassé, a téléphoné à Pierre Juillet qui a formulé les mêmes remarques que Marie-France Garaud.

Or, au Comité central du RPR, Chirac, malgré sa promesse, n'a procédé à aucune mise au point et il en est résulté une aggravation du malentendu.

Hier, apprenant que Juillet était à Paris, Chirac lui a téléphoné pour lui présenter diverses propositions au sujet de ses déclarations.

Juillet, après avoir montré dans un premier temps une certaine compréhension et quelque détachement, a fini par dire à Chirac, devant ses maladresses de langage renouvelées : « *C'est vous qui êtes responsable des attaques. Ou bien vous les faites rectifier, ou bien nous procédons nous-mêmes aux rectifications* ». Chirac a répondu qu'il ferait une mise au point lors des Journées parlementaires qui se tiennent cette semaine. Mais on peut considérer comme vraisemblable que si cette mise au point n'a pas lieu d'ici peu, Juillet et Marie-France Garaud s'y emploieront eux-mêmes et probablement sans beaucoup de ménagement.

Sur le fond, tous deux ont vivement réprouvé le discours que Chirac a prononcé, expliquant que la soi-disant autocritique à laquelle il s'est livré était plutôt maladroite puisque, tout compte fait, il a obtenu ce double résultat négatif : d'une part, en suivant une certaine ligne, bonne ou mauvaise, peu importe, il n'a pas réussi à opérer la percée espérée lors des élections européennes ; d'autre part, ayant échoué, il a reconnu qu'il s'était trompé, ce qui n'est pas la meilleure méthode pour convaincre l'électorat de la justesse de ses vues.

Bien entendu et c'est tout à fait normal, ses alliés de l'UDF et le président de la République sont très contents de l'erreur de Jacques Chirac. J'ajoute que s'il est vrai que des erreurs ont été commises dans la campagne pour les élections européennes, ce ne sont pas celles qu'il a reconnues. En outre, il était inutile d'insister sur ces erreurs pour procéder aux mises au point qu'il a faites et qu'en effet, il convenait de faire.

L'ensemble de l'épisode qui s'est ainsi déroulé confirme que la rupture du trio qui a joué un rôle si important dans la politique française ces dernières années est maintenant complète et qu'il n'y a, à prévision humaine, aucune possibilité de le reconstituer.

### **3 octobre 1979**

— *Les affaires de Chirac s'arrangent-elles à la mairie de Paris ?*

— Il a déjeuné hier avec Raymond Bourguin, l'un des principaux dirigeants du Centre national des Indépendants qui a passé avec le RPR une alliance très loyale et très étroite en 1977.

Or, il y a quelque temps, Chirac, sans avertir Bourguine, avait chargé un autre conseiller municipal d'une mission correspondant exactement à celle dont Bourguine porte la responsabilité en sa qualité d'adjoint. La réplique de Bourguine a été l'envoi d'une lettre très sèche à Chirac, accompagnant sa démission d'adjoint au maire de Paris. Chirac, comme il arrive souvent, n'avait pas mesuré la portée de la décision qu'il avait prise. Il a été très surpris et a essayé de faire revenir Bourguine sur sa décision. D'où son invitation à déjeuner hier à l'Hôtel de Ville. Il a, en la circonstance, déployé tous ses dons de séducteur, qui dans des cas de ce genre sont grands, mais n'a pas réussi à modifier la décision de Bourguine. Ils devraient se revoir...

Ce qui est plus intéressant, c'est le contenu de leur conversation. Chirac a assuré Bourguine que rien n'était changé dans sa stratégie. Il est toujours fondamentalement hostile à la politique de Giscard et de Barre. Il a même dit qu'il refuserait de voter le budget de 1980 si les améliorations très substantielles réclamées par le RPR n'y sont pas apportées. Bourguine m'a dit : « *Je croyais entendre parler Pierre Juillet ou Marie-France Garaud* ».

### **8 octobre 1979**

— *Où en sont les gaullistes de gauche ?*

— J'ai reçu Dechartre aujourd'hui. Il est maintenant le délégué général du RPR à l'action ouvrière et professionnelle. Jacques Chirac l'a aussi chargé de développer son Mouvement socialiste pour la participation. Il se trouve être devenu, dans l'ordre hiérarchique, le numéro trois du RPR.

Le but de Chirac est évidemment, par l'intermédiaire des deux organismes que Dechartre dirige, d'assurer un meilleur contact avec les milieux ouvriers et avec la gauche non-inféodée aux partis de gauche.

Dechartre m'a signalé une diminution du courant d'adhésions au RPR. Il est aussi revenu aux questions qui sont constantes à propos de Chirac : pourra-t-il réussir à donner de lui-même une meilleure image ? Surtout, est-il capable d'avoir des idées ? En définitive, quelle que soit leur position à l'intérieur ou à l'extérieur du RPR, les gaullistes se demandent toujours si Chirac pourra s'affirmer comme un chef indiscuté de leur mouvement.

31 octobre 1979

— *On aura tout vu! C'est maintenant le socialiste Pontillon qui détaille dans Le Monde les positions de Jacques Chirac!*

— La rencontre entre Pontillon, Jacques Fauvet et Chirac s'explique de la manière la plus simple. Lors de la réception du président portugais donnée à l'ambassade de son pays, Fauvet conversait avec Pontillon quand Chirac est arrivé. C'est là qu'il a fait à Pontillon les déclarations que celui-ci a rapportées dans *Le Monde*.

Peut-on croire ce qu'a dit Pontillon? Certainement. Pontillon en a fait part à Georges Broussine, qui est un de ses vieux compagnons de résistance avec lequel il est resté très lié et auprès de qui il n'avait aucune raison d'inventer des propos de ce genre.

Pourquoi Chirac a-t-il fait ces déclarations? Pour le comprendre, il faut connaître le caractère de Chirac, qui agit par impulsions et qui, trouvant Pontillon sur son passage et étant à ce moment-là préoccupé par des manœuvres politiques à opérer en direction des socialistes, a trouvé commode de se confier à quelqu'un comme Pontillon, qu'il connaît et qui était en quelque sorte le premier responsable socialiste important qui lui tombait sous la main. On peut trouver cette méthode enfantine ou imprudente, mais le caractère de Chirac est ce qu'il est, avec ses qualités et ses défauts.

Le choix de Pontillon correspond-il à autre chose? Sans doute Chirac n'ignore-t-il pas que Pontillon occupe au Parti socialiste une position assez centriste, qu'il est bien avec Mitterrand, Mauroy et Rocard, pour des raisons très différentes et dont le détail importe peu. Je suis d'ailleurs persuadé que si, au lieu de Pontillon, Chirac avait rencontré Rocard ou Mauroy, il aurait parfaitement pu avoir avec eux le même type de conversation. Quant au rapprochement avec les socialistes auquel Chirac pense ainsi, il est conçu par lui moins sur le plan de la grande politique que sur celui d'une manœuvre tactique, pour prendre avantage sur Giscard et les giscardiens. Mon opinion personnelle est que c'est une manœuvre assez puéride.

Le fait qu'en l'occurrence, Pontillon soit plus près de Mitterrand ou de Mauroy n'a strictement aucune importance. La vérité est que Pontillon, qui a été l'un des plus proches collaborateurs de Guy Mollet,

qui a même accepté en son temps d'épouser la maîtresse de celui-ci et de vivre avec elle, est un vieux militant de la SFIO. Il a forcément avec Mauroy d'excellentes relations, mais il a également accompagné Mitterrand dans la reconstruction du Parti socialiste, ce qui explique qu'il soit resté à la tête de la section internationale du parti. Il a d'ailleurs accompli pour Mitterrand de nombreuses missions à l'étranger.

C'est là où Chirac a montré sa méconnaissance des vrais courants du Parti socialiste. Car s'il y a quelqu'un qui est loin des conceptions de la politique extérieure gaulliste que Chirac déclare vouloir suivre, c'est bien Pontillon, qui a gardé les convictions du socialiste molletiste qu'il a toujours été : partisan de l'alliance atlantique, de l'armée européenne, de l'intégration de l'Europe et de la supranationalité, et en permanence très méfiant à l'égard de l'URSS.

### 19 novembre 1979

— *Plus personne ne doute que Marie-France Garaud et Pierre Juillet ont cette fois définitivement rompu avec Chirac*

— Quoi qu'elle dise, Marie-France Garaud continue à s'intéresser de près aux affaires politiques. Elle constate partout un laisser-aller grandissant. Elle se sent en plein accord avec l'analyse parue dans le supplément de samedi du *Matin*, selon laquelle ceux qui prétendent représenter le gaullisme ne le représentent pas, ou très peu.

Elle se montre sévère sur le fond et sur l'orientation actuelle du RPR, dont elle estime qu'il se maintient sur des positions qui ne sont ni pour ni contre le gouvernement et qui ne conduisent à rien, sinon à renforcer le président de la République. Revenant sur le passé, elle m'a rappelé les efforts qu'elle-même et Pierre Juillet avaient accomplis pour donner à Chirac une figure nationale et elle a ajouté, peut-être pour la première fois : « *Je crois que nous l'avons trop gonflé* ». Son âpreté de jugement est telle qu'elle dit que finalement, il ne vaut pas mieux que Chaban – ce qui, quand on connaît la sévérité qu'elle affiche à l'encontre de ce dernier depuis dix ans, en dit long sur la profondeur de la nouvelle rupture survenue entre elle et Pierre Juillet d'une part, et Chirac de l'autre. Cela apporte un cinglant démenti à ceux qui prétendent que leur séparation serait une sorte de mise en scène.

Poursuivant son analyse, elle m'a dit qu'au fond, quand Chirac expliquait que sa seule critique à l'adresse de la politique giscardienne reposait sur une conception différente de la gestion de la société, cela traduisait bien ce fait fondamental que Giscard et Chirac, c'est la même chose. D'ailleurs, a-t-elle ajouté, « *vous vous souvenez à quel point Chirac admirait Giscard quand il était Premier ministre* ». Elle a terminé son analyse en disant : « *Ce qui les sépare, c'est seulement l'ambition personnelle, l'un se croyant plus qualifié que l'autre pour gérer la société telle qu'elle est* ».

Enfin, elle m'a indiqué que Pierre Juillet avait commencé la rédaction de ses Mémoires. Comme il a été mêlé à tout depuis 1947, il a, lui aussi, beaucoup de choses à dire, en particulier sur toute la période Pompidou-Giscard d'Estaing. Mais elle a ajouté que, comme il avait l'intention de tout dire, sans rien cacher, il écrivait des Mémoires qui seraient déposés à la Bibliothèque nationale et ne seraient publiés que dans de nombreuses années. Il pense ainsi qu'il lui est plus facile de tout écrire, car une publication faite à chaud pourrait se montrer préjudiciable aux intérêts nationaux.

Ce qui m'a le plus surpris dans cette confiance, c'est que Marie-France Garaud m'a révélé que Pierre Juillet, examinant à froid la politique de la V<sup>e</sup> République, était arrivé à la conclusion que la dégradation très accentuée d'aujourd'hui avait commencé sous Pompidou et que ce dernier en était peut-être le lointain responsable. Quand on sait que Juillet parle rarement à la légère et qu'il a été de 1962 à 1974 le plus proche de Pompidou, il serait intéressant de connaître les raisons qui motivent son jugement, même si ce jugement apparaissait discutable.

**18 décembre 1979**

— *Jacques Chirac est-il assez populaire pour qu'on envisage sa candidature à la présidence de la République ?*

— Yvan Blot, le directeur du cabinet de Bernard Pons, m'a dit que chaque jeudi, Jérôme Monod, le secrétaire général du RPR, réunissait plusieurs dirigeants de l'appareil du parti, sur instruction de Chirac, pour étudier comment on pourrait, en vue de l'élection présidentielle,

améliorer son image auprès de l'électorat de la majorité. Les premières réunions tenues à cet égard ont montré que Bernard Pons, Devaquet et d'autres pensaient qu'on ne disposait pas d'un temps suffisant pour redresser son image d'ici à 1981.

Il se produit d'ailleurs dans leurs relations avec Chirac les mêmes difficultés que précédemment avec ses anciens collaborateurs. À l'Hôtel de Ville, sa présence est peut-être un peu plus fréquente, mais au RPR, on continue à le voir très peu. Et dans la mesure où on le voit, il passe son temps moins à s'occuper des affaires du parti qu'à recevoir des personnalités diverses, réceptions dont ses collaborateurs se demandent si elles sont véritablement utiles.

## 28 décembre 1979

— *Que se passe-t-il maintenant au RPR?*

— J'ai revu Yvan Blot. Il m'a confirmé la crise de recrutement signalée par Philippe Dechartre. Il a été frappé, lors des réunions consacrées à ce sujet à la direction du mouvement, par le fait que les propos concernant Chirac deviennent de plus en plus soit critiques, soit ironiques. Certains vont jusqu'à demander : « *Quelle intervention inutile va-t-il bien faire aujourd'hui?* ». Même Jacques Toubon, secrétaire général adjoint et l'un de ses plus anciens et fidèles lieutenants, se livre à son encontre à des critiques acerbes, ce qui est nouveau.

Au siège du RPR, l'atmosphère n'est pas bonne et les relations avec les collaborateurs de Chirac à l'Hôtel de Ville sont tendues. On reproche notamment à ceux-ci d'être d'extrême-droite et de faire tenir à Chirac un langage ne convenant en rien à la base du RPR, demeurée très gaulliste.

Contrairement à ce que Blot croyait voilà encore un mois, il constate que le groupe parlementaire est de plus en plus résolu à cesser de combattre systématiquement le gouvernement. Chirac lui-même semble vouloir ne plus penser qu'à l'élection présidentielle et préférer attaquer les grands aspects de la politique giscardienne plutôt que de livrer bataille contre Raymond Barre. Si c'est vrai, cela écarte le danger d'une crise provoquée par le RPR, mais rend de plus en plus difficiles les relations avec le président.

On peut noter au passage qu'en agissant ainsi, Chirac applique la tactique préconisée par Pierre Juillet et Marie-France Garaud avant leur départ, ce qui n'est pas le moindre paradoxe de la situation politique actuelle.

### **30 décembre 1979**

— *Ne deviez-vous pas revoir Philippe Dechartre ?*

— Je l'ai rencontré. Il m'a répété que les sections du RPR se vident peu à peu, mais que son propre Mouvement pour la participation marche bien. Pour lui, le problème demeure Chirac, dont il se demande toujours s'il est vraiment capable de diriger un mouvement politique et si ses défauts de caractère ne sont pas supérieurs à ses qualités de combattant politique. Très désabusé, Philippe Dechartre reste auprès de Chirac par loyauté, mais sans illusion.

*Les relations de Georges Albertini avec Jacques Chirac s'espacèrent, puis s'interrompirent lors de l'élection présidentielle de 1981, quand Albertini apprit la consigne à peine dissimulée donnée par la direction du RPR de faire battre Valéry Giscard d'Estaing en votant pour François Mitterrand.*



## CHAPITRE VIII

### EDGAR FAURE D'UNE RÉPUBLIQUE À L'AUTRE

*En 1955, par l'intermédiaire du préfet Francis Raoul, Georges Albertini entra en relation avec Edgar Faure, alors président du Conseil. Il noua ensuite avec lui d'étroits rapports dont Edgar Faure se félicita dans ses Mémoires.*

#### 4 octobre 1956

— *Que sait-on sur le voyage d'Edgar Faure à Moscou ?*

— Il m'a donné de premières indications sur ce voyage au cours d'une conversation récente, en me promettant d'avoir prochainement un plus long entretien à ce sujet.

Il a été impressionné par une déclaration du maréchal Joukov, qui lui a dit les craintes que lui inspirait le renforcement de la puissance chinoise, ajoutant : « *Nous devenons bien petits vis-à-vis de l'Asie* ».

Au cours d'un entretien avec Boulganine et Khrouchtchev, ceux-ci lui ont à peu près dit clairement qu'ils n'avaient pas été informés par Nasser de sa décision de nationaliser le canal de Suez. Ils étaient visiblement gênés par cette affaire et souhaitaient non moins visiblement un arrangement à l'amiable. Ils se sont livrés à une vive attaque des politiques française et britannique, mais Edgar Faure leur a répondu : « *Quoi qu'on pense de cette politique, il est impossible de croire que la France et la Grande-Bretagne accepteront de perdre la face* ». Ils en sont convenus et n'ont pas paru opposés à la recherche d'un compromis. Edgar Faure croit avoir compris qu'ils avaient conseillé à Nasser de se rendre à Londres.

S'agissant des affaires musulmanes en URSS, Edgar Faure persiste dans sa conviction qu'en laïcisant les pays musulmans de l'URSS, les Soviétiques se sont mieux tirés d'affaire que les Occidentaux dans leurs relations avec l'Islam.

Il a profité de cette occasion pour me manifester son désaccord total avec la politique du gouvernement dans l'affaire de Suez, disant qu'à 10 000 kilomètres, les agitations occidentales pour Suez paraissaient ridicules – propos qu'il a tenus à moi-même et non aux Soviétiques, bien entendu.

Il a parlé avec les dirigeants soviétiques de la dissolution éventuelle du Parti communiste français, avançant que de bonnes raisons militaient en faveur de cette dissolution. Les dirigeants soviétiques s'y sont opposés au nom de la démocratie. Edgar Faure a répliqué : « *Tolèrez-vous en URSS un parti démocrate-chrétien ?* ». Les Soviétiques ont répondu : « *Mais avons-nous quelqu'un qui voudrait adhérer à ce parti ? S'il existait chez nous des démocrates-chrétiens, nous les autoriserions à former un parti, mais il n'y en a pas* ». Edgar Faure en a conclu fort sagement que la discussion était impossible avec les dirigeants soviétiques.

Il a été très frappé par les analogies existant entre les méthodes de gouvernement du Parti radical dirigé par Mendès France et celles qui ont cours à l'intérieur du Parti bolchevik. Il en a tiré la conclusion très résolue que Mendès France était une sorte de bolchevik qui chercherait à bolcheviser le Parti radical. C'est probablement le résultat le plus utile de son voyage en URSS.

Tout en ayant été impressionné par les réalisations matérielles du régime, il est visible que son libéralisme et son scepticisme ont été profondément heurtés par le caporalisme soviétique.

## 16 juillet 1957

— *Quelles impressions Edgar Faure retire-t-il de son voyage en Chine communiste ?*

— Il est revenu de Chine persuadé que le capitalisme est le régime qui convient aux pays évolués et le communisme, aux non-évolués. « *Si j'étais Russe, dit-il, je ne serais pas communiste, car les Russes pourraient très bien vivre sous un régime qui ne le serait pas. Mais si j'étais Chinois, peut-être ne serais-je pas communiste, mais j'accepterais le régime et je travaillerais de bon cœur avec lui* ». Sur la nécessité du régime communiste en Chine, il cite volontiers l'opinion de

milieux anticommunistes de Hong-Kong et de Shanghai, qui selon lui conviendraient eux-mêmes que la mise en valeur de la Chine exige une dictature, sans quoi elle retomberait dans l'anarchie. À l'objection que je lui ai faite que la privation de liberté était quand même une chose insupportable, Edgar Faure a répondu que la misère régnant en Chine était telle que la liberté n'intéressait pratiquement personne.

Il a remarqué que les dirigeants de Pékin ont laissé subsister des parts de capitalisme en divers points et qu'ils ont accordé une certaine place aux capitalistes, devenus des directeurs. Il mettra cela en évidence dans une étude qu'il prépare sur la Chine. Il a constaté que dans chaque usine, se trouvait un directeur d'Etat, sorte de commissaire politique, assis dans le même bureau que le directeur technique, qui était en général l'ancien propriétaire.

S'agissant des salaires, ils sont toujours très bas. Ils n'ont pas été augmentés et ont même diminué. Mais il n'a pas pu obtenir des dirigeants du régime d'explications détaillées à cet égard et il ajoute qu'ils sont tous très menteurs, cherchant plus souvent à tromper l'interlocuteur qu'à le renseigner.

De l'URSS, ils parlent peu. Ils ne s'en considèrent pas comme des satellites et n'ont aucune raison de rompre avec elle. L'opinion d'Edgar Faure est qu'ils ne sont pas plus accommodants que les Soviétiques, que dans les négociations de fond ils seraient peut-être plus intransigeants qu'eux et qu'en tout cas, ils seront encore communistes quand les Russes ne le seront plus.

Il est intéressant de noter qu'un homme aussi libéral qu'Edgar Faure s'inscrive en faux contre les affirmations de ceux qui prétendent que la Chine peut songer à rompre avec l'URSS.

Sur la question de la reconnaissance du régime communiste, il dit que les dirigeants de Pékin ne veulent pas que la France reconnaisse la Chine populaire. En effet, ils savent que cela laisserait subsister la reconnaissance de Taïwan. Or, ils ne veulent à aucun prix donner l'apparence de reconnaître qu'il y ait deux Chines. Dans ces conditions, ils préfèrent attendre plus longtemps pour obtenir simultanément la reconnaissance de la Chine communiste et l'abandon de la Chine nationaliste.

D'après lui, les communistes chinois veulent surtout siéger au Conseil de sécurité. C'est ce qui les intéresse avant tout, beaucoup plus que les facteurs juridiques. Tout geste qui ne leur donne pas cela leur paraît insignifiant. En revanche, ils ont dit à Edgar Faure qu'ils étaient très intéressés par le développement des relations économiques et culturelles et il va faire campagne activement dans ce sens. Son idée est que chaque fois qu'il y a détente et contact entre l'Est et l'Ouest, c'est l'Est qui est battu, car les idées de l'Ouest s'infiltrent d'une manière victorieuse. Il a employé cette image : « *C'est le courant d'air dans le réfrigérateur* ». Il faut donc, selon lui, à tout prix multiplier les contacts économiques et culturels. Sa remarque s'applique non seulement à la Chine communiste, mais à tout le monde soviétique.

Edgar Faure a en outre été très frappé par les qualités personnelles de Mao Tsé-Toung et Chou En-Lai. Il dit qu'ils lui sont apparus comme des hommes d'Etat non-grisés par le pouvoir, très calmes, très réalistes et très patients. Il les croit aussi très convaincus de leur idéologie communiste. Beaucoup plus, selon lui, que les Soviétiques avec lesquels il a négocié en 1955.

## **6 décembre 1957**

— *Vous deviez rencontrer à nouveau Edgar Faure.*

— Nous avons eu tous les deux une longue conversation au cours de laquelle il m'a livré d'intéressantes informations.

Il a reçu voici quelques jours la visite de Vinogradov, l'ambassadeur de l'URSS à Paris. Celui-ci a vivement attaqué Bourguiba et indiqué que Moscou lui était très hostile. De toute évidence, l'URSS est mécontente de voir Bourguiba se tourner plus nettement vers l'Occident.

Edgar Faure est très opposé à Mendès France, car il pense que son attitude excessive dans l'affaire algérienne retarde une solution libérale au lieu de la faire avancer.

Il m'a aussi expliqué les raisons complexes de son rapprochement avec François Mitterrand, la principale étant son désir de sortir de son isolement politique.

Il continue à ne pas percevoir les véritables objectifs de la stratégie soviétique, en particulier en Afrique. Mais il pêche plus par légèreté

que par désir de favoriser leurs manœuvres. Il est évident qu'il ne se rend pas compte que l'URSS cherche à conquérir l'Afrique et je crains qu'il n'écrive des choses regrettables à ce sujet, malgré mes efforts pour l'en empêcher. Il m'a demandé de revenir le voir plus souvent et je le ferai pour essayer de l'éclairer sur ce point. Il m'a dit qu'il lisait notre revue *Est & Ouest* avec intérêt.

### **Ministre de l'Agriculture**

*Le 8 janvier 1966, Edgar Faure entra au gouvernement et se vit confier le ministère de l'Agriculture.*

**15 mars 1966**

— *Que fait Edgar Faure en ce moment, en dehors de ses activités de ministre de l'Agriculture ?*

— Je l'ai vu samedi, il étudie avec Roger Duchet, Michel Junot, Vincent Brugère et quelques autres l'idée de former son propre groupe politique. Il a pris à son cabinet un professeur qui enseigne à l'Institut des sciences politiques de Lyon, un certain Calet, pour s'occuper de ses liaisons politiques. Je le rencontrerai.

Edgar Faure explique que les rapports Duchet-Giscard sont mauvais et Jacques Duhamel lui a dit que le projet centriste de Lecanuet allait mal.

Il a longuement parlé avec De Gaulle de la négociation agricole de Bruxelles. Il estime que Couve de Murville négocie de façon trop rigide et il a obtenu du général un accord pour présenter diverses propositions qui pourraient faire progresser la négociation. Il a la conviction qu'il va y parvenir. Son idée consiste à accepter une solution en deux étapes. Il entretient de bonnes relations avec les Allemands, qu'il pense amener à ses vues par une négociation spéciale et amicale. En ce qui concerne l'OTAN, il explique que le général se montrera intransigeant sur l'affaire de la souveraineté et sur le rejet de l'intégration, mais qu'il ne veut ni rompre avec les Etats-Unis, ni opérer un renversement d'alliance. « *De toute façon, si nous obtenons un succès européen, a conclu Edgar Faure, c'est ce qui comptera pour l'avenir* ».

**5 avril 1966**

— *Comment un homme de la IV<sup>e</sup> République comme Edgar Faure peut-il s'accommoder de la V<sup>e</sup> ?*

— Jeudi dernier, j'ai participé à la réunion d'un certain nombre de ses amis politiques au ministère de l'Agriculture. Il y avait là une vingtaine de personnes, parmi lesquelles Roger Duchet, Bernard Lafay, Joseph Lanet, le sénateur de la Corse Jean-Paul de Rocca-Serra, les anciens députés radicaux Pierre Naudet et Maurice Rolland, Georges Monnet, ancien ministre de Léon Blum en 1936...<sup>159</sup>. Edgar Faure a exposé le but de la réunion : tenter de constituer à gauche de l'UNR et sur des positions de centre-gauche, un groupe qui s'efforcerait d'avoir des idées et qui, tout en acceptant les institutions de la V<sup>e</sup> République, ainsi que les orientations d'ensemble de la politique gaulliste, tenterait de donner au régime un tour plus libéral, plus parlementaire, plus favorable aux institutions européennes. Personnellement, Edgar Faure reste, en outre, très attaché à la politique de De Gaulle de rapprochement avec les pays de l'Est et de dégagement de l'Alliance atlantique.

Une discussion a eu lieu pendant une demi-heure. La principale personne à y prendre part fut Roger Duchet, qui s'efforça d'atténuer les positions d'Edgar Faure, notamment vis-à-vis de l'OTAN.

L'atmosphère qui présidait à la réunion était assez typique de la IV<sup>e</sup> République. Les préoccupations électorales comptaient pour beaucoup chez la plupart des présents et il est évident que se regroupant autour d'Edgar Faure, ils pensaient davantage à des possibilités d'élection qu'à un ralliement sincère et définitif à la V<sup>e</sup> République.

**27 avril 1966**

— *La constitution d'un groupe des gaullistes de gauche que Pompidou a demandé à Edgar Faure de former ne semble pas prendre corps.*

— Au cours d'une longue conversation, nous avons étudié la situation politique telle qu'il la perçoit. Je lui ai indiqué que s'il ne voulait

---

<sup>159</sup> – Député socialiste SFIO avant la guerre, Georges Monnet en avait été exclu peu après la Libération pour s'être abstenu lors du vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940.

pas rencontrer trop de difficultés avec l'actuelle majorité, il fallait qu'il prenne garde de ne pas amener derrière lui trop d'éléments marqués à l'excès par les luttes politiques d'autrefois et susceptibles d'être aisément critiqués.

Dans une certaine mesure, ses positions sont proches de celles de Giscard et de Lecanuet quant à l'évolution intérieure du régime, il n'est donc nullement fermé à des rapprochements dans ces deux directions. Ce qui complique l'affaire avec Lecanuet, c'est que dans l'ensemble, Edgar Faure approuve aussi les orientations générales de la politique extérieure de De Gaulle.

Il m'a dit être mécontent du comportement de certains éléments du gouvernement et de la majorité, comme Pisani et Joxe, qui cherchent à organiser une espèce de centre-gauche à l'intérieur de la majorité. *« Je demanderai à Pompidou, dit-il, lequel de nous trois il considère comme étant le responsable de ce centre-gauche à constituer au sein de la majorité. Si l'on ne veut pas me reconnaître ce rôle, j'en tirerai les conséquences ».*

En ce qui concerne la politique agricole, il m'a répété que De Gaulle lui avait laissé une grande liberté de manœuvre dans la négociation de Bruxelles. Il pense bien s'en servir malgré l'incompréhension de certains services de son ministère, qu'il trouve trop rigides en matière d'égoïsme national.

Au cours de la conversation, Edgar Faure a reçu l'un de ses jeunes collaborateurs qui l'aide à tenir son cabinet d'avocat pendant qu'il est ministre. Il partait pour Cuba en passant, bien entendu, par Moscou à cause des liaisons aériennes. Il semble très à gauche et a demandé au ministre s'il devait transmettre de sa part un message à Fidel Castro. *« Gardez-vous en bien, a répondu Edgar Faure, pour cent raisons ».*

— *La position d'Edgar Faure est-elle solide au sein de la majorité ?*

— Jacques Baumel, qui revenait de la réunion de l'Union interparlementaire tenue en Australie, m'a expliqué que le désir d'Edgar Faure d'entraîner dans son sillage nombre d'éléments de la IV<sup>e</sup> République était mal pris par la direction de l'UNR. Baumel pense que si pour les prochaines élections, Edgar Faure propose de tels candidats à la commission politique de la majorité, celle-ci les repous-

sera, ce qui risque de créer des difficultés politiques sérieuses à la fin de l'année et de diminuer le crédit d'Edgar Faure.

### **29 avril 1966**

— *Il se dit de plus en plus qu'Edgar Faure rencontre des obstacles pour constituer sa formation politique.*

— Roger Duchet, qui a choisi de l'épauler, est en opposition sinon avec lui, du moins avec certains de ses amis sur deux points. D'une part, il ne considère pas qu'il faille systématiquement rechercher des personnalités de la IV<sup>e</sup> République, elles sont usées et n'inspirent plus guère confiance à l'opinion. D'autre part, il estime qu'Edgar Faure a tendance à prendre des contacts avec des personnalités du type de Bernard Lafay qui sont très antigauillistes. Il craint que cela ne provoque des difficultés sérieuses avec l'UNR et avec le général lui-même, et ne lui porte préjudice. Duchet l'a dit non seulement à Edgar Faure d'une façon voilée, mais sur un ton plus catégorique à Calet, son principal collaborateur.

### **1<sup>er</sup> juin 1966**

— *La prestation d'Edgar Faure à la télévision a été plutôt bonne.*

— Nous avons eu, Roger Duchet et moi, deux conversations avec lui pour préparer son face à face à la télévision. Nous voulions lui souligner qu'étant donné ses fonctions politiques d'autrefois et celles qu'il peut être conduit à remplir dans l'avenir, il serait maladroit pour lui d'apparaître comme chef du parti antiaméricain avec De Gaulle : sous diverses influences, il a en effet maintenant adopté une attitude anti-atlantique assez caractérisée. Cela provient sans doute du fait qu'il s'est engagé à fond dans la politique asiatique du général, tant vis-à-vis de la Chine que du Vietnam, ce qui le conduit obligatoirement à des jugements sévères sur la politique américaine.

D'abord réservé devant nos observations, il a fini par comprendre qu'en effet, il lui serait plus utile, pour ménager l'avenir, de se montrer discret à ce sujet. D'où, lors de l'émission, sa référence explicite à la nécessité de maintenir la France dans l'alliance atlantique.



Nous lui avons aussi conseillé de manifester une extrême loyauté vis-à-vis du général De Gaulle et du gouvernement, même si, sur divers points, sa position est plus nuancée et dans l'ensemble plus libérale. C'est ce qu'il a fait, en réussissant cette difficile acrobatie d'être à la fois parfaitement loyal et parfaitement libre vis-à-vis du régime.

#### **7 juin 1966**

— *Vous deviez revoir Edgar Faure.*

— J'ai passé une partie de l'après-midi de samedi avec lui dans sa nouvelle propriété de Boissy-de-la-Bertrand, près de Melun. Nous avons parlé des enseignements à tirer de son face à face, dont il était très content. Il a tenu à me dire que j'avais eu raison de le mettre en garde contre des déclarations critiques à l'encontre des Etats-Unis.

Il a eu l'occasion de formuler des jugements assez sévères sur nombre de dirigeants du gaullisme, ainsi que sur Giscard d'Estaing. Mais il est visible que ses relations tant avec Pompidou qu'avec De Gaulle sont excellentes.

#### **4 juillet 1966**

— *Que fait Edgar Faure au ministère de l'Agriculture ?*

— Je l'ai rencontré samedi. Il m'a informé qu'il avait reçu une invitation du ministre soviétique de l'Agriculture, qui souhaite qu'il vienne en visite officielle en URSS pour étudier les problèmes agricoles.

Edgar Faure, n'a pas encore pris de décision. Il va en tout cas consulter le général De Gaulle pour connaître sa position à ce sujet.

#### **11 juillet 1966**

— *Il paraît qu'en privé, Edgar Faure ne décolère pas contre les Etats-Unis.*

— J'ai déjeuné jeudi avec lui et Maynial, le président de la banque Worms, ainsi que Jean Taittinger, le député-maire de Reims, et aussi Guy Taittinger, le président des magasins du Louvre et responsable de tout le secteur hôtelier contrôlé par Worms. Des explications d'Edgar Faure, il est en effet résulté qu'il est très violemment opposé

à la politique américaine au Vietnam. « *Les Américains, a-t-il dit, sont comme Hitler, saisis du vertige de la puissance. Ils commettent un génocide au Vietnam. Mac Namara, c'est Goering* », etc... Des propos aussi violents dans sa bouche sont rares, ils montrent à quel point le gouvernement et l'Élysée sont hostiles à la politique américaine au Vietnam. Edgar Faure a ajouté que l'hostilité chinoise aux États-Unis venait de ce que ceux-ci encerclaient la Chine avec leurs bases militaires. Il s'est montré très favorable à la construction de l'Europe économique, et même politique, mais veut une Europe sans les Américains. Il a critiqué de nombreux aspects de leur politique économique et financière.

Très décidé à n'entretenir aucun contact avec le Parti communiste, qu'il considère comme devant être combattu systématiquement, il explique toutefois que dans le monde de 1966, la grande distinction à faire n'est plus entre pays communistes et non-communistes, mais entre pays industrialisés et riches d'une part, non-industrialisés et pauvres de l'autre.

## **22 septembre 1966**

— *Pour les prochaines élections législatives, on parle d'une candidature Edgar Faure à Lyon.*

— Peu avant les vacances, Georges Pompidou avait confié à l'ancien ministre Marc Jacquet une mission d'information politique à Lyon qui est à l'origine de cette rumeur. Le maire, Louis Pradel, avait déclaré à Jacquet qu'il était prêt à soutenir les candidats du gouvernement, mais à condition qu'il y ait parmi eux un ministre. Il pensait à Louis Joxe, qui a des attaches lyonnaises.

Marc Jacquet a répété ces propos à Pompidou et à Baumel, qui ont eu l'idée de présenter Edgar Faure. Leur argument était que cela résoudrait le problème électoral d'Edgar Faure et lui donnerait une position importante dans le Sud-Est, pour le plus grand profit de la majorité qui éprouve des difficultés à s'y implanter. J'ai donc transmis cette proposition à Edgar Faure, qui l'a accueillie avec une certaine réserve.

En août, Pradel a demandé à voir Roger Duchet, qui est revenu spécialement des Îles Baléares pour cette entrevue. Pradel a exposé

à Duchet qu'il était lui-même très partisan d'une candidature Edgar Faure et qu'il lui paraissait possible de le faire élire, ainsi que Louis Joxe, lui-même se jetant à fond dans la bataille. Selon Duchet, l'argument principal de Pradel est que, si Lyon compte deux ministres comme députés, la ville recevra de considérables crédits d'équipement, ce qui aura aussi pour conséquence de beaucoup consolider sa position personnelle.

Duchet a rendu compte de ces conversations à Edgar Faure et à Baumel, mais Edgar Faure ne semble toujours pas vouloir se présenter à Lyon. Seul Joxe, pour le moment, est donc candidat.

En ce qui concerne Edgar Faure, sa situation électorale est difficile. Tout compte fait, il ne veut pas être candidat dans un autre département que le sien, le Jura. Or, il ne peut pas se présenter contre son ancien collaborateur Jacques Duhamel et il ne lui est pas facile d'affronter à Lons-le-Saunier le député sortant Louis Jaillon. Tout cela est encore en discussion.

\*  
\*   \*   \*

### **15 janvier 1968**

— *Il y aurait de plus en plus de tirage entre le Premier ministre et le ministre des Finances.*

— Edgar Faure m'a confirmé vendredi, que Pompidou est partisan d'une relance économique face à Michel Debré qui, pour sa part, se montre plus orthodoxe. Le départ de Debré deviendrait alors possible et Edgar Faure serait candidat à sa succession, compte tenu de ses nombreux appuis dans le monde économique et financier. Beaucoup de gaullistes le soutiendraient aussi, car ils pensent qu'il aurait des « trucs » pour aplanir les difficultés. Mais le général n'a rien dit et Pompidou, qui sait Edgar Faure compétent dans ce domaine, se montrerait jaloux d'un succès éventuel d'Edgar Faure.

Celui-ci surveille le secteur sans bouger. En politique extérieure, il approuve tout à fait De Gaulle, qu'il admire de plus en plus. Ses relations avec Giscard sont « excellentes et glaciales », dit-il. Avec

Duhamel, il est en bons termes, sans plus. Il se montre très sceptique sur toutes les possibilités d'union de la gauche. Seul à gauche, pour lui, Pierre Mendès France serait digne de gouverner.

*Après les événements de mai 1968 et les élections législatives de juin gagnées haut la main par les gaullistes, De Gaulle remplaça Pompidou par Couve de Murville à l'hôtel de Matignon et Edgar Faure passa du ministère de l'Agriculture à celui de l'Éducation nationale.*

### **19 septembre 1968**

— *Où en est la réforme de l'enseignement qu'Edgar Faure doit mettre en œuvre ?*

— Jacques Baumel m'a informé que lors de son audition par le groupe UDR de l'Assemblée nationale, Edgar Faure, à la suite d'un exposé magistral, a rallié à son point de vue la plupart des parlementaires.

L'opinion de Baumel est qu'Edgar Faure, porté par les circonstances et fort d'une réussite jusque-là exceptionnelle, se poserait la question de savoir s'il ne pourrait pas être candidat à la présidence de la République. Baumel va jusqu'à dire: « *Dans l'avenir, le véritable concurrent de Pompidou sera non pas Giscard d'Estaing, mais Edgar Faure* ».

À mon avis, Edgar Faure n'est pas aussi conscient de ce phénomène que Baumel ne le croit.

### **14 octobre 1968**

— *L'étoile d'Edgar Faure semble continuer à briller.*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Roger Frey et Jacques Baumel. Nous avons longuement parlé de la réforme de l'Université et tous deux sont tombés d'accord pour considérer que la performance personnelle d'Edgar Faure était extraordinaire, que son crédit, même au sein de l'UDR, avait considérablement augmenté, mais que les problèmes de fond résultant de la politisation de l'Université n'étaient toujours pas réglés.

Ils se montrent aussi très préoccupés par la question de la réforme régionale. En effet, il semble que le général et le Premier ministre

s'orientent vers une organisation d'assemblées régionales élues au suffrage universel, sans toucher aux cadres traditionnels des communes et des départements, ce qui fait que la plupart des vieux notables hostiles au régime siègeraient en majorité dans ces nouvelles assemblées. Frey a calculé que sur vingt et une assemblées régionales élues dans ces conditions, quatorze tomberaient aux mains d'adversaires de la V<sup>e</sup> République. C'est encore plus grave pour la région parisienne, ce qui pourrait créer une situation politique dangereuse, car le Parlement régional de Paris régnerait sur une étendue territoriale équivalant à la Belgique par sa population.

La plupart des ministres sont hostiles, bien entendu, à cette formule, à commencer par Guichard. Mais le général se montre peu sensible à leurs objections et Couve n'est pas très intéressé par le problème. Pompidou, de son côté, est lui aussi contre, mais il ne sait que faire.

## **22 février 1969**

— *Les réformes d'Edgar Faure à l'Éducation nationale suscitent des critiques.*

— J'ai déjeuné hier avec lui et il m'en a parlé. Il estime que les problèmes se résolvent peu à peu. Il a été frappé par l'importance de la participation des étudiants aux élections et il croit qu'en dépit de très nombreux obstacles, il parviendra à son but. Il estime en tout cas qu'avec un peu d'adresse de la part du gouvernement, une explosion analogue à celle du mois de mai est désormais exclue, il se montre formel à ce sujet.

Il a exprimé d'assez dures critiques à l'encontre de Pompidou. Des critiques qui ne portent pas sur les qualités de l'ancien Premier ministre, qu'il reconnaît volontiers en disant qu'il est certainement l'homme politique du gaullisme le plus capable. Mais il lui reproche d'être parmi ceux qui ont critiqué le plus sévèrement sa réforme, ce qui, selon lui, s'explique par le fait qu'il est conservateur, notamment en matière d'enseignement, et aussi parce qu'il voit en lui, Edgar Faure, un rival pour la présidence de la République. Pompidou cherche en conséquence à le diminuer, sinon à le combattre.

Or, Edgar Faure m'a précisé qu'il serait prêt à s'entendre avec Pompidou pour l'élection présidentielle car, dit-il, « *c'est lui qui a les meilleures chances d'être élu et je serais disposé à faire équipe avec lui, lui étant candidat à la présidence et moi devenant son Premier ministre* ». Il a ajouté que si, au contraire, il se mettait en travers de la candidature Pompidou, il pourrait certainement le gêner beaucoup en soutenant tel ou tel autre, par exemple Couve de Murville, dont il a la conviction qu'il voudrait lui aussi se porter candidat à la présidence.

Ainsi se vérifie la fameuse prophétie du général De Gaulle à la fin d'une conférence de presse, il y a trois ou quatre ans: « *Pour ma succession, ce qui est à craindre, ce n'est pas le vide, mais le trop plein* ».

\*  
\*   \*   \*

*Élu président de la République le 15 juin 1969 après la démission de De Gaulle, Georges Pompidou nomma Jacques Chaban-Delmas Premier ministre, dans le gouvernement duquel Edgar Faure déclina une invitation à entrer.*

**27 mai 1970**

— *Que fait maintenant Edgar Faure ?*

— J'ai bavardé avec lui lundi. Il est un peu désenchanté car il se rend compte de la stabilité du gouvernement Chaban-Delmas, ce qui éloigne d'autant son propre retour aux affaires. Il ne m'a pas caché regretter amèrement son refus d'un ministère l'année dernière et m'a dit très clairement qu'en dehors d'une fonction ministérielle, il n'existait pas pour quelqu'un comme lui d'activité politique intéressante. On pourrait penser qu'il a une chance de remplacer bientôt Edmond Michelet aux Affaires culturelles, mais ce ne sera pas facile.

Ses relations avec les membres du gouvernement, notamment Chaban et Guichard, sont bonnes. Il juge leur travail de façon objective et croit comme moi qu'ils commettent le minimum d'erreurs, que par conséquent la position du gouvernement a plutôt tendance à se consolider.

Visiblement, Edgar Faure continue à être préoccupé par ses relations avec le président de la République. Au cours du déjeuner qu'ils ont pris ensemble il y a trois semaines environ, Pompidou semble lui avoir parlé très aimablement, mais sans grande manifestation de confiance. Edgar Faure se rend compte de cette réserve qui pèse sur leurs relations et il en comprend les conséquences, plutôt fâcheuses pour sa propre carrière.

Dans ces conditions, il me paraît avoir renoncé à prendre ses distances vis-à-vis de la majorité. Il comprend, au contraire, qu'il est de son intérêt de rester en aussi bons termes que possible avec elle, quitte à marquer, le cas échéant, certaines différences. Il fait donc chaque fois qu'il le peut, et n'y manque jamais, l'éloge de la pensée du général De Gaulle.

Sur le plan de la politique étrangère, j'ai été assez surpris, étant donné ses engagements antérieurs, de le voir adopter des positions quelque peu différentes de celles que j'attendais. Je croyais qu'il prendrait la défense de la Chine et du Nord-Vietnam. Tout au contraire, il a manifesté une certaine désapprobation des déclarations de Mao, de l'intransigeance des Nord-Vietnamiens dans la négociation et de l'engagement de Sihanouk au côté de Pékin. En outre, il a parlé d'une façon très sévère d'Israël, alors que voilà peu, il se montrait assez nettement favorable à la politique israélienne. Cette évolution est d'autant plus notable qu'il a épousé une femme qui appartient à l'une des plus grandes familles israélites de France.

## 10 décembre 1970

— *On parle maintenant d'un prochain remaniement ministériel.*

— J'ai eu avec Edgar Faure une longue conversation qui a porté presque en entier sur ce sujet, qui l'intéresse évidemment beaucoup.

Il s'est entretenu dernièrement avec Chaban-Delmas, qui lui a dit être prêt à lui confier le portefeuille des Affaires culturelles, sans autorité sur l'ORTF toutefois. Or, il se heurtait là à diverses difficultés dont il n'a pas voulu lui donner le détail, signalant seulement qu'elles tournaient autour de la nomination possible de Jacques Duhamel aux Affaires culturelles, à cause de son état de santé.

Edgar Faure est allé parler de cette conversation à l'avocat Jean Michard-Pélissier, ami intime et conseiller politique de Chaban-

Delmas. Il lui a dit qu'il était tout à fait d'accord pour prendre les Affaires culturelles et qu'il le priait de le répéter à Chaban-Delmas.

Il est aussi allé rendre visite à Jacques Duhamel, son ancien directeur de cabinet et ancien élève en politique. Il pensait que celui-ci se désisterait devant lui pour le portefeuille des Affaires culturelles, mais il n'en a rien été. Duhamel lui a ouvertement précisé qu'étant donné son état de santé, il changerait volontiers son ministère pour celui des Affaires culturelles. Edgar Faure en a été très mécontent.

Il résulte de tout cela que le désir d'Edgar Faure de redevenir rapidement ministre, si possible aux Affaires culturelles, est très net. Il a pour cela toutes sortes de raisons qu'il m'a exposées en détail. Il serait également candidat aux Affaires étrangères et m'a aussi expliqué pourquoi. Je dois dire que les arguments qu'il invoque sont plutôt préoccupants. En effet, comme je lui suggérais qu'il vaudrait mieux pour lui devenir ministre des Finances, il m'a répondu : *« A aucun prix, car je serais obligé de pratiquer une politique libérale sur le plan économique et de droite sur le plan social. Cela porterait atteinte à mon image actuelle de philosophe de la gauche du gaullisme. Tandis que si j'étais ministre des Affaires étrangères, je pourrais entreprendre une politique de large ouverture avec l'URSS et la Chine, ce qui confirmerait mon image d'homme de gauche à l'intérieur de la majorité »*.

Je ne lui ai pas dit que personnellement, la justification de son désir me transformait instantanément en adversaire inconditionnel de sa nomination aux Affaires étrangères.

S'il n'était pas nommé ministre, il accepterait de présider la Commission internationale pour la réforme universitaire qui va être créée et dont la présidence lui a été offerte par René Maheu, le directeur général de l'Unesco.

### **23 décembre 1970**

— *Edgar Faure n'est toujours pas ministre.*

— J'ai déjeuné hier avec lui et Jacques Baumel, sur mon initiative, car il voulait profiter de la présence d'un ministre en exercice pour dire, à propos du président de la République et du Premier ministre, un certain nombre de choses à répéter.



Il est très mécontent de n'être pas ministre, de ne pas avoir été nommé aux Affaires culturelles en remplacement d'Edmond Michelet et il en retire une animosité assez vive à l'encontre de Pompidou et de Chaban-Delmas. D'autant plus qu'il ne comprend pas les raisons de l'hostilité ainsi manifestée à son égard. Étant donné son caractère très sensible, sa vanité et son désir d'être considéré, on peut craindre qu'il ne manifeste dans l'avenir quelque esprit de vengeance.

Il va se consacrer à des tâches de type intellectuel et organiser en février, à Antony, une réunion de ses amis politiques, dont une quarantaine de parlementaires, pour soumettre des idées à la majorité. Il en profitera certainement pour créer des problèmes, voire des difficultés au gouvernement, afin de bien faire comprendre qu'il y a plus d'inconvénients que d'avantages à le laisser en dehors du gouvernement.

Il prend aussi la présidence de la Commission internationale de réforme de l'enseignement créée par l'Unesco et doit y rédiger un rapport d'ensemble pour novembre 1971. Et il se propose de publier un livre sur les problèmes de l'enseignement, ce qui ne manquera pas de provoquer quelques heurts entre lui et le président de la République, qui a des idées tout à fait conservatrices en la matière.

Enfin, il continue à se présenter comme l'un des héritiers intellectuels de De Gaulle et il nous a fait lire une lettre que le général lui avait adressée fin 1969 ou début 1970, une lettre manuscrite longue de deux pages, très élogieuse pour lui et dans laquelle De Gaulle ne cachait pas à Edgar Faure combien il admirait son intelligence. Celui-ci a fait tirer une photocopie de la lettre et il la conserve dans son portefeuille pour la montrer autour de lui.

En définitive, on peut dire qu'en n'incluant pas Edgar Faure lors du prochain remaniement ministériel, le gouvernement se créerait certainement quelques problèmes.

## **27 janvier 1971**

— *Il semble qu'on n'envisage vraiment plus l'entrée d'Edgar Faure au gouvernement.*

— J'en ai parlé récemment avec Marie-France Garaud, qui veut absolument que j'organise un déjeuner pour le rencontrer. Je lui ai

expliqué que cela me paraissait difficile devant l'impossibilité de le faire recevoir par le président et du fait que lors du récent remaniement ministériel, rien n'avait été fait pour lui. Elle a sursauté : « *Mais, il doit bien savoir qu'il sera ministre au prochain remaniement !* ». Comme j'objectais que celui-ci n'interviendrait que dans plusieurs années, elle m'a répondu : « *Je n'en suis pas sûre du tout* ». Je crois pouvoir en conclure qu'il aura lieu avant longtemps.

Naturellement, on ne peut pas écarter l'idée qu'elle m'a tenu ces propos pour calmer la déception d'Edgar Faure. Il est également possible qu'ils contiennent une part de vérité. Dans ce cas, cela confirmerait que le président a bien l'intention de poursuivre peu à peu ses avancées telles qu'elles sont apparues à l'occasion du premier remaniement ministériel et de sa conférence de presse.

### **8 juillet 1971**

— *Vous deviez revoir Edgar Faure. Espère-t-il toujours entrer au gouvernement ?*

— J'ai déjeuné avec lui à l'Élysée en compagnie de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud. Ce déjeuner avait été précédé par une conversation que j'avais eue hier avec eux deux et qui était motivée par le mécontentement de l'Élysée après l'interview donnée par Edgar Faure à *L'Express* de cette semaine.

Avec beaucoup de liberté de parole, Edgar Faure y prenait diverses positions qui ont déplu à Juillet et probablement aussi à Pompidou. Parmi ces positions, des déclarations plus ou moins favorables aux communistes et d'autres qui paraissaient critiquer la notion de majorité présidentielle telle que la conçoit Pompidou. Enfin, s'en dégageait une atmosphère générale qui permettait de se demander si Edgar Faure n'était pas en train de préparer une organisation à l'intérieur de la majorité.

Connaissant bien Edgar Faure, je leur avais répondu que je n'attachais pas beaucoup d'importance à ce genre de texte, qu'il était incapable de résister à des questions posées par un journaliste astucieux et au plaisir de se montrer plus ou moins paradoxal. Je leur avais indiqué qu'avant le déjeuner, j'irais lui présenter un certain nombre

de remarques. Juillet m'avait dit que malheureusement, ses déclarations risquaient de compliquer ses rapports avec Pompidou et donc son éventuelle entrée au gouvernement.

Ce matin, je suis donc arrivé une demi-heure avant le déjeuner chez Edgar Faure et lui ai fait part, avec les nuances nécessaires, du mécontentement de Juillet. Il m'a répondu ce que j'imaginai, à savoir que cette interview était vieille de plus d'un mois, qu'il l'avait donnée au moment de la mort de sa mère, qu'il n'avait pas pu accorder de temps à sa relecture et qu'il se rendait bien compte, en effet, qu'elle avait été publiée à un moment particulièrement inopportun. Je lui ai demandé d'expliquer cela à ses interlocuteurs.

Le déjeuner s'est ensuite déroulé d'une manière très franche. Juillet et Marie-France Garaud se sont efforcés d'expliquer pourquoi les tentatives faites depuis 1969 pour qu'Edgar Faure soit ministre n'avaient pas abouti. Chacun est finalement convenu qu'il y avait des responsabilités au moins de trois côtés : d'Edgar Faure qui a souvent le tort de trop parler, de Chaban qui ne tient pas à ce qu'Edgar Faure, plus brillant que lui, entre au gouvernement, et aussi de Pompidou qui n'a jamais trouvé le temps nécessaire pour parler franchement avec Edgar Faure et le rallier.

Mais cela représentait le passé et Edgar Faure a clairement exposé ce qu'il voulait : s'intégrer complètement au jeu de Pompidou.

### **14 septembre 1971**

— *Où en sont maintenant les rapports Edgar Faure-Pompidou ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Juillet et Marie-France Garaud et la conversation s'est poursuivie pendant près de trois heures.

J'ai notamment appris que le président a fait dire à Edgar Faure par Marie-France Garaud, et je dois le lui confirmer, qu'il était décidé à maintenir la position qui était la sienne, c'est-à-dire le voir rassembler les gaullistes de gauche. Il souhaite qu'à Hyères, il prenne une position très résolue à ce sujet. Pompidou n'a pas caché qu'une des raisons pour lesquelles il fallait agir ainsi était que cela lui donnait une raison de nommer Edgar Faure au gouvernement et, semble-t-il, au ministère des Finances.

Un certain nombre de difficultés entravent le rassemblement des gaullistes de gauche, mais il semble qu'elles doivent être surmontées. Chaban-Delmas, qui à l'origine pensait que ce rassemblement se ferait selon ses directives et qui s'aperçoit aujourd'hui qu'Edgar Faure va probablement l'emporter, a chargé le nouveau directeur de ses affaires politiques, le préfet Chadeau, de prendre contact avec Edgar Faure pour opérer un rapprochement avec lui. En d'autres termes, Chaban, qui comprend que la politique du président à l'égard d'Edgar Faure est en partie dirigée contre lui, cherche à parer la manœuvre en faisant lui-même des concessions à Edgar Faure. Ce double mouvement du président et du Premier ministre en direction d'Edgar Faure renforce évidemment la position de ce dernier et montre son importance recouvrée sur l'échiquier politique.

### 30 septembre 1971

— *Edgar Faure se prépare-t-il à entrer au gouvernement, comme on le dit ?*

— Il y a eu, au cours de ces dix derniers jours, un incident assez sérieux entre lui et l'Elysée, provoqué par les causes suivantes.

Le lundi 20, une conversation très animée a opposé le président et le Premier ministre au sujet d'Edgar Faure, c'est-à-dire au sujet de l'aide que l'Elysée lui apporte pour unifier les gaullistes de gauche dans un sens qui déplaît à Chaban-Delmas. L'Elysée avait toujours nié s'intéresser à cette affaire. Or, Chaban est venu dire à Pompidou : « *J'ai des informations très précises qui m'ont été communiquées par mon collaborateur André Chadeau. C'est à ce dernier qu'Edgar Faure lui-même a indiqué que dans l'affaire des gaullistes de gauche, il avait agi en plein accord avec l'Elysée, et que la personne qui assurait la liaison entre lui et le président à ce sujet était Marie-France Garaud* ». Le président s'est défendu plus ou moins bien, mais quand le Premier ministre est parti, il a fait appeler Marie-France Garaud et lui a reproché ce qu'il venait d'apprendre. Il a évidemment protesté très vigoureusement contre les indiscretions commises par Edgar Faure.

J'ai été informé de l'affaire par Marie-France Garaud et par Juillet qui se sont montrés très fâchés d'apprendre les bavardages d'Edgar

Faure et de constater qu'il mettait l'Elysée en cause. Ils m'ont chargé d'aller faire part à Edgar Faure des reproches de la présidence et de lui demander des explications.

Je suis donc allé le voir mardi matin et l'ai trouvé très gêné par ce récit. Il craint chez le président un ressentiment durable à son encontre. Mais il m'a expliqué ce qui s'était passé. Selon lui, il avait parlé de ces faits à Chadeau non pas depuis que Chadeau est le conseiller politique de Chaban, mais en juin ou juillet, lorsque l'affaire des gaullistes de gauche avait commencé. Chadeau était à ce moment-là préfet de région à Besançon. *« Il paraissait très favorable à ma personne et me disait toujours qu'à l'Elysée, tout n'allait pas pour le mieux; il m'invitait constamment à faire tout ce qu'il fallait pour me réconcilier avec Pompidou. Il parlait aussi de ses excellents rapports avec Juillet. C'est dans ces conditions que, lorsque le président m'a lancé ses premiers appels pour tenter l'unification des gaullistes de gauche, je l'ai consulté à titre tout à fait confidentiel, comme ami, comme préfet et comme un homme qui me conseillait de me rallier à l'Elysée ».*

*« Dans ces conditions, a conclu Edgar Faure, je n'ai pas trahi les conversations ultérieures. J'ai simplement cherché auprès de Chadeau un avis et j'ai visiblement eu tort puisque, lorsqu'il est devenu le conseiller de Chaban, il a trahi ma confiance ».* Edgar Faure, en consultant son agenda de rendez-vous, a d'ailleurs pu reconstituer la date de sa conversation avec Chadeau et elle est bien antérieure aux vacances.

J'ai rapporté ces explications à Pierre Juillet et à Marie-France Garaud et nous nous sommes accordés tous les trois pour penser qu'Edgar Faure m'avait probablement dit la vérité. Néanmoins, Juillet et Marie-France Garaud, tout en restant très favorables à une entrée d'Edgar Faure dans le gouvernement, ont maintenant un peu peur que par ses indiscretions, il n'indispose le président. À l'heure actuelle, celui-ci a été éclairé et il semble qu'il ne résultera pas de l'incident de conséquences trop fâcheuses pour Edgar Faure.

**6 octobre 1971**

— *Edgar Faure n'est toujours titulaire d'aucune fonction importante.*

— J'ai déjeuné hier avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud et la conversation a porté en particulier sur le problème Edgar Faure. Juillet l'a reçu à l'Elysée lundi soir et eu avec lui une conversation très amicale, qui a duré plus d'une heure. Les difficultés ne sont pas aplanies pour autant, car il est difficile, sans découvrir le président, de dire la vérité à Edgar Faure.

Pompidou a expliqué voilà déjà plusieurs mois, tant à Juillet qu'à Marie-France Garaud, et d'une façon très précise, que si un remaniement ministériel intervient, il ne peut pas ne pas nommer Edgar Faure ministre. C'est donc une certitude, il le sera. Mais ce qu'on ne sait pas, c'est à quelle date ce remaniement se produira. Dans ces conditions, les conversations que les émissaires de Pompidou peuvent avoir avec Edgar Faure sont forcément imprécises.

Cette imprécision augmente la méfiance d'Edgar Faure, qui se demande toujours si le président ne cherche pas, par de bonnes paroles, à empêcher qu'il ne s'oppose plus ou moins à sa politique. D'un autre côté, lui-même est pressé d'entrer au gouvernement. C'est dire si les positions ne sont pas très proches l'une de l'autre. La conséquence est qu'Edgar Faure ne se montre pas très réceptif aux suggestions qui lui sont présentées.

### 3 juillet 1972

— *Edgar Faure doit maintenant douter qu'on veuille réellement le faire entrer au gouvernement.*

— Je suis allé le voir ce matin de la part de mes amis de l'Elysée pour sonder ses intentions en matière ministérielle, concrètement pour savoir quel portefeuille il accepterait. À l'Elysée, on était assez persuadé qu'il se satisferait d'à peu près n'importe lequel, par exemple celui de ministre d'Etat, éventuellement celui des Affaires culturelles, étant entendu qu'il n'y a pas de portefeuille politique important à lui confier.

Tout au contraire, Edgar Faure m'a indiqué qu'il n'accepterait aucun autre portefeuille que politique et il en a cité deux : les Finances et les Affaires étrangères. Il a refusé d'une façon catégorique d'être ministre d'Etat. Refusé de la même manière l'audio-visuel, refusé enfin les

Affaires culturelles. Comme dernière position de repli, il accepterait un ministère d'Etat chargé des Affaires européennes.

Son argument est qu'il a attendu longtemps avant de redevenir ministre et qu'il peut encore attendre jusqu'au lendemain des élections. Au surplus, à la suite de ses interventions dans l'affaire de l'ORTF, il estime avoir pris une nouvelle dimension politique et toute acceptation par lui d'un portefeuille qui ne serait pas politique lui semble impossible dans les circonstances présentes.

Il ne m'a pas caché que son vrai désir était d'exercer la gestion d'un grand ministère pendant trois ou quatre ans, à la suite de quoi, a-t-il ajouté, il considérerait que sa carrière politique se serait terminée dans de brillantes conditions. Il est évident qu'il pense essentiellement aux Affaires étrangères et m'a d'ailleurs précisé: « *Je serai un exécutant fidèle de la politique du président. Si je ne suis pas en accord avec lui, je le lui dirai en privé, mais lorsqu'il aura décidé, j'exécuterai ses directives* ».

Marie-France Garaud, à qui j'ai rendu compte par téléphone de cet entretien, m'a dit, ce que je veux bien croire, que cela pourrait ne pas faciliter le remaniement ministériel.

*Le 6 juillet, Georges Pompidou remplaça Jacques Chaban-Delmas à l'hôtel de Matignon par Pierre Messmer, qui forma un gouvernement auquel Edgar Faure participa comme ministre d'Etat chargé du Travail et des Affaires sociales*<sup>160</sup>.

## **28 novembre 1972**

— *Edgar Faure est donc de nouveau bien en cours.*

— J'ai déjeuné hier à l'Élysée avec lui, Pierre Juillet et Marie-France Garaud. Le but du déjeuner, que j'avais provoqué, était d'entretenir Edgar Faure, en sa qualité d'ancien ministre des Finances, du problème préoccupant de la hausse des prix et de lui demander s'il avait quelques idées sur la politique dont le gouvernement pourrait s'inspirer.

---

160 – Georges Albertini me demanda aussitôt de devenir chargé de mission au cabinet d'Edgar Faure pour établir une liaison permanente entre lui-même et le nouveau ministre, ainsi qu'entre le cabinet de celui-ci et la direction de l'Agence nationale pour l'emploi où j'étais entré depuis peu. J'acceptai.

Il a formulé d'utiles suggestions, mais le plus intéressant, politiquement, a été de constater son opposition à Giscard d'Estaing, qui va très loin. Edgar Faure était visiblement animé par le désir de lui barrer la route dans l'avenir et tout ce qui peut lui créer aujourd'hui des difficultés lui paraît bienvenu. Il a même envisagé qu'on l'incite à quitter le gouvernement, développant l'idée que son éviction serait positive car, dit-il, les Français ne l'aiment pas.

Après le départ d'Edgar Faure, j'ai mis mes deux autres interlocuteurs en garde contre cette analyse et essayé de montrer que si Giscard d'Estaing était justiciable de critiques, cela ne devait pas conduire à une bataille systématique contre lui et sa politique. Dans l'ensemble, Juillet et Marie-France Garaud ont partagé mon point de vue.

Il est évident qu'Edgar Faure comprend que, dans l'hypothèse où il faudrait changer de Premier ministre en 1973, il n'aurait des chances d'être choisi que si la position de Giscard était fortement diminuée. Comme il se rend compte que, pour diverses raisons, l'Elysée lui est maintenant plus favorable qu'à Giscard, il a tendance à exercer une pression et, s'appuyant sur l'Elysée, à tenter d'éliminer Giscard.

— *N'avez-vous pas parlé de son face à face télévisé avec Gaston Defferre ?*

— La conversation a roulé sur le fait qu'il s'était montré mauvais, ce dont il est lui-même convenu. Il a expliqué d'une part qu'il était physiquement très fatigué ce jour-là et d'autre part qu'il avait été surpris de trouver devant lui un Defferre très différent du Defferre habituel.

Je lui ai expliqué que Defferre et les socialistes avaient déjà retiré un bon enseignement de leur cohabitation avec les communistes, qu'ils ont appris à débattre et à s'opposer à leurs interlocuteurs à la manière bolchevique. En définitive, lui ai-je dit, Defferre a adopté les méthodes de Georges Marchais, si bien que la majorité doit savoir que lors des campagnes électorales, elle aura devant elle, dans une large mesure, qu'il s'agisse des communistes ou des socialistes, des hommes rompus à peu près aux mêmes méthodes de discussion et aux mêmes procédés oratoires.

Edgar Faure étant très mécontent de lui-même et très marri de sa mauvaise prestation, je lui ai exposé qu'une des raisons pour lesquelles



il avait aussi perdu sur certains points, comme sur la Finlande par exemple<sup>161</sup>, c'était qu'il ignorait complètement le sujet.

La conversation a ensuite porté sur les relations entre Messmer et Edgar Faure, qui a indiqué que dans les premières semaines du gouvernement, il voyait celui-ci deux ou trois fois par semaine et entretenait avec lui d'excellentes relations. Il a ajouté, en exagérant peut-être un peu, que les mesures très opportunes prises par Messmer sur le plan social les trois premiers mois de son gouvernement étaient, dans une large mesure, le fruit de leur collaboration. Or, a ajouté Edgar Faure, pour des raisons qu'il s'explique mal, leurs relations se sont espacées et aujourd'hui, il n'a plus guère d'autres contacts avec Messmer que ceux qui sont indispensables sur le plan ministériel. Il le regrette et pense que cela ôte une certaine efficacité à l'action du Premier ministre.

Pierre Juillet lui a répondu qu'il était conscient de la situation et admettait qu'une étroite collaboration entre eux deux était fondamentale pour l'action du gouvernement. Il avait donc demandé à Messmer de reprendre avec Edgar Faure des relations plus fréquentes et confiantes, et Messmer serait tombé d'accord. Il va donc sous peu y avoir entre eux deux un entretien portant sur le programme du gouvernement pour les trois mois qui nous séparent des élections.

*Edgar Faure, dont j'avais entre-temps quitté le cabinet après une vive déconvenue, démissionna du gouvernement le 2 avril 1973 à la suite de son élection à la présidence de l'Assemblée nationale.*

## Président de l'Assemblée nationale

**27 août 1973**

— *Les rapports d'Edgar Faure avec l'ambassade soviétique sont-ils toujours aussi étroits ?*

---

161 – En juillet, une Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe s'était ouverte en Finlande, groupant des représentants de 35 États, dont l'URSS et ses satellites. Chacun devait s'engager à respecter l'intégrité des frontières, à s'abstenir d'intervenir dans les affaires intérieures des autres et à garantir le respect des droits de l'Homme. Des dispositions favorisant la coopération économique, scientifique et technique entre les signataires étaient également prévues. Edgar Faure en avait minimisé l'importance.

— Au cours d'une conversation avec le commissaire de la DST Guy Xoual, celui-ci m'a confié qu'il était inquiet des contacts qu'Edgar Faure entretenait avec des diplomates de l'URSS. Il m'a aussi précisé que des filles soviétiques tournaient toujours autour de lui.

### **28 août 1973**

— *Qu'a-t-on appris sur le récent voyage d'Edgar Faure en URSS?*

— Son chef de cabinet à l'Assemblée nationale, François Gadot, qui l'a accompagné à Moscou, s'est confié à Michel Junot, lequel m'en a parlé. La conversation Leonid Brejnev-Edgar Faure a été très cordiale, Edgar Faure s'est montré d'accord sur presque tout avec Brejnev. Celui-ci était satisfait de rencontrer un Français important disposé à appuyer sa politique, dont il se rend compte qu'elle suscite des réserves sérieuses de la part de Pompidou et de son ministre des Affaires étrangères, Michel Jobert.

Ils ont aussi évoqué l'élection présidentielle de 1976. Brejnev a laissé entendre à Edgar Faure que l'URSS verrait son élection d'un œil favorable. Il est certain que les Soviétiques préfèrent Edgar Faure à Mitterrand. Pour eux, il ressemblerait au président finlandais Kekkonen et serait une espèce de Kekkonen français, disposé à accepter de collaborer avec une Union soviétique dirigeant plus ou moins toute l'Europe pourvu que ne soit pas créé un régime communiste en France.

D'après une brève conversation téléphonique avec Marie-France Garaud, l'Elysée est très au courant de cette conversation et de sa signification sur le plan de la politique intérieure.

### **3 septembre 1973**

— *En sait-on davantage sur le séjour d'Edgar Faure à Moscou?*

— J'ai vu ce matin François Gadot. Il a beaucoup insisté sur la cordialité exceptionnelle de l'accueil réservé à Edgar Faure et sur la place que la presse soviétique a consacrée à sa visite. Personne ne croyait qu'il rencontrerait Brejnev, lui-même le premier. Or, c'est Brejnev qui, avant d'effectuer un déplacement, l'a invité à une conversation qui a duré deux heures un quart.

Cette conversation s'est déroulée tantôt en tête-à-tête, Edgar Faure parlant suffisamment le russe pour un entretien de ce genre, tantôt avec le concours d'un interprète.

Racontant cette conversation à Gadot, Edgar Faure a beaucoup insisté sur la confiance que Brejnev semblait lui avoir manifestée, sur la vivacité avec laquelle il lui avait parlé et sur la franchise de ses déclarations.

L'un des principaux sujets abordés par Brejnev a porté sur divers problèmes économiques en suspens entre la France et l'URSS, notamment sur une importante affaire avec la maison Michelin, et aussi sur un contrat relatif à la construction sous licence en France d'avions russes de type Yak.

Ils ont aussi abordé des problèmes de politique étrangère. Brejnev a manifesté, en termes diplomatiques, mais nets, son mécontentement à l'égard de Michel Jobert et il a dit également, parlant de Pompidou, qu'il ne comprenait pas où celui-ci voulait en venir, qu'il ne savait pas où conduisait sa politique actuelle. Edgar Faure a résumé cette partie de la conversation à Gadot en insistant sur le fait qu'il avait évité d'apporter des réponses qui auraient été défavorables aux responsables de la diplomatie française.

Edgar Faure assure que rien n'a été dit sur la politique intérieure française, en particulier sur la prochaine élection présidentielle, ni sur l'attitude des communistes à l'égard d'une candidature d'Edgar Faure. C'est un point sur lequel je fais toutes réserves.

Ce qui me fait douter de la véracité de ce qu'a dit Gadot à ce sujet, c'est qu'au cours d'une récente conversation avec Marie-France Garaud, celle-ci m'a expliqué que Jobert avait révélé à Pompidou qu'au cours de la conversation Brejnev-Faure, il avait bien été question de l'élection présidentielle et qu'Edgar Faure avait même plus ou moins déclaré qu'il ne croyait pas que Pompidou se représenterait. Entre ce que raconte Gadot et ce que dit Marie-France Garaud, et entre ce que dit Jobert et ce que raconte Edgar Faure, il y a évidemment une contradiction et il n'est pas facile de savoir à coup sûr qui dit la vérité.

Gadot m'a confirmé, sur une question de ma part, que les Russes avaient essayé de faire approcher Edgar Faure par des jeunes femmes.

Pendant qu'il était à Moscou, deux jeunes Soviétiques, qui ont déclaré se nommer l'une Mila et l'autre Lubova, lui ont téléphoné pour demander à le rencontrer. L'une d'elles n'a pas hésité à lui dire qu'il avait la voix d'un jeune homme de trente ans. Edgar Faure a répondu qu'il était marié et que sa femme l'accompagnait, mais ses éventuelles partenaires lui ont répondu que cela n'empêchait rien et qu'il était possible d'organiser un rendez-vous discret.

Edgar Faure n'a pas donné suite à ces aimables propositions, en partie certainement parce que sa femme était là et qu'elle le surveille toujours de près. Mais on ne peut pas exclure l'idée que les Soviétiques recommenceront à Paris.

J'ai averti Gadot de cette possibilité et lui ai dit de réitérer à Edgar Faure les mises en garde que je lui ai déjà moi-même données à ce sujet.

— *Est-il redevenu en odeur de sainteté à l'Elysée ?*

— Je sais pourquoi sa position ne s'améliore pas. Michel Jobert a dit au président qu'Edgar Faure aurait affirmé à Leonid Brejnev, lors de son séjour à Moscou, que Pompidou ne se représenterait pas à l'élection présidentielle de 1976. Le président s'est mis en colère et les actions d'Edgar Faure auprès de lui sont tombées au plus bas.

### **6 septembre 1973**

— *Par son voyage à Moscou, Edgar Faure a pris la stature d'un chef d'Etat.*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec François Gadot. Il m'a dit qu'Edgar Faure s'était trouvé à Moscou en même temps que Michel Jobert. Or, il n'y a eu aucune rencontre entre eux et Edgar Faure n'a même pas été invité à la grande réception donnée par l'ambassadeur français en l'honneur de son ministre.

En outre, pendant toute la durée de leur séjour à Moscou, Lucie et Edgar Faure n'ont obtenu qu'une seule invitation à l'ambassade de France. Pendant le reste du temps, elle les a complètement ignorés. Rien ne montre mieux que Michel Jobert, et donc Pompidou, étaient hostiles au voyage d'Edgar Faure en URSS.

François Gadot a nié, mais avec une faible assurance, la possibilité que j'évoquais de conversations entre Brejnev et Edgar Faure sur des

problèmes de politique intérieure française. En fait, on peut tenir pour acquis que ces questions ont été évoquées par les deux hommes.

Quant aux excellentes relations existant entre divers membres du Parti communiste français et Edgar Faure, elles sont confirmées. Gadot m'a d'ailleurs révélé un détail significatif: l'article le plus important sur le séjour d'Edgar Faure en URSS a été rédigé par Max Léon, le correspondant de *l'Humanité* à Moscou. Il comprenait plus de 800 mots et a été montré à Gadot avant d'être publié, pour savoir s'il ne contenait rien qui pût gêner Edgar Faure. Un geste de ce genre montre à quel point les communistes français, donc les Soviétiques, veulent ménager Edgar Faure.

### **27 septembre 1973**

— *Quel jeu Edgar Faure joue-t-il donc maintenant avec les Soviétiques?*

— Son secrétariat m'a communiqué le compte rendu officiel de l'entretien qu'il a eu avec Podgorny<sup>162</sup> à Moscou. C'est un texte qui a été rédigé par les secrétaires de l'Assemblée nationale, habituées à rendre compte des séances de la Chambre et, par conséquent, bien expérimentées. On peut donc considérer que les indications sténographiques données là sont, pour l'essentiel, très fidèles à ce que se sont dit les deux hommes.

Les déclarations de Podgorny, surtout dans son premier discours, n'ont pas grande importance. Certaines de ses interruptions durant la réponse d'Edgar Faure présentent au contraire de l'intérêt.

Quant aux déclarations d'Edgar Faure, elles sont particulièrement révélatrices, car elles montrent de sa part un alignement presque complet sur les thèses de la politique étrangère soviétique. Les quelques objections qu'il a élevées ne sont pas très significatives.

### **14 novembre 1973**

— *Ne deviez-vous pas revoir Edgar Faure?*

---

162 – Nicolai Podgorny, membre du bureau politique du PC soviétique, puis président du soviet suprême de l'URSS, c'est-à-dire chef de l'Etat – une fonction purement honorifique.

— Georges Broussine a rencontré son collaborateur François Gadot, puis Edgar Faure lui-même. Gadot lui a dit que l'ambassadeur de l'URSS à Paris avait réuni, il y a quelque temps, les dirigeants du Parti communiste, y compris le secrétaire général de la CGT, Georges Séguy, pour leur dire, au nom du gouvernement soviétique a-t-il précisé, que l'homme politique français le plus qualifié pour poursuivre la politique de détente était Edgar Faure. Ainsi se trouve confirmé ce que j'ai pensé après le dernier voyage d'Edgar Faure à Moscou.

Quant à celui-ci, il a déclaré à Broussine que j'avais beaucoup agi en sa faveur en le rapprochant de l'Elysée et en le faisant entrer dans le cercle Juillet-Garaud... Il aurait dit textuellement: « *C'est grâce à lui que j'ai été ministre du Travail, puis président de l'Assemblée nationale* ».

Au sujet de l'élection de 1976, Edgar Faure a expliqué qu'au cas où Pompidou ne se représenterait pas, la majorité aurait un seul candidat devant l'opposition, malgré les rivalités de personnes, et il en voyait trois possibles: Giscard, Chaban et lui. Il croit qu'il serait le mieux placé pour battre Mitterrand... et aussi le meilleur candidat de la gauche pour battre la majorité. Il ajoute que la majorité ne peut être battue que par un radical et que nul ne serait meilleur que lui. Il a dit cela en manière de boutade, mais c'est assez vrai. Cela montre qu'il croit pouvoir compter sur les voix communistes.

## **22 novembre 1973**

— *Les rapports d'Edgar Faure avec les Soviétiques sont-ils toujours aussi inquiétants ?*

— J'ai déjeuné récemment avec François Gadot, qui est au courant de tout ce que fait son patron et qui m'a donné des indications intéressantes. Les relations d'Edgar Faure avec les communistes sont toujours très cordiales, elles passent par l'intermédiaire de Georges Gosnat<sup>163</sup>, avec lequel Gadot dîne d'ailleurs ce soir.

Il m'a confirmé ce qu'il avait révélé à Broussine au sujet de la réunion de l'ambassadeur soviétique avec des dirigeants du Parti communiste, au

---

163 – Georges Gosnat, député et trésorier du PCF.

cours de laquelle on avait parlé d'Edgar Faure. Il a ajouté que la réunion avait eu lieu lors d'un dîner organisé au domicile de Gosnat. Étaient présents, du côté soviétique, l'ambassadeur et le ministre-conseiller, et du côté français Marchais, Gosnat, Ballanger<sup>164</sup> et Séguay, ce qui en dit long sur l'importance que les Soviétiques lui attachaient.

Au cours de ce dîner, l'ambassadeur a bien expliqué officiellement, au nom de son gouvernement, que celui-ci considérait Edgar Faure comme l'homme d'Etat le plus qualifié pour mener à bien la politique de détente en France. C'est Georges Marchais lui-même qui a fait préciser à l'ambassadeur qu'il parlait non pas en son nom personnel, mais au nom du gouvernement soviétique.

Gadot m'a révélé que le personnage le plus important parmi le personnel diplomatique de l'URSS à Paris était le secrétaire permanent de la délégation soviétique à l'Unesco, Bolenkov. Celui-ci serait informé bien avant l'ambassadeur de toutes les nouvelles importantes concernant la politique soviétique.

J'ai expliqué à Gadot quelle était à l'heure actuelle la politique de Mitterrand à l'égard de l'URSS. Il m'a confirmé que celui-ci comptait se rendre à Moscou, à une date qu'il ne connaît pas encore. J'en ai profité pour lui préciser quels étaient les plans de Mitterrand, qui vont tout à fait à l'encontre de certaines idées d'Edgar Faure lorsque, dans l'hypothèse d'une élection présidentielle, celui-ci forme le projet de rallier sur son nom un certain nombre de voix communistes.

Gadot revenait de voir Philippe Grumbach, rédacteur en chef de *L'Express*, avec lequel il est en très bons termes. Celui-ci, à la fin du congrès gaulliste de Nantes, avait rencontré Chaban qui lui avait dit que le congrès constituait une nette défaite pour le président de la République, que c'étaient au contraire les vieux compagnons fidèles du général De Gaulle qui avaient marqué des points. Comme Grumbach lui demandait la raison pour laquelle il avait découvert son jeu si tôt, Chaban lui avait répondu: « *Parce que les élections présidentielles auront lieu bien avant que vous ne le pensez. Personnellement, je les attends pour 1974* ».

---

164 – Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale.

Cela ne peut avoir que deux significations : ou bien Chaban croit à une crise politique grave devant conduire à la démission du président, ce qui me paraît improbable ; ou bien il estime que son état de santé peut l'amener à quitter l'Élysée.

Gadot a ajouté que depuis quelque temps, Edgar Faure a une jeune maîtresse, professeur de russe. Il m'en indiquera le nom pour vérification, car je crains toujours que les Soviétiques ne lui mettent une fille entre les bras.

### 19 décembre 1973

— *Vous deviez rencontrer à nouveau Edgar Faure.*

— Je l'ai vu longuement cet après-midi à son bureau de la présidence de l'Assemblée nationale, et sur sa demande. Il voulait essentiellement me demander quels étaient les sentiments de l'Élysée à son sujet en ce moment. J'ai jugé bon de lui souligner qu'à l'heure actuelle, les intentions du président de la République à son égard étaient certainement bonnes, mais qu'il avait d'autres préoccupations.

Il m'a alors reparlé de son voyage en URSS, au cours duquel il a rencontré Brejnev pendant plus de deux heures. Comme il comprend le russe, cela a représenté plus d'une heure et demie de conversation complète. Brejnev lui a fait bonne impression, celle d'un communiste assez raisonnable. Edgar Faure dit que si lui-même soutient la politique de détente, c'est parce qu'il a le sentiment très net que Brejnev a des partenaires qui ne sont pas du même avis que lui. Edgar Faure, en particulier, semble avoir été très défavorablement impressionné par le maréchal Gretchko, qui lui paraît être une véritable brute, un homme complètement fermé et duquel il y a beaucoup à redouter. « *En conséquence, explique-t-il, si une tendance de ce genre l'emportait dans la politique soviétique, il y aurait tout à craindre* ». Je lui ai objecté qu'il me paraissait jusqu'à maintenant fort douteux qu'il existe des tendances si différentes à l'intérieur du Politburo soviétique. Il en est, lui, intimement persuadé.

S'agissant de la politique de détente, je lui ai alors posé la question de savoir pour quelles raisons les Soviétiques accroissaient si fortement leurs forces militaires aux frontières de l'Europe. Il m'a répondu très



franchement qu'il n'avait pas d'explication à me donner, que c'était un sujet qui le préoccupait beaucoup et qu'il allait essayer d'y réfléchir. Je lui ai dit qu'à mon avis, il s'agissait là d'un élément de pression politique.

Edgar Faure continue à se tenir en contact soit directement, soit par l'intermédiaire de son collaborateur François Gadot, avec les Soviétiques et les communistes. Il a eu l'occasion de réunir à déjeuner l'ambassadeur de Pologne et plusieurs députés communistes, parmi lesquels Paul Andrieu. Il a entendu de leur part de très vives critiques à l'encontre de la politique extérieure de la France, dont les communistes ont peur qu'elle ne se rapproche de plus en plus des Etats-Unis. Leur animosité était si vive qu'Edgar Faure m'a dit lui-même qu'elle ne pouvait pas être spontanée et découlait certainement d'un mot d'ordre lancé par Moscou. Il pense à ce sujet que si les relations entre la France et l'URSS continuent à se détériorer, les communistes adopteront une attitude plus vigoureuse en politique intérieure, en particulier lanceront la CGT à l'assaut des positions gouvernementales.

J'ai pu évoquer avec lui le rapprochement vers l'URSS de François Mitterrand. Il est très conscient que Mitterrand est son concurrent pour essayer d'attirer ou de neutraliser les voix communistes. Il m'a dit, d'ailleurs, qu'il se considérait comme le seul capable de lui ôter un certain nombre de voix communistes. Mais il admet que la réconciliation de Mitterrand avec les Soviétiques pose pour lui un grave problème dans l'hypothèse d'une campagne présidentielle.

— *En sait-on un peu plus sur sa nouvelle maîtresse ?*

— Oui. J'ai conversé récemment avec François Gadot, son homme de confiance y compris pour ses aventures sentimentales puisqu'il va jusqu'à lui prêter son appartement. Edgar Faure file en effet actuellement le parfait amour avec une jeune professeur de russe d'un lycée de Saint-Quentin, [...], âgée de vingt-huit ans. Il ne s'agit donc pas d'une Soviétique.

Gadot m'a aussi parlé de son dîner récent chez Georges Gosnat, auquel participaient Georges Marchais et Louis Odru<sup>165</sup>. Ils ont longue-

---

165 – Député communiste proche de l'ambassade soviétique.

ment évoqué la politique extérieure de la France et incriminé Pompidou et Jobert, qu'ils accusent de s'éloigner de plus en plus de la politique de De Gaulle. Ils se demandaient si Pompidou allait se rendre en URSS et ne paraissaient pas y croire. Parlant d'ailleurs de la santé du président, ils se sont montrés très pessimistes, l'un d'eux a même dit à Gadot : « *Il ne serait pas étonnant que des élections présidentielles soient rendues nécessaires par la maladie de Pompidou dans un délai de trois à six mois* ».

Si les communistes ont cette certitude, rien d'étonnant à ce qu'ils essaient de faire taire leurs divergences avec Mitterrand, seul candidat de la gauche ayant des chances de l'emporter.

## **21 janvier 1974**

— *Où en sont les projets d'Edgar Faure pour l'élection présidentielle ?*

— J'ai vu Gadot, qui a évoqué les bonnes relations actuelles d'Edgar Faure avec Pompidou. De même avec le Parti communiste et l'ambassade soviétique. Mais Gadot réitère que jamais Edgar Faure ne fera aux communistes de concessions sur le plan intérieur. Ceux-ci le savent, mais ce qui compte pour eux, c'est l'attitude de Moscou.

— *Edgar Faure ne devait-il pas se rendre en Allemagne de l'Est ?*

— Si, il y est allé, et s'est montré déçu par l'accueil qui lui a été réservé. Gosnat lui avait promis mieux. Il a été épouvanté par la tristesse de Berlin-Est et de Dresde. Il dit qu'à côté, Moscou, c'est Las Vegas ! Ce voyage est probablement celui qui aura été le plus utile pour le détourner du régime intérieur auquel conduit le communisme.

Gadot se montre toujours préoccupé par les relations féminines d'Edgar Faure, en particulier par l'une d'elles, sa jeune professeur de russe. Il va essayer de faire procéder à une enquête à son sujet, car beaucoup de choses chez elle lui semblent suspectes. J'en parlerai à la DST.

\*

\*   \*   \*

*Georges Pompidou mourut le 2 avril 1974 et le 19 mai, Valéry Giscard d'Estaing fut élu président de la République. Il nomma Jacques Chirac Premier ministre et le remplaça en août 1976 par Raymond Barre, qu'il présenta comme « le meilleur économiste de France ». Dès septembre, celui-ci engagea une politique d'austérité, le plan Barre, jugée propre à endiguer la crise financière.*

### **1<sup>er</sup> mars 1977**

— *Edgar Faure aurait envisagé un moment de se porter candidat à Paris lors des élections municipales. Avait-il l'appui de l'Elysée ?*

— Pour comprendre ce projet, il faut se reporter à l'histoire politique de ces dix dernières années. Quand Georges Pompidou fut élu à la présidence de la République, Edgar Faure me demanda d'utiliser mes relations à l'Elysée pour le réconcilier avec le président. Ce fut une tâche très difficile.

Cette réconciliation intervint néanmoins et les rapports entre Edgar Faure, Georges Pompidou et l'entourage de celui-ci devinrent excellents. Ils le demeurèrent non seulement pendant toute la présidence de Pompidou, jusqu'à sa mort, mais encore, avec ses proches, durant toute la période qui a suivi, et même jusqu'à maintenant.

Dans ces conditions, Edgar Faure accéda à la présidence de l'Assemblée nationale. Ainsi s'explique aussi que lorsque Chirac devint Premier ministre, il n'eut pas de soutien plus sûr ni plus utile qu'Edgar Faure. Dans le conflit qui l'opposa à Giscard d'Estaing à partir de 1975, Edgar Faure le soutint toujours de ses conseils, de son appui et de ses idées. Il l'approuva quand il quitta le gouvernement, il l'aida lors de la création du RPR et il est certain que la présence d'Edgar Faure à côté de lui a revêtu alors une importance considérable. Elle montrait en particulier que les accusations portées contre Chirac d'être un homme de droite à tendance plus ou moins fascisante étaient sans fondement.

Personne ne pouvait imaginer en effet qu'un libéral parlementaire classique du genre d'Edgar Faure, dont par surcroît les idées sociales étaient connues, aurait pu soutenir un chef de parti ayant cette orientation. C'est la raison pour laquelle la collaboration entre les deux hommes fut constamment confiante, ainsi qu'avec tout l'entourage de

l'ancien Premier ministre. Dans le même temps, les relations d'Edgar Faure avec Giscard d'Estaing et ses amis montraient une fraîcheur confinante à la froideur.

C'est alors que survint la mort de Bernard Lafay, l'un des meilleurs amis politiques d'Edgar Faure, lequel prit alors conscience du fait qu'en 1978, il aurait peu de chances de conserver la présidence de l'Assemblée nationale. Si bien qu'à soixante-neuf ans, il risquait de se trouver dans la situation d'un parlementaire peu assuré de redevenir ministre, fonction à laquelle il ne tient d'ailleurs plus beaucoup aujourd'hui, et par conséquent d'être réduit à finir sa carrière dans des conditions lui paraissant peu intéressantes. Il aurait sans doute pu faire ces réflexions plus tôt, mais il se trouve qu'il les a faites à ce moment-là seulement. Il se dit donc que si, à la faveur de son amitié bien connue avec Bernard Lafay, il se portait candidat au Conseil municipal de Paris dans la circonscription du disparu, il avait des chances d'être élu. Et il possédait les qualités nécessaires pour exercer au moins tout le côté extérieur de la fonction de maire de Paris: discours brillants, réceptions, etc., même si ses qualités d'organisateur auraient sans doute été insuffisantes pour assumer les lourdes responsabilités de la mairie.

Il fit donc savoir avec prudence, dans divers milieux, qu'il serait volontiers candidat à la succession de Bernard Lafay, ajoutant que sa présence au Conseil municipal de la capitale éviterait tout affrontement entre les deux fractions de la majorité puisqu'il serait le candidat de compromis idéal pour réconcilier chiraquiens et giscardiens.

Bien entendu, cette prise de position suscita des réactions hostiles. Malgré leurs excellentes relations avec Edgar Faure, Chirac et les siens s'opposèrent immédiatement à ce projet dont la conséquence inévitable aurait été l'élimination de Chirac de la mairie de Paris. Celui-ci ne l'accepta donc pas.

Au contraire, le président de la République et Michel Poniatowski comprirent aussitôt l'intérêt que présentait pour eux la candidature d'Edgar Faure. Elle leur permettait de ne pas avoir Chirac comme maire de Paris, elle séparait celui-ci d'Edgar Faure et, par conséquent, privait le président du RPR d'un appui politique très important. Elle évitait par surcroît la défaite vraisemblable de Michel d'Ornano,

qui leur aurait porté un lourd préjudice. La candidature d'Edgar Faure constituait donc pour eux une affaire politique de première importance et ils s'efforcèrent de la pousser. Tout fut mobilisé pour persuader Edgar Faure qu'il y allait de l'intérêt de la majorité, de l'intérêt national et de son propre intérêt que sa candidature réussisse. Et comme l'Elysée était au courant de la résistance que Chirac opposait à ce projet, le président lui-même chargea Edgar Faure d'expliquer à Chirac que s'il acceptait qu'Edgar Faure soit candidat dans le 17<sup>e</sup> arrondissement, et donc puisse devenir le maire de Paris, lui, Giscard, s'engageait à ce que ce soit Chirac qui le remplace à la présidence de l'Assemblée nationale. Il en résulterait ainsi une réconciliation publique entre les deux hommes. Giscard ajouta même qu'il trouverait le moyen de rendre hommage à son ancien Premier ministre, ce qui tirerait un trait définitif sur la bataille qui les opposait depuis plusieurs mois.

Cette proposition, Chirac la repoussa catégoriquement. Aussi Edgar Faure, qui ne souhaitait pas une rupture publique avec Chirac ni un affrontement direct avec lui, après avoir longuement hésité et dit qu'il se représenterait à la mairie de Pontarlier, puis laissa entendre que ce n'était pas sûr, décida finalement hier soir de partir pour Pontarlier afin de bien marquer qu'il avait définitivement renoncé à sa candidature à Paris.

Il l'a fait toutefois la mort dans l'âme, regrettant sans doute de ne pas avoir présenté plus tôt sa candidature à Paris, car il est certain que s'il l'avait fait connaître trois mois plus tôt, ni les chiraquiens, ni les giscardiens n'auraient pu s'y opposer et il aurait été élu presque triomphalement à la tête de la mairie de Paris.

### **16 mars 1977**

— *Sait-on quelque chose sur l'attitude actuelle des communistes à l'égard d'Edgar Faure ?*

— François Gadot m'a rendu compte d'un déjeuner qu'il a pris récemment avec Jean François-Poncet et Jean-Baptiste Doumeng<sup>166</sup>. Celui-ci,

---

166 – Négociant en produits alimentaires, principalement avec l'URSS, ce qui lui permettait de verser d'importantes commissions au PC français, dont il se disait idéologiquement proche, Doumeng avait amassé une fortune considérable qui lui avait valu le surnom de « Milliardaire rouge ».

à propos des élections législatives de l'année prochaine, a précisé que l'évaluation des communistes était que l'union de la gauche l'emporterait avec 52 % des suffrages. Dans cette hypothèse, a-t-il dit, il est inimaginable qu'elle puisse durablement gouverner et entreprendre des réformes profondes si elle reste telle qu'elle est. C'est pourquoi le Parti communiste souhaite l'élargissement de l'actuelle Union de la gauche à une autre tendance, qu'il appelle la troisième composante et qui devrait être prise à l'intérieur de l'actuelle majorité. Les communistes se rendent compte qu'il serait très difficile d'obtenir la formation de cette troisième composante. D'une part, ils trouvent les giscardiens trop réactionnaires. D'autre part, ils pourraient s'accommoder de Chirac, mais redoutent les tendances fascistes qu'on lui prête. Ils n'en savent rien et cela les rend très hésitants. Ils s'interrogent donc à propos d'Edgar Faure, qui pourrait rassembler autour de lui la troisième composante de l'union de la gauche. Dans ce cas, a dit Doumeng, les communistes ne seraient nullement opposés à sa désignation comme Premier ministre en cas de victoire de la gauche.

À cet égard, Doumeng a fait à Jean François-Poncet une déclaration très précise: « *Ce que je vous dis là n'est pas une vue de mon propre esprit. Le bureau politique du Parti connaît parfaitement le rendez-vous que nous avons ensemble, il est au courant des déclarations que je vous fais et vous pouvez les considérer comme des propos officiels de la direction du Parti communiste* ».

Bien entendu, Edgar Faure a été mis au courant de cette conversation et il en est assez troublé.

*Les élections municipales des 13 et 20 mars 1977 apportèrent une nette victoire à la gauche, qui devint majoritaire dans 155 des 221 villes de plus de 30 000 habitants, sauf à Paris toutefois, où les listes du RPR l'emportèrent. Edgar Faure fut battu à Pontarlier. Jacques Chirac devint maire de Paris.*

## **9 mai 1977**

— *Il paraît qu'Edgar Faure veut prendre en main le Parti radical.*

— Sa tentative est fondée sur des analyses et des contacts qu'on peut préciser.

Il pense que la majorité ne croit pas gagner les élections législatives de l'an prochain. En mettant les choses au mieux pour elle, il lui manquera, estime-t-il, au moins quelques voix pour atteindre la majorité absolue. Il juge aussi que quels que soient les résultats du plan Barre, auquel il ne croit d'ailleurs pas, et quelle que soit la vigueur de l'offensive de Jacques Chirac, dont il n'imagine pas qu'elle représente une force suffisante pour provoquer le triomphe de l'actuelle majorité, il est indispensable de mener un combat sur ce qu'on peut appeler les marges du corps électoral. Il croit à la possibilité de récupérer des mécontents de la majorité qui ont déjà voté ou qui sont tentés de voter pour le Parti socialiste, si on leur offre la possibilité d'exprimer leur mécontentement grâce à un parti assez à gauche, mais sans lien avec l'union de la gauche. En ce sens, il estime que sa tentative peut limiter les pertes de la majorité et les gains de la gauche.

En outre, il pense que la fraction la plus à droite de l'union de la gauche, c'est-à-dire le mouvement des radicaux de gauche, ne serait peut-être pas insensible à l'attraction que pourrait exercer sur elle un Parti radical transformé et suffisamment réformateur pour lui permettre de prendre ses distances avec l'union de la gauche soit avant, soit après les élections. Edgar Faure assure que certains contacts qu'il a pris avec des parlementaires du mouvement des radicaux de gauche l'engagent en ce sens.

Sa manœuvre viserait donc aussi à ébranler, puis à détacher certains éléments de l'aile droite de l'union de la gauche. Ainsi, imagine-t-il, seraient reconstituées des possibilités de manœuvre de type strictement parlementaire, telles qu'en offrait la IV<sup>e</sup> République et dont il lui semble que dans la situation présente, elles pourraient être à nouveau utilisées pour limiter, pendant un temps suffisant, les effets les plus destructeurs d'une mise en application du programme commun.

Cette tentative doit d'abord, bien entendu, recevoir l'adhésion des membres du Parti radical et l'on saura très vite si c'est possible. Les deux autres tendances de la majorité gouvernementale accueillent sans déplaisir la tentative du président de l'Assemblée nationale. Giscard d'Estaing y voit un effort qui, quelles que soient les divergences qui le séparent d'Edgar Faure, va globalement dans le sens de ses désirs.

Il est donc très loin de s'opposer à lui et l'on peut imaginer qu'il ne soutiendra pas Jean-Jacques Servan-Schreiber qui cherche à empêcher cette manœuvre.

Quant à Jacques Chirac et au RPR, même s'ils se posent certaines questions sur le jeu personnel qu'Edgar Faure veut mener, ils en comprennent l'utilité et voient ses tentatives d'un œil assez favorable, car ils pensent qu'elles correspondent assez aux souhaits d'une partie du corps électoral, en particulier en province. Il est significatif, par exemple, qu'un parlementaire ancien ministre comme Aymar Achille-Fould, qui appartient au centre gauche, qui est très lié à Giscard d'Estaing et à Jacques Chirac, et qui dispose d'une influence non négligeable dans l'ensemble du Sud-Ouest, soit prêt à appuyer cette tentative en disant qu'elle est de nature à ramener à l'actuelle majorité, dans les départements du Sud-Ouest, nombre des électeurs qu'elle a perdus.

### **5 juillet 1977**

— *Les rapports d'Edgar Faure avec Giscard semblent s'être améliorés.*

— Ils se parlent. Au cours de la garden party de la semaine dernière dans les jardins de la présidence de l'Assemblée nationale, lors du déjeuner qui a réuni, autour d'Edgar et de Lucie Faure, le couple présidentiel, le couple Barre et Alain Poher, Edgar Faure a dit à Giscard qu'il aurait dû inviter Jacques Chirac au déjeuner donné à l'Élysée en l'honneur de Léonid Brejnev. Giscard lui a répondu que ce n'était pas possible, car il aurait dû alors inviter aussi François Mitterrand. Edgar Faure a rétorqué : « *Alors, si vous ne l'invitez pas comme chef politique, vous auriez pu le faire comme ancien Premier ministre* ». À quoi Giscard a répondu avec une moue dédaigneuse : « *Je n'en ai pas vu la nécessité, car il ne s'est jamais occupé du problème des relations franco-soviétiques* ».

### **7 novembre 1977**

— *Les rapports d'Edgar Faure avec les Soviétiques se sont-ils espacés ?*



— Joukov<sup>167</sup> sera à Paris à partir du 23 novembre, pour huit ou quinze jours et c'est François Gadot, pour le compte d'Edgar Faure, qui organise son emploi du temps, non le Parti communiste. Joukov lui a demandé de lui faire rencontrer toutes les personnalités politiques importantes, de Giscard à Chirac et à Marie-France Garaud, de Raymond Barre à François Mitterrand... Il a dressé une liste d'une quinzaine de noms sur laquelle ne figure aucun communiste. Il est évident que Joukov va enquêter de près sur la crise de la gauche et les prochaines élections.

### **14 mars 1978**

— *On donne peu de chances à Edgar Faure d'être réélu président de l'Assemblée nationale.*

— Il a déjeuné hier avec Jacques Chirac et Marie-France Garaud, qui souhaitent lui demander son opinion sur la manière dont la campagne du deuxième tour des élections législatives devait être conduite. Comme il espère bien que la majorité l'emportera et qu'il désire rester président de l'Assemblée, il lui est indispensable de bénéficier du soutien de Chirac.

Or, il n'ignore pas que depuis l'élection du Conseil municipal de Paris, des difficultés ont surgi entre lui et Chirac, ainsi qu'avec l'entourage de celui-ci. Leurs relations jusque-là très confiantes se sont un peu détendues et le déjeuner avait, de sa part, pour objectif d'essayer de revenir à leurs bons rapports antérieurs.

Il n'est pas exclu que satisfaction lui soit donnée, bien que je sache que Chirac, Juillet et Marie-France Garaud se posent la question de savoir si, âgé de soixante-dix ans, Edgar Faure serait le meilleur président possible de l'Assemblée. Sa plus grande chance réside probablement dans le fait qu'ils n'ont personne d'autre à proposer pour le moment.

*À l'issue du deuxième tour des élections législatives, le RPR et l'UDF conservèrent la majorité à l'Assemblée nationale. Le 3 avril, lors de l'élection du président de la nouvelle Assemblée, Edgar Faure obtint au premier tour 136 voix contre 153 à Jacques Chaban-Delmas, devant lequel il se retira et qui fut élu au second tour avec 276 voix.*

---

167 – Jouri Joukov, fonctionnaire soviétique chargé de suivre l'actualité politique en France.

#### 4 avril 1978

— *Comment s'explique l'échec d'Edgar Faure?*

— J'en ai longuement parlé avec Marie-France Garaud. Elle a critiqué la manière dont Chirac avait défendu la candidature d'Edgar Faure.

Elle a aussi insisté sur le caractère devenu assez difficile des relations avec Chirac. Il supporte relativement mal, beaucoup plus mal qu'autrefois en tout cas, les conseils d'où qu'ils viennent.

Elle estime en outre que l'échec d'Edgar Faure constitue aussi pour Chirac un échec dont elle ne minimise pas du tout la portée.

#### 5 avril 1978

— *Edgar Faure se remet-il de son échec?*

— Il prépare activement sa candidature à l'Académie française, l'élection est prévue pour le 8 juin. Il pense être élu au premier tour. Les académiciens qu'il rencontre l'accueillent bien, même Pierre Gaxotte qui ne lui pardonne pourtant pas sa réforme des universités de 1968.

Sur les causes de son échec à l'Assemblée nationale, il dit, sans rancune apparente d'ailleurs, qu'il a eu tort de s'engager trop du côté de Jacques Chirac, ce qui a déchaîné Giscard contre lui et a retenu les députés UDF qui auraient voulu voter pour lui. Il s'exprime sur Giscard en termes d'une sévérité rare chez lui. Sur Chaban, qui l'a battu, il est plus nuancé. Comme homme, il le juge sévèrement, mais il dit qu'en essayant d'être élu, il a joué son jeu.

Il pense que Chirac et le RPR ont intérêt à prendre un peu de recul et à laisser Giscard agir. « *Il fera sûrement des bêtises, comme d'habitude* », dit-il. Sur Barre, il s'est montré modéré. Il croit que son plan de redressement est difficile à mener à bien et n'exclut pas des difficultés sociales sérieuses en fin d'année. « *Mais, ajoute-t-il, un plan de ce genre ne réussit jamais tout à fait, ni n'échoue jamais tout à fait non plus* ».

## Membre de l'Académie française

*Edgar Faure fut élu membre de l'Académie française le 8 juin 1978.*

**26 septembre 1978**

— *Quand Edgar Faure rentre-t-il de son nouveau voyage en Union soviétique ?*

— Il est rentré voilà quelques jours, après un séjour de plusieurs semaines, notamment en Sibérie, et j'en ai très longuement parlé avec lui. Comme ses connaissances en russe, sans être excellentes, sont suffisantes pour lui permettre des conversations soit quotidiennes, soit politiques, les impressions qu'il a recueillies se trouvent par-là même plus intéressantes que celles d'un voyageur ordinaire. On peut se souvenir aussi qu'Edgar Faure entretient un préjugé favorable en faveur de l'URSS dans la mesure où il considère que quelles que soient les réserves qu'on émette sur le régime communiste, il lui paraît essentiel pour la France d'entretenir des rapports amicaux avec ce pays.

Le point principal qu'il a retiré de sa conversation avec Kouznetsov<sup>168</sup> a trait au souci principal des dirigeants soviétiques : la politique chinoise. Consécutivement, l'Europe tient beaucoup moins de place aujourd'hui dans leurs préoccupations. Et la France encore moins. La France de Giscard d'Estaing intéresse l'URSS beaucoup moins que celle de De Gaulle ou de Pompidou.

Me parlant de l'influence que les intellectuels contestataires soviétiques peuvent exercer, il m'a dit que si elle pouvait être perceptible dans des villes comme Moscou ou Léninegrad, au fond de la Sibérie elle était nulle.

Revenant sur sa prochaine réception à l'Académie française, à laquelle il attache beaucoup d'importance, il pense qu'elle aura lieu dans le courant de janvier 1979 et il prépare déjà son discours. Contrairement à ce qu'il m'avait annoncé, il m'a assuré que dans ce discours ne figurerait aucune attaque plus ou moins directe contre le

---

168 – Vassili Kouznetsov, président du KGB. Durant les années 80, il sera président par intérim du Praesidium du Soviet suprême, remplaçant successivement Léonid Brejnev, Iouri Andropov et Konstantin Tchernenko.

président de la République. C'est d'autant plus aisé à comprendre que son épée d'académicien lui sera remise par Giscard.

### **29 octobre 1978**

— *Que pense Edgar Faure de la politique de Raymond Barre ?*

— J'ai conversé avec lui et Marie-France Garaud il y a trois jours. Il considère que Barre est un bon ministre des Finances, mais pas un chef de gouvernement. Il ajoute qu'en France, le ministre des Finances est presque toujours plus important que le Premier ministre à cause de ses immenses pouvoirs résultant de la centralisation du pays.

Il a ajouté, avec sa charmante vanité habituelle: « *Il n'y a eu que deux bons ministres des Finances depuis trente ans, moi, naturellement, et Barre. Giscard et surtout Debré ont été de mauvais ministres, le premier parce que sa politique a failli faire battre De Gaulle en 1965 et le second parce qu'il a créé les conditions qui ont rendu mai 1968 inévitable. Toute politique de déflation systématique est mauvaise: Antoine Pinay, en 1953, est parti à temps pour ne pas voir l'échec de la sienne. Barre, lui, ne fait pas de déflation systématique, c'est pourquoi sa gestion est bonne. Il a peu d'idées, mais ne commet pas de faute. En conséquence, sa position dans le pays est moins mauvaise qu'on ne le croit à Paris* ».

C'est en tout cas ce qu'Edgar Faure dit avoir constaté en Franche-Comté. « *Le pays est plus prospère et riche que ne le disent les gens d'extrême gauche* », ajoute-t-il. Il ne croit donc pas à une prochaine explosion sociale ou à un grand échec économique. En ce sens, son analyse est différente de celle de Chirac et des dirigeants du RPR.

### **15 novembre 1978**

— *Il paraît que les choses s'arrangent entre Edgar Faure et Giscard.*

— J'ai eu hier une conversation avec Edgar Faure, qui voulait m'entretenir de certains problèmes posés par la rédaction de son discours à l'Académie, fin janvier. Il souhaitait aussi parler avec moi des problèmes politiques.

Il se trouve dans une situation nettement en retrait par rapport à Chirac, en partie parce qu'il trouve que Chirac ne l'écoute pas assez, en partie aussi parce qu'il pense que la politique de Barre est moins impopulaire dans le pays que ne le croit Chirac, en partie enfin parce que le président de la République multiplie en ce moment les amabilités à son égard, vraisemblablement pour accentuer les divergences existant entre lui et Chirac.

Ces divergences sont particulièrement fortes sur le plan européen. Edgar Faure estime que sans trop sombrer dans les illusions de l'Europe supranationale et sans souhaiter un accroissement excessif des pouvoirs du Parlement européen, il faut tout de même comprendre qu'un certain nombre de pas doivent être accomplis sur la voie de l'organisation européenne. Par conséquent, il est très maladroit pour le RPR et pour Chirac d'adopter à l'égard de l'Europe une attitude trop négative, dont il pense qu'elle sera assez mal perçue par l'opinion publique.

Sur ce point, son opinion rejoint assez celle d'Alain Devaquet, le secrétaire général du RPR, dont il m'a d'ailleurs fait un vif éloge.

### **13 janvier 1979**

— *La virulente déclaration télévisée de Jacques Chirac contre l'intégration européenne, il y a trois semaines, continue à susciter des réactions hostiles.*

— J'ai vu Edgar Faure hier, nous avons parlé de la réponse qu'il a apportée à cette déclaration. Il est surpris par la colère qu'il a ainsi provoquée chez Chirac, Juillet et Marie-France Garaud, puisque sa position sur l'Europe est connue depuis trente ans.

Je lui ai expliqué que ce n'était pas cela qui était en cause, mais le moment choisi, et aussi la forme agressive de sa réponse, qui l'a fait apparaître comme participant à l'actuelle campagne contre Chirac. Le résultat est qu'il a ainsi rompu une collaboration de dix ans avec eux. Il a été affecté par mes explications, car si ses sentiments pour Chirac n'ont jamais été très chauds, il estime beaucoup Juillet et éprouve une grande et sincère affection pour Marie-France Garaud, qui l'a beaucoup aidé.

Comme c'est moi qui, en 1969, ai opéré son rapprochement avec eux et avec Pompidou, il semblait très ennuyé et a fini par convenir qu'il aurait mieux fait de se taire. « *Je fais beaucoup d'erreurs en parlant* », a-t-il conclu. Mais il affirme avoir agi seul.

Conclusion imprévue: il m'a demandé de corriger son discours de réception à l'Académie française, qu'il présente le 18 devant le comité de lecture avant sa réception le 25. Je me suis mis au travail et lui proposerai trente corrections, même de forme. Grande injure pour un académicien !

### 17 janvier 1979

— *Edgar Faure a-t-il accepté vos corrections à son discours ?*

— Je l'ai vu avant-hier. Il m'a vivement remercié. Revenant sur notre conversation relative à ses rapports avec l'entourage de Chirac, il ne m'a pas caché qu'il était très ennuyé de constater que ses déclarations avaient provoqué une rupture, et les précisions que je lui ai données sur le caractère peut-être définitif de celle-ci le gênent beaucoup.

Il explique qu'il n'est pas question pour lui de changer d'opinion à propos de l'Europe, car il a toujours défendu la politique d'intégration européenne depuis les années cinquante. Il se demande comment il serait possible d'arranger les choses entre lui, Chirac et son entourage. Je lui ai répété qu'à mon avis, c'était pour le moment à peu près impossible. Il a fini par me dire: « *Vous m'avez arrangé tellement de choses avec Pompidou et avec eux depuis 1969 que vous arrangerez bien aussi celle-là* ».

Je ne lui ai naturellement pas répondu non, mais je ne crois pas cela possible.

\*  
\*   \*   \*

*Dans le tome II de ses Mémoires (Plon éd. 1984), Edgar Faure a ainsi évoqué les rapports qu'il avait noués avec Georges Albertini. C'était à l'approche des élections législatives du 19 mars 1955, lorsqu'il était président du Conseil :*

« Quelques jours avant l'affrontement du 19 mars, le préfet Raoul était venu me voir, en compagnie de Georges Albertini. Je connaissais Francis Raoul depuis l'époque d'Alger [...]. Quant à Georges Albertini, j'avais eu l'occasion de le rencontrer une ou deux fois, notamment en compagnie de l'écrivain russe, ancien militant communiste, Boris Souvarine, expert kremlinologue et auteur d'un monumental ouvrage sur Staline. Mais ce n'est que de ce jour-là que se nouèrent, entre Georges Albertini et moi, des relations suivies et de caractère amical qui exercèrent une forte influence sur ma carrière et toujours d'une façon bénéfique. Mes visiteurs venaient, naturellement, m'entretenir de Poujade et du poujadisme. Ils percevaient très bien la gravité de l'affaire. Georges Albertini, qui disposait de tout un réseau d'information et de liaison, se chargerait, si je le souhaitais, de préparer un contact... » (pp. 126-127).

*De tous ceux auxquels Georges Albertini apporta sa collaboration, Edgar Faure est le seul à l'avoir ainsi reconnu publiquement.*





## CHAPITRE IX

### FRANÇOIS MITTERRAND

#### DES NATURES OPPOSÉES, DES VISÉES CONVERGENTES

*Contrairement à ce que certains ont prétendu, Georges Albertini n'a pas connu François Mitterrand pendant la guerre, mais après, par l'intermédiaire d'un ami commun. Leurs rapports furent fréquents sous la IV<sup>e</sup> République, mais jamais étroits, tant les différences étaient marquées entre l'ex-bagnard resté proche des socialistes et le ministre issu de l'extrême-droite : l'un était fils unique de parents très modestes, l'autre venait d'une famille nombreuse et aisée ; l'un devait sa formation à l'enseignement public, l'autre commença la sienne dans un établissement religieux ; l'un milita d'abord dans les rangs de la CGT et du Parti socialiste, l'autre dans ceux de l'Action française et de la Cagoule ; l'un était féru d'études historiques, l'autre de littérature ; l'un, collaborationniste de gauche sous l'Occupation, repoussa les séductions du gouvernement de Vichy, l'autre, maréchaliste convaincu, y succomba ; quand le sort des armes s'inversa, l'un resta fidèle à son camp, l'autre se détacha du sien et passa au camp opposé ; après la guerre, l'un n'aspirait à aucune fonction en vue, l'autre brûlait de l'ambition personnelle la plus haute ; l'un s'éloigna peu à peu du socialisme par conviction, l'autre le rallia par tactique ; l'un se voulait centraliste étatique, l'autre impulsa la décentralisation régionale...*

*Pourtant, dans les initiatives de François Mitterrand parvenu au pouvoir, à côté de choix économiques et sociaux contraires aux vues d'Albertini, que de convergences entre leurs principaux objectifs, qu'il s'agit de réduire le Parti communiste et de résister à l'URSS ou de resserrer la collaboration franco-allemande et d'œuvrer à l'unification de l'Europe ! Cette fidélité de Mitterrand à des orientations qu'il avait adoptées au début de l'Occupation et qu'Albertini partageait, nul doute que celui-ci l'aurait appréciée s'il avait vécu quelques années de plus.*

## Ministre de l'Intérieur

**5 juillet 1954**

— *On parle, en matière militaire, d'indiscrétions mettant en cause des membres du gouvernement Mendès France.*

— Le préfet de Police Jean Baylot a reçu du journaliste parlementaire communiste André Baranès un rapport prouvant que les dirigeants du Parti communiste étaient informés de certaines délibérations secrètes du Conseil supérieur de la Défense nationale. Dans ce rapport, il est notamment fait état de paroles prononcées au Conseil par Christian Fouchet, le ministre des Affaires marocaines et tunisiennes.

Consulté par le préfet de Police, Fouchet a confirmé qu'il avait bien tenu ces propos lors de délibérations récentes du Conseil. Il en résulte que les indiscrétions proviendraient d'un des membres du gouvernement qui y participe.

Baylot s'est donc rendu à l'hôtel de Matignon où André Pélabon, le directeur du cabinet de Pierre Mendès France, l'a prié d'ouvrir une enquête, mais en se gardant d'en parler au ministre de l'Intérieur François Mitterrand. Prémonition ?

L'enquête semble en effet montrer que l'indiscrétion émanerait du ministre de l'Intérieur lui-même. On croit que l'intermédiaire entre lui et les milieux proches du Parti communiste serait Georges Bérard-Quélin. Ce qui le donne à penser est notamment le fait que, dans *l'Index quotidien de la presse*, l'une des publications de Bérard-Quélin, figurent des précisions très secrètes émanant de l'entourage du ministre de l'Intérieur, probablement de Georges Dayan, son chef de cabinet.

L'affaire est importante non seulement dans la mesure où elle tend à démontrer quelle est la position ou la légèreté de Mitterrand, mais aussi en ce qu'elle jette des clartés sur les rapports réels existant entre lui et Mendès.

**9 juillet 1954**

— *A-t-on obtenu des précisions sur les soupçons qui pèsent sur François Mitterrand ?*

— J'ai appris de nouveaux détails sur la façon dont les délibérations du Conseil supérieur de la Défense nationale ont été portées à la connaissance du Parti communiste.

Celui-ci en a reçu une analyse très détaillée et largement exacte. Les principales indiscretions concernaient un renfort éventuel de troupes du contingent réclamé par le général Ely. Il demandait l'envoi des 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> divisions de marche et a été appuyé dans son exposé par le général Koenig, par le secrétaire d'Etat à la Guerre Jacques Chevallier, ainsi que par le président du Conseil. Il a eu en revanche contre lui deux ministres, dont André Monteil, secrétaire d'Etat à la Marine. Edgar Faure s'est borné à poser quelques questions sans s'opposer au départ éventuel des troupes.

Or, de l'enquête et des recoupements qui ont été opérés, il ressort que seul le ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, a pu être l'auteur de cette divulgation.

S'ajoute à cela l'article publié par Gilles Martinet dans *l'Observateur* du 8 juillet, intitulé: « *Le contingent partira-t-il le 21 juillet?* ». La lecture de l'article prouve d'une manière indubitable que Martinet a eu connaissance soit du document qui a circulé chez les communistes, soit des informations diffusées dans l'entourage de François Mitterrand. Étant donné les relations de Martinet, les deux hypothèses sont envisageables<sup>169</sup>.

\*

\* \* \*

### 3 février 1955

— *Ne deviez-vous pas rencontrer François Mitterrand?*

— J'ai dîné avec lui le 26 janvier au ministère de l'Intérieur, à sa demande, en présence du député de Constantine Amar Naroun qui

---

169 – Cette affaire, dite Affaire des Fuites, donnera lieu à un procès ouvert à Paris le 7 mars 1956 à l'encontre des seuls Jean Mons, secrétaire général de la Défense nationale, son collaborateur le sous-préfet Turpin, André Baranès, journaliste parlementaire communiste et informateur de la préfecture de Police, et Roger Labrusse, chef du service de la Protection civile au secrétariat de la Défense nationale. Mons et Baranès seront acquittés, Labrusse sera condamné à six ans de prison et Turpin à quatre ans. François Mitterrand en sortira totalement innocenté.

avait préparé la rencontre. Notre conversation a duré près de quatre heures.

Mitterrand s'est montré très courtois, très désireux de plaire et de s'expliquer. Il a fait preuve à plusieurs reprises de franchise et même de confiance. Il était pourtant assez tendu, surtout au début, très attentif, assez visiblement sur ses gardes, mais ensuite plus calme.

Le dîner avait lieu le jour même de la nomination de Jacques Soustelle au gouvernement général de l'Algérie. Mitterrand m'a dit que Soustelle n'était pas son candidat, mais André Dubois, le préfet de Police, dont il a fait l'éloge. Il estime toutefois que le choix de Soustelle est excellent. Il a tenu à me préciser que cette nomination lui paraissait bonne dans l'hypothèse de la chute du ministère. « *De cette manière, a-t-il dit, à Alger nous laisserons à nos successeurs quelqu'un qui fera notre politique* » – conception assez critiquable, on peut le noter au passage, pour un partisan du régime parlementaire. Comme j'objectais que les successeurs rappelleraient peut-être Soustelle, il a répondu avec mépris : « *Ils n'oseront jamais. Vous, vous le feriez sans doute, pas eux* ». À plusieurs reprises, il m'a fait sentir le peu de cas qu'il faisait de l'énergie et des conceptions des ministres des équipes gouvernementales précédentes.

Mitterrand s'est aussi montré élogieux pour le gouverneur Léonard, dont il m'a dit néanmoins qu'il était usé après quatre années passées en Algérie et qu'on avait dû le faire partir. J'ai su depuis lors, par Francis Raoul qui l'a recueilli de la bouche même de Léonard, que tel était aussi l'avis de celui-ci.

Sur la politique algérienne en général, le ministre de l'Intérieur, qui semble très bien connaître le dossier, m'a tenu des propos raisonnables et prudents. Il se montre très hostile aux vieux colons de type Borgeaud, dont il déplore la médiocrité. Il ne m'a pas donné l'impression d'être aussi en accord avec les nationalistes algériens qu'on pourrait le croire de l'extérieur.

Je lui ai demandé pourquoi il ne dissolvait pas le Parti communiste algérien. Pour deux raisons, m'a-t-il répondu : « *D'abord, parce que c'est un parti composé d'Européens et que j'ai voulu frapper les nationalistes algériens extrémistes, en protégeant le Parti commu-*

niste, parce qu'européen ». Comme j'objectais que cela risquait d'avoir comme conséquence de grossir le PCA avec des troupes nationalistes, il a dit que cela ne s'était pas encore produit et qu'il aviserait à ce moment-là.

Il a aussi hésité à agir contre le PCA car cela aurait impliqué en même temps une action contre le Parti communiste français. Or, a-t-il précisé avec le sourire, « *vous savez que je ne suis pas un anticommuniste systématique* » – sous-entendu comme vous !

J'ai rétorqué qu'on pouvait prendre sur place des mesures spéciales contre le PCA sans poser le problème communiste dans son ensemble. Il ne l'a pas contesté. Mais s'agissant du PCF, il m'a posé la question classique : « *Que peut-on faire contre lui ? Une fois dissous, il deviendra clandestin et sera donc inaccessible* ».

Si l'on tient son propos pour sincère, et je le crois, on ne peut qu'être frappé par l'ignorance qu'il révèle. Je me suis efforcé, avec modération et simplicité, d'y répondre. D'abord en indiquant que le PCF violait les lois existantes sur des points précis et qu'il n'y avait qu'à les appliquer sans recourir à des lois d'exception, inutiles au moins pour longtemps. J'ai pris comme exemple la non-répression des activités du PCF pendant la guerre d'Indochine, afin de lui montrer que je jugeais ses prédécesseurs, qui comptaient parmi mes amis, eux aussi coupables de n'avoir pas agi comme il convenait. Ensuite, je lui ai expliqué que le PCF était toujours à la fois ouvert et clandestin et qu'en gênant son activité publique, on gênait en même temps son activité clandestine au lieu de la faciliter. J'ai fourni autant d'exemples que possible et j'ai eu l'impression que cette partie de mon exposé le frappait assez fortement. Il y avait là des arguments qui semblaient le toucher et il se rendait compte qu'il connaissait mal le problème. Il m'a dit : « *Il faudra que nous en reparlions* ».

Dernier argument invoqué par Mitterrand à propos du PCF : « *Les hommes de gauche comme moi ne peuvent pas s'associer à la droite pour éliminer le communisme, car quand ce sera fait, la droite qui ne comprend rien et qui nous hait nous écrasera. Et nous ne pourrions pas être défendus par la classe ouvrière, car elle soutient le PCF que nous aurons éliminé* ».

J'ai répondu que la classe ouvrière et le PC ne se confondaient pas et que les ouvriers étaient maintenant en minorité au PC. J'ai ajouté que son schéma était faux, en tout cas qu'il ne s'était jamais vérifié : « *Ce qu'on a vu, c'est exactement le contraire : l'union du PC à la gauche pour écraser la droite, puis l'écrasement par le PC de la gauche isolée* ». Ces arguments l'ont visiblement moins touché que les précédents.

À ce sujet, il n'a cessé de se présenter comme un homme de gauche très convaincu et ancien. Il a nié avoir fréquenté les milieux d'Action française et les anciens cagouleurs. Il a dit ne connaître qu'à peine Eugène Schueller, l'ex-banquier de la Cagoule. Il sait que tous ces bruits circulent et il les dément en bloc. Ses démentis m'ont toutefois paru faibles et ne m'ont en tout cas pas convaincu.

— *Que pense-t-il de l'Affaire des Fuites et de la suspicion de Mendès France à son égard ?*

— Je lui ai dit qu'il avait frappé le préfet de Police Jean Baylot avec excès en le jugeant déloyal à son encontre. J'ai exposé les raisons pour lesquelles je ne croyais pas à sa déloyauté et rappelé que dans le passé, Baylot avait servi ses prédécesseurs avec correction, même quand il ne partageait pas telle ou telle de leurs opinions.

Mitterrand m'a répondu qu'il avait remplacé Baylot pour d'autres raisons. Il s'était toujours promis, a-t-il dit, s'il devenait ministre de l'Intérieur, de remplacer le directeur de la Sûreté nationale et le préfet de Police pour disposer aux grands postes de hauts fonctionnaires dévoués à sa politique. Il a ajouté que s'il devenait président du Conseil, il ne se bornerait pas à ces mutations, mais remplacerait aussi le directeur de la Radio, celui de l'Agence France-Presse, celui de la Gendarmerie, etc. Je n'ai rien répondu, mais il est évident que son propos traduit une conception de la démocratie assez particulière et que le ministre de l'Intérieur ne me semble pas repousser, en parlant ainsi, l'hypothèse d'une sorte de coup d'Etat légal.

Parmi les griefs que Mitterrand adresse à Baylot, il y a ce qu'il appelle l'affaire du 3 juillet. Il lui reproche de ne pas lui avoir communiqué ce jour-là le procès-verbal du Conseil de la Défense nationale qui était en sa possession. Je lui ai répondu que le directeur du cabinet de

Mendès France, André Pélabon, avait précisément ce jour-là convoqué le préfet de Police et conservé pour lui le procès-verbal, en interdisant à Baylot de parler de l'affaire. Cette précision, sur laquelle je me suis appesanti longuement avec des détails circonstanciés, a contraint Mitterrand à reconnaître que le comportement de Pélabon en la circonstance n'avait pas été clair.

S'agissant de l'action plus générale de l'ex-préfet de Police, il lui reproche de n'avoir pas découvert le coupable alors que lui-même l'avait trouvé immédiatement. J'ai répliqué que lors des fuites de mai, une enquête avait été menée par Pleven, Martinaud-Déplat [ministre de l'Intérieur] et Baylot, précisément au secrétariat général de la Défense nationale, c'est-à-dire à la source des fuites. En ce qui concerne celles de juin, aucune enquête n'avait certes été décidée, mais c'était à la suite de l'interdiction prononcée par André Pélabon et non par la volonté de Baylot. Et si, de juillet à septembre, il en était allé de même, c'était parce que Pélabon n'avait de nouveau rien ordonné. À ces précisions, Mitterrand n'a pas répondu.

Sur le fond de l'affaire, nous sommes tombés d'accord pour attribuer l'origine des fuites de 1953 à des indiscretions d'Edgar Faure et l'origine des accusations portées contre Mitterrand au président de la République. À ce sujet, il m'a dit qu'il n'éprouvait de rancune pour personne, sauf à l'encontre de Georges Bidault qui, froidement, dans le cabinet du juge d'instruction, n'avait pas hésité à le mettre en cause par animosité politique.

Pour les fuites de 1954, il m'a dit hésiter entre deux hypothèses :

Soit il s'agit d'un réseau d'espionnage soviétique dont d'Astier de la Vigerie<sup>170</sup> est le centre, avec Roger Labrusse<sup>171</sup>. Mais dans cette hypothèse, il se demande pourquoi un homme aussi suspect et vulnérable qu'André Baranès se trouvait dans le réseau. J'ai répondu que Baranès pouvait y avoir été mis par d'Astier, par insouciance ou bien par calcul en cas de poursuites. En ce cas, on ne se trouverait pas en

---

170 – Emmanuel d'Astier de la Vigerie, membre de la Résistance sous l'Occupation, puis compagnon de route du Parti communiste, membre de la direction du Mouvement de la Paix, titulaire du Prix Lénine de la Paix.

171 – Chef du service de la protection civile au secrétariat de la Défense nationale.

présence d'une négligence soviétique, mais du je-m'en-fichisme français. Mitterrand n'a pas repoussé ces explications et a trouvé l'hypothèse plausible.

Soit l'affaire se réduit à une tentative de Labrusse de se servir à la fois de ses contacts journalistiques et de ses fonctions officielles pour déclencher une campagne de presse anti-américaine et favorable au Viet-Minh. J'ai ajouté que cette hypothèse me paraissait envisageable, d'autant que la présence au gouvernement d'hommes comme Mendès France, partisans de l'abandon en Indochine, pouvait donner à Labrusse le sentiment d'une relative impunité. Mitterrand en est aisément convenu. Il a saisi l'occasion pour me rappeler qu'il était en très mauvais termes avec *l'Observateur*, qu'il n'y entretenait de relations personnelles qu'avec Roger Stéphane, mais qu'en revanche il était entièrement solidaire de *L'Express*.

Voyant que, sur le fond de l'affaire, je partageais plusieurs de ses vues, Mitterrand m'a dit que cela ne le surprenait pas, car il savait depuis le début que j'étais très sceptique sur la qualité des informations transmises par André Baranès et sur la manière dont cette affaire était menée. Je lui ai donné une autre précision, à savoir qu'à la demande de Charles Brune lorsque celui-ci était ministre de l'Intérieur, voilà plusieurs années donc, j'avais rédigé un rapport très critique sur les notes de Baranès. Le fait que ce rapport m'avait été demandé par Brune et Baylot prouve d'ailleurs que, contrairement à ce qu'il peut croire, tous deux ont été moins dupes de Baranès qu'on ne l'a dit.

Dernier fait pour montrer que les opinions de Mitterrand ne sont pas animées de passion: il m'a dit avoir cru pendant longtemps qu'il existait une chaîne ininterrompue allant de Labrusse à Baylot et passant par Mons, Baranès et Dides<sup>172</sup>. Je lui ai représenté ce qu'une idée de ce genre avait d'incroyable, mais je me suis rendu compte que tel était sans doute son état d'esprit lors des déclarations qu'il avait faites au début de l'affaire.

— *Tout cela donne de François Mitterrand un portrait assez bizarre.*

— Mon impression générale est la suivante: les choses positives que j'ai eu l'occasion de lui dire n'ont certainement pas été inutiles, en

---

172 – Jean Dides, commissaire principal chargé de la lutte anticommuniste à la préfecture de Police.



particulier ce que j'ai affirmé pour préciser le rôle de Baylot. Quant à Mitterrand lui-même, il m'a paru intelligent et compétent, plus réfléchi qu'on ne le dit, mais peut-être l'est-il davantage en paroles qu'en actes. Il est évident qu'il n'a pas d'idées, ni de principes, ni de doctrine. C'est un ambitieux, froid, pressé d'arriver et certainement disposé à nouer des alliances de toutes sortes pour cela. Il ne m'a pas caché, et tout son comportement le prouve, qu'il ne croit ni à la République, ni à la démocratie, ni au régime parlementaire.

Je me suis efforcé de lui donner l'impression que je m'intéressais surtout aux questions du communisme d'une manière un peu systématique et il n'a certainement pas recueilli de mes propos la preuve que j'étais informé autant que je le suis du détail des affaires. Je lui ai parlé avec beaucoup de clarté dans le fond, mais avec une extrême modération et une grande réserve dans la forme.

Nous nous sommes séparés en très bons termes et il m'a proposé de me revoir, en me disant qu'il avait été très intéressé par notre conversation. Quelques jours plus tard, j'ai rencontré le député Naroun. Mitterrand lui a tenu des propos analogues et l'a remercié d'avoir favorisé notre rencontre.

## **Ministre de la Justice**

*Mis en minorité par l'Assemblée nationale, Pierre Mendès France démissionna de la présidence du Conseil en février 1955. Il fut remplacé par Guy Mollet, qui nomma François Mitterrand ministre de la Justice. Mendès France devint en février 1956 ministre d'Etat sans portefeuille dans un nouveau gouvernement Guy Mollet et il en démissionna en mai suivant.*

### **26 février 1956**

— Vous deviez rencontrer à nouveau François Mitterrand...

— J'ai eu une conversation avec lui le 23, à sa demande, au ministère de la Justice. Il voulait me remercier des 500000 francs qui lui ont été donnés pour les élections.

À propos de Pierre Mendès France, sa position est nuancée. Sans aller jusqu'à s'y opposer, il est sévère sur son caractère et son comportement. Il en a souffert, m'a-t-il dit.

À propos des socialistes, il a été tout aussi sévère, il les trouve vieux et usés.

À propos de l'Afrique du Nord, il est partisan d'une politique très ferme. Il a reçu Habib Bourguiba et l'a durement traité. Il pense qu'au Maroc, la France doit céder au minimum. La situation en Algérie est tragique: « *Si la France la perd, dit-il, le régime sera emporté* ». Il a longuement parlé des graves conséquences stratégiques pouvant résulter de la perte éventuelle de l'Afrique du Nord.

S'agissant de Pierre Poujade et de son mouvement, il a été très dur, indigné par leur vulgarité, leur incivisme.

Rien au sujet des communistes.

Il m'a demandé de revenir le voir sous peu.

*Georges Albertini profita de cet entretien pour demander à François Mitterrand l'amnistie d'anciens militants du Rassemblement national-populaire condamnés après la guerre. Il en reçut l'assurance et les amnisties intervinrent peu après.*

## 20 octobre 1956

— *L'Affaire des Fuites qui nous a tant occupés s'est finalement bien terminée.*

— André Baranès m'a adressé cette lettre au début du mois :

« *Paris, le 9 octobre 1956.*

« *Monsieur,*

« *Bien que vous ne me connaissiez pas, vous avez fort aimablement reçu ma femme et n'étant nullement bavard, je ne l'aurais dit à personne si vous n'aviez vous-même informé spontanément mon ami M. Jean Dides... J'ai demandé à M. Dides de vous demander un prêt que vous avez consenti en signifiant à ma femme que je devais « rester dans l'ombre » et m'abstenir désormais de « toute activité politique ».*

« *[...] malgré le silence de toute la presse, il est incontestable que j'ai apporté, au cours de mon procès, la preuve de la trahison commu-*

niste. J'ai porté contre M. D'Astier de la Vigerie et en sa présence les accusations les plus graves : il a été incapable de me démentir.

« Dès mon acquittement, je me suis mis à espérer, mais je n'ai pas tardé à me rendre compte de l'inexistence totale du militantisme chez les nationaux. Vous m'avez envoyé chez un de vos amis dans la banlieue parisienne. Cet ami m'a accueilli avec beaucoup de sympathie, mais il m'a recommandé, pour être employé comme gardien dans une usine, de me laisser pousser la moustache, de porter un costume élimé, de me coiffer d'une casquette... et de changer de nom. Cet exemple édifiant montre mieux qu'un beau discours à quel degré de lâcheté sont descendus les éventuels employeurs. Et, pourtant, j'étais acquitté !

« Au moment même où cette offre m'était faite, Mme Madeleine Jacob remerciait avec chaleur, dans « Libération », les innombrables « Républicains » qui avaient aidé les familles de Labrusse et de Turpin, tous deux pourtant condamnés pour trahison. Bien mieux, M. Labrusse fait ouvertement de la politique à l'Union progressiste qui a décidé sa réintégration.

« J'ai des dettes, j'ai des charges familiales et, chaque mois, la mort dans l'âme, je me transforme en « tapeur », ce qui est odieux quand on a 39 ans, pendant que M. Labrusse, lui, est confortablement installé à Libération [...] ».

J'ai aidé Baranès à la demande de Baylot et de Dides, mais c'est un pauvre diable qu'il vaut mieux ne pas fréquenter.

\*

\* \*

**21 janvier 1957**

— On dit que le gouvernement Guy Mollet n'en a plus pour longtemps et que le président Coty commence à consulter.

— Aujourd'hui, François Mitterrand et Roger Duchet ont déjeuné ensemble en présence de Raymond Marcellin, le secrétaire général adjoint du Centre des Indépendants. Le déjeuner avait pour but de connaître les intentions de Mitterrand en cas de crise ministérielle, car au cours d'une entrevue récente avec le président de la République,

Duchet avait entendu ce dernier révéler que dans l'hypothèse d'une crise, le nom de Mitterrand, avec quelques autres, était inscrit sur ses tablettes de possible président du Conseil.

Mitterrand a estimé que la situation du gouvernement s'est affaiblie non parce qu'il aurait commis des fautes particulières, mais simplement du fait que dans le régime parlementaire actuel, lorsqu'un gouvernement compte un an d'existence, l'Assemblée nationale veut s'en débarrasser.

Le gouvernement Guy Mollet présente certes des faiblesses, ajoute Mitterrand, la plus importante étant, aux Affaires étrangères, Christian Pineau qu'il trouve très changé depuis dix-huit mois, vieilli prématurément. Aux Finances, Paul Ramadier fait ce qu'il peut, mais manque certainement des qualités nécessaires pour affronter une situation qui peut devenir difficile. À des postes techniques, se trouvent plusieurs médiocres, par exemple Georges Lemaire, qui affaiblissent le gouvernement par leur présence et leurs erreurs.

De très loin, estime Mitterrand, le meilleur est Guy Mollet lui-même, qui a beaucoup gagné en un an, dont les vues sur la plupart des problèmes sont généralement très lucides et qui s'est qualifié pour diriger à nouveau un gouvernement dans les prochaines années. Et à côté de lui, Albert Gazier est un bon ministre du Travail.

Je fais pour ma part toute réserve sur ce jugement, car je connais personnellement Gazier et le tiens pour un médiocre.

Mitterrand considère que le gouvernement devrait tomber après le vote de l'ONU<sup>173</sup>, sous un prétexte quelconque, et dans cette hypothèse il lui paraît que les chances d'un ministère de transition sont grandes. Après quoi, les Indépendants pourraient reprendre la direction d'un gouvernement.

Quel ministre pour présider un gouvernement de transition? Mitterrand refuserait l'offre de René Coty si elle lui était présentée, car pour lui, ce serait jouer son avenir sur un coup de dés. Reste un gouvernement René Pleven, ce à quoi Mitterrand se dit prêt à travailler et pour lequel il a engagé Duchet à l'appuyer.

\*

\* \*

---

173 – Un vote hostile à la politique algérienne de la France avait été émis à l'ONU.

**20 février 1957**

— *L’Affaire des Fuites semble tout de même avoir affaibli François Mitterrand. Va-t-il rester au ministère de la Justice ?*

— J’ai eu récemment une longue conversation avec lui au ministère. Comme je le remerciais des décisions d’amnistie qu’il avait prises en faveur de certains de nos amis, Henri Barbé<sup>174</sup> notamment, nous avons eu l’occasion de parler d’un des membres les plus importants de la Cagoule, François Méténier. Il m’a confirmé qu’il le connaissait bien et a ajouté qu’à Vichy, c’était lui qui l’avait fait libérer de son camp de prisonnier.

Nous sommes passés de là tout naturellement à une nouvelle conversation sur l’Affaire des Fuites, dont les circonstances continuent à le préoccuper. Il n’a visiblement pas pardonné à ceux qui l’avaient soupçonné d’être complice de la trahison. Il n’a rien ajouté de nouveau à ses affirmations antérieures et je crois l’avoir persuadé que les soupçons de machination qu’il conservait contre l’ex-préfet de Police Jean Baylot étaient sans fondement. D’ailleurs, poussé dans ses retranchements, il ne peut guère articuler à ce sujet autre chose que des doutes et des questions.

Quand je suis sorti, après une heure et demie de conversation, son chef de cabinet, André Rousselet, m’a proposé un entretien plus prolongé pour tirer au clair un certain nombre de questions. Nous allons le faire.

*Le 13 juin, intervint un changement de gouvernement. François Mitterrand ne resta pas ministre.*

**20 juin 1957**

— *Mitterrand a donc quitté le ministère de la Justice.*

— Avant de partir, il a réussi à faire classer définitivement la plainte déposée contre Emilien Amaury, le directeur du *Parisien libéré*.

Sans se prononcer sur la culpabilité d’Amaury, qui semble certaine, on peut penser qu’une opération de ce genre procurera à Mitterrand

---

174 – Ancien dirigeant du Parti communiste, exclu du parti au début des années 30 avec Pierre Célor pour « déviationnisme », proche de Georges Albertini sous l’Occupation et resté membre de son équipe après la guerre.

le soutien de toute la chaîne de journaux du groupe Amaury, dont *Le Parisien libéré* qui tire à 800000 exemplaires et qui touche une clientèle très vaste et très diverse.

Désireux de payer sa dette dès que possible, Amaury, à la demande de François Mitterrand, a envisagé de racheter le journal *Franc-Tireur* qui ferait l'objet d'un nouveau lancement et qui, bien entendu, appuierait la politique de Mitterrand. L'ensemble de cette opération représente donc un intérêt politique certain pour l'ancien garde des Sceaux. En effet, le règlement de l'affaire Amaury sera vivement apprécié par le MRP et les gaullistes, tandis qu'un soutien apporté à *Franc-Tireur* aiderait à améliorer le climat avec les socialistes et plus généralement avec une fraction militante de la gauche.

*Lors des événements qui, en mai 1958, entraînent la fin de la IV<sup>e</sup> République et l'avènement de la V<sup>e</sup>, François Mitterrand s'opposa avec force au retour du général De Gaulle.*

## **26 juin 1958**

— *Comment Mitterrand réagit-il aux projets institutionnels de De Gaulle ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec André Dewavrin, le colonel Passy pendant la guerre. Il a eu l'occasion de rencontrer chez Pierre Lazareff, le directeur de *France-Soir*, l'équipe habituelle d'hommes politiques de gauche qui sont ses amis, en particulier François Mitterrand et Jacques Duhamel. Le premier a toujours été anti-gaulliste, mais il affirme qu'il votera la nouvelle Constitution, car il pense qu'elle pourra servir à ceux qui viendront au pouvoir après De Gaulle. Quant à Jacques Duhamel, malgré ses tendances progressistes, ou peut-être à cause d'elles, il est devenu super-gaulliste.

## **24 novembre 1959**

— *Le passé vichyste de François Mitterrand ne va-t-il pas finir par être publiquement évoqué ?*

— Au cours d'une réunion récente organisée par une instance dont je vous reparlerai, le directeur de *La France catholique*, Jean de

Fabrègues, a conté quelques anecdotes sur Mitterrand, qu'il connaît depuis 1937. En 1942, Fabrègues lui avait demandé de prendre la parole lors d'une réunion groupant des prisonniers de guerre nouvellement libérés, presque tous des ouvriers parisiens. Mitterrand leur avait déclaré que l'ère du parlementarisme était terminée, qu'on allait vers des régimes autoritaires et que deux hommes pouvaient servir de flambeaux et de guides : pour les croyants, José Antonio Primo de Rivera<sup>175</sup> et pour les autres, Adolf Hitler. Comme ensuite Fabrègues lui reprocha son propos, Mitterrand répondit qu'il fallait prendre position et ne pas rester dans l'attentisme. Quelque temps après, il faisait à Lyon le serment solennel de rester fidèle à la doctrine sociale chrétienne.

Après la Libération, Fabrègues et Mitterrand se séparèrent. Des amis les réunirent en 1946 pour essayer de les rapprocher, en vain. Mitterrand justifia sa position en expliquant qu'il préférerait être du parti des guillotineurs plutôt que des guillotiné, même si cela ne devait lui permettre que d'être lui-même guillotiné seulement cinq minutes après Fabrègues.

## L'union de la gauche

**14 novembre 1967**

— *Vous avez rencontré Jacques Duhamel...*

— J'ai déjeuné voilà quelques jours avec lui et mes amis du Groupe de la métallurgie de la région parisienne, qu'il souhaitait connaître. Nous avons parlé de ses relations avec la majorité, puis de François Mitterrand, qu'il avait très bien connu puisque, à plusieurs reprises entre 1950 et 1960, il l'avait convié à passer des congés chez lui et avait lui-même été invité en vacances avec sa femme chez les Mitterrand.

---

175 – Fondateur de la Phalange espagnole, d'inspiration socialiste et nationaliste, José Antonio Primo de Rivera avait été condamné à mort par un tribunal populaire à Alicante le 17 novembre 1936 et fusillé le 20.

Jacques Duhamel dit que tout en ayant été très près de Mitterrand, il ne le connaissait pas véritablement et que personne, au fond, ne le connaissait vraiment. C'est la raison pour laquelle, sur le plan politique, il ne saurait lui faire confiance. Personne, ajoute-t-il, ne peut dire quelle direction il prendrait s'il accédait un jour au pouvoir.

Il se montre particulièrement inquiet par l'entourage de Mitterrand, composé presque entièrement, dit-il, d'hommes qui ont eu, dans le passé, des contacts avec le Parti communiste ou bien qui, lors des dernières élections, ont parfois été élus grâce au retrait de communistes pourtant placés devant eux. Il explique que tout s'est passé comme si les candidats communistes avaient été incités à consentir des sacrifices pour faire élire plusieurs membres de l'entourage politique de Mitterrand. Grâce à quoi, le Parti communiste pourrait exercer une influence sur lui car, bien entendu, les grandes réserves que Duhamel fait sur Mitterrand, les communistes sont assez avertis pour les formuler de leur côté. Il a cité, parmi les hommes répondant à ces caractéristiques, Roland Dumas, Claude Estier, Georges Dayan et même Louis Périllier.

Contrairement à ce que je pensais, étant donné ses origines politiques dans l'entourage d'Edgar Faure, qui est assez insensible à la menace communiste, Jacques Duhamel m'a donné l'impression satisfaisante qu'il en était pour sa part très préoccupé.

## 26 février 1968

— *Où en sont les rapports de Mitterrand avec les socialistes ?*

— J'ai déjeuné avec Georges Brutelle, l'ancien secrétaire général adjoint du Parti socialiste. Il m'a d'emblée expliqué que Mitterrand, avec lequel il est très ami, souhaitait l'avoir près de lui dans les prochains mois, au cours desquels doit se concrétiser l'unité du futur parti de gauche. En effet, Mitterrand considère qu'avant la fin de 1969, les trois partis constituant l'actuelle Fédération de la gauche démocrate et socialiste<sup>176</sup> formeront un seul parti démocrate socialiste et il désire

---

176 – En fait, cinq formations constituaient la FGDS : le Parti socialiste, l'UDSR, le Parti radical-socialiste, l'Union des groupes et clubs socialistes et le Club pour le renouveau de la France.



éviter que ce parti ne tombe sous l'autorité de Guy Mollet, lequel veut au contraire s'en assurer le contrôle.

Or, Mitterrand n'a aucune expérience en matière d'organisation d'un parti de gauche aussi nombreux et il souhaiterait profiter de celle de Brutelle. Pour réussir, il lui faudrait donc remettre Brutelle en service dans les organes directeurs de la Fédération, dont il s'est éloigné. Précisément, il est possible que le poste de secrétaire général de la Fédération devienne disponible. Il est tenu jusqu'à maintenant par un ami personnel de Guy Mollet, Schmitt, atteint d'une maladie grave qui risque de l'éliminer de la vie politique. Brutelle pense aussi que Mitterrand n'ignore pas qu'une partie de son entourage politique, qu'il n'a pas choisi mais qui lui a été apporté par les circonstances, est de qualité médiocre, et qu'il désirerait l'étoffer, sinon en changer.

Nous avons également parlé de l'attitude de la Fédération à l'égard des communistes. Brutelle dit qu'il partage complètement le point de vue de Mitterrand, à savoir que la dernière possibilité pour la gauche de ne pas se lier aux communistes avait été celle de Gaston Defferre deux ans avant l'élection présidentielle de 1965. Du jour où son échec a été consommé, il a rendu inévitable le rapprochement de la Fédération et des communistes, puisqu'il n'existe dorénavant plus aucune possibilité pour la gauche d'accéder au pouvoir sans l'aide des communistes. Brutelle a souligné qu'il s'agissait là d'une analyse s'appuyant sur des faits et que toute autre ne reposait que sur des illusions.

Il en déduit que Mitterrand non seulement est décidé à une alliance complète avec les communistes jusqu'à l'élection présidentielle, mais même qu'il comprend très bien que cette alliance implique la participation au gouvernement des communistes, qui en font d'ailleurs une condition formelle du maintien de leur accord avec la Fédération. Mitterrand, dit-il, ajoute que dans l'hypothèse d'une majorité et d'un gouvernement de gauche, il vaudrait mieux avoir les communistes à l'intérieur du gouvernement plutôt qu'à l'extérieur, car ils seraient beaucoup moins libres pour attaquer l'action du gouvernement et pour empêcher celui-ci de pratiquer une politique relativement raisonnable. Brutelle partage ce point de vue.

Mitterrand lui a aussi confié qu'il avait eu des conversations tête à tête avec Waldeck Rochet<sup>177</sup>, notamment à propos de la politique économique, au cours desquelles il lui avait expliqué qu'un gouvernement de gauche devrait absolument empêcher l'inflation, donc toute dégradation de la situation économique, afin d'apparaître comme un gouvernement sérieux. Waldeck Rochet avait approuvé cette analyse, précisant que si les communistes figuraient dans le gouvernement, ils appuieraient une politique de discipline et d'austérité comme ils l'avaient fait en 1945 quand la guerre n'était pas terminée.

Dans cette perspective, Mitterrand estime que ceux qui posent trop de questions maintenant aux communistes ont tort. Par exemple, il ne comprend pas que les économistes de la Fédération s'opposent à la revendication des communistes, selon laquelle une augmentation générale des salaires doit figurer dans le programme de gouvernement : *« Cette position sera très populaire, a dit Mitterrand, elle nous permettra de gagner beaucoup de voix et si, grâce à des mots d'ordre de ce genre, nous obtenons la majorité, rien ne sera plus facile, dans un gouvernement comprenant des communistes, de nous retourner ensuite vers la classe ouvrière pour lui demander de ne pas nous obliger à tenir cet engagement. Pour cela, nous pouvons compter sur les communistes et nous aurons besoin d'eux »*.

J'ai dit à Brutelle, anticommuniste résolu, que la question principale était de savoir ce que les communistes feraient de la démocratie politique et de l'opposition. Il m'a répondu qu'ils avaient commencé à évoluer sur ce point, mais qu'en effet, il existait des risques en ce domaine, des risques inévitables. Il m'a toutefois répété que Mitterrand avait retiré de ses conversations avec Waldeck Rochet l'impression que les communistes étaient engagés sur une voie évolutionniste, qu'ils se rendaient compte que la prise révolutionnaire du pouvoir était impossible et que s'ils voulaient conquérir la majorité à l'intérieur de la gauche lors d'élections ultérieures, ils devaient apparaître dès maintenant comme de bons gestionnaires de la société actuelle. En somme, comme un deuxième parti socialiste, un peu plus à gauche que le premier.

---

177 – Secrétaire général du Parti communiste.

Telles sont les analyses données par les chefs de la Fédération qui, comme Mitterrand et Brutelle, non seulement ne sont pas pro communistes, mais encore comptent certainement parmi ceux qui sont les plus vigilants à l'égard des communistes. Cela en dit long sur l'évolution d'ensemble de la gauche.

Brutelle estime en outre que le meilleur chef pour la gauche serait Mendès France, qui n'a toutefois à peu près aucune chance de le devenir du fait que Guy Mollet n'en voudra à aucun prix et préférera toujours traiter avec Mitterrand. À ses yeux, il importe qu'il existe un accord précis entre Mitterrand et Guy Mollet pour éviter le retour de Mendès France.

#### **4 juin 1968**

— *François Mitterrand a donc fini par se faire accepter dans les milieux socialistes.*

— Le Conseil national du Parti socialiste, qui s'est tenu à Suresnes les 2 et 3 juin à huis clos, a été intéressant. Il rassemblait les secrétaires des fédérations départementales et un certain nombre de militants choisis pour leur importance. C'était donc l'expression politique la plus élevée et la plus représentative de la SFIO.

À l'arrivée, les délégués de province étaient très pessimistes, ils disaient que le vent de la défaite soufflait depuis le discours du général et le défilé sur les Champs-Élysées. L'intervention qui a donné le ton a été la première, celle de l'ancien ministre Max Lejeune, l'un des responsables de la droite socialiste. Il s'est montré d'une violence exceptionnelle contre Mitterrand et a été applaudi bruyamment par le congrès à ce sujet. Il l'a qualifié de Mussolini de gauche et a dénoncé sa manière de conduire les opérations en disant « je » à tout moment, sans consulter personne. Cela a été proféré sous les applaudissements de la salle. Malheureusement, Max Lejeune a un peu gâché son intervention en dénonçant le rôle joué par des juifs allemands dans les événements de mai, ce qui a mécontenté les israélites, très nombreux, comme on sait, au Parti socialiste.

Une autre intervention importante a été celle d'Arthur Notebart, un proche de Guy Mollet, qui a insisté sur la nécessité de se démarquer du

Parti communiste et de restituer à la SFIO toute son originalité à l'intérieur de la Fédération. Gaston Defferre a parlé dans le même sens, mais d'une manière un peu moins nette. Jules Moch ne s'est pas exprimé. Les discours des deux amis de Guy Mollet, Claude Fuzier et Jacques Piette, n'ont présenté aucun intérêt, non plus que celui de Christian Pineau.

Guy Mollet, très inquiet à l'ouverture de la réunion, est néanmoins parvenu à remonter un peu le moral de ses troupes, sans adopter d'ailleurs de positions très catégoriques.

Lorsque François Mitterrand est arrivé, le deuxième jour, on a pu constater un changement extraordinaire par rapport aux fois précédentes où il était accueilli par des applaudissements. Cette fois, il n'en a recueilli aucun. Il a parlé dans un silence total et quand il eut fini, aussitôt le bureau fit jouer *l'Internationale*, reprise par les délégués ainsi dispensés d'applaudir Mitterrand.

Celui-ci fut d'ailleurs très conscient de la situation. Il avait commencé son discours en disant : « *Je sais que je suis en perte de vitesse* » et il a passé une partie de son temps de parole à se défendre et à se justifier. Il fut très frappé du fait que pas un seul orateur n'avait défendu ses positions, si peu que ce fût, pas même Gaston Defferre, qui est pourtant son ami le plus proche. Dans les couloirs, Guy Mollet ne se gênait pas pour le critiquer durement et l'on sait aujourd'hui que les rapports entre les deux hommes se sont très envenimés.

*Lors du congrès tenu en juin 1971 à Epinay, François Mitterrand parvint néanmoins à se faire élire premier secrétaire du nouveau Parti socialiste.*

## **5 juillet 1971**

— *Avec le temps, Mitterrand s'est finalement assuré une belle promotion au sein de la gauche.*

— Que l'ancien président de la Fédération, en compagnie du peloton compact de ses amis conventionnels, ait été admis au Parti socialiste dont le congrès l'a écouté, applaudi et porté d'un grand mouvement au premier poste, c'est assurément un fait remarquable.

L'événement a rendu des gens joyeux : les fidèles de Mitterrand qui, à travers vents et marées, croient en lui. Tantôt socialistes, tantôt

conventionnels, parfois proches du PSU ou du Parti communiste, voire des gauchistes, ils le suivent.

Beaucoup plus sceptiques sont les socialistes dans leur ensemble. Militants, élus locaux, parlementaires même cachent parfois mal leur désarroi ou leur irritation. La répartition des mandats ne signifie rien car les truquages ont été multiples. La réalité, c'est qu'à la base, un grand nombre de socialistes demeurent hostiles à Mitterrand.

On discerne aussi peu d'enthousiasme chez les communistes. Les propos de Mitterrand assez durs pour leur parti, l'espèce de méfiance qu'il exprime publiquement à leur encontre, son passé politique et ses divers échecs laissent les camarades de Georges Marchais plutôt réservés, semble-t-il, à l'égard du nouveau premier secrétaire du Parti socialiste.

#### **4 octobre 1971**

— *Sait-on exactement ce que Mitterrand veut faire ?*

— Pour autant qu'on puisse en juger à dix-huit mois des élections législatives et alors que plusieurs points restent obscurs, on peut dire que son intention première est de battre l'actuelle majorité. Et de la remplacer par une autre au sein de laquelle la gauche unie aurait la même prééminence que l'UDR dans l'actuelle.

Dans l'hypothèse où cet objectif ne serait pas atteint, ce que Mitterrand paraît croire, il aurait en tout cas mené là un combat qui le placerait avantageusement pour l'élection présidentielle de 1976, laquelle reste son but fondamental.

À certains indices, il apparaît d'ailleurs que Mitterrand se demande si une victoire aux législatives ne le conduirait pas à une position difficile vis-à-vis de Georges Pompidou, voire ne provoquerait pas avec lui un conflit à l'issue duquel il serait vaincu, ce qui lui fermerait la porte de l'Élysée lors de l'élection présidentielle de 1976. On est là dans un domaine personnel difficile à explorer.

À plus long terme, on peut imaginer qu'il veuille entreprendre une modification des structures de la société, légalement d'abord, en prenant exemple sur ce qui se fait au Chili à l'heure actuelle – une référence que Mitterrand a déjà citée de façon élogieuse. Il doit d'ail-

leurs se rendre au Chili prochainement à l'invitation du gouvernement Allende – un voyage qu'il faudrait empêcher par une action diplomatique appropriée.

### **15 novembre 1971**

— *Où en sont à présent les rapports de Mitterrand avec les communistes ?*

— Marie-France Garaud a vu longuement Raymond Marcellin en l'absence de Pierre Juillet, avec lequel il parle habituellement. Il lui a donné un certain nombre d'informations politiques très intéressantes.

D'après les écoutes téléphoniques installées chez Mitterrand, il est certain que, pour le moment, les relations de Mitterrand et des communistes sont très mauvaises. Au cours d'une longue conversation, en particulier avec Gaston Defferre, Mitterrand a fait état ouvertement de ces mauvais rapports.

*Le 26 avril 1972, après de longues négociations, les dirigeants socialistes, communistes et radicaux de gauche finirent par s'entendre sur un programme commun de gouvernement.*

### **18 septembre 1972**

— *Qu'en est-il des rapports de Mitterrand avec les organisations syndicales ?*

— André Bergeron et ses camarades de Force ouvrière ont reçu deux ou trois fois François Mitterrand pour information réciproque et ces rencontres n'ont pas donné lieu à des communiqués officiels. Elles ont conservé un caractère privé.

Les dirigeants de FO et ses militants de haut rang qui sont en même temps membres du Parti socialiste, c'est le cas notamment de Bergeron, émettent beaucoup de réserves sur la personne de Mitterrand et sur sa politique. Leur impression est qu'il n'est pas des leurs. D'ailleurs, depuis qu'il est premier secrétaire du Parti socialiste, beaucoup de militants de FO qui étaient membres du Parti socialiste-SFIO n'ont pas repris leur carte au Parti socialiste-Mitterrand.

Jusqu'à maintenant, les dirigeants de la CFDT entretenaient d'excellents rapports avec ceux du Parti socialiste. Ce n'est plus vrai

aujourd'hui. L'ancien secrétaire général Eugène Descamps, qui était en très bons termes avec Guy Mollet, fait aujourd'hui partie de l'appareil directeur du Parti socialiste, mais il n'y joue aucun rôle. Son successeur, Edmond Maire, a pris ses distances à l'égard du Parti socialiste. Mitterrand et ses amis croyaient bénéficier de l'appui de la CFDT, comme le Parti communiste peut compter sur celui de la CGT. Ils ont été déçus. Ils se sont trouvés en face de militants qui auraient bien aimé donner des directives au Parti socialiste, mais qui n'entendent pas en recevoir de lui. Ils n'ont donc pas obtenu d'Edmond Maire ni des autres dirigeants de la CFDT qu'ils les suivent. Comme prévu, le 15 septembre, le Bureau national de la CFDT a officiellement refusé d'apporter son soutien au programme commun. On dit en outre que Mitterrand déteste Edmond Maire. C'est d'ailleurs réciproque.

La CGT soutient et soutiendra le programme commun et elle participera à la campagne électorale. Elle va essayer de mettre l'action syndicale en veilleuse et de maintenir sa conduite dans des formes propres à ne pas effrayer. Le principe des communistes consiste à éviter de diviser les énergies. Pour cela, il faut qu'il n'y ait, à un moment donné, qu'un seul but. L'action de la CGT doit donc viser non pas à mettre en avant des revendications particulières, mais à montrer que la satisfaction de toutes les revendications passe par la victoire du programme commun. Donc, tout faire pour cette victoire.

### **30 octobre 1972**

— *Bergeron n'a-t-il pas changé d'avis sur Mitterrand?*

— Il l'a vu à plusieurs reprises et le juge hostile au programme commun. Mitterrand aurait préféré le système de désistement traditionnel et il va s'efforcer de multiplier les déclarations pour ramener l'alliance étroite que veulent les communistes au type des alliances électorales habituelles dans la gauche d'autrefois. Il prétend avoir été entraîné plus loin qu'il ne voulait aller par les négociateurs, eux-mêmes gênés par les engagements pris avant que Mitterrand ne devienne le premier secrétaire du Parti socialiste.

Malgré tout, Mitterrand espère que le Parti socialiste va retrouver une force électorale et parlementaire assez importante. Il se réjouit

des sondages qui donnent 20 % des voix à la gauche non-communiste. Bergeron lui ayant fait remarquer que sur ces 20 %, il fallait retrancher les voix radicales et PSU, il a maintenu son point de vue.

Bergeron le trouve inquiétant, faisant effort pour être aimable, mais sans y parvenir, sûr de lui-même jusqu'à la suffisance.

## 7 décembre 1972

— *Le programme commun socialo-communiste perturbe singulièrement la vie politique.*

— Michel Junot m'a donné récemment l'information suivante. Il connaît depuis trente ans, moi aussi d'ailleurs, François Abadie, franc-maçon éminent qui, au Parti radical, était membre à l'origine de la tendance la plus anticommuniste. Aujourd'hui, il est radical de gauche et, par conséquent, engagé dans la politique d'union de la gauche avec les communistes. Cet engagement s'explique par des raisons purement électorales : François Abadie a été élu récemment maire de Lourdes avec la totalité des voix communistes et il veut devenir député de la circonscription toujours avec les voix communistes, qui lui sont indispensables. Malgré leurs divergences d'opinion, il parle d'une façon très confiante avec Junot, qui m'a rapporté ses propos.

Abadie est venu voici peu à Paris pour régler diverses affaires politiques, en particulier pour rencontrer François Mitterrand, avec lequel il a eu une conversation approfondie. Il l'a trouvé très préoccupé par l'évolution de la situation. Mitterrand lui a dit qu'il était surpris de constater combien la majorité se défendait mal contre les attaques de la gauche, à la suite de quoi il envisageait que celle-ci pourrait gagner les élections législatives de 1974. Or, a-t-il expliqué, « *jamais je n'avais formé une pareille hypothèse, car si la gauche gagne les élections, ce sera catastrophique. Nous serons obligés d'appliquer le programme commun qui nous lie aux communistes et que nous n'avons signé que parce que nous étions sûrs de n'avoir jamais à l'appliquer. Nous avons passé cette alliance pour nous permettre de conquérir des sièges de député, et moi-même pour me placer utilement dans la perspective de l'élection présidentielle de 1976, jamais dans celle d'une victoire aux élections législatives* ».



François Abadie a, bien entendu, été très frappé par ces propos de Mitterrand et il faut avouer qu'il y a de quoi.

## Face aux Soviétiques

**1<sup>er</sup> mars 1973**

— *François Mitterrand croit-il vraiment que les communistes vont l'aider à gagner les élections de 1974 ?*

— Philippe Robrieux<sup>178</sup> a expliqué à Branko Lazitch qu'il restait en contact avec de jeunes intellectuels socialistes travaillant avec Mitterrand. L'un d'eux lui a dit que jamais Mitterrand n'avait envisagé la victoire de la gauche l'an prochain, car il connaissait l'hostilité des Soviétiques à son égard. D'ailleurs, à son avis, la déclaration de Georges Séguy par laquelle celui-ci a menacé la majorité de prendre une revanche dans la rue au cas où elle gagnerait les élections a été faite pour effrayer la population et porter préjudice aux socialistes.

En d'autres termes, Mitterrand explique, sous une forme plus ou moins voilée, que les communistes ne veulent pas d'une victoire de la gauche dans laquelle les socialistes seraient majoritaires. Ils préfèrent, dans ce cas, conserver la majorité actuellement au pouvoir – ce qui, de toute façon, correspond à la volonté des Soviétiques.

**12 novembre 1973**

— *Il paraît qu'à présent, le Parti communiste soutiendrait François Mitterrand.*

— Mitterrand poursuit avec une grande patience et une réelle intelligence sa stratégie présidentielle. Et il vient de marquer un point important dans la bataille qu'il mène pour être non seulement le candidat incontesté de la gauche lors de la prochaine élection présidentielle, mais encore celui auquel les communistes apporteront un entier soutien. Il a

---

178 – Philippe Robrieux (1936-2010), secrétaire général de l'Union des étudiants communistes en 1959, en fut écarté de la direction en 1961 et quitta le Parti communiste en 1968. Agrégé d'histoire, il entra au CNRS et y devint l'un des meilleurs historiens de son ancien parti. Il compte aussi parmi les proches de François Mitterrand.

récemment changé le caractère de ses relations avec le gouvernement soviétique, ce qui est essentiel pour lui directement, mais qui comporte aussi de non moindres conséquences pour le candidat de la droite quel qu'il soit.

On se souvient qu'à la suite de son grave incident avec l'ambassadeur soviétique Abrassimov, François Mitterrand était, en quelque sorte, interdit de séjour en URSS et dans l'ensemble des pays de l'Est<sup>179</sup>. Il en résultait pour lui un réel affaiblissement de son autorité auprès du Parti communiste français et un handicap non moins certain dans la course à la présidence de la République, du fait qu'aucun de ses possibles concurrents de gauche n'était victime du même interdit. À titre d'exemple, non seulement son nom avait disparu de la presse soviétique depuis dix-huit mois, mais même à l'occasion des dernières élections législatives, que ce soit à propos du programme commun ou de la campagne elle-même, elle ne l'avait jamais cité.

On peut penser que le voyage d'Edgar Faure à Moscou et les contacts qu'il a noués ont achevé de convaincre Mitterrand de la nécessité de modifier ses rapports avec les dirigeants soviétiques. Au surplus, il a tiré tout le bénéfice possible du refroidissement qu'ils ont connu puisqu'il a ainsi apporté la preuve à toute la gauche non communiste, et même à d'autres, qu'il n'avait pas abdicé devant l'URSS. Ayant apporté cette preuve, dont les effets politiques seront durables, il lui restait, sans se renier, à rétablir de meilleurs rapports avec l'URSS, condition de son entente étroite avec le PCF.

Il a donc dépêché à Moscou un émissaire choisi avec un soin particulier, Gérard Jaquet, ancien député, ancien ministre et qui a été l'une des personnalités dirigeantes de la vieille SFIO. Ami personnel de Guy Mollet, franc-maçon comme lui, partisan convaincu et propagandiste de l'intégration européenne et de l'alliance atlantique, au surplus anticommuniste militant, Jaquet s'est rallié à François Mitterrand lors

---

179 – En 1971, l'ambassadeur de l'URSS Piotr Abrassimov avait, par une lettre adressée à François Mitterrand, violemment dénoncé son anti-soviétisme, ce qui avait conduit les communistes à s'écarter de lui et démontré du même coup la persistance de leur allégeance à Moscou. Cela détournait les socialistes d'une union de la gauche et compromettrait leur possibilité d'accéder au pouvoir.

des choix décisifs des années 1970-1972 et il a abandonné Guy Mollet. Il fut de ceux qui, avec Gaston Defferre et Pierre Mauroy, apportèrent à Mitterrand le soutien le plus utile en lui donnant la caution de la SFIO. Nul émissaire ne pouvait être mieux accueilli à Moscou, où l'on aime et sait utiliser ceux qui ont évolué de la droite vers la gauche. Nul non plus, par son passé, ne pouvait offrir à l'extérieur tant de garanties qu'il ne s'agissait là nullement, de sa part, d'un ralliement aux thèses et aux méthodes soviétiques.

Des raisons précises permettent de penser que la mission Jaquet a été très bien accueillie à Moscou. En effet, il importe beaucoup aux Soviétiques que le responsable du Parti socialiste, susceptible d'être élu président de la République et qui, en tout cas, apparaît comme le seul dirigeant de l'opposition, se rallie à une politique à la fois d'entente et de collaboration avec l'URSS, et exclusive de toute critique à l'égard de son régime et de ses initiatives extérieures.

La mission semble donc avoir réussi. D'une part, on a appris que l'interdit porté contre Mitterrand était levé et qu'il se rendra probablement bientôt à Moscou. En outre, Gérard Jaquet a été introduit en France dans le groupe dirigeant de l'association France-URSS, contrôlée simultanément par le PCF et par l'ambassade soviétique. Cette entrée est la marque extérieure de la réconciliation. La présence de Gérard Jaquet à la direction de l'association au côté de Claude Estier, conseiller privilégié de Mitterrand pour les affaires touchant aux relations avec les communistes et les Soviétiques, par suite de ses liens avec les uns et les autres, ne peut qu'accentuer cette impression. Ces deux présences rendront vraisemblablement impossible toute incartade de Mitterrand à l'égard de l'URSS, du moins dans le jeu international prévisible d'ici à 1976.

L'autorité du responsable socialiste sur l'ensemble de la coalition socialo-communiste sort donc renforcée. L'événement porte aussi un coup à la majorité. Jusqu'alors, en effet, l'URSS craignait qu'une défaite de la coalition qui gouverne la France depuis 1958 ne signifie un renouveau de méfiance à l'égard de la politique soviétique et un resserrement des relations avec les Etats-Unis. Il semble que le Kremlin soit rassuré après les démarches de Mitterrand et il y a lieu de penser, en conséquence, que l'attitude soviétique et celle des communistes

peuvent se durcir à l'égard de la majorité. Ils n'ont plus aucun ménagement à lui manifester à partir du moment où un changement à la tête de l'Etat signifierait un resserrement des liens avec Moscou et un relâchement avec Washington.

Il y a plus. On ne peut qu'être frappé du sérieux avec lequel François Mitterrand prépare sa campagne. Il a su saisir l'occasion des polémiques récentes à propos de l'armement nucléaire pour s'adresser aux militaires français avec adresse et intelligence, se démarquant complètement de l'ancien antimilitarisme de la gauche. Étant en même temps en train de gagner son pari de rénover le Parti socialiste jusqu'à en faire l'égal du Parti communiste, il prend peu à peu la figure d'un homme politique responsable auquel le pays pourrait se confier. À cet égard, le rapprochement qui s'effectue entre lui et Force ouvrière, l'organisation syndicale la plus raisonnable et la plus marquée par l'ancien esprit socialiste des années cinquante, est extrêmement significatif. On trouverait aisément d'autres faits de nature identique.

## **22 novembre 1973**

— *Concrètement, où en sont pour le moment les rapports de Mitterrand avec les Soviétiques ?*

— Georges Gosnat a eu l'occasion de converser avec François Gadot, il y a de cela plusieurs semaines, et de lui confirmer que leurs relations n'étaient pas encore très bonnes. Il lui avait même précisé que dans l'hypothèse d'une élection présidentielle, plus d'un million de suffrages communistes feraient défaut à Mitterrand par suite de la méfiance qu'il avait manifestée à plusieurs reprises à l'encontre de la politique de l'Union soviétique. On comprend d'autant mieux, après ces déclarations de Georges Gosnat, l'intérêt décisif qu'a eu Mitterrand de tenter de se réconcilier avec l'URSS par l'envoi de Gérard Jaquet à Moscou.

## **26 novembre 1973**

— *L'amélioration des rapports de Mitterrand avec les Soviétiques paraît se concrétiser...*

— Mon ami Guy Xoual, avec lequel j'ai parlé de la tentative de rapprochement qu'a opérée Mitterrand par l'intermédiaire de Gérard

Jaquet, m'a confirmé l'exactitude de mes informations. Il m'a en outre révélé qu'un rendez-vous quasi clandestin entre Mitterrand et l'ambassadeur soviétique avait récemment eu lieu un matin, dès huit heures. Il est évident qu'une rencontre de ce genre, à laquelle on a voulu garder un caractère très confidentiel, ne peut s'expliquer que par un rapprochement en cours.

### **19 décembre 1973**

— *Les affaires de François Mitterrand s'arrangent-elles à présent avec le Parti communiste ?*

— Au cours d'un dîner chez Georges Gosnat, François Gadot a rencontré Georges Marchais et Louis Odru. Marchais a raconté qu'à la suite de l'appel de Mitterrand à la solidarité européenne en faveur des Pays-Bas victimes de l'embargo pétrolier décrété par les pays arabes, il lui avait téléphoné pour lui dire que s'il répétait ces propos en France, les communistes seraient obligés de lui répondre très vigoureusement.

Gadot lui a alors demandé ce qu'il pensait de la réconciliation envisagée entre Mitterrand et Moscou. Marchais s'est montré embarrassé et a fini par répondre qu'il était exact qu'il existait des dissensions entre le Parti communiste et le Parti socialiste, notamment sur la politique européenne, mais qu'il n'était pas utile d'exposer ces dissensions publiquement. D'un autre côté, a-t-il ajouté, le voyage de Mitterrand à Moscou est une nécessité pour renforcer l'union de la gauche.

Les propos tenus par les trois communistes traduisaient néanmoins, de leur part, un climat de méfiance extrême à l'égard des socialistes.

### **20 mars 1974**

— *François Mitterrand ne se rend-il pas compte des influences communistes qui s'exercent de plus en plus sur lui ?*

— Philippe Robrieux a confié à Branko Lazitch que certains doutes se sont emparés de Mitterrand, au moins en ce qui concerne le rôle de Claude Estier, dont il paraît avoir découvert les relations avec le Parti communiste.

— *A-t-il toujours l'intention de se rendre en URSS ?*

— Robrieux a dit à Lazitch, et il tenait ces informations d'un collaborateur direct de Mitterrand, que celui-ci continue à préparer son voyage, dont il comprend toute l'importance pour sa position face aux communistes. Après avoir envoyé Gérard Jaquet à Moscou, puis Robert Pontillon, il y a dépêché l'un de ses plus proches collaborateurs, Louis Mermaz, député de l'Isère. Celui-ci doit essayer de faire fixer la date de son voyage.

#### **24 avril 1974**

— *Il paraît que les rapports des socialistes et des communistes se seraient à nouveau dégradés.*

— Sur une question de ma part, Broussine, qui est toujours informé d'une manière très précise et très sérieuse, m'a indiqué qu'il y avait bien eu une explication difficile entre Mitterrand et Marchais. Il tient ce renseignement d'une source extrêmement sûre, située à un échelon assez élevé dans le Parti communiste et qui ne l'a jamais trompé.

Marchais estime que Mitterrand prend trop de libertés avec le programme commun et avec le PC. Les communistes sont aussi jaloux, si l'on peut dire, des sourires que Mitterrand adresse davantage aux soutiens marginaux de sa candidature qu'aux communistes. Mitterrand, de son côté, aurait fait savoir aux communistes qu'il n'estimait pas être lié pour tout par avance. Il paraît même qu'il aurait fait savoir à des membres de son parti que lorsqu'il serait élu, il se sentirait les mains libres.

*Le 19 mai, lors du deuxième tour de l'élection présidentielle consécutive à la mort de Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing fut élu président de la République avec 50,8 % des suffrages, contre 49,2 % à François Mitterrand.*

#### **4 décembre 1974**

— *La lune de miel socialo-communiste serait-elle déjà terminée?*

— Jean-André Faucher, journaliste à *l'Aurore* et personnalité influente des milieux maçonniques et radicaux de gauche<sup>180</sup>, m'a fait déjeuner aujourd'hui avec Charles Hernu, qui appartient à la direction

---

180 – Jean-André Faucher, sous l'Occupation militant du Parti populaire français (PPF) dirigé par Jacques Doriot, devint après la guerre un membre important du Parti radical-socialiste et un franc-maçon éminent.

du Parti socialiste. Je le connais de longue date, mais ne l'avais pas vu depuis plusieurs années.

Hernu, qui avait averti Mitterrand de son déjeuner avec moi, m'a interrogé sur les raisons pour lesquelles les communistes attaquaient à présent les socialistes. J'ai bien compris qu'il me posait ses questions dans le cadre de l'enquête que Mitterrand effectue auprès de diverses personnalités pour connaître les raisons de l'attitude communiste à son égard, ce qui le préoccupe beaucoup. Il estime que si les raisons des attaques communistes sont uniquement électorales ou ne traduisent que leur mécontentement devant la croissance du Parti socialiste, elles n'ont aucune importance. Mais il se pose la question de savoir si le changement de leur attitude ne tient pas à une évolution de la politique internationale de l'URSS, qui estimerait que, dans l'intérêt de la détente avec les Etats-Unis, il ne serait pas souhaitable de modifier le rapport des forces dans les pays de l'Europe occidentale.

J'ai exposé à Hernu quelles me paraissaient être les causes du malaise socialo-communiste et j'ai insisté sur son caractère pour le moment grave et sérieux, ce qui, semble-t-il, correspond à l'analyse de Mitterrand.

Selon Hernu, Mitterrand n'ignore pas que des influences communistes s'exercent à l'intérieur du Parti socialiste. Il y décèle deux formes de « sous-marins ». D'une part, les « sous-marins » véritables au rang desquels il range nombre de ses amis, notamment Claude Estier. D'autre part, des « sous-marins » inconscients, c'est-à-dire des militants qui ont été tellement influencés par la dialectique communiste-léniniste qu'ils ont dans la plupart des cas des réactions analogues à celles des communistes. Cette analyse de Mitterrand est certainement correcte et montre en tout cas que le noyautage du Parti socialiste par les communistes est déjà commencé.

D'ailleurs, lors d'une réunion récente du bureau du Comité directeur du Parti socialiste, l'ancien responsable communiste Jean Poperen, qui en est maintenant l'un des dirigeants, a clairement posé le problème et mis en garde Mitterrand contre cette tentative de noyautage. Il a reçu l'approbation de plusieurs membres du Comité directeur. Gilles Martinet, autre membre du Comité, n'a pas hésité lui non plus à dénoncer les influences communistes apparues à la direction du parti.

En ce qui concerne Mitterrand lui-même, il paraît qu'il est assez préoccupé par sa santé. Il dit que les membres de sa famille sont toujours morts jeunes et que lui-même n'échappera pas à cette règle. Il semble repris par certaines idées religieuses de son enfance et part chaque semaine pour sa propriété des Landes, où il reste parfois plusieurs jours tout seul – pour méditer non seulement sur les problèmes politiques, mais aussi sur les questions philosophiques ou métaphysiques qui le préoccupent.

### 13 février 1975

— *Où en est le projet de voyage de Mitterrand à Moscou ?*

— J'ai revu aujourd'hui Charles Hernu, chargé des questions militaires au secrétariat national du Parti socialiste. L'objet du rendez-vous était que Marie-France Garaud souhaitait le rencontrer pour essayer d'explorer certaines intentions des socialistes. Je lui ai donc proposé une rencontre à trois, qu'il a personnellement acceptée. Il va toutefois en référer au préalable à François Mitterrand pour savoir si celui-ci estime ce contact utile. Il sera intéressant d'apprécier la réponse du premier secrétaire du Parti socialiste.

J'ai donné à Hernu le numéro de *La Politique ce matin* dans lequel se trouvent exposées toute une série de considérations sur la politique des socialistes. Hernu m'a dit que cet article contenait une erreur à propos des conditions dans lesquelles a été repoussé le voyage de Mitterrand à Moscou. Contrairement à ce que tout le monde pense, l'initiative est venue de Mitterrand lui-même. Ayant appris que Jacques Chirac devait se rendre dans la capitale soviétique et y être reçu par Leonid Brejnev, il a posé comme condition formelle à son voyage qu'il soit, lui aussi, reçu par Brejnev et traité dans les mêmes conditions que le Premier ministre. Et pour qu'on ne lui oppose pas des raisons de santé concernant Brejnev, il a suggéré que son voyage soit repoussé jusqu'à ce que Brejnev soit plus libre et en meilleure santé.

Les Soviétiques ont été vivement surpris par cette demande, à laquelle ils ne s'attendaient évidemment pas, mais ils ont accédé au désir de Mitterrand. Celui-ci va donc examiner de quelle manière Chirac sera reçu et s'il n'obtient pas les mêmes égards que le Premier



ministre, Hernu m'a dit que l'intention de Mitterrand était de ne pas partir.

**12 mars 1975**

— *Ne deviez-vous pas rencontrer à nouveau Charles Hernu ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec lui, en compagnie de Marie-France Garaud qui désirait le connaître.

Il estime que l'influence des communistes dans l'armée est exagérée. Il déplore que le ministre de la Défense nationale, Yvon Bourges, ait, l'autre jour, attribué l'agitation dans les casernes à l'action du Parti communiste, car il lui a ainsi fait de la réclame et lui a attribué des mérites qui ne sont certainement pas les siens.

Il dit qu'il existe un malaise réel dans l'armée, moins peut-être parmi les soldats du contingent que dans le corps des sous-officiers de carrière qui forment l'ossature de l'armée. Ces sous-officiers estiment qu'ils sont mal payés et insuffisamment considérés. Surtout, que ce sont eux qui éprouvent les difficultés principales avec les soldats du contingent, car ils passent avec eux beaucoup plus de temps que les officiers. Leur mécontentement est donc certain. Hernu a ajouté qu'il n'excluait pas des manifestations collectives de sous-officiers. Il a cité, à titre d'exemple, une pétition qui aurait recueilli plusieurs centaines de signatures et dont l'exploitation par la presse d'extrême-gauche ou par des journaux comme *Le Monde* poserait des problèmes très sérieux. Marie-France Garaud, qui n'a pas été entièrement surprise par cette déclaration, a néanmoins paru préoccupée par sa précision et par la crainte réelle qu'Hernu semblait éprouver.

À propos des positions du Parti socialiste face aux problèmes militaires, Hernu explique que les idées qui ont été adoptées récemment par la convention qu'il a réunie doivent être partagées aujourd'hui par environ 40 % des militants du parti. C'est considérable, car il y a trois ans, moins de 10 % se montraient partisans de l'arme nucléaire et une proportion peut-être un peu moindre était fermement favorable à l'alliance atlantique.

Les positions que la convention a prises sur ces deux points ont été très nettes et ont inquiété le Parti communiste. François Mitterrand, qui

ne désire pas qu'une rupture éventuelle avec les communistes lui soit reprochée du fait qu'il aurait contrevenu au programme commun, a demandé à Hernu de présenter ces positions comme étant des idées non pas du Parti socialiste lui-même, mais d'un organisme proche du parti qui effectue des recherches dans le domaine militaire et qui les soumet à l'appréciation du parti. De cette manière, Hernu peut continuer son action et Mitterrand échappe aux critiques communistes l'accusant de violer le programme commun sur ce point.

En ce qui concerne le conflit du PC avec le Parti socialiste, il dit que l'une de ses causes découle de ce qu'il appelle le triomphalisme du PS au lendemain de l'élection présidentielle. Contrairement à ce qu'on a pensé à l'extérieur, le PS n'a pas été abattu par l'échec de Mitterrand et est reparti à l'assaut en enregistrant de nombreuses adhésions. Il a donc publié des déclarations très fermes donnant le sentiment qu'il était le premier parti de la gauche. Or, selon Hernu, si les communistes veulent l'union de la gauche, ils n'entendent à aucun prix être le second parti de cette union. C'est pourquoi, à son avis, le conflit se poursuivra jusqu'au moment où les communistes estimeront avoir repris la primauté sur les socialistes. De l'avis d'Hernu, ce sera très long, car il pense que si des élections intervenaient sous peu, les socialistes recueilleraient certainement plus de 25 % des voix et les communistes, 20 % au maximum. C'est une situation, juge-t-il, que les communistes ne peuvent ni ne veulent accepter à aucun prix.

Mitterrand se montre si préoccupé par ce problème qu'il a fait décider récemment par les organismes directeurs du parti qu'une convention nationale y serait consacrée. Elle doit avoir lieu avant les vacances. Il s'agit là d'une procédure qui va évidemment rendre la querelle socialistes-communistes encore plus publique, car elle s'accompagne de la préparation de motions et de votes dans toutes les sections. On peut s'attendre, étant donné l'hostilité d'une partie de la base socialiste aux communistes, à des critiques sévères adressées au Parti communiste. C'est un risque que Mitterrand a pris en toute connaissance de cause et Hernu se pose lui-même la question de savoir pourquoi Mitterrand a voulu cette procédure, qui ne peut qu'aggraver la querelle.

En aucun cas celle-ci ne se calmera, dit Hernu, qui explique qu'au fond, les communistes nourrissent contre Mitterrand une profonde hostilité, avivée notamment par le fait suivant. Peu après son élection comme premier secrétaire du PS, Mitterrand avait participé, lors du congrès de Vienne de l'Internationale socialiste, à une séance réservée à des discussions tout à fait confidentielles. Là, pour justifier son alliance avec les communistes, Mitterrand avait expliqué que c'était le seul moyen à sa disposition pour leur prendre deux millions de voix. Or, les communistes avaient immédiatement appris la déclaration de Mitterrand et de ce moment, date leur méfiance à son égard.

Comme élément d'appréciation complémentaire, on peut noter que l'analyse politique de Mitterrand se complète par une volonté de changement de la structure du Parti socialiste. Selon lui, dans les pays latins comme la France où existe un danger communiste, si le Parti socialiste n'est pas puissant et orienté à gauche, il libère une assez large clientèle au Parti communiste. Cela aboutit à placer face à face les communistes d'un côté et la droite de l'autre, avec de graves risques d'affrontement. Au contraire, si les socialistes parviennent à se développer d'une manière suffisante, avec un programme assez à gauche, ils peuvent empêcher cette espèce de guerre civile. Pareille analyse est intéressante, mais elle est viciée par le fait que, pour devenir assez puissants, les socialistes français doivent s'allier avec les communistes. Après quoi, il leur serait donc très difficile d'entreprendre ce que Mitterrand voudrait faire.

Parlant ensuite du Parti communiste, Charles Hernu a été conduit à préciser la position de Georges Séguy, qu'il connaît bien. Selon lui, « *il y a du Doriot dans Séguy* ». Celui-ci est souvent en désaccord avec la position de son parti. Cela vient du fait qu'il n'est pas passé par les écoles du PC, qu'il a gardé une certaine indépendance d'esprit et surtout, que son entourage syndical lui donne, des problèmes qui se posent, une vue non exclusivement communiste. Il a lui-même confié à Hernu qu'il trouvait absurde la polémique actuelle des communistes contre les socialistes, ce qui constitue évidemment une déclaration rare dans la bouche d'un dirigeant communiste parlant à un responsable d'un parti voisin.

Hernu ajoute que Waldeck Rochet, beaucoup plus sympathique que les autres dirigeants du PC, a certainement exercé une influence sur Mitterrand. Il lui aurait donné à penser que lui, Mitterrand, parviendrait progressivement à influencer les communistes et à les faire évoluer.

Hernu a aussi révélé que Mitterrand rencontrait toujours, pour son projet de voyage à Moscou, pas mal de difficultés. Il n'est pas encore sûr d'être reçu par Brejnev et si ce ne devait pas être le cas, il considérerait cela comme un affront, car Brejnev a reçu des chefs de l'opposition d'autres pays. Les socialistes se rendent bien compte que les relations entre le gouvernement français et l'URSS sont bonnes et ils se demandent si les Soviétiques, finalement, ne préfèrent pas en France un gouvernement de type gaulliste à un gouvernement dans lequel les socialistes seraient puissants. Ils considèrent en effet que le PS est un parti social-démocrate du genre de celui de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne, donc très lié aux Etats-Unis. Et, dit Hernu, sur ce point, ils se trompent. Le Parti socialiste a beaucoup changé et en politique étrangère, en matière d'indépendance nationale, il est beaucoup plus près d'un certain nombre d'idées du général De Gaulle qu'on ne le croit.

S'agissant des relations du Parti socialiste avec la majorité, Hernu n'a pas exclu certaines alliances en cas de crise. « *Il est difficile de dire, explique-t-il, ce qui se produirait dans l'hypothèse d'une crise nationale grave. Il y a des choses impossibles à froid qui deviennent possibles à chaud* ». Ce qui signifie, en termes clairs, que dans certaines hypothèses, le Parti socialiste n'exclurait pas de rejoindre la majorité pour aider à surmonter cette crise. Il faudrait naturellement qu'elle soit très grave.

Charles Hernu et Marie-France Garaud étaient mutuellement très satisfaits de ce contact. Le premier en avait prévenu Mitterrand et la seconde, Chirac. Il a été entendu que ce déjeuner se renouvellerait.

## **19 mars 1975**

— *La visite de Mitterrand à Moscou va-t-elle enfin avoir lieu ?*

— Branko Lazitch a su par son ami Philippe Robrieux, qui le tient de Robert Verdier, membre du Comité directeur du Parti socialiste, que les Soviétiques ont fait demander deux choses à Mitterrand avant son

départ pour Moscou : d'une part, de ne se livrer à aucune déclaration sur le Portugal et d'autre part, de faire pression sur Mario Soares, le chef du gouvernement socialiste minoritaire auquel les communistes portugais ne pouvaient s'opposer, pour qu'il maintienne un bon contact avec ceux-ci.

On ne sait pas si Mitterrand fera ce qu'on lui demande.

#### **14 avril 1975**

— *Le voyage de Mitterrand a donc été annulé.*

— Kanapa et Plissonnier<sup>181</sup> sont allés à Moscou le 16 mars. Les Renseignements généraux croient savoir qu'il y a été question du voyage de Mitterrand, dont Kanapa aurait fait remarquer qu'il risquait de renforcer son autorité au détriment de celle du PCF. L'information est à noter, mais je doute que Kanapa se soit permis de faire une telle remarque aux Soviétiques. S'il l'a faite et étant donné la protestation émise par Marchais après l'annonce de l'annulation du voyage de Mitterrand, on peut imaginer qu'il existe des désaccords sur ce sujet au bureau politique du PCF.

L'ambassade soviétique a été surprise par le bruit fait autour de cette affaire. Un conseiller de l'ambassade, rencontrant récemment Georges Broussine à l'ambassade de Tchécoslovaquie, s'est donné beaucoup de mal pour tenter de dépolitiser l'affaire, affirmant qu'elle ne s'expliquait que par l'impossibilité des dirigeants soviétiques de bien recevoir Mitterrand en ce moment.

Alain Hamon<sup>182</sup> dit que la base du PCF est satisfaite, mais que l'électorat de gauche ressentirait un malaise.

— *Quelles peuvent être les causes de l'annulation ?*

— D'abord, l'exigence de Mitterrand d'être reçu aussi bien que Jacques Chirac. Ensuite, son désir de rencontrer Léonid Brejnev puisque celui-ci, quand il vient à Paris, rencontre Georges Marchais. Mitterrand veut aussi être traité aussi bien que Marchais afin d'assurer

---

181 – Jean Kanapa et Gaston Plissonnier étaient chargés, au sein du PCF, des questions de politique extérieure et restaient en contacts fréquents avec le Kremlin.

182 – Chargé aux Renseignements généraux de suivre les activités communistes.

sa position de direction de la gauche. Enfin, pour les Soviétiques, ce voyage n'est pas très important. Ils l'ont annulé non par hostilité politique, mais parce qu'il leur apparaît comme secondaire et que Mitterrand, personnellement, ne les intéresse pas tellement. Giscard d'Estaing leur importe davantage du fait qu'il est un chef d'Etat. Comme très souvent dans ce genre d'événement, la réalité est sans doute plus simple que les spéculations journalistiques.

## Vers la présidence de la République

**11 novembre 1975**

— *L'attitude de Mitterrand face au Parti communiste s'est-elle modifiée ?*

— D'après des informations qui viennent à la fois de Robert Verdier et de Charles Hernu, Mitterrand est décidé à engager au sein du Parti socialiste la lutte contre les militants du CERES<sup>183</sup>. Il irait jusqu'à les faire exclure s'ils ne s'inclinaient pas. C'est pour lui le seul moyen d'éviter qu'à un moment quelconque, le CERES ne parvienne, avec l'aide des communistes, à le mettre en minorité.

Mitterrand aurait dit à ses proches qu'il est maintenant convaincu que la dépendance du secrétaire général du PC vis-à-vis de Moscou est aussi totale qu'il y a vingt ans. On peut naturellement s'étonner qu'il lui ait fallu tant de temps pour s'en apercevoir, mais ses propos seraient certains. On en trouve d'ailleurs confirmation dans les prises de position de l'un de ses principaux collaborateurs, l'ancien communiste Jean Poperen, qui ne manque pas une occasion de parler en ce sens. Dans le tome II de l'*Histoire de la gauche* qu'il vient de publier, il l'a écrit d'une manière si nette que l'*Humanité* de ce matin a protesté avec une rapidité et une violence inaccoutumées.

L'objectif de Mitterrand consiste à faire en sorte que le Parti socialiste obtienne plus de voix que tout autre parti, ce qui lui donnerait la

---

183 – Club dirigé notamment par Jean-Pierre Chevènement et constituant l'aile gauche des proches de François Mitterrand.

possibilité, au lendemain d'une élection où la gauche en tant que telle n'atteindrait peut-être pas la majorité absolue, de réclamer néanmoins la direction d'un gouvernement minoritaire socialiste homogène, qui gouvernerait en s'appuyant, selon les problèmes, tantôt sur les communistes et tantôt sur certains éléments de l'actuelle majorité. En somme, renouveler dans une certaine mesure ce que Wilson a fait en Grande-Bretagne voilà quelques années.

Mitterrand explique à ses amis que les événements du Portugal tels qu'ils se déroulent renforcent considérablement la position du Parti socialiste : ils démontrent la capacité des socialistes à se défendre contre les communistes. Par conséquent, les Français peuvent en tirer la conviction que ce qui a été possible au Portugal le serait aussi en France.

#### **24 septembre 1976**

— *Est-on sûr que Mitterrand appliquerait le programme commun de la gauche s'il parvenait au pouvoir ?*

— Un homme d'affaires espagnol qui vit à Paris depuis très longtemps, Paco Aldavet, a invité hier à dîner l'ambassadeur d'Espagne ; Guy Taittinger, associé-gérant de la banque Worms, président de son groupe hôtelier et dont il est l'ami depuis longtemps ; Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ; et Robert Mitterrand, frère de François et dont Paco Aldavet est aussi l'ami.

Robert Mitterrand a longuement parlé de l'état d'esprit de son frère. Il a dit qu'il se sentait très embarrassé par l'existence du programme commun, qu'il se rendait compte que son application créerait de redoutables difficultés, mais qu'il avait le sentiment qu'il lui serait impossible, étant donné l'état de ses relations avec les communistes, de ne pas l'appliquer s'il remportait les élections législatives de 1978.

En même temps, Robert Mitterrand s'est attaché à persuader ses interlocuteurs que son frère était résolu à résister aux communistes. Le problème, bien entendu, est de savoir jusqu'où irait cette résolution.

**12 octobre 1976**

— *La position politique de François Mitterrand semble de moins en moins claire.*

— J'ai déjeuné hier avec son frère aîné, Robert, qui est l'homme d'affaires de la famille. Il souhaitait me voir pour des problèmes bancaires. Il est administrateur d'une société entièrement contrôlée par la banque Worms, la CIAVE, et nous avons beaucoup d'amis communs, dans le groupe et ailleurs. Cela a peut-être permis à la conversation d'être relativement franche, en tout cas dénuée de trop de contre-vérités.

Comme son frère, il est habile dans la discussion, intelligent dans l'esquive. Bien qu'il s'en défende, il est beaucoup plus au fait des problèmes politiques qu'il ne veut le dire. Il voit régulièrement son frère et ils passent en famille beaucoup de temps chaque année. Il s'agit donc d'un observateur bien informé.

Il joue auprès de son frère un rôle assez complexe, mais facile à définir. Personnellement, il n'est pas socialiste. D'une part, parce qu'il n'est pas détaché, en tout cas pas complètement, de ses origines bourgeoises et traditionalistes; d'autre part, parce qu'il connaît trop bien le mécanisme des affaires pour ne pas savoir que l'application du socialisme signifierait une régression pour la France. Enfin, il montre en toute certitude une hostilité foncière au communisme, qu'il ne connaît d'ailleurs que d'une manière assez superficielle. L'esprit de famille étant très développé chez les Mitterrand, il est profondément dévoué à son frère, qu'il considère comme le chef du clan bien qu'il n'en soit pas l'aîné, et il le sert avec zèle et intelligence.

Étant donné ces caractéristiques, Robert Mitterrand est en toute certitude l'ambassadeur de son frère dans le monde des affaires, qu'il connaît bien, et dans les milieux mondains qu'avec sa jeune femme, qui a dix-huit ans de moins que lui, il fréquente régulièrement. Il lui est d'autant plus facile de présenter les idées de son frère avec beaucoup de nuances que lui-même ne les partage pas entièrement et le dit. Mais il prend un soin vigilant à atténuer ce qui pourrait le plus inquiéter les milieux qu'il fréquente et à les rassurer, en indiquant que son frère est et restera vigilant avec les communistes. Il excelle à expliquer pourquoi



un changement profond étant nécessaire, celui-ci présenterait avec son frère le minimum de risques ; que le seul moyen d'éviter la révolution consiste à assurer la victoire des socialistes, et demain à porter François Mitterrand à la présidence de la République.

Ce rôle, qu'il exécute avec une sincérité apparente et de manière séduisante, est bien au point. Compte tenu de l'impréparation politique des milieux qu'il est chargé d'influencer, il vise, sans que cela apparaisse trop ouvertement, à les neutraliser, sinon à les rallier. On peut avoir la certitude que ce jeu a déjà donné et donnera encore des résultats.

Je lui ai demandé pourquoi et comment son frère, parti de la droite, était aujourd'hui socialiste. Il a paru surpris par ma question, disant qu'elle sous-entendait que je mettais en doute la sincérité de cette évolution. Il s'est alors lancé dans une explication psychologiquement intéressante, même si elle ne correspond pas exactement aux faits.

Il m'a d'abord rappelé les origines de sa famille, bourgeoise, catholique, et leur « *enfance très protégée* », dans un univers clos, avec dix frères et sœurs. Puis François est venu à Paris pour ses études, il y a vu un monde vivant dans une grande misère et cela a commencé à le marquer. Je lui ai dit qu'alors il fréquentait l'extrême-droite et il ne l'a pas nié, mais a répliqué que son frère connaissait aussi d'autres milieux, assistait à des réunions du Front populaire. Dès ce moment, explique-t-il, François commença à comprendre les motivations humanitaires de la gauche. Puis ce fut la guerre, le camp de prisonniers. Il y découvrit la vraie solidarité et constata que les hiérarchies selon la valeur humaine ne correspondaient pas aux hiérarchies sociales. La Résistance a achevé de l'en convaincre. Dès 1945, il était persuadé de la nécessité de profonds changements dans la société. Il l'a montré en comprenant dès 1950 l'obligation de changer les structures de l'empire colonial. De là son entrée dans le ministère Mendès France en 1954. En somme, il serait allé au socialisme progressivement, en réaction contre les injustices sociales nées de la classe dont il était issu, comme jadis Léon Blum.

Il y a sans doute du vrai dans ces explications, encore qu'elles négligent beaucoup d'aspects moins émouvants de cette évolution. Je

lui ai dit que le président de la République n'était pas sans éprouver probablement des sentiments analogues qui expliqueraient certaines de ses idées. Il a répondu que j'avais sans doute raison et a parlé de Giscard d'Estaing de manière compréhensive, plutôt sympathique.

Je lui ai ensuite posé la question de l'alliance électorale et gouvernementale de son frère avec les communistes en lui demandant s'il ne la trouvait pas très dangereuse. Il a répondu que le système politique actuel condamnait le Parti socialiste à cette alliance, sans quoi il ne parviendrait jamais au pouvoir. À quoi j'ai rétorqué que cela ne justifiait pas une alliance si périlleuse pour les libertés. Il a ajouté que l'assurance que son frère avait donnée, selon laquelle le Parti socialiste serait un jour plus fort que le Parti communiste, était devenue une réalité, et que cela lui permettait de résister aux pressions communistes.

Puis il a dit qu'en signant le programme commun, le Parti communiste s'était engagé à respecter les libertés et que cet engagement public permettrait de le dénoncer devant l'opinion s'il venait à y manquer. Que d'ailleurs une certaine évolution des communistes n'était pas niable, ce qui n'empêchait pas son frère d'être très vigilant à l'égard du Parti communiste, qu'il connaissait bien et dont il se méfiait. Je lui ai fait remarquer que le Parti communiste le lui rendait bien, ce qu'il n'a pas contesté. Au surplus, a-t-il ajouté, le programme commun a été signé pour la législature 1973-1978. En conséquence, en 1978 il ne sera pas question de l'appliquer tel quel à cause des changements intervenus en France et dans le monde. Cette affirmation assez inattendue laisse voir le genre d'argument que François Mitterrand mettra en avant dans ses discussions avec les communistes. Il aura toutefois peu de chances de les influencer et la parade leur sera facile.

Enfin, il a expliqué que la meilleure manière de diminuer la pression communiste sur les socialistes serait de donner à ces derniers 35 % des suffrages : *« Dans cette hypothèse, mon frère aurait un moyen de pression sur le PC pour qu'il se montre raisonnable : il le menacerait de constituer, comme au Portugal, un gouvernement socialiste homogène que le PC serait bien obligé de soutenir ».*

J'ai alors attiré son attention sur deux aspects qu'il a été assez surpris de me voir évoquer, d'une part parce qu'il se refuse à y croire,

d'autre part parce qu'il ne s'attendait pas à ce que je lui pose si directement des questions sur la vie intérieure du Parti socialiste. Je lui ai dit que toutes ses hypothèses risquaient d'être balayées par un grand mouvement de grèves éclatant plus ou moins spontanément dès la victoire de la gauche et auquel il ne pourrait sans doute être mis fin qu'en appliquant très vite le programme commun.

Je lui ai aussi demandé si son frère avait bien l'appui de l'ensemble du Parti socialiste, étant donné la force de la gauche du parti, dont je lui ai dressé un tableau précis, avec des noms – tableau qu'il ne s'attendait certes pas à voir évoqué, car ses interlocuteurs habituels ne connaissent guère le Parti socialiste tel qu'il se présente aujourd'hui. J'ai ajouté que François Mitterrand était entièrement isolé dans l'Internationale socialiste du fait que son parti y était le seul à pratiquer une politique d'alliance gouvernementale avec le Parti communiste. Il ne l'a pas nié et n'a rien répondu. C'est un débat auquel il ne s'attendait pas et où il n'était pas très à l'aise.

J'ai enfin essayé d'aborder la question du collectivisme. Il ne l'a pas permis, disant que personne ne pouvait penser que son frère était collectiviste. Je lui ai répondu que les écrits officiels du Parti communiste le démentaient.

En ce qui concerne la majorité, il a fait quelques remarques ici ou là. Il juge Giscard sympathique, fragile, irrésolu, peu réaliste, mais meilleur manœuvrier qu'on ne croit. Il pense qu'il a peu de choses en commun avec sa majorité. Visiblement, il tenait à le ménager.

Il a conclu en disant qu'il aurait mieux valu que son frère soit élu en 1974. Il ne se serait pas laissé faire par les communistes s'il avait reçu un large soutien d'une partie de l'électorat du centre et même de la droite et la situation du pays serait meilleure.

Que cela soit vrai ou non en dit long sur les véritables sentiments régnant entre le Parti communiste et le socialiste. Au demeurant, Robert Mitterrand a tenu à confirmer qu'en cas de victoire électorale de l'union de la gauche, la plus forte probabilité était que ses trois partis gouverneraient ensemble et que toute tentative pour les séparer ne serait pas réaliste. C'est un sujet sur lequel il a évidemment la consigne de répondre d'une manière assez vague pour rassurer ses

interlocuteurs habituels et ne pas attirer de réplique du côté communiste. On se rend compte aussi, en entendant parler Robert Mitterrand, que son frère, pour la première fois, croit en la possibilité d'une victoire et qu'il s'y prépare très sérieusement. Comme on disait sous la III<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> République, il en est déjà à la phase des consultations et de la préparation des textes, malgré sa circonspection habituelle.

### **1<sup>er</sup> décembre 1976**

— *Les socialistes issus de la SFIO font-ils enfin bon ménage avec Mitterrand et ses proches ?*

— J'ai eu aujourd'hui une longue conversation avec mon ami Abel Thomas, qui a été le collaborateur de Paul Ramadier à la présidence du Conseil en 1947 et qui a ensuite été pendant de longues années celui de Maurice Bourgès-Maunoury quand il était soit ministre de la Défense, soit président du Conseil.

Thomas est absolument certain que, grâce à son habileté, Mitterrand garde le contrôle complet du Parti socialiste, malgré toutes les divergences et oppositions qu'il y rencontre. La contrepartie est que si Mitterrand disparaissait, le Parti socialiste éclaterait. Il estime que plus du tiers du PS est, sur le plan idéologique, beaucoup plus près des positions communistes que socialistes traditionnelles et qu'en conséquence, dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, les communistes trouveraient dans cette fraction socialiste un appui considérable. Il ajoute que Mitterrand est certainement conscient de ce problème, mais qu'il est tellement engagé avec les communistes dans sa bataille pour le pouvoir qu'il ne pourrait pas s'en dégager s'il le voulait.

Quant au caractère même de Mitterrand, qu'il connaît bien, il dit que celui-ci allie à une intelligence politique réelle et à une habileté non moins réelle, un tempérament de parieur. Il se rend compte que son alliance avec les communistes contribue à le rapprocher du pouvoir, mais sait aussi que c'est peut-être cette alliance qui risque de l'empêcher finalement de franchir la barre des 50 % sans laquelle il ne pourrait pas gouverner. C'est là, dit-il, où son tempérament de parieur reprend le dessus sur le raisonnement purement politique et qui fait qu'il ne renoncera certainement pas à cette alliance avant d'être allé jusqu'au bout.

**8 mars 1977**

— *Le bruit court que Mitterrand serait atteint d'une grave maladie.*

— D'après des informations qu'on peut considérer comme assez sûres, il semble qu'il ait une maladie qui ne serait pas mortelle, mais qui l'affaiblirait. Une collaboratrice du professeur Jean Bernard, notre plus grand spécialiste des maladies du sang, a clairement laissé entendre qu'il avait consulté le professeur et que celui-ci paraissait le soigner pour une forme de leucémie, c'est-à-dire de cancer du sang. Maladie, on le sait, pour laquelle on a fait de très grands progrès et dont le pronostic n'est plus aujourd'hui inévitablement mortel.

Il est évident que l'hypothèse d'une maladie nécessitant du repos et des précautions pourrait expliquer la relative absence de Mitterrand dans la campagne électorale. Certes, il fait des déclarations, il suit visiblement les événements de près, mais il se manifeste moins publiquement qu'on ne pourrait l'attendre d'un responsable de son importance. Ce qui a été expliqué à l'origine comme une tactique particulièrement habile visant à laisser la majorité s'enfermer dans des discussions internes trouve peut-être sa véritable explication dans un état de santé nécessitant des ménagements.

*Le 20 mars, lors du premier tour des élections municipales, les listes conduites par les socialistes progressèrent fortement.*

**3 mai 1977**

— *Mitterrand a-t-il maintenant des chances d'être élu président de la République ?*

— Marie-France Garaud a déjeuné avec lui voilà quelques jours. Je ne sais pas qui avait pris l'initiative de ce déjeuner, sans doute l'ami commun qui les a réunis et que je ne connais pas, elle ne m'a pas indiqué son nom.

Selon ce qu'elle relate, l'entretien a été, de la part de Mitterrand, et sans doute aussi de la sienne pour la franchise, un mélange singulier de franchise totale, d'allusions et de dissimulation.

Mitterrand a commencé par expliquer que la grande erreur de son interlocutrice et de ses amis avait été de faire élire Giscard plutôt que lui en 1974. « *À l'époque, dit-il, j'aurais pu me dégager des commu-*

nistes, maintenant c'est impossible et la France n'en serait pas aujourd'hui où elle en est ».

Il a montré à plusieurs reprises une défiance profonde à l'égard des communistes. Il sait qu'ils ne l'aiment pas, se méfient de lui et voudraient même s'en débarrasser. Mais il ajoute non moins nettement qu'il ne peut pas se séparer d'eux et d'abord parce que son parti ne le permettrait plus. Je note, en passant, que c'est ce que j'ai écrit dans l'article d'*Est & Ouest* sur le nouveau Parti socialiste, que j'ai rédigé après les élections municipales. Son rêve, a-t-il ajouté, serait, bien entendu, un gouvernement socialiste homogène que même l'ancienne majorité pourrait appuyer, comme c'est un peu le rêve de Mario Soares au Portugal, mais il sait que c'est impossible dans la France aujourd'hui.

Il a évité de s'appesantir sur les difficultés qu'il éprouve au Parti socialiste, tout en les signalant. Il s'est montré sûr de gagner les élections législatives de 1978.

Marie-France Garaud m'a confié, avec un peu d'exaspération, qu'il était au courant de tout ce qui se passe dans la majorité, ainsi que dans l'Etat.

— *Si François Mitterrand était élu président de la République, sa politique serait-elle aussi catastrophique qu'on le dit ?*

— Guy Lemonnier a eu une conversation avec André Bergeron qui lui a raconté sa dernière entrevue avec Mitterrand.

Sur le plan syndical, Mitterrand a dit qu'il était très satisfait qu'il n'existe pas une seule centrale syndicale, mais plusieurs, et que si en 1936 il y avait eu plusieurs centrales, le gouvernement de Léon Blum se serait trouvé dans une situation moins difficile. À mon avis, ce point reste à démontrer. Il a aussi demandé à Bergeron de maintenir à tout prix Force Ouvrière dans une attitude de neutralité et d'indépendance syndicale qui lui paraît essentielle.

Comme Bergeron lui parlait du problème des rémunérations et de la nécessité de faire à ce sujet une politique raisonnable, Mitterrand lui a répondu : « *Je suis en théorie de votre avis. Malheureusement, vous devez savoir que je serai dans l'impossibilité d'empêcher aussi bien le Parti communiste que la gauche du Parti socialiste et la CGT, et la CFDT, de demander une augmentation de 20 % du SMIC, augmentation qu'il sera impossible de ne pas leur accorder* ». Bergeron

lui a répondu que cela entraînerait automatiquement une augmentation de l'ensemble des rémunérations dans des proportions très élevées, et par conséquent que ce serait le début d'une politique inflationniste qu'on ne parviendrait pas à maîtriser. Mitterrand l'a reconnu, mais ne voit pas la possibilité de faire autrement. Aveu qui est évidemment très préoccupant. Mitterrand a d'ailleurs ajouté : *« Je suis persuadé que la gauche ne pourra pas rester au pouvoir plus de cinq ans. Mais durant ces cinq ans, nous nous efforcerons d'opérer un certain nombre de transformations économiques irréversibles. Après quoi, le problème concernera d'autres que moi »*.

### **9 mai 1977 au matin**

— *Bergeron ne devait-il pas mettre Mitterrand en garde contre les communistes ?*

— Comme il s'inquiétait auprès de Mitterrand d'avoir affaire, en cas de victoire de l'union de la gauche, à un ministre du Travail communiste, Mitterrand lui a répondu : *« Il n'est pas question de leur donner le ministère du Travail »*.

Bergeron indique que le secrétaire général de la Fédération de l'Éducation nationale, André Henry, lui-même socialiste, avait de son côté exprimé à François Mitterrand ses craintes d'avoir un communiste comme ministre de l'Éducation nationale, et que Mitterrand lui avait répliqué qu'il ne l'accorderait pas non plus à un communiste.

On peut concevoir qu'il a répondu cela pour rassurer ses interlocuteurs, connus pour leur anticommunisme. On peut aussi imaginer qu'il pense sincèrement ce qu'il dit. Dans ce cas, comme il paraît impossible qu'il confie à des communistes les Affaires étrangères, la Défense et l'Intérieur, on se demande quels postes il leur réserverait.

Quoi qu'il en soit, on se rend compte que la victoire de l'union de la gauche, parmi d'autres inconvénients, entraînerait certainement un merveilleux désordre politique.

### **9 mai 1977 au soir**

— *Comment Mitterrand a-t-il pu accepter la constitution de listes socialo-communistes pour les élections municipales ?*

— Philippe Robrieux, très proche de Mitterrand, explique que la décision des socialistes de constituer partout des listes communes avec le PC a été prise en l'absence de Mitterrand. Quand il est revenu, se rendant compte que le PC tirerait un grand avantage de cette décision, il a convoqué le Comité directeur pour la faire annuler. Il a été battu. Son argument était que des listes communes empêcheraient de compter les voix de l'un et l'autre parti, tandis que des listes séparées feraient apparaître la nette avance des socialistes sur les communistes.

En ce qui concerne les élections législatives, si elles sont gagnées par la gauche, Mitterrand se pose la question de savoir s'il ne laisserait pas Defferre devenir Premier ministre. Il croit en effet que dans le cas de cette victoire, Giscard serait vite acculé à la démission. Mitterrand se présenterait alors à la présidence de la République et il serait ainsi plus libre qu'en étant Premier ministre.

Robrieux assure que Mitterrand craint beaucoup ce que les communistes feraient après la victoire pour l'embarrasser, le déborder et porter atteinte à son autorité et aux libertés. Cette clairvoyance, si elle est réelle, rend encore plus incompréhensible son alliance avec le PC.

### **9 juin 1977**

— *On dirait qu'à l'étranger, la position de Mitterrand se renforce.*

— Robert Pontillon, chargé des relations internationales au Parti socialiste, m'a dit que maintenant, le plus important des quatorze vice-présidents de l'Internationale Socialiste était sans conteste François Mitterrand. Et que s'il devient Premier ministre en 1978, il sera porté à la présidence de l'Internationale. C'est un affermissement considérable de son influence, alors que jusque-là il se trouvait en difficulté au sein de cette instance dominée par les sociaux-démocrates.

En revanche, Pontillon a appris que lors du prochain voyage de Mitterrand aux Etats-Unis, Carter ne le verra pas et le fera recevoir par son vice-président, ce qui n'aura pas la même portée.

### **14 juin 1977**

— *Mitterrand est-il vraiment malade ?*



— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Jacques Toubon, qui était le chef de cabinet de Chirac quand celui-ci était Premier ministre et qui est son principal collaborateur pour les affaires électorales.

S'agissant de la santé de François Mitterrand, il m'a indiqué que le préfet du Val-de-Marne, département dans lequel se trouve l'Institut du cancer de Villejuif, l'avait personnellement assuré que Mitterrand venait chaque semaine à cet Institut.

C'est évidemment une information d'une extrême précision, à mon avis la plus précise de toutes celles que nous avons reçues jusque-là sur ce sujet. Elle explique que Jacques Chirac et ses principaux conseillers, notamment Pierre Juillet et Marie-France Garaud, se montrent plus catégoriques encore que d'autres sur le problème de la maladie du responsable socialiste.

De nombreuses indications circulent de toute façon, en particulier chez des collaborateurs du professeur Jean Bernard. Il va devenir difficile de ne pas croire qu'un problème de santé se pose au dirigeant socialiste.

## **26 juillet 1977**

— *On dit que Mitterrand jouit toujours d'un réel prestige dans les milieux intellectuels.*

— Branko Lazitch a rencontré récemment Bernard-Henri Lévy, l'un des principaux intellectuels de gauche convertis depuis peu à l'anti-marxisme. Leur petit groupe forme l'école dite des nouveaux philosophes, qui connaît un certain succès dans les milieux intellectuels et universitaires.

Lévy a été pendant longtemps l'un des conseillers personnels de Mitterrand. Il appartenait au petit cercle de ses conseillers privés, bien distinct des membres des diverses commissions du Parti socialiste pour lesquels, dit-il, Mitterrand éprouve le plus grand mépris. Ce cercle est composé surtout d'hommes jeunes, à part Edgard Pisani. Il comprend notamment Jacques Delors, Jacques Attali, Laurent Fabius, lui-même naguère et quelques autres. Pour la plupart, ce ne sont pas des marxistes, mais des hommes issus, sauf Delors, de milieux bourgeois. Ils sont, dit Lévy, animés par une grande ambition, n'ont guère de scrupules intellectuels, sont capables de tous les excès, se montrent

rebelles à toute discipline et Lévy les considère, à certains égards, comme plus capables que les communistes de créer un état d'anarchie qui pourrait être très redoutable.

Bien qu'il se soit éloigné d'eux depuis assez longtemps, car ses premières divergences avec Mitterrand remontent à 1975, Lévy a conservé de bonnes relations personnelles avec lui. Il l'a vu récemment et l'a trouvé plus préoccupé qu'on ne le croit par l'issue de la bataille électorale de 1978. Il a déclaré que la victoire de la gauche était bien loin d'être assurée. Il a manifesté aussi des inquiétudes quant à l'attitude et à la puissance du Parti communiste. Lévy indique que Mitterrand ne lui paraît pas avoir la force de caractère nécessaire pour leur résister. Il se réfugie dans des généralités, car il se rend plus ou moins compte qu'à chaque fois qu'il adopte des positions précises sur des points déterminés, il s'attire plus de critiques et d'adversaires qu'il ne se gagne d'approbations et de partisans.

### 6 septembre 1977

— *Cela ne semble pas s'arranger entre les communistes et Mitterrand.*

— Branko Lazitch a revu Philippe Robrieux qui venait de passer deux jours avec Mitterrand. Robrieux a du mal à comprendre ce qui se passe entre le PC et le PS, car il croit à une relative sincérité dans les évolutions positives du PC.

Robrieux ajoute que s'il existait entre Mitterrand et Waldeck Rochet une certaine sympathie, il y a une impossibilité absolue pour Mitterrand de comprendre Marchais, et réciproquement. Il pense même qu'une sorte de haine physique s'est instaurée entre eux deux.

Mitterrand a confié à Robrieux son scepticisme sur l'eurocommunisme. Il se rend compte que le PC tente de faire contre le PS ce que le PC portugais a essayé contre Mario Soarès. Mais Robrieux doute que Mitterrand, qui est contesté au sein même du PS, puisse résister au PC comme Soarès l'a fait.

— *D'où vient donc l'opposition qui gêne Mitterrand dans les rangs du PS ?*

— Robrieux explique qu'il y en a deux : celle du CERES qui veut à tout prix l'entente avec le PC et celle de l'aile modérée, de plus en plus

inquiète de l'alliance avec le PC. Cette double opposition, connue des communistes, affaiblirait sensiblement la position de Mitterrand dans ses négociations avec le PC.

### **23 septembre 1977**

— *Comment l'entourage de Mitterrand réagit-il devant ses difficultés avec les communistes ?*

— J'ai un ami qui est le beau-frère de Georges Dayan, le plus proche collaborateur de François Mitterrand et le seul, sans doute, à connaître le fond de sa pensée et à être informé dans le détail de ses activités. Il m'a rapporté qu'il était mercredi chez Dayan quand Robert Fabre a fait son éclat en annonçant son retrait de l'union de la gauche. Dayan a dit alors à son beau-frère qu'il était assez satisfait de constater que le sommet allait échouer, car il se sentait de moins en moins favorable à l'union de la gauche. On peut penser qu'il reflétait ainsi au moins certaines des pensées ou arrière-pensées de Mitterrand.

Dayan a toutefois ajouté qu'il lui semblait bien regrettable que Fabre ait agi ainsi car, a-t-il dit, les socialistes se préparaient à faire un éclat semblable, mais seulement une fois que la discussion se serait prolongée, par conséquent lorsqu'ils auraient disposé d'arguments plus solides et plus nombreux pour justifier leur position. Il regrettait donc, en quelque sorte, que Robert Fabre ait coupé l'herbe sous le pied à François Mitterrand.

Cela permet de mieux comprendre la réaction directe de Mitterrand ce fameux mercredi. Il était furieux de voir que Fabre lui retirait le premier rôle. Cela explique aussi l'intervention de Georges Marchais qui a dénoncé une sorte de collusion entre Fabre et Mitterrand. Il n'y avait aucune collusion entre eux, Marchais se trompait. Mais ce qui était assez juste dans son propos, c'est que Mitterrand, tout comme Fabre, cherchait un moyen de se dégager plus ou moins partiellement du carcan de l'union de la gauche.

### **3 octobre 1977**

— *Ils avaient donc vu juste, ceux qui prédisaient une rupture de l'union de la gauche !*

— J'ai rencontré hier notre ami Jean-André Faucher, le nouveau chancelier de la Grande Loge de France. Il connaît le Premier ministre portugais Mario Soares, qui a appartenu à des loges maçonniques françaises et a même été initié à la maçonnerie dans une loge française durant son exil en France, à l'époque de Salazar. Faucher a eu récemment une conversation avec lui et recueilli quelques confidences, dont celle-ci : en juin dernier, à l'occasion d'un voyage de Mitterrand à Lisbonne, Soares s'était entretenu avec lui de la situation française et Mitterrand lui avait dit : *« Je m'attends avant l'automne à une rupture de l'union de la gauche, à l'initiative des communistes. Les symptômes d'une attitude de rupture de leur part se précisent de jour en jour et la crise est fatale avant les élections »*.

On peut penser que les sentiments de Mitterrand ainsi exprimés, qui prouvent qu'il n'a pas dû être très surpris par la rupture, expliquent certainement pourquoi il se refusait à une actualisation du programme commun de la gauche. Il craignait certainement que cette discussion ne fournisse aux communistes les prétextes dont ils avaient besoin pour justifier la rupture.

#### **4 octobre 1977**

— *Comment la séparation intervenue entre communistes et socialistes est-elle perçue par la majorité ?*

— Je me suis entretenu à plusieurs reprises, depuis une dizaine de jours, avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud sur la manière dont ils voyaient la situation après la crise qui a perturbé la gauche et qui continue d'ailleurs à la secouer.

Ils considèrent, avec raison, que la rupture n'a pas été voulue par François Mitterrand, qui l'a subie, mais par le Parti communiste. Ils ne font aucune difficulté pour reconnaître qu'ils ne s'attendaient pas à une cassure de l'union de la gauche si nette ni si violente. Comme tout le monde, ils s'interrogent sur les causes de ce tournant. Et ils ne croient pas que la coalition du programme commun puisse se reconstituer sous la forme qu'elle avait prise. Ils demeurent néanmoins persuadés qu'un accord électoral finira par être trouvé, au moins entre communistes et socialistes, le cas des radicaux de gauche étant évidemment plus difficile.

## 20 octobre 1977

— *Que pensent les socialistes de la situation nouvelle ?*

— J'ai parlé avec Philippe Robrieux, toujours proche de Mitterrand. Celui-ci et son entourage sont pessimistes pour les élections de l'an prochain, ils les considèrent comme perdues, même si un arrangement électoral intervient au sein de la gauche en janvier. L'espoir de Mitterrand est qu'il parviendra à influencer une partie de l'électorat communiste et que celui-ci fera pression sur le PC pour l'amener à reprendre les négociations, au cours desquelles Mitterrand est d'ailleurs décidé à multiplier les concessions.

En ce qui concerne l'appareil du PC, plus précisément les fonctionnaires du Comité central, Mitterrand ne comprend pas ce qui s'y passe. Il se demande ce que veut vraiment Marchais.

## 25 octobre 1977

— *Alors, y aura-t-il ou non, l'an prochain, accord électoral entre socialistes et communistes ?*

— Yves Guéna, délégué politique du RPR, a croisé dans les couloirs de l'Assemblée nationale Roland Leroy, le directeur de *l'Humanité*. Parlant du second tour des élections législatives, celui-ci lui a dit très clairement : « *Les socialistes s'imaginent que nos désistements pour eux seront automatiques. Ils se trompent. Nous ferons élire au deuxième tour de scrutin qui nous voudrons* ».

On ne saurait mieux dire que l'accord électoral est loin d'être conclu et que les communistes mettent actuellement au premier plan de leurs préoccupations la limitation de la puissance électorale du Parti socialiste.

## 8 mars 1978

— *On dirait que Mitterrand ne sort pas de son embarras.*

— À sa demande, Marie-France Garaud a récemment déjeuné avec lui et son ami Georges Dayan, ainsi qu'avec une quatrième personne qu'elle ne m'a pas désignée. En six mois, c'était leur second déjeuner.

Mitterrand a déclaré que le comportement du Parti communiste depuis la rupture de l'union de la gauche l'avait surpris. Il croyait en

effet que le PC verrait son influence diminuer. Il avait même pensé voir tomber le chiffre des voix communistes au-dessous de 20 %, peut-être même descendre à 18 %. Il est aujourd'hui persuadé non seulement que les communistes n'ont rien perdu, mais encore qu'ils ont progressé et ce comportement de l'électorat communiste le surprend. Une surprise qui n'est, à mon avis, qu'une nouvelle confirmation qu'il ne comprend rien au problème du Parti communiste. Il avoue donc qu'il s'est trompé à ce sujet, mais il aurait pu se souvenir aussi qu'il s'était déjà trompé lorsqu'il avait cru et affirmé que le PC avait changé, une affirmation qu'il se garde d'ailleurs bien de rappeler aujourd'hui.

Marie-France Garaud lui a posé la question de ses rapports avec le président de la République et a développé la thèse de celui-ci, bien connue (et à laquelle Giscard croit toujours, pour surprenant que cela paraisse), à savoir que lui-même et Mitterrand seraient faits pour s'entendre. Elle a été très surprise par la brutalité de la réponse : « *Il n'y aura aucun compromis avec le président de la République. Si nous gagnons les élections, c'est nous qui gouvernerons. Ce sera le Premier ministre, moi-même si je le suis, et le président n'aura qu'à s'incliner* ». Une réponse qui n'était visiblement pas improvisée dans le feu de la conversation et qui ne fait que souligner le caractère fallacieux des illusions entretenues sur ce sujet par Giscard.

L'aspect le plus inattendu de la conversation a résidé dans une question très directe posée par François Mitterrand : « *Si nous ne gagnons pas, c'est vous qui allez gagner et quand je dis vous, c'est le RPR, car dans ce cas, les giscardiens de l'UDF subiront une grave défaite. Vous vous trouverez ainsi, au sein de la nouvelle majorité, dans une position de force encore plus grande qu'à l'heure actuelle. Alors, qu'allez-vous faire ? Provoquer une crise avec le président de la République ?* »

Marie-France Garaud s'en est, bien entendu, tirée par une réponse qui n'en était pas une et par des généralités. Il est toutefois évident que la question de Mitterrand signifiait : est-ce qu'en cas de victoire, vous n'entrez pas en conflit avec le président, de manière à provoquer une crise politique qui pourrait conduire à un avancement de la future élection présidentielle ? En posant cette question, Mitterrand songeait

évidemment à sa propre situation, car il semble penser avoir moins de chances d'être élu président en 1981 qu'en 1978 ou 1979.

### **14 mars 1978**

— *Nous avons donc un accord électoral PS-PC !*

— Mitterrand a cédé à toutes les exigences du Parti communiste en matière de pouvoir et notamment, en cas de victoire de l'union de la gauche, sur le fait que le nombre des ministres communistes soit proportionnel au nombre de voix obtenues au premier tour. Il a accepté tout ce que les communistes demandaient depuis septembre 1977 sur l'exercice du pouvoir. Il n'est nullement exagéré de dire qu'il a capitulé sur toute la ligne, comme Bénès devant Gottwald en 1948<sup>184</sup>, ce qui explique pourquoi les communistes se montrent à ce point satisfaits.

Les partis de la majorité et le Premier ministre sont pleinement conscients de cette réalité.

*Lors des élections législatives des 12 et 19 mars, le RPR obtint 150 sièges, les formations de l'UDF 137, le Parti socialiste et les radicaux de gauche 114 et le Parti communiste 86.*

### **8 septembre 1978**

— *Où en est François Mitterrand à présent ?*

— Philippe Robrieux a eu au mois d'août l'occasion, comme chaque année, de se rendre dans sa propriété landaise. Il a passé 48 heures avec lui et recueilli des confidences dont il n'y a aucune raison de se défier.

Mitterrand lui a dit que ses relations personnelles avec Marchais n'avaient jamais été bonnes, ce que tout le monde savait d'ailleurs. Mais maintenant, il parle de Marchais avec une telle violence que Robrieux estime qu'on ne peut définir autrement que par le mot haine le sentiment qu'il éprouve à son égard.

Il a néanmoins conservé intacte son idée stratégique fondamentale, l'union de la gauche. Il est d'autant plus résolu à s'entendre avec les communistes qu'il a la certitude qu'aujourd'hui, le Parti socialiste est

---

184 – Le président de la République tchécoslovaque Edouard Bénès avait cru pouvoir préserver l'indépendance de son pays en négociant complaisamment avec Clément Gottwald, secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque.

beaucoup plus fort que le Parti communiste et que c'est celui-ci qui sera obligé de faire le plus de concessions. Il a donc réaffirmé avec force à Robrieux qu'il n'était absolument pas question pour lui d'opérer un rapprochement quelconque avec le Centre ou avec le président de la République. Au contraire même, il pense que s'il veut continuer une politique d'union avec le PC, il ne doit pas donner prise au moindre doute quant à sa volonté de combattre Giscard d'Estaing.

Comme il ne tient pas pour l'instant à exprimer ses idées à ce sujet d'une façon trop directe, il a chargé deux de ses collaborateurs de le faire à sa place : Lionel Jospin, qui a déclaré que la rupture du Parti socialiste avec la social-démocratie était définitive, ce qui indique à quel point les illusions du président de la République sont grandes ; et Louis Mermaz, député de la Vienne, qui a publié la semaine dernière un article d'une extrême netteté dans le sens d'un socialisme marxiste et révolutionnaire. Il est important de savoir que cet article a non seulement été écrit à la demande de Mitterrand, mais aussi relu par lui personnellement. Cela montre là aussi à quel point les illusions d'un rapprochement entre le Parti socialiste et le président de la République sont fallacieuses.

Mitterrand considère que l'aggravation de la situation économique attirera un nombre important de mécontents au Parti socialiste. Il estime que la liste socialiste aux élections européennes pourrait dépasser 25 % des voix et que, lors de l'élection présidentielle de 1981, à laquelle il compte bien être candidat, il peut raisonnablement espérer atteindre un résultat supérieur à 30 % au premier tour.

Il a longuement parlé de la bataille que mène contre lui Michel Rocard, avec lequel ses relations sont de plus en plus difficiles. Rocard, de son côté, ne perd pas son temps et a commencé à essayer de définir ce que pourrait être la nouvelle politique du Parti socialiste, en s'inspirant plus ou moins de l'exemple actuel du Parti socialiste italien.

Il résulte de tout cela que Mitterrand, loin d'abandonner la bataille politique comme on a pu le croire un moment, entend bien la continuer. Toutefois, Robrieux, qui n'avait jamais constaté, à l'inverse des informations qui ont circulé l'an passé, un état de lassitude chez Mitterrand, a remarqué cette fois qu'il était nettement plus fatigué qu'à l'ordi-



naire. Il continue à se poser la question de savoir dans quelle mesure Mitterrand veut ou ne veut pas mener jusqu'à son terme une carrière politique.

**22 mai 1979**

— *En sait-on un peu plus maintenant sur les intentions de François Mitterrand?*

— Magdeleine Anglade, la principale collaboratrice de Raymond Bourguine, est très liée à la famille de François de Grossouvre, le plus proche confident de Mitterrand, car ils ont été prisonniers ensemble en Allemagne pendant la guerre. C'est, par exemple, souvent chez lui que Mitterrand va se réfugier sans que personne ne le sache quand il veut être loin de tout pendant deux ou trois jours. Grossouvre a aussi été l'un des principaux collecteurs de fonds pour ses campagnes. Les Grossouvre sont pour Mitterrand sans être socialistes. C'est une amitié fondée sur un long échange de services communs.

François de Grossouvre explique que l'actuelle campagne des élections européennes n'intéresse pas Mitterrand. D'où l'air ennuyé qu'on lui voit à la télévision. Il dit: « *Je ne sens pas cette campagne* ». Mais il affirme qu'il sera candidat lors de la prochaine élection présidentielle et qu'à présent, il tient solidement en main le Parti socialiste.

Il n'y a pas de doute, ajoute Grossouvre, sur la conversion de Mitterrand au socialisme, auquel il croit et rien ne l'en fait déborder. Il continue toutefois à reconnaître qu'il n'est pas marxiste. Il déteste Georges Marchais, n'aime pas Pierre Mauroy et encore moins Michel Rocard. Il s'oppose fermement à Raymond Barre, est très déçu par Giscard, qu'il juge inconsistant. Il pense qu'au contraire Jacques Chirac présente de grandes qualités politiques et il ne lui est visiblement pas hostile.

*Lors des élections européennes du 20 juin 1979, la liste des giscardiens de l'UDF recueille 27,6 % des suffrages (25 élus), celle des socialistes et radicaux de gauche 23,5 % (22 élus), celle du Parti communiste 20,5 % (19 élus) et celle du RPR 16,3 % (15 élus). Les socialistes et leurs alliés radicaux devançaient donc à nouveau les communistes.*

*Le 10 mai 1981, lors du second tour de l'élection présidentielle, François Mitterrand, appuyé par les communistes, par les radicaux de gauche et par des gaullistes du RPR hostiles au président de la République, fut élu avec 51,8 % des suffrages, contre 48,2 % à Valéry Giscard d'Estaing.*

\*  
\*     \*

*Georges Albertini mourut le 30 mars 1983. Peu auparavant, nous déjeunerâmes ensemble au restaurant de l'hôtel de Crillon où il avait ses habitudes. Affaibli par la maladie, dépité par l'échec de ses amis politiques et par la victoire de l'union de la gauche, il montrait les signes d'un grand découragement. Il ne chercha pas à revoir François Mitterrand, dont il critiquait âprement la politique économique et sociale, ainsi que les lois de décentralisation régionale, autant que la nomination de ministres communistes au gouvernement.*

*Il ne soupçonnait pas que le nouveau président, mieux que ses prédécesseurs, résisterait à l'Union soviétique au point de contribuer à son effondrement; développerait la collaboration franco-allemande et l'illustrerait par des gestes emblématiques en des lieux symboliques, par la création d'une brigade franco-allemande et par celle d'une télévision commune, Arte; renforcerait l'intégration européenne, notamment par l'instauration d'une monnaie unique; combattrait efficacement l'espionnage soviétique en France et y réduirait l'influence du Parti communiste – fidèle en tout cela à ses idéaux de jeunesse. Une fidélité attestée aussi par des dépôts de fleurs réguliers sur la tombe du maréchal Pétain qu'il avait naguère servi à Vichy et dont il avait reçu sa première décoration officielle, la Francisque.*

## CHAPITRE X

### ESPIONS, AGENTS DOUBLES ET AGENTS D'INFLUENCE

*Les activités des services de renseignement de l'URSS et de ses satellites, ainsi que celles de leurs agents d'influence, inquiétaient Georges Albertini au plus haut point. D'où ses fréquentes rencontres avec des fonctionnaires de la préfecture de Police de Paris et des responsables des Renseignements généraux, de la Sûreté nationale, de la DST et du SDECE (devenu la DGSE), ainsi que de plusieurs services de renseignement occidentaux, et l'aide qu'il leur apporta. En contrepartie, il recueillait auprès d'eux des informations de toutes sortes.*

**17 octobre 1953**

— *Comment se fait-il que nous disposions maintenant de renseignements si précis sur ce qui se dit au bureau politique du Parti communiste ?*

— Les informations obtenues sur le PC sont obtenues de la manière suivante. Je le tiens du préfet de Police Jean Baylot et du commissaire principal Jean Dides, qui est chargé de l'action anticommuniste à la préfecture de Police.

L'année dernière, Jean Verdier, le directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur Léon Martinaud-Déplat, reçut la visite d'un de ses camarades de lycée, Gille Guéritault, journaliste parlementaire et aussi rédacteur à *l'Auto-Journal* de Robert Hersant. Il venait informer Verdier que l'un de ses collègues, journaliste parlementaire comme lui et communiste, un certain André Baranès, désirait prendre contact avec le directeur de la Sûreté nationale, Pierre Bertaux. Verdier présenta Baranès à Bertaux, avec lequel il travaillait. Mais Bertaux quitta la direction de la Sûreté et son successeur, Robert Hirsch, ne garda pas le contact avec Baranès, soit qu'il ne le jugeât pas d'un intérêt suffisant, soit qu'il comprît moins bien les nécessités de la police politique.

C'est alors qu'André Baranès fut introduit auprès du préfet de Police, qui le mit entre les mains du commissaire Dides. C'était au début de l'année.

Baranès est un juif tunisien de 39 ans, qui semble être venu au Parti communiste ou en tout cas y avoir pris une importance plus grande pendant la guerre en Afrique du Nord. Il intégra les milieux journalistiques communistes en 1944 par l'intermédiaire de Pierre Hervé, à ce moment personnalité du parti très en vue. Hervé lui confia notamment la rédaction des échos politiques de l'hebdomadaire *Action*. Baranès est lié d'amitié avec un autre israélite, nommé quelque chose comme Lucelack, qui est depuis plusieurs années le secrétaire de Waldeck Rochet, membre du bureau politique du PC. Les séances du bureau sont prises en sténo et chaque membre en reçoit un exemplaire qu'il conserve pendant un temps déterminé. C'est sur cet exemplaire que travaillent ce Lucelack et Baranès.

Baranès a expliqué qu'au parti, ils étaient quelques-uns autour de lui à entretenir des contacts secrets avec des personnalités non-communistes exerçant d'importantes responsabilités, ce qui permet à celles-ci de recevoir soit des confidences, soit même la communication de documents confidentiels.

Le préfet de Police a été frappé par le fait que ce réseau comporte une majorité de juifs et que son activité semble coïncider avec l'actuelle politique antisémite du Kominform<sup>185</sup>. Il pense qu'on peut aller jusqu'à établir une relation entre l'affaire Slansky<sup>186</sup> et la trahison de Baranès. Ce n'est évidemment qu'une hypothèse, qui mérite toutefois d'être notée.

À l'heure actuelle, Baranès fait partie d'une troïka chargée de la sécurité intérieure du Parti et du renseignement militaire. Cette troïka comprend le général Malleret-Joinville, qui est député et Fromenteau,

---

185 – Organisation soviétique chargée de coordonner l'action des différents partis communistes dans le monde.

186 – Rudolf Slansky, secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque après la Seconde guerre mondiale. Accusé en 1952 de collusion avec les puissances occidentales, il fut arrêté, torturé, forcé de s'accuser lui-même et de demander à être exécuté, ce qui eut lieu tout de suite après son procès. Son origine juive ne fut pas étrangère à sa déchéance.

un ancien fonctionnaire de l'appareil. Grâce à ses fonctions, Baranès a pu transmettre notamment ce qui s'apparente à un véritable plan de combat du PC.

Sans qu'il soit encore possible de se prononcer catégoriquement sur la valeur des renseignements ainsi obtenus, il importe de remarquer qu'une étude de l'ensemble des rapports fournis par Baranès, à laquelle nous procédons actuellement, en révèle l'indiscutable l'intérêt. Ainsi, les sanctions prises récemment par la direction du parti contre André Marty et Charles Tillon<sup>187</sup> ont été annoncées par Baranès dès avril dernier. Il faut noter aussi qu'un grand nombre d'informations et d'analyses transmises par ses soins s'avèrent justes, ce qui exclut l'hypothèse de rapports entièrement forgés.

La question des mobiles de Baranès, dont il faut savoir qu'il est joueur, ainsi que du rôle d'agent double que les services soviétiques pourraient essayer de lui faire jouer, n'est pas encore définitivement tranchée. L'examen approfondi de ses rapports doit permettre d'apporter une réponse.

En tout cas, j'insiste pour que tous ses textes soient examinés avec soin, car on peut tirer de leur lecture non seulement de très utiles informations sur les orientations des communistes, mais encore des renseignements sur des faits importants. En outre, nous avons désormais la possibilité de poser des questions à Baranès, ce qui peut constituer un moyen de vérification. Il y a jusqu'ici toujours répondu.

### **15 novembre 1953**

— *L'éviction du Sultan du Maroc continue à provoquer beaucoup d'émotion et pas seulement en France.*

— Des documents intéressants ont été découverts dans ses papiers. Notamment la preuve que son fils aîné est en relation avec une société, la SORICE, qui travaille en liaison étroite avec les Soviétiques. Elle a des points d'attache à Francfort et à Bucarest. L'un des animateurs

---

187 — André Baranès avait bien annoncé, entre autres, l'exclusion prochaine de ces deux dirigeants communistes en désaccord avec la direction du Parti communiste., mais on s'aperçut très vite que lorsqu'il ne disposait pas d'informations intéressantes, il en inventait.

français de la SORICE est Pierre Debœuf, communiste, fils de feu Auguste Debœuf qui fut l'un des grands industriels français.

Ont aussi été trouvées des listes de personnalités et de journaux français avec, en face des noms, des chiffres qui correspondent sans doute à des subventions du Palais ou de l'Istiqlal<sup>188</sup>. Parmi ces journaux, *Le Monde*, *l'Observateur*, *L'Express*, *Franc-Tireur* notamment.

Y figurait en outre une correspondance secrète entre le Sultan et les autorités allemandes de 1940 à 1942, ainsi que d'autres textes compromettants sur cette période.

J'ai appris cela par Emile Roche<sup>189</sup>, qui se trouvait au Maroc lors de la destitution du Sultan. Il le tient du chef de la Sécurité au Maroc.

### 12 décembre 1953

— *Y a-t-il, comme avant-guerre, des liens entre militants communistes et agents soviétiques ?*

— Le préfet de Police m'a dit, sous le sceau du plus grand secret, que ses services avaient arrêté, il y a plus d'un mois, trois militants communistes compromis dans une grave affaire d'espionnage. Deux d'entre eux sont aussi secrétaires de syndicats CGT à Cherbourg, au Havre et à Perpignan (ou Périgueux, il ne se rappelait plus exactement). Ils sont au secret depuis plusieurs semaines et ont avoué. Leurs femmes ont confirmé certains aveux. *L'Humanité* n'a soufflé mot de l'affaire, ce qui en souligne, semble-t-il, la gravité.

Le préfet a averti le ministre de l'Intérieur que l'enquête se poursuivait pour aller aussi loin que possible, et que l'affaire pourrait être rendue publique si une campagne devait être montée contre les communistes. Il paraît que Roger Wybot, responsable de la Direction de la surveillance du territoire, est mécontent de ces arrestations et se serait plaint au ministre de l'Intérieur, Léon Martinaud-Déplat, qu'on empiétait sur ses attributions.

\*

\*   \*

---

188 – Principal mouvement indépendantiste du Maroc.

189 – Emile Roche possédait une importante propriété au Maroc où il séjournait souvent.

### 3 mai 1955

— *Où en est-on de la divulgation de secrets de la Défense nationale ?*

— Edgar Faure a dit à Tixier-Vignancour<sup>190</sup> qu'avant d'être arrêté, Roger Stéphane<sup>191</sup> était venu le voir et lui avait donné sa parole que ce n'était pas Lucie Faure<sup>192</sup> qui l'avait informé pour rédiger son article du 27 mai 1954, « *Le rapport des généraux* », dans lequel figuraient des renseignements militaires et pour lequel il est poursuivi. Il lui avait précisé que son informateur avait été Marc Jacquet, alors ministre des Etats associés, à qui il avait promis qu'il ne transmettrait jamais son nom à la Justice.

— *Cela complique tout. Que s'est-il passé alors ?*

— D'après les carnets saisis à *L'Express*, les écoutes téléphoniques et des confidences diverses, on peut reconstituer comme suit la manière dont les choses se sont passées :

1 – En février 1954, Marc Jacquet, de retour d'Indochine, déjeune avec Jean-Jacques Servan-Schreiber, directeur de *L'Express* et partisan de l'abandon en Indochine. Il est convenu que l'essentiel de leur conversation paraîtra dans l'hebdomadaire sans découvrir Jacquet et seulement après que celui-ci en aura lu le texte.

2 – J.-J. Servan-Schreiber, selon sa désinvolture habituelle, publie l'article sous le titre « *Le rapport Marc Jacquet* » sans l'accord de Jacquet. Il en résulte un vif incident entre le président du Conseil Joseph Laniel et Marc Jacquet, qui dit qu'il ignore tout de la publication de l'article en question.

3 – À la suite de cet incident, Jacquet rompt tout contact avec *L'Express* et entre en rapport avec Roger Stéphane, également partisan de l'abandon en Indochine, car il cherche une autre tribune pour défendre sa politique et publier des indiscretions orientées en ce sens.

4 – En mai 1954, à la suite du voyage en Indochine des généraux Ely et Salan, *L'Express* et *l'Observateur* publient simultanément l'essentiel

---

190 – Avocat d'extrême-droite spécialisé dans les procès à caractère politique, défenseur des partisans de l'Algérie française.

191 – Journaliste à *l'Observateur*.

192 – Épouse d'Edgar Faure, romancière, directrice de la revue *La Nef*.

de leur rapport. L'article de *L'Express* a été rédigé grâce à des informations fournies par le général Salan, ancien chef du corps expéditionnaire en Indochine, et celui de *l'Observateur* grâce à celles de Marc Jacquet, ministre des Etats associés. Le gouvernement Laniel, pour des raisons inexplicables, ne s'intéresse qu'à celui de *L'Express* et ordonne une enquête. D'où une perquisition au journal et la saisie des papiers de J.-J. Servan-Schreiber. On y trouve une lettre adressée par celui-ci, en février, à Marc Jacquet et qui prouve qu'à cette date, Jacquet était son informateur. On en déduit que Jacquet est encore l'informateur de *L'Express*, à tort puisque c'est maintenant le général Salan. Il n'empêche que Laniel fait démissionner Jacquet du gouvernement.

5 – Jacquet a donc donné sa parole qu'il n'a pas renseigné *L'Express* en mai. C'est certes exact, mais c'est aussi un mensonge par omission puisqu'il tait avoir auparavant renseigné *l'Observateur* – raison pour laquelle, comme l'a dit Roger Stéphane à Léo Hamon<sup>193</sup>, Jacquet se sent « merdeux » et n'insiste pas, de peur qu'on ne découvre sa collusion antérieure avec Stéphane et *l'Observateur*.

6 – Comme les gens renseignés de Paris connaissent les étroites relations de Lucie Faure avec Roger Stéphane, on pense, *L'Observateur* étant mis en cause, que c'est elle qui l'a renseigné, ce qu'elle a d'ailleurs probablement fait en 1953, dans des circonstances différentes. Et pour se protéger, Stéphane, ses amis et Jacquet laissent volontairement peser la suspicion sur elle et sur Edgar Faure. L'équipe Mendès France, qui a partie liée avec Jacquet et dont quelques-uns des membres connaissent la vérité, entretient aussi ce doute, pour gêner Edgar Faure et l'empêcher de constituer le gouvernement.

7 – En définitive, les diverses affaires récentes comportant communication de secrets de la Défense nationale peuvent se résumer ainsi :

Primo, il a existé un réseau d'espionnage renseignant les milieux politiques progressistes. Ce réseau est celui de l'« affaire des fuites » et comprend Turpin, Labrusse et Baranès, qui sont en liaison avec d'Astier de la Vigerie, Gilles Martinet de *l'Observateur* et N'Guyen Van Chi, agent viet-minh notoire.

---

193 – Député gaulliste de gauche.



Deuxio, depuis de longues années Lucie Faure fournit des renseignements politiques à Roger Stéphane. Sans qu'on en possède la preuve formelle, tout ce qu'on sait permet de dire que c'est elle qui a dû le renseigner pour ses articles de 1953. À partir de mars 1954, les renseignements sur l'Indochine paraissant dans *l'Observateur*, devenu *France-Observateur*, viennent à son directeur Martinet par Labrusse et à Stéphane par Marc Jacquet.

Tercio, *L'Express* a publié des renseignements confidentiels sur la guerre d'Indochine grâce aux renseignements fournis par Marc Jacquet jusqu'en février, ensuite par le général Salan.

### 6 mai 1955

— *L'arrestation de Roger Stéphane cause une certaine émotion.*

— La semaine dernière, Gérard Turpault, le directeur de la Justice militaire, a reçu, transmis par le ministère de la Défense nationale qui le tenait du ministère de l'Intérieur, un rapport de Roger Wybot tout entier dirigé contre le juge Duval. Wybot s'élevait contre l'arrestation de Stéphane ordonnée par Duval, et contre la jonction des affaires Martinet-Stéphane de *l'Observateur* avec celle de Labrusse-Turpin. Il demandait le remplacement de Duval, à qui ce rapport, adressé au colonel Camadeau, n'a pas été communiqué.

La Justice militaire a répondu au rapport Wybot par un autre rapport, très dur, très sévère à l'encontre de Stéphane et très élogieux pour Duval. Le président Antoine Pinay, ami de Turpault, en a eu connaissance en même temps que du rapport Wybot.

On se demande qui a bien pu faire agir Roger Wybot. Mendès France et Mitterrand, pour dégager Stéphane ? Edgar Faure dans le même dessein ?<sup>194</sup>

Tixier-Vignancour dit que ces rapports lui seront communiqués par Camadeau si la libération de Baranès lui est refusée, et qu'il essaiera alors de les publier.

\*

\*      \*

---

194 – Leurs « amitiés particulières » peuvent plus probablement expliquer l'intervention de Wybot en faveur de Roger Stéphane, que François Mauriac appelait « *ce jeune hébreu gidien* ».

*Au printemps 1956, une délégation de dirigeants du Parti socialiste SFIO fut invitée à séjourner en URSS. Elle comprenait notamment Guy Mollet, André Philip, Georges Brutelle et Pierre Commin, ainsi que les députés Jules Coutant et André Cailleret, plus quelques interprètes.*

### **3 mai 1956**

— *Le voyage des socialistes en URSS a mal commencé. D'après Boris Souvarine, leur interprète géorgien aurait été empêché de partir ?*

— Un incident d'une exceptionnelle gravité a marqué leur départ samedi dernier : l'enlèvement d'un des interprètes prévus pour accompagner la délégation, un certain Charatsidzé, très vraisemblablement par des agents du Guépéou. Voici comment cela s'est passé, selon le récit fait le lendemain à Boris Souvarine par Charatsidzé lui-même.

Le jeudi soir, lors du cocktail d'adieu donné à l'ambassade soviétique, l'ambassadeur Vinogradov s'était entretenu avec Charatsidzé pendant une vingtaine de minutes. Il avait insisté sur le fait qu'il était géorgien et que sa naturalisation française n'y changeait rien. En outre, il s'étonnait de le voir accompagner la délégation puisqu'il aurait dû partir pour l'Algérie, en tant que rappelé, avec sa classe d'âge – remarque qui prouve que Vinogradov connaissait ce détail.

Effectivement, Charatsidzé avait eu besoin, pour pouvoir accompagner la délégation socialiste, d'un sursis que lui avait obtenu Pierre Commin, le secrétaire général adjoint du Parti socialiste. Une dernière formalité devait toutefois être accomplie pour cela par Charatsidzé à la gendarmerie de son quartier, le samedi matin à sept heures, peu avant le départ pour Moscou. Il n'avait parlé à personne de cette démarche.

Or, ce samedi, à six heures quarante cinq, quand Charatsidzé quitta son domicile de la rue Clovis, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement, à peine eut-il fait quelques pas que deux hommes l'encadrèrent. L'un d'eux parlait très bien le français tandis que l'autre, qui semblait être russe, ne prononça pas une seule parole durant toute la journée. Le premier lui dit, en le prenant par le bras : « *Nous sommes de vieux amis* », cependant que l'autre se saisissait de sa valise. Comme Charatsidzé manifestait son étonnement, le premier ajouta : « *Votre mère a déjà eu deux accidents, un troisième lui serait mortel* ».

Le fait est que la mère de l'interprète, domiciliée elle aussi à Paris, était tombée deux fois dans la rue à la suite d'une crise cardiaque – un détail d'ordre purement privé que les deux hommes connaissaient donc.

Intimidé, Charatsidzé suivit ses ravisseurs. Ils l'emmenèrent dans un bureau de poste et lui ordonnèrent d'adresser à sa mère un courrier par pneumatique pour l'informer qu'il renonçait à son voyage, qu'il lui donnerait de ses nouvelles dans les quarante-huit heures et qu'en attendant, elle ne dise rien à personne de sa décision. Les deux hommes jugèrent ce courrier mal rédigé, le déchirèrent et en dictèrent un autre, que la mère de Charatsidzé reçut en effet dans la matinée.

Après quoi, ses ravisseurs emmenèrent Charatsidzé à Vincennes, le promenèrent dans le bois et dans les rues de la ville, lui permirent de se restaurer sans pour autant l'abandonner un instant. C'est à sept heures du soir seulement qu'ils le relâchèrent, en lui ordonnant de ne rien révéler à personne de ce qui lui était arrivé.

Entre-temps, la sœur de Charatsidzé, qui l'attendait à l'aérogare des Invalides, ne le voyant pas arriver, était allée aussitôt en informer Pierre Commin et tous deux gagnèrent la gendarmerie où Charatsidzé devait se rendre et là, on leur fit savoir qu'on ne l'avait pas vu. Contrarié, Pierre Commin mit Boris Souvarine au courant de la situation par téléphone, puis il rallia la délégation qui alla prendre l'avion pour Moscou.

Je fus informé de l'incident l'après-midi même du samedi par Boris Souvarine. À ce moment-là, on savait seulement que Charatsidzé n'était pas parti, sans en connaître la raison. Le procureur de la République et la Sûreté nationale furent aussitôt avertis par Boris Souvarine et il fallut attendre le lendemain dimanche pour qu'on apprenne en détail, de la bouche même de Charatsidzé, ce qui lui était arrivé.

Quand j'en fus informé, le lundi, à nouveau par Boris Souvarine, je lui demandai d'aller immédiatement prévenir la Direction de la Surveillance du Territoire (DST), étant entendu que l'affaire ne serait pas rendue publique car Charatsidzé craignait pour la vie de sa mère. Les commissaires de la DST décidèrent d'interroger Charatsidzé le mercredi 2 mai et ils lui montrèrent des photographies d'agents

soviétiques. Charatsidzé était d'autant plus alarmé que ses ravisseurs lui avaient récité tout son curriculum vitae, avec force détails, pour lui prouver qu'ils n'ignoraient rien de ses faits et gestes.

Les commissaires de la DST ont fait remarquer qu'étant donné la manière dont les événements s'étaient déroulés, juridiquement il n'y avait pas matière à poursuites.

## 16 mai 1956

— *Quoi de nouveau sur l'affaire de l'interprète ?*

— La DST a identifié les ravisseurs de Charatsidzé en lui montrant une série de photographies. Il a reconnu les deux hommes qui l'ont empêché de partir, deux émigrés géorgiens.

La DST veut croire que ces deux émigrés entendaient provoquer un scandale à la veille du départ de la délégation, de façon, si l'affaire avait été rendue publique, à jeter le trouble dans les rapports de la France avec l'URSS. Elle explique aussi que peut-être des émigrés ont-ils voulu empêcher l'un des leurs d'aller en Géorgie...

L'interprétation de Boris Souvarine est évidemment différente. Il estime que ces émigrés sont des agents des services spéciaux soviétiques infiltrés dans l'émigration géorgienne à Paris. Il en voit la preuve dans le fait qu'ils ont montré, en conversant avec lui, une connaissance approfondie et détaillée de sa vie. Des émigrés sans moyens, même le connaissant personnellement, n'auraient pas pu y parvenir.

\*

\*   \*

## 29 novembre 1956

— *Henri Barbé ne devait-il pas revoir Auguste Lecœur<sup>195</sup> ?*

— Il l'a rencontré, ce qui lui a permis d'apprendre d'importantes précisions. En premier lieu, selon Lecœur, sont membres de la section hors cadre du Parti communiste Pierre Lebrun, secrétaire de la CGT ;

---

195 – Auguste Lecœur venait de quitter le Parti communiste dont il avait été un important dirigeant, contrôlant notamment sa section hors cadre qui groupait les adhérents secrets du parti.

Lucien Jaillat, trésorier de la CGT ; Jean Guignebert, membre du Parti socialiste unifié et ancien directeur de la Radiodiffusion française ; et Maurice Pressuyre, ancien fondateur du Parti socialiste unifié<sup>196</sup>.

Dans ces noms, le troisième et le quatrième ne sont pas surprenants. En revanche, celui des deux premiers pose un problème politique intéressant. On s'aperçoit en effet que les communistes tiennent beaucoup plus étroitement en main la CGT qu'on ne peut l'imaginer, puisqu'en dehors des membres officiellement communistes de sa direction, deux autres exerçant une influence considérable dans la confédération sont membres de l'appareil clandestin du PC. Cette influence est capitale puisque Pierre Lebrun est le chef de ce qui peut apparaître comme l'opposition au sein de la CGT. Il agit donc dans ce rôle en accord étroit avec le PC. Quant à Jaillat, il assume les fonctions très importantes de trésorier général de la CGT, et par son intermédiaire, le PC dispose plus encore qu'on ne le croit du contrôle financier des syndicats CGT.

En second lieu, il n'a pas été possible de faire dire à Lecœur le nom des deux membres du Comité directeur du Parti socialiste qui sont membres de la section hors cadre. Mais il a raconté que, lorsqu'il était allé au congrès du Parti socialiste à Lille, il avait vu les deux personnes en question à la tribune. Et ceux-ci se montraient visiblement inquiets de sa présence dans la salle, d'autant qu'ils le voyaient parler amicalement avec des membres du secrétariat du Parti socialiste. Si bien que lors d'une interruption de séance, l'un d'eux s'est approché de Lecœur pour le menacer confidentiellement. Il lui a dit : « *Nous comptons tout de même sur ta discrétion* ». Il est vraisemblable que Lecœur finira par indiquer le nom de ces deux militants.

Il a, en outre, dévoilé le nom d'un des deux membres de la direction des Renseignements généraux qui informaient le Parti communiste. Il s'agit de l'inspecteur Lecomte, membre du Parti socialiste et à l'heure actuelle l'un des hommes de confiance de Pierre Commin. C'est Lecœur lui-même qui a recruté Lecomte il y a quatre ans, qui lui

---

196 – Parti politique fondé par des dissidents du Parti socialiste en désaccord avec sa politique algérienne.

a donné de l'argent, lui a trouvé un appartement, etc. Nous étudions le moyen d'avertir Commin, mais de manière à éviter de brûler Lecœur, qui se méfie du manque de discrétion des milieux socialistes. C'est particulièrement ennuyeux, car Lecomte est chargé par le Parti socialiste d'une liaison avec *Le Figaro*, la présidence du Conseil et le secrétariat du Parti. Nous pensons pouvoir obtenir le nom du second fonctionnaire des Renseignements généraux qui informe le Parti communiste.

\*  
\*   \*   \*

### 23 septembre 1957

— *Il paraît que notre ami Jean-André Faucher fréquente maintenant des diplomates soviétiques...*

— Henri Barbé l'a appris au cours d'une conversation toute récente avec lui. Faucher collabore au journal *L'Écho touristique*, dont le directeur, De Pace, entretient de nombreuses relations dans les milieux d'extrême-gauche. Il est en particulier très proche d'André Blumel, progressiste notoire dont les sympathies pour le Parti communiste se sont souvent affirmées.

Il y a quelques jours, De Pace a invité Faucher à dîner et au moment où il arrivait, lui a dit: « *J'espère que vous ne m'en voudrez pas d'avoir invité une troisième personne, M. Fragarov, attaché à l'ambassade soviétique* ».

Faucher, pris de court, a accepté le dîner tout en avertissant De Pace qu'il dirait à Fragarov qui il était et ce qu'il pensait. Il l'a fait effectivement, attaquant le Parti communiste et affirmant son anticommunisme résolu.

Fragarov, jeune Soviétique d'une quarantaine d'années, grand blessé de Stalingrad où il a perdu une jambe, a accepté très sereinement les déclarations de Faucher et lui a dit qu'il le comprenait parfaitement. Il a même abondé dans son sens en ce qui concerne le Parti communiste, indiquant que lui aussi le considérait comme très médiocre et ayant perdu tout sens de la révolution. En conséquence, l'URSS ne verrait que des avantages à la formation d'un grand rassemblement

progressiste dont le Parti communiste ne constituerait qu'un élément et qui serait sûrement plus efficace dans la lutte pour la paix.

Fragarov a également parlé du récent Festival mondial de la jeunesse de Moscou et a laissé entendre que l'arrivée de jeunes Occidentaux en grand nombre à Moscou avait développé l'esprit critique de beaucoup de jeunes Soviétiques. Si bien qu'il en était à se demander si l'opération avait été payante pour l'URSS.

Fragarov a semblé à Faucher fort intelligent, visiblement en mission et devant jouer un rôle important dans les services spéciaux soviétiques. Son ambassade met en effet à sa disposition une voiture Zis spécialement adaptée à son infirmité, ce qu'elle ne ferait certainement pas pour un diplomate subalterne.

Il est donc vraisemblable qu'on ait cherché à recruter Faucher. Les Soviétiques, qui sont bien renseignés, savent qu'il est assez léger, aventureux et peut s'engager sans se rendre compte exactement de ce qu'il fait. Lorsqu'ils l'auraient assez compromis, il lui serait très difficile de se retirer s'il le voulait. Peut-être savent-ils aussi que sa situation matérielle n'est pas extraordinaire et essaient-ils de le corrompre par l'argent.

### 11 décembre 1957

— *Emile Roche semble toujours lié à Pierre Cot, qui passe pourtant pour un agent d'influence soviétique.*

— Au cours d'une conversation récente de Boris Souvarine avec Wraga, chef des services spéciaux polonais avant la guerre, celui-ci lui a rappelé le fait suivant : Krivitski<sup>197</sup> avait indiqué en 1940 les noms d'un certain nombre d'agents d'influence français payés par Moscou. Ces confidences avaient été faites aux Britanniques, qui les avaient répercutées au 2<sup>e</sup> Bureau français, plus précisément au colonel Josset. À l'heure actuelle, ce serait le lieutenant-colonel Chapuis qui serait au courant de ce dossier. Krivitski avait notamment révélé qu'il avait transmis avant-guerre à Pierre Cot des fonds provenant des Soviétiques.

---

197 – Walter G. Krivitsky, militant communiste polonais et espion soviétique, fit défection en Grande-Bretagne juste avant la guerre. Il révéla les noms de plusieurs de ses informateurs occidentaux, dont le radical-socialiste Pierre Cot.

Cette confiance de Wraga est intéressante, car il parle de faits dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions. Il serait intéressant de retrouver les aveux de Krivitski.

## 24 février 1958

— *L'éventuelle installation en France de rampes de lancement pour fusées américaines semble beaucoup irriter les Soviétiques, à en juger par la campagne qu'ont lancée les communistes et leurs compagnons de route.*

— De Pace est venu dire au commissaire André que Stryganov<sup>198</sup> lui avait offert 30 millions de francs pour qu'un hebdomadaire autre que communiste contribue à cette campagne. De l'avis d'André, De Pace a voulu se couvrir en avertissant les services français et a vraisemblablement empoché tout ou partie des 30 millions, continuant ainsi le double jeu entre services spéciaux qu'il a toujours pratiqué et qui lui a jusqu'ici réussi. En effet, De Pace a présenté Stryganov à Martin Salvadori, le directeur de l'hebdomadaire *Juvenal*. À la suite de quoi le numéro de *Juvenal* de cette semaine contient un grand éditorial contre l'installation des rampes de lancement américaines.

## 23 septembre 1958

— *L'ambassade soviétique est-elle toujours aussi active pour tenter d'influencer nos hommes politiques ? On dit que l'ancien ministre de la Marine et ex-secrétaire général du Parti radical Paul Anxionnaz aurait été approché.*

— J'ai eu l'occasion de voir mon ami Tellier, de la DST, et de l'interroger sur Anxionnaz. Il m'a répondu que le diplomate soviétique Stryganov continuait à agir, mais qu'on ne disposait pas pour le moment de détails précis sur son action. D'après un rapport qui a été rédigé par les services de la DST sur l'activité de l'ambassade au cours des dernières années, il apparaît que Stryganov est chargé du travail dans les milieux journalistiques et progressistes.

En ce qui concerne Paul Anxionnaz, actuellement député de la Marne, les faits sont les suivants. La femme d'Anxionnaz est d'ori-

---

198 – Agent de l'ambassade de l'URSS à Paris chargé d'approcher et d'influencer les médias.



gine hongroise et les services du contre-espionnage français ont eu la preuve absolue que par l'intermédiaire de celle-ci, consciemment ou inconsciemment, Paul Anxionnaz avait transmis certains renseignements aux services hongrois. Le contre-espionnage a reçu cette information de l'intérieur même des services hongrois.

Quant à révéler ces faits pour empêcher la formation d'un Front populaire dans la Marne, Tellier dit que c'est évidemment possible, à condition toutefois qu'une telle révélation ne brûle pas la source des services français qui ont donné cette information. Il va se renseigner à ce sujet et m'en reparlera.

\*  
\*   \*   \*

## 22 décembre 1958

— *L'armée est-elle bien au courant des activités subversives des communistes, et assez formée pour y répondre ?*

— Par l'intermédiaire d'un ami commun, j'ai pris dernièrement contact avec André Bonnemaïson, qui appartient au SDECE. C'est un ancien colonel de l'armée, ancien professeur à l'Institut d'études politiques et à la faculté de droit de Paris. Chargé de mission au ministère de la Défense nationale, il a précisément reçu pour mission d'effectuer un travail de propagande anticomuniste dans des milieux de l'université, dans certains cercles patronaux où il a ses entrées et plus récemment dans l'armée. Il se trouve ainsi en contact avec des généraux commandant de région et il assure une partie de la formation idéologique des officiers. Dans ce dessein, il a créé un groupement privé, le Centre d'études du bien politique, qui s'administre librement mais qui agit, bien entendu, en plein accord avec les autorités.

Parmi les personnes qui travaillent avec Bonnemaïson, figurent, par exemple, les professeurs Raymond Aron et Jean-Jacques Chevallier, Albert Charron, président de la société française des pétroles Shell, de la Garde, représentant du CNPF, Jean de Fabrègues, directeur de l'hebdomadaire *La France catholique*...

Bonnemaison est abonné à notre publication depuis le premier numéro et la lit avec une grande attention. Il m'a demandé s'il était possible que nous l'aidions à préparer un rapport qui serait présenté à une conférence internationale groupant des représentants de plusieurs services de renseignement européens. Cette conférence doit se tenir en Allemagne en mars ou avril prochain. Bonnemaison et les participants français voudraient y présenter un rapport sur les aspects actuels du communisme international, avec les différentes formes de riposte possibles. Il m'a demandé de préparer à ce sujet une cinquantaine de pages.

### **29 juillet 1959**

— *Vous deviez revoir Bonnemaison...*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec lui et il m'a exposé en détail le schéma de son organisation. En France, il travaille avec quelques groupements privés, lui-même étant le seul contact avec les services de renseignement. Il a créé un groupe semblable en Allemagne, en accord avec l'un des adjoints du général Reinhard Gehlen<sup>199</sup>, et un autre en Hollande avec le chef des mêmes services, le colonel Eindhoven. Ils ont déjà organisé des rencontres internationales et vont en préparer d'autres.

Pour renforcer leur centre de recherches anticommunistes sur le plan international, ils auraient besoin de l'étendre à l'Espagne, au Portugal, à l'Italie et à la Suisse. Bonnemaison m'a demandé conseil à ce sujet et je lui ai offert de l'aider. Une conférence aura probablement lieu en Allemagne fin septembre.

### **2 février 1960**

— *Les actions antisémites relevées en Alsace ressemblent à des provocations...*

— Le commissaire Guy Xoual et Turquet, deux fonctionnaires de la DST, sont venus me voir aujourd'hui. À leur connaissance, des agents

---

<sup>199</sup> – Chef du service d'espionnage et contre-espionnage allemand sous le III<sup>e</sup> Reich, il avait repris du service en République fédérale d'Allemagne.

soviétiques s'efforcent actuellement de s'infiltrer dans certaines organisations d'extrême-droite et surtout dans des milieux dont les membres ont, pendant la guerre contre l'URSS, combattu dans les rangs de la Waffen SS ou de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme, la LVF. Dans quel but agissent-ils ainsi en France comme ils l'ont aussi fait en Allemagne? Ce n'est pas encore clair et l'on cherche à le savoir. Tous deux pensent que les Soviétiques croient pouvoir trouver certaines facilités dans des entreprises françaises dont une partie du personnel a appartenu à des formations combattantes pendant la guerre.

Personnellement, je n'ai pas l'impression que ce travail des Soviétiques soit très avancé, ni très facile, ni très efficace. Mais il est possible, en effet, qu'ils trouvent dans des milieux de cette sorte des possibilités de provocation du genre de la campagne antisémite qu'ils ont contribué à déclencher en Allemagne.

### **16 novembre 1960**

— *Vous deviez recevoir un fonctionnaire de la DST...*

— Turquet est venu me demander des informations sur des affaires que nous suivons et dont il s'occupe en ce moment. Il m'a aussi donné des indications intéressantes sur deux autres affaires :

1) D'abord, sur le réseau de renseignement polonais, dont un certain Broz était connu pour être un courrier. Broz a été repéré dès son arrivée en France. La préfecture de Police et la DST l'ont arrêté et il a tout donné, expliquant notamment qu'il était à Varsovie le chef du service des faux papiers de toutes sortes. Il a fourni de nombreux renseignements à ce sujet, mettant même en cause des filières en activité dans plusieurs autres pays. La DST, qui a communiqué en leur temps certains de ces renseignements aux services des pays en question, estime que des indiscretions ont pu être commises là-bas, ce qui expliquerait l'assassinat ultérieur de Broz.

Broz est donc devenu, pendant son séjour en France, un agent de la DST, qui le voyait régulièrement. Mais on a appris, après sa mort, qu'il avait aussi approché des espions de la haute couture pour leur vendre de petits appareils de photographie permettant de prendre des clichés clandestinement.

En tout cas, l'assassinat de Broz n'est pas clair. La DST se demande si ce sont les Polonais ou des truands approchés par Broz qui l'ont tué. Elle pencherait plutôt pour la deuxième explication. Elle dit en effet que si les services polonais avaient démasqué et tué Broz, ils auraient au préalable averti son réseau pour que celui-ci prenne des précautions. Or, non prévenu, ce réseau s'est fait cueillir, et en possession de tous ses documents.

La DST pense que ce réseau a surtout fonctionné pour procurer de fausses pièces d'identité de toute nature, ce qui a permis d'introduire plus facilement, en France et ailleurs, des agents des services de renseignement polonais.

2) Ensuite, l'assassinat du commissaire Boyer suscite toujours une vive émotion à la DST. Il se rendait avec un de ses adjoints à un rendez-vous fixé par des agents du FLN soi-disant désireux de coopérer et une jeune Algérienne l'a attiré dans un guet-apens. La rencontre devait avoir lieu au café Louis XVI, rue des Mathurins, tout près de nos bureaux donc<sup>200</sup>.

En arrivant, ils aperçurent trois Algériens dont ils ne s'inquiétèrent pas outre mesure et ils prirent la rue Pasquier. Les trois Algériens les croisèrent et quand ils les eurent dépassés, l'un des Algériens se retourna brusquement et tua le commissaire d'une balle dans la nuque. Son adjoint se jeta à terre et la protection des deux fonctionnaires, qui était derrière, ne put intervenir car il lui aurait fallu tirer dans la foule.

De toute évidence, le FLN a tué Boyer parce que celui-ci voulait le pénétrer.

## 5 décembre 1961

— *Bonnemaison devait vous dire où il en est de ses contacts internationaux.*

— J'ai rencontré Bonnemaison hier, il est très mécontent de la façon dont se sont déroulées les affaires avec le colonel Eindhoven. Il a d'abord été déçu par le manque d'expérience de celui-ci, qui connaît

---

200 – Le Centre d'archives et de documentation abritant l'équipe d'Albertini était situé 86 boulevard Haussmann, au croisement de la rue Pasquier.

fort mal les problèmes relatifs au communisme, malgré sa grande expérience des services de renseignement et sa réussite incontestable dans ce domaine. Cela confirme mon opinion, car j'avais moi-même aussi été frappé par l'ignorance du colonel lors d'une conversation avec lui.

Mais ce qui a surtout mécontenté Bonnemaïson, c'est qu'Eindhoven a tenté à plusieurs reprises de prendre contact, en passant par-dessus sa tête, avec des Français que Bonnemaïson lui avait présentés.

## **22 février 1963**

— *On prétend qu'il existerait des contacts secrets entre certains milieux gaullistes et des agents des pays de l'Est.*

— Je viens d'avoir une conversation avec le policier Roger Sirjean au cours de laquelle nous avons parlé de l'affaire Bitonski, ce Polonais récemment arrêté par la DST. Sirjean m'a confirmé que Bitonski avait entretenu des relations très étroites avec certains milieux gaullistes, en particulier avec le général Billotte et le député gaulliste Eugène Van der Mesch.

Il connaissait aussi très bien Mme de Lipkowski et son fils Jean, le député. Il a ajouté que la DST avait la certitude que l'un des principaux agents du réseau Bitonski était le journaliste Bertrand Girod de l'Ain, qui travaille au *Monde* et à *France-Observateur*. Girod de l'Ain avait déjà été soupçonné dans une certaine affaire par la DST, il y a quelques années, mais en ces deux occasions, elle s'est trouvée dans l'impossibilité de le confondre.

## **2 avril 1963**

— *Il paraît qu'au SDECE, Bonnemaïson va mettre son association en sommeil.*

— À la fin de l'année dernière, on avait fait savoir à Bonnemaïson qu'en haut lieu, on considérait l'action d'information et de lutte contre le communisme comme dépassée. Toutefois, on l'avait assuré qu'on ne le confondait pas avec d'autres et qu'on lui permettrait de poursuivre ses activités sur un plan plus général de formation civique, à condition toute-

fois qu'il ne mette pas trop l'accent sur la nécessité de lutter contre le communisme.

Cette étape a été vite franchie. On lui a signifié, au début de l'année, qu'à partir de juin ou juillet, l'aide qu'on lui apportait ne serait pas renouvelée.

Bonnemaison est très déçu, il ne voudrait pas que tout ce qu'il a fait disparaisse et il nous propose d'orienter vers nous les relations qu'il a nouées à l'étranger, surtout en Allemagne.

**29 mai 1963**

— *Bonnemaison est revenu vous voir.*

— J'ai eu aujourd'hui une longue conversation avec lui. Il m'a d'abord exposé les conditions dans lesquelles son service avait été dissous par la direction du SDECE. D'après ce que lui a dit le général Jacquier, son service aurait disparu depuis deux ans déjà s'il ne l'avait pas lui-même protégé, en évitant d'ailleurs d'en parler. Les raisons pour lesquelles son service aurait dû disparaître étaient d'une part qu'il se livrait à un travail anticommuniste, activité aujourd'hui jugée inutile, et d'autre part que son service, issu de l'Action psychologique, se trouvait par-là même automatiquement suspect. Le général Jacquier était pourvu d'ordres formels qu'il s'est contenté d'appliquer avec le maximum d'humanité possible.

Pour mieux faire comprendre le sens de ses observations, Jacquier a ajouté: « *Si vous désirez rester au SDECE, vous le pourrez en vous intéressant, par exemple, à des questions de stratégie politique générale sur le plan international. Bien entendu, il ne s'agit pas de dire n'importe quoi, mais de prendre le contre-pied des thèses de stratégie politique définies par les institutions spécialisées des Etats-Unis ou du Royaume-Uni, ou en France par des hommes comme Raymond Aron ou Jean-Baptiste Duroselle, l'un des spécialistes de la politique internationale* » – et j'ajoute, personnellement, un MRP plutôt à gauche, mais qui a probablement le tort d'être un Européen convaincu.

Bonnemaison a, bien entendu, refusé cette proposition, qui est extrêmement indicative de l'état d'esprit actuel.

**18 septembre 1963**

— *Vos contacts avec le SDECE semblent plus espacés.*

— J'ai eu hier une conversation avec François Bistos, sous-directeur du SDECE. J'étais resté longtemps sans recevoir de ses nouvelles car, m'a-t-il dit, il a été considéré pendant un an et demi comme le chef de l'OAS en France. Il a été soumis à tous les instants, par tous les services de police, à une surveillance minutieuse et pour cette raison, il ne s'est manifesté auprès d'aucun de ses amis afin de ne créer de difficultés à personne. Le directeur de la Sécurité militaire a été jusqu'à le soupçonner de se dissimuler sous le nom de capitaine Sergent, ce qui est vraiment incroyable. C'est seulement depuis quelques semaines qu'un de ses amis du cabinet de Messmer lui a fait part que tous les soupçons à son encontre étaient levés.

Bistos m'a expliqué que les trois colonels du SDECE qui avaient été limogés, Escarpit, Rebouillat et Dumont, l'avaient été sur le soupçon d'appartenir à l'OAS, ce qui était d'ailleurs en partie vrai et en partie faux. Il m'a dit également que Guy Marienne, alias Morvan, nommé directeur adjoint, exerçait une influence assez importante et que le nouveau directeur de la Recherche, le colonel Léonard Houneau, avait été autrefois un collaborateur du colonel Passy.

Bistos m'a indiqué qu'à l'heure actuelle, l'essentiel du travail du SDECE était dirigé contre les Etats-Unis. Le gouvernement et le SDECE sont convaincus que les Américains travaillent à abattre De Gaulle et qu'ils ne reculeront devant rien pour cela. On pense qu'ils veulent affaiblir l'économie française, qu'ils suscitent des grèves et les soutiennent en donnant aux grévistes le maximum d'argent possible. Les services de renseignement et le gouvernement posséderaient des preuves des ingérences répétées des Américains dans la politique française. On aurait reçu du Vatican des échos du voyage de Kennedy confirmant leur orientation fondamentalement hostile à De Gaulle. Aussi les services de renseignement français travaillent-ils essentiellement contre les services américains et se livrent-ils d'une façon systématique à une politique de contre-ingérence.

Les services de renseignement français sont favorables à une reprise des relations commerciales avec la Chine communiste, car ils pensent qu'à travers ces relations, ils pourraient mettre en place un service de

renseignement sur les Chinois. Si les relations commerciales avec la Chine s'avèrent trop difficiles, on pense se servir du Cambodge. Le prince Sihanouk serait tombé d'accord avec le gouvernement pour servir d'intermédiaire dans les relations avec la Chine. Le gouvernement est, paraît-il, en possession de propositions intéressantes des Chinois.

Bistos m'a indiqué que De Gaulle détenait des preuves d'un certain appui apporté par Michel Debré, au temps de son gouvernement, à divers éléments de l'OAS. De là viendrait le refroidissement de leurs rapports. Il m'a dit aussi que Roger Frey avait fait le maximum d'efforts pour soutenir Jacques Soustelle et qu'à diverses reprises, c'est l'intervention de Frey qui avait contribué à arranger relativement les choses en sa faveur.

### **16 novembre 1965**

— *Turquet est revenu vous voir...*

— il m'a informé qu'un de leurs informateurs, fonctionnaire à l'Unesco et en relation avec l'ambassade de Roumanie à Paris, avait été interrogé par un fonctionnaire de l'ambassade pour savoir s'il connaissait *Est & Ouest* et où il était possible de se procurer notre revue. Turquet m'a demandé les heures d'ouverture du bureau pour qu'il puisse les communiquer à leur informateur de l'Unesco.

Ce matin, un fonctionnaire de l'Unesco est venu au Centre d'archives chercher un exemplaire d'*Est & Ouest* et l'après-midi, deux autres. Nous leur avons remis des exemplaires du dernier numéro. ③

### **8 décembre 1965**

— *L'ambassade de Roumanie s'intéresse-t-elle toujours à nous? On dit qu'elle se montre particulièrement active en matière d'espionnage.*

— Au cours d'une conversation avec Guy Xoual, j'ai appris qu'un membre de l'ambassade roumaine, un certain Pavel Cismaru, entretenait des contacts réguliers avec un policier de la 6<sup>e</sup> section des Renseignements généraux. Son intention serait d'amener le policier à exercer des pressions sur des réfugiés roumains de Paris soit pour



obtenir leurs services, soit pour les amener à rentrer en Roumanie. Xoual a été chargé de s'occuper de cette question et il est vraisemblable que son service va alerter la préfecture de Police.

Un fonctionnaire roumain de l'Unesco nommé Jacobescu a pris contact avec un secrétaire de l'ambassade de Grèce, un certain Constantin Tsutsanis de Costa. Ils se retrouvent souvent dans un bar de la rue Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie, dont le patron est un ancien pied-noir ami de Xoual, ainsi que dans un bar de gouines, *Chez Frida*, à Pigalle.

L'activité des services roumains semble donc s'accroître.

#### **4 novembre 1966**

— *Vous aviez évoqué d'éventuelles infiltrations suspectes dans les services de la DST, notamment dans celui qui surveille les activités de la Chine populaire.*

— Guy Xoual m'a dit, à propos du fonctionnaire suspect du service chinois de la DST, qu'il s'agissait du président du club alpin du ministère de l'Intérieur, dont il n'a pas retrouvé le nom sur-le-champ. Il nourrit aussi des soupçons, qu'il ne peut toutefois appuyer sur rien de précis, concernant Jean-Paul Mauriat. Il dit que celui-ci entretenait de très nombreuses liaisons dans les milieux catholiques d'extrême-gauche et qu'au moment où il a rédigé son rapport sur le mouvement Pax<sup>201</sup>, certaines personnes l'avaient soupçonné de relations très étroites et compromettantes avec ce milieu. Personnellement, je sais qu'en effet Mauriat a noué des contacts de ce genre, dont il ne se cache d'ailleurs pas. Je ne crois pas que cela suffise pour le soupçonner, mais le fait mérite d'être noté.

Enfin, il y avait dans le service qui s'occupait des Vietnamiens quelqu'un d'origine vietnamienne, appartenant à une famille de militaires de Saïgon et qui a été assez soupçonné pour être mis à l'écart de ce service.

En ce qui concerne le travail qui lui sert de couverture, Xoual continue, au titre d'Agro-Sud, à essayer de vendre ou d'acheter des agrumes. Il a reçu des propositions du *Citrus board* israélien

---

201 – Organisation créée par les communistes en Pologne et rayonnant dans d'autres pays européens pour pénétrer et influencer les milieux catholiques.

qui souhaiterait vendre des agrumes à l'URSS et à l'Allemagne de l'Est. Comme il ne voulait pas prendre contact directement avec des fonctionnaires de l'ambassade soviétique ou des gens de l'Allemagne orientale, il a téléphoné à René Lambotte, responsable de la rubrique coloniale à *l'Humanité*, qu'il avait connu quand il était en Guinée. Lambotte l'a très bien reçu et a promis de l'aider. Xoual lui a précisé qu'il était prêt à se conformer aux habitudes d'Inter-Agra, c'est-à-dire à abandonner pour les œuvres sociales du Parti communiste, comme on dit, une partie de la commission prélevée sur cette affaire. Lambotte a, bien entendu, accepté et l'affaire est en cours.

Dans le courant de la conversation, Lambotte a été amené à lui raconter un fait qui prouve que le Parti communiste conserve dans la police des liaisons efficaces. La préfecture de Police désirait prendre contact avec Henri Alleg, communiste algérien vivant à Paris et opposant au régime d'Alger, pour l'avertir qu'un attentat était en préparation contre lui. Deux policiers se sont donc rendus chez la mère d'Alleg et ont ensuite réussi à prendre contact avec lui par téléphone. Alleg a accepté de les rencontrer dans la salle du groupe communiste à l'Hôtel de Ville de Paris. Mais afin de vérifier qu'il ne s'agissait pas d'une provocation, Alleg leur a demandé de laisser un numéro de téléphone où il pouvait les rappeler. Les deux policiers ont donné un numéro de la préfecture de Police.

Or, explique Lambotte, deux heures après, nous savions que l'affaire était à présent traitée directement par le cabinet du préfet. La leçon à tirer de ce fait est que les communistes disposent à la préfecture de moyens assez considérables pour se renseigner avec exactitude sur une affaire même très confidentielle.

**6 avril 1967**

— *Le responsable du service de renseignement italien D'Amato ne devait-il pas venir à Paris ces jours-ci ?*

— Je l'ai vu et au cours de son séjour, il a déjeuné avec l'un de ses homologues du SDECE, le colonel René Bertrand, autre nom de Jacques Beaumont, directeur de la Recherche, qui l'a frappé par plusieurs réflexions que je considère comme la marque d'une inintelligence complète de la situation du monde communiste. Parlant de la Yougoslavie

qu'il connaît assez bien, Beaumont a ainsi dit qu'en réalité, le Tito actuel n'était pas le véritable et que depuis 1948, les Soviétiques étaient d'accord sur tout avec les Yougoslaves, que la scission titiste n'avait été qu'un jeu, un leurre. Passant ensuite à la situation en Chine, Beaumont lui a expliqué que malgré les apparences, Moscou et Pékin étaient tout à fait d'accord, la bagarre actuelle n'étant qu'une mise en scène.

De tels propos dans la bouche d'un des plus hauts responsables du service de renseignement français laissent une impression consternante. On peut s'interroger sur la valeur des informations que son service transmet au gouvernement.

## 25 septembre 1967

— *Pourquoi ce changement à la tête de la DST?*

— J'ai déjeuné vendredi avec Roger Sirjean, qui m'a expliqué avec beaucoup de précisions que la principale cause du départ de Tony Roche était son pro-américanisme. Il arrivait fréquemment que lors de réunions de chefs de la police, Tony Roche dise : « *D'après nos amis américains... Les Américains pensent que...* ». C'est cela qui a été à l'origine de son éviction. Il courait même dans les milieux de la police l'anecdote suivante : se présentant à l'Elysée lors d'une réception, Tony Roche aurait été accueilli par De Gaulle qui lui aurait dit en lui tendant la main : « *How do you do?* ».

Bien entendu, l'anecdote n'est certainement pas exacte, mais le fait qu'elle ait circulé en dit long sur l'état d'esprit en cours. À ce sujet, Sirjean m'a donné divers exemples de consignes anti-américaines reçues à la préfecture de Police. Par exemple, un déserteur américain a été bloqué par la préfecture pour ne pas être remis aux autorités américaines. Les Affaires étrangères ont aussi demandé à la police dans quelles conditions une affaire relative à un officier américain déserteur avait été réglée voilà un an ou deux.

\*

\* \*

*Fin juin 1968, Georges Albertini me donna à dactylographier les deux notes suivantes qu'il avait rédigées en mon absence de Paris :*

## I

J'ai déjeuné mercredi avec Jean Tropel et le commandant Maurice Robert. Celui-ci est l'adjoint du colonel René Bertrand, auquel il succédera probablement. Il m'a dit qu'il était très lié avec Jacques Foccart, qu'il le voyait une ou deux fois par semaine et qu'il exerçait auprès de lui une activité politique à propos de l'Afrique et de la France.

Il m'a interrogé longuement :

1. sur mon interprétation de la crise de mai, du rôle des communistes, des gauchistes, des étudiants, etc. ;
2. sur ce que je savais du comportement de Pompidou en mai (à mon avis, l'Elysée fait une sorte de sondage d'opinion à ce sujet) ;
3. sur ce que je pensais de Joxe, Gorse, Peyrefitte, Fouchet, sur lesquels il a porté des jugements très sévères ;
4. sur les mesures qu'à mon avis il faudrait prendre pour combattre le PCF et les gauchistes après les élections. Il a paru intéressé par mes réponses et m'a dit qu'il en parlerait à Foccart.

Il m'a ensuite donné diverses informations sur la crise de mai :

1. Il avait été très frappé par le désarroi du gouvernement et des gaullistes à partir du 24 ;
2. André Malraux, sollicité de parler à plusieurs reprises entre le 24 et le 29, s'y était refusé, se montrant complètement « déboussolé » par ce qui se passait ;
3. Le mercredi 29, à 11 heures du matin, Robert était allé voir Foccart que, pour la première fois, il avait trouvé inquiet, se demandant que faire, mais non découragé. Foccart lui avait dit que ce qui le frappait le plus et avait le plus frappé le général depuis deux ou trois jours était le désarroi profond des gaullistes et l'inefficacité de plusieurs ministres dans la crise. Foccart ne savait pas, à ce moment-là, ce que De Gaulle ferait exactement le 29 et le 30, sauf qu'il ne céderait pas. Robert avait dit à Foccart que si le gouvernement ne bougeait pas, des groupes armés d'officiers, de paras et d'anciens des réseaux gaullistes allaient agir.

Foccart ne l'avait pas découragé, lui disant seulement d'attendre le retour du général. Robert estime que Foccart était le plus résolu de tous. Il fait aussi l'éloge du sang-froid de Pompidou.

4. Il pense que Marcellin est un excellent ministre de l'Intérieur. Il dit aussi que des hauts fonctionnaires de la police ont été faibles et parfois déloyaux vis-à-vis du gouvernement.

En accord avec Tropel, il voudrait me revoir assez souvent. Ce que je lui ai dit l'intéresse. Il pense qu'il faut agir énergiquement contre les communistes. À son avis, il y aura des difficultés à la rentrée.

Au début de la conversation, il avait parlé sévèrement de Bistos, qu'il juge peu sûr, peu loyal, trahissant tout le monde. Il avait vivement regretté que Bistos devienne le responsable de la sécurité au SDECE.

## II

J'ai fait inviter hier soir, par l'ambassadeur d'Espagne, mon ami D'Amato qui revenait d'une réunion du Comité de sécurité de l'OTAN à Bruxelles. L'ambassadeur était intéressé par le contenu de leurs entretiens sur les mouvements révolutionnaires récents.

D'Amato a expliqué que les six pays du Marché commun plus l'Angleterre établissent un fichier de surveillance de 1 000 révolutionnaires de leurs pays (communistes, prochinois, etc.), ce qui doit faciliter la surveillance de leur action. Il a dit à l'ambassadeur qu'il serait bon d'intégrer les services espagnols à ce travail. L'ambassadeur, très préoccupé par ces questions, en est d'accord. D'Amato va en parler à Henri Boucoiran<sup>202</sup>, pour commencer officieusement une collaboration à trois. Il craint des objections de la part des Britanniques et des Hollandais.

Au sujet des mouvements de communistes prochinois, castristes, etc, dont ils ont longuement parlé à Bruxelles, D'Amato a apporté les précisions suivantes :

1. Les agitations d'étudiants en Allemagne, France, Italie, etc., paraissent spontanées à l'origine et ensuite, ils sont pris en main.

---

202 – Directeur du service des Renseignements généraux.

2. L'ambassade de Chine à Berne a joué un rôle certain à ce sujet. Elle distribue de l'argent. L'ambassade d'Albanie à Rome a une activité un peu semblable. Récemment, 200 jeunes Italiens sont allés suivre un stage politique en Albanie.

3. On pense que 2 000 à 6 000 étudiants européens, dont beaucoup de Français, vont se rendre cet été à Cuba pour y suivre des stages de formation politique. Des mesures seront prises pour connaître leurs noms. Tous les services sont alertés. On estime que le rôle des castristes, guévaristes, etc., est considérable dans les agitations d'étudiants en Europe.

Au cours de la réunion de Bruxelles, Boucoiran, en sa qualité de délégué français, a effectué une relation complète de ce qui s'est passé en mai en France et expliqué que l'ambassade de Cuba avait été surveillée. Elle n'a pas bougé au début de mai, mais à la fin du mois, deux de ses membres ont été interpellés en compagnie de manifestants.

Il a aussi expliqué que l'ambassade de Chine était elle aussi très surveillée et il a parlé sévèrement de plusieurs erreurs du gouvernement pendant la crise, de sa faiblesse, de son indulgence excessive, de son refus d'écouter la police, de la faute commise en n'ouvrant pas d'inculpations contre les émeutiers, etc. Il s'est exprimé comme un homme d'extrême-droite, lui qui est socialiste, a remarqué D'Amato.

\*

\* \*

### **3 juillet 1968**

— *Vous deviez rencontrer à nouveau votre ami du service de renseignement italien.*

— Au cours de son séjour à Paris, D'Amato s'est entretenu avec des dirigeants du SDECE. Il n'a rien tiré du général Guibaud. Le colonel Beaumont lui a confirmé que toute la puissance du SDECE était aujourd'hui mobilisée en France pour surveiller les mouvements révolutionnaires. Pour cela, le SDECE travaille en étroite liaison avec la DST. Soucieux de surveiller ce qui se passe du côté de Cuba, le SDECE va essayer d'infiltrer des agents parmi les convois d'étudiants qui vont se faire endoctriner là-bas. On a aussi confirmé à D'Amato

que les ambassades de la Chine populaire et de Cuba sont étroitement surveillées depuis le mois de mai.

Beaumont a réitéré auprès de D'Amato son interprétation absurde de l'affaire yougoslave, indiquant que depuis 1948, les relations entre Tito et le Kremlin constituaient une véritable comédie destinée à tromper le monde occidental. On a peine à imaginer que le principal responsable d'un service de renseignement profère de pareilles sottises.

René Delseny, le chef du contre-espionnage, que D'Amato a aussi rencontré, a, bien entendu, vigoureusement combattu le point de vue de son supérieur.

### **31 juillet 1968**

— *Il paraît que le régime castriste recrute toujours des jeunes Européens, mais cette fois pour les former à la guérilla.*

— Le 24 juillet, à 21 heures 30, un groupe de jeunes Français s'est envolé de l'aéroport du Bourget à destination de Cuba, via Amsterdam, par la KLM. Il s'agissait de jeunes âgés de 18 à 20 ans. Avant leur départ, certains d'entre eux ont été interrogés par la police et l'on a fouillé leurs bagages. Des documents relatifs aux mouvements d'extrême-gauche ont été saisis. Néanmoins, tous sont partis normalement.

À la suite de cette affaire, des informations ont été recueillies selon lesquelles d'autres jeunes Français se rendaient régulièrement les uns à Cuba, les autres en Albanie, pour y suivre des stages de combat de rue et de guérilla. En ce qui concerne Cuba, la chose était connue, mais pour l'Albanie, j'ai fait un rapprochement avec ce que m'avait demandé Gedeishi, l'attaché commercial albanais à Paris. En automne dernier, il m'avait pressenti pour que je lui fasse prendre contact avec des jeunes travailleurs, dans l'intention de leur organiser des séjours en Albanie. Des contacts avec des étudiants et des professeurs de lycée et de faculté l'intéressaient également. J'avais évidemment laissé tomber.

### **26 septembre 1968**

— *Où en sont nos contacts avec Dominique Desanti depuis qu'elle a pris ses distances avec le Parti communiste ?*

— Branko Lazitch a récemment eu avec elle deux conversations intéressantes sur la situation dans le parti à la suite de l'affaire tchèque. Elle lui a aussi donné quelques informations sur Georges Séguy. Elle dit que celui-ci doit son ascension dans le parti et à la CGT à Jeannette Vermeersch, dont il était l'amant lors de la maladie de Thorez. Elle l'a appris par le chauffeur de la voiture qui la conduisait à leurs rendez-vous. La carrière de Séguy, nulle jusqu'en 1951, est alors montée en flèche. Il est, précise-t-elle, le deuxième amant de Jeannette Vermeersch à avoir gravi ainsi les échelons dans le parti, l'autre étant René Piquet. Tous deux sont maintenant membres du bureau politique du PC.

### **17 novembre 1969**

— *La France ne doit pas être la seule à souffrir de l'action des agents d'influence soviétiques.*

— Van Broekuizen, qui travaille en étroite liaison avec le service de renseignement des Pays-Bas, m'a donné les informations suivantes concernant Heinemann, le président de la République fédérale d'Allemagne.

Un des amis personnels de Van Broekuizen, Werner Scharndorff, travaillait, au temps de l'occupation des Quatre en Autriche, avec le *British field Security Service*. En cette qualité, il fut mêlé au printemps 1952 à une étrange affaire.

On était en pleine campagne du Mouvement de la Paix contre les Etats-Unis et d'appui à la politique de l'URSS. Heinemann vint alors à Vienne avec le Dr Nuschke, procommuniste allemand bien connu. Il se rendit au Service d'information soviétique et lorsqu'il en ressortit, il fut arrêté par des agents du service de renseignement britannique. Ceux-ci trouvèrent sur lui une somme de cinq millions de schillings militaires autrichiens, ce qui à l'époque équivalait à un demi-million de dollars. Détenu toute une nuit par le service britannique, Heinemann ne fit aucune difficulté pour reconnaître que cet argent venait de lui être remis par les Soviétiques pour financer la campagne du Mouvement de la Paix en Allemagne. Les Britanniques le relâchèrent avec son argent.



Il est évidemment très préoccupant de penser que cet homme est aujourd'hui président de la République fédérale d'Allemagne. S'il a accepté cet argent ne serait-ce qu'une fois pour agir au service de l'URSS, il pourrait en accepter à nouveau pour d'autres opérations du même ordre. En outre, cette affaire montre que les Soviétiques disposent sur lui d'un moyen de pression fantastique. Il paraît proprement inimaginable qu'avec des armes pareilles contre lui, on ait laissé Heinemann devenir président de la RFA.

Van Broekhuizen a raconté cela à ses amis du service de renseignement hollandais. Il s'est entendu répondre qu'il ne devait en parler à personne, que c'était là une dynamite à ne pas manier. Il a toutefois demandé l'autorisation de m'en informer et l'a obtenue.

#### **4 mars 1970**

— *Le nouveau livre de souvenirs de la fille de Staline fait sensation.*

— Il ne faut pas en prendre la traduction française pour argent comptant. Michel Gordey, qui est d'origine russe, a eu raison de publier dans *France-Soir* une comparaison entre le texte russe et le texte français. Cela a montré que le texte français, dû aux époux Cournot, avait été intentionnellement dénaturé. Ce qui n'est pas surprenant, Mme Cournot étant d'origine soviétique. Quand on connaît les difficultés considérables qu'un Occidental rencontre pour ramener dans son pays une épouse soviétique, on peut avoir la quasi-certitude que la femme de Cournot n'a pu obtenir l'autorisation de quitter l'URSS qu'à la condition de rester au service de Moscou.

En ce qui concerne Cournot lui-même, orienté très à gauche, les témoignages dont on dispose sur sa vie personnelle le dépeignent comme un individu psychologiquement désaxé et même un véritable détraqué. Ce mot a été employé par le professeur de philosophie Jean Desanti, ex-membre du Comité central du Parti communiste, avec lequel il a rompu après les événements de Budapest. La femme de Desanti, Dominique, connaît bien Cournot qu'elle fréquente au *Nouvel Observateur*... En truquant ce livre, les services soviétiques n'ont d'ailleurs fait que renouveler ce qu'ils avaient déjà fait lors de l'édition à Londres du premier ouvrage de la fille de Staline.

## L'affaire Beaumont

21 janvier 1970

— *Le visiteur qui vous attendait tout à l'heure vous a occupé pas mal de temps.*

— Le commissaire divisionnaire Guy Xoual, maintenant numéro deux de la DST et que je connais depuis près de vingt ans, mais que je vois rarement, avait demandé hier à me rencontrer pour une affaire importante. Je l'ai reçu pendant une heure, dans un climat particulièrement confiant et cordial.

Il m'a dit qu'il venait m'entretenir d'un cas très sérieux et difficile et qu'il avait demandé l'autorisation de m'en parler à Jean Rochet, le directeur de la DST, qui l'avait accordée. Il s'agit d'une affaire d'espionnage avec la Yougoslavie et non la Roumanie, comme on l'a d'abord cru, affaire dans laquelle est impliqué un officier du SDECE, Eugène Rousseau, qui a été arrêté et a passé des aveux complets.

Au cours de ses aveux, il a reconnu avoir vu l'officier traitant yougoslave qui assurait le contact avec lui, quinze jours avant son arrestation, et que ce Yougoslave lui avait annoncé que lui, Rousseau, était sous surveillance et serait arrêté dans les quinze jours, ce qui a effectivement eu lieu.

La DST en tira la conclusion qu'au SDECE, quelqu'un avait averti l'officier yougoslave. Une enquête effectuée au SDECE a permis de savoir que cinq personnes seulement dans ce service étaient au courant de l'arrestation prochaine de Rousseau. Parmi elles, le général Guibaud, son adjoint et Beaumont. Xoual examina les dossiers de ces cinq personnes. Celui de Beaumont a retenu son attention et il m'a expliqué pourquoi, tout en m'indiquant la raison pour laquelle il venait m'en parler.

Beaumont, ancien polytechnicien, était dans l'armée de l'Air en 1939. Il passa l'Occupation à l'État-major de l'armée de l'Air à Vichy jusqu'en 1944. Il était affecté au service d'information et de presse. À ce titre, il fut, semble-t-il, un collaborateur du ministre de l'Information Philippe

Henriot. Il portait à l'époque son vrai nom : René Bertrand. Cette activité lui valut d'être épuré en 1945. On trouve dans son dossier une fiche d'un commandant communiste ou communistant, Janicot, qui recommande son épuration. Mais peu de temps après, une commission d'épuration présidée par le même Janicot, ce qui est assez curieux, demandait qu'il soit réintégré « *dans les cadres de l'armée républicaine* », ce qui fut fait, le communiste Charles Tillon étant ministre de l'Air.

À la suite de cette décision, René Bertrand fut envoyé en mission en Yougoslavie, alors stalinienne, où il resta environ une année. Xoual signale à ce sujet qu'un général français avait été sollicité avant lui pour cette fonction, mais que Charles Tillon lui avait demandé de prendre sa carte de membre du Parti communiste. Le général refusa et n'obtint pas le poste. C'est lui qui l'a ensuite déclaré par écrit à la DST. Xoual se demande donc si Bertrand-Beaumont a accepté ce que le général avait refusé, c'est-à-dire se lier au Parti communiste, à supposer qu'il ne le fût pas déjà...

La raison pour laquelle il aurait pu accepter un tel lien, explique Xoual, réside dans le fait qu'il avait été un collaborateur de Philippe Henriot. Les communistes pouvaient le tenir et le contraindre en le menaçant de révéler son passé, ce qui a souvent eu lieu avec des personnalités se trouvant dans la même situation.

Quand il quitta Belgrade, vers 1946-1947, Bertrand-Beaumont ramena avec lui une femme pour laquelle il obtint de grandes facilités de séjour. Elle resta environ un an à Paris, puis retourna en Yougoslavie. Xoual en conclut qu'elle était une personne acceptée par le régime, peut-être un agent. C'est à ce moment aussi, d'après Xoual, que Bertrand-Beaumont entretenait une relation avec une princesse roumaine connue pour être un agent des services roumains, mais Xoual affirme qu'elle était en réalité un agent soviétique.

Dans des conditions que Xoual ne m'a pas précisées, Bertrand-Beaumont quitta l'armée. Il se lança dans les affaires, sans réussir. C'est alors que le directeur de la Recherche du SDECE, Ouzou, prit contact avec lui et le fit entrer au SDECE. Or, ce directeur fut ensuite renvoyé du SDECE, dit Xoual, sous l'accusation d'être un agent tchèque. Pour Xoual, les conditions du recrutement de Bertrand-

Beaumont ont ainsi un caractère suspect. C'est en entrant au SDECE que Bertrand prit le nom de Beaumont. Ce nom était pendant la guerre celui d'un agent de la DGER qui quitta le service vers 1945. Xoual se demande si c'est en connaissance de cause que Bertrand prit un pseudonyme déjà porté par un agent du service.

Sur les conditions dans lesquelles Beaumont a exercé ses fonctions, Xoual ne m'a rien dit. Il a seulement précisé qu'il était très intelligent, mais aussi d'un esprit compliqué, parlant souvent de manière peu claire. Il m'a tout de même signalé un fait très important. Au SDECE, pendant un certain temps, Beaumont était le chef d'un service qui envoyait des agents dans les pays communistes. Or, tous ces agents étaient arrêtés peu après leur arrivée. J'ai dit à Xoual que cela ressemblait à l'affaire Philby. Il m'a répondu : « *Parfaitement* ».

La raison qui amenait Xoual à me parler de cette affaire est la suivante. Il voulait savoir si j'avais connu Bertrand-Beaumont à Vichy. J'ai dit que non. Et aussi si je voyais quelqu'un ayant figuré dans l'entourage de Philippe Henriot, en qui l'on puisse avoir confiance et qui pourrait informer la DST sur l'intéressé. J'ai répondu qu'il fallait y réfléchir pour ne pas se tromper. Je pense à Antoine-Marie Pietri, qui était le chef de cabinet du ministre, mais il faudrait s'informer sur lui avant de le pressentir.

Je lui ai donné un autre conseil qui l'a intéressé, semble-t-il. Pour être renseigné sur le dossier d'épuration de Bertrand-Beaumont, il peut s'adresser à mon ami le général d'aviation Basset, ancien major général de l'armée de l'Air, homme d'un patriotisme sûr et qui a très bien connu ces problèmes en 1945-1947. Xoual va l'appeler.

Il voulait aussi me demander autre chose. La DST se méfie beaucoup du SDECE. Xoual affirme qu'elle souffre de pénétrations ennemies très dangereuses et que si la DST insiste trop sur l'affaire Bertrand-Beaumont, cela peut se savoir. Or, elle ne veut pas sembler entrer dans une guerre des polices. Il m'a donc demandé si je connaissais quelqu'un du SDECE à qui l'on pourrait parler en confiance de cette affaire. En effet, la DST a pris un premier contact avec un agent du SDECE qu'on croyait sérieux et auquel on a fait part des soupçons concernant Beaumont. Or, cet agent s'est précipité chez le patron du

SDECE, le général Guibaud, pour le mettre en garde contre Beaumont et Guibaud a convoqué aussitôt Beaumont pour l'en informer et lui dire sa confiance. Cela signifie, en plus, que Beaumont sait maintenant que la DST enquête à son sujet.

Je lui ai alors cité le nom de Tropel, qui a très bien connu ces problèmes et que je crois sûr et discret. Après réflexion, car il le connaît, il m'a dit qu'en effet c'était une très bonne suggestion.

J'ai alors été amené à lui dire que je déjeunais vendredi au siège de l'ERAP avec Tropel, Samson, un ancien de la DGER du temps de Passy et Caillaux, vieil agent du service action du SDECE et qui a travaillé au service 7, celui de Finville. Au nom de Caillaux, Xoual a sursauté et m'a expliqué que Caillaux, qui est un peu vif et coléreux, avait dit un jour, en protestant contre les ingérences communistes au SDECE : « *Beaumont est un agent soviétique* ».

Nous avons donc décidé que j'essaierai de sonder Caillaux. C'est assez facile. Je dirai que je viens de lire le livre de Pierre de Villemarest sur l'espionnage soviétique en France où souvent le SDECE est mis en cause. À partir de là, on peut faire parler Caillaux sur Beaumont. Xoual s'est montré très satisfait de cette possibilité. Nous verrons ensuite pour Tropel.

Étant donné ce qu'il m'avait révélé, j'ai été conduit à lui répéter sur Beaumont ce que m'avait dit D'Amato le lendemain d'un jour où il avait déjeuné avec lui, voici un an ou deux. Ils parlaient des divisions dans le monde communiste. Beaumont l'interrompt pour dire que la querelle russo-chinoise était une comédie, que les deux Etats s'accordaient et que le conflit URSS-Yougoslavie n'était pas davantage réel, que la Yougoslavie faisait semblant d'être en désaccord avec Moscou pour tromper le monde libre.

C'était une position si stupide, pour un spécialiste des affaires yougoslaves comme lui, que j'avais dit à D'Amato, quand il m'en avait informé, et je l'ai répété à Xoual, que je trouvais cela assez bizarre. Xoual a enregistré l'anecdote avec surprise.

Il ne veut toutefois pas s'emballer. Il relève qu'il existe des indices préoccupants à l'encontre de Beaumont, mais que ce ne sont peut-être que des coïncidences. C'est pourquoi il veut procéder à une enquête longue, sûre et rigoureuse. « *Si Beaumont est coupable, dit-il, nous ne*

*ferons pas de procès. Nous n'aurons pas d'affaire Philby. Je sais ce qu'il faut faire pour qu'il ait un vrai accident. Mais avant d'en arriver là, il nous faut une certitude absolue. Nous sommes encore loin de l'avoir* ». Il a ajouté, pour conclure, qu'il s'agissait d'une affaire très grave et qu'il voudrait bien la tirer au clair.

### **23 janvier 1970**

— *Vous deviez rencontrer Tropel et Caillaux à l'Entreprise d'Activités et de Recherches pétrolières.*

— Je les ai vus à l'ERAP aujourd'hui même. Samson était là aussi. Comme je le pensais, la conversation, à partir du livre de Villemarest sur l'espionnage soviétique, a très facilement dévié sur le problème de la pénétration soviétique dans les organismes français de sécurité. Et très rapidement, Caillaux et Tropel m'ont cité le nom de Beaumont, comme si, du moment que l'on parlait de la pénétration soviétique au SDECE, son nom s'imposait de lui-même.

Selon certaines indications données par Tropel, il m'est apparu évident qu'il connaissait les soupçons pesant sur Beaumont dans l'affaire Rousseau. Il a fourni des détails que Xoual m'avait déjà donnés et, à un certain moment, pour me faire comprendre quelle était sa source, il a dessiné avec son doigt un X. J'en conclus que Xoual avait parlé avec Tropel, soit depuis que je le lui ai conseillé, soit avant. Et dans ce cas, bien entendu, Xoual ne m'en avait pas informé...

Tropel et Caillaux considèrent que Beaumont a un passé trop douteux pour que son maintien à son actuel poste de responsabilité soit admissible. L'un et l'autre m'ont avancé plusieurs faits nouveaux. Ils ont d'abord confirmé que c'était l'ancien directeur de la Recherche, Ouzou, je crois, liquidé comme agent tchèque, qui avait fait entrer Beaumont au SDECE. Il était comme lui ancien polytechnicien. Ils m'ont ensuite indiqué qu'une secrétaire d'origine hongroise, qui a été ensuite démasquée comme espionne hongroise, était entrée au service sur la recommandation de Beaumont. Et aussi que Beaumont a dirigé, à un moment déterminé, le service de décryptage, et c'est alors que des incidents graves se sont produits, notamment des arrestations d'agents du SDECE envoyés dans les pays communistes, en particulier en

Hongrie. Ils ont signalé également qu'un autre ancien polytechnicien nommé Callot, directeur des Services techniques, était responsable au SDECE de tout ce qui concerne les affaires atomiques, qu'il était un ami de Beaumont et qu'il leur inspirait à tous deux la plus grande méfiance.

Il résulte de cette conversation qu'ils sont très près de considérer que les soupçons pesant sur Beaumont étaient fondés. Ils ajoutent même des soupçons sur une autre personne. En d'autres termes, ils partagent les préoccupations de Xoual.

Caillaux a eu l'occasion de me dire que le général Guibaud avait rencontré Michel Debré pour parler de ces problèmes, et que le jugement du ministre avait été : « *Cette maison est totalement pourrie, il faut la balayer complètement* ».

— *Vous avez pu prévenir Xoual de tout cela ?*

— Après le déjeuner, je lui ai téléphoné et il est venu immédiatement. Je lui ai raconté ce que Tropel et Caillaux m'avaient dit. Il a été stupéfait de constater que tous deux considéraient possible que Beaumont soit un agent soviétique et surtout, qu'ils me l'aient dit si nettement. Il a noté ce qu'il ne connaissait pas, notamment l'affaire de la secrétaire démasquée comme agent hongrois et que Beaumont avait recrutée pour le SDECE, ainsi que le lien entre Beaumont et le troisième ancien polytechnicien, Callot. Il a décidé de rencontrer Tropel pour évoquer l'affaire avec lui. Il m'a aussi demandé de voir Caillaux pour lui parler d'une nouvelle affaire qu'il voudrait vérifier et dont il croit que Caillaux la connaît.

— *Quelle affaire ?*

— Un couple avait été introduit en URSS, où il fut arrêté. C'est Beaumont qui l'y avait envoyé. La femme, quand elle revint en France, accusa Beaumont de les avoir livrés aux Soviétiques. L'affaire n'eut pas de suite, semble-t-il. Xoual estime que Caillaux doit savoir pourquoi. À sa demande, je vais tâcher de voir Caillaux.

Au cours de la conversation, Xoual a été amené à me donner d'autres détails sur l'affaire Rousseau-Beaumont.

Au début, la DST ne savait rien. C'est un service allié qui a averti les gens du SDECE qu'il y avait chez eux un agent yougoslave.

Ce service allié le savait à la suite de la défection d'un membre des services secrets yougoslaves.

Une enquête permit d'identifier Eugène Rousseau. Le Yougoslave le confirma. Rousseau fut interrogé par le service de sécurité du SDECE. Il déclara ce que son traitant Yougoslave lui avait dit d'avouer. À savoir qu'il avait cédé à un chantage, mais que depuis longtemps les contacts avaient cessé. Il n'en dit pas plus. Le service de sécurité du SDECE a avisé après coup la DST de l'affaire, pour information, en précisant que l'action judiciaire était impossible puisque le crime était prescrit. À noter que la prescription commençait le jour même où la DST recevait le dossier. Xoual voit dans cette coïncidence la preuve que quelqu'un, au SDECE, a voulu protéger Rousseau.

La DST demanda néanmoins à interroger Rousseau. C'est le commissaire André Guérin, spécialiste des interrogatoires poussés, qui en fut chargé. Il le fit en présence de membres du service de sécurité du SDECE. Au bout de trois jours, Rousseau avoua que ses contacts avec les Yougoslaves avaient duré jusqu'à son arrestation, qu'ils s'étaient amorcés en Yougoslavie quand il y résidait et avaient continué à Paris quand il y travaillait, puis en Roumanie quand il s'y trouvait en poste. Là, d'ailleurs, le service secret roumain s'en aperçut, si bien que Rousseau dut travailler pour Bucarest autant que pour Belgrade.

Un procès-verbal de l'interrogatoire fut dressé, signé par Guérin et par les agents du SDECE, et transmis à René Delseny. Mais un jour que celui-ci avait bu plus que de raison, il dit à Beaumont: « *Alors, c'est toi l'agent soviétique qu'on recherche depuis si longtemps?* ».

L'affaire est maintenant devant la Cour de sûreté de l'Etat. Guy Xoual estime qu'on se trouve là devant une affaire très grave. Il a mis un collaborateur sur la piste du général Basset afin de le retrouver et de l'entendre. Il dit que Rochet, très excité par cette affaire, voudrait essayer de la sortir. Xoual et ses collègues le calment, ils souhaiteraient au contraire la régler sans bruit.

**12 mars 1970**

— *Où en est à présent l'affaire Beaumont?*



— J'ai vu le commissaire divisionnaire Xoual pour le mettre en contact avec Brandt, le représentant du service de renseignement d'Afrique du Sud à Paris. À cette occasion, il m'a parlé à nouveau de l'affaire Beaumont. Il cherche à savoir si le chef des services techniques, ce Callot nommé par Beaumont et qui est lui aussi suspect à ses yeux, n'aurait pas été condamné à une peine d'indignité nationale à la Libération. Je vais essayer de l'aider à le savoir.

Il m'a expliqué que pour lui, l'affaire Beaumont était réglée. Certes, il ne dispose pas de preuves décisives, mais suffisantes pour que la DST lui refuse l'autorisation d'accéder désormais aux secrets. En conséquence, son départ est inévitable. Comme le général Guibaud s'est solidarisé avec lui, c'est leur départ à tous deux qui aura lieu. Il dit en être sûr.

L'affaire est connue au SDECE. Elle provoque remous et règlements de comptes. Elle peut donc éclater en public, malgré la volonté de tous de la régler en silence.

### **16 juin 1970**

— *Beaumont et Guibaud ont-ils enfin été écartés ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui à l'ERAP en compagnie de Tropel et de Ponsaillier, le responsable du service de sécurité de l'ERAP avec Tropel, et qui est également un collaborateur et ami de Jacques Foccart. François Bistos, qu'on appelle aussi Franck, était là aussi. Il se relève d'une très grave intervention chirurgicale.

Quand nous sommes repartis tous les deux en voiture, Bistos m'a parlé en détail de l'affaire Beaumont. Il m'a dit que l'enquête ouverte par la DST et par la Sécurité militaire n'avait rien pu prouver d'une façon catégorique, mais que dans ces deux secteurs, tout le monde était persuadé qu'il y avait assez de soupçons à l'encontre de Beaumont pour qu'il soit relevé de ses fonctions et affecté à un service ne touchant pas à la sécurité de l'Etat.

Or, le général Guibaud s'est complètement solidarisé avec lui. La DST et la Sécurité militaire ont néanmoins convaincu le ministère de la Défense nationale et Matignon qu'il fallait remplacer Beaumont, lequel a été sauvé par un de ses amis, qui est un de ses adjoints et qui s'appelle quelque chose comme Fichard. C'était un camarade d'école de Pierre

Juillet et celui-ci, convaincu par lui, a empêché le président de la République de suivre Michel Debré et Chaban-Delmas qui voulaient relever Beaumont de ses fonctions. Il a donc été prolongé pour deux ans, jusqu'en septembre 1971.

Bistos estime qu'il s'agit là d'une décision très regrettable. Il m'a dit que les services alliés se méfiaient maintenant beaucoup de Beaumont et que cela retentissait sur l'efficacité du travail de toute la maison. Il a ajouté que lui-même avait refusé de servir sous les ordres de Beaumont et il m'a raconté ce qui s'était passé à ce sujet.

Au moment du départ de René Delseny, il était entendu que Bistos, tout en conservant la direction de la sécurité intérieure du SDECE, devait prendre la direction du contre-espionnage et être rattaché au directeur général. À la suite de l'opposition de Beaumont, le directeur avait proposé à Bistos d'être seulement directeur du contre-espionnage, mais avec Beaumont comme supérieur. Dans ces conditions, Bistos a tout refusé. Il estime toujours que Beaumont n'est pas sûr.

À ce sujet, il m'a apporté la précision suivante sur le dossier de Beaumont au moment de l'épuration. Ce dossier portait la mention : « *A épurer* », vraisemblablement à cause de sa participation au cabinet de Philippe Henriot. Mais sur le même dossier et à la suite de la demande d'épuration, figure une mention manuscrite de la main du ministre de l'Air, le communiste Charles Tillon, ainsi rédigée : « *Ne pas prendre la décision indiquée et m'en référer personnellement* ». À la suite de quoi Beaumont ne fut pas épuré, mais nommé en Yougoslavie. Bistos ajoute, ce que nous savions déjà, qu'il y a eu au cabinet de Tillon un officier plus tard convaincu d'espionnage en faveur de la Yougoslavie.

De tout cela, Bistos conclut qu'il y a assez de soupçons, sinon de preuves, pour que Beaumont ne reste pas au poste qu'il occupe.

## 19 juin 1970

— *Les soupçons relatifs à Beaumont ont-ils enfin été confirmés ?*

— Je viens de bavarder avec Guy Xoual au sujet de ma conversation avec Bistos. Il m'a indiqué, en ce qui concerne Beaumont, que tout s'était effectivement passé comme Bistos me l'avait rapporté. Mais il m'a donné quelques précisions intéressantes.

En ce qui concerne Fichard, qui est l'adjoint de Beaumont, il s'agit de l'ancien chef de poste du SDECE à Bruxelles, où il a connu Pierre Juillet. Celui-ci était alors correspondant de l'agence de presse *Opera Mundi*, et en même temps plus ou moins employé dans les services commerciaux de l'ambassade de France à Bruxelles. Cela, avant 1962. Ils se sont liés d'amitié à ce moment-là, peut-être d'autant plus qu'ils se connaissaient de longue date. Et il a été facile à Beaumont, quand les difficultés sont apparues, de faire agir Fichard, d'autant que depuis l'arrivée de Pompidou à la présidence de la République, Beaumont avait chargé Fichard d'assurer les contacts avec l'Elysée. C'est donc Fichard qui transmet directement à l'Elysée les synthèses et les informations du SDECE, par l'intermédiaire de Pierre Juillet.

Xoual m'a précisé que non seulement Chaban-Delmas et Michel Debré s'étaient prononcés contre Beaumont, mais aussi Marcellin, et que ce dernier avait été tout à fait catégorique. Il a donc fallu, pour mettre Beaumont en cause, l'avis des trois ministres les plus responsables. Il paraît toutefois que Marcellin étant revenu à la charge contre Beaumont il y a quelque temps, Pierre Juillet en avait été un peu plus ébranlé et défendait moins fermement Beaumont.

De l'avis de Xoual, la situation actuelle ne peut plus durer très longtemps. Il dit que maintenant que le problème est posé, il lui paraît difficile que la situation se prolonge au-delà de septembre ou octobre de cette année. Il ajoute que le problème a été compliqué par le fait que chacun des trois ministres avait son candidat pour remplacer Beaumont.

Recherchant comment on pourrait obtenir l'éviction de Beaumont, nous avons été amenés ensemble à penser que si un service étranger, à condition que ce ne soit pas un service américain, mais par exemple un service allemand ou italien, faisait état de ses soupçons concernant Beaumont, cela pourrait peut-être précipiter la décision.

Pour appuyer cet avis, Xoual a été conduit à me reparler des conditions dans lesquelles l'affaire Pâques<sup>203</sup> avait été découverte. Il m'a dit que ce

---

203 – Haut fonctionnaire français et familier du pouvoir depuis Alger en 1941 jusqu'à la V<sup>e</sup> République, condamné en 1964 à la détention criminelle à perpétuité par la Cour de sûreté de l'Etat pour espionnage en faveur de l'URSS. Lire à ce sujet *L'affaire Georges Pâques*, par Charles Benfredj, Jean Picollec éd., 1993.

sont les Américains qui avaient signalé, à la suite des informations fournies par un déserteur soviétique, qu'il y avait des fuites au SDECE.

## **L'affaire Lecomte**

**14 janvier 1971**

— *Les services d'espionnage des pays de l'Est sont-ils aussi actifs en France qu'on le dit ?*

— Guy Xoual est venu me voir, en accord avec son directeur, pour m'exposer un grave problème à ce sujet. La DST a ouvert une enquête sur un réseau tchèque très actif et très bien implanté en France. Or, dans le courant de l'enquête, des soupçons se sont peu à peu précisés à l'encontre d'un fonctionnaire de la police française qui aurait transmis, ces dernières années, jusqu'à deux cents documents par semaine au réseau tchèque. Procédant selon ses méthodes habituelles, la DST a estimé que le coupable pourrait être Lecomte, un ancien inspecteur des Renseignements généraux qui était chargé de mission au cabinet du préfet de Police, d'abord Maurice Papon, puis Maurice Grimaud. Cela aurait duré pendant une douzaine d'années.

Enquêtant alors sur Lecomte, la DST a trouvé des notes des Renseignements généraux venant de mon ami Roger Sirjean, dans lesquelles celui-ci faisait état de confidences faites à Henri Barbé par Auguste Lecœur peu après sa rupture avec le Parti communiste. Lecœur avait notamment parlé de membres de la section hors cadre du Parti communiste, dont il avait eu le contrôle. Il avait cité les noms d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, de Pierre Lebrun et de l'inspecteur de police Lecomte. S'agissant de ce dernier, il avait précisé que lorsqu'il était aux Renseignements généraux, où il assurait la surveillance des activités communistes, il renseignait le Parti sur tout ce qu'il pouvait apprendre dans l'exercice de ses fonctions. C'est parce que ces éléments figurent dans le dossier des Renseignements généraux que Guy Xoual est venu me demander ce que je pouvais lui apporter comme compléments d'information.

Xoual a ajouté qu'à l'heure actuelle, les soupçons de la DST dépassaient largement le cadre des informations qui auraient pu être transmises par Lecomte au Parti communiste. Il s'agissait en effet d'une véritable affaire d'espionnage puisque ce fonctionnaire semblait avoir été enrôlé depuis une douzaine d'années par les services de renseignement tchèques.

J'ai expliqué à Xoual les conditions dans lesquelles Auguste Lecœur avait ainsi parlé à Henri Barbé, en précisant qu'à ce moment-là il avait dit à plusieurs reprises que, grâce à ce fonctionnaire dont il avait cité le nom, le Parti communiste avait eu connaissance d'un très grand nombre de documents du ministère de l'Intérieur, en particulier des rapports de synthèse des préfets.

Je lui ai également confié que lorsque j'avais reçu cette information, j'en avais parlé à trois personnes : à René Sirjean, à l'époque commissaire divisionnaire aux Renseignements généraux, qui suivait de près toutes ces affaires ; à mon ami André, contrôleur général, qui connaissait très bien Lecomte, qui voyait déjà en celui-ci un agent communiste et qui, malheureusement, avait commis l'imprudence, ultérieurement, de lui faire savoir qu'il était au courant de ses activités, d'où des incidents très graves entre lui et Lecomte, lequel, bien entendu, avait nié énergiquement cette accusation ; enfin, à Pierre Commin, secrétaire général adjoint du Parti socialiste. Guy Mollet était alors président du Conseil et je savais que l'inspecteur Lecomte, lui-même membre du Parti socialiste, était l'un des hommes de confiance de Guy Mollet pour le travail politique.

Sachant ce que je savais, j'en avais donc informé Pierre Commin, qui assumait alors la responsabilité de la direction du Parti socialiste puisque le secrétaire général était président du Conseil. Pierre Commin ne parvint pas à croire ce que je lui affirmais à l'époque et lui aussi commit l'imprudence, après avoir informé le président du Conseil, d'exposer les faits à Lecomte lui-même, qui naturellement n'eut pas beaucoup de peine à se disculper à nouveau.

J'ai ensuite précisé à Xoual, qui l'ignorait, la nature des relations existant entre Lecomte et la direction du Parti socialiste. Je lui ai notamment exposé qu'après le départ de Guy Mollet de la direction du gouvernement, Lecomte avait été, sous les présidents du Conseil

suiuants, y compris au temps de De Gaulle, celui qui transmettait à Guy Mollet toute une série d'informations qu'il recueillait dans l'exercice de ses fonctions. En particulier, lorsqu'il fut attiré à la préfecture de Police par Maurice Papon, nouveau préfet, il maintint le contact avec Guy Mollet, auquel il transmettait tous les documents de la préfecture. Et cela a continué avec l'actuel titulaire, Maurice Grimaud.

J'ai également expliqué à Xoual que Lecomte était très habile et qu'il entretenait des relations dans tous les milieux : socialistes avec Guy Mollet et Claude Fuzier ; UDR avec Maurice Papon et l'actuel ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin, puisque le directeur du cabinet de Marcellin est Pierre Somveille. Or, celui-ci a été pendant de nombreuses années le directeur de cabinet des préfets de Police Papon et Grimaud, et à ce titre le responsable direct des activités de Lecomte.

Les précisions que j'ai données à Xoual l'ont beaucoup frappé, car elles lui ont permis de se rendre compte que si une procédure était déclenchée contre Lecomte, celui-ci disposerait d'appuis considérables qui pourraient rendre très difficile la poursuite d'une action contre lui. Il m'a dit d'ailleurs qu'avec les explications que je venais de lui fournir, il comprenait mieux l'embarras dans lequel l'enquête en cours mettait certaines personnes, en particulier Somveille.

Cela étant, Xoual est profondément persuadé de la culpabilité de Lecomte. Lui-même et ses collaborateurs ont déjà entendu divers témoins et d'après ce qu'il m'a dit, Jean Rochet voudrait faire interpellier Lecomte par la DST et le soumettre à un interrogatoire. Xoual a indiqué qu'il s'agissait-là d'une affaire d'espionnage d'une extrême gravité et a exprimé le désir que Guy Lemonnier rencontre à nouveau Auguste Lecœur pour tenter d'obtenir de lui des indications complémentaires – ce que Lemonnier va faire dans les jours à venir.

## **26 janvier 1971**

— *Guy Lemonnier devait rencontrer Auguste Lecœur...*

— Les précisions que Lecœur a données à Lemonnier ont été plus intéressantes que tout ce que nous savions jusqu'ici ; j'en ai immédiatement fait part à Xoual, qui m'a dit que la question en était au point suivant.

Marcellin a été informé de l'affaire Lecomte, ainsi que la présidence de la République. Ceci pour empêcher les réactions des nombreux amis de Lecomte, parmi lesquels se trouvent des personnalités appartenant à la majorité et qui ont autrefois couvert son action – bien entendu sans se rendre compte exactement de ce qu'il faisait. Parmi elles, figurent Maurice Papon et Pierre Somveille, lequel a personnellement favorisé l'avancement de Lecomte à la préfecture de Police et dirige aujourd'hui le cabinet de Marcellin, après avoir été conseiller technique au cabinet de Pompidou quand il était Premier ministre. La DST veut éviter leurs interventions avant que l'affaire n'éclate.

Visiblement, la DST travaille beaucoup sur cette affaire. J'ai d'ailleurs eu l'occasion d'en parler au téléphone avec Robert Montarras, sous-directeur de la DST, auquel j'avais une lettre personnelle à remettre de la part de D'Amato. Montarras, qui dirige l'enquête avec Xoual, m'en a parlé. Ce que lui et Xoual voudraient maintenant obtenir, à juste titre me semble-t-il, ce serait un contact direct entre Xoual et Lecœur pour que celui-ci puisse répéter ses accusations très précises contre Lecomte.

En attendant, l'enquête se poursuit. Plusieurs témoignages qui paraissent très mauvais pour Lecomte ont déjà été recueillis. Les inspecteurs de la DST veulent convaincre Lecomte qu'il a été, en tant que fonctionnaire de police, un agent du Parti communiste français auquel il a communiqué toutes sortes de documents. Ils entendent ensuite prouver qu'à partir de là, il est devenu directement un agent des services de renseignement tchèques. De leur point de vue, il y a donc deux affaires Lecomte qui s'enchaînent.

## 2 février 1971

— *Où en est le conflit entre les Affaires étrangères et la DST?*

— Guy Xoual, que j'ai vu longuement hier, m'a assuré que Raymond Marcellin défendait énergiquement Jean Rochet devant les attaques du Quai d'Orsay. La DST, pour répondre aux critiques d'inefficacité qui lui sont adressées, vient d'arrêter pendant une heure un important diplomate soviétique surpris en flagrant délit d'espionnage. L'affaire avait été préparée de longue date. Marcellin a permis

à Rochet de le garder pendant une heure: le Soviétique n'a rien dit. Rochet a demandé au Quai s'il s'agissait bien d'un diplomate. Le Quai, très ennuyé, l'a confirmé. Marcellin va toucher l'Élysée pour qu'un communiqué soit publié. Il a obtenu de Pompidou et de Chaban, malgré la résistance du Quai, qu'un communiqué soit publié après chaque arrestation d'un membre d'un service d'espionnage.

Jean-Pierre Brunet, le directeur des affaires économiques au Quai, a écrit à Rochet une lettre très insuffisante. Xoual estime que dans l'affaire de sa secrétaire, qui a transmis aux Algériens des documents confidentiels, il a fait sous serment deux dépositions différentes à la DST et une troisième devant la Cour. Xoual dit que la DST détient la preuve que Brunet a été membre du Parti communiste. La bagarre contre lui va se poursuivre.

J'ai proposé à Xoual de publier dans *Est & Ouest* le texte complet de la déposition de Jean Rochet au procès qui l'a opposé à Gilles Perrault à propos de Leopold Trepper<sup>204</sup>. Il doit lui en parler.

La DST possède des preuves d'un noyautage de l'organisation basque ETA par les gauchistes. Le consul d'Allemagne à Saint-Sébastien aurait été enlevé par l'ETA à peu près avec son accord, en tout cas sans risque pour lui, car il est un sympathisant de l'ETA. Il a été gardé en France et non en Espagne, ce qui justifie les protestations espagnoles. Tout cela, pense-t-il, couvert par Chaban qui sympathise plus ou moins avec tout ce qui est régionaliste, en l'occurrence avec beaucoup de légèreté.

## 12 mars 1971

— *Le cas Lecomte ne devait-il pas être rapidement réglé ?*

— J'ai vu Guy Xoual mercredi et il m'a raconté où l'affaire en était. Le lundi matin de la semaine dernière, avec l'autorisation de Raymond Marcellin et sans avoir averti le préfet de Police, bien que Lecomte soit membre de son cabinet, plusieurs inspecteurs de la DST ont attendu

---

204 – Leopold Trepper était l'animateur, pendant la guerre, d'un important réseau d'espionnage soviétique, *l'Orchestre rouge*. L'écrivain Gilles Perrault avait défendu sa mémoire contre ceux qui lui imputaient d'avoir dénoncé les autres membres de son réseau après son arrestation par le contre-espionnage allemand.



Lecomte au moment où il se rendait à son bureau à la préfecture. Ils l'ont conduit rue des Saussaies dans le bureau de Xoual qui l'a interrogé avec d'autres collaborateurs. Tout a été enregistré. Jean Rochet écoutait depuis son bureau. L'interrogatoire a duré jusqu'au jeudi. Lecomte a fait face avec beaucoup de métier. Il a commencé par tout nier en bloc, tant sa qualité de membre clandestin du Parti communiste que celle d'agent des services tchèques.

Puis, sur le premier point, aux questions de Xoual, il a répondu en reconnaissant plusieurs choses :

— Que dans les années cinquante, il n'avait jamais cité le nom d'Auguste Lecœur à ses supérieurs du ministère de l'Intérieur. Il se bornait à leur dire qu'il disposait d'un contact intéressant au sein du Parti. Xoual lui a fait observer que cela lui permettait naturellement de jouer tous les jeux.

— Qu'il ne se souvenait pas de l'utilité que telle information qu'il aurait pu recueillir auprès de son contact communiste aurait été de nature à aider l'action du gouvernement. Xoual en déduit que cela signifie qu'il transmettait effectivement au Parti communiste des informations importantes et qu'en échange, il n'en rapportait rien, preuve qu'il était au service du Parti avant d'être au service de son ministère.

Pressé de questions à ce sujet par Xoual, Lecomte a alors clairement laissé entendre que, finalement, il ne contestait pas qu'il avait joué, auprès du Parti communiste, le rôle que Lecœur avait décrit. Et les faits à ce sujet ont été assez nets pour que Xoual tienne pour vraiment établi qu'il était bien un membre de la section hors-cadre du Parti communiste. Et aussi pour qu'en conséquence, le ministre de l'Intérieur, en attendant une décision définitive, le consigne à son domicile et lui interdise de se rendre à son bureau de la préfecture de Police – des mesures qui annoncent des solutions administratives plus importantes comme la suspension, la mise à la retraite, etc.

Sur le deuxième point, c'est-à-dire le fait qu'il était un agent des services de renseignement tchèques, l'affaire s'est présentée de la façon suivante. Lecomte a d'abord tout nié en bloc, affirmant qu'il ne connaissait aucun des agents tchèques dont on lui montrait les

photographies. Il est même allé jusqu'à nier avoir demandé à faire un voyage en Tchécoslovaquie, ce dont pourtant la DST détenait la preuve formelle.

Les choses ont commencé à devenir plus difficiles pour lui à la suite de l'interrogatoire de sa femme. Interrogée, elle a en effet reconnu que son mari entretenait des contacts clandestins avec des étrangers qu'elle ne connaissait pas, et qu'elle avait assuré elle-même la liaison avec ces étrangers.

Armé de cet aveu, Xoual a confronté Lecomte et sa femme. Aux premiers mots qu'elle a prononcés, Lecomte a compris que, consciemment ou non, elle avait passé des aveux dangereux et avant qu'elle ait le temps de les renouveler, il a éclaté contre elle dans une violente colère. Entendant les protestations de son mari, la femme de Lecomte, qui ou bien n'est pas très intelligente, ou bien était vraiment dans l'ignorance de l'importance de ce qu'elle avait dit, s'est rendu compte qu'elle avait commis une grave erreur et que ses déclarations pouvaient compromettre son mari. Elle a alors commencé, en sa présence, à revenir sur une série d'aveux qu'elle avait passés et ne sachant plus comment se tirer d'affaire, sur les objurgations de son mari, elle a dit à Xoual : « *Je retire tout ce que j'ai dit, je vous ai menti* ». Xoual lui a demandé pour quelle raison elle avait menti et elle a répondu : « *Je voulais sauver mon mari* ». Xoual lui a montré que ses aveux ne pouvaient, au contraire, que l'accabler, mais elle a refusé de changer de position et Xoual n'a pu qu'enregistrer sa rétractation.

Pour tenter d'obtenir la preuve de ce qu'il sait, car selon Xoual, le nom de Lecomte a été donné par plusieurs agents tchèques qui ont été arrêtés ou qui ont déserté, Xoual et la DST ont opéré une perquisition minutieuse chez Lecomte. Ils y ont trouvé un paquet important de documents venant de la préfecture de Police et dont le contenu correspond exactement à ce que, selon ce qu'on sait par d'autres sources, les Tchèques recherchent. Pressé de questions à ce sujet, Lecomte a été dans l'incapacité de donner la moindre explication et a affirmé qu'il avait pu prendre ces documents sans y faire très attention, peut-être à l'occasion d'un déménagement de son bureau, et que leur présence à son domicile ne signifiait rien.

Toutefois, en dehors de ces textes, utiles pour un service de renseignement étranger, on a également trouvé chez lui toute une série de documents concernant des personnalités françaises, en particulier des milieux politiques, que les renseignements de police réunis sur elles pouvaient conduire à compromettre. Il y avait notamment chez lui des fiches sur les hommes politiques homosexuels, sur des attentats à la pudeur commis par certains d'entre eux, etc. Visiblement, Lecomte avait mis ces documents de côté soit pour les communiquer aux Tchèques, soit pour les utiliser à son profit dans l'hypothèse où un jour il se trouverait en difficulté.

Pressé d'expliquer pourquoi ces documents se trouvaient chez lui, Lecomte s'en est montré incapable et a fini par confier à Xoual: « *Je ne sais plus quoi vous répondre, je ne sais plus quoi dire, je suis très fatigué* ».

Xoual m'a dit: « *Parmi les dossiers que nous avons eu ainsi l'occasion de manipuler, il y en a qui remontaient très haut* ». Par une question incidente, je me suis assuré qu'il n'y avait en tout cas rien qui, ni de près ni de loin, pût toucher l'affaire Markovic...

Lecomte se cantonnant dans son refus d'avouer, il fut impossible à la DST de le faire inculper puisqu'il n'avait pas été saisi sur le fait, par exemple en train de transmettre des documents à un agent tchèque. Toutefois, après ce long interrogatoire, Xoual m'a dit qu'il détenait une preuve indirecte de sa culpabilité: dès qu'il fut relâché, Lecomte s'empressa de présenter sa version des faits et alla jusqu'à dire que les documents découverts chez lui par la DST avaient certainement été déposés là par la DST elle-même, dans le dessein de le perdre. Xoual, qui sait mieux que personne qu'une telle accusation n'est pas exacte, estime qu'elle apporte la preuve absolue de la culpabilité de Lecomte, car s'il était innocent, jamais il n'aurait invoqué un argument si fallacieux.

Les conséquences de cette affaire peuvent être importantes. En effet, le ministre de l'Intérieur est très mécontent du préfet de police Grimaud qui a conservé comme collaborateur de confiance un homme comme Lecomte, contre lequel lui et ses prédécesseurs avaient été mis en garde depuis deux ans. Il est également, par voie de conséquence, mécontent de son propre directeur de cabinet, Somveille qui, lorsqu'il dirigeait le

cabinet de Papon à la préfecture de Police, avait été l'un des principaux utilisateurs de Lecomte et qui l'avait, comme d'autres, accepté malgré ce qui était dit à son sujet. De là, Xoual tire comme conséquence que les jours de Grimaud comme préfet de Police sont comptés et que l'autorité de Somveille, tant place Beauvau qu'à l'Elysée, sort très diminuée par cette affaire.

Xoual ajoute que si d'autres faits étaient portés à sa connaissance, il ne serait nullement impossible de reprendre l'enquête sur Lecomte.

En me racontant cette affaire, Xoual m'a donné des détails sur son déjeuner avec Lecœur. La conversation n'a pas pu être aussi franche qu'il l'avait espéré car Lecœur, probablement pour se couvrir, y a fait assister l'un de ses amis personnels. Mais sur les membres de la section hors-cadre du PC, il a confirmé sans aucune hésitation ce qu'il avait dit à Henri Barbé voilà une quinzaine d'années. Non seulement il n'a pas diminué la précision de ses accusations, mais il l'a encore augmentée. Il n'a pas été surpris par ce que Xoual lui a dit sur Lecomte. Malheureusement, il n'a pas été capable de se souvenir du nom du militant communiste qui assurait la liaison entre lui et Lecomte. En effet, les contacts directs de Lecœur avec Lecomte étaient rares et c'était un membre de l'appareil qui opérait entre eux. Il n'a en outre pas été étonné d'apprendre que Lecomte appartenait à un réseau d'espionnage tchèque.

Parlant des contacts existant entre le Parti socialiste et les communistes, Lecœur a dit à Xoual que Claude Fuzier, ex-secrétaire de la fédération de la Seine du Parti socialiste, était directement informé par les communistes. Il faut se souvenir que Claude Fuzier est l'un des collaborateurs de confiance de Guy Mollet et qu'il a été l'un des agents les plus efficaces du rapprochement entre socialistes et communistes. Au surplus, il y a bien longtemps que nous savons, par Georges Brutelle, qu'il est un intime de Gosnat, le trésorier du Parti communiste.

Auguste Lecœur a également dit à Xoual qu'une autre personnalité, plus importante encore, du Parti socialiste était un agent direct des communistes dans le parti. Xoual ne m'a pas dit qui, mais je pense que je pourrai le savoir. La pénétration communiste à l'intérieur du Parti socialiste, et au plus haut niveau, est donc encore mieux réalisée qu'on ne pouvait le craindre.

En définitive, le contact Xoual-Lecœur s'est passé dans les meilleures conditions et il a été entendu entre eux qu'ils se reverraient. L'idée de Xoual est de le rencontrer d'une façon systématique. Nous allons de notre côté préparer une série de questions que Xoual pourra lui poser.

## Le Quai d'Orsay infiltré

**31 mars 1971**

— *Il paraît que le gouvernement se préoccupe enfin des activités de l'extrême-gauche.*

— Jacques Baumel m'a raconté ce matin en détail la réunion qui s'est tenue à l'hôtel de Matignon samedi matin, de 10 à 14 heures 30. Y assistaient Chaban, Frey, Baumel, Léo Hamon et Chirac, et parmi les collaborateurs du Premier ministre, Nora, Delors, Vours, Sicurani et Cannac, lequel a fait un exposé sur les principales questions à débattre...

Or, Léo Hamon a longuement parlé dans un sens qui a surpris tous les auditeurs puisqu'il a dit: « *Moi que tout le monde accuse d'être pro-soviétique, j'estime que si l'on veut pratiquer une politique de résistance contre le Parti communiste, et elle m'apparaît indispensable, nous pourrions difficilement l'engager car la politique étrangère du gouvernement, avec l'ouverture à l'Est, donne des facilités de propagande considérables au Parti communiste* ». « *Si, a-t-il ajouté, vous invitez Brejnev, Kossiguine et Podgorny à Paris pendant dix jours, toute la France vivra dans un festival de propagande pro-soviétique et pro communiste. Toute politique contre le Parti communiste passe donc par une révision de la politique extérieure de la France et je me demande si ce n'est pas ce que vous devriez faire* ».

On comprend la surprise des auditeurs, car Léo Hamon a jusqu'ici toujours dit le contraire. Il est vice-président de l'association France-URSS et en outre, s'est toujours refusé à une politique anticommuniste. Baumel pense, et sans doute a-t-il raison, que le soutien que Léo Hamon, qui est juif, apporte à la politique israélienne l'a peu à peu conduit à prendre une attitude hostile à l'URSS, qu'il considère comme le premier ennemi d'Israël.

Simon Nora s'est élevé contre la manière de voir de Léo Hamon, disant qu'au contraire une politique étrangère favorable à l'URSS gênait beaucoup le Parti communiste en le conduisant à modérer ses critiques contre le gouvernement. Il considère donc que la politique de rapprochement avec l'Est ne doit pas être modifiée dans cette perspective. Il pense de toute façon qu'une politique d'hostilité trop violente à l'égard des communistes n'est pas souhaitable.

Pour ma part, je constate que Léo Hamon a confondu la politique extérieure et intérieure, erreur classique de ceux qui ne connaissent pas le problème communiste. Il n'est pas vrai qu'une politique extérieure pro-soviétique aide inévitablement la politique intérieure communiste. Sans remonter à Kémal, il suffit de citer ce qui s'est passé la semaine dernière en Finlande, dont le gouvernement, entièrement tenu par Moscou sur le plan extérieur, a réussi à se débarrasser de la présence communiste dans les divers ministères.

Quant à Simon Nora, il a tout simplement défendu la situation actuelle: une politique extérieure pro-soviétique et une absence de politique intérieure ferme face aux communistes.

## **2 avril 1971**

— *On reparle de bisbilles entre la DST et le SDECE.*

— J'ai eu mercredi une longue conversation avec Xoual. Il croit qu'une offensive est menée contre la DST et le SDECE, dont les auteurs se trouvent au Quai d'Orsay, au secrétariat général de la Défense nationale et au cabinet du Premier ministre. Ils chercheraient à établir plus ou moins leur contrôle sur ces deux organismes, considérés comme trop actifs dans le domaine de la chasse à la subversion et à l'espionnage. Xoual dit qu'on tente notamment d'éliminer Marenches et Rochet, dont le comportement impulsif peut d'ailleurs faciliter l'action de leurs adversaires.

Il m'a raconté qu'il y a quelque temps, le ministère des Affaires étrangères avait provoqué une réunion groupant des représentants de tous les organismes s'occupant du renseignement, ainsi que du Quai d'Orsay et du secrétariat général de la Défense nationale. Le but de l'opération était de créer une sorte de comité d'évaluation du renseignement qui serait

animé par les Affaires étrangères et qui aurait supervisé à la fois le SDECE et la DST. C'est la vigilance de la DST qui aurait fait capoter cette opération, laquelle montre, selon Xoual, que les adversaires de la DST et du SDECE ne capituleront certainement pas de sitôt dans leur combat.

J'ai raconté à Xoual ce qui s'était passé à la réunion de Matignon samedi dernier, où il a été question de la lutte contre l'extrême-gauche. Sur la position prise par Léo Hamon, il dit qu'à son avis, c'est un alibi pour le ministre, qui n'ignore pas que nous avons recommencé à enquêter sur ses activités. Et comme l'enquête porte sur ses relations trop étroites avec les Soviétiques, ceux-ci peuvent avoir estimé indispensable qu'il fasse des déclarations propres à le protéger contre des accusations de ce genre.

### **30 avril 1971**

— *Le Quai d'Orsay est-il aussi infiltré par les agents de l'Est qu'on le dit ?*

— Guy Xoual m'a récemment informé que la DST venait encore de découvrir une importante affaire au ministère. Au total, il a comptabilisé quatre cents affaires d'espionnage en dix ans, plus ou moins graves.

Il faut dire que l'exemple vient de haut. Voici quelque temps, Maurice Schumann a donné à Jean-Daniel Jurgensen l'ordre de communiquer aux Yougoslaves le texte d'une déclaration officielle française faite lors d'une conférence des ministres de l'OTAN, document considéré comme secret. La DST, informée, a vivement réagi. Schumann a répondu qu'il fallait persuader les Yougoslaves de la bonne foi de la diplomatie française.

Xoual m'a aussi dit que Pompidou était mécontent de Jean-Pierre Brunet, l'actuel directeur des Affaires économiques, et se montrait très impressionné par les fuites qui se produisent au Quai. Xoual croit qu'il se prépare à réagir.

Lecomte va être nommé prochainement à un poste subalterne dans un service d'hygiène de la Préfecture. Il dit toujours que la DST a tenté de monter sans preuve une affaire contre lui.

**22 septembre 1971**

— *Vous deviez rencontrer à nouveau Jean Rochet.*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec lui et son adjoint Guy Xoual. Nous avons parlé pendant plus de deux heures avec beaucoup de liberté. Rochet m'a donné toute une série d'indications intéressantes. C'est un bagarreur, absolument hostile aux communistes, sur tous les points, et dont les positions sur ces questions sont exactement les mêmes que les nôtres.

Il estime que Raymond Marcellin n'a pas été bien renseigné par Jean Dours, le directeur général de la Police, sur la crise qui y règne. Il croit que parmi les causes de la crise, il y a le fait qu'une partie du corps des inspecteurs et des gardiens de l'ex-préfecture de Police est travaillée par des courants de gauche assez forts. Il rappelle que le secrétaire général du syndicat de la police, Monatte, a défilé en 1968 au côté des communistes.

Il est aussi très inquiet du noyautage progressif de l'Église par l'extrême-gauche et m'a dit qu'il traiterait directement avec D'Amato ou des amis de D'Amato pour faire parvenir à Rome des informations sur l'action de l'extrême-gauche dans l'Église. Il a précisé qu'elle y dispose de nombreuses complicités et m'a cité en particulier le Père Cardonnel.

Rochet a passé toute une partie de la conversation à me peindre un tableau très sombre du noyautage du Quai d'Orsay par les communistes et par l'extrême-gauche. En ce qui concerne Jean-Pierre Brunet, il m'a dit avoir la certitude qu'il avait été membre du Parti communiste et a ajouté cette anecdote: Brunet devait se marier avec celle qui est devenue la femme de Christian Fouchet, mais le Parti communiste y ayant mis comme condition qu'elle adhère elle-même au Parti, elle avait refusé et les fiançailles avaient été rompues. Il a ajouté que la secrétaire de Brunet, lors de l'affaire du pétrole algérien, avait transmis aux Algériens plus de trois cents pièces très confidentielles.

Il s'est exprimé d'autre part en termes très sévères sur plusieurs de nos diplomates: Jurgensen, qu'il soupçonne d'entretenir des contacts du côté soviétique, même s'il en a aussi du côté américain; Pierre Maillard, l'ex-conseiller diplomatique du général De Gaulle et



Louis Joxe, l'ancien ambassadeur de France à Moscou. Il est toutefois difficile de savoir si, pour nourrir les soupçons de Rochet, il existe des preuves très sérieuses. Il est possible qu'il s'attache à certaines apparences sans creuser les questions au fond.

Pour me persuader, il m'a toutefois cité quelques faits précis. Ainsi, la DST vient de convaincre d'espionnage un attaché militaire soviétique, mais le Quai d'Orsay a refusé que l'affaire soit rendue publique. L'actuelle campagne de presse menée contre la DST serait alimentée par le Quai d'Orsay, en particulier à la suite des récentes affaires Rousseau et Rocheron. D'autres campagnes avaient été préparées, que Rochet avait pu empêcher à temps. L'une d'entre elles, en particulier, devait être montée par l'intermédiaire de *L'Express*, avec une interview d'André Devawrin, qu'on avait convaincu de l'innocence de Rousseau. Rochet a heureusement pu lui démontrer qu'il avait été abusé et il a annulé sa longue déclaration qui devait être publiée par l'hebdomadaire. Rochet a également pu éviter qu'une lettre soit envoyée au président de la République, signée par plusieurs Compagnons de la Libération et gaullistes de gauche, pour défendre Rousseau. Il dit aussi qu'il a pu prouver que l'un des principaux fonctionnaires de la mission militaire française à Berlin, un diplomate d'origine autrichienne, était un agent soviétique. Depuis dix-huit mois, il essaie de le faire renvoyer par le Quai d'Orsay, en vain, alors qu'il joue là-bas un rôle très important, notamment d'interprète.

Il a été entendu que nous nous reverrions un jour prochain.

### **15 novembre 1971**

— *Le séjour de Leonid Brejnev à Paris a dû mettre les services de sécurité sur les dents.*

— Guy Xoual m'a appris que Victor Louis<sup>205</sup> figurait dans l'entourage de Brejnev. La DST avait émis un avis défavorable à sa venue du fait qu'il avait été expulsé de France. C'est sur une intervention insistante des Affaires étrangères que le visa d'entrée lui a néanmoins été accordé. La DST en est très mécontente.

---

205 – Victor Louis était le pseudonyme d'un agent soviétique chargé d'influencer les journalistes occidentaux et de propager la désinformation.

Autre affaire en liaison avec le voyage de Brejnev et qui illustre la désinvolture, presque l'insolence des Soviétiques. Quand Pompidou était allé en URSS, il avait accepté qu'un consul général soviétique soit installé à Marseille, cependant qu'un consul général français s'installerait à Léninegrad. La DST fait observer qu'en réalité, vingt-cinq Soviétiques travailleraient à Marseille contre huit Français à Léninegrad. Il y a plus grave: au moment de la visite de Brejnev, le premier conseiller de l'ambassade de l'URSS avait téléphoné directement au préfet régional de Marseille pour lui demander de venir le voir à Paris afin de discuter des conditions de l'installation du consulat soviétique. Le préfet, stupéfait par cette demande, avait répondu assez sèchement que les négociations de ce genre passaient par le Quai d'Orsay et par aucune autre voie. Jamais, au temps du général De Gaulle par exemple, les Soviétiques ne se seraient permis une pareille incorrection.

En ce qui concerne Rochet, Xoual m'a répété que Somveille et Dours agissaient pour le faire partir. Ils auraient même proposé au ministre de le nommer préfet du Haut-Rhin, ce qui serait particulièrement inacceptable pour Rochet du fait des enquêtes que la DST a été amenée à ouvrir à Colmar à l'occasion du procès du préfet Picard. Xoual dit également que si Rochet était déplacé vers un poste secondaire, cela ferait très mauvais effet d'une part sur l'ensemble du personnel de la DST, d'autre part sur les Etats alliés. Il ajoute qu'au contraire, son déplacement aurait de très bonnes répercussions chez tous ses adversaires, à commencer par les communistes et les cryptocommunistes.

À la suite de ces informations, j'ai pu saisir Marie-France Garaud, qui a eu une longue conversation avec Raymond Marcellin, lequel l'a assurée qu'il ne songeait nullement à déplacer Rochet. J'en ai aussitôt informé Xoual, qui en a été très heureux. Mais avec Marcellin, on ne sait jamais comment vont se produire les mouvements de personnel.

Outre le cas Rochet, j'ai rapporté à Xoual ce que m'avait dit Marie-France Garaud sur Marenches, pour lequel elle a une pleine estime, mais pas une très grande considération pour ses talents intellectuels. Il m'a confirmé que la DST ressentait la même impression.

Nous sommes ensuite passés à l'affaire Rousseau, ce fonctionnaire du SDECE convaincu d'espionnage par la DST, condamné par

la Cour de sûreté de l'Etat et en faveur duquel une campagne de presse a été engagée par les communistes. Pour prouver qu'il était innocent, un livre a même été publié par Gilles Perrault, dont les relations avec l'Allemagne de l'Est sont connues. Or, Rousseau vient d'être gracié à Noël par le président de la République et Gilles Perrault en a été l'un des premiers avertis. La DST considère qu'il s'agit là pour elle d'un désaveu qui ne renforcera pas le zèle de ses agents.

J'ai pu m'informer de cette affaire auprès de Marie-France Garaud. Elle m'a dit que la grâce de Rousseau résultait d'une négociation menée par Pleven : si la campagne de presse cesse, la grâce sera accordée. Celui qui a averti Gilles Perrault est André Frossard, qui avait déjeuné en tête-à-tête avec Pompidou voilà quelques semaines et en avait reçu l'information, qu'il s'est empressé de transmettre à Perrault. Belle preuve que Frossard n'est pas très exigeant dans ses fréquentations !

Parlant de ses contacts dans les milieux journalistiques, Xoual m'a cité, entre autres, Jean-François Chauvel, du *Figaro*. C'est grâce aux informations que la DST lui a fournies que Chauvel a pu publier ses révélations sur l'espionnage soviétique en Grande-Bretagne, publication dont Marcellin a demandé l'arrêt car il avait été saisi de nombreuses protestations du Quai d'Orsay.

En ce qui concerne l'affaire Marchais, j'ai interrogé Xoual pour savoir si, à son avis, le refus de Pierre Juillet de publier le contrat prouvant qu'il était allé travailler volontairement pour les Allemands sous l'Occupation ne signifiait pas que, sans qu'il le sache lui-même directement, une négociation avait pu être engagée entre Marcellin et Marchais sur la base suivante : nous ne publions pas le contrat, mais vous nous donnez telle ou telle information garantie sur l'évolution de la politique du Parti. Xoual m'a assuré qu'il ne disposait d'aucune précision à ce sujet, mais que de nombreux indices qu'il avait observés ne semblaient s'expliquer que par un tel accord.

Voici toutefois la partie la plus importante de notre conversation. Xoual m'a dit que devant les complaisances qu'affichaient le Quai d'Orsay et certains services de l'Etat à l'égard des Soviétiques et des communistes, les Alliés, en particulier les Américains, étaient de

plus en plus méfiants à l'égard de certains secteurs de l'administration française. Il m'a précisé: « *Cela se manifeste dans leur attitude à notre égard. Ils nous donnent de moins en moins d'informations, ce qui constitue une marque de méfiance* ». Il m'a cité comme dernier exemple l'attitude de la CIA dans l'affaire du complot mexicain. Au lieu de donner à la DST les éléments d'information qu'elle avait recueillis et qui auraient été utiles à la DST, la CIA a préféré les transmettre à un écrivain qui les a publiés dans le *Reader's Digest*. Cette méfiance, m'a dit Xoual, peut s'expliquer, mais elle est particulièrement injustifiée à l'égard de la DST. Il m'a dit qu'il y a quelque temps, il avait rencontré un important fonctionnaire du contre-espionnage américain et qu'il avait eu l'occasion de lui faire part de ses critiques. Xoual a ajouté, visiblement pour que je le retransmette: « *Nous qui sommes tout à fait vierges du côté communiste, nous sommes traités comme le Quai d'Orsay qui est infiltré. Les Américains commettent une erreur et une mauvaise action à notre endroit* ».

J'en ai pris acte.

— *On annonce la venue de Salvador Allende à Paris.*

— Marie-France Garaud a conversé avec le conseiller diplomatique du président, Jean-Bernard Raimond. Celui-ci lui a dit que rien n'était encore en cours pour le moment mais qu'en définitive, il ne voyait pas pourquoi Allende ne viendrait pas ici. Marie-France Garaud a tenté de lui démontrer, sans grand succès semble-t-il, les raisons pour lesquelles ce voyage n'était pas souhaitable.

Elle a également demandé à Jean-Bernard Raimond s'il était exact que le secrétaire général du Parti communiste polonais serait invité à Paris en juin prochain. Raimond a répondu par l'affirmative et a paru également très surpris des protestations de Marie-France Garaud. Quand elle lui a expliqué qu'il était possible d'inviter des chefs d'Etat, mais pas des secrétaires généraux de parti communiste, Raymond n'a pas paru sensible à ce genre d'argument, ce qui prouve une fois de plus dans quel état d'esprit se trouvent les fonctionnaires du Quai d'Orsay.

## 24 novembre 1971 au matin

— *Le directeur des Renseignements généraux Loupias quitte son poste.*

— Il est remplacé par Chaix. Je viens de déjeuner avec eux deux et Sirjean, car Loupias voulait me présenter son successeur. Nous avons fait connaissance en discutant de la politique française en général. Parlant de l'affaire du SDECE et de la drogue, Chaix a pour l'essentiel repris à son compte les indications données par Xoual. En particulier, il m'a confirmé que l'enquête avait permis de démontrer qu'un certain nombre de membres du SAC étaient plus ou moins compromis dans l'affaire. Jusqu'à présent, Marcellin hésite à intervenir.

## 24 novembre 1971 au soir

— *Il est encore question que Jean Rochet soit contraint de quitter la DST.*

— Sur sa demande, je l'ai vu aujourd'hui. Vendredi, Marcellin lui a expliqué que l'Elysée ne voulait pas qu'il s'en aille, donc qu'il resterait. Il a été très cordial. Rochet aussi, mais a réattaqué l'attitude de Somveille à son égard.

Rochet m'a dit se préoccuper de savoir si ses rapports allaient bien à l'Elysée, car il en doute. Il sait que deux rapports importants, l'un sur les affaires basques, l'autre sur les 117 agents du KGB travaillant en France, n'ont pas été montrés au président. Il voudrait trouver un moyen de communiquer directement avec Juillet.

J'ai ensuite vu Marie-France Garaud qui m'a confirmé que les deux rapports cités par Rochet n'étaient jamais parvenus à l'Elysée. Elle m'a expliqué que Somveille avait vu mercredi ou jeudi le secrétaire général adjoint à l'Elysée, Edouard Ballardur, pour lui exposer les raisons pour lesquelles Rochet devait quitter la DST. Ballardur a rédigé une note en ce sens pour le président, qui a répondu : « *Non, Rochet ne partira pas* ». Il faut dire que Marie-France Garaud avait eu le temps de prévenir le président de la manœuvre en cours, que j'avais signalée à Juillet...

J'ai rendu compte à Marie-France Garaud de ma conversation antérieure avec Rochet. Elle estime qu'en effet, il faut trouver le moyen

d'obtenir communication de certains rapports de Rochet que Marcellin ne montre pas à l'Elysée. J'ai suggéré de les faire donner par Xoual à Sirjean, elle va en parler à Juillet.

**25 novembre 1971**

— *Rochet reste donc à son poste.*

— Je viens de voir Xoual et l'ai informé de ce que Juillet et Marie-France Garaud m'avaient déclaré à ce sujet. Il s'en est montré très satisfait et va le transmettre à Rochet. Il me rendra compte de la réponse pour que je la communique à Juillet.

Il pense lui aussi que l'affaire de la drogue au SDECE dont tout le monde parle est une affaire qui se décompose en deux temps : une affaire de drogue qui s'est produite dans les circonstances que l'on connaît et une occasion saisie par les adversaires de Marenches pour monter une campagne contre le SDECE et contre son directeur, dont l'orientation déplaît.

Il m'a aussi informé que la DST avait été mise en possession du carnet de rendez-vous de Roger Delouette<sup>206</sup>. Ce carnet contient beaucoup de noms de personnes qui fréquentaient Delouette, avec les indications des lieux de rendez-vous. Xoual m'a précisé que parmi les noms, figuraient ceux d'un nombre important de gangsters du SAC, en particulier celui de l'avocat Pierre Lemarchand, personnage mêlé à l'affaire Ben Barka et même à l'affaire Markovic. Xoual se demande la raison pour laquelle on met, tant à la préfecture de Police qu'au ministère de l'Intérieur, des hésitations à agir contre le SAC dans une affaire de ce genre.

### **Jean Rochet quitte la DST**

**15 décembre 1971**

— *Le départ de Rochet est de nouveau annoncé.*

---

206 – Roger Delouette, ancien agent du SDECE, avait été arrêté aux Etats-Unis en possession de 44 kg d'héroïne. Interrogé, il dénonça son ancien supérieur, le colonel Fournier, comme étant l'organisateur du trafic de drogue. Il cita ensuite plusieurs autres personnes, membres des milieux gaullistes pour la plupart, dont le colonel Barberot.

— Il m'a demandé de venir le voir. Il voulait m'exposer ce qui s'était passé entre lui et Marcellin dans le courant de la journée.

Le matin, le ministre lui a proposé de partir pour Grenoble comme préfet de l'Isère. C'est l'une des plus importantes préfectures, ce qui interdisait à Rochet de refuser le poste. Il a donc répondu à Marcellin que s'il l'estimait bon, il était prêt à y aller. À ce moment, le ministre lui a demandé son avis sur ses successeurs possibles. Rochet a répondu qu'il devait bien avoir des candidats. Marcellin lui a effectivement cité Bernard Couzier, préfet du Tarn, et Henri Biard, préfet chargé à la préfecture de Police de la zone de défense de Paris. Rochet, qui pense que tous les deux sont peu faits pour diriger la DST, l'a dit au ministre. Celui-ci lui a alors cité le nom de Claudius Brosse, préfet de la Lozère. Rochet a aussitôt répondu que c'était un bon choix car, a-t-il précisé, c'est un ancien collaborateur de Pompidou et il est indispensable que le directeur de la DST soit agréé par l'Elysée, étant donné l'importance des fonctions à remplir sur le plan de la défense de l'Etat. Marcellin n'a dit ni oui, ni non, mais visiblement, ce troisième candidat n'était pas celui qu'il préférait. Toutefois, la réponse de Rochet lui rendait difficile une observation négative.

Rochet est donc reparti du ministère, mais il a reçu peu après un coup de téléphone de Marcellin lui disant, en substance, qu'il était finalement difficile de lui trouver un remplaçant et que, dans ces conditions, il lui demandait s'il voulait rester à la tête de la DST. Rochet a répondu qu'il ne savait que penser du changement d'opinion du ministre et qu'il ferait ce que celui-ci voudrait. Marcellin a dit alors : *« Réfléchissez, nous en reparlerons tout à l'heure quand je reviendrai d'Orly où je vais chercher le président de la République »*.

C'est à la suite de cet appel téléphonique que Rochet a demandé à me voir et au moment où nous conversions, Marcellin se trouvait à Orly. J'ai prévenu Rochet que je comptais parler de cette affaire à Pierre Juillet puisqu'il savait que j'allais le voir à l'Elysée quelques instants plus tard. Il m'a dit qu'il ferait ce que souhaiterait la présidence de la République. Nous sommes convenus que je lui téléphonerais au sortir de mon entretien avec Juillet, avant qu'il ne reprenne contact avec Marcellin.

Je suis donc allé parler de cette conversation à Juillet, qui m'a alors révélé ce qui s'était passé de son côté avec Marcellin.

À deux ou trois reprises, Marcellin lui avait expliqué qu'il était nécessaire, dans le cadre du mouvement préfectoral en préparation, de remplacer Rochet. Et quarante-huit heures auparavant, il lui avait apporté son dernier projet de mouvement préfectoral sur lequel Rochet figurait comme préfet de Grenoble. Marcellin avait explicitement demandé à Juillet ce qu'il pensait de ce mouvement. Juillet lui avait répondu non moins nettement qu'il désapprouvait le départ de Rochet, car il estimait préférable qu'il reste à son poste jusqu'aux élections. Marcellin avait tenté de le faire changer d'avis par plusieurs coups de téléphone, mais Juillet était resté inflexible. Somveille ayant été envoyé en renfort par Marcellin, l'attitude de Juillet était restée la même. Devant leur insistance, il avait fini par dire à Marcellin : « *Vous me demandez mon avis, je le donne, mais il vous appartient de faire ce que vous jugerez opportun* ». Marcellin l'avait questionné : « *Et si le président de la République vous demande votre avis ?* ». « *Je lui dirai la même chose, avait répondu Juillet, c'est-à-dire que je suis opposé au départ de Rochet et j'expliquerai pourquoi* ».

Le ton entre les deux hommes était monté assez haut puisque Juillet n'avait pas hésité à dire à Marcellin : « *Vous ferez ce que vous voudrez, mais je vous avertis que vous êtes en train de jouer votre poste de ministre l'Intérieur* ». Marcellin était évidemment resté perplexe.

Juillet m'a demandé de ne pas raconter ces détails à Rochet, mais de lui faire part que son désir à lui, Juillet, était qu'il demeure à la tête de la DST jusqu'aux élections. Après quoi, il agirait pour que Rochet soit nommé préfet régional du Limousin, la région de Juillet. Il pense que pendant ce répit de quinze mois, Claudius Brosse, dont il a été question, pourrait être préparé à ses nouvelles fonctions.

C'est la première fois que j'entends Juillet porter des jugements si critiques envers Marcellin, dont il reconnaît qu'il a été très efficace contre l'extrême-gauche, mais dont il déplore qu'il se montre souvent trop politicien.

Au sortir de ma conversation avec Juillet, à laquelle assistait Marie-France Garaud, j'ai appelé Rochet pour lui indiquer, avec prudence car



nous parlions au téléphone, la position de Juillet. Il m'a répondu que si Marcellin lui demandait de choisir entre Grenoble et la DST, il choisirait la DST puisque la présidence de la République était de cet avis. Il faut maintenant attendre la décision de Marcellin.

## 20 janvier 1972

— *Et l'affaire Lecomte? De toute façon, on ne parle plus guère de cas d'espionnage soviétique en France.*

— Je viens d'avoir un long déjeuner avec Jean Rochet et Guy Xoual. Rochet m'a expliqué qu'il avait obtenu qu'on expulse un membre de l'ambassade soviétique surpris en flagrant délit d'espionnage. Ce diplomate portait à l'ambassade le titre de ministre conseiller.

Le Quai d'Orsay a fait tout ce qu'il a pu pour s'opposer à cette expulsion, mais l'ordre venait directement du président de la République. Rochet a fait observer que les Soviétiques s'étaient bien gardés d'élever la moindre protestation et il en a tiré, pour le gouvernement, la leçon que la fermeté était payante. Il y a plus : les Soviétiques, visiblement désireux d'éviter à Paris des incidents semblables à ceux de Londres, ont fait savoir qu'ils allaient diminuer le nombre de leurs agents opérant en France.

Au sujet de Trepper, l'israélite polonais ancien chef de l'Orchestre rouge, ils m'ont dit que la campagne actuelle en sa faveur était montée par Gilles Perrault, qui pour se dédouaner attaque le gouvernement communiste polonais. Rochet va publier une mise au point dans l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles* et indiquer que pendant la guerre, Trepper, lorsqu'il avait été arrêté par les Allemands, leur avait dénoncé plusieurs réseaux français d'espionnage soviétique, y compris des réseaux israélites, si bien que son incarcération en URSS, en 1945, à l'inverse de plusieurs autres, s'expliquait parfaitement.

Ils sont tous les deux toujours très préoccupés par les influences pro soviétiques qui s'exercent au Quai d'Orsay. À leur avis, Jean-Pierre Brunet continue à être l'un des éléments les plus suspects. Ils connaissent également très bien l'orientation soviétophile acharnée d'Hervé Alphand et de Roger Seydoux. Ils sont aussi inquiets de la nomination de François Puaux à la direction des Affaires politiques,

car ils ont eu l'occasion d'enquêter sur son neveu pour une affaire d'espionnage. Ils ont donc peur que leurs relations avec le Quai d'Orsay n'en soient rendues encore plus difficiles qu'aujourd'hui.

En ce qui concerne le cas Lascorz<sup>207</sup>, Xoual a dit qu'il avait enquêté sur cette affaire pendant toute une année, au bout de laquelle il estimait en posséder tous les tenants et aboutissants. Elle conduisait visiblement aux milieux gaullistes tarés se servant de leurs contacts avec le pouvoir pour des opérations malhonnêtes. Il affirme que l'avocat Lemarchand est mêlé de près à cette affaire. Si son nom n'a pas été rendu public et si la Police judiciaire de la préfecture de Police non seulement ne l'a pas inquiété, mais encore l'a averti, lui et ses collègues, de l'enquête en cours, la raison en remonte, dit Xoual, aux affaires de l'OAS. Dans la lutte contre celle-ci, les services de la préfecture de Police, en particulier le commissaire Bouvier, ont en effet été amenés à travailler en étroit contact avec les polices parallèles gaullistes, dont l'un des principaux dirigeants était Lemarchand. En conséquence, si l'on crée des difficultés aujourd'hui à Lemarchand, on peut redouter que pour se défendre, il n'évoque ces affaires sur lesquelles tout le monde s'accorde pour garder le silence.

Rochet et Xoual sont formels pour dire que Lemarchand est mêlé à l'affaire Ben Barka, à l'affaire Markovic et aux affaires actuelles de drogue et d'extorsion de fonds. Ils croient aussi que, pour les raisons qu'ils ont invoquées, il sera très difficile d'aller au fond des choses.

Ils ont accompli un travail important pour essayer de démontrer le noyautage révolutionnaire qui agit dans l'Église catholique française. Rochet a même effectué un déplacement auprès de Mgr Cardinale, nonce apostolique à Bruxelles, qui est chargé par le Pape d'une sorte de mission de contrôle général des églises hollandaise, française, britannique et belge. Mgr Cardinale a été très intéressé par le rapport que Rochet lui a remis. Celui-ci ne voulait pas le lui laisser, mais a fini par y consentir, sous la promesse qu'il ne serait communiqué à personne.

Grave imprudence: à l'occasion d'un voyage à Rome, Mgr Cardinale a parlé de cette question au Pape, qui a été très impres-

---

207 – Charly Lascorz, militant gaulliste proche de Charles Pasqua.

sionné par les précisions fournies. Et il a dû, sur les instances de celui-ci, se rendre auprès du cardinal Villot, secrétaire d'Etat, et laisser le rapport entre ses mains. Comme Villot, sans être de gauche, est néanmoins très hostile à toute mesure pouvant limiter l'orientation gauchiste de l'Église en France, il en est résulté d'une part que Villot a porté le rapport à René Brouillet, l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, en lui indiquant qu'il s'agissait là d'une diplomatie parallèle qui devait cesser; d'autre part, que sur les instances de Brouillet, le ministère des Affaires étrangères a fait interdire par Marcellin toute poursuite du travail de Rochet dans cette direction.

Rochet affirme que pour des raisons de politique intérieure, ni Chaban, ni Marcellin ne veulent agir trop énergiquement contre l'Église, malgré son orientation de plus en plus à gauche. Il est malheureusement probable qu'il a raison.

En ce qui concerne les attaques de Georges Marchais contre la politique étrangère du président Pompidou, ils partagent tout à fait mon avis, à savoir qu'il ne s'agit nullement d'une affaire de politique intérieure, mais bien d'une offensive des Soviétiques contre la politique étrangère de Pompidou, jugée trop pro-occidentale. Comme moi, ils voient dans ces attaques une réplique de Brejnev aux refus qui lui ont été opposés par Pompidou lors de son voyage à Paris.

Rochet m'a enfin raconté un incident non dénué d'intérêt. Il y a quelques jours, il a reçu une communication téléphonique de Jacques Foccart lui demandant de venir le voir rapidement pour une affaire de sa compétence. Rochet a accepté de le rencontrer dans le courant de la journée, mais en a averti Marcellin. Celui-ci lui a formellement interdit d'aller chez Foccart et lui a indiqué qu'il ne voulait pas de contacts directs entre lui et l'Élysée. Rochet, à juste titre, a interprété cette interdiction comme une conséquence du fait que, quand Marcellin voulait le remplacer à la tête de la DST, c'est l'Élysée qui s'était opposé à ce remplacement. Il est visible que Marcellin se demande par quel chemin Rochet a pu être maintenu en place aussi énergiquement, d'abord par Juillet, ensuite par le président lui-même. Il en résulte que Rochet n'a pas vu Foccart et qu'il prend maintenant des précautions de façon que son ministre

n'apprenne pas qu'il a, par mon intermédiaire, des possibilités de liaison indirecte avec l'Elysée.

## 24 février 1972

— *On parle d'affrontements entre le Quai d'Orsay et le ministère de l'Intérieur.*

— J'ai eu aujourd'hui avec Pierre Juillet et Marie-France Garaud une conversation qui a porté sur ces conflits, entre autres.

Il y a quelque temps, Juillet a reçu Maurice Schumann, le ministre des Affaires étrangères, venu faire auprès de lui une démarche au sujet de Jean Rochet, contre lequel il articule les griefs suivants : il dénonce systématiquement des infiltrations gauchistes et communistes au Quai d'Orsay et ce qu'il dit est très exagéré ; il mène une campagne inadmissible contre Jean-Pierre Brunet, le directeur des Affaires économiques, dont Schumann se porte garant ; enfin, il multiplie les activités contre les ambassades des pays de l'Est, lesquels finiront par nous créer des difficultés diplomatiques.

Schumann venait donc demander à Juillet s'il était exact qu'il soutenait Rochet, comme Rochet le disait – ce qui prouve au passage que Rochet n'est pas discret et a raconté le rôle de Juillet dans son maintien à la tête de la DST. Schumann lui a dit en effet : « *Rochet dit qu'il a été maintenu dans ses fonctions grâce à vous et que vous empêcherez sa mutation* ». Juillet lui a répondu la vérité, c'est-à-dire qu'il n'avait jamais vu Rochet, mais néanmoins qu'il était opposé à sa mutation pour le moment. Schumann lui a demandé : « *A quelle date pensez-vous qu'il partira ?* ». Juillet a répondu : « *Après les élections* ». Schumann était catastrophé. Il pensait que le départ de Rochet interviendrait d'ici à deux ou trois mois.

C'est en tout cas une démarche très significative, qui montre l'hostilité du Quai d'Orsay envers la DST et pour laquelle Schumann a certainement été poussé en avant par une partie de ses services.

## 29 février 1972

— *Une fois encore, le bruit court que Rochet quitterait la DST.*

— Au cours de ma dernière conversation avec Guy Xoual, je lui ai exposé ce que Pierre Juillet m'avait dit d'une démarche effectuée

auprès de lui par Maurice Schumann pour demander que Jean Rochet soit écarté de la DST. Xoual m'a alors expliqué la raison de cette démarche.

Le Quai d'Orsay avait demandé qu'un visa soit accordé à trois diplomates soviétiques qui étaient en réalité trois agents du KGB. Rochet avait refusé, en indiquant non seulement qu'il s'agissait de trois espions connus, mais aussi que l'attribution de ces visas allait à l'encontre de la politique que le gouvernement voulait mener à l'égard des diplomates soviétiques à Paris. En effet, à la suite de l'expulsion par Londres des cent espions soviétiques, l'attention du gouvernement français avait été attirée sur la proportion excessive de membres du KGB dans la représentation diplomatique de l'URSS à Paris. Il avait alors été décidé de réduire peu à peu cette proportion, sans faire toutefois autant de bruit que Londres.

Dès le refus des trois visas signifié au Quai d'Orsay, Maurice Schumann avait adressé une lettre personnelle à Raymond Marcellin pour lui demander de revenir sur sa décision. Marcellin avait demandé à Rochet de préparer une réponse rédigée en termes énergiques, qu'il a signée, indiquant qu'il était impossible d'accorder les visas aux trois espions. Maurice Schumann était revenu à la charge par une deuxième lettre personnelle dans laquelle il demandait qu'un visa soit accordé au moins à celui des trois diplomates qui paraissait le moins dangereux sur le plan de la sécurité. Rochet et Marcellin avaient répondu par un nouveau refus.

Il est bien évident, disent Rochet et Xoual, que c'est à la suite de cela que le Quai d'Orsay veut faire partir Rochet de la direction de la DST, puisque tant qu'il y sera, une grande vigilance sera observée.

J'ai recommandé à Xoual de faire connaître à Rochet la démarche effectuée par Maurice Schumann auprès de Pierre Juillet. À la suite de quoi, le soir même, Rochet a adressé à Pierre Juillet, pour qu'il ait une information complète sur cette affaire, une photocopie des lettres de Schumann à Marcellin et des réponses de celui-ci.

## **2 mars 1972**

— *Maurice Schumann se montre-t-il toujours aussi complaisant à l'égard des Soviétiques?*

— J'ai eu ce matin une conversation avec Georges Broussine sur les problèmes de la politique étrangère et il m'a fourni quelques informations intéressantes.

D'abord, confirmation de l'attitude pro-soviétique de Maurice Schumann. Celui-ci a invité à déjeuner l'ambassadeur de l'URSS trois jours seulement après que la DST eut découvert que son principal collaborateur était le chef du KGB à Paris. En outre, au Quai d'Orsay, toute une série de fonctionnaires soviétiques viennent maintenant tous les jours prendre contact avec les directeurs et sous-directeurs des services. En d'autres termes, la coopération diplomatique franco-soviétique a tendance à descendre de plus en plus du niveau ministériel à celui des exécutants.

Sans doute, explique Broussine, jusqu'à maintenant les fonctionnaires se bornent-ils à parler et n'entreprennent-ils aucune action commune. Il y a néanmoins un échange d'informations dont les Soviétiques ne peuvent être que les bénéficiaires, car on peut être sûr qu'ils ne font pas part de leurs secrets aux fonctionnaires français. Cette affirmation de Broussine est à rapprocher de celle du préfet Rochet consécutive à la demande du Quai d'Orsay plaidant pour l'établissement d'une coopération entre la DST et les services d'espionnage de l'ambassade soviétique.

Au sujet de l'influence de l'Élysée dans la politique étrangère, Broussine m'a livré un détail supplémentaire qui vient de Jurgensen et qui est intéressant. Le grand mouvement diplomatique en cours au Quai d'Orsay déplaisait profondément à Michel Jobert. Celui-ci avait recommandé à Jurgensen : « *Comme directeur des Affaires politiques, je voudrais soit vous, soit l'ambassadeur Wapler, soit une troisième personne* ». Jurgensen lui adressa ensuite ce reproche : « *Il était inutile de me tenir ces propos pour ensuite laisser faire le mouvement intégralement tel qu'il a été conçu par Schumann et Alphand* ».

Jurgensen pense qu'une des raisons pour lesquelles il n'a pas été partie prenante du mouvement est que Schumann, bien qu'il le connaisse depuis longtemps, lui en veut de ne pas partager ses vues.

#### **4 mars 1972**

— *La DST ne se sent-elle pas bridée par Marcellin en ce moment ?*

— Elle a récemment interrogé, avec beaucoup d'égards, la femme d'un ambassadeur décédé qui a avoué avoir reçu un manteau de vison de l'ambassade de Roumanie à Paris, ainsi qu'une secrétaire qui entretient des relations avec le service de renseignement tchèque. Dès la fin de l'interrogatoire, elles sont allées se plaindre au Quai d'Orsay. Maurice Schumann a pris feu et flamme et a convoqué Somveille pour se plaindre de la DST et de Rochet.

Marcellin a donc répété à Rochet qu'étant donné l'hostilité qu'il suscitait au Quai et les attaques dirigées contre lui, il devrait s'en aller, que ce serait préférable pour lui, qu'il s'était usé à la direction de la DST, comme il est normal. Aussi pensait-il toujours l'envoyer à Grenoble, précisant que ce serait pour bientôt.

Rochet m'a dit que le directeur de la Police judiciaire et celui des Renseignements généraux lui avaient l'un et l'autre demandé s'il était exact qu'il partait. Ils lui ont révélé que Marcellin leur avait demandé s'ils voyaient quelqu'un de bien pour occuper le poste, par préférence un sous-préfet pour que la DST puisse être mieux tenue en main.

Rochet pense donc qu'une nouvelle offensive se prépare contre lui, vraisemblablement lors du mouvement préfectoral de Pâques.

#### **20 mars 1972**

— *Le Quai d'Orsay va-t-il obtenir satisfaction, concernant Rochet ?*

— Vendredi, avant de me rendre à l'Elysée, j'ai vu Xoual qui m'a révélé que Marcellin avait convoqué Rochet pour l'informer notamment que Maurice Schumann avait déjà demandé sa tête voilà un an, mais qu'il l'avait refusé et le refuserait encore à l'avenir.

Il m'a aussi appris que la DST éprouvait les plus graves soupçons concernant un diplomate du Quai d'Orsay chargé des Affaires syndicales internationales. Il communique toutes les informations qu'il reçoit du SDECE ou des ambassades françaises à l'étranger, d'une

part à la FSM<sup>208</sup>, d'autre part à la CFDT. Il fait davantage encore puisque, quand un délégué de la FSM, de la CGT ou de la CFDT effectue un déplacement en Amérique latine, il lui donne des noms de personnes à rencontrer soit parmi le personnel de l'ambassade, soit à l'extérieur, mais toujours des personnes d'opinions extrémistes, comme lui-même.

Très préoccupé par cette affaire, Xoual a obtenu du Quai d'Orsay que les rapports les plus confidentiels ne soient plus communiqués à ce fonctionnaire, afin qu'ils ne risquent pas de tomber en des mains qui n'auraient pas dû les recevoir. Il n'a pas voulu faire interdire qu'on lui communique tous les textes afin de ne pas éveiller sa méfiance, le temps que l'enquête se poursuive à son sujet. Il en tire des conclusions sur la thèse bien connue de la DST, selon laquelle le ministère des Affaires étrangères est noyauté par des communistes.

Il m'a en outre indiqué qu'actuellement, pour surveiller de plus près l'ampleur de l'activité communiste dans les entreprises, il s'efforçait de repérer les principaux correspondants de *l'Humanité*, les fameux « *rabcors* », dans les usines les plus importantes. D'après ses informations, il y aurait aujourd'hui 7 000 « *rabcors* », tous militants de base du PC, dont aucun n'est cadre et qui envoient régulièrement au PC, donc aussi à l'URSS, des informations sur les productions et les procédés de fabrication des usines dans lesquelles ils sont employés. La manière dont la DST les a détectés montre que le PC est devenu bien imprudent. Afin que les « *rabcors* » n'aient pas à payer leurs communications téléphoniques lorsqu'ils transmettent leurs informations, le bureau politique du PC a fait délivrer à chacun d'eux une carte des PTT autorisant l'intéressé à appeler en PCV<sup>209</sup>. Ainsi, lorsqu'un ouvrier communiste travaillant dans une usine de telle ou telle ville et membre du réseau des « *rabcors* » veut téléphoner au PC à Paris, il se présente à la poste et exhibe sa carte des PTT lui permettant d'appeler en PCV, ce qui

---

208 – Fédération syndicale mondiale, organisation dépendant du Parti communiste de l'URSS et chargée d'orienter l'activité des syndicats du monde entier dirigés par des militants communistes.

209 – Communication payée par la personne qui la reçoit.



offre à la DST une possibilité de repérage. Celle-ci, bien qu'elle soit maintenant à peu près fixée sur le nombre des « *rabcors* », n'a toutefois pas encore pu en dresser une liste complète, car le PC dispose de nombreux militants aux PTT, ce qui oblige à effectuer ce repérage sans éveiller l'attention.

### **23 mars 1972**

— *On recommence à parler d'un remaniement ministériel.*

— J'ai vu Xoual cet après-midi, il m'a révélé qu'un agent de la DST était manipulé depuis un certain temps, avec son consentement, par le résident des services polonais à Paris. Il y a quelques jours, ce résident lui a demandé d'obtenir d'urgence des renseignements sur l'éventualité d'un remaniement ministériel en France et pour justifier sa demande, il a dit: « *Nous avons l'impression que Maurice Schumann ne sera plus ministre des Affaires étrangères* ». Or, a-t-il commenté, « *ce serait pour la politique à l'Est une véritable catastrophe, car je dois vous dire que nous sommes très heureux de constater chez Schumann des sentiments d'hystérie pro-soviétique* ». Ce sont les mots qu'il a employés.

Ce compte rendu de l'agent de la DST tombait tellement dans les vues de Rochet qu'il a demandé une vérification de ses propos. Il s'interroge pour savoir s'il doit les communiquer ou non à son ministre, craignant que celui-ci n'accuse la DST d'avoir, par hostilité envers le Quai d'Orsay, sollicité cette confiance.

### **24 mars 1972**

— *Branko Lazitch m'a parlé d'une conversation qu'il avait eue avec Georges Bortoli, sans m'en donner le détail.*

— Il y a quelques jours, à l'Institut d'histoire sociale, comme il conversait avec Bortoli qui fréquente assidûment l'Institut pour un travail en cours sur les communistes, ils ont évoqué des questions d'espionnage. Bortoli lui a raconté que l'un des trois membres du KGB récemment expulsés de France par la DST aurait tenté d'approcher Andronikoff. Lazitch répondit que c'était une maladresse, arguant qu'Andronikoff, qui est interprète au Quai d'Orsay, était invulnérable. Ce à quoi Bortoli, qui a été pendant plusieurs années correspondant de

l'ORTF à Moscou, a rétorqué: « *Détrompez-vous, je sais qu'Andronikoff a une maîtresse russe à Moscou* ». Lazitch n'a évidemment fait aucun commentaire.

Quand j'ai raconté ce fait à Xoual, il m'a dit qu'à son avis, celui des trois membres du KGB qui avait pu essayer de prendre contact avec Andronikoff devait être Krokine, c'est-à-dire le résident du KGB qui a grade de général. Les deux autres s'occupaient d'affaires de sabotage et, par conséquent, pouvaient difficilement être soupçonnés. J'ai demandé à Xoual s'il savait quelque chose au sujet de cette tentative de contact. Il en ignorait tout, de même qu'il ignorait l'existence de la maîtresse russe.

Il a ajouté que son ignorance ne signifiait pas qu'Andronikoff n'avait pas rendu compte à ses supérieurs hiérarchiques du Quai d'Orsay, lesquels auraient pu négliger d'en informer la DST, compte tenu des mauvaises relations actuelles entre celle-ci et le Quai. Il va tenter de s'informer avec précision sur cette affaire.

## **11 avril 1972**

— *On ne parle plus guère d'affaires d'espionnage communiste en France.*

— Au cours d'une conversation récente avec Guy Xoual, celui-ci m'a informé que la DST venait de faire expulser le troisième secrétaire de l'ambassade de Tchécoslovaquie, qui remplissait les fonctions d'attaché scientifique. Il a été pris en flagrant délit d'espionnage sur des installations électroniques très secrètes intéressant la Défense nationale. Il cherchait en particulier le moyen de connaître les informations confiées aux ordinateurs dans un certain secteur.

Il a été arrêté parce que l'espion français en rapport avec lui était en réalité, depuis un an, en liaison constante avec la DST, qu'il informait régulièrement sur les activités du Tchèque. Celui-ci a été détenu quatre heures à la DST et expulsé.

La question est de savoir si le fait sera rendu public, ce que la DST voudrait et ce à quoi, comme d'habitude, les Affaires étrangères vont s'opposer.

**13 avril 1972**

— *Où en est l'affaire Andronikoff?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Rochet et Marie-France Garaud. Rochet avait apporté toute une série de notes sur des questions diverses.

En ce qui concerne Andronikoff, la DST n'a pas bougé car elle ne sait pas comment s'y prendre, étant donné l'importance du problème. Il a été entendu que j'allais essayer de décider Bortoli à accepter une conversation avec un représentant de Rochet. À ce sujet, Rochet a suggéré à Marie-France Garaud qu'il serait préférable que dans les discussions internationales, l'interprète du président ne soit jamais le même quand il discute avec l'Occident et quand il discute avec l'Est. Il dit, à juste titre, que si l'interprète qui travaille avec les communistes de l'Est est en liaison avec eux, cela n'a pas d'importance s'il ne connaît pas ce qui se fait à l'Ouest, et réciproquement. Cette suggestion a paru judicieuse à Marie-France Garaud.

Rochet enquête en ce moment sur un nouvel interprète possible au sujet duquel il a été questionné et dont j'ignore le nom.

Il a exposé à nouveau le problème des cent vingt agents du KGB de l'ambassade soviétique. Il a rédigé une note dans laquelle il demande que dans un délai de six mois à un an, leur expulsion soit opérée discrètement. Il attend là-dessus une prise de position nette du pouvoir politique. En clair, une autorisation pour agir du président de la République, dont il voudrait le voir notifier cette affaire aux autorités soviétiques. Il a remis à ce sujet une note précise, qu'il avait d'ailleurs déjà donnée à Marcellin.

Il surveille avec une vigilance particulière le Mouvement pour l'Indépendance de l'Europe et son secrétaire général Alain Ravennes, dont le nom véritable est Rabinovitch. Il a la certitude qu'il est en relations avec les pays de l'Est et il déplore qu'il soit soutenu, probablement en dehors de toute connaissance de cause, estime-t-il, par deux anciens ministres, Georges Gorse et Jean Charbonnel. Il dispose à ce sujet d'un dossier très nourri, que Marie-France Garaud connaît d'ailleurs. À ce sujet, elle a eu l'occasion de demander à Léo Hamon de surveiller ses contacts avec Alain Ravennes pour des raisons de sécurité. Rochet a précisé que Ravennes avait tenté de s'infiltrer dans plusieurs cabinets ministériels et qu'il avait jusque-là réussi à le faire échouer.

**2 mai 1972**

— *Ne deviez-vous pas revoir Guy Xoual?*

— Je l'ai revu et il m'a donné quelques indications sur les difficiles relations actuelles entre la Tchécoslovaquie et la France. Le secrétaire de l'ambassade de France à Prague, qui vient d'être expulsé, l'a été dans des conditions tout à fait anormales. Les Tchèques l'ont d'abord arrêté en lui administrant un gaz qui l'a endormi. Puis ils ont glissé des documents compromettants dans ses poches, à la suite de quoi ils l'ont expulsé.

La DST fait remarquer que si la France tolère que ses diplomates soient traités de la sorte, cela peut ouvrir toutes les possibilités d'action aux services des pays communistes, outre que cela place notre pays dans une situation ridicule. La DST est intervenue en ce sens auprès du ministère des Affaires étrangères, ainsi d'ailleurs que du SDECE, pour demander que le gouvernement n'accepte pas un pareil traitement pour ses fonctionnaires.

À la suite de quoi le secrétaire général du Quai d'Orsay a convoqué l'ambassadeur de Tchécoslovaquie et lui a fait savoir que d'ici au 30 juin, à titre de représailles, quatre fonctionnaires de son ambassade devraient regagner leur pays.

Xoual remarque que ce n'est pas là une réponse appropriée, car l'ambassade renverra quatre fonctionnaires à peu près en fin de séjour à Paris et aura toute liberté pour les remplacer à sa guise, éventuellement par quatre agents des services de renseignement. La DST déplore donc que dans cette affaire, le Quai d'Orsay n'ait pas manifesté une vigilance et une sévérité suffisantes.

*Le 6 juillet, Pierre Messmer devint Premier ministre à la place de Jacques Chaban-Delmas.*

*Fin août, comme je rentrais de vacances, Georges Albertini me remit, pour que je le dactylographie, le compte rendu suivant, écrit de sa main, d'une conversation qu'il avait eue avec Jean Rochet et son adjoint Guy Xoual quelques jours auparavant :*

J'ai déjeuné aujourd'hui avec Rochet et Xoual.

1 – Ils sont très satisfaits de l'attitude politique de Pierre Messmer et de ses collaborateurs dans les affaires de sécurité. Ils ont accepté plusieurs interventions de sa part contre le Quai d'Orsay. En particulier,

Rochet s'opposait à l'arrivée à Paris, à l'ambassade de Belgrade, d'un agent des services de sécurité yougoslaves dont Maurice Schumann insistait pour qu'il soit admis. Messmer a donné raison à Rochet. Il y a eu plusieurs cas analogues. Dans ce domaine, ils constatent donc un grand progrès depuis le départ de Chaban-Delmas de Matignon.

Ils disent aussi qu'à l'Élysée, les éléments les plus opposés à une politique dirigée contre l'espionnage communiste, sous prétexte que ce serait du maccarthysme, sont le secrétaire général adjoint Edouard Balladur et le chargé des Affaires sociales François Lavondès.

2 – L'attitude du ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin, par suite de la résolution montrée par Messmer, est maintenant plus ferme elle aussi. Les relations du ministère avec Rochet sont donc redevenues aussi bonnes que précédemment.

3 – La DST a pu limiter à vingt-cinq le nombre des Soviétiques qui travailleront au nouveau consulat général de l'URSS à Marseille. Rochet était tout à fait hostile à ce consulat, qui va constituer là-bas une grande centrale d'espionnage communiste.

4 – Leur documentation pour le procès Trepper est très au point. Ils disent que le principal agent de la RDA en France est l'avocat Soulez Larivière, avocat de Gilles Perrault.

5 – Ils sont de plus en plus réservés à l'égard de Maurice Schumann, qu'ils considèrent comme le plus pro-soviétique des membres du gouvernement. Ils ont dépouillé ses articles d'avant-guerre dans le journal *La Lumière*. Tous prônaient déjà le rapprochement avec l'URSS.

Ils sont très heureux de l'éviction de Léo Hamon du gouvernement. Ils disent que des écoutes téléphoniques ont prouvé qu'il informait les Soviétiques. Les mêmes écoutes ont montré que ceux-ci voudraient utiliser Edgar Faure pour être renseignés sur les Conseils de ministres. Je parlerai personnellement de cela à Edgar Faure et suis persuadé qu'il se méfiera.

Ils persistent à croire que de forts soupçons pèsent sur Louis Joxe, qu'ils considèrent comme un possible agent soviétique de haut niveau.

6 – Ils disent qu'Alain Ravennes (Mouvement pour l'indépendance de l'Europe) est un agent de l'Est. Ils ont réussi à empêcher qu'il entre dans un cabinet ministériel.

7 – Ils ont su qu'un ancien policier, Quillard, aujourd'hui à l'ERAP, cherchait à recueillir des informations pour rédiger un rapport contre Pierre Juillet. Ce rapport lui est demandé par Lecomte, le fonctionnaire de la préfecture de Police qu'ils soupçonnent d'être un agent du Parti communiste et des Tchèques. Ils vont chercher à connaître la teneur du rapport et j'avertirai Juillet.

8 – Ils souhaitent le départ de René Tomasini du secrétariat de l'UDR, car ils disent qu'il trempe dans des affaires d'argent qui seraient très dangereuses si l'opposition les rendait publiques.

9 – Ils ne sont pas satisfaits du fonctionnement du SDECE. Ils trouvent que Marenches est très bien orienté, mais qu'il voit les affaires de trop loin et que Faure-Beaulieu, son homme de confiance, est un incapable absolu. À leur avis, le SDECE est efficace pour le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et l'Afrique noire, mais moins ailleurs. Ils précisent que le service a aussi réussi un début d'implantation intéressant dans certains pays de l'Est.

10 – Pour l'organisme central de renseignement qui réunit des gens du Quai d'Orsay, des Armées, de l'Intérieur et du SDECE, le Quai d'Orsay a préparé, à la demande de Rochet, une note sur la stratégie soviétique en Europe. La note démontre que l'attitude de l'URSS est défensive et celle de l'OTAN, offensive. Rochet est en train de répondre à cette note, en accord avec Marcellin, pour que l'organisme central ne dispose pas seulement de la note du Quai d'Orsay comme document de travail. Il voit dans ceci une preuve supplémentaire de la mauvaise orientation du Quai.

11 – L'article de *L'Express* du 21 août, page 62, a été fourni par la DST. On peut donc se fier à son contenu.

12 – J'organiserai pour Rochet et Xoual, dans dix ou quinze jours, un déjeuner avec Marie-France Garaud.

23 août 1972

\*  
\*   \*   \*

**23 octobre 1972**

— *Qu'est-ce que cette affaire de sabotage à l'usine atomique de La Hague ?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Marie-France Garaud, Jean Rochet et Guy Xoual pour présenter ce dernier à Marie-France Garaud en prévision du moment où Rochet sera appelé à exercer d'autres fonctions, tandis que Xoual est sûr de rester dans les siennes. Ils ont parlé de ces sabotages et l'enquête a établi que c'étaient seulement des techniciens qualifiés qui avaient pu les commettre. Ceux-ci avaient certainement pour intention non seulement de provoquer de graves pollutions et contaminations sur les personnes, ce qui aurait permis de déclencher une campagne contre l'armement atomique, mais aussi de détériorer certaines pièces compliquées fabriquées dans l'usine en liaison avec les Allemands. La DST croit que certains pays étrangers sont derrière ces actions, dans l'intention d'empêcher de possibles succès de la recherche française en ce domaine.

Guy Xoual a expliqué que le ministre plénipotentiaire Louis Pons, chef de l'Office de protection des réfugiés du Quai d'Orsay, défendait systématiquement tous les réfugiés gauchistes et qu'il entretenait des relations plus ou moins directes avec des services de renseignement de pays de l'Est. La DST a transmis à ce sujet un rapport au Premier ministre et à Maurice Schumann pour demander que Pons quitte la direction de ce service, mais elle n'a pas encore reçu de réponse.

**25 octobre 1972**

— *Vous deviez rencontrer à nouveau Guy Xoual.*

— Je l'ai vu aujourd'hui et il m'a transmis plusieurs informations intéressantes. Par l'un de ses correspondants, la DST a appris que le Parti communiste et la CGT utilisaient le téléphone et les téléscripteurs de la SNCF pour leurs communications particulières. Comme ce réseau est intérieur à la SNCF, il n'est soumis à aucun contrôle, à aucune surveillance. Donc, pas d'écoute téléphonique normale possible sur ces lignes. La DST va néanmoins s'efforcer d'y brancher des écoutes pour savoir à quoi elles servent exactement.

Il m'a révélé le nom du fonctionnaire des Affaires étrangères chargé des questions syndicales internationales et qui communique à la FSM et

à la CFDT les rapports des ambassades et du SDECE sur ces questions. Il s'appelle Egal.

**9 novembre 1972**

— *On reparle du départ de Rochet de la DST.*

— Je l'ai rencontré lundi dernier, à sa demande. Il voulait me donner le texte complet de sa déposition au procès qui l'a opposé à Gilles Perrault, car il estime que ses propos n'ont pas été assez bien rapportés par la presse et qu'on pourrait les utiliser dans le combat contre les Soviétiques.

Il m'a aussi dit qu'il refusait de quitter son poste le 20, date fixée par le ministre, et entendait y rester jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre, c'est-à-dire pour être là au moment où le jugement sera rendu, le 30 novembre.

Ses relations avec le ministre et son cabinet se sont encore détériorées. S'agissant de son successeur, le préfet Gabriel Eriau, qu'il a auparavant eu sous ses ordres, il n'en a pas mal parlé, mais estime qu'il lui manque une qualité indispensable pour réussir dans son nouveau poste, la discrétion. Il est, paraît-il, très bavard et Rochet, lorsqu'il lui passera les consignes et les dossiers, très loyalement m'a-t-il souligné, attirera son attention sur la nécessité du secret.

En ce qui concerne les conséquences éventuelles de son départ, Rochet m'a répété que les services alliés étaient très contrariés, que des accords qu'il avait passés avec eux ne seraient certainement pas reconduits et que leur collaboration allait devenir plus difficile.

Enfin, il m'a révélé que la DST avait ouvert une enquête approfondie sur le sous-préfet de Bayonne, un ancien collaborateur de Marcellin, car il existerait des raisons de penser qu'il aurait travaillé pour la Gestapo sous l'Occupation et aurait été blanchi comme résistant par deux communistes après la Libération. Bien entendu, si ces faits s'avéraient, ils seraient d'une extrême gravité puisque dans ce cas-là, les communistes le tiendraient.

\*

\*   \*   \*



#### 4 juin 1973

— *Un diplomate soviétique qui essaie de voler des pièces au salon aéronautique du Bourget, et à deux reprises, ce n'est quand même pas banal !*

— Guy Xoual m'a dit que ce diplomate avait fait non pas deux, mais trois tentatives de vol. Quand il a été pris en flagrant délit par les policiers de la DST, il a refusé de les suivre, si bien qu'ils ont dû le pousser de force dans leur voiture. Ensuite, pendant les quatre heures qu'il a passées avec eux dans les locaux de la DST, il s'est montré désinvolte et insolent, parlant d'une grossière provocation montée contre lui. La DST lui a proposé de l'aider à présenter les choses à son avantage en lui demandant en contrepartie sa coopération, mais il a refusé. Les policiers se sont alors moqués de sa maladresse, ce qui l'a rendu furieux.

Une fois l'interrogatoire terminé, la DST l'a littéralement mis à la porte en pleine nuit et comme dans la rue il cherchait à noter le nom de celle-ci et le numéro de l'immeuble où on l'avait retenu, un inspecteur est sorti pour lui proposer, non sans ironie, de les lui indiquer. Sa fureur redoubla et il est parti à pied, à trois heures du matin, en direction de l'ambassade soviétique.

Michel Jobert, aussitôt informé de l'affaire, a convoqué sur-le-champ le chargé d'affaires soviétique et lui a sèchement donné quarante-huit heures pour faire quitter la France au coupable. Si bien qu'effectivement, vendredi matin 1<sup>er</sup> juin, celui-ci a pris l'avion pour Moscou. « *Cela n'aurait jamais été si vite avec Maurice Schumann* », a commenté Xoual<sup>210</sup>.

#### 13 juin 1973

— *La politique étrangère de la France semble réorientée d'une façon plus positive.*

— J'ai vu Guy Xoual voilà quelques jours. Il m'a dit que René Dabernat, que la DST surveille toujours, continuait à entretenir des

---

210 – À des journalistes qui l'interrogèrent par la suite à ce sujet, le service de presse de l'ambassade soviétique répondit que l'auteur de ces tentatives de vol pris la main dans le sac, qu'il appela le colonel Mirikov, avait agi de son propre chef, « après avoir vidé une bouteille de vodka ».

relations suivies avec Michel Jobert et Edouard Balladur. Les dernières écoutes téléphoniques de sa conversation avec un nommé Carreras, auquel il racontait ses entrevues avec ceux-ci, ne comptent pas moins de cinq pages. Il disait que Jobert lui avait indiqué être à la recherche, très loyalement, d'une solution de compromis dans les relations France-Etats-Unis... Cela signifie, expliquait Dabernat, qu'il y a chez Jobert un certain effort d'adaptation aux thèmes traditionnels de la politique étrangère française. Dabernat ajoutait que Jobert lui avait dit rencontrer d'assez sérieuses résistances, dans l'équipe gaulliste du ministère, essentiellement composée du secrétaire général Courcel, du directeur des affaires politiques Puaux et de l'ambassadeur à Londres Beaumarchais.

La DST, m'a confirmé Xoual, se montre en tout cas satisfaite de ses rapports avec Jobert, qui semble beaucoup moins disposé à couvrir les fonctionnaires suspects d'activités subversives. Il a cité plusieurs exemples.

Ainsi, il avait demandé, voici longtemps, que le fonctionnaire chargé des problèmes du syndicalisme international au Quai d'Orsay, Egal, soit déplacé en raison de ses relations avec les milieux subversifs du syndicalisme. Maurice Schumann avait toujours refusé. Jobert a donné des instructions pour que les documents les plus confidentiels, en particulier ceux qui émanent du SDECE, ne lui soient plus communiqués.

La DST avait aussi attiré son attention sur les activités d'un autre diplomate nommé Jean-Pierre Cabouat, qui a rang de ministre. Jobert a trouvé que les indications de la DST n'étaient pas suffisantes, mais il a demandé de continuer les investigations à son sujet – comme d'ailleurs au sujet d'un autre diplomate dont le comportement est également suspect.

Et pour un troisième dont je ne sais pas le nom, Jobert a donné immédiatement à la DST l'autorisation de l'interroger.

### **13 septembre 1973**

— *Il paraît que l'affaire des Rosenberg va être évoquée à la télévision ?*

— En juillet, j'avais signalé à Marie-France Garaud qu'une émission sur l'affaire était en préparation, destinée à démontrer que les Américains

avaient exécuté deux innocents de toute activité d'espionnage. Le metteur en scène était le communiste Stello Lorenzi et l'auteur, Alain Decaux, qui entretient de nombreux contacts avec le Parti communiste et qui a déjà écrit une pièce de théâtre pour accréditer la thèse de l'innocence des Rosenberg<sup>211</sup>. Lui-même a d'ailleurs déjà présenté une émission sur ce thème à l'ORTF.

Marie-France Garaud est intervenue auprès d'Arthur Conte<sup>212</sup>, jusque-là sans succès, semble-t-il.

J'ai averti Guy Xoual en lui représentant les dangers d'une telle émission, censée démontrer qu'il n'y a pas d'espionnage soviétique, que les soi-disant espions arrêtés sont des innocents et que les services de contre-espionnage américain, français et autres, devaient tous être mis dans le même sac. Xoual doit rédiger une note à ce sujet pour son ministre.

## 2 octobre 1973

— *Le Parti communiste est-il toujours aussi discipliné vis-à-vis de Moscou ?*

— Guy Xoual m'a dit hier que deux fonctionnaires de la direction du Parti communiste de l'URSS sont venus voici peu à Paris pour rencontrer Georges Gosnat, toujours chargé des affaires financières du PCF et l'un des principaux liens entre celui-ci et l'ambassade soviétique.

La DST ne connaît pas la teneur de ces entretiens, qui ont duré plusieurs jours, mais Xoual pense qu'il a été question des problèmes de trésorerie du PCF<sup>213</sup> et qu'un déplacement aussi important doit aussi signifier des discussions politiques approfondies sur le rôle que le PCF

---

211 – La pièce de théâtre avait été filmée. Quand la culpabilité des Rosenberg fut confirmée après l'ouverture des archives soviétiques et la publication des Mémoires de Nikita Khrouchtchev, Alain Decaux finit par l'admettre. Et un jour que je l'interrogeais à ce sujet, il m'expliqua qu'il avait été trompé et qu'à présent, il interdisait la représentation de sa pièce. Ce qui ne l'empêcha pas, quelques années plus tard, d'en autoriser la diffusion du film par une chaîne du service public de télévision, émission suivie, tard le soir donc, d'une explication alambiquée de Decaux.

212 – Député gaulliste, président de l'Office de Radiodiffusion et Télévision française (ORTF), fonction qu'il perdit peu après.

213 – *Le Nouvel Observateur* a publié vingt ans plus tard, le 7 octobre 1993, un important dossier, constitué de pièces d'archives soviétiques, sur les modalités du financement occulte du Parti communiste français et de la CGT par l'Union Soviétique.

jouera dans les prochains mois. Xoual n'exclut pas la possibilité qu'il s'agisse de faire pression sur le gouvernement pour qu'il maintienne sans changement la politique de rapprochement avec l'Union Soviétique.

### **18 octobre 1973**

— *On dirait que les agents d'influence soviétiques à Paris se montrent en ce moment plus actifs que jamais.*

— J'ai déjeuné avec Xoual, qui est en train de monter une nouvelle opération pour tenter d'évincer le responsable des affaires syndicales au Quai d'Orsay, le fameux Egal. Ses sympathies pour le syndicalisme révolutionnaire sont maintenant avérées et bien connues. Avec l'aide du cabinet de Michel Jobert, il espère y parvenir.

À la demande du ministre de l'Intérieur, il prépare un dossier sur le gaulliste Jacques Debu-Bridel, qui dans la Résistance a beaucoup collaboré avec les communistes et que le ministère soupçonne d'être devenu un agent soviétique.

En même temps, il rassemble un dossier relatif à Alain Ravennes, qui est aujourd'hui un collaborateur du ministre Georges Gorse et qui est toujours le secrétaire général du Mouvement pour l'Indépendance de l'Europe. Ses relations avec l'Est inquiètent la DST. Il paraît qu'il y a quelque temps, Ravennes a emmené deux de ses amis à l'ambassade soviétique, où on les a fait boire. Ils semblent même y avoir été drogués et lorsqu'ils se sont réveillés, ils ne se souvenaient plus de ce qu'ils avaient dit ou fait. L'une de ces deux personnes est l'ancien député gaulliste du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Michel de Grailly, qui est venu raconter lui-même son aventure à Raymond Marcellin. Xoual en est à se demander si les Soviétiques ne disposent pas, dans leur ambassade, d'une installation leur permettant de multiplier les opérations de ce genre. Une enquête va être ouverte, très confidentielle.

### **31 octobre 1973**

— *J'ai lu quelque part que la guerre du Kippour avait été déclenchée par les Israéliens sans que les grandes puissances en soient informées, ne serait-ce que quelques heures à l'avance.*

— La France en a tout ignoré, selon Marie-France Garaud. Elle m'a expliqué que le jour du déclenchement de la guerre, Marenches était parti pour Beyrouth à bord d'un avion militaire. C'est seulement en atterrissant à Beyrouth que le pilote apprit que la guerre avait éclaté. Il appela Paris, où l'on ne voulait pas qu'un avion militaire français se trouve à Beyrouth à ce moment-là et il reçut l'ordre de rentrer. Le pilote rembarqua immédiatement Marenches pour revenir à Paris. Pittoresque mésaventure, pour un chef de service de renseignement !

### **19 novembre 1973**

— *Il paraît que les trafics de drogue sont parfois le fait de personnalités haut placées.*

— Guy Xoual m'a dit que la DST avait intercepté la semaine dernière l'ex-premier secrétaire de l'ambassade de France à New-Delhi, actuellement en congé de maladie. L'interception a eu lieu à l'aéroport d'Orly, alors que le diplomate rentrait d'Inde. En une année, il s'y était rendu plus de vingt fois. La DST soupçonnait un trafic de drogue. Elle a effectivement trouvé dans ses bagages des preuves d'un ancien trafic d'héroïne, ainsi que d'un actuel trafic de devises et de faux passeports diplomatiques.

Le Quai d'Orsay a donné à la DST l'autorisation de le poursuivre, mais comme les faits se rapportant au trafic d'héroïne ont eu lieu depuis plus de trois ans et sont donc prescrits, le parquet n'a pas encore pris de décision. Il est probable qu'il n'y aura dans cette affaire que des sanctions administratives, afin d'éviter d'éclabousser le corps diplomatique.

\*

\* \*

*Note datée du 4 décembre 1973 et rédigée par Georges Albertini à l'intention du président de la République, dactylographiée alors par mes soins :*

« L'article consacré mercredi dernier par l'hebdomadaire soviétique *Literaturnaya Gazetta* à la politique extérieure de la France et aux

relations de celle-ci avec l'URSS avait pour but de faire monter d'un cran les réserves et les critiques soviétiques en les faisant connaître publiquement. À noter toutefois qu'il n'a été publié ni dans le journal du Parti communiste soviétique, la *Pravda*, ni dans celui du gouvernement, les *Izvestia*.

« Deux informations, de source absolument digne de foi, aident à éclairer les deux dernières démarches communistes que constituent l'article de la *Literaturnaya Gazetta* et la lettre que Georges Marchais a adressée au président de la République, publiée vingt-quatre heures avant l'article soviétique.

« L'attaque indirecte contre Michel Jobert dans la récente déclaration commune Brejnev-Marchais et l'attaque directe contre le ministre des Affaires étrangères contenue dans la lettre de Marchais viennent à la suite du test dont le ministre a véritablement été l'objet lors de sa rencontre avec Brejnev en juillet dernier. Jobert a été jugé un « ennemi de la détente », d'où à la fois l'autorisation accordée au PCF par Moscou d'attaquer sans relâche le ministre, et l'introduction, dans la déclaration Brejnev-Marchais, d'une phrase condamnant l'une des thèses de Jobert.

« Georges Marchais a conféré deux jours consécutifs avec Brejnev à Moscou, les 18 et 19 novembre, fait presque sans précédent. C'est à l'occasion de la première rencontre que l'idée d'adresser une lettre au président de la République française, signée par Marchais, fut adoptée. Et c'est lors de la deuxième rencontre que Jean Kanapa<sup>214</sup> et Boris Ponomarev<sup>215</sup> ont présenté le projet de cette lettre. Son objectif était double: faire comprendre que Moscou soutient cette attaque contre la réunion de Copenhague, mais en même temps donner à penser que l'attitude du Kremlin à l'égard du président de la République était en train de changer.

« Deux conséquences politiques sont à tirer de l'initiative des Soviétiques.

« D'une part, ils sont décidés à s'engager maintenant contre toute création de l'Europe politique ou militaire beaucoup plus qu'ils ne

---

214 – Jean Kanapa était à l'époque le correspondant de *l'Humanité* à Moscou.

215 – Boris Ponomarev dirigeait depuis 1955 le département international du Comité central du PC soviétique.

l'ont fait jusqu'ici pour empêcher l'Europe économique. Le moindre pas vers une Europe politique ou militaire signifie, en effet, que les chances des Soviétiques de parvenir à la neutralisation de l'Europe et les chances des communistes d'entrer dans les gouvernements de France et d'Italie risqueraient d'être compromises ou annulées. En outre, toute démarche en faveur de l'unification européenne signifie l'approfondissement du fossé entre les principaux partenaires de la gauche : les socialistes, en bonne partie favorables et les communistes, totalement hostiles.

« D'autre part, Moscou dispose d'un important poids politique en France par l'intermédiaire du PCF, actuellement beaucoup plus lié au Kremlin qu'au temps de Waldeck Rochet, et l'éventail des préférences soviétiques dans la perspective d'élections présidentielles en 1976 reste ouvert entre trois candidats : le président de la République qui, du point de vue de Moscou, inspire moins confiance qu'en 1969 ; François Mitterrand, qui s'efforce d'atténuer la méfiance nourrie à son encontre par Moscou, d'où ses efforts pour se faire inviter en URSS au début de l'an prochain ; et Edgar Faure qui, pour le moment, inspire certainement plus confiance aux Soviétiques et aux communistes que les deux premiers ».

\*

\* \*

## **26 janvier 1974**

— *L'affaire des micros cachés au nouveau siège du Canard Enchaîné fait grand bruit.*

— Guy Xoual est venu me voir hier et il est resté plus d'une heure et demie avec moi. Il m'a d'abord remercié de ne pas lui avoir téléphoné depuis l'affaire du *Canard*, car il est sûr que Somveille, le directeur du cabinet de Marcellin, fait surveiller ses communications et cherche tout ce qui pourrait le compromettre dans cette affaire.

L'antagonisme entre Somveille et Xoual remonte à l'affaire Lecomte, quand Xoual a démontré que Lecomte était le principal agent à Paris du service de renseignement tchèque et que Somveille, qui

l'avait employé longtemps à la préfecture de Police, a réussi à le tirer d'affaire. Xoual s'est toujours demandé si Somveille avait agi ainsi par complicité ou pour une autre raison.

Sur le fond de l'affaire du *Canard*, Xoual s'est montré très discret. Il ressort néanmoins de ce qu'il m'a dit que son service personnel n'est sûrement pas mêlé à l'affaire, ni la DST en tant que telle; mais il n'écarte pas l'idée qu'un autre service, peut-être les Renseignements généraux, ait voulu surveiller le *Canard*.

Xoual estime que la campagne menée contre la DST à cette occasion a été concertée pour affaiblir le service le plus efficace contre la subversion communiste. Il pense que la plaque tournante de toute l'affaire doit être Claude Angeli, qui entretient des relations avec les services secrets polonais et tchèque. La DST en aurait la preuve. Il était il y a dix ans un journaliste assez moyen et se trouve aujourd'hui à la tête d'un réseau d'information politique très important dont Xoual est convaincu qu'il sert aussi les pays de l'Est. Toutes les écoutes d'Angeli faites à son domicile le démontreraient.

Cette campagne a un complice à l'intérieur de la DST, estime Xoual, qui croit savoir qui c'est.

Xoual continue à se demander pourquoi Somveille, qui est de gauche, exerce autant d'influence sur Marcellin<sup>216</sup>, ce qui a comme conséquence d'étouffer de nombreuses affaires. Il en est venu à penser que Somveille sait sur son ministre beaucoup de choses et inévitablement, il songe à des affaires de mœurs. Le fait que Marcellin vive sans femme et que, d'après certains de ses informateurs connaissant bien les milieux de travestis homosexuels de Paris, Marcellin les fréquente, le conduit à l'idée que là réside peut-être l'explication... Rien n'autorise toutefois à penser que Xoual a raison dans ses soupçons et que ses sources sont bonnes. C'est en tout cas la première fois que j'entends une chose pareille et j'ai peine à y ajouter foi. Je crois plutôt que Somveille est très habile, très dévoué à

---

216 – Sous l'Occupation, Raymond Marcellin travaillait à Vichy au Bureau d'orientation et de formation professionnelle (dont il devint le secrétaire général) qui dépendait de l'Institut d'études corporatives et sociales, dont la mission consistait à « *diffuser les idées sociales de la Révolution nationale, par l'illustration de la doctrine corporative du Maréchal, dans les milieux professionnels et les organisations de jeunesse* ». À ce titre, Marcellin fut décoré de la Francisque. Quand le sort des armes s'inversa en Europe, il rejoignit le réseau de résistance Alliance.



Marcellin et que celui-ci se sert de lui pour garder des contacts avec une certaine gauche. En outre, leur attitude parallèle au moment de l'affaire Markovic suffit sans doute à expliquer leur entente.

*Raymond Marcellin quitta le ministère de l'Intérieur le 7 février 1974, après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République.*

## **26 février 1974**

— *L'origine des appareils d'écoute posés dans les bureaux du Canard Enchaîné est-elle élucidée?*

— Xoual, que j'ai vu aujourd'hui, m'a dit, pour la première fois, que c'était effectivement la DST qui avait été chargée de les poser, pour connaître les contacts du *Canard* dans les milieux communistes et avec certaines puissances étrangères. Toutes les difficultés de l'enquête sont venues du fait que Marcellin a démenti avoir donné des ordres à la DST. Xoual pense que l'attitude de Marcellin aurait dû être de dire dès le début qu'il revendiquait la responsabilité des ordres donnés par suite de l'attitude antinationale du *Canard Enchaîné*. Le juge d'instruction est bien orienté, mais comme le *Canard* publie sans cesse de nouveaux noms de fonctionnaires de la DST et les accuse sans preuve, il n'y a évidemment pas de raison que l'instruction s'arrête. Pour cela, il faudrait que le Parquet fasse donner l'ordre au juge d'instruction de dire au *Canard*: il ne suffit pas de publier les noms de policiers que vous accusez pour que nous les interrogeons. Donnez-nous des preuves et nous verrons ensuite.

## **12 juin 1974**

— *Que donne Michel Poniatowski au ministère de l'Intérieur?*

— J'ai déjeuné aujourd'hui avec Xoual, un peu effrayé par l'amateurisme qui règne à présent au ministère. Il constate que le nouveau ministre n'a pas l'air de se rendre compte exactement de l'importance des tâches que la DST doit accomplir. Ce ne sont pas ses convictions qui sont en cause, car il est très anticommuniste et antisoviétique, mais simplement son ignorance des problèmes.

Xoual surveille attentivement en ce moment un homme d'affaires américain, Samuel Pizar, qui s'est fait le champion de la coexistence pacifique avec l'URSS, qui a développé beaucoup d'affaires avec les pays de l'Est et qu'il soupçonne d'être pris plus ou moins en main par les Soviétiques. Il est d'autant plus ennuyé de cela que Pizar est un ami intime de Michel Guy, le nouveau secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles, et qu'il craint que par l'intermédiaire de Guy, Pizar ne soit informé de beaucoup de choses du gouvernement.

#### **5 novembre 1974**

— *Que venaient faire les membres du Soviet des nationalités de l'URSS qui ont séjourné à Paris ?*

— Ils étaient en visite officielle à l'invitation d'Edgar Faure, en sa qualité de président de l'Assemblée nationale. Mais parmi les personnes composant la mission, figurait Youri Joukov, dont on connaît le rôle important qu'il joue à la *Pravda* et dans les relations internationales de l'URSS, notamment avec la France. Il exerce même une influence considérable dans la mise en œuvre de la politique de rapprochement franco-soviétique.

François Gadot, proche de l'un comme de l'autre, m'a rapporté la nature des conversations qu'ils ont eues, mais il est vraisemblable que tous leurs propos ne lui ont pas été répétés.

L'un des sujets principaux de ces conversations a été l'avenir politique de Michel Jobert. Les Soviétiques le voient maintenant d'un œil très favorable et souhaitent son succès, car il leur semble que la politique étrangère qu'il défend à présent est celle qui est la plus proche de la leur. Leur analyse est la suivante. Nous devons le soutenir et éviter au maximum les attaques du Parti communiste français contre lui. Il peut se passer trois choses. Ou bien Jobert échoue et nous soulignerons l'impossibilité d'aboutir en dehors des partis traditionnels. Ou bien, au contraire, Jobert réussit et le soutien que nous lui aurons apporté nous sera profitable. Ou bien enfin Jobert obtient des résultats qui, sans être décisifs, sont intéressants, car dans l'hypothèse d'élections, ils peuvent équivaloir à peu près à la prise de 3 ou 3,5 % de suffrages supplémentaires par le Parti communiste.

Ces 3 ou 3,5 %, on peut penser qu'il les prendra à des électeurs qui auraient pu se porter sur François Mitterrand. C'est précisément ce que souhaitent les Soviétiques et les communistes français. Ils ne veulent, en effet, à aucun prix que dans la coalition de gauche, le Parti socialiste prenne le premier rang. Jobert, en empêchant Mitterrand de surclasser les communistes, fait donc un jeu qui favorise, qu'il le veuille ou non, l'ambition communiste de dominer la gauche. Au passage, on peut noter que ces indications confirment que la méfiance ne se dissipe pas entre les communistes français et Mitterrand d'une part, et entre Moscou et Mitterrand d'autre part.

À l'occasion d'un dîner qui a réuni Edgar Faure, Joukov, Gadot et Doumeng, celui-ci a dit explicitement qu'il devait bien lui rester un peu d'argent pour pouvoir le donner à Jobert si celui-ci en avait besoin. Il n'a reçu aucune réprobation de Joukov et cette simple affirmation de Doumeng est très indicative.

Giscard d'Estaing n'a pas reçu la mission parlementaire soviétique, son emploi du temps ne le lui permettant pas, mais il a demandé à voir Joukov et il va le recevoir prochainement. Au contraire, avec les socialistes, Joukov n'a eu aucun contact. Il a dit à Gadot: « *S'ils veulent me voir, ils savent où je suis et c'est à eux à me demander de les rencontrer. En ce qui me concerne, je ne bougerai pas pour les voir* ».

Chirac, de son côté, a demandé une entrevue à Joukov et il le verra demain ou après-demain. Ce qui fait qu'en l'espace de trois semaines, Joukov aura eu des contacts avec tous les hommes politiques français importants du gouvernement, et avec d'autres aussi, à l'exception de dirigeants du Parti socialiste. Bien entendu, on ne sait pas s'il n'a pas eu des conversations discrètes avec des hommes comme Claude Estier, c'est-à-dire des personnes qui représentent au Parti socialiste les tendances les plus proches du Parti communiste.

### **13 décembre 1974**

— *On dit que les Soviétiques manipulent de plus en plus de nos hommes politiques.*

— Je suis moi-même témoin de leurs efforts puisque j'ai failli avoir un contact avec Youri Joukov. Il y a une dizaine de jours, j'ai

déjeuné avec François Gadot, qui m'a raconté que quelques semaines auparavant, lorsque les parlementaires du Soviet de l'URSS sont venus, accompagnés par Joukov, qu'il connaît bien et avec lequel il a fait de nombreuses sorties, celui-ci est resté à Paris après le départ des parlementaires soviétiques. Il était encore là lors des rencontres de Leonid Brejnev avec le président de la République.

Or, au cours de notre déjeuner, Gadot m'a dit, mais peut-être était-il en service commandé, qu'il serait intéressant que je rencontre Joukov pour avoir une idée de ce qu'il pensait. Rentrant ensuite à l'Assemblée nationale où il devait rencontrer Joukov, il lui a raconté qu'il venait de me voir et lui a dit en quelques phrases qui j'étais – ce que Joukov savait d'ailleurs: « *Mais, je verrais volontiers M. Albertini* », a-t-il répondu. « *Nous pourrions déjeuner ensemble le lundi 9 décembre* », a proposé Gadot. « *Bien entendu* », a dit Joukov. Il a toutefois posé une condition: « *Je désire être accompagné par quelqu'un de l'ambassade soviétique* ».

Cette demande m'a été transmise par Gadot en même temps que l'invitation de Joukov et avant de lui répondre, je lui ai demandé de me faire connaître le nom du fonctionnaire de l'ambassade. Il m'a dit qu'il s'agissait de Tsapalkine. J'ai informé Gadot que je lui donnerai une réponse définitive un peu plus tard, car je n'étais pas sûr de pouvoir me libérer aussi rapidement. Et j'ai immédiatement téléphoné à Guy Xoual pour l'informer de cette invitation, qui l'a beaucoup amusé et qu'il m'a conseillé d'accepter.

Pour savoir qui était Tsapalkine, le sous-directeur de la DST s'est renseigné et m'a ensuite rappelé pour me dire que les Soviétiques me faisaient beaucoup d'honneur puisque Tsapalkine est l'un des principaux responsables du KGB à Paris, chargé spécialement de traiter les personnalités politiques influentes. À son jugement, j'en fais donc partie.

Après y avoir réfléchi, j'ai décliné l'invitation, d'une part parce que j'ai pensé que le profit à en tirer serait mince et d'autre part, parce que je me suis demandé quelle utilisation les Soviétiques pourraient faire de cette rencontre. Et puis, même en prenant bien garde, on peut toujours, en parlant, dire quelque chose de trop qu'il est inutile de communiquer à l'adversaire.

C'est dans ces conditions que j'ai appelé Gadot pour lui indiquer que je n'étais pas libre pour le déjeuner en question et qu'il veuille bien m'excuser.

Marie-France Garaud, à qui j'avais aussi communiqué cette information, était comme Xoual favorable à la rencontre, car elle était intriguée par ce que les Soviétiques auraient pu me dire, étant entendu qu'ils connaissent dans le détail toutes mes activités les concernant et concernant le Parti communiste.

## 20 octobre 1976

— *Ne deviez-vous pas vous entretenir avec un diplomate soviétique ?*

— J'ai rencontré le conseiller d'ambassade Moukhine chez François Gadot, qui l'avait au préalable informé de mon activité. Moukhine avait répondu : « *S'il combat le PCF, cela m'est égal. Ce qui compte, c'est l'attitude envers l'URSS* ». Il a même ajouté : « *Pourquoi ne l'inviterait-on pas à l'ambassade, par exemple à l'occasion de notre fête nationale début novembre ?* »

Moukhine s'est montré très aimable, peu intelligent et assez lourd dans la propagande. Je lui ai expliqué que nous ne dirions rien contre l'URSS si elle ne multipliait pas les ingérences dans la politique française et cela depuis soixante ans. Il a répondu que ce n'était pas exact. « *Certes, a-t-il précisé, nous avons de bons rapports d'amitié avec le PCF par solidarité idéologique, mais rien de plus* ».

Je lui ai dit que, s'adressant à moi, il ne devrait pas recourir à des arguments de propagande de cette sorte, car je connais trop bien l'histoire du Komintern et celle du Kominform.

Voyant que la discussion, d'ailleurs courtoise, menaçait de devenir difficile, il m'a dit avec le sourire : « *Oublions l'histoire, n'en faisons pas trop et soyons amis dans le présent* ».

Moukhine va être nommé en décembre, m'a-t-il confié, directeur des Affaires politiques, peut-être pour l'Europe, au ministère des Affaires étrangères à Moscou.

## 28 novembre 1976

— *Les services de contre-espionnage surveillent-ils toujours le Parti communiste et l'ambassade soviétique ?*

— J'ai vu récemment pendant une heure et demie le nouveau directeur de la DST, Marcel Chalet, que je connais depuis vingt-cinq ans. Sur l'orientation actuelle du Parti communiste, son analyse est différente de la mienne. Sur les activités des agents du KGB, il explique que la plupart d'entre eux se livrent non pas à des tâches d'espionnage classique, mais à un travail politique de contre-information. Il semble qu'actuellement leur objectif principal soit d'accréditer l'idée que les partis communistes sont devenus plus libres, plus indépendants de Moscou. Ils font donc semblant de déplorer cette évolution.

Chalet m'a aussi appris qu'il y a quelques années, un dissident d'un pays de l'Est avait révélé que deux informateurs du KGB siégeaient au bureau politique du PCF : Georges Marchais et Gaston Plissonnier.

— *On dit pourtant que Marchais serait en difficulté avec Moscou.*

— Chalet ne le croit pas. Mais la *Pravda* du 2 novembre a cité pour la première fois le nom de René Piquet en le présentant comme l'un des principaux dirigeants du PCF. Est-ce pour préparer un remplacement à la tête du parti ? Si c'est le cas, le choix de René Piquet peut s'expliquer de diverses manières. D'une part, il est jeune, n'a pas été mêlé trop ouvertement à des luttes de tendances et dans l'opinion publique, il offre une image politique assez vierge. D'autre part, on sait qu'il a été poussé dans sa carrière par Jeannette Vermeersch, dont il a été l'amant. Or, comme Jeannette Vermeersch représente dans le parti la tendance la plus fidèle à l'URSS...

## 9 décembre 1978

— *Les attentats des Basques de l'ETA deviennent de plus en plus préoccupants.*

— Guy Xoual, en tant qu'inspecteur général de la police nationale, sa nouvelle fonction, coordonne la lutte contre le terrorisme basque, en liaison avec les autorités espagnoles. Il possède la preuve, dit-il, qu'il existe cinq filières entre les pays communistes et l'ETA. Trois sont

exclusivement soviétiques, dont deux à Paris et une à Rome, et deux sont cubaines, ce qui revient au même.

Avec l'accord du ministère de l'Intérieur, il avait préparé, en liaison avec les Espagnols, un plan d'action destiné à porter un coup très rude à l'ETA en France et en Espagne. Prêt à passer à l'action, il en a fait part à son directeur Yves Bonnet. Pris de scrupules, le directeur de la DST a demandé le feu vert à l'Élysée. Giscard d'Estaing a catégoriquement interdit toute action de ce genre. Rien n'a donc été fait, à la grande colère des policiers français et espagnols. Or, les services de Xoual ont la preuve que l'ETA prépare des attentats en France contre des policiers français.

### **24 janvier 1979**

— *On ne parle plus guère de l'espionnage communiste en France.*

— D'après Marcel Chalet, l'activité des agents de l'URSS et de ses satellites n'a jamais été aussi grande qu'actuellement, et dans tous les domaines, militaire, politique, économique... Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la DST a arrêté cinq espions dont un Hongrois, un Allemand de l'Est et trois Soviétiques. Leur audace a encore grandi.

En ce qui concerne le terrorisme basque, il estime que la situation dans le Pays Basque français est moins grave que Xoual ne le pense. Mais il est très pessimiste pour le Pays Basque espagnol, dont il ne voit pas comment Madrid pourrait le récupérer.

### **21 décembre 1979**

— *On recommence à croire ici et là que les liens entre le PCF et Moscou se sont détendus.*

— Je viens de voir très longuement Robert Pandraud, directeur général au ministère de l'Intérieur. Il souhaitait remettre au ministre une note sur cet aspect de l'orientation actuelle du PCF et voulait auparavant recueillir mon avis. Je lui ai fourni de nombreux exemples prouvant que contrairement à ce qui se dit, les liens du PCF et de Moscou étaient aujourd'hui plus étroits que jamais, même si les dirigeants soviétiques continuent, peut-être pour la galerie, à n'entretenir aucun contact personnel avec Marchais.

Je lui ai expliqué qu'aujourd'hui, le but principal du PCF était de redevenir le premier parti de la gauche, d'où la nécessité pour ses dirigeants de mener contre le Parti socialiste une bataille permanente et d'un ton de plus en plus agressif. Sur ce point, il m'a donné un avis identique, en ne me cachant pas toutefois que dans les milieux gouvernementaux et élyséens, l'analyse était beaucoup plus hésitante, car on continuait à croire que le PCF et Moscou, ce n'était plus du tout la même chose.

À ce sujet et avec la discrétion qui s'impose à un haut fonctionnaire, il m'a paru préoccupé et même sévère à l'égard du président de la République, du Premier ministre et du gouvernement dans son ensemble, son propre ministre y compris. Il m'a dit et il est l'un des hommes les mieux renseignés de France : « *Cela ne pourra pas continuer longtemps comme cela* »<sup>217</sup>.

---

217 – Il faudra toutefois attendre l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République pour que cessent les complaisances ministérielles à l'égard de l'URSS, et août 1983 pour que soient expulsés une cinquantaine de diplomates-espions soviétiques.



## CHAPITRE XI

### MAURICE THOREZ DIGNITAIRE COMMUNISTE SURVEILLÉ ET MARI TROMPÉ

*Georgès Albertini connaissait bien, notamment par ses contacts avec d'anciens dirigeants du Parti communiste, la personnalité véritable de Maurice Thorez, ainsi que la nature de son entourage, familial et autre. Il suivit de près ses activités jusqu'à sa mort.*

**17 novembre 1953**

— *Vous deviez apprendre quelque chose sur ce que fait Maurice Thorez depuis son retour d'Union soviétique.*

— J'ai eu hier, en présence du directeur de cabinet du préfet de Police, une conversation avec le commissaire [...] qui est chargé de la surveillance de Thorez à Bazainville, près de Paris. Il connaît l'installation électrique de la maison, car il a pu nouer un contact avec l'électricien qui l'a aménagée, un certain Querqueville. Celui-ci y a fait des travaux pour deux millions de francs qui lui ont été payés de la main à la main et qu'il a omis de porter dans sa comptabilité. Le commissaire l'a découvert et sous la menace de poursuites judiciaires, a obtenu de lui de précieuses informations.

Dans le bureau de Thorez, une installation permet d'entendre tout ce qui se dit du haut en bas de la maison. Un garde, dans un autre bureau, écoute ce qui se dit et se fait dans l'ensemble de la propriété. Un système particulier l'informe même quand Thorez passe d'une pièce à l'autre. Personne, dans le village, ne voit jamais Thorez. Mais le commissaire a réussi à le photographier une fois, chez son coiffeur, à Houdan.

Thorez doit partir d'ici huit à quinze jours pour Cannes et comme l'installation électrique nécessite quelques travaux supplémentaires,

Querqueville, après le départ de Thorez, les fera avec le commissaire, qui est bon électricien. L'intention de celui-ci est d'installer un micro très sensible dans le bureau de Thorez et d'essayer d'intercepter les communications téléphoniques par un branchement sur la ligne ou sur le secteur électrique. C'est assez délicat, car une totale discrétion s'impose et il faut en même temps s'assurer la complicité de quelqu'un aux PTT. La question est à l'étude, on en est même au stade de l'inventaire de l'équipement. S'il faut du matériel introuvable en France, j'interviendrai pour leur en procurer.

\*  
\*     \*

### 16 décembre 1957

— *Thorez est-il toujours aussi discipliné vis-à-vis de Moscou ?*

— J'ai rencontré Auguste Havez<sup>218</sup>, qui a rejoint Auguste Lecœur à son hebdomadaire, *La Nation socialiste*. Nous avons eu une longue conversation qui a surtout tourné autour de la personnalité de Maurice Thorez.

Sur l'avant-guerre, il estime que c'est en connivence avec Thorez que les dirigeants soviétiques ont éliminé le groupe Barbé-Célor<sup>219</sup> de la direction du PC. Il ajoute que Manouïlski et Dimitrov, à l'époque les deux principaux dirigeants de l'Internationale communiste, lui avaient déclaré en 1933 qu'en France, il fallait soutenir à la direction du PC un nouveau groupe doté de toute leur confiance et que ce groupe se composait de Thorez, Duclos et Frachon.

D'après Havez, après la dissolution du PC en 1939, il n'y avait plus aucune direction centrale, les militants se débrouillant comme ils le pouvaient. Jacques Duclos et Benoît Frachon restés en France étaient

---

218 – Militant du Parti communiste depuis sa création, chargé en 1933 des activités communistes en Bretagne où il lança l'hebdomadaire *La Bretagne ouvrière, paysanne et maritime* », secrétaire en 1936 du groupe communiste à la Chambre des députés, responsable en 1939 du PC clandestin en Bretagne, arrêté en 1942 et déporté en Allemagne, membre après la guerre du Comité central du PC, dont il fut exclu en 1959.

219 – Henri Barbé et Pierre Célor, déjà cités, étaient devenus des collaborateurs d'Albertini au Centre d'archives et de documentation, ainsi qu'à la revue *Est & Ouest*.

isolés et coupés du mouvement<sup>220</sup>. Certains comme Pierre Semard<sup>221</sup>, François Billoux<sup>222</sup>, Jean Catelas<sup>223</sup>, Etienne Fajon<sup>224</sup>, Florimond Bonte<sup>225</sup> et d'autres, avaient été arrêtés. Quant à Maurice Thorez, André Marty, Raymond Guyot<sup>226</sup> et Jeannette Vermeersch<sup>227</sup>, ils étaient partis pour Moscou.

Au début de l'Occupation, toujours selon Havez, les services de l'ambassade soviétique installés à Vichy restaurèrent les contacts et fournirent à Duclos et à Frachon des moyens d'action et de liaison pour qu'ils rectifient l'orientation de noyaux clandestins du parti voulant lutter contre l'occupant. Les mêmes services soviétiques firent organiser

---

220 – Erreur, Jacques Duclos n'était pas resté en France avec Benoît Frachon. En octobre 1939, à la suite de la dissolution du Parti communiste, il avait gagné la Belgique d'où il n'était revenu qu'après la défaite de l'armée française, exactement le 15 juin 1940, et dans une voiture diplomatique soviétique, en compagnie d'Eugen Fried et de Maurice Tréand

221 – Pierre Semard, syndicaliste et socialiste, adhéra au Parti communiste en 1921 et en devint le secrétaire général, puis fut rétrogradé. Emprisonné en septembre 1939, il fut fusillé comme otage en mars 1942 par les autorités d'occupation.

222 – François Billoux, secrétaire des Jeunesses communistes en 1924, membre du Comité central en 1926 et du bureau politique en 1936. Élu la même année député des Bouches-du-Rhône, il fut arrêté en 1939 et transféré à Alger en 1940. Libéré en 1943, il devint plusieurs fois ministre après la guerre.

223 – Jean Catelas, adhérent du PC en 1921, député d'Amiens en 1936, aida Maurice Tréand à organiser les Brigades internationales lors de la guerre civile espagnole et entra dans la clandestinité en 1939. Au début de l'Occupation, il prit part aux négociations avec l'ambassade d'Allemagne pour faire réparaître légalement *l'Humanité* et *Ce soir*. Arrêté par la police française en 1941, il fut désigné comme otage après l'assassinat de l'officier allemand Moser. Il fut condamné à mort en septembre 1941 et guillotiné à la prison de la Santé à Paris.

224 – Etienne Fajon, adhérent du PC à la fin des années 20, membre du Comité central en 1932, député de la Seine en 1936, membre du bureau politique en 1945.

225 – Florimond Bonte, adhérent du PC en 1921, membre du Comité central, puis du bureau politique, rédacteur en chef de *l'Humanité*, député de la Seine, arrêté en 1939 et transféré à Alger, réélu député après la guerre.

226 – Raymond Guyot, adhérent des Jeunesses communistes en 1921, membre du groupe Barbé-Célor, qu'il dénonça ensuite, à l'instigation de l'agent soviétique chargé de contrôler l'activité du PCF Eugen Fried, comme « groupe fractionnel ». En 1936, il alla occuper à Moscou la fonction de secrétaire de l'Internationale de la Jeunesse communiste. Élu député de Villejuif en 1937, il effectua de nouveaux séjours en URSS. Mobilisé en 1939, il déserta et gagna Moscou. Quand le PCF entra dans la Résistance en 1941, Raymond Guyot revint clandestinement en France et devint l'un des principaux dirigeants du PC.

227 – Jeannette Vermeersch, deuxième épouse de Maurice Thorez et membre de la direction du Parti communiste.

la délégation composée de Maurice Tréand<sup>228</sup>, Jean Catelas, Robert Foissin<sup>229</sup> et Denise Ginollin<sup>230</sup>, chargée de négocier avec l'ambassade d'Allemagne à Paris la réparation de *l'Humanité* et de *Ce Soir*, ainsi qu'une légalisation du PC.

Havez raconte que Catelas et Tréand étaient en désaccord avec cette mission, mais qu'ils la remplirent par discipline. Catelas fut arrêté par la police française quelque temps après l'interruption des négociations demandée par le gouvernement de Vichy. Il fut jugé, condamné à mort et guillotiné. Mais pendant qu'il était à la prison de la Santé, Catelas parvint à en faire sortir des lettres destinées à sa femme. Il y fustigeait durement Thorez et les dirigeants du parti qui avaient voulu lui imposer leur « pro hitlérisme », selon son expression. Havez dit que ces lettres sont terribles. La femme de Catelas les avait remises à Louis Prot, député-maire de Longueau, dans la Somme. Lorsqu'en 1950 Prot fut exclu du PC à la suite d'un conflit local, il exigea que Thorez vînt sur place en personne pour arbitrer ce conflit et pour le réintégrer, faute de quoi il publierait les lettres de Catelas. Thorez s'inclina et réintégra Prot.

— *Havez semble bien connaître les affaires de Thorez.*

---

228 – Maurice Tréand, adhérent du PC en 1921, membre en 1934 de la Commission de contrôle des cadres du parti, organisa le recrutement des Brigades internationales lors de la guerre d'Espagne et prit part à la création de la société France-Navigation, chargée du transport des armes aux communistes espagnols. Membre du Comité central en 1937. Réformé de l'armée, il s'installa en 1939 en Belgique, à Bruges, où il organisa le passage de communistes français en Belgique et assura une liaison radio entre le PCF et Moscou. Revenu à Paris au début de l'Occupation, il reçut de Duclos l'ordre de négocier avec l'ambassade d'Allemagne la réparation légale de *l'Humanité* et de *Ce soir*, comme c'était le cas pour les journaux communistes des autres pays d'Europe occidentale occupés par l'armée allemande. Thorez, à Moscou, ne fut pas tout de suite informé du déroulement de la négociation, car le poste émetteur de Duclos et Tréand était en panne et ils ne pouvaient le joindre que par la valise diplomatique soviétique. Tréand prit la tête de la délégation qui négocia avec l'ambassade d'Allemagne. Après la guerre, Duclos en fit porter la responsabilité au seul Tréand, que la direction du PC écarta tout en lui procurant jusqu'à sa mort les moyens de vivre avec sa compagne et leur petite fille.

229 – Robert Foissin, avocat de l'ambassade soviétique et du Parti communiste.

230 – Membre des Jeunesses communistes en 1935, secrétaire en 1936 de la section communiste du 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, prit part en 1940 à la délégation négociant à l'ambassade d'Allemagne la publication légale de *l'Humanité* et *Ce soir*, puis contribua à la réorganisation du PC à Paris. Arrêtée et condamnée à mort après 1941 par le tribunal militaire allemand de Nantes, elle fut en fait déportée dans un camp de concentration en Allemagne. Libérée en 1945 et élue à l'Assemblée nationale, elle y siégea jusqu'en 1951.

— Il les connaît mieux que personne, tant il l'a côtoyé, ainsi d'ailleurs que la première femme de Thorez, Aurore, dont il est un ami d'enfance. Elle est aujourd'hui remariée à un militant communiste, Virlouvet, avec qui elle tient un hôtel à Saulieu.

Havez souligne le rôle extraordinaire que Thorez joue en tant que dirigeant unique du PC, disposant à son gré de tous ses moyens financiers, distribuant lui-même de l'argent à qui il veut et sans en rendre aucun compte à personne. Havez explique, entre autres, que c'est Thorez lui-même qui, après la Libération, a écarté Tréand de toute activité en le persuadant de rester chez lui sans voir personne d'autre que lui, Thorez, lequel venait de temps à autre lui apporter des sommes allant de six à vingt mille francs pour assurer son existence.

Havez ajoute que Thorez bénéficie d'un personnel domestique d'une vingtaine de personnes, mais que du fait de l'attitude de Jeannette Vermeersch envers ce personnel, il devient de plus en plus difficile de le conserver et même de le renouveler. Havez cite cet exemple : en 1952, lui, Havez, fut obligé de demander à sa sœur et à son beau-frère d'aller servir chez les Thorez dans leur maison de Choisy-le-Roi. Ils acceptèrent, mais durent abandonner au bout de quelques semaines devant les exigences, la brutalité et la grossièreté de Jeannette Vermeersch à leur égard.

— *Pourquoi ne l'ont-ils pas révélé à l'époque ?*

— Pour ne pas nuire au parti, sans doute. Autre incident qu'Havez a appris par Aurore, et aussi par sa propre sœur : Jeannette Vermeersch avait pris [...] comme amant. Et des années durant, elle l'avait empêché de se marier. Les bans furent publiés à plusieurs reprises et la dernière fois, Aurore dut intervenir en personne et conduire elle-même [...] à la mairie de Drancy pour qu'il puisse se marier.

Havez ajoute que lorsque Jeannette Vermeersch n'avait pas vu [...] depuis quelque temps, elle mobilisait des voitures du parti pour le faire chercher et l'amener à leur maison de Choisy-le-Roi.

Thorez, maintenant séparé de sa seconde épouse, était parfaitement au courant de cette liaison, ce qui explique qu'il n'habite plus avec elle à Choisy-le-Roi, mais à Bazainville. L'organisation, cette année, de leurs vacances en URSS et le départ spectaculaire de Thorez et de

Jeannette Vermeersch a eu pour objet de répondre aux rumeurs circulant dans le parti sur leur séparation. En fait, ils ne vivent plus du tout ensemble<sup>231</sup>.

\*  
\*       \*

---

231 – Marié à Aurore Membœuf en 1923, Maurice Thorez s'en éloigna au début des années trente pour devenir, à l'instigation de deux dirigeants communistes, l'amant de Jeannette Vermeersch, sténo-dactylographe au siège du parti. Il épousa celle-ci en 1947 juste après avoir divorcé d'Aurore et eut d'elle trois enfants : Jean né en 1936, Paul né à Moscou en 1940 et Pierre né en 1946. Sa première femme, qui en 1926 lui avait donné un fils, Maurice junior, devint après leur séparation la maîtresse d'Eugen Fried, alias Clément, placé à l'époque par le Komintern auprès de Thorez pour le contrôler. Fried fut tué en 1943 à Bruxelles lors d'un affrontement avec la police allemande. Aurore ne consentit en 1947 à divorcer de Maurice Thorez que contre un fort dédommagement financier qui fut payé par le Parti communiste. Cela lui permit d'acheter l'Hôtel de la Renaissance à Saulieu, où elle se remaria en 1960 avec son cuisinier, Etienne Virlovet. Quand elle mourut en 1964, son fils Maurice vendit l'auberge et refusa de verser le montant de la vente au Parti communiste qui le lui demandait.

## CHAPITRE XII

### GEORGES MARCHAIS RATTRAPÉ PAR SON PASSÉ

*Pour une raison compréhensible, Georges Albertini s'abstint toujours de mettre lui-même en cause d'une part les conditions, qu'il connaissait, du départ de Georges Marchais pour aller travailler en Allemagne sous l'Occupation, d'autre part son rôle ultérieur d'informateur du ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin.*

**14 janvier 1971**

— *L'affaire Marchais commence à prendre de l'ampleur.*

— J'ai signalé à Guy Xoual l'article sur Marchais paru dans *Le Monde* fin décembre, sous la signature d'André Laurens et dans lequel celui-ci faisait état de la participation de Marchais au travail obligatoire en Allemagne. L'article laissait clairement entendre qu'il n'y était pas allé travailler volontairement pendant la guerre, comme on l'en accuse, mais aurait été requis par le Service du travail obligatoire, le STO. C'est probablement la preuve que les communistes commencent une campagne pour disculper Marchais.

Cet article avait échappé à Xoual, mais il en a profité pour m'informer sur la manière très particulière dont se présente le problème. À une ou deux reprises, le ministre de l'Intérieur a nettement répété à Jean Rochet qu'il n'était pas question d'utiliser publiquement les informations recueillies sur le volontariat de Marchais. Xoual se demande, avec quelques raisons, si Marcellin n'aurait pas fait toucher Marchais, comme il l'avait lui-même suggéré.

En effet, dans le rapport qu'il avait préparé pour le ministre, il avait suggéré deux possibilités d'utiliser le dossier sur le travail volontaire de Marchais en Allemagne pendant la guerre: ou bien monter une campagne publique, ou bien effectuer une démarche personnelle auprès

de lui et lui promettre de ne rien révéler s'il acceptait d'informer le ministre sur les initiatives du Parti, et éventuellement de jouer un rôle modérateur.

Ce qui conduit Xoual à penser que Raymond Marcellin a agi selon cette deuxième suggestion est le fait suivant : Xoual, par des informateurs sûrs dont j'ai cru comprendre qu'ils appartenaient au Comité central du PC, a appris à l'avance, par deux fois, des initiatives que le PC projetait de prendre et qui auraient été gênantes pour le gouvernement. Il en a fait rapport au ministre. Or, celui-ci lui a semblé en avoir déjà eu connaissance, et à sa grande surprise aucune des deux initiatives envisagées n'a eu lieu. Or, explique Xoual, « *quand nous fournissons au ministre des informations importantes qui se révèlent fausses, sa réaction est très vive, il nous reproche de faire confiance à des informateurs qui ne le méritent pas. C'est précisément ce qu'il aurait dû faire à ces deux reprises à mon égard, mais ces deux fois, il ne m'a rien dit.* »

J'en déduis qu'informé par Marchais, Marcellin avait fait savoir à d'autres dirigeants communistes qu'il connaissait leurs projets, ce qui les avait obligés à les ajourner.

*Georges Albertini apprit par la suite, de la bouche même de Raymond Marcellin, que la déduction de Guy Xoual était juste.*

## **12 mars 1971**

— *En sait-on un peu plus sur le séjour de Marchais en Allemagne pendant la guerre ?*

— Mercredi, j'ai rencontré Guy Xoual qui venait de déjeuner avec Auguste Lecœur. Après que celui-ci eut donné d'intéressants détails sur l'affaire Lecomte, ils ont parlé de Marchais. Lecœur, qui n'est pas un ancien communiste pour rien, s'est bien rendu compte de l'intérêt qu'avait présenté ce qu'il venait de dire à Xoual sur Lecomte, et il lui a demandé une contrepartie à mon avis très intelligente. Lecœur avait appris par Guy Lemonnier ce que la DST savait sur l'affaire Marchais, mais Lemonnier lui avait dit que sur ordre de Marcellin, il était impossible pour le moment de s'en servir. C'est alors que Lecœur a dit à Xoual : « *Donnant-donnant. Je vous ai apporté des*



*informations très utiles. Dites-moi ce que vous savez sur l'affaire Marchais* ». Xoual, tenu par les ordres du ministre, a été dans l'incapacité de lui répondre immédiatement, mais il a promis de lui en parler quelques jours plus tard.

Il a alors exposé la demande de Lecœur à son directeur Jean Rochet, qui lui a répété que Raymond Marcellin était en effet hostile à l'exploitation immédiate de l'affaire Marchais. Mais comme les déclarations de Lecœur étaient décisives pour l'affaire Lecomte, Rochet a pris sur lui d'autoriser Xoual à livrer à Lecœur, sans trop de précision, toute une série de renseignements. Ce sont ces derniers qui figurent dans le récent numéro de son hebdomadaire *La Nation socialiste*. Simplement, en accord avec Xoual, Lecœur les a présentés de manière à faire croire qu'ils provenaient d'un groupe de travailleurs ayant été en contact avec Marchais en Allemagne. À la suite de cette publication, il est évident que l'affaire Marchais peut maintenant être exploitée plus facilement

— *Nous pourrions traiter l'affaire dans Est & Ouest.*

— Croyez-vous vraiment que ce soit à nous de le faire ?

**19 juin 1972**

— *Georges Marchais serait contesté à la direction du Parti communiste, dit-on.*

— Branko Lazitch a déjeuné avec Philippe Robrieux, qui malgré sa rupture avec le Parti communiste est resté en contact avec Louis Aragon, toujours membre du Comité central. Ses relations très cordiales avec lui remontent à 1960 et n'ont pas cessé depuis lors. Aragon lui a parlé de ses sentiments vis-à-vis des Soviétiques, pour lesquels il éprouve une véritable haine, ce qui explique l'orientation qu'il a donnée à son hebdomadaire *Les Lettres Françaises*. Mais il est lui-même trop lâche pour donner une expression véritablement publique à son sentiment.

À l'égard de Georges Marchais, Aragon ressent une très profonde aversion. Lui-même, ou l'un de ses amis, a eu l'occasion d'interroger ainsi un haut fonctionnaire de l'ambassade soviétique : « *Mais pour quelle raison avez-vous mis à la tête du Parti un personnage si médiocre ?* ». Réponse du diplomate soviétique, qui appartient à

l'appareil : « *Nous n'avions personne d'autre et il était véritablement le plus sûr* ».

De toute évidence, Marchais leur paraissait sûr parce qu'ils le tenaient par la connaissance qu'ils avaient de son séjour volontaire en Allemagne.

## **20 février 1973**

— *Où en est l'affaire Marchais ?*

— Notre ami Alain Madelin, qui est candidat à l'élection législative dans la circonscription d'Issy-les-Moulineaux, m'a raconté une curieuse histoire. L'autre jour, s'est présenté à sa permanence un militant gaulliste, Roger Fey, qui a adhéré au RPF en 1947 et qui venait parler avec lui de la campagne électorale. Évoquant la propagande à mener contre les communistes, il a dit à Madelin qu'il connaissait bien Georges Marchais, car il travaillait en 1941 dans la même usine que lui, en région parisienne. Et c'est lui-même, Roger Fey, qui aurait remis à Marchais la prime de départ à laquelle il avait droit comme ouvrier volontaire en Allemagne. Il s'offre à témoigner à ce sujet si c'est utile et il a ajouté qu'il connaissait d'autres ouvriers qui avaient approché Marchais à ce moment-là.

J'ai communiqué l'information à Guy Xoual afin que la DST puisse ouvrir une enquête sur ce Roger Fey et sur ses affirmations.

## **27 février 1973**

— *L'enquête de la DST sur l'ancien collègue de Marchais a-t-elle avancé ?*

— Guy Xoual m'a fourni quelques renseignements intéressants. Un inspecteur de la DST a pris contact avec Roger Fey et recueilli auprès de lui d'intéressantes informations. Fey a participé activement à la Résistance dès le début de l'Occupation. Il serait même Compagnon de la Libération. Il travaillait à l'usine d'aviation Voisin, devenue par la suite l'usine CRMA. Il a dit que Marchais était parti pour l'Allemagne en compagnie d'une trentaine d'autres ouvriers et qu'il avait, de ce fait, perçu la prime de 1 000 francs, ce

qui doit correspondre aujourd'hui à quelque 5 000 nouveaux francs. Il a ajouté que ces trente ouvriers étaient appelés par leurs camarades des « cosaques », car ils appartenaient à peu près tous aux Jeunesses communistes. Roger Fey estime que Marchais était à l'époque déjà membre des Jeunesses communistes et que c'est malgré cette appartenance qu'il était parti travailler volontairement en Allemagne.

Si vraiment, toujours d'après Roger Fey, Marchais était connu comme militant des Jeunesses communistes avant la guerre 1939-1940, on comprend évidemment que, remplissant le questionnaire auquel est astreint tout membre du Parti communiste, il ait, avec l'accord ou sur la demande du PC, inscrit comme date de son adhésion l'année 1947 : le Parti ne tenait évidemment pas à ce qu'un membre des Jeunesses communistes depuis 1939 risque de devoir reconnaître qu'il était parti travailler volontairement en Allemagne en 1942. Sur ce point, l'enquête de la DST se poursuit.

Roger Fey est formel sur le fait que Marchais est bien parti pour l'Allemagne comme volontaire et non pas comme requis par le Service du travail obligatoire, qui n'existait d'ailleurs pas encore à ce moment là. Il a indiqué les noms de quelques personnes qui peuvent corroborer son témoignage : Roger Méquillet, le directeur de l'usine Voisin d'Issy-les-Moulineaux à l'époque et dont la secrétaire travaille encore aujourd'hui à la nouvelle usine CRMA ; Michel Lefort, directeur du personnel de l'usine entre 1940 et 1945 ; et aussi l'un des responsables de l'usine dont il ne se rappelait plus le nom, mais qu'on pourrait retrouver et dont l'une des occupations consistait à fabriquer des faux papiers pour les ouvriers voulant éviter le STO, ce qui ne l'a pas empêché à la Libération d'être épuré comme collaborateur.

Il résulte de tout ceci que l'affaire Marchais est probablement plus compliquée qu'on ne l'avait cru à l'origine.

**9 mars 1973**

— *Quand va-t-on pouvoir exploiter l'affaire Marchais ?*

— Guy Xoual m'a téléphoné à nouveau. L'usine dans laquelle travaillait Georges Marchais en 1942 était gérée par la société allemande AGO. Son atelier comptait une cinquantaine d'ouvriers

encadrés par des ingénieurs allemands. On y réparait et montait des avions pour l'armée de l'air allemande, qui utilisait le terrain d'aviation de Villacoublay. L'usine était située à moitié sur Bièvres, à moitié sur Villacoublay. Il est donc clair que Marchais travaillait déjà pour les autorités d'occupation avant de partir pour l'Allemagne.

Xoual continue l'enquête sur ces points, car divers témoins ont été retrouvés. Il pense qu'on disposera bientôt d'assez d'éléments pour une reprise de la campagne contre Marchais.

Sur un autre plan, Xoual a appris que le 21 novembre 1970, Georges Marchais, qui vivait avec sa maîtresse Mme Garcia, avait reçu du mari de celle-ci plusieurs coups de revolver, qui ne l'avaient toutefois pas atteint. Mme Garcia, qui a quitté son mari et sa fille pour suivre Marchais, est une fonctionnaire du Parti communiste. Elle y travaille toujours avec Marchais, qui a lui-même abandonné sa femme et ses trois enfants.

## CHAPITRE XIII

### JEAN-BAPTISTE DOUMENG LE MILLIARDAIRE ROUGE

*Les activités de celui qu'on appelait « le milliardaire rouge », dont l'influence auprès des dirigeants soviétiques et communistes français était grande, intéressèrent naturellement Georges Albertini. Il les suivit de près. Il rencontra Doumeng en janvier 1977 et comme celui-ci travaillait notamment avec la banque Worms, tous deux conversèrent ensuite à plusieurs reprises. Albertini fut à certains égards séduit par le personnage.*

#### **1<sup>er</sup> février 1977**

— *Vous deviez rencontrer Edgar Faure.*

— Je suis allé le voir à la présidence de l'Assemblée nationale et il m'a présenté Jean-Baptiste Doumeng, le fameux milliardaire communiste, très introduit auprès des Soviétiques, qu'il connaît bien. La conversation a été cordiale, mais courte.

#### **16 mars 1977**

— *Les socialistes, s'ils l'emportent lors des prochaines élections, feraient-ils vraiment entrer des communistes dans un gouvernement de gauche ?*

— Doumeng a déjeuné récemment, à sa demande, avec Jean François-Poncet, secrétaire général à l'Élysée – déjeuner organisé par le collaborateur d'Edgar Faure François Gadot, qui y a assisté et m'en a rendu compte.

Doumeng a manifesté une grande méfiance à l'égard des socialistes. Il a dit que le bureau politique du Parti communiste n'ignorait pas que l'ambition de Mitterrand était d'essayer de constituer un gouvernement

socialiste homogène s'il obtenait, lors des élections de l'an prochain, un nombre suffisant de députés socialistes à l'Assemblée nationale. Par conséquent, la méfiance des communistes à son égard est loin d'avoir diminué.

Doumeng a aussi parlé de ses affaires économiques. Il a dit qu'il était stupide de l'empêcher de vendre du beurre et de la viande aux pays de l'Est car, a-t-il ajouté, « *si vous ne leur vendez pas de beurre, ils achèteront de la margarine, ce qui est complètement absurde* ». Il a informé Jean François-Poncet qu'il allait partir très bientôt pour Rome, car il est en contact direct avec les hommes d'affaires qui gèrent les finances vaticanes. Ceux-ci souhaiteraient obtenir son concours pour participer à la reconstruction de Beyrouth, car ils pensent que si Doumeng figurait dans l'opération, Arafat et les Palestiniens les laisseraient plus facilement s'occuper de cette reconstruction.

L'information n'a d'importance que dans la mesure où elle permet de se rendre compte de l'étendue des contacts de Doumeng, qui joue visiblement sur le plan économique, dans tout un secteur plus ou moins directement influencé par les Soviétiques et les communistes français, un rôle de premier plan.

### **18 juillet 1977**

— *La réputation d'agent d'influence de Doumeng n'est-elle pas un peu surfaite ?*

— Il est non seulement l'un des hommes d'affaires les plus importants du Parti communiste, notamment avec sa société Interagra, mais aussi un militant actif du Parti, entretenant de nombreuses relations dans les pays de l'Est et parfois à des niveaux élevés. Par suite de sa très grande fortune gagnée dans le commerce avec les pays de l'Est, mais pas seulement avec eux, il est l'un des principaux pourvoyeurs de fonds du PCF, par un mécanisme bien connu. Edgar Faure avait suggéré que nous déjeuner ensemble et cela d'autant plus facilement que Doumeng est un ancien et important client de la banque Worms. Organisé par François Gadot, le déjeuner a eu lieu le 13 juillet au restaurant Taillevent, où celui qu'on appelle « le milliardaire rouge » a ses habitudes.

Il était parfaitement informé de l'ensemble de ma vie politique. Le prouvaient toutes les allusions ou précisions qu'il a données au cours

de la conversation, qui a duré deux heures. Je lui ai dit qu'il avait dû consulter le fichier de renseignements du Parti avant de venir, et peut-être d'autres sources plus sérieuses. Je pensais à l'ambassade soviétique, il ne m'a pas démenti. « *De la sorte, a-t-il dit, cela nous dispense de présentations inutiles et de reproches qui ne le seraient pas moins* ». Parlant avec rondeur, parfois avec une brutalité un peu simulée, révélant avec un rien d'ingénuité une culture marxiste d'autodidacte, mais bien assimilée, s'exprimant en outre souvent avec franchise, il donne l'impression d'une personnalité forte, habile et convaincue.

Pensant probablement me surprendre, il m'a demandé comment un homme comme moi et il a assorti cela de commentaires élogieux, pouvait ne pas être communiste et se solidariser avec une société finissante que rien ne pourra sauver. Et d'assortir son propos de remarques hélas trop fondées sur la médiocrité d'un certain nombre de dirigeants de cette société. Je lui ai répondu que dans ma jeunesse, autour des années 28-29, je m'étais posé la même question, que j'avais alors connu quelques dirigeants du Parti communiste et que ce que j'avais pu en voir, puis l'évolution de la révolution russe dès cette date sous la poigne de Staline, m'avaient écarté à tout jamais de cette direction. Je lui ai dit aussi, ce qui l'a beaucoup étonné, que ce n'est pas parce qu'une société nouvelle peut gagner, d'une part qu'elle est meilleure, d'autre part qu'on doit la rallier. Il a été surpris de ce que j'ai pu lui dire sur le comportement de certains leaders du PC vers 1928-1929, en particulier sur Georges Cogniot – un homme de valeur, a-t-il dit, mais inexistant aujourd'hui. Cela m'a permis de lui faire remarquer qu'en ce qui me concernait, les fiches de renseignement du PC n'étaient pas tout à fait à jour.

Il m'a questionné aussi sur les raisons du pacifisme profond de la SFIO entre les deux guerres. Il les connaît sans bien les comprendre. Relativement à mon évolution personnelle de 1933 à 1945, il m'a dit très justement : « *Je sais bien que c'est le pacifisme qui est à l'origine de tout cela, comme pour Laval ou Déat. Mais c'est de la politique qui n'intéresse plus que les historiens, inutile d'en parler. Ce qui compte, ce n'est pas le passé, mais le futur* ». À ce sujet, je lui ai

raconté quelques anecdotes sur la vie à Vichy de l'écrivain communiste Claude Roy<sup>232</sup>, maurrassien alors et qui me trouvait un dange-reux homme de gauche.

Je lui ai alors demandé à mon tour pourquoi il était, lui, membre du PC. Il m'a répondu instantanément et non sans une émotion apparemment authentique : « *A 15 ans, j'ai vu ma mère mourir quasiment de faim, de misère. C'était en 1935. C'est cela qui m'a fait adhérer au Parti, dans une révolte de tout mon être. Ensuite, ce fut le Front populaire et son espoir, puis mon engagement dans le camp républicain lors de la guerre d'Espagne. Enfin, la guerre, la Résistance* ». Il a ajouté : « *Je sais à quoi vous pensez, à Staline et à tout ce qui s'ensuit. Mais quand on est entré au Parti, on n'en sort plus. Si l'on en sort, on ne sert plus à rien. Naturellement, je ne crois plus tout ce à quoi j'ai cru. Mais j'y reste, pour agir de l'intérieur, c'est la seule manière d'agir utilement. Le reste ne compte pas* ». C'est le seul moment de la conversation où l'on a pu déceler chez lui un peu de doute, d'hésitation et de regret, en comparant le rêve du jeune homme misérable et la réalité que l'adulte arrivé a découverte peu à peu. Mais ce ne fut qu'un fugitif instant, la mécanique du Parti a vite repris le dessus.

Il m'a dit que la seule question qui le préoccupait, c'était le risque d'une guerre atomique, précisant : « *Le danger est beaucoup plus grand qu'on ne croit* ». Comme je lui exprimais des doutes, il a longuement et fortement expliqué que je me trompais : « *Jamais l'Union Soviétique n'acceptera à l'Ouest la menace potentielle allemande et la menace chinoise à l'Est. Avant vingt ans, elle réagira. Son véritable objectif est d'avoir sa frontière sur le Rhin. Elle y parviendra. Avec l'équipe actuelle, on peut parler. Mais elle va disparaître par l'âge. Brejnev est au bout de son rouleau. C'est déjà l'armée qui constitue le plus fort pouvoir en URSS, ceux qui ne veulent pas le voir retarder de vingt ans. C'est l'armée qui a imposé l'invasion de la Tchécoslovaquie, alors que ce n'était pas nécessaire pour obtenir l'élimination de Dubcek. Mais l'armée l'a voulue et imposée d'autant plus facile-*

---

232 – Claude Roy, rédacteur à l'hebdomadaire collaborationniste *Je suis partout* sous l'Occupation, était entré dans la Résistance et au Parti communiste lorsque le sort des armes s'était inversé.



*ment aux membres du bureau politique que les uns étaient à Moscou, les autres au bord de la Mer Noire. Cette emprise de l'armée s'accroîtra* ». Comme je lui objectais que cette politique n'était rien d'autre que de l'impérialisme, il a répondu oui et comme j'ajoutais que la Russie l'emportait peu à peu sur l'URSS, il a répondu : « *Bien entendu, mais une Russie qui ne redeviendra jamais la Russie d'autrefois, usée comme l'est le monde capitaliste aujourd'hui* ».

À ce sujet, il a précisé que seul le général De Gaulle aurait pu exercer une influence sur la politique soviétique : « *Il a essayé. Il n'a pas poursuivi assez avant, je me demande pourquoi* ». Il a ajouté que les gaullistes d'aujourd'hui n'ont plus guère de choses en commun avec le général. Il le regrette. « *Est-ce que vous croyez que Chirac comprend quelque chose à l'évolution du monde ? Comment faire pour avoir avec lui une conversation sur de grands sujets qui ne soit pas la politocailerie à quoi se résume la politique française aujourd'hui, opposition comprise ?* ». Il affirme avoir parlé de ces questions il y a quelques mois aux Etats-Unis avec Zbigniew Brzezinski, le conseiller pour la sécurité du président Carter, qui joue un rôle-clé dans la politique de la nouvelle administration américaine à l'égard de l'URSS.

Partant de ces considérations de politique étrangère, il a dit que les gaullistes sont plus près des communistes que ne le sont les socialistes, surtout les socialistes de Mitterrand. Il s'est alors lancé dans une charge à fond contre Mitterrand et le Parti socialiste, « *ramassis d'arrivistes, fourre-tout de n'importe quoi, avec lequel le PC est désespéré d'avoir à collaborer* ». À ce sujet, il a estimé que le PS pourrait atteindre 50 % des sièges à l'Assemblée, que le PC serait largement battu et la droite aussi. Il estime qu'alors François Mitterrand manœvrera pour former un gouvernement homogène que le PC devra soutenir. Il pense aussi qu'une immense vague de grèves déferlera sur le pays si la gauche l'emporte. « *Seuls, a-t-il ajouté, les communistes pourraient la contenir* ».

C'est dans cette perspective qu'il analyse la conférence de presse de Mitterrand du 12 juillet. Il dit qu'en fait, il menaçait et le patronat, et le PC. Comme je lui objectais que pour le PC, je ne comprenais pas, il m'a répondu : « *Il veut nous imposer ses vues dans la discussion sur le programme commun. Si nous refusons, il nous fait comprendre qu'il*

*sera très dur et nous savons qu'il est prêt à déchaîner les gauchistes contre nous dans les usines et dans la rue. Cela, nous l'avons bien compris, et le Parti le sait* ». Vraie ou fausse, cette interprétation en dit long sur le climat existant entre PC et PS. Comme je lui disais que Mitterrand était très aidé par certaines fractions du patronat, il m'a répondu : « *Nous le savons, mais qu'attendez-vous pour le publier ? Cela pourrait le faire taire et le discréditer* ».

Je l'ai interrogé sur les changements du PC. Il m'a répondu brutalement : « *Vous savez mieux que personne qu'il n'a pas changé et vous avez raison. Soyons sérieux. C'est une pure tactique. En un mois, il peut reprendre son ancienne attitude. Mais il faut changer en apparence pour aller au pouvoir, et nous voulons y aller, contrairement à ce que pensent certains de vos amis qui sont des imbéciles. L'équipe communiste actuelle ne veut plus attendre. Elle veut aller au pouvoir et pour cela, elle fait ce qu'il faut, elle joue même la comédie* ». En l'écoutant, je pensais à Bismarck qui expliquait que quand il disait la vérité brutalement, aucun diplomate étranger ne le croyait jamais. Il est bien dommage qu'on doute de la véracité totale d'un homme comme Doumeng sur un sujet pareil. Cela en dit long aussi sur la bataille que les communistes livreront ensuite à Mitterrand pour l'écarter.

Revenant à certains aspects de la politique française, il a parlé

— de Giscard, « *un bourgeois décadent, qui ne compte plus* »,

— d'Edgar Faure, « *le plus intelligent, que vous auriez mieux fait de faire élire en 1974 plutôt que ce Giscard qui vous conduit à la défaite* »,

— de Chirac, sur lequel l'opinion des communistes n'est pas faite. Doumeng ajoute que les hostilités du PC contre lui seront ouvertes et sans merci le jour où *l'Humanité* écrira qu'il est « *fasciste* ». Comme il qualifiait Pierre Juillet de « *plutôt fasciste* », je lui ai expliqué que par ses origines et ses opinions, Juillet était un conservateur, un traditionaliste, c'est-à-dire le contraire d'un fasciste. Il en est convenu. Il voudrait le revoir, car il l'a trouvé très sympathique la fois où il l'a rencontré. Tout cela visait évidemment à provoquer une conversation avec Chirac.

Comme je lui demandais ce qu'il deviendrait en cas de victoire de la gauche, il a répondu : « *J'aimerais continuer mon métier comme*

*président du Crédit Agricole, ou mieux encore président de la BNP ».* Cette victoire ne fait pour lui aucun doute et il me l'a répété.

Il a ajouté qu'il aimerait me revoir pour reprendre la conversation, car, m'a-t-il dit, *« avec vous on peut parler, parce que vous nous connaissez, même si vous nous combattez. Revoyons-nous à la rentrée et rappelez-vous que dans trois siècles, on dira que Lénine aura été un géant politique.*

Après un au revoir très cordial, il est parti dans sa CX de luxe avec chauffeur, symbole vivant, et sympathique il faut le dire, de la nouvelle classe du régime communiste s'il s'installait en France.

### **9 janvier 1978**

— *Ne deviez-vous pas revoir Jean-Baptiste Doumeng?*

— J'ai déjeuné chez moi avec lui et Yves Guéna, le délégué politique national du RPR, avec qui Doumeng souhaitait bavarder. Il avait averti le bureau politique de ce déjeuner, dont il entretiendra Marchais chez lui, en Haute-Garonne, samedi 14. Jacques Chirac était lui aussi, bien entendu, au courant du déjeuner.

La discussion a été, de la part de Doumeng et dans son style habituel, d'une franchise stupéfiante. Sans le savoir, mais peut-être en le sachant, il pratique la méthode Bismarck : dire si franchement les choses que de prime abord, on ne peut les tenir pour vraies.

Il a expliqué de la manière suivante la position actuelle du Parti communiste et les décisions prises devant ses 3 000 délégués au Palais des congrès le 8 janvier. Le PC constate une très forte poussée socialiste. Or, il veut à tout prix endiguer cette poussée, que ses propres sondages jugent presque aussi forte que le pensent les préfets. Le PC, pour ne pas être battu, a donc pris hier cette position : si, au premier tour des élections, nous obtenons 22 à 24 % des suffrages et si le Parti socialiste en a entre 27 et 30 %, *« nous serons assez forts pour lui poser des conditions de désistement au deuxième tour. Ce seront d'une part l'acceptation du programme commun actualisé tel que nous le lui avons proposé en septembre 1977 et qu'il a refusé, et d'autre part des portefeuilles ministériels nous permettant d'agir ».*

À ce moment-là, a-t-il poursuivi, la gauche étant majoritaire au premier tour, il ne sera pas possible au Parti socialiste de refuser nos conditions comme il l'a fait en septembre, car c'est lui qui porterait la responsabilité de l'échec et non pas nous. Nous serions donc dans la situation inverse de celle où Mitterrand veut nous placer. Si le Parti socialiste accepte et il ne pourra pas refuser, nous aurons la possibilité de gagner et d'agir. Parmi les mesures que nous prendrons alors pour obtenir la confiance du pays, il y aura une série de moratoires : moratoire des dettes d'électro-ménager, moratoire d'objets achetés à crédit, y compris les logements, etc. Ces mesures nous assureront la confiance et nous donneront du temps pour aller de l'avant.

Au contraire, si le Parti communiste n'obtient que 20 à 21 % des voix et le Parti socialiste 30 %, les communistes ne seront pas en position de poser la moindre condition à leur désistement. Ils lanceront un appel général pour un désistement en faveur du candidat de gauche le plus favorisé, au nom de la vieille discipline républicaine. Quand on est battu, on ne peut pas poser de conditions. Ce sera donc la victoire d'une gauche largement dominée par les socialistes et les communistes n'accepteront pas de participer au gouvernement Mitterrand. Mais comme celui-ci ne fera pas alliance avec Giscard, il en résultera une situation politique insoluble. Les difficultés économiques seront en outre telles que le gouvernement sera renversé et qu'il y aura de nouvelles élections. Dans ce cadre, ce n'est pas 1978 qui comptera, mais 1979 ou 1980.

Le Parti communiste, ajoute Doumeng, est absolument sûr que Mitterrand entend devenir président de la République. Or, le PC ne veut pas contribuer à son ascension, car il juge que l'irresponsabilité du Parti socialiste est pire que celle des giscardiens. *« À choisir, donc, plutôt Giscard que Mitterrand, c'est plus sérieux et plus sûr pour la France dans son ensemble ».*

Dans l'hypothèse d'un gouvernement à participation communiste, poursuit Doumeng, les communistes voudraient prendre des mesures progressives rencontrant le maximum d'adhésions dans le pays. Je lui ai dit que rien dans la propagande communiste actuelle ne permettait de le croire. Il m'a répondu que la propagande pour

gagner et l'action gouvernementale sont deux choses très différentes. Il a essayé de nous persuader que les conceptions économiques du Parti communiste étaient beaucoup plus souples que nous ne le pensons, que leur attachement aux nationalisations était plus symbolique et conservateur que vraiment sérieux, ce qui, à mon avis, reste à démontrer. Il a expliqué que le vrai problème était celui de l'usure de la bourgeoisie économique dirigeante, à qui il fallait insuffler un sang nouveau par une participation à 50 % des travailleurs de tous niveaux dans les appareils de décision de la vie économique. Il a conclu sur ce point en disant : *« C'est ce que le général De Gaulle avait très bien compris en lançant l'idée de la participation, la seule qui puisse éviter la révolution. Malheureusement, il est mort trop tôt. S'il était encore là, il la ferait et sauverait le pays du conservatisme et du saut dans l'inconnu – un service aussi grand que celui qu'il a rendu en 1940 »*.

Doumeng a aussi beaucoup insisté sur la nécessité d'élargir une majorité de gauche. À son avis, le gouvernement idéal devrait comprendre des communistes nouveau modèle, des socialistes et des RPR. L'opposition devrait être la droite bourgeoise et libérale que Giscard symbolise très bien. Il assure que cette vue est celle de Marchais, qui comprend que la France peut faire face à ses nouveaux problèmes uniquement par un vaste consensus que seule cette formation peut permettre. Mais cela se heurte au sectarisme d'un grand nombre de communistes qui n'évoluent pas assez vite, et aussi à l'amateurisme et à la démagogie des socialistes, un parti qui n'est pas sérieux, et également à l'anticommunisme du RPR.

En ce qui concerne le Parti communiste, il pense qu'il est en pleine évolution, mais que tous ses militants ne suivent pas. Selon lui, d'une part, la direction communiste s'éloignera de plus en plus du modèle soviétique, car elle sait qu'elle ne pourra rien faire tant que le parti sera confondu avec l'URSS. D'autre part, la direction du PC soviétique compte beaucoup de gens bornés. Il en a cité deux exemples qu'il connaît personnellement, Souslov et Tchervonenko. Il estime qu'il faudra plus de cinquante ans pour libéraliser l'URSS, ne serait-ce que modérément, et on le sait au PC français. Mais, et là aussi il dit parler

de ce qu'il sait, malgré toutes les erreurs de leur système économique, les pays de l'Est progressent sensiblement.

Tout cela serait aujourd'hui bien analysé par la direction du PC français, qui dans cette perspective a compris, sans qu'il puisse le dire, qu'il fallait renoncer à la violence, à la dictature, à la prison, etc. Doumeng ajoute d'ailleurs que si le PC le disait, il prendrait au RPR toute sa clientèle populaire, ce qui, à mon avis, n'est peut-être pas mal vu. Je lui ai demandé que le parti donne des preuves de ce qu'il avançait. Il n'a pas répondu, ce qui ne prouve pas que ce soit faux. On peut se demander si, en toute bonne foi, Doumeng, malgré son intimité avec la direction du PC, ne lui prête pas des sentiments qui ne sont que les siens.

Quant aux rapports avec le RPR, Doumeng pense que les idées du gaullisme sur l'indépendance nationale, la force de frappe, la participation, etc., rendent les rapports plus faciles avec lui qu'avec d'autres. Pour les élections, les deux formations, tout en se combattant, comme il est normal, devraient éviter de recourir l'une contre l'autre à des polémiques sur certains sujets. Curieusement, Doumeng est revenu deux fois sur l'affaire du Polisario<sup>233</sup>, disant que la France a adopté une position absurde face à l'Algérie et il s'est enquis de la pensée réelle de Chirac à ce sujet. Enfin, il a demandé si Chirac allait ou non prendre ses distances à l'égard de certains aspects de la politique gouvernementale. Il a visiblement tendu là une perche que Guéna n'a pas saisie, car c'était trop important et il ne voulait pas répondre.

Cherchant à résumer sa pensée par des remarques théoriques, Doumeng, comme le font tous les communistes, a procédé à une analyse d'ensemble de l'économie mondiale. Selon lui, il existe une grande crise mondiale, du capitalisme comme du socialisme. La France ne peut espérer vaincre cette crise que si elle s'appuie sur une très large majorité qui déborde largement l'électorat communiste traditionnel. Il faut que tout ce qui a une valeur dans la classe bourgeoise et dans les

---

233 – Paris avait critiqué l'appui donné par l'Algérie au Front Polisario – abréviation espagnole de Frente Popular de Liberación de Saguía el Hamra y Río de Oro (Front populaire de Libération de la Saguia el Hamra et du Río de Oro), créé en 1973 pour lutter contre l'occupation du Sahara occidental d'abord par l'Espagne, puis par le Maroc.

partis non communistes se rassemble pour imposer les changements et adaptations nécessaires. Ce sera long, il faudra agir avec prudence et sans violence. Cette union représente le seul moyen d'éviter une révolution aveugle, que le Parti communiste ne veut pas ou ne veut plus.

Si l'on s'engage dans une politique mondialiste à la Giscard, cela voudra dire que les pays développés devront se résigner à une baisse de 10 à 15 % de leur niveau de vie pour relever celui des pays pauvres. C'est impossible à faire accepter. Le PC ne le veut pas. En incidence, Doumeng a précisé : « *C'est d'ailleurs cela qui est la cause profonde de la crise Pékin-Moscou. Moscou n'a pas voulu se sacrifier pour relever le niveau de vie des Chinois* » – aveu cynique, mais très intéressant et qui souligne au passage que le racisme russe et même communiste n'est pas une invention. On se rend compte que le PC français a une politique encore plus froidement réaliste qu'on ne le pense.

Pour toutes ces raisons, poursuit Doumeng, il faut dépasser l'union de la gauche et faire l'union la plus large. « *Les dirigeants du PC la veulent. Qui dans la bourgeoisie peut le comprendre? Vous vous méfiez de nous, dites-vous. Vous avez tort. Nous sommes sérieux. Nous pourrions vous gêner beaucoup plus avec des grèves, des mouvements de rues, etc. Nous ne le faisons pas. Ne nous obligez pas à le faire. Allez-vous le comprendre?* »

Comme on peut le voir, Doumeng a beaucoup parlé et beaucoup révélé. Ses propos donnent un éclairage original sur le PC français. Un problème demeure toutefois : même s'il est vrai que la position de Doumeng dans le PC est solide, qu'est-ce qui est de lui dans ses déclarations et qu'est-ce qui est vraiment le fond de la pensée de la direction du PC ?

Au cours de la conversation, Jean-Baptiste Doumeng s'est livré à quelques apartés :

— « *Nous ferons élire un certain nombre de RPR à la place de socialistes. Pour cela, il faut que Chirac fasse quelques déclarations qui touchent nos militants, afin qu'ils puissent voter dans ce sens même sans ordre. C'est à vous de trouver ce qu'il lui faut dire. Il est sympathique, mais Juillet, vraiment très réactionnaire. Marie-France Garaud, qu'est-*

ce que c'est exactement? « Je réponds! »: « De la même valeur que Rosa Luxembourg »<sup>234</sup>. Il s'exclame: « Bigre.

Il ajoute: « Chirac est un véritable animal politique, il a enlevé à la hussarde le parti gaulliste et la mairie de Paris. Ce sont des coups étonnants ». Il voudrait le rencontrer, car ils se sont heurtés quand Chirac était ministre de l'Agriculture.

Il se montre très élogieux sur Edgar Faure.

Sur Tchervonenko, l'ambassadeur de l'URSS à Paris, il dit: « C'est un imbécile, il ne comprend rien ».

Sur Souslov: « C'est un con de génie ». Je lui demande ce que cela signifie. Réponse: « Il a la possibilité de faire et de dire pendant longtemps les mêmes conneries. À la fin, cela tient du génie. C'est la durée qui compte ».

Sur Cunhal, le secrétaire général du Parti communiste portugais: « Souslov m'a dit que c'était le meilleur chef communiste d'Europe, il a donné au camp socialiste l'Angola et le Mozambique ».

## 23 février 1978

— *L'attitude des communistes vis-à-vis de François Mitterrand n'a-t-elle pas changé ces derniers temps?*

— Je devais déjeuner aujourd'hui avec Marie-France Garaud et Jean-Baptiste Doumeng. Il en avait d'ailleurs informé le bureau politique du Parti communiste et était porteur de messages très précis à l'intention de Marie-France Garaud, pour transmission à Chirac. Malheureusement, elle a été retenue à Londres par des difficultés d'aviation et elle n'a pas pu être là. Elle s'est contentée de téléphoner dans le courant du repas et il a été entendu que nous nous reverrions dans une autre circonstance. J'ai néanmoins eu avec Doumeng, qui continue à parler avec une liberté surprenante, un échange de vues d'où sont résultées des informations qui me semblent d'une extrême importance.

En ce qui concerne l'attitude du Parti communiste à l'occasion des prochaines élections, il m'a dit que s'il recueillait plus de 22 % des

---

234 – Socialiste révolutionnaire allemande qui fit preuve d'une combativité exceptionnelle au début du XX<sup>e</sup> siècle.



voix et si la gauche, comme il le pense, obtenait la majorité absolue au premier tour, ce qui lui paraît probable car il est persuadé que les socialistes bénéficieront de plus de 28 % des suffrages, l'accord entre socialistes et communistes serait inévitable. En effet, même avec un score de 22 %, le Parti communiste pourrait dire qu'il a gagné sa partie puisqu'il aurait progressé de 2 % environ dans des circonstances très difficiles. En outre, il estimerait qu'il bénéficie d'une force suffisante pour traiter avec les socialistes. Les communistes sont d'ailleurs pleinement conscients que si la gauche dépasse la majorité absolue au premier tour, il leur sera quasiment impossible d'être les auteurs d'une défaite de la gauche au deuxième tour.

En somme, il a précisé ce qu'il m'avait déjà dit au cours d'une précédente conversation et ses déclarations démontrent ce qui est apparu depuis quelques jours, à savoir que l'attitude des communistes après les prochaines élections est moins définitivement fixée qu'on ne pourrait le croire et qu'elle est étroitement fonction des résultats électoraux qui seront obtenus.

En même temps que cette analyse, Doumeng portait des jugements très sévères non seulement sur l'irresponsabilité du Parti socialiste, mais aussi sur François Mitterrand. Comme je lui objectais que dans ces conditions, je n'arrivais pas à comprendre pourquoi les communistes se préparaient à faciliter leur victoire, il m'a répondu : « *Il y a des situations dont il est impossible de se dégager, même si on le veut. Il y a des démarches irréversibles, qu'on ne peut modifier que si des événements d'une gravité exceptionnelle se produisent* ». Il a ajouté avec le sourire : « *Vous-même, vous savez parfaitement ce que c'est, vous avez connu cela pendant la guerre, entre 1940 et 1944* ».

Il ressort de notre conversation que les communistes sont clairement conscients que le véritable objectif de Mitterrand est la présidence de la République. Ils sont persuadés que les prochaines élections se dérouleront à quatre, entre Giscard, Chirac, Mitterrand et Marchais. Et Doumeng explique que dans cette hypothèse, il ne voit pas comment il serait possible d'empêcher l'élection de Mitterrand – une éventualité qui préoccupe beaucoup les communistes, car ils n'ont aucune confiance en lui. Ils estiment qu'il peut pratiquer n'importe quelle

politique, qu'il est poussé uniquement par des mobiles personnels et qu'il n'est possible ni pour eux, ni pour la majorité de lui accorder la moindre confiance. Lors d'une élection présidentielle, ils feraient donc certainement tout leur possible pour que Mitterrand ne soit pas élu.

Les communistes, a ajouté Doumeng, ne sont nullement aveugles sur la gravité de la situation économique de la France. Ils comprennent parfaitement que la crise qui la frappe est une crise internationale, dont le gouvernement n'est en rien responsable. Aussi, quel que soit le résultat des élections, la crise demeurera et les mesures que prendrait la gauche seraient les mêmes que celles qu'a prises le gouvernement actuel, à ceci près que les mesures de la gauche seraient certainement plus sévères. Or, comme les communistes n'ont aucune confiance dans le Parti socialiste pour prendre ces mesures, ils concluent qu'il faudrait, pour faire face à la situation, un gouvernement d'union nationale. À cet égard, ils rejoignent tout à fait les analyses de Michel Debré, dont Doumeng m'a fait un vif éloge, expliquant qu'il était à peu près le seul homme de la majorité ayant des vues à long terme sur le plan de l'intérêt national.

Sur les conditions dans lesquelles pourrait se former un gouvernement d'union nationale, Doumeng n'a aucune idée, mais il est évident que cette idée correspond, *grosso modo*, dans l'analyse du Parti communiste, à ce qu'a été la politique du compromis historique pour le Parti communiste italien.

En liaison avec cette analyse, Doumeng se montre préoccupé de savoir quelles sont les vues du RPR. C'était là le problème dont il souhaitait discuter avec Marie-France Garaud. Il pense qu'il faudrait ne pas trop s'attaquer, avoir certaines vues communes sur l'évolution au cours des prochaines années, et que ces vues communes ne devraient pas se borner au RPR, mais être partagées avec d'autres éléments de la majorité. Il a demandé ce que penserait Chirac d'une analyse de ce genre, ajoutant : « *Il est probablement trop occupé pour penser à ces problèmes à long terme* ». Il a ajouté : « *Il est comme Marchais, préoccupé du jour le jour*. À ce sujet, il s'est livré à quelques remarques sur le comportement de Marchais, sur ce qu'il avait de superficiel et de « *peu scientifique* », selon le langage communiste – remarques

qui tendent à confirmer que les Soviétiques, avec lesquels, on le sait, Doumeng est en liaison permanente, ont un point de vue sensiblement analogue sur l'attitude du secrétaire général du Parti communiste français.

Comme j'essayais de lui présenter les dangers économiques du programme commun, il m'a dit que tout cela n'avait pas beaucoup d'importance, qu'un certain nombre de mesures préconisées ne pourraient pas être appliquées et que les économistes du Parti communiste ne valaient pas mieux que ceux de la majorité: « *Les dimensions humaines leur échappent complètement, a-t-il ajouté, et ce n'est pas avec eux qu'il sera possible d'entreprendre les véritables changements nécessaires* ».

Au fond, quand on entend Doumeng parler des problèmes économiques, on a toujours l'impression de se trouver en présence de quelqu'un qui est communiste et marxiste pour les idées politiques, mais bourgeois et capitaliste pour les idées économiques. C'est assurément un langage assez extraordinaire.

Doumeng a aussi longuement insisté sur les risques que présente, à son avis, l'évolution intervenue sur le plan international. D'une manière très précise, il m'a dit que la situation en Pologne était difficile et qu'il n'excluait nullement l'idée qu'un mouvement pouvait intervenir dans ce pays, un peu analogue aux mouvements qui se sont déjà produits depuis vingt ans dans d'autres pays de l'Europe de l'Est. Il craint que si ce mouvement devait éclater, il ne soit soutenu par les Américains, et surtout, aussi, appuyé en sous-main par l'Allemagne fédérale – ce que l'URSS serait bien décidée à ne pas accepter et devant quoi elle pourrait réagir très brutalement.

Il m'a alors donné sa version de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968. Il dit que si le général De Gaulle avait agi pour modérer l'évolution du gouvernement Dubcek et donner l'assurance qu'une évolution plus libérale du régime tchèque n'aurait aucune incidence sur son orientation en politique extérieure, et surtout n'aurait signifié aucun rapprochement avec l'Allemagne fédérale, les Soviétiques ne seraient probablement pas intervenus. Il m'a assuré que lui-même avait fait parvenir au général De Gaulle une note circonstanciée à ce

sujet. Je rapporte ce qu'il m'a dit, étant bien entendu dans l'impossibilité de savoir ce qui est exact ou exagéré dans cette affirmation. Mais cela suffit pour montrer tout un aspect des préoccupations soviétiques, car il est évident que parlant comme il le fait, Doumeng se fait l'écho fidèle de l'opinion des milieux dirigeants de l'URSS.

C'est en liaison avec cette analyse qu'il juge tout à fait irresponsable la politique française actuelle à l'égard de la Pologne. Il croit que les tentatives de la France pour se rapprocher de plus en plus de la Pologne irritent beaucoup Moscou, sans aucun profit pour personne, en tout cas pas pour les Polonais. À ce sujet, comme nous discutons des relations entre le président de la République et Gierek, il a considéré qu'il était absolument incroyable que Giscard d'Estaing pense que Gierek soit un véhicule sûr pouvant lui transmettre certaines idées venues de Moscou; et même qu'il est absurde de penser que Gierek est mieux au courant que personne des intrigues du pouvoir en URSS. Il m'a dit, en propres termes: « *Il faut ne rien connaître de l'histoire des relations entre les Soviétiques et les Polonais pour s'imaginer que ceux-ci peuvent exercer quelque influence que ce soit sur le gouvernement soviétique. Si, parmi les pays de l'Europe de l'Est, il en est un qui n'a aucun poids à Moscou, c'est bien la Pologne* ».

### **9 mars 1978**

— *L'union des socialistes et des communistes ne semble pas près de se reconstituer.*

— Je viens de déjeuner à nouveau avec Jean-Baptiste Doumeng et Marie-France Garaud. La rencontre de ces deux personnages, à la fois très différents par les idées et si semblables par une certaine volonté de puissance, était en soi un spectacle assez intéressant pour un observateur.

En laissant de côté les considérations d'ordre soi-disant philosophique et scientifique dont Doumeng, en bon marxiste, croit toujours nécessaire d'orner ses discours, d'ailleurs toujours intéressants, il avait visiblement le désir d'informer Marie-France Garaud, par conséquent Jacques Chirac, et de la manière la plus précise, sur un certain nombre de points.

Les communistes, dit-il, ont rompu l'union de la gauche avec les socialistes en septembre parce que c'était pour eux le seul moyen de conserver le contrôle de leur électorat qui, sans cela, filait à vitesse accélérée du côté socialiste. Ils pensaient que sans rupture de l'union de la gauche, ils allaient descendre à un score de 16 ou 17 % lors des prochaines élections, un succès corrélatif énorme attendant les socialistes. L'opération a donc été conduite pour reprendre le contrôle de cet électorat, ce qui explique le ton tout à fait dur, primaire et ouvrieriste de leur campagne actuelle. Ils estiment qu'ils ont stoppé l'hémorragie de leur électorat, donc réussi leur opération. Et ils pensent qu'ils ne pourront pas obtenir moins de 21 % des voix et peut-être même 22 %.

Ils sont toutefois persuadés que les socialistes n'ont pas été affectés par cette rupture, au contraire, et qu'ils réuniront, au soir du premier tour, un nombre de suffrages qu'ils évaluent à 29 %. Dans ces conditions, il a dit avec une totale netteté et une grande franchise d'une part que la gauche sera complètement majoritaire et d'autre part que le Parti communiste, ayant consolidé ses positions, ne pourra pas faire autrement que se désister partout pour les socialistes.

C'est évidemment une information capitale, car elle met fin à la croyance qu'on a pu avoir pendant longtemps selon laquelle, au deuxième tour de scrutin, le Parti communiste donnerait des consignes diverses. Bien entendu, cela ne signifie pas que tout l'électorat du PC va suivre, mais il est probable que cela contribuera à renforcer la dynamique de l'union de la gauche.

Doumeng a expliqué que dans cette affaire, François Mitterrand avait de grandes chances de succès, au moins dans un premier temps, car il va continuer à faire des promesses tout à fait démagogiques, celles du programme commun. Il a ajouté que Mitterrand avait reçu de l'Internationale socialiste et des Etats-Unis l'assurance qu'on l'aiderait à faire face aux difficultés nées de l'application de mesures de type socialiste et qu'en contrepartie, on attendrait de lui des garanties en politique étrangère.

J'ai tenté d'obtenir des précisions à ce sujet, mais Doumeng ne m'en a donné aucune. Il a simplement réaffirmé à plusieurs reprises

qu'il était absolument sûr de cette information. C'est d'ailleurs, selon lui, ce qui explique la position de Willy Brand en faveur de Mitterrand, celle du Premier ministre danois et plus récemment, celle de Claude Cheysson, membre de la Commission européenne. *« Il y a là, pense-t-il, une grande opération de sauvetage de la social-démocratie occidentale appuyée par les Etats-Unis pour faire échec à la politique soviétique »*. Comme je posais la question : *« Pourquoi les communistes vont-ils alors participer à un gouvernement dirigé par un Mitterrand qu'appuient toutes ces forces et pratiquant cette politique ? »*, il m'a répondu : *« Nous sommes engagés de telle manière que quelle que soit notre opinion sur le fond, nous n'avons aucune possibilité de nous dégager, au moins dans l'immédiat. Nous verrons plus tard »*.

Doumeng s'est livré ensuite à d'assez nombreuses considérations sur la société soviétique, qu'il critique aujourd'hui très sévèrement. Et il a mal répondu aux objections que j'ai présentées en lui demandant si cette mauvaise situation, qui est à peu près la même dans tous les pays communistes, provient vraiment, comme on le dit trop souvent, d'erreurs particulières, et si elle ne résulte pas, au contraire, d'une raison de fond mettant en cause la philosophie générale du communisme.

Enfin, il a de nouveau abordé le problème de savoir s'il serait possible un jour d'envisager certains accords entre le RPR et le Parti communiste. Il pense que le véritable but de Mitterrand est de provoquer dès que possible une élection présidentielle pour disposer de la totalité du pouvoir. Il redoute qu'alors Mitterrand ne tente de se débarrasser des communistes. Bien entendu, il est difficile de savoir si cette dernière partie de son discours reflète sa pensée personnelle ou des analyses plus élaborées de la direction du PC.

En tout état de cause, plus on voit Doumeng, plus il apparaît comme un personnage triple : certainement l'homme d'affaires le plus important du Parti communiste français ; probablement l'un des hommes d'affaires les plus importantes de l'appareil soviétique international, en tout cas il le dit ; également, un homme d'une extrême ambition, d'un très grand orgueil et auquel sa puissance économique

a donné une relative indépendance, qui fait que lorsqu'il parle, il reflète certainement les vues de la direction du PC et celles de certains dirigeants soviétiques, mais aussi des vues personnelles. Et il n'est pas toujours facile de faire le départ exact entre les unes et les autres.

### **24 juillet 1978**

— *On parle de dissensions à la direction du Parti communiste.*

— François Gadot, toujours très ami de Jean-Baptiste Doumeng, a récemment eu l'occasion de le rencontrer à plusieurs reprises, en particulier pour les affaires de Manufrance, et ils ont aussi parlé des problèmes du Parti communiste.

Doumeng pense qu'il existe un risque sérieux, pour la première fois depuis des années, de scission du parti. Il évoque la récente condamnation, par Jeannette Vermeersch, de l'attitude de la direction du PC, qu'elle juge trop modérée et trop excessive dans ses réserves à l'égard de l'Union soviétique. Il dit que cette condamnation a suscité un très grand écho parmi nombre de militants communistes. Comme Doumeng sait, mieux qu'un autre peut-être, qu'elle a été lancée en plein accord avec les Soviétiques, peut-être même à leur demande, et qu'elle reflète fidèlement leur position, il en déduit qu'elle représente une menace non déguisée à l'égard de l'actuelle direction du PC. Étant donné le retentissement qu'elle a suscité, il ajoute que l'URSS peut aussi tâter le terrain pour savoir si une scission du parti est envisageable.

Mais si les informations de Doumeng méritent toujours d'être examinées avec circonspection, car il est enthousiaste et mêle parfois ses préoccupations ou ses idées personnelles aux renseignements plus objectifs qu'il recueille, il est en tout cas certain que très souvent, ses informations contiennent une part de vérité qui n'est pas négligeable.

### **9 octobre 1979**

— *Où en sont vos relations avec Jean-Baptiste Doumeng?*

— J'ai déjeuné avec lui la semaine dernière. Il voulait me parler d'un problème dont il avait déjà entretenu, mais d'une façon assez vague, les dirigeants de la banque Worms. Il s'agirait de lui consentir un important

crédit pour financer des achats agro-alimentaires, par son entremise, du Venezuela, de la Bolivie et du Pérou...

Il m'a aussi parlé des problèmes du Parti communiste et des relations avec l'URSS. Lui qui, il y a dix-huit mois, était persuadé que la politique soviétique et la politique américaine, par leur antagonisme dans toutes les parties du monde, pourraient conduire à un nouveau conflit mondial, dit aujourd'hui que la paix est assurée pour vingt-cinq ans. N'ayant pas eu la possibilité de lui demander sur quoi il fondait son jugement, je le rapporte tel quel. Je me demande toutefois pourquoi il a opéré une variation d'opinion aussi sensible. Une variation en tout cas intéressante à enregistrer, car étant donné ses liaisons permanentes avec les plus hautes autorités soviétiques, le moins qu'on puisse dire, c'est que ces autorités souhaitent que ce point de vue soit connu et admis en Occident, même s'il n'est pas nécessairement fondé.

S'agissant des relations entre l'URSS et la Chine populaire, il m'a affirmé qu'elles étaient en voie d'amélioration et qu'on assisterait dans quelques mois à des changements assez substantiels. Pour lui, on ne reviendra certainement pas à l'amitié et à la coopération d'avant 1960, mais il se dit assuré que ce rapprochement interviendra, le minimum étant la cessation des hostilités réciproques.

Quant à la politique soviétique elle-même, il ne croit pas que la disparition de la génération dirigeante actuelle y provoquera des changements importants. Il est visible, et il ne me l'a pas caché, que toute la politique européenne de l'URSS vise à séparer progressivement les Etats-Unis de l'Europe occidentale et à arriver à une sorte de neutralisation de celle-ci, sans conflit armé ni révolutions intérieures.

En ce qui concerne l'union de la gauche, il considère que la position des communistes à l'égard des socialistes et de François Mitterrand ne bougera pas. En particulier, ce dernier constitue bien la cible principale des communistes dans la mesure où il empêche le Parti communiste, par ses habiletés et son action, de reconquérir le terrain qu'il a perdu.

Résumant la philosophie personnelle de son action, il m'a dit :  
*« Dans le monde tel qu'il évolue, il existe certes de grandes différences*



*entre le camp capitaliste et le camp socialiste. Mon but est d'essayer de saisir les convergences existant malgré tout entre les deux systèmes et de les développer au maximum, dans l'intérêt de tous. Je suis persuadé de la victoire finale du communisme, mais je pense que si beaucoup d'hommes comme moi travaillent à favoriser ces convergences, le triomphe du communisme se produira dans des conditions permettant d'éviter des conflits et des guerres civiles ».*

En l'entendant développer cette théorie, bien connue dans certains milieux et qui est celle, par exemple, de l'intellectuel Samuel Pisar, je ne pouvais m'empêcher de penser à une conversation à laquelle j'avais assisté en 1936, quand Pierre Cot était ministre de Léon Blum dans le premier gouvernement de Front populaire. Au cours de celle-ci, quelqu'un qui était, je crois, Jules Moch, reprochait à Pierre Cot ses complaisances excessives à l'égard des communistes. Cot avait répondu : *« Puisqu'un jour le monde sera communiste, l'action d'hommes comme moi aura eu pour avantage de faire que ce passage s'opère avec le minimum de drames ».*

\*  
\*   \*   \*

*Jusqu'à l'élection présidentielle de 1981, Georges Albertini eut d'autres échanges avec Jean-Baptiste Doumeng, au cours desquels celui-ci ne fit guère que répéter ses propos antérieurs. Leurs relations s'interrompirent ensuite.*



## CHAPITRE XIV

### TRAITS ET PORTRAITS

*Pendant les années d'après-guerre au cours desquelles Georges Albertini joua un rôle dans la vie politique, il croisa, outre ses fréquentations habituelles, nombre de personnalités dont il m'évoqua certains traits, voire traça le portrait, que je notai avec soin. Ci-après, quelques exemples.*

#### **Maurice Bouvier-Ajam**

De Pétain à Staline

*Georges Albertini avait côtoyé Maurice Bouvier-Ajam sous l'Occupation, dans les rangs du Rassemblement national-populaire, ainsi qu'à la prison de Fresnes quand tous deux s'y trouvèrent détenus. Il ne le rencontra plus lorsqu'il le vit passer au service du Parti communiste et de l'Union Soviétique.*

**29 octobre 1953**

— *On m'a posé, au Conseil économique et social, des questions sur l'économiste Maurice Bouvier-Ajam.*

— Je sais qu'il s'est rendu récemment au Venezuela pour y traiter d'assez importantes affaires. Il y est arrivé comme envoyé d'une part du gouvernement du Liberia et d'autre part du gouvernement yougoslave. Il a pris contact là-bas avec un Français, François Salini, qui occupe de hautes fonctions dans l'administration de la capitale. Il lui était recommandé par son frère, Laurent Salini, qui est administrateur de l'UFI, l'agence de presse du Parti communiste en France. À la différence de son frère, François Salini professe des opinions anticommunistes.

Celui-ci ne connaissait pas Bouvier-Ajam, mais l'a introduit de son mieux dans divers secteurs. C'est seulement après quelques conversations que Bouvier-Ajam s'est ouvert davantage à lui pour expliquer que sa femme

était membre du Parti communiste, que lui-même, sans appartenir au Parti, nourrissait des convictions communistes, et qu'il venait au Venezuela aussi pour étudier de quelle manière on pourrait obtenir la libération du chef du Parti communiste local, emprisonné depuis plusieurs années.

Il est parvenu à être reçu par le ministre de l'Intérieur à qui il a exposé que plusieurs organisations internationales, dont la Fédération syndicale mondiale, se proposaient d'engager une campagne pour obtenir la libération de ce chef communiste. Le ministre de l'Intérieur lui a alors réservé un accueil très sévère, en fait il l'a congédié.

— *Au début de sa carrière, Bouvier-Ajam n'était pourtant pas communiste.*

— Avant la guerre, il se situait en doctrinaire d'extrême-droite, partisan du régime corporatiste, admirateur de Mussolini. Sous l'Occupation, il fut le promoteur de diverses mesures corporatives prises par le gouvernement de Vichy. Il était très introduit dans l'entourage du maréchal Pétain. Il devint ensuite un proche de Marcel Déat. Ses publications et son Institut vivaient alors grâce à l'argent que lui versait le Docteur Grosse, chef du service syndical à l'ambassade d'Allemagne. À ce titre, il a reçu entre 1943 et 1944, m'a dit Grosse, des sommes de l'ordre de dix millions de francs de l'époque.

À la Libération, Bouvier-Ajam, fut arrêté, mais réussit à échapper à la Justice en se liant à Solange Morin, avocate à la Cour et membre du Parti communiste. Elle le fit libérer à la fin de 1944 et le protégea de l'épuration. Il divorça et se remaria avec elle, nommée entre-temps chef de cabinet du communiste Marcel Willard quand celui-ci devint le secrétaire général à la Justice dans le gouvernement provisoire du général De Gaulle.

Après 1945, il milita dans le sillage du Parti communiste, prononça des conférences et publia des ouvrages pour célébrer le communisme. Directeur de la revue progressiste *Économie et Réalité*, il a été, avec cette publication, l'un des principaux agents de la pénétration communiste dans des milieux précédemment de droite ou qui furent vichystes. Ainsi s'expliquent, par exemple, ses relations avec Paul de Méritens, dit Paul Dehème<sup>235</sup>.

---

235 – Journaliste de droite avant la guerre, fondateur en 1944 d'une lettre quotidienne et confidentielle d'informations politiques, la *Lettre de Paul Dehème*, très influente sous la IV<sup>e</sup> et au début de la V<sup>e</sup> République.

Sa démarche au Venezuela montre que Maurice Bouvier-Ajam joue dans l'appareil communiste un rôle plus grand qu'on ne pouvait le supposer, puisqu'il est ainsi apparu comme un agent chargé de missions internationales importantes.

Ce qui est surprenant, c'est que son travail puisse se faire sous le couvert d'une part du gouvernement yougoslave qui s'est éloigné de Moscou, d'autre part du gouvernement du Liberia, Etat sur lequel l'influence américaine est considérable. Une enquête approfondie sur les déplacements et les activités internationales de Bouvier-Ajam serait vraisemblablement fructueuse.

\*  
\*   \*   \*

### **Maurice Duverger**

Des dollars... pour dénigrer les Etats-Unis.

**21 décembre 1953**

— *Qu'est-ce qu'un critique systématique des Etats-Unis comme Maurice Duverger a bien pu aller faire là-bas ?*

— C'est dans le cadre des voyages d'études organisés périodiquement par le Service américain d'information qu'il a été convié à y séjourner, en compagnie de quelques autres personnalités, aux frais de ce service.

Le choix de Maurice Duverger avait été motivé précisément par ses positions neutraliste et anti-américaine. Le service américain avait pensé qu'un séjour aux Etats-Unis le conduirait à reconnaître, disait la note justifiant son invitation, certaines erreurs de jugement dues au fait qu'il ne connaît pas les Etats-Unis et n'a sur eux qu'une opinion abstraite.

Or, dès son retour, il a publié dans *Le Monde* une série d'articles dont la teneur montre qu'il n'a profité de son séjour outre-Atlantique que pour chercher à étayer sur place ses préjugés hostiles aux Etats-Unis, en ignorant systématiquement tout ce qui aurait pu les infirmer. Les Américains ont en outre mal goûté qu'il ait comparé leur pays à un dinosaure, « *un gros corps et une petite tête* », a-t-il écrit.

Ce ne sont toutefois pas les seuls griefs qu'ils portent à son encontre. Ils expliquent, par exemple, qu'il s'est rendu coupable d'une escroquerie morale en affirmant qu'il parlait couramment l'anglais, alors qu'il ignore jusqu'aux rudiments de la langue. Le service américain a donc été dans l'obligation de lui adjoindre un interprète pendant toute la durée de son séjour, d'où une dépense qui n'avait pas été prévue.

En outre, comme les autres participants à ce voyage, Maurice Duverger percevait journallement une somme destinée à lui permettre de payer ses frais d'hôtel et de restaurant. Or, il a laissé son interprète acquitter toutes ses notes d'hôtel et de restaurant, en feignant d'ignorer que les sommes qu'il recevait étaient destinées à cet usage. Après son départ des Etats-Unis, l'interprète a rencontré de sérieuses difficultés pour obtenir le remboursement de ses frais.

Il n'est pas douteux que Maurice Duverger se verra refuser le visa d'entrée aux Etats-Unis si, un jour, il manifeste l'intention d'y retourner.

— *Mais qui est donc Maurice Duverger ?*

— Il est né en 1917 et a fait de brillantes études de droit à Bordeaux. Au début des années trente, ses sympathies politiques allaient à l'Union populaire républicaine, une formation politique girondine de droite. En 1936-1937, il adhéra au Parti populaire français de Jacques Doriot, dont il se détacha par la suite. En 1942, il fut nommé professeur de droit à l'Université de Poitiers et se tint prudemment à l'écart des problèmes politiques pendant toute l'Occupation. Au début de celle-ci, toutefois, il publia un livre et des articles de presse sur la situation des fonctionnaires. Il y expliquait et justifiait les lois antijuives du gouvernement de Vichy.

Craignit-il, à la fin de l'Occupation, d'être victime de l'épuration qui le menaçait du fait de ses écrits ? Il obtint du ministre de l'Éducation nationale, Abel Bonnard, d'aller enseigner à l'Institut français et à l'université de Barcelone, où il résida jusqu'à la fin de 1944. À son retour en France, il échappa à l'épuration en se rapprochant du Parti communiste.

\*

\* \*

## Vincent Auriol

### Des retrouvailles à bénéfice mutuel

*Vincent Auriol, qui avait rejoint De Gaulle en 1943, était avant la guerre, au Parti socialiste, l'un des proches de Georges Albertini. Élu en 1947 président de la République, l'ex-résistant fit bénéficier, quelques mois plus tard, l'ex-collaborationniste d'une remise de peine qui abrégea d'un an la durée de ses travaux forcés. Il supprima aussi son interdiction de séjour en région parisienne. Ainsi Albertini put-il reprendre l'action au côté de ses amis socialistes. Entre autres, le président de la République demanda par la suite à Albertini de publier une brochure expliquant pourquoi le militant communiste Henri Martin, condamné pour trahison en 1950 à cinq ans de réclusion, ne pouvait pas être gracié<sup>236</sup>.*

#### 20 septembre 1954

— *Pourquoi le président de la République avait-il demandé, juste après le verdict du tribunal militaire jugeant l'affaire d'Oradour, le vote d'une loi amnistiant les condamnés ?*

— Il m'en a parlé quand je lui ai apporté la brochure sur Henri Martin. C'est évidemment à cause des Alsaciens figurant parmi les accusés et dont la condamnation révoltait l'Alsace, y attisait les sentiments anti-français. On devait savoir, là-bas, par ce que ces jeunes avaient dû raconter à leurs familles, que les événements ne s'étaient pas déroulés tout à fait selon la version présentée au procès de Bordeaux<sup>237</sup>. Meticuleux comme il est, Vincent Auriol avait d'ailleurs étudié le dossier de près et il s'était étonné, m'a-t-il dit, que certaines pièces en

---

236 – Henri Martin, militant communiste, résistant FTP sous l'Occupation. Après la Libération, il s'engagea pour cinq ans dans la Marine et fut envoyé en Indochine comme second maître mécanicien. Arrêté par la police militaire en 1950 pour propagande défaitiste au sein de l'armée et complicité de sabotage, il fut reconnu coupable du premier chef d'inculpation, non du second et fut condamné par le tribunal maritime de Brest, le 20 octobre, à cinq ans de réclusion.

237 – Notamment en ce qui concerne les femmes et les enfants censés avoir péri dans un incendie de l'église, alors qu'aucune trace de suie n'en maculait les murs et que des boiseries intérieures étaient intactes, comme Vincent Auriol l'avait constaté lors de sa visite sur place peu après son élection à la présidence de la République.

avaient été retirées au dernier moment, tel le témoignage du juge d'instruction allemand désigné à l'époque<sup>238</sup>.

— *Il faudrait demander l'ouverture d'une nouvelle enquête.*

— Ce n'est pas à nous de le faire. Aux familles des victimes, peut-être...

\*  
\*   \*  
\*

### **Pierre Mendès France**

Face à Guy Mollet et à Joseph Laniel.

*Georges Albertini ne rencontra jamais Pierre Mendès France et il le combattit toujours, pour ses complaisances à l'égard des communistes et de l'URSS comme pour son hostilité à l'intégration européenne. Il me demanda d'entrer à la direction du Parti radical-socialiste Queuille-Morice, créé pour concurrencer le Parti radical de la place de Valois dont Mendès France avait pris le contrôle. Il m'engagea notamment à rédiger la brochure « M. Mendès France et les communistes » (Amiot éd.1957) que je signai Civicus.*

#### **6 février 1956**

— *Les rapports entre Pierre Mendès France et Guy Mollet depuis la victoire électorale du Front républicain semblent ambigus.*

— Au cours d'un dîner récent, Pierre Commin m'a donné les précisions suivantes sur leurs rapports au cours des semaines séparant le 2 janvier de la formation du gouvernement Guy Mollet.

---

238 – Sitôt prévenu du drame, le préfet du département en informa le ministre de l'Intérieur qui demanda des explications aux autorités allemandes. Celles-ci désignèrent un juge d'instruction, un certain Detlef Okrent, qui interrogea les membres de l'unité incriminée de la division *SS Das Reich*. Un an avant le procès de Bordeaux, une commission rogatoire vint le questionner en Allemagne, mais sa déposition, non conforme à la version qu'on avait donnée du drame, ne fut en effet pas évoquée devant le tribunal. Elle figure dans les archives de la justice militaire, au Blanc (Indre). Quand je dirigeais l'Institut d'Histoire sociale de Nanterre, j'ai pu, à la demande d'un chercheur, me la faire communiquer et en prendre une copie, que j'ai déposée à la bibliothèque de l'Institut.



Lors de leur premier entretien, Guy Mollet proposa à Pierre Mendès France, PMF comme on dit, de chercher à constituer le gouvernement. PMF refusa, disant qu'il était préférable que ce soit Guy Mollet lui-même qui en prenne la tête pour bénéficier des voix du MRP. Guy Mollet décida de rendre compte au Parti socialiste.

Le Comité directeur de son parti se prononça pour que la présidence du Conseil des ministres revienne effectivement à Guy Mollet, lequel se convainquit, lui aussi, qu'il était le mieux placé pour obtenir des voix du Centre et éviter une dépendance des communistes. Il en informa Pierre Mendès France et lui annonça aussi qu'il lui donnerait un grand ministère économique et social, avec le droit de choisir lui-même ses secrétaires d'Etat.

C'est alors que PMF démasqua ses batteries. Il fit annoncer par *L'Express* que lui-même et Guy Mollet se rencontraient tous les jours, ce qui était faux. Et aussi qu'ils avaient décidé que celui d'entre eux qui ne serait pas président du Conseil choisirait son ministère. Il commença en même temps une campagne, d'une part auprès du président de la République pour se faire choisir comme président du Conseil, de l'autre auprès de la droite pour la mettre en garde contre la politique socialiste et les risques de Front populaire. C'est en liaison avec ses agissements que se situent les démarches faites en ce sens, à la demande de PMF, par Jacques Chevallier auprès de Georges Bidault et de Roger Duchet, démarches dont Chevallier ne connaissait pas la finalité, mais qui faisaient partie de la manœuvre de PMF pour revenir au pouvoir.

Lors d'une entrevue ultérieure avec Guy Mollet, PMF refusa ouvertement le grand ministère économique et social qui lui était proposé, prétextant un désaccord total avec le programme socialiste. Puis, arguant d'un prétendu veto du MRP à son encontre, il réclama avec force le Quai d'Orsay pour y répondre. Guy Mollet refusa en lui expliquant que pour obtenir les voix de la droite, une nécessité vitale selon PMF lui-même, les Affaires étrangères devaient être entre les mains du Parti socialiste. Il lui annonça qu'il y nommerait Christian Pineau.

PMF redoubla d'ardeur. Ses démarches auprès du MRP n'avaient pas d'autre but et il faillit l'atteindre: Georges Bidault lui-même

dit devant moi à Jacques Chevallier qu'il n'y avait pas d'exclusive du MRP contre PMF. Maurice Schumann, chargé de cette mission par le MRP, alla trouver le principal collaborateur de PMF, Georges Boris, pour lui confirmer l'absence d'exclusive à son encontre – une démarche qui valut d'ailleurs à Schumann d'être durement sonné par Guy Mollet quand il la connut. Mais, armé de celle-ci, PMF se rendit chez Guy Mollet et redemanda le Quai d'Orsay avec insistance, expliquant qu'il pouvait briguer ce ministère puisqu'il n'y avait pas d'exclusive du MRP contre lui. Guy Mollet refusa encore, ajoutant que tel était aussi l'avis du président de la République auquel il en avait parlé.

Furieux, PMF se rendit à Marly chez René Coty, qui raconta ensuite à Guy Mollet qu'il avait confirmé son avis négatif, quoiqu'en termes assez diplomatiques. PMF, sans répéter exactement ce que le président lui avait répondu, tenta le dimanche une ultime manœuvre auprès de Guy Mollet. Il surgit au ministère de l'Intérieur, place Beauvau, et entra « *comme un sanglier* », affirme Commin, dans le bureau où conversaient Guy Mollet, Pierre Commin, Robert Lacoste, Christian Pineau et Gaston Defferre.

Devant eux, il accusa Guy Mollet de ne pas lui avoir rapporté avec exactitude les propos du président de la République à son sujet et il se lança dans un long et violent réquisitoire, menaçant de « *tout casser* ». Très calme, Guy Mollet lui répondit aussi longuement et comme PMF se plaignait qu'on lui infligeât la plus lourde humiliation de toute sa carrière, Guy Mollet répliqua : « *Je vais aller porter ma démission au président de la République. Vous viendrez avec moi et à ce moment, je ferai répéter à René Coty devant nous deux ce qu'il m'a dit à moi seul. Nous verrons bien alors qui a menti* ».

Devant cette mise en demeure, PMF n'insista plus, il s'effondra et partit. Son chantage venait de se briser devant la fermeté de Guy Mollet, d'ailleurs très bien informé de toutes les manœuvres de PMF, en partie grâce à moi.

Cette scène dramatique met fin à la collaboration des socialistes et de Pierre Mendès France. Ils le considèrent désormais comme un adversaire et chercheront à l'abattre. Toute chance de collaboration des socialistes à un ministère PMF est donc pratiquement exclue.

Guy Mollet a raconté l'essentiel de tout cela lors de la dernière réunion du Comité directeur de son parti. Aussi ne tardera-t-on pas à savoir un peu partout ce qui s'est passé.

*Guy Mollet forma son gouvernement le 1<sup>er</sup> février 1956 et se sentit tenu de proposer à Mendès France, qui l'accepta, un poste de ministre d'Etat, mais sans portefeuille. Mendès France le resta jusqu'au 28 mai, date à laquelle il dut démissionner, ayant perdu tout crédit au Conseil des ministres pour y avoir repris à son compte la thèse des communistes à propos de la disparition de l'aspirant Maillot en Algérie, thèse selon laquelle celui-ci, militant du Parti communiste, aurait été capturé et abattu par des « ultras » de l'Algérie française, alors qu'il s'avéra qu'il avait déserté avec armes et bagages pour rejoindre un maquis communiste.*

*À noter qu'un mois après être entré dans le gouvernement Guy Mollet, Pierre Mendès France travaillait à le mettre en échec. On lit dans une note manuscrite de Georges Pompidou résumant les audiences accordées en 1956 par De Gaulle : « Le 1<sup>er</sup> mars, il voit à 11 heures 30, au Lapérouse, Mendès France (1 h 20). Cela se passe bien. P.M.F. vient lui proposer de renverser Guy Mollet et propose une démarche dont il se fait fort auprès de Coty avec Lacoste et Jacquinot (je crois) pour appeler le Général » (Georges Pompidou. *Lettres, notes et portraits/ 1928-1974*, p. 258, Robert Laffont éd. 2012).*

### **23 décembre 1957**

— *On affirme que Pierre Mendès France s'intéresse toujours de près aux affaires d'Afrique du Nord.*

— J'ai eu vendredi une conversation avec Pierre Commin. Il dit qu'il possède la preuve formelle que c'est Mendès France qui a mis au point la préparation de la conférence de Rabat au cours de laquelle le Sultan du Maroc et Bourguiba vont essayer de s'entendre sur l'Algérie. D'où la véhémence de ses interventions sur le sujet. On se rappellera qu'il négociait déjà avec Ho Chi Minh avant 1954.

\*

\* \*

**2 avril 1958**

— *Ne deviez-vous pas rencontrer l'ancien président du Conseil Joseph Laniel ?*

— J'ai eu, le 29 mars, une longue conversation avec lui. Il m'a parlé de ses conceptions en matière de politique étrangère, de ses relations personnelles avec les dirigeants américains, de la conférence des Bermudes, de l'Indochine...

Sur la chute de son gouvernement et l'arrivée au pouvoir de Pierre Mendès France en 1954, il m'a fait des déclarations d'une exceptionnelle lucidité et d'une grande justesse. Il a pleinement conscience que ceux qui voulaient le renverser cherchaient non pas une crise ministérielle ordinaire, mais un renversement complet de la politique étrangère de la France. Il eut l'occasion de le dire ouvertement au président René Coty en même temps qu'il lui remettait la démission de son gouvernement.

Il rappelle qu'en Indochine, Mendès France abandonna la lutte contre le communisme et qu'en Europe, il fit rejeter le projet de Communauté européenne de défense, la CED. Il a ainsi, en Asie comme en Europe, combattu deux éléments fondamentaux de la politique occidentale et changé l'orientation de la politique française. *« Comment s'étonner, m'a dit Laniel, que dans ces conditions, les Etats-Unis aient été amenés, après 1954, à réviser certaines données de leur politique étrangère, par exemple à propos de l'Algérie ? »*. J'ai rarement entendu un homme politique français tenir sur une question de ce genre des propos à la fois si simples et si justes.

Au sujet des gaullistes, Joseph Laniel n'a aucun doute que c'est sa volonté arrêtée de faire voter la CED par l'Assemblée nationale qui est à l'origine de sa chute. Le général Koenig et Chaban-Delmas, affirmait-il, étaient venus le lui dire quelques jours avant et lui avaient offert de voter en sa faveur s'il s'abstenait de faire adopter le projet de CED. Ainsi se trouve confirmé un point sur lequel nous étions fixés depuis longtemps.

Incidemment, j'ai constaté que Joseph Laniel n'avait jamais eu aucune communication des écoutes téléphoniques démontrant comment toute l'équipe mendésiste complotait sa chute et indiquant même au

jour le jour les lignes de son plan. Il faut donc admettre que ces écoutes n'ont jamais quitté le ministère de l'Intérieur et que Léon Martinaud-Déplat ne les a communiquées ni à Laniel qui me l'a révélé, ni à Georges Bidault qui me l'a dit lui aussi. Carence regrettable, car si ces deux dirigeants avaient eu en main ce document inestimable, le cours de la politique française aurait pu en être changé.

Dans l'ensemble, ma conversation avec Joseph Laniel m'a assez étonné. Sous des dehors modestes et simples, il cache un caractère très ferme, une réelle intelligence et une grande expérience des affaires politiques.

\*

\* \*

### **Roger Wybot**

Congédié pour son entourage de « petites folles ».

**6 janvier 1956**

— *Il court de curieux bruits sur Roger Wybot.*

— Il y a quelques jours, les services de la Brigade mondaine de la préfecture de Police ont arrêté dans un urinoir de la capitale un inspecteur de la DST nommé Créance, qui se trouvait en compagnie d'un fonctionnaire de l'ambassade d'un pays satellite de l'URSS, hongroise ou tchécoslovaque. Tous deux, homosexuels, faisaient là ce qu'on imagine. Cet inspecteur est un proche de Roger Wybot, qui est intervenu auprès de la préfecture de Police pour arranger l'affaire. L'inspecteur a été muté à Strasbourg.

L'incident est d'une extrême gravité du fait qu'il montre les relations intimes qui existent entre l'inspecteur et Wybot. Elles peuvent donner à penser que des secrets importants ont pu partir par cette voie. Le scandale a été jusque-là maintenu dans le silence, car très peu de personnes sont au courant. On ne peut pas savoir si la discrétion sera longtemps sauvegardée.

\*

\* \*

## 23 octobre 1958

— *De Gaulle a donc congédié Wybot, qui se retrouve à un poste de contrôleur...*

— Nous avons parlé de l'éviction de Wybot au cours d'un déjeuner avec le directeur de la Sûreté nationale Raymond Verdier, l'ex-préfet de Police Jean Baylot et Pierre Boursicot, l'ancien directeur du SDECE. Il semble acquis que De Gaulle et Soustelle voulaient se débarrasser de lui depuis plusieurs mois. Pourquoi? On ne le sait pas. De Gaulle l'aurait signifié au ministre de l'Intérieur Emile Pelletier depuis assez longtemps et sa décision brutale de l'autre jour aurait été provoquée par la constatation qu'il était toujours là.

Parmi les hypothèses expliquant ce départ, on a cité une affaire de mœurs, et aussi des critiques sur ses agissements dans la répression contre le FLN, qu'il aurait présentés de manière trop favorable pour lui. Verdier, son chef direct, n'a accepté ni l'une, ni l'autre de ces explications. Il dit qu'on s'est très mal conduit avec Wybot en agissant comme on l'a fait.

Soustelle avait poussé Gaston Pontal à sa succession. Devant l'opposition de Guy Mollet, Pelletier, de sa propre initiative, téléphona à Guy Lamassoure qui était à Bastia et qui, avant d'accepter, demanda que Soustelle soit consulté. Ce dernier, touché par Pelletier, donna son accord : c'était malgré tout un homme à lui qui remplaçait Wybot.

## 23 décembre 1958

— *Sait-on maintenant exactement pourquoi Wybot a dû quitter la DST?*

— Au cours d'un déjeuner que j'ai organisé pour Guy Mollet et Claude Ventre, le président de l'Union des industries métallurgiques et minières de la région parisienne, Guy Mollet nous a dit avoir su, dès le retour de De Gaulle au pouvoir, que certains éléments gaullistes voulaient se débarrasser de Wybot. Il s'agirait d'un règlement de comptes de certaines oppositions qui se seraient manifestées à Londres pendant la guerre. Quant aux raisons qui ont provoqué maintenant la décision de De Gaulle, il n'en est pas informé. Mais il a empêché que Wybot soit remplacé par Gaston Pontal, qui avait organisé contre lui la manifestation

avec jets de tomates du 6 février 1956 à Alger. Au contraire, Guy Mollet a donné un avis favorable à la nomination de Guy Lamassoure.

### 17 février 1959

— *Que se passe-t-il à la DST depuis le départ de Wybot ?*

— J'ai obtenu aujourd'hui des informations au cours d'une conversation avec Sérinelli, le directeur par intérim de la DST. Il m'a fait part de réflexions intéressantes sur Roger Wybot et sur son travail.

Cherchant à définir Wybot, il m'a dit que c'est un cow-boy, qu'il a souffert d'une enfance très stricte et qu'il a trouvé, à sa majorité, la possibilité de vivre des aventures extraordinaires. Il se serait libéré de la tutelle familiale en devenant homosexuel. À cet égard, Sérinelli m'a détaillé nombre de torts que lui avaient causés dans le service les jeunes gens dont Wybot s'entourait et qu'il a qualifiés de « *petites folles* ».

À son avis, Wybot a été un grand organisateur, mais un moins bon administrateur. Depuis plusieurs années, la DST avait tendance à s'endormir et les contacts entre Paris et la province laissaient beaucoup à désirer. Par exemple, les commissaires divisionnaires n'étaient plus convoqués depuis longtemps et ne pouvaient suivre que de loin l'activité de la maison.

Roger Wybot, ajoute-t-il, a également eu tort d'accorder une importance excessive à l'action contre le FLN. En effet, depuis trois ans environ, toutes les autres activités ont été négligées au profit de celle-là et pratiquement la maison n'a plus rien fait en ce qui concerne les communistes. « *Je représentais la France à l'OTAN pour ces questions, a expliqué Sérinelli, et en définitive, tout ce que je savais sur l'activité communiste en France me venait de nos alliés, qui me communiquaient leurs informations. À mon avis, une telle situation doit se modifier et depuis que je dirige la DST par intérim, j'ai donné des ordres pour que l'essentiel de nos activités se porte à nouveau sur la surveillance des activités communistes, qui constitue désormais l'essentiel de notre tâche* ».

Bien entendu, si l'on veut apprécier avec objectivité le jugement de Sérinelli et ses critiques, il faut se souvenir qu'il était l'adjoint de Wybot et que celui-ci a dû, à diverses reprises, le maltraiter. Par conséquent, il est plus enclin à la critique qu'à l'éloge.

Nous avons également eu l'occasion de parler des raisons qui ont motivé le départ de Wybot. Lui non plus ne sait rien dans le détail. Il dit que Wybot n'a reçu de De Gaulle aucune explication précise. Mais il croit qu'il existe un rapport entre la récente rencontre De Gaulle-Adenauer et le départ de Wybot. À son avis et en recoupant plusieurs dires, il se serait passé la chose suivante. Adenauer a dit à De Gaulle que le chef de ses services spéciaux, Otto John, l'avait trahi parce qu'étant homosexuel, il était vulnérable. De Gaulle, qui savait que Wybot l'est aussi, en aurait conclu qu'il était lui aussi vulnérable et il aurait décidé son départ.

Sérinelli ne dispose évidemment d'aucune preuve pour étayer son hypothèse, mais lorsqu'on rapproche les dates et les faits, elle paraît vraisemblable. Elle est en tout cas pour le moment la seule qui explique ce qui s'est passé.

\*  
\*   \*   \*

## 6 juin 1962

— *On parle de Roger Wybot à propos de l'OAS.*

— Au cours d'une conversation avec Roger Sirjean, celui-ci m'a appris que Wybot, loin de travailler seulement pour l'OAS comme Dewavrin le prétend, travaille en réalité en double : à la fois pour l'OAS et pour le gouvernement.

En effet, Wybot a rendu, il y a plusieurs années, un important service au sénateur d'Algérie Claude Dumont, principal collaborateur de Jacques Soustelle. Wybot a arrangé pour son compte une affaire de billets de 5 000 francs à Tanger. Depuis lors, Claude Dumont lui est très dévoué et à l'heure actuelle, il répond de lui auprès de l'OAS. Wybot agit certainement dans ce sens, mais le colonel Godard semble détenir la preuve que Wybot continue à être dans la main du gouvernement.

\*  
\*   \*   \*



## Jean-Marie Le Pen

Premiers pas dans la vie politique.

**23 septembre 1956**

— *Vous deviez rencontrer à nouveau Jean-Marie Le Pen et Jean Demarquet, les deux députés poujadistes.*

— Je les ai revus avec Henri Barbé le 16 septembre. Ils nous ont exposé, surtout Le Pen, leurs intentions et leur tactique à l'égard de Pierre Poujade, le créateur de l'Union de Défense des Commerçants et Artisans, l'UDCA.

Leur conviction s'est encore renforcée, selon laquelle Poujade ne peut pas être corrigé ni redressé. Ils ont énuméré les hypothèses pouvant être retenues pour expliquer son comportement.

Après avoir écarté celle qui circule, à savoir que le chef de l'UDCA se serait « vendu » à certaines formations politiques ou à des groupes financiers, les deux députés estiment plus fondées et plus sérieuses les deux possibilités suivantes :

— Poujade serait plus ou moins « tenu » par certains milieux gaullistes, ainsi que par l'entourage de Pierre Mendès France et de François Mitterrand, qui possèderaient les éléments d'un dossier sur ses malversations et détournements de fonds, ainsi que sur des placements d'argent faits à l'étranger.

— Le Pen envisage aussi que Poujade, qui ne travaille pas et n'étudie jamais rien, a atteint sa limite. Il estime que son désarroi actuel, devant l'évolution de la situation et le malaise de son mouvement, est causé surtout par le fait qu'il ne comprend pas les problèmes qui se posent et ne peut par conséquent pas les dominer.

Le Pen et Demarquet ont décidé de maintenir leur départ pour une unité combattante d'Algérie. Ils vont être affectés au 1<sup>er</sup> régiment de parachutistes de la Légion étrangère. Mais avant de partir, ils entendent placer Pierre Poujade devant ses responsabilités. À cet effet, ils participeront aux réunions du groupe parlementaire et de la direction du mouvement prévues pour les 27 et 28 septembre. Et si les circonstances ne permettent pas un échange de vues net et précis avec Poujade, ils lui demanderont un entretien particulier pour mettre les choses au point.

— *Reflètent-ils l'état d'esprit des parlementaires du mouvement ?*

— Ils m'ont confirmé que la majorité du groupe parlementaire n'avait plus confiance en Poujade et que la plupart de ses membres exigeaient que la direction de leurs affaires et de leur action politique soit assurée par le groupe lui-même. La formule « *Nous ne voulons plus être les robots de Poujade* » revient sans cesse dans leurs propos.

— *Quelle impression vous ont-ils faite ?*

— Le Pen nous a exposé ses vues générales. Il a à peine trente ans, mais a incontestablement mûri. Il se forme très vite sur le plan politique. Il lit beaucoup. Il nous a dit qu'il venait d'achever la lecture du livre de Thorez « *Fils du peuple* », ce qui l'a incité à lire Lénine. Il en tire la conclusion générale qu'actuellement, ce n'est pas la classe ouvrière qui constitue la force révolutionnaire la plus active, mais les éléments les moins aisés de la petite bourgeoisie commerçante et artisanale. Il a émis des remarques intéressantes sur les différences d'efficacité entre les grèves ouvrières et, par exemple, les récents mouvements des commerçants en fruits et légumes et les patrons boulangers.

Sur le plan politique, Le Pen est foncièrement anticommuniste et très enclin à envisager une action parlementaire commune entre les députés poujadistes et les autres groupes nationaux de l'Assemblée. Il déplore l'action négative du groupe poujadiste dans la dernière période et voudrait mettre sur pied une plate-forme et une tactique nouvelles pour son groupe. C'est là sa base principale de réaction contre Poujade.

Sur le plan personnel, il estime que son départ et son passage dans une unité combattante d'Algérie lui permettront de laisser la crise de l'UDCA mûrir sans qu'il soit mêlé aux aspects sordides de cette crise, tout en ayant formulé clairement ses reproches, ses critiques et ses solutions avant de partir. En outre, il pense que son séjour en Algérie lui redonnera un certain prestige auprès des jeunes soldats et plus généralement parmi la jeunesse, ce qui compte beaucoup pour lui et, dit-il, pour l'avenir de la situation en France.

À ce propos, il fait remarquer que sa participation à la guerre d'Indochine lui avait valu à l'époque une autorité certaine dans l'armée et chez les jeunes, mais que c'était aujourd'hui presque oublié. C'est pourquoi il a voulu aller combattre en Algérie pour, dit-il, « *coller à*

*la masse des 400 000 jeunes soldats et jeunes officiers qui servent en Algérie ».*

Le Pen affirme aussi qu'il est très lié aux jeunes officiers de l'armée. Il est lui-même lieutenant. Sur l'état d'esprit de ces officiers, il déclare que la plupart d'entre eux éprouvent une sorte de complexe d'admiration pour l'armée soviétique, sa discipline, le régime de faveur qu'elle a conquis et le fait qu'elle jouerait désormais un rôle de plus en plus grand en URSS. Mais, ajoute-t-il, heureusement la politique de l'URSS et l'action communiste en Indochine et en Afrique du Nord ont créé un fossé infranchissable entre ces officiers et l'influence communiste.

— *Pensez-vous pouvoir les influencer, lui et Demarquet ?*

— Nous les avons encouragés à continuer leur action et leur avons exposé quelques-unes de nos vues sur la nécessité de maintenir les troupes de Poujade dans une voie organisée, de façon à les empêcher d'aller à l'aventure, voire de tomber dans l'orbite communiste.

Le Pen nous a alors déclaré qu'il souhaitait maintenir le contact avec nous, suivre nos conseils et travailler avec nous en toute confiance. Il professe une réelle admiration pour les anciens militants communistes. C'est d'ailleurs pourquoi il vient de recruter, pour tenir ses permanences de député dans son secteur, les 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements de Paris, un ancien militant communiste qui fut ensuite l'un des dirigeants du Parti populaire français de Jacques Doriot, Jules Teulade.

Le Pen paraît beaucoup plus sain, plus franc, plus spontané et doté d'un esprit plus politique que Demarquet, qui se montre plus réservé, plus limité, peut-être plus truqueur aussi. Tous deux ont en tout cas manifesté le désir de nous rencontrer à nouveau avant leur départ pour l'armée, qui devrait intervenir aux environs du 10 octobre.

## **2 octobre 1956**

— *Le Pen et Demarquet sont-ils intervenus auprès de leur groupe parlementaire comme ils l'avaient annoncé ?*

— Ils ont bien participé à la réunion qui s'est tenue entre le groupe et Pierre Poujade. À la suite de quoi ils se sont entretenus en particulier avec Poujade pendant près de trois heures et lui ont dit ce qu'ils pensaient de sa

gestion du mouvement, sans omettre leurs hypothèses sur les raisons de son attitude. Il paraît que Pujade était vert de peur, absolument atterré.

À la suite de cet entretien, Pujade a consenti à voir se former une commission de neuf députés chargés d'élaborer une plate-forme d'action et une tactique de travail du groupe parlementaire. Quatre de ses membres sont dévoués à Pujade, mais les cinq autres lui sont hostiles. Sur ces neuf députés, Le Pen et Demarquet disposent donc de cinq élus en parfait accord avec eux.

Toutefois, une fois de plus Pujade a fait semblant de capituler, mais n'en continue pas moins ses manœuvres. Il convoque de soi-disant congrès des Unions de son mouvement pour gagner du temps et surtout pour essayer de reprendre ses militants en main, afin de les opposer aux députés du groupe. C'est ainsi qu'au congrès de l'Union paysanne qui s'est tenu à Saint-Céré le 30 septembre, il a insinué que des députés du groupe songeaient à trahir leurs engagements et qu'il fallait par conséquent le mandater pour qu'il les rappelle à l'ordre.

C'est certainement dans ce sens aussi que Pujade va manœuvrer lors du prochain congrès de son mouvement, les 3, 4 et 5 novembre prochains. Il voudra dresser les militants contre les cadres du mouvement, en particulier contre les députés, qu'il va accuser de fomenter des intrigues et de préparer de nouvelles dissidences. Le départ de Le Pen et de Demarquet pour l'Algérie va toutefois l'empêcher de réussir à les discréditer.

\*

\*     \*

### **Georges Bidault**

Consultations pour former un gouvernement.

*Georges Albertini, ex-professeur d'histoire, entretint après la Libération des relations suivies avec Georges Bidault, lui aussi ex-professeur d'histoire. Il se rendait souvent à son domicile de Saint-Cloud, où je l'ai accompagné à diverses reprises. Nommé dans les années 30 au lycée de Reims où Marcel Déat enseignait la philosophie, Bidault avait protégé ce dernier après la guerre lorsqu'il avait appris qu'il se cachait près de Turin.*

*Devant, au début des années 60, à son tour fuir la police française pour son opposition à la politique algérienne de De Gaulle, il trouva un temps pareillement refuge dans la banlieue turinoise, où il bénéficia peut-être de la même assistance que son ex-collègue, décédé entre-temps.*

## **21 avril 1958**

— *Vous n'étiez pas loin de chez moi quand vous êtes allé voir Georges Bidault.*

— Il m'avait demandé de passer le voir chez lui à Saint-Cloud samedi après-midi et nous avons eu une conversation de deux heures. Il s'attendait à être appelé par le président de la République pour constituer le gouvernement et il voulait me demander mon avis sur trois questions: quelle serait l'attitude des socialistes à son égard? Quelle était la part des communistes dans la rébellion algérienne? Quelle serait ma réaction devant certains choix de personnalités qu'il se proposait de pressentir pour entrer au gouvernement s'il était appelé à le former?

Sur la première question, je lui ai exposé que les inquiétudes des socialistes étaient surtout importantes quant aux relations avec les Etats-Unis. Il en est parfaitement conscient et se montre disposé à leur donner tous apaisements à cet égard. Je lui ai envoyé, à sa demande, Pierre Commin qui est allé le voir le lendemain dimanche en fin de matinée.

Sur la deuxième question, je lui ai promis de lui fournir toute la documentation dont il avait besoin.

Sur la troisième, j'ai contribué à le faire réfléchir sur un certain nombre de noms.

Puis hier soir dimanche, à neuf heures trente, il m'a demandé de revenir le voir et je l'ai quitté à minuit. Il m'a donné toute une série d'informations.

En accord avec Pierre Commin, il a rédigé une lettre destinée à Guy Mollet dans laquelle il a exposé pourquoi il ne demande pas la participation des socialistes et entend qu'on le juge sur sa déclaration d'investiture. Le fait de ne pas demander la participation socialiste peut faciliter l'abstention du groupe, ce qui équivaldrait à un vote favorable.

Il a aussi écrit une lettre à Pierre Pflimlin pour lui demander le concours du MRP. Une lettre très aimable dans la forme, mais qui

montre clairement qu'il n'est pas disposé à se laisser arrêter par les divergences existant entre lui et quelques-uns de ses amis.

L'idée commune à ces deux lettres est qu'il ne consultera pas les groupes parlementaires et se bornera à s'entretenir avec un certain nombre de personnalités. Il faut considérer comme absolument certain qu'il ira jusqu'au bout de sa tentative et développera à la tribune de l'Assemblée nationale les idées qui sont les siennes.

Parmi ces idées, il faut en souligner deux.

En ce qui concerne les Etats-Unis, il m'a dit: « *Non seulement je ne suis pas disposé à affaiblir le pacte atlantique, mais je veux le renforcer. Jamais je n'irai à Moscou, quelles que soient mes divergences avec les Etats-Unis. Mais si la crise se poursuit et si De Gaulle était appelé, croyez-moi, lui s'y rendrait* ». Il est certain, en outre, que dans son désir de se concilier les socialistes, Bidault ira très loin dans le refus de toute xénophobie et de tout anti-américanisme.

Concernant l'Afrique du Nord, ma conviction profonde est que ses idées sont plus nuancées qu'on ne le croit. Si pendant l'été des succès militaires intervenaient en Algérie, il ne serait nullement hostile à une ouverture politique. Plus il a la réputation d'être dur et plus il voudra, dans certains cas, apparaître comme conciliant. On ne peut pas exclure l'idée qui est la sienne, à savoir que ce sont essentiellement les durs qui pourront dans certains cas obtenir des compromis.

La visite qu'il a récemment reçue d'Antoine Pinay était une visite spontanée, Georges Bidault ne l'avait pas appelé. Pinay a accepté de devenir ministre des Finances.

— *Et pour les autres ministères?*

— Plusieurs choix sont possibles. Pour les Affaires étrangères, s'il ne trouve personne d'acceptable, il les prendra lui-même, avec un ministre adjoint. Mais le nom de René Pleven lui semble possible.

Aux Affaires européennes, il maintiendra Maurice Faure et à l'Intérieur, Maurice Bourgès-Maunoury. À la Défense nationale, il prendra André Morice et à la France d'outre-mer, Pierre-Henri Teitgen, s'il accepte. Il faut se souvenir que Teitgen est le véritable auteur de la loi-cadre sur l'Afrique noire et qu'il professe des idées très libérales à ce sujet. Au Sahara, il nommera Jean-Marie Louvel et à la Santé publique,

il maintiendra Félix Houphouët-Boigny. À l'Éducation nationale, il ne gardera pas René Billières, qu'il remplacera peut-être par Jean-Marie Berthoin. À l'Agriculture, soit le MRP René Charpentier, soit Camille Laurens et aux Travaux publics, Roger Duchet. Aux Finances, il adjoindra le MRP Lionel de Tinguy du Pouët à Pinay. Il prendra aussi dans son ministère Alfred Coste-Floret, qui a voté pour lui lors du dernier scrutin.

Son gros problème est l'Algérie. Il pensait demander aux socialistes d'y laisser Robert Lacoste, mais c'est impossible. Il pense donc y nommer Jacques Soustelle, sans joie, mais il dit n'avoir pas la possibilité de faire autrement. Il croit d'ailleurs que lui confier là-bas les responsabilités du pouvoir constituerait le meilleur moyen de le modérer. Bidault dit en outre que dans l'hypothèse où il serait ensuite conduit à infléchir sa politique dans le sens de la négociation, Soustelle serait le seul capable de faire accepter cette politique nouvelle aux Européens d'Algérie.

Dernière précision, le directeur du cabinet de Bidault serait le préfet d'Angers Jean Morin.

*Georges Albertini interrompit ses relations avec Georges Bidault lorsque l'ancien président du Conseil prit la tête de l'Organisation Armée Secrète (OAS). Sans doute l'assassinat par celle-ci, à Alger, du commissaire de police Alexis Goldenberg, qui signait A. Dormont ses articles dans « Est & Ouest », y fut-il pour quelque chose.*

\*  
\*   \*   \*

### **Auguste Lecœur**

Des confidences distillées au compte-gouttes.

*Georges Albertini prit contact avec Auguste Lecœur dès la rupture de celui-ci avec le Parti communiste, en 1954 et il l'aida à s'expliquer à ce sujet, puis à révéler le mensonge de Georges Marchais sur les circonstances de son séjour en Allemagne pendant la guerre. Après la mort d'Albertini, Lecœur fréquenta l'Institut d'histoire sociale dont j'étais devenu le directeur et il me compléta les confidences qu'il avait faites à Albertini au sujet de Marchais.*

**1<sup>er</sup> avril 1968**

— *Que devient Lecœur depuis sa rupture avec le Parti communiste ?*

— Il vit maintenant pour l'essentiel de sa retraite de parlementaire et de celle du mineur qu'il a été. Malgré la charge de ses trois enfants, qui ont d'ailleurs dix-neuf, vingt et vingt-et-un ans, il est à l'abri du besoin et ne court pas après l'argent. Il entend consacrer à la lutte politique l'essentiel de son activité, sans vouloir retrouver un mandat.

— *Va-t-il raconter ses souvenirs de militant communiste ?*

— Il n'entend écrire sur le Parti communiste que dans la mesure où ce sera politiquement utile, et produira uniquement des faits ayant un caractère politique. Déjà, dans l'affaire de la réparation de *l'Humanité* en 1940, il ne parle pas de Denise Ginollin ni de ses comparses. Car, dit-il, ce n'étaient que des comparses qui exécutaient les ordres. Leur donner trop d'importance ne serait qu'aller dans le sens voulu par le PC, qui prétend aujourd'hui que leur démarche auprès des autorités allemandes était une initiative personnelle de militants de second ordre. Lecœur veut au contraire montrer qu'elle résultait d'un ordre de la direction du parti, plus précisément de Jacques Duclos et de Maurice Tréand, lequel, estime-t-il, était à l'époque au-dessus de Duclos.

— *Au-dessus de Duclos ?*

— Jacques Duclos, selon Lecœur, malgré sa position officielle de numéro deux dans le Parti communiste, n'y a jamais été pris très au sérieux à cause de sa légèreté. Il ajoute que durant l'Occupation, Duclos vivait dans une villa située à quatre-vingts kilomètres de Paris et n'entretenait de rapports qu'avec lui, Lecœur.

— *Duclos avait tout de même été mêlé avant-guerre à une affaire d'espionnage soviétique.*

— J'en ai parlé à Lecœur, mais il a détourné la conversation. Je lui en reparlerai à l'occasion... Il m'a confirmé que quand Duclos a été arrêté le 28 mai 1952, il revenait de l'ambassade soviétique et avait sur lui des papiers très compromettants, ainsi que son carnet d'adresses et de rendez-vous. Le policier qui l'a fouillé ne s'est intéressé qu'à sa serviette et il a laissé Duclos aller aux toilettes, où il a pu se débarrasser de son carnet et de ses papiers.

— *Lecœur parle-t-il des circonstances de sa rupture ?*



— Il dit que quand Maurice Thorez est revenu de Moscou, il exigea de tous les membres du Bureau politique qu'ils procèdent à leur autocritique. Tous s'inclinèrent, sauf lui, Lecœur. Il voulut bien reconnaître qu'il y avait eu de l'opportunisme dans le parti, mais pas qu'il en était le responsable... Il m'a aussi cité cet argument avancé par Thorez pour démontrer la réalité de la paupérisation absolue de la classe ouvrière française, actuellement l'un des principaux thèmes de la propagande communiste : « *Ma grand-mère possédait six paires de draps dans son armoire, combien de ménages ouvriers en ont autant aujourd'hui ?* ». Thorez ne se rend même pas compte du ridicule de son argument !

— *Que compte faire Lecœur à présent*

— Son intention est de poursuivre l'action au sein de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, la FGDS, ainsi qu'à la CGT-Force ouvrière, contre l'alliance avec le Parti communiste. Il dispose de quinze mille adresses d'adhérents de la SFIO. Il tire son hebdomadaire *La nation socialiste* à cinq mille exemplaires, ce qui lui coûte trois mille francs au total. Il en récupère environ mille cinq cents à chaque numéro. Le déficit est comblé tantôt par le journaliste du *Figaro* Michel-Pierre Hamelet, tantôt par d'autres qui lui donnent chacun cinq cents francs. Les piges qu'il va percevoir pour ses trois récentes pages du *Figaro* vont lui permettre de publier deux numéros.

Il voudrait que je le rencontre régulièrement pour constituer avec deux ou trois autres, dont André Ferrat, une sorte de petit bureau politique. Il me demande de remplir dans chaque numéro de son journal une page d'orientation syndicale. Pas de l'économie ni du social, mais de la lutte contre le Parti communiste. Comme je lui parlais de notre projet de brochure sur la plate-forme commune de la gauche, il s'est déclaré prêt à la diffuser sous son égide, mais à condition qu'elle soit imprimée par son imprimerie, qui est aussi celle de la *Révolution prolétarienne*. Il a ajouté qu'il lisait régulièrement *Est & Ouest* dont il m'a fait le plus grand éloge.

\*

\*   \*   \*

**28 mai 1976**

— *Il paraît que Georges Marchais intente un procès à Auguste Lecœur ?*

— Oui, Marchais poursuit l'ancien secrétaire du Parti communiste pour avoir publié un document montrant qu'il était allé travailler volontairement en Allemagne sous l'Occupation. Son avocat est Bernard Farbaman.

Lecœur, par une patiente enquête, cherche à accumuler des preuves contre Marchais qui prétend toujours avoir été requis. Grâce à un ancien communiste devenu détective privé, explique Lecœur, il a pu établir que sous l'Occupation, deux services fonctionnaient, celui des requis auprès duquel Marchais prétend avoir été convoqué, et celui des volontaires auquel il est allé de son propre chef comme le montre le document publié par Lecœur. Mais Marchais joue sur cette équivoque.

En outre, Lecœur dit avoir retrouvé un ancien ouvrier qui aurait été en Allemagne avec Marchais. Il ne veut pas qu'on lui donne un autre nom que Maxime. Et ce Maxime affirmerait qu'ils étaient tous deux volontaires. En fait, Lecœur a surtout utilisé pour ses révélations un dossier qui lui a été transmis par la DST.

Lecœur ajoute que la preuve que Marchais ne fut pas requis et ne peut être considéré comme déporté du travail est indirectement apportée par le fait que de 1945 à 1947, s'il avait été requis, il aurait, comme les autres requis, demandé au ministère des Anciens combattants et Déportés un certificat l'attestant. Or, il n'a rien demandé, preuve qu'il savait ne rien pouvoir obtenir.

Sur cette période, Lecœur pose cette question : que Marchais a-t-il fait de 1943, date indiquée par lui de son départ d'Allemagne, jusqu'en 1947 ? A-t-il joué alors un rôle dans la Résistance ? En ce cas, il s'en serait vanté. Cela se relie aux questions qu'on peut se poser sur les raisons et les conditions de son départ d'Allemagne, pour lesquelles toutes les suppositions sont permises. Les Soviétiques savent-ils quelque chose à ce sujet ? Sans doute.

On a appris qu'il avait eu un enfant dans le Calvados en 1946 et qu'il avait trois filles. Il n'a pas encore divorcé mais en 1972, quand il est devenu secrétaire général du Parti communiste, sa femme Paulette,

avec laquelle il ne vit plus, était vendeuse dans un supermarché du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Lecœur sait que Marchais lui a donné de l'argent à ce moment-là pour acheter son silence sur les divers épisodes de sa vie. Maurice Thorez avait déjà fait de même en achetant un café-restaurant à sa femme Aurore lorsqu'il l'avait quittée pour épouser Jeannette Vermeersch.

\*  
\*     \*

### **Françoise Giroud**

Un passé trouble, une décoration usurpée

**16 mars 1977**

— *Comment Françoise Giroud a-t-elle pu s'attribuer, pour appuyer sa campagne électorale à Paris, une médaille de la Résistance qui ne lui fut jamais été décernée ?*

— L'affaire de sa fausse médaille a éclaté sans aucune intervention des candidats chiraquiens du 15<sup>e</sup> arrondissement, ni des dirigeants du RPR. C'est Françoise Giroud qui l'a déclenchée elle-même par les imprudences et les violences verbales dont elle est coutumière, en accusant les chiraquiens de confisquer à leur profit la Croix de Lorraine, alors qu'elle-même aussi avait été résistante. Or, chacun sait que Françoise Giroud a été l'une des plus actives et des plus violentes adversaires du général De Gaulle. Tout le monde se souvient que son ami Jean-Jacques Servan-Schreiber a écrit dans *L'Express*, au lendemain de la défaite du général en 1969, que cette défaite était le plus beau jour de sa vie.

Le contraste entre ces deux positions a indigné nombre de militants gaullistes et de vieux résistants, qui ont voulu y voir plus clair sur la personne et les activités de Françoise Giroud pendant la guerre. À leur tête, se trouvait le sénateur Maurice Bayrou, Compagnon de la Libération et très ancien gaulliste. Or, Maurice Bayrou et ses amis, cherchant à vérifier les titres de résistance de Françoise Giroud, se sont très vite aperçus non seulement qu'elle n'en possédait aucun, mais encore qu'elle n'avait pas la médaille de la Résistance dont elle se prévalait. En effet, son nom ne figurait nulle part, aucun dossier n'exis-

taît à son nom. Ils en sont donc venus à la conclusion qu'elle ne possédait pas cette médaille, d'où les questions posées publiquement aux autorités compétentes par Maurice Bayrou.

C'est cela qui a provoqué un mouvement de protestation chez des membres importants de la Résistance, notamment chez Marie-Madeleine Fourcade qui, elle, y a joué un rôle éminent: elle était l'une des responsables du réseau Alliance. Marie-Madeleine Fourcade a réuni autour d'elle un certain nombre de femmes ayant exercé la même activité qu'elle pendant la guerre et elles se sont lancées dans la bagarre. De là les communiqués et les actions engagées. À cela, bien entendu, Jacques Chirac et son équipe ont été tout à fait étrangers.

Marie-Madeleine Fourcade est allée voir Françoise Giroud et au bout d'une heure de conversation très sévère, celle-ci lui a avoué qu'elle n'avait pas la médaille de la Résistance, mais que sa sœur l'ayant eue et qu'elle-même ayant été associée aux activités résistantes de sa sœur (ce qui, entre nous, n'est pas exact du tout étant donné les propos qu'elle tenait à l'époque), elle avait cru de bonne foi qu'elle aussi avait été décorée. Elle a reconnu qu'elle avait ainsi commis une imprudence, qu'elle s'en rendait bien compte, mais qu'elle n'avait pas su comment se dégager des déclarations qu'elle avait faites plusieurs années auparavant. Et comme personne n'avait jusqu'ici soulevé le problème, elle avait laissé les choses en l'état. Marie-Madeleine Fourcade a rapporté que Françoise Giroud était en larmes lorsqu'elle acheva sa confession<sup>239</sup>.

Peu auparavant, elle avait été questionnée par Jean d'Ormesson, le directeur du *Figaro* où elle écrit maintenant. Il lui a demandé qui lui avait remis la médaille. Elle n'a pu lui répondre. Il lui a demandé la

---

239 – On peut penser qu'en usurpant la médaille de la Résistance de sa sœur Djénane (authentique résistante, elle, ce qui lui valut d'être internée dans un camp de concentration en Allemagne), Françoise Giroud, d'ascendance juive (leur père avait milité en Turquie dans un parti sioniste), tentait aussi de dissimuler d'avoir, sous l'Occupation, écrit dans le journal collaborationniste *Le Pont* et fréquenté des personnes proches de l'occupant; d'avoir demandé et obtenu d'un service allemand, le Comité d'organisation de l'industrie cinématographique, un certificat attestant: « *La demandeuse Françoise Giroud, demeurant au 27 rue Dumont-d'Urville, scénariste d'origine catholique, déclare sous la foi du serment être de race aryenne* », ce qui la dispensa de porter l'étoile jaune; d'avoir pris part à la réalisation de films contrôlés par les occupants (*L'honorable Catherine, La Duchesse de Langeais...*); et aussi, d'« *avoir vécu de belles années sous l'Occupation et avoir fait bombance chez Maxim's avec des officiers allemands* » (Laure Adler, *Françoise*, Grasset éd, 2011, p. 60).

date du décret la nommant. Elle n'a pu la fournir. Il lui a demandé la date de la publication du décret au *Journal Officiel*. Elle n'a pu le renseigner. « Alors, l'a interrogée d'Ormesson, sur quoi vous appuyez-vous pour affirmer que vous aviez reçu la médaille ? ». Elle a répondu : « J'avais reçu une lettre m'informant que j'allais être proposée pour la médaille ». « Donnez-moi cette lettre, lui a-t-il dit, et je la publierai pour vous justifier ». « Malheureusement, je l'ai perdue », soupira-t-elle.

Ces deux conversations tranchent évidemment la question. Il est certain que Françoise Giroud n'a jamais été décorée de la médaille de la Résistance. Sur le plan politique, l'affaire est grave pour le président de la République, qui a cru pouvoir couvrir Françoise Giroud, qui a répondu de sa bonne foi et qui s'est indigné de « basses opérations » dirigées contre elle. Giscard a été d'une extrême imprudence en tenant ces propos et il est vraisemblable que la seule manière pour lui d'éviter les conséquences trop lourdes de l'affaire serait de la renvoyer du gouvernement à l'occasion d'un remaniement ministériel<sup>240</sup>.

— *Encore heureux que personne n'ait saisi l'occasion pour évoquer sa collaboration, sous l'Occupation, au journal Le Pont que publiait la propagande allemande ! Nous en avons un exemplaire où figure sa signature.*

— *Croyez-vous que ce soit à nous de le lui reprocher ?*<sup>241</sup>

\*

\* \*

---

240 – Françoise Giroud dut effectivement quitter le gouvernement. Dans son livre de souvenirs *La comédie du pouvoir* (Fayard éd., 1977), elle a ainsi résumé sa mésaventure : » *Battue au premier tour, si j'avais, seule, perdu la bataille, je garderais l'éternel remords d'avoir négligé, après la guerre, de vérifier au Journal Officiel si la décoration dont ma famille avait été informée qu'elle m'était destinée en même temps qu'à ma sœur, faisait bien l'objet d'un décret, ce dont je ne me suis jamais souciée... Exhumée par un journaliste de quelque annuaire où cette décoration figurait depuis un quart de siècle, saisie au vol par un colistier zélé, plus expert que moi en matière électorale, pour en faire mention sur la paperasserie officielle, elle a servi, faute de décret, à suspendre prématurément une carrière ministérielle qui mettait en transes tout un petit monde* ». Que d'efforts pour transformer une grave usurpation de décoration en une simple anecdote !

241 – Françoise Giroud ne montra pas un tel scrupule à l'égard d'Albertini lorsqu'elle connut le rôle politique qu'il tenait dans l'ombre. Dans son livre *La comédie du pouvoir*, elle dénonça (p. 128) « un mystérieux personnage dont le nom figure dans les annales de la collaboration et que les historiens de la Ve République découvriront, lorsqu'ils chercheront, mêlé comme un fil noir à bien des nœuds ». Dans les milieux politiques, tout le monde comprit de qui il s'agissait.



## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	7
<b>CHAPITRE I – RENÉ PLEVEN</b>	
UN BRETON DANS LES INTRIGUES PARISIENNES.....	15
<b>CHAPITRE II – LA GUERRE D’ALGÉRIE</b>	
UNE PROLONGATION VOULUE .....	25
<b>CHAPITRE III – CHARLES DE GAULLE</b>	
LA SOLITUDE, LE RETOUR, L’ÉVICTION.....	51
<b>CHAPITRE IV – GEORGES POMPIDOU</b>	
DE MATIGNON À L’ELYSÉE .....	127
<b>CHAPITRE V – JACQUES CHABAN-DELMAS</b>	
UN SPINTER COURANT UN MARATHON .....	273
<b>CHAPITRE VI – VALÉRY GISCARD D’ESTAING</b>	
UNE PARENTHÈSE MONARCHIQUE .....	311
<b>CHAPITRE VII – JACQUES CHIRAC</b>	
UN DIFFICILE ENVOL .....	401
<b>CHAPITRE VIII – EDGAR FAURE</b>	
D’UNE RÉPUBLIQUE À L’AUTRE.....	537
<b>CHAPITRE IX – FRANÇOIS MITTERRAND</b>	
DES NATURES OPPOSÉES, DES VISÉES CONVERGENTES.....	585
<b>CHAPITRE X</b>	
ESPIONS, AGENTS DOUBLES ET AGENTS D’INFLUENCE.....	643
<b>CHAPITRE XI – MAURICE THOREZ</b>	
DIGNITAIRE COMMUNISTE SURVEILLÉ ET MARI TROMPÉ.....	737
<b>CHAPITRE XII – GEORGES MARCHAIS</b>	
RATRAPÉ PAR SON PASSÉ .....	743

### **CHAPITRE XIII – JEAN-BAPTISTE DOUMENG**

**LE MILLIARDAIRE ROUGE..... 749**

### **CHAPITRE XIV – TRAITS ET PORTRAITS..... 771**

**Maurice Bouvier-Ajam ..... 771**

**Maurice Duverger ..... 773**

**Vincent Auriol..... 775**

**Pierre Mendès France ..... 776**

**Roger Wybot ..... 781**

**Jean-Marie Le Pen ..... 785**

**Georges Bidault ..... 788**

**Auguste Lecœur..... 791**

**Françoise Giroud ..... 795**





Imprimé en France  
978-2-310-01572-1  
Dépôt légal: 4<sup>e</sup> trimestre 2013





35001639R10450

Printed in Poland  
by Amazon Fulfillment  
Poland Sp. z o.o., Wrocław



# Entretiens confidentiels de Georges Albertini

**À** la mort de Georges Albertini, *Le Monde* écrivit qu'il « fréquenta, connut, conseilla, guida presque toutes les personnalités politiques de premier plan entre 1940 et 1981. Il organisa des campagnes électorales, fit écrire des centaines d'articles, prononcer des dizaines de discours, exerça le pouvoir par gens célèbres, interposés. Il demeura lui-même constamment dans l'ombre... il ne laisse curieusement derrière lui aucun Mémoire sur sa prodigieuse existence. Les historiens le regretteront un jour, car peu d'hommes auront remué tant de choses dans les coulisses du siècle. »

À défaut de Mémoires, il reste de Georges Albertini la transcription détaillée de ses entretiens et des réflexions que ceux-ci lui inspiraient, effectuée jour après jour sous son contrôle pendant une trentaine d'années. En raison de son engagement sous l'Occupation (il avait été le secrétaire général du Rassemblement national-populaire, que présidait Marcel Déat), il était tenu à la discrétion et privé d'ambition personnelle. Aussi ses interlocuteurs se livraient-ils à lui en toute quiétude, assurés que leurs confidences resteraient sans suite. Ils sollicitaient ses conseils qu'ils savaient désintéressés, et aussi son aide à l'efficacité éprouvée, tant pour résoudre des problèmes délicats que, parfois, pour se tirer d'affaires embarrassantes.

Aussi Georges Albertini aurait-il pu dire, comme Saint-Simon en son temps : « *Je me suis donc trouvé instruit journellement de toutes choses par des canaux purs, directs et certains, et de toutes choses grandes et petites* ».

C'est une sélection de ces transcriptions qu'on trouvera ici, l'ensemble ne devant être accessible que plus tard.

28 €

ISBN 978-2-310-01572-1  
[www.editions-amalthee.com](http://www.editions-amalthee.com)

